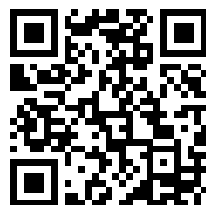

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google[™] books

<http://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 389753



*Library of the University of Michigan
The 'Coyle' Collection.*

*Miss Jean L. Coyle
of Detroit*

*in memory of her brother
Col. William Henry Coyle
1894.*



ESTABLISHED

7
4
R5

11
1
R55

REVUE
DES
QUESTIONS HISTORIQUES

T. LXXXIV. 1^{er} JUILLET 1908.

1

REVUE
DES
QUESTIONS HISTORIQUES

FONDÉE PAR M. LE MARQUIS DE BEAUCOURT

QUARANTE - TROISIÈME ANNÉE

NOUVELLE SÉRIE. — TOME XL

(LXXXIV^e DE LA COLLECTION)

PARIS
BUREAUX DE LA REVUE

5, RUE SAINT-SIMON, 5

1908

L'EXISTENCE HISTORIQUE DE JÉSUS

ET

LE RATIONALISME CONTEMPORAIN

I. — ÉTAT GÉNÉRAL DE LA QUESTION

On l'a dit avec beaucoup de justesse, pour la plupart des chrétiens de notre époque — qu'ils soient catholiques, anglicans, protestants, schismatiques, peu importe — c'est « une monstruosité » d'apprendre qu'« en Allemagne, en Angleterre et en Amérique ¹, il s'est trouvé des hommes qui, dans des ouvrages imprimés, ont refusé à Jésus tout caractère historique, » et se sont contentés de l'envisager « comme une figure normale de la religion chrétienne ²; figure qui n'aurait été regardée que plus tard, et par erreur, comme une personne ayant vécu dans les temps passés ³. »

Aussi ne pouvons-nous comprendre comment, en face d'une telle négation et tout en la réprouvant, quelques savants sont allés jusqu'à affirmer qu'« elle favorise essentiellement le progrès de la science théologique » ou historique, soit parce qu'elle excite les réflexions et les recherches, soit parce qu'elle occasionne un nouvel examen, de plus en plus sérieux, des documents anciens ⁴. Nous croyons être dans le vrai, en ne

¹ En France également, comme il sera dit plus bas.

² Expression tout allemande, pour désigner une figure destinée à servir de règle, de type, au christianisme et à ses adhérents.

³ A. Neumann, *Jesus wer er geschichtlich war*, Fribourg en Brisgau, 1904, p. 7. M. Neumann appartient à l'école rationaliste.

⁴ Cette étrange théorie est celle du docteur Henke, dans le *Protestantenblatt*, 1903, n. 19, p. 149, col. 1; et pourtant, il attaque de toutes ses forces la négation audacieuse des Bruno Bauer, des Kalthoff, etc. Voir aussi P. W. Schmiedel, dans son introduction à l'ouvrage de W. B. Smith, *Der vorchristliche*

voyant en cela que le progrès du mal, le progrès de l'incrédulité devenue plus hardie. Est-ce que l'existence historique et personnelle de Notre-Seigneur Jésus-Christ n'est pas un fait aussi évident que l'existence du soleil ? Aussi préférons-nous dire avec un autre théologien allemand, M. le professeur Bousset, qui fait pourtant — nous aurons occasion de le voir — d'énormes concessions au rationalisme : « On se demande encore et encore, » avant de se décider à attaquer de tels systèmes qui vont jusqu'à nier l'évidence, si les arguments sur lesquels ils s'appuient « méritent une réfutation ¹. »

La théorie qui fait de Jésus un être purement mythique ou légendaire ne rencontre plus aujourd'hui, Dieu merci, la faveur dont elle a joui dans certains milieux, il y a environ soixante ans. Néanmoins, les pires absurdités trouvent toujours des adhérents, et naguère encore, un pasteur protestant ² essayait, dans une série de brochures publiées coup sur coup, de rendre la vie à ce système antiscientifique. Depuis, d'autres écrits ont encore paru dans le même sens. Il n'est donc pas hors de propos de voir sur quelles bases cette théorie prétend s'appuyer, et par quels procédés elle essaie de démontrer que le Jésus des évangiles n'a jamais existé.

Fait très caractéristique : un socialiste d'outre-Rhin, M. Bade, posa, il y a peu d'années, à quarante ouvriers de tous les pays de langue allemande et de toutes les catégories de métiers, cette intéressante question : « Que pensez-vous de Jésus, ou qu'était Jésus ? » Il reçut, comme il fallait s'y attendre, les réponses les plus variées, car les ouvriers allemands lisent beaucoup, et il paraît en Allemagne un nombre vraiment étonnant de livres et de brochures sur Jésus-Christ et sur les évangiles. Quelques-unes de ces réponses, malheureusement bien rares, reconnaissent en Jésus le Messie, l'Homme-Dieu, et parlent de lui avec autant de piété que de foi. La plupart contiennent à son sujet des phrases creuses ou banales. L'une d'elles — une sur quarante, c'est beaucoup — nie franchement l'existence de

Jesus, Giessen, 1906, p. viii et ix ; mais M. le professeur P. W. Schmiedel appartient au rationalisme le plus avancé. Comp. également O. Schmiedel, *Die Hauptprobleme der Leben-Jesu-Forschung*, 2^e édit., Tubingue, 1906, p. 105.

¹ *Was wissen wir von Jesus ?* Halle, 1904, p. 5.

² M. A. Kalthoff, dont il sera longuement question plus bas.

Notre-Seigneur : « Le Christ est une figure imaginaire ; car qui peut démontrer qu'il a vécu ? » Une autre la traite comme un fait douteux : « Je regarderais Jésus, s'il avait vécu, comme un homme idéal ; mais, par malheur, aucun homme idéal n'est bien pratique ¹. »

On le voit, par la force même des choses, cette question : Jésus a-t-il existé ? est « le premier des grands problèmes, » qui s'imposent aujourd'hui, qu'ils le veuillent ou non, à tous ceux qui s'occupent scientifiqnement de la vie de Jésus ².

De quelle nature sont donc les arguments qu'on allègue contre l'existence historique de Jésus ? Nous en empruntons le résumé suivant à un savant professeur allemand, M. von Soden ³, qui, tout en les combattant avec force, fait lui-même de très fâcheuses concessions aux principes rationalistes. On commence, dit-il, par attaquer la thèse de la crédibilité des évangiles, en essayant de démontrer dans le détail, par une comparaison établie entre leurs récits, qu'aucun de ces derniers n'offre des garanties suffisantes de certitude historique ; on s'efforce de prouver que les trois plus considérables d'entre eux, ceux de Matthieu, de Luc et de Jean, n'ont pas vu le jour avant les dix dernières années du premier siècle, et que, par conséquent, ils sont postérieurs d'environ soixante ans aux événements qu'ils racontent ; on affirme qu'ils ont été composés, l'un à Rome (celui de saint Matthieu), les deux autres en Asie Mineure (ceux de saint Luc et de saint Jean), fort loin du théâtre des événements et dans un milieu très différent ; on prétend, de plus, qu'ils ont fait leur apparition parmi des hommes dont l'imagination était vivement surexcitée, dont l'intérêt se portait presque uniquement sur l'avenir, et qui croyaient que Jésus allait ouvrir une nouvelle période de l'histoire, avec la perspective de la fin du monde à une date rapprochée. De tout cela, on conclut que les évangiles sont incapables de nous fournir une image réelle de Jésus et, finalement, que Jésus n'a pas existé.

Agir ainsi, c'est aller vite en besogne. Mais l'école néo-critique

¹ Voir les *Verhandlungen des neunten evangelisch-sozialen Kongressen zu Berlin*, Berlin, 1898, et aussi H. Weinel, *Jesus im neunzehnten Jahrhundert*, Tübingue, 1903, p. 129-131.

² H. von Soden, *Die wichtigsten Fragen im Leben Jesu*, Berlin, 1904, p. 3.

³ *Ibid.*, p. 3 et 4.

veut précisément aller vite sur le domaine de l'histoire religieuse.

II. — LES PRINCIPAUX ADVERSAIRES DE L'EXISTENCE HISTORIQUE DE JÉSUS ET LEURS ARGUMENTS

Laissons maintenant les généralités, et entrons dans l'examen des systèmes par lesquels on a prétendu démontrer que l'existence personnelle de Notre-Seigneur doit être rangée au nombre des mythes ou des fables.

I. L'un des premiers, sinon le premier de tous, est celui de Charles-François Dupuis. Il est exposé dans l'ouvrage, autrefois célèbre, *L'origine de tous les cultes ou la Religion universelle* ¹, par lequel fut inauguré un nouveau genre d'attaques contre la révélation, celui de l'explication de la religion chrétienne par des mythes solaires et naturels. Nous citerons seulement la principale théorie de Dupuis. On verra plus loin qu'elle n'est pas entièrement démodée, puisque l'écrivain qui vient de nier en dernier lieu l'existence personnelle de Jésus-Christ reproduit au fond la même assertion impie et antiscientifique.

« Nous attachons d'autant plus d'importance à prouver que Bacchus et Hercule ne sont que le dieu Soleil, adoré chez tous les peuples sous un nom différent, qu'il en résultera une conséquence infiniment précieuse, savoir : qu'on écrivit autrefois l'histoire de la nature et de ses phénomènes, comme on écrivit depuis celle des hommes, et que le soleil surtout fut le principal héros de ces romans merveilleux, sur lesquels la postérité ignorante a été grossièrement trompée. Si le lecteur reste bien convaincu de cette vérité, il admettra sans peine notre explication de la légende solaire, connue chez les chrétiens sous le nom de Vie de Christ, qui n'est qu'un des mille noms du dieu Soleil, quelle que soit l'opinion de ses adorateurs sur son existence comme homme ². » Dupuis dit encore ³ : « Le héros des légendes connues sous le nom d'évangiles est le même héros qui a été chanté avec beaucoup plus de génie dans les poèmes sur Bacchus, sur Osiris, sur Hercule, sur Adonis, etc. »

¹ Trois vol. in-4, Paris, 1794. L'auteur lui-même en a publié un résumé sous ce titre : *Abrégé de l'origine de tous les cultes*, 1 vol. in-12, Paris, 1798.

² *Abrégé de l'origine de tous les cultes*, 4^e édit., Paris, 1822, p. 154.

³ *Ibid.*, p. 283.

L'auteur, pour démontrer sa thèse, consacre de longues pages à établir les rapprochements les plus imprévus entre Jésus-Christ et le soleil. Finalement il conclut : « Après avoir, j'ose dire, démontré que l'incarnation de Christ est celle du soleil, que sa mort et sa résurrection ont également le soleil pour objet...., je viens à la grande question de savoir si Christ a existé oui ou non. Si dans cette question on entend demander si le Christ, objet du culte des chrétiens, est un être réel ou un être idéal, évidemment il est un être réel, puisque nous avons fait voir qu'il est le soleil. Rien, sans doute, de plus réel que l'astre qui éclaire tout homme venant au monde. Il a existé, il existe encore et il existera longtemps. Si l'on demande s'il a existé un homme charlatan ou philosophe, qui se dit être Christ, et qui ait établi sous ce nom les antiques mystères de Mithra, d'Adonis, etc., peu importe à notre travail qu'il ait existé ou non. Néanmoins nous croyons que non ¹. »

Dupuis trouva quelques disciples, entre autres le fameux Volney. Il parut plusieurs réfutations de ses blasphèmes : les unes sérieuses, les autres — et ce furent peut-être les meilleures — composées sur le ton de la plaisanterie. L'une de ces dernières a eu son moment de célébrité, et on en a donné de nombreuses réimpressions. Elle est intitulée : *Comme quoi Napoléon n'a jamais existé*, et a pour auteur J.-B. Pérès, bibliothécaire de la ville d'Agen ². En voici les premières lignes : « Napoléon Bonaparte, dont on a dit et écrit tant de choses, n'a pas même existé. Ce n'est qu'un personnage allégorique. C'est le soleil personnifié ; et notre assertion sera prouvée, si nous faisons voir que tout ce qu'on publie de Napoléon le Grand est emprunté du grand astre. » En effet, l'auteur prouve que Napoléon est le soleil, qui se lève à l'orient (l'île d'Elbe) et va mourir à l'occident (l'île de Sainte-Hélène) ; ses quatre frères sont les quatre saisons ; ses douze maréchaux sont les douze signes du zodiaque ; bref, tous

¹ *Ibid.*, p. 373.

² Nous avons entre les mains la 11^e édition, publiée par Frédéric Monod, Paris, s. d. C'est une brochure in-32 de 32 pages. Voir aussi, dans un sens et un but analogues, l'ouvrage du docteur Whately contre F.-D. Strauss, *Historic Doubts relative to Napoleon Buonaparte*, et l'article du docteur C. Henke, *Das Napoleonproblem; eine Untersuchung nach der neuesten problemkritischen Methode*, dans les *Bremer Beiträge zum Ausbau und Umbau der Kirche*, 1^{er} fasc., oct. 1903.

les traits de son histoire sont empruntés à la légende solaire ¹.

II. Nous passons de la France à l'Allemagne, de la fin du xviii^e siècle au milieu du xix^e. Bruno Bauer, qui va attirer à son tour notre attention, appartient « au parti le plus radical » en fait d'exégèse. C'est en 1840 qu'il commença à acquérir une triste notoriété, par l'acharnement avec lequel il attaqua le christianisme et son divin fondateur. Né le 6 septembre 1809 à Eisenberg, dans le duché de Saxe-Altenbourg, il mourut le 16 avril 1882, à Rixdorf, près de Berlin. Attaché d'abord à l'aile droite de l'école hégélienne ², il critiqua la *Vie de Jésus* de Strauss avec une âpreté particulière. Mais bientôt, « dans une de ces crises que son âme passionnée et troublée eut plus d'une fois à traverser ³, » il s'avança bien au delà de Strauss lui-même sur la voie de la négation hardie, qui ne respecte rien. Devenu professeur à l'Université de Bonn, il composa deux ouvrages connexes, *Critique de l'histoire évangélique d'après Jean*, et *Critique de l'histoire évangélique d'après les synoptiques* ⁴, dans lesquels il consumma sa rupture non seulement avec le christianisme, mais aussi avec toutes les écoles théologiques d'alors. Il fut destitué pour ce motif, en 1842, et alla se fixer à Berlin, où il consacra sa vie à des travaux de critique et d'histoire. Il publia successivement la *Critique des Évangiles et histoire de leur origine* ⁵, la *Critique des Actes des apôtres* ⁶, la *Critique des épîtres pauliniennes* ⁷, etc. Son dernier ouvrage, qui réunit en quelque sorte toutes les conclusions de ses études précédentes, est intitulé : *Le Christ et les Césars* ; c'est un écrit populaire, qui eut un certain succès ⁸. C'est surtout dans ce volume que

¹ Sur le système de Dupuis, voir F. Vigouroux, *Les livres saints et la critique rationaliste*, 5^e édit., t. II, p. 343-355.

² O. Schmiedel, *Die Hauptprobleme der Leben-Jesu-Forschung*, 2^e édit., Tübingue, 1906, p. 9.

³ *Enragierter Hegelianer*, dit de lui Karl von Hase, *Geschichte Jesu nach akademischen Vorlesungen*, 2^e édit., Leipzig, 1891, p. 167.

⁴ H. Weinel, *Jesus im neunzehnten Jahrhundert*, Tübingue, 1903, p. 44.

⁵ *Kritik der evangelischen Geschichte des Johannes*, Berlin, 1840, et *Kritik der evangelischen Geschichte der Synoptiker*, 3 vol., Berlin, 1841-1842.

⁶ *Kritik der Evangelien, und Geschichte ihres Ursprungs*, 2 vol., Berlin, 1850-1851.

⁷ *Kritik der Apostelgeschichte*, Berlin, 1850.

⁸ *Kritik der paulinischen Briefe*, Berlin, 1850-1852.

⁹ *Christus und die Cæsaren : der Ursprung des Christentums aus dem römischen Griechenland*, Berlin, 1877.

Bruno Bauer s'attache à démontrer par des arguments positifs que le christianisme ne doit pas être rattaché à un fondateur du nom de Jésus, attendu que ce Jésus n'a jamais existé.

Il raconte lui-même qu'en commençant son premier livre, il se proposait de « sauver l'honneur de Jésus, de rendre la vie à sa personne » en le faisant sortir de l'état de mort auquel l'avaient réduit les apologistes, de « rétablir les relations vivantes qu'il a eues d'une manière indéniable avec l'histoire ¹. » Il acheva son œuvre en traitant le christianisme de « vampire qui suce la sève et la force, le sang et la vie de l'humanité ². »

Les métamorphoses de ce genre ne sont pas chose rare parmi les rationalistes, qui, manquant de bases solides en fait de philosophie et de théologie, livrés à l'arbitraire et aux entraînements de leur imagination, se laissent facilement égarer par leurs faux principes. Ils cèdent très aisément aussi, d'une manière plus ou moins consciente, au désir de créer des théories nouvelles. Il y eut de plus, pour Bruno Bauer comme pour Strauss ³, le dépit violent causé par les attaques dont il fut très justement l'objet.

Lorsqu'il se mit à étudier l'histoire évangélique, il adopta de préférence ce qu'il nomme « la méthode littéraire. » Il prit pour point de départ la partie la plus récente de cette histoire, représentée par le quatrième évangile, et il prétendit découvrir, dans l'œuvre attribuée à saint Jean par la tradition, comment « une réflexion évidente expose la vie du Messie dans le cadre de la notion du Logos, » c'est-à-dire, en termes moins obscurs, comment l'auteur du quatrième évangile, prenant pour cadre de son récit la notion du Logos telle qu'elle existait chez les néoplatoniciens et surtout dans les écrits de Philon, y a inséré le portrait du Messie juif ⁴.

Bruno Bauer fit tout ce qu'il voulut de cette méthode. Lui qui reproche aux évangélistes de publier le résultat de leurs « réflexions » personnelles et davantage encore le produit des « réflexions » de la chrétienté primitive, il a fabriqué l'histoire

¹ Voir A. Schweitzer, *Von Reimarus zu Wrede, eine Geschichte der Leben-Jesu-Forschung*, Tübingue, 1906, p. 143.

² Karl von Hase, *Geschichte Jesu*, 2^e édit., p. 168.

³ Voir F. Vigouroux, *La Bible et les découvertes modernes*, t. I, p. 41 et ss. de la 6^e édit., Paris, 1896.

⁴ A. Schweitzer, *Von Reimarus zu Wrede*, p. 138.

évangélique de toutes pièces, en partant d'une idée préconçue. Au début, toutefois, il manifeste une certaine modération dans ses jugements. C'est ainsi qu'il regarde l'auteur du quatrième évangile comme un artiste habile, dont la composition est vraiment une œuvre d'art chrétien : ce qui ne l'empêche pas d'affirmer qu'il n'y a pas, dans cet écrit, « un atome qui ait échappé au travail de *réflexion* de l'auteur-créateur ¹. »

Passant ensuite aux synoptiques dans son second ouvrage, il trouve que, sous le rapport de la vérité historique, ils ne diffèrent du quatrième évangile que par un degré. Il se déclare partisan de ce qu'il appelle, relativement à la composition des évangiles, la *Markushypothese*, c'est-à-dire, de la théorie qui fait du second évangile la source principale de saint Matthieu et de saint Luc. Puis, poussé en avant par sa fausse logique et ses idées préconçues, il croit découvrir que l'œuvre de Marc n'est, comme celle de Jean, qu'un simple produit littéraire sans réalité historique ; *a fortiori* celles des deux autres synoptiques. Les discours et les faits ont été inventés. Il n'y a pas de tradition proprement dite qui ait servi de base aux évangiles : il n'y a que trois « écrivains » (car saint Jean ne compte déjà plus), dont deux dépendent du premier, auquel ils ajoutent à leur gré. Celui d'entre eux qui est seul indépendant a lui-même créé ses propres récits. Cet *Urevangelist* ² était un homme de génie : il appartenait aux cercles philosophiques et réformateurs qui s'étaient formés, vers la fin du premier siècle, dans le monde judéo-gréco-romain. Le christianisme est sorti tout entier de son puissant cerveau. C'était, dans sa pensée, un système de philosophie, destiné à délivrer les couches inférieures du peuple, alors écrasées, humiliées. Pour réaliser cette délivrance, il créa, par contraste avec les empereurs romains, le portrait idéal de Jésus, ce doux souverain, conforme aux besoins et aux désirs ardents de la démocratie. Jésus est donc une création poétique, qui a pour premier auteur l'*Urevangelist*. Celui-ci aurait vécu, d'après Bruno Bauer, durant la première moitié du règne d'Adrien ³ ; son œuvre,

¹ A. Schweitzer, *Von Reimarus zu Wrede*, p. 139. Voir la *Kritik der evang. Geschichte des Johannes*, passim.

² Expression fort goûtée des savants allemands : l'« évangéliste primitif » ; saint Marc, dans le système adopté par Br. Bauer.

³ Ce prince monta sur le trône en 117 et mourut en 135.

remaniée plus ou moins, nous est parvenue sous la forme de l'évangile selon saint Marc. Les écrits de saint Matthieu et de saint Luc parurent un peu plus tard ; celui qui porte le nom de saint Jean ne fut publié que vers la fin du second siècle ¹. Mais l'« évangéliste primitif » n'a pas seulement inventé Jésus ; il a créé également, pour les besoins de la cause dont il s'était fait le promoteur, une attente messianique qu'il a personnifiée dans Jésus, attente qu'il savait fort bien n'avoir pas existé. Le dogme du Messie n'a donc pas été emprunté au judaïsme ; il est né avec le christianisme, ou plutôt, c'est lui-même qui a donné naissance à l'Église, puis à la personne de Jésus-Christ.

Voilà où en vint peu à peu Bruno Bauer, sous l'impulsion de ce qu'on a fort bien nommé son « idée fixe. » Il n'entre pas dans notre plan de le suivre dans le développement détaillé de son étrange théorie ² ; mais il importait d'en esquisser à grands traits les points principaux, pour montrer comment il est arrivé à cette conclusion blasphématoire : Tout ce qu'est le Christ historique, tout ce qui est dit de lui, tout ce que nous savons de lui, appartient au monde de l'idée, de l'idée chrétienne, et n'a rien de commun avec un homme faisant partie du monde réel ³.

Bruno Bauer atténua tout d'abord cette assertion : dans ses premiers volumes, il se contenta de dire que l'existence de Jésus-Christ est tout au moins problématique, qu'elle est d'ailleurs chose indifférente en toute hypothèse.

Quelques années plus tard, dans sa *Critique des évangiles et de l'histoire évangélique* ⁴, il fut plus positif : un personnage historique du nom de Jésus n'a jamais existé. Dans son dernier volume, *Le Christ et les Césars*, il ne garde plus aucune mesure et cesse presque de donner des preuves, tant « il était devenu aveugle par rapport à l'histoire ⁵, » et tant sa haine de tout ce qui est chrétien s'était développée. Aussi ne recueillit-il qu'un

¹ *Kritik der evang. Geschichte der Synoptiker, et Kritik der Evangelien*, passim. Voir aussi A. Schweitzer, *Von Reimarus zu Wrede*, p. 140 et suiv. ; H. Weinel, *Jesus im neunzehnten Jahrhundert*, p. 45.

² On en trouve la réfutation générale dans les Introductions au Nouveau Testament, qui démontrent par des arguments très sûrs et très solides l'authenticité, l'intégrité, la crédibilité des quatre évangiles canoniques.

³ Voir A. Schweitzer, *loc. cit.*, p. 156.

⁴ C'est au fond une édition remaniée de ses deux premiers ouvrages.

⁵ A. Schweitzer, *Von Reimarus zu Wrede*, p. 159.

piteux échec ; on ne lui fit pas même l'honneur de le prendre au sérieux, et on lui reprocha très justement son manque de sens historique et ses allures arbitraires, absolues ¹. Il a sa place toute marquée parmi les « ultra-critiques ², » lui pour qui le seul élément certain, positif, qu'on puisse découvrir à propos de l'Église primitive, consiste dans son existence à la fin du 1^{er} siècle, tout le reste n'étant qu'invention, création, *réflexion* des premiers chrétiens, et en particulier des évangélistes.

III. Cette théorie radicale, quoique très généralement répudiée et condamnée sans examen, a cependant trouvé grâce devant un tout petit nombre de critiques hollandais et anglais, peu difficiles à contenter, ou portés personnellement aux idées extrêmes. Il est aisé de les compter : Loman, dans la *Theologisch Tijdschrift* ³, — et encore a-t-il modifié plus tard sa première opinion, en admettant qu'un pseudo-Messie, nommé Jésus, a été crucifié par Pilate ⁴ ; — Pierson et Naber, dans l'ouvrage *Veristimilia* ⁵ ; Edwin Johnson, dans l'écrit anonyme *Antiqua Mater* ⁶ ; S. E. Verus, pseudonyme de P. van Dyk, dans un livre populaire intitulé *Vergleichende Uebersicht der vier Evangelien* ⁷.

Mais eux non plus — et c'est là un des grands arguments qu'on peut opposer à leur thèse audacieuse — ils n'ont pas réussi à démontrer que le christianisme a pu naître sans recevoir l'impulsion directe et personnelle de Jésus. Pour eux comme pour Bruno Bauer, la religion chrétienne serait en partie le produit spontané de la philosophie gréco-romaine et plus particulièrement du stoïcisme de Sénèque, en partie le développement de la philosophie gréco-juive de Philon. La doctrine chrétienne se serait tout d'abord formée ; puis une association d'hommes acceptant cette doctrine ; en troisième lieu aurait paru le mythe

¹ Et aussi, d'après le mot vigoureux de Karl von Hase, *Geschichte Jesu*, p. 168, son « sans-culottisme littéraire. »

² O. Schmiedel, *Die Hauptprobleme der Leben-Jesu-Forschung*, 2^e édit., p. 9.

³ Années 1882 et 1883. Dans un ouvrage intitulé *Die Persönlichkeit Jesu Christi* et publié à Leipzig en 1881, M. B. Marius se demande si le Christ dont les évangiles tracent le portrait n'est pas le résultat d'une combinaison de l'idée juive du Messie et de l'idéal stoïcien de l'homme juste et sage.

⁴ *Theolog. Tijdschrift*, année 1887 ; *Protestantische Kirchenzeitung*, 1888.

⁵ Amsterdam, 1886.

⁶ Londres, 1887.

⁷ Leipzig, 1897.

de la personne de Jésus lui-même, créé au moyen de types qu'on aurait empruntés soit à l'Ancien Testament, soit au paganisme. Nous démontrerons ailleurs le néant de ces assertions hardies ¹ ; il suffit pour le moment d'en prendre note, et d'indiquer de quelle manière elles se rattachent à la négation de l'existence personnelle de Jésus.

Le parti politique très avancé qui a pris en Allemagne le nom de *Sozialdemokraten* ², et qui a déclaré aussi la guerre aux idées religieuses, a fait siennes les idées de Bruno Bauer. Quelques-uns de ses membres les plus influents s'en vont les exposer de ville en ville, en simples *dilettanti* et de la façon la plus superficielle. Des preuves ? Ils se gardent bien d'en donner. Après tout, disent-ils, ne sont-ce point là « des résultats acquis par la science ? » A défaut d'arguments, ils savent proférer l'insulte et le blasphème, et l'on ne se doute pas, en France, de la grossièreté des outrages qu'ils lancent contre la personne sacrée de Notre-Seigneur Jésus-Christ et contre son Église, dans leurs discours, ou en de nombreuses et ignobles brochures ³.

Dans un article publié par les *Preussische Jahrbücher*, en janvier 1902, sur les « Paroles du Christ, » le docteur F. J. Schmidt, de Berlin, s'efforce à son tour de prouver que la tentative opérée en vue de « reconstruire le Jésus historique au moyen des sources actuellement existantes » a échoué sur toute la ligne, et il a ajouté que ce ne serait pas approfondir, mais *aplatir* la religion chrétienne, que de lui donner pour base la figure de Jésus. Il conclut que tous les récits isolés des évangiles synoptiques ne sont pas autre chose que la reproduction

¹ Lorsque nous étudierons, s'il plait à Dieu, dans la suite de nos *Problèmes évangéliques*, les fausses origines qu'on attribue de nos jours au christianisme.

² Les « social-démocrates. »

³ On en trouvera des spécimens dans les livres, écrits en sens contraires, de MM. Käser, *Der Sozialdemokrat hat das Wort*, Fribourg en Brisgau, 2^e édit., 1898, et H. Köhler, *Sozialistische Irrlehren von der Entstehung des Christentums*, Leipzig, 1899. Voir aussi H. Weinl, *Jesus im neunzehnten Jahrhundert*, Tubingue, 1903, p. 134 et suiv. Bebel, dans ses *Glossen zu Yves Guyot und Sigismond Lacroix's - die wahre Gestalt des Christentums*, - 1892, 3^e édit., a osé dire : « La pourriture sociale de l'Empire romain, tel fut le fumier sur lequel le christianisme dut prendre naissance. Le césarisme était le résultat nécessaire des contrastes matériels qui existaient dans la société ; le christianisme fut le résultat nécessaire de la situation morale qui résultait de ces contrastes matériels. »

d'incidents et de situations par lesquels a passé l'Église primitive, et aussi de décisions données par elle, sous la forme de proverbes, de paraboles et de récits miraculeux.

IV. Les choses en étaient là, et l'on continuait de faire peu de cas de ces boutades, traitées à bon droit de *Wahnsinn* ¹ par la grande masse des théologiens allemands, lorsque parut, en 1902, la première des deux brochures sensationnelles de M. Albert Kalthoff, pasteur à Brème. Elle a pour titre : *Le problème qui concerne le Christ* ²; et pour sous-titre : « Lignes fondamentales d'une théologie sociale ³. » C'est qu'elle n'a pas seulement pour but de remettre sur le tapis, avec une violence qui atteint et dépasse parfois celle de Bruno Bauer, la question de l'existence personnelle de Jésus-Christ; mais elle est encore destinée, dans l'intention de son auteur, à jeter les bases d'une « théologie sociale, » qui résoudrait d'un seul coup toutes les difficultés soulevées de nos jours touchant les origines du christianisme.

M. Kalthoff appartenait autrefois au parti dit « libéral » des théologiens protestants : il est devenu un théologien « social. » Il oppose la « théologie sociale » à celle qu'il nomme « individualiste. » Celle-ci se rattache finalement à une personne individuelle, Notre-Seigneur Jésus-Christ, qu'elle regarde, dans une mesure plus ou moins étendue, — suivant que ses adeptes sont catholiques, protestants orthodoxes, rationalistes, — comme le fondateur du christianisme. Pour celle-là, la religion chrétienne ne provient nullement de l'influence exercée par tel ou tel héros, mais de grands mouvements populaires et sociaux qui se produisirent à l'époque où parut l'Église. Jésus, d'après cette théorie, ne serait donc pas autre chose qu'un *heros eponymos* qui, quelque temps après la naissance du christianisme, lui aurait été assigné comme fondateur.

Tel est, en résumé, le système de M. Kalthoff. Pour mieux l'apprécier, et en même temps pour voir jusqu'où va la hardiesse des soi-disant « critiques, » il est nécessaire de l'envisager de plus près, tel qu'il est exposé dans l'opuscule mentionné ci-

¹ Démence.

² *Das Christus-Problem*, Leipzig, 1902. Une seconde édition a été publiée en 1903. M. Kalthoff est mort le 1^{er} mai 1906.

³ *Grundlinien zu einer Sozialtheologie*.

dessus, puis dans une seconde brochure, *L'origine du christianisme* ¹, publiée un peu plus tard.

Que savons-nous de Jésus? ou plutôt, savons-nous quelque chose de certain au sujet de Jésus? Telle est la question que se pose M. Kalthoff; et il répond sans hésiter: « Non, nous ne savons rien de certain sur Jésus. » Il expose alors brièvement sa « nouvelle méthode » historique et théologique, qui met en branle « les forces religieuses et sociales » de l'humanité, pour expliquer le problème des origines chrétiennes. « Le christianisme, dit-il, ne doit pas être traité comme une puissance qui plane au-dessus de l'homme, ni comme une apparition isolée, séparée de toutes les autres fonctions de la vie humaine; mais il faut l'insérer dans l'ensemble du mouvement social et civilisateur des nations chrétiennes ².... Le christianisme, en tant qu'il est une forme du développement de la vie sociale, ne doit pas être regardé comme l'œuvre d'un fondateur individuel de religion; l'origine et la source du christianisme ne doivent pas être cherchées dans un Jésus historique, qui aurait existé au commencement du christianisme ³. » Et encore: « Pour faire dériver d'un Jésus (*sic*) un phénomène historique mondial tel qu'est le christianisme, » il faut « ne tenir aucun compte de la méthode appliquée de nos jours aux recherches historiques, de ses résultats les plus sûrs et de ses lois les plus élémentaires; » il faut « continuer de vivre dans l'ancien culte des héros, dans la foi aux individus isolés demeurant les ressorts et les mobiles de l'histoire du monde, » tandis que la vraie méthode scientifique « recherche, dans la marche régulière de l'histoire comme partout ailleurs, des enchainements intimes, et ne considère pas les individus comme des miracles tombés du ciel, mais comme les effets naturels de causes naturelles, c'est-à-dire de causes sociales. La foi au héros isolé est l'ennemie mortelle de toute interprétation scientifique de l'histoire ⁴. »

Au dire du pasteur de Brême, bien longtemps avant l'apparition du christianisme, le culte des héros a occasionné des

¹ *Die Entstehung des Christentums; neue Beiträge zum Christus-Problem*, Leipzig, 1904.

² *Christus-Problem*, 2^e édit., p. 12-13.

³ *Entstehung des Christentums*, p. 3.

⁴ *Christus-Problem*, p. 26.

erreurs historiques très grossières, et rattaché des institutions célèbres à des noms qui ne représentent que de vaines ombres. Ainsi, Moïse n'a jamais existé non plus ¹, et pourtant l'idée de la synagogue a été personnifiée en lui et dans son histoire. Le « serviteur de Jéhovah, » si souvent mentionné dans les oracles d'Isaïe ², n'est qu'une personnification du peuple théocratique, et nullement un individu réel. L'idée du Messie, venue plus tard, figure de même, sous un voile individuel, la nation juive tout entière. Jésus, ou plutôt Jésus-Christ, n'est à son tour que la personnification de l'idée de l'Église.

Toutes ces erreurs proviendraient, en fin de compte, de la réforme sociale tentée par les prophètes d'Israël. Le *messianisme* introduit par eux dans la religion des Hébreux est, nous assure-t-on, à la base de l'idée de l'Église et de la personnification de Jésus.

Ce messianisme ne serait autre chose qu'une forme religieuse du droit social ³. Le mouvement messianique a été produit par un élan démocratique, et même communiste. La preuve en est, paraît-il, dans la secte des Esséniens, dont les membres vivaient en commun et pratiquaient un communisme religieux; puis dans la Gnose, où l'on en vint à condamner la propriété privée et le mariage. Mais un autre mouvement, qui eut aussi son origine dans la classe prolétaire, eut au contraire pour résultat le « royaume de Dieu » réalisé, c'est-à-dire l'organisation de l'Église. « Nous devons donc considérer le christianisme comme un mouvement social de grand, de très grand style, auquel un déploiement de forces élémentaires, issu d'une classe d'hommes opprimés et qui tendaient à se délivrer, donna le branle, et qui, par la suite, passa par une crise si puissante, que le résultat produit, l'Église catholique, apparaît au premier coup d'œil comme tout à fait l'opposé de son état premier, tandis que, pour un regard plus pénétrant, même à ce degré de développement, les forces qui ont produit à l'origine tout le mouvement sont encore très reconnaissables ⁴. »

Très reconnaissables! Peut-être pour des yeux organisés

¹ *Christus-Problem*, p. 38.

² Dans la seconde partie, à partir du chapitre XL.

³ *Christus-Problem*, p. 60.

⁴ *Ibid.*, p. 60-61.

d'une façon particulière, ou doués d'une merveilleuse puissance, et surtout pour une imagination qui fait de l'histoire tout ce qu'elle veut ; mais ces yeux-là sont rares, il faut le reconnaître, puisqu'il était réservé à M. Kalthoff de faire des découvertes si extraordinaires.

Comme on l'a vu, notre auteur remonte bien haut pour nier l'existence personnelle de Jésus-Christ, alors que, pensions-nous, il devait tout d'abord s'attaquer aux récits évangéliques pour arriver à son but. Il les attaque à leur tour, et il le fallait bien. Nous allons le suivre également sur ce terrain.

D'après lui, les évangiles doivent être précisément regardés comme des documents où est décrite la lutte terrible qui aurait eu lieu, lorsque naquit l'Église, entre ces « deux pôles opposés : celui de la violence d'en haut (la violence des classes riches) et celui de la violence d'en bas (la violence des classes pauvres). » On y aperçoit plus d'une fois « les traces des combats, des souffrances, des aspirations et des espérances de l'Église en formation ¹. »

Par exemple, ne lisons-nous pas dans saint Luc ² : « Bienheureux les pauvres ; malheur à vous, riches ? » L'action d'amasser des trésors n'est-elle pas réprouvée comme un acte idolâtrique, et la sollicitude pour les biens de ce monde comme une disposition toute païenne ³ ? Ce sont les petits et les humbles, non pas les grands et les puissants, qui sont les vrais citoyens du royaume des cieux, de l'Église ⁴. Le baptême n'était pas autre chose que le symbole religieux de ces clubs communistes, comme il le fut plus tard pour le communisme radical des Anabaptistes. Les démoniaques sont simplement des « messianistes » jetés dans une sorte d'ivresse apocalyptique par les idées révolutionnaires sociales. » L'Église, heureusement, rejeta de son sein cet élément mauvais, et beaucoup d'autres encore, qui constituaient pour elle un péril immense. Les paroles prêtées à Jésus sont de pures inventions, et un grand nombre d'entre elles portent pour ainsi dire au front la marque de leur origine ; celle, entre autres, qui ordonne de tout quitter pour suivre le

¹ *Christus-Problem*, p. 62-63.

² vi, 20, 24.

³ *Matth.*, vi, 19 et ss., 24 et ss.

⁴ M. Kalthoff cite *I. Cor.*, i, 26-30, et *Jac.*, ii, 1 et ss.

Christ, comme aussi la parabole du pauvre Lazare et du mauvais riche, et les autres *logia* qui prêchent comme idéal de la vie chrétienne une vertu de cloître, une existence de cloître. Les faux messies mentionnés dans le premier évangile ¹ sont de faux réformateurs sociaux; Judas symbolise les délateurs vulgaires ². Saint Matthieu, dans son évangile, attaque surtout la hiérarchie, tandis que saint Luc s'en prend aux capitalistes; saint Marc représente le côté religieux du mouvement social, qui aboutit au christianisme, et saint Jean son caractère irrésistible.

Évidemment, les évangiles ne sont pas authentiques, et leur composition ne remonte pas au delà du règne de Trajan (98-117 après Jésus-Christ). M. Kalthoff ne se lasse pas de répéter qu'ils sont les sources, non pas de l'histoire d'un individu isolé, mais d'un mouvement social, duquel est sorti le christianisme. S'ils renferment ça et là quelques dates, s'ils localisent les faits en Palestine, cette chronologie et cette géographie sont visiblement faussées et n'ont pas d'autre but que de « servir de cadre » à l'histoire de l'Église primitive, racontée sous le voile de l'histoire de Jésus ³. Saint Pierre n'a jamais existé : il est la personification de la chrétienté romaine et de sa tendance à tout envahir, à tout centraliser dès le début; son nom symbolique désigne le rocher, le fondement solide sur lequel cette chrétienté se croyait bâtie ⁴. C'est de Rome que partent ces « projections » chronologiques, géographiques, historiques et autres, qui visent à rendre vraisemblable l'existence personnelle de Jésus. Les évangiles décrivent d'ailleurs un état social qui ne saurait convenir à la Palestine, mais qui « ne peut s'appliquer qu'aux mouvements agraires de l'Italie, au temps des empereurs romains ⁵. »

M. Kalthoff suit tout du long sa théorie, d'après laquelle les évangiles doivent être envisagés comme des écrits apocalyptiques, dont le rôle était de « créer des personnifications. » La principale de toutes est celle de Jésus.

¹ *Matth.*, xxiv, 11, 24.

² *Christus-Problem*, p. 78.

³ *Ibid.*, p. 40 et ss.

⁴ *Ibid.*, p. 50-51.

⁵ *Ibid.*, p. 55.

Mais les évangiles ne sont pas seuls à démontrer que Jésus n'est qu'un personnage fictif ; d'autres parties du Nouveau Testament, surtout la première épître de saint Jean, les lettres de saint Paul aux Corinthiens, aux Éphésiens et aux Colossiens, puis les écrits des Pères apostoliques ¹, et aussi les peintures des Catacombes ne peuvent convenir qu'à un être idéal, qui n'a jamais existé. Notons ce trait spécial : « Le Bon Pasteur, tel qu'il revient régulièrement (sur les fresques des Catacombes), jeune homme imberbe, presque un enfant, ne saurait en aucune façon représenter un Jésus historique, le fils du charpentier de Nazareth.... L'image symbolise plutôt la jeune chrétienté, qui.... porte les faibles et conduit les égarés ². » Quant aux peintures qui semblent rappeler l'institution de l'Eucharistie, elles ne s'appliquent pas non plus à un être individuel : « L'Église, en tant que corps du Christ, se symbolise elle-même dans le pain et le vin ³. »

Nulle part donc, soit dans les évangiles, soit dans les autres livres du Nouveau Testament, soit dans ce qu'on avait regardé jusqu'ici comme les premiers éléments, très riches et très purs, de la tradition chrétienne, on ne rencontre le moindre détail qui désigne en vérité un personnage historique. Même dans le récit, pourtant bien vivant, bien individuel, des scènes de la passion du Christ, « il s'agit d'une description apocalyptique de la persécution déchainée sous Trajan. Les victimes de cette persécution étaient pour le mouvement messianique un agneau pascal, un sacrifice d'alliance et de délivrance ⁴. »

La conscience qu'avait l'Église d'être elle-même le Fils de Dieu, divin et humain tout ensemble, rendit pendant longtemps les hommes heureux, en leur inspirant de l'espoir pour l'avenir et en les faisant sortir de leur angoisse présente. Mais l'Église n'a pas tenu ses promesses ; et un autre Fils de Dieu, sécularisé, vraiment social, puisqu'il n'est autre que l'humanité nouvelle, l'homme idéal autonome, est sur le point de prendre sa place.

Dans son second opuscule, *L'origine du christianisme*,

¹ « Il ne peut exister aucun doute sur ce point, que, dans les écrits des Pères apostoliques, le Christ, ou, comme on le nomme le plus souvent, le « Seigneur, » n'est pas une individualité historique, mais représente l'idée personnifiée, le principe transcendant de l'Église. » *Christus-Problem*, p. 32.

² *Christus-Problem*, p. 46.

³ *Ibid.*, p. 47.

⁴ *Ibid.*, p. 49.

M. Kalthoff affirme de nouveau qu' « on ne peut tirer aucun bénéfice des évangiles pour l'histoire de la vie de Jésus ¹, » que « le christianisme, en tant qu'il est... une forme de développement de la vie sociale, ne doit pas être regardé comme l'œuvre d'un fondateur individuel ², » qu'il n'y a pas eu de « Jésus historique » au début de la société chrétienne, que les évangiles et les épîtres de saint Paul ne parlent pas d'un Jésus individuel, personnel, mais d'un homme-Dieu, c'est-à-dire d'une idée personnifiée. Mais il glisse assez rapidement sur ces affirmations, qu'il croit avoir démontrées jusqu'à l'évidence dans son précédent ouvrage; il insiste, au contraire, sur la manière dont se serait formé le christianisme. Dans six chapitres, dont les titres marquent à eux seuls la tendance — « l'histoire préliminaire du christianisme dans l'Empire romain, dans la philosophie grecque, dans le judaïsme; les clubs communistes; l'organisation de la communauté chrétienne; l'Eglise chrétienne, » — il précise et développe ce qu'il avait déjà dit à ce sujet. Trois « facteurs » principaux ont contribué, en s'associant et en se combinant, à donner naissance à l'Eglise : les aspirations communistes du prolétariat romain, la philosophie grecque, la croyance des Juifs à un Messie libérateur. Le premier de ces trois éléments a dominé à Rome; le second, en Asie et en Grèce; le troisième, en Judée. Mais ils ont coexisté partout simultanément. Le christianisme est donc le résultat naturel de forces aveugles; il est né par suite d'un embrasement spontané, lorsque les matières inflammables, religieuses ou sociales, qui s'étaient accumulées dans l'Etat romain, entrèrent en contact avec les espérances messianiques des Juifs. Jésus, alors même que son existence serait certaine, n'a pas eu à fonder l'Eglise, car elle s'est formée et développée spontanément, par suite des circonstances économiques, politiques et religieuses de l'époque; elle était devenue une nécessité ³. Mais Jésus n'a pas existé. Dans les clubs sociaux d'alors, on prenait pour patron une divinité, ou un héros, comme Cérès, Bacchus, Esculape, etc. Le Christ, nommé ensuite Jésus ou Sauveur lorsqu'on lui créa une personnalité, a été à son tour le patron des premières associa-

¹ Page 1.

² *Entstehung des Christentums*, p. 3.

³ *Ibid.*, p. 91.

tions chrétiennes; « mais le Christ n'est point un personnage historique, Jésus non plus. Un Fils de Dieu ne saurait avoir été un homme ordinaire.... Il lui a été plus impossible encore d'être une personnalité historique; autrement, la Vierge n'aurait pas pu lui être donnée pour mère, ni le Saint-Esprit pour père ¹. » Ces termes de Christ et de Fils de Dieu sont donc génériques; ils désignent en réalité la société chrétienne.

M. Kalthoff a la confiance que sa théorie rendra l'évangile du Christ clair et intelligible à tous, et qu'elle en fera disparaître tout ce qu'il contient de choquant pour la pensée contemporaine. Bien plus, à l'en croire, il se serait proposé, en la publiant, d'« exciter un nouvel intérêt et même un nouvel amour pour notre passé chrétien ². » D'ailleurs, il prétend être encore un homme religieux, quoiqu'on se demande, en parcourant les discours ou les études qu'il a publiés naguère sur des thèmes religieux ³, quel peut bien être l'objet de la religion qu'il prêche et qu'il pratique actuellement ⁴. Il n'a cependant pas toujours été sceptique à l'égard de Notre-Seigneur Jésus-Christ. Le temps n'est pas très éloigné où il donnait de vive voix et publiait ensuite, sur la Vie de Jésus, des conférences ⁵ dans lesquelles il acceptait sans hésiter « les résultats généralement admis par la théologie contemporaine. » Mais, depuis, il s'est posé en adversaire personnel de Jésus, et il ose parler de lui avec la haine des apostats et des fanatiques. Les formules « un Jésus, un certain Jésus, l'homme Jésus, l'individu Jésus, » etc., reviennent fréquemment sous sa plume audacieuse ⁶.

¹ *Ibid.*, p. 138.

² *Christus-Problem*, p. 6.

³ *Religiöse Weltanschauung*, Leipzig, 1903; *Zarathustrapredigten*, Leipzig, 1904; *Religion der Moderne*, Leipzig, 1905.

⁴ Dans les *Zarathustrapredigten*, on trouve, à la page 170, cette définition de Dieu : « C'est le génie créateur dans l'âme humaine. » Dans l'ouvrage *Religion der Moderne*, la religion se compose de toute sorte d'éléments : la recherche de la vérité, l'art, la nature, la politique démocratique, l'amour sensuel, la science, l'organisation sociale, l'égoïsme, — de tout, on le voit, excepté la foi en Dieu. Dans un volume d'*Essais*, publié la veille de sa mort, et qui reproduisait d'autres prônes du pasteur brémois, il est dit qu'il faut « mettre à la place de l'évangile l'Olympe et la déification de la nature. » Voir O. Schmiedel, *Die Hauptprobleme der Leben-Jesu-Forschung*, 2^e édit., p. 105-106.

⁵ *Das Leben Jesu, Reden gehalten im protestantischen Reformverein zu Berlin*, Berlin, 1880.

⁶ On a pu écrire que « Kalthoff haïssait Jésus comme Luther haïssait le pape. » Burgraff, *Was nun ? Brème*, 1906, p. 2.

Avant de mourir il a pu se rendre compte qu'il était loin d'avoir atteint son but, tant l'opposition soulevée par ses écrits a été prompte, vive et ardente. Son ton âpre, acerbe, prétentieux ¹, les traits brûlants qu'il décoche à toute occasion contre les théologiens protestants, en particulier le caractère « monstrueux » de sa thèse et la faiblesse de ses preuves ont soulevé contre lui de nombreux adversaires, non seulement parmi les théologiens orthodoxes, mais aussi dans les rangs des critiques les plus avancés. S'il a reçu quelques rares adhésions ², il a vu se lever immédiatement contre lui, surtout dans le camp libéral auquel il avait porté lui-même de rudes coups, une légion de contradicteurs ³. Pendant deux ans, l'Allemagne a retenti des cris des combattants. Des théologiens aussi avancés que M. Tschirn, prédicateur du *frei-religiöses Verein* de Breslau, qui a cessé de se regarder comme chrétien ⁴, et le professeur Steck, pour lequel il n'existe pas une seule épître authentique de saint Paul ⁵, ont eux-mêmes vivement protesté contre la violente « suppression du Jésus historique » ⁶.

La critique a spécialement porté sur ces trois points : l'interprétation de l'histoire par M. Kalthoff, la logique de son argumentation, sa méthode exégétique. Presque unanimement, on a

¹ Aigri par la vivacité des ripostes, il se montre encore plus trivial et plus vulgaire dans son second opuscule que dans le premier. Quant à sa brochure *Was wissen wir von Jesus?* Berlin, 1904, elle dépasse toute mesure sous ce rapport ; c'est un pamphlet où M. Kalthoff ne craint pas d'employer le langage de la rue contre ses adversaires.

² Entre autres, celles du pasteur Steudel, dans la revue *Das freie Wort*, Francfort-sur-le-Mein, 1903, p. 596 et ss., et de C. Promus, dans l'opuscule *Entstehung des Christentums*, Leipzig, 1905.

³ Il suffira de mentionner, parmi les principaux, MM. Thikötter, *D^r Kalthoff's Schrift « Das Christusproblem » beleuchtet*, Brême, 1903, et *D^r Kalthoff's Replik beleuchtet*, Brême, 1903 ; Henke, *Die Zeugnisse aus der Profanlitteratur über die Entstehung des Christentums*, dans le *Protestantenblatt*, 1903, n. 19, 20, 25, 26 ; H. Weinel, *Das Christusproblem*, dans le *Protestantenblatt*, 1903, n. 32-34 ; W. Bousset, *Was wissen wir von Jesus?* Halle, 1904, 2^e édit. en 1906 ; F. Meffert (écrivain catholique), *Die geschichtliche Existenz Christi*, M. Gladbach, 1904 ; G. Hollmann, dans la *Theologische Rundschau*, Tubingue, juin 1904, p. 248 et ss., avril 1906, p. 133 et ss. ; O. Schmiedel, *Die Hauptprobleme der Leben-Jesu-Forschung*, 2^e édit., 1906, p. 14-16, 105-113 ; A. Schweitzer, *Von Reimarus zu Wrede*, Tubingue, 1906, p. 312 et ss.

⁴ *Hat Christus überhaupt gelebt?* Bamberg, 1903.

⁵ Le docteur Kalthoff ne manque pas de le citer comme faisant autorité sous ce rapport.

⁶ *Protestantische Monatshefte*, t. VIII, 8, p. 288 et ss.

formulé contre lui, à ce triple point de vue, des accusations aussi graves que justifiées.

L'histoire, telle qu'il la présente, n'est plus de l'histoire, mais un travestissement, souvent très odieux, des faits les plus simples. Avec une parfaite ironie, M. A. Schweitzer ¹ lui laisse « la responsabilité de ce qu'il sait (et de ce qu'il affirme) sur la situation intérieure de l'Empire romain, et en particulier sur l'organisation du prolétariat, vers l'époque de Trajan. » Point très spécial : comment peut-il mettre en relations le messianisme juif et le prolétariat romain ? Quand même il existerait pour certains traits — ce qui n'est nullement prouvé, — quelque ressemblance extérieure entre les anciennes associations cultuelles des païens et les premières communautés chrétiennes, cela ne supposerait pas le moins du monde un lien de parenté. L'ethnographie et l'histoire de la religion manifestent souvent des phénomènes parallèles très surprenants, produits à des distances géographiques tellement grandes, qu'il ne saurait être question de dépendance réciproque. Il n'est pas moins faux de prétendre que tout est évolution naturelle dans le cours de l'histoire, que les agents sociaux ont une puissance irrésistible, que les faits et les idées méritent seuls notre attention, que les individualités ne comptent pour rien ; il est démontré, au contraire, par l'expérience de siècles nombreux, que les grands hommes jouent un rôle très important dans l'histoire, et qu'ils sont une des conditions du progrès de l'humanité. Et puis, nulle part, dans l'histoire des origines du christianisme, n'apparaissent ces fermentations sociales, ces forces aveugles desquelles il plaît à M. Kalthoff de le faire naître. Lorsque notre auteur affirme que le messianisme juif, la philosophie grecque, l'état social de l'Empire romain, les aspirations des déshérités à l'air et à la lumière, l'organisation et les tendances des associations religieuses chez les Grecs, etc., seraient les vrais « facteurs » de Jésus-Christ, il énumère toute une série d'impossibilités sous le rapport historique. C'est comme s'il alignait des zéros à la suite les uns des autres ; jamais il ne réussira à leur faire produire une seule unité.

Le logicien, on l'a vu, est à la hauteur de l'historien. Les con-

¹ *Von Reimarus zu Wrede*, p. 314.

traducteurs du pasteur brémois ne se rendent certainement pas coupables d'injustice lorsqu'ils protestent contre « l'arbitraire sans pareil » de ses raisonnements et de ses conclusions, contre ses audacieux coups de force et ses assertions sans preuve; or, surtout en pareille matière, « on n'a pas le droit d'affirmer sans prouver. » Son argumentation est tellement compliquée, qu'on l'a comparée à une « tourbière dans laquelle le lecteur ordinaire s'embourbe et se perd sans ressources ¹. » On a dit encore que, par ses théories, « il fait dans le domaine des airs des excursions qui se terminent habituellement par une chute déplorable, » qu'il écrit « non pas comme un calme chercheur qui s'inquiète surtout de la vérité, mais comme un homme de parti; » aussi, ajoute-t-on sans pitié, ce qui dans ses écrits « résiste à un examen sérieux est bien peu de chose, à côté des nombreux détails qui ne peuvent satisfaire que le lecteur superficiel et ignorant ². »

M. Kalthoff n'a pas été jugé avec moins de sévérité comme exégète. En fait, si quelqu'un se permettait d'interpréter les classiques grecs et latins d'après les principes d'herméneutique dont il se sert pour expliquer les saints Livres, on protesterait de toutes parts. Sa science exégétique a été comparée à celle d'un *dilettante*, et elle ne mérite pas d'autre nom. Que sont devenus les évangiles entre ses mains? Ses interprétations allégoriques de nombreux passages ³ feraient croire que l'exégèse n'a pas fait un seul progrès depuis Philon et Origène; encore donnerait-il des leçons sur ce point à ses maîtres.

Tous les critiques sont d'accord pour dire qu'il n'a pas démontré sa thèse. « Il a peint son Christ à l'encre rouge sur une feuille de papier buvard, et il nous engage à prendre sa peinture pour quelque chose de nouveau, parce qu'elle est rouge et que le papier a bu tout autour ⁴. »

V. Parmi ceux qui ont jeté le plus récemment des doutes sur l'existence historique de Notre-Seigneur, MM. W. B. Smith et P. Jensens méritent une mention à part ⁵. Aucun d'eux n'est théo-

¹ A. Schweitzer, *Von Reimarus zu Wrede*, p. 313.

² M. Steck, dans les *Protestant Monatshefte*, t. VIII, n. 8, p. 295-296.

³ Voir la page 19.

⁴ A. Schweitzer, *Von Reimarus*, p. 315.

⁵ Voir aussi, dans le même sens, le volume de M. John R. Robertson, intitulé *Pagan Christs*, Londres, 1903.

logien ou exégète de profession; ce n'est que par occasion qu'ils se sont occupés des questions bibliques, et d'emblée ils se sont placés, sur le domaine des évangiles, tout à fait à l'extrême gauche du parti qui se nomme « critique. »

M. William Benjamin Smith est professeur de mathématiques en Amérique. Le volume qu'il publiait naguère en allemand, sous ce titre : « Le Jésus antérieur au christianisme ¹, » est muni d'une introduction composée par M. P. W. Schmiedel, qui appartient lui-même à l'école exégétique rationaliste. Ce dernier s'excuse presque de son rôle de parrain littéraire, et ne promet point de ne pas attaquer bientôt les théories de M. Smith : après tout, ce ne serait pas la première fois, puisqu'il a réfuté dans le *Hibbert Journal* de Londres ² une des thèses favorites du professeur américain, laquelle consiste à nier l'authenticité de l'épître aux Romains ³.

Voici en quels termes M. P. W. Schmiedel résume les idées de son ami ⁴ : « L'enseignement relatif à Jésus remonte plus haut que le christianisme; son culte était répandu au loin parmi les Juifs, surtout les Juifs hellénistes, entre l'an 100 avant J.-C. et l'an 100 de notre ère; il était plus ou moins secret, et tout entouré de mythes.... Jésus, dès le commencement, n'a pas été autre chose qu'une divinité...., à savoir, le libérateur, le gardien, le sauveur. Son nom de *Nazaréen* ne provient pas d'une ville de Nazareth, qui n'existait pas alors; mais ce mot, d'après sa signification en hébreu, dépeint précisément Jésus comme le « gardien; » son *anastasis* ⁵ désignait à l'origine son « institution » (comme Messie, comme maître du monde, comme juge des vivants et des morts, etc.), et ce terme ne fut interprété d'une résurrection que lorsqu'on lui eut ajouté plus tard les mots : « d'entre les morts. » Ces deux grandes notions, à savoir, celle de *quelqu'un qui doit venir* (le Christ, le Messie),

¹ *Der vorchristliche Jesus, nebst weiteren Vorstudien zur Entstehungsgeschichte des Urchristentums*, Giessen, 1906.

² Année 1903, numéro d'avril.

³ M. Smith consacre encore à cette épître, on ne sait pourquoi, une centaine de pages (p. 137-224) du volume que nous avons entre les mains, et prétend que personne dans l'antiquité n'a parlé d'elle avant l'année 160.

⁴ Pages vii-viii.

⁵ C'est-à-dire « sa résurrection : » mais M. Smith va étrangement modifier ce sens.

notion plus stricte, plus sévère, proclamée par Jean-Baptiste et par d'autres, et celle plus douce, plus aimable de *Jésus*, étaient distinctes à l'origine ; mais finalement elles furent réunies en une seule, la notion de *Jésus-Christ, conquérant du monde*. La parabole du Semeur eut pour premier thème l'ensemencement, opéré par Dieu, de grains qui consistaient dans le *Logos* et qui devaient régénérer le monde. »

La première dissertation de M. Smith est la principale au point de vue qui nous occupe. Elle contient tout son système, et montre en même temps les procédés dont il use pour faire dire aux textes tout ce qu'il veut. Il prend comme point de départ la locution grecque τὰ περὶ τοῦ Ἰησοῦ ¹, employée quatre fois dans le Nouveau Testament : *Marc.*, v, 27 ; *Luc.*, xxiv, 49 ; *Act.*, xviii, 25 et xxviii, 31. C'est le troisième de ces passages qui a le plus d'importance pour lui. Il y est question du célèbre Apollos, ce Juif converti, qui manifesta un si beau zèle comme missionnaire. Tout d'abord, il est dit de lui : « Il avait été instruit dans la voie du Seigneur ², et fervent d'esprit, il parlait et enseignait avec soin *ce qui concernait Jésus* ; mais il ne connaissait que le baptême de Jean. » Rien de plus simple pour la presque unanimité des interprètes : Apollos n'avait reçu d'abord qu'une instruction chrétienne très imparfaite ; néanmoins, ce qu'il savait de Jésus et de la religion fondée par lui l'avait tellement séduit, qu'il en parlait à toute occasion et faisait un admirable prosélytisme. Rien de moins simple, au contraire, pour M. Smith : « Il est clair, comme le soleil en plein midi, s'écrie-t-il ³, que l'expression τὰ περὶ τοῦ Ἰησοῦ ne peut avoir ici la moindre relation avec l'histoire de Jésus ; elle désigne plutôt l'enseignement relatif à Jésus. » La nuance paraît bien innocente à première vue ; mais, si nous passons à la page suivante, nous verrons qu'elle contient en germe toute la théorie négative de M. Smith : « Primitivement ⁴ les mots τὰ περὶ τοῦ Ἰησοῦ désignaient une doctrine relative à Jésus...., une doctrine qui *manifestement* précéda l'histoire évangélique de la vie et de

¹ A la lettre : les choses relatives à Jésus.

² Dans la doctrine chrétienne.

³ Page 8.

⁴ Le professeur américain sait à merveille tout ce qui se passait « primitivement » et à l'origine des choses.

la mort de Jésus, et qui *certainement* ne la renfermait pas et ne l'utilisait pas ¹. »

Nous avons souligné deux adverbes qui ne nous paraissent guère sortir des prémisses. Pour un professeur de mathématiques, le procédé est au moins singulier.

De ce qu'Apollos, lorsqu'il commença à se faire le prédicateur de Jésus-Christ, avait seulement reçu le baptême de Jean, est-il permis de conclure qu'il ne savait rien de la personne de Jésus et qu'il ignorait jusqu'à son existence? Surtout est-il permis de généraliser davantage encore, et de tirer cette autre conclusion ² : « La tentative faite en vue de rattacher l'origine du christianisme à un homme doit échouer perpétuellement, car le Jésus-Christ du christianisme primitif ne fut pas de nature humaine, mais de nature divine; ce fut le roi des rois, le Seigneur des seigneurs, le Sauveur, le libérateur, le Dieu protecteur? » Ce qui revient à dire, dans la pensée de M. Smith, que Jésus-Christ n'est pas autre chose qu'une idée, qu'un être abstrait, qui n'a jamais eu d'existence personnelle.

Ses autres dissertations abondent en tours de force exégétiques, critiques et historiques du même genre. Laissons-les.

M. P. Jensens est professeur d'assyriologie à l'Université de Marbourg. Dans un très récent ouvrage, *L'épopée de Gilgamesch dans la littérature du monde* ³, dont le premier volume a seul paru ⁴, il se propose d'étudier « les origines de la légende de l'Ancien Testament par rapport aux patriarches, aux prophètes et aux libérateurs d'Israël, et aussi la légende du Nouveau Testament relative à Jésus. » Cela promet. M. Jensens dissimule moins sa pensée, dès l'abord, que M. Smith, bien qu'il n'en soit, lui aussi, qu'aux préliminaires.

Dans sa préface, il nous fait quelques confidences intéressantes. Il ne s'est aventuré, dit-il, qu'avec une certaine réserve — certes, on ne le soupçonnerait pas! — sur ce terrain peu connu de lui, et il a été fort mal accueilli par les « sages » auxquels il communiquait les résultats de ses recherches. Mais il ne

¹ Page 9.

² Page 41.

³ *Der Gilgamesch-Epos in der Weltliteratur.*

⁴ *Die Ursprünge der alttestamentlichen Patriarchen, Propheten-, und Befreier-Sage und der neutestamentlichen Jesu-Sage*, Strasbourg, 1906.

s'est pas laissé décourager, et il a continué son chemin. Dans ce gros volume de xviii-1,030 pages in-8, il nous fait part de ses singulières découvertes.

Sa théorie n'est pas absolument nouvelle. Elle consiste à chercher, et à trouver — on trouve toujours, quand on cherche avec une opinion préconçue — dans l'histoire, dans les mœurs, dans la religion des Babyloniens, les bases générales et aussi les détails particuliers de la religion soit des Hébreux, soit des chrétiens. D'autres l'avaient déjà proposée, mais avec une certaine modération, sauf M. Gunkel, qui, dans plusieurs écrits ¹, a publié des découvertes analogues, également très hardies en ce qui concerne Jésus-Christ et la religion chrétienne.

Est-il arrivé à quelqu'un de nos lecteurs de jeter un coup d'œil sur la *Demonstratio evangelica*, traité célèbre en son temps, de Huet, évêque d'Avranches ²? Ce savant théologien, très original, mais qui ne brillait point par l'esprit critique, prétendait retrouver Moïse, son histoire et ses écrits dans tous les anciens littérateurs et dans toutes les divinités du paganisme. Contentez-vous de parcourir sa table des matières, et vous y verrez des constatations surprenantes. Il s'agit de démontrer l'authenticité du Pentateuque. L'auteur la prouve d'abord « aliorum scriptorum testimoniis, » et ces témoignages ne sont nullement ceux des prophètes, des poètes et des historiens de l'Ancien Testament, comme on s'y attendrait, mais ceux de Sanchoniaton, d'Homère, d'Hésiode, de Solon, de Pythagore, d'Anaxagore, de Socrate, de Platon, d'Aristote, de Béroëse, de Manéthon, de Diodore de Sicile, de Juvénal, de Plutarque, de Tacite, de Longin et de trente autres écrivains païens. Le second argument est plus étonnant encore : « Presque toute la théologie païenne dérive de Moïse, ou des actes et des écrits de Moïse. » Les titres suivants ne frappent pas moins l'esprit que les yeux : *Adonis idem ac Moses, Thammuz idem ac Moses....* Et de même Thoth, Apis, Anubis en Égypte; Zoroastre chez les Perses; Apollon, Pan, Priape, Esculape, Prométhée, Orphée, Amphion, etc., chez les Grecs; Janus, Faune, les dieux

¹ Notamment dans sa récente brochure, *Zum religionsgeschichtlichen Verständnis des Neuen Testaments*, Göttingen, 1903.

² Nous avons sous les yeux la troisième édition, « ab auctore recognita, castigata, et amplificata; » Paris, 1690, in-fol. de xviii-824 p.

Pénates et les dieux Lares, etc., chez les Romains. De tous et de chacun il est dit : *Idem ac Moses*. En résumé, comme nous lisons en tête du chapitre xi, relatif aux écrits de Moïse, « *Fabulares omnes dii, omnes iidemque sunt, nempe Moses.* » Quant aux déesses, elles représentent toutes la femme de Moïse, Séphora, et aussi plus ou moins Marie, la sœur du grand homme.

Le raisonnement est étrange; les preuves de détail le sont encore davantage. Prenez maintenant le gros volume de M. Jensens, et vous trouverez une thèse analogue, mais tout au rebours. Les « légendes de l'Ancien Testament » et la « légende de Jésus » ont leur source visible, palpable, évidente, dans l'épopée du héros babylonien *Gilgamesch* et de son ami *Éabani*. L'histoire des patriarches, celle de Moïse et de son frère Aaron, celle des prophètes israélites, celle des rois juifs, etc., l'histoire même de Jésus-Christ, tout est emprunté à la biographie antique de *Gilgamesch*. La logique de M. Jensens vaut celle de Huet; elle la dépasse même fréquemment par la hardiesse des conclusions ¹.

Nous n'avons pas, du moins ici ², à réfuter une théorie dont l'imagination a fait tous les frais. Nous nous contenterons de citer la dernière page ³ du professeur de Marbourg, car elle se rapporte directement à la question que nous traitons ici même. « Le sol s'enfonce sous nos pas d'une manière angoissante. Qui pourra le retenir? Oui, Jésus de Nazareth, auquel une chrétienté croit comme au Fils de Dieu et au rédempteur du monde depuis *au moins* ⁴ deux mille ans, mais peut-être depuis un temps beaucoup plus long, et dans lequel la science contemporaine la plus avancée voit encore tout au moins un grand homme qui autrefois a vécu et est mort sur la terre comme un modèle sublime, ce Jésus n'a jamais vécu sur cette terre, n'est jamais mort sur cette terre, car il n'est pas autre chose qu'un *Gilgamesch* israélite, pas autre chose qu'un pendant d'Abraham, de Moïse et d'autres figures innombrables. Comme jadis les Ba-

¹ Elle vaut aussi celle de Dupuis, qui voyait pareillement en Jésus le dieu Soleil (p. 9).

² Voir ce qui a été dit plus haut p. 15, note 1.

³ *L. c.*, p. 1029-1030.

⁴ C'est l'auteur lui-même qui souligne ces mots.

byloniens dans leur Gilgamesch, de même la chrétienté honore dans son Jésus — en partie ¹ — un soleil qui disparaît dans le brouillard et qui s'éteint pour l'œil humain, savoir, notre grand et magnifique soleil, le même soleil qui, il y a de nombreux milliers d'années, s'élevait et se couchait au ciel babylonien avec une splendeur éclatante et une vivante majesté, et qui, dans le pays babylonien, arrachait au roi et au peuple des hommages d'adoration et un culte reconnaissant. Nous, les enfants d'une époque très vantée pour ses merveilleuses conquêtes civilisatrices, nous qui volontiers contemplons avec un dédaigneux sourire la foi et les coutumes des peuples de l'antiquité, nous honorons dans nos cathédrales et dans nos maisons de prière, dans nos églises et nos écoles, dans les palais et dans les chaumières, un dieu babylonien, des dieux babyloniens ! »

Dans sa préface ², M. Jensens avoue ingénument qu'il possède une imagination très puissante, qui pourrait bien « avoir quelquefois rompu les chaînes d'une logique rigide. » Ce *quelquefois* est par trop modeste ³ !

L.-CL. FILLION.

(A suivre.)

¹ A la lettre : à moitié.

² Page ix.

³ Son étrange système n'a pas même trouvé grâce devant les rationalistes. Voir la *Theologische Rundschau*, Tubingue, 1907, pages 189-208, 229-237, qui le réfute énergiquement.

UN OUVRIER DE LA RÉFORME AU XI^e SIÈCLE

AMAT D'OLORON

La réforme qui, au xi^e siècle, libéra l'Église de la tyrannie féodale et arracha le clergé à la corruption des mœurs est assez connue dans ses résultats. Elle l'est moins peut-être, surtout en France, dans ses conditions d'exécution. Et cependant c'est par là seulement qu'il est possible de mesurer toute la difficulté de l'œuvre, et d'en saisir toute la portée.

Le nom de Grégoire VII la résume pour nous, et c'est justice. S'il est vrai qu'elle a commencé avant lui, nul n'y a été acquis plus tôt, ni ne s'y est dévoué plus entièrement; il en est devenu et il en est resté l'âme près de trente ans avant d'en prendre ostensiblement la direction à ses risques et périls dans son élévation sur la chaire de saint Pierre. Et dès lors il lui a communiqué cette impulsion vigoureuse qui en a assuré le succès. Mais s'il y aurait de l'injustice à réduire son rôle, il y en aurait aussi à méconnaître l'aide qu'il rencontra dans le dévouement et l'intelligente activité de plusieurs collaborateurs. Les premiers et les principaux de ces collaborateurs, ce furent d'abord ses légats. C'est par eux que sa pensée pénètre dans les diverses parties du monde chrétien, et finit par s'imposer en dépit de toutes les résistances. Aussi bien Grégoire VII est-il le premier à reconnaître leurs services. Il ne se contente pas de le montrer par le grand nombre de légats qu'il institue au cours de son pontificat; il déclare expressément que, grâce à eux, le chef de l'Église agit là même où il ne saurait parvenir; ce qu'il ne peut effectuer par sa présence, il le réalise en confiant son autorité à

des légats qui portent dans toutes les églises du monde les avertissements du salut et l'honnêteté des mœurs ¹.

Choisis par le pape seul, ils reçoivent de lui leur mandat, qu'ils exécutent sous son seul contrôle, en dehors de toute ingérence de l'autorité civile ²; mais, comme nous aurons occasion de le voir, leurs instructions sont assez générales, et le cadre tracé à leur mission assez large pour que leur initiative personnelle trouve à s'y mouvoir à son aise sous leur propre responsabilité. Souvent ce sont donc leurs qualités individuelles qui assureront le succès des entreprises pontificales. Ceci sera vrai surtout pour les légats de Grégoire VII. Jusqu'alors il était à peu près passé dans les habitudes de la curie romaine de limiter l'action des légats à une affaire unique ou à une série d'affaires de même nature, de solution immédiate et rapide. Depuis Grégoire VII, les légats ne sont plus des commissaires à compétence restreinte; il ne faut plus voir seulement en eux ses délégués, mais ce qui est bien plus — la remarque est du pape lui-même — ses représentants ³: à ce titre, ils reçoivent de lui la plénitude de l'autorité qu'il peut communiquer; ils convoquent et président les conciles, et si modeste que soit leur rang dans la hiérarchie, ils ont le pas sur les évêques, ils peuvent même prononcer contre eux sentence de déposition. C'est du moins ce qu'affirme le *Dictatus Papae* ⁴, qui sûrement reflète la pensée de Grégoire VII. — Autre révolution importante dans les pouvoirs des légats: leur mission n'est plus attachée à un siège ou à un ressort déterminé, elle est confiée, sans limite de durée, à des personnages que le pape choisit en raison de leurs aptitudes et sans égard pour l'importance de leur siège; souvent même elle s'étend à tout un royaume ou à une partie considérable de

¹ Sancti Gregorii pont. rom. operum pars secunda. *Epistolae extra Registrum vagantes* XXIV, dans Migne, *Patr. lat.*, t. CXLVIII, col. 681. Jaffé-Lœwenfeld (= J. L.), *Regesta Pontificum Romanorum*, Rome, 1885, n° 5042.

² Grégoire écrit bien à un de ses légats d'agir, *maxime quidem cum consensu et consilio regis Francorum, si fieri potest*, mais à défaut de ce consentement il n'en doit pas moins passer outre et tenir un concile. Grég., *Ep.*, IV, 22, vol. cit., p. 477. J. L., 5033.

³ « Legatos Romanos... quibus Romanus pontifex aliquam legationem injungat vel (quod majus est) vicem suam indulgeat.... » *Ep.*, VI, 2. J. L., 5081.

⁴ « Quod legatus ejus omnibus episcopis praesit in concilio etiam inferioris gradus et adversus eos sententiam depositionis possit dare. » *P. lat.*, 148, c. 407.

l'Église. C'est ainsi qu'on voit deux légats, Amat, évêque d'Oloron, et Hugues, évêque de Die, se partager à eux seuls à peu près la France entière pour l'exercice de l'autorité qu'ils tiennent de leur délégation pontificale. C'est justement le premier de ces deux légats que nous voudrions voir, aujourd'hui, à l'œuvre.

Pour nous aider à tracer le tableau aussi complet que possible de son activité, nous aurons d'abord à nous inspirer de ses écrits. Sans doute la critique contemporaine, servie par d'heureuses découvertes, lui a enlevé une partie considérable de ceux que lui attribuaient les érudits du *xvii^e* siècle, et qui lui avaient mérité une bonne place dans l'*Histoire littéraire de la France* ¹. Celle qui reste n'est pas cependant sans importance. Elle se réduit à une quinzaine de lettres publiées dans le *Recueil des historiens des Gaules* ², et elle s'éclaire de quelques renseignements puisés dans des lettres de Grégoire VII qui concernent Amat, dans des textes de conciles qu'il présida seul ou avec d'autres, ou dont il fut un des principaux inspirateurs, dans des cartulaires d'abbaye dont il fit respecter les droits ou observer les devoirs. Grâce à ces sources et à d'autres qui seront indiquées à l'occasion, il nous a paru possible de reconstituer avec une suffisante fidélité l'histoire de la collaboration d'Amat à l'œuvre de la réforme grégorienne.

I.

La première fois qu'Amat nous apparaît, c'est en 1074, dans une lettre de Grégoire VII; il y est désigné comme légat du pape ³, et occupe un modeste évêché aux pieds des Pyrénées françaises. Sa vie jusqu'alors est pour nous enveloppée d'obscu-

¹ *Histoire littéraire de la France*, par les religieux de la congrégation de Saint-Maur, nouvelle édition, Paris, Palmé, 1868, t. IX, p. 226 et suiv.

² *Recueil des historiens des Gaules et de France* (= R. H. G.), t. XIV, nouvelle édition (Paris, Palmé, 1877); nous y trouvons, p. 669-670, trois lettres à Raoul, archevêque de Tours; p. 763-776, 15 *epistolae Amati Ellorensis episcopi*, mais de ce nombre il faut défalquer le numéro vi, p. 768, *Querela Ansegisi abbatis S. Maxentii adversus abbatem Novimonasterii Pictavensis coram Amato*, le numéro xiv, p. 775: *Litterae Gaufridi Andegavensis episcopi*, où il est seulement question d'Amat, et quelques décisions conciliaires qui ne peuvent être attribuées à Amat que dans un sens très large.

³ *Ep.*, II, 2. J. L., 4875.

rité. L'historien des évêques d'Oloron ¹ assure bien qu'il était né à Mauléon-en-Soule ², et appartenait à une famille dont le nom fut encore porté au xvii^e siècle par deux évêques d'Oloron. Il s'autorise du lémoignage de Sponde, le docte continuateur de Baronius ; mais Sponde est loin d'être aussi affirmatif, et son témoignage est dépourvu de base vraiment solide ³. Plus réservé encore, l'historien Marca se contente de dire à propos d'Amat : « Le Béarn a produit un personnage de si grande distinction ⁴. » Encore qu'il n'en fournisse aucune preuve, on peut accorder à Marca que le Béarn ou la Gascogne fut le pays natal d'Amat ou était devenu sa patrie d'adoption au moment où il fut placé sur le siège d'Oloron. A cette époque, en Gascogne, comme ailleurs, l'épiscopat se recrute sur place parmi les membres ou les clients des grandes familles féodales ⁵, et moins que tout autre le petit siège d'Oloron pouvait prétendre à exciter les ambitions exotiques et lointaines. Amat ne put donc y être élevé que comme indigène. Sans doute Grégoire VII et Urbain II ⁶ écrivent aux évêques de France qu'Amat leur est envoyé, destiné ; mais il est aisé de le remarquer, dans les lettres où ils s'expriment ainsi, ces papes s'adressent à d'autres prélats qu'à ceux de Gascogne, Amat, en se rendant chez eux, se déplace sur l'ordre du pape, et la seule chose qu'il soit possible d'inférer des termes employés par Grégoire VII et Urbain II, c'est qu'Amat a reçu de Rome, ou

¹ L'abbé Menjoulet, *Chronique du diocèse et du pays d'Oloron* (Oloron, 1864), t. I, p. 158.

² Aujourd'hui chef-lieu d'arrondissement des Basses-Pyrénées.

³ Après avoir parlé avec éloge d'Arnaud de Maytie qui, après son oncle, tient dignement la crosse épiscopale (*pontificalis lituus*), il ajoute : « qui tamen haud recens in ea fuisse putatur : quandoquidem quem vidimus olim *Amatum* Olorensem episcopum, legatum Gregorii Papae VII, ex eadem extitisse existimari potest, eo quod qui *Amatus* dicitur Cantabrice (quod est vulgare idioma Malleonis provinciae Solae) *Maytia*, quod fuit deinceps familiae cognomen exponatur. » *Annalium Caesaris Baronii continuatio* auctore Henrico Spondano, Appamiarum episcopo, t. II. Paris, 1659, p. 524.

⁴ Marca, *Histoire de Béarn*, Paris, 1640, p. 328.

⁵ Cf. *Gall. christ.*, I. *Provincia auxitana* et surtout c. 979, 1093, 1288, 1311. A. Breuils, *Saint Austinde, archevêque d'Auch (1000-1068), et la Gascogne au XI^e siècle* (Auch, 1895), p. 207 et suiv. G. Balencie, *Chronologie des évêques de Tarbes* dans *Mélanges Léonce Couture* (Toulouse, 1902), p. 103. A. Degert, *Histoire des évêques de Dax* (Paris, 1903), p. 66 et suiv.

⁶ « Ad partes vestras dirigimus. » Grég VII, *Ep.*, XXX, ex. reg. vag. J. L., 5042, aux évêques de la Gaule narbonnaise, d'Espagne et de Gascogne. « Amatus unus de legatis a Gregorio septimo in Galliam destinatus, » dit Urbain II dans *R. H. G.*, t. XIV, p. 720.

mieux de l'Église romaine, l'investiture de la mission qui l'accrédite dans les pays intéressés ¹. S'il avait été d'origine italienne ou romaine, on comprend mal que Manassès, l'archevêque bien connu de Reims, ait choisi le moment de sa légation pour se plaindre que le pape n'envoyât pas plutôt des légats de nationalité romaine ².

Nous sera-t-il permis d'ajouter que, par son tempérament et son caractère, Amat ne dément point son origine gasconne? Pour autant qu'il se révèle à nous à travers ses actes, ses écrits et les appréciations de ses contemporains, il n'est pas difficile de reconnaître en lui un ancêtre lointain de ces Gascons du terroir qui, de Jean de Monluc au cardinal d'Ossat, firent si bonne figure dans la diplomatie française. Comme eux il ne compte guère que des succès dans sa carrière : aussi bien se fait-il remarquer avant eux par son esprit résolu et hardi mais prudent, avisé et contenu : il tranche au plus épais des difficultés de face ou de biais ; c'est à peine si Grégoire VII, qui eut souvent à modérer le zèle de ses légats, trouve une fois ou autre à reprendre chez lui une décision précipitée. D'une activité infatigable, il assiste, en moins de vingt-cinq ans, à près de trente conciles tenus en des pays les plus éloignés, en Aquitaine, en Espagne, en Italie, en Bretagne. Peu curieux de spéculations, son parler court aux faits précis ; il trouve à l'occasion le mot cru, l'expression vigoureuse et pittoresque que son compatriote Henri IV n'eût point désavoués. Quand on lui présente, pour le baptême d'un enfant, du chrême béni par l'évêque d'Albi, Frottaire, un simoniaque notoire, il le répand à terre ; c'est là, dit-il, un chrême exécrationnable plutôt que consacré, bon pour frotter des ânes, non pour oindre des chrétiens ³.

¹ C'est dans ce sens aussi, sans doute, qu'il faut entendre le chanoine anonyme d'Albi à qui nous devons la *Notitia de ecclesia S. Eugenii de Viancio*, où il est question d'Amat, « missus ad partes Aquitanicas et Hispanicas. » *R. H. G.*, t. XIV, p. 50. D'Hugues de Die, Grégoire VII écrit bien aussi qu'il l'envoie dans les Gaules : « in Gallias vices nostras exsecuturum mittimus. » *Ep. vag.*, VII. *J. L.*, 4849. Il n'était pas cependant originaire d'Italie.

² Cf. la lettre de Manassès à Grégoire VII dans *R. H. G.*, t. XIV, p. 611, et la réponse de Grégoire VII, *Ep.*, VI, 2. *P. L.*, 148, c. 510. *J. L.*, 5081.

³ « Dixit chrisma illud non consecratum, sed execrandum, asinorum magis unctioni convenire quam christianorum... » *Noticia de Ecclesia sancti Eugenii de Viancio. R. H. G.*, t. XIV, p. 50.

A ces qualités de sa race, Amat joignait bien aussi ses défauts, surtout s'il fallait en croire ses ennemis. A entendre l'auteur de la *Controversia de limitibus Aquensis et Oloronensis episcopatum*, très passionné, il est vrai, contre l'évêque d'Oloron, Amat ne se faisait point scrupule de joindre parfois à la ruse la violence abusive; parfois même l'habileté dégénérât chez lui en véritable fourberie ¹. Dans les accusations de cupidité, très contestables d'ailleurs, portées par Manassès contre les légats de son temps, et parlant contre Amat ², il ne sera pas difficile à des esprits prévenus de retrouver à l'avance le mot de Brantôme « convoiteux comme Gascon. » S'il est vrai enfin, comme l'assurent certains psychologues, que le Gascon « aime à paraître, à parader même ³, » il sera aisé de signaler ce trait dans Amat qui ne craint pas de lancer l'excommunication contre tout un chapitre, qui, fort de ses privilèges, avait négligé de se porter en procession au-devant de lui ⁴.

Mais si Amat n'est originaire de Rome ni de l'Italie, il n'en reste pas moins à expliquer comment il a pu se faire connaître de Grégoire et entrer assez avant dans son commerce pour lui inspirer toute la confiance que supposent les fonctions dont il fut honoré. Depuis Baluze, cette question n'offrait plus de difficulté. En publiant une lettre inédite de notre Amat ⁵, l'érudit secrétaire de Marca émit l'opinion que son auteur était à identifier avec un Amatus, moine du Mont-Cassin, bien connu par l'histoire de Pierre Diacre, qui lui attribue divers ouvrages, entre autres une Histoire des Normands, divisée en huit livres, et un poème en quatre livres, sur les actes des apôtres Pierre et Paul ⁶.

¹ *R. H. G.*, t. XIV, p. 185 : toute la page est à lire pour connaître les procédés mis en œuvre, du moins d'après le chroniqueur, par Amat, qui nous est dépeint là comme un homme *magnae astutiae et calliditatis*.

² « Legatis vestris.... qui quaerunt quae sua sunt. .. et sub honestis nominibus cupiditati suae consulunt. » La lettre est de 1077. *R. H. G.*, t. XIV, p. 611.

³ *Les régions de la France : la Gascogne*, par L. Barrau-Dihigo, Paris, 1903, p. 62.

⁴ Cf. *Bulla pro canonico S. Martini Turonensis*, dans *R. H. G.*, t. XIV, p. 720.

⁵ *Miscellanea*, t. II (Paris, 1679). Préface et p. 168, 215.

⁶ « Amatus quoque episcopus et hujus monasterii monachus his diebus scripsit versus de gestis Apostolorum Petri et Pauli et hos in quatuor libros divisit. Ystoriā quoque Normanorum componens nomini ejusdem abbatis dicavit. » *Mon. Germ. De Pertz, Chronica monasterii Casinensis*, éd. Wattenbuch, t. VII, p. 728.

Ce dernier poème était dédié à Grégoire VII lui-même ¹, et c'est ainsi que cet Amatus entra en relations avec le pape qui allait utiliser ses talents diplomatiques. L'explication sourit à Mabillon ; non seulement il s'en autorisa pour faire place à Amat dans les *Annales bénédictines* ², mais il s'attacha à signaler dans son histoire tout ce qui pouvait renforcer l'opinion de Baluze. Dès lors, peut-on dire, elle eut droit de cité dans le monde de l'érudition. Dom Rivet l'accepte et ajoute de nouvelles preuves ³ à celles qu'a signalées Mabillon. Ainsi il note que c'est chez Amat, alors archevêque de Bordeaux, que se retire Guillaume de la Pouille, l'historien des Normands, attiré sans doute par l'espoir de trouver asile et sympathie chez un ancien historien qu'il avait dû obliger. Le grave historien trouve bien une difficulté « à voir un Béarnais moine au Mont-Cassin, et ce même moine établi évêque d'Oloron sous la métropole d'Auch, qui fut le premier siège d'Amat ⁴. » Mais il croit tout expliquer en rappelant que « depuis que Charlotman, prince françois, eut embrassé la profession monastique au Mont-Cassin, il n'y eut presque point de siècle où il ne fut imité par d'autres François. » Il y avait « d'ailleurs toute apparence que ce fut Grégoire VII qui fit placer Amat sur le siège épiscopal d'Oloron, soit avant ou après qu'il fut élevé au souverain pontificat. Ainsi ce reste de difficulté, bien loin d'infirmier la conjecture de M. Baluze, ne fait que l'affermir ⁵. »

Malheureusement pour cette conjecture, s'est produite la découverte de l'Histoire des Normands d'Amatus du Mont-Cassin, alors réputée perdue ; elle a suffi à lui enlever toute base. On sait qu'en 1835, Champollion-Figeac publia, pour la *Société de l'Histoire de France*, une *Ystoire de Li Normant*, par Aimé, d'après un manuscrit de notre Bibliothèque nationale. C'était la traduction en français du xiv^e siècle de l'*Historia Normannorum* de l'Amatus du Mont-Cassin ; aujourd'hui épuisée, cette

¹ « Ametus... scripsit ad Gregorium papam versus de gestis Petri et Pauli et hos in quatuor libris divisit. » P. Diacon., *De viris illustribus*, dans Muratori, *Rerum Italicarum scriptores*, t. VI, col. 36.

² *Annales ordinis S. Benedicti* (Paris, 1713), t. V, p. 123, 146, 163, etc.

³ *Hist. littéraire*, t. IX, p. 226 et suiv.

⁴ *Id.*, p. 227.

⁵ *Ibid.*

Ystoire a été éditée à nouveau par l'abbé O. Delarc ¹ pour la *Société de l'Histoire de Normandie*. On put alors constater que cette histoire s'étendait jusqu'en 1078 : le dernier événement qu'on puisse dater à coup sûr, la mort de Richard de Capouc, est du 5 avril 1078. Et c'est seulement après en avoir achevé la rédaction entière ² qu'Aimé la dédie à l'abbé du Mont-Cassin, Didier, le futur Victor III. En ce moment, il est toujours moine du Mont-Cassin et il exprime le vœu d'y terminer ses jours ³. Mais à cette date de 1078, notre Amat est depuis quatre ans au moins évêque d'Oloron et légat du pape, et il en exerce les fonctions bien loin de l'Italie; il ne saurait donc être identifié avec l'auteur de l'*Historia Normannorum*.

S'il faut renoncer à faire de notre Amat un écrivain et du même coup un moine du Mont-Cassin, il n'en semble pas moins nécessaire de voir en lui un ancien moine, très probablement un ancien bénédictin de l'ordre de Cluny. Il paraît bien difficile que Grégoire VII, qui attendait tant de ses légats, ait songé, dès le début de son pontificat, à demander à un petit évêque du fond de la Gascogne de se faire l'exécuteur de ses desseins en France, s'il ne s'était préalablement assuré par lui-même de la réalité de ses aptitudes. Si, d'autre part, on songe aux étroits rapports qui unissaient l'ordre de Cluny à Grégoire VII et à l'influence dont la célèbre congrégation jouissait en Gascogne, où elle possédait plusieurs monastères ⁴, il semble bien que Cluny

¹ *Ystoire de Li Normant*, par Aimé, évêque et moine du Mont-Cassin, publiée avec une introduction et des notes par l'abbé O. Delarc, Rouen, A. Lestringant, in-8, 1892.

² « O la licence et bénédiction votre.... li fait de li Normant liquel sont dignes de notre mémoire ai-je en VIII volumes de livre distincté. Et à ce que non soit fatigue de chercier à ceux qui volissent aucune chose lire de l'ystoire, chascun volume ai-je noté o cert capitule. » O. Delarc, *Ystoire*, p. 3.

³ « Je désirre de morir a lo temps de cestui saint abbé (Didier), et voil qu'il vive après ma mort. Et que cestui a l'ultime jor de ma vie me face l'absolution de mes pechiez. » *Id.*, p. 151.

⁴ Saint-Sever, Saint-Orens d'Auch, Saint-Mont, Saint-Lézer, Sainte-Foy de Morlaas, Montaut. V. *Patr. lat.*, t. CXLVIII, c. 664. Des évêques sortis de maisons monastiques affiliées à Cluny occupaient ou venaient d'occuper les sièges d'Auch, de Dax, de Lescar. Cf. *Gall. christ.*, I, c. 980, 1041, 1287. La faveur qu'Amat ne cesse de témoigner aux religieux en général et aux bénédictins en particulier serait peut-être aussi un indice de ses origines monastiques. On peut voir un semblable indice dans les propos de Foulques Regin, duc d'Anjou, qui prétend qu'Amat ne serait pour lui ni moine ni évêque, s'il faisait tort aux moines de Vendôme. *R. H. G.*, t. XIV, p. 85. Voir ci-après.

seul a pu servir de trait d'union entre le pape et l'évêque d'Oloron.

II.

Il est à croire qu'Amat occupait déjà le siège d'Oloron quand Grégoire VII l'associa à son œuvre réformatrice. A en croire l'anonyme d'Albi ¹, son envoi comme légat aurait bien précédé son élévation à l'épiscopat; mais il est trop visible que cet auteur montre un médiocre souci de l'ordre chronologique des faits ², et on sait assez que Grégoire VII ne confia guère qu'à des évêques ou à des cardinaux; surtout en France, ces fonctions de légat. Si nous ajoutions foi à l'historien des évêques d'Oloron, cette question ne se poserait même pas : le prédécesseur d'Amat, Étienne de Mauléon, serait mort en 1070, et, cette même année, Amat, qui était alors abbé de Saint-Pons, aurait été choisi par le pape Alexandre II ³. Mais de toutes ces affirmations il n'est fourni aucune preuve; la seule source, moderne d'ailleurs, à laquelle on nous renvoie ⁴, est plus que suspecte, et tout ce que nous pouvons en contrôler est notoirement faux ⁵. Quoi qu'il en soit de la date de son épiscopat, Amat dut être investi de son titre de légat dans les premiers mois de 1074. Depuis Gérard d'Ostie, qui avait achevé d'en remplir les fonctions vers le mois de juillet 1073 ⁶, il ne fut pas sûrement nommé d'autre légat avant le mois d'avril 1074 ⁷. Or, dès le mois de sep-

¹ « Quo tempore Romanae ecclesiae legatus, Amatus nomine, missus ad partes Aquitanicas et Hispanicis, qui postea fuit Oloronensis episcopus. » *R. H. G.*, t. XIV, p. 50.

² On verra bien ci-après qu'Amat était sûrement évêque avant d'être envoyé en Espagne.

³ Menjoulet, *op. cit.*, p. 150 et 158.

⁴ Une *Chronologie historique des évêques d'Oloron* manuscrite, qui est l'œuvre de Bertrand de Compaigne, avocat dacquois du xviii^e siècle, à qui sont reprochés plusieurs faux manifestes. Cf. A. Degert, *Histoire des évêques de Dax*, 1903, p. 27, 33, et *Un faussaire gascon* (Auch, 1907), p. 37.

⁵ Les papes ne choisissent pas alors les évêques, et sûrement Amat ne put être abbé de Saint-Pons; la liste des abbés de ce monastère est bien connue pour cette époque, et il est impossible de lui ménager une place. Cf. *Gall. christ.*, t. VI, col. 226, et Mabillon, *Ann. bened.*, t. V, col. 124.

⁶ Cela résulte de la lettre que lui écrivit Grégoire VII le 1^{er} juillet 1073, où il lui reproche de ne lui avoir point rendu compte du concile où il avait pris des mesures sévères contre l'archevêque d'Auch et l'évêque de Tarbes. *Ep.*, I, 16. *P. lat.*, 148, col. 298. *J. L.*, 4787. En ce moment Gérard se rendait en Espagne.

⁷ Dans les lettres de cette époque Grégoire VII cite toujours Gérard

tembre suivant, Amat avait déjà fait acte de légat en Aquitaine.

C'est, en effet, dans cette province que Grégoire VII le députa tout d'abord. Deux affaires importantes y avaient attiré l'attention du pape et lui paraissaient réclamer l'intervention d'un légat. La conduite de l'évêque de Poitiers avait soulevé des plaintes diverses. Isambert II, le titulaire de ce siège qui était dans sa famille depuis trois générations ¹, ne semblait pas éloigné de le considérer comme un fief héréditaire où il lui était loisible de ne reconnaître ni droit ni supérieur. Depuis longtemps les clercs de la congrégation de Saint-Hilaire de Poitiers l'accusaient de s'être emparé, par le seul droit de la force, du monastère de Nouaillé qui leur appartenait. Saisi de leurs réclamations, le pape Alexandre II en écrivit à Isambert qui n'en eut cure. Il aggrava la première spoliation en laissant piller par des bandits à ses ordres un domaine qui appartenait à ces moines; bientôt même il ajoutait l'outrage au vol. Quand, selon un antique usage alors universellement répandu, ces clercs se présentèrent en procession à la tête de leurs paroissiens pour faire à la cathédrale de Poitiers leurs stations des rogations, l'évêque leur fit ou du moins leur laissa fermer la porte par les chanoines. Naturellement, les religieux portèrent de nouveau leurs plaintes à Rome. Grégoire VII, qui en ce moment même intervenait vigoureusement auprès du roi de France et de trois archevêques pour obtenir justice en faveur de quelques marchands italiens détournés dans les États de Philippe I^{er}, ne pouvait rester sourd à l'appel des clercs de Saint-Hilaire. Déjà le légat Gérard d'Ostie avait frappé d'interdit l'évêque de Poitiers; le concile de Rome de mars 1075 avait reconnu le bon droit des clercs de Saint-Hilaire à être reçus dans la cathédrale comme jadis; mais avant de prendre une mesure décisive, Grégoire VII voulut s'assurer de la réalité des faits et laisser à l'évêque accusé toute possibilité de se défendre; il lui fit donc savoir qu'il eût à se présenter devant le concile de la province qu'allait tenir son métropolitain et à fournir ses explications sur les faits qui lui étaient reprochés. S'il lui répugnait du reste d'aller devant le concile, ou si ses décisions ne lui donnaient pas satisfaction, il n'avait qu'à se

comme son plus récent légat. *Ep.*, I, 51, 55. *J. L.*, 4828, 4832. Cette dernière est du 16 mars 1074.

¹ Cf. *Gall. christ.*, t. II, col. 1164-1166.

présenter à Rome avec quelques-uns des clercs, ses accusateurs, et le pape, après les avoir entendus, travaillerait à régler leur différend ¹.

A ce même concile où était déféré l'évêque de Poitiers, Grégoire VII entendait soumettre aussi l'examen d'une question qui touchait de très près le comte de Poitiers, Guy Geoffroy, autrement dit Guillaume VIII. Ce prince était bien connu par ses sentiments religieux; il venait même de les attester avec éclat par sa participation à la croisade contre les Sarrasins d'Espagne et par un pèlerinage en terre sainte ². On l'avait vu, en 1068, par respect pour les lois de l'Église, répudier sa seconde femme Mathilde en raison de sa parenté. Il s'était remarié depuis avec Adélarde (ou Hildegarde), fille de Robert II, duc de Bourgogne. Mais entre eux aussi il existait quelques liens de parenté, et ils parurent assez étroits à Grégoire VII pour entraîner la nullité de leur mariage; mais encore ici, selon son habitude, il voulut confier à un concile l'examen des faits, et c'est ainsi que le concile de la province de Bordeaux devait en être saisi en même temps que des plaintes portées contre l'évêque Isambert.

Contre ce dernier, Amat avait repris l'attitude de Gérard d'Ostie; il l'avait frappé d'un nouvel interdit ³; mais ce fut sans plus de succès. Isambert, bravant l'autorité du pape et de ses légats, n'en persista pas moins à remplir ses fonctions épiscopales. Cependant le concile annoncé se réunit à Poitiers même. Aux côtés d'Amat qui devait le présider comme légat, se tenait le métropolitain de la province, Goscelin de Parthenay, archevêque de Bordeaux, ancien trésorier de Saint-Hilaire de Poitiers, ancien maître d'Isambert. Arrivés à Poitiers, légat et évêques s'étaient réunis dans un monastère; ils avaient déjà commencé leurs séances quand les hommes d'Isambert, soldats et clercs, s'abattent sur le monastère où se tenait le concile, ils enfoncent portes et cloîtres et se précipitent dans le lieu même de la réunion; ils se portent aux derniers affronts sur la personne du

¹ *Ep.*, I, 73. *P. lat.*, 148, c. 346. *J. L.*, 4853; pour l'exposé des faits, je me sers aussi de *Ep.*, I, 54, c. 333. *J. L.*, 4831.

² Cf. *Art de vérifier les dates*, Paris, 1784, t. II, c. 356.

³ Cela résulte des termes de la lettre de Grégoire VII à Isambert, qui est notre source principale pour ces incidents de Poitiers; il y dit d'Isambert : « Interdictus enim a legatis apostolicæ sedis.... Postea vero et eodem legato nostro Amato episcopo Ellorensi. » *Ep.*, II, 2. *P. l.*, 148, c. 360. *J. L.*, 4875.

légal et de l'archevêque; ils accablent les autres membres de l'assemblée de menaces, de coups et d'injures. Chacun dut chercher son salut dans la fuite, et, par le fait, le concile était dissous.

De pareils attentats ne pouvaient rester impunis. Dès le 10 septembre 1074, Grégoire VII écrivait une lettre sévère à l'évêque Isambert et lui enjoignait de comparaître devant lui à la Saint-André prochaine, sous peine d'être déchu de toute fonction sacerdotale et de se voir priver même de la communion. Cette privation atteignait sur-le-champ les laïques ou clercs qui s'étaient faits les instruments de ses violences contre le concile; les clercs devaient de plus être écartés de toute fonction ecclésiastique jusqu'à ce qu'Isambert eût donné satisfaction. Cette mesure était notifiée à l'archevêque de Bordeaux qui était invité en outre à venir à Rome ou à envoyer des témoins pour soutenir les accusations portées contre l'évêque de Poitiers. Si ce dernier se refusait à déférer à la sommation du pape, son métropolitain avait ordre de donner la plus grande publicité aux mesures que le pape venait de prendre contre Isambert et ses complices ¹.

Bien que le concile si brusquement séparé eût été placé dans l'impossibilité d'étudier la question du mariage de Guillaume VIII, ce prince ne laissa pas de se déclarer toujours prêt à le soumettre à tout autre concile et même à se séparer d'Aldéarde. Il demandait seulement au pape qu'en attendant il lui fût permis de la garder auprès de lui. Tout en le félicitant de ses bonnes dispositions, Grégoire VII ne crut pas pouvoir se prêter au tempérament qui lui était demandé ². A quelque temps de là le concile se tenait ³, et il put examiner à loisir les rapports de

¹ *Ep.*, II, 4, t. CXLVIII, col. 361. *J. L.*, 4877.

² *Ep.*, II, 3, t. CXLVIII, col. 360. *J. L.*, 4876.

³ Il est assez difficile d'en fixer la date. L'auteur de la chronique de Maillezais le fait tenir à Poitiers en 1075 ou 1076 par le légat Gérard d'Ostie, mais à cette date Gérard d'Ostie avait quitté la France depuis plus de deux ans, et, comme le montre Pagi, l'auteur de cette chronique est trop peu fixé sur la chronologie des événements de cette époque pour que son autorité s'impose sans réplique. *V. R. H. G.*, t. XIV, p. 36, note 1, et Mansi, *Sacrorum conciliorum nova et amplissima collectio*, Venetiis, 1775, t. XX, col. 447-450. Max Wiedemann, qui veut maintenir la date du 15 janvier 1075 (*Gregor VII und Erzbischof Manasses von Reims*, Leipzig, 1884, p. 70), se trompe sur la date de la légation d'Hugues de Die qui est la base de son système d'argumentation. Cette légation date du 23 mars 1074 et non de 1075. Cf. *J. L.*, 4849.

parenté qui existaient entre Guillaume VIII et Aldéarde ; ils n'étaient point aussi étroits que l'avait pensé Grégoire et leur mariage fut donc respecté. C'est du moins ce qui résulte de ce fait que Guillaume VIII garda sa femme ¹ jusqu'à sa mort, survenue en 1085, et ne cessa d'entretenir d'excellentes relations avec Grégoire VII ². Quant à Isambert, il ne mit aucun empressement à se présenter devant le pape, à la date qui lui avait été assignée ; Grégoire, qui avait pu être prévenu de son mauvais vouloir, lui enjoignait, dès le 16 novembre 1074, l'ordre de se présenter à Rome pour le concile qui devait s'y tenir en la première semaine du carême de l'année suivante. En même temps les pénalités, dont il avait été menacé plus ou moins conditionnellement, lui étaient appliquées dès l'instant même jusqu'à la date de ce concile ³ ; et avis en était donné à Goscelin, son métropolitain, et au duc d'Aquitaine. L'un était invité à prendre dès ce moment le gouvernement spirituel du diocèse de Poitiers et à avertir le peuple et le clergé de la mesure prise contre Isambert ; l'autre à prendre, à sa place, l'administration de la justice ⁴. Ces mesures énergiques firent sans doute réfléchir Isambert ; il revint à résipiscence, à une date que nous ignorons ⁵ ; mais ce que nous savons, c'est que sa soumission et son retour en grâce furent assez complets pour que Grégoire le prit comme intermédiaire ⁶ auprès de Guillaume VIII dès 1079.

Après le coup de force d'Isambert, l'action d'Amat disparaît ; il ne lui était sans doute pas loisible de séjourner plus longtemps à Poitiers. La surveillance des menées d'Isambert et au besoin son remplacement dans l'administration de son diocèse était plutôt affaire du métropolitain et l'on comprend que l'archevêque de Bordeaux passe dès lors au premier plan. Amat n'en garde

¹ Son nom reparait dans des chartes postérieures à 1075. Jean Besly, *Histoire des comtes de Poitou et ducs de Guyenne* (Paris, 1647), en cite quelques-unes, p. 101, 102, 392, 394.

² *Ep.*, II, 18, 23, 24. *R. H. G.*, t. XIV, p. 615.

³ *Ep.*, II, 23. *J. L.*, 4896.

⁴ *Ep.*, II, 24. *J. L.*, 4897.

⁵ C'était sans doute chose faite à l'époque du concile tenu à Poitiers en janvier 1078 ; Hugues de Die, dans sa lettre à Grégoire, ne nomme point Isambert parmi les évêques qui lui ont suscité des difficultés et contre lesquels il a dû agir en toute sévérité, il se contente de dire : « De Tarva-nensi episcopo cum Pictavensi quid statuerimus plenius intimabit (Teuzo). » *R. H. G.*, t. XIV, p. 616.

⁶ *Ep.*, VI, 32. La lettre est datée du 13 avril 1079.

pas moins son titre de légat et en exerce les fonctions dans le midi de la France. C'est ainsi qu'il se trouve, le 13 août 1076, dans l'abbaye de Gellone ¹, où il consacre un autel, mais cette période de sa légation ne fut marquée par aucun événement important dont le souvenir se soit conservé jusqu'à nous.

III.

Quels qu'en aient été les résultats connus ou inconnus, il n'en est pas moins sûr qu'elle donna pleine satisfaction au pape. Et c'est ainsi qu'on s'explique qu'il ait, l'année suivante, donné une singulière extension aux pouvoirs d'Amat. Dans une lettre qu'il adressait, le 28 juin 1077, à tous les archevêques, évêques, abbés, rois, princes, clercs et laïques des provinces de la Gaule Narbonnaise, de la Gascogne et de l'Espagne, il leur annonçait l'envoi d'Amat comme son légat. Il les invitait à lui ménager l'accueil qu'ils feraient à la personne même du pape ou plutôt à celle de saint Pierre, à voir en lui le mandataire de l'autorité pontificale et à écouter sa parole comme des déclarations sorties de la bouche même du pape ².

A lire l'adresse de la lettre qui accrédite Amat, on voit déjà quel vaste champ s'ouvre désormais à son activité et à son autorité. La Narbonnaise dont il est ici question ne comprend pas moins de dix diocèses en France (Narbonne, Béziers, Nîmes, Lodève, Uzès, Agde, Maguelonne, Carcassonne, Elne, Toulouse) et quatre en Espagne (Barcelone, Vic d'Ausone, Girone et Urgel); la Gascogne s'étend sur onze diocèses; quant à l'Espagne ici mentionnée, elle comprend toute la partie septentrionale de la péninsule ibérique alors arrachée aux Sarrasins. Tout porte à croire que, sans être indiquée dans la lettre du pape, l'Aquitaine reste ³ toujours comprise dans la légation d'Amat. Si pendant son absence un autre légat y vient parfois présider des conciles, Amat n'en prend pas moins, à peu près à la même époque, le titre de légat pour l'Aquitaine. Ainsi son action allait s'étendre, surtout

¹ Mabillon, *Ann. bened.*, t. V, c. 110.

² *Ep. vag.*, XXXIV, J. L., 5042.

³ Ainsi dans une pièce datée du 12 octobre 1079 ou 1080, Amat s'intitule *Jussu et vice domini Papae Gregorii VII ob ecclesiarum Dei correctionem in Aquitaniae partes directus*. *R. H. G.*, t. XIV, p. 763.

quand la province de Tours y aura été ajoutée, sur l'immense territoire compris à peu près entre la Loire, le Rhône et l'Èbre.

L'objet de la mission qui lui était confiée n'est qu'assez vaguement indiqué dans la lettre de Grégoire VII. Il avait, écrit le pape, à arracher les vices jusque dans leurs racines et à faire pousser les vertus ¹. Mais sous l'imprécision peut-être intentionnelle de ces formules Amat n'avait pas de peine à démêler la vraie pensée de Grégoire VII. N'eût-il pas reçu, au début de ses légations, ses confidences et ses instructions orales, il lui était impossible de se méprendre sur le but poursuivi par l'énergique et zélé pontife ; est-ce que ses conciles convoqués chaque année à Rome, ses déclarations répétées, ses luttes incessantes contre l'empereur, les princes, les évêques d'Allemagne, de France ou des autres pays avaient jamais eu d'autre objectif que d'assurer l'indépendance de l'Église, la continence de son clergé par l'extirpation de la simonie, des investitures et du mariage des clercs qui ne pouvaient qu'éloigner l'Église de l'idéal de sa vocation ? C'est à cette œuvre assurément qu'Amat se savait appelé ². Mais à côté de cette mission générale, une autre lui était confiée qui concernait spécialement l'Espagne.

A mesure que les armes chrétiennes enlèvent le pays aux Sarrasins, Grégoire VII se montre surtout préoccupé d'y faire revivre les droits qu'à son avis, l'Église romaine possédait sur ces contrées. Au lendemain de son élection, sans attendre même sa consécration, il écrit aux princes d'Espagne pour leur rappeler que le royaume d'Espagne relève depuis longtemps de saint Pierre et appartient en toute souveraineté au siège apostolique seul ³. Quand Ebles de Roucy et autres princes chrétiens entreprennent des expéditions contre les Sarrasins, il exige d'eux l'engagement préalable de respecter les droits qu'il affirme ; il lui importe peu que les Sarrasins soient expulsés si saint Pierre doit subir autant d'avanies de la part des amis de Dieu que de ses ennemis ⁴.

¹ *Ep. vag.*, XXX, citée.

² Il se déclare lui-même, au moins pour l'Aquitaine, « ob ecclesiarum Dei correctionem directus. » *R. H. G.*, t. XIV, p. 763.

³ « Non latere vos credimus regnum Hispaniae ab antiquo proprii juris sancti Petri fuisse et adhuc (licet diu a paganis sit occupatum)... soli apostolicae sedi ex aequo pertinere.... » *Ep.*, I, 7. *J. L.*, 4778.

⁴ *Ibid.*

Sur quels titres se fondaient ces prétentions, il est assez difficile d'en indiquer. Grégoire parle bien d'antiques constitutions qui ont fait passer l'Espagne sous la souveraineté et la propriété de saint Pierre et de l'Église romaine et qui, par le fait de la négligence de ses prédécesseurs, sont tombées ¹ dans l'oubli. Si on les examinait de près, ces constitutions, qu'on nous représente comme antérieures à l'occupation musulmane ², se ramèneraient sans doute à la prétendue donation de Constantin; mais quelle que soit en soi l'importance de la question, elle ne saurait ici nous arrêter; elle ne nous intéresse que dans la mesure où elle inspire la conduite de Grégoire VII et constitue une partie du programme tracé à Amat. Tout ce que nous pouvons ajouter, c'est que cette idée d'établir sur les royaumes, au profit du pape, une sorte de suzeraineté attestée, d'un côté, par le bénéfice de la protection apostolique et, de l'autre, par le paiement d'un tribut plus ou moins assimilé au cens, cette idée, dis-je, n'était pas alors une nouveauté inouïe dans les régions hispaniques où allait se rendre Amat. Sous le pontificat d'Alexandre II on avait vu Guillaume, comte d'Urgel, offrir au pape les deux *castra* de Laboriola et de Sallevola, sur lesquels il lui fournirait une pension de quatre onces d'or, à la condition toutefois que les descendants de ce comte tiendraient les deux châteaux de la main du souverain Pontife et que quiconque tenterait de les leur ôter serait frappé de l'anathème pontifical. L'abbé de Saint-Pons de Thomières (dioc. de Narbonne) était chargé de percevoir cette pension et de servir d'*auctionarius* de l'Église romaine ³.

Sous le même pontificat d'Alexandre II, Ramire I^{er}, roi d'Aragon, à la suite d'événements que nous n'avons pas à raconter ici, met ses États sous la protection du Saint-Siège et, suivant le vieil usage, il les offre à saint Pierre de qui il les tiendra sous condition d'un cens annuel, il promet à l'Église romaine la dime de tous ses revenus présents ou futurs, *donamus Deo et beato Piscatori*, rendant ainsi, selon l'expression du pape Grégoire VII, son

¹ « Regnum Hispaniae ex antiquis constitutionibus beato Petro et sanctae Romanae Ecclesiae in jus et proprietatem esse traditum.... Quod... aliqua antecessorum nostrorum occultavit negligentia. » *Ep.*, IV, 28. *J. L.*, 5041.

² *Ibid.*

³ *Le Liber censuum de l'Église romaine*, édité par P. Fabre (en cours de publication), p. 355. — Cf. P. Fabre, *Étude sur le Liber censuum de l'Église romaine*, Paris, 1892, p. 118 et suiv.

royaume « tributaire du Saint-Siège ¹. » Cette déclaration était faite en 1063 au concile de Jacca, où assistaient plusieurs évêques espagnols et gascons, et recevait donc de ce fait une large publicité.

Comme s'il avait tenu à donner à cette revendication de suzeraineté le caractère d'une extension du régime inauguré à Laboriola et à Sallevola, Grégoire adjoignit comme auxiliaire à Amat l'abbé de Saint-Pons, dont on a vu le rôle d'intermédiaire fiscal entre le Saint-Siège et le comte de Barcelone. C'était alors Frotard, qui avait assisté au concile tenu à Gironne par le légat Hugues le Blanc et avait ainsi acquis déjà une certaine expérience des hommes et des choses de la péninsule. Comme on le voit du reste par la lettre écrite en cette occasion par le pape, il n'était associé à Amat que pour l'Espagne seule ².

Grégoire VII ne semblait pas très rassuré sur l'accueil qui allait être fait à ses exigences fiscales. Plus de la moitié de sa lettre se passe à préparer les esprits à leur acceptation ; il s'excuse de la nécessité où il se trouve de les leur présenter. S'il exprime sa pensée sur les droits souverains de saint Pierre, il évite de rien formuler de précis à l'endroit du cens, qui est pourtant à ses yeux la conséquence naturelle et immédiate de cette souveraineté. Mais, comme il l'écrit en substance, il se repose sur Amat et son compagnon du soin d'exposer, d'affirmer et d'établir péremptoirement ce qu'il s'est borné à insinuer dans sa lettre ³.

Une fois muni des instructions pontificales, Amat et son compagnon ne durent pas tarder ⁴ à se mettre en route pour l'Espagne. Ils se rendirent d'abord dans la Catalogne ; ils pouvaient de là étendre leur action à la fois dans la province de la Narbonnaise et sur la Marche d'Espagne. Quoique la foi des

¹ P. Fabre, *Étude*...., p. 122. Cf. d'Aguirre, *Collectio... conciliorum omnium Hispaniae* (Rome, 1694), t. III, p. 228. *J. L.*, 5098.

² *Ep.*, IV, 28.

³ « Ut quod nos de insinuatione hujus causae... succincte scripsimus ipsi vobis, si necesse sit, latius apertiusque manifestent et quantum ratio postulaverit, notitiam veritatis praesenti denuntiatione et certa assertione demonstrent. » *Ep. vag.*, XXVIII. *J. L.*, 5041.

⁴ La lettre de Grégoire est du 28 juin 1077 ; elle n'aura guère pu parvenir à Amat qu'un mois plus tard ; or le concile de Besalu, qui n'est pas le premier tenu par Amat, avait lieu fin novembre et premiers jours de décembre, comme on le verra ci-après.

populations fût surexcitée plus qu'ailleurs par le voisinage des musulmans, il ne paraît pas que le clergé y fût plus réfractaire aux vices qui désolaient le reste de l'Église. La simonie semblait la route naturelle pour entrer et s'élever dans la hiérarchie ecclésiastique. Quel exemple plus éclatant que celui qu'offrait le métropolitain même de la province ? Guifred occupait le siège de Narbonne depuis près de soixante ans. Il était à peine âgé de dix ans quand son père, le comte de Cerdagne, l'y avait fait monter en achetant, à beaux deniers comptants, l'assentiment du comte de Rouergue et du vicomte de Narbonne qui s'étaient arrogé le droit d'en disposer ¹. En vain les papes Victor II et Nicolas II le frappèrent-ils de leurs excommunications ; grâce aux forces dont il disposait et aux seigneurs qui l'appuyaient, il put à son aise braver tous les anathèmes, assister même sans sourciller à des conciles où la simonie était vigoureusement condamnée.

Quant à l'incontinence, elle ne devait pas moins sévir parmi le clergé catalan, si l'on en juge par les mesures qu'Amat va prendre contre elle.

Après avoir passé les Pyrénées, fidèle aux habitudes des légats d'agir surtout par les conciles, Amat s'empressa d'en convoquer un à Girone. Plusieurs évêques et abbés répondirent à son appel. Parmi eux se trouvait l'archevêque de Narbonne ². Mais il ne dut pas tarder à s'apercevoir qu'Amat n'était pas homme à se prêter, comme le légat Hugues le Blanc, à des accommodements qui avaient pu, avec assez de vraisemblance, être suspectés de connivence et de complicité ³. Son parti fut vite pris. Il recourut au grand moyen qui avait déjà réussi à Isambert de Poitiers ; il précipita ses gens sur le concile ; chacun de ses membres dut chercher son salut dans la fuite. Amat trouva un asile auprès de

¹ *Gall. christ.*, VI, c. 31 ; D. Vaissète et Devic, *Histoire du Languedoc* (éd. Privat), t. III, p. 248. V. Chartes, n° CCXI.

² Diago l'affirme en toutes lettres : « Hallose entre los demas un Arçobispo de Narbonna llamado Vuifredo, » et il déclare avoir puisé dans les archives royales de Barcelone des renseignements originaux : *Historia de los ... condes de Barcelona*, por Fr. Diago, Barcelona, 1603, f° 136.

³ « Cunque ad Hispaniam legati fungens officio mitteretur, quicquid edificabat iterum dissipabat. Nam symoniacos primum quidem validissime persequabatur, postea vero accepta pecunia reconciliabat. » Bonizonis, *Liber ad amicum* dans *Mon. Germ. Libelli de lite imperatorum et Pontificum*, t. I, p. 598.

Bernard, comte de Besalu, qui le reçut dans son château. La violence qui retardait l'exécution de ses projets n'ébranlait point sa résolution; il mit à profit l'hospitalité et la sécurité qui lui étaient garanties pour se hâter de convoquer un concile à Besalu. Trois évêques seulement se présentèrent, ceux d'Elne, de Carcassonne et d'Agde. Celui-ci, jadis ami de Guifred de Narbonne et excommunié à Rome pour les relations qu'il persistait à entretenir avec lui, avait donc pris parti pour le légat contre son métropolitain. A ces évêques se joignirent un nombre assez considérable d'abbés et de comtes. Ce n'était point certes par sympathie pour Amat, encore moins pour assurer le succès de ses projets réformateurs. Au contraire, ils ne cachèrent pas au comte de Besalu leur mécontentement de lui voir faciliter la mission du légat ¹. Et, néanmoins, malgré ces dispositions hostiles, Amat sut prendre assez d'ascendant sur l'assemblée pour lui faire adopter les déclarations ou les mesures les plus opposées aux vices qu'ils avaient le plus d'intérêt à cultiver. La simonie fut d'abord frappée dans la personne de son principal représentant Guifred; il fut excommunié nommément: Après lui les abbés des États du comte de Besalu, qui tous furent reconnus coupables de simonie, furent déposés. A leur place, d'autres devaient être institués qui observeraient la règle de saint Benoît. En même temps, le comte Bernard ordonna que le chapitre de Besalu et les six abbés de ses terres feraient tous les ans quelque aumône à Saint-Pierre de Rome, et lui-même se déclara tributaire de l'Église romaine, s'obligeant à donner chaque année, en signe de sa dépendance, deux cents mancuses d'or. Ses fils prirent le même engagement, et il en fut passé un acte en forme publique et authentique (6 déc. 1077) ². La conduite d'Amat assurait donc à la politique de Grégoire VII le succès le plus complet peut-être qu'elle eût encore remporté. Sans doute, le champ de son triomphe était encore restreint. Mais Amat allait s'employer à l'étendre. De Besalu il passait dans le comté d'Urgel, et là aussi il trouva bon accueil auprès du comte Ermengaud et de sa femme Lucie; à leur demande, il put s'employer tout à son aise à réformer les quatre monastères du comté.

¹ F. Diago, *loc. cit.*

² Diago assure l'avoir vu à Barcelone dans les archives royales. Armoire de Girone, sac E, *op. cit.*, f° 137.

Mais ce n'était pas assez de ces efforts locaux et fragmentés; Amat voulut prendre des mesures d'une portée plus générale. Comme si un grand coup était nécessaire pour effacer l'effet des violences de Guifred à Girone, il convoqua un nouveau concile dans cette ville même. Cette fois sept évêques se groupèrent autour de lui; deux d'entre eux, Pierre de Carcassonne et Guillaume de Comminges, avaient dû traverser les Pyrénées.

De ce concile, tenu en 1078, il nous est resté treize canons. On y peut voir avec quelle vigueur et quelle fidélité Amat entendait imposer à l'Espagne la réforme grégorienne. Pour atteindre plus sûrement la simonie, le concile, sans aucun doute à l'inspiration d'Amat, ne se contentait pas d'interdire à tout évêque d'ordonner des clercs à prix d'argent ou même de vendre les honneurs ecclésiastiques; il déclarait le clerc déchu de la dignité qu'il aurait ainsi achetée, privé de son ordre jusqu'à ce qu'il eût renoncé à son titre mal acquis. Pour couper le mal dans sa racine, il était statué que toute église consacrée par un évêque schismatique devait être consacrée à nouveau. De même, tout clerc qui aurait été ordonné par un évêque schismatique ou contre une somme d'argent devait recevoir à nouveau l'ordination; et il n'y avait pas là réordination, car la première ordination conférée par un schismatique était radicalement nulle ¹.

Par cette dernière disposition, le concile tranchait dans le sens le plus rigoureux une question alors fort controversée ². Par la solution qu'il faisait prévaloir, Amat prenait place dans les rangs du parti réformateur le plus avancé, aux côtés de Guy d'Arezzo ³, du cardinal Humbert ⁴ et de Bernard ⁵, l'auteur du *Liber canonum*; comme eux, sinon d'après eux, il formulait, contre Pierre Damien, la doctrine que le concile de Plaisance adoptera, à peu de chose près, environ vingt ans plus tard ⁶.

L'incontinence des clercs n'est pas combattue moins énergiquement que la simonie. Le concile interdit aux prêtres, aux diacres et aux sous-diacres tout commerce avec les femmes.

¹ Mansi, XX, c. 517-518.

² Cf. Carl Mirbt, *Die Publizistik in Zeitalter Gregors VII*, Leipzig, 1894, p. 372 et suiv.

³ *Libelli* cités, t. I^{er}, p. 6.

⁴ *Id.*, I, p. 100.

⁵ *Id.*, I, p. 480.

⁶ Cf. L. Sallet, *Les réordinations*, Paris, 1907, p. 207, 248 et seq.

Celui d'entre eux qui viendrait à se marier ou à prendre une concubine devait perdre son grade et sa dignité, et être exclu des rangs du clergé jusqu'à ce qu'il donne satisfaction. Jusque-là le concile restait dans les prescriptions d'une tradition déjà longue, quoique gravement oubliée dans ces dernières années. Où il les dépasse, c'est quand il impose même aux clercs inférieurs l'obligation du célibat. Il ne semble pas douteux cependant que, sous la vague imprécision de ses formules prohibitives, l'intention du concile ne fût d'exiger des clercs même continence que des prêtres, des diacres et des sous-diacres. Ses canons ne visent pas seulement ceux qui servent à l'autel (*adsistunt altari*) dans la distribution du corps et du sang du Christ, mais tous ceux qui font partie du clergé et qui, à ce titre, ont fait vœu d'une vie plus sainte (*qui in clero deputati excellentiori devoverunt se vitæ*). Aussi bien les fils des clercs figurent, comme les fils des prêtres, des diacres et des sous-diacres, parmi ceux dont le concile entend empêcher l'élévation ou même réduire la condition à simple fin de punir le péché des pères. A ces derniers il est interdit de posséder dans la même église les dignités de leurs pères; aux fils de clercs, il est défendu soit de s'élever plus haut dans la hiérarchie, soit de posséder, qu'ils soient clercs ou laïques, les honneurs qui ont été confiés à leurs pères à titre de bénéfices; ils doivent se contenter des ordres qu'ils ont reçus. A ces prescriptions fondamentales, il en était ajouté d'autres qui, pour n'être pas autant importantes, n'en devaient pas moins contribuer à rétablir ou maintenir la discipline ecclésiastique, à sauvegarder la moralité publique. En tout cas, par la sanction que le concile ou Amat y attachait, il était visible qu'elles n'étaient pas secondaires à leurs yeux. Les clercs qui porteraient les armes devaient être exclus de la communion et même de l'église, privés de la sépulture religieuse et mis au ban de la société ecclésiastique. Les concubinaires et les usuriers étaient également frappés d'excommunication.

Ici, comme ailleurs ¹, les églises sont tombées aux mains des laïques, et l'usage est tellement général et tellement accepté, semble-t-il, par l'opinion que, pour la première fois, Amat e

¹ Cf. Imbart de La Tour, *Les paroisses rurales du IV^e au XI^e* 1900.

obligé de se départir de son habituelle intransigeance. Le concile proclame, sans doute, l'illégitimité de cette propriété; mais il prévoit le cas où il serait impossible d'arracher entièrement ces églises des mains des laïques, et il se contente de revendiquer strictement les oblations des messes et des autels ou prémices, et d'interdire qu'il soit prélevé aucun cens sur les cimetières, les sépultures et les baptistères ¹.

De reconnaissance de la suzeraineté du pape ou de paiement du cens par les princes, il n'est pas question dans les décrets du concile; il paraît bien cependant qu'Amat ne négligeait point cette partie de la tâche à lui confiée. Outre les princes que nous avons nommés, il parvient encore à déterminer le roi d'Aragon ² à se déclarer tributaire du Saint-Siège par le paiement annuel d'une pension de deux cents écus. Quant aux autres rois espagnols de Castille et de Léon, ou il ne leur fit point de demande ou ils s'y soumirent, c'est bien, dans l'ignorance où nous sommes, la conclusion qu'on est en droit de tirer des bons rapports qu'ils ne cessèrent, même après cette époque, d'entretenir avec Grégoire VII ³.

Ainsi donc Amat avait pleinement réussi dans sa mission; le pape ne pouvait qu'être satisfait des succès obtenus par sa fermeté et son habileté; il retrouvait dans les actes de son légat ou dans les décrets des conciles inspirés par lui les prescriptions mêmes ou des échos des prescriptions des conciles tenus par lui à Rome en 1074, 1075, 1077. Il témoigna bien haut son approbation quand, dans le concile tenu à Rome le 3 mars 1078, il renouvela l'excommunication portée contre Guifred, l'archevêque de Narbonne, et déclara solennellement qu'il l'écartait de son siège sans espoir de réintégration. L'approbation fut encore plus formelle dans le concile tenu au mois de novembre de la même année, puisqu'un canon portait une excommunication nouvelle contre Guifred et expressément contre les autres qu'avait excommuniés Amat ⁴.

Mais, avec la vaste étendue de territoire confiée à sa vigilance, il n'était guère possible à Amat de prolonger son séjour sur un

¹ Mansi, XX, 519-520.

² Mariana, *Historia general de España*, Madrid, 1650, t. I^{er}, p. 340.

³ *P. L.*, 148, c. 549, 577, 604.

⁴ Mansi, XX, c. 504, 507.

point isolé de sa légation. Voilà près d'un an ¹ qu'il se tenait en Catalogne, et au point où il avait mis les affaires, Grégoire VII put croire que sa présence n'y était plus nécessaire ou pouvait, en tout cas, être plus utile ailleurs.

IV.

Justement, en ce moment, l'attention de Grégoire VII était attirée en Gascogne même sur des incidents peu réguliers qu'Amat semblait tout désigné pour faire disparaître. Centulle V, vicomte de Béarn, était depuis quelques années ² marié à Gisla, laquelle se trouvait être sa parente à un degré prohibé. Grégoire VII, préoccupé de mettre un terme à cette union illicite, pensa qu'Amat réussirait mieux que personne à déterminer le comte de Béarn à cette séparation; il se décida donc à lui envoyer un successeur en Espagne, et du même coup un auxiliaire dans sa mission auprès de Centulle. Il fit choix de Bernard, abbé de Saint-Victor de Marseille, dont il avait déjà éprouvé l'habileté dans plusieurs missions diplomatiques. Son choix une fois arrêté, il écrivait, le 25 février 1079 ³, au vicomte de Béarn. Tout

¹ Le concile de Besalu, nous l'avons vu, est daté du 16 décembre 1077; celui de Girone est simplement daté de 1078; un acte conservé par Marca, *Marca Hispanica*, c. 1170, nous montre Amat confirmant, le 7 mars 1078, une charte en faveur du monastère Saint-Étienne de Bagnols; et Richard était envoyé en Espagne en mai 1078, *P. L.*, 148, c. 506; nous concluons de ces divers faits qu'Amat dut tenir le concile de Girone entre mars et juin 1078 et quitter la Catalogne peu de temps après.

² On ne sait point depuis quelle date; De Jaurgain, *La Vasconie*, t. II, p. 540 (Pau, 1902), dit « vers 1060. » L. Cadier, dans le *Cartulaire de Sainte-Foi de Morlas* (publié dans le *Bulletin de la Société des sciences, lettres et arts de Pau*, 2^e série, t. XIII, 1884, p. 296), se prononce pour 1070; cette dernière date, ou même une plus tardive, nous semble avoir plus de chance d'être la vraie, car le fils de Centulle et de Gisla sera tué en 1131, en Aragon, dans un combat contre les Maures; cela incline à placer sa naissance aussi près que possible de la date de l'intervention de Grégoire VII et de la séparation de Gisla et de Centulle.

³ Dans ces dernières années, M. de Jaurgain (*La Vasconie*, II, p. 541) s'est inscrit en faux contre cette date attribuée à la lettre de Grégoire VII. Au lieu d'*indictione II*^a qui est, dit-il, « sûrement une erreur de copiste, » il faudrait lire *indictione XI*^a; les copistes auront écrit « l'indiction II en chiffres arabes pour la XI^e du chiffre romain. » Cette correction purement arbitraire est aussi malheureuse que possible; son auteur ignore, sans doute, que l'un des meilleurs manuscrits qui a servi de base aux éditions du registre de Grégoire VII remonte à la fin du XI^e siècle, et à cette époque les chiffres arabes n'étaient point en usage. Cf. *J. L.*, t. I, p. 595 et n° 5111. Cela nous dispense de discuter la date du 11 mars 1074 qu'il propose et que rien ne justifie.

en le félicitant de son amour pour la justice et de son zèle pour la paix, il lui reproche d'avoir épousé sa parente; il l'engage fortement à corriger sa faute en s'inspirant des conseils d'Amat, évêque d'Oloron, et de Bernard, abbé de Marseille. Des deux conseillers qui lui étaient recommandés l'un ne devait jamais parvenir auprès de lui : Bernard, comme Grégoire le redoutait ¹, ne devait jamais venir en Béarn; la mort le surprenait le 20 juillet 1079 ², sûrement avant qu'il eût accompli sa légation, puisque son frère Richard, qui en est chargé en sa place, recevait de Grégoire VII ordre de se hâter de gagner l'Espagne, dans une lettre datée du 2 novembre 1079 ³.

Quel fut le résultat de l'intervention d'Amat ainsi laissé à lui seul? Avant de répondre, il nous faut éliminer de la discussion un document que Jaffé, dans ces derniers temps, a mêlé, à notre avis indûment, dans l'histoire de cet incident. A l'en croire, la lettre qui, dans l'édition Migne, porte le n° XXII du livre IX, et dans sa *Bibliotheca rerum germanicarum* le n° XLV du livre VIII ⁴, serait adressée à Centulle, comte de Béarn. Or, on peut lire dans cette lettre que son destinataire, bien connu jusqu'alors par son amour de la justice et la pureté de ses mœurs, s'était laissé séduire par une femme. Réprimandé et excommunié par son évêque, il avait, au lieu de lui obéir avec respect, déchainé contre lui une violente persécution. Le pape lui enjoint de sortir au plus vite d'une situation illégitime où il n'est resté déjà que trop longtemps. S'il croit du reste pouvoir prouver qu'il n'a aucun tort dans cette affaire, il estime qu'il y aura lieu de tenir un concile auquel assisteront Hugues de Die et le cardinal Richard, et là, en présence d'hommes religieux, on examinerait ce qu'il y aurait à modifier dans sa conduite ou dans les mesures prises à son égard ⁵.

Jusqu'à ces derniers temps, tous les éditeurs avaient vu dans le comte d'Anjou, Foulques Réchin, le destinataire de cette lettre ⁶.

¹ - Siquidem ad vestras partes poterit pervenire. - *Ep.*, VI, 20. *J. L.*, 5111.

² *Gall. christ.*, I, col. 684.

³ *Ep.*, VII, 7. *J. L.*, 5143.

⁴ *J. L.*, 5230.

⁵ *Ep.*, IX, 22. *J. L.*, 5230.

⁶ *R. H. G.*, t. XIV, p. 610; Mansi, t. XX, c. 356, propose la forme conjecturale *Gaufredo*, qui est une erreur évidente; une tradition paléographique, qui

A vrai dire, le plus ancien ¹ manuscrit du Registre de Grégoire VII ne porte ni son nom ni même l'initiale de son nom; mais de l'avis unanime des éditeurs, il y avait là une erreur de copiste. Les faits les mieux connus de l'histoire de Foulques Réchin justifiaient cette correction et elle trouvait sa confirmation dans une autre lettre de Grégoire VII adressée aux abbés, clercs et laïques des diocèses de Tours et d'Angers. Le pape y rappelle l'excommunication dont a été frappé le comte d'Anjou, les représailles dont il y use à l'égard de l'archevêque de Tours; il engageait les destinataires de sa lettre à s'abstenir de toute communication avec le premier et à témoigner au second une généreuse fidélité. Jaffé a cru sans doute pouvoir, sur la foi de l'initiale du manuscrit, restituer le nom de Centulle; mais il aurait dû remarquer que le contenu ne répond plus ni à l'histoire ² ni à la situation de Centulle. Si évidente que soit chez Grégoire VII l'intention de capter au début les bonnes grâces de son correspondant par la générosité de ses compliments, on ne comprendrait guère qu'il allât jusqu'à dire à un prince de Béarn perdu aux pieds des Pyrénées que sa glorieuse réputation s'est répandue à travers la France entière ³. On ne s'expliquerait pas davantage qu'il le renvoie à un concile que tiendrait Hugues de Die; cet évêque a surtout exercé sa légation en Bourgogne et dans le centre de la France, jamais elle ne paraît s'être étendue à la Gascogne ⁴. Rien n'autorise donc à penser qu'Amat ait eu dans son pays et auprès de son prince moins de succès qu'auprès du comte de Poitiers. Une charte de Centulle en faveur de Cluny nous le montre donnant à cette abbaye une église qui se bâtis-

remonte d'ailleurs assez haut, porte comme adresse : *C. glorioso comiti Andegavensi*.

¹ Aujourd'hui Arch. vatic., t. III, f° 318.

² L'histoire a bien conservé le souvenir de mauvais traitements infligés par Centulle à son évêque, Bernard de Bas, évêque de Lescar; mais à prendre à la lettre les termes du cartulaire de Lescar cités par Marca et rejetés par lui comme dépourvus de toute apparence de raison, *Histoire de Béarn*, p. 312, 316, ces mauvais traitements auraient été provoqués par l'opposition de l'évêque à la dissolution du mariage de Centulle et de Gisle et à son mariage ultérieur avec Béatrix de Bigorre.

³ « Adversus gloriosam famam tuam per Galliarum partes diffusam. » *Ep. cit. Patr. lat.*, 148, c. 623.

⁴ S'il vient à Bordeaux, comme nous le verrons, c'est là la limite de ses voyages dans le Midi, et alors c'est Amat qui a la présidence du concile où il assiste.

sait à Morlas, alors sa résidence, en l'honneur de sainte Foy. Et ce qui lui inspire ce don, c'est la pensée de ses péchés et de la parenté de sa femme qu'il a épousée contre la loi de Dieu, et c'est pour elle comme pour lui et leur fils commun Gaston qu'il le fait, afin que Dieu ait pitié d'eux tous. Il en agit ainsi, dit-il, du consentement et à l'instigation de Guillaume, archevêque d'Auch, de Bernard, évêque de Lescar, et d'Amat, évêque d'Oloron. Et à la suite de ce don, il a remis, déclare-t-il, aux mains de l'archevêque d'Auch et d'Amat, sa femme Gisla qui se rend à Cluny pour y prendre l'habit religieux ¹. Cette pièce n'est point datée, mais l'événement qu'elle consacre a certainement eu lieu dans l'année 1079, puisqu'elle suppose l'intervention de Grégoire VII et que, d'autre part, Centulle était remarié dans les derniers mois de 1079 ² ou sûrement dans les premiers mois de 1080, puisque nous voyons sa seconde femme, Béatrix de Bigorre, signer avec lui (1^{er} avril 1080) la donation du monastère de Saint-Savin en Bigorre au monastère Saint-Vincent de Marseille ³. Encore ici la diplomatie d'Amat comptait un nouveau succès.

D'autres affaires encore allaient occuper quelque temps son activité en Gascogne. Une première d'abord intéressait moins chez lui le légat du pape que l'évêque d'Oloron. Les Églises occidentales de Gascogne venaient de traverser une période anormale où l'on avait vu un membre de la famille ducale ⁴ réunir sur sa tête jusqu'à cinq ou six évéchés. Cet état dura plus de cinquante ans. Pendant ce temps chacun des diocèses perdait à peu près son individualité, leurs limites devenues sans intérêt s'effacèrent et le souvenir même s'en perdit. Quand vint la reconstitution des sièges, il fallut retrouver ou retracer à nouveau les limites disparues, et alors se produisirent les discussions et les procès. Les diocèses d'Oloron et de Dax en vinrent ainsi à se disputer un nombre considérable de paroisses. La cause de Dax a eu la chance de nous être présentée par un chroniqueur con-

¹ Marca, *Histoire de Béarn*, p. 300.

² Jean de Jaurgain et J. Maumus, *Cartulaire du prieuré de Saint-Mont*, Auch, 1904, p. 67, publient une charte où Centulle porte le titre de comte de Bigorre qu'il n'acquit que par son second mariage; or, les indices chronologiques concourent à faire dater cette charte du 14 oct. 1079.

³ Guérard, *Cartulaire Saint-Victor de Marseille*, t. I, p. 486.

⁴ Cf. A. Degert, *Revue de Gascogne*, 1900, p. 5, 125, 277.

temporain¹ ou plutôt un avocat intelligent et passionné qui nous a laissé de ces faits un exposé détaillé, très vivant, mais très partial; on ne saurait accepter ses dires que sous réserve, mais il nous est impossible de le contrôler dans l'absence de toute version de la partie adverse.

L'origine de la querelle est antérieure à Amat. Elle fut provoquée, s'il faut en croire le chroniqueur dacquois, par son prédécesseur Étienne qui, d'un seul coup, usurpa tout un archidiaconé, celui de la Soule. Bientôt même la mollesse ou la timidité de l'évêque de Dax, toujours d'après le même chroniqueur, enhardit l'archidiacre d'Étienne d'Oloron, Héraclius, qui, grâce à des complicités de famille, s'empare d'une autre partie du diocèse de Dax, connue sous le nom de territoires d'Agarenx et de Reveset. Cette fois, l'évêque de Dax porte ses plaintes devant l'archevêque d'Auch, le métropolitain commun de Dax et d'Oloron. Mais Amat, qui a succédé dans l'intervalle à Étienne, entre en scène. A son titre de légat dans plusieurs provinces, il ajoute, s'il faut en croire le chroniqueur dacquois, de grandes ressources de ruse et même d'astuce. Pour toute réponse aux revendications dacquoises, il oppose à son adversaire une demande reconventionnelle; il réclame neuf autres paroisses du diocèse de Dax injustement détenues, assure-t-il, au détriment de son diocèse d'Oloron. L'archevêque d'Auch embarrassé délaisse, nous dit-on, le rôle de juge pour celui d'arbitre; il décide Bernard de Mugron, évêque de Dax, à laisser à Amat quatre des neuf paroisses que celui-ci revendique. Des anciennes spoliations il ne fut point question. L'archidiacre de Dax fut moins accommodant que son évêque: il en appelle de la sentence du métropolitain aux légats du pape Hugues de Die et Richard de Marseille, qui tiennent un concile à Poitiers. En dépit d'Amat qui assiste au concile, les légats annulent la décision de l'archevêque d'Auch et, pour le surplus, renvoient les parties à se pourvoir devant le pape. Le représentant des intérêts dacquois obtint, nous dit-on, gain de cause pour les quatre paroisses dernièrement cédées. Quant aux autres territoires, comme dans les lettres qu'ils avaient fait parvenir, l'archevêque d'Auch et Amat affirmaient qu'ils avaient autrefois appartenu à l'Église d'Oloron,

¹ Publié dans *R. H. G.*, t. XIV, p. 185 et suiv.

Grégoire VII manda à Hugues de Die et à Richard de Marseille de vider eux-mêmes le différend sur place. Le cardinal Richard se rendit en Béarn ; les Dacquois, nous dit-on, furent fidèles au rendez-vous. Amat et ses témoins étaient bien, nous dit le chroniqueur, dans le voisinage, mais trop persuadé, ajoute-t-il, de l'injustice de sa cause, il refusa de comparaître. Devant leur refus obstiné, le légat Richard ne put que faire droit aux réclamations des Dacquois ; il leur donna ordre de garder ce qu'ils détenaient. Mais ceux-ci, trop confiants dans leur bon droit en cette affaire des territoires contestés, ne s'avisèrent point de faire rédiger par écrit le jugement rendu en leur faveur, et, grâce à de nouvelles ruses, Amat put assurer à son diocèse le bénéfice de toutes les usurpations passées ¹.

Certes, à en croire notre chroniqueur, le rôle d'Amat en toute cette affaire prêterait matière à bien des critiques ; mais quelle confiance faut-il accorder à ce narrateur si violent et si évidemment intéressé dans le débat ² ? Sans relever certaines invraisemblances de son récit, il est à remarquer que tous les évêques de Dax sont suspects à ses yeux de négligence ou de mollesse ; aucun ne lui paraît apporter assez d'énergie à la défense des droits de son Église, alors même qu'il leur reconnaît par ailleurs de très réelles qualités. N'y aurait-il pas dans cette modération des évêques de Dax l'aveu que les revendications d'Amat et de son prédécesseur ne leur semblaient pas aussi dénuées de fondement ? Et la conduite d'Amat se trouverait ainsi justifiée par ses adversaires mêmes contre les reproches de son unique accusateur.

Quoi qu'il en soit, pendant qu'il se débattait ainsi contre les réclamations de l'Église de Dax, Amat était invité par le pape à trancher sans appel une querelle à peu près semblable survenue entre l'abbaye de Saint-Sever (diocèse d'Aire) et celle de Sainte-Croix de Bordeaux. Ces deux maisons se disputaient l'église de Sainte-Marie de Soulac, que l'une prétendait tenir d'un comte de Bordeaux et l'autre d'un duc de Gascogne ³. La question était

¹ *R. H. G.*, t. XIV, 187.

² Divers indices trop longs à relever ici montrent qu'il appartenait au chapitre de Dax et il a dû écrire vers 1120. Cf. A. Degert, *Histoire des évêques de Dax*, Paris, 1903, p. 70.

³ D. Du Buisson, *Historiae monasterii S. Severi*, libri X (avril 1876), t. I, p. 183.

en litige depuis longtemps; elle avait même reçu du légat Gérard d'Ostie une solution défavorable aux prétentions de l'abbé de Saint-Sever, Arnaud d'Estios. Renvoyé au concile romain du carême de 1074, cet abbé avait négligé de s'y rendre, ce qui lui attira une lettre sévère ¹ de Grégoire VII. Il se présenta bien plus tard devant le pape, mais après son départ celui-ci conçut des doutes sur sa bonne foi; il lui en fit de vifs reproches, lui intima l'ordre de céder par provision l'église contestée à l'abbé de Sainte-Croix ², et chargea (8 mars 1079) Amat de juger ³, avec Hugues de Die, l'affaire au fond ou plutôt de la décider en faveur de l'abbé de Sainte-Croix, en obligeant Arnaud d'Estios à exécuter la sentence pontificale rendue contre lui. La question, portée devant un concile tenu à Bordeaux, fut soumise à de longs débats où les parties eurent tout loisir de faire valoir leurs droits. Cette fois encore la discussion tourna à la confusion de l'abbé de Saint-Sever; il se vit débouter de ses prétentions et imposer un perpétuel silence sur cette question de Soulac ⁴.

Nous n'en savons pas plus long sur les circonstances qui entourèrent cette sentence. Nous ne sommes point fixés sur la date exacte du concile; les divers documents contemporains renvoient à un concile tenu à Bordeaux en 1079 ou 1080 ⁵. Il semble bien que Bordeaux vit en réalité un concile se tenir chacune de ces deux années ⁶.

V.

De la Gascogne, Amat dut partir pour la Bretagne. Le clergé de cette province donnait depuis quelque temps à Grégoire VII de sérieux sujets de mécontentement. Il lui reproche, dans une lettre qu'il écrivait le 25 novembre 1079 ⁷, d'avoir perdu toute autorité par son ignorance et son défaut de zèle. De là des maux sans nombre, disait-il, dans cette lettre adressée aux évêques, aux prêtres, aux princes et à tous les habitants de la Bre-

¹ *Ep.*, I, 51. *J. L.*, 4827.

² *Ep.*, VI, 25. *J. L.*, 5116.

³ *Ep.*, VI, 24. *J. L.*, 5115.

⁴ Mansi, t. XX, 506, 527. Cette question sera soulevée encore par Saint-Sever, mais Amat n'aura plus à s'en occuper.

⁵ Cf. Mansi, XX, 507, 527, 532.

⁶ Cf. *R. H. G.*, XIV, p. 761.

⁷ *Ep.*, VII, 10. *J. L.*, 5146.

tagne. Et parmi ces maux, il signalait surtout le mauvais usage de la discipline pénitentielle. Il leur annonçait donc l'envoi d'Amat, comme légat ; il aurait à tenir un concile et à soumettre à un minutieux examen les errements suivis en matière pénitentielle. Mais d'ores et déjà le pape indiquait clairement les abus que son représentant aurait à combattre, et les solutions qu'il aurait à faire prévaloir. Il ne fallait pas qu'on pût s'imaginer qu'une véritable pénitence était possible sans changement de vie. Quiconque s'était souillé d'un homicide, d'un adultère ou d'un parjure, quiconque détenait injustement le bien d'autrui ou nourrissait des sentiments de haine contre le prochain, ne pouvait faire pénitence qu'en amendant absolument sa conduite. Les commerçants devaient abandonner leur négoce, les soldats devaient renoncer à porter les armes si ce n'est pour défendre la justice, leurs seigneurs, leurs amis, les pauvres et les églises (de l'avis des hommes de religion) ; enfin tous ceux en général qui exerçaient une profession où le péché était à peu près inévitable étaient soumis à la même obligation de la quitter.

Cette affaire des vraies et fausses pénitences était alors, on peut le dire, une question à l'ordre du jour de l'opinion. Un auteur anonyme resté inconnu lui consacrait, vers cette époque, tout un traité ¹. Grégoire VII en saisissait le concile romain de 1078 ². Dans les canons et décrets qui nous en sont restés, un article spécial était employé à définir et à condamner les fausses pénitences. Il revenait à la charge au concile de 1080 ³, et le même article était repris, développé et renforcé. C'est dans l'intervalle qu'il confiait à Amat la légation de Bretagne, et la lettre qui résume sa mission reproduit les décisions qu'il avait inspirées au concile de 1078, souvent dans les mêmes termes, toujours dans le même ordre.

Quand on connaît les usages pénitentiels de cette époque ⁴, et qu'on les rapproche des reproches et des desiderata ici formulés

¹ *De vera et falsa poenitentia*, édité par Migne, P. L., t. XL, c. 1114-1130, parmi les *Spuria* de saint Augustin, à qui tout le moyen âge l'a attribué ; aujourd'hui communément attribué à la fin du XI^e siècle.

² Mansi, t. XX, c. 507.

³ *Id.*, c. 532.

⁴ Cf. J. Schmitz, *Die Bussbücher und die Bussdisciplin der Kirche*. Mayence, 1883, p. 184 et *passim*.

par Grégoire VII, on est assez porté à croire que les Bretons, qui avaient fait si bon accueil aux pratiques pénitentielles ¹, en étaient venus à leur attribuer une valeur rémissive et satisfaisante qui dispensait de tout effort de réforme morale ou de réparation compensatrice. C'est contre ces doctrines, dont le danger était indéniable, que Grégoire VII entendait donc protester par l'envoi de son légat.

La mission, hâtons-nous de le dire, n'était pas sans présenter de graves difficultés. Les premières résultaient peut-être des dispositions du clergé lui-même. Il n'est pas douteux que sous le nom de Bretagne, Grégoire VII ne comprit aussi la Normandie ². Or, le clergé de ces deux provinces était bien des plus contaminés par l'incontinence et la simonie auxquelles Grégoire VII et ses légats avaient voué une guerre sans merci. Il y avait sept ans à peine qu'on avait vu, dans un concile, des prêtres impudiques accueillir l'archevêque de Rouen à coups de pierres, parce qu'il leur défendait, sous peine d'anathème, d'avoir des concubines ³. Deux ans plus tard, un concile tenu à Rouen, sans doute pour ne pas s'exposer aux mêmes outrages que l'archevêque Jean, n'osait même pas aborder la question du célibat ecclésiastique. Ce n'est donc pas que cette plaie honteuse eût disparu; on ne le verra que trop par les dispositions qui furent prises au concile tenu à Lillebonne en 1080 ⁴.

Quant à la simonie, elle était tout aussi puissante, comme put s'en convaincre au concile de Poitiers de 1078 le légat Hugues de Die. A la suite de l'enquête à laquelle il se livra, le métropolitain de la province, l'archevêque de Tours, et l'évêque de Rennes durent s'avouer coupables. Au cœur même de la Bretagne, à Dol, que les évêques de cette province s'obstinaient à regarder comme leur métropole, le siège épiscopal avait été longtemps occupé par un évêque nommé Johel qui, non content d'avoir acheté son titre épiscopal à prix d'argent, s'était d'abord

¹ C'est du moins ce qu'il est permis d'inférer du grand rôle de l'Eglise celtique dans la littérature pénitentielle. V. P. Fournier, *Études sur les pénitentiels*, dans *Revue d'histoire et de littérature religieuses*, VI, 289; VIII, 528, et surtout IX, 100 et suiv.

² On le verra bien ci-après par les lettres que Grégoire VII adresse aux évêques de Normandie au sujet de la légation d'Amat.

³ *Ord. Vitalis, Hist. eccl.*, I. IV, 2, t. II, p. 17 et suiv., éd. Le Prévost.

⁴ Mansi, XX, c. 556, can. III.

marié publiquement, et il avait assez longtemps vécu dans cet état pour marier ses filles en les dotant avec les biens et les revenus de l'Église ¹. Voilà sans doute près de trois ans qu'il avait été déposé, mais l'atmosphère qui avait rendu possibles de pareils désordres n'était pas dissipée du jour au lendemain.

Amat dut donc rencontrer devant lui une forte opposition. Malheureusement, si les textes la laissent deviner, ils ne nous fournissent aucun renseignement précis sur les péripéties diverses qui traversèrent sa légation. Il tint un concile probablement à Rennes ² dans les premiers jours ³ de l'année 1080, et y convoqua les évêques et les abbés de la province.

Nous ignorons les mesures qui y furent prises sur la question des pénitences ; nous voyons seulement le concile normand, tenu à Lillebonne aux fêtes de la Pentecôte de 1080, s'inspirer visiblement ⁴ de certaines des prescriptions pénitentielles du concile romain de 1078 qu'Amat avait mandat d'introduire en Bretagne, et depuis le concile romain de 1080 qui se tint à peu près à la même époque que celui de Bretagne, on ne voit pas que Grégoire VII ait eu à revenir sur cette question. Mais Amat n'avait pas seulement à s'occuper de la question pénitentielle ; son mandat, comme le déclare Grégoire VII, s'étendait à tout ce qui intéressait le salut des âmes ⁵. A ce titre, il dut sûrement porter ses efforts contre la simonie et l'incontinence. Il ne recula même pas devant l'emploi de la force armée le jour où des chevaliers lui offrirent le secours de leurs bras contre les prêtres concubinaires et simoniaques ⁶.

¹ *Ep. vag.*, XXVIII. *J. L.*, 5005.

² *R. H. G.*, t. XIV, 191. Mansi, XX, 527.

³ L'évêque de Dol assistait au concile tenu à Rome par Grégoire VII le 7 mars, et il est peu probable qu'il eût déserté le concile de sa province pour se rendre à celui de Rome.

⁴ Ainsi tout voleur doit commencer par restituer le bien enlevé : alors seulement il est admis à faire pénitence. Si même il vient à mourir avant de faire cette restitution, il est privé de sépulture ecclésiastique, tant que ses parents n'auront pas fait réparation à celui qu'il a lésé. Mansi, XX, 569. Dans un autre canon, il est prescrit d'imposer des pénitences « pro qualitate criminis. » *Id.*, 558. Ce sont les termes mêmes du concile romain de 1078. Mansi, XX, c. 510.

⁵ « Ubi cum aliis quae ad salutem pertinent animarum, etiam de poenitentiae consultatione diligentius pertractetur. » *Ep.*, VII, 10. *J. L.*, 5146.

⁶ C'est du moins ce qui résulte de la lettre que lui écrit Grégoire VII, environ un an après sa légation de Bretagne ; on ne voit guère dans l'inter valle où il aurait pu utiliser ces « milites qui prius ad presbyteros fornicarios

La conduite d'Amat dans sa légation paraît bien avoir obtenu l'entière approbation de Grégoire VII. Sans doute Dom Brial nous assure que ce pape levait, dès les derniers jours d'avril 1080 ¹, la suspense dont l'évêque du Mans et l'abbé de Saint-Pierre de la Couture avaient été frappés par Amat. Mais il y a là une erreur évidente ; ce désaveu ne saurait atteindre Amat, puisque la suspense annihilée était l'œuvre du seul Gébuin, archevêque de Lyon, agissant comme légat du pape ². Et en ce moment Grégoire VII montrait assez la différence qu'il faisait entre Amat et Gébuin en étendant les pouvoirs du premier au détriment de ceux du second. En confiant à celui-ci une sorte de primatie ou de vicariat apostolique sur l'ancienne Lyonnaise, il avait soin d'en détacher la province de Tours pour la confier à Amat. La mauvaise humeur que Gébuin témoigne en l'apprenant ³ ne fait que souligner davantage le caractère du témoignage de satisfaction que revêt à cette heure cette extension de pouvoir conférée à l'évêque de Lyon.

Amat ne dut guère prolonger son séjour en Bretagne au delà des premiers mois de 1080. Il avait convoqué à Bordeaux un concile des trois provinces de Tours, de Bordeaux et d'Auch, et il tenait à s'entendre, avant la réunion, avec l'archevêque de Tours et peut-être avec les deux autres ⁴. Mais son voyage n'interrompait point son application à l'œuvre réformiste. Tours se trouvait sur son passage ; il en profita non seulement pour s'aboucher avec l'archevêque, mais pour faire la visite canonique du diocèse. De là il se rendit au monastère de Saint-Savin (diocèse de Poitiers). Cette maison avait à sa tête un abbé, Gervais, qu'Amat soupçonnait fort d'avoir acquis son titre par simonie. De l'enquête à laquelle il vint se livrer en plein chapitre monastique, il acquit la conviction que ses soupçons n'étaient que trop fondés. Le moine démasqué reçut ordre de se rendre devant l'évêque de Poitiers, où sa culpabilité serait mise au grand jour.

et simoniacos coercendos favorem et auxilium vobis impenderant. • P. L., 148, c. 609.

¹ R. H. G., t. XIV, p. 64, note b.

² Dom Brial publie lui-même la pièce où Gébuin prend cette mesure, R. H. G., t. XIV, p. 669. Jaffé-Lœwenfeld partagent la même erreur, n° 5165.

³ R. H. G., t. XIV, p. 671.

⁴ Tel est l'objet de la lettre qu'il écrit à Raoul, archevêque de Tours, R. H. G., t. XIV, p. 670.

Au lieu d'obéir à l'injonction qui lui était faite, il s'empara de quelques reliques et ornements de son église et s'enfuit comme un voleur. Dans la lettre ¹ où il dénonçait ce fait à l'archevêque de Tours et l'invitait à en découvrir l'auteur en rupture de clôture et d'honnêteté, Amat lui faisait savoir aussi la conduite qu'il devait tenir contre Geoffroy Jourdain de Preuilli. Ce prince avait épousé la fille du comte de Vendôme, à laquelle le rattachaient quelques liens de parenté. Amat lui avait intimé l'ordre de se présenter devant lui pour faire examiner les degrés de cette parenté. La date du 1^{er} août avait été fixée d'un commun accord. Mais avant même d'attendre l'échéance, Geoffroy Jourdain fit savoir qu'il ne se présenterait pas. Amat répondit en donnant mandat à l'archevêque de Tours de sommer Geoffroy Jourdain de se séparer de sa femme ou de le considérer comme excommunié à partir de la date primitivement fixée du 1^{er} août.

Pour lui, il tint le concile de Bordeaux dans les premiers jours d'octobre. Il semblait devoir présenter quelque importance; Hugues de Die, lui aussi toujours légat du pape, était venu se joindre à son collègue. Béranger, le fameux hérésiarque, était cité à comparaître. Après avoir solennellement rétracté ses erreurs à Rome au concile tenu par Grégoire VII au mois de février 1079, il n'avait rien eu de plus pressé, une fois rentré en France, que de désavouer sa rétractation. Le seul chroniqueur qui nous ait parlé de cette comparution de Béranger à Bordeaux assure qu'il y rendit raison de sa foi ². Ce qu'on sait de plus clair sur les mesures prises contre Béranger, c'est qu'elles eurent pour effet de le remettre définitivement sur le chemin de la vérité. Désormais il se confina dans le silence pour n'en plus sortir. Des autres questions qui occupèrent le concile nous ne connaissons que les maigres renseignements fournis par quelques cartulaires d'abbayes. Nous savons ainsi qu'il déposa Hugues, abbé de Saint-Liguair, qu'il mit la paix entre les abbayes de Charroux et de Saint-Jean d'Angely, qu'il donna enfin approbation et encouragement à la maison de la Grande Sauve près de Bordeaux, que saint Géraud venait de fonder avec l'appui de Guy Geoffroy ³. On peut croire, sans faire tort au concile, que ce

¹ R. H. G., t. XIV, p. 670.

² Marchegay et Mabille, *Chronique des Egl. d'Anjou*, p. 407.

³ Mansi, XX, 527. C'est sur les conseils d'Amat, dit Géraud (*ibid.*), qu'il

n'est pas seulement pour régler ces minces affaires monastiques qu'Amat l'avait convoqué et avait montré tant d'empressement pour consulter au préalable les métropolitains, mais il ne nous a été rien conservé de plus sur l'œuvre de ce concile.

Il est vrai que trois mois plus tard un autre concile se tenait à Saintes (janvier 1081), où l'on peut voir une sorte de continuation de celui de Bordeaux. Là aussi furent réglés d'abord quelques litiges entre diverses abbayes. Ainsi celle de Fleury-sur-Loire vint se plaindre que l'évêque de Bazas lui contestait la possession du prieuré de la Réole. Sur la production de titres allégués par les religieux bénédictins, le concile reconnut leur bon droit et le prieuré leur fut restitué. A Poitiers, l'abbesse de Sainte-Croix se plaignait également que les chanoines de Sainte-Radegonde méconnaissaient ses droits de suzeraineté sur leur maison ; des dispositions prises par Amat rétablirent toutes choses dans l'ordre : les chanoines dans l'autonomie du gouvernement intérieur, l'abbesse dans ses droits d'approuver la nomination ou le renvoi des chanoines. Ces droits impliquaient le privilège de l'investiture, qui du reste était reconnu en termes formels à l'abbesse. Circonstance à noter ici, c'est la première fois, la seule même, au moins dans les textes qui nous sont conservés, où Amat se soit trouvé en face de cette question des investitures. A cette date le parti réformateur avait depuis longtemps livré le fond de sa pensée : son idéal eût été la suppression pure et simple de l'investiture par les laïques. Après quelques hésitations, Grégoire VII s'était rallié à la même idée, et sans parler de ses premiers essais, il avait, dans le concile tenu à Rome², en novembre 1078, interdit à tout clergé de recevoir des mains de laïques l'investiture de tout évêché, église, abbaye. Amat estimait sans doute que cette interdiction opposée à l'investiture laïque ne concernait point les abbesses, et de sa conduite basée ici sur la lettre des textes conciliaires on ne peut rien conclure sur son attitude dans la question des investitures. Quand le roi Philippe I^{er} lui suscite

recherche la protection apostolique, et se reconnaît tributaire du pape pour un cens de cinq sous, *R. H. G.*, t. XIV, p. 46.

¹ *Recueil des chartes de l'abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire*, réunies et publiées par M. Prou et A. Vidier, Paris, 1904, p. 236.

² *R. H. G.*, t. XIV, p. 767. C'est à ce concile encore qu'Amat fut heureux de donner sa pleine confirmation au projet formé par Guy Geoffroy de livrer à Cluny l'église de Saint-Eutrope (*Id.*, p. 706).

des difficultés sous prétexte qu'il tentait de lui enlever les évêchés de sa région, ce qu'il vise dans cette plainte, c'est sans doute la soustraction des évêchés à l'usage des investitures. C'est donc là surtout qu'on peut voir que dans cette question des investitures comme dans les autres, la pensée et la conduite d'Amal correspondaient toujours aussi fidèlement à celles de Grégoire VII.

Une question non moins grave devait attirer l'examen des deux légats. Depuis assez longtemps l'évêque de Dol contestait à celui de Tours ses droits de métropolitain sur la Bretagne. Grégoire, saisi de la question par les plaintes de l'archevêque de Tours, se donna beaucoup de mal — c'est lui-même qui le déclare — pour tirer l'affaire au clair dans le concile tenu à Rome le 8 mars 1080 ¹. Il ne put qu'être frappé de la différence d'attitude des deux compétiteurs. Autant l'un, l'archevêque de Tours, présentait à l'appui de ses réclamations des documents clairs et décisifs, autant l'autre, qui pourtant était venu au concile de Rome, se dérobait à toute démonstration sérieuse des siennes et recourait à de trop évidents subterfuges. Avec sa réserve habituelle dans le règlement des affaires litigieuses, Grégoire VII ne voulut pas trancher définitivement le débat ; il en réserva la solution à ses légats, qui entendraient les parties sur place. C'est ainsi que le conflit fut porté devant le concile de Saintes. Mais il s'en fallut beaucoup que le débat prit ici l'importance qu'on attendait. La faute en fut encore à l'évêque de Dol. Ni lui ni aucun autre de Bretagne ou de Normandie ne se présenta au concile. En leur nom et place il vint un clerc de l'évêque de Dol qui, pour toute preuve, présenta des lettres d'un pape Adrien qu'il prétendit, à faux d'ailleurs, avoir copiées sur les registres de l'Église romaine, et l'on n'eut pas de peine à découvrir une interpolation de l'évêque dans un passage où il était fait mention du pallium conféré à l'évêque de Dol. La sentence ne pouvait être douteuse ; elle fut tout à l'avantage de l'archevêque de Tours, en qui l'évêque de Dol et tous les ordres de Bretagne devaient désormais reconnaître leur métropolitain.

Les légats ne s'en tinrent pas là. Dans cette abstention des évêques et abbés bretons et normands ils crurent voir une grave

¹ *Ep.*, VII, 15. *J. L.*, 5155.

désobéissance qui méritait châtement. Sans attendre aucune explication, ils prononcèrent la suspense contre tous les évêques et abbés absents, à l'exception de l'archevêque de Rouen et de l'abbé de la Couture. Des mesures non moins sévères furent prises contre des seigneurs qui se refusaient à payer les dîmes aux églises. Ils avaient aidé les légats à agir par la force contre les prêtres concubinaires et simoniaques, et ils se croyaient sans doute quittes envers l'Église. Amat et Hugues de Die ne l'entendaient pas ainsi ; ils frappèrent d'excommunication ces débiteurs récalcitrants. Comme on peut aisément se le figurer, l'effet produit par des dispositions si sévères fut énorme ; c'était la perturbation jetée dans toute une province par la suppression à peu près totale de l'autorité épiscopale, et Grégoire VII pouvait écrire à ses légats qu'ils avaient déclenché une véritable tempête de désordre. Il se vit, quant à lui, assiégé de réclamations et d'appels contre les procédés des légats. On lui représenta que l'abstention des prélats n'était nullement imputable à une pensée de désobéissance, mais à la peur du roi de France, dont l'hostilité leur enlevait tout espoir de voyager avec sécurité. D'autre part, le roi d'Angleterre intervint en sa qualité de duc de Normandie. Et, nous le savons déjà par le cas d'Arnaud, évêque du Mans, Grégoire avait pour ce prince des égards particuliers. Il n'en fit point mystère cette fois. Dans la lettre qu'il écrit à cette occasion à ses légats, il reconnaît bien que le roi d'Angleterre ne lui donne pas pleine satisfaction sur tous les points, mais il ne détruit ni ne vend les églises, il travaille à assurer la justice et la paix à ses sujets, il a refusé d'entrer dans des complots contre le Saint-Siège et il a fait serment d'obliger les prêtres mariés à renvoyer leurs femmes et les laïques à restituer les dîmes, et cela mérite qu'on ait pour lui plus d'égards et d'honneurs que pour les autres princes, et plus d'indulgence pour ses sujets et pour ses amis. Après quelques considérations sur les avantages de la douceur et de la modération, les deux légats étaient donc invités à rendre leurs pouvoirs aux prélats qu'ils avaient suspendus et à s'abstenir désormais de toute mesure qui pourrait irriter le roi. Quant aux seigneurs excommuniés, Grégoire conseillait également à ses représentants d'user à leur égard d'une prudente douceur ; il fallait tempérer par la sagesse la rigueur des saints canons et,

dans ce soulèvement des esprits, fermer les yeux sur bien des choses pour éviter de pousser tout à l'extrême ; on verrait plus tard, quand la paix serait revenue dans les cœurs, de rendre à la justice ses droits et son tour ¹.

On nous permettra de souligner ici la haute sagesse et l'opportune modération dont le pape fait preuve en face de l'attitude un peu emportée de ses légats. A vrai dire, — la remarque en a été déjà faite ², — dans ses rapports avec la France et son clergé, Grégoire VII « n'a pas été le personnage intraitable, outrancier, tout d'une pièce, que dépeint l'histoire traditionnelle. On lui a attribué l'attitude de ses légats plus implacables que lui-même, sans remarquer qu'il est intervenu souvent pour tempérer leur zèle. » Mais à vouloir donner pleine satisfaction à notre sentiment d'équité, il nous faudrait peut-être établir plus nettement entre ces légats le partage de ces responsabilités. Dans le cas présent, il semble bien que ces sévérités intempestives dont Grégoire VII lui-même se plaint soient dues surtout à l'initiative d'Hugues de Die. Pas un acte d'Amal n'a encore encouru la désapprobation de Grégoire VII, et déjà Hugues de Die a vu, à plusieurs reprises, le pape désavouer la sévérité de sa conduite comme, par exemple, quand, au concile tenu à Poitiers le 15 janvier 1078, il frappait de suspense les archevêques de Tours, de Reims, de Sens, de Besançon et de Bourges, déposait les évêques de Térouanne, de Beauvais et de Chartres, et renvoyait à la sentence du pape ceux de Noyon, Amiens, Laon, Soissons et Senlis ³. Ici même il est à remarquer que Grégoire VII adresse tout d'abord

¹ *Ep.*, IX, 5. *P. l.*, 148, c. 610. *J. L.*, 5208. La lettre n'est pas datée, mais son insertion dans le registre entre des lettres du 15 mars et du 8 avril 1081 met hors de doute qu'elle fut écrite dans cet intervalle. Les faits et le concile auxquels elle se réfère ont donc trait à ceux que nous avons signalés comme la conséquence du concile de Saintes du 8 janvier 1081.

² A. Luchaire, *Les premiers Capétiens*, dans *l'Histoire de France*, publiée sous la direction de M. E. Lavisse, Paris, 1901, t. II, II, p. 215.

³ C'est à cette occasion qu'il écrivait à Grégoire VII cette lettre où s'exprime sans ambages l'amertume que lui causent les désaveux dont le pape a frappé ses actes : « Daigne Votre Sainteté mettre fin aux reproches amers qu'on nous fait depuis longtemps, à savoir que les simoniaques et les divers criminels suspendus ou condamnés ou déposés par nous se hâtent d'aller à Rome, où ils devraient éprouver une justice plus rigoureuse et, au contraire, ils reviennent de là après avoir obtenu à leur gré une sentence de miséricorde. » *R. H. G.*, t. XIV, p. 615. En dépit des instances d'Hugues, aucune de ses sentences ne fut maintenue. Cf. Grég., *Ep.*, V, 17.

à Hugues la lettre désapprobatrice; Amat n'est désigné qu'en second rang. C'est lui pourtant qui a dû présider le concile de Saintes ¹; il venait de présider celui de Bordeaux, et Saintes se trouvait aussi bien au cœur même de la circonscription où devait s'exercer son activité de légat. Aussi bien est-il le premier à signer les actes émanés du concile, et c'est lui qu'Urbain II mentionne douze ans plus tard comme le vrai président du concile ². Si donc les plaintes et les avertissements vont plutôt à Hugues, n'est-ce point parce que le pape le regardait comme le premier auteur ou inspirateur des actes qu'il regrettait?

Parmi les excuses invoquées par les évêques de Normandie pour se dispenser de venir au concile, on a vu que l'hostilité du roi de France compte dans les premières. Grégoire VII l'accepte sans difficulté ³. Depuis trop longtemps il savait Philippe I^{er} hostile à l'œuvre qu'il poursuivait par ses légats. Et de fait, le roi était trop intéressé à exploiter certains vices, la simonie, par exemple, que les légats avaient mission d'extirper, pour qu'il ne les vit avec déplaisir étendre de jour en jour leur action autour de ses États. Si donc les évêques de Normandie n'avaient pas cru pouvoir se rendre à Saintes sans courir de risques sérieux, ce n'est pas à titre de sujets d'un prince son ennemi, mais bien à titre de collaborateurs éventuels à une œuvre qui lui était hautement antipathique. On le vit bien par l'exemple de ce qui arriva à l'archevêque de Tours. Raoul de Langeais avait été quelque temps, comme la plupart des autres archevêques, défavorable à l'action des légats. Comme Manassès de Reims, il s'était fait volontiers l'instrument de l'opposition royale contre la campagne réformatrice d'Amat et d'Hugues de Die. Convaincu, au dire de ce dernier, de manœuvres simoniaques, il avait été suspendu par lui, surtout quand il eut jeté le trouble au milieu du concile de Poitiers que présidait ce légat (janvier 1078). Mais il se rendit à Rome, vit les accusations portées contre lui abandonnées par leurs auteurs, et fut réintégré par le pape dans ses fonctions sacerdotales et épiscopales ⁴. Dès

¹ V. Mansi, XX, 571, et *R. H. G.*, t. XIV, 766, 767.

² *R. H. G.*, t. XIV, p. 706.

³ V. *Rp.*, II, 5. *J. L.*, 4878.

⁴ *Ep.*, V, 17. *J. L.*, 5081. Quand M. Luchaire parle (*Hist. de France*, éd. par E. Lavisse, t. II, n, p. 213) d'« hommes d'une immoralité notoire comme

lors, rallié à la cause réformiste, il seconde les légats et assiste à tous les conciles de cette époque. C'est ce que le roi de France ne pouvait lui pardonner. Après le concile de Saintes, il ne garda plus de ménagements; il le fait citer devant lui sous prétexte qu'il a trahi son serment en prêtant appui aux légats Amat et Hugues de Die qui travaillaient sournoisement à lui enlever les évêchés de cette région ¹. Comme il a refusé de comparaître, Philippe excite le comte d'Anjou, Foulques Réchin, à chasser l'archevêque de Tours et à venger ainsi les affronts qui lui étaient faits à lui-même. Il ne réussit que trop auprès du comte déjà irrité contre son archevêque. Grégoire intervint en faveur du prélat et de ses légats; il frappa le comte d'excommunication et réprimanda les chanoines de Saint-Martin de Tours qui avaient plus ou moins ostensiblement pris son parti ².

Cette opposition grandissante n'ébranle pas plus le courage des légats qu'elle n'arrête leur activité. Associant encore leurs efforts, ils ne cessent de tenir des conciles et de travailler au succès de la cause réformiste. Moins de trois mois après le concile de Saintes, ils en célébraient un autre à Issoudun (18 mars 1081). La présence de quatre archevêques et de onze évêques marqua le triomphe croissant de leurs efforts. Malheureusement, en dehors d'une ou de deux faveurs accordées à des abbayes et fidèlement conservées dans leurs cartulaires ³, il ne nous est rien resté de cette importante assemblée épiscopale. Ces faveurs n'en marquent pas moins à leur façon le progrès des idées réformistes; elles en jalonnent et repèrent la direction. Car ce sont bien les indices de la pénétration de ces idées dans l'opinion publique que ces remords plus fréquents inspirés aux détrousseurs d'églises et manifestés entre les mains des légats par des restitutions. A cet égard, le concile de Meaux est, lui aussi, bien caractéristique, malgré le peu de renseignements qui nous en

Raoul de Langeais, archevêque de Tours, « il confond sans doute Raoul II d'Orléans avec Raoul de Langeais.

¹ *R. H. G.*, t. XII, p. 459.

² *P. lat.*, t. CXLVIII, c. 125, 700. En 1082, un concile de Laon renouvelait l'excommunication contre le comte et l'évêque d'Angers. Mansi, XX, 587.

³ Mansi, XX, c. 577-579; *R. H. G.*, t. XIV, p. 767. C'est à ce concile que se rattache le fait auquel nous avons fait allusion plus haut des chanoines de Saint-Martin de Tours excommuniés par Amat pour n'être pas allés au-devant de lui. Amat passait à Tours pour se rendre à Issoudun. *R. H. G.*, t. XIV, 720.

ont été conservés. Il est tenu vers la fin de cette même année ¹. Si les légats n'ont pas songé directement à braver l'opposition du roi, il est bien évident qu'ils n'ont rien fait pour la désarmer. Hugues de Die, ou plutôt de Lyon — il venait d'être élevé au siège de cette ville — prit désormais la présidence, car on était dans le ressort de sa légation, et nous savons qu'il n'était pas l'homme des accommodements et des demi-mesures. Et de fait l'on vit reparaitre les grands coups des conciles de Poitiers et de Saintes. L'évêque de Soissons, Ursion, fut déposé comme simoniaque ². Lambert qui, grâce à l'appui du comte de Flandre, Robert le Frison, avait pu se faire installer sur le siège de Térouanne ³, fut frappé d'excommunication. En même temps, l'abbé de Saint-Médard, saint Arnoul, était placé sur le siège de Soissons. Les légats prirent même sur eux de combler la vacance du siège de Meaux. Après la mort de Gautier, qui précéda de quelques jours la tenue du concile, ils firent procéder à l'élection de son successeur, et Hugues de Lyon le sacra. Le métropolitain de Meaux, l'archevêque de Sens, Richer et ses comprovinciaux protestèrent contre une élection qui s'était faite en leur absence et sans leur assentiment ⁴. En droit strict, leur protestation ne semble pas dépourvue de base; mais si l'élection s'est faite sans eux, n'est-ce point qu'ils n'ont pas tenu à assister au concile ouvert par les légats? Leur nom ne figure point dans les deux chartes authentiquées par le concile ⁵. Peut-être aussi ne faudrait-il pas voir dans l'attitude de Richer et de ses comprovinciaux une protestation contre l'intervention des légats, mais seulement contre celle de l'archevêque de Lyon, Hugues, considéré comme primat. Le maigre renseignement du chroniqueur de Saint-Pierre le Vif ne dit rien de précis, mais c'était, on le sait ⁶, chez les archevêques de Sens, et particulièrement chez Richer, une prétention fortement enracinée que leur Église n'était point soumise à la primatie de Lyon; la protestation contre

¹ Je suis l'opinion de Mansi dans son *Adnotatio chronologica et additio ad Meldense concilium*, t. XX, c. 583-585.

² *R. H. G.*, t. XIV, p. 57.

³ *Greg., Ep.*, IX, 34; cf. A. Cauchie, *La querelle des investitures dans les diocèses de Liège et de Cambrai*, Louvain, 1890, p. 17.

⁴ Mansi, XX, c. 583.

⁵ Mansi, XX, c. 583, 586.

⁶ V. P. de Marca, *De primatu Lugdunensi*. Mansi, XX, c. 876.

l'élection de Robert n'était donc aussi qu'un incident de la lutte des archevêques de Sens contre cette primatie. Richer et les évêques ses partisans excommunièrent Robert; ils en vinrent même à élire et ordonner un autre évêque pour Meaux; mais en ce moment Robert était mort, semble-t-il. En tous cas, Grégoire VII avait disparu et Hugues de Lyon se trouvait à Rome pour l'élection de son successeur. L'acte de Richer n'était donc pas, à cette heure, aussi audacieux qu'on pourrait le croire ¹. Ce qui paraît plus assuré, c'est que le concile de Meaux marque l'apogée du pouvoir des légats de Grégoire VII en France. Malgré l'hostilité bien connue du roi Philippe et l'abstention de la province de Sens, — dont nous connaissons maintenant le vrai motif, — ils réunissent autour d'eux dix évêques, entre autres l'archevêque de Bourges. L'évêque donné par eux à Meaux sans la participation des évêques de la province est généralement accepté par ses diocésains; nous le voyons, quelque temps après, disposer, avec le consentement des comtes Ebbes de Roucy et Hugues de Dammartin, de trois églises en faveur du monastère de Marmoutiers. En plein concile, les légats eux-mêmes sont invités à sanctionner de leur approbation les coutumes de Brienne. Le comte de Champagne, Thibaut 1^{er}, et les moines de Montier-en-Der les en sollicitent ²; ils estiment, sans doute, qu'aucune autre autorité ne sera plus capable d'inspirer du respect au comte de Brienne dont ils redoutent l'arbitraire et la malveillance. C'est une même confiance dans le pouvoir des légats qui amène les possesseurs des abbayes de Sainte-Marguerite ou de Saint-Denis de Nogent à placer leurs donations à Cluny sous la garantie d'Hugues de Die, d'Amat d'Oloron et des dix évêques qui siègent à leurs côtés au concile de Meaux ³.

VI.

Mieux que personne les légats devaient se rendre compte du succès obtenu par la cause réformiste; ils sentent qu'il n'est plus nécessaire de concentrer sur un point leurs efforts communs.

¹ A. Luchaire, *op. cit.*, p. 213.

² R. H. G., t. XIV, p. 787.

³ « Ut.... hoc meum donum eidem ecclesiae et fratribus initio perpetuo habendum remaneat, » dit un de ces donateurs. Mansi, t. XX, c. 586.

Ils se séparent, chacun d'eux va désormais se cantonner dans la circonscription qui lui a été primitivement assignée. Il n'y a plus, semble-t-il, qu'à consolider les résultats acquis par cette vigoureuse campagne de 1081. Amat recommence sans doute l'année suivante à tenir un concile à Chanoux. Mais tout s'y borne à des cérémonies religieuses ou à quelques conflits apaisés entre églises ou abbayes ¹. Du moins ce sont là les seuls souvenirs qui s'en soient conservés ; et l'on est bien en droit de penser que si les chroniqueurs n'en ont point dit davantage, c'est qu'à leur connaissance rien d'important ne s'y était passé. On parle bien de la déposition de l'évêque de Saintes, Boson, mais le fait est peu certain ². Même pénurie de renseignements sur le concile qui se tint à Saintes, et sans doute pour le même motif. Tout ce que nous en savons, c'est qu'il y fut procédé à l'ordination de Ranulfe élu pour le siège de cette Église ³.

En l'état où il avait mis le ressort de sa légation, on comprend qu'Amat n'ait vu ni pour sa personne, ni pour sa mission, aucun danger à s'en absenter. Il se rendit à Rome auprès de Grégoire VII ⁴, qui venait d'inviter les évêques de France à un concile projeté pour la mi-novembre ⁵. Rien n'a transpiré jusqu'à nous de l'accueil qui lui fut fait, mais, sans abuser des conjectures, il est bien permis de supposer qu'il fut de nature à le satisfaire.

Grégoire VII venait, deux ans auparavant, de témoigner son contentement et son estime à Hugues de Die, en l'invitant à s'asseoir sur le siège archiépiscopal de Lyon. Amat n'avait pas moins mérité à ses yeux, et il n'y avait pas même eu à reprendre chez lui de ces mesures excessives ou inconsidérées qui, à plusieurs reprises, avaient failli compromettre le succès de la cause réformiste, et soulever tout l'épiscopat français.

¹ R. H. G., t. XIV, p. 186, 768. Mansi, XX, 581. Marchegay et Mabilley, *Chron. de Saint-Maixent*, p. 407. Leur texte ne dit point que le concile eut lieu le 11 novembre (III id. nov.) comme on le lit dans le texte publié par Labbe et reproduit par Mansi ; cette date a trait à une éclipse de lune dont la mention suit.

² Mansi, *loc. cit.*

³ Mansi, XX, p. 589. Marchegay, *op. cit.*, p. 408.

⁴ Marca, *Histoire de Béarn*, p. 323.

⁵ Sur la date de cette lettre d'invitation nous suivons l'opinion de J. L., n° 5259.

Après avoir assisté au concile romain des 20-23 novembre, où Grégoire VII, en exposant la situation de l'Église et l'état de la lutte contre Henri IV, tira des larmes des yeux de tous les assistants, Amat se hâta de rentrer dans son diocèse d'Oloron ¹. Dès lors, pendant près de cinq ans, le silence se fait autour de sa personne. Durant cet intervalle, l'action de la papauté subit, en France comme ailleurs, une éclipse profonde. Grégoire VII, traqué dans Rome par Henri IV, ne s'échappe du château Saint-Ange que pour aller mourir à Salerne (25 mai 1085). L'élection de son successeur ne put avoir lieu qu'après une année de vacance. L'élu lui-même, Didier, abbé du Mont-Cassin, s'enfuit de Rome et refuse d'accepter la tiare. Quand il s'y résout, un an plus tard (9 mai 1087), et prend le nom de Victor III, il voit se lever contre lui, du sein même du collège des cardinaux, une puissante opposition dont Hugues de Lyon, que nous connaissons bien, et le cardinal Richard, abbé de Marseille, se font les chefs. Il mourait, du reste, quatre mois après (16 septembre 1087), et c'est seulement le 12 mars de l'année suivante qu'il fut possible de lui donner un successeur dans la personne d'Urbain II. Laissés à eux-mêmes, avec des pouvoirs précaires, qu'il était impossible de faire renouveler, les légats ne pouvaient échapper au sentiment de leur impuissance. Pour Amat en particulier, il paraît pourtant n'avoir cessé, pendant cet intervalle, ni d'agir ni d'être considéré comme légat. Les moines de Marmoutiers, si tant est que leurs assertions méritent créance ², nous le montrent s'employant énergiquement en leur faveur, à l'encontre de l'archevêque de Tours, Raoul, qu'il frappe même d'excommunication. Mais c'est seulement après l'avènement d'Urbain II, qui dut lui renouveler assez vite ses pouvoirs de

¹ Marca nous le montre (*Hist. de Béarn*, p. 323) assistant à un jugement rendu par Antulle).

² J'utilise ici la *Notitia... de tribulationibus et angustis et persecutionibus Majori monasterio injuste illatis* publiée dans *R. H. G.*, t. XIV, p. 93; les éditeurs n'élèvent aucun doute sur son authenticité; j'avoue qu'elle me paraît fort suspecte, non seulement comme très passionnée, mais en raison des inexactitudes évidentes dont elle fourmille; il y a là plusieurs conciles que les rédacteurs sont seuls à connaître ou qu'ils placent à des dates invraisemblables; ainsi ils parlent d'un concile tenu à Dol par Amat et Hugues de Lyon (vers 1086), à une époque où ce dernier semble bien s'être trouvé à Rome pour l'élection du successeur de Grégoire VII. V. dans Mansi, XX, 631 et suiv., les lettres d'Hugues à la comtesse Mathilde.

légat, qu'il reprendra son ancienne activité des beaux jours de Grégoire VII ¹.

VII.

Les conciles restent toujours les grands moyens d'action, ou, si l'on veut, la forme normale de l'action des légats. Amat sort de sa retraite en convoquant à Saintes celui de la province de Bordeaux. Une des principales affaires qui devaient l'occuper, c'était sans doute l'élection d'un archevêque pour le siège même de cette métropole, qui était vacant depuis la mort de Goscelin, c'est-à-dire depuis environ trois ans. A l'unanimité, le suffrage des évêques se porta (4 novembre 1089) sur le légat lui-même ². Le comte de Poitiers était hostile à ce choix ³. Mais on passa outre, et Amat se vit ainsi transféré d'Oloron à Bordeaux. Avant de se séparer, le concile eut à régler encore quelques contestations survenues entre des abbayes; les moines de Saint-Cyprien, de Poitiers, et ceux de Marmoutiers se disputaient la propriété de l'île d'Yeu. Amat fit respecter la sentence rendue au précédent concile de Bordeaux, en tranchant le litige en faveur des moines de Saint-Cyprien. C'est encore sous les traits d'un justicier et d'un pacificateur qu'il se montra à ses nouveaux diocésains. Déjà il avait contribué à faire restituer au chapitre de Saint-Seurin une église bâtie sur les terres du seigneur de Barbezieux ⁴. Il avait pu ensuite mettre un terme à un conflit aigu entre les mêmes chanoines et l'évêque Goscelin ⁵. Cette fois il allait rétablir la concorde entre les deux puissants chapitres de Saint-Seurin et de Saint-André, dont les querelles à propos de sépultures faisaient le scandale du peuple et du clergé ⁶. Si modeste qu'il puisse paraître, ce rôle de pacificateur ne convenait pas moins au caractère de l'archevêque que du légat. Pour imposer le respect de l'Église aux fidèles, n'importait-il pas d'en

¹ Urbain II parle dans une de ses lettres d'une affaire réglée au concile de Saintes par Amat, son légat, *legato nostro Amato*. *R. H. G.*, t. XIV, p. 706.

² *Chr. de Saint-Maixent*, dans Marchegay, *op. cit.*, p. 409.

³ *R. H. G.*, t. XII, p. 402.

⁴ *Cartulaire de l'église collégiale Saint-Seurin de Bordeaux*, publié par J.-A. Brutails, Bordeaux, 1897, p. 14.

⁵ *Id.*, p. 15.

⁶ *Id.*, p. 20.

bannir les querelles intestines et les basses cupidités autant que la simonie et l'incontinence ?

A peine installé sur son nouveau siège archiépiscopal, Amat se voyait repris par sa mission de légat et par les instructions d'Urbain II qui entendait bien continuer l'œuvre de Grégoire VII. Sur les ordres du pape, un concile général fut convoqué par ses légats, nous dit le chroniqueur Berthold ; il réunit les évêques de diverses provinces ¹, et se tint à Toulouse vers la Pentecôte de 1090. Les légats dont il est ici question nous sont connus par une pièce émanée de ce concile ², et qui porte en tête la signature de Richard, vicaire de l'Église romaine, et Amat, autre vicaire. Parmi les évêques qui y assistèrent, le plus connu est Bernard d'Agen, archevêque de Tolède, qui arrivait en ce moment de Rome ; les autres signatures ou les chroniqueurs nous révèlent en outre la présence des évêques de la province de Narbonne et de l'Espagne du nord. Selon les intentions du pape, ce concile avait à corriger certains abus qui s'étaient glissés dans des affaires ecclésiastiques. Sous ces termes imprécis, il est difficile de deviner de quels abus il pouvait être question, et nous sommes trop faiblement renseignés sur ce qui s'y passa pour savoir dans quelle mesure le concile y remédia. Tout ce que nous savons, c'est que le concile eut à s'occuper de réorganiser les églises dans les pays du nord de l'Espagne arrachés aux Sarrasins ; il eut aussi à juger l'évêque de Toulouse, Isarn, en butte à diverses accusations dont il lui fut possible de se justifier. Le concile fut également saisi des plaintes de l'église de Béziers qui avait eu à souffrir de récentes déprédations ; leurs auteurs, à sa demande, furent frappés des anathèmes demandés par cette église. Le concile fut assurément plus heureux de ratifier la restitution que fit Raimond de Saint-Gilles à l'abbaye de ce nom de la part des offrandes faites à l'autel de ce saint et usurpées par ses prédécesseurs ³.

Maintenant que la grande lutte contre la simonie et le concubinage des clercs est sinon éteinte, du moins assoupie, toute l'action des légats va s'user à écouter les revendications des églises ou des abbayes dépouillées de leurs biens et à en pro-

¹ Mansi, t. XX, c. 733.

² Mansi, t. XX, c. 727.

³ Baluze, *Miscellanea*, t. VI, p. 382 et seq.

voquer la restitution. Et il faut bien le dire, les usurpateurs ne sont pas toujours des seigneurs brutaux et mécréants. La plupart du temps, ce sont les moines eux-mêmes qui se jettent réciproquement à la face les reproches de vol et d'usurpation. C'est ainsi qu'Amat se voit chargé tout d'abord par Urbain II de rétablir la paix entre les moines de Saint-Aubin d'Angers et ceux de la Trinité de Vendôme, qui se disputaient une église de Créon. L'affaire ne semblait pas d'abord devoir présenter de sérieuses difficultés; mais l'intervention du comte d'Anjou, qui prit fait et cause pour les moines de Vendôme, et usa de violences pour empêcher Amat d'appeler à lui les évêques de Tours et d'Angers, chargés de décider avec lui, vint assez vite la compliquer. Amat tint bon, et, malgré toutes les entraves apportées à sa mission, il rendit un jugement en faveur des moines de Vendôme. Les moines de Saint-Aubin firent bien appel auprès d'Urbain II, mais, à une légère compensation près, qui leur fut accordée, il leur fallut se soumettre à la sentence d'Amat ¹.

L'affaire de Saint-Aubin n'était pas plus tôt réglée qu'Amat se voyait saisi, au concile de Bordeaux de 1093, d'une réclamation des chanoines de Saint-Front et de ceux de Saint-Étienne de Périgueux contre les chanoines de Saint-Astier au sujet de la sépulture donnée par ces derniers à un seigneur Guy de Mussidan; les chanoines de Saint-Astier obtinrent gain de cause ². Puis, nouvelle plainte encore, en ce concile, des bénédictins de Fleury-sur-Loire contre l'évêque de Dax, au sujet du couvent de Pontonx, qu'ils l'accusaient de s'être approprié au détriment de leur prieuré de Saint-Caprais; pleine satisfaction fut donnée à Fleury ³. Pendant ce temps, les querelles des moines de Marmoutiers et de l'archevêque de Tours déroulaient leurs interminables péripéties; si, à plusieurs reprises, les moines se louent des bons offices d'Amat, s'ils assurent même qu'Amat excommunia leur adversaire, l'archevêque de Tours, ils ne réussirent cependant à obtenir de solution à leur goût qu'au concile de Clermont ⁴, qu'Urbain II allait tenir en France.

¹ R. H. G., t. XIV, p. 85 et suiv.

² R. H. G., t. XIV, p. 771.

³ R. H. G., t. XIV, p. 772.

⁴ R. H. G., t. XIV, p. 93 et suiv. J'ai dit déjà le peu de confiance que m'inspire leur récit.

Mais avant de venir en notre pays, Urbain II voulut tenir à Plaisance un grand concile où il liquiderait, pour ainsi dire, les vieux comptes de l'opposition schismatique de l'empereur Henri IV et de son antipape Guibert, qui se faisait appeler Clément III. Pour donner plus de solennité aux mesures qu'il allait prendre, il convoqua à Plaisance les évêques de France, de Bourgogne, d'Allemagne, de Bavière et d'Italie. Il en vint un nombre considérable. Parmi eux figure Amat. Sa présence nous est attestée par la signature qu'il appose à une bulle où Urbain II confirme les privilèges de l'abbaye de Saint-Gilles ¹. On nous dispensera de nous arrêter sur un concile qui, quelle qu'en soit l'importance pour l'histoire générale, n'intéresse ni la France ni la personne d'Amat. Tout au plus pourrions-nous faire remarquer que ce concile termina avec plus de précision, mais dans le sens des principes posés par Amat au concile de Girone, la question des ordinations conférées par les simoniaques ou à des simoniaques ².

De Plaisance, Urbain II prit la route de France par Crémone, Milan, Asti ; le 5 août, nous le trouvons à Valence ³. Après diverses pérégrinations qui l'amènent à Romans, Avignon, Lyon, Cluny, il faisait, le 18 novembre 1095, ouverture du grand concile de Clermont. C'est là qu'il prêche et organise la croisade, établit ou encourage la trêve de Dieu, et porte une série de décrets qui mettent le sceau à l'œuvre de Grégoire VII ou en consolident les résultats acquis. Nous ne saurions entrer dans les détails. Amat qui, depuis le concile de Plaisance, est resté dans l'entourage d'Urbain II, n'a pas dans cette œuvre intraconciliaire de rôle spécial qu'il soit possible de discerner ; là où le pape agit par lui-même, les pouvoirs des légats expirent tout naturellement ; aussi, dans les actes qu'il signe pendant cette période, Amat ne prend plus que le titre d'archevêque de Bordeaux.

Après le concile de Clermont, Urbain II prolongea encore son séjour en France durant près de neuf mois. Il parcourut le centre, l'ouest et le sud de la France, visitant des monastères, consacrant des églises, tenant des conciles et profitant des con-

¹ Mansi, t. XX, c. 808.

² Cf. les sept premiers canons. Mansi, XX, c. 805.

³ V. J. L., p. 680, n° 5569-5570.

cours des foules accourues sur ses pas pour prêcher la croisade. A diverses reprises, le nom d'Amat est signalé parmi les évêques qui l'accompagnent : nous le trouvons ainsi à Limoges (31 décembre 1095) ¹, au monastère de Charroux ² (10 janvier 1096), à l'abbaye de Marmoutiers ³, à Tours ⁴, à Saintes (12 avril), à Bordeaux sûrement, où Urbain II fait la dédicace de la cathédrale le 1^{er} mai, à Toulouse ⁵, où il consacre Saint-Sernin le 24 mai suivant, enfin à Nîmes ⁶, où il tient son dernier concile français (6 juillet 1096). Tant qu'il fut ainsi dans l'entourage du pape, Amat ne pouvait guère être amené à prendre d'initiative distincte ni à jouer un rôle personnel, son action est toute subordonnée à celle d'Urbain II, et ce serait peine perdue que de chercher à l'en discerner ; il n'y a donc pas lieu de nous substituer à l'historien d'Urbain II ⁷ pour raconter ici les faits et gestes de ce pape. Tout au plus devons-nous faire remarquer qu'au concile de Saintes, le pape semble avoir laissé à Amat la direction de la sainte assemblée ; c'est Amat seul que nomment les chroniqueurs, c'est à Amat seul que les abbayes reconnaissantes font honneur des mesures qui leur ont valu la restitution d'anciennes possessions ⁸.

Après le départ d'Urbain II, Amat reprit bien ou plutôt continua l'exercice de ses fonctions de légat, mais soit que le passage d'Urbain II eût aplani les grosses difficultés, soit que le poids de l'âge ou des infirmités ⁹ interdit désormais à l'archevêque de Bordeaux les entreprises de longue haleine, nous ne lui voyons guère plus exercer que de pacifiques missions. Quelques mois après le concile de Nîmes, il s'est rendu à Limoges, mais quand Hugues de Lyon en prend ombrage pour ses pouvoirs de légat, Urbain II a bien soin de le rassurer en lui appre-

¹ Mansi, XX, 920.

² R. H. G., t. XIV, 103.

³ Mabillon, *Annales Bën.*, V, 364.

⁴ R. H. G., t. XIV, p. 721.

⁵ Mansi, XX, c. 931.

⁶ R. H. G., t. XIV, p. 100.

⁷ On peut consulter L. Paulot, *Un Pape français, Urbain II*, Paris, 1903, p. 356 et suiv.

⁸ Vendôme recouvre là l'église de Saint-Georges de l'île d'Oléron, et la Grande Sauve deux terres perdues. V. R. H. G., t. XIV, p. 772, 727, et Mansi, XX, c. 931.

⁹ La notice de la dédicace de Marmoutiers nous apprend déjà qu'Amat était malade à cette date (9 mars 1096). R. H. G., t. XIV, p. 100.

nant qu'Amat n'exerce qu'une mission toute passagère, toute limitée à des négociations personnelles avec le comte de Limoges ¹. De fait, Amat quittait bientôt le Limousin et même le midi de la France pour se rendre en Espagne pour une mission tout honorifique. La ville d'Huesca venait d'être reprise aux Sarrasins, il fallait y réorganiser l'évêché et y rétablir le culte ; ce soin fut confié à Amat. Il revenait ainsi sur le théâtre de son ancienne légation, renvoyé sans doute à cause du bon souvenir que la curie romaine avait gardé de ses premiers succès. Amat eut la joie de consacrer (13 avril 1096) au culte chrétien la grande mosquée qui, depuis trois cents ans, ne connaissait plus que les rites musulmans ². A ce souvenir, le chroniqueur de Maillezais rattache une mention assez obscure pour nous. En cette année, nous dit-il, Amat est fait prisonnier par le comte ³. De quel comte s'agit-il ici ? Besly, qui a le premier édité ce texte dans son *Histoire des comtes de Poitou* ⁴, se prononce pour le comte d'Urgel.

Les derniers éditeurs de la Chronique de Maillezais opineraient pour le comte de Poitiers. C'est pour ce dernier que nous pencherions, nous aussi ; on s'expliquerait mal que le chroniqueur de Maillezais se bornât à désigner ainsi, sans autre appellation, un comte qui ne serait pas le sien. D'autre part, quand on voit quel sentiment de déférence Guillaume IX témoignait à Amat, moins d'un an auparavant, dans la restitution de l'église Saint-Georges d'Oléron, on a quelque peine à comprendre comment il se porte aussitôt après à une pareille violence envers le même légat du pape. Quel qu'en soit du reste l'auteur, la captivité d'Amat dura peu. Elle est postérieure, avons-nous vu, au 13 avril 1096, et elle avait déjà cessé le 28 juin suivant, puisque nous voyons à cette dernière date Amat assister à des discussions entre les moines de Marmoutiers et de Quinci ⁵. Du reste, la grande occupation de notre légat sera désormais d'apaiser ces querelles monastiques sans cesse renaissantes. Après avoir mis la paix entre les chanoines de Comprian et ceux de Saint-Seurin,

¹ R. H. G., t. XIV, p. 728.

² Marchegay et Mabille, *Chr. des égl. d'Anjou*, p. 413.

³ *Ibid.* • Eo anno fuit ipse captus a comite. •

⁴ P. 111 : « le comte d'Urgel le retint prisonnier. »

⁵ Mabillon, *Ann. Ben.*, V, 375.

à Bordeaux ¹, il lui faut défendre les droits des chanoines de Saint-Émilion contre les envahissements des moines de Nanteuil en Vallée ², et terminer tout un procès entre les abbés de Saint-Jean d'Angély et de Saint-Maixent. Pour mener à bonne fin la solution qui survint, il ne fallut pas moins que l'intervention d'un concile réuni à Bordeaux en 1098, et la plénitude de l'autorité pontificale dont Amat était revêtu ³. Il eut même parfois à recourir à des excommunications pour avoir raison, dans ces conflits, des résistances opposées d'un côté ou de l'autre à ses efforts de justicier ⁴.

Aussi bien l'âge lui-même n'affaiblissait pas le zèle d'Amat pour la cause réformiste. Après un épiscopat de plus de vingt-cinq ans, il puisait dans ce zèle encore assez d'énergie pour affronter les difficultés d'un voyage à Rome, où il allait assister au concile ⁵ qu'Urbain II tint à Saint-Pierre, la troisième semaine après Pâques (24-30 avril 1099). Il entendit là renouveler la plupart des dispositions déjà prises aux conciles de Plaisance et de Clermont, pour combattre la simonie ou les investitures et encourager la croisade ⁶. Il profita, quant à lui, de sa présence à Rome pour obtenir la confirmation des privilèges de ses chers bénédictins de Sainte-Croix, à qui il allait conférer lui-même l'église de Saint-Michel de Bordeaux ⁷. En même temps, ses générosités ne cessaient de s'étendre aux bénédictins de la Sauve, dont il avait béni la fondation et encouragé les débuts. Après leur avoir concédé l'église de Saint-Loubès en 1090, il leur confirmait les donations qu'ils tenaient de son prédécesseur. Sans dépouiller son église, à laquelle il faisait avant sa mort, survenue le 22 mai 1101, d'importantes générosités ⁸, il avait tenu sans doute à donner ce témoignage d'encouragement à ceux qui restaient après lui les plus sûrs pionniers de l'œuvre réformiste. A cette œuvre elle-même, il pouvait, en mourant, se rendre le

¹ A. Brutails, *op. cit.*, p. 22.

² R. H. G., t. XIV, p. 726.

³ V. Mansi, XX, c. 958, et R. H. G., t. XIV, p. 774.

⁴ R. H. G., t. XIV, p. 775.

⁵ Urbain II signale sa présence à ses côtés dans une lettre à Hugues de Lyon. R. H. G., t. XIV, p. 735.

⁶ Mansi, XX, c. 962 et suiv.

⁷ *Archives historiques de la Gironde*, t. VI, p. 100, et R. H. G., t. XIV, p. 776.

⁸ *Arch. historiques de la Gironde*, t. I, p. 1.

témoignage d'avoir donné sans compter son zèle et son activité pendant près de trente ans. D'autres l'avaient pu servir avec plus d'éclat, mais personne avec plus de constance, de foi et de dévouement.

A. DEGERT.

LES

BRIGANDAGES MARITIMES

DE L'ANGLETERRE

SOUS LE RÈGNE DE LOUIS XV

D'après les Archives nationales et des documents inédits

(Suite)

III.

Aperçu sur les opérations navales de la guerre de succession d'Autriche.

— Extrême tension des rapports franco-britanniques après le traité d'Aix-la-Chapelle. — Insultes et vexations anglaises sous toutes les latitudes. — Moyens de prévenir la guerre. — Vigilance de Rouillé et de Machault.

Vénalité de Dubois et de la marquise de Prie, aveuglement et avarice sordide de Fleury, telle est l'explication de la puissance maritime acquise par l'Angleterre à nos dépens lors du traité d'Aix-la-Chapelle. Ce triomphe de la Grande-Bretagne, Saint-Simon nous l'expose dans les phrases suivantes : « Ce qui résulte de tout ce qu'on vient de voir, c'est que la marine de France se trouve radicalement détruite.... Nul contrepoids à la puissance maritime de l'Angleterre qui couvre toutes les mers de ses navires.... Il faudrait à la France trente ans de paix et du plus sage gouvernement pour remonter sa marine au point que Colbert et Seignelay l'ont laissée.... Ainsi l'Angleterre triomphe de notre ineptie ¹. » Écrites en 1749, ces lignes sévères ont sans doute été dictées au grand seigneur écrivain par

¹ *Mémoires de Saint-Simon*, t. X.

l'amertume ressentie en son cœur de bon Français au len le-main des tentatives du Prétendant si misérablement aidé par Fleury. Mais la patriotique mauvaise humeur de Saint-Simon l'a, nous devons le noter, entraîné trop loin. Pour avoir été sacrifiée par la politique anglophile du vieux cardinal, notre flotte n'était pas cependant « radicalement détruite » et elle comptait à cette époque beaucoup plus de bâtiments que « l'unique vaisseau » dont parle Voltaire ¹. Selon l'historien le plus documenté sur l'ancienne marine, la France avait, en 1748, tant à la mer que dans les ports, quarante-cinq à cinquante vaisseaux de haut bord, c'est-à-dire que l'effectif de nos unités navales était sensiblement égal à celui du début de la guerre de succession d'Autriche ². Un plan de reconstitution de la marine, élaboré à cette date par Maurepas, survivra à la disgrâce de ce dernier (avril 1749), et, d'après les documents officiels, notre flotte comprendra soixante unités en 1751, quatre-vingt-une en 1754 ³.

Les cadres, peut-être trop riches en vieillards et en emplois honorifiques à la mort de Louis XIV, ont été petit à petit rajeunis et débarrassés des non-valeurs. Si, au cours des dernières opérations navales, nos escadres réduites n'ont pu révéler de stratégestes, ni se livrer à la grande guerre, du moins à la tête de divisions ou même de vaisseaux isolés, nos marins ont fait preuve de talent et ont toujours résisté avec courage aux forces doubles et triples des Anglais. On a fréquemment reproché aux officiers *rouges* leur morgue, leur dédain pour leurs collègues de la Compagnie des Indes, en un mot, « un infernal esprit de corps » qui, dit-on, les incitait à se désintéresser de la conduite des convois et des transports, à tel point que parfois ils les abandonnèrent ⁴. Les bas calculs sont de toutes les époques et de toutes les catégories sociales. Des défaillances passagères ont donc pu se produire chez les Rouges. Par contre, il est juste de rappeler leurs actions glorieuses, leur belle attitude dans des luttes presque toujours disproportionnées. Heureux ou malheureux, ne doit-on pas enregistrer avec orgueil des combats

¹ Voir numéro d'avril, p. 478.

² *La marine militaire de la France sous le règne de Louis XV*, par Lacour-Gayet.

³ A. M. *État sommaire des Archives de la marine*.
L'ancien corps de la marine, par Corre.

comme ceux de Du Bois de La Motte aux Antilles (1747); de La Jonquière, tenant tête devant le cap Ortégal, avec quatre vaisseaux et deux frégates, aux quinze unités de Warren et d'Anson ¹; de L'Étandière qui, dans les mêmes parages, commandant à huit navires, sauve son convoi et soutient pendant dix heures le feu incessant des seize vaisseaux d'Hawke ?? Pendant la même guerre, n'a-t-on pas vu des capitaines comme Beaussier de l'Isle, Bouvet, Conflans, Vaudreuil et Kersaint, des simples lieutenants de vaisseau comme Froger de l'Éguille, Guichen et du Chaffault, voire même des modestes enseignes tels que Saint-Allouarn, du Dresnay et Tourville ³, réussir dans leurs difficiles missions et combattre souvent avec succès dans des conditions rappelant le duel de David et de Goliath? Hélas non ! Notre flotte ne pouvait se comparer à celle de l'Angleterre, mais cette infériorité des escadres de Louis XV fait davantage ressortir les qualités et les réels mérites des états-majors. Bien des années plus tard, des marins devenus célèbres alors rappelleront, non sans fierté, leurs débuts en cette guerre de 1744, dans des croisières souvent malheureuses mais toujours glorieuses ⁴. Pour établir la valeur des nôtres, nous nous appuierons du reste sur le témoignage de nos adversaires eux-mêmes. A la suite du combat de La Jonquière, le capitaine du vaisseau anglais le *Windsor* ⁵ s'exprimera ainsi dans une lettre devenue officielle : « Je n'ai jamais vu une meilleure conduite que celle

¹ Ce combat du 14 mai 1747 abonde en épisodes héroïques. Ainsi, n'ayant plus de gargousses, le chevalier Grout de Saint-Georges, qui commandait l'*Invincible*, fit, dit-on, charger ses canons avec sa propre argenterie. A. M. B¹ 61.

On a aussi attribué ce beau geste au comte de Sabran-Grammont, commandant le *Centaure* à la bataille de Lagos (1759), de même qu'à de Grasse aux Saintes (1782). Pour nous montrer rigoureusement impartial, ajoutons que M. de Maurville, après le beau combat qu'il livra devant Rochefort, le 14 mai 1756, au vaisseau anglais *Colchester*, rapporte que le commandant de ce navire, privé de munitions, « finit par charger avec ses cuillères et fourchettes. » *Vie privée de Louis XV*, t. III.

² Quelques jours après le combat (25 octobre 1747), L'Étandière pourra écrire : « Leur première joie (des Anglais) s'est changée en deuil à la vue du nombre de blessés qu'ils ont débarqués. » A. M. B¹ 61.

³ Petit-fils du grand Tourville. Compris dans la capitulation de Louisbourg, le 27 juillet 1758, il mourut prisonnier en Angleterre, le 9 octobre de la même année. A. M. Dossier Tourville, C¹ 167.

⁴ A. M. Dossiers Grasse, Guichen, Lamotte-Piequet, d'Orvilliers, Suffren, Vaudreuil, etc.

⁵ Et non pas « le capitaine Windsor, » comme le dit par erreur Corre dans son ouvrage *L'ancien corps de la marine*.

du commodore français, et, pour dire la vérité, tous les officiers de cette nation ont montré un grand courage; aucun d'eux ne s'est rendu que quand il leur a été absolument impossible de manœuvrer ¹. » Dans cette étude au titre malsonnant pour nos voisins d'outre-Manche, il nous est particulièrement agréable de transcrire de pareilles lignes émanant d'un officier anglais, acteur lui-même dans ce combat. Les éloges décernés par le vainqueur au vaincu sont consolants pour ce dernier; ils font aussi honneur au vainqueur.

S'appesantissant dans son *Journal* sur le traité d'Aix-la-Chapelle, Barbier a, entre autres appréciations, consigné celle-ci : « On dit que dans les halles les harengères, en se querellant, se disent : Tu es bête comme la paix. » Victorieux, Louis XV qui, selon le mot de Saint-Séverin, son ministre plénipotentiaire, « voulait faire la paix, non en marchand, mais en roi, » abandonnait, en effet, toutes ses conquêtes, en échange de la restitution de Louisbourg et du Cap Breton. A un désintéressement inouï, il joignait en outre la condescendance envers l'Angleterre jusqu'à faire démolir les défenses maritimes de Dunkerque et à expulser de France les Stuarts, clauses qui, soit dit en passant, ne constituaient pas précisément des « actes de roi » et contredisaient de flagrante façon les déclarations de Saint-Séverin.

Avant d'arriver aux odieuses agressions des Anglais à la veille de la guerre de Sept ans, il est nécessaire de s'arrêter sur les conséquences de cette paix déconcertante et d'essayer de se reconnaître dans l'imbroglio que présente, de 1748 à 1755, l'histoire des négociations franco-britanniques.

Signés avec une hâte fébrile, les articles d'Aix-la-Chapelle avaient négligé la délimitation exacte des domaines coloniaux des deux nations. Loin d'être éclaircis, les termes si ambigus du traité d'Utrecht, en ce qui concernait les établissements rivaux dans l'Amérique du nord, se compliquaient aujourd'hui de la situation à la côte d'Afrique, aux Antilles et aux Indes où les prétentions restaient en litige. Les griefs respectifs ne faisaient que s'accroître au cours des négociations, et les voies de fait ne devaient pas cesser durant la paix. Il semble que Le Moufle d'Angerville n'a nullement exagéré en écrivant que « les peuples

¹ A. M. B¹ 61.

anglais et français n'eurent pas même la jouissance momentanée de ce bien entre les deux guerres de 1744 et de 1756 ¹. »

Les Anglais prétendaient les Français agresseurs aux Indes et à la côte d'Afrique. Aux Indes, deux compagnies de marchands — deux puissances — restaient en présence. Duplex, avec la compagnie française, triomphe des Anglais quand vient le surprendre le traité particulièrement désolant pour lui du 18 octobre 1748. Voyant avec douleur restituer Madras à nos rivaux, l'entrepreneur gouverneur ne dépose pas les armes. Il veut toujours « l'Inde aux Français ; » aussi continuera-t-il avec ses propres moyens ses conquêtes au Carnatic et au Dekkan.

A la côte d'Afrique, nos empiètements étaient-ils réels et plus importants que ceux des Anglais?... Admettons, pour être impartiaux, que les torts étaient égaux de chaque côté. Nous constatons en tous cas que la fibre jalouse de nos rivaux s'est développée ici d'une façon particulièrement sensible. Ce sont, en effet, nos droits incontestables et nos progrès en cette partie du monde — droits et progrès qualifiés par les Anglais de « prétentions » et d'« empiètements » — qui font tenir au premier ministre de George II un propos véritablement odieux : « Si nous voulions être justes envers les Français, avait osé dire froidement l'homme d'État, nous n'aurions pas pour trente ans d'existence ². »

Si nous nous transportons de l'Afrique aux Antilles, nous entendons encore les Anglais jeter les hauts cris. Aux Caraïbes, où notre propriété est du reste reconnue, le marquis de Caylus s'est permis de faire placer, en décembre 1748, des inscriptions portant les mots : « Continuation de la possession de Louis XV, roi de France. » Et, peu après, le chef d'escadre Du Bois de La Motte, succédant à Caylus dans le gouvernement des Iles sous le Vent, n'a-t-il pas agi de même aux Caïques et aux Iles Turques? Est-ce ceci qui motive les protestations de Londres, ou bien les croisières de Conflans, de Bompar et de Rosily qui, dans les mêmes parages, ont continuellement maille à partir avec les corsaires anglais ³ ?

¹ *La vie privée de Louis XV*, t. III.

² *La vie privée de Louis XV*, t. III.

³ A. M. Dossiers Hocquart et Lorgeril. Combats de la *Sirène* (Hocquart), de l'*Atalante* (Macnémara), du *Saint-Louis* (Lorgeril)

Pendant qu'avec ce flegme qui leur est propre, les Anglais protestaient contre nos « prétentions et empiètements, » voici ce qui se passait aux Antilles et à la côte de Guinée.

Étant le 9 mars 1780 à la vue de Saint-Christophe, la frégate la *Galathée*, du capitaine Chauvreau, reçoit un coup de canon à boulet d'une frégate anglaise. Pensant que c'est peut-être parce qu'il n'a pas assuré son pavillon, le capitaine Chauvreau fait tirer un coup de canon à poudre auquel on lui riposte aussitôt par deux coups de canon à boulet. La frégate anglaise a été rejointe par deux autres frégates; ces trois navires abordent la *Galathée*, les marins de Sa Majesté britannique sautent à son bord en criant d'amener la flamme, sinon qu'ils vont couler bas la frégate française. Chauvreau ne se laisse pas intimider, et non content d'avoir répondu « que cet événement était incertain, mais qu'à coup sûr il n'amènerait pas, étant une frégate du Roi, » il envoie à terre M. de Kersauson et l'aumônier pour demander raison. Alors se passe une chose inouïe. Les Anglais tirent sur le canot, s'en saisissent, puis, le soir, le renvoient à la *Galathée*, en réclamant soixante-seize piastres et demie d'indemnité « pour les coups de canon qu'ils ont tirés ! » Ils poussent l'insolence jusqu'à garder par précaution les deux officiers français comme otages ! Tout cependant a des limites, et, trois mois plus tard, la *Galathée* reçoit les excuses de l'amiral Mathews ¹. Celui-ci y est bien obligé, comme nous le voyons par cet extrait des instructions que lui a adressées le 24 mai (1780), de Whitehall, le duc de Bedford : « Je viens de recevoir une lettre du gouverneur Granville, en date du 2 avril, par laquelle je trouve qu'il paraît que la conduite des Anglais à Nièves avec la frégate française est beaucoup plus condamnable que celle des Français à Sainte-Lucie avec le vaisseau du roi *Success* ².... »

En Afrique, les Anglais entendent être plus que des maîtres, car ils ne nous laissent même pas relâcher sur certaines côtes. Qu'on consulte les rapports des commandants de nos navires marchands, et l'on sera édifié. Le sieur Pannès, commandant la goélette nantaise le *Cerf*, déclare qu'étant le 6 juin 1780 en rade d'Annamabo (côte de Guinée), avec trois autres bâtiments

¹ A. M. B¹ 68.

² Id.

français, il y a trouvé quinze bateaux anglais, « lesquels ont tiré sur eux ¹. » De même, le capitaine Boutin, du brigantin vannetais la *Sirène*, rapporte qu'en juillet 1750, étant en cette rade précitée d'Annamabo, il y arriva une frégate anglaise, laquelle, en passant à portée de pistolet, lui fit une décharge de mousqueterie, puis lui cria d'amener son pavillon « parce qu'il le portait en haut du grand mât, ayant la girouette par-dessus ². » Et voici encore le capitaine Giraudeau, du brick rochelais le *Printemps*, qui déclare que, le 9 octobre 1750, le commandant du fort anglais d'Annamabo lui a fait défense de mouiller dans cette rade. Le sieur Giraudeau a subi d'autres avanies dans les mêmes parages. Ainsi, le 4 décembre 1751, rencontrant à sept lieues d'Annamabo un navire de guerre anglais, celui-ci lui tire dessus à boulet. Quand il se plaint de cette insulte au capitaine anglais, ce dernier lui répond « que cette côte appartient aux Anglais et qu'il a ordre d'en chasser tous les Français ³. »

Mais tout cela n'était que « pointilleries sans importance » à côté de ce qui se passait au Nouveau Monde. A peine l'île Royale et Louisbourg furent-ils évacués par les Anglais, à peine Louis XV eut-il fait déclarer aux lords Sussex et Catchard, donnés comme otages jusqu'à cette restriction, qu'ils étaient libres, que les « chicanes » en Europe et les agressions au delà des mers exercèrent la sagacité des politiques.

Au mois de septembre 1750, des commissaires anglais et français avaient ouvert à Paris des conférences pour discuter les intérêts respectifs de leurs puissances au Canada et aux Antilles. Ces tentatives de conciliation devaient être vaines. Supposât-on les intentions les plus pacifiques aux deux souverains et à leurs ministres, il était malheureusement très difficile que des objets de contestation aussi anciens, aussi éloignés et aussi multipliés que ceux d'Amérique se réglassent à l'amiable et assez tôt pour prévenir d'autres causes de conflit. Les controverses duraient depuis bientôt cinq ans, quand, voyant les précautions prises dans la vallée de l'Ohio par notre actif gouverneur Duquesne ⁴, les Anglais décidèrent de trancher par

¹ A. M. B¹ 63.

² Id.

³ Id.

⁴ Ange du Quesne de Menneville. Petit-neveu du célèbre Duquesne. Il était gouverneur de la Nouvelle-France depuis 1752. Dossier Duquesne. A. M. C¹ 166.

l'épée le nœud des difficultés. Le 24 mai 1754, notre compatriote Jumonville, porteur d'une lettre de Duquesne pour les Anglais, était traitreusement tué d'un coup de feu près du fort de la Nécessité et son escorte retenue prisonnière ¹. Dès le 8 juillet, Villiers, frère du malheureux Jumonville, recevait à capitulation le fort britannique envers lequel il se montrait d'une générosité que le récent assassinat rendait encore plus remarquable. Instruit de cet échec, le cabinet de Londres laissait de côté son hypocrisie. Il donnait l'ordre de préparer de nombreux renforts et concertait ouvertement des plans d'invasion dans nos établissements du Canada. Le général Braddock était alors le tacticien le plus réputé de l'Angleterre, et, de plus, le favori du duc de Cumberland. C'est à Braddock que l'on résolut de confier la conduite des opérations au Nouveau Monde.

Le 16 décembre de cette année, l'ambassadeur de Londres à Paris, lord Albemarle, mourait subitement dans son carrosse. Ce fait, peut-être insignifiant en temps ordinaire, prenait en ce moment de l'importance. Car, comme nous l'a exposé un contemporain : « Les petites causes influent souvent sur les grands événements. L'ambassadeur anglais était amoureux d'une fille de Paris nommée Lolotte, depuis comtesse d'Ilérouville. Sa passion était si violente qu'il ne pouvait s'en détacher et paillait (*sic*) de son mieux les mécontentements qu'il éprouvait durant ses négociations, dans la crainte de recevoir son rappel et d'être obligé de s'arracher à son amour ². »

Le protecteur de Lolotte disparu, les faits vont s'accélérer et prendre en se déroulant une tournure de plus en plus belliqueuse. A la date du 26 décembre, on apprenait en France des nouvelles intéressantes. Le successeur de lord Albemarle est déjà désigné; c'est lord Hartford, connu pour ses mœurs austères et aussi pour ses sentiments francophobes. Tous les régiments britanniques de l'Amérique septentrionale sont portés à mille hommes. Le *Norwich*, portant Braddock, vient de passer à la vue de Cowes, faisant voile pour le Canada. Deux mois plus tard, il y a, tant à Portsmouth qu'à Spithead, seize vaisseaux de guerre prêts à appareiller. Le 26 mars, George II, à la veille de

¹ Washington commandait le détachement anglais qui mit à mort Jumonville.

² *La vie privée de Louis XV*, t. III.

partir pour l'Allemagne, dit dans sa réponse à l'adresse des lords lui demandant de prendre des mesures pour conserver la paix à l'Europe et défendre les domaines de la couronne en Amérique : « Je ne négligerai rien de tout ce qui pourra contribuer au soutien des droits et des possessions de la Grande-Bretagne et à l'avantage de mon peuple ¹. »

Cependant, que faisait le gouvernement de Louis XV pour s'opposer aux entreprises comminatoires de l'Angleterre?

Il ne faudrait pas croire, selon la légende, à l'inaction du cabinet de Versailles. Dans les différents ministères, bien des rapports avaient été rédigés sur les mesures à prendre en ces graves circonstances. Aux bureaux de la marine, entre autres mémoires, il en existait un, daté de février 1755, et intitulé : *Mémoire sur les moyens de prévenir la guerre et de parvenir à une conciliation avec l'Angleterre*. Non signé, ce document, à côté de certaines phrases assez naïves ², renferme de justes indications sur la conduite à tenir, et il est doublement précieux pour l'histoire, en ce sens que son ton énergique nous renseigne sur le sentiment populaire des Français de l'époque. « Le ministère britannique fera plus d'une réflexion avant que de se livrer à la guerre, alors qu'il verra la France sérieusement occupée du soin de s'y préparer et de la faire avec succès.... *Il faut assigner des fonds qui assurent le service, l'état et le sort de la marine....* A la justice, l'équité et la modération dans les demandes et les prétentions, la sagesse et la prudence exigent qu'on joigne la vigueur, l'activité et la fermeté dans les mesures et les moyens.... De grandes prétentions et de petits moyens seraient d'une inconséquence qui ne pourrait que préparer des revers et devenir funeste. Ce n'est que par une conduite précisément contraire qu'on peut se flatter de persuader à l'Europe deux vérités également importantes : que la France désire la paix, et qu'en même temps elle ne craint pas la guerre.... La

¹ Collection de la *Gazette de France* et du *Mercur*.

² « On ne doit pas se dissimuler que les contestations actuelles entre la France et l'Angleterre et les mesures que la cour de Londres a prises, en faisant passer des navires de guerre et des troupes nationales dans les deux Indes, sont de nature à entraîner une guerre inévitable, si on ne la prévient par une conciliation... Ce que l'on a rapporté dans ce mémoire est, en grande partie, un commentaire adopté de cette maxime ancienne et vulgaire : *Si vis pacem, para bellum*. » A. M. B¹ 68.

négociation de notre ministre des affaires étrangères doit être brève et annoncer devoir être telle, afin même d'en préparer et assurer, s'il est possible, le succès. *La proposition à faire à l'Angleterre doit être la paix ou la guerre.* Ce ne sera que par un ton ferme mais modéré et cependant appuyé et soutenu par des raisons et des connaissances qui puissent faire disparaître les illusions, les sophismes et les préjugés anglais, que l'on pourra terminer ¹.... » Projets sensés, mais malheureusement irréalisables, car — nous sommes obligés de le répéter — notre pays portait le poids de longues années d'une administration inféodée à l'Angleterre, et, avant de dire sur un ton d'*ultimatum* : « La paix ou la guerre ! » nous étions contraints de gagner du temps.

Pour consolider nos établissements de la Nouvelle-France et donner à la marine la force dont elle avait besoin, il était incontestable que notre intérêt était de conserver la paix quelques années encore. De fait, c'était l'explication de la modération de Louis XV, qui ne négligeait pas toutefois la mise en défense de nos possessions coloniales. La construction des forts français, vigoureusement poussée au Canada en dépit de l'hiver, était même un des principaux motifs du ressentiment britannique. Pas de jour que les gazettes de Londres, remplies d'insinuations perfides sur nos « prétentions » canadiennes, n'accolassent au nom de l'énergique gouverneur de la Nouvelle-France, Duquesne, des épithètes malsonnantes. En des mots lapidaires, le premier ministre d'Angleterre a bien crié sa haine impitoyable envers toute une nation ². Pourquoi ses compatriotes ne proclameraient-ils pas à leur tour leur aversion ? Quelques années plus tard, tombé aux mains des Anglais, Duquesne pourra mesurer lui-même l'inimitié particulière qui lui a été vouée ³.

Tous les Français appelaient avec instance la restauration de la flotte. La *Gazette* du 10 avril 1755 relatait que l'Académie des sciences avait proposé pour sujet du prix de cette année un

¹ A. M. B¹ 68. Mémoire cité ci-dessus.

² Voir plus haut.

³ Nommé chef d'escadre en 1755, Duquesne montait le *Foudroyant* quand, le 28 février 1758, cherchant à rejoindre l'escadre de La Clue, il fut capturé dans les eaux de Carthagène par l'amiral Osborne. Les Anglais témoignèrent à leur prisonnier aussi peu d'égards que possible. Il est vrai que ce vaincu s'appelait Duquesne et que le vaisseau pris était celui que commandait, deux ans auparavant, La Galissonnière devant Minorque. A. M. B¹ 90. Dossiers Duquesne et La Clue.

concours sur la manière de diminuer le plus qu'il est possible le roulis et le tangage d'un navire, sans qu'il perde sensiblement par cette diminution aucune des bonnes qualités que sa construction doit lui donner. Ce prix venait d'être décerné « à la pièce n° 3, dont l'auteur est le sieur Chauchot, sous-constructeur des vaisseaux du roi au département de Brest. » Et la *Gazette* ajoutait : « Comme la matière est très importante et qu'elle a paru susceptible de recherches plus profondes, particulièrement sur le tangage, l'Académie propose le même sujet pour l'année 1757. Elle a pris les précautions nécessaires pour que l'ouvrage couronné fût promptement imprimé ¹. »

Par ailleurs, les rapports officiels de l'époque expriment tous, sans exception, cette idée que nous avons vue déjà émise au long de mémoires antérieurs : *La France doit être une puissance maritime*. Car « il faut renoncer à être longtemps respecté sur terre si l'on ne se met pas en état de donner la loi par mer ². »

Après les paroles, des faits. A la fin de l'été de 1749, on avait vu une chose inattendue : Louis XV en personne passant deux jours au Havre, parcourant l'arsenal et assistant à un simulacre de combat naval. Le ministre, Rouillé de Jouy, encouragé sans doute par cette manifestation de l'intérêt royal pour la marine, entreprenait la visite de nos ports où il laissait d'autres traces de son passage que les promesses et les beaux discours toujours inhérents aux voyages ministériels. Il provoquait, en effet, et d'urgence, d'utiles créations ³.

On le voit, petits et grands, tout le monde en France se préoccupait beaucoup de la marine. Pourquoi fallait-il qu'un obstacle, la question pécuniaire, se dressât toujours devant cette restauration tant souhaitée ? Rouillé n'avait pu disposer que de dix-sept à dix-huit millions par an. Son successeur, Machault d'Arnouville ⁴, réussira à obtenir un crédit d'une

¹ Collection de la *Gazette de France*.

² A. M. B. 300.

³ C'est à la suite des inspections de Rouillé que fut instituée la fonderie de Ruelle (1750). Bientôt il faisait entrer dans nos arsenaux les machines récemment inventées par le Suisse Maritz pour le forage des canons. Puis, en 1752, à l'instigation de Bigot de Morogues, il donnait la consécration officielle à l'*Académie de marine*, institution qui, on ne peut le contester, contribua à développer le goût de l'étude parmi les officiers de marine et favorisa les recherches relatives aux sciences naturelles, à l'hygiène et à la médecine navales.

⁴ « L'intègre Machault » eut l'honneur d'être disgracié, le 9 février 1757, par

trentaine de millions ¹. Après tant d'années perdues, il aurait fallu, hélas ! bien d'autres millions pour doter nos arsenaux et nos escadres de moyens d'action dignes de ce nom. Quant au programme de la marine, quel était-il, au cours de vaines négociations qui faisaient pressentir la guerre à bref délai ? Il ne pouvait être grandiose. Répartis en faibles divisions ou en unités isolées, nos vaisseaux devaient se borner à escorter les convois pour les colonies. Encore, autant pour ménager la susceptibilité de nos voisins d'outre-Manche que pour épargner les fonds, n'armait-on généralement nos navires qu' « en flûte », c'est-à-dire avec un nombre de canons trois ou quatre fois inférieur à celui qu'ils auraient dû porter. Tenu au courant des préparatifs de l'Angleterre, le vigilant Machault sut cependant tirer un bon parti de ses faibles ressources. Les contemporains citent avec honneur son « grand art » d'avoir si bien calculé, et avec tant de précision, tous les mouvements de ses vaisseaux, qu'avec une marine très inférieure à celle de l'adversaire il put lui causer un peu partout de l'inquiétude ².

Que la rupture attendue ait lieu, il n'y a point à espérer, avec notre marine de 1755, une guerre d'escadre comme au temps des Duquesne et des Tourville. En face des puissantes divisions anglaises, tout ce que pourront faire nos marins, ils le feront. La plupart du temps, cela sera de sauver l'honneur du pavillon. N'est-ce pas déjà quelque chose ?

IV.

Départ de Braddock pour l'Amérique du Nord. — Les demi-mesures de Louis XV. — Continuation des préparatifs de l'Angleterre. — Intrigues et hésitations de Macnémara.

L'année 1755 s'était ouverte au cours de négociations se traînant avec une lenteur qui ne faisait qu'énervier deux nations rivales et qu'augmenter leurs griefs respectifs. Notre marine de guerre, encouragée par Machault, inquiétait l'Angleterre, dont la

M^{me} de Pompadour. Il mourut le 12 juillet 1794, dans la prison des Madelonnettes, à l'âge de quatre-vingt-treize ans.

¹ Lacour-Gayet donne pour l'année 1755 le chiffre exact de 31,326,000 fr.

² *La vie privée de Louis XV*, t. III.

jalousie trouvait cependant un contrepois dans l'espérance de la détruire entièrement. N'était-ce pas vers ce but que tendait depuis de longues années sa politique ? Avec leurs flottes formidables, nos voisins étaient maîtres de la mer ; mais, comme l'a dit justement un historien de ce temps : « Plus ils l'étaient, plus ils voulaient l'être ¹. » Pour cela, ils étaient résolus à employer tous les moyens.

Quand, le 26 décembre de l'année précédente, le *Norwich* avait quitté Portsmouth avec Braddock, on avait soupçonné le général anglais d'être porteur d'un plan détaillé d'invasion de la Nouvelle-France. Aujourd'hui, en ce qui concernait Boscawen, vice-amiral de l'escadre bleue qui se tenait prête à faire voile pour l'Amérique du Nord, ce n'était un secret pour personne que ses instructions lui prescrivaient de courir sus à tous nos navires rencontrés sur sa route. Notre ambassadeur à Londres, le duc de Mirepoix, venait d'informer à ce propos la cour de Londres « que son maître regarderait le premier coup de canon tiré en mer d'une manière hostile pour une déclaration de guerre ². » Fières paroles qui, malheureusement, se trouvaient en désaccord avec les demi-mesures adoptées par notre gouvernement !

Malgré son désir de ménager l'Angleterre et de temporiser, Louis XV ne pouvait se désintéresser des événements coloniaux, et notamment de ceux du Canada. Si quelques mois auparavant il avait rappelé Duplex de l'Inde et sacrifié notre compagnie des Indes par le traité Godeheu, il lui semblait inadmissible de désavouer au Canada l'entrepreneur Duquesne. Le cabinet de Versailles y eût-il songé, qu'aujourd'hui il était trop tard. L'attentat de Jumonville était consommé, et Braddock, accompagné par les vœux unanimes de ses compatriotes, voguait vers l'Amérique du Nord. N'était-il pas urgent de porter enfin des secours à la Nouvelle-France ?

Les troupes de renfort étaient rassemblées à Brest, connais-

¹ Parallèle de la conduite des Carthaginois à l'égard des Romains dans la seconde guerre punique, avec la conduite de l'Angleterre à l'égard de la France dans la guerre déclarée par ces deux puissances en 1756, où l'on voit l'origine, les motifs, les moyens et les suites de cette guerre jusqu'au mois de décembre 1756. Ouvrage anonyme de l'abbé Séran de la Tour.

² La vie privée de Louis XV, t. III.

sant leur répartition sur nos vaisseaux qui n'attendaient qu'un signal pour appareiller à destination du Canada et de l'Île Royale. Notre escadre comptait en tout vingt-sept voiles ¹. C'était peu, en regard des quatre-vingts navires de guerre anglais qui allaient sillonner l'Atlantique ². Et cependant, le cabinet britannique, feignant de s'émouvoir et ayant osé demander le motif de nos armements, Louis XV, dans son esprit de conciliation, poussait la condescendance jusqu'à répondre officiellement à cette question stupéfiante. Il rassurait de son mieux les susceptibilités anglaises en expliquant que la plupart de ses vaisseaux n'étaient armés qu'en flûte. Des vingt-sept vaisseaux confiés à Macnémara, il n'y en avait, en effet, que six à porter leur nombre normal de canons ³ ! C'était combler les vœux de nos rivaux.

Encore, si l'amiral français eût joui d'un prestige éclatant et eût tant soit peu racheté par son activité et ses qualités techniques l'infériorité de son escadre ! Hélas ! il n'en était rien. Le comte de Macnémara ⁴ était issu d'une famille irlandaise venue en France à la suite de Jacques II. Il avait suffisamment

¹ *Escadre Macnémara :*

a) 3 vaisseaux armés normalement : *Formidable*, 80 c. (Macnémara L. G., Kersaint, capitaine de pavillon); *Héros*, 74 c. (Montlout C. E.); *Palmier*, 74 c. (Beauffremont).

b) 4 vaisseaux armés en flûte : *Améthyste* de 64 c. réduit à 22 c. (du Bot); *Éveil* de 64 c. réduit à 22 c. (?); *Inflexible* de 64 c. réduit à 22 c. (?); *Aigle* de 50 c. réduit à 12 c. (?).

c) 2 frégates : *Fleur de Lys*, 30 c. (Marnière); *Héroïne*, 26 c. (Borry).

Escadre Du Bois de la Motte :

a) 3 vaisseaux armés normalement : *Entreprenant*, 74 c. (Du Bois de la Motte C. E.); *Bizarre*, 74 c. (Périer de Salvert C. E.); *Alcide*, 74 c. (Hocquart de Blincourt).

b) 11 vaisseaux armés en flûte : *Défenseur* de 70 c. réduit à 24 c. (Beausier de l'Isle); *Dauphin-Royal* de 70 c. réduit à 24 c. (Montalais); *Algonquin* de 70 c. réduit à 22 c. (La Villéon); *Espérance* de 70 c. réduit à 22 c. (Bouville); *Actif* de 64 c. réduit à 22 c. (Caumont); *Illustre* de 64 c. réduit à 22 c. (Choiseul); *Opiniâtre* de 64 c. réduit à 22 c. (Moëlien); *Lys* de 64 c. réduit à 22 c. (Lorgeril l'aîné); *Léopard* de 64 c. réduit à 22 c. (Saint-Lazare); *Apollon* de 50 c. réduit à 12 c. (Gomlin); *Aiglon* de 40 c. réduit à 12 c. (La Rigaudière).

c) 4 frégates : *Sirène*, 30 c. (Tourville); *Comète*, 30 c. (Ruis); *Diane*, 30 c. (?); *Fidèle*, 30 c. (?). A. M. A¹ 68.

² 56 vaisseaux et 23 frégates avec les amiraux Anson, Hawke, Mostyn, Boscawen, Byng et West. A. M. B¹ 68.

³ Voir p. 96.

⁴ Né 1692, G. 1708, C. E. 1748, L. G. 1752. Nommé vice-amiral le 17 octobre 1736, veille de sa mort. Il avait un frère qui fut retraité en 1762 comme capitaine de vaisseau. Ce dernier eut trois fils dans la marine royale. A. M. Dossier Macnémara.

navigué et justifiait son avancement par un passé honorable et d'heureuses croisières aux Antilles pendant la guerre précédente; mais riche, puissamment protégé et pourvu du brevet de lieutenant général, cet étranger pensait aujourd'hui en avoir assez fait pour sa gloire personnelle et celle de son pays d'adoption. Chacun connaît l'histoire de l'Écossais stuartiste attaché à l'état-major du maréchal de Saxe, qui, au soir de la bataille de Fontenoy, ne pouvait cacher son dépit devant la défaite des Anglais. Au dire de ses détracteurs, Macnémara aurait pu être rangé dans cette catégorie, moins insignifiante qu'on ne croit, des fidèles de la cause jacobite servant la France plutôt pour plaire au Prétendant que par enthousiasme, et souhaitant tout à la fois et avec la même sincérité la restauration des Stuarts et le triomphe des armes britanniques.

Quoi qu'il en soit, Macnémara, dès sa nomination au commandement des escadres de Brest, avait manifesté une répugnance extrême à prendre la mer. Il pensait n'avoir plus rien à gagner dans de fastidieuses croisières. A d'autres insuffisamment nantis et moins bien en cour d'affronter les éléments et des combats d'issue douteuse! A peine est ouverte l'année 1755, que Macnémara intrigue pour esquiver une mission ingrate. Il ne voit personne d'apte à le remplacer dans son service de commandant de la marine ¹, et ces fonctions ne lui interdisent-elles pas de s'éloigner des côtes bretonnes? Et, par ailleurs, l'escadre qu'il commande en personne ² n'est-elle pas nécessaire à la sécurité de notre grand port de l'Atlantique? Au reste, on n'est pas en guerre, et les dix-huit autres navires ³ ne sont-ils point suffisants pour assurer le passage en Amérique des bataillons du baron de Dieskau? Macnémara étale sa mauvaise volonté et traîne ses armements en longueur. Il arrivera à ses fins. Son inactivité ne favorise que trop la fausse politique du cabinet de Versailles dont la quiétude ne semble pas troublée par ce qui se passe de l'autre côté de la Manche.

Le ministère anglais vient de publier une amnistie pour les

¹ A cette date, Macnémara commandait en effet la marine à Brest, bien que certains documents puissent faire croire que le service était alors confié au comte du Guay.

² Voir plus haut.

³ Id.

soldats et les matelots qui ont passé au service de l'étranger. Il ordonne au corps des bateliers de la Tamise de fournir cinq cents hommes pour la flotte. Nos voisins ont formé un nouveau régiment de marine et s'apprêtent à lever quarante compagnies franches de cent hommes pour être réparties dans les villes maritimes ; ils prennent des arrangements pour entretenir un corps de troupes réglées dans leurs colonies de l'Amérique ¹. Le 17 février, la Chambre des communes a voté la somme de 700,000 fr. pour liquider la moitié des dettes de la marine, et, comme nous l'avons dit plus haut, le 26 mars, George II a prononcé devant la Chambre des lords un discours menaçant pour la France.

C'est ce moment que choisit Louis XV pour modifier les ordres de Macnémara dans le sens désiré par ce dernier. Le 14 avril, arrivent à Brest des instructions complémentaires. L'escadre seule de Du Bois de La Motte fera voile pour l'Amérique, celle de Macnémara devant la convoier jusqu'à hauteur du cap Finistère. Dans sa lettre, le garde des sceaux s'exprime ainsi : « Si, malgré les précautions que vous devez prendre pour éviter les Anglais ou pour n'en pas venir à une action en cas de rencontre, les escadres du roi se trouvent dans le cas de se défendre, Sa Majesté n'est point en peine de la défense qu'elles feront ². » Voilà, répétées dans des termes presque identiques, les recommandations de Louis XV à Macnémara : « Si l'escadre anglaise lui donne lieu de soupçonner qu'elle en veut venir à une attaque, Sa Majesté trouve bon que le sieur de Macnémara cherche à l'éviter autant qu'il sera possible, sans compromettre l'honneur de son pavillon ³. » Ainsi il était bien entendu que nos marins ne devaient se défendre qu'à la dernière extrémité. Le cabinet de Versailles, de crainte de dévier dans sa voie conciliante, allait atteindre à une longanimité exagérée.

Ces instructions d'éviter l'Anglais, Macnémara n'aura garde de les transgresser. Nous connaissons assez son caractère pour savoir qu'il ne cherchera pas noise à nos rivaux. Ce n'est pas lui qui, à l'occasion, referait le beau geste du chevalier Grout de

¹ Collection de la *Gazette de France* et du *Mercur*.

² A. M. B¹ 68. Lettre du garde des sceaux à Macnémara.

³ Id. Instructions particulières pour le lieutenant général de Macnémara, 10 avril 1755.

Saint-Georges ¹. Encore inquiet, bien qu'au gré de ses vœux son rôle de combattant ait été pour ainsi dire annihilé par les récentes instructions, il rédige, en effet, son testament et fait débarquer son argenterie ²!

On l'a vu, c'est le 14 avril que Macnémara avait reçu ses ordres définitifs. N'est-il pas triste de penser que depuis un mois nos escadres étaient en mesure de sortir de Brest et qu'elles auraient pu aujourd'hui être en vue des côtes de la Nouvelle-France ³? Et, après les semaines perdues par les lenteurs et les intrigues de Macnémara, une fois cet amiral déchargé de sa mission et assuré de conserver à Brest pour la parade le commandement d'une escadre qui eût sans doute été plus utile en Amérique, voici que les éléments se mettent à leur tour contre nous! Macnémara eût-il voulu sortir alors de Brest qu'il en eût été empêché par des vents contraires. Ceux-ci durèrent quinze jours ⁴. Enfin, le 3 mai, à neuf heures du matin, le lieutenant général a donné l'ordre de tirer le coup de canon de partance et de faire le signal d'appareiller. A midi, les vingt-cinq vaisseaux ou frégates sont sous voiles ⁵. Poussées par une brise favorable, les escadres sont bientôt au large. Mais, depuis le 29 avril, Boscawen avait quitté les côtes britanniques, nous devançant ainsi de quatre jours ⁶.

Les escadres françaises naviguèrent de conserve jusqu'au 8 mai. On était alors à l'ouvert du golfe de Gascogne. Macnémara jugeait sa mission accomplie. A huit heures du soir, il mettait en panne et laissait filer l'escadre Du Bois de La Motte ⁷. Rentré à Brest le 20 mai, le lieutenant général demandait, le 30, à être relevé de son commandement pour raison de santé et

¹ Voir plus haut.

² Cité par Lacour-Gayet dans *La marine militaire de la France sous le règne de Louis XV*.

³ Brest, 18 mars. « Les armements sont terminés. Le comte de Macnémara pourrait sortir demain. » *Bibliothèque de la marine* de Brest.

Il est juste de faire remarquer toutefois que les navires en armement à Rochefort (vaisseaux *Éveillé*, *Inflexible*, *Aigle*; frégates *Diane* et *Fidèle*) ne devaient pas être en état de prendre la mer à cette date.

⁴ A. M. B¹ 68. Mémoire sur la capture de l'*Alcide* et du *Lys*.

⁵ Les frégates *Diane* et *Fidèle*, armées à Rochefort, ne rejoignirent Du Bois de La Motte qu'en Amérique.

⁶ Nouvelles de Londres, du 1^{er} mai. Collection de la *Gazette de France* et du *Mercur*.

⁷ A. M. B¹ 68. Mémoire cité ci-dessus.

remettait son service au comte du Guay ¹. Virtuellement, la carrière de Macnémara était terminée. Elle prenait fin quelques semaines trop tard. Les demi-mesures du cabinet de Versailles avaient gravement compromis le sort de notre marine et de nos colonies. Par sa mollesse et ses agissements Macnémara faisait encore la partie plus belle aux Anglais.

Dans le journal de bord du *Lys*, on remarque comme le fait le plus important de la navigation du 3 au 8 mai, c'est-à-dire durant la courte période où les escadres Macnémara et Du Bois de La Motte voguèrent de conserve, que deux frégates anglaises rencontrées sur l'île d'Ouessant firent constamment route à la vue de ce vaisseau, jusqu'au moment où Macnémara mit en panne ². Selon l'excellent usage de nos voisins de ne pas s'en rapporter, comme nous, uniquement à des espions mercenaires, ces légers bâtiments avaient épié et suivi tous nos mouvements depuis notre départ de la pointe Saint-Mathieu, et ils ne nous quittèrent qu'après avoir dûment constaté la séparation des deux escadres, puis la rentrée de Macnémara à Brest. Bientôt Boscawen sera fixé sur la faiblesse de l'escadre française.

V.

Du Bois de La Motte. — Capture de l'*Alcide* et du *Lys*. — Cynisme du gouvernement britannique. — Comment les Anglais traitèrent leurs prisonniers.

Les intrigues de Macnémara avaient eu du moins cette conséquence heureuse de faire passer le commandement de l'escadre française à l'un des marins assurément les plus dignes de l'exercer.

Emmanuel-Auguste de Cahideuc, comte Du Bois de La Motte ³, aurait pu, dit-on, égaler son vieux compagnon d'armes Duguay-Trouin, s'il eût trouvé les mêmes occasions de se signaler. Un

¹ Neveu du fameux Duguay-Trouin, G. 1707, L. 1727, C. 1738, C. E. 1751, L. G. 1757. Mort en 1760. A. M. Dossier Duguay.

² A. M. B¹ 68. Mémoire cité ci-dessus.

³ Né 1683, G. 1698, L. 1727, C. 1738, C. E. 1751, L. G. 1755, V. A. 1762, mort 1764. A. M. Dossier Du Bois de La Motte.

contemporain, en général assez malveillant, l'a ainsi dépeint : « annonçant par son maintien, son ton et ses discours, un homme d'une sphère supérieure, peu communicatif et paraissant toujours occupé de grandes choses ; possédé du démon de l'avarice et dévoré d'ambition, deux défauts qui contribueront par un effet rare à le rendre meilleur serviteur du roi : l'appât de l'or et la soif des honneurs l'excitent à entreprendre l'impossible ¹. » Rappelons qu'au XVIII^e siècle, les hommes et les choses de la marine ont eu une mauvaise presse. Même, quand il s'agit des plus illustres marins de l'époque, à défaut d'autres reproches on insinuera qu'ils aiment le lucre et se servent volontiers de leurs vaisseaux pour commercer. N'a-t-on pas vu, entre autres, La Jonquière et La Galissonnière être désignés comme « de grands pacotilleurs ? » Or, le premier, décédé à Québec en 1752, après cinquante-cinq ans de services, ne laissait, une fois ses dettes payées, qu'une fortune des plus modestes. Quant au vainqueur de Minorque, il mourut si pauvre que sa veuve dut renoncer à sa succession ². Ne retenons donc pas cette accusation d'avarice portée contre Du Bois de La Motte, et arrêtons-nous plutôt à la mention, sobre mais éloquente, inscrite sur ses états de service, « C'est, y lit-on, un des bons et braves officiers du roi, qui en a donné des preuves en plusieurs occasions ³. » Du Bois de La Motte comptait aujourd'hui soixante-douze ans, mais la régularité de ses mœurs et son extrême frugalité avaient dompté les fatigues de sa longue carrière et le faisaient bénéficier en cet âge avancé d'une santé parfaite. Les malintentionnés étaient obligés de reconnaître que le vieil officier avait à cette date « une tête libre et capable de digérer les plus vastes projets ⁴. » Du Bois de La Motte jouissait, du reste, dans la marine d'une notoriété de bon aloi. Quelque vingt ans auparavant, n'étant que lieutenant de vaisseau, il était noté fort élogieusement par Duguay-Trouin, lors des préparatifs de l'expédition de la Baltique ⁵. Pendant la dernière guerre, à la tête d'une division, il avait surmonté les plus grandes difficultés dans la

¹ *La vie privée de Louis XV*, t. III.

² Cité par Corre dans *L'ancien corps de la marine*.

³ A. M. Dossier Du Bois de La Motte.

⁴ *La vie privée de Louis XV*, t. III.

⁵ A. M. B¹ 42.

conduite d'importants convois aux Antilles et, dans trois rencontres successives, il avait brillamment tenu tête aux escadres de Digby Dent et de Fox. Administrateur, Du Bois de La Motte déployait la même énergie que sur mer. Les Anglais se souvenaient d'avoir trouvé aux Iles du Vent, en 1752, un gouverneur peu disposé à reconnaître leurs empiétements. Tel était le chef d'escadre auquel, au printemps de cette année 1755, incombait la mission de conduire nos renforts en Amérique.

Si la rupture officielle n'avait pas eu lieu encore, le mot de « guerre » était dans toutes les bouches. Du Bois de La Motte n'ignorait point les dispositions prises par nos voisins d'outre-Manche en réponse à nos modestes préparatifs. Connaissant par expérience les Anglais, le dicton : *Foi britannique, foi punique*, n'était pas pour lui une vaine parole, et, avec ce qu'il soupçonnait des ordres remis à Boscawen, l'amiral français pressentait que son collègue britannique saisirait le moindre prétexte pour accomplir un coup de force qui, perpétré loin de l'Europe, pourrait être facilement expliqué plus tard. Quinze ans auparavant, les marins anglais avaient plusieurs fois prononcé comme excuse le mot de « méprise. » Pourquoi, si l'intérêt de la Grande-Bretagne le demandait, modifieraient-ils aujourd'hui un système aussi commode ? Du Bois de La Motte était mieux que personne en situation de savoir que ses vaisseaux — par suite de circonstances qu'il serait superflu de rappeler — accusaient, et comme nombre et comme armement, un état disproportionné, comparativement aux flottes confiées aux amiraux anglais. Et ses instructions pusillanimes ne venaient-elles pas paralyser, le cas échéant, ses faibles moyens d'action ? La seule tactique qu'il pût adopter était précisément celle qui s'accordait le moins avec son caractère énergique. Mais il n'avait pas le choix. Il lui fallait gagner le plus rapidement possible sa destination, en manœuvrant de façon à éviter les Anglais.

Cet espoir d'échapper à la surveillance des marins britanniques, Du Bois de La Motte l'avait. Des renseignements qu'il possédait, il pouvait déduire, en effet, qu'à ce jour quelques vaisseaux de George II seulement se trouvaient sur sa route, Boscawen et Byng étant retenus dans les ports de la métropole par des retards d'armement ou des vents contraires. N'ayant,

pensait-il, à craindre que les escadres britanniques croisant sur les côtes d'Amérique, Du Bois de La Motte, en déployant ses qualités manœuvrières et en utilisant à propos les brumes fréquentes des côtes canadiennes, pouvait se flatter d'arriver sans encombre à son but.

Le 8 mai, dès que Macnémara eut mis en panne, Du Bois de La Motte fit en conséquence forcer de voiles. Mais, comme nous l'avons vu, Boscawen, contrairement à ce que croyait l'amiral français, avait pu prendre la mer le 29 avril. Quelques jours après sa sortie de Portsmouth avec dix vaisseaux et une frégate, Boscawen rejoignait au large cinq ou six autres navires de guerre et se trouvait disposer dès la première quinzaine de mai de douze cents canons environ contre les cinq cent dix de l'escadre française. Certain de son écrasante supériorité, Boscawen pourra, sans danger, suivre les instructions hostiles de son gouvernement. Il est prêt à profiter de toutes les occasions pour se livrer aux exploits qu'il médite et conquérir des trophées aussi faciles que peu glorieux qui lui feront un renom indiscuté dans l'art du brigandage maritime.

Jusqu'au 29 mai, la navigation de l'escadre française s'effectua sans incident. On était alors en vue de Terre-Neuve, à hauteur du cap Race. Selon les prévisions de Du Bois de La Motte, la brume se mit à tomber : malheureusement, elle devint tellement épaisse ¹ que l'*Alcide*, le *Dauphin-Royal* et le *Lys* furent contraints de mettre en panne et se trouvèrent séparés de l'escadre. Au matin du 8 juin, l'*Alcide* découvrait à plusieurs lieues sous le vent onze vaisseaux se dirigeant sur Terre-Neuve. Comme ce nombre ressemblait assez à celui que pouvait avoir actuellement l'escadre Du Bois de La Motte, Hocquart de Blincourt ², commandant de l'*Alcide* et le plus ancien des trois capitaines français, fit les signaux de reconnaissance aux navires aperçus qui n'y répondirent qu'en se couvrant de voiles. Cette manœuvre révélant l'identité de ces vaisseaux, Hocquart signala au *Lys* et au *Dauphin-Royal* de filer vers l'ouest. Lui-même prit

¹ « A ne pas voir la longueur du vaisseau. » Relation du capitaine Hocquart sur la capture de l'*Alcide* et du *Lys*. A. M. B¹ 68.

² Hocquart de Blincourt, sieur de Serville. Né à Nantes 1700, G. 1717, E. 1727, L. 1735, C. 1746, C. E. 1761, mort 1772. A. M. Dossier Hocquart. C⁷ 143.

chasse en infléchissant au nord ; il mit sa flamme et son pavillon qu'il assura d'un coup de canon à poudre. Le capitaine de l'*Alcide*, se faisant ainsi connaître pour le commandant, espérait attirer sur lui les meilleurs voiliers et donner le temps aux deux vaisseaux de transport de s'échapper ¹.

Vers midi, les Anglais, ayant le vent pour eux, avaient rejoint l'*Alcide*. « L'escadre anglaise, a écrit Hocquart dans son rapport, se trouvait dans mes eaux, assez près, dans une position où je l'aurais bien incommodée par mes quatre canons de retraite, si j'avais osé le premier. La mer était unie comme une glace ; il ventait très peu et quoique je ne pusse douter à sa manœuvre qu'elle m'attaquât, il fallut cependant attendre qu'elle commençât les actes d'hostilité, puisqu'en partant d'Europe, il n'y avait point de guerre déclarée. Je sentais toute la conséquence de paraître l'agresseur. L'ennemi pourrait s'en prévaloir pour m'accuser d'avoir le premier commencé la guerre et me donner par là tout le tort dans l'Europe et, par toutes ces réflexions, je me vis forcé d'essayer à bout touchant son premier feu, comme on le verra ci-après ²... ». Les Anglais ne devaient pas, en effet, avoir les mêmes scrupules que le capitaine de l'*Alcide*.

Le vaisseau de tête de l'escadre anglaise, le *Dunkirk* (Howe), étant à demi-portée de la voix, venait de tenir le vent comme pour prolonger l'*Alcide* et l'aborder. Hocquart résolut de savoir à quoi s'en tenir. Il pria MM. de Rostaing ³, de Vaudreuil ⁴, de Sémerville ⁵, Delincourt ⁶ et de Crancé ⁷ d'être attentifs à la conversation qu'il allait avoir avec le capitaine anglais. On ne faisait pas le moindre bruit. Aussi, pas un mot du colloque ne fut-il perdu pour une grande partie de l'équipage, notamment pour MM. Dumoulin et Geoffroy ⁸ qui étaient sur la dunette,

¹ Relation du capitaine Hocquart sur la capture de l'*Alcide* et du *Lys*. A. M. B⁴ 68,

² Id.

³ Colonel. Commandant en second les troupes de renfort destinées à l'Amérique. Frère du colonel du même nom qui se distingua pendant la guerre d'indépendance des États-Unis.

⁴ Gouverneur des Trois-Rivières.

⁵ Enseigne de vaisseau.

⁶ Aide de camp du baron de Dieskau.

⁷ Commissaire des guerres.

⁸ Ingénieurs passagers.

et le chevalier de Parcevaux ¹, à son poste sur le gaillard d'avant.

Par trois fois, Hocquart fit crier en anglais au *Dunkirk* : « Sommes-nous en paix ou en guerre ? » On répondit : « Nous n'entendons pas. » Même question en français, même réponse. Hocquart prit alors le porte-voix et demanda deux fois : « Sommes-nous en paix ou en guerre ? » Le capitaine anglais lui-même répondit par deux fois, bien distinctement et en bon français : « La paix ! la paix ! » Après quelques autres propos indifférents, Hocquart n'avait eu que le temps de passer sur son gaillard, qu'on entendit de l'*Alcide* le capitaine anglais prononcer très clairement le commandement *Fire* ! Et le *Dunkirk* lâchait à bout touchant toute la bordée de ses batteries haute et basse ². « Voilà certainement, ajoute l'un des rapports de ce combat, une paix bien singulière ou plutôt une guerre bien singulièrement déclarée ³ ! » La mer était trop belle pour que l'*Alcide* ne reçût pas tous les coups de la terrible bordée, et cela, joint à la confiance inspirée par le mot « paix » du capitaine Howe, fit que les Français perdirent, dès cette première minute, beaucoup de monde. Nous étions si près du *Dunkirk* que les *valets* ⁴ de ses canons entraient dans notre bordage. Déjà l'*Alcide* se trouvait à moitié désarmé. Sa barre de gouvernail était coupée et ses manœuvres hachées. Cinq à six vaisseaux, dont le *Torbay*, de Boscawen, s'apprétaient à l'entourer et le canonnaient vigoureusement. L'arrivée de ces vaisseaux tiraît du reste le capitaine Howe d'une position difficile. Aussitôt la première bordée anglaise, Hocquart avait en effet énergiquement riposté et causé beaucoup de dommage au *Dunkirk*, qui se trouvait alors par le travers de l'*Alcide*. Dans ce combat si perfidement engagé et si prodigieusement inégal, Hocquart ne succombera pas sans une belle défense. N'a-t-il pas à cœur de soutenir la juste réputation

¹ Capitaine de vaisseau, commandant en second l'*Alcide*. De Bretagne. Né 1701, G. 1718, E. 1731, L. 1741. C. 1751, C. E. 1764. Gendre du C. E. Buillon de Montlouët. A. M. Dossier Parcevaux.

² Relation du capitaine Hocquart sur la capture de l'*Alcide* et du *Lys*. A. M. B¹ 68.

³ Relation du chevalier de Lorgeril sur la capture de l'*Alcide* et du *Lys*. A. M. B¹ 68.

⁴ « Les *valets* des canons des Anglais sont en fil pelotonné et fort dur, du calibre des canons. » Relation du capitaine Hocquart. A. M. B¹ 68.

qu'il s'est acquise durant la guerre précédente ¹ ? Accablé par des forces sextuples, ne manœuvrant plus que difficilement, le navire français entretient son feu comme il peut. Mais l'héroïsme a des limites. Entièrement dégréé, ses pièces démontées, ayant cent hommes tués et un nombre infini de blessés ², voyant le *Torbay* à portée de fusil, Hocquart lui envoie sa dernière décharge de mousqueterie, à laquelle Boscawen répond par une volée de tous ses canons. Alors, « voulant conserver au Roi un reste de braves gens qui avaient soutenu avec tant de valeur un combat contre des forces si supérieures, » le capitaine de l'*Alcide* amena son pavillon. Hocquart de Blincourt tombait pour la troisième fois au pouvoir des Anglais ³.

Pendant que l'*Alcide* était aux prises avec le gros de l'escadre anglaise, celle-ci avait détaché plusieurs unités à la poursuite du *Dauphin-Royal* et du *Lys*. Grâce à la supériorité de sa marche, le *Dauphin-Royal* put s'échapper. Quant au *Lys*, il était rejoint par deux vaisseaux de soixante-quatre canons, auxquels allait s'ajouter bientôt un troisième de soixante canons. Percé pour soixante-quatre canons, mais n'en portant que vingt-deux, ne pouvant riposter efficacement qu'avec ses canons de retraite, le *Lys* soutint cependant quatre heures durant le feu de ses assaillants et ne se rendit que lorsqu'il fut dégréé et démâté en partie, « et que les trois vaisseaux qui le chauffaient d'importance fussent au moment de lui tomber sur le corps. » Le chevalier de Lorgeril ⁴ pourra dire

¹ Le capitaine Hocquart avait à son actif plusieurs actions d'éclat. Le 18 mai 1744, il ne rend sa frégate *Médée* au *Drendnought*, de 60 canons, accompagné d'un senau de 14 canons, qu'au bout de cinq heures de combat. En 1745, commandant le *Mercure*, de 52 canons, il s'empara du *Prince-Noir* après un si beau combat, que le roi l'autorisa à conserver le pavillon de ce vaisseau et à le déposer à son château de Montfermeil. Le 14 mai 1747, au combat de la Jonquière, le *Diamant* du capitaine Hocquart (second Parcevaux) ne succomba devant les vaisseaux anglais qu'après une magnifique résistance. A. M. B⁶ 61. Dossier Hocquart. C⁷ 143.

² Officiers tués : colonel de Rostaing ; Hocquart de Montfermeil (neveu du capitaine de l'*Alcide*), de Laubépin, enseignes ; Robinault, garde-marine.

Officiers blessés : Hocquart de Blincourt, capitaine de l'*Alcide* ; marquis de Vaudreuil, de Folligny, de Courserac, de Gras-Préville, lieutenants de vaisseau ; de Salaberry, de Kerno, enseignes ; de Caux, de Kermen, gardes-marine.

³ Voir plus haut.

⁴ Lorgeril l'ainé. Né 1707, G 1725, E. 1733, L. 1743, C. 1754. Un des trente-trois survivants du vaisseau *le Hourbon*, qui coula le 12 avril 1741 devant le cap

plus tard que la défense de son vaisseau a été sans reproche ¹.

Les mémoires des commandants de l'*Alcide* et du *Lys* sur l'agression du 8 juin sont en parfaite concordance. Un point, notamment, y est bien établi. C'est qu'au moment où l'*Alcide* fut joint par l'escadre anglaise, un pavillon rouge flottait au petit mât de perroquet du *Torbay*, signalant ainsi aux vaisseaux à portée de l'*Alcide* de commencer le feu. Par ailleurs, Boscawen, dans son rapport, a écrit cette phrase : « A midi environ, le capitaine Howe, dans le *Dunkirk*, fut en travers du dernier (l'*Alcide*). Voyant que le vaisseau français ne diminuait pas ses voiles, je fis le signal de combat qui fut de suite obéi par le capitaine Howe ². » Aucun doute, on le voit, sur la qualité d'agresseur de Boscawen. Loin de nous, du reste, la pensée de jeter, en cette occasion, l'anathème sur l'amiral anglais ! Qu'a-t-il fait, si ce n'est traduire intelligemment les ordres de son gouvernement et les exécuter, sinon pour la plus grande gloire, du moins pour le plus grand profit de son pays ?

Nous avons déjà parlé d'instructions particulières remises au général Braddock et à l'amiral Boscawen dans les mois de novembre et d'avril précédents. Nous y revenons avec intention. Le 7 juin, c'est-à-dire la veille même de la capture des deux vaisseaux français, Newcastle avait écrit à Hardwicke : « L'attaque de la flotte française sans déclaration de guerre serait considérée, j'en ai peur, comme un manquement à la bonne foi ³. » Il y a d'autres phrases moins candides dans la lettre du premier ministre de George II : « On dit, avec beaucoup de raison, continue Newcastle, que les ordres donnés à l'amiral Boscawen amèneront nécessairement la guerre. En réalité, il importe peu que les hostilités commencent en Amérique ou en Europe. Un délai ultérieur ne pourra lui (à la France) être que profitable, en lui permettant d'armer le reste de la flotte. Tandis que si nous nous servons de notre escadre, nous interrompons toute leur navigation. Il faut ajouter à ces considérations

Finistère. Il s'était distingué à la Martinique en 1752. A. M. Dossier Lorgetil, C⁷ 188.

¹ Relation du chevalier de Lorgetil sur la capture de l'*Alcide* et du *Lys*. A. M. B¹ 68.

² Rapport de Boscawen sur la capture de l'*Alcide* et du *Lys*. Cité par Lacour-Gayet.

³ Newcastle à Hardwicke, 7 juin-1755. *Record office*, Londres.

l'opinion du pays, qui s'attend à ce qu'on fasse quelque chose après les énormes dépenses qui ont été effectuées ¹. » Avant les nouvelles d'Amérique, les ministres anglais ont été, en somme, hésitants; ils ont envisagé avec quelque crainte les conséquences des notes qu'ils ont dictées. Mais, dès que parvient le rapport Boscawen, les sentiments intimes de ces hommes d'État nous sont dévoilés. Ils donnent libre cours à leur dépit, car, en sa tâche de pirate, l'amiral anglais est resté au-dessous de ce qu'on attendait de lui. « Je viens de recevoir de lord Anson, écrit Hardwicke à Newcastle, la lettre particulière que l'amiral Boscawen lui adresse à la date du 21 juin. Nous avons fait ou trop ou trop peu; le désappointement que cause cette nouvelle me chagrine beaucoup ². » Quant au premier ministre, il exhale plus ouvertement encore son dépit. Voilà donc tout ce qu'a pu faire Boscawen! Il n'a remporté qu'un succès insignifiant. L'escadre Du Bois de La Motte a échappé et aura pu débarquer les renforts français à Louisbourg et au Canada. « Ce pauvre Boscawen n'a pas eu de chance; il n'a pris que deux vaisseaux; d'autres se sont échappés à la faveur du brouillard. Nous ne savons point où est allé le reste de l'escadre. Probablement, le gros des troupes et l'amiral ont remonté le Saint-Laurent. Malheureusement, ce genre d'accident ne peut être évité ³. » Puis, sans doute pour réparer dans une certaine mesure « l'accident » de Boscawen, Newcastle donne l'ordre au vice-amiral Hawke, commandant l'escadre de la Manche, de courir sus aux navires français ⁴. Après ceci, dira-t-on que l'agression des Anglais n'était pas préméditée?

Comment furent traités nos compatriotes tombés au pouvoir de Boscawen dans les circonstances que l'on sait? On aimerait à croire que les vaincus reçurent de leurs vainqueurs tous les égards dus au courage malheureux. Aussi est-on déconcerté par la lecture d'un mémoire officiel, où le second du *Lys*, M. de Brémoy ⁵, relate tout au long les traitements humiliants et par-

¹ Newcastle à Hardwicke, 7 juin 1755. *Record office*, Londres.

² Hardwicke à Newcastle, 14 juillet 1755. *Record office*, Londres.

³ Newcastle à Holdeerness, 15 juillet 1755. *Record office*, Londres. Cité par Waddington dans *Louis XV et le renversement des alliances*.

⁴ Instructions pour le vice-amiral sir Edward Hawke, 16 juillet 1755. *Record office*, Londres.

⁵ Né 1716, G. 1734, L. 1751, C. 1757, † 1778. A. M. Dossier Brémoy.

fois inhumains subis par lui-même et plusieurs de ses compagnons de captivité. Voulant se débarrasser de témoins gênants dans le « pillage »¹ des vaisseaux capturés, certains officiers de Boscawen² se livrent aux pires accusations contre leurs prisonniers. Sur un simple soupçon de vol, le domestique de M. de Brémoy est jeté aux fers et y meurt au bout de quatre jours. MM. de Brémoy, de Thoranc, de Bournans et de Boussenot sont fouillés comme des malfaiteurs, privés de leurs effets personnels et mis à la gamelle. A Brémoy qui demande justice au sieur Sprit, capitaine de la *Défiance*, celui-ci répond que les officiers français ne méritent aucun égard. Il se répand en invectives sur la conduite tenue vis-à-vis des Anglais, en différentes occasions, par MM. de Conflans et du Guay, et s'oublie jusqu'à parler de paroles données et violées par le roi de France, au sujet des événements de l'Amérique septentrionale ! Les capitaines Hocquart et Lorgeril portent au contre-amiral Holbourne les doléances de leurs officiers. Ils sont fort mal reçus, et l'amiral refuse de les écouter en disant qu'il n'a pas à s'occuper de cette affaire³.

Les Anglais réservèrent-ils du moins leur pitié pour nos malades et nos blessés ? Le capitaine Hocquart va nous renseigner à cet égard. Après la capture de l'*Alcide* et du *Lys*, l'amiral Boscawen avait fait une croisière d'un mois, puis avait relâché le 10 juillet à Halifax avec six vaisseaux de son escadre infestés de fièvres putrides qui s'étaient communiquées aux prisonniers. « Mon premier soin, Monseigneur, écrit Hocquart au ministre, fut, aussitôt mon arrivée, de visiter mes malades et mes blessés. Je ne saurais vous exprimer l'état misérable où je les trouvai, et je vous assure que je ne pus voir sans gémir *plus de deux cents hommes dans des maisons où il n'y avait que les quatre murailles, couchés sur le plancher et sur la terre, presque nus, sans matelas, hamacs, cadres ni paille, sans presque aucuns ustensiles pour les malades, et, ce qu'il y avait*

¹ Ce mot de « pillage » revient plusieurs fois dans le mémoire de M. de Brémoy.

² MM. Smith et Robinson, premiers lieutenants de la *Défiance* et du *Fougueux*, furent du reste cassés de leur grade à leur retour en Angleterre.

³ *Mémoire instructif sur ma lettre à l'amirauté d'Angleterre*, par Brémoy, 15 sept. 1755. A. M. B⁴ 68.

de plus fâcheux, sans presque de remèdes que nos chirurgiens avaient eu bien de la peine à sauver du pillage. L'humanité et ma sensibilité ne put pas tenir à un spectacle si touchant. Nos chirurgiens avaient fait d'inutiles représentations là-dessus. Les Anglais, de leur côté, avaient trois mille malades à terre, et toutes les attentions étaient pour eux. Les entrepreneurs, cependant, sont bien traités par le roi d'Angleterre.... Heureusement que j'ai trouvé du crédit à Halifax. Je fis acheter cadres, toiles pour les garnir, couvertures, remèdes et autres ustensiles indispensables.... Si j'avais pu encore obtenir des capitaines anglais qui commandaient l'*Alcide* et le *Lys* d'envoyer à terre les matelots et les soldats à mesure qu'ils tombaient malades, je n'aurais pas été si embarrassé et nous n'en aurions pas tant perdu. Ils attendaient qu'ils fussent bien malades et presque sans espérance. De plus, mal nourris comme prisonniers. Et j'étais obligé de leur envoyer du pain et de la viande fraîche pour leur faire du bouillon, et même de louer un bateau pour les leur porter.... Je ne puis, et il n'est pas possible, Monseigneur, de dire la quantité de monde que nous avons perdu.... Il y avait des malades de tous côtés; quelques-uns dans les hôpitaux anglais. Presque tous nos blessés, qui étaient en grand nombre, y ont péri !.... »

Attaque déloyale en temps de paix, manque d'égards envers les prisonniers, abandon des malades et des blessés. *Væ victis !* D'un bout à l'autre de cette affaire historique de l'*Alcide* et du *Lys*, les marins de Boscawen avaient rigoureusement tenu leur rôle de pirates.

Comte MARC LE BÈGUE DE GERMINY.

(*A suivre.*)

¹ Hocquart au ministre de la marine. Calais, 3 janvier 1756. A. M. B¹ 68.

LA LÉGENDE DE LAKANAL

LAKANAL

AU COMITÉ D'INSTRUCTION PUBLIQUE DE LA CONVENTION

I.

Lakanal venait d'avoir trente ans, et il remplissait les fonctions de vicaire de l'évêque constitutionnel de l'Ariège, lorsque les électeurs de ce département, ses compatriotes, le choisirent pour les représenter à la Convention nationale. On a dit des gens du midi qu'ils arrivent à tout pourvu qu'ils le quittent et qu'ils n'y reviennent jamais. Je ne sais quel avenir il s'était promis, lorsqu'il quitta ses montagnes natales en septembre 1792; mais il est de fait qu'il ne devait plus les revoir.

Quatorze ans de professorat en divers collèges des Pères de la Doctrine chrétienne, congrégation à laquelle il appartenait, le désignaient tout naturellement pour le comité d'instruction publique. Il ne tarda pas à y entrer et à s'y faire une large place, si large même qu'il semble aujourd'hui qu'on ne puisse parler de l'un sans penser tout de suite à l'autre. De même que Barère est l'homme du comité de salut public, Lakanal est celui du comité d'instruction publique. « J'ai été — dit-il lui-même — nommé et maintenu durant toute la longue session de la Convention (trois ans) dans ce comité qui était réorganisé chaque mois ¹. » Grégoire déclare, de son côté, qu'il en fut « la cheville ouvrière, » et tout récemment un jeune historien qualifiait de

¹ Ce n'est pas tous les mois, ainsi que Lakanal le dit ici, mais beaucoup moins souvent et d'ailleurs sans régularité, qu'était renouvelé le comité d'instruction publique. Et ce n'est pas en totalité, comme on pourrait le croire aussi, mais par fraction.

« prépondérant » le rôle que Lakanal y joua. On compterait assez facilement, en effet, les discussions du comité qui lui furent étrangères. Mais celles auxquelles il prit part sont innombrables. Pour n'en citer ici que les plus importantes, le nom de Lakanal est demeuré attaché (nous verrons tout à l'heure comment) à divers projets généraux de réorganisation de l'instruction publique, à la création des écoles primaires et des écoles centrales, à la fondation de l'École normale, du Bureau des longitudes, de l'École des langues orientales, du Télégraphe aérien, de l'Institut national, à la réorganisation du Jardin des plantes et de l'Observatoire. Tout cela est parfaitement établi et n'est pas discutable. Mais, si l'on quitte le terrain des généralités pour entrer dans le détail, si l'on soumet les affirmations de Lakanal et celles de ses biographes au contrôle des textes, on ne tarde pas à s'apercevoir que les *mots* sont de perfides instruments pour exprimer les *choses*, et qu'ici comme en tout, il s'agit de s'entendre. Voyons donc les choses de plus près ¹.

« J'avais l'espoir fondé — nous apprend Lakanal — que je serais connu d'un assez grand nombre de mes collègues pour être appelé au comité d'instruction publique. Je ne fus pas déçu dans mes prévisions. » Le premier comité d'instruction publique de la Convention fut élu le 13 octobre 1792. Lakanal ne figure ni parmi ses membres, ni même parmi leurs suppléants. Il n'y entra que le 28 février 1793, c'est-à-dire quatre mois et demi plus tard. Dès le 9 mars suivant, il était envoyé en mission dans les départements. Revenu le 25 du même mois, il repartit le 8 octobre, et, si l'on ne tient pas compte de quelques brèves réapparitions qu'il fit à Paris dans l'intervalle, il ne rentra définitivement à la Convention qu'après le 9 thermidor : son absence avait duré plus de dix mois consécutifs. Donc si Lakanal entra au comité, son nom ne s'imposa pas tellement à ses collègues qu'ils se crussent

¹ Grâce surtout aux *Procès-verbaux du comité d'instruction publique de la Convention nationale* que M. G. Guillaume vient de publier dans la *Collection des documents inédits sur l'histoire de France*, il est facile aujourd'hui de faire, dans l'œuvre dudit comité, le départ de ce qui appartient en entier à Lakanal, de ce qui ne lui appartient qu'en partie et enfin de ce qu'il a usurpé. Ce départ, M. Guillaume l'a fait lui-même très soigneusement pour chacune des questions auxquelles a été lié le nom de Lakanal, en sorte qu'il ne nous reste plus guère qu'à choisir et à condenser les plus concluants des nombreux exemples que ce patient et consciencieux éditeur a, le premier, offerts et comme semés à travers son vaste recueil.

obligés de le nommer d'emblée : il fit antichambre. Et pourquoi se fût-il imposé à eux ? Lakanal sortait d'un petit collège de province où il n'avait fait autre chose qu'enseigner ; il était ensuite retourné à Foix pour vaquer à des occupations ecclésiastiques sans retentissement au dehors. Enfin rien de particulier n'avait signalé ses débuts à la Convention. En second lieu, loin d'avoir été membre du comité sans interruption pendant toute la durée de la législature, il attendit d'abord quatre mois et demi avant d'en faire partie, et il en demeura éloigné, en deux fois, pendant dix mois et demi. Total : quinze mois sur trois ans.

Membre, d'abord et longtemps intermittent, du comité d'instruction publique, Lakanal y a-t-il exercé l'action qu'on lui prête ? Si l'on considère l'œuvre principale du comité, — la réorganisation de l'instruction publique, — on constate que plusieurs plans furent successivement l'objet de ses délibérations : le plan de Condorcet, le plan de Sieyès, celui de Lepeletier Saint-Fargeau, celui de Bouquier. Où est le plan de Lakanal ? Il n'y en a pas. Lakanal n'a eu l'initiative d'aucun projet d'organisation de l'enseignement national.

Si l'on examine ensuite les œuvres de détail, telles que les nouvelles écoles, les nouveaux établissements, les multiples créations ou réformes scientifiques de tous genres de la Convention, et que l'on cherche celle qui est due à l'inspiration de Lakanal, on est obligé de faire la même remarque : il n'y en a pas. Lakanal n'a été le promoteur ni des écoles primaires, ni de l'École normale, ni des écoles centrales. Ce n'est pas lui qui a eu l'idée du nouveau calendrier, ni des nouveaux poids et mesures, ni du télégraphe aérien, ni du Bureau des longitudes. Ce n'est pas lui non plus qui a proposé la transformation du Jardin des plantes ni celle de l'Observatoire.

Le propre de Lakanal, c'est qu'il fut, rien de moins, mais rien de plus, l'un des principaux rapporteurs du comité d'instruction publique. Voilà comment son nom nous a été transmis par les journaux et les imprimés du temps, accolé à un grand nombre de propositions de ce comité. Voilà comment il faut entendre le mot de Grégoire, qu'il en fut la cheville ouvrière. C'était un de ses membres que le comité choisissait le plus volontiers pour son interprète devant la Convention, parce que c'était un homme du métier, facond et disert, rompu à la parole publique.

C'était, de plus, un homme d'une extrême souplesse. Il fit des rapports de modéré lorsque le comité était sous l'influence des modérés ; il fit des rapports de montagnard après la défaite du parti girondin ; il fit des rapports dans le goût thermidorien après la chute de Robespierre.

Énumérer tous les rapports de Lakanal serait œuvre longue et d'ailleurs inutile ici : le lecteur qui en serait curieux peut recourir à la table du *Moniteur* et à l'*Exposé* qu'il a publié lui-même de ses travaux en 1838 ¹. Mais il n'est pas sans intérêt, tant s'en faut, de donner un aperçu de la façon dont il comprenait et dont il accomplit sa tâche.

II.

Sous l'ancien régime, le Jardin des plantes était administré par un intendant, qui fut longtemps Buffon, assisté « d'officiers » qui étaient des naturalistes. L'usage et le bon plaisir tenaient lieu de règlement. La Constituante, voulant substituer l'ordre à ce désordre, invita les officiers eux-mêmes à étudier un projet de réforme ; réunis sous la présidence de Daubenton, leur doyen, ils y travaillèrent avec diligence. Mais l'assemblée, que d'autres soins détournèrent ailleurs, se sépara sans avoir eu le temps de discuter le règlement élaboré par les officiers du Jardin du Roi.

La Convention reprit les projets de réorganisation de la Constituante. Mais si l'on doit lui en attribuer l'honneur, c'est tout à fait par hasard, semble-t-il, qu'elle eut à s'en occuper ; en tout cas, ce que l'on a appelé la charte organique du Muséum d'histoire naturelle fut adopté en une séance et sans débats. La Convention avait voté une somme de 15,000 livres pour installer dans les galeries du Jardin des plantes les collections provenant du cabinet d'histoire naturelle de Chantilly, et Lakanal avait reçu le mandat de s'entendre avec l'administration sur l'emploi de ce crédit. Le 9 juin 1793, il alla trouver Daubenton, et au cours de la conversation, s'étant enquis de la situation et des besoins généraux de la maison, son interlocuteur les lui exposa. Séance tenante, dans le cabinet de celui-ci, un projet de décret

¹ *Exposé sommaire des travaux de Joseph Lakanal, ex-membre de la Convention nationale, pour sauver durant la Révolution les sciences et les lettres et ceux qui les honoraient par leurs travaux.* Paris, 1838, in-8.

fut, dit-on, improvisé et rédigé. Le lendemain, il était adopté.

Ce décret était précédé d'un rapport, d'ailleurs assez court, et ce rapport est de la main de Lakanal, il n'y a pas à s'y tromper. Quel autre que lui aurait écrit des phrases comme celles-ci :

« Le livre immense de la nature est en quelque sorte ouvert au Jardin des plantes ; ses pages réfléchissent de toutes parts les richesses des trois règnes.

« Ici c'est la famille des animaux, depuis l'oiseau timide qui confie sa postérité au frêle arbrisseau, jusqu'au tyran de l'air qui s'écarte pour la déposer sur la roche sauvage où le chêne a vieilli ¹.

« Là les peuples végétaux, depuis la plante fugitive qui se dérobe aux regards le long des torrents, au faite des montagnes, jusqu'à la rose prodigue qui embaume nos jardins.

« Ailleurs les créations minérales, depuis la lave que les volcans ont élançée naguère de leurs entrailles, jusqu'aux débris des montagnes, témoins des premiers jours du monde....

« Il suffira de vous montrer les abus pour que vous les enleviez à leurs antiques racines : l'arbre de la liberté serait-il le seul qui ne pût pas être naturalisé au Jardin des plantes ? »

Mais si, du rapport de Lakanal, vous passez au décret lui-même, vous entrez littéralement dans un autre pays : ce n'est plus la même langue. A cette prose où la grande image s'associe au trait d'esprit, succède le style uni et terre à terre du règlement. A ces aperçus littéraires sur les beautés de la nature s'oppose une sèche pancarte où la nature est brutalement couchée et dépecée en articles de loi. Tout à l'heure, nous lisions du Lakanal ; maintenant, cela est manifeste, nous avons affaire à des hommes du métier, qui savent de quoi ils parlent et comment il faut en parler. Qu'on en juge :

« L'établissement sera nommé à l'avenir *Muséum d'histoire naturelle*.

« Le but principal de cet établissement sera l'enseignement public de l'histoire naturelle, prise dans toute son étendue, et appliquée particulièrement à l'avancement de l'agriculture, du commerce et des arts.

¹ « Sur la roche sauvage où le chêne a vieilli. » Je demande pardon au lecteur d'interrompre ce morceau : mais ne dirait-on pas un vers de la *Légende des siècles* ? Lakanal est l'un des pères du romantisme.

« L'officier du cabinet chargé jusqu'à présent des herbiers, ne sera uniquement chargé à l'avenir que de décrire et de compléter la botanique des différentes parties de la France, et de faire la concordance de la synonymie.

« Pour enseigner complètement l'histoire naturelle dans toutes ses parties, on donnera douze cours dans le Muséum, savoir...., etc. »

Dès lors, et déjà sans autre preuve que cette différence de style, nous sommes fondés à croire que l'auteur du rapport et celui du décret ne sont pas le même homme. Il y a plus. En terminant son rapport, Lakanal — vous l'avez entendu — annonçait qu'il allait montrer à la Convention les *abus* du Jardin des plantes, pour que la Convention les enlevât « à leurs antiques racines. » Comme c'est là la dernière phrase de son rapport, et que les abus n'y figurent nulle part, vous vous attendez à les trouver signalés dans le décret qui le suit? Erreur, les abus n'y sont pas davantage. N'est-ce pas une preuve de plus que le rapport est d'un homme, et le décret d'un autre? Enfin, comme un témoin oculaire l'a rapporté, il n'est nullement impossible que le projet de décret ait été écrit pendant que Lakanal s'entretenait avec Daubenton. Mais qu'il ait été improvisé, comme on le prétend aussi, cela n'est pas admissible. Ce décret, en effet, est très étudié; il ne comprend pas moins de quatre titres, portant la marque d'une connaissance approfondie du Jardin des plantes et des services qu'il pouvait rendre. Ce que le témoin oculaire a pris pour une improvisation, ne peut être qu'une dictée de Daubenton à Lakanal; de Daubenton, l'homme qui possédait le mieux alors la tradition de la maison et qui pouvait le mieux indiquer les améliorations à y introduire. Et de fait, ce n'est pas autrement que les choses se sont passées. A quelques articles près, imposés par la marche des idées ou le changement de régime politique, nous savons aujourd'hui ¹ que le décret du 10 juin 1793 sur le *Jardin national des plantes et le cabinet d'histoire naturelle de Paris* n'est autre chose que le règlement préparé, trois ans auparavant, par Daubenton et les officiers du Jardin du Roi. Lakanal, l'ayant jugé bon, se l'est approprié. Il l'a

¹ C'est M. Guillaume, éditeur des *Procès-verbaux du comité d'instruction publique*, qui s'est donné la peine de faire la comparaison.

fait précéder d'un rapport qui peut fort bien être une improvisation, et sur le tout il a mis son nom. Seulement il a négligé de dire quelle était sa part dans cette œuvre, et quelle était celle des autres.

III.

Quelques semaines plus tard, la chute des Girondins ayant écarté du comité d'instruction publique Condorcet et les principaux partisans de son plan d'éducation, Sieyès, devenu président du comité, crut le moment favorable pour présenter son propre système. Tandis que Condorcet voulait faire de l'instruction publique, à tous les degrés, une institution de l'État, Sieyès n'entendait mettre à la charge de la nation que les seules écoles élémentaires, laissant à l'industrie privée le soin de créer des établissements d'ordre supérieur. Il rencontra tout de suite deux auxiliaires dévoués dans la personne de Daunou et dans celle de Lakanal. Ex-oratorien, Daunou avait publié trois ans auparavant un plan d'éducation fondé sur le maintien des congrégations enseignantes : le système de Sieyès, ouvrant la porte à la reconstitution des anciens collèges, ne pouvait que lui plaire. Il ne devait pas moins sourire à Lakanal pour une raison analogue, car, ancien Doctrinaire et fort obligeant quand il le voulait, il entrevoyait, dans le plan de Sieyès, le moyen de caser des professeurs, ses confrères et amis de la veille, aujourd'hui sur le pavé. Jeune et ignoré, il y trouvait, de plus, l'occasion de se faire connaître, et sous les auspices d'un homme célèbre dont le prestige durait encore.

Le 25 juin, Lakanal était invité à présenter à la Convention le nouveau projet de décret, et le lendemain, sans plus de délai, il en donnait lecture à l'assemblée.

En séance, il fit précéder le projet d'un *Discours préliminaire*. Comme il n'avait pas eu le temps, en ces courtes vingt-quatre heures, de préparer un rapport spécial, ce discours n'est presque entièrement que la reproduction textuelle d'un autre *Discours sur l'éducation nationale* qu'il avait composé en décembre 1792, c'est-à-dire six mois avant que ne fût connu le plan de Sieyès. La Convention ordonna l'impression du projet et du rapport. Mais à peine déposé, ce projet éprouva de telles contradictions que le rapporteur, soit pour tirer son épingle du

jeu, soit pour sauver l'œuvre si le salut en était possible, préféra en laisser l'honneur ou.... la responsabilité à son auteur.

C'est ainsi que le projet imprimé et distribué se trouve précédé, non plus du *Discours préliminaire* de Lakanal, lu par lui dans la séance du 26 juin, mais, selon son expression, d'un « Exposé fidèle et lumineux des motifs qui avaient dirigé le comité d'instruction publique, » exposé dû à la plume de Sieyès lui-même, et que Lakanal avait copié dans le *Journal d'instruction sociale* où l'ex-abbé venait de le publier.

La discussion s'ouvrit le 2 juillet, et elle se poursuivit le lendemain. violemment combattu par la Montagne, le système de Sieyès fut rejeté, sur la proposition de Robespierre, à qui Lakanal ne pardonna pas cet échec. Seize mois plus tard, dans un nouveau rapport sur les écoles primaires, il dira : « La France ne gémirait pas aujourd'hui sur le vide de l'instruction publique, si les principales bases du plan que nous vous présentons n'avaient pas été rejetées, sur la motion du tyran que vous avez arrêté sur les marches du trône pour l'envoyer à l'échafaud. »

Pour le moment, nous n'avons à retenir de cette affaire qu'une chose, c'est que le rapport qui figure, sous le nom de Lakanal, en tête du projet imprimé de Sieyès, n'est pas de lui, mais de Sieyès.

Même procédé pour les deux décrets du 19 juillet et du 1^{er} septembre 1793 sur la propriété littéraire et sur celle des œuvres de théâtre. Le 20 février précédent, le comité d'instruction publique avait chargé Chénier de s'occuper des contrefaçons, et Baudin des ouvrages dramatiques. Ils préparèrent, l'un et l'autre, un projet de décret qu'ils ne parvinrent pas à faire voter. Baudin avait rédigé pour le sien un rapport développé que nous possédons, car il a été imprimé. Cette double question semblait abandonnée lorsque, inopinément, Lakanal se présente, le 19 juillet, à la Convention, lit et fait adopter le projet de Chénier, précédé d'un rapport dont les trois quarts sont empruntés, mot pour mot, à celui de Baudin. Il remonte à la tribune, le 1^{er} septembre, et obtient le vote du projet de Baudin, après avoir lu quelques passages du même rapport. Si l'on ne savait par ailleurs que ces deux propositions sont de Baudin et de Chénier, et que, de plus, Baudin est l'auteur du

rapport qui précède la sienne, personne ne penserait à en contester la paternité à Lakanal, car, de ce qui en revient à ses deux collègues, il n'a soufflé mot nulle part.

IV.

Parti en mission au mois d'octobre, Lakanal ne rentra à Paris, comme il a déjà été dit, qu'après le 9 thermidor. Ni ce long séjour en province, ni les travaux si différents auxquels il eut à s'appliquer dans cet intervalle, ne l'avaient changé. Comme rapporteur du comité d'instruction publique, c'est toujours le même homme, ce sont toujours les mêmes pratiques. En attendant une occasion plus sérieuse, et comme pour se refaire la main, dès le 17 août 1794, il prête son nom à un rapport et à un projet de décret sur la nomination du jury des horloges et pendules, rapport et décret qu'avait rédigés son collègue Arbogast.

Cette occasion plus importante, il ne l'attendit pas longtemps : il la trouva, lors de la translation des cendres de J.-J. Rousseau au Panthéon, cérémonie qui fut, comme l'on sait, une des plus solennelles de la Révolution.

Le *Rapport sur J.-J. Rousseau fait au nom du comité d'instruction publique, dans la séance du 29 fructidor an II* et imprimé par ordre de la Convention, porte le nom de Lakanal ; mais celui-ci n'en est pas l'auteur. Lakanal a lui-même avoué que « le citoyen Ginguené lui a fourni des notes. » Si l'on compare d'ailleurs ce morceau ¹ avec les autres écrits de Ginguené d'une part, et avec ceux de Lakanal de l'autre, on emporte la conviction qu'il se rapproche beaucoup plus du style serré, froid et généralement correct de l'auteur de la *Décade philosophique*, que de la prose ardente, tourmentée et parsemée de scories du député de l'Ariège. Cinq mois plus tard, un ancien secrétaire de la commission d'instruction publique, brouillé avec Ginguené, fit paraître une brochure contre lui dans laquelle se lisait le passage suivant :

« Puisque je suis en train d'interroger, je demanderai à

¹ Il a été reproduit *in extenso* par M. Guillaume dans les *Procès-verbaux du comité d'instruction publique de la Convention*, t. V, p. 40.

Ginguené ce que c'est que le désintéressement. Il me répondra peut-être que c'est d'avoir adroitement profité de sa place et des circonstances pour faire prendre à la République, au *prix coûtant* de quinze livres, deux mille abonnements de la *Feuille villageoise*, presque morte de bêtise entre ses mains, et ressuscitée par ce moyen innocent auquel n'avait, certes, pas songé son créateur Cerutti. J'avouerai que ces trente mille livres ne payent pas assez le beau rapport qu'il a fait à Lakanal pour l'apothéose de J.-J. Rousseau (la petite vanité d'auteur ne tient pas à ces aveux-là ; aussi Ginguené l'a-t-il dit, en confidence, à tout le monde) ; mais j'avouerai aussi que la République ne pourrait suffire à récompenser tant de chefs-d'œuvre, et si Lakanal, au lieu de faire de l'esprit, aime mieux l'acheter tout fait, il pourrait fort bien le payer de ses deniers ou de sa protection. »

A quoi Ginguené répondit :

« Que ce soit un membre ou l'autre qui en ait fait la proposition (des abonnements à la *Feuille villageoise*), cela est égal : tout ce que le libelliste dit d'un rapport, ou plutôt de notes fournies, quatre mois auparavant, à un représentant du peuple, notes qui me furent demandées comme un simple extrait de mes lettres sur les *Confessions* de J.-J. Rousseau, notes qui se trouvent fondues dans ce rapport avec d'excellents morceaux dont je n'ai eu connaissance que par les papiers publics ; tout cela est absurde, méprisable, digne du reste, digne de l'auteur du libelle, digne de ses dignes amis, et ne mérite aucune réponse. »

On se tire d'affaire comme on peut. Mais quel que soit le dédain de Ginguené pour son dénonciateur, il ressort de sa réponse que :

1° Il avoue la proposition faite par un représentant du peuple de lui prendre deux mille abonnements de la *Feuille villageoise*. Quant au prix de ces abonnements, il estime, dans un autre passage de sa réponse, qu'il n'avait rien d'exagéré, étant donné les frais d'impression.

2° Il ne nie pas que Lakanal soit l'auteur de cette proposition. Si ce n'était pas lui, Lakanal l'aurait bien forcé à le déclarer : une accusation de ce genre n'est pas de celles que l'on supporte sans protester, lorsque l'on en est innocent.

3° C'est sur la demande même de Lakanal que Ginguené lui a fourni les matériaux de son rapport.

4° Si ces matériaux n'avaient consisté qu'en un *extrait* des lettres de Ginguené sur les *Confessions* de Rousseau, il tombe sous le sens que Lakanal n'aurait pas eu besoin de lui payer si cher un si mince service : il n'avait qu'à découper lui-même ce qui lui était nécessaire dans les *Lettres* de Ginguené publiées depuis 1791 : la République y gagnait 30,000 francs ¹.

De cette affaire, on peut, je crois, tirer deux conclusions :

La première, c'est que Lakanal, tout docteur ès arts qu'il fût, tout professeur qu'il eût été, ne s'est pas senti capable d'écrire les quatorze pages dont se compose la première édition de son rapport sur J.-J. Rousseau. Et au fait, qu'est-ce que Lakanal a jamais écrit ? On l'a entendu, maintes fois, annoncer, plus ou moins pompeusement, qu'il préparait tel ou tel ouvrage de longue haleine. L'ouvrage n'a jamais paru. Ce n'est pas qu'il manquât d'intelligence ni d'instruction, bien au contraire. Mais c'était un esprit faux (peut-être s'en rendait-il compte ?), sans suite dans les idées et incapable de l'application nécessaire pour écrire un livre.

La seconde conclusion, c'est que ce marché de Lakanal avec Ginguené est un signe avant-coureur des temps : la Terreur est passée, le Directoire approche. Alors que l'argent est si rare, et que les besoins publics sont si grands, faire acquitter par la nation, et à un pareil prix, un service purement personnel, cela ne ressemble guère à cette délicatesse ombrageuse que Lakanal s'attribue si jalousement et si souvent, et que tous ses biographes nous donnent pour son trait distinctif. Et quand on a, dans son passé, quelque trafic de ce genre, est-on bien venu à crier si fort, comme nous le lui verrons bientôt faire, contre les dilapidateurs ?

Si l'on voulait suivre jusqu'au bout la carrière que Lakanal parcourut comme rapporteur du comité d'instruction publique, on allongerait encore la liste de ses emprunts ou de ses larcins. On verrait, par exemple, que c'est à Bancal des Issarts, alors prisonnier des Autrichiens, qu'il déroba, sans le crier sur les toits,

¹ Dans une lettre de Ginguené à Lakanal, on lit ces mots : « Vous êtes vraiment le modèle des amis chauds. Je veux faire passer en proverbe : *Servir ses amis comme Lakanal.* » Ginguené n'était pas un ingrat.

le nom et même l'idée des écoles centrales ; que c'est à la complaisance de Garat qu'il dut le *Discours préliminaire* du décret sur les écoles normales ; que les articles publiés en 1793 par Sieyès, mine déjà exploitée par lui, lui fournirent encore plus du tiers de son rapport de l'an III sur les écoles primaires. Mais en voilà plus qu'il n'en faut, je suppose, pour qu'on se fasse une opinion plus exacte sur la part qu'il prit, comme rapporteur, aux grandes réformes scolaires et aux créations scientifiques de la Révolution.

V.

Soit, dira-t-on ; mais Lakanal n'a pas fait que des rapports. Il a étendu sa sollicitude éclairée sur les hommes et les œuvres les plus propres à honorer la France. On l'a vu défendre, soutenir ou protéger, non sans peine ni péril, les plus grands savants. Après avoir présidé à la naissance ou à la régénération de nombreuses institutions scolaires ou scientifiques, c'est encore lui qui a guidé leurs premiers essais jusqu'à ce qu'elles fussent assez affermies pour n'avoir plus besoin de tuteur.

De même qu'à vouloir trop prouver, on ne prouve rien, de même ne faut-il pas tout contester. Il est certain que Lakanal s'employa à faciliter la mise en mouvement de maint appareil d'instruction, et qu'il y versa tout le zèle dont il était capable et qui était grand. Il parcourut la moitié de la France pour installer les écoles centrales. Il fit comme une affaire personnelle de la transformation du Muséum, et les amitiés reconnaissantes qu'il conserva toujours dans cet établissement suffraient à attester les soins qu'il y apporta. Mais il ne faut pas le suivre longtemps sur ce terrain pour le retrouver escorté des mêmes légendes que sur le précédent.

Non, Lakanal n'a pas toujours défendu la science et les savants avec le courage qu'il s'attribue ou qu'on lui prête ; s'il a aidé à la marche de quelques-uns des rouages scientifiques nouveaux ou réparés, on l'a vu en préférer de surannés, et s'il s'est mis souvent en avant, souvent aussi aurait-il mieux fait de s'abstenir, car son action n'a pas toujours été heureuse, et enfin il est des circonstances où elle lui fait peu d'honneur.

Ainsi, et pour reprendre l'examen des choses dans leur ordre successif, on a souvent loué Lakanal des efforts qu'il fit en vue

de sauver l'Académie des sciences, ou tout au moins d'en retarder et d'en adoucir le trépas. Voyons ce que fut, au vrai, cette affaire, et comment y intervint Lakanal.

Le 13 juillet 1793, il écrivait à Lavoisier, trésorier de l'Académie des sciences :

« Citoyen, la Convention nationale a chargé son comité d'instruction publique « de lui faire incessamment un rapport sur la suppression des académies. » Je suis chargé de ce *pénible* travail ; il me serait bien plus doux de me taire que de stipuler pour la barbarie ; je vous prie de m'adresser vos vues sur la nécessité de conserver l'Académie des sciences, dans la supposition trop réelle que l'on veuille proscrire toutes les académies littéraires. Le temps presse ; on m'a déjà demandé mon rapport à la séance de ce matin.

« Votre concitoyen,

LAKANAL ¹. »

Cette lettre est singulière à plus d'un titre. On y relève d'abord quelques-unes de ces libertés que Lakanal prenait si aisément avec la vérité. Vainement met-il la phrase entre guillemets : la Convention n'avait pas encore demandé au comité d'instruction publique « un rapport sur la suppression des académies, » et par conséquent il n'est pas exact qu'on le lui eût réclamé le matin même. La question, il est vrai, était dans l'air depuis plusieurs mois. Mais, si elle défrayait les conversations, elle n'était pas encore à l'ordre du jour de l'assemblée. Quand elle entra en discussion, ce n'est pas Lakanal, mais Grégoire qui fut l'organe du comité. Il est possible que le premier ait cru qu'il serait choisi pour cette mission : c'est lui en effet que le comité avait déjà délégué, au mois de mai précédent, pour demander que, contrairement à une décision antérieure visant toutes les académies, celle des sciences fût autorisée provisoirement à nommer aux places vacantes de la Compagnie, et, quelques jours plus tard, que ses membres continuassent à toucher leur traitement, comme par le passé ; et il avait facilement obtenu gain de cause. L'Académie des sciences était chargée de travaux officiels, comman-

¹ Publiée pour la première fois par l'*Amateur d'autographes* du 15 septembre 1899, cette lettre a fait l'objet d'un long commentaire que M. Guillaume a publié dans la revue *La Révolution française* (1899, t. II, p. 523), et dont les lignes qui vont suivre ne sont guère qu'un résumé.

dés ou patronnés par l'État : la Convention se serait mise en contradiction avec elle-même, si elle lui avait refusé les moyens de mener ces travaux à bonne fin. Mais à la date de la lettre de Lakanal à Lavoisier, ce nouveau mandat ne pouvait être qu'une présomption ; ce n'était pas chose faite, contrairement à ce qu'il avance.

Pourquoi est-ce Grégoire, et non Lakanal, qui présenta le décret sur la suppression des académies ? Ni l'un, ni l'autre, ni personne ne l'a jamais dit, que je sache, et cela est regrettable. Trouva-t-il le travail trop *pénible* (le mot est souligné sur l'original), et finalement aima-t-il mieux « se taire que stipuler pour la barbarie ? » Au lendemain de l'échec qu'avait subi, sur son rapport, le plan d'éducation de Sieyès, peut-être ne se souciait-il pas d'éprouver une nouvelle humiliation ? La porte reste ouverte aux conjectures.

Encore une observation sur cette lettre. Si elle n'était pas signée, qui la croirait de Lakanal, de cet ennemi si déclaré des privilèges de l'ancien régime, dont ceux des académies paraissent si intolérables à Lanjuinais, à Chamfort, à Condorcet, à Monge, à Fourcroy, à Romme, à David ? Pour traiter de *barbares* de tels hommes, dans une lettre que la postérité devait retrouver un jour, il fallait que Lakanal fût ou bien imprudent, ou bien confiant en la discrétion de Lavoisier, ou enfin bien désireux de lui faire sa cour. Jouait-il un double jeu ?

Toujours est-il que, répondant à l'invitation de Lakanal, l'illustre savant entama avec lui une correspondance faisant valoir les services de l'Académie des sciences, et l'intérêt national et patriotique qui s'attachait à sa conservation. Les arguments ne manquaient pas, et, sous sa plume, ils prenaient une imposante autorité. Grégoire rapporte, quant à lui, qu'il eut également avec Lavoisier des conférences sur le même sujet. Mais le siège de la Convention était fait, et, malgré le vœu du comité d'instruction publique, dont Grégoire était l'interprète, l'Académie des sciences fut englobée dans le décret du 8 août qui supprimait toutes les académies.

L'orage passé, Lakanal rentre en scène, s'offrant à réparer d'irréparables ruines. A la suite du décret du 8 août, les scellés avaient été apposés sur les locaux occupés par les ci-devant sociétés académiques ; personne n'y pouvait plus pénétrer, pas

même les savants qui travaillaient par ordre de la Convention et pour le compte de la nation. Instruit par Lavoisier, Lakanal en fait l'observation à l'assemblée, et, le 14 août, la Convention décrète que « les savants auxquels elle a renvoyé divers objets d'utilité publique continueront de s'en occuper; en conséquence, les papiers et instruments dont ils pourront avoir besoin pour la confection desdits travaux leur seront remis, et les attributions annuelles qui leur sont faites par les précédents décrets leur seront payées comme par le passé, et ce jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné. »

Tel est le texte officiel du décret du 14 août 1793.

Ce décret n'était ni plus ni moins que la victoire des barbares, le coup de grâce donné par eux à la ci-devant Académie des sciences qui se débattait encore. Car les barbares, que voulaient-ils en somme? Loin de mépriser la science, la littérature et les arts, ils prétendaient, au contraire, leur rendre la liberté, en les dégageant des vieux moules dans lesquels l'ancien régime les avait coulés et les retenait prisonniers. Et tout en décrétant la mort des académies, ils continuaient à protéger les savants, les gens de lettres, les artistes, sans croire ceux-ci incapables de travailler hors de celles-là. Voilà tout le sens des mesures que la Convention avait prises le 8 août, qu'elle continuait le 14, et qu'elle devait développer et compléter quelques jours après, les unes s'enchaînant aux autres dans un seul et même esprit.

Mais Lakanal s'imagina que c'était lui et la cause de l'académie qui triomphaient. Bien que la minute du décret du 14 août soit de sa propre main, il faut croire qu'il ne l'avait plus sous les yeux, ou qu'il avait la mémoire courte, ou quoi? on n'en sait trop rien; mais le fait est que, le décret à peine rendu, il en transmet à Lavoisier une copie singulièrement erronée :

« La Convention nationale, ouï le rapport de son comité d'instruction publique, décrète que *les membres de la ci-devant Académie des sciences continueront à s'assembler dans le lieu ordinaire de leurs séances* pour s'occuper spécialement des objets qui leur ont été *et qui pourront leur être* renvoyés par la Convention nationale; en conséquence, les scellés, si aucuns ont été mis sur les registres, papiers et autres objets *appartenant à la ci-devant académie*, seront levés, et les attributions annuelles faites aux savants *qui la composaient* leur seront payées comme

par le passé, et jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné.

Signé : LAKANAL, rapporteur. »

On voit tout de suite la différence. Tandis que, dans la rédaction officielle, l'Académie des sciences n'est même pas nommée, Lakanal la désigne tout au long dans la sienne, et plusieurs fois. Tandis que la version de Lakanal autorise les ci-devant académiciens à se réunir encore, et dans les locaux mêmes de l'académie, le nouveau décret (texte du procès-verbal) ne revient pas sur le précédent : l'académie est morte ; par conséquent ses membres ne peuvent plus ni se réunir dans ses locaux ni se reconstituer comme tels ailleurs, sans violer la loi. Ceux d'entre eux qui ont sur le chantier quelque commande nationale, continueront à y vaquer, et ils recevront pour cela le juste salaire dû à tout ouvrier pour son travail : mais c'est à titre individuel, comme savants tout court, et nullement comme académiciens.

Donc Lakanal a cherché à sauver l'Académie des sciences, c'est là un fait acquis. Mais sauver l'Académie des sciences, ce n'était pas sauver les sciences, car elles n'étaient pas en danger. C'était, au contraire, prendre la défense de privilèges d'ancien régime, c'est-à-dire s'associer à un mouvement rétrograde, contre-pied du mouvement révolutionnaire. Quant aux académiciens qui travaillaient pour le compte de la nation, il a obtenu qu'ils continueraient à toucher leur traitement. Mais c'était là, encore une fois, une dette, et rien n'autorise à prétendre que ses adversaires ne l'auraient pas reconnue sans lui, puisque, au contraire, ils l'ont proclamée dans leur propre décret.

Que reste-t-il à l'actif de Lakanal ? Sa lettre à Lavoisier.

Jusqu'à la fin de sa vie, Lakanal s'enorgueillit des courtes relations que sa place au comité d'instruction publique lui avait procurées avec l'illustre savant. Les quelques lettres qu'il avait reçues de lui ne le quittaient pas ; elles l'accompagnèrent jusqu'en Amérique, sous la Restauration, comme des références sur le vu desquelles toutes les portes devaient s'ouvrir devant lui. Cependant, lorsque l'un des membres les plus obscurs de la Convention, un de ceux qui n'y jouissaient d'aucune autorité et à qui, par conséquent, l'on pouvait répondre sans trop de danger, vint demander à la tribune la tête du créateur de la chimie, avec celles des autres fermiers généraux, ses collègues, quelle fut l'attitude de Lakanal ? Jamais sa bonne fortune ne lui

avait offert et jamais elle ne devait lui offrir pareille occasion de montrer, non plus par des mots, mais par des actes, qu'il était véritablement homme à « sauver — c'est le titre même de son *Exposé sommaire* — les sciences et ceux qui les honoraient par leurs travaux. » Cependant Lakanal ne leva pas le bout du doigt pour défendre Lavoisier. Il était en mission à Bergerac ; je le sais. Mais lorsque Louis XVI fut traduit à la barre de la Convention, plusieurs membres de l'assemblée étaient aussi en mission. Ils n'éprouvèrent cependant aucun embarras pour envoyer leur adhésion à la condamnation du roi. Et d'ailleurs Bergerac n'est pas au bout du monde. Deux fois Lakanal s'en échappa pour courir à Paris sans y être appelé. Non seulement il n'alla pas à Paris, lors du procès de Lavoisier, mais il n'écrivit pas même le plus petit mot en faveur de son malheureux ami. On a prétendu que rien ne pouvait sauver Lavoisier. Je le sais aussi, et c'est une opinion commode, lorsqu'on est décidé à trouver bien tout ce qu'a fait la Convention. Autant dire alors qu'on ne pouvait pas renverser Robespierre. Et cependant Robespierre tomba. Et cependant les fermiers généraux ne montèrent pas tous à l'échafaud. Puisqu'il suffit à un Haudry, par exemple, de se faire envoyer dans les salines de l'Est pour qu'on l'y oubliât, croyez-vous qu'une mission analogue donnée à un Lavoisier ne l'aurait pas sauvé avec la complicité de la France entière, sauf une poignée d'énergumènes ? Et lors même que sa tête était vouée à la guillotine, ne valait-elle pas la peine qu'on la disputât au bourreau ? Qu'est-ce donc alors que le courage civique pour un représentant du peuple, s'il ne consiste pas à braver la colère d'une assemblée, et pour une assemblée la colère de la foule ? En dépit de tous les sophismes ou de toutes les arguties, le supplice de Lavoisier est une des taches indélébiles de la Convention, comme il est un démenti à toutes les belles phrases de Lakanal et de ses apologistes ².

¹ Je n'ignore pas les témoignages de sympathie que Lavoisier reçut dans sa prison, et la couronne du Lycée des arts, et le certificat du bureau de consultation des arts et métiers. Mais je renvoie à ces témoignages tous les lecteurs que n'aveugle pas le parti pris, et je leur demande de répondre si, en conscience, on peut bien appeler cela des efforts pour sauver Lavoisier.

² Lorsque Lakanal mourut, Ch. de Rémusat, parlant sur sa tombe au nom de l'Institut, s'exprima ainsi : « Il s'efforça, bien souvent en vain, d'arracher à la mort ces hommes dont le savoir et les talents illustraient leur pays et

VI.

Il en avait à peine fini avec l'Académie des sciences qu'il était appelé à s'occuper de l'Observatoire. L'établissement comptait alors quatre astronomes, dont trois élèves et un directeur; un directeur un peu cassant, un peu autoritaire, fier surtout, et à bon droit, de s'appeler Cassini. Qu'un homme comme celui-là se rencontrât avec un homme comme Lakanal, c'était la guerre. La querelle eut son point de départ dans une question de crédits. Un décret du 16 septembre 1790 allouait 3,000 livres aux élèves astronomes; mais comme aucune somme n'était prévue pour les frais de bureau, de chauffage et d'éclairage, Cassini les prélevait sur le traitement de ses élèves. Personne n'y avait jamais fait d'objection, lorsque les bureaux du ministère de l'intérieur s'avisèrent, en mars 1793, de trouver le procédé irrégulier. Cassini eut beau faire remarquer qu'il était conforme aux anciens règlements de l'Observatoire, et que, sur ce point, les nouveaux n'avaient rien changé, le prétexte était trouvé. Le ministère répondit qu'il ne voulait pas prendre sur lui la décision et qu'il en référerait à la Convention. Sentant venir la tourmente et voulant en conjurer les effets, Cassini rédigea un long mémoire où il reprenait l'Observatoire à ses origines, le suivait à travers ses diverses transformations jusqu'à l'organisation actuelle, et, ce mémoire, il le remit à un membre du comité d'instruction publique qu'il croyait acquis à la conservation de l'établissement ¹.

ne le désarmaient pas. » Lakanal n'arracha aucun savant à la mort, pas même l'abbé Sicard, quoiqu'il s'en vante, car l'étourderie de celui-ci (il avait envoyé une adresse laudative à Couthon avant la chute de Robespierre) n'était pas un crime et ne l'aurait sûrement pas conduit à l'échafaud, surtout après thermidor. Les paroles de Rémusat sont donc de ces flatteries que l'on se permet au bord des fosses dans les cimetières, et dont tout le monde sait ce que l'on doit penser. Mais pourquoi les prendre au pied de la lettre quand il s'agit de Lakanal ?

¹ Dans une note jointe, il mettait en garde le comité d'instruction publique contre la tentation d'appliquer à l'Observatoire les principes égalitaires qui venaient de prévaloir dans la réorganisation du Jardin des plantes. En supposant même qu'à la place de simples praticiens, on choisit des astronomes aussi habiles dans la théorie que dans l'observation, « chacun, faisait-il remarquer, voudra travailler de son côté, avec ses instruments particuliers, observer, comment et quand il lui plaira; c'est précisément ce qui est arrivé anciennement; c'est ce qui a fait reconnaître la nécessité de l'établissement d'un directeur. De plus, je garantis qu'entre quatre savants que

Mais sur la remarque de celui-ci qu'il citait avec éloges Louis XIV, ses successeurs et des ministres dont les noms étaient alors proscrits, Cassini aima mieux retirer son mémoire que ses éloges.

Les choses en étaient là, lorsque Lakanal parut, le 31 août, devant la Convention, chargé par le comité de lui présenter un décret organisant l'Observatoire sur de nouvelles bases. Soit que le travail de Cassini lui eût passé sous les yeux, soit qu'il lui eût suffi de connaître l'esprit de son auteur, il fit précéder la lecture de son projet d'un court rapport dont l'extrait suivant laisse peu de doute sur ses dispositions :

« Il existe près de nous un établissement célèbre où l'on commande encore au nom des rois, c'est l'Observatoire.... Nous vous demandons d'imprimer à ce monument les formes républicaines, et de substituer aux caprices du pouvoir les lois éternelles de l'égalité. »

Le projet de décret, adopté dans la même séance, comprenait quatre articles :

ARTICLE 1. — L'Observatoire de Paris sera nommé, à l'avenir, Observatoire de la République.

ART. 2. — Les quatre astronomes qui sont attachés à l'établissement jouiront des mêmes droits.

ART. 3. — Les attributions annuelles qui lui sont faites seront remises en masse à un directeur temporaire, pour être réparties sous sa responsabilité.

ART. 4. — Les quatre astronomes en activité de service à l'Observatoire demeurent chargés de présenter incessamment à la commission des six, chargée de l'organisation de l'instruction publique, un règlement fondé sur les principes de l'égalité et de la liberté.

leur génie et leur place rendront absolument égaux et indépendants les uns des autres, l'accord ne se maintiendra pas longtemps, et leurs discussions tourneront bientôt au détriment de la chose, à moins que vous ne donniez à chacun ses instruments et son petit observatoire particulier. L'établissement du Jardin des plantes n'a aucun rapport avec celui de l'Observatoire. Au Jardin des plantes, ce sont divers professeurs réunis, mais tous d'un genre de science différent ; chacun de son côté enseigne sa partie, a sa besogne particulière, son cabinet, ses instruments séparés. A l'Observatoire, au contraire, tout doit être commun, et c'est cette communauté perpétuelle qui ne peut avoir lieu sans inconvénient qu'autant qu'il y aura un chef et des subordonnés. »

Cassini envoya sa démission le 5 septembre.

L'appartement qu'il loua en ville ne devant être vacant qu'au début d'octobre, il ne put quitter l'Observatoire avant cette époque. Dans l'intervalle, Lakanal se présenta plusieurs fois à l'établissement ¹. A sa première visite, Cassini, croyant pouvoir s'ouvrir avec confiance à lui, mais tout en le prévenant que c'était à titre confidentiel qu'il allait lui parler, se permit quelques observations sur le décret qu'il avait fait rendre. « Je lui dis franchement — raconte-t-il lui-même — que je ne croyais pas que mes ci-devant élèves fussent assez instruits pour se trouver à la tête du premier observatoire de l'Europe ²; que je pensais qu'en décrétant l'égalité de droits entre les astronomes de l'Observatoire de la République, il eût fallu chercher à y réunir l'égalité de talents, et, en conséquence, appeler aux quatre places les quatre plus habiles astronomes de la France, soit au concours, soit à la nomination des savants réunis. Le citoyen Lakanal me dit positivement que *cette idée germerait dans sa tête*, et me répéta plusieurs fois qu'il était bien fâché de n'avoir pas eu plus tôt cette conversation avec moi. Il me quitta en me donnant des témoignages d'estime et m'assura même qu'il s'emploierait à me faire obtenir une retraite honorable, ainsi qu'il l'avait fait pour le citoyen Bernardin de Saint-Pierre, ex-directeur du Jardin des plantes. »

Mais quelle ne fut pas la surprise de Cassini lorsque, huit jours après, sachant Lakanal de nouveau à l'Observatoire en conférence avec les autres astronomes, et comme il demandait à le voir, le député lui fit répondre sèchement qu'il n'avait rien à démêler avec lui? Cassini prit aussitôt la plume et lui envoya le billet suivant :

¹ Comme représentant de la commission des six. C'était l'usage des commissions ou comités de la Convention de déléguer un de leurs membres auprès des institutions nationales nouvellement créées ou réorganisées, afin d'en assurer ou d'en contrôler le fonctionnement. C'est déjà Lakanal que le comité d'instruction publique venait de choisir pour assister tous les quinze jours à l'assemblée des professeurs du Muséum. Ce sera lui encore, comme nous le verrons, qui remplira les mêmes fonctions en l'an III auprès de l'École normale.

² Le 6 septembre, lors d'une éclipse de soleil, les quatre nouveaux astronomes de l'Observatoire, encore fort inexpérimentés, auraient commis de nombreuses bêtises; ils se seraient querellés publiquement, et l'un d'eux aurait dit à un autre : « Ne fais pas tant l'important, car une cuisinière, en peu de temps, en saurait faire autant que nous. »

« Le citoyen Lakanal est représentant du peuple. En cette qualité, à toute heure, à tout instant, ses oreilles et son cœur doivent être ouverts à toute demande d'un citoyen quelconque. Il ne peut donc me refuser l'entretien que je lui demande sur des choses fort simples et qui même le regardent. »

Lakanal répondit sur-le-champ, et au pied même du billet de Cassini :

« Le citoyen Lakanal est à l'Observatoire pour affaires publiques. Il ne peut s'occuper d'aucun objet particulier ; au reste, quand on a à le voir, on vient à lui, fût-on même comte ¹. »

Presque en même temps que ce billet, Cassini recevait de ses anciens élèves une sommation d'avoir à quitter l'Observatoire, lui et sa mère, dans la huitaine ; faute de quoi, il y serait contraint par les voies de droit.

En réfléchissant aux circonstances de ce conflit, l'ex-directeur se persuada que ce qui l'avait rendu subitement si aigu, c'était un abus de confiance de Lakanal. Il apprit positivement depuis qu'en effet les confidences qu'il lui avait faites sur l'insuffisance de ses élèves, il les leur avait rapportées. De là le ressentiment et le déchainement de ceux-ci. Gardien responsable des fonds, instruments, registres, archives et objets mobiliers de l'Observatoire jusqu'à ce que l'inventaire eût été dressé et que décharge lui en eût été accordée, Cassini crut devoir instruire la commission de ce qui se passait à l'établissement et lui demander des instructions. C'est à Grégoire qu'il écrivit ; il lui avait remis précédemment sa démission, et il avait reçu de lui quelques marques d'intérêt qui lui inspiraient confiance. Grégoire lui répondit :

« La commission a appris avec peine que votre santé et des arrangements particuliers ne vous permettaient pas de rester à l'Observatoire ; je vous exprime ses regrets à cet égard.

« Une réponse simple s'applique à toutes les questions que vous nous faites. C'est au directeur nommé par les professeurs que doivent être remis les instruments et les livres de l'Observatoire ; il en fera l'inventaire, recevra les comptes et vous donnera décharge. C'est encore à lui que doit être remise l'ordon-

¹ Cassini tenait sa noblesse de son père, César-François Cassini III.

nance qui a été délivrée pour toucher les fonds des deux mois passés.

« Quant à votre déménagement, la commission n'a jamais cessé de croire que les professeurs s'honoreraient par des procédés honnêtes à votre égard ; le nom de Cassini inspirera toujours de l'intérêt à tous ceux qui savent apprécier les sciences et les savants. »

Il se peut que Grégoire réservât pour le roi et la famille royale la violence de ses injures ; mais on conviendra qu'ici tout au moins il se montrait homme de meilleure éducation et peut-être plus courageux que Lakanal.

Le premier directeur temporaire que les astronomes s'étaient choisi était un jeune homme de vingt-trois ans ¹, nommé Perny. Quelque temps auparavant, un soir qu'il rentrait ivre du club, il avait voulu tout briser à l'Observatoire, et il marchait l'épée nue pour tuer, disait-il, cet aristocrate de Cassini, lorsque ses collègues, attirés par le bruit, se précipitèrent sur lui et eurent grand'peine à le maîtriser. Fort de l'appui de Lakanal, il n'est pas de vexations qu'il n'ait fait subir à son prédécesseur, son ancien maître, jusqu'à ce que celui-ci eût quitté l'établissement. Au moment de déménager, un domestique ayant eu la maladresse de casser quelques branches d'arbres en enlevant un treillage qui bordait une charmille, Perny adressa aussitôt une plainte à Lakanal. Et Lakanal, sans vérifier l'accusation, écrivit à Cassini :

« Je déclare à M. Cassini qu'en qualité de représentant du peuple chargé par la commission de l'instruction publique de surveiller l'exécution de son règlement de l'Observatoire, je poursuivrai ledit M. Cassini par les voies de droit, s'il se commet, par ses ordres ou par sa faute, la plus légère dilapidation dans cet établissement national.

« Paris, du 28 septembre 1793, l'an 2^e de la République, une et indivisible.

« *Le républicain* LAKANAL. »

Mais à bon chat bon rat. Cassini riposta par la lettre suivante :

¹ « J'ai le double de votre âge, » lui écrivait Cassini qui avait alors quarante-cinq ans.

« J'ai l'honneur d'inviter le citoyen Lakanal, en sa qualité de représentant du peuple chargé par la commission de l'instruction publique de surveiller l'exécution du règlement de l'Observatoire, à venir reconnaître lui-même la grande dévastation qui lui a été dénoncée, sans doute, ainsi qu'au juge de paix, lequel, croyant trouver des arbres coupés, un terrain bouleversé, est venu à l'Observatoire et a été fort étonné de ne voir que quelques feuilles de charmillle semées par terre et trois ou quatre petites branches, grosses comme la moitié du petit doigt, brisées en enlevant des treillages qui sont à moi, que j'ai payés de mon argent, et qui, de tout temps et dans tous pays, sont regardés comme mobilier d'ornement et, par conséquent, comme la propriété de celui qui les a fait faire. Aussi ledit juge de paix n'a-t-il pas cru qu'il y eût le moindre lieu à procès-verbal ni à la moindre plainte. J'espère que le citoyen Lakanal reconnaîtra la même chose s'il veut se donner la peine d'examiner les faits par lui-même ; il verra enfin combien il doit se mettre en garde contre de faux rapports dictés par l'humeur, l'aigreur et la vengeance, sentiments qu'un représentant du peuple, un législateur impartial et impassible, ne peut jamais partager, et que sûrement le citoyen Lakanal désapprouve.

« 29 septembre 1793, l'an 2^e de la République.

« *Le citoyen CASSINI,*

« qui mérite un autre titre que celui de dilapidateur de l'Observatoire. »

Lakanal ne vint pas. Cassini, ayant fait dûment constater, le 5 octobre, par des commissaires de la section, qu'aucune dégradation ni dilapidation n'avait été commise et qu'il laissait les lieux en parfait état, opéra le lendemain sa sortie d'un établissement que la dynastie des Cassini habitait depuis plus de cent vingt ans. Ainsi qu'il l'avait prédit, la discorde ne tarda pas à s'y introduire. Les astronomes s'accusèrent mutuellement d'impéritie et d'incivisme. Ce fut la cour du roi Pétaud. Dès le 20 fructidor an II, le comité d'instruction publique chargeait l'une de ses sections de lui présenter les moyens de perfectionner la nouvelle organisation, et, finalement, il fallut en revenir à une direction permanente, comme du temps de Cassini.

Tels sont les faits ; tout commentaire en eût gâté l'exposition.

Mais maintenant qu'ils sont connus, quelles réflexions suggèrent-ils ? Elles ne sont à la louange ni du caractère ni de l'intelligence de Lakanal. S'obstiner à appliquer à l'Observatoire le règlement du Muséum, malgré les différences sur lesquelles on lui avait ouvert les yeux, c'était d'un esprit peu judicieux, qui sacrifie la réalité au système, les intérêts de la science au parti pris. Prendre fait et cause pour les jeunes astronomes contre leur ancien directeur, c'était d'un législateur partial, qui abuse du pouvoir public en le mettant au service de rancunes particulières. Voilà pour le fond. Mais que dire des procédés ? Prompt au soupçon, à la colère, à l'injure, Lakanal ne se donne pas la peine de contrôler une dénonciation. Pour lui, un accusé est un coupable, et il le couvre d'ignominie.

VII.

Cassini avait à peine fini de déménager que le député de l'Ariège était envoyé en mission à Bergerac, où il devait rester jusqu'après la chute de Robespierre.

Si, par suite de son inaptitude, de ses maladresses, ou tout simplement par suite de son départ, le sort de l'Observatoire ne pouvait rester plus longtemps entre ses mains, il semble qu'à son retour à Paris, la fondation et l'organisation de l'École normale eussent dû lui fournir un aliment plus durable et plus approprié à ses goûts et à son genre d'activité. N'était-il pas d'abord et avant tout un professeur, et ne devait-il pas rentrer plus tard dans l'enseignement ? Et c'est en effet une opinion fort répandue dans le gros du public, — naguère encore ne l'était-elle pas chez les gens du métier ? — que notre École normale supérieure a eu pour père naturel et nourricier Lakanal.

Que faut-il penser de cette opinion ?

¹ En parlant de Lakanal, un normalien célèbre a écrit les lignes suivantes qui contiennent à peu près autant d'erreurs que de mots : « Il avait fondé l'Institut, l'École normale, le Bureau des longitudes, l'instruction primaire, sauvé ou ressuscité le Muséum d'histoire naturelle, sauvé la vie ou la fortune d'une foule de savants ou de lettrés. La France lui devait de ne pas être tombée dans la barbarie.... Je demande formellement qu'on lui élève une statue. On vient de commander une statue de Montyon pour l'Académie française, et on ne commanderait pas, pour l'École normale supérieure, une statue de Lakanal ? » (Jules Simon, *Mon petit journal*, dans le journal *le Temps*, 22 décembre 1890.)

Tout d'abord, l'École normale de l'an III et l'École normale supérieure d'aujourd'hui ne sont pas la même chose. Pépinière du personnel de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur, celle-ci est une création de Napoléon ; elle a été fondée avec l'Université impériale en 1808. L'autre était destinée à former des instituteurs primaires. Chaque district devait envoyer à Paris quelques jeunes gens qui s'étaient fait remarquer par leur civisme et leur aptitude à l'enseignement. Après quelques mois de séjour à l'école, ils retournaient chez eux pour transmettre à d'autres candidats instituteurs, dans des écoles préparatoires, les méthodes qu'on leur avait apprises à eux-mêmes à Paris. Tel était le principe et le mécanisme de l'école normale de l'an III. L'idée, nous dit-on, en avait été puisée dans les cours révolutionnaires organisés en ventôse an II pour enseigner la fabrication des armes et des poudres ; Lakanal n'y était personnellement pour rien. Chargé de présenter à la Convention le projet de cette nouvelle institution, il trouva sans doute la tâche au-dessus de ses forces, car il fit appel à Garat qui lui rédigea de toutes pièces son rapport ; ce qui n'empêcha point Lakanal de le faire imprimer sous son nom ¹.

L'École normale, instituée par le décret du 9 brumaire an III, s'ouvrit le 1^{er} pluviôse suivant. L'article 10 du décret portait que « deux représentants du peuple, désignés par la Convention nationale, se tiendraient près d'elle, » et le 28 frimaire, le comité d'instruction publique, voulant préciser leurs attributions, stipulait « qu'ils connaîtraient directement de tout ce qui serait relatif à cette école. » Sieyès et Lakanal avaient été nommés. Comme toujours, Sieyès refusa. Proposé à sa place, Fourcroy ne put accepter, occupé ailleurs. Il fut remplacé par un vieux conventionnel, Alexandre Deleyre, collaborateur de l'*Encyclopédie*, et disciple de J.-J. Rousseau, grand ami de Ducis ; c'était un personnage qui avait sa valeur et une valeur originale, mais qui, maintenant, était septuagénaire, à moitié éteint, et, par conséquent, sans influence ni autorité. Un tel collègue n'était pas bien embarrassant ; aussi Lakanal en prit-il à son aise. Se croyant

¹ Il est vrai que, dans une notice autobiographique parue sous le Consulat, il avoua que ce rapport était de Garat. Mais quand il le réédita en 1838, dans l'*Exposé sommaire* de ses travaux, il oublia de rappeler qu'il n'en était pas l'auteur (Garat était mort depuis quelques années).

muni de pleins pouvoirs (et il n'avait pas tort, si l'on se reporte à la décision du comité), il s'empara de la direction de l'École normale. Alternativement sans doute avec Deleyre, il présidait aux leçons, important et majestueux, assis sur une estrade, au-dessus des professeurs, dans le costume des représentants du peuple en mission, chapeau à panache tricolore sur la tête, et sabre au côté. Comme on était en pleine réaction thermidorienne, cet appareil avait beaucoup perdu de son prestige; loin d'en imposer, il offrait matière aux quolibets, et les journaux ne s'en firent pas faute. Méhée représentait Lakanal comme un pédant de collège qui, par décret, avait le privilège

De ne rien dire et de beaucoup parler.

C'était encore

la mouche du coche

Qui nuit, bourdonne et croit tout faire aller.

Ce qui prouve, soit dit en passant, que les contemporains, ayant la vision directe des choses, n'avaient pas à prendre la peine que nous nous donnons pour en rétablir les justes proportions. D'autre part, en laissant Lakanal organiser l'établissement à sa guise, le comité confiait une œuvre complexe et délicate à un homme qui n'avait aucun doigté, une expérience très limitée, et qui n'eut jamais, du reste, la moindre notion des choses administratives. C'était mettre sous la tutelle d'un ancien petit professeur de province les premiers géomètres, les premiers physiciens, les premiers littérateurs de France, qui enseignaient dans cette école. Tout pénétré qu'il fût de son mérite, ceux-ci ne l'étaient pas moins du leur, et, pour le plus grand nombre, avec infiniment plus de raison ¹. Enfin l'École, destinée à former des instituteurs, devait être avant tout une école pédagogique. On y enseigna tout, hormis la pédagogie ².

¹ Le corps enseignant de l'École normale se composait de Buache, Garat, Volney, Laplace, Lagrange, La Harpe, Bernardin de Saint-Pierre, Daubenton, Sicard, Haüy, Thouin, Monge, Berthollet, Mentelle et Vandermonde.

² Dans la seconde moitié de ventôse an III, parut un écrit satirique intitulé *La Tour de Babel au Jardin des Plantes ou Lettre de Mathurin Bonace sur l'École normale*, dont l'auteur, bien que jacobin et futur défenseur de Babeuf, tournait en ridicule l'institution. Ce pamphlet se terminait par un avis où l'auteur, reprenant le ton sérieux, disait que le plan de l'École, tel qu'on l'exécutait, était au moins téméraire, sinon absurde : « Je ne veux donner qu'un simple éveil à ceux qui ont lu le superbe rapport de Lakanal sur les écoles normales, et qui pourraient croire que cet établissement a le

Les choses ne pouvaient donc durer longtemps ainsi. Le 27 germinal an III, un des membres de la Convention, Thibault, monta à la tribune, et, se faisant l'interprète de beaucoup d'élèves qui désiraient retourner dans leurs foyers, demanda qu'à dater du 1^{er} floréal, il leur fût délivré des passeports pour se rendre chez eux : « L'École normale est un véritable chapitre, dit-il ; la plupart des élèves sont des chanoines ; ils ne se rendent point à l'École, et ils peuvent au moins donner pour excuse que la salle où l'on donne les leçons ne peut pas contenir la moitié de leur nombre ¹. Tous les districts n'ayant pas envoyé autant d'élèves qu'il en fallait, on a remplacé ici ceux qui manquaient par des hommes qui ne vont jamais à l'École et qui ne se feront jamais instituteurs. » Romme, intervenant dans la discussion, dit de son côté : « Je crois que le but de l'École normale est absolument manqué ; les élèves sont composés de deux sortes d'hommes : les premiers sont très éclairés sur certaines parties, et le sont très peu dans d'autres ; les seconds ne le sont dans aucune. Ceux-ci surtout s'attendaient à trouver dans les leçons de leurs professeurs des notions élémentaires ; ils n'y ont trouvé que des notions académiques. L'un des plus grands vices de cet enseignement, c'est que les professeurs supposent à tous leurs élèves des connaissances déjà avancées. ... Il fallait d'abord faire composer les livres qui auraient dû servir à l'enseignement, les soumettre à l'examen du comité d'instruction publique, et songer ensuite à former les instituteurs. Comme je ne vois dans l'institution actuelle que le charlatanisme organisé, j'en demande la suppression. » Plusieurs membres cependant, Pénierres, Fourcroy, défendirent l'École normale. Lakanal était présent ². Il n'ouvrit pas la bouche. La Convention envoya la proposition à son comité d'instruction.

plus grand succès, afin qu'ils m'aident à détromper le public à cet égard, et à lui faire voir que ceux qui ont conçu cette idée gigantesque, au lieu de penser au résultat, comme ils auraient dû le faire, se sont jetés à corps perdu dans le vague de leur imagination, et n'ont fait qu'entasser montagne sur montagne, comme les Titans qui voulaient escalader le ciel. »

¹ Cette salle était l'amphithéâtre du Muséum d'histoire naturelle. Elle ne contenait que sept cents places, et il y avait quatorze cents élèves.

² Lakanal, désigné avec plusieurs de ses collègues pour aller organiser les écoles centrales des départements, était encore à Paris le 27 germinal, car l'on sait, par les procès-verbaux du comité d'instruction publique, que le 30, il y prit la parole.

Daunou, chargé du rapport, convint « que l'École n'avait pas pris la direction qui lui avait été prescrite, et que les cours avaient plus offert un enseignement direct des sciences qu'une exposition des méthodes qu'il faut suivre en les enseignant. » L'École coûtait très cher, et l'on ne savait pas au juste à quoi elle servait. Il conclut à sa suppression. La Convention, dont la majorité avait hâte d'en finir avec une institution décriée et dont le but était manqué, convaincue que l'on ne pouvait faire des savants en quatre mois, parce qu'on ne *révolutionne* pas la science ¹, décida que l'École serait fermée le 30 floréal. En quatre mois, chose à peine croyable, elle avait coûté *trois millions* ². Les cours s'achevèrent donc au milieu des froissements, des récriminations et surtout des plaisanteries. Un des élèves fit imprimer un pot-pourri en vaudevilles intitulé la *Fugue normale*, dont voici le dernier couplet :

AIR : *Allez-vous-en, gens de la noce.*

Allez-vous-en, gens de l'École.
On ne peut rien faire de vous.
L'entreprise en était trop folle :
On ne peut rien faire de vous.

Allez-vous-en
Très promptement
Reprendre votre premier rôle :
Allez-vous-en planter vos choux.

Ainsi mourut, à peine née, l'École normale de l'an III. Si Lakanal en est le père, c'est à la façon de Saturne, qui dévorait ses enfants.

VIII.

Enfin, l'un des plus beaux fleurons de la couronne de Lakanal, celui dont il fut toute sa vie le plus glorieux, c'est la fondation de l'Institut. Je me trompe : ce dont il était le plus fier, ce n'est pas tant d'avoir fondé l'Institut, que d'en être. De titres scientifiques, il n'en avait point : il était docteur ès arts de

¹ Cet argument, produit par Guyomar, impressionna l'Assemblée, ce qui prouve, une fois de plus, quelle idée erronée l'on se faisait de l'École, car il ne s'agissait pas d'y faire des savants, mais de simples professeurs.

² Lettre de Ginguené, président de la commission exécutive de l'instruction publique, 8 thermidor an III.

l'université d'Angers ; mais tous les docteurs de l'ancien régime n'étaient pas des savants ; il n'avait rien découvert, il n'avait même jamais rien écrit ; il ne pouvait donc prétendre à un fauteuil d'académicien. On l'y admit cependant ; mais ce fut par politesse, comme, lorsqu'on pend la crémaillère, on donne place à table à l'architecte qui a bâti la maison.

Et cependant l'architecte qui bâtit cette maison-là, est-ce bien Lakanal ?

En 1840, lors de la mort de Daunou, l'Institut ayant fait frapper une médaille pour honorer la mémoire de celui que l'on considérait comme l'un de ses fondateurs, Lakanal, qui vivait encore, prit la plume et publia, sous le titre de *Suum cuique*, un petit mémoire dans lequel, tout en couvrant de fleurs son ancien collègue, il revendiquait pour lui-même la part principale dans la création de ce savant corps. Ce fut le point de départ d'une courte polémique ¹, que la mort de son adversaire rendait commode pour Lakanal, mais à laquelle cependant on peut croire que Daunou vivant ne se serait pas mêlé, car il n'y eut jamais homme plus modeste ni plus conciliant.

L'histoire de la fondation de l'Institut est des plus claires et des plus faciles à résumer. C'est l'article 298 de la Constitution du 5 fructidor an III, qui a posé le principe d'un « Institut national chargé de recueillir les découvertes, de perfectionner les sciences et les arts, » et la Constitution de l'an III a été élaborée par une commission de onze membres dont faisait partie Daunou, mais non Lakanal. Non seulement Daunou fut un des membres les plus laborieux de cette commission, non seulement il assumait la lourde charge d'en soumettre les travaux aux suffrages de la Convention, mais encore c'est lui-même qui eut l'idée d'incorporer à la Constitution nouvelle le plan du nouvel Institut : « Le travail de la Constitution achevé, dit La Revellière-Lépeaux, l'un de ses collègues dans la commission, Daunou présenta à la commission des onze le projet d'un Institut national. Cette belle conception, dont il fut l'auteur, et dont il nous traça lui-même les détails, fut adoptée avec empressement

¹ *Suum cuique*. Paris, Didot, 1840, in-4, 8 pages. — *Notes sur la création de l'Institut* (signé : *Un ami de la vérité*). Paris, Duverger, août 1840, in-8 (réponse au numéro précédent). — *Première* [et unique] *réponse à la « Note sur la création de l'Institut »* (signé : *Lakanal*). Paris, Didot (sans date), in-4.

par la commission, et ensuite par l'assemblée ¹. » Daunou considérait tellement comme sienne cette nouvelle création que, le 16 thermidor an III, lorsque le projet d'un institut national de musique vint en discussion sur le rapport de Chénier, il demanda à celui-ci de renoncer au nom d'*institut* dont il avait besoin pour l' « Institut national des sciences et des arts. » Et Chénier remplaça ce mot par celui de *Conservatoire*.

Enfin la minute du projet existe encore : elle est tout entière de la main de Daunou.

A la vérité, l'idée première n'en venait pas de lui, et Daunou non seulement le reconnaissait, mais il le proclamait. Dans son grand rapport sur l'instruction publique présenté à la Convention au nom de la commission des onze et du comité d'instruction publique, il disait : « Nous nous honorons de recommander ce projet des noms de Talleyrand et de Condorcet et de plusieurs autres écrivains. » Et plus loin : « Nous avons emprunté de Talleyrand et de Condorcet le plan d'un institut national, idée grande et majestueuse dont l'exécution doit effacer en splendeur toutes les académies des rois. » Le germe de l'Institut, déposé dans la Constitution, prit tout son développement quelques semaines plus tard, dans le décret du 3 brumaire an IV, qui organisa l'instruction publique. C'est encore Daunou, et non Lakanal, qui fut le rapporteur de ce vaste système d'éducation. On se rappelle sans doute qu'il comportait à sa base les *Écoles primaires*, puis les *Écoles centrales*, ensuite les *Écoles spéciales*, enfin, couronnant l'édifice, l'*Institut national*, partagé en trois classes : sciences physiques et mathématiques, sciences morales et politiques, littérature et beaux-arts ².

La loi votée, il fallut l'exécuter. C'est alors, mais alors seulement, qu'apparaît Lakanal. Le comité d'instruction publique, lui ayant confié le soin d'assurer le fonctionnement de l'institution nouvelle, c'est lui qui en rédigea le premier règlement ; c'est lui qui dressa et soumit à l'approbation successive du comité et du Directoire exécutif la liste des quarante-huit pre-

¹ *Mémoires*, t. I, p. 245.

² Taillandier, *Documents biographiques sur Daunou*, ch. v. — Dans le projet primitif, l'Institut comprenait quatre classes. Ici encore ce n'est pas Lakanal, mais Fourcroy, qui proposa et fit adopter le sectionnement en trois classes.

miers membres appelés à élire les quatre-vingt-seize autres ¹; enfin c'est lui qui s'occupa de trouver dans les bâtiments du Louvre les locaux nécessaires à l'installation des trois classes.

En un mot, l'Institut est comme une machine dont l'idée est due à Talleyrand et à Condorcet, dont les plans ont été élaborés par Daunou, et que Lakanal a mise en branle. Telle est à peu près la part qui revient à chacun d'eux. Encore faut-il apporter quelque restriction à celle que la chronologie assigne à ce dernier. Tout en se laissant attribuer la création et l'organisation de l'Institut, il est obligé d'avouer que la partie essentielle du règlement, c'est-à-dire les élections, « est puisée dans un excellent mémoire de Borda, de la ci-devant Académie des sciences ². »

Daunou fut un des membres du tiers électeur, désignés par le Directoire, le 20 novembre 1795; Lakanal n'en fut point. Ayant eu à en dresser la liste, la bienséance ne lui permettait pas de s'y inscrire de sa propre main. Mais le comité d'instruction publique qui revisa sa liste, ou le Directoire qui décida souverainement, pouvaient l'y ajouter d'office. Ni dans le comité ni au Directoire, personne ne songea à lui. Lorsqu'il s'agit d'élire les deux autres tiers, « la candidature de Lakanal, — nous apprend encore l'éditeur des procès-verbaux du comité

¹ Il est possible que ce soit Lakanal qui ait proposé les quarante-huit premiers noms destinés à former le noyau de l'Institut. Je dois toutefois faire remarquer qu'on n'a, pour garantir cette assertion, que son affirmation, c'est-à-dire celle d'un homme dont la véracité est constamment sujette à caution. Quant à prétendre, comme il le fait dans son *Exposé sommaire*, que le Directoire aurait blessé toutes les convenances en remaniant la liste adoptée par le comité d'instruction publique, et qu'en réalité il n'y apporta aucun changement, c'est là une double erreur, de jugement et de fait. Erreur de jugement, car la loi avait mis les quarante-huit premiers membres de l'Institut à la nomination, non du comité, mais du Directoire lui-même : le Directoire était donc parfaitement libre d'opérer dans les propositions du comité tels changements qu'il aurait jugé à propos, sans manquer à aucune espèce de convenance. Erreur de fait, car des quarante-huit membres de la liste Lakanal, le Directoire en rejeta exactement la moitié. Je renvoie aux *Procès-verbaux du comité d'instruction publique*, non seulement pour les noms des membres éliminés et substitués, mais pour l'ensemble de la discussion mettant en cause Lakanal et Daunou. Avec une patience que ne lasse aucune besogne, si minutieuse et si ingrate soit-elle, M. Guillaume suit pas à pas Lakanal dans son *Exposé sommaire* et dans *Suum cuique*, et les inexactitudes, les invraisemblances, les confusions de toutes sortes qu'il y découvre sont tellement nombreuses qu'il est impossible de les reproduire toutes ici.

² *Exposé sommaire*, p. 24.

d'instruction publique, — patronnée par quelques-uns des savants auxquels il avait rendu des services, échoua après trois tours de scrutin; mais une place vacante s'étant produite par suite du refus d'un des élus d'accepter sa nomination, Lakanal bénéficia de cette circonstance et put recevoir un fauteuil dans la classe des sciences morales et politiques ¹.

Voilà comment Lakanal entra à l'Institut. Il fut l'un des deux premiers secrétaires de la classe à laquelle il appartenait. Mais c'est en vain que vous chercheriez son nom au bas des procès-verbaux : les premières séances n'ont pas de procès-verbaux, et elles n'en eurent jamais, tant que Lakanal tint le bureau ². S'il se montra peu assidu à remplir les devoirs de sa charge, il ne fut sans doute pas des derniers à endosser le costume dont un arrêté des Consuls ne tarda pas à revêtir les membres de l'Institut. Mignet aimait à raconter qu'un jour de l'année 1837, un vieillard, dans la petite tenue des académiciens de l'an IX, frappa à sa porte : c'était Lakanal, rentrant d'Amérique après vingt ans d'exil, qui venait lui donner et recevoir de lui l'accolade fraternelle.

L'Institut est le plus beau fleuron de la couronne de Lakanal; mais la couronne de Lakanal, n'est-ce pas quelque chose comme la tiare de Saïtapharnès ?

EUGÈNE WELVERT.

¹ F. Buisson, *Dictionnaire de pédagogie*, au mot *Lakanal* (l'article est de M. Guillaume). — Parmi les savants qui patronnèrent la candidature de Lakanal, on peut citer Bernardin de Saint-Pierre, pour qui, nous l'avons vu, il avait obtenu une pension de retraite comme ancien directeur du Jardin des plantes (*Catalogue des autographes de la collection Léon Gauchez*, p. 74).

² Archives de l'Institut, note inscrite au premier registre des procès-verbaux de la classe des sciences morales et politiques (communiquée par M. Boutron, attaché à la bibliothèque de l'Institut).

UNE SOCIÉTÉ
DU
CULTE CATHOLIQUE A PARIS
PENDANT LA PREMIÈRE SÉPARATION

LA PAROISSE SAINT - EUSTACHE DE 1795 A 1802

Cette étude est une contribution à l'histoire religieuse de Paris au cours des années 1795-1802.

Il existait alors un certain nombre de sociétés du culte catholique, dont l'organisation, jusqu'à ces dernières années, était fort mal connue.

Cependant, plusieurs d'entre elles nous ont laissé les procès-verbaux de leurs séances sur des registres tenus avec soin.

C'est l'un de ces registres, peut-être le plus complet et le plus fourni de détails, que nous avons pu consulter.

Il porte en première page les indications suivantes :

Registre des délibérations des assemblées de la Société du culte catholique de l'église de Saint-Eustache de Paris, tenues chez le citoyen Poupart, ancien curé, chef dudit culte. Et commencées lesdites assemblées le 4 messidor an III de la République française.

Les citoyens D'ALLÉE-CHAVINCOURT, *président et trésorier.*
BELLET, *secrétaire.*

(Ce registre a été donné par le citoyen Warin, marchand fruitier-oranger, pour cet usage, le 28 fructidor an III.)

La série des délibérations, du 4 messidor an III au 8 vendé-
T. LXXXIV. 1^{er} JUILLET 1908. 10

miaire an XII, constitue deux registres ¹ de 126 feuillets chacun ; le second n'est utilisé que jusqu'au feuillet 80.

L'écriture est moyenne, claire, et dénote une main habituée à tenir la plume.

Pour éclairer et compléter ce document, nous avons dû consulter d'autres sources, quoique en petit nombre. Les archives de la paroisse Saint-Eustache nous ont tout particulièrement fourni d'utiles renseignements.

Nous avons fait également quelques emprunts aux registres des sociétés du culte de Saint-Laurent ² et de Saint-Étienne du Mont ³. Nous avons pu voir, aux archives de Saint-Jacques du Haut-Pas, le très intéressant règlement de la société du culte de cette paroisse. Nous citerons aussi quelquefois les registres de Saint-Merry, d'après une copie portant tous les signes de la plus scrupuleuse fidélité, mais que son titre de propriété privée ne nous permet pas de désigner autrement.

Enfin, notre travail était déjà achevé quand l'obligeance de M. Gazier, professeur à la Faculté des lettres de Paris, nous a permis de consulter le précieux « registre des délibérations du presbytère de Paris : » nous avons pu ainsi préciser plusieurs points de nos recherches.

Nous avons lu encore avec grand soin plusieurs journaux religieux de l'époque : les *Annales de la religion*, organe des constitutionnels ; les *Annales religieuses, politiques et littéraires*, devenues bientôt les *Annales catholiques*, organe des catholiques romains.

Toujours à titre de source consultée, nous citerons les précieux *Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique pendant le XVIII^e siècle*, de Picot ⁴.

Nous ne pouvons pas terminer ces quelques références bibliographiques sans indiquer ceux des ouvrages de seconde main dont la lecture nous a été indispensable.

Par ordre chronologique, c'est d'abord l'ouvrage chagrin, mais

¹ Lorsque, sans autre indication, nous donnerons une date en référence marginale, c'est aux registres de Saint-Eustache et à la date indiquée que nous nous référerons.

² *Arch. nat.*, F⁷ 7134.

³ *Bibl. nat.*, Ld⁴, pièce 3960.

⁴ 7 vol. in-8, 3^e édition, Paris, 1855-1857.

documenté quand même de Ludovic Sciout, sur la *Constitution civile du clergé* ¹ ; les trois volumes compacts de l'abbé Delarc, sur l'*Histoire de l'Église de Paris pendant la Révolution française* ² ; enfin le plus récent, mais celui dont on peut le moins se passer, le livre de M. l'abbé Grente sur le *Culte catholique de Paris, de la Terreur au Concordat* ³ : nous nous y référerons souvent.

Nous avons encore trouvé d'utiles renseignements et un excitant à nos recherches personnelles dans plusieurs articles publiés, de 1880 à 1906, dans la revue *La Révolution française* ⁴.

Enfin, le 10 janvier 1907, M. Albert Mathiez faisait paraître dans la *Revue politique et parlementaire* un article qu'il intitulait : « L'exercice du culte sous la première séparation. » Les sympathies de l'auteur sont connues, et dans ces quelques pages qu'il livre au public sans défense, il cède trop souvent au plaisir, très vif assurément, d'opposer les catholiques de 1907 à ceux de 1795, Pie X à Pie VII, la deuxième séparation à la première : nous aurons le regret de le trouver plusieurs fois en défaut d'exactitude.

Pour clore ce trop long avertissement, nous devons faire savoir, dès maintenant, que la paroisse Saint-Eustache ne revint à l'unité catholique qu'en messidor an VII ⁵. Jusqu'à cette date, les sympathies et les regrets de son clergé allèrent à cette constitution civile que presque tous avaient acceptée.

C'est donc dans un milieu demeuré longtemps constitutionnel que nous introduisent les deux registres que nous allons étudier.

Cette simple remarque peut prévenir quelques surprises ou peut-être quelques désillusions ⁶.

¹ 4 vol. in-8, Paris, Didot, 1881.

² 3 vol. in-8, Paris, Desclée, 1897.

³ 1 vol. in-8, Paris, Lethielleux, 1903.

⁴ Plusieurs de ces articles, dus à M. Aulard, ont été réunis par lui en volumes dans ses *Études et leçons sur la Révolution française*, Paris, Alcan (cf. surtout 2^e et 5^e séries).

⁵ Nous montrerons qu'un premier retour ne fut pas de longue durée et que l'orthodoxie du clergé ne devint inébranlable qu'à dater de messidor an VII.

⁶ D'ailleurs, si l'on voulait chercher dans cette étude les éléments d'un tableau comparatif où l'on opposerait catholiques d'hier à catholiques d'aujourd'hui, 1795 à 1907, il semble que ce serait là une bien décevante be-

I.

OUVERTURE DE L'ÉGLISE ET PREMIÈRES RÉUNIONS

Le registre des assemblées du culte de Saint-Eustache commence à la date du 4 messidor an III (22 juin 1795), « lendemain de l'ouverture des églises : » il ne nous dit rien de la façon dont s'était effectuée la remise officielle de l'édifice.

Fort heureusement, un autre document de même date, le « Registre des délibérations de l'assemblée, du consistoire de l'église de Saint-Laurent ¹, » nous permet de le savoir.

Le 27 prairial an III, le Directoire de Paris prenait l'arrêté suivant :

« Le Directoire, où le suppléant du procureur général syndic, nomme le citoyen Farcot, l'un de ses membres, commissaire pour l'exécution de son arrêté du 23 prairial, portant désignation de douze églises conformément à la loi du 11 du même mois; le charge, en conséquence, de se transporter aux comités civils des sections où sont situées les églises désignées, à l'effet de les requérir de remettre les clefs desdites églises entre les mains des citoyens qui se présenteront pour y exercer leur culte ². »

C'est le 12 thermidor seulement que Farcot se présentait au comité civil du nord et ordonnait de remettre les clefs de l'église Saint-Laurent à qui en ferait la demande : « Et à l'instant, continue le registre de cette paroisse, se sont présentés les citoyens soussignés, lesquels ont dit qu'ils requéraient, aux termes de la loi, l'usage de ladite église pour y exercer le culte catholique dont ils ont déclaré faire profession. En même temps, ils ont désigné l'un d'entre eux pour dépositaire des clefs. »

sogne, car notre cultuelle constitutionnelle de Saint-Eustache, l'élection populaire du chef du culte exceptée, ne diffère en rien de nos fabriques d'ancien régime. C'est donc sur un autre point qu'il faudrait instituer la comparaison.

¹ *Arch. nat.*, F⁷ 7134.

² M. Mathiez (*Revue politique et parlementaire*, loc. cit., p. 91) parle d'un inventaire « dressé le jour de l'installation par les soins de l'autorité municipale. » Nous n'avons pu vérifier ce renseignement. Il n'y a pas souvenir d'inventaire à Saint-Eustache, pas plus dans les registres de la société que dans les archives de la paroisse.

Par ce récit, nous savons sans doute ce qui dut se passer à Saint-Eustache ¹.

Notons cependant que les citoyens catholiques ne durent pas y avoir remise des clefs, car le 1^{er} pluviôse an XII (21 janvier 1801), on observe que « depuis longtemps on avait parlé d'une pétition à adresser au préfet de police, à l'effet d'obtenir la jouissance des clefs de l'église et l'ouverture de la porte de la rue des Prouvaires ². » Notons également que Saint-Eustache, qui ouvrit ses portes dès le 3 messidor (21 juin), fut une des premières églises à reprendre l'exercice du culte ³.

Le lendemain de l'ouverture des églises avait lieu la première réunion de la société du culte.

Ce premier effort d'organisation offre un intérêt tout spécial, tout mêlé d'émotion, même si l'on songe à ce qu'il fallait de courage pour tenter ainsi de tirer de ses ruines le culte catholique. Citons textuellement :

« Aujourd'hui 4 messidor, l'an troisième de la République française, les citoyens assemblés dans la salle de l'ancien presbytère de la ci-devant paroisse de Saint-Eustache, pour délibérer en vertu du décret de la Convention nationale du 11 prairial dernier qui accorde des églises pour l'exercice des cultes religieux, et prendre les moyens de parvenir à régler l'ordre et la dépense du culte catholique ainsi que l'entretien de l'église, ont décidé :

« 1° Que les ecclésiastiques qui seront attachés à ladite église seront au nombre de douze. Que le citoyen Poupart, ancien curé de ladite paroisse, en sera connu comme le chef chargé de les choisir et de diriger le spirituel.

« 2° Qu'il y aura six chantres et un serpent ⁴.

« 3° Qu'il y aura quatre enfants de chœur qui seront choisis

¹ Nous sommes autorisés à le croire, car c'est à peu près en ces termes que les citoyens de Saint-Merry rapportent le fait de la remise des clefs de leur église. Le procédé suivi dut être le même dans toutes les sections.

² C'est le 19 prairial an IV (7 juin 1796) seulement, que les clefs des charniers sont remises à la société « par le garçon du ci-devant comité civil. »

³ D'ailleurs seize prêtres avaient fait leur déclaration et manifesté leur intention d'exercer leur ministère dans la section, avant la réouverture de l'église Saint-Eustache.

⁴ Le « serpent, » presque totalement oublié de nos jours, était un instrument de musique plusieurs fois recourbé (d'où son nom), et qui servait à soutenir les chants. L'ophicléide actuel y fait songer.

dans ceux qui pourront se présenter ayant de la voix et sachant le chant, assisteront aux offices les dimanches et fêtes et qu'il leur sera accordé une rétribution, et que dans le cas où le citoyen Daniel, qui a conservé une voix semblable mais plus forte, accepterait une place, alors il n'y aurait avec lui que deux enfants de chœur.

« 4° Que les prêtres seront invités de remplir alternativement, les fêtes et dimanches, les fonctions de choristes, ce qui imprimera plus de respect et de décence.

« 5° Qu'un des onze ecclésiastiques choisis remplira les fonctions de sacristain, lequel sera présenté par le citoyen Poupart.

« 6° Qu'il y aura un garçon de sacristie qui sera le citoyen Gelin, présenté par le citoyen Poupart et adopté par l'assemblée.

« 7° Que le citoyen De Bray sera chargé du balayage de l'église sous l'inspection du citoyen Gelin.

« 8° Que les dimanches et fêtes, la grand'messe sera célébrée à neuf heures précises, qu'à huit heures et demie on chantera tierce et sexte après la messe.

« 9° Que les fêtes annuelles et grandes solennelles, on chantera prime qui commencera à huit heures.

« 10° Que tous les jours en été, il y aura messes basses depuis six heures et en hiver depuis sept heures jusqu'à midi, et qu'il ne s'en célébrera point pendant la grand'messe des fêtes et dimanches.

« 11° Que les vêpres se chanteront toutes les fêtes et dimanches à trois heures et demie précises.

« 12° Qu'il sera ouvert un registre pour recevoir les souscriptions des citoyens qui voudront s'y faire inscrire pour soumission volontaire de donner telle somme par année ou remise de suite pour les frais du culte et entretien de l'église.

« 13° Qu'il y aura un trésorier pour tenir ledit registre, recevoir les sommes offertes, en donner reçu et payer les dépenses du culte ou entretien de l'église, lequel sera le citoyen Dallée-Chavincourt.

« 14° Qu'il y aura six citoyens nommés pour régir, avoir soin et régler les dépenses. Lesquels sont les citoyens Mosnier, Justinart, Dutrouleau, Paupelin, Angrave et Bellet ; que le trésorier ne pourra rien payer que sur la signature de quatre d'entre eux.

« 15° Que ces six citoyens sont autorisés à recevoir les sommes

qui leur seront offertes pour les frais du culte, en donneront reçu et les verseront entre les mains du trésorier.

« Fait et délibéré à Paris, les jour et an que dessus.

« POUPART, LE COURTIER, GARNOT, PITOIN, CHEVALIER,
SIBILLE, LOTH, BLIN, BELLET ¹. »

C'était, on le voit, une sorte de Constituante que cette assemblée. Mais Constituante sans élection préalable, et, il faut bien le dire aussi, sans constitution nettement fixée.

C'était une ébauche tracée par quelques catholiques à l'initiative courageuse, qui se voyaient dans la nécessité d'usurper un mandat que personne n'était là pour leur confier : il en fut sans doute ainsi dans nombre de paroisses.

Malheureusement, à Saint-Eustache, les imprécisions du premier règlement ne furent point corrigées. A vrai dire, il n'y eut pas de règlement tel que nous en voyons édicter, avec quelque solennité, par les sociétés du culte de Saint-Étienne du Mont parmi les constitutionnels, ou de Saint-Jacques du Haut Pas parmi les catholiques.

C'est une lacune que regrette l'historien, car il lui faut suivre péniblement, page par page, le développement des institutions primitives, et saisir, à quelque rapide allusion, les changements apportés à une organisation dont le détail échappe quelquefois.

Pendant les premières semaines, « l'assemblée des citoyens catholiques » paraît investie de pleins pouvoirs : règlement des offices, achats ou paiements à effectuer, nomination d'employés, elle décide de tout.

Qui fait partie de cette assemblée ? Tous ceux qui veulent y venir, semble-t-il. Personne n'est élu, et personne n'est exclu.

Cependant ces premières réunions furent, de fait, peu nombreuses :

Le 4 messidor an III,	9	présents,	dont le chef du culte.
Le 12	—	8	—
Le 25	—	8	— (le chef du culte est absent).
Le 2 thermidor,	9	—	—
Le 9	—	10	— dont le chef du culte.

¹ Texte collationné sur la minute originale renfermée dans la couverture du registre n° 1.

L'assemblée, on l'a vu, avait élu un trésorier, le citoyen Dallée-Chavincourt, et six commissaires, chargés de vérifier le paiement et de recevoir les cotisations destinées au culte.

C'est ordinairement parmi ces commissaires qu'elle se choisit des délégués pour enquêter sur les réparations urgentes, passer les marchés, et représenter la Société en toute circonstance : ils ont en moins le pouvoir exécutif.

A côté d'eux, « le citoyen Poupart, ancien curé de ladite paroisse, » est « connu » comme le chef des ecclésiastiques : il les choisit et les dirige. Il assiste aux séances, donne son avis et fait des propositions qui sont mises en discussion.

Toutes les décisions sont prises au nom de l'assemblée.

Nous n'insisterons pas sur l'organisation de la Société durant ces premiers jours : la délimitation des pouvoirs n'est pas faite. On agit d'un commun accord dans le seul but, ardemment poursuivi, d'organiser, le plus rapidement possible, l'exercice public du culte catholique et de suffire aux premiers besoins.

Dès le début de l'an IV, les droits et les devoirs de chacun se précisent, et nous pouvons dire que désormais la Société du culte catholique de Saint-Eustache vit et agit par le fonctionnement régulier

de ses assemblées ordinaires,
des assemblées générales,
du bureau des administrateurs.
Il nous faut en faire l'étude minutieuse.

II.

L'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

§ 1. *Comment fonctionnait la société*

Pendant les sept années que dura le régime de séparation, le centre le plus actif de l'organisation culturelle fut l'assemblée « ordinaire » des sociétaires.

Nous avons dit qu'aux premiers jours ses rangs semblaient ouverts à tous les catholiques de bonne volonté et d'initiative. Il dut évidemment s'opérer une sélection, qui fit de cette assem-

blée une réunion de « notables ¹, » comme on disait autrefois, mais nous ne pouvons préciser suivant quels principes se faisait cette élimination.

Si nous consultons les signatures apposées au bas des procès-verbaux de chaque séance, nous constatons un certain « flottement » dans les présences.

Ainsi, dans le cours de l'an IV, environ soixante citoyens assistèrent aux réunions et signèrent le registre des délibérations. Quelques-uns d'entre eux sont très assidus : ils appartiennent plutôt aux commissaires ou administrateurs du culte dont nous parlerons plus loin.

Les ecclésiastiques de la paroisse assistent toujours en plus ou moins grand nombre aux réunions : tous font partie des douze ministres officiellement choisis pour exercer le culte.

Voici d'ailleurs un aperçu des présences aux assemblées et l'indication du nombre d'ecclésiastiques présents :

4 brumaire an IV,	12 présents, dont 3 ecclésiastiques.
25 — —	15 — 7 —
12 pluviôse —	19 — 5 —
10 ventôse —	11 — 4 —
24 — —	44 — 10 —
16 germinal —	16 — 3 —
14 thermidor —	27 — 6 —
22 messidor an V,	27 — 6 —
24 fructidor an VI,	25 — 6 —
21 messidor an VI,	7 ² — » —
1 ^{er} brumaire an VII,	37 — 8 —
1 ^{er} frimaire an VIII,	24 — 8 —
1 ^{er} nivôse an X,	26 — 6 —
1 ^{er} thermidor an XI,	16 — 3 —
8 vendémiaire an XII,	10 — 2 —

On le voit, le maximum de présents fut de quarante-quatre ³

¹ Les assemblées « générales, » dont nous parlerons plus loin, demeurent toujours ouvertes à tous.

² Date de l'arrestation des ministres du culte : les administrateurs se réunissent seuls chez le trésorier.

³ Cependant le jour de l'élection du chef du culte, en remplacement du citoyen Poupert, quarante-neuf sociétaires parurent à la séance, mais tous ne participèrent pas à l'élection.

et le minimum de dix ; le nombre moyen presque constamment atteint fut celui de vingt à vingt-cinq signataires ¹.

C'était donc une assez nombreuse assemblée, beaucoup plus accessible aux paroissiens que les anciens bureaux de marguilliers.

La périodicité des réunions varia assez souvent.

Jusqu'au 11 fructidor an V, elles furent hebdomadaires, et eurent lieu tous les lundis soir, sauf empêchements.

Du 11 fructidor an V au 10 pluviôse an VI, elles furent bimensuelles.

Du 10 pluviôse an VI au mois de vendémiaire an VII, les réunions ont lieu chaque mois, mais sans date fixe. C'est, on en a l'impression, une période de crise ² : le mois de messidor an VI fut marqué en effet par l'arrestation du clergé.

Le danger passé, on se ressaisit, et le 24 vendémiaire, un administrateur représentait à l'assemblée ³ qu'il serait nécessaire que ses assemblées fussent plus fréquentes, et aient lieu tous les lendemains de décade, « attendu qu'on oubliait facilement le dernier lundi de chaque mois, et qu'elles tomberaient en désuétude. »

On se réunit ainsi le lendemain des décades jusqu'au 11 pluviôse suivant. A cette date, il est décidé « que souvent n'y ayant point de matière à délibérer, les assemblées n'auraient lieu dorénavant que le 1^{er} de chaque mois ³. »

Et c'est de ce pas ralenti que la société atteint son terme.

Le cadre de la juridiction de l'assemblée « ordinaire » est tracé au début même (à la première réunion) du premier procès-verbal de ses séances. Ses délibérations ont, en effet, pour but « de prendre les moyens de parvenir à régler l'ordre et la dépense du culte catholique ainsi que l'entretien de l'édifice. »

¹ Combien de paroissiens représentaient ces délégués ? Tous les cadres administratifs étant alors plus ou moins déformés, il est difficile de le dire. Avant 1789, la paroisse Saint-Eustache comptait 80.000 « communians » (Cf. Delarc, *op. cit.*, p. 17).

² L'irrégularité dans les réunions de l'assemblée persiste jusqu'au 11 pluviôse an VII, date du régime des réunions au 1^{er} de chaque mois. Pendant cette période, d'ailleurs, l'administration supplée à l'irrégularité des délibérations ordinaires par un redoublement d'activité.

³ Il s'agissait des mois « révolutionnaires » : ce n'est qu'à partir du 10 vendémiaire an XI que les réunions furent reportées au 1^{er} de chaque mois « grégorien. »

1^o Elle règle « l'ordre du culte : » c'est elle qui dresse l'horaire des offices publics ¹, tout aussi bien que le dispositif des cérémonies spéciales qui peuvent avoir lieu dans l'église.

C'est ainsi qu'elle se crut le droit de décider qu'il n'y aurait pas de confirmation en l'an IV, « après avoir entendu plusieurs citoyens ², fondé sur le dérangement que cela pourrait occasionner aux pères et aux mères de famille. »

Il faut noter, cependant, que le chef du culte a, sur toutes ces questions de dispositif et d'horaire liturgique, une autorité très spéciale : il « propose » quelquefois, et l'assemblée « décide ; » on « le consulte, » et, « d'après son avis, » les décisions sont prises ³. Parfois même il se croit obligé de repousser les initiatives de ses paroissiens : un membre avait proposé de chanter après les saluts du saint Sacrement le psaume *Laudate Dominum* et l'*Adoremus* ; l'assemblée avait « référé le tout au citoyen chef du culte. » La décision de celui-ci, connue à la réunion suivante, fut « qu'il avait pensé ne pouvoir adhérer à la demande faite...., qu'il serait pris des mesures pour que le clergé ne quitte pas ses places ⁴...., que l'office se faisait bien et qu'il était d'avis de son prédécesseur qui était de n'y rien changer ⁵. »

Par contre, les prédications et les prédicateurs dépendent étroitement de l'assemblée qui fixe le nombre des sermons ⁶, agréé les prêtres que le citoyen chef du culte en a chargés, et décide l'honoraire qu'on leur doit attribuer.

C'est ainsi que « le citoyen Poupart, » ayant reçu les propositions d'un prêtre étranger pour le Carême de l'an IV, « laisse à l'assemblée à décider si elle l'adopterait. L'assemblée, après discussion, a cru qu'il était plus convenable que les ecclésiastiques de la paroisse s'acquittassent de cette fonction en faisant des instructions le soir après l'office ⁷. »

¹ Le 8 messidor an V (26 juin 1797), le chef du culte lui-même demande à l'assemblée de régler l'ordre des offices.

² Il faut remarquer qu'à part le chef du culte, les autres ecclésiastiques parlaient à titre de « citoyens, » et que par conséquent on peut difficilement se rendre compte de leur intervention dans les débats lorsqu'ils ne sont pas nommément désignés.

³ Cf. Procès-verbaux du 23 frimaire an IV, 1^{er} frimaire an V.

⁴ On s'était plaint de ce désordre.

⁵ 13 nivôse an VI.

⁶ Il s'agit des prédications non comprises dans le cadre des offices paroissiaux ordinaires, et le plus souvent données par des prédicateurs étrangers.

⁷ 19 pluviôse an IV. Plusieurs phrases rayées laissent entendre la raison de

Le 15 messidor an V (juillet 1797), le citoyen Juvigny, chef du culte ¹, fait part à l'assemblée du désir du prédicateur de Carême pour l'an VI, de ne parler qu'entre vêpres et complies : mais « l'assemblée, considérant qu'on ne devait pas changer l'usage, ou intervertir l'ordre des offices au gré des prédicateurs, n'a point été d'avis d'y acquiescer, et a invité le chef du culte à se pourvoir d'un autre, s'il ne voulait point se conformer à l'usage de la paroisse ². »

2° Le second devoir de la société est de veiller à l'entretien de l'édifice. Nous verrons que ce fut une lourde charge.

Elle est renseignée sur les réparations à faire par les observations de ses membres, et surtout par les visites minutieuses que font des délégués nommés spécialement à cet effet. Elle se décide sur leurs rapports. A elle également de pourvoir aux moyens d'orner cette église dépouillée de tout, portant sur chaque pilier les morsures du salpêtre dont elle avait servi pendant plus d'une année de dépôt.

3° Enfin elle doit, et c'est sa principale occupation, fixer les dépenses.

On ne paie rien, on n'achète rien sans son ordre ³.

Quelques exemples donnés à propos, dès les débuts, établirent sur ce point une inflexible discipline. En frimaire an V (décembre 1796), un membre avait acheté des ornements au nom de la société : ce fut une tempête ! « Les administrateurs n'ont pu approuver que l'on présentât une acquisition comme faite pour la société, sans qu'au préalable, il en ait été parlé à l'assemblée...., ils n'ont pas été d'avis de les accepter, et, après beaucoup de discussions, la question a été ajournée à la prochaine séance. »

ce refus : on craignait les imprudences de langage d'un inconnu, et les inconvénients qui en résulteraient pour la société.

¹ Il avait succédé à Poupart en germinal an IV, comme nous le dirons plus loin.

² Les enfants de chœur eux-mêmes sont à la nomination de l'assemblée, qui ne dédaigne pas de faire une part, parfois assez large, à leur petite personne.

³ La société possède, en effet, une caisse commune où sont recueillis et centralisés les fonds : c'est à la dispensation de ces fonds que veille soigneusement l'assemblée ordinaire des sociétaires.

M. Mathiez (*Revue pol. et parlam., loc. cit.*, p. 93) assure que les sociétés du culte n'avaient point ce droit : en tout cas, à Saint-Eustache, chaque procès-verbal est clos par l'exposé de l'état de la caisse du trésorier.

Et cependant l'acquéreur n'était autre que Delaleu, le premier vicaire !

Le trésorier, lui aussi (et nous verrons que c'était un gros personnage), apprit à ne point dépasser les limites de son mandat. Voici le procès-verbal qu'il dut subir : « L'assemblée, reconnaissant que ses délibérations n'avaient point été exécutées puisqu'il a été donné au citoyen Maulme 1,000 livres de plus qu'elle n'avait décidé, et 3,000 au citoyen Blard, dont il n'avait pas été question, a invité le citoyen trésorier à ne donner dorénavant aucune somme sur la demande de qui que ce soit, que l'assemblée ne l'y ait autorisé, marche qu'elle est dans le dessein de suivre constamment ¹. »

Le dernier procès-verbal, celui du 8 vendémiaire an XII (1^{er} octobre 1803), renferme encore une autorisation de paiement : la société avait donc maintenu sur ce point toutes ses exigences.

Le taux des traitements est évidemment l'objet d'une mention spéciale chaque mois : il est fixé par l'assemblée elle-même ou tout au moins approuvé par elle sur proposition de ses administrateurs. Ici son pouvoir est sans appel : le 5 floréal an V, le citoyen Delaleu, premier vicaire, proposa une augmentation de traitement pour les ecclésiastiques ; un des administrateurs répond qu'étant données les dettes, « on ne peut l'accorder, » et on passe à l'ordre du jour !

A chaque réunion, le trésorier doit également faire connaître l'état de sa caisse, et le secrétaire, le produit des quêtes de la semaine.

Enfin c'est l'assemblée qui, pour arrêter les comptes du trésorier, en fait vérifier le détail par un administrateur, et les signe sur le rapport qui lui en est présenté.

Cependant, le chapitre des recettes échappe à sa compétence : évidemment on craint de paraître imposer à tous, sur le vote de quelques-uns, une contribution forcée que la loi prohibe. Aussi, lorsqu'on se voit contraint, par le manque de ressources, de louer les chaises, on convoque une assemblée *générale*, car on ne veut « rien innover » sans son approbation ².

¹ 4 prairial an IV.

² 10 brumaire an V (31 oct. 1796).

Et si on fixe un règlement et un tarif des convois, c'est « suivant le désir manifesté par quelques citoyens à l'assemblée générale, que les convois se fissent à différents prix afin que chacun puisse, suivant ses moyens, faire présenter ses parents morts, à l'église ¹. »

Enfin sont à la discrétion de l'assemblée ordinaire tous ceux, employés ou entrepreneurs, qui reçoivent de l'argent de la société : elle les choisit et les surveille.

C'est l'exercice de cette juridiction, ainsi délimitée, qui remplit les séances de la société. Les procès-verbaux que nous en avons donnent une forte impression de l'ordre et de la méthode rigoureuse qui en réglaient tous les détails : pour la plupart industriels ou commerçants, les sociétaires apportaient dans l'administration qui leur était confiée la prudence avisée que donne le maniement des affaires ².

Remarquons, enfin, que les assemblées fonctionnèrent régulièrement jusqu'à l'arrivée dans la paroisse de M. l'abbé Bossu (floréal an X-mai 1802). A partir de cette date, dont nous aurons à apprécier plus loin l'importance, l'assemblée, tout en gardant en principe les mêmes pouvoirs, en use très discrètement : on « l'avertit » plutôt qu'on ne la « consulte. » Ce que M. le curé « désire, » ou même « paraît désirer ³, » est un ordre qu'on s'empresse d'exécuter ⁴ : une ère nouvelle a commencé.

Aux deux dernières séances, les administrateurs et M. le curé « font part » de décisions déjà prises : il n'y a plus de société du culte.

Nous avons vu l'assemblée des sociétaires en référer, pour l'établissement d'une taxe sur les chaises, à une assemblée générale.

¹ 24 brumaire an V (14 nov. 1796).

² Ainsi, aucun mémoire n'est soldé à un fournisseur, avant d'avoir été « réglé » par le citoyen Le Courtier, architecte de la société, et approuvé par l'assemblée qui « autorise » le trésorier à en acquitter le montant.

Pour chaque décision importante, une commission de plusieurs membres est nommée : il y a enquête, rapport, puis débats et décision.

³ Cf. 1^{er} fructidor an X (19 août 1802).

⁴ Comme nous le dirons, l'assemblée d'administration « convoquée et présidée par M. le curé » prend de plus en plus, à cette date, les initiatives et les décisions.

Cependant, jusqu'au dernier jour, les ordres de paiement émaneront de l'assemblée ordinaire de la société.

Qu'étaient ces assemblées générales, quand et comment fonctionnaient-elles ?

Dans les paroisses où un règlement avait été élaboré, leurs droits furent précisés par chapitres numérotés, et la date des réunions périodiques indiquée dès le début ¹.

A Saint-Eustache, nous l'avons dit : point de règlement initial, par conséquent une certaine indécision, surtout sensible en ce qui n'intéresse pas directement la marche quotidienne des affaires.

Dès le 5^e jour complémentaire an III (21 septembre 1795), on propose, dans l'assemblée ordinaire, de rendre un compte public des recettes et dépenses ; semblable proposition le 3 ventôse an IV (22 février 1796), sans plus de résultats ; instance le 2 messidor an IV (30 juin 1796), pour aboutir enfin à une réunion le 6 thermidor an IV (24 juillet 1796) ².

Il y eut six assemblées générales aux dates suivantes :

6 thermidor an IV (24 juillet 1796).

19 thermidor an V (6 août 1797).

12 brumaire an VII (2 novembre 1798) ³.

11 frimaire an VIII (2 décembre 1799).

1^{er} frimaire an IX (22 novembre 1800).

2 frimaire an X (23 novembre 1801).

Ces assemblées, « annoncées au prône de la messe paroissiale et affichées dans l'église, » ont lieu le dimanche après vêpres, dans la sacristie ⁴.

Elles sont peu fréquentées, et le nombre des présences y dépasse à peine celui qu'on obtenait dans les assemblées ordinaires. Voici quelques chiffres :

A la 1^{re} assemblée, 41 citoyens, dont 6 ecclésiastiques.

A la 2^e — 38 — 6 —

A la 3^e — 36 — 10 —

A la 4^e — 27 — 8 —

A la 5^e — 24 — 7 —

A la 6^e — 35 — 8 —

¹ A Saint-Étienne du Mont, elles ont lieu le premier dimanche de l'Avent — le jour de la Chandeleur — le premier dimanche de chaque trimestre.

A Saint-Jacques du Haut Pas : le dernier dimanche de chaque trimestre et une fois dans le courant du mois de juillet.

² Une année après l'ouverture de l'église !

³ Le retard de la réunion était dû aux dangers courus pendant l'an VI ; nous avons déjà signalé la perturbation que subit alors la société du culte.

⁴ Cette salle, assez vaste, est actuellement la chapelle des catéchismes.

Ce petit nombre peut surprendre : toute la paroisse semble convoquée à cette reddition de comptes, pourquoi si peu d'empressement ? Serait-ce indifférence, confiance absolue dans la compétence des administrateurs, ou retour inconscient aux habitudes d'ancien régime ? On sait, en effet, que les assemblées générales des paroissiens, de pratique courante avant 1789, étaient, en beaucoup d'endroits, de simples réunions de notables.

Le petit groupe des paroissiens de Saint-Eustache assemblés dans la sacristie, pour entendre lecture du compte rendu du trésorier, a tout l'air d'une assemblée de notables. Cependant on voit figurer au bas des procès-verbaux qui nous en restent certains noms nouveaux, et cela suffit pour justifier le titre de « publiques » donné à ces séances.

La marche suivie dans les délibérations était toujours la même : le trésorier lisait le compte de l'exercice précédent. On nommait trois commissaires pour le vérifier, l'arrêter et le signer.

Venaient ensuite les élections ou réélections. d'administrateurs, l'exposé de l'état actuel de la caisse du trésorier. Entre temps, chacun était admis à faire ses remarques sur le gouvernement de la société et la séance était levée.

Quelle était, en réalité, la compétence de l'assemblée ?

Jamais la question ne fut posée ni par conséquent tranchée. D'ailleurs, aucune réclamation ne s'étant élevée, nous ne pouvons connaître le minimum de ses exigences.

En fait, nous avons vu les administrateurs convoquer l'assemblée générale pour l'imposition d'un nouvel impôt. Elle vérifiait, nous venons de le dire, le compte du trésorier ; elle émettait des vœux, d'ailleurs sans importance ; enfin elle nommait à l'élection les administrateurs.

C'est à la réunion du 6 thermidor an IV qu'elle fut invitée à se servir de ce pouvoir, dont auparavant il n'est point fait mention.

Le 19 thermidor an V, à sa deuxième séance, nous la voyons investie d'un pouvoir quasi constituant. C'est elle, en effet, qui organise définitivement l'administration de la société du culte.

Le 12 brumaire an VII. nous assistons pour la première fois

à une élection d'administrateurs : les administrateurs laïques sont élus par acclamation ; les ecclésiastiques, au contraire, le sont au scrutin individuel.

A la réunion du 11 frimaire an VIII, trois administrateurs se trouvant « sortants, » on adopta le mode de votation par scrutin de liste, et cet usage persista jusqu'à la fin.

C'est, en somme, un « rouage » de moindre importance que cette assemblée générale : elle ne semble pas avoir activé sensiblement le fonctionnement de la société. Ses séances, à part l'élection des administrateurs, furent plutôt des cérémonies dont la besogne aurait été facilement expédiée par les assemblées ordinaires ¹. Cependant on les maintint et elles continuèrent à constituer des réunions plus nombreuses pour lesquelles on réservait l'expédition de certaines affaires.

Tout le contraire d'un « double emploi » fut l'administration : son rôle ne fit que grandir d'années en années et, dans les derniers mois, elle constituait une sorte de fabrique avant la lettre où toute l'activité et toute l'autorité semblaient s'être concentrées.

Dès la première séance, on avait nommé un secrétaire, un trésorier et six citoyens chargés de « régir, avoir soin et régler les dépenses, » ainsi que de recueillir les cotisations des fidèles ; le trésorier ne pouvait rien payer sans la signature de quatre d'entre eux.

On les appelait « commissaires, » et c'est dans leurs rangs qu'on choisissait les délégués chargés de traiter pour la société ou de la représenter.

Bientôt cette organisation fut modifiée : le trésorier put se dispenser pour les paiements de l'obligation incommode de recueillir quatre signatures ², mais les commissaires, qu'on appela

¹ La vérification des comptes elle-même semble avoir été une pure formalité : sur les trois commissaires on reconnaît parfois deux membres ordinaires de la société, voire un des ecclésiastiques. Le 2 frimaire an X, la commission était composée du premier vicaire, du secrétaire de la société, et d'un membre assidu des assemblées ordinaires.

² A la formule « les commissaires sont autorisés à payer, » on substitua cette autre : « le trésorier est autorisé à payer.... »

De fait, les nombreux reçus gardés aux archives de Saint-Eustache sont tous au nom du citoyen Dallée. C'est lui également qui signe tous les engagements et marchés.

Dans quelques cas exceptionnels, par exemple pour la location à l'adminis-

administrateurs, gardèrent le droit de vérifier les livres du trésorier.

A l'assemblée générale du 19 thermidor an V (6 août 1797), on porta leur nombre à neuf, « au nombre desquels seront trois ecclésiastiques, dont le chef du culte sera l'un d'eux de droit, » et on décida qu'il en sortirait trois chaque année dont un ecclésiastique. Nous avons dit comment on procédait à l'élection des nouveaux membres.

Ainsi groupée autour du chef du culte, l'administration prit une personnalité de plus en plus accentuée. Bientôt on parla des « assemblées d'administration. » Il semble qu'elles aient eu lieu dès que l'on commença à distribuer aux officiers du culte le numéraire disponible. La formule usitée pour faire connaître à la société le traitement à fixer était celle-ci : « Un des administrateurs a fait part à l'assemblée qu'après examen *fait entre eux* des fonds étant entre les mains du trésorier, on pourrait fixer à.... le taux des traitements. »

Cette réunion des catholiques les plus expérimentés et les plus dévoués de la paroisse acquit rapidement une influence si considérable, qu'ils prenaient des initiatives avant même d'avoir consulté l'assemblée.

C'est surtout dans la période de germinal à thermidor an VII que l'assemblée d'administration, profitant de la rareté des assemblées ordinaires, absorba en elle toute la vie paroissiale : les membres de la société approuvent sans difficulté ce qui a été fait. Ce régime dura peu et les administrateurs ne gardèrent que le droit de faire des propositions d'autant plus autorisées et plus écoutées qu'elles semblent avoir fait l'objet de leurs délibérations particulières avec le chef du culte ¹.

tration des domaines d'un presbytère, la société délègue plusieurs cosignataires.

¹ Les fonctions d'un administrateur de Saint-Eustache ressemblaient point pour point à celles des administrateurs de Saint-Étienne du Mont, dont le règlement fixe ainsi les devoirs :

1° Veiller à l'entretien du temple, proposer et exécuter les réparations.

2° Veiller à la conservation du mobilier de la société.

3° A la police de l'église.

4° A la surveillance des employés.

5° Proposer les dépenses, solder les dépenses acceptées.

6° Éclairer en tout la marche de l'assemblée, lui proposer des projets d'arrêts dans les affaires importantes et après que les délibérations auront été prises, en suivre l'effet. (*Règlement de la Société de Saint-Étienne du Mont*, art. 7.)

Nous avons dit déjà qu'à partir du 3 décembre 1802, l'assemblée d'administration, « convoquée et présidée par M. le curé, » change de caractère : désormais, elle sera l'intermédiaire entre le curé et l'assemblée ordinaire des paroissiens, lorsqu'il ne pourra pas y venir. Son rôle, comme celui de l'assemblée des sociétaires, est fini.

Nous avons la liste des administrateurs du culte pendant toute cette période. Leur trésorier - président, d'Allée-Chavincourt, était un agent de change qui semble avoir possédé une certaine fortune et joui d'une grande considération : il était en effet électeur sous le régime de la constitution de l'an III, ce qui suppose qu'il possédait, aux termes de la constitution, « un revenu égal à 150 ou 200 journées de travail, » et que, de plus, il avait été choisi par les assemblées primaires pour les représenter.

Un autre citoyen catholique, Justinart, faisait partie de la municipalité de l'arrondissement : on lui dut plus d'un avis utile et peut-être une certaine bienveillance des autorités municipales.

Les autres administrateurs étaient pour la plupart des industriels du quartier : un grand nombre d'entre eux fournissaient la société.

Il faut signaler également dans ce groupe dirigeant de paroissiens, et bien qu'il n'ait jamais été administrateur, le citoyen Le Courtier ¹, architecte de la société, homme au dévouement inlassable, qui offrit ses services sans autre intérêt « que de participer, par les moyens qui étaient en son pouvoir, au rétablissement d'un temple dans l'arrondissement duquel il était né ². »

§ 2. — Situation légale de la société

Voici donc à Saint-Eustache une assemblée délibérante et légiférante, une société possédant des fonds que nous montrerons bientôt avoir été considérables : quelle existence légale pouvait-elle avoir ? A chaque instant, des marchés importants étaient conclus au nom de cette société : quelle garantie offraient ces contrats ?

¹ Père de Mgr Le Courtier, mort archevêque de Sébaste en 1885, après avoir été chanoine archiprêtre de Notre-Dame (1850) et évêque de Montpellier (1861).

² 18 messidor an III.

La question offre d'autant plus d'intérêt que la pratique journalière semble ici avoir contredit la théorie et les principes.

En théorie, la société du culte de Saint-Eustache n'avait aucune existence légale : « La responsabilité collective du groupe n'existait pas légalement, a-t-on dit...., si les déclarants formaient entre eux une société, une association...., l'autorité ignorait celle société qu'elle n'interdisait pas cependant.... Les associations cultuelles.... n'avaient pas le droit de posséder des fonds en caisse résultant de cotisations accumulées, ou d'ester en justice ¹. »

Nous avons vu cependant qu'après avoir vécu six années du régime cultuel, les catholiques de Saint-Merry avaient une impression assez différente. La responsabilité individuelle leur semblait une impossibilité : « Comment, disaient-ils, pourrait-on trouver les cautions, c'est-à-dire des citoyens se portant garants sur leur bourse de toutes les réparations à effectuer, de tous les dommages et intérêts contractés par la société ? »

Et c'est sans aucune hésitation qu'ils ajoutent que si les corporations ont été supprimées par la Constituante, « le gouvernement actuel en a rétabli quelques-unes ². » Ils ne précisent pas, d'ailleurs, comment ils conçoivent la nouvelle « corporation » cultuelle.

A Saint-Étienne du Mont, on a bien également l'illusion de former un groupe ayant une personnalité distincte, si on en juge par cet article du règlement : Aucun membre partant, ni ses héritiers ou ayants cause, « ne peuvent jamais revendiquer aucune portion de l'actif ; » la masse appartient à la collectivité ³.

Saint-Eustache nous fournit un témoignage du même genre : la Société possédait, nous l'avons dit, une caisse dont l'existence

¹ Mathiez, *loc. cit.*, p. 93, *passim*. On trouvera peut-être que M. Mathiez passe ici très légèrement de faits encore mal connus à une loi qu'il formule en termes d'une trop rigoureuse précision.

² *Archives de Saint-Merry*. « Observations sur l'arrêté préfectoral du 17 floréal an IX. » 1^{re} Observation.

³ 5^e Observation.

⁴ *Règlement de la Société de Saint-Étienne du Mont*, art. 31. Voici les termes de l'article : « La société, quant à ce qu'elle possède ou possédera, forme un établissement tel qu'aucun membre en la quittant, ni ses héritiers ou ayants cause ne peuvent jamais revendiquer aucune portion de l'actif ; la masse appartiendra tout entière aux individus qui se trouveraient composer la société à l'instant où elle cesserait d'exister. »

était connue de tous. Nous savons également avec quel soin jaloux on surveillait l'emploi des fonds communs ; personne ne les traitait comme son bien personnel, pas même le trésorier.

Les mémoires des entrepreneurs ou factures des fournisseurs, dont la collection presque complète se trouve aux archives de la paroisse, nous permettent de connaître l'opinion publique au sujet de la Société du culte.

Or, les ordres de payer sont presque tous au nom de la Société. On dira par exemple :

- « Pour le compte de la Société religieuse. »
- « Pour la Société des fidèles catholiques, » etc.

La formule la plus courante est celle-ci :

« Pour la Société du culte catholique de l'église Saint-Eustache. »

Une facture porte la mention :

- « A la Société des ecclésiastiques de Saint-Eustache. »

Voici d'ailleurs un modèle de contrat passé avec un entrepreneur :

« Je soussigné, trésorier de la Société du culte catholique de l'église Saint-Eustache, pour et au nom de ladite Société, promets et m'oblige de payer au citoyen Charles Nicolas, menuisier, la somme de 240 livres » (12 brumaire an V) ¹.

On le voit, c'est au nom de la Société que le contrat est passé : que serait-il advenu s'il y avait eu contestation et procès ? Nous ne le savons pas, mais une telle formule laisse supposer que le citoyen Dallée ne se croyait pas individuellement et personnellement responsable, qu'il croyait au contraire avoir engagé un groupe.

Nous possédons enfin la minute du bail passé entre la Société du culte et le bureau des domaines nationaux, pour la location de la maison des charniers, destinée à servir de presbytère, ainsi qu'un grand nombre de quittances pour le loyer trimestriel de cette maison.

Pour passer le bail en question, les citoyens catholiques commencent par nommer trois fondés de pouvoirs « qu'ils autorisent à signer en leur nom ². » Et le contrat est passé avec les citoyens

¹ *Archives de Saint-Eustache*. Notes de l'an V.

² Délibération du 11 prairial an IV.

Dallée, Champsaur, Justinart, « tant en leur nom qu'au nom des citoyens exerçant le culte catholique dans l'église Saint-Eustache ¹. »

La responsabilité du groupe n'est-elle ici pas engagée et officiellement reconnue?

La formule des quittances semble également le supposer :

« Je soussigné, receveur des revenus des biens nationaux...., reconnais avoir reçu des citoyens exerçant le culte catholique dans l'église Saint-Eustache, par les mains du citoyen Dallée-Chavincourt, leur trésorier, la somme de ². »

Si, d'après ces documents, on ne peut encore se faire une idée exacte de la situation légale de la Société, il paraîtra cependant peut-être exagéré de dire, avec M. Mathiez, que la responsabilité collective du groupe n'existait pas.

Ici, comme en plus d'une occasion, il convient de faire la remarque déjà énoncée que les vieilles habitudes triomphaient des textes, et que, par la force des choses, les associations du culte copiaient en plus d'un point les fabriques d'ancien régime.

§ 3. — *Rapports de la société avec le clergé*

Nous avons voulu grouper tous les renseignements que nous possédons sur cet important sujet. Quelques conclusions s'imposent ; sur d'autres points, on est d'autant plus éloigné de la certitude que les registres des procès-verbaux sont évidemment ici des documents imparfaits. La prudence recommandait un silence qu'on ne violait pas sans risques ³.

Nous procéderons donc du plus connu au moins connu.

Il est certain, nous l'avons montré par des exemples, que la Société maintenait énergiquement ses droits en tout ce qui touchait l'administration temporelle : c'est exclusivement par elle que le traitement était fixé, et personne parmi les ecclésiastiques n'avait de droit spécial pour engager les deniers communs.

Nous avons dit également que c'était la Société qui décidait

¹ *Archives de la paroisse*. Papiers de l'an IV

² *Archives de la paroisse*. Papiers de l'an IV, etc.

³ Pour avoir eu le goût trop prononcé du « document exact, » Margaritta, chef du culte de Saint-Laurent, eut son registre confisqué et devint « suspect. »

de l'ordre des offices et qui admettait les prédicateurs étrangers.

Elle usait encore d'un droit de surveillance sur tout le personnel ecclésiastique, et les exemples en sont parfois assez piquants :

Le 4 brumaire an IV, « un citoyen représente à l'assemblée que le citoyen Fleury, l'un des prêtres attachés à l'église, n'y paraissait à aucun office et n'y remplissait aucune fonction autre que celle de dire la messe dans son logement, dont il tirait rétribution...., et qu'il ne devait point être compris avec ceux attachés à l'église, et qu'on ne devait point lui payer d'honoraires. L'assemblée a décidé de ne le point payer provisoirement. »

Le 16 messidor an IV, il est « représenté à l'assemblée que le citoyen Potard, l'un des ministres du culte, ne paraissait point à l'église depuis longtemps, et qu'il n'avait point été admis dans le clergé pour n'y remplir les fonctions que dans la semaine qu'il est de garde, et le citoyen Juvigny, chef du culte, a été invité de vouloir bien s'en expliquer avec lui, lequel a répondu qu'il était à la campagne, lui avait écrit la veille et attendait la réponse. »

Le 7 frimaire an VI, « sur la proposition d'un membre, l'assemblée s'occupe de l'absence du citoyen Quinet, et après délibération et avoir entendu le citoyen chef du culte, qui a dit avoir accordé deux mois d'absence, a décidé de lui accorder jusqu'à la fin du présent mois, pour opter entre la place qu'il occupe et ses fonctions à l'église, et de suspendre le paiement de son traitement jusqu'à cette époque. »

Le 24 vendémiaire an VII, « un administrateur, tant en son nom qu'au nom de ses collègues, invite le citoyen Fleury à célébrer la messe à l'église les jours de dimanches et fêtes, au lieu de le faire chez lui, étant plus utile de le faire à l'église pour trois cents ou quatre cents personnes que chez lui pour dix, si mieux il n'aime se faire représenter par un autre prêtre, d'accord avec le citoyen chef du culte. »

Les sociétaires de Saint-Eustache allaient plus loin encore : non seulement ils surveillaient leurs prêtres, mais ils se réservaient le droit de les accepter.

On ne voit pas qu'il y ait eu chez eux l'usage accepté dans certaines Sociétés du culte de cette époque, qui accordaient aux fidèles, réunis en assemblées générales, le choix des mi-

nistres ¹. Au début, c'est le citoyen Poupart qui « choisit » les prêtres officiellement attachés à la paroisse. Après lui, le chef du culte Juvigny ne semble plus avoir qu'un simple droit de présentation : c'est l'assemblée des sociétaires qui « admet ². »

Cependant, une fois au moins, Juvigny tenta de conquérir une indépendance plus grande : le 7 thermidor an VIII, « il fit part » à l'assemblée « qu'il avait nommé » le citoyen Bovent pour remplacer le citoyen Caubet décédé. Et le procès-verbal ajoute : « L'assemblée a été satisfaite des mesures prises par le citoyen chef du culte comme *ayant entré dans ses vues* à l'égard du citoyen Bovent. »

N'était-ce pas là une malicieuse façon de rappeler ses droits, un peu négligés dans la circonstance ?

Le successeur de Juvigny, Delaleu, paraît s'être peu soulié du droit des sociétaires. A l'assemblée où il est « fait part » de sa nomination comme chef du culte, il est également « fait part » que le citoyen Champsaur remplirait la place de vicaire ; « que le citoyen Maurel était désigné par le citoyen Delaleu chargé du chœur ³, » et que « le citoyen Guimont remplirait la douzième place dans le clergé. »

Cette façon de procéder est une nouveauté, nous aurons à chercher ce qui pourrait en rendre compte.

Faut-il faire remarquer que dès son arrivée, M. Bossu, dont nous avons déjà signalé le geste autoritaire, sut obtenir pleine indépendance ? Sans contester, l'assemblée lui laisse le soin de « choisir et de recevoir » deux prêtres choristes qu'il avait « désiré » adjoindre au clergé (1^{er} frimaire an XI).

D'ailleurs, à cette époque, le Concordat est signé et promulgué. Une ère nouvelle s'est ouverte pour l'Église.

Reste enfin, cas unique sans doute, mais d'importance quand même, l'élection du citoyen Juvigny aux fonctions de chef du culte catholique.

¹ Cf. *Règlement de Saint-Jacques du Haut Pas*, art. 3.

² C'est ainsi que Delaleu et Potard furent admis dans le clergé paroissial.

Les prêtres habitués eux-mêmes, admis simplement à acquitter des messes pour la paroisse, semblent avoir été au préalable autorisés par l'assemblée (cf. 11 pluviôse an V, admission du citoyen Caron).

³ Sans doute, ce n'est là qu'une désignation de fonction et non pas une nomination ; mais il faut noter qu'au début c'est l'assemblée qui nommait à la fonction de prêtre sacristain, sur la présentation du chef du culte (cf. 3 messidor an III).

Voici les faits, aux termes mêmes du procès-verbal du 1^{er} germinal an IV (21 mars 1796) :

« Lecture a été faite du procès-verbal de la dernière séance, sur laquelle il n'y a point eu de réclamation.

« L'assemblée a procédé ensuite, au scrutin, à la nomination d'un chef du culte catholique, en conséquence du décès du citoyen Poupart, arrivé le 29 ventôse dernier (19 mars). Ont été faites deux listes des citoyens présents, qui étaient au nombre de quarante-neuf : les deux listes se sont trouvées conformes, ainsi que les scrutins pour le même nombre.

« Le résultat du scrutin a donné vingt-quatre voix au citoyen Juvigny, ci-devant premier vicaire de la paroisse, — au citoyen Champsaur dix-neuf voix, — au citoyen Desforges deux voix, — aux citoyens Puisié, Pienne, Quinet et Rogean chacun une voix.

« Le citoyen Juvigny a été proclamé chef du culte catholique de l'église Saint-Eustache. »

(Suivent trente-neuf signatures, dont sept d'ecclésiastiques, et le procès-verbal continue.)

« Le citoyen Juvigny a accepté la place de chef du culte catholique, a fait l'éloge du mérite et de la sollicitude du citoyen Poupart pour la paroisse, a remercié la Société de la confiance qu'elle lui a marquée par sa nomination, et a promis d'employer tout le zèle et les talents que Dieu lui a donnés pour y répondre. En conséquence du décès du citoyen Poupart, le citoyen Potard a été admis au nombre des ecclésiastiques de la paroisse à compter de ce jour. »

Faut-il soupçonner ici « un simulacre d'élection » et dire que les paroissiens s'y soumièrent « pour paraître sans doute extérieurement observer la loi du 11 prairial an III, qui les chargeait de choisir eux-mêmes leurs ministres ¹ ? »

Soupçon inutile, car l'élection du pasteur n'était nullement imposée par la loi du 11 prairial.

Sans doute, l'article 5 de cette loi parle « des citoyens qui auront appelé ou admis » des ministres du culte insoumis.

Mais ce que le législateur veut avant tout, c'est qu'aucun prêtre n'officie s'il n'a promis soumission aux lois ; ce qu'il demande aux citoyens catholiques, c'est de ne point tolérer

¹ Grente, *op. cit.*, p. 22, 269.

qu'un insoumis célèbre dans l'édifice dont ils ont la garde, et ce sous peine d'amende. A quel titre un prêtre « en règle » se trouve-t-il officier dans une église : il ne semble pas que la loi de prairial ni aucun autre texte de loi s'en soit occupé.

Le principe de l'élection des pasteurs posé par la Constitution civile, et inapplicable d'ailleurs dans sa formule légale de 1790 ¹, ne semble pas avoir été gardé dans la législation.

Cependant le souvenir en demeurait, et, de plus, on sait combien les lois étaient alors formellement opposées à toute hiérarchie indépendante, ou affiliations quelconques entre sociétés. Recourir à une autorité étrangère pour en recevoir un chef du culte aurait donc exposé les fidèles aux soupçons et aux poursuites.

C'est bien ce que prouve un rapport de police de fructidor an IV, où il est rendu compte de l'élection de Margaritta, chef du culte de Saint-Laurent. Margaritta, choisi par les citoyens catholiques, a été « installé » par ordre du presbytère constitutionnel de Paris : « Ainsi, ajoute le policier rapporteur, le ministre du culte ne tient pas ses pouvoirs de l'élection faite de sa personne par l'assemblée générale, il les tient du presbytère : c'est cette autorité supérieure qui confirme son élection, qui lui donne des provisions, qui le met en possession ². »

Ce qui choque le commissaire, c'est l'intervention d'une autorité hiérarchique. Il parle d'élection sans doute ³, mais sans y attacher d'obligation légale.

L'élection du chef du culte par les citoyens catholiques n'était donc point imposée : on supposait d'ailleurs qu'ils pourvoient

¹ Les articles 1 et 2 du titre II posent le principe :

Art. I. — « On ne connaîtra qu'une seule manière de pourvoir aux évêchés et aux cures, c'est à savoir la forme des élections.

Art. II. — « Toutes les élections se feront à la voie du scrutin et à la pluralité absolue des suffrages. »

L'article 25 du même titre réglait que l'élection des curés se ferait comme celle des membres des assemblées de district.

En l'an IV, cette législation n'avait plus de sens : si on avait voulu la maintenir, il aurait fallu tout d'abord la transposer et l'adapter au nouveau régime.

² *Arch. nat.*, F⁷ 7134. Registre de Saint-Laurent.

³ Il a tort d'ailleurs d'appeler le choix de Margaritta une élection ; la chose se passa sans scrutin et très simplement : Margaritta avait accepté de rendre service à la paroisse, on n'avait point de chef du culte, on lui demanda de rester. Il y consentit.

eux-mêmes, mais par un moyen quelconque, au choix de leurs prêtres.

Si donc les fidèles de Saint-Eustache élurent le citoyen Juvigny, c'est d'eux-mêmes qu'ils choisirent cette façon de procéder. Que penser de ce retour spontané au principe de l'élection populaire? Notons d'abord qu'en cette circonstance, ils se séparèrent de la pratique des constitutionnels, non moins que de celle des « Romains. »

On sait, en effet, que les catholiques romains n'avaient pas admis le principe de l'élection formulé par la Constitution civile : ils ne paraissent pas s'en être servis après 1793. En tout cas, on ne trouve aucun exemple d'élection de chef du culte dans les paroisses catholiques romaines ¹.

A Saint-Eustache, le clergé n'avait pas encore rétracté son serment en germinal an IV (mars 1796) : nous le montrerons bientôt. Cependant, il n'était point dans les meilleurs termes avec le presbytère de Paris, car on sait que les initiatives des ecclésiastiques qui le constituaient (Brugière, Clausse et Leblanc de Beaulieu) n'avaient pas été admises par tous les membres de l'ancien clergé constitutionnel. Il y avait dans ce clergé des dissidents : le curé de Saint-Eustache, qui venait de mourir, Poupert, en avait été. Il avait même décliné l'invitation qu'on lui avait faite d'assister, le 30 juin 1795, au conseil des prêtres qui devaient constituer le presbytère de Paris, *sede vacante*. Autre fait : le presbytère avait demandé que les curés prissent l'avis des « directoires » ou même des « assemblées générales » pour savoir s'il conviendrait de dire une messe de minuit pour la Noël de l'an IV ; tandis qu'à Saint-Laurent l'ordre est ponctuellement exécuté ², à Saint-Eustache, Poupert propose lui-même en quelques mots l'ordre des offices de la fête comme il avait

¹ Le règlement de Saint-Jacques du Haut Pas parle bien d'élection des ministres par l'assemblée, mais il n'est point dit qu'il ait voulu parler du chef du culte. Il semble même, habilement, lui créer une situation spéciale : « Dans le cas où les citoyens ne connaîtraient pas de ministres dont ils pussent faire choix, ou ne voudraient pas prendre sur eux de faire ledit choix, ils s'adresseront pour en avoir à l'évêque du diocèse et, en cas d'absence de l'évêque ou de la vacance du siège, à ceux qui exercent de droit des fonctions pendant la vacance » (art. 8). Ce registre se garde bien de dire à quel titre le citoyen Duval s'est trouvé mis à la tête de la paroisse !

² Délibération du 15 frimaire an IV.

coutume de le faire ¹. C'était bien montrer son indépendance à l'égard de cette autorité sans mandat.

Le clergé de Saint-Eustache se montra non moins indépendant des prescriptions du presbytère dans l'élection de Juvigny.

Nous avons en effet le récit détaillé d'une nomination et d'une installation à une cure constitutionnelle par le presbytère de Paris. Elle eut lieu le 3 brumaire an IV (25 octobre 1795) : il s'agissait de la nomination de Margaritta à la cure de Saint-Laurent. Or, les choses se passèrent tout autrement qu'à Saint-Eustache. Les membres du presbytère ne se contentèrent point du choix fait par les citoyens catholiques : se souvenant sans doute de quelques articles de la Constitution civile ² jadis acceptée par eux, ils exigèrent de Margaritta qu'il fit confirmer son élection par l'autorité diocésaine dont ils s'estimaient les légitimes représentants.

Et le 3 brumaire an IV, « en présence des citoyens catholiques assemblés pour la célébration des saints mystères, » Clausse, au nom du presbytère, présidait à l'installation du nouveau curé. Les cérémonies accomplies furent identiquement celles qu'aujourd'hui encore, le délégué de l'évêque reproduit, et que tout le monde connaît.

On n'oublia même pas le *Mandatum* épiscopal, et cette pièce de chancellerie constitutionnelle mérite d'être citée, car elle montre combien le presbytère tenait à ne point laisser dans le vague des initiatives privées le cérémonial d'entrée en possession des cures :

« Presbyterium Ecclesiae metropolitanae Parisiensis, sede vacante, in communione sanctae sedis apostolicae, dilecto nostro in Christo fratri G. M. C. Margaritta, presbytero Remensi, vicario Sancti Nicolai de Campis, salutem et benedictionem in Domino.

« Postquam ad curam seu parochialem Ecclesiam sancti Laurenti intra muros assumptus fuisti, electione fidelium ³ de die

¹ 23 frimaire an IV.

² Titre II, art. 35 : « Celui qui aura été proclamé élu à une cure se présentera en personne à l'évêque avec le procès-verbal de son élection et proclamation à l'effet d'obtenir de lui l'institution canonique. »

³ Le presbytère tenait beaucoup à l'élection populaire. Celle de Margaritta

undecima octobris mensis, anni Domini 1793, seu die 19^a mensis vendemiaire anni IV reipublicae gallicanae, pro tenore documentorum quae nobis retribuisti, tibi sufficienti ac idoneo reperto ¹, canonicam peractae electionis, ut praefertur, confirmationem in Domino concedimus. Proinde curam animarum et Ecclesiam parochialem Sancti Laurenti de praesenti liberam et vacantem, pleno jure contulimus et donavimus conferimusque et donamus, ad onus personalis et continuae in eadem residentiae ac statutorum dioecesanorum observationi.

« Datum Parisiis 2.... »

Il y avait donc, à n'en point douter, un cérémonial constitutionnel d'entrée en charge des curés : à Saint-Eustache, on ne s'en soucie point, quoique l'élection de Juvigny ne soit qu'à cinq mois de celle de Margaritta, et que, par conséquent, il soit bien peu vraisemblable qu'une façon de procéder si précise ait été périmée si rapidement.

On sera frappé, d'ailleurs, de voir que l'élection de Juvigny est en tout conforme à l'article 2 du titre II de la Constitution civile : seule la demande d'institution canonique n'est point faite, sans doute parce qu'à Saint-Eustache on ne voulait point reconnaître l'autorité du pseudo-presbytère de Paris.

Quoi qu'il en soit, Juvigny fut élu chef du culte ; que signifiait ce titre ? Était-il l'équivalent de celui de curé ?

Ce titre de « curé » n'était point prohibé, il était alors d'un usage courant dans la bouche et sous la plume des constitu-

n'avait pas été trouvée suffisamment sérieuse ; et, dans l'assemblée générale du 11 octobre 1795, les citoyens avaient été invités à lui donner une forme plus correcte.

On le voit, ce n'est point le gouvernement civil, mais le presbytère constitutionnel, qui voulait garder la forme de l'élection.

¹ Cet examen sur la vie et les capacités de l'élu était autorisé par l'article 36 de la Constitution civile (titre II).

² C'est le 6 thermidor an III que le presbytère constitutionnel avait fixé la formule officielle d'institution canonique. (Cf. *Registre des procès-verbaux du presbytère*, p. 31.)

Voici, d'après ce même registre, à la date du 6 vendémiaire an IV, les difficultés et considérants opposés par le presbytère à l'élection Margaritta :

« Considérant que cette nomination n'exprime pas suffisamment le vœu général de la totalité morale des fidèles catholiques attachés à cette église, ce qui est nécessaire pour rendre cette élection légitime.... »

« Considérant que lesdits fidèles composant le Directoire se disent autorisés par l'assemblée générale à faire cette élection, mais sans exhiber aucune preuve de la concession à eux faite de ce pouvoir, arrête que...., etc. »

tionnels et des catholiques romains, comme aussi, d'ailleurs, des représentants du pouvoir.

Or jamais, dans les registres de Saint-Eustache, il n'est donné à Juvigny ou à son successeur Delaleu. Serait-ce que le secrétaire de la société n'aime point le mot ? Nullement, car on ne connaît pas d'autre terme pour désigner Poupart. On dit, par exemple, à la date du 2 ventôse an V (20 février 1797) : « Le citoyen chef du culte a proposé de faire le service du bout de l'an, pour le repos de l'âme du citoyen Poupart, curé de cette paroisse.... L'assemblée n'a pu qu'applaudir au zèle du chef du culte pour la mémoire d'un *pasteur* ¹ si respectable, qui sera toujours précieuse à ses paroissiens. »

Et tous les ans ce sont les mêmes expressions de « curé » et de « pasteur » qu'on ne peut manquer de remarquer à côté du titre de chef du culte obstinément réservé à Juvigny ou à Delaleu.

Voici, par contre, dans quels termes on annonce la mort de Juvigny et l'élection de Delaleu, à la date du 1^{er} brumaire an X (23 octobre 1801) : « Un des administrateurs a fait part à l'assemblée que relativement à la perte que l'Église venait de faire par le décès du *vénérable prêtre* le citoyen Juvigny, chef du culte de cette paroisse ², le citoyen Delaleu *remplirait les fonctions* de chef du culte et le citoyen Champsaur celles de vicaire. »

Tout ceci s'explique et trouve sa formule dans le témoignage de quelqu'un qui pourrait bien représenter la tradition orale sur ce point, et qui peut-être avait eu entre les mains des documents que nous n'avons plus. M. Gaudreau, curé de Saint-Eustache en 1850, disait dans une brochure publiée sur son église : « La cure resta desservie (pendant cette période 1795-1802) par les vicaires administrateurs, dont l'un d'eux, aux yeux

¹ La coutume catholique n'emploie cette expression qu'en parlant du curé. Nous avons noté huit passages, de 1795 à 1802, qui donnent à Poupart le titre de curé de la paroisse.

² Nous avons la facture du « Bureau de Deuil » pour le service de M. Juvigny :

« Fait et fourni pour le service, convoi et enterrement de Monsieur de (sic) Juvigny, curé de la paroisse Saint-Eustache..., 162 fr. » (16 vendém. an X). *Archives de la paroisse.*

Pour les paroissiens, évidemment peu au courant des choses ecclésiastiques, Juvigny était donc le curé de Saint-Eustache ; le secrétaire, mieux renseigné, ne l'appelle jamais que le chef du culte.

du gouvernement, portait le titre de chef du culte de Saint-Eustache ¹.

Juvigny n'aurait donc pas été curé de Saint-Eustache au sens canonique du mot.

Constitutionnel au moment de sa nomination, il accepte, et tout le clergé accepte avec lui, l'élection populaire; mais à qui demander l'institution canonique? Il ne reconnaît pas l'autorité du presbytère de Paris et il n'y a pas d'évêque constitutionnel de Paris : il sera donc appelé chef du culte, et en réalité vicaire administrateur.

Lorsqu'aux environs de la Toussaint de cette même année, le clergé de Saint-Eustache reviendra à l'orthodoxie, comme nous le dirons, Juvigny pourra rester chef du culte, c'est-à-dire, au point de vue canonique, vicaire administrateur ².

A sa mort, un autre ecclésiastique eut à *remplir les fonctions* de chef du culte, ce fut le citoyen Delaleu. Mais remarquons le changement survenu : il n'est plus parlé d'élection. D'ailleurs, l'assemblée n'a plus à user de son droit d'admission des membres du clergé paroissial : on lui annonce que désormais le citoyen Guimont sera le douzième ecclésiastique. Notons encore qu'à la nomination de Delaleu on en joint une autre, celle de Champsaur, qui remplira désormais les fonctions de vicaire. Or ce titre, d'après l'ancienne organisation ecclésiastique, ne répond pas exactement à son homonyme actuel. Avant 1789, il n'y avait ordinairement que deux prêtres qui dans la paroisse étaient les « vicaires » du curé : ils étaient à sa nomination dans une large mesure. A Saint-Eustache, Juvigny, chef du culte, était de fait premier vicaire, et Delaleu le deuxième. Juvigny mort, on nomme avec Delaleu, devenu chef du culte et premier vicaire administrateur, le citoyen Champsaur, qui devient vicaire lui aussi. Et lorsque Delaleu aura quitté la pa-

¹ *Notice descriptive et historique sur l'église et la paroisse Saint-Eustache*, Paris, 1855, p. 92.

A cette date, un des enfants de chœur de 1795, « l'enfant Triqueneau » comme on disait, était devenu chanoine de Notre-Dame.

² Dès son arrivée à Saint-Eustache, au contraire, M. Bossu signe en toutes lettres « Curé de Saint-Eustache. » Et comme pour rejoindre son administration à celle de Poupart, dernier curé qu'on paraît regarder comme son prédécesseur immédiat, on lui rend compte de tout ce qui s'est passé dans la paroisse depuis la réouverture des églises (13 prairial an X-2 juin 1802).

roisse, à l'arrivée de M. Bossu, pour s'en aller curé desservant de la paroisse Saint-Louis, c'est un autre ecclésiastique qui prend la place de vicaire devenue libre ; Fleury signe en effet avec ce titre dès le 2 vendémiaire an XI (24 septembre 1802).

Tout ceci est parfaitement concordant et aussi parfaitement conforme aux règles canoniques.

Qui donc faisait ces nominations ? (car nous avons vu que l'assemblée n'avait admis, de sa propre autorité, ni Delaleu, ni Champsaur, ni Guimont).

Ne serait-ce pas le lieu de rappeler la présence à Paris de vicaires généraux de Mgr de Juigné qui, a-t-on dit, « gouvernaient régulièrement le diocèse ¹ »

En thermidor an V, M. de Dampierre publiait et faisait afficher dans toutes les églises de Paris une circulaire demandant des prières publiques pour la cessation du mauvais temps ².

En vendémiaire an VII, les mêmes vicaires généraux usaient de leur autorité pour transférer toutes les fêtes au dimanche ³.

A Saint-Eustache, en particulier, il est bien certain qu'on était en relations avec les vicaires généraux de Mgr de Juigné, puisque, le 3 vendémiaire an VII, la police trouve chez Rogeau, prêtre de la paroisse, une permission d'administrer les sacrements signée de M. Jalabert, vicaire général ⁴.

N'aurions-nous pas, dans leur intervention, l'explication des particularités signalées plus haut ?

Nous nous sommes longuement étendu sur cette question de la nomination par les fidèles du chef du culte, car elle est évidemment d'un intérêt central. Ce principe de l'élection populaire avait été une des grandes innovations de la Constitution civile, et il importait de savoir dans quelle mesure ce principe avait été retenu après 1795. L'élection du chef de culte de Saint-Eustache, commentée par toute l'histoire de la paroisse pendant cette période, nous procurait un point de comparaison des plus précieux.

¹ Sciout, *op. cit.*, t. IV, p. 465 (à la date de floréal an IV). On connaît leurs noms : MM. de Dampierre, de Malaret, d'Espinasse et Emery, auxquels fut adjoint M. Jalabert.

² *Annales catholiques*, t. IV, p. 85.

³ *Annales de la Religion*, vendémiaire an VII.

⁴ Cf. Grente, *op. cit.*, p. 113. Sur l'activité des vicaires généraux de Paris, cf. encore Grente, p. 73, 74.

Si nous voulions maintenant résumer en quelques mots ce qui constituait la juridiction laissée par la société au clergé, et tout spécialement au chef du culte son représentant, nous dirions que le chef du culte, indépendamment de sa juridiction spirituelle :

1° Avait voix prépondérante dans toutes les questions concernant l'organisation du culte et le cadre des offices, bien que ce fût au nom de l'assemblée que les décisions aient été prises.

2° Qu'il était le chef immédiat des ecclésiastiques de la paroisse. C'est par son intermédiaire, en effet, que les observations de l'assemblée lui sont communiquées, et nous avons vu que de sa propre autorité il avait accordé à l'un d'eux deux mois d'absence. Mais les faits et gestes des ecclésiastiques semblent avoir été sous le contrôle suprême de l'assemblée.

3° Le chef du culte participait à l'administration temporelle de la société elle-même, puisque depuis le 19 thermidor an V il était administrateur de droit.

Avec lui on devait élire trois ecclésiastiques au nombre des neuf administrateurs de la société.

Le clergé avait donc, en dehors même de ses attributions spirituelles, une certaine part au gouvernement de la paroisse. Si cette part nous paraît restreinte et si, au contraire, le contrôle laïque nous semble aller fort loin, il faut nous demander dans quelle mesure, en 1795, tout cela était une innovation.

LOUIS SOUTIF.

(A suivre.)

LA VIE AUX ARMÉES

SOUS

LA RÉVOLUTION ET LE PREMIER EMPIRE

(Suite)

III.

Nous venons de dire que durant la période de près de vingt années, pendant lesquelles nos armées occupèrent d'une façon à peu près constante la moitié de l'Europe, nos soldats firent souvent preuve, surtout pendant les premières guerres de la Révolution, des qualités de modération et d'urbanité qui sont un des caractères particuliers à notre race. Sous ce rapport, la conduite des armées allemandes dans leur propre pays, celle des Prussiens en Autriche, des Russes en Allemagne, des Anglais en Espagne et en Portugal, laissaient généralement beaucoup plus à désirer, et nous voyons, par exemple, le conseiller Gross, membre du Magistrat de Leipzig en 1807 et 1808, témoigner qu'en 1806, les troupes bavaroises entrant dans Leipzig « livrèrent tous les édifices au pillage, sans excepter les maisons d'arrêt ¹. » Également, la population saxonne « eut beaucoup à se plaindre d'un régiment composé d'Allemands, notamment des troupes brunswickoises, qui se montrèrent insupportables ². » Dans un livre que nous avons eu l'occasion de citer déjà : *Les armées françaises jugées par les habitants de l'Autriche*, on rencontre un nombre considérable de documents originaux relatifs au passage de nos armées en Tyrol, dans le duché de Salzbourg, en Illyrie, et il est permis d'inférer de ces témoignages que

¹ Sénateur Gross, conseiller municipal de Leipzig, *Souvenirs inédits sur Napoléon*. Paris, Chapelot, 1899, p. 7.

² *Ibid.*, p. 10.

non seulement les troupes françaises *de cette époque* laissèrent généralement un assez bon souvenir de leur passage, mais que le plus souvent « les paysans eurent beaucoup moins à souffrir de la part des Français que du fait des Impériaux, notamment des Wurtembergeois et des Bavares ¹. »

Cependant, la persistance de l'état de guerre et de l'occupation armée, la mise en pratique constante des procédés brutaux que cette occupation armée entraîne forcément avec elle, la misère, le besoin, ne pouvaient manquer de porter atteinte à cette conduite exemplaire.

C'est à l'armée d'Italie, commandée par Bonaparte, en 1796, que cette corruption des mœurs militaires paraît avoir pris naissance, et l'influence du général en chef, le peu d'importance attaché par lui à la répression des méfaits de ce genre ne semblent pas avoir été étrangers à cet épanouissement du mal. Nous avons dit la façon dont des généraux comme Saint-Cyr, Soult, Roguet, Dellard apprécièrent la valeur morale de nos armées en 1794 et 1795. Il y a lieu de se rappeler particulièrement ce qu'a écrit Roguet de l'armée de 1796, au moment où Bonaparte en prit le commandement ². Pauvres, mais désintéressés, c'était alors la devise de ces vaillants va-nu-pieds. Sans doute, il y a lieu de penser que la tendance aux exactions de toute sorte si hautement mise en lumière quelques années, quelques mois plus tard, par des hommes comme Augereau ou Masséna, n'attendait qu'une occasion de se manifester. Sans doute, beaucoup demeuraient discrets et probes par nécessité, qui étaient maintenus dans la bonne voie par l'exemple, par l'esprit général de la masse. Toutefois, il ne paraîtrait pas équitable de ne point tenir compte, même à ces philosophes malgré eux, de leur modération accidentelle.

La situation précaire dans laquelle ils vivaient rendait cette vertu plus méritoire encore. Sans habits, sans autres souliers que de mauvaises chaussures tressées, la tête entourée d'une loque comme des lazaroni, sans argent, vivant de mauvais pain et de viande salée, les futurs soldats d'Arcole et Rivoli ressemblaient davantage à une bande de brigands qu'à une

¹ Chéland, *Les armées françaises jugées par les habitants de l'Autriche*, p. 197.

² Général Roguet, *Mémoires*, I.

réunion organisée de gens de guerre. Les officiers étaient tout aussi malheureux que leurs hommes. Aucun n'était monté, peu d'entre eux ayant le moyen d'acheter un cheval et l'État s'abstenant complètement de leur en fournir un. On pense que ces loqueteux, qui n'avaient pas de quoi s'offrir un habit, ne songeaient guère aux dorures et aux broderies ; ils portaient des épaulettes de laine comme la troupe. Toute leur ambition se bornait à toucher dans les magasins du corps, celui-ci une culotte, celui-là un gilet, un chapeau, une paire de souliers. Augereau, « maigre comme un hareng, faule de viande, » se plaignait, le 28 janvier 1796, que ses soldats n'avaient touché, depuis deux jours, qu'un peu d'huile et de pain. Le 17 du même mois, il avait déjà écrit à Ritter, commissaire du Directoire à l'armée d'Italie, la lettre suivante, dont l'original existe aux archives du prince d'Essling et qui mérite d'être conservée : « La Piètra, le 27 nivôse de l'an quatrième de la République. — Citoyen représentant, celle-ci est pour savoir des nouvelles de votre voyage et en même temps de penser à ce que vous m'avez promis. Je suis présentement tout nu, je ne puis plus faire raccommoder mon habit ; le fil ne veut plus tenir. C'est un vieux militaire, il a trois campagnes d'hiver et trois campagnes d'été sur le corps. Je réclame du drap pour m'abiller (*sic*) au nom de l'humanité souffrante. Si vous ne venez bientôt à mon secours, vous m'exposez à montrer tout ce que je porte. Adieu, mon cher représentant, pensez à moi et croyez-moi sincèrement tout à vous. — AUGEREAU ¹. »

« Jugez d'après cela, disait le futur duc de Castiglione dans une autre lettre, si l'on peut faire l'exercice tout le jour n'ayant rien dans le ventre. Quant à moi, je suis à bout de mon latin ². »

Ainsi, rien pour se nourrir et rien pour se vêtir, pas de solde et pas de souliers, telle était alors la situation de l'armée d'Italie. Mais, comme nous le disions un peu plus haut, c'était là une existence dont nos soldats avaient par-dessus la tête, dont ils attendaient avec impatience le terme, et l'on pouvait prévoir que du jour où un chef moins scrupuleux que Schérer jetterait

¹ Publiée par le *Journal* du 11 janvier 1901.

² Krebs et Morris, II, 361.

à leur misère un appât même suspect, ils le saisiraient avec empressement.

Cette amorce dangereuse, Bonaparte venait de la leur présenter, assumant ainsi la responsabilité — supportée légèrement d'ailleurs — d'être le premier général de la Révolution française à faire publiquement et solennellement appel aux instincts matériels du soldat, à lui montrer la victoire et la conquête, non plus comme un élément destiné à faire triompher une idée, mais comme un moyen de faire fortune. C'est la proclamation fameuse, l'ordre célèbre lu aux troupes : « Soldats, vous êtes nus, etc.... Je veux vous conduire dans les plus fertiles plaines du monde. De riches provinces, de grandes villes seront en votre pouvoir, vous y trouverez honneurs, gloire et richesses. »

Il est certain que dès le début des opérations, nos soldats prirent à la lettre ces promesses de leur nouveau général, et dès leurs premiers pas en Italie, lors de la prise de Dégò, ils se livrèrent, dans la ville même et dans les villages environnants, à un pillage qu'ils considérèrent comme légitime. L'église et la plupart des habitations particulières furent saccagées de fond en comble, les caves vidées jusqu'à la dernière bouteille, plusieurs incendies furent allumés par des hommes probablement ivres. Il ne paraît pas que Bonaparte ni Masséna ¹ aient essayé de sévir à la suite de cette affaire du 15 avril, et le soldat conclut qu'on l'autorisait bien réellement à s'emparer de tout ce qui était à sa convenance, même à détruire ce qu'il ne pouvait emporter. Il ne l'oublia pas, et dès lors, après chaque action de guerre, on le voit chercher à se payer sur l'ennemi de ce dont le gouvernement français est débiteur à son endroit.

Les choses en vinrent au point qu'elles menacèrent de compromettre les résultats militairement acquis, d'entraver les opérations ultérieures. Les généraux eux-mêmes durent avouer qu'« il se commettait des horreurs ², » que le soldat se portait à des actes « qui faisaient rougir d'être homme, » et ils essayèrent d'arrêter le mal. Cependant, en dépit de quelques exécutions, portant en général sur de pauvres diables comme le sapeur

¹ Berthier à Clarke. Archives historiques de la guerre, campagne de 1796, 23 avril. Clarke était à cette époque commissaire du Directoire à l'armée d'Italie. Voir son rôle dans les Mémoires de Barras.

² Bonaparte au Directoire. *Ibid.*, 24 avril 1796.

Latouche, du 5^e bataillon du génie, ou le caporal Urgel, de la 32^e demi-brigade, malgré la destitution de quelques officiers subalternes, le vice, attaqué seulement à sa surface, ne fut pas extirpé, et ces mœurs condamnables s'implantèrent peu à peu dans les troupes d'Italie pour gagner de là les autres armées de la République.

Celles-là, il faut le dire, certaines d'entre elles tout au moins, demeurèrent longtemps rebelles à cette invasion malsaine, notamment l'armée d'Allemagne où tout était grave, sérieux et simple comme son chef Moreau.

Mais les généraux, les officiers, les soldats mêmes qui, venant d'Italie, passaient aux armées de Hollande, du Danube ou du Rhin, introduisaient fatalement dans ce milieu nouveau, encore indemne, le virus dont ils étaient imprégnés, appliquaient les principes qu'ils avaient vu pratiquer dans la vallée du Pô, et ils le faisaient quelquefois avec une impudeur qui déconcerte. Quand, après le 18 Fructidor, Augereau reçut, pour prix de sa participation au coup d'État perpétré par Barras, le commandement des trois armées réunies du Nord, du Rhin et de Sambre-et-Meuse, il partit tout aussitôt pour Aix-la-Chapelle et vit là, pour la première fois, ses nouvelles troupes ¹. Macdonald rapporte à ce sujet que les soldats, habitués à servir sous des généraux vêtus avec une simplicité plutôt exagérée, n'avaient d'yeux que pour les panaches, les chamarrures de leur nouveau généralissime. Il avait des broderies sur toutes les coutures, y compris celles de ses bottes.

Lors de la revue de prise du commandement et pendant le repos qui précéda le défilé, les hommes avaient fait cercle au-

¹ Cette nomination d'Augereau au commandement de l'armée d'Allemagne fut une des erreurs du Directoire. Elle eut pour premier effet d'empêcher Bonaparte de pousser jusqu'à Vienne, après Léoben. « L'obstacle invincible (à continuer la guerre en Italie), disait Bonaparte à Marmont en 1797, c'est le choix d'Augereau pour commander l'armée du Rhin. Cette armée, la plus forte, la plus nombreuse de la République, est entre des mains incapables. Comprenez-vous la stupidité d'un gouvernement d'avoir mis cent vingt mille hommes sous les ordres d'un général pareil? Vous le connaissez et savez quelle est la mesure de ses talents et même de son courage, ils l'ont vu et entendu, ils ont pu le juger; mais ils ont pris son bavardage pour du génie, et sa jactance pour de l'héroïsme. Combien les avocats sont stupides quand ils ont à décider des graves questions qui touchent aux destinées des États! Augereau commande une armée et décide du sort de la guerre. En vérité, cela fait pitié. » Marmont, *Mémoires*, I, p. 301.

lour d'Augereau, et l'ancien maître d'armes profita de la circonstance pour leur adresser la parole. « Il leur raconta ses campagnes d'Italie, parla de la bravoure des troupes, sans faire nullement mention du général en chef de cette armée ¹, dit que les soldats y étaient fort bien traités, et qu'« il n'y en avait pas un, tel mauvais sujet qu'il fût, qui n'eût dix louis dans sa poche et une montre en or ². »

« C'était, dit Macdonald, un avis pour les nôtres ; » un avis qui ne devait pas tomber dans l'oreille de sourds.

Déjà, dans la campagne de 1800, on put constater que l'armée, sous le rapport qui nous occupe, avait profité des avis d'Augereau. Mais ce fut surtout en 1805 que le pillage fut pratiqué avec un sans-gêne inconnu jusque-là. Dès l'entrée en Souabe, nos régiments laissèrent partout des témoignages irrécusables de leur passage. À Ems saccagée, à Saint-Poelten, une des villes les plus jolies et les plus pittoresques de l'Autriche, « la terreur avait mis en fuite la majeure partie des habitants, précaution qui ne fut que trop justifiée par les excès auxquels se livrèrent nos soldats ³. »

À Ems, on voulut faire quelques exemples, et le général Vandamme, en particulier, fit fusiller sur place un trainard qui venait de rejoindre, avec « son sac plein d'argenterie volée. » Mais, ajoute le colonel Pion des Loches, « si le général avait usé de la même rigueur envers tous les voleurs de sa division, il ne lui serait pas resté assez d'hommes pour composer une escorte ⁴. »

Après Iéna et Auerstaedt, pendant la poursuite où périrent les derniers débris de l'armée prussienne, toutes les villes traversées par les armées furent livrées, ou peu s'en faut, au pillage. Nous disons à dessein *les* armées et non pas *nos* armées.

Effectivement, troupes amies et troupes ennemies se conduisaient avec le même sans-gêne, avec une brutalité identique, et l'on peut dire avec vérité qu'à Lubeck, par exemple, une partie des excès que l'opinion allemande reprocha à cette époque aux Français doivent être, en toute impartialité, imputés aux soldats de Blücher.

¹ Bonaparte.

² Maréchal Macdonald, *Souvenirs*, p. 48.

³ Général Fantin des Odoarts, *Journal*, p. 37.

⁴ Colonel Pion des Loches, *Mes campagnes*, p. 148.

En Espagne, également, nous eûmes à supporter la responsabilité des larcins commis par les Anglais ¹ et mis, par eux, sur notre compte avec une habileté très perfide. Toutefois les dilapidations pratiquées par les Anglais n'excusent pas les nôtres, et dans la Péninsule plus qu'ailleurs peut-être elles furent trop réelles et trop nombreuses.

Là, comme en Allemagne, le soldat cherchait dans le pillage un moyen de garnir une escarcelle que nos payeurs militaires laissaient trop souvent vide ; et tout leur était bon pour se créer des ressources.

Le commandant Parquin raconte qu'étant un jour dans un café de Salamanque, il entendit, dans la rue, un colloque animé entre deux soldats d'infanterie. La curiosité, quelques mots singuliers l'incitent à prêter l'oreille ; il ouvre doucement la fenêtre et il saisit ce colloque :

« ... Comment ! déjà plus rien dans la grenouille ? Je croyais que nous avions encore de l'argent. — Mais non, tu sais bien que le dernier morceau que nous en avons vendu n'a rapporté qu'une once ². Et de Coïmbre ici nous l'avons dépensée. — Eh bien, il ne manque pas d'orfèvres à Salamanque, ils ne sont pas inventés pour le roi de Prusse. Tiens, en voilà un sous les arcades, fais-lui expédier un morceau du Sauveur. » Et dans ce moment, le soldat tira de sa musette un christ en or, long de

¹ Les dilapidations, les vols à main armée pratiqués par les Anglais depuis 1808 à 1813 dans la péninsule, ont été inscrits par tous leurs écrivains à notre actif, et c'est de nos jours seulement qu'en Espagne on commence à se rendre compte de la vérité à cet égard.

Même l'incendie de Saint-Sébastien en 1813 avait passé quelque temps comme devant nous être imputé, et il y a un très petit nombre d'années qu'une plaque, rétablissant les faits, a été placée dans une des rues de la capitale du Guipuzcoa.

Il serait intéressant de recueillir en Espagne même les souvenirs de l'occupation anglaise : il en existe encore de très vivants. Nous nous rappelons avoir vu, dans les environs de Grenade, *l'emplacement* d'une villa mauresque fort ancienne et fort curieuse, paraît-il, qui, en 1810 ou 1811, pendant que son propriétaire combattait contre nous en Galice, fut religieusement démolie par les soins d'un amateur d'outre-Manche, embarquée pierre par pierre sur un bâtiment anglais, et réédifiée à quelques kilomètres de Londres, où elle fait actuellement les délices d'un lord aujourd'hui très en vue. De telles spoliations, racontait le vieux prêtre espagnol de qui nous tenons ces détails, furent alors fréquentes. On sait que des actes pareils de vandalisme ont été commis par les Anglais à Athènes, et qu'il s'en est fallu de peu que le Parthénon fût arraché au soleil de la Grèce pour aller s'effriter dans les brumes de la Tamise.

² L'once d'or espagnole vaut environ 84 fr.

six pouces, qui déjà était amputé du bras droit. Immédiatement nos deux fantassins se mirent en marche et entrèrent chez l'orfèvre, pour se faire une ressource en vendant un *morceau du Sauveur*, suivant leur expression, en attendant qu'ils eussent à rendre compte dans un autre monde du sacrilège commis dans celui-ci ¹. »

Parfois le pillage n'était pas le fait des soldats isolés; il s'exécutait en grand et donnait lieu à des désordres préjudiciables non pas seulement à la discipline, mais au bien-être matériel de l'armée. Quelques jours après le sac d'Ems et de Saint-Poelten, le 15 novembre 1805, à Stockerau, les troupes dévastèrent un immense magasin d'effets d'habillement où l'on eût trouvé de quoi vêtir plusieurs régiments. « Si on eût distribué avec ordre, il eût été très profitable; mais chaque soldat y prit ce qu'il voulut, et, selon sa louable habitude, ce qui ne lui convenait pas, le fantassin, des manteaux et des bottes de cavalier, etc.... C'était un désordre extrême ². »

Le nombre des villages et même des grandes villes mis à sac pendant les guerres du premier Empire, livrés à un pillage, nous dirions volontiers régulier, tout au moins autorisé, est considérable. Dans tous on eût trouvé, comme à Stockerau, des ressources précieuses pour l'armée, c'est-à-dire le moyen d'avitailier des corps de troupes que l'administration militaire laissait la plupart du temps dans un dénuement complet.

Le plus célèbre de ces pillages est celui pratiqué à Moscou en 1812. Il est à peu près certain que la prise en charge régulière des immenses approvisionnements que contenait la capitale moscovite au moment où l'armée française franchit son enceinte nous eût fourni le moyen de vivre durant tout l'hiver, sinon plantureusement, du moins avec une aisance appréciable. Malheureusement, la destruction de tous les magasins publics et privés, par les forcenés de Rostopchine d'abord, puis par nos propres soldats, nous laissa en quelques semaines dépourvus du nécessaire. Il faut lire dans Pion des Loches, dans le sergent Bour-

¹ Commandant Parquin, *Souvenirs*, p. 230.

² Colonel Pion des Loches, *Mes campagnes*, p. 153. A propos du pillage de ce même magasin, Saint-Chamans écrit également : « En passant à Stockerau, je vis piller par nos troupes le plus beau magasin d'effets d'habillement, de harnachement et de campement pour l'armée autrichienne qu'il fût possible de voir. » *Mémoires*, p. 22.

gogne, dans Labaume, dans nombre d'écrivains français et russes ¹, la triste façon dont furent dissipées ces inestimables richesses.

Du pillage aux exactions, aux malversations, aux concussions, la distance est courte et nos soldats la franchissaient avec une inconscience absolue. Certains, comme ces hussards dont parle Fantin des Odoarts, pénétraient le sabre au poing dans une ville amie ou ennemie, se présentaient à la municipalité au nom d'un général imaginaire, se faisaient verser une réquisition en numéraire d'un chiffre parfois très élevé et disparaissaient en laissant au bourgmestre un papier signé d'un nom quelconque qui n'avait jamais figuré sur l'annuaire ². La fraude ne tardait pas à être découverte, mais on en riait dans les états-majors, on trouvait la farce bien jouée et jamais aucune enquête sérieuse ne cherchait à découvrir la trace des voleurs.

Nombre de sous-officiers — les fourriers spécialement — s'entendaient avec les fournisseurs, tripotaient sur les bons de vivres, se livraient à des malversations caractérisées sans paraître se douter qu'ils commettaient là des actes répréhensibles.

On a vu tout à l'heure le récit dans lequel le commandant Parquin a fait revivre ces deux pillards de l'armée de Portugal, qui entrent chez un orfèvre de Salamanque pour vendre les débris d'un christ d'or volé à Coïmbre ou à Porto. Or, à cette époque, le même Parquin avait sur la conscience un larcin au moins aussi condamnable dont il ne paraît jamais avoir compris la gravité, puisque quarante ans plus tard il s'est plu à le consigner dans ses Mémoires comme un des bons tours de sa jeunesse.

Le 27 octobre 1806, le régiment de Parquin était cantonné dans un village à quelques lieues de Berlin. Dès l'arrivée, on

¹ Voir notamment de Mailly, *Mon journal pendant la campagne de Russie*, Paris, 1841. Duverger, *Mes aventures dans la campagne de Russie*, Paris, 1833 (Extrait du *Magasin français*, décembre 1833). Général Paixhans, *Retraite de Moscou, notes écrites dans le quartier de l'Empereur*, Metz, 1868. Colonel Calosso, *Mémoires d'un vieux soldat*, Turin, 1857. Rostopchine, *Mémoires en grande partie inédits pour la biographie future du comte Ch. Rostopchine, rassemblés par son fils*, Bruxelles, 1864. *Moscou pendant l'incendie. Journal du curé de Saint-Louis des Français*. 1^{er} septembre-octobre 1812 (*Correspondant*, 1891). *Wer hat Moskau in Jahre 1812 in Brand gesteckt?* Berlin, 1900, etc.

² Général Fantin des Odoarts, *Journal*.

sonna aux fourriers, l'adjudant dicta les ordres et commanda un détachement chargé d'aller en ville toucher des fourrages et des vivres pour quatre jours.

Une heure après, cavaliers de corvée et fourragères arrivèrent à Berlin, et comme l'adjudant Mozère, chef du détachement, préférerait une petite promenade en ville à la surveillance de son service, il appela Parquin et lui dit : « Fourrier de la compagnie d'élite, la distribution durera près de trois heures, car nous devons être servis après l'artillerie du corps d'armée et le 7^e chasseurs ; il est midi, rendez-vous avec le détachement au magasin, vous attendrez votre tour, et quand il viendra, vous toucherez les distributions. Voici les bons généraux et le détail de ce qui revient à chaque compagnie. Quant à moi, je vais entrer dîner à l'hôtel de l'Aigle Noir, vous me remplacerez en tout pendant mon absence. »

Voilà donc Parquin en route pour le magasin ; il y arrive, fait dessangler les chevaux et attend tranquillement que son tour vienne. Il y a déjà une heure qu'il est là, arpentant les cours, les écuries, disant un mot à celui-ci, donnant un ordre à celui-là, s'ingéniant à trouver une occupation qui lui fasse trouver l'attente moins longue, quand un cavalier de son régiment, un nouveau venu, pénètre dans la cour du magasin et demande l'adjudant Mozère. « L'adjudant Mozère ? Il s'est absenté pour un moment, répond Parquin, mais si vous avez un ordre pour lui, vous pouvez me le remettre, c'est moi qui le remplace. — C'est un pli du colonel. — Donnez. »

Parquin saisit l'enveloppe que lui tend l'estafette, l'ouvre, prend connaissance du contenu et s'aperçoit que c'est un ordre de ne recevoir aucune distribution. On enjoint à Mozère de déchirer les bons, de faire monter à cheval immédiatement et de rejoindre au plus vite le régiment qui vient d'être appelé inopinément et d'urgence à Neustadt. L'ordre est péremptoire. Parquin n'hésite pas, il saute en selle, commande : « A cheval ! » et tire les bons de sa sabretache pour les déchirer. Mais au moment où il va mettre en morceaux ces précieux chiffons qui représentent pour dix à douze mille francs de fournitures, il voit s'avancer vers lui un personnage sordide qui, dans un français à peine intelligible, lui dit : « Attendez, ne déchirez rien. — Pourquoi ? J'ai l'ordre de le faire, et c'est naturel,

puisqu'e nous ne touchons pas la distribution. — Une fois déchirés, ils ne vaudront plus rien, tandis que si vous me les donniez intacts ! — Intacts?... — Oui, intacts, ils pourraient peut-être vous rapporter quelque chose. — Comment cela ? — Voulez-vous me les donner pour cent frédéric d'or ? — Vous dites ? — Cent frédéric d'or. »

Le frédéric valait vingt et un francs. Et le juif — car c'était un juif qui proposait ce marché à Parquin — faisait miroiter devant les yeux du fourrier les cent louis en beau métal bien reluisant. Et pour achever de décider le jeune sous-officier : « Tenez, ajouta-t-il, voilà les bons du 7^e chasseurs ; vous voyez que vous ne serez pas le seul à profiter de l'aubaine, c'est les Bruziens qui baient, c'est de la ponne guerre. »

Ici on s'attendra peut-être à voir Parquin refuser généreusement un traité qui, sans aucun doute, manquait de délicatesse et jeter au nez de l'effronté coquin les débris de ses bons. Mais nos soldats du premier Empire n'avaient pas toujours de ces scrupules. Parquin tendit les bons à son interlocuteur et mit soigneusement dans sa sabretache les deux mille francs, prix du marché.

L'épilogue de cette petite histoire n'est pas moins joli. Les cent frédéric en poche, les bons livrés au juif, Parquin se met en route avec son détachement et est bientôt rejoint par l'adjudant Mozère. Ce dernier a appris à l'Aigle Noir que ses chasseurs rentrent sans la distribution, il est fort inquiet de connaître ce que le fourrier a fait des bons. — « Il me prit à part, dit Parquin, et s'informa avec empressement de ce qu'étaient devenus les bons. — Vous me gronderez peut-être, adjudant, mais voilà les cinquante frédéric contre lesquels je les ai échangés. — Vous avez mal agi, dit l'adjudant..., cela valait davantage. » Et il les empocha. — « J'avais eu raison de faire ma part avec un gaillard d'une moralité si sévère, ajoute gravement Parquin, car il ne jugea pas convenable de me donner un seul frédéric ¹. »

Très certainement, Parquin ne se doutait pas qu'il commettait là une action indélicate, et, chose plus étrange encore, il ne s'en doutait pas davantage quand il rédigeait ses souvenirs, quarante ans plus tard, puisqu'il n'hésite pas à nous raconter lui-

¹ Commandant Parquin, *Souvenirs*, p. 81.

même, comme un tour de bon aloi, cette curieuse et typique négociation. C'est qu'en réalité l'affaire des bons de Berlin n'était pas un fait isolé; dans tous les régiments, les sous-officiers agissaient de même toutes les fois qu'ils le pouvaient et, loin de s'en cacher, s'en glorifiaient.

Le lendemain du jour où Parquin avait si singulièrement gagné cent frédéric, il rencontre un de ses amis, sous-officier comme lui, dans nous ne savons plus quel régiment de chasseurs ou de hussards, et s'empresse de lui conter son aubaine. « Tu es un grand niais, fait l'autre qui répondait au nom de Henry. Qu'avais-tu besoin de donner cinquante frédéric à l'adjudant? Quant à moi, ma ceinture est également garnie et voilà comment j'ai procédé. J'étais de garde aux avant-postes. Arrive un petit juif qui se met à me prier bien gentiment de ne pas faire attention si on ouvre l'écluse du canal pour laisser passer le bâtiment qui était en tête des autres et qui lui appartenait.... Ma foi, je me suis laissé attendrir, j'ai toléré qu'on ouvrit la passe, j'ai laissé aller le premier bateau et le juif m'a compté deux cents frédéric d'or (4,200 fr.). C'est une affaire de nuit, bien fin qui y verra quelque chose ¹. »

Il est à peu près certain — nous l'avons dit déjà — que de tels actes d'indélicatesse étaient plutôt le fruit de l'inconscience que d'un penchant caractérisé au vol; toutefois, on peut ajouter, on doit ajouter que même à la Grande Armée, il se trouvait un certain nombre de gens qui n'imitaient point ces quasi-fripons.

Au commencement d'avril 1812, en Catalogne, un détachement du 83^e avait été chargé de réquisitionner des bœufs pour assurer le ravitaillement du corps d'armée qui assiégeait Tarragone. Un troupeau de 1,400 têtes fut ainsi rassemblé, et, pour en faciliter la conduite, le commandant de l'escorte le partagea en groupes de soixante-dix animaux. Chaque soir ces groupes — il y en avait vingt — étaient parqués à proximité du gîte d'étape, et deux factionnaires étaient préposés à la garde de chacun d'eux.

Une nuit, le soldat Glaesener et l'un de ses camarades — du 83^e — montaient une faction de garde quand trois hommes, « sans doute des marchands juifs, » vinrent leur proposer de leur vendre une douzaine de bœufs. Comme les deux soldats se récriaient

¹ Commandant Parquin, *Souvenirs*, etc., p. 84.

sur le danger d'un tel marché : « Bah ! répondirent les trois fripons, personne ne nous voit, et pour une douzaine d'animaux de moins, vous ne feriez que mitiger d'autant le châtement éternel de votre Empereur. Ne croyez point être les premiers à toper au marché ; nous en sommes à notre quatrième tournée, et vos compagnons n'ont pas été si scrupuleux que vous. »

Les bœufs n'étaient jamais complés, la disparition de quelques-uns d'entre eux avait chance de passer inaperçue, l'affaire était tentante, et l'un des factionnaires allait y donner la main, quand son camarade se rebiffa. « Que penserait-on de nous, dit Glaesener, si demain, en dépouillant nos cadavres sur un champ de bataille, on trouvait nos poches bourrées d'or ? On nous soupçonnerait de trahison et notre fosse même en serait déshonorée. Restons honnêtes, puisque notre vie est toujours à la merci du boulet ¹. »

Si l'acte de Glaesener est une exception, il n'en demeure que plus honorable : il compense avec avantage les procédés de Parquin et de son ami.

IV.

La plupart des excès que nous venons de raconter sont des actes de pillage ou de concussion bien caractérisés, qui ne peuvent être excusés à aucun titre ; toutefois, ce que l'on peut dire pour leur défense, c'est qu'en dépit de leur fréquence, ils demeuraient accidentels.

Une autre plaie, un fléau qui ruinait bien plus sûrement les populations, qui les épuisait par sa continuité, son étendue, par l'ingéniosité qu'y déployaient nos soldats, c'était la maraude.

Bien que, dans la pratique, la maraude confine souvent de fort près au pillage, encore que la première entraîne plus d'une fois au second, elle demeure cependant, en principe, essentiellement différente. La maraude a pour fin de procurer au soldat, par des moyens toujours illicites à la vérité, mais jusqu'à un certain point excusés par la nécessité, les produits indispensables à son alimentation. Le pillage, au contraire, tend uniquement à accaparer par la violence des objets sans utilité immédiate pour

¹ Anonyme (Glaesener), *Souvenirs d'un soldat de Napoléon I^{er}*, p. 66-67.

le soldat, soustraits brutalement à l'ennemi, souvent aux amis, dans un but toujours inexcusable de lucre ou de destruction. La maraude naît généralement, on pourrait dire provient toujours, dans les armées, du mauvais fonctionnement des services administratifs; et sans doute, comme le dit très judicieusement Elzéar Blaze, il n'y a rien à répondre à un soldat qui vous dit : « Vous ne me donnez pas de pain, j'en cherche. »

Nous avons dit ailleurs, lorsque nous avons parlé des subsistances et des commissaires des guerres, combien avait été aléatoire, dans les armées de la République, le service des approvisionnements. Il en était résulté, pour les troupes, des misères sans nom, une pénurie de toutes choses inouïe, ces légendaires bataillons de la Moselle « en sabots, » cachant à peine leur nudité sous les plus misérables haillons. Le siège de Mayence, en 1794, marque l'apogée de cette crise de dénuement. Nos soldats endurent là tout ce qu'on peut imaginer en fait de souffrances physiques, et les rigueurs subies dans ce désastreux hiver furent telles, qu'on peut les comparer avec *avantage* aux misères de la campagne de Russie ¹.

« Tantôt, a écrit un de ces vaillants, nous avions une livre et demie de pain à partager entre douze hommes. D'autres jours, point; sans viande, ni sel, ni argent, car c'était la chute des assignats, puisqu'ils ne valaient plus rien. Nous allions à cinq lieues chercher des petites pommes à la Saint-Jean, pour manger, arracher des pommes de terre; nous mangions des pleines marmites de trèfle, sans sel ni graisse, pour ne pas mourir de faim. Jugez quel triste sort que le pauvre soldat a en faisant la guerre. Et il y a beaucoup de bavards qui disent que le soldat est heureux de faire la guerre ². »

En 1796, dans la campagne d'Allemagne, les privations n'atteignirent pas ce degré d'acuité; elles demeurèrent néanmoins très pénibles. « Nous n'avions, dit Soult, aucune espèce de

¹ « Dans le courant d'une si longue guerre, qui a duré un quart de siècle, j'ai eu souvent occasion de voir nos soldats souffrir de grandes privations; mais, si elles ont été aussi pénibles, elles n'ont jamais eu la même durée, je n'en excepte pas même la campagne de Russie. » Maréchal Gouvion Saint-Cyr, *Mémoires sur les campagnes du Rhin et du Rhin et Moselle*. Paris, Anselin, 1829, in-8, II, p. 153.

² Jean Chatton, *Cahiers de vieux soldats de la Révolution et de l'Empire*. Paris, Chapelot, 1903, p. 10.

moyens pécuniaires et notre situation était même pire qu'à l'époque où il n'y avait en circulation que des assignats.... Nous n'avions aucun service administratif pour régler les réquisitions, il fallait vivre comme nous pouvions et avec les ressources du lieu même où nous nous trouvions, ressources qui étaient bientôt épuisées.... On comprend tout le désordre qui devait s'ensuivre, car les chefs de corps avaient autre chose à faire que de s'occuper d'administration ; d'ailleurs, ils en étaient incapables. On comprend en même temps la détresse dans laquelle devait se trouver l'armée ; elle ne pouvait plus vivre que de maraude ¹. »

Nous avons vu comment, sur les Alpes, le départ de Schérer et la prise de commandement par Bonaparte étaient venus modifier brusquement une situation tout aussi précaire ; nous avons dit de quelle façon, par quels procédés l'armée d'Italie était passée subitement de la misère à l'abondance, du dénuement à la satiété ; nous avons montré l'Augereau loqueteux de Montenotte éblouir, quelques mois après, l'armée du Rhin de l'éclat de ses broderies et du flottement de ses panaches.

Dès cette époque donc, la maraude, sœur du pillage, avait été pratiquée par nos armées, mais elles avaient alors, pour expliquer ces procédés violents, l'excuse de la nécessité, cette *suprema lex* du besoin de vivre devant laquelle fléchissent tous les principes du droit.

Pendant les guerres du Consulat et durant les premières campagnes de l'Empire, la maraude continua à être pratiquée, mais peut-être à un degré moindre, en ce sens que la guerre amenait nos armées dans des pays riches, neufs, où les prestations leur étaient fournies facilement par l'habitant, et où le soldat n'avait pas à rechercher lui-même ses aliments. Il vivait dans une abondance relative, exigeant parfois bien des suppléments non prévus par les règlements, mais les obtenant le plus souvent par négociation ou par ruse, et sans se heurter à un mauvais vouloir systématique.

A ces débuts de l'Empire, la haine de l'étranger pour Napoléon, cette haine qui allait devenir plus intense et plus farouche au fur et à mesure que croissait l'ambition du conquérant, cette haine demeurait latente en Allemagne ; elle ne retombait pas

¹ Maréchal Soult, *Mémoires*. Paris, Amyot, I, 323.

encore sur nos soldats et l'espérance de voir évacuer à bref délai les pays occupés retenait les passions populaires. Mais quand, en 1807, la tendance à l'hégémonie universelle se fut nettement manifestée chez l'Empereur, quand la création de la Confédération du Rhin, celle des majorats et des royaumes distribués à ses généraux ou à ses frères, l'empire d'Allemagne rayé de la carte d'Europe, la monarchie de Frédéric réduite à quelques landes incultes de Poméranie, eurent montré chez Napoléon la volonté bien arrêtée de vassaliser l'Europe, les germes de résistance que nous signalions tout à l'heure se développèrent tout d'un coup avec véhémence, et nos soldats, défenseurs attirés de cette politique funeste, furent nécessairement englobés dans le ressentiment soulevé par leur chef.

Dès lors, les populations devinrent nettement hostiles, l'indifférence ou la résignation se changèrent en mauvaise volonté évidente, il ne fallut plus compter rien obtenir qu'en l'exigeant par le droit de la guerre, par la force; toute bonne volonté à notre égard fut à jamais éteinte.

D'autre part, les pays envahis commençaient à se ressentir d'une occupation qui durait depuis dix années, pour ainsi dire sans discontinuer; les récoltes mal ensemencées, mal venues, coupées en herbe ou détruites dans leur maturité, ne remplissaient plus les greniers, le bétail se faisait rare; les habitants étaient donc fondés à ne point livrer ce qui suffisait à peine à leurs besoins personnels. Cette situation précaire était déjà celle du Wurtemberg, de la Souabe, de la Bavière, de la Saxe, de l'Autriche, de la haute Italie; mais, quand nos armées, lancées à la poursuite de Blücher en novembre 1806, se furent rapprochées des bords de la Baltique, quand elles eurent pénétré en Poméranie, ce fut bien pire encore; elles se trouvèrent alors aux prises avec une pénurie de subsistances qu'avaient seuls connue les rares soldats de l'an IV présents encore sous les drapeaux. Et comme le service des subsistances était à peu près un mythe, comme tout au moins celui qui existait paraissait seulement créé pour permettre à un petit nombre d'employés privilégiés de s'enrichir et de vivre grassement, alors que les combattants mouraient de faim, comme les colonels se trouvaient, par le fait, investis du soin de nourrir leur régiment, et qu'ils ne disposaient pour atteindre ce but ni d'argent ni de

denrées, force leur était bien de laisser le soldat pourvoir comme il l'entendait à sa subsistance. Les mêmes causes reproduisaient fatalement les mêmes effets. De même qu'en 1796, en Italie ou en Allemagne, les officiers, loin d'arrêter la maraude, la toléraient, l'encourageaient : c'était, pour eux comme pour leurs hommes, l'unique moyen d'échapper à la famine ; « nous vivions, dit Blaze, de ce que les soldats trouvaient ¹. »

Cependant, l'on comprend, sans y insister, qu'un tel procédé d'avitaillement, que cette autorisation ou plutôt cet ordre d'aller aux vivres et de s'en procurer par tous les moyens possibles, ne pouvait manquer d'être extrêmement préjudiciable à la discipline.

Certains hommes parlaient, qui demeuraient plusieurs jours, plusieurs semaines dehors ; quelques-uns ne revenaient pas du tout. Avaient-ils été faits prisonniers de guerre, avaient-ils été assommés dans quelque coin par un paysan, noyés dans quelque étang éloigné ? personne n'en savait rien. Pendant longtemps on continuait à les porter présents, puisqu'ils étaient soi-disant en service commandé, et ce n'est qu'au bout de plusieurs mois qu'on se décidait à les rayer des contrôles. Et parfois, alors, on en voyait quelques-uns rentrer au bercail et expliquer leur absence par une raison plus ou moins plausible.

Il est difficile de dire jusqu'à quel point les armées françaises souffrirent de la pénurie des subsistances pendant les célèbres cantonnements sur la Passarge, pris, comme on s'en souvient, par les différents corps de la Grande Armée dans la basse Poméranie au commencement de 1807.

Les allées et venues de nos troupes, comme aussi celles des armées prussiennes et russes, avaient anéanti, en quelques jours, les ressources restreintes de ce pays pauvre, infertile, qui a peine, dans les meilleures années, à nourrir la population clairsemée répandue à sa surface. Comment cette misérable contrée eût-elle pu alimenter les contingents énormes qui venaient tout d'un coup l'envahir ? La famine fut terrible, les maladies se développèrent dans une proportion que les troupes n'avaient jamais connue jusque-là.

Quant aux habitants, privés d'abris, privés d'aliments, ils dis-

¹ Elzéar Blaze, *La vie militaire sous le premier Empire*, p. 36.

parurent dans une proportion qu'on ignorera vraisemblablement toujours. A Guttstatt, par exemple, la famille chez laquelle le général Fantin des Odoarts avait pris son logement était composée, en avril, de sept personnes. En mai, il n'en restait plus qu'une. La mortalité devint telle que les prêtres ne suffisaient plus aux enterrements; chacun fut réduit à ensevelir les siens comme on procède à une besogne banale, et « le dernier survivant, n'ayant personne pour lui rendre ce suprême office, demeurait sans sépulture dans sa maison ¹. »

Au printemps, quand Saint-Chamans fut chargé par le maréchal Soult de reconnaître un itinéraire pour le 4^e corps, il chercha, au cours de son expédition, à s'aboucher avec des paysans pour obtenir d'eux des renseignements sur l'ennemi : « Mais, dit-il, ou bien leurs maisons étaient désertes, ou bien je n'y trouvais que quelques malheureux vieillards étendus sur des grabats. Ces infortunés luttaient encore contre la mort, et, sans avoir la force de se lever, d'une voix défaillante, ils demandaient du pain. Je fus témoin de cet affreux spectacle, notamment dans le village de Schwenkitter, sur la Passarge, vis-à-vis d'Edditten ². »

Le colonel de Gonneville rapporte un fait identique. « Nous trouvâmes, dit-il, les villages affreusement dévastés, les habitants morts dans leurs maisons ou en fuite; dans une des maisons il y avait, à côté de cinq cadavres, un enfant d'une douzaine d'années qui respirait encore ³. »

La situation des troupes n'était guère préférable à celle des habitants ⁴. En premier lieu, c'est-à-dire jusqu'après Eylau, l'ar-

¹ Général Fantin des Odoarts, *Journal*, p. 116-117.

² Général de Saint-Chamans, *Souvenirs militaires*, p. 64.

³ Colonel de Gonneville, *Souvenirs militaires*, p. 64.

⁴ Cette misère des habitants de la Prusse, de la Poméranie, de la Pologne dura jusqu'à la fin de l'Empire, elle accabla tout le monde, amis et ennemis, notamment les grands seigneurs et nobles polonais qui avaient embrassé notre cause et dont certains servaient en qualité d'officiers dans notre armée. Quand le futur général de Brandt, en 1812 lieutenant au 2^e régiment de la Vistule, alla voir ses parents à Strzelnow, après quatre ans passés en Espagne, il les trouva réduits à peu près à la misère. « La joie de les revoir, dit-il, fut empoisonnée par le spectacle de la gêne à laquelle ils étaient réduits.... Ils avaient eu le coûteux honneur d'héberger tour à tour le maréchal Ney, le prince de Wurtemberg, etc. » Tout leur avait été enlevé. « Les quarante-huit heures que je passai dans la maison paternelle, conclut Brandt, furent pour moi autant d'heures de torture. » *Aus dem Leben des*

mée française, poussant devant elle les débris de l'armée russe, eut à combattre chaque jour pour la conquête du misérable abri de la nuit, et les fatigues, les privations de cette période furent mortelles pour quantité de nos hommes : « Le 8 février, écrit Saint-Chamans, nous étions à Braunsvalde, le 4 à Lilienthal, le 5 à Frimarkt ; il fallut tous les soirs se battre pour entrer dans ces villes et même d'une manière assez sérieuse.... Notre infanterie s'établissait très tard dans ses bivouacs ; elle avait de la peine à se procurer du bois pour faire du feu et de la paille pour se coucher ; le reste de la nuit se passait à faire cuire quelques pommes de terre, à moitié gelées, sur des charbons, ou dans l'eau bouillante si l'on pouvait se procurer un pot ; car nos soldats, pour la plupart, n'avaient plus leurs marmites ; les pommes de terre étaient presque la seule nourriture qu'ils pussent trouver ¹. »

Le 21 mars, le capitaine Faré écrivait à sa mère que depuis les derniers jours de janvier, son temps s'était écoulé « en marches, combats et bivouacs, » et qu'il n'avait couché qu'une fois dans une maison. « Il est inutile de vous dire, ajoutait-il, que nous avons beaucoup souffert.... On ne bivouaque pas impunément deux mois presque entiers dans une saison aussi rude. Le pain nous a souvent manqué, et sans les pommes de terre, nous serions, je crois, tous morts de faim ². » Fézensac, à cette époque aide de camp du maréchal Ney, dit également, sur ce même sujet : « Je puis assurer que notre armée mourait de faim en mars ³. »

Dans ces conditions, les épidémies ne pouvaient manquer de faire des ravages extrêmes, et effectivement les pertes subies de ce chef dépassèrent tout ce qu'on avait vu jusqu'alors. « Les terribles effets de cette pénurie de vivres commencèrent à se faire sentir vivement ; les maladies, et particulièrement la dysenterie, se mirent dans l'armée, et un grand nombre de soldats, n'ayant plus la force de suivre, restèrent en arrière et périrent

Generals J. N. de Brandt, Berlin, 1868-1869. Traduit par le baron Ernouf sous le titre : *Souvenirs d'un officier polonais*. Paris, Charpentier, 1877, in-12, p. 231.

¹ Général de Saint-Chamans, *Souvenirs militaires*, p. 53.

² Capitaine Faré, *Lettres d'un jeune officier à sa mère*, p. 137.

³ Général de Fézensac, *Souvenirs militaires*, p. 163.

misérablement. On comptait en moyenne de quarante à cinquante hommes par compagnie, aux hôpitaux ¹. Certains mouraient subitement d'inanition ²; d'autres, épuisés, anémiés, s'éteignaient pour ainsi dire sans qu'on s'en aperçût, dans quelque fossé de route, ou sur la paille du cantonnement, sans qu'il y eût moyen de leur porter un secours efficace. Comme on pense, l'autorité militaire eût été malvenue à empêcher ces affamés d'aller, à leurs risques et périls, à la recherche de denrées de plus en plus rares. De fait les officiers n'y songeaient guère; là encore c'était le contraire qui advenait. « La maraude n'était pas seulement tolérée, elle était ordonnée. Chaque régiment envoyait enlever çà et là tout ce qu'il restait de vivres aux paysans. Ce n'était pas dans les habitations que les maraudeurs trouvaient les provisions et surtout les pommes de terre qui étaient l'objet de leurs recherches, mais tout au milieu des champs. Dans l'intention de mettre à couvert de quoi nourrir leur famille, les cultivateurs avaient enfoui dans des fosses à proximité du village ou de la ferme une partie de la dernière récolte; mais nos soldats étaient devenus très habiles à découvrir ces dépôts. Armés d'une baguette de fusil, plus infailible que la branche divinatoire du coudrier, ils parcouraient d'un œil inquisiteur le terrain, s'arrêtaient à toutes les inégalités du sol et se trompaient rarement ³. » Les malheureux paysans poméraniens déployaient bien une imagination souvent fort ingénieuse pour dépister les recherches, mais il était rare que, dans cette lutte intellectuelle, ils ne finissent par avoir le dessous. Un jour, à Rombovice, à deux lieues d'Olita, le général — à cette époque capitaine — Fantin reçoit la visite d'un de ses voltigeurs, une des vieilles moustaches de la compagnie, qui, après les doléances d'usage sur la frugalité lamentable de l'ordinaire, lui annonce, avec une vertueuse indignation, l'existence d'une cachette où ces *coquins de paysans* ont dissimulé traîtreusement des provisions considérables. — « Seulement, ajoute-t-il, la cachette est dans un lieu tel que nous n'osons y toucher sans votre permission. » Étonné de voir se produire ce cas de conscience insolite chez des soldats habitués à forcer les

¹ Capitaine Faré, *Lettres*, p. 137.

² Général Fantin des Odoarts, *Journal*, p. 117.

³ Général Fantin des Odoarts, *Journal*, p. 151.

maisons, à piller les églises, à rançonner, brûler, voler sans demander la moindre autorisation, le capitaine s'informe du lieu qui a fait naître ce scrupule inattendu, et il apprend que c'est le cimetière. Les fureteurs ont remarqué là une trentaine de grandes fosses toutes fraîches ; or, ils ont calculé que le village comptant tout au plus cinquante feux, et n'ayant pas souffert récemment d'épidémie (ce qu'ils ont vérifié par une adroite enquête), il est inexplicable qu'on ait eu besoin de creuser à l'improviste trente sépultures au cimetière. De question en question, ils ont fini par obtenir la certitude que ces fosses renferment tout autre chose que des cadavres, et ils demandent au capitaine l'autorisation d'en vérifier le contenu. Il n'y avait rien à faire contre des gens susceptibles d'une aussi profonde diplomatie. Les paysans de Rombovice, sommés régulièrement par le capitaine de replacer dans leurs celliers ou leurs greniers les provisions déposées dans ces docks d'un nouveau genre, durent s'exécuter. Autant dire qu'ils furent instantanément dépouillés des dernières ressources qui leur eussent permis de vivre.

Dans cette lutte pour l'existence, nos soldats en étaient arrivés à un égoïsme féroce. Des groupes de maraudeurs n'hésitaient pas à s'attaquer l'un à l'autre pour s'arracher de vive force le produit d'une heureuse expédition ; tantôt les cavaliers dépouillaient les fantassins, tantôt, par un juste revers de fortune, c'étaient des dragons ou des cuirassiers qui se voyaient enlever par des grenadiers, des voltigeurs, voire même par de simples fusiliers du centre, les dépouilles opimes ramenées quelquefois de fort loin ¹. Cette maraude donnait encore lieu à des surprises désagréables. En 1807, les Russes, logés dans des cantonnements moins dévastés que les nôtres ², connaissaient notre détresse, et ils imaginèrent, à différentes reprises, le piège suivant qui fut presque toujours tendu avec succès. Après avoir disposé une embuscade dans un lieu favorable, ils envoyaient sous bois et à proximité de nos cantonnements un des leurs muni d'une de ces clochettes à timbre mélancolique, comme en

¹ Général Fantin des Odoarts, *Journal*, p. 126.

² • Le fourrage hostile du 27 avril (1807) nous a prouvé que les villages qui sont à la disposition de l'ennemi ne sont pas dépourvus de tout comme les nôtres. • Id., *ibidem*, p. 124.

portent les vaches de Pologne, celles des Pyrénées et de beaucoup d'autres pays. Nos soldats affamés, qui avaient toujours l'œil ouvert, l'oreille sans cesse au guet, percevaient instantanément cet appel, et, flairant une aubaine inespérée, s'élançaient à la poursuite de l'imaginaire ruminant. Inutile d'ajouter qu'il les menait droit à la souricière ¹.

La course après la vache hypothétique dont nous venons de parler ne rapportait généralement aux amateurs que la mort ou la captivité. Parfois, cependant, il arrivait à nos maraudeurs de ramener un bovidé en chair et en os, le plus souvent davantage en os qu'en chair; mais là surgissait une autre difficulté, celle de convertir en aliment comestible cette viande sur pied, notamment de faire avec elle le pot-au-feu réglementaire. Il paraîtra extraordinaire que dans un pays civilisé, même après une occupation de longue durée, même après le pillage méthodique auquel avaient été soumises les populations envahies, on ne trouvât plus un récipient pour faire bouillir un morceau de bœuf dans l'eau. Le fait est cependant indéniable, Saint-Chamans l'affirme ², et un autre témoin oculaire, le capitaine Thirion, à cette époque cavalier de 2^e classe au 22^e dragons, se fait également garant de son authenticité. Un jour, raconte Thirion; les maraudeurs du régiment ayant réussi à ramener deux ou trois vaches, celles-ci furent immédiatement abattues, dépecées et distribuées. Restait à les faire cuire. On ne trouva, en guise de marmites, que des cruches à goulot étroit, dans lesquelles la viande ne put être introduite qu'après avoir été réduite en languettes minces, de façon à pouvoir être glissées par l'étroit orifice. Mais, la cuisine terminée, autre difficulté, autre embarras : « Dans tout le bivouac, pas une gamelle, pas une écuelle, pas un vase pouvant servir à contenir le pain et tremper la soupe ! Dans tout le village totalement dévasté et pillé, même pénurie de gamelles. Enfin, nous allions être réduits, après nous être réjouis par l'expectative d'un bon repas, de (*sic*) laisser refroidir notre bouillon puis de le boire à la ronde et de casser ensuite la cruche pour en tirer la viande, quand un dragon de ma compagnie nous apporta une auge à cochons. Ladite auge fut trainée au ruisseau et frottée en tous sens avec des bouchons de paille,

¹ Id., *ibidem*, p. 124.

² Général de Saint-Chamans, *Mémoires*, p. 53.

puis portée en triomphe pour nous servir de soupière. Je fus de la seconde soupe trempée, et je pus juger, par le haut goût qu'elle avait, du parfum qu'elle avait dû communiquer au premier potage qu'elle avait contenu. Quoi qu'il en soit, notre auge eut le plus grand succès et fit le tour du bivouac ¹. »

Dans cette détresse générale, il se présentait parfois un moyen d'améliorer l'ordinaire, et ce moyen était fourni par des « mercantis » qui, au prix de mille dangers, au risque d'être dévalisés, assassinés, apportaient dans les cantonnements quelques vivres amenés de fort loin. Ces denrées atteignaient nécessairement des prix élevés, mais à quelque somme qu'elles montassent, elles trouvaient toujours acquéreurs. « Une livre de mauvais pain valait trente-six sous, une bouteille de vin médiocre 6 fr., une bouteille d'eau-de-vie de grains 6 fr. également ². » Si l'on se souvient que la valeur de l'argent a au moins triplé depuis cette époque, on voit que nos soldats en étaient réduits à payer le pain 6 fr. la livre, 18 fr. une bouteille de vin ordinaire probablement très baptisé, et ainsi du reste. Ce négoce était pratiqué presque entièrement par les juifs du pays, qui « ont trouvé leur paradis en Pologne ³, » dit le général Fantin des Odoarts : « Souples, insinuants, fripons et résignés, ils ne s'effrayaient ni du bruit ni des mauvais traitements. Lorsqu'à notre approche la peur avait mis en fuite toute la population du village, le juif restait stoïquement à son poste, pourvu qu'il eût quelque bénéfice à faire ⁴. » Entrait-on chez lui, on n'y voyait tout d'abord que les quatre murs, mais lui montrait-on patte blanche, c'est-à-dire faisait-on miroiter à ses yeux quelques écus, il savait presque toujours tirer, on ne savait pas trop d'où, les denrées ou objets dont on avait un pressant besoin. Saint-Chamans cite également les juifs comme ayant été les pourvoyeurs habiles de l'état-major du 4^e corps à Pramitz. « Ces misérables, dit-il, même les plus huppés, trouvaient tous les métiers bons pourvu qu'ils en tirassent de l'argent, et nous parvinmes, sans beaucoup de peine, à en faire d'excellents es-

¹ Commandant Thirion (de Metz), *Souvenirs militaires*. Paris, Berger-Levrault, 1892, in-12, p. 38.

² Capitaine Faré, *Lettres d'un jeune officier à sa mère*, p. 140.

³ Général Fantin des Odoarts, *Journal*, p. 161.

⁴ Général Fantin des Odoarts, *Journal*, p. 163.

pions, qui nous donnaient souvent des nouvelles assez exactes de l'armée russe ¹. »

Quelques jours après Tilsitt, le colonel Castex, du 20^e chasseurs, pouvait adresser à son régiment les recommandations suivantes qui disent beaucoup de choses en deux lignes : « Chasseurs, je sais que vous avez de l'or ! Bien ou mal acquis, il vous appartient ; mais conservez-le, car vous n'en aurez plus au même prix ; la paix est faite ². »

Rien n'autorise à supposer que le 20^e chasseurs ait été plus entreprenant ou plus favorisé qu'un autre parmi les pillards de la Grande Armée ; on doit donc admettre que l'ordre du colonel Castex eût pu s'adresser à un régiment quelconque. Ceci dit pour faire remarquer que le nombre était probablement considérable de gens de tous grades en situation de payer une livre de pain 6 fr., ou 18 fr. une bouteille de mauvaise eau-de-vie. Cependant, à ce prix même, on a vu qu'il n'était pas toujours possible de s'en procurer, et d'ailleurs le soldat trouvait pénible d'entamer son épargne, surtout d'y faire de si sensibles brèches pour enrichir un « mercanti » qu'il avait plutôt l'envie d'étrangler. D'autre part, la maraude commençait à ne plus rendre elle-même que des bénéfices dérisoires, et les détachements chargés de ces expéditions revenaient le plus souvent d'une tournée lointaine, d'une tournée de plusieurs jours, avec des chariots vides ³. Même quand ces randonnées aboutissaient à un résultat moins négatif, la part revenant à chacun, après partage dans l'escouade, était généralement bien mince. Aussi l'idée vint-elle à quelques-uns de ces maraudeurs de garder pour eux seuls le fruit de leurs rapines et, pour n'avoir point à le partager avec leurs camarades, de ne plus rentrer au régiment, de vivre à proximité, à leur compte, ne paraissant dans le rang qu'à leur heure et quand ils le jugeaient à propos. Telle fut l'origine de la plaie la plus singulière et peut-être la plus profonde de la Grande Armée, de ces fricoteurs, comme on les appela d'un nom destiné à divulguer leurs uniques préoccupations, de ces isolés, dont le nombre finit par s'élever à un chiffre au delà de toute vraisemblance. S'il en faut croire Fézensac, les

¹ Général de Saint-Chamans, *Souvenirs militaires*, p. 48.

² Commandant Parquin, *Souvenirs et campagnes*, p. 85.

³ Général Fantin des Odoarts, *Journal*, p. 116.

fricoteurs, déserteurs, trainards étaient, à la fin de 1806, au nombre de *soixante mille* ¹, — la valeur de trois corps d'armée — véritables brigands, vivant à l'arrière-garde des colonnes ou sur leurs flancs, parfois même à l'avant-garde, pillant, rançonnant, violant, détruisant tout ce qui se trouvait à leur portée, ruinant le pays de la façon la plus préjudiciable aux troupes régulières. « Il y avait une catégorie de soldats, dit le général Pouget, qui, voulant se soustraire à la discipline de l'armée, pour vivre en liberté tout en suivant sa marche, se réunissaient par pelotons de cinquante à soixante hommes, portant armes et bagages, et marchaient, s'arrêtaient ou bivouaquaient en même temps qu'elle. Ils étaient munis d'ustensiles de cuisine et toujours approvisionnés de vivres qu'ils gaspillaient dans leurs excursions. Ils étaient connus sous le nom de « fricoteurs ². » Le général Hugo écrit également : « On donnait le nom de fricoteurs à une multitude de soldats échappés à la surveillance de leurs chefs, qui, cheminant chacun pour leur compte et par petites troupes, vivaient de pillage aux dépens des habitants. Pareils à ces nuées de sauterelles dont les irruptions désolent souvent les vastes contrées de l'Afrique, ils dévoraient toutes les ressources dans la direction que l'armée devait suivre. Ces « fricoteurs » marchaient rarement isolés ; ils étaient réunis en bandes et procédaient, sous les ordres d'un chef, aux rapines qui fournissaient à leur existence. C'étaient de véritables flibustiers de terre ; ils volaient également ennemis et compatriotes ³. »

Chose assez singulière, les fricoteurs — certains d'entre eux du moins — ne se considéraient pas comme des déserteurs, ils avaient leur point d'honneur, et sitôt qu'ils entendaient le canon, ils accouraient sur le point où l'on se battait. Là, ils se plaçaient dans les rangs du premier régiment venu, y combattaient comme ils l'eussent fait à leur place régulière de bataille, et attendaient la fin de l'action pour reprendre leur vie vagabonde. D'autre part, ils jouaient souvent le rôle de partisans indépendants, enlevaient les convois de l'ennemi, massacraient ses trainards, rendaient ainsi quelques services d'intérêt général, bien qu'opérant uniquement pour leur compte.

¹ Général de Fézensac, *Souvenirs militaires*, p. 163.

² Général Pouget, *Souvenirs de guerre*, p. 85.

³ Général Hugo, *Mémoires*. Paris, Ladvocat, 1823, in-8, III, p. 298-299.

Dans la campagne de Russie, non seulement pendant la retraite, mais déjà lors de la marche sur Moscou, le nombre des fricoteurs grossit dans une proportion effrayante. Il s'éleva encore en 1813 et, après Leipzig, dans la marche rétrograde de l'Elster au Rhin, l'affaissement moral chez des troupes jeunes, novices, à peine formées physiquement, atteintes à la fois par les intempéries, par le manque de vivres, la défaite produisit une désertion qui s'éleva à plus de cinquante pour cent de l'effectif.

Dès les premiers jours de la retraite, une foule de soldats plus ou moins blessés, ou se disant tels, s'étaient mis à cheminer pour leur compte, à l'avant des colonnes.... « Cette multitude désordonnée, sans armes, sans dignité et sans force morale, était désignée, dit Martin, sous le nom, bien connu parmi nous, de l'armée des *fricoteurs*, que lui avait valu l'unique occupation à laquelle elle voulût se livrer. Tous ceux qui s'y enrôlaient portaient fidèlement un insigne qui le faisait de suite reconnaître : c'était un petit pot de terre suspendu par une ficelle à la boutonnière. Et c'était bien véritablement une armée, du moins par le nombre, puisque si l'on comptait déjà plus de 20,000 de ces « enfants perdus » de Leipzig à Erfurt, il s'en trouva 30 à 40,000 d'Erfurt à Hanau, et près de 60,000 de Hanau à Mayence, tant cette contagion allait croissante. Notre malheureuse armée s'avancait ainsi entourée de ce honteux cortège, déjà plus nombreux qu'elle-même, et qui s'augmentait à vue d'œil. Ce qui augmentait aussi à vue d'œil, c'étaient les privations et les souffrances de ceux qui restaient fidèles au drapeau. Le passage des fricoteurs dans les pays faisait l'effet du passage des sauterelles en Orient ; tout était consommé, haché, brûlé. Les habitants avaient fui et attendaient à quelque distance, avec l'impatience qu'on peut croire, la fin de ce torrent dévastateur. Nous étions donc réduits à fouiller les champs pour y chercher des racines, rarement nous avions la chance de trouver encore sous les décombres des chaumières quelque mangeaille oubliée et, parfois, un pot de ces rustiques confitures que les paysans de la contrée préparent pour le goûter de leurs enfants : de cela nous faisions la soupe ! »

¹ Pasteur Martin, *Souvenirs d'un ex-officier*, p. 207-208.

Il faudrait sans doute remonter très haut dans l'histoire — peut-être aux bandes et aux grandes compagnies — pour trouver un désarroi semblable. Effectivement les pires retraits du xviii^e siècle, si désastreuses qu'elles aient été, n'avaient point vu de désordre aussi profond. Celui-ci résultait de la permanence de l'état de guerre, de l'immensité des effectifs, de la pénurie des officiers, du pervertissement du sens moral chez les subordonnés. Et l'on peut se demander avec effroi si des circonstances semblables n'amèneraient pas, en plein xx^e siècle, des mœurs militaires analogues, si de nos jours, vingt ans de lutte à main armée n'aboutiraient point à nouveau à des résultats identiques. La guerre, par le fait même qu'elle est un retour à l'état de barbarie, fait rétrograder l'homme, qui en est l'agent, vers l'état de nature. Elle accentue chez lui certains appétits brutaux que modifie ou atténue la civilisation, elle développe à la fois ses qualités de sensibilité et de cruauté, de vigueur et de générosité, de désintéressement et d'égoïsme. Encore qu'avec le progrès physique et matériel qui entraîne le monde actuel, on puisse espérer que la guerre tende à devenir un accident de plus en plus rare, il semble certain que son apparition sera toujours le signal des mêmes anomalies perturbatrices et destructives. Par le fait même qu'elle s'appuie sur la force, elle n'a pas d'autre sanction qu'elle-même ; elle peut agir pour le droit, mais elle est tout aussi bien en situation de le fouler aux pieds. Son action, par des moyens divers, aboutira toujours aux mêmes excès, et c'est pour cela que, en principe, l'humanité doit tout tenter pour arriver à son abolition définitive. Est-il permis de supposer qu'on parvienne un jour à cette fin désirable ? Sans doute rien ne le fait penser pour le moment. Mais il est tant de conquêtes de l'homme, jadis impossibles à réaliser, qui sont devenues aujourd'hui un fait accompli, qu'il n'est peut-être pas si déraisonnable qu'on le croit au premier abord de s'occuper de la suppression de la guerre. Les vérités du lendemain, a dit un philosophe, ne sont la plupart du temps que les paradoxes de la veille. Souhaitons, sans l'espérer, que nos descendants voient un temps où tous les différends pouvant surgir entre les hommes seront pacifiquement tranchés.

COMTE DE SÉRIGNAN.

(A suivre.)

MÉLANGES

I.

UN NOUVEAU LIVRE SUR SAINTE AGNÈS ¹

Ce que l'on sait de sainte Agnès nous a été transmis par trois écrivains du iv^e siècle.

Saint Ambroise raconte le martyre de la vierge romaine, dans son traité *De Virginibus* ; saint Damase en fait un autre récit, dans l'inscription en vers composée pour le tombeau d'Agnès ; Prudence lui consacre l'hymne XIV de son recueil de poésies en l'honneur des martyrs.

Dans ces diverses versions d'un même fait, certains détails paraissent inconciliables. Ainsi, du moins, en a jugé un érudit de très haute valeur, M. Pio Franchi de' Cavalieri ², auquel l'hagiographie doit des travaux du plus grand intérêt. Et de ces divergences dans les récits faits par trois auteurs considérables, ayant écrit dans le dernier quart du iv^e siècle, il a conclu qu'il n'existait avant eux aucune relation écrite de l'histoire d'Agnès, et que ce qu'on connaissait d'elle dérivait de la tradition populaire, indécise et flottante, dans laquelle Ambroise, Damase et Prudence ont recueilli des traits qui ne concordent pas.

Ces conclusions ont été acceptées avec empressement par le plus grand nombre des critiques. Sur un point, elles ne sont pas nouvelles, et ne font doute pour personne : il semble établi, par les expressions mêmes des trois écrivains, qu'ils dépendent de la seule tradition orale. Mais, sur la divergence irréductible des récits qu'ils y ont puisés, les opinions peuvent différer. Sans m'inscrire en faux contre

¹ F. Jubaru, S. J., *Sainte Agnès, vierge et martyre de la voie Nomentane, d'après de nouvelles recherches*. Paris, Dumoulin, 1907, gr. in-8 de x-384 p., avec 173 photographies.

² Pio Franchi de' Cavalieri, *S. Agnese nella tradizione e nella leggenda*, Rome, 1889.

celle de M. Franchi, j'ai indiqué, dans un article du *Dictionnaire d'archéologie chrétienne et de liturgie*, qu'il n'est peut-être pas impossible de concilier leurs diverses versions du martyre de sainte Agnès, et qu'il se pourrait que celles-ci ne paraissent inconciliables que parce que deux d'entre elles sont incomplètes.

Ambroise n'a pas prétendu donner un récit intégral de l'événement, mais seulement faire servir l'exemple d'Agnès à l'instruction des vierges chrétiennes. Damase, ici comme toujours, écrit gauchement, lourdement, par formules convenues et par à peu près, et put d'ailleurs se contenter de vagues allusions, parce qu'il s'adressait à des lecteurs mieux renseignés que nous, et plus capables de l'entendre à demi-mot. Prudence ajoute à l'un et à l'autre des détails nouveaux, mais non des détails forcément incompatibles soit avec la version d'Ambroise, soit avec la version de Damase : et même, en y regardant de très près, il est tel mot dans Ambroise, tel mot dans Damase, qui semble un appel anticipé aux faits narrés par Prudence.

Ce système paraîtra peut-être d'une exégèse un peu naïve : à lui, cependant, sans l'énoncer sans doute aussi clairement, s'était arrêté, en pratique, le sévère et sagace esprit de Tillemont.

Je m'empresse d'ajouter que, quelle que soit la solution que l'on préfère, celle-ci ne compromettra d'aucune façon la réalité historique de la martyre Agnès. Cette réalité est attestée de toutes les manières : et par la mention de la sainte dans les plus anciens martyrologes, et par son cimetière, et par sa basilique, et par l'antiquité et la célébrité de son culte, et par l'existence de ce culte avant tout témoignage écrit.

Si ces témoignages sont tardifs, puisque saint Ambroise écrit sur Agnès, le premier, en 377, plus de quarante ans après la construction d'une basilique constantinienne sur son tombeau, beaucoup plus tardive encore est la floraison légendaire qui se fera autour de sa mémoire, comme autour de celle des martyrs les plus populaires de Rome. Cette floraison est représentée d'abord par une Passion latine, qui développe dans le sens romanesque le thème fourni par Prudence. C'est l'œuvre d'un écrivain trop ami du merveilleux, mais de riche imagination et de pensée délicate. Elle appartient au premier quart du ^{ve} siècle.

Jusqu'à ces dernières années, on ne connaissait pas d'autres Actes de la sainte que cette Passion latine, attribuée à un pseudo-Ambroise, et une Passion grecque, qui n'en est que la traduction. Mais voici que, grâce à l'érudition de M. Franchi de' Cavalieri, nous a été révélé un autre texte grec, indépendant de la Passion latine. Ce nouveau texte est plus court, et diffère de celle-ci par des détails très importants : il raconte la mort de sainte Agnès par le feu, et non par le glaive, et montre la sainte catéchisant les dames romaines, ce qui

conviendrait mal à l'enfant de douze ans que nous présentent la Passion latine, Prudence, Damase et Ambroise.

Une divergence aussi considérable n'indiquerait-elle pas qu'il y eut à Rome deux martyres du nom d'Agnès, celle qui périt par le glaive et celle qui périt par le feu, la petite fille dont ont parlé Ambroise, Damase, Prudence, la Passion latine, la personne d'âge mûr dont semble parler la Passion grecque ?

Telle est la question que pose le R. P. Jubaru, dans un très beau livre sur sainte Agnès.

Le P. Jubaru a préludé à la publication de son livre par un acte qui lui a valu la reconnaissance du monde religieux et du monde savant. On savait que le chef de sainte Agnès était déposé parmi les reliques conservées au *Sancta Sanctorum*, c'est-à-dire dans l'ancienne chapelle papale attenante au palais de Latran. L'historien de la sainte avait le plus grand intérêt à examiner ce précieux débris, qui devait l'aider à déterminer l'âge qu'elle avait réellement lors de son martyre. Mais comment y parvenir ? Le trésor des reliques du *Sancta Sanctorum* était resté inaccessible depuis le xvi^e siècle. L'initiative et la persévérance du P. Jubaru en obtinrent de Léon XIII l'ouverture. Il put ainsi, non seulement étudier à loisir la relique qui l'intéressait, mais encore jeter un coup d'œil sur les merveilleux reliquaires entassés sous l'autel dont les grilles et les serrures avaient été brisées pour lui. Dès lors, l'éveil était donné, et, malgré quelques difficultés encore, les œuvres d'art que recélait l'ombre mystérieuse du *Sancta Sanctorum* purent être mises en lumière : le P. Grisar obtint de Pie X l'autorisation de les photographier et de les décrire, et l'on connaît les études publiées à leur sujet par lui et par M. Lauer¹.

Mais ce service est loin d'être le seul qu'ait rendu à la science le P. Jubaru. Sa monographie de sainte Agnès est une œuvre capitale. Indépendamment de la thèse que j'ai indiquée tout à l'heure, et sur laquelle je vais avoir à revenir, cette monographie contient, sur ce que j'appellerai les alentours de l'histoire de la sainte, les renseignements les plus abondants et les plus sûrs : étude détaillée de son cimetière, qui rectifie sur des points importants le jugement du premier explorateur, le regretté Armellini ; étude de la basilique, qui nous enlève une illusion, en montrant que, dans son état actuel, elle représente moins le primitif édifice constantinien que la réédification de celui-ci au vii^e siècle par le pape Honorius ; très remarquable étude sur le mausolée contigu, œuvre de Constantina, femme d'Hannibalien, puis de Gallus² ; étude critique sur une martyre de la voie

¹ Voir *Revue*, t. LXXXI, p. 279 ; LXXXII, p. 282, 628.

² Le P. Jubaru se trompe en disant (p. 224, note 1) que le César Gallus fit

Nomentane, Émérentienne, voisine d'Agnès par sa sépulture, mais qui ne fut probablement ni sa sœur de lait, ni peut-être même sa contemporaine. Il est indispensable de lire ce livre, très artistiquement et très scientifiquement illustré, si l'on veut connaître les questions de toute sorte qui naissent de l'histoire de sainte Agnès.

Après avoir ainsi rendu justice au livre, revenons à la question dont l'examen occupe beaucoup de ses pages. Le P. Jubaru n'hésite pas à conclure à l'existence des deux Agnès. Deux martyres homonymes dans une même ville, cela n'a rien qui doive surprendre. Une confusion s'établissant de bonne heure entre l'une et l'autre, cela ne serait pas non plus sans exemple. D'après le P. Jubaru, tout ce qui, dans le poème de Prudence, a paru en désaccord avec les versions d'Ambroise et de Damase proviendrait de cette confusion, déjà établie dans l'imagination populaire à la fin du IV^e siècle. Ce ne serait pas la première fois que Prudence se serait laissé ainsi égarer; n'a-t-il pas, dans une autre hymne du *Peri Stephanôn*, mêlé les souvenirs de saint Cyprien de Carthage et de saint Cyprien d'Antioche, et transporté des traits de l'histoire du magicien converti qu'était ce dernier dans l'histoire si différente du grand évêque africain¹? Il y aurait donc eu deux Agnès, l'une martyrisée enfant, l'autre martyrisée dans un âge plus avancé, l'une morte par le glaive, l'autre morte par le feu, l'Agnès d'Ambroise et de Damase, l'Agnès de la Passion grecque : la fusion entre l'une et l'autre aurait été commencée par Prudence, continuée et rendue définitive par la Passion latine.

Telle est la thèse, ou, si l'on veut, l'hypothèse proposée par le P. Jubaru. Il l'appuie non seulement sur les divergences des Passions, mais encore sur les divergences des calendriers. L'anniversaire d'une Agnès est indiqué le 5 juillet par le Ménologe grec de Basile, le 9 juillet par le Martyrologe hiéronymien, deux dates si voisines qu'on peut les faire aisément rentrer l'une dans l'autre; l'anniversaire d'une Agnès est indiqué le 21 janvier par le même Martyrologe, par le catalogue philocalien de la *Depositio martyrum*, par le calendrier de Carthage. D'après le P. Jubaru, à l'Agnès de la Passion grecque, immolée dans une persécution antérieure, correspondent les mentions de juillet; à l'Agnès d'Ambroise et de Damase, immolée vers 305, correspond l'anniversaire du 21 janvier.

construire le mausolée après la mort de sa femme. La mort de Gallus, exécuté en Dalmatie par l'ordre de l'empereur Constance, suivit de très près celle de Constantina, décédée subitement en Bithynie. Il ne peut avoir fait faire à Rome aucune construction funéraire en l'honneur de celle-ci.

¹ Dans le récit fait par Prudence de la mort de saint Hippolyte (*Peri Stephanôn*, XI), n'y aurait-il pas aussi des traits empruntés à l'histoire de deux martyrs du même nom? Voir mon livre sur les *Dernières persécutions du III^e siècle*, Appendice F, 3^e éd., p. 391.

Il y a là, ce me semble, quelque excès d'argumentation, car l'Agnès du 9 juillet est nommée, par le Martyrologe hiéronymien, parmi les martyrs de Tomi, sur la Mer Noire (éd. De Rossi-Duchesne, p. 88), et il faut singulièrement torturer le texte pour y reconnaître une martyre romaine. Quant aux divergences si tranchées entre la Passion grecque et les documents latins, elles peuvent, il me semble, s'expliquer sans recourir à la création, toujours aventureuse, d'une Agnès l'Ancienne opposée à Agnès la Jeune. C'est le cas de répéter le vieil adage scolastique : *Entia non sunt praeter necessitatem multiplicanda*. Remarquons que l'auteur de la Passion grecque ne donne pas l'âge d'Agnès : il dit seulement qu'elle « enseignait la parole de vérité à beaucoup de femmes qui venaient la consulter. » Une enfant de douze ans n'aurait-elle pu, sous la plume de l'écrivain légendaire, jouer ainsi le rôle de catéchiste ? Tous ceux qui ont parlé de sainte Agnès lui ont prêté un rôle singulièrement précoce, puisque saint Ambroise la montre, à douze ans, rejetant des demandes en mariage. Et, de fait, il y eut, dans la généreuse enfant, une précocité remarquable : saint Damase ne dit-il pas qu'elle s'échappa de la maison de ses parents pour aller « spontanément » braver le juge et s'offrir au martyre ? Quant à la mort par le feu que raconte d'elle le passionnaire grec, l'erreur s'explique aisément. Dans le poème si peu clair de Damase, Agnès est menacée de mourir par le feu :

Urere cum flammis voluisset nobile corpus.

Ce n'est qu'une menace, puisque Ambroise, plus ancien, affirme qu'elle mourut par le glaive. Mais le passionnaire grec, qui peut n'avoir pas lu Ambroise, et avoir lu Damase, — dont le poème, visible à tous les yeux, était gravé sur le tombeau, — s'y sera facilement trompé. En vérité, la dualité des Agnès demeure une hypothèse ingénieuse, qu'il y a plaisir à suivre dans les développements que lui donne le P. Jubaru : mais l'hypothèse ne s'appuie sur aucun fondement solide, et je ne puis, dans Rome si conservatrice de la mémoire de ses saints, si tenace dans ses traditions locales, admettre la complète disparition d'une Agnès au profit de la mémoire et de la gloire de l'autre.

Qu'on me montre, en plus de l'Agnès honorée sur la voie Nomentane, le souvenir d'une martyre homonyme honorée sur quelque autre des voies romaines¹, alors, mais alors seulement, je croirai qu'il y eut à Rome deux martyres du nom d'Agnès.

PAUL ALLARD.

¹ De même qu'il y a un Hippolyte enterré sur la voie Appienne, un Hippolyte enterré à Porto, un Hippolyte enterré dans l'île sacrée du Tibre, un Hippolyte enterré sur la voie Tiburtine.

II.

UN PRÊTRE PROSCRIT PENDANT LA RÉVOLUTION¹

LE P. CHRYSOSTOME DE BARJAC

Au moment où le P. Chrysostome quittait le couvent de Pont-Saint-Esprit (3 mai 1792), la plus vive agitation régnait dans la partie septentrionale du département du Gard et dans l'Ardèche. Les contre-révolutionnaires préparaient leur troisième fédération. Une réunion plénière de chefs de légion eut lieu, dans la nuit du 23 juin 1792, à Malons, dans les gorges du Serre-de-Barri, sous la présidence de Claude Allier, prieur de Chambonas, assisté du comte F. L. de Sailans. Celui-ci brusqua le mouvement projeté, réunit 1,500 hommes, investit le fort de Bannes et s'en empara le 7 juillet. Les passions s'exaspèrent. Une semaine après ce succès de l'insurrection, aux Vans, dans l'Ardèche, sur les confins du Gard, neuf prêtres, parmi lesquels M. Clémenceau, curé de la cathédrale de Nîmes, sont arrachés des prisons par une populace en fureur, et massacrés avec de barbares raffinements de cruauté (14 juillet 1792).

Les jours du P. Chrysostome sont désormais exposés à tous les périls : il est condamné à la vie errante du proscrit. Deux ans avant sa mort, dans une lettre au supérieur de son ordre, il résumait, en ces termes, son existence pendant cette époque de troubles : « Vint la Révolution, dit-il, je fus un des premiers attaqués et des plus maltraités. Je me tins caché dans le pays. Pendant la nuit, je parcourais successivement une grande partie du diocèse d'Uzès où j'étais approuvé » (Lettre du 4 août 1817). La plupart des prêtres insermentés, pour éviter la déportation, obéissent à la loi du 26 août 1792 et prennent le chemin de l'exil. Notre valeureux Capucin se rangea parmi les héros qui restèrent dans leur patrie. Il fait à Dieu le sacrifice de

¹ Archives départementales du Gard, 1 L 3, 8 ; 8 L 2, 4, 5 ; Castelnau, *P. Chrysostome* ; Roman, *Prieuré de Saint-Théodorit* ; notes de M. l'abbé Pilliet, de la famille Pellier ; registres de diverses paroisses ; communications de M. le chanoine de Laville, de M. l'abbé Boucarut, de M. Bruguier-Roure, de Mgr de Villeperdrix, etc. — Les pages qui suivent sont empruntées à la biographie du P. Chrysostome Pellier, de Barjac, capucin (1757-1819), qui paraîtra prochainement chez l'éditeur Debroas, à Nîmes.

sa vie et se dévoue au service des fidèles privés de pasteurs. La nécessité de se soustraire aux poursuites des Jacobins et le désir de porter les secours de la religion à un plus grand nombre d'âmes l'obligent à changer fréquemment de domicile. Il va des rives du Rhône jusqu'aux contreforts des Cévennes, des bords de l'Ardèche aux plaines baignées par le Gardon ; tour à tour, il visite la vallée de la Cèze, les arides garrigues et les vastes bois qui s'étendent au pied du Guidon du Bouquet. Il cherche un refuge tantôt dans une maison d'une petite ville ou d'un modeste village, tantôt dans la bergerie ou la grange d'une ferme. Ici, il louera le travail de ses bras pour n'être à charge à personne ; ailleurs, il s'abritera dans un souterrain humide ou l'anfractuosité d'un rocher.

Nous pourrions à peine fixer quelques étapes de cette course vagabonde et raconter quelques traits recueillis par une tradition pieuse ou relatés dans les archives. Dieu seul connaît les privations, les fatigues, les souffrances que dut endurer le saint prêtre pour se rendre, en dépit des dangers, des distances, des intempéries des saisons, auprès des fidèles qui réclamaient l'assistance de son ministère.

C'est d'abord, semble-t-il, à Barjac, son pays natal, que séjourna le P. Chrysostome. Là, bien vive était la foi, et les amis nombreux. Il se plaisait à se retirer chez M. Raoux, à la ferme du Mas-Lozart, et y célébrait fréquemment la messe. Un jour, dans la petite ville, il apprend que des soldats vont venir pour l'arrêter. Aussitôt il gagne prudemment son refuge ordinaire. Mais son asile a été découvert, la force armée est en route. Dans la maison amie, la consternation est à son comble. Le Capucin, toujours calme mais avisé, dit à ses hôtes : « Ne vous effrayez pas ! Nous nous tirerons d'affaire. » A l'instant, il se revêt des habits du berger, prend son sac sur le dos et sa houlette à la main et s'assied tranquillement au coin du feu. « Quand ces messieurs seront entrés, dit-il alors à M. Raoux, vous m'enverrez garder le troupeau. »

Les soldats ne tardent pas à arriver, frappent à la porte et, au nom de la loi, ordonnent d'ouvrir. M. Raoux descend et les introduit dans la maison. Les hommes se dirigent vers la cuisine ; le maître les suit. A leur entrée, il se tourne vers le berger et lui dit avec vivacité : « Fainéant, tu es toujours là à te chauffer les pieds. Hâte-toi donc de sortir le troupeau. — Maître, j'y vais, » répond allégrement notre faux pâtre. — « Mais, à propos, dit-il en se levant, avez-vous du pain pour le chien ? — Il y a tout ce qu'il faut, mon ami, » réplique M. Raoux.

Le P. Chrysostome part en chantant : *Marlborough s'en va-t-en guerre*. Alerté et insouciant, il va ouvrir le bercail et mène les moutons, en homme du métier. Un soldat, le voyant agir et l'enten-

dant fredonner le vieil air populaire, dit au maître de céans : « Votre berger paraît dénué de bon sens ; mais c'est égal, il conduit assez bien le troupeau. »

La sentinelle, postée à la porte, ne fait aucun cas du pâtre et le laisse passer. En vain les soldats fouillèrent minutieusement toute la maison : ils avaient laissé échapper leur proie.

Une autre fois, à Barjac, le P. Chrysostome avait, de très grand matin, célébré la messe devant quelques personnes pieuses. Il achevait à peine quand il est averti qu'on vient pour l'arrêter. Il quitte à l'instant les habits sacerdotaux et, sans s'émouvoir, il va s'agenouiller dans le chœur pour y faire son action de grâces. En ce moment, une troupe entre à l'église, envahit le sanctuaire, se précipite sur le prêtre qui prie, l'accable d'outrages ; un homme s'emporte même au point de lui donner un soufflet. On se saisit du religieux et on se met en route pour Pont-Saint-Esprit afin de l'y traduire devant le Directoire du district. Près du hameau de Lendes¹, on rencontre deux soldats. Les hommes de l'escorte leur disent : « Où allez-vous, citoyens ? — Au Pont-Saint-Esprit. — En ce cas, reprennent les gardiens, vous nous feriez plaisir si vous vouliez y conduire ce calotin. »

Les soldats acceptent cette mission, mais, au bout de peu de temps, ils sont touchés de compassion à la vue de leur prisonnier qui marche pieds nus dans la neige. Un des soldats avait une paire de souliers dans son sac : il la lui offre charitablement. Le Père refuse, en exprimant toute sa reconnaissance. On le remet en liberté. Avant de se séparer, les troupiers lui souhaitent bonne chance et lui recommandent de prendre garde à l'avenir².

La charité, que ces soldats avaient si bien exercée, était familière aux Pellier. L'année qui suivit cette arrestation, la famine sévissait dans le pays. L'homme qui avait souffleté le P. Chrysostome vint trouver son frère, chrétien au cœur généreux, se jeta à ses pieds, lui demanda pardon de l'insulte qu'il avait faite au religieux. Il lui exposa ensuite la misère où il était réduit : ni lui ni sa famille n'avaient goûté le pain depuis huit jours ; il le supplia de lui accorder un secours. Au récit de cette infortune, Pellier est attendri, relève le malheureux, lui pardonne au nom de son frère absent, lui donne à manger et lui fait l'aumône de quelques pains pour sa femme et ses enfants.

Dieu récompensait la générosité de la famille Pellier, en veillant sur les jours du P. Chrysostome. La ville de Saint-Ambroix où, quel-

¹ Lendes, hameau de la commune de Saint-Privat-de-Champclos, canton de Barjac (Gard).

² Ces deux traits, ainsi que le fait suivant, sont racontés d'après une tradition conservée dans la famille Pellier.

ques années avant la Révolution, le zélé missionnaire avait prêché avec tant de succès, ne pouvait manquer de recevoir de temps en temps sa visite pendant les jours mauvais. Une nuit, vers deux heures du matin, il célèbre la messe dans une maison de cette ville, chez Vedel, homme d'une foi robuste et d'une force herculéenne. L'assistance est assez nombreuse. Le saint sacrifice n'est pas encore terminé et voilà que des coups redoublés frappent à la porte. Vedel paraît à la fenêtre :

« Qui sont ces diables-là ? crie-t-il de sa voix la plus terrible. Aurez-vous bientôt fini ? Laissez cette porte tranquille.

— « Tu as un calotin chez toi, clame la horde de sans-culottes.

— « Oui, certainement, réplique Vedel, qui veut, par son audace, décontenancer les assaillants. Bien plus, ajoute-t-il, on dit la messe ici ; on va avoir fini ; un moment, et je suis à vous. »

Les coups continuent à tomber, drus et forts, sur la porte, bientôt près de céder. Notre valeureux gaillard s'écrie :

« Voulez-vous donc vous confesser ? Je vais vous ouvrir. »

Il referme la fenêtre, descend l'escalier avec bruit et ouvre hardiment la porte :

« Laissez sortir ces bonnes chrétiennes, dit-il ; tout à l'heure les hommes s'expliqueront. »

Les Jacobins, quelque peu effrayés, laissent passer les femmes. Parmi elles, se glisse le P. Chrysostome qui, pendant les atermoiements de son hôte, a eu le temps de terminer la messe, de distribuer la communion et de se déguiser. Il se dirige, en parlant patois, dans la rue des Bourgades, entre dans une maison sûre et s'esquive par une porte qui donnait sur les bords de la Cèze.

Le zélé Capucin fut surpris une autre fois par un piquet de soldats, au moment où il disait la messe. Il ne voulut pas interrompre le saint sacrifice et continua de célébrer avec calme et dignité. Quand il a fini, il prie pour ses persécuteurs, puis leur reproche leurs violences et les menace de la colère de Dieu avec une telle force qu'ils sont émus par sa parole. Le chef dit à sa troupe :

« Ou bien cet homme dit vrai et, si nous nous emparons de lui, il nous arrivera du mal ; — ou bien il ne sait pas ce qu'il dit, alors c'est un imbécile dont nous n'avons que faire. Laissons-le et que d'autres en fassent justice. »

On le remit en liberté.

Grâce encore à l'ascendant qu'il sut prendre sur des hommes plus faibles que méchants, le P. Chrysostome obtint une autre fois sa relaxation. On l'avait arrêté dans les environs d'Uzès et conduit au directoire du district de cette ville. Le président est touché par son calme et sa résignation.

« Où avez-vous pris cet homme ? dit-il aux gendarmes.

— « Sur le chemin d'Uzès à Saint-Quentin.

— « Mais il n'a pas l'air d'un malfaiteur ni d'un calotin dangereux. Excitait-il quelque trouble ?

— « Aucun. Il marchait seul. Il n'a pas fait résistance pour se laisser mener ici et nous a paru un honnête citoyen.

— « En ce cas, ramenez-le où vous l'avez pris. »

Il fallut souvent au P. Chrysostome une très grande présence d'esprit pour réussir à dépister les limiers révolutionnaires. Un jour, ceux-ci le pourchassaient dans le territoire de Verfeuil¹. Le religieux fuyait, clopinant mais agile, à travers collines et vallons. Épuisé de fatigue, il arrive auprès d'un laboureur. C'était un jeune réfractaire, Louis Roussière, qui se cachait, en jouant le rôle de domestique, chez un ami fidèle. Le paysan cède prestement sa blouse, son chapeau et sa charrue au Capucin et se met à fuir à sa place. Notre religieux saisit les mancherons avec ardeur et commence à tracer un sillon. Bientôt surviennent les gendarmes, tout essoufflés ; ils lui demandent si le P. Chrysostome n'a point passé par là. « Vous le voyez, » répond-il en patois. Puis soulevant son chapeau et montrant du doigt l'horizon, il ajoute : « Regardez cet homme qui court là-haut vers la colline. » Les gendarmes s'élancent à la poursuite du fuyard et ne tardent pas à l'atteindre. Celui-ci n'eut pas de peine à démontrer qu'il n'était pas le moine poursuivi.

Quittons les récits traditionnels pour aborder l'étude des pièces officielles, nous comprendrons mieux encore les dangers perpétuels auxquels était exposé le P. Chrysostome. Au commencement de 1793, nous assistons, dans le district d'Uzès et les pays voisins, à une véritable chasse au prêtre. Un mandat d'amener est lancé contre Antoine Albert, du Briançonnais, dénoncé comme prêtre insermenté exerçant, à Dions, des fonctions clandestines (4 février 1793). A Sagriès, on arrête, dans un grenier, l'abbé Nicolas, « soupçonné de remplir des fonctions ecclésiastiques, de fanatiser les esprits de la contrée, de les entretenir dans la haine de la Révolution » (24 février). Le zèle des autorités fut activé par les décrets de la Convention portant que les ecclésiastiques séculiers et réguliers, frères convers et laïques, qui n'ont pas prêté le serment de liberté-égalité, seront embarqués et transférés à la Guyane française (décrets des 21 et 23 avril 1793). En exécution de cette loi, le procureur général syndic du Gard écrivait, le 26 mai, aux administrateurs de districts « de faire incessamment rendre à Nîmes tous les ecclésiastiques qui ne justifieraient pas avoir prêté, avant le 24 mars dernier, le serment prescrit par la loi du 15 août précédent. »

¹ Verfeuil, commune du canton de Lussan (Gard).

Pendant ce temps, des rassemblements se produisent en divers points du département : dans les Cévennes, à Lanuéjols, Dourbies, la Terre Blanche, Saint-Martial ; dans les environs de Nîmes, à Russan, Vic et à la croix de Saint-Gervasy ; près de Saint-Ambroix, à l'ancienne chapelle construite sur la montagne de Courry. Partout on crut voir l'action des prêtres. Sur les confins des départements de l'Ardèche, de la Lozère et du Gard, on redoute une reprise des hostilités de la part des irréductibles partisans du comte de Saillans. Pour surveiller les mouvements qui pourraient se manifester, il s'établit, le 28 mai, à Saint-Ambroix, une commission composée des délégués des directoires des départements de l'Ardèche et du Gard, des districts du Tanargue, du Pont-Saint-Esprit, d'Uzès et d'Alais. Cette commission ordonne de démolir la chapelle de Courry et de murer celle de Rochessadoule. Mais déjà, le 24 mai, l'insurrection avait éclaté dans la Lozère. Charrier s'était emparé de Maruéjols et marchait sur Mende. Aussi les autorités furent-elles fort inquiètes quand elles apprirent que, dans la vallée de la Cèze, des cérémonies religieuses avaient attiré un grand concours de peuple.

Dans la commune d'Allègre, des rassemblements ont eu lieu. Aussitôt grand émoi dans tous les corps constitués du département. N'est-on pas en présence d'un mouvement politique et insurrectionnel ? Ces rassemblements sont provoqués, disent les rapports administratifs, « *par un ci-devant capucin qui parcourt les communes de ces contrées pour fanatiser les citoyens et les porter à la révolte.* » Ce criminel n'est autre que le P. Chrysostome. C'est lui qui brave les lois révolutionnaires et qui a eu l'audace de réunir les vaillants catholiques des bords de la Cèze, de célébrer devant eux les saints mystères.

Le 21 mai 1793, le conseil administratif du district d'Uzès, alarmé par ces rassemblements, nomme commissaires deux de ses membres, Servier¹ et Joyeux². Il les charge « de faire désarmer toutes les personnes suspectes des communes d'Allègre, Rivières et autres circonvoisines, de requérir à cet effet la force armée pour procéder audit désarmement, comme aussi de faire les perquisitions les plus exactes *pour découvrir le ci-devant capucin qui parcourt ces contrées et de le faire arrêter et de le faire traduire dans la maison d'arrêt.* »

Le district en réfère au département. Deux jours après, le conseil administratif du département du Gard autorise l'arrêté provisoire du district. A son tour, « il arrête que les commissaires nommés par

¹ Louis Servier, propriétaire foncier de Saint-Jean-de-Maruéjols, administrateur, puis membre du directoire du district d'Uzès.

² Antoine Joyeux, suppléant du directoire du district d'Uzès, membre du conseil d'administration.

ledit district feront rendre compte aux municipalités d'Allègre, Rivières, et aux circonvoisines, des mesures qu'elles auront prises relativement aux rassemblements dont s'agit et *aux manœuvres du ci-devant capucin*, leur donne pouvoir de faire mettre en état d'arrestation ceux des maires ou officiers municipaux qu'ils croient avoir autorisé lesdits rassemblements et tous les autres citoyens qu'ils découvriront avoir trempé *dans les manœuvres criminelles du capucin appelé médecin spirituel*, et dont l'existence serait dangereuse pour la tranquillité publique. »

Dès lors, notre moine, aussi audacieux qu'insaisissable, prend une importance presque fantastique, aux yeux des sans-culottes, et devient le cauchemar des corps administratifs. Sa renommée dépasse les limites du département et s'étend au delà du Rhône. On se le représente comme un monstre aussi horrible que dangereux. A la date du 2 juin 1793, le *Courrier d'Avignon* publie cet entrefilet : « On écrit de Rivières-de-Teirargues, près Saint-Ambroix, département du Gard, qu'un ex-capucin désole la contrée. Il parcourt les villages et les fanatise. Voici le portrait qu'on en fait. C'est un autre Vulcain ; il est borgne et boiteux, d'un teint pâle et livide, allongeant un pas précipité et inégal ¹. »

Un être aussi difforme ne pouvait être que malfaisant. De même qu'on lui attribue toutes les disgrâces de la nature, on le rend responsable de tous les méfaits de la contrée. « On cite un trait, continue le *Courrier*, d'une de ses dévotes appelée Rose Gard. Voyant passer à Rivières-de-Teirargues, le 22 mai, un convoi funèbre, elle saute sur le clerc qui portait la croix et la lui arrache en pleurant, criant, hurlant et trépignant comme une possédée. Cet attentat a été dénoncé aux corps administratifs, qui sans doute prendront des mesures pour en prévenir de semblables. »

Cet acte de violence, exercé par une névrosée ou une énergmène, contre une cérémonie funèbre faite par un prêtre schismatique, peut bien nous montrer l'horreur qu'inspirait le culte constitutionnel ; mais nous n'y apercevons pas la culpabilité du P. Chrysostome.

Servier et Joyeux, commissaires dans les cantons de Rivières et de Navacelles, firent une enquête. Mais la proie principale qu'ils convoitaient leur échappa. Ils durent se contenter de rédiger un procès-verbal « relativement à la recherche d'un cy-devant capucin, déguisé en païsan, qui parcouroit les communes desdits cantons et y semoit le fanatisme, et à des rassemblements qui avoient lieu dans les lieux de Casty et Saint-Saturnin, commune d'Allègre. »

Comme conclusion de cette affaire, le conseil du district d'Uzès

¹ *Courrier d'Avignon*, 2 juin 1793, n° 135, p. 540.

vota la révocation de la municipalité d'Allègre qui avait « souffert dans son territoire, au hameau de Casty, *la présence et l'exercice des fonctions ecclésiastiques d'un prêtre réfractaire*; » la dénonciation du maire, du procureur et des officiers municipaux d'Allègre; la dénonciation et l'arrestation provisoire d'Almèras, père et fils, du lieu de Casty « pour avoir reçu, dans leur maison, le prêtre réfractaire et les fanatiques qui s'y sont rassemblés pour l'entendre; » la suspension et l'arrestation provisoire de Brun l'aîné, secrétaire greffier de la commune d'Allègre, « suspect d'avoir assisté aux rassemblements des fanatiques et de les avoir favorisés; » la démolition et la destruction de la chapelle de Saint-Saturnin, dans le territoire d'Allègre (11 juin 1793).

Les autorités qui montraient une telle sévérité contre les réunions du culte catholique appartenaient au parti modéré. Elles allaient convoquer une assemblée représentative des communes du Gard et organiser une force départementale pour lutter contre la Montagne triomphante. Le Fédéralisme sera bientôt battu, et les représentants de la Convention établiront le régime de la Terreur. La loi des 29 et 30 vendémiaire an II prononce la peine de mort pour la plupart des cas où les prêtres sujets à la déportation seront saisis; il suffira qu'on les trouve *munis de quelques signes contre-révolutionnaires*. C'est alors que, selon l'expression de Rouvière, *l'on fait la chasse au gibier de guillotine*. Les prisons regorgent de détenus; « le nombre des personnes arrêtées ou contre lesquelles des ordres d'arrestation furent lancés pendant cette période critique dépasse 3,700¹. » Quarante-neuf prêtres, que leur âge ou leurs infirmités exemptaient de la déportation, étaient reclus; sept ecclésiastiques ou religieux portèrent leur tête sur l'échafaud.

Pendant toute cette époque, le P. Chrysostome devra user de la plus grande prudence pour se soustraire aux recherches des agents de la Révolution. C'est à Uzès qu'il viendra souvent demander un asile sûr. Il était dans cette ville le 14 février 1793; il y revient après l'affaire d'Allègre, et y fait des baptêmes les 20, 21, 23 juillet, le 1^{er} et le 4 août; il y sera de nouveau le 14 décembre et y bénira un mariage dans la maison de défunt Jean Jourdan, située dans la paroisse de Saint-Julien.

Non loin du Gardon, près des bois qui couvrent une partie de l'arrondissement d'Uzès, s'élève le village d'Argilliers. Le P. Chrysostome y sera attiré par un autre confesseur de la foi, M. Bérard, et par la fidélité de ses habitants. Le 2 février 1794, cinq enfants, dans ce village, lui sont présentés pour être baptisés; il reconnaît qu'ils

¹ Rouvière, *Histoire de la Révolution dans le Gard*, IV, p. 154.

ont été valablement et dûment ondoyés par la sage-femme ou par l'officier public et il supplée seulement les cérémonies du baptême. Nous trouvons de nouveau le saint religieux, dans la même localité, le 23 juillet suivant, et il y fait un baptême. Argilliers lui offrit souvent une sûre et généreuse hospitalité. En cas de danger, il rencontrait une retraite impénétrable dans le puits de M. Martel. A l'intérieur de ce puits, débouchait une galerie horizontale; des madriers, posés à une certaine hauteur au-dessus de l'eau, y établissaient un solide plancher. Si l'on venait perquisitionner, le Capucin descendait dans le puits, et restait dans son souterrain jusqu'au départ des limiers révolutionnaires. Plusieurs vaillants catholiques de ce village se faisaient un honneur de lui donner un gîte affectueux. La maison Taurelle, aujourd'hui maison Cathebras, le reçut plus d'une fois. Un jour où, en compagnie de M. Bérard, curé de l'endroit, il s'abandonnait à une confiante sécurité, une troupe de gardes nationaux est annoncée. Nos deux prêtres ont à peine le temps de sauter par la fenêtre et de se réfugier dans un bois voisin de la maison. Dans leur précipitation, ils durent partir sans prendre leurs chapeaux.

Le P. Chrysostome vint fréquemment dans les environs d'Uzès. Tantôt revêtu du costume du paysan, tantôt portant sur ses épaules les outils de menuisier, il passa plus d'une fois, sans être reconnu, près des bandes révolutionnaires; arrivant tout couvert de sueur et de poussière de la Capelle ou de Masmolène, il partait pour aller administrer quelque malade à Sanilhac, à Blauzac ou à Saint-Maximin.

Or, chaque jour, le danger était imminent. Vers cette époque, la recherche des personnes suspectes devint très active dans le district d'Uzès. Le 8 floréal an II (27 avril 1794), « l'administration portant ses regards sur cette foule d'étrangers qui, depuis l'époque mémorable de la Révolution, ont déserté leur commune [pour] conspirer plus fortement contre elle et corrompre l'esprit public..., ordonne à toutes les municipalités et comités de surveillance de son ressort d'arrêter dans les vingt-quatre heures tous les citoyens qui, depuis le 14 juillet 1789, habitent leur commune. » Elle prescrit de faire des visites domiciliaires, de fouiller les bois, les chaumières, les mas, le quintidi qui suivra la réception de son arrêté, afin de s'assurer de tous les étrangers et mauvais citoyens qui pourraient y être renfermés. Ces visites et ces fouilles devront être faites par la garde nationale commandée par un officier municipal. Notre prudent capucin sut déjouer la vigilance des autorités révolutionnaires.

Cependant les membres des corps administratifs ne lui montraient pas tous de l'hostilité. A l'époque des foulaisons, le Père arrive à Carsan, tout exténué de fatigue, et se couche à l'ombre d'un figuier près d'une fontaine. Le garde champêtre l'aperçoit et s'imagine que

cet inconnu est un malfaiteur public qui vient empoisonner les eaux de la commune. Aussitôt il se précipite sur lui, se saisit de sa personne et le conduit devant le maire du village, dans la ferme isolée qu'il habitait. En route, les paysans accourent et font escorte au prisonnier. Le maire appelle son fils, militaire en congé, et, d'un ton sévère, dit à l'étranger : « Citoyen, montre-moi tes papiers. » Le P. Chrysostome tire de sa poche un papier quelconque et le présente. Le soldat le lit, l'examine d'un air très attentif, puis s'écrie devant toute l'assistance : « Ces papiers sont parfaitement en règle. » Le maire dit alors aux curieux qui l'entourent : « Citoyens, retirez-vous, cet homme n'est pas un empoisonneur. » Ensuite, s'adressant au Père : « Quant à toi, citoyen, tu vas déjeuner avec moi. » Ce maire s'appelait Fabre; ami du P. Chrysostome, il lui avait plusieurs fois donné asile.

Nous trouvons le Père à Uzès, le 4 septembre (1794), et il y fait trois baptêmes. Un mois après, il est à Saint-Marcel-de-Carreiret, dans une maison où il recevra souvent une cordiale et généreuse hospitalité, chez Jacques Laville, meunier; il y baptisa Jean, fils de Louis Laville et de Rose Vignal, né le 9 juin de la même année.

La première fois qu'il était venu dans ce village, c'est le désir d'une malade qui l'y avait attiré. Cette personne, redoutant de mourir sans sacrements, avait manifesté sa crainte à une de ses amies de Pognadoresse¹. Celle-ci lui apprit qu'un prêtre orthodoxe se rendait parfois dans son pays et qu'il se ferait un devoir de lui porter les secours de la religion. On convint d'une heure de la nuit et d'un signal : l'intrépide missionnaire accepta avec joie et, fidèle au rendez-vous nocturne, procura à la pauvre malade les grâces du ciel et la consolation.

Le 14 octobre, nous le rencontrons dans la commune de Saint-Privat-de-Champclos, près de Barjac, et il y baptise Pierre-Auguste Taulelle, du hameau de Lendes. Le 13 novembre, il est encore à Uzès et y fait deux baptêmes et neuf suppléments de cérémonies du baptême.

L'avant-veille de Noël, il est appelé à Saint-Maximin pour un malade. Quand les principaux habitants apprirent sa présence, bon nombre d'hommes cherchèrent à le voir pour se confesser : il se rendit à leur désir. Ces hommes, pleins de ferveur et réconciliés avec Dieu, lui proposèrent de solenniser avec eux la nuit de Noël. Il accepta, mais à la condition que les cérémonies se feraient dans la campagne et que quelques hommes se posteraient en sentinelles sur

¹ Cette personne de Pognadoresse était l'arrière-grand'mère des abbés Bouzige, l'un ex-curé de Tresques, l'autre curé de Bernis.

les chemins, pour avertir en cas de danger. On choisit une tuilerie : l'office et la messe y furent chantés ¹. Avant le jour, le vaillant religieux célébrait le saint sacrifice à Uzès, devant une élite de fidèles.

Le zèle et la nécessité l'obligèrent à changer fréquemment de lieu de retraite. Aussi les localités où l'on a gardé le souvenir de sa présence sont-elles assez nombreuses : Saint-Ambroix, Barjac, Rivières, Verfeuil, Saint-Marcel-de-Carreiret, Le Pin, Pougnaidresse, Argilliers, Uzès, Pont-Saint-Esprit. Dans cette dernière ville, on montre, rue Tournante, n° 7, une chambre où le P. Chrysostome célébrait les saints mystères pendant la Terreur. On conserve, dans la maison Blaise, la crédence où l'on serrait les ornements sacerdotaux et les autres objets du culte. Le Père venait aussi et a dû dire la messe à la maison du Jardin-Neuf, sur la route de Valbonne.

Un soir il passait sur la place de la Chapelle des Pénitents, au moment où les Jacobins sortaient de cette chapelle transformée en club. Il se met aussitôt à entonner la *Carmagnole*; sans faire attention à sa personne, les ardents sans-culottes reprennent en chœur le fameux chant révolutionnaire. Ainsi il s'esquiva sans être reconnu.

Une famille du Pont-Saint-Esprit lui donna fréquemment l'hospitalité ². C'est la famille Plantin de Villeperdrix. Elle le reçut soit au

¹ A Saint-Maximin, le 25 décembre 1794, le Père suppléa les cérémonies du baptême à trois enfants.

² Le chef de cette famille était alors Constance-Lucrétien-Charles-Régis de Plantin de Villeperdrix, né le 20 juillet 1740, décédé le 4 janvier 1822. Il avait fait ses études au Grand Collège des Jésuites, à Lyon, épousa, le 11 janvier 1763, Catherine-Claire de Bruneau d'Ornac de Saint-Marcel, héritière de la seigneurie de Saint-Marcel-de-Carreiret et sœur de l'abbé d'Ornac de Saint-Marcel, archidiacre, prévôt du Chapitre de Nîmes, vicaire général de son oncle, Mgr Becdelièvre. Il assista aux réunions de la noblesse de la sénéchaussée de Beaucaire et de Nîmes pour l'élection des députés aux États généraux, participa au mouvement royaliste du camp de Jalès, fut incarcéré le 28 prairial an II et ne dut son salut qu'à la chute de Robespierre. — Son fils, l'auteur du recueil des lettres du P. Chrysostome, Joseph-Marie-François-Régis de Plantin de Villeperdrix, naquit au Pont-Saint-Esprit, le 23 mai 1766. Après avoir fait ses études au collège des Doctrinaires à Lyon, il entra le 15 mai 1782, en qualité de cadet gentilhomme, aux chasseurs à cheval des Ardennes. Nommé sous-lieutenant de dragons le 20 septembre 1784, il eut la jambe cassée dans le service le lendemain. Réformé en cette qualité le 17 mars 1788, il était nommé, le 15 septembre 1791, lieutenant au bataillon des chasseurs des Ardennes. En présence des progrès de la Révolution, il démissionna le 11 juin 1792. Il avait épousé, le 15 novembre 1791, Catherine-Augustine de Guasc de Saint-Gervais, fille unique de Louis de Guasc, baron de Saint-Gervais, et de Marie-Anne de Monery. Dans un sentiment de sage générosité, il n'avait pas fait difficulté de renoncer, un des premiers, aux droits féodaux, censives et autres redevances, dont il jouissait dans sa seigneurie de Saint-Marcel-de-Carreiret (F. Rouvière, II, p. 208). Cet acte lui valut de ne point voir son château pillé et incendié comme ceux du voisinage. De plus, au plus fort de la Terreur, il vécut caché à Saint-Marcel en

château de la Blache, au Pont-Saint-Esprit, soit dans ses divers domaines de Saint-Paulet-de-Caisson, Saint-Julien-de-Peyrolas, Aiguèze, Méjannes-le-Clap, Saint-Marcel-de-Carreiret.

Malgré ces courses si nombreuses, il est à présumer que le généreux confesseur dut rencontrer des retraites assez sûres pour y faire un séjour un peu prolongé. Plus tard, dans l'interrogatoire qu'il subit après son arrestation, il déclara avoir demeuré six mois à Laudun. Serait-ce au château de Lascours? De cette longue résidence, il ne reste ni trace ni souvenir. Au plus fort de la Terreur, notre valeureux proscrit eut le temps de composer deux sermons, l'un sur l'éducation, l'autre sur la véritable pénitence. Ce dernier fut écrit au mois d'avril 1794, *in carcere regis*, mot assez énigmatique. Ce travail, accompli à un moment où la moindre imprudence, une dénonciation, le plus léger indice révélateur de sa présence pouvaient le conduire à l'échafaud, suppose chez le P. Chrysostome une maîtrise de lui-même et une tranquillité d'esprit bien peu communes.

Les montagnes des Cévennes auraient-elles abrité, elles aussi, notre héros? D'après une tradition locale, pendant les mauvais jours de la Révolution, un religieux à longue barbe resta caché un certain temps aux Camboux, hameau de la commune de Sainte-Cécile-d'Andorge. Dans une maison de ce hameau, on possédait un calice en laiton dont se servit autrefois le religieux. Au lieu de Cessenas, dans le vallon de Valoussière, sur la même commune, on montre la pierre sacrée sur laquelle le confesseur de la foi a offert le saint sacrifice de la messe, devant les fidèles réunis dans cette solitude escarpée et profonde.

Ce religieux serait-il le P. Chrysostome? C'est fort douteux.

C'est dans les limites du vaste diocèse d'Uzès que notre Capucin exerça son zèle pendant la tourmente. Il avait reçu les pouvoirs les plus étendus des vicaires généraux de M. de Bethizy. Mais vu le petit nombre de prêtres fidèles restés en France et le besoin de pourvoir à sa propre sécurité qui pouvait le forcer à s'éloigner de la contrée, il fut aussi approuvé pour le diocèse d'Avignon. Le conseil ecclésiastique qui administrait ce diocèse depuis la mort de l'archevêque, Mgr Giovinio, et en l'absence de M. Roux, vicaire apostolique, concéda au P. Chrysostome les facultés extraordinaires qu'il tenait de Rome : pouvoir d'absoudre de tous les cas et censures réservés à l'archevêque et au Saint-Siège, exception faite pour la prestation du serment à la Constitution civile du clergé; pouvoir de dispenser

toute sécurité; la municipalité lui délivra toutes les attestations de civisme nécessaires pour le soustraire aux poursuites des Jacobins. Il mourut au Pont-Saint-Esprit, le 19 mars 1837.

de quelques empêchements de mariage; en outre, le pouvoir de célébrer la messe dans un lieu privé, de remplir toutes les fonctions paroissiales dans toute l'étendue des diocèses d'Avignon et de Cavaillon (10 décembre 1794) ¹.

Au commencement de janvier 1795, nous trouvons encore le P. Chrysostome à Uzès. Le 4, il y bénit un mariage, il y fait un baptême et dix suppléments de cérémonies du baptême; le surlendemain, il supplée encore à sept enfants déjà ondoyés les cérémonies du baptême.

A ce moment, la France était lasse de la persécution religieuse. Six mois auparavant, quelques conventionnels, animés, suivant l'expression de Durand de Maillane, *du courage du désespoir*, avaient mis fin à la dictature de Robespierre. La force de l'opinion publique avait aussitôt ouvert les prisons; elles n'avaient pas tardé à se refermer. La Convention avait la haine de la religion, et quand, le 1^{er} nivôse an III (21 décembre 1794), l'évêque Grégoire avait eu le courage de demander la liberté des cultes, l'assemblée avait couvert sa voix de véritables hurlements. Cependant l'opinion devint plus pressante, et la Convention lui donna une satisfaction importante, mais incomplète, par la loi du 3 ventôse (21 février 1795), sur la liberté des cultes. Les prêtres insermentés avaient déjà commencé à revenir de l'exil; ils rentrèrent plus nombreux. Les héros restés en France manifestèrent plus de hardiesse. Le P. Chrysostome, qui a risqué sa tête pendant plus de deux ans, ne craint pas de faire une cérémonie publique de réparation.

Saint-Marcel-de-Carreiret avait été un peu son quartier général : il était venu fréquemment s'y reposer de ses fatigues chez les de Villeperdrix, au château des Aupias et chez la famille de Laville ². Mais le religieux n'avait pu empêcher le mal. Un curé constitutionnel avait été nommé à Saint-Marcel (2 et 3 octobre 1791). C'était François-Xavier Payan, du diocèse d'Avignon, alors âgé de trente-deux ans; le malheureux abdiqua ses fonctions le 20 ventôse an II (10 mars 1794). La commune de Saint-Marcel, livrée à quelques révolutionnaires de bas étage, prit le nom de Vionne-Marcel, renonça au culte (15 ventôse), transforma l'église paroissiale en temple de la Raison (19 germinal an II).

Cette profanation ne permettait plus de faire une cérémonie catholique dans l'église de Saint-Marcel avant que cette église ne fût ré-

¹ Bibliothèque Calvet d'Avignon, ms. 2066, fol. 59.

² La famille de M. de Laville, archiprêtre d'Uzès, conserve, comme reliques, la crédence sur laquelle le P. Chrysostome a plusieurs fois célébré la messe et la lanterne sourde dont il se servait pour ses courses nocturnes.

conciliée. Les paroissiens fidèles — l'immense majorité — souffraient de cette triste situation et demandèrent au P. Chrysostome de la faire cesser. Le 8 mars 1795, le troisième dimanche du carême, le zélé Capucin, en vertu des pouvoirs illimités qu'il avait reçus de l'évêque d'Uzès, bénit solennellement l'église profanée. Aussitôt après la récitation des prières liturgiques, un peuple nombreux se précipita dans l'antique édifice. Le Père adressa aux assistants une instruction en rapport avec la circonstance, puis il exigea une promesse publique de fidélité.

« Croyez-vous fermement, leur demanda-t-il, tout ce que croit et enseigne la sainte Église catholique, apostolique et romaine ? »

Le peuple répondit par acclamation :

« Oui, nous le croyons.

— « Renoncez-vous, continua le religieux, à tout prêtre que notre saint-père le pape ne reconnaît pas pour catholique ? »

Un « *Oui* » chaleureux s'échappa de toutes les poitrines.

« Renoncez-vous à tous les serments criminels que vous avez faits dans le maudit temple de la Raison ? »

— « Oui, » répondirent encore les cris unanimes de l'assemblée.

Après cette protestation de foi et de soumission, on sort de l'église et une procession se déroule à travers les rues du village. Le procès-verbal de la cérémonie fait observer que l'on n'avait point encore reçu le décret du 3 ventôse qui, en proclamant la liberté des cultes, interdisait toute cérémonie hors de l'enceinte choisie pour leur exercice (art. iv). Quand la procession fut rentrée à l'église, on chanta la messe du troisième dimanche du carême. Le soir, on chanta les vêpres de sainte Françoise, le saint Sacrement fut exposé et la bénédiction donnée. La cérémonie se termina par le chant de deux psaumes d'actions de grâces : *Laudate Dominum* et *Jubilate Deo, omnis terra*.

Cependant la sécurité était loin d'être absolue. Le pieux religieux ne fixa point encore son domicile à Saint-Marcel, mais continua sa vie apostolique. Le 19 mars, jeudi, fête de saint Joseph, il est au Pont-Saint-Esprit et il dit la messe chez M. de Sahune. Le vendredi, jour de la décade, les catholiques fervents firent, dans la même maison, l'adoration de la croix. Le dimanche 22, le P. Chrysostome bénit et réconcilia l'église Saint-Pierre et y dit la première messe.

Néanmoins, il ne passa point les fêtes pascales au Pont-Saint-Esprit. Le curé de la paroisse arriva le vendredi saint au soir ; il célébra le lendemain samedi ; un autre prêtre de cette paroisse, l'abbé Marsolier, était aussi arrivé. Le P. Chrysostome dut porter les services de son ministère à des pays moins favorisés.

ALBERT DURAND.

III.

L A M E N N A I S

D'APRÈS SES CORRESPONDANTS INCONNUS

(Suite)

A la date du 20 avril, je trouve une lettre adressée aux deux frères, non plus par leur oncle, mais par un prêtre de leurs amis, l'abbé Bossard, originaire du diocèse de Rennes, avec lequel ils étaient étroitement liés¹. M. Bossard venait de quitter Paris, pour faire un voyage dans le midi de la France. Il narre à ses deux jeunes amis les incidents de route. Il s'appesantit spécialement sur l'état religieux des contrées qu'il parcourt. Le curé de Châteauroux, *ancien élève de Saint-Sulpice et vicaire général*, se déclarait *assez satisfait* de ses paroissiens.

« Des établissements pour les écoles chrétiennes de filles et de garçons, observait le voyageur, sont désirés de toute part. »

Les deux frères durent lire et relire cette ligne, eux qui dès lors songeaient à se dévouer tout entiers à l'éducation de la jeunesse, Jean surtout qui avait déjà commencé son apostolat et qui même, son oncle nous le disait plus haut, devait l'épuisement actuel de ses forces à son zèle inconsidéré.

M. Bossard avait traversé le diocèse d'Angoulême qui avait alors pour chef le *célèbre M. Lacombe*, ancien évêque assermenté de la Gironde. Le jubilé venait d'être annoncé à Angoulême. Lacombe, fidèle aux traditions des anciens prélats constitutionnels, menaçait de suspendre ceux de ses prêtres qui s'aviseraient *de faire recommencer ce qui avait été fait durant la Révolution*, c'est-à-dire évi-

¹ Cf. *Lettres inédites de J.-M. et F. de Lamennais*, recueillies par M. de Courcy, p. 15, 20, etc. L'abbé Bossard avait été autrefois directeur au séminaire Saint-Louis, à Paris. Il mourut en 1834, vicaire général de Grenoble. Il est auteur d'une « Histoire du serment à Paris » (Cf. Feller, édition Pérennès. Supplément). Cf. Ropartz, 48.

demment qui béniraient de nouveau les mariages précédemment contractés devant un assermenté.

Par contre, l'abbé Bossard vante les vertus apostoliques du nouvel archevêque de Bordeaux ¹. Malheureusement le troupeau répondait mal aux soins de son zélé pasteur. La paroisse de Margaux, entre autres, *produisait un vin meilleur que sa population*. Notre voyageur cite un curé de ce diocèse qui demeurait à deux lieues de sa paroisse, où il ne paraissait que le dimanche. Riche de quatre-vingt mille livres, en biens-fonds, ce prêtre laissait *son église dans un dénuelement absolu, le cimetière sans clôture, l'autel sans tabernacle, la sacristie vide, des purificateurs d'une malpropreté repoussante, des ornements déchirés, un missel sans couverture, etc.* Le dimanche que M. Bossard passa dans cette paroisse, il y dit la messe, mais *avec répugnance*. Il fit le prône qui ne dura que *quelques minutes*. L'auditoire parut charmé d'entendre la parole de Dieu; ces pauvres gens en étaient sevrés depuis si longtemps! Le correspondant de Jean et de Féli en conclut qu'avec un peu de zèle on tirerait parti de ces populations dont l'ignorance en matière de religion est surtout imputable à un manque de zèle chez leurs prêtres. Changeant de thème, il ajoute :

« Dites-moi, je vous prie, ce que vous êtes devenus pendant le reste du carême; donnez-moi surtout des nouvelles de vos santés. L'air de Paris les a-t-il un peu rétablies? Prenez l'un et l'autre des forces et suivez les conseils des médecins. Ne vous livrez l'un et l'autre qu'à des occupations peu fatigantes. »

Il leur demandait ensuite des nouvelles des prédicateurs de la station quadragésimale, spécialement de M. de Boulogne ², de la première communion des enfants de la paroisse Saint-Sulpice et des *petits discours de l'abbé de Quélen* ³; des conférences de Mgr Frayssinous et de l'abbé Jauffret ⁴. Il les chargeait aussi de *mille amitiés tendres* pour leurs communs compatriotes, et d'abord pour le *cher Bruté*, ce brillant transfuge de l'École de médecine, qui devait franchir les mers, évangéliser l'Amérique et mourir évêque d'Indiana en 1839.

Le 23 avril, le *ton-ton*, comme les deux frères appelaient familière-

¹ M. d'Aviau du Bois de Sanzaz, mort en 1826. Il avait été archevêque de Vienne avant la Révolution.

² Il mourut évêque de Troyes en 1825.

³ Cf. *Lamennais d'après des documents inédits*, II, 207. Il s'agit du futur archevêque de Paris.

⁴ Il allait être nommé à l'évêché de Metz, cette année même (1806). Jauffret mourut en 1823.

ment M. des Saudrais, reprenait la plume pour leur recommander de veiller sur leur santé plus que jamais. Il adressait sa lettre à Féli, mais il parlait aux deux.

Il était convaincu, avec l'un des médecins de ses neveux, que la lune influe sur les hommes et les animaux, comme sur les plantes. De quelle façon ? Il avouait n'en rien savoir, mais le fait ne lui en paraissait pas moins incontestable.

Féli s'était précédemment lamenté sur son état qui demeurerait stationnaire depuis seize mois. Là-dessus, l'oncle répondait :

« Tu me parles de seize mois sans mieux ; mais c'est beaucoup que seize mois sans pis ; c'est un armistice qui finira par la paix. »

Il appuyait sur ce dernier mot :

« Conservez toujours tous les deux la paix de l'âme, la paix de l'esprit, la paix du cœur ; la paix, rien que la paix, toute la paix. Elle réside précisément dans ces petits biens que les grands biens soi-disant nous ôtent, sans nous en dédommager. »

Il recommandait instamment à ses neveux l'exercice du cheval qu'il définissait la *vertu des vertus.... physiques*. Il leur fallait aussi se remettre au régime du lait. Il souhaitait à chacun d'eux de pouvoir se dire, chaque soir, en récapitulant la journée : *J'ai vécu*, et chaque matin, en se levant : *J'ai dormi*. Il terminait ainsi :

« Je finis par le cheval comme le plus puissant remède. Comment et pourquoi ? Je n'en sais rien, mais ce n'est pas une raison. Oh ! la belle chose, *point de raison* ! Et où que ce soit trouverez-vous autre chose que *point de raison* ? *Point de raison* est le commencement et la fin de tout et la raison de tout. »

Ne croirait-on pas entendre un écho lointain de Pascal ?

Les deux frères suivirent les conseils de leur oncle ; ils s'en trouvèrent bien.

Le 26 mai, M. des Saudrais leur mandait le peu de zèle que les Malouins déployaient pour l'érection des reposoirs, à l'occasion de la Fête-Dieu. Il disait que son *perruquier* lui avait manifesté son étonnement de voir que les riches s'abstenaient, en général, d'y prendre part.

« Il ne se doute pas que si lui-même était l'un de ces riches, il ferait comme eux et ne trouverait pas dans son coffre-fort, dans son coffre plein, un liard pour Dieu, ni pour les hommes. »

Il leur annonçait la prise d'un chasse-marée anglais, commandé par un *enseigne de la marine royale*. Leur compatriote Cudennec, patron de péniche, avait capturé, dans la baie de Saint-Briac, ce corsaire qui, armé de deux canons et avec dix-sept hommes d'équipage, écumait la baie et rançonnait depuis quelque temps les pêcheurs de la côte.

Vient ensuite toute une théorie sur l'*indifférence* que les uns condamnent et que d'autres estiment la source même du bonheur. M. des Saudrais déclare avoir rencontré de ces natures inaccessibles au trouble et à l'émotion. Il parle, entre autres, d'un personnage de leur connaissance qu'il n'a vu *s'émouvoir un peu, élever un peu la voix*, que contre son domestique, Joseph, lorsqu'il ne réussissait pas un emballage. Il cite les vers célèbres d'Horace :

Si fractus illabatur orbis.
Impavidum ferient ruinae¹.

Mais rien n'est parfait dans ce monde, et le doux Savary qui ne se fâche un tantinet que lorsqu'un ballot n'est pas bien ficelé, mais enfin qui se fâche, en est la preuve. L'oncle termine par cette boutade :

« Je sais et connais un corps nombreux, tout composé d'hommes ou de sages de cette nature², et qui étant assemblés, de crainte de s'exciter par le moyen de la voix, et d'en abuser, gardent le silence et ne délibèrent que par la pensée, et même quelquefois, dit-on, sans la pensée dont ils se dispensent au besoin et qu'on n'exige point d'eux. Il y en a que l'on paie pour parler, ceux-là pour se taire ; c'est le seul corps raisonnable que je connaisse. »

Sans doute, lorsque M. des Saudrais dessinait ce croquis, c'était le Sénat impérial qui posait devant lui, et non pas le conseil municipal de Saint-Malo qui, s'il était muet, l'était du moins gratuitement.

Un autre jour, l'oncle écrivait au sujet de quatre fameux athées de Paris :

« Ils sont quatre vieillards qui se valent bien : Naigeon, Morellet, Suard et Lalande. Ils sont tous, je crois, de l'Institut. En conséquence, ils auront tous leur éloge mortuaire que je ne lirai pas sans plaisir, attendu que j'ai pour eux une sorte d'affection particulière qui s'étend jusqu'à leur mémoire, et qu'ils partagent, sans doute, avec moi. »

L'*affection particulière* que ressentait notre bon Malouin pour ces mécréants était tout simplement le mépris le plus profond, et comme ils s'estimaient fort peu les uns les autres, il pouvait ajouter qu'ils *partageaient* son sentiment à leur égard.

Après avoir donné à Féli un conseil au sujet d'un échange monétaire, M. des Saudrais disait à son autre neveu :

« Tu as bien fait, Jean, de remercier le légat de ses offres obligeantes. Je t'assure que si tu étais ici, il n'y a pas de jour qu'on ne t'en fit de semblables et qu'on ne te laisserait jamais tranquille. »

¹ *Od.*, III, 3.

² De la nature de Savary.

De quelle proposition s'agissait-il précisément, nous l'ignorons. Tout ce que nous avons le droit d'inférer de ce passage, c'est l'estime que le cardinal Caprara professait à l'égard du jeune prêtre malouin dont il avait su apprécier le mérite et discerner les rares qualités morales.

M. des Saudrais écrivait, le mercredi 9 juillet 1806, à Jean et à Féli qui se disposaient à quitter Paris pour regagner leur rocher natal :

« Hier, le bonhomme Kerloguen me dit qu'il avait entendu dire que Féli voulait être prêtre, sur quoi je lui dis qu'il n'en était pas du tout question. Comme, en y pensant, cela serait possible ; si cela était, alors quelqu'un aurait parlé, quelqu'un aurait écrit. En y repensant encore, la visite à Féli de Mgr de Pressigny pouvait me faire croire qu'il en est quelque chose. A quoi je dirais : tant mieux. Je sais bien que ce n'est pas à moi que vous tairez ce qui en est, ainsi je le saurai bientôt. Il conviendra même que vous me disiez tout, pour la chose même. Le bonhomme susdit en aurait aussi bien parlé à mon frère qu'à moi, et puisque cela se dit, cela se répétera et pourra lui revenir. Alors, dans tous les cas, je n'en saurais rien ; cela ne conviendrait pas. A votre retour, on verra. Je n'y prévois pas d'empêchement, car il ne veut réellement que votre bonheur. S'il n'est rien de tout cela, n'en dites pas un mot. Autrement écrivez-moi sous le couvert de Gilbert ¹. »

Ces lignes sont importantes. Elles nous prouvent que, dès cette époque, Féli songeait au sacerdoce. Il ne devait toutefois recevoir la tonsure que le 16 mars 1809. Jusque-là, il n'avait rien dit à son père, alors bien probablement que son oncle savait depuis longtemps à quoi s'en tenir là-dessus, Féli n'ayant sans doute pas jugé *convenable* de lui taire ce qu'il soupçonnait depuis trois ans. Et ce ne fut guère que la veille de son départ pour l'ordination qu'il avertit son père de sa résolution. Jean écrivait à l'abbé Bruté, alors au grand séminaire de Rennes, à la date du 7 mars de cette année 1809 : « Papa a été sensible à la détermination de mon frère, mais cependant il s'est résigné et nous avons son consentement. Dieu soit loué ! » Puisque nous en sommes à ce chapitre, ajoutons que Féli reçut les ordres mineurs le 23 décembre de la même année, à Rennes également ². Il attendit ensuite six ans avant de s'engager irrévocable-

¹ Le père de Jean et de Féli.

² Le jeune homme qu'élevait M. des Saudrais. Nous rencontrons souvent son nom dans sa correspondance.

³ Cf. Blaize, I, 50, note.

⁴ Blaize, I, 51, note.

ment. Ce fut, en effet, le 23 décembre 1815 qu'il reçut le sous-diaconat, dans l'église de Saint-Sulpice, des mains de M. André, ancien évêque de Quimper¹. Il fut ordonné diacre, à Saint-Brieuc, au commencement de mars 1816, et prêtre quinze jours plus tard, à Vannes². De la sorte, il mit un intervalle de sept années entre sa tonsure et sa consécration sacerdotale. Certes, il eut le temps d'étudier sa vocation ; ses directeurs et conseillers, MM. Carron et Teyssseyre, pour ne parler que de ceux-là, eurent également tout le loisir de l'éprouver. Si tous se sont trompés, du moins ne saurait-on les taxer d'imprudence ni de précipitation. Mais nous avons raconté ailleurs cette histoire lamentable ; nous n'y reviendrons pas³.

Dans cette même lettre du 9 juillet, M. des Saudrais disait encore :

« J'aspire autant que vous-mêmes aux beaux jours. Je demande à respirer à mon aise. Je ne veux qu'un peu de soleil au singulier, remettant le pluriel à la Providence. Voilà soixante-deux soleils échus le 14 mai ; encore huit, ce sera le compte de David ; le bout du compte ! »

M. des Saudrais se trompait, ce *ne devait pas être le bout du compte*, puisqu'il ne mourut qu'en 1829, au mois de juin⁴. Toutefois, lorsqu'il atteindra le *compte* ou plutôt l'âge de David, ses facultés seront déjà bien affaiblies, comme l'écrira Féli à son frère Jean, le 7 juillet 1814 :

« Ange⁵ a prié tonton d'aller au Val⁶ ; il lui envoie dimanche une voiture. Ce dernier était ce matin tout hors de lui, échauffé, soufflant et presque en colère. Ne sachant que lui dire, je me suis tu. Il s'est imaginé que s'il restait huit jours au Val, il perdrait le resté de ses cheveux. Sa raison est suspendue à un fil, et à un fil très délié ; heureusement, il est peu chargé⁷. »

Les plaisanteries de Féli furent toujours cruelles et souvent lourdes. Au moment où nous sommes arrivés, l'esprit de M. des Saudrais ne trahit aucune décadence. Écoutons-le plutôt raconter à ses neveux cette touchante histoire :

« Avant-hier, l'abbé Pitel m'aborda ou m'accosta, comme vous voudrez⁸, pour me demander de vos nouvelles. Le bonhomme, tout en causant durant deux heures de grève, me plut infiniment. Je crois

¹ Cf. *Lamennais d'après des documents inédits*, I, 65, note.

² De Courcy, *op. cit.*, p. 125.

³ *Lamennais*, etc., I, ch. 3, p. 84 et seq.

⁴ Cf. Lettre de Féli à M^{me} de Senft-Forgues, II, 55.

⁵ Ange Blaize, marié à Marié de Lamennais, leur sœur unique.

⁶ Le Val-Ernuol, situé en Saint-Méloir-des-Ondes, à trois lieues de Saint-Malo.

⁷ Blaize, I, 150.

⁸ Les deux mots, en effet, peuvent passer pour synonymes, surtout chez les marins.

que c'est l'élu et l'heureux de ce monde. Pas un sol de patrimoine, ses seules messes ¹ pour vivre, content comme un *nouveau* roi, plus que content, en vérité.... avec soixante-seize ans. Une preuve de tout cela et de son désintéressement, c'est qu'on m'a dit qu'il avait eu quelque bien de famille, qu'il avait donné à un frère, lequel est mort laissant des enfants à qui sûrement il ne demande rien. Il a séjourné *seulement* quatre ans au mont Saint-Michel, où, m'a-t-il dit, il menait une vie douce et toujours satisfait. Je l'ai mis sur mes vieilles tablettes, au chapitre *des heureux*. Il y est tout seul. Je crois même, hélas ! qu'avec le temps, on ne tournerait pas la page ! »

Suivent des conseils hygiéniques dont Féli est instamment invité à faire son profit :

« Mon frère a reçu la dernière, du 4, de Féli qui accuse un diminutif (*sic*) dans l'oppression. Elle ne passera qu'avec le beau temps, la chaleur. Mais il faut insister avec le médecin sur l'éruption cutanée, principe de cette oppression, peut-être, et sur le moyen d'y remédier dans la suite. Cela me paraît essentiel. Je conçois qu'il faudra et toujours éviter tout ce qui contribuerait à échauffer le sang, à vicier les humeurs, d'où suivra la nécessité absolue d'un régime adoucissant. Il faut s'approvisionner des indications et précautions à prendre et suivre pour l'avenir, au besoin. »

Cette *consultation* gratuite et spontanée de l'oncle ressemble assez à celle que, sur sa demande, Féli recevra, en 1826, de M. Mabit, médecin bordelais ². C'est que son tempérament ne changera point : il restera toujours ce qu'il fut dès le principe, et si le grand écrivain lui emprunta, jusqu'à un certain degré, ses plus nobles indignations, il lui devra aussi ses colères les moins légitimes et ses emportements les plus insensés.

Jean et Féli étaient de retour sur la fin de juillet, comme nous l'apprend une lettre de M. Bossard à Jean ³. Ils se rendirent à la Chesnaie, pour y continuer leur cure.

Féli était résolu à devenir, dans toute la force du terme, ce que l'on appelle aujourd'hui un *sportsman*. L'équitation ne lui suffisait plus ; il voulut y joindre la chasse.

Son oncle estimait que les exercices cynégétiques ne convenaient pas à son tempérament trop débile pour supporter une longue marche, un fusil à la main.

« Une promenade modérée, lui disait-il, ou le cheval : voilà le nécessaire, l'utile et l'agréable. »

¹ Les honoraires devaient en être d'un franc.

² Cf. *Lamennais intime*, p. 29.

³ *Lamennais d'après des documents inédits*, I, 18.

Il lui mandait le dernier exploit des corsaires malouins ¹. Le dimanche précédent, la goélette *la Salamandre*, après une lutte acharnée de quatre heures contre une frégate et deux corvettes anglaises, avait été forcée d'amener son pavillon. La frégate, ayant voulu l'amariner, toucha et coula aussitôt. La *Salamandre*, dont le capitaine avait été tué dès la première volée de mitraille, sombra également. Une partie de son équipage parvint à gagner le rivage, d'où l'on canonnait les Anglais. Un boulet du fort voisin — M. des Saudrais ne précise pas davantage — coula une péniche anglaise et les quarante hommes qui la montaient furent noyés. *En revanche*, on sauva quarante autres Anglais qui naturellement furent faits prisonniers. L'état-major de la frégate dont le capitaine, lui aussi, avait été tué, était prisonnier des Français; celui de la *Salamandre* l'était des Anglais. De part et d'autre, les pertes étaient énormes, vu le nombre nécessairement restreint des combattants. Il n'était pas rare d'ailleurs que, dans ces duels de vaisseau à vaisseau, plus des deux tiers des équipages fussent touchés. Dans le combat du *Renard* et de l'*Alphea*, tous les Anglais périrent ², leur navire ayant sauté, et six matelots seulement du *Renard* étaient sans blessures. Ce glorieux fait d'armes se passa dans les eaux de la Manche, le 9 septembre 1813; il clôturait dignement la longue série d'exploits des corsaires malouins ³.

Il paraît que Féli avait prié son oncle de lui relater tout ce qui se passait à Saint-Malo, que cela fût tragique ou bien comique. M. des Saudrais, je dois le dire, s'acquittait consciencieusement de la mission qui lui était confiée. Aussi, après avoir raconté le drame de la *Salamandre*, il ajoutait immédiatement :

« Autre chose. Hier, je rentrais de la chaussée ⁴. J'entendis et je vis un homme ivre qui disait : *Viens, viens boire une pinte. Viens boire une pinte. Pourquoi te fâches-tu ? Cela n'a pas de bon sens, non, ça n'a pas de bon sens. Viens boire une pinte.* Or il parlait à un petit chien qui aboyait après lui, et qui le laissa là, ayant bien vu que l'homme était ivre. »

Il est ensuite question d'une bonne femme qui apostrophait son âne et lui reprochait de se diriger du côté de Saint-Servan où il n'avait que faire, au lieu d'aller droit son chemin, vers Saint-Malo.

Il s'agissait enfin de la rencontre, sur le chemin, de l'abbé Carré et de deux ivrognes, un dimanche. Ceux-ci s'accusèrent d'avoir manqué la messe. Carré leur dit : « Vous avez mal fait. — Oui, mais

¹ Thiers raconte le même fait, mais un peu différemment. *Histoire de l'Empire*, livre X. Fontainebleau.

² Ils étaient quatre-vingts, les Malouins étaient un peu moins nombreux.

³ Robert Surcouf, 436 et seq.

⁴ Le Sillon qui relie à la terre ferme le rocher de Saint-Malo.

j'voulons nous en punir. J'allons vous donner chacun vingt francs et vous nous direz à chacun notre messe. Tenez, les v'là ; en v'lous davantage ? »

Et ce disant, ils exhibaient chacun son louis. L'abbé n'accepta pas. L'oncle conclut malicieusement qu'il doute que ces ivrognes généreux fassent école et trouvent beaucoup d'imitateurs.

Le cousin Champy de Paris, camarade d'enfance de M. des Saudrais, avait été plus d'un demi-siècle sans lui donner signe de vie. Et voilà que se ravisant tout à coup, probablement à la suite du voyage de Jean et de Féli, le brave cœur se souvient qu'il a un vieil ami à Saint-Malo. Il écrit alors à Féli de décider son oncle à faire le voyage de la capitale, pour passer quelque temps avec lui. M. des Saudrais, à qui Féli venait de remettre cette invitation, répondait qu'après avoir bien réfléchi, tout d'abord il avait accepté, mais qu'ayant réfléchi davantage encore, il refusait et il motivait son refus. Il commençait par dépeindre les *enchantelements* de la jeunesse où *tout se passe, tout finit entre le matin et le soir*.

« C'est le charme d'une existence encore inconnue ; la vie commence, le cœur jouit ; toute la nature lui sourit, c'est l'âge d'or. »

Plus tard, la vie se dépoétise en s'allongeant. On se fait des habitudes qui vieillissent avec soi, et dont on ne veut plus se départir ; et si l'on change encore, *c'est seulement de chemise*. Aussi, n'ira-t-il point à Paris où le mande pourtant celui qui l'appelle, un peu emphatiquement peut-être, *le meilleur de ses amis*. Et puis, il faudrait renouveler sa garde-robe ; ce serait une dépense d'au moins *cinquante écus*.

« Un habit de dix ans ici a encore sa fleur et n'a perdu que son velouté. Ici l'on ne s'étonne point que mon vieux pourpoint noir soit percé par le coude¹. »

A Paris, il en va autrement. Dans une première lettre à son cousin, il n'en avait écrit que le brouillon, M. des Saudrais lui disait qu'il acceptait son invitation. Mais il ajoutait, en s'adressant toujours à Féli :

« Je lui en ferai une autre dont il sera content plus qu'il ne l'aurait été de moi, à coup sûr, et moi de lui probablement. Après cinquante-six années de silence, on s'aime de bien loin, et l'amitié n'est réellement plus qu'un souvenir. »

A. ROUSSEL.

(A suivre.)

¹ Cf. Blaize, *op. cit.*, I, 43. L'accoutrement de M. des Saudrais y est décrit tout au long.

CORRESPONDANCE

Paris, 28 mai 1908.

Monsieur le Directeur de la « Revue des questions historiques »

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

La *Revue des questions historiques* (numéro de janvier dernier) a bien voulu accueillir un article dans lequel j'ai étudié la question énigmatique des origines militaires du général Antoine Marbot, père de l'auteur des *Mémoires*, et discuté les conclusions formulées à cet égard dans une intéressante brochure de M. L. de Nussac.

Permettez-moi de vous demander d'accueillir aussi une rectification de détail, résultant de recherches complémentaires, faites par moi sur les indications de MM. Joseph Durieux, archiviste de la Légion d'honneur, et Hennet, sous-chef du service des archives administratives au ministère de la Guerre.

L'ensemble de mes conclusions personnelles ne s'en trouve pas modifié. Mais je tiens à ne laisser subsister, sur aucun fait, aucune assertion de ma part qui ne soit parfaitement exacte.

Sur la foi d'un certificat délivré par M. de Sainte-Aulaire, aide-major de la compagnie des gardes du corps commandée par le duc de Villeroy, certificat qui est entre les mains de M. le vicomte de Boislecomte, héritier des Marbot, j'ai dit qu'Antoine Marbot avait *demandé à se retirer* de cette compagnie, après y avoir servi un an et sept mois, de 1774 à janvier 1776, comme garde du corps surnuméraire.

Or, il résulte d'un registre de contrôle de la compagnie de Villeroy, pour la période de 1758 à 1789, registre conservé au ministère de la Guerre, qu'Antoine Marbot a bien été, après cette durée de service, « rayé du tableau par défaut de naissance, » comme lui-même s'en est vanté en quelque sorte, à l'époque de la Révolution. Le certificat de M. de Sainte-Aulaire n'était qu'un certificat de complaisance.

Il y a une dizaine de radiations de ce genre pour la compagnie de Villeroy, de 1758 à 1789. Elles ne sont pas motivées par le défaut de

noblesse. Comme je l'ai dit, il n'était pas nécessaire d'être gentilhomme pour être admis aux gardes du corps ; le registre mentionne ceux des gardes qui peuvent revendiquer cette qualité ; et, pour ceux qui ne l'ont pas, un trait est tiré sur l'espace réservé à cet effet. Pour être garde du corps, il suffisait d'appartenir à une famille « vivant noblement, » c'est-à-dire vivant de ses revenus, particulièrement de ses revenus fonciers, sans exercer un commerce ou une autre profession d'ordre inférieur, selon les idées du temps. Les parents d'Antoine Marbot devaient avoir été dans un de ces derniers cas.

De ce que Marbot a été ainsi exclu des gardes du corps, à une époque où, d'ailleurs, on réduisait l'effectif de la maison du Roi, il ne s'ensuit pas qu'il faille le confondre avec le dragon au régiment Dauphin, son homonyme pourvu d'un prénom différent, qui, engagé dans ce corps en 1781, y lut trois fois porté déserteur, la dernière en mars 1792. Mais l'humiliation et la déception subies par Marbot, au début de sa carrière, expliquent encore mieux le sentiment qui, malgré la protection à lui donnée ensuite par le lieutenant général comte de Schomberg, l'a jeté, après 1789, dans le mouvement révolutionnaire.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

CH. DE LOMÉNIE.

COURRIER ALLEMAND

MOYEN AGE

GÉNÉRALITÉS. — L'histoire du moyen âge de M. W. Felten forme le tome II d'une histoire universelle en quatre volumes¹, assez abondamment illustrée, et rédigée au point de vue catholique.

— Poursuivant une étude, dont la première partie a paru en 1904, sur les populations germaniques jusqu'à la fin des invasions², M. Ludwig Schmidt passe en revue le royaume wisigothique de Toulouse; — les Gépides, Taifales, Rugiens, Hérules, Turcilinges et Scires; — enfin les Lugiens.

— Le tome X du monumental ouvrage de Félix Dahn sur les rois des Germains jusqu'à la fin des Carolingiens³ est relatif aux Thuringiens.

— M. J. Compennass fixe au VII^e siècle la composition de la vie de saint Grégoire de Nazianze, par un homonyme du Père de l'Eglise : elle a été utilisée par le patriarche de Constantinople, Germain, qui mourut en 733. Le prêtre Grégoire serait un contemporain d'André de Crète. On a sous le nom d'un Grégoire, prêtre de Césarée, en Capadoce, un éloge des Pères du concile de Nicée. M. Compennass montre qu'il est fort distinct du prêtre Grégoire, auteur de la Vie qu'il utilise. L'éloge emprunte aussi beaucoup à Théodoret et à des sources peu dignes de foi. M. Compennass nous donne une bonne édition de ce texte dont il fixe la rédaction au X^e siècle⁴.

— C'est l'histoire byzantine à laquelle M. Heinrich Gelzer a consacré la meilleure partie de son activité; et c'est aussi l'histoire byzantine qui tient le plus de place dans le choix de ses opuscules qui

¹ *Illustrierte Weltgeschichte. II. Geschichte des Mittelalters.* München, Allgemeine Verlagsanstalt, 1907. Gr. in-8, vii-528 p., fig. et pl. — ² *Geschichte der deutschen Stämme bis zum Ausgange der Völkerwanderung.* I, 3. Berlin, Weidmann, 1907. In-8, p. 233-366 (*Quellen und Forschungen zur alten Geschichte und Geographie*, 12). — ³ *Die Könige der Germanen*, X. Leipzig, Breitkopf und Härtel, 1907. In-8, 180 p. — ⁴ *Gregorios Presbyter. Untersuchungen zur Gregorios Presbyter, dem Biographen Gregors des Theologen, und zu dem gleichnamigen Verfasser des Enkomions auf die 318 Väter des Konzils zu Nikaia.* Bonn, Georgi, 1907. In-8, 52 p.

vient de paraître ¹, plus d'un tiers du volume. Les trois premiers opuscules sont intitulés : 1. Un écrivain populaire grec du VII^e siècle [Léontius, biographe du patriarche Jean]; 2. rapports entre l'Église et l'État à Byzance; 3. les conciles considérés comme parlements impériaux.

— Dans la nouvelle édition dont il enrichit la collection des *Scriptores rerum germanicarum ad usum scholarum*, M. E. Müller ne s'est pas contenté de collationner soigneusement sur le manuscrit de Paris le texte de Nithard ², il l'a éclairé par une annotation excellente. Il y a joint le petit poème d'Angilbert sur la bataille de Fontenoy.

— Un manuscrit viennois du XIII^e ou XIV^e siècle contient le texte de Jean Scylitzès avec des interpolations et des variantes intéressantes pour l'histoire de la Macédoine aux X^e et XI^e siècles. M. B. Prokić publie et étudie ces additions ³, que leur auteur Michel, évêque de Deabolis, semble avoir empruntées à Théodore de Sébaste, source de Scylitzès.

— C'est sur des raisons de sentiment, et sur des impressions qui ne peuvent tenir lieu de preuves, que M. H. Jahn fonde son opinion sur la force numérique des troupes engagées dans les troisième et quatrième croisades: il les réduit considérablement ⁴.

HISTOIRE DE L'ÉGLISE. — Le manuel d'histoire ecclésiastique de F. X. Funk a atteint sa cinquième édition ⁵, la dernière à laquelle le regretté savant ait pu mettre la main. Il va sans dire que cette nouvelle édition a été mise soigneusement au courant.

— C'est aussi à l'histoire ecclésiastique, mais à des points spéciaux et à des détails, que se rapporte la troisième série des *Kirchengeschichtliche Abhandlungen und Untersuchungen* de l'illustre professeur de Tubingue ⁶. Sauf le dernier qui est une addition au septième, les vingt-deux mémoires contenus dans ce volume ont déjà paru dans divers recueils; presque tous ont été soumis à une revision qui y a introduit quelques modifications. Nous ne croyons pas inutile d'en donner ici la liste ⁷.

¹ *Ausgewählte kleine Schriften*. Leipzig, B. G. Teubner, 1907. In-8, vi-429 p.

— ² *Nithardi historiarum libri IV*. Hannoverae, Hahn, 1907. In-8, xiv-61 p. —

³ *Die Zusätze in der Hs. des Johannes Skylitzes codex vindob. hist. gr. LXXIV*.

München, Druck von Kutzner, 1907. In-8, 55 p. — ⁴ *Die Heereszahlen in den Kreuzzügen*. Berlin, G. Nauck, 1907. In-8, 51 p. — ⁵ *Lehrbuch der Kirchengeschichte*. 5^e Auflage. Paderborn, F. Schöningh, 1907. In-8, xvi-645 p. (*Wissenschaftliche Handbibliothek*, 1, xvi).

— ⁶ Paderborn, F. Schöningh, 1907. In-8, 446 p. — ⁷ 1. *Die Agape*; 2. *Das Alter der Arkandisziplin*; 3. *Zur Frage von der Katechumenatsklassen*; 4. *Die Symbolstücke in der ägyptischen Kirchenordnung und den Kanonen Hippolyts*; 5. *Ueber den Kanon der römischen Messe*; 6. *Die Anfänge von missa = Messe*; 7. *Zur Frage nach der Berufung*

— M. J. Haller a recueilli dans un volume commode les sources tant narratives (extraits du *Liber pontificalis*, des chroniques, etc.) que diplomatiques de l'histoire de la formation de l'État pontifical, jusques et y compris la donation de Louis le Pieux en 817¹.

— M. Karl Böckenhoff nous offre une curieuse étude, et qui n'a pas simplement un intérêt juridique, sur les prescriptions du droit canonique médiéval, relatives aux mets : interdiction du sang, interdiction de la viande de cheval, etc. Le plus généralement, ces prescriptions, analogues à celles de la législation mosaïque², ont pour raison d'être la lutte contre certaines pratiques du paganisme local.

— La date de la fête pascalle a été, dans l'Église du haut moyen âge, l'objet de divergences et de discussions assez vives. M. Joseph Schmid, auquel on doit déjà de bons travaux sur la matière, étudie aujourd'hui la façon dont la date de la fête de Pâques a été calculée en Occident, du concile de Nicée à la fin du VIII^e siècle³. Il expose tour à tour les divergences entre les églises d'Alexandrie et de Rome, l'usage italien, gaulois, espagnol, africain.

— L'ouvrage du P. Joseph Braun, S. J., sur le vêtement liturgique est le plus considérable qui ait été jusqu'à présent écrit sur cette matière⁴. Après avoir exposé sa méthode et ses sources, l'auteur étudie tour à tour les vêtements de dessous, puis ceux de dessus, les parties relatives aux mains, aux pieds et à la tête, les insignes liturgiques, la symbolique, la couleur et la bénédiction des vêtements liturgiques.

— L'histoire des péricopes du missel nous est retracée par le P. Beissel, jusqu'au XI^e siècle⁵. A cette époque, elles commencent à

der allgemeinen Synoden des Altertums; 8. Ueber Reichtum und Handel im christlichen Altertum; 9. Die Echtheit der Kanones von Sardika; 10. Zur Didache, der Frage nach der Grundschrift und ihren Rezensionen; 11. Die Einheit des Hirten des Hermas; 12. Der sogen. 2^e Klemensbrief; 13. Die Zeit der apostolischen Didaskalia; 14. Die biblischen Traktate des Ps.-Origenes; 15. Theologie und Zeit des Ps.-Ignatius; 16. Die 2 letzten Bücher der Schrift Basilii des Gr. gegen Eunomius; 17. Ps.-Justin und Diodor von Tarsus; 18. Die arabische Didaskalia und die Konstitutionen der Apostel; 19. Das 8. Buch der apostolischen Konstitutionen in der koptischen Ueberlieferung; 20. Die ägyptische Kirchenordnung; 21. Die Zeit des Verhörs von Chiron; 22. Nachtrag zu 7.

¹ *Die Quellen zur Entstehung und Geschichte des Kirchenstaates*. Leipzig, B. G. Teubner, 1907. In-8, xv-259 p. — ² *Speisesatzungen mosaischer Art in mittelalterlichen Kirchenrechtsquellen des Morgen- und Abendlandes*. Münster i. W., Aschendorff, 1907. In-8, vii-128 p. — ³ *Die Osterfestberechnung in der abendländischen Kirche vom 1. allgemeinen Konzil zu Nicäa bis zum Ende des VIII. Jahrhunderts* (Strassburger theologische Studien, IX, 1.). Freiburg i. Br., Herder, 1907. In-8, x-112 p. — ⁴ *Die liturgische Gewandung im Occident und Orient*. Freiburg i. B., Herder, 1907. In-8, xxiv-798 p., fig. — ⁵ *Entstehung der Perikopen des römischen Messbuches*. Freiburg i. B., Herder, 1907. In-8, viii-220 p.

prendre une certaine fixité. D'après les recherches du savant auteur, il semble que l'usage romain était fixé avant Grégoire le Grand, qui y aurait introduit certaines modifications.

— M. M. Heimbucher nous donne une édition, remaniée et augmentée, de son excellent répertoire des ordres et communautés de l'Église catholique ¹.

— Plus spécial est l'ouvrage que consacre aux ordres chevaleresques M. Hans Prutz, bien connu notamment par ses recherches sur les Templiers ².

— La faveur dont jouissaient les ordres religieux, le développement qu'ils ont pris, l'extension de leurs possessions au delà des limites d'un diocèse et d'un État, eurent, entre autres résultats, celui de rendre l'exemption un besoin pour eux et une condition de leur pleine existence. Dans un ouvrage assez considérable, qui a paru par morceaux dans l'*Archiv für katholisches Kirchenrecht*, M. August Hüfner étudie cette institution juridique de l'exemption dans les monastères masculins ³.

— Les monastères ont toujours trouvé un zélé défenseur en Grégoire VII. Ce pontife, qui n'a jamais oublié ses origines monastiques, trouvait dans les couvents les meilleurs partisans de ses idées de réforme et de restauration catholique. M. B. Messing a bien mis en lumière les relations du pape avec les couvents ⁴.

— L'illustre pontife a tenté deux autres érudits : l'un, M. F. Masino, expose ses relations avec ses légats, dont il esquisse la biographie ⁵ ; l'autre, M. Kulot, expose l'usage que les *Dictatus papae* ont fait des collections canoniques d'Anselme de Lucques, de Bonitho et de Deusdedit ⁶.

— M. Adolf Gottlob a complété et rectifié sur certains points son livre antérieur sur les indulgences au XI^e siècle ⁷.

— Bien que les archives de la pénitencerie apostolique aient, pour la partie la plus ancienne, presque complètement disparu, nous pouvons cependant, grâce surtout aux nombreux formulaires qui

¹ *Die Orden und Kongregationen der katholischen Kirche*. 2. Auflage. I. Paderborn, F. Schöningh, 1907. In-8, vi-523 p. — ² *Die geistlichen Ritterorden, ihre Stellung zur kirchlichen, politischen, gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Entwicklung des Mittelalters*. Berlin, E. S. Mittler und Sohn, 1908. In-8, xviii-549 p. — ³ *Das Rechtinstitut der klösterlichen Exemption in der abendländischen Kirche in seiner Entwicklung bei den männlichen Orden bis zum Ausgang des Mittelalters*. Mainz, Kirchheim, 1907. In-8, xiii-124 p. — ⁴ *Papst Gregors VII Verhältnis zu den Klöstern*. Greifswald, J. Abel, 1907. In-8, 95 p. — ⁵ *Gregor VII im Verhältnis zu seinen Legaten*. Greifswald, H. Adler, 1907. In-8, 78 p. — ⁶ *Die Zusammenstellung päpstlicher Grundsätze (Dictatus papae) im Registrum Gregorii VII in ihrem Verhältnis zu den Kirchenrechts-Sammlungen der Zeit*. Ibid., 1907. In-8, 78 p. — ⁷ *Ablässentwicklung und Ablässinhalt im XI. Jahrh.* Stuttgart, F. Enke, 1907. In-8, vi-68 p. Cf. LXXXIII, p. 686.

subsistent, nous faire une idée suffisamment précise de son organisation ; et après les travaux de détail qui ont paru dans ces dernières années, ce n'est pas une témérité à M. Emil Gœller d'essayer d'en reconstituer l'histoire. Le premier volume de son travail embrasse toute la période antérieure à ou contemporaine d'Eugène IV¹. C'est au XI^e siècle que M. Gœller trouve les premières origines de l'institution ; au XII^e siècle, la pénitencerie est constituée ; c'est sous Grégoire IX que le nom apparaît pour la première fois. L'organisation en fut remaniée à diverses reprises, sous Benoît XII en 1338, sous Eugène IV en 1438. Dans le second tome de son premier volume, M. Gœller a réuni les sources de son histoire.

— M. Paul Maria Baumgarten nous apporte de précieuses recherches sur la chancellerie pontificale². Comme l'indique le sous-titre de son ouvrage, ce sont principalement les *bullatores*, les *taxatores domorum* et les *cursores*, qui ont attiré son attention. Les *bullatores* étaient généralement pris parmi les frères laïcs d'ordres religieux (des cisterciens notamment), et ne devaient savoir ni lire ni écrire. Naturellement l'auteur n'a pas négligé de nous donner les renseignements qu'il a pu recueillir sur la matière des sceaux, sur la façon de sceller, etc., et son œuvre à cet égard s'impose à l'attention des diplomates. Des pièces justificatives, un index chronologique des actes cités, des listes de fonctionnaires, très utiles à consulter, et une table alphabétique terminent ce volume.

— La nouvelle biographie d'Alexandre IV (1254-1261), par M. Fr. Tenckhoff³, ne nous apporte que peu de nouveau sur ce pape d'importance secondaire.

— Les ordres mendiants ont soulevé, comme on sait, au milieu du XIII^e siècle, un violent conflit, né de la jalousie universitaire, et qui menaça jusqu'à leur existence en s'attaquant à leur idéal de pauvreté. Guillaume de Saint-Amour s'est distingué dans cette lutte par sa passion. Parmi ceux qui ont pris la défense des ordres attaqués, saint Thomas d'Aquin brille au premier rang à côté de saint Bonaventure. C'est à éclairer sa pensée qu'est consacrée une excellente étude de M. Adolf Ott⁴, qui met notamment en lumière l'évolution de cette pensée depuis les écrits polémiques (*Contra impugnantes Dei cultum et religionem*, *De perfectione vitae*

¹ *Die päpstliche Pönitentiaria von ihrem Ursprung bis zu ihrer Umgestaltung unter Pius V.* I. Rom, Loescher, 1907. Gr. in-8, xiv-278, vi-190 p. — ² *Aus Kanzlei und Kammer. Erörterungen zur kurialen Hof- und Verwaltungsgeschichte im XIII., XIV. und XV. Jahrh. Bullatores, taxatores domorum, cursores.* Freiburg i. B., Herder, 1907. In-8, xviii-412 p. — ³ *Papst Alexander IV.* Paderborn, F. Schöningh, 1907. In-8, xii-337 p. — ⁴ *Thomas von Aquin und das Mendikantentum.* Freiburg, Herder, 1908. In-8, viii-100 p.

spiritualis, Contra pestiferam doctrinam), jusqu'aux deux Sommes.

— Le cas des Templiers ne cesse pas de solliciter l'attention des écrivains. M. H. Prutz qui, à diverses reprises déjà, s'est occupé de cet ordre célèbre, expose la genèse du procès qui a consommé leur ruine¹. Sans contester ce que leur conduite pouvait offrir de répréhensible, sans nier les abus qui semblent bien s'être glissés dans l'ordre, M. Prutz fait ressortir que ce sont surtout des raisons d'argent et de politique qui ont poussé Philippe le Bel à s'attaquer à eux.

— D'une importance beaucoup plus considérable sont les deux volumes que M. Heinrich Finke a consacrés à la chute des Templiers², les nombreux documents inédits qu'il jette dans la discussion tendent à innocenter les Templiers plus nettement encore qu'on ne l'a pu faire jusqu'ici.

— Nous avons déjà signalé les recherches de M. Eug. Jacob sur saint Jean de Capistran. Poursuivant la publication des manuscrits bresloviens du célèbre frère mineur, il nous donne trente-six sermons prêchés par lui à Leipzig³ et le *Tractatus de cupiditate*.

— Les trois manuels de la confession que nous fait connaître M. Franz Falk⁴ sont : 1° celui de Jean Wolf ou Lupi, destiné au clergé ; 2° un xylographe à l'usage du peuple, écrit à Nuremberg vers 1475, et dont l'unique exemplaire connu est conservé au musée Meermannowestrenien de la Haye ; 3° un manuel augsbourgeois de 1504, conservé, aussi à l'état unique, à Mainingen.

HISTOIRE D'ALLEMAGNE. — A peine parue, la nouvelle édition de l'ouvrage classique de Dahlmann-Waitz sur les sources de l'histoire d'Allemagne a déjà besoin d'un supplément. Il paraît sous forme d'un volume de cent cinquante pages⁵.

— Le volume dans lequel M. A. Dammann prétend établir « la victoire de Henri IV à Canossa » et prouver que le monarque allemand, au lieu d'avoir eu l'humble attitude qu'on lui prête, est venu fièrement, avec une puissante armée, obliger le pape à lui céder⁶, est une simple fantaisie de valeur historique absolument nulle.

¹ *Zur Genesis des Templerprozesses* (Extrait des *Sitzungsberichte* de l'Académie de Bavière). München, G. Franz, 1907. In-8, 67 p. — ² *Papsttum und Untergang des Templerordens*. Münster, Aschendorff, 1907. In-8, xv-397 et viii-399 p. (*Vorreformationsgeschichtliche Forschungen*, IV-V.) — ³ *Johannes de Capistrano*. II. *Die auf der kgl. und Universitäts-Bibliothek zu Breslau befindlichen Aufzeichnungen von Reden und Traktaten Capistrans*. 2. Folge. Breslau, M. Woywod, 1907. In-8, 472 p. — ⁴ *Drei Beichtbüchlein nach den zehn Geboten aus der Frühzeit der Buchdruckerkunst*. (*Reformationsgeschichtliche Studien und Texte*, 2.) Münster i. W., Aschendorff, 1907. In-8, iv-95 p. — ⁵ *Quellenkunde der deutschen Geschichte*. 7. Auflage. Ergänzungsband. Leipzig, Dieterich, 1907. In-8, 150 p. — ⁶ *Der Sieg Heinrichs IV in Canossa*. Braunschweig, B. Goeritz, 1907. In-8, 76 p.

— Il en va tout autrement du grand ouvrage de M. G. Meyer von Knonau, paru dans la collection des Annales de l'empire d'Allemagne. Il n'a pas fallu moins de cinq volumes à cet excellent érudit pour nous raconter le règne agité de ce prince. Avec le tome VI qui vient de paraître, c'est le règne de Henri V que nous abordons¹. Ce tome embrasse les dix premières années du règne, en sorte que l'on peut compter qu'il suffira d'un autre volume pour conduire à son terme l'histoire de ce prince.

— Ce n'est plus l'ensemble d'un règne, mais un point de détail et un trait de mœurs, que nous étudions dans le livre de M. Arthur Suessmann sur les persécutions dont, au temps de Venceslas, on fit payer aux Juifs les créances qu'ils avaient sur les chrétiens².

— Le court règne, en Bohême (1437-1439), d'Albert II, gendre et successeur de l'empereur Sigismond, et neveu par conséquent de Venceslas, a tenté la plume d'un historien, M. Wilhelm Wostry, qui lui consacre deux volumes (les t. XII et XIII) des *Prager Studien aus dem Gebiete der Geschichtswissenschaft*³.

— M. E. von Frisch expose, dans une petite brochure, l'évolution de l'armée en Autriche à la fin du moyen âge, et le passage de l'armée féodale à l'armée soudoyée, qui a été précipité par la multiplication des guerres⁴.

— Les Fugger ont joué au xvi^e siècle surtout un rôle considérable dans l'histoire d'Allemagne. Ce sont leurs débuts jusqu'à la fin du xv^e siècle, jusqu'à l'époque par conséquent où la branche aînée atteignait ce degré de fortune colossale, qui leur donna tant de puissance, dont M. Max Jansen a fait l'objet d'un livre intéressant⁵.

— Le commerce et le droit commercial en Bohême avant la révolution hussite ont attiré l'attention de M. Georg Juritsch⁶, qui a envisagé son sujet sous toutes les faces : origines du commerce, commerçants indigènes et étrangers, attitude des Juifs et de l'Église vis-à-vis du commerce, routes, transports, marchés, impôts, poids, mesures, etc.

— La culture de la vigne a été une des causes de prospérité des pays rhénans. C'est surtout le Palatinat bavarois qu'a en vue

¹ *Jahrbücher des deutschen Reichs unter Heinrich IV und Heinrich V.* VI. Leipzig, Duncker und Humblot, 1907. In-8, xii-396 p. — ² *Die Judenschuldentilgungen unter König Wenzel.* Berlin, L. Lamm, 1907. In-8, xv-203 p. (*Schriften herausgegeben von der Gesellschaft zur Förderung der Wissenschaft des Judentums.*) — ³ *König Albrecht II.* Prag, Rohlicek und Sievers, 1906-1907. In-8, iii-180 et 198 p. — ⁴ *Der Uebergang vom Lehndienst zum Solddienst in Oesterreich.* Wien, Selbstverlag, 1907. In-8, 49 p. — ⁵ *Die Anfänge der Fugger (bis 1494).* Leipzig, Duncker und Humblot, 1907. In-8, x-200 p. (*Studien zur Fuggergeschichte*, 1.) — ⁶ *Handel und Handelsrecht in Böhmen bis zur hussitischen Revolution.* Leipzig, Franz Deuticke, 1907. In-8, xvi-426 p.

M. Friedrich Bassermann-Jordan, dans le volume qu'il consacre à l'histoire de cette industrie à travers les âges¹.

— Les soins à donner, l'hospitalité à assurer aux pèlerins et aux étrangers furent un des soucis du moyen âge. De tous côtés, des hospices s'offraient aux voyageurs, et pour exercer ce devoir de charité, des confréries spéciales se fondèrent. M. E. von Möller leur consacre une étude d'ensemble². Particulières à l'Allemagne, c'est surtout dans le Brandebourg et dans le pays de Magdebourg qu'elles se multiplièrent depuis le xiv^e siècle ; leur principal objet était de procurer aux pèlerins morts une sépulture chrétienne et de leur assurer le bénéfice de messes.

— Le *Grundriss der Geschichtswissenschaft* d'Aloys Meister s'est enrichi d'un volume de M. Albert Werminghoff³ sur l'histoire constitutionnelle de l'Église d'Allemagne au moyen âge. L'objet de ce travail est d'exposer d'une façon sommaire les derniers résultats acquis par la science, et de donner au lecteur des indications bibliographiques qui lui permettent de compléter ses connaissances sur tel ou tel point.

— Simple mandataire d'abord de l'évêque, l'archidiacre devint peu à peu une puissance presque indépendante. A ses fonctions d'administrateur s'ajoutent et se substituent, sous les Carolingiens, des pouvoirs judiciaires. La féodalité aidant, l'archidiacre devient un rival redoutable de l'évêque : le célibat, il est vrai, auquel il est canoniquement astreint, en l'empêchant de rendre son pouvoir héréditaire, l'émousse un peu et permet à l'évêque de triompher définitivement. M. Eugen Baumgartner étudie cette évolution dans les évêchés rhénans et surtout dans ceux de Constance, de Bâle, de Spire et de Strasbourg⁴. L'étendue des circonscriptions archidiaconales varie singulièrement avec les diocèses : un seul archidiaconé du diocèse de Constance est grand comme le diocèse de Worms tout entier.

— Le P. von Loë inaugure une collection sur l'histoire des Dominicains en Allemagne par un travail de statistique sur la province Teutonique⁵ : il en énumère les nombreuses maisons, et il nous donne un catalogue raisonné des provinciaux de 1221 à 1907.

— On ne saurait trop remercier M. Karl Bihlmeyer de l'excellente

¹ *Geschichte des Weinbaus*. Frankfurt a. M., H. Keller, 1907. In-fol., x-962 p., ill. — ² *Die Elendenbrüderschaften*. Leipzig, J. C. Hinrichs, 1907. In-8, nr-176 p. — ³ Band II, 6. Abschnitt : *Verfassungsgeschichte der deutschen Kirche im Mittelalter*. Leipzig, B. G. Teubner, 1907. Gr. in-8, 96 p. — ⁴ *Geschichte und Recht des Archidiaconates der oberrheinischen Bistümer*. Stuttgart, F. Enke, 1907. In-8, xvi-220 p. (*Kirchenrechtliche Abhandlungen*, 39.) — ⁵ *Statistisches über die Ordensprovinz Teutonia*. Leipzig, O. Harrassowitz, 1907. In-8, viii-56 p. (*Quellen und Forschungen zur Geschichte des Dominikanerordens in Deutschland*. I.)

édition qu'il nous donne des écrits allemands du bienheureux Henri Suson ou Seuse, si importants pour la connaissance de la mystique médiévale, et qui ont aussi leur intérêt pour l'histoire littéraire de l'Allemagne¹.

— Des fouilles heureuses à la Bibliothèque royale de Berlin ont permis à M. Luzian Pfleger de nous présenter un tableau curieux de la prédication à Strasbourg à la fin du moyen âge, avant Geiler de Kayserberg². Le clergé régulier partageait avec le séculier la tâche d'enseigner le peuple; et ils s'en acquittaient par de fréquentes prédications.

HISTOIRE LOCALE. — L'histoire locale continue d'absorber une bonne part de l'activité scientifique en Allemagne; et les recueils documentaires sont relativement nombreux. Nous signalerons d'abord ceux qui ont trait à un pays ou à un ensemble de territoires.

— M. Gustav Friedrich a terminé la publication, commencée en 1904, du *Codex diplomaticus et epistolaris regni Bohemiae*³. Il comprend les actes des années 805 à 1197, au nombre de 364, sans compter les actes faux que M. Friedrich ajoute à la suite, au nombre de 47. Des tables des auteurs et des destinataires de ces actes, une concordance avec les registres d'Erben, un index onomastique et un glossaire complètent cette utile publication faite avec beaucoup de soin.

— La seconde partie du tome IV des *Monumenta historica ducatus Carinthiae* a suivi de près la première partie⁴. M. A. von Jaksch nous y donne les actes des années 1263 à 1269 et un supplément aux volumes précédents. Celui-ci termine l'œuvre qu'il s'était proposé de mener à bonne fin.

— Un nouveau fascicule du tome III du *Codex diplomaticus Lusatiae superioris*⁵ nous donne les comptes municipaux de Gœrlitz, de 1399 à 1406.

— Nous signalerons encore le tome XXII du Cartulaire mecklembourgeois⁶, pour les années 1391 à 1395; — le tome VI du Cartulaire poméranien⁷, dans lequel M. O. Heinemann nous apporte une moisson de documents pour les années 1321-1325; — le fascicule relatif

¹ *Deutsche Schriften von Heinrich Seuse*. Stuttgart, Kohlhammer, 1907. In-8, xviii-792 p. — ² *Zur Geschichte der Predigtwesens in Strassburg vor Geiler von Kayserberg*. Strassburg, Herder, 1907. Gr. in-8, 82 p. — ³ Prague, F. Rivnác, 1904-1907. In-fol., xii-567 p. — ⁴ Klagenfurt, Kleinmayr, 1907. In-8, xxiv-485 p. — ⁵ III, 3. Gœrlitz, H. Tzschachel, 1907. In-8, p. 399-504. — ⁶ *Mecklenburgisches Urkundenbuch*, 22. Schwerin, Bärensprung, 1907. In-8, iv-660-174 p. — ⁷ *Pommersches Urkundenbuch*. VI. Stettin, P. Niekammer, 1907. In-8, v-581 p.

aux années 1286-1289 du Cartulaire westphalien¹, pour la partie rattachée à Cologne ; — le tome IX du Cartulaire wurtembergeois², qui nous donne près de 800 actes de septembre 1285 à la fin de 1291.

— Le cartulaire hanséatique, dans son dixième volume publié par M. Walther Stein³, nous donne, pour une période de quinze années (1471-1485), 1,250 actes en analyse ou dans leur intégrité. Cette masse considérable de documents nous apporte notamment de précieuses indications sur la guerre de la Hanse avec l'Angleterre, terminée à l'avantage de la première par le traité d'Utrecht ; sur le raffermissement de l'unité hanséatique ébranlée par cette guerre. Les relations avec les pays étrangers, avec la France notamment, prennent un nouvel essor. De grands privilèges furent accordés à la Hanse par Louis XI ; et l'on peut puiser dans ce volume nombre d'indications utiles pour l'histoire du commerce français.

— M. Heinrich Volbert Sauerland poursuit, dans les *Publikationen der Gesellschaft für rheinische Geschichtskunde*⁴, son précieux recueil de documents empruntés aux Archives vaticanes sur l'histoire des pays rhénans. Son tome IV pousse les dépouillements de l'année 1353 à l'année 1362.

— M. Otto R. Redlich nous apporte une abondante moisson de documents (plus de 350) sur la politique religieuse des ducs de Juliers et de Berg au xv^e siècle et dans le premier tiers du xvi^e⁵.

— M. R. Lossen, de son côté, a étudié les relations de l'Église et de l'État dans le Palatinat à la fin du moyen âge, c'est-à-dire sous le gouvernement des électeurs Frédéric le Victorieux et Philippe l'Ingénu⁶. Il y relève la tendance de l'État à saisir la prépondérance sur l'Église et à s'enrichir à ses dépens, sans être guidé d'ailleurs en cela par des intentions hostiles.

— Deux recueils documentaires, qui tous les deux font partie de la collection des *Monumenta Germaniae paedagogica*⁷, intéressent l'histoire de l'enseignement dans des pays allemands. Dans le premier, M. H. Schnell a recueilli les documents du moyen âge et du

¹ *Westfälisches Urkundenbuch*. VII, 5. Münster, Regensburg, 1907. In-4, p. 801-1000. — ² *Württembergisches Urkundenbuch*. IX. Stuttgart, W. Kohlhammer, 1907. In-4, xiii-572 p. — ³ *Hansisches Urkundenbuch*. X. Leipzig, Duncker und Humblot, 1907. In-4, xiv-796 p. — ⁴ XXIII. *Urkunden und Regesten zur Geschichte der Rheinlande aus dem vatikanischen Archiv*. IV. Bonn, P. Hanstein, 1907. Gr. in-8, xxi-xcix-377 p. — ⁵ *Jülich-bergische Kirchenpolitik im Ausgange des Mittelalters und in der Reformationszeit*. 1. Bonn, Hanstein, 1907. In-8, xxiii-121-482 p. — ⁶ *Staat und Kirche in der Pfalz im Ausgang des Mittelalters*. Münster i. W., Aschendorff, 1908. In-8, 268 p. (*Vorreformationsgeschichtliche Forschungen*, 3.) — ⁷ XXXVIII. *Das Unterrichtswesen der Grossherzogtümer Mecklenburg Schwerin und Strelitz*, 1. ; XLI. *Mittelschulgeschichtliche Dokumente Altbayerns, einschliesslich Regensburg*. Berlin, A. Hofmann, 1907. In-8, xxii-551 et xi-348 p.

temps de la Réforme sur l'enseignement dans les grands-duchés de Mecklembourg. Dans le second, M. Georg Lurz nous offre ce qu'il a pu recueillir sur les écoles moyennes en Bavière, avant le milieu du xvi^e siècle.

— L'enquête conduite par M. Hermann Wopfner sur la situation du Tyrol à la fin du moyen âge¹ aboutit à de curieuses conclusions : la guerre des paysans qui éclata en 1525 ne s'explique ni par la situation économique du pays qui était excellente, ni par la situation sociale : l'agriculture était prospère, la condition juridique et sociale des paysans tyroliens était fort satisfaisante ; les relations du peuple avec ses princes n'étaient pas assez tendues pour justifier un soulèvement ; l'influence même de la Réforme ne fut pas assez profonde pour cela ; il reste donc, comme cause principale de la révolte, la suggestion exercée sur l'âme paysanne par l'exemple des pays voisins.

— Comme premier volume d'une histoire des Allemands dans les Carpathes, M. Raimund Friedrich Kaindl nous donne un volume sur les Allemands dans la Galicie jusqu'en 1772². Ce n'est pas seulement l'invasion matérielle de la Galicie par l'élément allemand que M. Kaindl nous raconte, — c'est par la Silésie que se produisit cette immigration, — mais il s'efforce de nous faire connaître l'influence du droit et des mœurs d'Allemagne sur le droit et les mœurs de la Pologne.

— La chronique bambergéoise que met au jour M. Anton Chroust, et qui inaugure la série des chroniques franconiennes que se propose de publier la Société d'histoire de Franconie³, se rapporte à la lutte que la municipalité de la ville soutint au xv^e siècle (1430-1435) contre les immunités ecclésiastiques. Le chroniqueur, qui écrivit vers 1435, ne nous est pas connu. Il appartenait au parti municipal, et peut-être était-il employé dans les services urbains. M. Chroust ne s'est pas contenté de publier le texte de la chronique avec une introduction satisfaisante, il y a joint un recueil de 65 documents (1394-1440), de nature à éclairer le sujet.

— L'hospice fondé pour les malheureux à Cues, par l'illustre cardinal de ce nom, a trouvé un historien autorisé en M. Jakob Marx, qui a pu étudier et classer les archives de l'hôpital⁴. Appelée naturel-

¹ *Die Lage Tirols zu Ausgang des Mittelalters und die Ursachen des Bauern-Krieges (Abhandlungen zur mittleren und neueren Geschichte, IV)*. Berlin, W. Rothschild, 1907. In-8, xviii-232 p., tableaux. — ² *Geschichte der Deutschen in den Karpathenländern*. I. Gotha, F. A. Perthes, 1907. In-8, xxi-369 p., carte (*Allgemeine Staatengeschichte*, III, 8, 1). — ³ *Chroniken der Stadt Bamberg*. 1^{re} Hälfte. Leipzig, Quelle und Meyer, 1907. Gr. in-8, lxxii-368 p. (*Veröffentlichungen der Gesellschaft für fränkische Geschichte*. I. *Fränkische Chroniken*, 1.) — ⁴ *Geschichte des Armen-Hospitals zum hl. Nikolaus zu Cues*. Trier, Paulinus Druckerei, 1908. In-8, iv-272 p.

lement à donner une biographie du fondateur de cette maison, M. Marx a pu rectifier quelques erreurs et préciser quelques points de la vie du célèbre philosophe. Il range définitivement dans le domaine de la légende la tradition qui le faisait naître d'un pauvre pêcheur.

— M. H. Mack nous donne la première partie du tome IV du Cartulaire de Brunswick ¹, qui embrasse dix années de l'histoire municipale (1341-1350); — pour Cologne, nous avons deux recueils à signaler, le tome III des Inventaires et registres des archives paroissiales par M. Heinrich Schæfer ², et deux volumes, formant la vingt-deuxième des *Publikationen der Gesellschaft für rheinische Geschichtskunde* ³, dans lesquels M. Heinrich von Loesch a recueilli les actes antérieurs au xvi^e siècle, relatifs aux corporations et à l'industrie de la cité rhénane; — c'est aussi à l'histoire corporative comme à l'histoire administrative que se rapportent les *Göttinger Statuten*, publiés par le baron Goswin von der Ropp ⁴; — l'on saura gré à la maison L. Voss, de Hambourg, d'avoir reproduit par le procédé anastatique le tome I, depuis longtemps presque introuvable, du cartulaire hambourgeois de Lappenberg ⁵; — l'abbaye cistercienne d'Heisterbach, dont M. Ferd. Schmitz nous donne le cartulaire ⁶, est célèbre notamment par le fameux Césaire d'Heisterbach qui en fut prieur; — le tome V du cartulaire du chapitre et des évêques d'Hildesheim, préparé par M. Hoogeweg, nous conduit de 1341 à 1370 ⁷.

— M. Alex. Hermandung a étudié les corporations d'Aix-la-Chapelle jusque vers la fin du xvii^e siècle ⁸. — La courte histoire d'Augsbourg, que nous donne l'ancien archiviste de cette ville, M. Chr. Meyer, est assez médiocre ⁹. — M. W. Schulte fixe aux environs de l'année 1146 l'établissement, que l'on croyait plus ancien, des chanoines réguliers de Saint-Augustin du Breslauer Sand ¹⁰. — La cité silé-

¹ *Urkundenbuch der Stadt Braunschweig*. IV, 1. Braunschweig, E. Appelhans, 1907. Gr. in-8, 380 p. — ² *Inventare und Regesten aus den Kölner Pfarrarchiven* III. Köln, J. und W. Boisserée, 1907. In-8, viii-219 p. — ³ *Die Kölner Zunfturkunden*. Bonn, P. Hanstein, 1907. Gr. in-8, xxx-158-267 et vi-757 p. — ⁴ *Quellen und Darstellungen zur Geschichte Niedersachsens*. 25. Hannover, Hahn, 1907. In-8, xxxix-559 p. — ⁵ *Hamburgisches Urkundenbuch*. I. 1907. Gr. in-8, iv-xxxviii-882 p. — ⁶ *Urkundenbuch der Abtei Heisterbach*. Bonn. P. Hanstein, 1908. In-8, ix-885 p. (*Urkundenbücher der geistlichen Stiftungen des Niederrheins*. 2.) — ⁷ *Urkundenbuch des Hochstifts Hildesheim und seiner Bischöfe*. V. Hannover, Hahn, 1907. In-8, vi-974 p. (*Quellen und Darstellungen zur Geschichte Niedersachsens*, 24.) — ⁸ *Das Zunftwesen der Stadt Aachen bis zum Jahre 1681*. Aachen, Cremers, 1908. In-8, 108 p. — ⁹ *Geschichte der Stadt Augsburg*. Tübingen, H. Laupp, 1907. In-8, viii-138 p. (*Tübinger Studien*, 1) — ¹⁰ *Die Anfänge des S. Marienstifts der Augustiner-Chorherren auf dem Breslauer Sande*. Gross-Strehlitz, A. Wilpert, 1908. In-8, 122 p. (*Kritische Studien zur schlesischen Geschichte*, 1.)

sienne de Brieg, dont le nom paraît au ^xⁱ^e siècle dans l'histoire et qui, au ^{xiv}^e siècle, a été le centre d'une principauté, a tenté la plume de M. Heinrich Schœnborn ¹. — Ce n'est qu'un point de l'histoire industrielle de Cologne que traite M. Hans Koch, dans son excellent mémoire sur l'industrie de la soie dans cette cité depuis le ^{xiii}^e siècle jusqu'au ^{xviii}^e ². — La situation commerciale de Hambourg avant la seconde moitié du ^{xiv}^e siècle est exposée par M. G. Arn. Kiesselbach ³. — M. J. Machmer a recherché quelle était l'organisation de l'assistance aux malades dans la ville d'Hildesheim ⁴. — De son côté, M. Erich Zechlin expose ce que nous savons des hôpitaux de Lunebourg au moyen âge ⁵. — Comme Brieg, Münsterberg en Silésie, dont M. Fr. Hartmann nous retrace les destinées, devint, au ^{xiv}^e siècle, capitale d'une principauté des Piasts ⁶.

— Évangélisé à la fin du ^{vii}^e siècle par l'évêque de Worms Rupert, qui en fit le siège d'un évêché, centre à son tour de l'évangélisation en Styrie et en Carinthie, Salzbourg tient en Allemagne une place importante. Elle a été mêlée à la querelle des investitures; à la fin du ^{xviii}^e siècle, son évêque portait le titre de primat. Il était donc souhaitable que l'on utilisât les nombreux matériaux existants et en partie publiés de son histoire pour nous en donner le tableau. C'est ce qu'a tenté M. H. Widmann dans un volume (le III^e) des *Deutsche Landesgeschichten* ⁷. Ce premier volume, qui n'embrasse l'histoire de la cité que jusqu'en 1270, témoigne de beaucoup de conscience et de recherches scrupuleuses. L'exécution en est malheureusement défectueuse et la lecture pénible.

— M. Richard Fressel soumet à une intéressante étude comparative le droit féodal du comté de Tecklenburg en Westphalie ⁸. Nous noterons que, sur l'origine des *ministeriales*, M. Fressel se rattache à l'opinion qui y voit d'anciens non-libres dont les services ont amélioré le sort. — M. Karl Scholly nous donne l'histoire du chapitre régulier de Thann ⁹. — M. E. Nübling nous apporte, sur l'histoire mu-

¹ *Geschichte der Stadt und des Fürstentums Brieg*. Brieg, F. Leichter, 1907. Gr. in-8, viii-388 p., ill. — ² *Geschichte des Seidengewerbes in Köln vom 13. bis zum 18. Jahrh.* Leipzig, Duncker und Humblot, 1907. In-8, xv-24 p. (*Staats- und sozialwissenschaftliche Forschungen*, 128.) — ³ *Die wirtschaftlichen Grundlagen der deutschen Hanse und die Handelsstellung Hamburgs bis in die 2. Hälfte des 14. Jahrh.* Berlin, G. Reimer, 1907. In-8, vii-295 p. — ⁴ *Das Krankenwesen der Stadt Hildesheim bis zum 17. Jahrh.* Münster, F. Copenrath, 1907. In-8, iii-34 p. (*Münstersche Beiträge zur Geschichtsforschung*, N. F. XV.) — ⁵ *Lüneburgs Hospitäler im Mittelalter*. Hannover, Hahn, 1907. In-8, viii-82 p. (*Forschungen zur Geschichte Niedersachsens*, I, 6.) — ⁶ *Geschichte der Stadt Münsterberg*. Münsterberg, H. Diebitsch, 1907. In-8, xvi-600 p. — ⁷ *Geschichte Salzburgs*. I. Gotha, Perthes, 1907. In-8, xvi-384 p. — ⁸ *Das Ministerialenrecht der Grafen von Tecklenburg* (*Münstersche Beiträge zur Geschichtsforschung*, Neue Folge, 12). Münster, Copenrath, 1907. In-8, iii-84 p. — ⁹ *Die Geschichte*

nicipale et économique d'Ulm à la fin du moyen âge et jusque dans le xvi^e siècle (1377-1566), une étude qu'appuie tout un volume de documents ¹; — M. Bernhard Brous retrace l'histoire économique et administrative du monastère de Vreden ²; — M. Fr. Gerhardt joint à l'histoire de la ville de Weissenfels celle du duché saxon dont elle fut la capitale ³; — il nous reste enfin à signaler la petite histoire de Zerbst, écrite par M. Heinrich Becker pour fêter le jubilé de la ville ⁴.

E.-A. GOLDSILBER.

(A suivre.)

und Verfassung des Chorherrenstifts Thann. Strassburg, J. H. E. Heitz, 1907. In-8, viii-204 p. (*Beiträge zur Landes- und Volkeskunde in Elsass-Lothringen*, 33.)

¹ *Die Reichsstadt Ulm am Ausgange des Mittelalters*. Ulm, Gebr. Nübling, 1907. In-8, x-510 et viii-572 p. — ² *Geschichte der wirtschaftlichen Verfassung und Verwaltung des Stiftes Vreden im Mittelalter*. Münster, F. Coppenrath, 1907. In-8, vi-120 p., carte (*Münstersche Beiträge zur Geschichtsforschung*, 13). — ³ *Geschichte der Stadt Weissenfels*. Weissenfels, N. Schirdewahn, 1907. In-8, xvi-398 p., pl. — ⁴ *Geschichte der Stadt Zerbst*. Zerbst, F. Gast, 1907. In-8, vii-135 p., 5 pl.

COURRIER ITALIEN

DEUXIÈME PARTIE ¹

(Suite et fin)

Les biographies et les fragments biographiques sont toujours nombreux; plus nécessaires peut-être à l'historiographie italienne qu'à toute autre, en raison du caractère essentiellement individualiste de l'histoire de la Péninsule. Le patriotisme local aidant, beaucoup de personnages d'importance secondaire ont trouvé des narrateurs; chaque récit appelle des compléments, des rectifications, et une biographie nationale italienne n'est pas près de se constituer sous une forme définitive. Réunissons-en cependant ici des matériaux : G. Romano étudie un diplomate peu connu du xiv^e siècle, *Niccolo Spinelli da Giovinazzo* ¹. Pardi apporte un fait nouveau à la biographie de *Pietro d'Abano*, lequel, en 1308, *cura Azzo VIII d'Este moribondo* ². G. Romano se demande *Dove morì il frate Giacomo Bussolari* qui, en 1373, put se réfugier à Ischia ³. A. Sacchetti publie *In morte di Giovanni Castiglioni (1413)* ⁴. Barbarich a brossé un portrait en pied de *G. Castriota lo Scanderberg* ⁵. P. Gribaudi revient *Ancora sulla patria di Giov. Caboto* ⁶. Assereto est arrivé par d'ingénieuses déductions, qui semblent probantes, à localiser entre le 26 août et le 31 octobre 1451 *La data della nascita di Colombo* ⁷. Mazzi essaie de dissiper les incertitudes qu'offre *La giovinezza di Bartolomeo Colleoni* ⁸. G. Simonetti apprécie la réputation de *Castruccio Castracani nella letteratura* ⁹. Labate publie sept documents utiles pour *La biografia di Costantino Lascaris* ¹⁰, de 1469 à 1494. Segarizzi s'occupe de *Niccolo Barbo, patrizio veneto del sec. XV e delle accuse contro Isotta Nogarola* ¹¹. Spadolini dépeint *Un eroe bolognese, Galeazzo Marescotti* ¹², à propos de sa passion pour Camilla Malvezzi. Coggiola fixe à 1556 (14 novembre) *l'anno della morte di Mons. della*

¹ Voir les numéros de juillet et d'octobre 1907, et d'avril 1908. — ² AsN., 1901. — ³ St. stor., 1900. — ⁴ BsPi., 1905. — ⁵ MsC., 1906. — ⁶ Nan., 1905. — ⁷ Rg. I., 1904. — ⁸ Gsll., 1904. — ⁹ AsL., 1905. — ¹⁰ Rn., 1905. — ¹¹ Gsll., 1905. — ¹² Gsll., 1904. — ¹³ Ro., 1905.

Casa ¹. Pompeati travaille à la biographie de l'illustre homme d'État vénitien *Paolo Paruta* ², de 1558 à 1595. M^{me} Brambilla esquisse celle de *Ludovico Gonzaga di Nevers* (1549-1595) ³. Manfroni porte sur *Gianandrea Doria* ⁴ un jugement sévère. Costa détermine la date et le lieu de *La morte di Don Pietro Frasso* ⁵, jurisconsulte de Sassari, mort non à Lima 1679, comme on le croyait, mais à Madrid, en 1693. Del Pela s'occupe de *Anton. Maria Vannucchi* ⁶, poète et professeur de droit, Falena de la célèbre *Isabella Andreini* ⁷, Nani Mocenigo du patricien *Andrea Tron* ⁸, né en 1785.

Il faut faire un groupe spécial de quelques ouvrages ou articles intéressant l'histoire politique et littéraire des femmes ou leur biographie. Emilio Robiony a donné une intéressante étude sur *Federico II di Svevia e la donna del suo tempo* ⁹. Bonfigli rappelle *Una vittoria femminile nel primo settecento* ¹⁰, une séance académique de 1723 aux *Ricoverati* de Padoue, où se discuta, avec conclusion affirmative, la question *se le donne se debbano ammettere allo studio delle scienze*. Forest veut voir une autre *Madonna Laura del settecento* en *Pellegra Bongiovanni, gentildonna e poetessa romana* ¹¹, et Cessi nous présente *una dottoressa rodigina del sec. XVIII* ¹², la philosophe Cristina Roccato, de Rovigo (1732-1797). A[chille] N[eri], à propos de *la caduta da Luisa Pallavicini* ¹³, tombée de cheval en 1800, et des vers de Foscolo sur cet accident, se demande si le poète était épris de cette maladroite amazone. Les Italiennes de la première moitié du XIX^e siècle ont volontiers pris part au mouvement libéral et unitaire. Voici trois portraits de ces héroïnes patriotes : *Bianca Milesi Moson* ¹⁴ (1790-1849), artiste éducatrice et conspiratrice, par A. Campani ; *Una conspiratrice* ¹⁵, Antonietta di Pace (1818-1893), par Bernadini, et la *principessa Belgiojoso* ¹⁶, par Barbiera. Mini fait revivre une physionomie plus douce et mélancolique, *Una giovane letterata e poetessa romagnola dimenticata* ¹⁷, Maria Virginia Fabbroni (1851-1878). Foresi, en s'occupant *Del Conservatorio della Quiete presso Firenze e della sua fondatrice* ¹⁸, rappelle le souvenir d'une femme de bien, Donna Eleonora Ramirez de Montalvo, mariée à Orazio Landi, et qui transforma la villa Medicea en un établissement d'éducation. — Giov. Sforza a raconté les rapports sentimentaux qui unirent, au XVII^e siècle, *Una monaca e un re* ¹⁹, Suor Maria Maddalena Trenta et Frédéric IV de Danemark : étant encore prince royal, en 1692, il eut pour cette dame une vive

¹ Pistoia, tip. soc., 1901. — ² Gsl., 1905. — ³ Udine, del Bianco, 1905. — ⁴ Rna., 1901. — ⁵ Assar., 1905. — ⁶ MsV., 1905-1906. — ⁷ Rn., 1905. — ⁸ AV., 1906. — ⁹ Napoli, Pesole, 1901. — ¹⁰ RL., 1905. — ¹¹ Pm., 1905. — ¹² A. Ven., 1902. — ¹³ Gsl., 1904. — ¹⁴ Rn., 1905. — ¹⁵ RP., 1904. — ¹⁶ Milan, Treves, 1902. — ¹⁷ Ro., 1905. — ¹⁸ Rn., 1906. — ¹⁹ Nant., 1901.

passion qui demeura poétique. Galatti, dans un article littéraire, sur *Il calvaio di una regina*¹, nous introduit dans le sombre Escorial avec l'infortunée Marie-Louise d'Orléans, femme de Charles II.

Pour l'histoire sociale des familles et des mœurs, voici deux études de Curlo et de Chiattonne sur une grande famille de Saluces, *Storia della famiglia Cavassa di Carmagnola e di Saluzzo*², et *La Casa Cavassa di Saluzzo*³. Le même Chiattonne a publié aussi un mémoire très important pour l'histoire des mœurs sur le mariage au xvi^e siècle, *Matrimoniana nel 500 in Saluzzo*⁴. Il faut en rapprocher l'article de Leichl sur les *Nozze di nobili friulani nel settecento*⁵. La publication par Ferretto du *Contratto nuziale tra Stefano Visconti e Valentina Doria*⁶ intéresse aussi l'histoire diplomatique, quant aux relations entre Gênes et les Visconti au xvi^e siècle. Testaments et inventaires n'apportent pas moins de lumières sur l'état social. Enregistrons donc le curieux testament publié par V. Osimo, de *Costanzo Landi gentiluomo piacentino del sec. XVI*⁷, l'inventaire publié par Barelli, *I beni degli eredi di Rostagneto Falletti, un inventario del sec. XIV illustrato*, fait en 1365 à Pignerol⁸, l'*Inventario* publié par Giacosa *dei beni mobili di Bianca di Monferrato*⁹, en 1519, à Carignan où elle vécut vingt-trois ans. — Pour l'histoire du brigandage qui, des *compagnie d'avventure* à la *Maffia*, à la *Teppa* et à la *Camorra*, a été longtemps un chapitre d'histoire nationale, voici de Gasparolo *Laban da di Mayno della Spinetta*¹⁰, dans le royaume de Naples; de Sadlagna, *Un Don Rodrigo bresciano e la giustizia veneta nel 1600*¹¹; de Giorcelli, *La Tragedia di Bergamasco nell' acquese*¹² (14 avril 1686, à la suite d'une guerre de familles entre Ortenzio Faci et Giovanni Moscheni); d'Albertazzi, une anecdote du *Seicento tragico*¹³, une aventure passionnelle d'un ami du cavalier Marino, marié avec la nièce de Bianca Capello. — C'est, à certains égards, une forme du brigandage appliquée à l'institution conjugale que le sigisbéisme. Marenduzzo étudie *I cicibei nel settecento*¹⁴. Pour l'histoire de la superstition, Gabotto apporte plusieurs contributions utiles : *Valdesi, catari e streghe in Piemonte dal sec. XIV al sec. XVI*¹⁵, *Le streghe di Buriasco e di Cumiana (1314-1336)*¹⁶, *Streghe in Mesolcina (1662-1740)*¹⁷, et l'on pourrait sans doute continuer ces recherches jusqu'à nos jours. *La processione delle balie*, que décrit avec d'autres *stranezze*¹⁸ Agnelli, se rattache sans doute à une idée superstitieuse. — Sous une forme plus polie et mondaine, nous retrouvons le brigan-

¹ RI., 1906. — ², ³ et ⁴ Saluzzo, Bovo, 1906. — ⁵ MsC., 1906. — ⁶ BsPi., 1901. — ⁷ AV., 1901. — ⁸ BsbS., 1901. — ⁹ MSI., 1906. — ¹⁰ RsA., 1905. — ¹¹ Rn., 1906. — ¹² RsA., 1901. — ¹³ Nan., 1906. — ¹⁴ RI., 1905. — ¹⁵ Bull. S. H. Vald., 1900. — ¹⁶ BsbS., 1905 — ¹⁷ BbSl., 1905 — ¹⁸ AsL., 1901.

dage avec les *aventuriers* du XVIII^e et du XIX^e siècle ; leurs biographies sont, en général, fort amusantes, sinon édifiantes. Voyez ce que Tomasi raconte du séjour d'*Il conte di Cagliostro a Trento* (1788-1789)¹, Corazzini du joueur florentin, l'aventurier *Francesco Settimani*², digne émule de l'illustre « Aventuros, » chef-d'œuvre de l'espèce, Giacomo Casanova de Seingalt. Nous retrouvons celui-ci dans les *Curiosità napoletane*³, où B[enedetto] C[roce] a réuni des anecdotes sur *Un amico napoletano del Casanova (Il duca di Maddaloni Don Carlo Carafa)*, et sur *Sara Gondar a Napoli, 1770-1774*. La transition naturelle entre le brigandage et la Camorra est la noble corporation des lazaroni : B. Croce recherche l'étymologie de ce nom : *Varietà intorno ai Lazzari*⁴. — L'histoire des mœurs tire large profit des récits de voyages ; j'en ai cité déjà plusieurs de caractère politique ou diplomatique ; il faut signaler encore de Briganti : *Principi giapponesi a Perugia e a Foligno* (1585)⁵ ; Frati, *Il viaggio da Venezia a Constantinopoli del conte L.-F. Marsili* (1679)⁶ ; Patrucco, *Un viaggio in Piemonte del capitano dei moschettieri d'Artagnan*⁷, en 1665, pour accompagner Fouquet à Pignerol ; Gaddi, *Cristina di Svezia ed il suo passaggio per Forlì*⁸ (1655) ; il faut, à ce propos, rappeler l'étude de De Bildt sur *Cristina di Svezia e Paolo Giordano II duca di Bracciano*⁹ ; Zanelli, *Elisabetta Cristina Wolfenbuttel a Brescia*¹⁰ (1708), où elle passa pour aller rejoindre, de Vienne à Barcelone, son mari l'archiduc Charles, prétendant espagnol ; Nicolini, *Viaggiatori stranieri a Napoli. I. Montesquieu ; II. Alejandro Fernandez de Moratin*¹¹. — Mentionnons enfin, toujours pour l'histoire des mœurs napolitaines, l'étude de Di Giacomo, sur *Napoli nel settecento e la moda del tabacco*¹².

La Révolution italienne et la période du risorgimento sont liées de tant de façons à la Révolution française, qu'on me permettra de mettre en tête des livres et articles sur ces périodes, dont il me reste à parler, le très intelligent résumé que M. Salvemini a donné de *La Rivoluzione francese* (1788-1792)¹³. Exact dans les faits, sans en apporter de nouveaux, il est intéressant pour nous comme document sur la façon dont les Italiens libéraux cultivés envisagent ces événements, et sur ce qu'ils avouent qu'ils leur doivent. — Sur les troubles qui préparèrent en Italie la floraison des idées françaises et la fin des anciens gouvernements, il faut citer Antolini, *Ferrara negli ultimi anni del sec. XVIII*¹⁴ ; Trucco, *Gli ultimi giorni della repubblica di Genova e la Comunità di Nove*¹⁵ ; Gallavresi, *Il diritto elettorale politico secondo*

¹ Tr., 1901. — ² Rna., 1901. — ³ et ⁴ Nn., 1906 et 1905. — ⁵ BssU., 1904. — ⁶ AsV., 1904. — ⁷ BsbS., 1904. — ⁸ RI., 1905. — ⁹ AsR., 1906. — ¹⁰ AsL., 1905. — ¹¹ Nn., 1905. — ¹² L., 1905. — ¹³ Milan, Palestirini, 1905. — ¹⁴ AdF., 1899. — ¹⁵ Milano, Aliprandi, 1901.

la costituzione della R. Cisalpina ¹, bonne étude de droit constitutionnel. M. P. Carucci fait revivre *Vincenzo Lupo e Giuseppe Abamonte, martiri del 1799* ², le premier, magistrat de la République Parthénopéenne, mort sur l'échafaud, le second, condamné à la prison perpétuelle et libéré seulement en 1806, à la chute des Bourbons. D'après les lettres adressées au général de Lavilette, progouverneur de Livourne, par divers commandants de places, Pietro Vigo raconte *I progressi dei Francesi e timori della Toscana nel 1799* ³. Gaetano Graziani, sous le titre *Austriaci e Francesi a Vicenza ed il governo democratico vicentino (1796-1797)* ⁴, fait l'histoire de Vicence, d'après le journal d'Arnaldo Arnaldi-Tornieri, conservé à la Biblioteca Bartoliniana. Bianca Trani étudie *Il manifesto di P. Paoli ai Corsi contro Genova (1798)* ⁵, Travali, le *Sequestro di posta francese a Messina nel 1798* ⁶, Lazzari raconte *Il sacco di Lugo nel 1796* ⁷ pendant l'invasion française en Romagne. Ghisi s'occupe de vérifier quelle était la *bandiera dell' armata d'Italia* en 1797 ⁸. Mestica raconte *La battaglia di Faenza (1797)*, et rend il *generale Colli* ⁹ responsable de la fuite honteuse de l'armée pontificale; Beltrani étudie *Il magistrato della città a Napoli e la difesa del principino di Canosa per il fatto del 99* ¹⁰. Briganti recherche qui furent *I rei di patriottismo* ¹¹ en 1799 à Pérouse. Ben. Croce, d'après les papiers de l'envoyé de la République Parthénopéenne à Paris en 1799, étudie *le Relazioni dei patrioti napoletani col Direttorio e col consolato e l'idea dell' Unità italiana (1799-1801)* ¹², bien vite étouffée par la réaction thermidorienne, étudiée par Ayala, qui plonge *Napoli nel terrore* ¹³ jusqu'à l'édit du 23 avril 1800. M^{lle} Yole Toffanin utilise les Annales inédites de Padoue du capucin Malentulo pour exposer *Il dominio austriaco in Padova* ¹⁴ (20 janvier 1798-16 janvier 1801). De Medici raconte le rôle joué par *La legione Italiana da Digione a Trento (1800)* ¹⁵; Lorenzi, celui de *la guardia nazionale a Trento durante l'interregno del 1801-1802* ¹⁶; Salvarezzi, les *Fazioni navali inglesi a Noli*, de 1808 à 1812, et la *Vita politica di Noli al tempo dei Francesi* ¹⁷, d'après des documents inédits. G. Roberti évoque un douloureux épisode de la domination napoléonienne en Italie, *Il fatto di Crespino* ¹⁸, village dont une révolte en 1807 en faveur de l'Autriche fut réprimée par l'empereur avec la plus brutale sévérité.

Relevons quelques articles de reportage et d'anecdotes sur les personnages de la famille et de la cour impériale : Roberti montre l'A-

¹ Milan, Cogliati, 1905. — ² Naples, Priore, 1904. — ³ A. S. I., 1905. — ⁴ Vicenza, Rumor, 1904. — ⁵ Salerne, Volpe, 1905. — ⁶ AsS., 1905. — ⁷ Ro., 1906. — ⁸ AsL., 1905. — ⁹ NAnt., 1901. — ¹⁰ AsN., 1901. — ¹¹ AsrU., 1906. — ¹² Napoli, Pierro, 1902. — ¹³ Nan., 1901. — ¹⁴ Padova, Drucker, 1901. — ¹⁵ Rmi., 1904. — ¹⁶ Tr., 1905. — ¹⁷ Roma, Cecchini, 1905, 40 p. — ¹⁸ Rn., 1906.

citesoriere Lebrun a Genova, de juin 1805 à juin 1806 ¹, Marcotti raconte la *Detenzione di Paolina Borghese* ² après 1815, Roberti les relations de *Canova e le principesse Borghese e di Canino* ³, Bandini le séjour de *Carolina Murat a Roma nel 1830* ⁴, Prasca, sous le titre *Napoleone Bonaparte e Andrea Doria* ⁵, rappelle l'ordre donné par l'empereur de relever la statue du grand amiral génois, Giov. Sforza, *Il soggiorno di Mma Letizia e Pssa Borghese ai bagni di Lucca* (6 juillet-30 août 1804) ⁶, Marcotti décrit la popularité à Florence d'Elisa Bonaparte, *La Baciocca* ⁷.

Nous revenons à l'histoire militaire des événements de 1814-1815 avec deux études de M. E. de Rossi : *Operazioni di guerra al Sempronio, campagna del 1814* ⁸ [du prince Eugène contre Bubna qui avait violé la neutralité], et *La sedizione di un corpo d'armata* [du Rhin] *nel 1815* ⁹ à la fin des Cent-Jours.

Voici enfin simplement citées dans l'ordre chronologique une série de monographies, publications de documents et études critiques sur les événements du Risorgimento, de 1815 à 1870 : M. Rossi, *Un plebiscito repubblicano al tempo del congresso di Vienna* ¹⁰, à Lucques, où l'on proclame la république; Bandini, *Carboneria e guelfismo nei costituti dei carbonari del Polesine* ¹¹; Degli Azzi Vitelleschi, *Bonapartisti, massoni e carbonari nell' Umbria dopo la restaurazione pontificia* (1814-1818) ¹²; G. P. V., *Santorre di Santarosa nella storia piemontese* ¹³ de 1815 à 1821; Spadoni, *I Martiri marchigiani del forte di Civitella Castellana* ¹⁴ (V. Falciatori, G. Pasini, L. Tomaretti, G. Lombardi, V. Fedeli); Efisio Giglio-Tos, *Albori di libertà, gli studenti di Torino nel 1821* ¹⁵; L. Congedo, *Girolamo Congedo Semon e gli edemisti in terra d'Otranto* ¹⁶, secte de l'Italie méridionale en 1825-1826; E. Montanari, *Parme ed i moti del 1831* ¹⁷, contre le gouvernement de Marie-Louise; Trovanelli, *La battaglia del Monte* ¹⁸ près Cesena, qui fut livrée le 20 janvier 1832 par deux mille libéraux contre cinq mille *papalini*; Pariset, *L'entrata dell' esercito piemontese in Ancona* ¹⁹; Cappelletti, *Un tirannello del sec. XIX, Carlo III di Borbone, duca di Parma* ²⁰; *Memorie della rivoluzione siciliana dell' anno 1848* ²¹, recueillis à l'occasion du cinquantième et dont beaucoup sont médiocres; Chiaramonte, *Il programma del 48 e i partiti politici in Sicilia* ²² (échec simultané des idées républicaines et mazziniennes, et, après un court moment d'enthousiasme

¹ G. Lig. VI., 1905. — ² Rna., 1901. — ³ An. V., 1900. — ⁴ RI., 1906. — ⁵ Rma., 1901. — ⁶ Rna., 1901. — ⁷ Rna., 1901. — ⁸ Rmi., 1905. — ⁹ Rcv., 1905. — ¹⁰ RI., 1905. — ¹¹ RI., 1906. — ¹² AsrU., 1905. — ¹³ Rn., 1905. — ¹⁴ Ar. M., 1906. — ¹⁵ Torino, Streglio, 1906. — ¹⁶ RsS., 1905. — ¹⁷ Asl., 1905. — ¹⁸ Cesena, Brasini-Tonti, 1906. — ¹⁹ Ar. March. Risorg. Sinig., 1906. — ²⁰ Rn., 1906. — ²¹ Palermo, Tip. coop., 2 vol. in-8. — ²² AsS., 1901.

pour Pie IX, des idées néo-guelfes); Artom, *Il conte di Cavour e la questione napoletana* ¹, dont il cherchait la solution dans le relèvement moral et économique des populations; G. Mondaini, *I moti politici del 48 e la setta dell' unità Italiana* ², d'après des documents conservés à Potenza en Basilicate; Lœvinson, *G. Garibaldi e la sua legione nello Stato romano* ³, du débarquement à Livourne à la sortie de Rome après la capitulation du 2 juillet 1849; Fani, *Gioachino Pecci, vescovo di Perugia, e due sacerdoti ribelli* ⁴ [R. Marchesi et Ad. Rossi, qui furent poursuivis pour libéralisme]; Fani, *Leone XIII, primo del pontificato* ⁵ et ses difficultés avec le commandant des troupes pontificales d'Andrea, en 1848; Leonardi, *Garibaldi a Cascia* ⁶ dans l'État romain, 1849; Spadolini, *L'imbarco di Garibaldi a Cessanatico nel 1849* ⁷; Degli Azzi, *Per la storia della ritirata di Garibaldi (1849)* ⁸; L. Mancini, *Pio IX al municipio di Sinigaglia* ⁹, 16 octobre 1849; Gennaio Mondaini, *Nuova luce sul moto milanese del 6 febbr. 1853* ¹⁰ (témoignage du radical Achille Maiocchi qui confirme celui du modéré Piolti de' Bianchi et du républicain Carlo Cassola); De Gregorio, *La battaglia del Volturno* ¹¹ du 1^{er} octobre 1860, que l'impétuosité de Retucci fit perdre aux Napolitains contre Garibaldi; G. Ferraro, *Una missione affidata dal conte di Cavour a Giacomo Lignana* ¹² (en Allemagne en 1860 pour gagner l'opinion publique et les journaux); R. di Cesare, *Della vita sociale di Roma dal 1850 al 1870* ¹³; G. Durando, *Episodi diplomatici del risorgimento* ¹⁴ de 1856 à 1863; Jachino, *Venuta in Alessandria di Vittorio Emanuele II* (24 mai 1858) ¹⁵; Greppi, *Una missione in Sicilia* ¹⁶ à lui confiée par Gioberti en février 1849 pour refuser la couronne de Sicile offerte au duc de Gênes, mission qui fut suspendue, puis révoquée; Degli Azzi, *Prigionieri politici detenuti in Roma (1860)* ¹⁷; Malaguzzi Valeri, *Trattative segrete italo-austriache prima della guerra del 1866* ¹⁸, d'après les souvenirs de la mission secrète de Malaguzzi-Valeri à Vienne dans l'hiver de 1865-1866; Pariset, *L'entrata dell' esercito piemontese in Ancona* ¹⁹ (1860), d'après les Mémoires de F. Pariset; Guardione, *Aspromonte, memorie e documenti* ²⁰; Mazzatinti, *Contributo alla storia del 1857* ²¹ (histoire de l'Association nationale de Gubbio, constituée en 1857 et qui fut très active jusqu'en juin 1859, mais dont les archives furent perdues par suite de l'arrestation de Nazarreno Agostinucci); Mazzatinti, *Contributo alla storia della campagna del 1867* ²², publication de la correspondance du général Acerbi et du

¹ Nan., 1901. — ² et ³ Rome, Soc. Alighieri, 1902. — ⁴, ⁵ et ⁶ AsrU., 1906 et 1905. — ⁷ BcrI., 1906. — ⁸ AsrU., 1906. — ⁹ ArM., 1906. — ¹⁰ BsPi., 1905 et Padova, Fusi, 1905. — ¹¹ Rmi., 1901. — ¹² RI., 1906. — ¹³ Rn., 1905. — ¹⁴ Turin, Roux et Viarengo, 1906. — ¹⁵ RsA., 1901. — ¹⁶ BcrI., 1906. — ¹⁷ AsrU., 1904. — ¹⁸ RI., 1905. — ¹⁹ ArM., 1906. — ²⁰ AsSO., 1905. — ²¹ et ²² AsrU., 1905.

major A. Fabbri; Bourrelly, *Un ricordo del XX sett. 1870. La divisione Angioletti alla presa di Roma*¹ (dont la marche par la vallée de la Sacca et l'attaque sur la porta San Giovanni contribuèrent à démoraliser Kanzler).

Le centenaire de Mazzini a, selon l'usage, rappelé l'attention sur ce grand agitateur et provoqué la publication de divers travaux importants. Faldella a étudié *Rome e Napoli nella preparazione mazziniana del 1834*²; Mazzatinti, *L'Italia e popolo à Gubbio* (1853)³, dont les convictions mazziniennes ne furent pas ébranlées par les événements de Milan; Trillini, *L'Opera politica e l'umanità nella vita di G. Mazzini*⁴; Momigliano, *G. Mazzini e le idealità moderne*⁵; Fr. Guardione, *G. Mazzini ed il risorgimento politico d'Italia*⁶; Mazzatinti a publié les *Lettres de Mazzini à Aurelio Saffi et à la famiglia Craufurd* (1850-1872)⁷ et celles de Mazzini à F. Campanella de 1864 à 1871⁸. Il exprime nettement le changement survenu dans le sentiment des Italiens à l'égard du grand conspirateur : *Il Mazzini non appare più alla nostra coscienza nella forma contingente della repubblica, ma nell'alta idealità permanente del fervido eccitatore*. Astegiano montre *Mazzini prigioniero a bordo di una nave italiana*⁹, arrêté le 15 août 1870 à Palerme et conduit à Gaète. Mario S. White revient sur les *Lettres di Mazzini*¹⁰, d'après le recueil de sa correspondance des années 1831-1834, et y ajoute des textes inédits de 1835-1836; Momigliano, dans son *Epistolario di un Apostolo*¹¹, met en valeur le recueil de lettres publié par Nathan; B. Nicola examine les relations de Victor-Emmanuel avec Mazzini en 1864, *Libertini, Mazzini e V. Emanuele*¹²; F. Masci étudie *Il pensiero filosofico di G. Mazzini*¹³; Salvemini, *L'Unità e la Repubblica nell'azione politica di G. Mazzini*¹⁴; Rosi les critiques adressées à Mazzini par Mordini, *Mazzini e la critica di un amico emigrato* (1852-1859)¹⁵; un anonyme nous fait faire un pèlerinage aux *Luoghi dove Mazzini cospirò e soffrì*¹⁶, et Abba a raconté *I funerali di G. Mazzini*¹⁷.

Auprès de la sombre figure de Mazzini, la physionomie de Silvio Pellico paraît bien douce et mélancolique. Le fougueux patriote de 1821, qui fut si complètement terrassé et converti par le Spielberg, est toujours entouré d'un véritable culte à Saluces. Preuves en sont les études et documents publiés par la revue que dirigeait avec tant d'ardeur le regretté Chiattonne. Martinetti y raconte *Una amarezza toccata a Silvio Pellico*¹⁸, le bruit de son mariage avec la marquise Barolo.

¹ Rmi., 1901. — ² Nan., 1901. — ³ AsrU., 1905. — ⁴ Fa., 1905. — ⁵ Milan, Lib. Ed. Lombarda, 1905. — ⁶ Palermo, Reber, 1905. — ⁷ Milan, Albrighi, 1905. — ⁸ Rl., 1905. — ⁹ Padoue, Draghi, 1905. — ¹⁰ et ¹¹ NAnt., 1901 et 1905. — ¹² RsS., 1906. — ¹³ et ¹⁴ Rl., 1905. — ¹⁵ Rl., 1905. — ¹⁶ SXX., 1905. — ¹⁷ Rl., 1905. — ¹⁸ PamS., 1905.

A. A. Micheli disserte sur la *Bibbia di Pellico* ¹. Bellorini publie des *Osservazioni sull'epistolario di Pellico* ².

Sur d'autres personnages importants du *Risorgimento* il faut citer divers travaux. Oxilia a montré *Una relazione letteraria di Ugo Bassi con Gius. Gazzino* ³; Bugiani nous introduit avec *Sebastiano Ciampi nel studio pisano dal 1804 al 1807* ⁴; Chiattonne raconte *La fuga del conte Luigi Porro secondo la relazione del attuario Bolza* ⁵, et donne des renseignements *per il trattamento dei prigionieri italiani allo Spielberg* (1821-1826) ⁶. D'Ancona raconte l'*Esilio e carcerazione di P. Giordani* (1823-1824) ⁷, Labate suit *Ugo Bassi in Sicilia* ⁸, où il prêcha le carême de 1837 sans faire naître aucune suspicion. Grottanelli narre *Le avventure d'un gentiluomo senese nel 1849* (Girolamo Tiburzio Spanocchi) ⁹; Cadolini, sous le titre *Una fuga ai tempi del governo militare austriaco* ¹⁰, raconte ses propres aventures en avril 1852, son arrestation à Pavie, son évasion et sa fuite en Piémont. Novati discute avec Cusani à propos d'*uno memoriale di Ugo Brunetti a Francesco I* (1826) ¹¹. Tria parle de Vincenzo Cuoco, *a proposito di due sue lettere inedite* ¹² à son frère. Beaucoup de documents de tout ordre sont journellement mis en lumière sur cette époque. Il faut citer une relation du capitaine de frégate français Pasqualigo après le combat de Lissa sous le premier Empire (*Dopo Lissa, 1811*) ¹³, publié par Bigoni. D'Ancona a écrit *per la memoria di Silvio Pellico* ¹⁴, d'après les lettres de Berchet à la marquise Arconati, et j'ai moi-même publié *trois lettres de Pellico au Ntmois Jules Canonge* ¹⁵. Zaccagnini a édité les lettres de 1844 à 1848 de *Raffaello Lambruschini e Niccolò Puccini* ¹⁶; Pesci nous révèle *Che cosa fu detto in un colloquio storico* ¹⁷ entre Cavour et Victor-Emmanuel, le 2 mai 1860, à San Michele in Bosco près Bologne, après quoi Cavour appuya financièrement l'expédition des Mille. Guardione réédite avec une introduction une lettre de G. B. Fauchet du 17 juin 1882, *Una pagina di storia sulla spedizione dei Mille* ¹⁸. Corio tire d'un album de M^{me} Tittoni un *autografo di Kossuth* ¹⁹ prophétisant en 1860 la prise de Rome. Santangelo réplique à l'Autrichien Kerknawe en étudiant *la relazione austriaca della battaglia di San Martino* ²⁰. La nécessité d'études biographiques se fait sentir encore plus pour les innombrables contemporains qui ont joué un rôle dans les affaires publiques : Del Cerro a parlé d'*Un giureconsulto che finisce sul patibolo* ²¹, F. de Blasi, qui fut justicié, le 20 mai, à Palerme, pour haute trahison, et Guardione rappelle l'attention sur ses écrits, *Scritti di J. P. di Blasi* ²². Trento raconte

¹ et ² PamS., 1905. — ³ RI., 1905. — ⁴ BsP., 1905. — ⁵ et ⁶ Berl., 1906. — ⁷ NAnt., 1905. — ⁸ AsS., 1900. — ⁹ Rna., 1901. — ¹⁰ Nan., 1906. — ¹¹ Berl., 1906. — ¹² RelL., 1901. — ¹³, ¹⁴ et ¹⁵ Berl., 1906. — ¹⁶ et ¹⁷ Rn., 1906. — ¹⁸ Milan, Albighi, 1906. — ¹⁹ Berl., 1906. — ²⁰ Rmi., 1904-1905. — ²¹ RI., 1905. — ²² Palerme, Reber, 1905.

la vie de *Carlo Montanari* ¹, un des chefs de l'insurrection de 1848, mort sur l'échafaud en 1851; De Nino, celle de *Salvatore Tommasi* ², d'après sa correspondance de famille (1860-1862); Bernardini étudie *Gli ultimi dieci anni di G. Libertini* (1864-1871) ³; Pecorini-Manzoni le rôle du général *Stefano Türr* dans *il risorgimento italiano* ⁴; Caloricesis, d'après la biographie écrite par Carandini en 1872 et qu'il abrège, examine *Manfredo Fanti nella storia del risorgimento* ⁵; Del Vecchio commémore avec éclat et sympathie notre ami regretté *Augusto Franchetti* ⁶, et Roberti retrouve un héros oublié, *Il generale Chrzanowski* ⁷, qui, soldat à Waterloo, devint officier au service turc, puis fut chef d'état-major de Charles-Albert en 1848, et mourut pauvre et ignoré en 1861 à Paris; Billia rappelle *Pompeo Campello*, qui fut successivement *ministro di Pio IX e di Vittorio Emanuele II* ⁸. Les fils de R. Bobba ont fait œuvre de piété bibliographique et filiale en publiant sous le titre *Romualdo Bobba, cinquant'anni di insegnamento* ⁹, une biobibliographie de leur vénéré père. G. C. Abba a raconté *La vita di Nino Bixio* (1821-1873) ¹⁰, si intéressante et si remplie. Pravea, celle de *L'ammiraglio* [Simon Pacoret] *de Saint-Bon* ¹¹, né à Chambéry le 20 mars 1828, mort en 1892; Giovannini étudie *Carlo Cattaneo economista* ¹², bien qu'il faille voir surtout en lui un « historien général » à idées modernes. Dom. Zanichelli et Mangini ont écrit des biographies populaires, l'un de *Cavour* ¹³, l'autre de *Guerrazzi* ¹⁴, et je ne veux pas omettre de mentionner, en terminant cette liste, la notice nécrologique pleine d'émotion et si évocatrice que Michieli a consacrée au jeune *Domenico Chiattoni* ¹⁵, si vaillant travailleur et si prématurément enlevé à la science et à l'Italie.

La question des terres *irredente* est de celles que l'Italie n'oublie pas, tout en n'en parlant qu'avec prudence et opportunité. L'ouverture, probablement prochaine, de la succession de François-Joseph et les grands événements qui sans aucun doute la suivront la remettent à l'ordre du jour. G. Vicini rappelle *Una pagina storica dell' Italia irredente* ¹⁶, le moment difficile dans les relations austro-italiennes qui suivit le traité de Berlin, « *da cui uscivammo colle mani nette, ma vuote*, » sans compensation pour les agrandissements de l'Autriche dans les Balkans. De Biasi rappelle aussi les liens de l'Italie avec les îles Ioniennes en publiant des recherches sur *Gl' Italiani nelle isole Ionie* (Camillo Mattioli, Paolo Costa, Mercantini) ¹⁷, et tandis que M^{lle} La-

¹ AV., 1900. — ² Nan., 1905. — ³ RsS., 1905. — ⁴ Catanzaro, tip. Nuova, 1902. — ⁵ Modena, Toschi, 1901. — ⁶ Firenze, tip. Galileiana, 1906. — ⁷ Ran., 1901. — ⁸ Nri., 1900. — ⁹ S. Benigno Canavese, Soc. tipog., 1905. — ¹⁰ Turin, Roux Viarengo, 1905. — ¹¹ RI., 1905. — ¹² Bologne, Zanichelli, 1905. — ¹³ Firenze, Barbera, 1905. — ¹⁴ Livorno, Giusti, 1904. — ¹⁵ Venezia, Pelizzato, 1906. — ¹⁶ Bologne, Zanichelli, 1905. — ¹⁷ CcEL., 1905-1906.

rice di Tolmezzo donne une histoire populaire d'*Il Friuli nel risorgimento italiano*¹, Silvestri fait un livre de propagande italienne en décrivant tendancieusement la géographie et l'ethnographie de *L'Is-tria*².

M. Mario Valli a écrit un bon chapitre d'histoire diplomatique et contemporaine en racontant *Gli avvenimenti in Cina nel 1900 e l'azione della R. marina italiana*³, intervention dont « toutes les conséquences ne sont pas encore tangibles ; mais la Chine sait et sent désormais qu'il y a une Italie et qu'il faut la respecter. » — M. de la Ville-sur-Yllon a raconté une anecdote d'histoire économique en montrant *La prima ferrovia costruita in Italia*⁴ (de Naples à Granatello, en 1839). — L'économiste Nathan, l'ancien grand maître de la maçonnerie italienne, aujourd'hui maire de Rome, a donné un tableau statistique, intellectuel et moral de l'Italie contemporaine et des progrès matériels réalisés depuis vingt ans dans son ouvrage : *Vent' anni di vita Italiana attraverso all' annuario*⁵.

L'usage de publier en volumes, sous des titres de fantaisie, des recueils de conférences, articles, études plus ou moins disparates, tend à se répandre en Italie. C'est ainsi que l'aimable et savant archiviste des Gonzague à Mantoue, Alessandro Luzio, a réuni une jolie collection d'articles de la *Gazzetta d'Italia*, de la *Nuova Antologia*, etc., sous le titre *Profili biografici e bozzetti storici*⁶. Cappelletti présente un salon cosmopolite et un peu mêlé de *Principesse e grandi dame*⁷ : Bianca Capello, Marie Stuart, Christine de Suède, la margrave de Bayreuth, la comtesse du Barry, Madame Élisabeth, M^{me} de Staël, Elisa Baciocchi, M^{lle} Rachel. M. Emilio Masi publie, sous le titre *Nell' Ottocento*, des *idee e figure del sec. XIX*⁸ (Alfieri, Cavour, Pie IX et P. Rossi, Gregorovius, Tolstoï, Zola, Léon XIII, le congrès de 1815, les Cinq Gior-nate, etc.). Carlo Calisse a réuni ses conférences *Dinanzi al pubblico*⁹, parmi lesquelles il faut citer des discours sur le sentiment religieux au moyen âge, sainte Catherine et Enea Silvio Piccolomini. Et enfin sous le modeste titre *Discussioni critiche e discorsi*¹⁰, le Nestor des historiens italiens, dont Florence fêtait ces jours passés le quatre-vingtième anniversaire, l'infatigable et toujours jeune Pasquale Villari a réuni une série de morceaux où se montrent toutes les faces de son prestigieux talent : historien érudit et précis quand il parle de Machiavel ou des essais de Santini, maître critique quand il discute de Savonarole avec Pastor et de la Renaissance contre Ph. Monnier,

¹ Udine, Tosolini, 1905. — ² Vicenza, Rumor, 1904. — ³ Milano, Hoepli, 1905. — ⁴ Nn., 1905. — ⁵ Turin, Roux Viarengo, 1906. — ⁶ Milan, L. F. Cogliati, 1906. — ⁷ Turin, Roux, 1906. — ⁸ Milan, Treves, 1906. — ⁹ Civita-Vecchia, Strambi, 1901, in-8, 459 p. — ¹⁰ Bologne, Zanichelli, 1905.

patriote napolitain quand il renouvelle l'histoire de Caracciolo, de Nelson et de la république parthénopéenne, critique d'art accompli pour évoquer Domenico Morelli, champion incomparable de la latinité quand il porte de ville en ville la bonne parole de la « *Dante Alighieri* » de Messine à Milan, de Ravenne à Turin, de Sienne à Vérone, et jusqu'à Udine, pour être mieux entendu là où il souhaite qu'on l'entende. Que le maître des études historiques en Italie agrée ici, pour son quatre-vingtième anniversaire, l'hommage respectueux de tous ceux qui, chez nous, sans distinction d'opinions, de croyances et de méthodes, aimant et cultivant l'histoire italienne, admirent son activité féconde et souhaitent une longue prolongation à sa juvénile vieillesse.

LÉON-G. PÉLISSIER.

CHRONIQUE

L'Académie des inscriptions et belles-lettres, dans sa séance du 22 mai, a élu, pour succéder comme membre libre à M. de Boislisle, M. Henri Cordier, qui est en France l'un des représentants les plus éminents des études chinoises, et qui a donné notamment dans sa *Bibliotheca sinologica*, actuellement en seconde édition, la bibliographie la plus complète des travaux relatifs à la Chine.

Pendant le trimestre écoulé, nous avons à signaler à l'Académie des inscriptions et belles-lettres les communications suivantes :

Le 6 mars, M. Merlin a envoyé le texte d'une inscription des thermes de Korbous, près de Carthage, qui remonte au règne d'Auguste : on y trouve notamment pour désigner les étuves sèches le mot *assa*, dont on ne connaissait d'exemple que dans une lettre de Cicéron. — Une tablette sumérienne inédite du musée de Bruxelles a permis à M. l'abbé de Genouillac, par la mention qu'elle contient à côté du nom d'Urukagina, roi de Lagos, de celles de Barnamtarra, femme de son prédécesseur, et de ce dernier même avec le titre de grand patési, d'établir que le patésiat n'était pas une fonction à vie. — Le 13 mars, M. Léger a retracé l'histoire de la fameuse mystification faite par Mérimée en 1827, quand il publia la *Guzla*, ce prétendu recueil de poésies illyriennes, à l'authenticité desquelles crurent, entre autres, Pouchkin et Mickiewicz. — Le 20 mars, M. le docteur Paul Rodet a traité du culte des sources thermales à l'époque gallo-romaine : la divinité qui présidait aux sources était le dieu Borvo, dont la parèdre portait dans le centre et dans l'est le nom de Damona, et dans le sud-est celui de Bormana; le culte de Borvo s'est étendu jusque dans la Lusitanie : Grannus et Sirona, invoquées dans certaines stations, n'étaient pas des divinités purement thermales; leurs attributions étaient multiples, et elles jouaient un rôle analogue à celui d'Apollon et de Diane. — Le 27 mars, dans une note lue par M. E. Pottier, M. le docteur Félix Regnault a fait ressortir l'intérêt pathologique de terres cuites des deux premiers siècles avant l'ère chrétienne, provenant de Smyrne, et sur lesquelles se trouvent représentés des malades et des estropiés. — M. l'abbé Ley-

naud a communiqué à l'Académie, par l'intermédiaire de M. Héron de Villefosse, une inscription latine chrétienne découverte à Malte, en février. — M. de Mély a fait passer sous les yeux de ses confrères des photographies inédites de la tête du Laocoon possédé par le prince d'Arenberg, et dont l'examen semble devoir soulever de nombreux problèmes. — Le 3 avril, M. Diehl a communiqué une inscription byzantine d'Éphèse. — M. Léon Dorez a fait connaître une œuvre ignorée de Sandro Botticelli : portrait de Lorenzo Lorenzi, dit Lorenziano, professeur de médecine à Pise, qui se suicida en 1502, et que l'artiste aurait connu à Florence, dans l'entourage de Savonarole; le tableau daterait des années 1495-1500. — Le 10 avril, le commandant Lenfant a rendu compte de sa mission dans le centre africain, dont il a étudié les diverses races (races à mil, races à manioc, Bumbirigas, etc.) et leurs langages, notamment le labi, sorte de langue religieuse. — M. Radet a étudié le type archaïque de la Niké ou Victoire volante, dont il retrouve l'origine dans une divinité asiatique, la souveraine des animaux, que les Grecs désignaient sous le nom d'Artémis persique. — Le 15 avril, une lettre de M. Merlin, directeur des antiquités de la Tunisie, a donné des renseignements sur la découverte en mer, à sept kilomètres de la côte, par des pêcheurs d'éponges, de colonnes de marbre, de statues de bronze et d'autres antiquités. — M. Mispoulet a combattu l'opinion soutenue par Mommsen, et généralement adoptée, d'après laquelle depuis Dioclétien il y aurait eu concordance entre le nombre des diocèses et celui des ateliers monétaires; l'organisation financière, et plus particulièrement celle des monnaies, est au contraire toujours demeurée distincte de l'organisation administrative. — Une note de M. Gaudukler, lue le 24 avril, a signalé la découverte à Rome d'un corps d'amazone au repos, imitation d'un original grec de grand mérite. — M. l'abbé Chabot a communiqué une inscription nabatéenne, curieuse par le mélange d'araméen et d'arabe. — M. d'Arbois de Jubainville a étudié l'accent gaulois dans les noms de lieux : la pénultième longue y étant atone et l'accent frappant l'antépénultième, on a là l'explication de la formation française Durocasses = Dreux, Bituriges = Bourges, etc.; les noms en *dunum* formaient exception. — Le 1^{er} mai, M. Léopold Delisle a soumis à ses confrères une charte de l'abbaye de Foucarmont émanée de Guillaume le Maréchal, baron anglo-normand de la fin du XII^e siècle, dans laquelle figure comme témoin Jean d'Erlée, le fidèle compagnon de ce personnage célèbre. — M. Paul Monceaux a signalé la découverte, à Lamiggiga, de la pierre tombale d'un évêque Argentus, celui sans doute dont le nom figure dans la conférence de Carthage de 411, et qui gouvernait le diocèse au temps de saint Augustin. — A la séance du 8 mai,

M. Charneux a soumis à l'Académie quelques hypothèses pour la reconstitution du costume des Grecs primitifs, d'après les découvertes des Schliemann, des Stamatakis, des Dœrpfeld, des Evans. — M. Théodore Reinach a prétendu établir que le nom du Parthénon n'a rien à voir avec la déesse vierge Athéné; qu'il y a des villes possédant des Parthémons pour des déesses mères : Déméter, Artémis, Leucophryné, etc.; que ce mot s'applique à un temple affecté à des rites, à des cérémonies exécutées par des jeunes filles.

L'Académie des inscriptions et belles-lettres a décerné, sur la fondation Bordin (antiquité classique), 500 fr. à M. Chapot pour son travail sur *La Frontière de l'Euphrate*, et autant à M. Legros pour sa *Table d'Héraclée*. Elle a partagé le prix Lefebvre-Deumier entre MM. Guimet, fondateur du musée qui porte son nom, pour ses travaux sur l'histoire des religions (12,000 fr.), et Franz Cumont, pour ses recherches sur le culte de Mithra. Les 15,000 fr. du prix Berger ont été répartis entre la Société de l'histoire de Paris (6,000 fr.) et MM. E. Coyecque, pour son recueil d'actes notariés intéressant l'histoire de Paris, E. Lacombe, pour son catalogue des Livres d'heures des bibliothèques parisiennes, et H. Martin, pour son livre sur les miniaturistes français (3,000 fr. chacun).

L'Académie des inscriptions et belles-lettres a mis au concours pour le prix Ordinaire (2,000 fr.) : en 1909, l'étude d'une période ancienne de l'histoire du Japon; en 1910, une étude sur la miniature carolingienne, accompagnée d'un catalogue raisonné de ses monuments.

L'Académie des sciences morales décernera, en 1909, le prix du budget (2,000 fr.) à l'auteur du meilleur essai sur le régime de centralisation dans l'administration de la France, de la mort de Louis XVI à la fin du XIX^e siècle; le prix Bordin (2,500 fr.) à une étude sur la prépondérance française en Occident sous les quatre premiers Valois; le prix Saintour (3,000 fr.) à une histoire du parlement de Paris de l'avènement de Charles VI à la mort de Henri II; — en 1910, le prix Bordin (2,500 fr.) à un travail sur Nicolas de Cusa; — en 1911, le prix Victor Cousin (3,000 fr.) à une étude sur Théophraste.

L'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Lyon avait à décerner pour la seconde et dernière fois le prix Guinand, attribuable au meilleur ouvrage d'archéologie biblique. C'est un dominicain de l'École biblique de Jérusalem, le P. Abel, dont l'étude sur l'ancienne nécropole du Cédron a obtenu ce prix de 500 fr., fondé par d'anciennes élèves de l'abbé Guinand, pour honorer sa mémoire. Dans son rapport lu le 24 mars 1908 (*Académie des sciences, belles-lettres et arts de Lyon, prix Guinand, rapport*. Lyon, impr. A. Rey, 1908, gr. in-8, 11 p.), M. A. Vachez ne s'est pas contenté d'exposer les mérites qui

ont valu le prix au travail du P. Abel, il a sommairement rappelé l'existence de l'abbé Guinand et fait l'historique du prix.

Le congrès des sociétés savantes s'est tenu à Paris, du 21 au 24 avril.

A la section d'histoire et de philologie, le 21 avril, M. P. Coquelle a lu une étude sur la maladrerie de Janval, près Dieppe, fondée au XI^e siècle comme léproserie, réunie par saint Louis à l'Hôtel-Dieu de Dieppe, puis en 1668 à l'hôpital général. La présence dans cet hôpital de Guillaume de Mortain, frère de Henri II d'Angleterre, attira sur lui les faveurs du souverain anglais; les privilèges accordés par ce prince furent confirmés plus tard par Henri V. Des biens de la maladrerie vendus à la Révolution, il subsiste une grange du XVI^e siècle, une partie de la chapelle du XIII^e et un corps de bâtiment. — M. l'abbé Baraud a exposé l'état de l'instruction primaire avant la Révolution dans le Bas Poitou, où, comme ailleurs, elle était suffisamment prospère. — M. Paul Caraman a donné des renseignements précis et curieux sur l'instruction publique à Castelmoron d'Albret, dans le XVIII^e siècle. Cette petite bourgade girondine, place forte importante et siège d'une sénéchaussée, n'avait pas seulement un régent français, mais, à partir de 1731, un régent latin qu'occupaient suffisamment ses dix-sept élèves. — Au cours de ses tournées d'inspection dans le département du Nord, l'archiviste de ce département, M. Finot, a relevé les notes historiques consignées sur les registres paroissiaux ou de l'état civil de diverses communes, notes intéressantes parfois pour l'histoire des guerres du XVI^e siècle. — M. Paul Flobert a retracé rapidement, depuis le XII^e siècle, l'histoire des clocheteurs des morts. — M. A. Guesnon a parlé de quelques trouvères artésiens ou prétendus tels : Courtois d'Arras, Perrin d'Angicourt, Cardon de Croisilles, Jean de Neuville, Oede de la Courroierie. — M. André Lesort a précisé quelques faits de la vie d'Enguerrand de Monstrelet, échevin de Cambrai en 1436, prévôt en 1449-1450, chargé vers cette époque d'un voyage à Rome pour les affaires de la ville. — M. le chanoine Morel a complété le *Gallia christiana* en ce qui concerne quelques évêques de Laon : Guillaume de Troyes mourut le 5 mars 1270; son successeur, Geoffroy de Beaumont, le 22 novembre 1271; le roi garda l'évêché en sa main jusqu'en 1278; c'est en décembre de cette année que Guillaume de Cerigny ou de Jaligny en prit possession. — M. G. H. Quignon a signalé des obituaires de l'Hôtel-Dieu de Beauvais. — Le 22 avril, à la séance du matin, M. l'abbé Meister a retracé l'histoire de la confrérie de Saint-Jean l'Évangéliste, fondée en 1275, à Saint-Pierre de Beauvais. — M. Bazeille a établi le rapport avec le système métrique des anciennes mesures en usage dans l'Orne. — M. Coquelle a mis en lumière le

rôle du chevalier d'Éon comme ministre plénipotentiaire de France à Londres d'avril à octobre 1763, d'après sa correspondance avec Prasin. — M. de Gérin-Ricard a étudié les mentions de livres de raison provençaux, relatives à des phénomènes météorologiques, de 1634 à 1818, et il a montré combien il fallait se méfier de leurs données. — M. Thiot a parlé des secousses de tremblement de terre qui, du 18 février au 30 mai 1756, affectèrent la région comprise entre Beauvais et Vitry-le-François. — M. de Saint-Saud a fait ressortir l'intérêt des archives de famille, en prenant pour exemples trois fonds qu'il vient de classer récemment : 1° celui des Donissan de Cibran, dans le Bordelais, curieux par les renseignements qu'il apporte sur les mouvements qui troublèrent le pays sous Louis XIII; 2° celui des La Rous-sie de La Pouyade, à Nontron, ancienne famille de négociants qui se fit anoblir, excita l'animosité des voisins et tomba dans la misère; 3° celui des Du Vergier de la Rochejaquelein en Poitou. — M. G. H. Quignon a signalé l'intérêt du *Livre à cinq clous de Beauvais*, qui, outre la copie de huit chartes, dont la plus récente est de 1903, contient le texte du Conseil de Pierre de Fontaines, des Établissements de Saint-Louis et du Traité des moralités et philosophies; M. Quignon croit pouvoir dater ce manuscrit dans sa partie principale (les quatre dernières chartes seules sont d'une autre main) de l'an 1288 et par conséquent du temps même de Pierre de Fontaines, mort en 1289. — Le mercredi soir 22 avril, M. de Montégut a montré que le petit testament de Saint-Yrieix, qui contient la donation du Vigéois, est un faux; le grand testament étant au contraire authentique. — M. l'abbé Arnaud d'Agnel a mis en lumière la politique bienveillante et protectrice de René d'Anjou vis-à-vis des Juifs de Provence, politique dictée par les besoins d'argent du roi et par les services que la population israélite lui rend. — M. Depoin a essayé de préciser l'origine de Gautier I^{er}, fils de Liégarde de Vermandois, tige des comtes du Vexin, d'Amiens et de Valois. Il serait fils d'un Raoul qui dépouilla l'abbaye de Saint-Crépin de Soissons; ce Raoul aurait épousé Liégarde, après l'assassinat de Guillaume Longue Épée (12 janvier 943), et avant son union avec Thibaut le Tricheur. — Le même érudit, s'occupant de Robert le Fort, nie que le *Saxonici generis vir*, que lui applique Aimoin, désigne une origine saxonne; il voudrait dire simplement que le père de Robert habitait le Saosnois, *Saxonicus pagus*, dans le Maine; de même le nom donné par Richer à ce père de Robert le Fort, Witichin, ne doit pas être identifié avec le Widukind saxon; ce dernier terme veut dire enfant sauvage (*Wilde Kind*), tandis que le premier est Gui le Jeune (*Wit-Chen*). — M. de Sarrau d'Allard a communiqué deux documents auvergnats du xvi^e siècle : le premier relatif à un projet d'établissement de haras

dans les montagnes d'Auvergne; le second à un condamné qui avait dérobé de l'argent à la chasse de saint Géraud. — M. Gaston Gauthier a fourni des renseignements sur les droits d'usage, de paisson et de glandée, accordés par quelques seigneurs nivernais dans leurs forêts. — M. E. Grave a détruit la légende d'un séjour de Calvin dans le Vexin, où il aurait rédigé ou commencé de rédiger l'*Institution chrétienne*; la réforme ne s'établit dans le Vexin qu'en 1556, à la suite de la famille du Bec Crespin, venue de la Brie. — M^{lle} Houchart a fait l'histoire de la baronnie de Grimaud dans le Var, possédée tour à tour par les Grimaldi (980-1380), par les Aduerne (1380-1406), par les d'Assigné (1406-1441), par les Cossa (1441-1485). La baronnie passa ensuite aux d'Agoult et, par eux, aux Castellane (1643). — Le jeudi matin 23 avril, M. Clément-Simon a lu un curieux mémoire sur le refus de l'impôt à Tulle, sous Louis XIV; il s'agit d'une tentative, qui n'aboutit pas, pour ne pas payer une taxe mise par le roi en 1693, pour l'affranchissement des droits seigneuriaux, que Tulle d'ailleurs ne devait pas au roi. — M. le docteur H. Coulon a étudié les épidémies à Cambrai du XI^e au XVIII^e siècle, et notamment la lèpre et la peste : en un seul siècle, celle-ci fit trois apparitions dans la cité (1036, 1094, 1129), détruisant jusqu'à 18,000 âmes d'un seul coup (1094). — M. Étienne Deville a signalé deux mandements inédits de François I^{er}, l'un (1^{er} mai 1518, Amboise) relatif à une donation sur les sommes imposées aux villes pour la construction du Havre; l'autre (6 mai 1540, Anet) en faveur de Laurent Bigot, commis pour enquêter sur des malversations d'officiers royaux à Avranches. — Le même érudit a retrouvé le compte des funérailles de Henri II d'Orléans, duc de Longueville, gouverneur de Normandie. — M. Roger Drouault a fait connaître l'équipement et l'habillement du régiment d'infanterie de Saint-Germain Beaupré (1702-1714). — M. Joseph Durieux a retracé la vie du marquis de Fénelon, lieutenant général sous Louis XV, petit-neveu de l'archevêque de Cambrai. — M. Jacques Soyer a signalé des lettres de rémission accordées, lors de son passage à Orléans, le 20 décembre 1539, par Charles V, usant de la prérogative que lui avait accordée François I^{er}. — M. Baguenault de Puchesse a commenté trois lettres de Claude de l'Aubespine à Charles IX sur l'état des troupes commandées par le duc d'Anjou en Limousin en 1569. — M. Alexandre Pommier a rendu compte de manuscrits originaux de Girodet-Trioson, parmi lesquels une relation inédite du massacre de Basseville en 1793, alors que le peintre était élève de l'école française de Rome. — Le soir, M. Blossier a fait l'analyse d'une intéressante correspondance de Louis-Joseph Taveau, député du Calvados à la Convention, avec la commune et la Société populaire de Honfleur, dont il était

natif : il consulte ses concitoyens sur l'attitude à prendre dans le procès de Louis XVI; il les maintient, lors du mouvement fédéraliste, dans la fidélité à la Convention, il les conseille dans les questions relatives à l'approvisionnement de la ville, etc. — M. Gabriel Fleury a étudié le régime de la séparation de 1794 à 1802 dans le district de Mamers : le Concordat fut accueilli comme une délivrance, et le régime de la séparation fut abandonné sans regrets. — M. Galland a retracé l'histoire de la Société populaire de Cherbourg, du 10 août 1792 au 29 août 1795, date de sa dissolution. Auxiliaire du gouvernement révolutionnaire, elle trempa dans les excès de la Terreur. — M. L. Thiot a étudié les sociétés populaires de Beauvais, et notamment la Société populaire révolutionnaire, qui se distingua par son intolérance étroite et qui, sous l'influence d'André Dumont, travailla à la déchristianisation. — M. Rumeau a présenté un travail analogue sur la Société des amis de la constitution de Grenade, dont l'existence (15 novembre 1790-17 avril 1793) fut agitée par des querelles entre les éléments modérés et les éléments avancés. — M. Veuclin s'est occupé des cahiers du tiers état dans l'Eure, et a signalé la correspondance d'un paysan de Droizy (Eure), Renard, brigadier de cavalerie, qui fit les campagnes de Hollande, d'Allemagne, de Pologne, de Russie, et périt dans la retraite de Moscou.

A la section d'archéologie, le 21 avril, M. l'abbé Chaillan a signalé deux sarcophages du II^e siècle, l'un à Vallauris, l'autre aux Saintes-Maries de la mer, en Camargue. — M. Georges Doublet a présenté un mémoire sur une statuette de bronze qu'il suppose d'origine ligure. — M. Magne a présenté un petit bronze, recueilli boulevard Saint-Marcel, à Paris, sur l'emplacement d'un ancien cimetière gallo-romain, et représentant un génie funèbre. — Une inscription de Dougga a fourni l'occasion à M. P. Monceaux d'exposer ce que nous savons des banquetts en l'honneur des martyrs, très populaires en Afrique au IV^e siècle. — Le P. Delattre a communiqué une lamelle de cuivre, fragment d'un encolpium du V^e siècle, qui contient le verset 7 du psaume xc. — Le 22 avril, M. Augéard a exposé les fouilles faites par lui dans une villa romaine de la commune de Muids (Eure), détruite par un incendie, semble-t-il, entre 243 et 258. — M. Béranger a montré qu'avant même la translation, en 1693, de l'atelier monétaire de Saint-Lô dans la ville de Caen, cette dernière a possédé un atelier à diverses reprises : en 1417, puis de 1550 à 1608, enfin de 1654 à 1657. — M. Émile Chanel a trouvé à Pérignat, près d'Izernore, dans l'Ain, une villa gallo-romaine intéressante par ses peintures murales, qu'il attribue à l'époque d'Hadrien. — M. le docteur Leblond a lu un mémoire sur les monnaies gauloises recueillies depuis quelques années dans l'arrondissement de Beauvais. — A la séance du soir, nous

noterons d'abord la communication de M. Bizot sur les mosaïques romaines de Vienne (Isère). — M. Octave Bobeau s'est efforcé de dégager les caractères de l'école romane d'architecture de Tournaine, qui se différencie de l'école poitevine notamment par sa plus grande simplicité. — M. Léon Coutil a étudié le culte de sainte Clotilde aux Andelys, où la reine aurait fondé un monastère, dont Bède égale la réputation à celle des abbayes de Chelles et de Farmoutiers. Dans la chapelle du monastère, M. Coutil a retrouvé les traces d'un ancien baptistère, et, aux environs, des sépultures franques; il a étudié les diverses statues de la sainte, et celles que possèdent les autres églises de l'Eure et de la Seine-Inférieure. — M. de Montégut, à l'occasion d'un sarcophage de sainte Quitterie, au Mas d'Aire, a signalé un diptyque d'ivoire du xiv^e siècle, sur lequel il croit reconnaître une représentation de la sainte à côté de la Vierge et de saint Jean-Baptiste. — M. Robert Roger a raconté l'exploration du cimetière barbare de Tabariane, dans l'Ariège, qui contient environ quatre-vingts tombes, sans qu'on puisse déterminer l'âge de la nécropole. — Le 23 avril, matin, M. le chanoine F. Durand a fait connaître un ex-voto à saint Léonard, conservé au musée de Nîmes et daté de 1333. — M. le docteur Meunier, dans des fouilles pratiquées à Autry (Meuse), a retrouvé les restes d'un établissement céramique gallo-romain, avec les noms de cinquante-huit potiers. — M. de Saint-Saud a signalé des pierres tombales du xvi^e et du xvii^e siècle à Boismé (Deux-Sèvres). — M. l'abbé Nicolas a étudié les épitaphes médiévales et modernes de l'ancien doyenné de Juvigny (Marne). — M. Léon de Vesly a exploré plusieurs villas du plateau de Boos (Seine-Inférieure), toutes situées entre la crête géographique et la crête militaire; au-dessus des substructions gallo-romaines, il a découvert une nécropole franque, qu'il date du vii^e ou viii^e siècle. — La découverte dans le vieux lit de l'Oise, à Condren (Aisne), d'un bas-relief représentant Mercure, pour la première fois très nettement associé à sa parèdre ou Rosmerta, a fourni à M. Plessier l'occasion d'une étude sur le culte de ce dieu dans le Compiégnois et le Soissonnais. — M. Raimbault a retracé l'histoire du monnayage des archevêques d'Arles, dont le premier titre connu est de 921 et qui disparut en 1537, quand le roi eut mis la principauté d'Orange sous sa main et saisi la principauté de Mondragon, pour obliger le prélat à renoncer à ses droits souverains. — La séance du jeudi soir a été consacrée au préhistorique. M. l'abbé Bonno a présenté des silex de Chelles. — M. Ulysse Dumas a cherché à déterminer les différences de facies des instruments néolithiques du département du Gard. — Une discussion s'est élevée entre M. Martel, qui conteste l'authenticité et, dans une certaine mesure, l'existence des gravures et peintures préhistoriques

des grottes, et M. le docteur Capitan, qui en prend la défense. — M. l'abbé Parat, d'après le résultat de ses études personnelles dans les cent huit grottes de l'Yonne, nie l'existence de la poterie à l'époque magdalénienne. — MM. le docteur Capitan et Reynier ont parlé des incisions en forme de V, de croix ou de carré, trouvées dans les stations néolithiques des environs de Lizy-sur-Ourcq (Seine-et-Marne), dans lesquelles ils voient des pratiques dont on rencontre des similaires en Océanie. — Par contre, M. le docteur Capitan nie que les boules de silex décortiqué impliquent l'action humaine. — M. Plessier a étudié la perforation des silex à l'époque néolithique. — Enfin M. le docteur Capitan, en son nom et au nom de M. Magne, a retracé l'évolution de la poterie commune à Paris, de l'époque néolithique au XVIII^e siècle.

A la section des sciences économiques, le 21 avril, M. G.-H. Quignon a raconté l'introduction à Beauvais, en 1535, de la saïeterie d'Amiens, qui donna naissance aux serges, peluches, camelots, satins tissés à Beauvais aux XVII^e et XVIII^e siècles. — M. Veuclin a donné des renseignements en partie inédits sur les origines de l'industrie cotonnière dans la vallée de l'Aire, où elle fut introduite en 1795 par Jacques-Constantin Périer. — Le 23 avril, matin, M. le docteur Cornillon a étudié la vente des biens nationaux dans la commune d'Yzeure, près de Moulins. La vente des biens d'origine ecclésiastique produisit plus de 500,000 livres, celle des biens d'émigrés 400,000, pour une commune de 4,200 hectares. — M. l'abbé Vincent Foix a communiqué les réponses faites en 1728 par le receveur des tailles de l'élection des Lannes à un questionnaire sur la situation agricole et les moyens de l'améliorer. — Les recherches de M. Nicolaï ont porté sur les patrons et les ouvriers à Bordeaux de 1700 à 1800. Il a signalé notamment, à côté de cas de tyrannie patronale, des grèves, dont une grève de vigneron ; il a relevé la progression ascendante du taux des salaires et l'influence sur cette progression du coût des subsistances. — Le soir, M. Germain Martin, étudiant les deux famines de 1693 et de 1709, s'est efforcé de déterminer la part, contestée, de la spéculation : ni les cultivateurs, ni les propriétaires, ni les blatiers ne furent des spéculateurs ; les grands marchands de blé qui alimentaient Paris et Lyon et les munitionnaires des armées abusèrent de la facilité qu'ils avaient de se procurer des céréales ; mais la cause déterminante de la hausse fut psychologique ; les règlements draconiens édictés sur le commerce des blés et les fausses évaluations des récoltes futures créèrent une panique. — M. Émile Cheylud a communiqué quelques documents sur l'École centrale du Cantal. — M. Edmond Duminy a esquissé l'histoire du collège de la Charité-sur-Loire (Nièvre), projeté dès 1649, mais fondé seulement

en 1712, disparu pendant la Révolution, réorganisé en 1807, pour disparaître définitivement en 1830. — Le collège d'Orange, dont M. A. Yrondelle a entretenu la section, fut fondé en 1573 par Louis de Nassau ; l'expulsion des protestants en 1703 faillit emporter le collège, qui passa aux Carmes, puis (1718-1794) aux Doctrinaires. Fermé sous la Révolution, il rouvrit en 1803 sous le titre d'école secondaire, avec plusieurs professeurs, dont quelques-uns y avaient enseigné avant la Révolution. Il redevint collège en 1809. Ce n'est qu'à partir de 1833 que le français remplaça le latin dans l'enseignement. Jusqu'en 1850, les études s'arrêtaient à la troisième. — M. le docteur Turpin a étudié les anciennes communautés de laboureurs dans les paroisses de Cours et de Magny, en Nivernais, du *xv^e* au *xviii^e* siècle.

A la section de géographie, nous noterons, le 21 avril, la communication de M. Charles Duffart sur l'extension progressive du cap Ferret et sur l'instabilité des passes du bassin d'Arcachon depuis le *xvi^e* siècle jusqu'à la fin du *xix^e*. — Le 22 avril, matin, le mémoire du capitaine Avelot sur la géographie ptoléméenne de l'Afrique occidentale s'efforce d'établir que les Romains connaissaient le pays jusqu'à une ligne allant de l'île Sherbro, sur l'Atlantique, à Say, sur le Niger ; que la partie du Sahara comprise entre ce fleuve et l'Atlas était alors peuplée par les Berbères, les Pouls et les Mandingues ; que les Ouoloffs se trouvaient déjà dans les pays où on les rencontre aujourd'hui et occupaient le Fouta ; que le plateau central nigérien avait pour habitants la population primitive qu'on y retrouve sous le nom de Habé. — Le soir, M. Humbert a donné un aperçu des manuscrits du British Museum relatifs au Vénézuéla : pièces relatives aux Welser (1528-1556), au régime économique sous leur administration, à la lutte entreprise contre leur despotisme par l'évêque Bastidas, à l'œuvre de Juan de Urpin, fondateur de Nueva Barcelona (1637), aux querelles entre les autorités civiles et ecclésiastiques, à la compagnie guipuzcoane de Caracas, à la révolte de 1782. — M. Antoine Cabaton a exposé les relations de l'Europe et surtout du Portugal et de l'Espagne avec l'Indo-Chine au *xvi^e* siècle. — M. l'abbé Meunier, faisant ressortir le rôle de la linguistique dans la solution de problèmes toponymiques, a notamment insisté sur l'identification d'Alesia avec Alise, qui en vient directement comme Decize de *Decetia*, et cerise de *ceresia*, de même que le mont Auxois vient d'*Alesiensis* par Ausois. — Le 23 avril, matin, M. A. Vidier a communiqué une mappemonde inédite du *xi^e* siècle, écrite à Ripoll en 1055 et conservée au Vatican. — M. Masson a étudié les concessions et compagnies d'Afrique de 1800 à 1830 : abandonnées par la Révolution, cédées aux Anglais par les Algériens mécontents, les concessions furent reprises en 1817 par le gouvernement

de la Restauration ; les efforts de la société Paret, de Marseille, pour rendre de l'activité aux concessions, de 1822 à 1827, n'aboutirent d'ailleurs qu'à de médiocres résultats. — Le soir, M. Pawlowski a retracé l'histoire du golfe d'Aunis.

Nous signalerons encore, à la section des sciences médicales, la lecture faite par M. Veucelin, le 22 avril, sur l'histoire de la médecine et de la chirurgie au xviii^e siècle en Normandie.

La réunion des sociétés des beaux-arts a eu lieu aussi du 21 au 24 avril. — Le 21 avril, M. Paumès a fixé à l'année 1676 la construction du clocher du collège de Cahors. — M. Celier a communiqué des documents sur l'histoire musicale de la Touraine. — M. l'abbé Bossebœuf a fait connaître l'inventaire de la vaisselle d'or et d'argent du cardinal d'Amboise, dressé à sa mort en 1510. — M. Albert Jacquot a donné la suite de son répertoire des artistes lorrains, traitant des ferronniers et serruriers d'art. — Le 22 avril, M. Émile Delignières a signalé dans l'église de Saint-Riquier (Somme) des restes de fresques du xvi^e siècle. — M. Bouillon-Landais a esquissé la biographie du peintre marseillais Luc-Raphaël Ponson. — Le 23 avril, M. Maurice Hénault nous a fait connaître les Lussigny, orfèvres flamands des xvii^e et xviii^e siècles, et M. Veucelin a décrit l'œuvre d'un menuisier sculpteur de Saint-Germain-sur-Avre dans la seconde moitié du xvii^e siècle. — M. Henri Jadart a retracé le sort des œuvres d'art de Reims sous la Révolution. — Le 24 avril, M. le chanoine Urseau a décrit les peintures murales (xv^e siècle) de l'ancien couvent de la Baumette, près d'Angers. — M. l'abbé Brune a fait connaître un ivoire byzantin (x^e siècle) de Lons-le-Saunier, et trois autres conservés au musée de Dole, deux allemands et du xi^e siècle, l'autre fait en Italie, au xvi^e siècle, à l'imitation du style arabe. — M. Lesort a donné l'analyse de la correspondance inédite du peintre et graveur Haël, mort en 1813, et M. Gandilhon des documents pour servir à l'histoire des arts à Bourges.

La présente année ramène pour l'Espagne le centenaire du siège de Saragosse, et elle célèbre par des fêtes solennelles cet événement mémorable dans les fastes de la guerre de l'indépendance. On a pensé, et c'est une idée qui a reçu l'approbation du Roi et du Parlement, qu'il serait bon de faire place dans ces solennités à un Congrès historique. Le Comité d'organisation, présidé par D. Eduardo Ibarra y Rodriguez, donne un caractère international à ces assises qui se tiendront du 14 au 20 octobre prochain à Saragosse. Le prix de souscription au Congrès, donnant droit d'assistance à toutes les réunions, et comprenant la souscription au compte rendu, est fixé à 15 fr. ; les congressistes pourront en outre amener avec eux, moyennant 5 fr. par personne, des membres de leur famille, qui jouiront de

tous les bénéfices accordés aux adhérents, mais ne recevront pas le compte rendu. Le Congrès se répartira pour ses travaux entre les six sections suivantes : I. Histoire politique de la péninsule ibérique, de 1807 à 1815 ; H. Histoire militaire ; III. Histoire intérieure ; IV. Relations avec l'histoire des nations étrangères ; V. Les sièges de Saragosse ; VI. Bibliographie, mémoires, biographie, correspondances, matériaux inédits. L'adresse du Comité d'organisation est plaza de Aragón, 7, à Saragosse. -- L'Espagne célèbre en ce moment un autre Congrès, en l'honneur du septième anniversaire du roi Jacques I^{er} le Conquérant. Ce « Congrès d'histoire de la couronne d'Aragon, » dédié à Jacques I^{er} et à son époque, se tient à Barcelone les 22, 23 et 25 juin, et est agrémenté d'excursions à Poblet, Tarragone, Vich, Ripoll et les Baléares.

La Société bibliographique a décidé la publication d'une série de monographies sur *les Églises de France sous le régime de la séparation (1795-1802)*. Bien que le projet soit inspiré par les préoccupations de la situation créée en France à l'Église par la loi récente qui a déchiré le Concordat, il va de soi qu'il n'est ici question que d'étudier scientifiquement un problème historique. Contrairement à ce qu'elle a fait pour *l'Épiscopat français sous le Concordat*, la Société bibliographique a pensé qu'il y aurait tout intérêt à publier isolément les monographies qui « embrasseront soit un groupe de paroisses, soit une étendue de territoire plus considérable, soit au contraire une paroisse seule, suivant le nombre et l'importance des documents. » Nous croyons devoir reproduire ici le programme « sans aucun caractère limitatif, » dressé par la commission à l'examen de laquelle seront soumises les diverses monographies : « Elles devront être un bref exposé des faits, avec indication aussi précise que possible des sources imprimées ou manuscrites : documents officiels, pièces d'archives publiques ou privées, etc., etc. Elles porteront notamment sur les points suivants : dans la région étudiée, 1° quels sont les écrits déjà publiés sur la question : livres, articles de périodiques, mémoires de sociétés locales ? 2° Quels prêtres ont exercé le culte ? avaient-ils prêté serment et lequel ? se sont-ils rétractés par la suite ? avec quel évêque étaient-ils en communion ? quelle était la situation respective des divers clergés qui existaient alors ? quels étaient les rapports entre les membres du clergé constitutionnel et les autres, et de ceux-ci entre eux ? 3° Quels étaient les ressources et les divers moyens pour assurer l'entretien des clergés et le fonctionnement des cultes ? 4° Dans quels lieux, dans quels locaux s'exerçait le culte ? qui avait la jouissance des églises ? à quelles conditions ? qui en payait l'entretien ? 5° Quelle était l'attitude des populations ? quelle était celle des autorités publiques ? Exposer

brèvement les événements principaux qui ont précédé la séparation et l'ont provoquée. »

Encore une revue consacrée à l'histoire contemporaine : c'est la *Révolution dans l'Aube, bulletin d'histoire moderne et contemporaine*, organe mensuel de la Société départementale d'histoire de la Révolution et du Comité départemental d'histoire économique de la Révolution, fondé par M. Boutillier du Retail, archiviste de l'Aube, et M. Beuve, bibliothécaire de la ville de Troyes. Le premier numéro a paru en janvier dernier.

Le *Diarium Terrae Sanctae*, que publient trimestriellement les Franciscains de Palestine (Hierosolymis, ad SS: Salvatoris typis franciscalibus), réserve dans ses pages une place à l'histoire. C'est ainsi que le premier numéro, publié le 1^{er} mars 1908, comprend les premiers actes d'un Bullaire franciscain de Terre sainte et les années 1561-1601 d'un *Liber ou Navis peregrinorum* dressé en 1633 par le custode de Terre sainte et donnant les noms et origines des pèlerins qui ont visité la Palestine à cette époque.

C'est surtout par l'interprétation des anciennes légendes germaniques que M. Robert Caillemer essaie de fixer l'idée que nous devons nous faire de la *Famille dans les anciennes coutumes germaniques* (Extrait des *Annales des Facultés de droit et des lettres d'Aix*, t. II, Marseille, typ. Barlatier, 1907. In-8, 29 p.). Toutes réserves faites sur le procédé qui est dangereux, et sur l'interprétation des textes qui est discutable¹, notons les conclusions de l'auteur : ce serait la simple cohabitation qui aurait fondé autrefois le mariage germanique : la femme serait demeurée attachée à sa propre famille, et le lien contracté par elle avec son époux n'aurait ni rompu ni relâché ce lien ancien.

L'examen de la nouvelle édition de la *Deutsche Rechtsgeschichte*, de Brunner, a fourni l'occasion au même érudit de nous donner un aperçu intéressant des *Travaux récents sur l'état social des Germains et sur les sources du droit de l'époque franque* (Extrait de la *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*. Paris, L. Larose et L. Tenin, s. d. In-8, paginé 545-567).

Dom Quentin a retrouvé au Musée britannique deux rédactions latines de la Passion de saint Dioscore. De la plus ancienne de ces deux rédactions, M. Paul Allard nous donne une version française : *La Passion de saint Dioscore* (Extrait des *Mélanges Godefroid Kurth*. Liège, impr. de H. Vaillant-Carmann, 1908. Gr. in-8, 12 p.). Il fait bien ressortir que cette version est la traduction probable d'un original grec et que, si nous n'avons pas ici la transcription pure et

¹ Par exemple pour le *De bello Gall.*, IV, 1.

simple d'un procès-verbal d'audience, le passionnaire du moins a travaillé sur les documents originaux. La date du martyre de saint Dioscore est fixée par M. Allard entre 304 et 306, probablement le 17 juin.

M. Ernest Babelon expose, dans un mémoire considérable, la *Théorie féodale de la monnaie* (Extrait des *Mémoires de l'Académie des inscriptions et belles-lettres*. Paris, C. Klincksieck, 1908. In-4, 73 p.): « La monnaie, dit-il, à l'époque féodale et jusqu'au milieu du xiv^e siècle, est un droit, et, d'après les principes admis partout, la propriété intégrale du prince qui la fait frapper, que ce prince soit l'empereur, le roi, l'évêque ou le baron. Elle fait partie du domaine du prince et de ses droits régaliens; elle est sa chose et il peut légalement la traiter comme telle. » C'est par là que le savant académicien explique la fréquence à cette époque des variations monétaires. Il montre d'ailleurs que ce droit se trouve limité par des restrictions d'ordre divers : le roi, en qualité de suzerain, restreint le droit des seigneurs, et le sien propre se heurte et s'émousse soit à des considérations d'ordre moral, soit aux réclamations populaires. Au xiv^e siècle, la théorie se modifie, et c'est l'un des conseillers même de Charles V qui formule la théorie moderne de la monnaie métallique, propriété non plus du prince, mais de la communauté.

La savante étude que M. Léopold Delisle consacre à *Un livre de chœur normanno-sicilien conservé en Espagne* (Bibliothèque nationale, C. 132) (Extrait du *Journal des savants*. Paris, Impr. nationale, 1908. In-4, 8 p. et facs.) est particulièrement intéressante au point de vue historique, parce qu'elle nous apporte, dans la prière finale de l'exultet de ce manuscrit rédigé entre 1130 et 1139, une preuve de l'union qui régnait entre le roi Roger de Sicile et l'antipape Anaclet. Mais elle nous fournit en même temps sur la composition de ces livres de chœur et sur les modifications qu'on y faisait subir aux litanies métriques célèbres, pour les adapter à l'usage d'une église particulière, des renseignements curieux et caractéristiques.

Le principal intérêt du mémoire que M. l'abbé Camille Daux consacre à *Un scholastique du XII^e siècle trop oublié, Honoré d'Autun* (Extrait de la *Revue des sciences ecclésiastiques*. Arras, Sœur-Charruey, 1907. In-8, 87 p.), réside dans l'analyse qu'il nous donne des nombreux ouvrages conservés sous le nom de cet auteur énigmatique, dont la nationalité même a été discutée. M. Daux ne paraît pas au courant des derniers travaux sur son auteur¹.

¹ Nous lui signalerons aussi les trop nombreuses bizarreries d'orthographe ou fautes d'impression qui déparent son travail : Ughelli devient Ughel (p. 10); les *Monumenta Germaniae historica*, section *Scriptores*, se changent en *Monu-*

C'est dans la première moitié du XIII^e siècle que M. Marius Sepet place la rédaction du Jeu de Courtois d'Arras, cette mise en scène de la parabole de l'enfant prodigue, et le plus ancien spécimen actuellement connu de la moralité par personnages en langage vulgaire. A ce propos, il esquisse l'histoire de la *Moralité exemplaire genre dramatique du moyen âge* (Extrait des *Mélanges Godefroid Kurth*. Liège, impr. H. Vaillant-Carmann, 1908. Gr. in-8, 10 p.) dont l'écho s'est répercuté dans les pièces classiques des PP. Jésuites.

Auteur d'un traité de l'exécution testamentaire que nous avons perdu, et d'une somme sur les fiefs, dont le texte s'est conservé, Johannes Blancus de Marseille, juriconsulte formé à l'école des maîtres d'Italie, mérite d'occuper une place honorable dans l'histoire du droit en Provence. Aussi M. Robert Caillemier en a-t-il fait l'objet d'une communication au congrès des sociétés savantes de Provence en 1906 : *Les Débuts de la science du droit en Provence, Iohannes Blancus Massiliensis* (Valence, Impr. valentinoise, 1907. In-8, 30 p.). Il a esquissé son rôle dans l'histoire de Marseille; il a fait ressortir le caractère pratique de ses traités, qui ajoute à leur intérêt; il en fixe la rédaction vers 1262-1264.

Des mains du XIII^e et du XIV^e siècle ont ajouté à un exemplaire des *Libelli* du juriconsulte italien Roffredus des formules usitées dans le nord ou le nord-est de la France. M. Robert Caillemier publie ces *Quelques libelli de la France du Nord, XIII^e-XIV^e siècles* (Extrait des *Mélanges Gérardin*. Paris, L. Larose et L. Tenin, 1907. In-8, 14 p.), qui n'ont pas seulement un intérêt juridique.

Le même manuscrit a fourni au même érudit *Un fragment de « positiones » en cour d'Église dans la seconde moitié du XII^e siècle* (Montpellier, Impr. générale du Midi, 1908. In-8, 27 p.). C'est un fac-tum de l'abbaye de Moreuil contre les prétentions de l'abbaye de Breteuil, relativement à la dépendance vis-à-vis d'elle du premier couvent. M. Caillemier expose brièvement, mais avec clarté, les causes du conflit et son histoire jusqu'à la fin du XV^e siècle.

Ce n'est que dans la seconde moitié du XIII^e siècle que M. Robert Caillemier constate l'apparition du *Retrait lignager dans le droit provençal* (Extrait des *Studi in onore di Carlo Fadda*. Naples, impr. L. Pierro et fils, 1906. In-8, 58 p.). Encore n'y apparaît-il qu'à l'état sporadique, particulièrement à Aix, d'une part, et, de l'autre, dans la haute vallée de la Durance, pour se généraliser et s'organiser

menta Germanias : historiae scriptores (p. 5); le P. Delrio est écorché en De-brio (p. 15); il est question d'un « monastère de Castroneoburgensis » (p. 15), etc.

depuis la fin du ^{xv}^e siècle (statut de 1469). M. Caillemier en poursuit l'histoire jusqu'à la fin du ^{xviii}^e siècle.

A diverses reprises déjà nous avons signalé à nos lecteurs les intéressantes études poursuivies par M. l'abbé Auguste Pétel, sous le titre général de *Templiers et hospitaliers dans le diocèse de Troyes*. Il complète aujourd'hui les renseignements qu'il nous avait donnés en 1904 sur la commanderie de Payns, en analysant et publiant intégralement les *Comptes de régie de la commanderie de Payns, 1307-1309* (Extrait des *Mémoires de la Société académique de l'Aube*. Troyes, impr. Paul Nouel, 1908. In-8, 92 p.), conservés dans un manuscrit du fonds Clairambault à la Bibliothèque nationale. L'on a deux comptes, l'un incomplet de Jean de Hiller, l'autre intégral de Thomas de Savières. Ils ne sont pas seulement intéressants par les renseignements qu'ils nous fournissent sur la vie économique de l'époque et sur l'administration de la commanderie, mais aussi, suivant la judicieuse observation de M. l'abbé Pétel, parce qu'ils nous font constater « qu'avant même la réunion de la commission d'enquête qui devait recueillir les éléments d'information permettant de statuer, en connaissance de cause, sur l'innocence ou sur la culpabilité de l'ordre du Temple, et par conséquent sur sa suppression ou sa conservation, Philippe le Bel, constitué par l'Église gardien des biens de l'ordre, en fit vendre une partie comme s'ils lui appartenaient en propre, et encaissa le prix de la vente. »

M. Gandilhon, archiviste du Cher, entreprend la publication de *Documents pour servir à l'histoire des arts à Bourges du ^{XI}^e au ^{XVI}^e siècle*. La première série de ces documents se compose de pièces du *Fonds du chapitre de Saint-Pierre le Puellier* (Paris, impr. de Plon-Nourrit, 1907. In-8, 12 p.), — extraits de comptes ou délibérations et analyses d'actes qui s'étendent de l'extrême fin du ^{xiv}^e siècle (1394) au milieu du ^{xvi}^e (1538), et ont fait l'objet d'une lecture à la réunion des sociétés des beaux-arts en 1907. Nous avons là soixante-douze articles s'appliquant à une cinquantaine d'artistes ou d'artisans de tout genre.

Nos lecteurs ont pu voir par les journaux que des fouilles pratiquées à Rouen sur l'emplacement du vieux château, construit en 1205 par Philippe Auguste, ont amené la découverte de la partie inférieure de la tour de la Pucelle, dans laquelle Jeanne d'Arc fut emprisonnée pendant son procès. Ces restes précieux sont d'un trop haut intérêt historique pour que leur conservation ne s'impose pas comme un besoin urgent ; pour assurer cette conservation, il s'est constitué un comité d'initiative composé des représentants les plus autorisés des sociétés savantes, artistiques et patriotiques de Rouen. Mais ce n'est pas un intérêt purement local qui s'attache à ce monument, té-

moins d'un des épisodes les plus émouvants de notre histoire nationale. Et tous ceux qui ont le culte du passé s'associeront au mouvement d'opinion qui réclame le classement comme monument historique de la tour de Jeanne d'Arc. Le conseil général de la Seine-Inférieure, en union avec les sociétés locales, en a émis le vœu, que le préfet a transmis au ministre des beaux-arts.

M. Jean de Jaurgain nous apporte des renseignements nouveaux sur quelques *Épisodes de la guerre civile de Navarre*, entre le roi Jean et l'infant Carlos de Viana, au milieu du ^{xv}^e siècle ; il les a puisés principalement dans un compte, qu'il publie intégralement, de Pedro Periz de Jassu, bailli de Saint-Jean-Pied-de-Port et receveur des deniers royaux en Basse-Navarre pour les années 1451-1455. Ce compte nous met notamment en mesure de préciser que c'est bien en l'année 1454 et non en 1456, comme l'affirme Leseur, qu'a eu lieu le siège de Saint-Palais (extrait de la *Revue internationale des études basques*. Bayonne, impr. de A. Lamaignère, 1908. In-8, 28 p.).

L'étude du *Sceau de Jacques de Vintimille (1550)* (extrait de la *Revue numismatique*. Paris, C. Rollin et Feuwardent, 1908. In-8, 16 p., fig.) fournit à M. Max Prinnet l'occasion de nous donner quelques renseignements biographiques sur cet humaniste né dans l'île de Cos, mais qui fut élevé en France et y vécut, qui fut conseiller au parlement de Bourgogne et devint, après son veuvage, archidiacre de Beaune et chanoine de Saint-Lazare d'Autun.

Les études historiques ne peuvent que profiter à la publication d'instruments comme l'*Album d'autographes de savants et érudits français et étrangers des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles*, dont la première série vient d'être publiée par M. Henri Stein, sous les auspices de la Société française de bibliographie (Paris, au siège social, 117, boulevard Saint-Germain, 1907. In-fol. de 31 planches). Il n'est pas indifférent, en effet, de pouvoir identifier les manuscrits anonymes que l'on est appelé à rencontrer au cours de recherches dans nos bibliothèques, ou de contrôler l'authenticité de pièces signées de noms d'érudits connus. La première série de l'album nous donne, dans ses trente et une planches, quarante-quatre spécimens de l'écriture (lettres ou notes) de quarante-deux savants, la plupart français ; les étrangers ne sont représentés dans l'album qu'autant qu'ils ont eu des relations avec les érudits français. On ne peut que souhaiter la continuation de ce recueil.

Dans un mémoire qui se lit avec agrément et dont les éléments sont surtout empruntés aux anciens guides ou manuels de pèlerinage, M. l'abbé Camille Daux nous mène *Sur les chemins de Saint-Jacques au temps passé* (extrait de la *Revue des sciences ecclésiastiques*. Arras, Sueur-Charruey, 1908. In-8, 54 p.).

Les *Lettres de cachet en Lorraine au XVIII^e siècle*, autant qu'on en peut juger par les lettres concernant des femmes enfermées au refuge de Nancy que M. Émile Duvernoy a retrouvées aux archives de Meurthe-et-Moselle (Extrait de la *Revue des études historiques*, nov.-déc. 1907. Paris, A. Picard et fils, 1908. In-8, 18 p.), ont à peu près le même caractère qu'elles avaient en France : la lettre de cachet semble avoir été employée, au moins ordinairement, non dans l'intérêt du roi, mais dans celui et sur la demande des familles, et avoir eu pour objet principal de mettre un frein à des écarts moraux capables de causer du scandale.

Dans un passage du livre VI de ses *Confessions*, J.-J. Rousseau raconte sa rencontre en 1737, lors de son voyage à Montpellier, avec M^{me} de Larnage. On trouvera un commentaire de ce morceau et quelques éclaircissements sur les personnages mêlés à cet épisode de la vie de Jean-Jacques — M^{me} du Colombier, le marquis de Taulignan et non de Torignan, comme écrit l'auteur des *Confessions*, et M^{me} de Larnage, — dans un petit opuscule de M. Louis Aurenche : *J.-J. Rousseau et M^{me} de Larnage* (Extrait du t. III des *Annales de la Société J.-J. Rousseau*. Genève, 1907. In-8, 13 p.).

Les Débuts de quatre-vingts ans de procédure (La Feuillie, 6 juillet 1773), que raconte M. Gaétan Guillot (Saint-Lô, impr. de F. Le Tual, 1908. In-8, 15 p.), c'est le jugement rendu par le bailli de Saint-Sauveur Lendelin, et maintenant les habitants de la Feuillie en possession de landes inféodées au comte de Briqueville. M. Guillot ne donne pas seulement le texte de cet arrêt, mais il fait connaître les pièces sur lesquelles s'appuyaient les parties, et il retrace l'histoire des contestations soulevées par cette affaire et auxquelles ne mit fin qu'un arrêt de la cour de Caen en 1851.

Quand la paix de Jassy eut été signée en 1792 avec les Turcs, Catherine II envoya à Constantinople une ambassade extraordinaire, qu'elle voulut entourer d'un éclat capable d'imposer à ses ennemis de la veille. Le général Kutusov, couvert de gloire dans les combats, et qui joignait à ses qualités guerrières celles d'un homme du monde parfaitement poli (il avait fait ses études à Strashbourg), fut mis à la tête de l'ambassade et eut mission d'essayer d'imposer à la Sublime Porte une amitié impérieuse et hautaine. S'il n'obtint aucun résultat politique, son ambassade, du moins, se distingua par son faste, par son éclat, par les réceptions brillantes auxquelles elle donna lieu. On n'en lira pas sans intérêt le récit agréablement fait par M. Frédéric Clément-Simon : *Un ambassadeur extraordinaire russe à Constantinople à l'époque de Catherine II et de Selim III, le général Kutusov* (Extrait de la *Revue d'histoire diplomatique*. Paris, Plon-Nourrit, 1907. In-8, 19 p.).

La *Bibliothèque de la Révolution de 1848*, dans son deuxième fascicule (Paris, Ed. Cornély, 1908. In-8, 72 p.), nous apporte deux documents relatifs à la Normandie, et dont la publication est due à M. A.-M. Gossez. Ce sont d'abord les *Mémoires de l'ouvrier François Leblanc*, peintre vitrier, qui, dans la municipalité de Monville d'août 1848, représenta le parti républicain modéré, avec le titre de second adjoint. Écrits au lendemain des événements par le poète ouvrier, — car Leblanc, comme beaucoup d'ouvriers de l'époque, se plaisait à faire des vers, — les mémoires furent interrompus par le coup d'État, et ce n'est que quarante ans après, en 1892, que l'écrivain reprit la plume pour les achever. Le moindre intérêt de ces petits mémoires n'est pas de nous faire pénétrer dans les sentiments d'un ouvrier normand de 1848. Le second document publié par M. Gossez est le *Projet d'Adolphe Peynaud, manufacturier, sur la crise industrielle de 1848 à Rouen*. Les principes qui guidaient ce filateur breton établi en Normandie, c'est que : « L'industrie ne doit plus être l'esclave des capitaux accumulés ; elle doit renoncer aux bases fictives du crédit ; elle doit se débarrasser de la concurrence illimitée et de la concurrence déloyale. » Le système qu'il proposait était un emprunt forcé au profit des industriels, garanti par des produits de fabrique.

Dans une brochure qui fait partie d'une série d'*Études économiques et financières*, M. Edmond Théry s'efforce de montrer sous le jour le plus favorable le *Septennat de M. Émile Loubet au point de vue économique* (Paris, *Économiste européen*, in-16 de 45 p.).

Avec M. Arthur Michel de Boislisle, dont nous n'avons pu qu'annoncer la mort dans notre dernière livraison, disparaît un de nos meilleurs érudits, et celui peut-être qui connaissait le mieux le siècle de Louis XIV. Ce fut un travail entrepris pour le ministère des finances, auquel il était attaché, qui lui fit choisir le *xvii^e* siècle comme centre principal de ses études. Il n'avait guère encore donné qu'une *Généalogie de la maison de Talhouët* (1869), quand le travail dont nous venons de parler, et qui portait sur le contrôle général des finances, aboutit à la publication de la *Correspondance des contrôleurs généraux des finances avec les intendants de province*, dont les trois volumes parurent de 1874 à 1897. En même temps, une heureuse initiative de M. le marquis de Nicolay lui permettait de mettre au jour, avec l'*Histoire de la maison de Nicolay* (1873-1875, 2 vol. in-4), un important volume de documents sur la *Chambre des comptes de Paris, pièces justificatives pour servir à l'histoire des premiers présidents* (1873, in-fol.), recueil de premier ordre sur cette institution financière. Il avait entrepris, dans la *Collection des docu-*

ments inédits, la mise au jour des *Mémoires des intendants sur l'état des généralités dressés pour l'instruction du duc de Bourgogne*. Le seul volume paru dans cette collection est celui de la généralité de Paris (1881, in-4). Mais l'œuvre capitale de M. de Boislisle, celle qui a absorbé le meilleur de ses forces et qui fait le plus d'honneur à sa vaste érudition, est cette édition des *Mémoires du duc de Saint-Simon*, poursuivie depuis 1879 avec une inlassable patience, et qui demeure inachevée, bien que parvenue aux deux tiers¹. Cette édition, soigneusement et abondamment annotée, est la mine la plus riche de renseignements sûrs et précis que nous possédions sur l'époque. Telle des notes rédigées pour elle par M. de Boislisle est un véritable mémoire, et a pu être tirée à part en un volume indépendant, comme la dissertation sur *les Conseils du roi sous Louis XIV* (1884, in-8). En dehors même de cette édition, M. de Boislisle a multiplié les notes savantes sur les personnages, les institutions ou les événements du xvii^e siècle, et parmi les recueils qu'il a honorés de sa collaboration, la *Revue des questions historiques* n'a pas été la moins favorisée. Il suffira de rappeler ici deux des articles ou séries d'articles qu'il y a donnés : sur *Paul Scarron et Françoise d'Aubigné*, en 1893 et 1894, et sur *le Grand hiver et la disette de 1709*, en 1903. Tout en faisant du xviii^e siècle l'objet préféré de ses études, M. de Boislisle ne s'interdisait pas des incursions sur d'autres domaines, et il y apportait toujours la même science sûre et précise : rappelons sa *Notice biographique et historique sur Étienne de Vesc, sénéchal de Beaucaire* (1884, in-8), importante pour l'histoire des guerres d'Italie, son mémoire sur *Semblançay et la surintendance des finances* (1882), la curieuse publication des *Lettres de M. de Marville, lieutenant général de police, au ministre Maurepas (1742-1747)* (1896, in-8). Ce n'est pas d'ailleurs seulement par ses publications que M. de Boislisle a servi la cause de l'histoire ; il a pu exercer une salubre influence tant comme secrétaire, pendant de longues années, de la Société de l'histoire de France, que comme membre libre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres et comme membre du conseil de perfectionnement de l'École des chartes, dont il estimait assez l'enseignement pour lui avoir confié la formation de son fils.

Les études historiques et littéraires font une perte douloureuse par la mort, survenue le 22 avril dernier, de M. Émile Gebhart. Ce fin et

¹ Tout fait espérer qu'avec le savant concours de M. Lecestre, qui collaborait depuis longtemps à cette œuvre colossale, le fils de M. de Boislisle, ancien élève de l'École des chartes et qui, sous l'impulsion paternelle, s'était mis aussi à l'étude du xvii^e siècle, achèvera cette édition pour laquelle des matériaux assez considérables sont prêts à être utilisés.

délicat esprit, qui savait habiller une solide érudition de formes élégantes, après avoir donné de bons ouvrages sur l'art antique (*Histoire du sentiment poétique de la nature dans l'antiquité*, 1860 ; — *Praxitèle, essai sur l'histoire de l'art et du génie grec*, 1864 ; — *Essai sur la peinture de genre dans l'antiquité*, 1869), avait pris pour champ principal de ses études le mouvement religieux et humaniste au moyen âge et au début des temps modernes. Il suffit de rappeler son *Rabelais, la Renaissance et la Réforme* (1877), ses *Origines de la Renaissance en Italie* (1879), que complètent ses *Études méridionales, la Renaissance italienne et la philosophie de l'histoire* (1887), son *Introduction à l'histoire du sentiment religieux en Italie, depuis la fin du XII^e siècle jusqu'au concile de Trente* (1884), et son *Italie mystique, histoire de la renaissance religieuse au moyen âge* (1890). L'étude de l'âme, le côté psychologique l'intéressait particulièrement, et c'est avec raison qu'il a pu donner le sous-titre d' « essais de psychologie historique » au volume publié par lui en 1896, sous le titre : *Moines et papes*. Il ne nous déplaît pas de constater ici que M. Gebhart est mort chrétiennement, et qu'il a désiré manifester dans sa mort ses croyances catholiques.

L'Institut de France, douloureusement éprouvé par la mort de M. Émile Gebhart, membre à la fois de l'Académie française et de l'Académie des sciences morales et politiques, ne l'a pas moins été par la mort de deux orientalistes distingués, l'un et l'autre membres de l'Académie des inscriptions et belles-lettres. Né en 1826, ancien attaché à la légation de France en Perse, professeur au Collège de France en même temps qu'à l'École des langues orientales, M. Barbier de Meynard était, en France, l'un des maîtres des études arabes et persanes. Parmi ses ouvrages, ceux qui rentrent le plus dans le cadre de nos études sont ses *Extraits de la chronique persane d'Héral* (1861), son *Dictionnaire géographique, historique et littéraire de la Perse et des contrées adjacentes* (1861), *Ibrahim, fils de Medhi, fragments historiques, scènes de la vie d'artiste au III^e siècle de l'hégire* (1869).

C'est aussi comme arabisant que s'était fait connaître M. Hartwig Derenbourg, né en 1844, professeur à l'École des langues orientales et à l'École pratique des hautes études. Nos lecteurs n'ont pas oublié qu'un de ses ouvrages, sur *Ousama*, émir syrien du XI^e siècle, a fourni à notre collaborateur M. le baron Carra de Vaux l'occasion d'un intéressant article. Nous citerons encore de lui : *La Science des religions et l'islamisme* (1887), *Oumara du Yémen* (1897).

Avec M. Theodor von Sickel, mort à la fin d'avril, disparaît l'un des plus éminents historiens et diplomatistes de l'Allemagne. Né à Aken sur l'Elbe en 1826, c'est en France qu'après avoir étudié dans

sa patrie la théologie, la philosophie et l'histoire, il vint achever de se former aux méthodes historiques, en suivant, de 1850 à 1852, les cours de l'École des chartes. Cet enseignement eut sur son esprit et ses travaux une influence décisive et prépondérante. Appelé en 1857 à Vienne comme professeur d'histoire et membre de l'Académie des sciences, il réussit, quelques années plus tard, à y faire établir, sur le modèle même de notre École des chartes, cet Institut d'histoire autrichienne (1867), qui a joué et continue de jouer un si grand rôle dans le développement des études historiques en Autriche. Plus tard encore, quand le gouvernement autrichien, suivant aussi l'exemple de la France, voulut fonder à Rome un Institut d'histoire, ce fut M. von Sickel qui fut appelé à l'organiser, et qui le dirigea pendant les premières années. De ses nombreuses publications nous rappellerons ici, avec ses *Monumenta graphica medii aevi* (1859-1869), et un volume sur *Jeanne d'Arc* (1860), sa publication des *Urkunden der Karolinger* (1867), qui reste l'un des modèles de la diplomatique contemporaine, ses *Kaiserurkunden in Abbildungen* (1881-1891), avec Sybel; ses *Beitraege zur Diplomatik* (1861-1882) et son édition du *Liber diurnus* (1889). Membre depuis 1874 de la direction centrale des *Monumenta Germaniae*, il avait donné dans cette collection les Diplômes de Conrad I^{er}, de Henri I^{er} et d'Otton II.

Une mort prématurée a ravi aux études historiques, le 2 mai 1908, un jeune historien qui donnait les plus belles espérances, M. Marcel Thibault, à peine âgé de trente-trois ans. Ancien élève de l'École des chartes dont il était sorti en 1899 dans un rang honorable, secrétaire du *Bulletin critique*, M. Thibault avait déjà donné au public deux volumes excellents sur *la Jeunesse d'Isabeau de Bavière et la Jeunesse de Louis XI*, que nous avons eu l'occasion d'apprécier ici même.

Cette chronique était imprimée quand nous avons reçu la douloureuse annonce d'un nouveau deuil pour les lettres françaises et pour l'Institut de France : M. Gaston Boissier, membre de l'Académie française depuis 1876, de l'Académie des inscriptions depuis 1886, secrétaire perpétuel de la première de ces compagnies depuis 1895, est mort à Viroflay le 10 juin dernier. Né à Nîmes en 1823, ce délicat esprit se fit de bonne heure connaître comme l'un des plus fins connaisseurs de l'âme et de l'esprit romains, dans les derniers temps surtout de la république et dans les premiers siècles de l'empire. Docteur ès lettres en 1857 avec des thèses remarquées sur le théâtre latin, couronné par l'Institut pour une étude sur Terentius Varron qui parut en 1861, ce fut son admirable livre sur *Cicéron et ses amis* (1865) qui établit sa réputation. Maître de conférences à l'École normale, professeur au Collège de France, où ses cours, par le charme de

sa parole, par la lucidité de son exposition, par l'aisance avec laquelle il supportait le poids de la plus vaste érudition, attiraient un public nombreux et jamais lassé, il exerça une influence considérable. La plupart de ses ouvrages, dont les éditions se succédaient assez rapidement, sont vite devenus populaires et en quelque sorte classiques. Est-il utile de rappeler ici l'*Opposition sous les Césars* (1875), les *Promenades archéologiques : Rome et Pompéi* (1880), les *Nouvelles promenades archéologiques : Horace et Virgile* (1886), auxquelles se joignit plus tard une troisième série sur l'*Afrique romaine* (1895), la *Religion romaine d'Auguste aux Antonins* (1874), *Tacite* (1903), la *Conjuration de Catilina* (1907), la *Fin du paganisme* (1891)? L'on peut assurément discuter telle ou telle opinion de M. Boissier; l'on ne peut négliger ses livres si l'on veut se faire une idée juste de cette société romaine de l'Empire qu'il connaissait et qu'il faisait connaître mieux que personne. Dans un genre bien différent, nous ne pouvons nous dispenser de rappeler ici les deux volumes qu'il a donnés, dans la collection des *Grands écrivains français*, sur *M^{me} de Sévigné* (1887) et sur *Saint-Simon* (1892). Dès le début de sa carrière d'ailleurs, il avait été attiré par ce dernier, et, en 1853, il avait étudié dans la *Revue méridionale* l'autorité des Mémoires du célèbre duc.

E.-G. LEDOS.

REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES

I. — PÉRIODIQUES FRANÇAIS

ANTIQUITÉ. — Dans une étude sur Sybaris, M. Louis Ponnelle établit que, contrairement à l'affirmation de Timée, cette ville dut son extraordinaire prospérité à son commerce plus qu'à la fertilité de son sol¹. En relations avec la ville de Témésa, dans la plaine du Savuto, aux temps homériques, et à une époque plus récente avec Milet, Athènes et l'Étrurie, elle exporta en Attique ses blés et fit pénétrer sur le marché italien les tissus de Milet. L'auteur nous explique à quelles circonstances Sybaris dut d'être choisie comme tête du portage de la mer Ionienne à la mer Tyrrhénienne, et nous signale les causes de la rivalité commerciale qui s'éleva entre elle et Siris.

— On doit à l'empereur Claude la construction de deux grandes routes qui desservirent la région difficile des Abruzzes : la *via Claudia Valeria*, prolongement jusqu'à l'Adriatique de la *via Valeria*, et la *via Claudia nova*, voie de jonction de la *via Salaria* avec la *via Claudia Valeria*. M. Eugène Albertini fixe le tracé de ces deux routes, et indique les corrections qui doivent être apportées sur ce point à l'*Itinéraire d'Antonin* et à la *Table de Peutinger*².

— M. Pierre André avait cru voir, dans la *mosaïque de la caserne des Vigiles, à Ostie*³, une scène relative au culte de Mithra. Remarquant que ce pavement en mosaïque servait à décorer le vestibule du sanctuaire consacré par les Vigiles d'Ostie aux Augustes ou *Augusteum*, M. Jérôme Carcopino estime qu'il représente un sacrifice offert par ces vigiles au génie de l'Auguste régnant et qu'il fut exécuté dans les dernières années du règne d'Hadrien. Son étude est accompagnée d'une reproduction par M. Camille Lefèvre, pensionnaire de l'Académie de France à Rome, de cette très remarquable mosaïque.

MOYEN AGE. — Le diplôme de Charles le Chauve, portant donation à son fidèle Achert d'un manse avec une chapelle dédiée à saint

¹ École française de Rome. *Mélanges d'archéologie et d'histoire*. Juin-septembre 1907 : *Le commerce de la première Sybaris. Sybaris et Siris, rivaux commerciales*. — ² *Ibid.*, octobre-décembre 1907 : *Notes critiques sur l'Itinéraire d'Antonin et la Table de Peutinger*. — ³ *Ibid.*, juin-septembre 1907.

André, dans la villa d'Iguerande, n'était connu que par une copie insuffisante qui ne permettait pas de dater cet acte. M. Maurice Jusse-
lin a découvert le diplôme original, qu'il étudie au double point de
vue de la diplomatie et de l'histoire ¹.

— La lettre adressée par Eude II, comte de Blois, de Tours et de
Chartres, au roi Robert, à l'époque du conflit qui éclata entre eux au
sujet de la succession des comtés champenois, a été l'objet d'interpré-
tations fort différentes. M. Louis Halphen essaie de fixer la significa-
tion de cette lettre dont il reproduit le texte et dont il nous donne
une traduction ². D'après lui, le duc de Normandie, Richard II, joua
dans cette affaire le rôle de tout feudataire. En le prenant pour juge
du litige survenu entre lui et l'un de ses vassaux, le roi se confor-
mait aux usages féodaux ; il n'excéda pas davantage son droit strict
en accusant après coup Eude de forfaiture. Eude de son côté, comme
il était naturel, plaida l'innocence auprès de son souverain, et lui
exprima son désir d'une réconciliation.

— Une chartre de Saint-Praxède, de la fin du x^e siècle, récemment
publiée, prouve qu'à cette époque la basilique de Sainte-Marie Ma-
jeure était desservie par les quatre monastères des Saints-Côme et
Damien, des Saints-Hadrien et Laurent, de Saint-André *in Massa*
Juliana, de Saint-André *in Ewatuolo*. Mgr L. Duchesne nous rap-
pelle brièvement l'histoire de ces monastères, depuis la fin du v^e siècle
jusqu'au déclin du xiii^e ³, en insistant particulièrement sur l'histoire,
jusqu'ici peu connue, du dernier. Au xiii^e siècle, les moines des mo-
nastères desservants avaient été transformés en chanoines, habitant
une maison canoniale, tandis que les anciens monastères avaient
reçu d'autres affectations.

— Dans une étude très documentée sur le quatrième concile de La-
tran ⁴, M. Achille Luchaire, après avoir mis en lumière les raisons
qui déterminèrent Innocent III à convoquer à Rome les représentants
de toute la chrétienté, examine l'influence que le souverain pontife
exerça sur cette assemblée. L'œuvre législative du concile, inspirée
par Innocent III, fut marquée par le « renouvellement d'un cer-
tain nombre de mesures édictées par ses prédécesseurs, des idées ré-
formatrices qui lui appartiennent en propre, quelques mesures d'un
libéralisme évident et qui constituent un progrès social, le désir très
sincère de rendre l'Église plus éclairée, plus morale, plus digne de sa

¹ *Le moyen âge*, janvier-février 1908 : *Un diplôme original de Charles le Chauve*, du 8 novembre 846. — ² *Revue historique*, mars-avril 1908 : *La lettre d'Eude II de Blois au roi Robert*. — ³ *École française de Rome. Mélanges d'archéologie et d'histoire*, octobre-décembre 1907 : *Les monastères desservants de Sainte-Marie Majeure*. — ⁴ *Revue historique*, mars-avril et mai-juin 1908 : *Innocent III et le quatrième concile de Latran*.

mission. » Suivant la tradition du catholicisme médiéval, elle affirmait la supériorité du clerc et le droit pour l'Église « de soumettre le laïque à sa domination et à ses lois ».

— M. Henri Stein établit que le fameux sénéchal Eustache de Beaumarchais, un des plus fidèles serviteurs de saint Louis, de Philippe le Hardi et de Philippe le Bel, n'était ni un Auvergnat ni un Gascon, comme on l'a soupçonné, mais un homme du Nord¹ ; sa demeure seigneuriale s'élevait dans la commune actuelle d'Othis (Seine-et-Marne), dont un hameau porte encore le nom de Beaumarchais, et où se trouvait naguère une chapelle dédiée à saint Eustache, fondée vraisemblablement au XIII^e siècle par le sénéchal lui-même.

— Mettant à profit les renseignements inédits trouvés par lui aux archives de Venise, M. Claude Faure nous donne un nouveau récit de la croisade du dauphin Humbert II². Il montre que le dauphin ne fut pas seul responsable de l'insuccès de l'expédition. Les lenteurs de la cour d'Avignon et les discordes qui éclatèrent entre les Vénitiens, les Génois et les Hospitaliers, y contribuèrent aussi. Le dauphin, qui livra quelques combats heureux en Orient et eut le mérite de faire achever les remparts de Smyrne, aurait peut-être remporté des avantages plus importants, s'il n'avait pas été arrêté par la maladie pendant l'été de 1346.

— La garde du Trésor des chartes avait été, pendant vingt ans, confiée à un greffier de la Chambre des comptes, lorsque Charles V, en 1379, créa l'office de trésorier des chartes qu'il attribua à Gérard de Montaigu, simple notaire royal, et qui en était effectivement chargé depuis vingt ans. M. A. Vidier nous rappelle la tentative, infructueuse d'ailleurs, des greffiers de la Chambre des comptes pour obtenir, à la mort de Gérard de Montaigu, en 1390, un retour à l'ancien état de choses³. Aucun des leurs ne devait plus exercer cette fonction, qui échut, en 1390, au propre fils de Gérard de Montaigu.

— La découverte de documents inédits a permis à M. Antoine Thomas d'apporter quelques renseignements nouveaux sur l'*Évasion et la mort de Jacques Cœur*⁴. A sa sortie de la prison de Poitiers, Jacques Cœur se réfugia dans la petite localité de Dimet, dont l'église, dépendante de l'abbaye de Saint-Martial de Limoges, lui offrait un asile inviolable ; puis de là gagna Limoges, où il vécut en franchise, au couvent des Cordeliers, et enfin Beaucaire, Port-de-Bouc,

¹ *Le moyen âge*, janvier-février 1908 : *L'origine d'Eustache de Beaumarchais*. — ² *École française de Rome. Mélanges d'archéologie et d'histoire*, octobre-décembre 1907 : *Le Dauphin Humbert II à Venise et en Orient (1345-1347)*. — ³ *Le moyen âge*, janvier-février 1908 : *Les greffiers de la Chambre des comptes et la garde du Trésor des chartes à la fin du XIV^e siècle*. — ⁴ *Revue historique*, mai-juin 1908.

Nice, Pise et Rome. Le pape Calixte III lui permit de s'embarquer à Civita-Vecchia, sur l'escadre qu'il envoya combattre les Turcs, dans les premiers jours de mai 1456. Il mourut quelques mois plus tard, non à Rhodes, mais à Chio (25 novembre 1456). M. A. Thomas nous fournit aussi quelques éclaircissements sur les poursuites dirigées contre Jean Quercin et autres bourgeois de Limoges, coupables d'avoir favorisé la fuite de l'argentier.

— Dans les nouveaux chapitres de son étude sur l'état social des Pays-Bas au ^{xv}^e siècle, d'après les lettres de rémission de Philippe le Bon, M. Ch. Petit-Dutaillis examine comment y était compris le droit de vengeance¹. Si ce droit avait conservé toute sa vigueur dans la principauté de Liège, le comté de Namur, le Hainaut, le Brabant, le principe de l'action publique l'emportait dans l'Artois et en Flandre. Dans ces dernières provinces, les « trêves » et les « paix » qui interrompent ou terminent les guerres entre familles sont impuissantes à assurer la tranquillité publique. Les comtes de Flandre combattirent de toutes leurs forces le droit de vengeance, et au ^{xv}^e siècle le système de la répression publique tendit de plus en plus à se substituer au système insuffisant et provisoire des trêves et des paix.

— M. Max Prinnet note avec un soin minutieux les particularités du sceau de Jacques de Vintimille, et nous retrace en même temps la biographie du personnage, avec d'intéressants détails². Les goûts, les habitudes et les prétentions de Jacques de Vintimille, tour à tour homme de guerre, humaniste et magistrat, se manifestent dans la légende du sceau qu'il adopta. Elle est rédigée en latin, contrairement à l'usage qui réservait la langue vulgaire pour les sceaux des laïques; le propriétaire du sceau prend indûment le titre de *comes Vintimilli*, ses ancêtres ayant perdu les terres qu'ils avaient possédées en Italie, et se qualifie de Rhodien parce qu'il était né sujet des chevaliers de Rhodes, et bien qu'il eût reçu le jour dans l'île de Cos.

RÉFORME. — Le célèbre *Livre des martyrs*, de Jean Crespin, si important pour la seconde moitié du ^{xvi}^e siècle, a subi de nombreuses additions. Parmi celles-ci figure le récit des principaux événements de l'histoire des réformés à Paris, de 1557 à 1561. M. Henri Hauser établit que ce récit, complété sur quelques points par Crespin, a été emprunté à l'*Histoire des persécutions et martyrs de l'Église de Paris, depuis l'an 1557 jusques au temps de Charles IX*, d'Antoine Chandieu, qui fut en partie témoin des faits qu'il raconte³.

¹ *Annales de l'Est et du Nord*, janvier et avril 1908 : *Documents nouveaux sur l'histoire sociale des Pays-Bas au ^{XV}^e siècle*. — ² *Revue numismatique*, 1908, p. 100 : *Sceau de Jacques de Vintimille (1550)*. — ³ *Revue Henri IV*, janvier-mars 1908 : *D'une source importante du martyrologe de Crespin. L'histoire des persécutions d'Antoine de Chandieu*.

— Le premier chapitre d'un travail de M. G. Baguenault de Puchesse, sur *Henri IV avant son avènement*¹, retrace les débuts du Béarnais comme chef du parti protestant en 1568, son mariage avec Marguerite, sœur de Charles IX, son séjour à la cour, et enfin sa fuite (février 1576).

— A l'aide des lettres adressées au landgrave de Hesse par Hotman de 1561 à 1563, c'est-à-dire pendant la première guerre de religion, et publiées par M. Ehinger, M. R. Dareste complète sa notice sur ce célèbre jurisconsulte, qui parut en 1876 dans la *Revue historique*². Ces lettres contiennent l'écho des nouvelles vraies ou fausses qui avaient cours dans le monde protestant, et ne nous révèlent aucun fait nouveau ; mais elles nous renseignent sur les dispositions des acteurs et des spectateurs de la guerre, et en cela elles offrent un réel intérêt.

XVII^e et XVIII^e SIÈCLES. — Un dernier article de M. Louis Batiffol sur *le Coup d'État du 24 avril 1617*³ nous retrace les événements qui suivirent la mort de Concini : les efforts inutiles de Marie de Médicis pour voir le roi et essayer de reprendre sur lui son ancien ascendant, l'arrestation de Léonora Galigai, l'allégresse du peuple de Paris à la nouvelle de l'assassinat, la joie quelque peu indécente du Roi dans le Louvre encombré de courtisans venus pour faire leur cour ou pour prendre leur part des dépouilles du favori, la profanation du cadavre de ce dernier par une populace en délire, enfin le départ de la reine mère.

— M. Robert Lavallée qui, de concert avec M. Jean Lemoine, prépare une édition des Mémoires inédits de Favreau de Chizay, se charge de nous en faire ressortir l'intérêt et la valeur⁴. Cheval-léger de Marie de Médicis dans sa jeunesse, Chizay ne joua en aucune circonstance un rôle important, mais, pendant plus de dix ans (1614-1626), il vécut dans l'entourage presque immédiat de Marie de Médicis et de Louis XIII, et toute sa vie il eut des amis au courant de ce qui se passait et de ce qui se disait à la cour. Aussi son récit est-il généralement exact, car il savait voir et, en honnête homme qu'il était, reproduisait sans y rien changer les renseignements qui lui étaient fournis par autrui.

— Avec beaucoup de verve, MM. Jean Lemoine et André Lichtenberger ont fait revivre la curieuse figure de Pierre Michon, plus connu sous le nom de l'abbé Bourdelot (1^{er} février 1610-6 février 1684)⁵. Il débuta dans la carrière médicale comme médecin du comte

¹ *Revue Henri IV*, janvier-mars 1908. — ² *Revue historique*, mars-avril 1908 : Hotman d'après de nouvelles lettres des années 1561-1563. — ³ *Ibid.* — ⁴ *Revue des études historiques*, mars-avril 1908 : *Les mémoires inédits de Favreau de Chizay*. — ⁵ *Le Correspondant*, 25 avril et 25 mai 1908 : *Un médecin courtisan au XVII^e siècle : Bourdelot*.

de Noailles, ambassadeur de France auprès du pape Urbain VIII, puis fut attaché à la personne du prince de Condé. Craignant d'être compromis dans les aventures où Condé se jetait, il eut la bonne fortune de se faire agréer comme médecin de la reine Christine, dont pendant plusieurs mois il fut le conseiller indispensable et le favori tout-puissant. Cette situation privilégiée ne pouvait durer, il dut quitter la Suède et devint le premier médecin du grand Condé, auquel il témoigna un véritable attachement. Médecin, poète, philosophe, musicien, bouffon et diplomate à l'occasion, Bourdelot fut un savant médiocre; mais il semble, comme praticien, avoir été moins mauvais que la plupart de ses confrères, et avoir tenu un juste milieu entre les doctrinaires et les empiriques.

— La politique de Louis XIV dans le conflit anglo-hollandais de 1665-1667, qui mettait la France en si dangereuse posture, a été très diversement appréciée par les historiens. A l'aide des dépêches des ambassadeurs envoyés alors en Angleterre, M. N. Japikse nous explique l'attitude de Louis XIV¹. Avant le début des hostilités, il cherche à prévenir la guerre; l'intransigeance de l'Angleterre l'oblige à intervenir en faveur des Hollandais ses alliés; seule l'insuffisance de la marine française l'empêche de prendre une part active à la campagne de 1666, et de hâter ainsi la conclusion de la paix. Dans ces circonstances difficiles, il ne parvint pas à atteindre le but qu'il s'était proposé : conserver l'amitié ou du moins la bienveillance des puissances maritimes dont il avait besoin dans la lutte projetée contre l'Espagne. Il excita la méfiance des Hollandais, jugeant qu'ils avaient été insuffisamment et trop tardivement secourus, et la haine des Anglais le regardant comme responsable de leur défaite.

— M. G. Pagès précise et complète les résultats du travail de M. Japikse². Il prouve combien étaient sincères les démarches tentées par Louis XIV pour empêcher l'ouverture entre l'Angleterre et la Hollande d'hostilités qui déconcertaient ses plans, et rappelle sa tentative pour limiter aux colonies le conflit entre les deux puissances. Il insiste sur le caractère commercial de cette guerre dont le véritable enjeu était la traite des nègres, et établit qu'en dehors même de ses engagements avec la Hollande, la France ne pouvait permettre la ruine du commerce hollandais qui eût entraîné la ruine du nôtre. Pendant les négociations du traité de Bréda, comme au début de la guerre, Louis XIV ne put se résoudre à s'aliéner définitivement l'Angleterre ou la Hollande, d'où sa tentative, infructueuse d'ailleurs, de se concilier la première sans mécontenter la seconde.

¹ *Revue historique*, mai-juin 1908 : *Louis XIV et la guerre anglo-hollandaise (1601-1607)*. — ² *Ibid.* : *A propos de la guerre anglo-hollandaise (1665-1667)*.

— L'étude de M. René Duvaud sur les missions successives de Bonrepaus à Londres, à la veille de la révolution de 1688, constitue une intéressante contribution à l'histoire encore imparfaitement connue des relations diplomatiques de Louis XIV avec Jacques II¹. Louis XIV considérait le concours de l'Angleterre comme indispensable dans toute attaque dirigée contre l'Espagne, l'Empire ou les Provinces-Unies. L'ambassadeur de France Barillon étant au-dessous de sa tâche, Bonrepaus, homme de confiance de Seignelay, fut chargé d'établir la bonne entente entre les deux pays, sur le terrain commercial et colonial, prélude d'une alliance politique plus étroite. Pendant les quatre premiers mois de 1686 que dura sa première mission (janvier-avril 1686), furent jetées les bases d'un accord qui aboutit au traité du 16 novembre. Bonrepaus devait aussi engager le plus grand nombre de religionnaires fugitifs à revenir en France; mais il échoua presque dans cette partie de sa mission, car sur 4,500 réfugiés, de son propre aveu, il n'en put faire repasser en France que 507.

— Les États réunis à Rennes ayant, le 10 décembre 1784, voté l'érection d'une statue pour honorer Louis XVI, les villes les plus importantes de Bretagne s'empressèrent de faire valoir chacune leurs titres à posséder cette statue. Grâce à l'habileté du mémoire du maire et des échevins de Brest, cette ville l'emporta sur Rennes et Nantes. Les artistes les plus en renom, et parmi eux Pajou et Houdon, se mirent aussitôt en campagne, stimulant le zèle de leurs protecteurs pour obtenir la commande du monument. M. Henri Stein nous raconte l'histoire curieuse de cette double rivalité des villes et des sculpteurs².

— Dans les nouveaux chapitres de son travail sur *les Classes rurales en Bretagne du XVI^e siècle à la Révolution*³, M. Henri Sée étudie la capitation pesant surtout sur les paysans, et répartie d'une façon fort peu équitable entre les paroisses et entre les contribuables; les vingtièmes, dont le chiffre s'élève rapidement au XVIII^e siècle, malgré l'abonnement, et qui atteignent principalement aussi les paysans; les droits d'enregistrement, aggravés par les abus de la compagnie fermière et de ses agents; le franc-fief, dont la perception n'entraîne pas moins d'exactions; les devoirs ou taxes sur les boissons, qui frappent beaucoup plus durement les paysans que les ordres privilégiés.

REVOLUTION ET EMPIRE. — *L'élection des évêques d'Ypres et de*

¹ *Revue d'histoire moderne*, mars 1908 : *Louis XIV et Jacques II à la veille de la Révolution de 1689. Les trois missions de Bonrepaus en Angleterre (1686-1687-1688)*. — ² *Annales de Bretagne*, janvier 1908 : *Les projets d'érection d'une statue de Louis XVI à Brest*. — ³ *Annales de Bretagne*, avril 1908.

*Tournai aux États généraux de 1789*¹, dont M. C. Richard retrace l'histoire, fournit une preuve nouvelle de la force du sentiment national en 1789 et aussi de l'hostilité du bas clergé contre le haut clergé. L'évêque de Tournai, soutenu par la noblesse de Douai et la majorité du clergé du bailliage de Lille, eut contre lui tout le clergé du bailliage de Douai, une partie du clergé et toute la noblesse du bailliage de Lille. Quant à l'évêque d'Ypres, il ne fut élu qu'en excluant de l'assemblée qu'il présidait ceux de ses électeurs dont il connaissait l'hostilité à son égard. Cette double élection d'évêques étrangers fut annulée par l'Assemblée constituante, qui refusa d'admettre que la Flandre française pût être représentée par des prélats liés à l'Empereur par un serment de fidélité.

— Avant de procéder à la réorganisation judiciaire de la France, l'Assemblée constituante, par crainte de l'opposition parlementaire, décréta la mise en vacances des parlements et chargea les Chambres des vacations de rendre provisoirement la justice. M. A. Carré nous retrace l'opposition que firent à ce décret les Chambres de vacation de Rouen et Rennes et le parlement de Metz².

— M. Cl. Perroud signale l'existence, sous la Constituante, d'une société politique peu connue, fondée par Lanthenas, le futur conventionnel³. La *Société des amis de l'union et de l'égalité dans les familles* avait pour but d'obtenir l'abolition des droits d'ainesse et de masculinité pour les biens roturiers. Elle envoya une adresse en ce sens à l'Assemblée nationale, qui entraîna, entre autres adhésions de la province, celle du club central de Lyon. Le décret du 15 avril 1791 donna gain de cause à la *Société des amis de l'union*, qui n'eut plus qu'à se dissoudre.

— Après avoir indiqué naguère le rôle politique du club de Montauban pendant la Constituante, M. François Galabert examine aujourd'hui son organisation, passant en revue successivement ses divers comités (militaire, de correspondance, des finances, d'administration), chargés d'étudier les principales questions et d'exécuter les délibérations, retraçant sa physionomie intérieure et montrant l'étroite union entre ce club et les clubs des environs qui allaient y chercher le mot d'ordre, comme lui-même le prenait à Bordeaux ou à Paris⁴.

¹ *Annales de l'Est et du Nord*, avril 1908. — ² *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janvier-février 1908 : *L'Assemblée constituante et la mise en vacances des parlements* (novembre 1789-janvier 1790). — ³ *La Révolution française*, 14 mars 1908 : *A propos de l'abolition du droit d'ainesse*. — ⁴ *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, mars 1908 : *Le Club de Montauban pendant la Constituante. Son organisation, son rôle dans l'administration locale* (1^{er} article).

— On doit à M. G. Bourgin le récit de *la mission de Suzette Labrousse à Rome*¹. Cette malheureuse folle crut qu'elle était appelée à remplir une mission dans le monde et, au début de 1792, elle eut l'idée de se présenter à Rome pour reformer l'Église dans sa tête et faire consacrer par le pape la constitution civile du clergé. Mais à peine eut-elle mis le pied dans les États du Saint-Siège que, sur l'ordre du secrétaire d'État, elle fut arrêtée et enfermée au château Saint-Ange. La Convention et le Directoire s'intéressèrent vainement à son sort ; elle déclara qu'elle ne quitterait pas Rome avant la fin du siècle, sa mission n'étant pas encore achevée. Elle voulut bien, toutefois, abandonner sa prison quelques heures chaque jour pour visiter Rome et elle profita de ses sorties pour prendre la parole au club de la ville.

— Le comité des inspecteurs de la salle de la Convention jouissait d'attributions importantes et étendues. Il était notamment chargé de la police de la salle et du maintien de l'ordre dans l'enceinte de l'assemblée. M. A. Tuetey commence la publication d'extraits de ses procès-verbaux, qui contiennent souvent de curieux détails sur la physionomie de la salle et des tribunes, de nature à compléter les renseignements que nous donnent les observateurs sur l'esprit public².

— On sait qu'après s'être attaché à la fortune de Paoli, Bonaparte rompit avec lui et embrassa le parti des commissaires de la Convention. Lorsqu'il eut quitté définitivement la Corse, il écrivit, en juin 1793, un violent pamphlet contre Paoli, qui contenait en même temps un plan de campagne contre la Corse soulevée. M. Eugène Déprez³ nous retrace l'histoire du manuscrit de ce pamphlet, longtemps inconnu et publié pour la première fois à Paris, en 1841, par le comte Ferdinand dal Pozzo. Il provenait des papiers laissés par Joseph-François Hernandez, médecin à Toulon, auquel Bonaparte, qui n'était encore que lieutenant d'artillerie, dut d'entrer en relations avec les représentants du Var à la Convention et de pénétrer dans les clubs toulonnais.

— Dans de nouvelles *Notes sur l'instruction primaire en Alsace pendant la Révolution*⁴, M. R. Reuss explique comment le schisme provoqué par la constitution civile du clergé désorganisa l'instruction primaire dans cette province. La majorité des instituteurs catholiques, souvent soutenus par les municipalités réactionnaires, luttèrent contre le clergé assermenté. Certains d'entre eux exercèrent enfin un rôle politique et remplirent les fonctions de maires, de juges

¹ *École française de Rome. Mélanges d'archéologie et d'histoire*, juin-septembre 1907. — ² *La Révolution française*, 14 mars 1908 : *Le Comité des inspecteurs de la salle de la Convention. Extrait de ses procès-verbaux*. — ³ *Revue historique*, mars-avril 1908 : *Les origines républicaines de Bonaparte*. — ⁴ *Annales de l'Est et du Nord*, janvier et avril 1908

de paix ou de greffiers. Après avoir rappelé les tentatives faites par les municipalités pour réformer et développer l'instruction primaire en Alsace de 1791 à 1793, l'auteur examine les essais d'organisation de l'instruction publique dans cette province sous la Convention.

— A l'aide de quelques lettres inédites du chef de brigade Le Féron, M. Gaston Mauberger nous retrace la biographie de cet avocat de Parthenay, devenu soldat par patriotisme¹. On lira surtout avec intérêt les renseignements qu'il nous fournit sur la campagne d'Italie de 1796-1797, pendant laquelle il exerça les fonctions de gouverneur de Venise. Sa probité s'indigne des actes de brigandage commis par ses camarades : c'est à regret qu'il vit « avec de pareils républicains, » et il déclare qu'il reviendra en France plus gueux encore qu'il n'en est parti.

— Le prince Henri de Prusse, frère du grand Frédéric, fut toute sa vie un ami passionné de la France. Ses sympathies pour notre pays ne furent point étrangères à la suspicion où le tenait la cour de Berlin, et l'empêchèrent de jouer un rôle politique de premier plan. Il contribua cependant à amener la Prusse à se rapprocher de la France au traité de Bâle, et, sous le Directoire, il ne cessa de lutter contre l'influence anglaise et l'influence russe, et seconda de toutes ses forces notre agent secret Parandier et notre ministre plénipotentiaire Caillard. D'après la correspondance de nos représentants à Berlin, M. Raymond Tabournel s'est attaché à montrer les services que le prince Henri rendit à la France à l'époque du Directoire².

— Poursuivi par la police après le 18 fructidor, Carnot s'enfuit en Suisse, dans l'espérance que les services qu'il avait rendus à la Confédération lui feraient rencontrer des sympathies dans ce pays. M. Édouard Chapuisat publie le texte de la lettre adressée au conseil administratif de la République de Genève par le résident de France dans cette ville, Félix Desportes, pour demander l'incarcération de Carnot, et qui fut le point de départ de perquisitions sur le territoire genevois³. L'ancien directeur put cependant échapper aux recherches de la police et se réfugier à Coppet.

— La commission chargée en 1864 de poursuivre la publication de la *Correspondance de Napoléon I^{er}*, y fit entrer avec juste raison un grand nombre de notes dictées par l'Empereur dans les conseils d'administration qu'il présidait en personne. Le *Correspondant*⁴ publie la copie de certaines de ces notes que n'a point connues la commission de 1864. Elles montrent à quel point l'Empereur se

¹ *La Révolution française*, 14 mai 1908 : *Le chef de brigade Le Féron (1765-1799)*. — ² *Revue des études historiques*, janvier-février 1908 : *Le Prince Henri de Prusse et le Directoire*. — ³ *La Révolution française*, 14 avril 1908 : *Carnot à Genève*. — ⁴ 10 avril 1908 : *Notes inédites de Napoléon I^{er}*.

préoccupait d'assurer la prospérité du commerce et de l'industrie, et jettent une vive lumière sur l'histoire du blocus continental.

— L'étude des relations laissées sur la bataille d'Austerlitz par des témoins dignes de foi permet à l'auteur, qui se cache sous les initiales L. H., de prouver que la noyade de 20,000 Russes dans les étangs de Menitz et de Satchan doit être considérée comme une légende¹. La source première en est le trentième bulletin de la Grande Armée. Parmi les fictions que contiennent les récits qui tendirent à donner créance à ce fait, on peut dégager une faible part de vérité. Il est certain qu'un parc d'artillerie chercha à s'échapper par la tête de l'étang de Satchan, et qu'il y resta embourbé dans la vase.

ÉPOQUE CONTEMPORAINE. — Les instructions et les dépêches du duc de Richelieu à nos ambassadeurs auprès des quatre grandes puissances ont permis à M. Pierre Rain de nous tracer le tableau de la situation diplomatique de l'Europe au lendemain du congrès de Vienne². De cette étude, il ressort que les puissances dites alliées étaient, dans la réalité, beaucoup moins unies que leurs représentants respectifs ne se plaisaient à le proclamer; enfin que Richelieu, qui aspirait à entretenir de cordiales relations avec tous les gouvernements, ne voulait point contracter d'alliance formelle avant la libération du territoire. D'ailleurs toutes ses sympathies allaient à la Russie, avec laquelle il rêvait pour l'avenir une intime union. Dans le présent, cette union eût été impossible, par suite de l'antipathie d'Alexandre pour Louis XVIII, et du peu de confiance du souverain russe en la durée de la restauration.

— La *Revue d'histoire diplomatique*³ publie une remarquable étude de M. F. de Martens sur les relations diplomatiques entre la France et la Russie, de 1820 à 1830, inspirée en grande partie par les dépêches de Pozzo di Borgo à Nesselrode. L'auteur suit les oscillations de la politique française, désireuse de se ménager l'appui du tsar, mais subissant aussi l'influence anglaise, tandis que la masse du pays souhaite ardemment un rapprochement complet et définitif avec la Russie. Il montre avec quelle clairvoyance et quelle finesse l'ambassadeur de Russie jugeait la situation politique de la France, notant dès le début de la Restauration les symptômes de la tempête qui devait renverser le trône des Bourbons. Nicolas, qui se considérait comme le gardien de la paix et de la tranquillité en Europe, sui-

¹ *Revue d'histoire rédigée à l'état-major de l'armée*, avril 1908 : *La question des étangs d'Austerlitz*. La question avait déjà été résolue dans le même sens, ici même : voir article de M. Leroy, 1^{er} janvier 1908. — ² *Revue d'histoire diplomatique*, 1908, n° 2 : *La France et l'Europe au lendemain du Congrès de Vienne*. — ³ 1908, n° 2 : *La Russie et la France pendant la Restauration*.

vait avec attention les événements de notre politique intérieure, et peu de temps avant la révolution de juillet, dans la crainte d'une catastrophe, il pressait Charles X de respecter scrupuleusement la charte.

— M. Aug. Kuscinski rappelle la curieuse démarche tentée par les prêtres de l'arrondissement d'Ambert, pour obtenir la grâce de Maigret ¹. Dans la supplique qu'ils adressent au Roi, à cet effet (12 mai 1821), ils louent l'inépuisable charité et la pureté de mœurs de l'ex-conventionnel, et le représentent comme un ami des lois et du gouvernement royal. Cette intervention motiva seulement un échange de lettres entre le ministre de l'intérieur et l'évêque de Clermont, et Maigret, qui ne fut point gracié, ne put rentrer à Ambert qu'à l'avènement de Louis-Philippe.

— Examinant la situation de la Prusse et de la France au commencement de 1870 ², M. Émile Ollivier donne de nouvelles preuves que Bismarck ne soutint pas la candidature du prince Léopold à cause de sa capacité présumée à bien gouverner l'Espagne, mais parce que, membre de la famille royale de Prusse, son seul nom devait alarmer les intérêts de la France et blesser ses susceptibilités. A la politique de Bismarck il oppose « la loyale conduite » du cabinet du 2 janvier. Cependant, bien que Daru recommandât à nos représentants à l'étranger une grande réserve, lui-même ne cachait pas sa volonté d'empêcher la fusion de l'Allemagne du Nord et de l'Allemagne du Sud, qu'il jugeait menaçante pour la sécurité de la France. M. Ollivier, au contraire, estimait que l'unique moyen de déjouer les calculs de Bismarck et de faire triompher la paix était de déclarer hautement que la France laisserait l'Allemagne maîtresse de ses destinées.

— M. Émile Ollivier nous rappelle aussi les discussions qui eurent lieu au conseil des ministres à l'occasion du plébiscite du 8 mai 1870, et aboutirent à la démission successive de Buffet, de Daru et de Talhouët ³. Après avoir fait l'éloge de la constitution de 1870, couronnement de l'Empire libéral, l'auteur dénonce la mauvaise foi de Gambetta qui soutint plus tard que ceux qui votèrent *oui* en 1871 votèrent en réalité pour la guerre. La question de paix ou de guerre n'était pas posée ; le peuple avait seulement à répondre s'il approuvait ou non l'extension donnée à la liberté dans les dernières années.

ALBERT ISNARD.

¹ *La Révolution française*, 14 mars 1908 : *Maigret et le clergé de l'arrondissement d'Ambert*. — ² *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} mai 1908 : *La Prusse et la France au commencement de 1870*. — ³ *Ibid.*, 15 mai 1908 : *Le Plébiscite*.

II. — PÉRIODIQUES ANGLAIS

ANTIQUITÉ. — A en croire sir C. Eliot, la religion et les superstitions des Japonais auraient le caractère de vigueur, d'intelligence, d'esthétique, qui distinguent les institutions de ce peuple¹. Cependant il est difficile de concilier ce début de l'article avec la conclusion dans laquelle l'auteur, résumant son impression sur le shintoïsme, trouve cette religion bien pauvre, bien misérable, bien *amorable* pour un peuple aussi intelligent que les Japonais. Toutefois, dans son ensemble, cette étude sur la *religion du Japon*, qui fait partie d'une série d'articles déjà signalés ici, est bonne, écrite par un homme compétent, très au courant de ces questions. Il montre dans quelle mesure le shintoïsme et le bouddhisme se mélangent avec le culte des ancêtres, quelle part il faut faire à chacun de ces trois éléments, et combien l'influence de la Chine au Japon est en train de diminuer au point de vue religieux. L'auteur reconnaît que le catholicisme est peut-être la religion qui conviendrait le mieux à ce peuple, n'était la grosse objection politique du nationalisme japonais.

— Si nos lecteurs ne connaissent pas encore la thèse fameuse de l'assyriologue Winckler, que le pays désigné chez les anciens Hébreux sous le nom d'Égypte serait un royaume du nord de l'Arabie, qui aurait porté le même nom, ils en trouveront un exposé dans l'article du professeur Nathaniel Schmidt². L'auteur, cependant, qui est directeur de l'école américaine d'archéologie à Jérusalem, ne s'est pas jeté dans cette théorie avec la fougue de Cheyne, il ne l'accepte qu'avec certaines réserves. Ce qui est mieux, c'est qu'il a fait avec ses élèves plusieurs campagnes de fouilles dans le Negeb, et c'est le résultat de ces expéditions archéologiques très intéressantes qu'il nous donne dans cet article vraiment remarquable.

— Savant aussi, quoique moins original, est l'article sur *Adonis, Baal et Astarté*³. L'auteur s'est appliqué à étudier les ouvrages de Frazer qui ont fait du bruit en Angleterre : *Adonis, Attis and Osiris*, et surtout *The Golden Bough*. S'il n'accepte pas aveuglément le système de Frazer, il ne le combat pas non plus avec la vivacité de Lübeck⁴, et le complète par ses propres recherches. On peut regretter qu'il ait laissé de côté la question des relations du culte chrétien avec ces cultes anciens, qui a soulevé récemment tant de polémiques.

¹ *The religions of the Far-East*, II, *Japan* : *Quarterly Review*, janvier 1908, p. 98. — ² *The « Jerahmeel » theory, and the historic importance of the Negeb* : *The Hibbert Journal*, janvier 1908, p. 322 sq. — ³ Dans *The Church Quarterly Review*, avril 1908, p. 118 sq. — ⁴ *Adoniskult und Christentum auf Malta; eine Beleuchtung moderner Geschichtsbaumeisterei*, Fulda, 1904.

— Nous avons parlé, dans un de nos derniers courriers, de l'ouvrage de K. J. Freeman, *Schools of Hellas*. Il suffira donc de signaler une étude très sympathique que le professeur Cruickshank consacre à ce livre pour en signaler les vues nouvelles au point de vue de l'histoire de l'éducation ¹.

— C'est encore en Grèce que nous retient l'article du professeur Bosanquet : *Les temples grecs et la religion primitive* ². Malgré ce titre, il n'y est presque pas question de religion, mais seulement des temples de l'antiquité, de leur construction, des fouilles qui ont mis à découvert les plus célèbres d'entre eux, enfin des études les plus importantes publiées récemment sur ce sujet.

— Les papyrus continuent à réserver des surprises, et découvrent presque chaque jour un nouveau morceau d'antiquité. Ceux d'Éléphantine ne le cèdent pas en intérêt aux papyrus d'Assouan dont parlait un de nos derniers bulletins. Ils donnent, comme ces derniers, des détails sur la vie d'une colonie juive au v^e siècle avant J.-C., celle d'Éléphantine. C'est le docteur Otto Rubensohn qui les a découverts, et l'orientaliste Édouard Sachau, de Berlin, qui les a déchiffrés et édités ³. L'un de ces papyrus contient une pétition de la petite colonie juive contre ses ennemis; l'autre enregistre l'heureux effet de cet appel. Coutumes religieuses des juifs de cet âge reculé, leurs relations avec les païens d'Égypte, détails sur la vie quotidienne, telles sont quelques-unes des révélations historiques dues à ces vieux documents ⁴.

— Sous un titre plus général, M. F. G. Kenyon parle des plus importantes découvertes faites parmi les papyrus grecs, pour l'étude de l'antiquité classique ⁵. L'une des plus intéressantes assurément est due à l'un de nos compatriotes, M. Gustave Lefebvre, qui a restitué quelque douze cents vers de Ménandre, et permet ainsi de juger un poète dont les anciens disaient beaucoup de bien, mais dont il ne restait que d'insignifiants fragments. Les discours d'Hyperides n'ont pas un moindre intérêt au point de vue de l'histoire de l'éloquence antique. Cet inventaire des récentes découvertes, par un scholar très au courant de toutes ces questions, sera accueilli avec reconnaissance par les amis de l'antiquité classique.

— Ce sont encore les papyrus grecs qui nous ont livré un important fragment d'un historien antique, que le professeur Goligher

¹ *Schools of Hellas*, dans *The Church Quarterly Review*, janvier 1908, p. 329 sq. — ² *Greek Temples and early Religion*, dans *The Quarterly Review*, janvier 1908, p. 252 sq. — ³ *Drei aramäische Papyruskunden aus Elephantine*, von Ed. Sachau, Berlin, 1907-1908. — ⁴ *The New Elephantine Papyri*, dans *The Church Quarterly Review*, avril, p. 158. — ⁵ *Greek papyri and recent Discoveries*, dans *The Quarterly Review*, avril, p. 333 sq.

étudiée, et qu'après un savant examen critique il attribue à Cratippe; le nom de Théopompe, que quelques-uns avaient mis en avant, doit être, selon lui, décidément rejeté¹.

— Le quatrième volume des *Papers of the British School at Rome* n'est pas inférieur, pour la science et l'intérêt, aux volumes précédents que nous avons étudiés ici². Nous avons d'abord la troisième partie du savant mémoire de M. T. Ashby, le directeur actuel de l'école archéologique, sur la topographie classique de la campagne romaine; cet article est consacré à *La voie latine* (160 p.), que M. Ashby suit dans son parcours en relevant les inscriptions et les ruines qu'on y rencontre. M. S. J. A. Churchill étudie les orfèvres de Rome sous les papes, leurs statuts, et donne une bibliographie de tous les travaux qui peuvent servir à illustrer cette histoire. Cette étude, fruit de longues années de recherches du consul anglais à Palerme, est une importante contribution à l'histoire des confréries et du travail à Rome, dans les derniers siècles. Ce volume contient encore trois études, la première de M. J. B. Wace, sur *Les bas-reliefs historiques romains*, la seconde une simple note de M. A. H. S. Yeames sur une *statuette d'ivoire* (il s'agit d'une statuette du British Museum représentant un bossu, et sur laquelle il a pu donner quelques renseignements nouveaux); la troisième, de M. T. E. Peel, sur *L'âge de fer dans l'Italie du sud*. L'ensemble de ces travaux fait le plus grand honneur à l'école archéologique de Rome et à son directeur, et l'impression du volume, les belles et nombreuses gravures dont il est orné, les cartes géographiques et topographiques prouvent que la maison Macmillan n'a rien épargné pour cette publication.

ORIGINES CHRÉTIENNES ET ÉCRIVAINS CHRÉTIENS ANCIENS. — Passons rapidement sur quelques articles qui appartiennent plutôt au domaine de l'exégèse. Le palimpseste de Fleury contient la traduction latine des épîtres catholiques que le Rev. E. S. Buchanan soumet à une nouvelle revision et dont il tire quelques nouvelles variantes³. Le même fascicule du *Journal of theological Studies* contient la suite d'un important article de dom Chapman sur *l'âge de Notre-Seigneur d'après Papias*, avec des remarques intéressantes sur Hippolyte, et surtout sur les emprunts que Victorinus a faits à Papias. Sa conclusion est que Victorinus aussi bien qu'Irénée ont copié le même passage de Papias⁴. Signalons encore un long article de J. H. A.

¹ *The English historical Review*, avril, p. 277 sq. — ² *Papers of the British School at Rome*, IV, in-4, Macmillan, Londres, 1907. — ³ *Some noteworthy readings of the Fleury Palimpsest : Journal of theol. Studies*, oct. 1907, p. 98 sq. Nous ferons remarquer, une fois pour toutes, que les fascicules de cette revue sont d'ordinaire en retard; par suite, dans nos bulletins, nous sommes obligés parfois de rendre compte de numéros anciens. — ⁴ *Ibidem*, p. 42 sq.

Hart, intitulé *Cephas and Christ*¹, et un nouvel article sur la question toujours renaissante des *frères du Seigneur*².

— Dans un article de la *Dublin Review*, le Rev. F. J. Bacchus fait l'histoire des quelques années qui séparent la *fondation de l'Église de Rome de la persécution de Néron* ; il s'efforce de reconstituer cette histoire d'après les quelques faits que nous connaissons. Pourquoi laisse-t-il complètement de côté le témoignage archéologique ?

— Que l'archéologie ait le droit d'être entendue dans bien des questions historiques, le P. H. Vincent le prouve dans son très intéressant article sur *les fouilles de Gezer en Palestine*³. Les fouilles à Tell-Djesar, près du moderne village de Abou Shousheh, l'ancienne Gezer, ont donné des résultats étonnants. Là aussi on a pu compter, en creusant la terre, plusieurs assises de civilisations, arabe, byzantine, romaine, grecque, israélite, âge de pierre. M. Stewart Macalister, qui a conduit ces fouilles avec l'expérience consommée d'un artiste, d'un architecte et d'un archéologue, en a exposé les résultats avec beaucoup de science. L'auteur de l'article s'attache à un modeste objet qui n'a guère arrêté l'attention de M. Macalister, et où il n'a vu qu'une sorte de reliquaire, mais qui pour nous, si les conclusions du P. Vincent sont justes, comme elles le paraissent, serait de la plus grande valeur. Après examen attentif, le savant professeur de l'école biblique de Jérusalem ne voit rien moins dans cet humble vase de terre, sorte d'écrin de forme ronde, fermé au milieu par une lamelle de verre, qu'un vase destiné à renfermer l'Eucharistie, comme la lunule de nos ostensoirs modernes. Le fait est d'une importance capitale pour l'histoire de l'Eucharistie ; il prouverait que l'Eucharistie était gardée à domicile, peut-être portée par les fidèles, et enfermée parfois dans la tombe du fidèle, comme viatique. Cette découverte, qui est à rapprocher de celle du P. Cré⁴, nous ouvre des perspectives nouvelles sur bien d'autres questions, notamment sur celle des azymes. Mais il nous a suffi de signaler ici ce très intéressant article, qui ne manquera pas d'attirer l'attention.

— Le Rev. R.-M. Hitchcock étudie quelques points particuliers de l'ouvrage de saint Irénée, la *prédication apostolique* ; il y trouve de nombreuses affinités avec l'apologie et le dialogue de saint Justin, ainsi qu'avec l'*Adversus haereses* d'Irénée lui-même ; il étudie aussi le caractère des citations bibliques⁵.

¹ *Ibidem*, p. 14. — ² *The Church Quarterly Review*, avril, p. 71 sq. — ³ *The Roman Church down to the Neronian Persecution*, dans *The Dublin Review*, janvier, p. 84. — ⁴ *A eucharistic find at ancient Gezer, Palestine*, dans *Ecclesiastical Review*, avril, p. 389 sq. — ⁵ *Revue biblique*, 1894, p. 277-291 (l'oiseau eucharistique pour conserver l'hostie). — ⁶ *The Journal of theol. Studies*, janvier, p. 284.

-- Bonnes remarques du savant philologue C. H. Turner, sur le texte des *Testimonia* de saint Cyprien ¹. L'étude sur l'orthographe des noms propres bibliques dans ce traité est surtout remarquable.

— L'article sur le *dualisme de saint Augustin* est d'un autre caractère ². C'est une étude sur le manichéisme que saint Augustin professa, on le sait, dans sa jeunesse, et sur les conséquences qu'eut ce système sur les conceptions théologiques du grand Africain.

— Nous avons ensuite à signaler plusieurs travaux sur les symboles, sujet très étudié en Angleterre, nous l'avons déjà remarqué dans nos bulletins. M. Turner discute quelques variantes du *symbole de Nicée* dans le codex de Muratori ³; un autre article de la même revue est consacré au *symbole d'Aphraates*, déjà étudié par dom Connolly, travail très sérieux, et rapprochements ingénieux avec d'autres textes anciens ⁴; enfin le Rev. A. E. Burn, dont nous avons cité le nom plus d'une fois, et qui est un spécialiste dans ces questions, signale quelques manuscrits espagnols du *symbole de Constantinople* ⁵. De son côté, la *Church Quarterly Review*, dans un article plus étendu, étudie le *symbole de saint Athanase*, qui devient pour l'Église établie presque une question politique, et que le prochain pananglican concile de Lambeth discutera sans doute.

MOYEN AGE. — Le prince de Teano vient de publier deux gros volumes sur les *Annales de l'Islam*, qui contiennent l'histoire des douze premières années de l'hégire. Continué sur ce plan, on voit à peu près le développement que demanderaient les treize siècles de l'histoire musulmane. Pour la période dont ils traitent, ces deux volumes ont une grande valeur, et comme c'est une publication luxueuse, tirée seulement à deux cent cinquante exemplaires, il faut remercier le critique qui a pris la peine d'en mettre les résultats à la portée du public dans la *Quarterly Review* ⁶. L'article est écrit par un homme compétent, qui a su faire ressortir le mérite de cette nouvelle histoire.

— De grands mérites recommandent aussi l'*Histoire de l'Église orthodoxe d'Orient*, dont nous avons déjà entretenu nos lecteurs. Un critique bien connu du public anglais, W. S. Lilly, lui consacre un intéressant article dans la *Dublin Review* ⁷.

— Nous ne pouvons que mentionner une étude sur la *philosophie de saint Thomas* ⁸, un parallèle historique entre saint Dominique et

¹ *The Journal of theol. Studies*, octobre, p. 62. — ² *The dualism of saint Augustine*, by Paul E. More, dans *Hibbert Journal*, avril, p. 606 sq. — ³ *The Nicene Creed in the Codex Muratorianum*, dans *Journal of theol. Studies*, oct. 1907, p. 100 sq. — ⁴ *Ibidem*, janvier, p. 267. — ⁵ *Ibidem*, p. 301. — ⁶ Numéro d'avril, p. 377. — ⁷ Avril, p. 297 sq. — ⁸ *The Catholic University Bulletin*, avril, p. 351 sq. Disons à ce propos que le Bulletin de l'Université de Washington est devenu mensuel depuis janvier.

*saint François*¹, un intéressant article sur *Thomas a Kempis*, qui fait ressortir un point de vue assez inattendu dans l'étude de l'imitation, la *sagesse mondaine* de l'auteur², enfin une étude sur un sujet bien peu connu en Angleterre, même parmi les amis de notre littérature, l'*Idéal de notre poésie épique*³. L'article contient des idées neuves même pour des Français.

— On trouvera encore, au paragraphe suivant, quelques travaux sur le moyen âge en Angleterre.

TRAVAUX SUR L'ANGLETERRE ET L'AMÉRIQUE. — Ceux qui se sont occupés de l'histoire d'Angleterre au moyen âge savent que depuis la conquête normande jusqu'à Richard I^{er}, les chartes des rois d'Angleterre d'ordinaire manquent de dates; des efforts ont été faits pour établir des règles chronologiques et dissiper la confusion qui résulte parfois de cet état de choses. Il faut être reconnaissant à l'éditeur de l'*English historical Review*, M. Reginald L. Poole, d'établir quelques règles pour les chartes de *Henry II*⁴.

— M. F. M. Powicke éclaire aussi la chronologie d'une période assez obscure de cette histoire, la *Minorité de Henry III*⁵. Même obscurité dans l'histoire des *origines du conseil privé*; le savant article de James F. Baldwin jette une vive lumière sur ce sujet⁶.

— *La mort d'Édouard VI* est entourée de mystère; le bruit courut de son empoisonnement; puis un autre bruit, plus extraordinaire encore, que le roi n'était pas mort, mais qu'il se cachait. Miss Margaret E. Cornford fait justice de cette légende⁷.

— Sous ce titre : *The amalgamation of the English mercantile Crafts*, Miss Stella Kramer donne une bonne étude sur le commerce anglais au xiv^e siècle et dans la suite; police des métiers, coutumes des marchands, confréries, règles établies pour sauvegarder les droits de chacun, toutes ces questions sont savamment traitées⁸.

— Miss Mary Bateson, dont tous ceux qui étudient l'Angleterre du moyen âge déplorent la perte récente, s'était consacrée à l'histoire des institutions municipales depuis la conquête normande. M. H. W. C. Davis, dans l'article qu'il consacre à sa mémoire, énumère les services qu'elle a rendus à ces études, et esquisse, d'après ses ouvrages, l'*histoire du bourg anglais* ou de la ville au moyen âge⁹.

¹ *The Dublin Review*, avril, p. 338 sq. — ² *The Wordly Wisdom of Thomas a Kempis*, par Peraj Fitzgerald, dans *The Dublin Review*, avril, p. 262 sq. —

³ Par William Wistar Comfort, *Quarterly Review*, avril, p. 553. — ⁴ *The dates of Henry II's Charters : English hist. Review*, numéro de janvier, p. 79 sq. —

⁵ *The Chancery during the minority of Henry III*, même revue, avril, p. 220 sq. — ⁶ *The King's Council from Edward I to Edward III*, même revue, janvier, p. 1 sq. — ⁷ *A Legend concerning Edward VI*, même revue, avril, p. 286. —

⁸ *The English historical Review*, janvier, p. 13, et avril, p. 236. — ⁹ *The English Borough*, dans la *Quarterly Review*, janvier, p. 54 sq.

— Nous trouvons une autre étude sur la *constitution anglaise* dans l'*American historical Review*. Comment la monarchie aboutit-elle en Angleterre à un régime constitutionnel, alors qu'en France et ailleurs elle devenait une monarchie absolue ? Ce problème s'est posé plus d'une fois devant les historiens anglais. M. G. B. Adams l'a étudié avec une grande compétence, et ses recherches sur *les origines de la constitution anglaise* aideront sûrement à la solution ¹.

— Les Danois et les Norvégiens ne furent pas seulement de hardis pirates qui traitèrent l'Angleterre et l'Irlande en pays conquis; ils furent aussi colonisateurs. En Irlande, les cinq villes de Dublin, Waterford, Limerick, Wexford, Cork, étaient devenues villes danoises, peuplées d'*Ostmen*, formant une sorte de confédération, chaque ville possédant un petit roi des Ostmen. M. Edmond Curtis a étudié, trop rapidement selon nous, l'histoire de ces *Ostmen*; il a eu la bonne fortune d'éditer une charte inédite, qui jette quelque lumière sur les destinées de ces colons, devenus au XIII^e siècle, après que les Anglais se furent emparés de leurs villes, de véritables outlaws ².

— L'histoire de la Réforme en Angleterre obtient toujours la première place dans les revues, et la plupart des articles qui nous restent à signaler appartiennent à cette période.

— Le Rev. H. A. Wilson est bien connu pour ses travaux sur la liturgie et en particulier sur le couronnement des rois en Angleterre. Il fait ici des remarques et des critiques dont on devra tenir compte, sur l'article de M. Bayne, au sujet du *couronnement de la reine Elisabeth* ³.

— De l'église, l'article de M. William Archer nous transporte au théâtre. *Le théâtre sous la reine Elisabeth* devient une question d'un intérêt historique et littéraire de premier ordre, quand on songe que c'est sous cette reine que Shakespeare fit jouer ses drames. Il faut lire cet article pour se rendre compte des discussions de tout ordre auxquelles ce sujet a donné lieu ⁴.

— Il semble que le titre d'*homme du monde*, au moins dans le sens français du mot, hurle de se voir accolé au nom de *John Knox*, qui toujours parla, écrivit, agit sans se soucier des convenances mondaines, et unit au mysticisme réformateur du prophète la brutale énergie et l'intempérance d'un tribun. Je ne dirai pas que M. A. Bushnell Hart a justifié son titre, mais il nous a donné du sectaire écossais un portrait vivant et fidèle ⁵.

¹ *The Origin of the English Constitution*, numéro de janvier, p. 229 sq. —

² *The English and Ostmen in Ireland*, dans *The English hist. Review*, avril, p. 209. — ³ *The English historical Review*, janvier, p. 87. — ⁴ Dans *The Quarterly Review*, avril, p. 442. — ⁵ *John Knox a Man of the World*, dans *The American historical Review*, janvier, p. 259.

— *Wesley* est un autre type de réformateur. L'auteur de l'article de la *Church Quarterly Review* a voulu nous donner une étude générale de psychologie religieuse sur ce que les Anglais appellent un *revival* ou *réveil de la foi*¹. *Wesley* fut en effet un grand *revivalist* et la comparaison de ce réveil religieux au XVIII^e siècle avec ceux dont nous avons été témoins de nos jours, ne peut manquer d'intéresser l'histoire des religions ou, comme on commence à dire, la psychologie des religions.

— Sir H. H. Howorth continue ses savants articles sur le *canon biblique chez les réformateurs*. Il s'applique aujourd'hui à nous faire connaître sur ce point les idées de Luther, de Zwingli, de Lefèvre et de Calvin². C'est une importante contribution à l'histoire du canon biblique et aussi des systèmes protestants.

— Nous ne ferons que mentionner quelques autres articles sur le protestantisme, *La réforme en Irlande avant la mort de Henry VIII*³, *La cause des onze évêques martyrs* sous la reine Élisabeth⁴, un nouveau chapitre sur *Campion, comparé à Newman*⁵, et un article pour identifier une place, *Saint-Thomas-Waterings*, sorte de place de Grève au sud de Londres, qui fut aussi arrosée du sang des martyrs⁶; un *monastère dispersé*, c'est le monastère des Brigittines qui s'est reconstitué à Chudleigh (Devon), et dont William David nous raconte la dissolution sous Henry VIII⁷.

— Carlyle a dit quelque part : « Si quelqu'un voulait rendre à l'Angleterre un signalé service, il devrait imprimer le *Catalogue des pamphlets sur la guerre civile* (de 1640 à 1661). » Ce catalogue auquel il fait allusion est celui de Thomason. L'appel de Carlyle a été entendu, et son désir réalisé, au moins en partie, dans les deux volumes que vient de faire imprimer le British Museum (Londres, 1906). Cette collection nous vaut un bon article dans la *Quarterly Review*, qui nous en fait l'historique, et met en bonne lumière les principaux aspects de l'histoire religieuse que ces deux mille volumes nous laissent entrevoir⁸. Sur la même période, à signaler encore l'article sur la *vente des terres épiscopales pendant les guerres civiles et la commune*⁹, celui sur la publication des nouvelles sous la *restauration* (anglaise)¹⁰, la nouvelle édition de l'*Evelyn's Diary*, par Austin

¹ *John Wesley and the Psychology of Revivals*, numéro d'avril, p. 24 sq. —

² *The origin and authority of the biblical canon according to the continental reformers*, dans le *Journal of theol. Studies*, janvier, p. 188 sq. — ³ Dans l'*American catholic Quarterly Review*, oct. 1907, p. 731 sq. — ⁴ Dans la *Dublin Review*, avril, p. 315. — ⁵ *A comparative study of Blessed Edmund Campion and cardinal Newman*, dans *The Month*, décembre 1907, janvier, février 1908. — ⁶ *The Month*, mars, p. 262. — ⁷ Même revue, avril, p. 370. — ⁸ Numéro d'avril, p. 505. — ⁹ *The English hist. Review*, janvier, p. 91 sq. — ¹⁰ Même revue, avril, p. 252 sq.

Dobson, présentée par A. W. Ward ¹, *la religion de Charles II en relation avec la politique de son règne*, dans lequel Mgr Barnes nous montre, contrairement à l'opinion commune, un Charles II sincère et convaincu, au moins à ses derniers jours ²; et pour finir, la suite des articles de J. F. Chance sur *les traités de 1719-1720* ³, *Thomas Cobham et la capture de la « sainte Catherine »*, *les progrès du catholicisme dans le diocèse de Chester*, de 1541 à 1836 ⁴, et de nouveaux articles sur les *Lettres de la reine Victoria* ⁵.

— Dans son adresse annuelle à l'Association d'histoire d'Amérique, le président J. Franklin Jameson a émis devant ses auditeurs une idée originale, celle de faire les *Acta sanctorum* de l'Amérique, c'est-à-dire de réunir et d'imprimer dans une grande collection les histoires de tous ceux qui ont travaillé à l'évangélisation de l'Amérique. Nous doutons fort, et pour cause, que les actes protestants de ce genre puissent jamais rivaliser avec ceux des Bollandistes. Mais en développant son idée, l'auteur rend à ces derniers un témoignage bien mérité ⁶.

— Si dans cette collection les *actes* des missionnaires catholiques sont admis, l'article du Rev. William B. Hannon sur une église du sud, celle de *Saint-Thomas à Wilmington*, en formera un chapitre ⁷.

— *L'Église aux États-Unis* par l'évêque (anglican) de Vermont est un article qui explique la situation de l'Église anglicane dans le pays ⁸. On lira avec intérêt les considérations que lui inspire l'indépendance dont jouit cette église en regard de l'*erastianisme* qui est considéré par tous les hommes sérieux comme une plaie de l'Église établie en Angleterre.

TEMPS MODERNES. — Le grec eut-il sur la Renaissance en Italie la grande influence que l'on a dit? c'est la question que s'est posée M^{lle} Louise R. Loomis et qu'elle résout par la négative, après un examen attentif de toutes les causes qui ont déterminé cette renaissance ⁹. — Nous avons signalé les articles de M. Maurice Wilkinson sur les *guerres de religion dans le Périgord*; ce sont aujourd'hui des documents sur ce sujet qu'il nous donne dans l'*English historical Review* ¹⁰. — *Anne de Xaintonge* est la fondatrice des Ursu-

¹ Dans la *Church Quarterly Review*, janvier, p. 287. — ² *The Dublin Review*, janvier, p. 44 sq. — ³ *The Northern Pacification of 1719-1720*, dans l'*English hist. Review*, janvier, p. 35. — ⁴ Même revue, avril, p. 290 sq. — ⁵ Dans la *Dublin Review*, janvier, p. 109 sq. — ⁶ L'un dans la *Dublin Review*, par le P. Hugh Benson, janvier, p. 11; l'autre dans l'*English hist. Review*, janvier, p. 65 sq. — ⁷ *The American Acta Sanctorum*, dans *The American Review*, janvier, p. 286 sq. — ⁸ *An historical Church in our Southland*, dans *Ecclesiastical Review*, janvier, p. 40. — ⁹ *The Church Quarterly Review*, avril, p. 188. — ¹⁰ *The Greek Renaissance in Italy*, dans *The American historical Review*, janvier, p. 246 sq. — ¹¹ Avril, p. 292 sq.

lines de Dole (1567-1621). Le P. Arens, S. J., nous a donné d'elle une biographie intéressante fondée sur des documents nombreux ¹. Un écrivain du *Month* nous résume sa carrière ². — Dans l'*Ecclesiastical Review*, R. F. O'Connor écrit en plusieurs articles l'*histoire de Rancé et de la réforme de la Trappe* ³. Les articles sont intéressants, encore que la documentation nous paraisse bien insuffisante. — *Maria Gaetana Agnesi* était bien peu connue en dehors de l'Italie; le livre dans lequel M^{me} Luisa Anzoletti vient de raconter sa vie et ses œuvres étendra sa renommée. Déjà la *Nuova Antologia* lui a consacré un article; la *Dublin Review* suit son exemple et la présente à ses lecteurs comme femme de lettres et comme fondatrice d'œuvres sociales ⁴. — Celui que le vicomte Saint-Cyres nous donne comme un *Chesterfield français* est le chevalier de Méré, dont l'influence fut considérable au xvii^e siècle, mais qui est bien oublié aujourd'hui chez nous, et que l'auteur de l'article fait, du reste, bien revivre dans ces quelques pages ⁵. — Peu d'études durant ce dernier semestre sur la Révolution et Napoléon. Je ne trouve guère à citer que l'article sur le *Clergé français pendant le règne de la Terreur* ⁶, et une revue des derniers ouvrages sur Napoléon ⁷.

HISTOIRE CONTEMPORAINE ET QUESTIONS ACTUELLES. — Le xix^e siècle a vu la transformation de l'Espagne, et un progrès à peu près continu s'y affirme, constaté par les voyageurs et les historiens. C'est ce que nous fait connaître un article de la *Quarterly Review* qui rend hommage à l'Espagne et la venge de certains dédains ⁸.

— Le P. Vincent Mac Nabb, O. P., bien connu en Angleterre pour ses efforts en faveur de l'union, examine les symptômes du *mouvement vers Rome de l'Église anglicane*, et cite des faits bien curieux à l'appui de ses espérances ⁹.

— M. J. G. Simpson nous parle d'une autre réunion, celle de *trois sociétés religieuses méthodistes*, qui, divisées jusqu'ici, se sont récemment rapprochées ¹⁰.

— N'est-ce pas aussi une autre tentative de réunion que ce *pan-anglican congrès* qui va se tenir à Lambeth dans quelques semaines, et dont nous entretient l'évêque (anglican) de Saint-Albans ¹¹. Son article contient des renseignements qui en font une page de l'histoire de l'Église anglicane au xx^e siècle.

¹ Chez Herder, Fribourg, 1903. — ² Avril, p. 363 sq. — ³ Numéros de janvier, février, mars, avril. — ⁴ Numéro de janvier, p. 127 sq. — ⁵ *Dublin Review*, janvier, p. 29. — ⁶ *The American Catholic Quarterly Review*, oct. 1907, p. 577. — ⁷ *Quarterly Review*, avril, p. 417. — ⁸ *Nineteenth Century Spain*, dans *The Quarterly Review*, janvier, p. 1 sq. — ⁹ *The Romeward movement in the anglican Church*, dans *Ecclesiastical Review*, mars, p. 275. — ¹⁰ *The Church Quarterly Review*, janvier, p. 346. — ¹¹ *The Church Quarterly Review*, janvier, p. 237.

— Plusieurs articles nous ramènent vers Oxford. *Tractarian fiction* étudie un aspect de l'histoire du mouvement d'Oxford, qui n'avait pas encore, je crois, attiré l'attention, l'appoint que les femmes de lettres lui apportèrent, notamment les auteurs de romans, et parmi elles surtout miss Elisabeth M. Sewell et miss Charlotte Yonge¹; *Les scholars cisterciens à Oxford*, de R. C. Fowler, n'est qu'une courte contribution à l'article de A. G. Little, sur le même sujet²; tandis que le *catholicisme latent de certains écrivains d'Oxford* vise surtout Ruskin, Browning et Matthew Arnold³. Le dernier de ces articles pose une question ardemment discutée dans certains cercles en Angleterre : *La réforme de l'Université d'Oxford : une commission est-elle nécessaire* ⁴? L'examen impartial des réformes qui pourraient être tentées est d'un haut intérêt pour tous ceux qui s'occupent des questions d'éducation.

— Parmi nos contemporains ou les hommes de la génération précédente, un bon nombre font l'objet d'articles dans les revues du dernier semestre; ce sont : Lord John Russell (un épisode de sa vie, ses tentatives pour former un gouvernement en 1845)⁵, Giosue Carducci, par J. Slingsby Roberts⁶, Father Ignatius Ryder, théologien remarquable, compagnon de Newman, devenu comme lui pratorien⁷, Mgr Ketteler⁸, le docteur du Bose, théologien anglican, dont on nous expose le système théologique⁹, puis les poètes Francis Thompson¹⁰, William Blake¹¹, Alfred Austen¹², Games Mangan¹³, Coventry Patmore¹⁴, et le philosophe et critique Hazlitt¹⁵; enfin on nous permettra de citer, à cause de son grand intérêt historique et religieux, un des romans qui ont le plus attiré l'attention dans ces derniers temps en Angleterre, *Father and son*, dans lequel Edmund Gosse, en décrivant avec tant d'art l'histoire de son enfance et de sa jeunesse, nous fait connaître en même temps une des sectes les plus curieuses du protestantisme anglais, les frères de Plymouth¹⁶.

— Pour terminer, nous citerons deux articles de longue haleine, l'un sur la *Papauté au XIX^e siècle*¹⁷, l'autre sur les *missionnaires*

¹ *Tractarian Fiction*, dans la même revue, avril, p. 102. — ² *English hist. Review*, janvier, p. 84. — ³ *The Month*, décembre 1907, p. 606. — ⁴ *The Church Quarterly Review*, janvier, p. 415. — ⁵ *The English hist. Review*, avril, p. 317. — ⁶ *The Quarterly Review*, avril, p. 293. — ⁷ *The Dublin Review*, janvier, p. 64. — ⁸ Même revue, avril, p. 241. — ⁹ *Journal of theol. Studies*, janvier, p. 161. — ¹⁰ Un art. dans la *Dublin Review*, janvier, p. 160, un autre dans le *Month*, de janvier, p. 1, sous ce titre : *Francis Thompson and Richard Crathaw*. — ¹¹ *The Quarterly Review*, janvier, p. 24. — ¹² Même revue, janvier, p. 173. — ¹³ *Personal Memories of James C. Mangan*, dans *The Dublin Review*, avril, p. 278. — ¹⁴ *The Quarterly Review*, avril, p. 356. — ¹⁵ *The Catholic University Bulletin*, avril, p. 361. — ¹⁶ Une étude sur ce livre dans la *Church Quarterly Review* d'avril, p. 142 sq., sous ce titre : *Fathers and Sons*. — ¹⁷ *The Church Quarterly Review*, janvier, p. 384.

français aux Indes dans ces dernières années ¹, et quelques études d'histoire liturgique : *L'origine du nom du Rosaire* ², *Le saint Sacrement et le Saint-Graal* ³, deux dissertations intéressantes et érudites, comme toutes celles du P. Thurston sur ces sujets; *le calendrier des catholiques en Angleterre depuis la Réforme*, par le même auteur ⁴; de savantes remarques de Brightman sur la *Liturgie byzantine* ⁵, et deux articles trop sommaires sur *l'Avent* et le *dimanche des Rameaux* ⁶.

FERNAND CABROL.

Farnborough.

III. — PÉRIODIQUES ITALIENS

ANTIQUITÉ GRECQUE. — Article de M. L. Colangelo sur l'oracle de Dodone, fondation des populations autochtones de l'Épire, qui honorent en Zeus le dieu suprême, le ciel, auquel fut tardivement adjointe une parèdre, Dion, la terre; détails sur le culte, célébré en plein air par des prêtres astreints à une vie austère, et par un collège de prophétesses; détails sur les divers modes de divination, interprétation du bruissement des feuillages du chêne sacré, du murmure de la source sacrée, du choc des trépieds de bronze, donnée en vers par les prophétesses ⁷.

— A quelle époque fut fondée Corinthe? Comme elle se composait de deux parties, la ville haute, ou acropole, et la ville basse, M. G. Porzio suppose que ces deux parties correspondent à une période différente de la civilisation grecque primitive, la ville haute datant de l'époque où les mers étaient encore infestées de pirates, la ville basse du temps où les plages étaient devenues plus sûres et mieux protégées ⁸.

— Après la victoire d'Issus, un des généraux d'Alexandre, le Macédonien Amyntas, abandonna l'armée avec quelques milliers de mercenaires, et entreprit de conquérir l'Égypte : il obtint d'abord des succès, puis fut tué devant Memphis. M. N. Vulić ⁹ étudie la valeur comparative des sources de cette histoire (Arrien, Diodore de Sicile, Quinte-Curce).

ANTIQUITÉ ROMAINE. — M. G. Oberziner essaie d'expliquer par une dualité primitive du pouvoir royal à Rome (dont il ne donne pas de

¹ *The American Catholic Quarterly Review*, oct. 1907, p. 604 sq. — ² *The Month*, mai, p. 518. — ³ Même revue, décembre 1907, p. 617. — ⁴ Même revue, février, p. 120, et mars, p. 272. — ⁵ *The Journal of theol. Studies*, janvier, p. 248 (premier article). — ⁶ *The ecclesiastical Review*, décembre 1907, et avril. — ⁷ *Rivista di Storia antica*, fasc. 3-4, 1907 : *Oracolo di Dodona*. — ⁸ *Rivista di Storia antica*, fasc. 3-4, 1907 : *Corinto*. — ⁹ *Rivista di Storia antica*, 1907, 3-4 : *Contributo alla Storia di Alessandro Magno*.

preuves) la facilité avec laquelle, après la chute de la royauté, s'établit la dyarchie consulaire ¹.

— Dans une savante « contribution à l'étude juridique des Ver-rines, » le professeur Emilio Costa étudie les actes contraires au droit positif ou à l'équité commis par Verrès dans l'exercice de sa préture urbaine ².

— M. P. Franzo cherche à combler, à l'aide des fragments qui en restent, et des auteurs qui en dépendent, une partie de l'œuvre perdue de Tite-Live, c'est-à-dire les livres XVI à XIX, remettant à un autre travail une semblable tentative pour les livres XI-XV ³.

— M. A. Tincani étudie les banques et les banquiers d'après les papyrus et les *ostraka* grecs-égyptiens de l'époque romaine ⁴.

— M. S. La Corsa raconte la biographie de Labienus, le célèbre lieutenant de César; M. V. Balbi celle de M. Tullius, le fils de Cicéron, dont on perd toute trace après la mort tragique du grand orateur ⁵.

— M. L. Dalmasso recherche les motifs de l'expédition entreprise en 39-40 par Caligula contre les Germains ⁶.

— M. G. Costa critique (avec une acrimonie excessive) les opinions du commandeur Boni sur l'inscription de la colonne Trajane, sur un bas-relief en l'honneur de Trajan encastré dans l'arc triomphal de Constantin, et sur un édifice du Forum romain dans lequel cet érudit avait cru reconnaître un « tribunal de Trajan ⁷. »

— M. N. Felice continue ses études sur « l'année des quatre empereurs, » c'est-à-dire sur cette année 69 qui vit sur le trône Galba, Othon, Vitellius et Vespasien, et défend, en excellents termes, contre « l'hypercritique » l'autorité historique de Tacite ⁸.

— M. G. Manzoni poursuit l'étude, déjà plusieurs fois signalée ici, de « la domination romaine dans le Norique et la Pannonie, d'Auguste à Trajan; » il s'occupe, dans cet article, des camps et des fortifications ⁹.

— M. V. Macchioro continue le tableau économique, commencé l'année précédente, de l'Empire romain sous les Sévères (décadence

¹ *Rivista di Storia antica*, fasc. 3-4, 1907 : *Diarchia regia e consolare a Roma*.

— ² *Memorie della R. Accademia delle Scienze dell' Istituto di Bologna*. Classe di Scienze morali. Serie I. Tome I (1906-1907). Sezione di Scienze Giuridiche. Fasc. primo. *La Pretura di Verre. Contributo allo studio giuridico delle Ver-rine*. — ³ *Rivista di Storia antica*, 3-4, 1907 : *Per la ricostruzione dei libri perduti di T. Livio*. — ⁴ *Rivista di Storia antica*, 1, 3-4, 1907 : *Banche e banchieri nei papiri e negli ostraka greco-egizi dell' età romana*. — ⁵ *Rivista di Storia antica*, 2, 1907 : *Cenni biografici su Tito Azio Labieno; Cenni biografici sul figlio di M. T. Cicerone*. — ⁶ *Rivista di Storia antica*, 3-4, 1907 : *Caligula al Reno*. — ⁷ *Rivista di Storia antica*, 3-4, 1907 : *Di alcuni monumenti di Traiano in Roma*. — ⁸ *Rivista di Storia antica*, 3-4, 1907 : *L'anno dei quattro imperatori*. — ⁹ *Rivista di Scienze storiche*, novembre 1907 : *La Dominazione Romana nel Norico e nella Pannonia da Augusto a Traiano*.

de l'agriculture, langueur du commerce, enrichissement abusif des caisses municipales, excès de la fiscalité de l'État, crise monétaire, et cependant, ce qui paraît à première vue contradictoire, mais ce qu'il explique par des raisons plausibles, abaissement du taux de l'intérêt) ¹.

— Controverse entre M. G. Pausa et M. F. Gnechi sur la destination des médaillons romains à effigies impériales, dont le revers est lisse, et qui ne peuvent par conséquent avoir servi de monnaies ².

— Étudiant des monnaies à inscriptions païennes, de Nicomédie et d'Antioche, que Cohen avait attribuées au règne de Julien l'Apostat, M. L. Laffranchi les croit plus anciennes, et les date de la guerre de Licinius et de Constantin, vers 323.

Le même numismate, commentant des monnaies de l'éphémère empereur Martinien, place le règne de celui-ci en 318 et non en 323, comme l'avaient indiqué Théophane, Aurelius Victor et Zosime : Martinien, au lieu d'avoir été choisi comme collègue par Licinius, aurait au contraire pris la pourpre à Nicomédie, en se révoltant contre lui ³.

ORIGINES CHRÉTIENNES. — La *Civiltà cattolica* analyse une étude de dom Rocchi, ancien prieur de Grottaferrata, sur la célèbre épitaphe d'Abercius. Cette étude a paru dans le tome IX, 1907, des *Atti Pontific. Accad. rom. di archeologia*. Elle démontre l'authenticité du fragment découvert par Ramsay, et aujourd'hui au musée de Latran, étudie aux points de vue philologique, archéologique et mystique le texte de l'épitaphe, et conclut que son auteur est bien saint Abercius, évêque, au III^e siècle, d'Hiérapolis, dans la Phrygie Salulaire. Il n'y a pas, selon dom Rocchi, de raisons suffisantes pour l'identifier avec Avircius Marcellus, dont parle Eusèbe ⁴.

— Les cimetières des premiers chrétiens eurent-ils une existence légale, ou furent-ils seulement tolérés ? On connaît les opinions opposées soutenues sur ce sujet par Mommsen et de Rossi, d'une part, et, d'autre part, par Mgr Duchesne. Sans se prononcer nettement, le R. P. Sixte rassemble tous les textes historiques, archéologiques et juridiques ayant trait à la question : si connus qu'ils soient, il est commode de les trouver ainsi réunis ⁵.

¹ *Rivista di Storia antica*, 2, 3-4, 1907 : *L'Impero romano nell'età dei Severi*.

— ² *Rivista italiana di Numismatica*, fasc. 1, 1907 : *L'uso decorativo dei Medaglioni romani. I bronzi unilaterali ed il principio economico della divisione di lavoro applicato alle monete. Usi ed abusi dei medaglioni e delle monete in genere. Bronzi unilaterali e prove di conio*. — ³ *Rivista italiana di Numismatica*, fasc. 1, 1907 : I. *Le monete autonome del IV secolo. II Martiniano*. —

⁴ *La Civiltà cattolica*, 21 déc. 1907 : *Nuovi studi sull'Epitaffio di S. Abercio*.

— ⁵ *Analecta ecclesiastica*, décembre 1907 : *Utrum coemeteria christianorum legalia an tolerata dumtaxat fuerint ?*

— A propos de la récente exploration du cimetière de Commodille (1904-1905), le P. Bonvenia étudie l'exploration incomplète de la même catacombe faite par Boldetti, en 1720, et le dessin tracé par lui d'une de ses peintures ¹.

— Le petit-neveu de J.-B. de Rossi, M. Georges Schneider, publie une dissertation sur *l'étude des anciens monuments chrétiens*, œuvre inédite de la jeunesse de l'illustre archéologue, écrite en 1846. Celui-ci avait, dès cette époque, conçu la pensée de son grand recueil des *Inscriptions chrétiennes de Rome* ².

— M. A. Muñoz étudie de nouveau les sarcophages chrétiens de type asiatique, dont il s'était déjà occupé en 1905 et en 1906, et soutient que, pour fixer la date de chacun de ces monuments, le style de la sculpture doit seul être considéré. Le nimbe cruciforme ne suffit pas à les faire descendre au v^e siècle, cet ornement ayant pu commencer en Orient plus tôt qu'en Occident ³.

— Parmi les *notices* qui terminent le quatrième fascicule du *Nuovo Bullettino*, je citerai celle de M. Auguste Bacci sur les inscriptions sépulcrales chrétiennes trouvées dans l'église de Saint-Sabas : l'une d'elles est une épitaphe où il est question du mausolée d'une famille sénatoriale, et de la *depositio* dans ce mausolée de la *clarissime* Servilia. Comme cette épitaphe paraît plus ancienne que le iv^e siècle, elle donne un nouveau nom de l'aristocratie chrétienne antérieure à la fin des persécutions.

— M. de Rossi a pensé que l'église de Sainte-Valérie, à Milan, avait remplacé une *cella memoriae* d'un domaine sépulcral des Valerii, et le P. Savio a émis une autre hypothèse, à savoir que l'*hortus Philippi*, c'est-à-dire l'ancien cimetière chrétien de Milan, fut à l'origine un *praedium* de la même famille. Le P. Virani a recueilli les noms des très nombreux Valerii cités dans les inscriptions milanaïses, et, après un essai de classement chronologique de celles-ci, étudie la position de la famille Valeria au milieu des autres familles milanaïses, sa condition juridique, sa participation à la vie publique soit de l'État, soit de la municipalité, et enfin sa situation économique ⁴.

— L'apologie du christianisme, publiée par Arnobe, ne fait pas connaître seulement sa science théologique, encore assez incomplète ;

¹ *Nuovo Bullettino di archeologia cristiana*, fasc. 4, 1907 : *Copia di due pitture ai SS. Felice e Adauto in Commodilla che si conserva nella Biblioteca capitolare di Verona*. — ² *Nuovo Bullettino di archeologia cristiana*, fasc. 4, 1907 : *Una dissertazione giovanile inedita di Giovanni Battista De Rossi*. — ³ *Nuovo Bullettino di archeologia cristiana*, fasc. 4, 1907 : *Ancora sui sarcofagi d'Asia Minore e sulla datazione del nimbo crocesegnato*. — ⁴ *Rivista di Scienze storiche*, janvier et février 1908 : *I Valerii nelle iscrizioni milanesi*.

elle reflète en même temps les idées philosophiques du rhéteur converti. M. F. Dalpane les croit plus rapprochées de la métaphysique platonicienne que de celle d'Épicure¹.

— La vaste correspondance de saint Basile donne à M. E. Bonaiuti l'occasion d'étudier l'état de l'Asie Mineure, particulièrement de la Cappadoce, dans la seconde moitié du iv^e siècle, et de tracer (sans y ajouter d'ailleurs rien de nouveau) le tableau de la vie chrétienne, charitable, économique, dans ces régions².

— Le schisme formé, sous le pape Anastase, par l'antipape Laurent, au commencement du vi^e siècle, ne put durer, et causa pendant plusieurs années, à Rome, de graves excès, avec la connivence du roi Théodoric, qui ne le fit cesser qu'à l'heure où son intérêt politique le lui commanda. La tolérance religieuse dont beaucoup d'historiens, même catholiques, font honneur au roi goth n'est donc qu'une fable³.

MOYEN AGE. — M. G. Tomassetti continue, dans l'*Archivio della R. Società di Storia Patria*⁴, la description (commencée en 1906) de la campagne romaine. En interrogeant minutieusement les ruines et les documents, il s'efforce de la repeupler, en quelque sorte, et de nous la montrer « telle qu'elle fut dans la première partie du moyen âge. » Le présent article, qui est le dernier de la série, décrit les alentours de la voie Tiburtine, depuis la porte San Lorenzo jusqu'au seizième mille.

— M. Giannino Ferrari étudie le droit pénal dans les Novelles de Léon le Philosophe, promulguées entre 887 et 891⁵. Elles sont importantes pour l'histoire du droit italien, dont elles forment une des sources immédiates, l'Apulie et la Calabre ayant été soumises à ces lois. De l'analyse détaillée faite par l'érudit jurisconsulte, il ressort que le droit pénal byzantin du ix^e siècle était supérieur au droit occidental de la même époque.

— Les *Mémoires de l'Académie de Bologne* publient, dans le premier fascicule de la section des sciences juridiques⁶, une étude du professeur A. Gaudenzi sur le développement parallèle du droit lombard et du droit romain à Ravenne pendant le xi^e siècle.

— M. C. Cipolla a découvert, aux archives de Milan, une charte de 1193, réglant les relations de caractère privé entre les habitants de

¹ *Rivista di Storia antica*, 2, 1907 : *Se Arnobio sia stato un Epicureo*. —

² *Rivista storico-critica delle Scienze teologiche*, février 1908 : *Attraverso l'Epistolario di S. Basilio*. — ³ *La Civiltà cattolica*, 4 avril 1908 : *Un antipapa e uno scisma al tempo di Teodorico*. — ⁴ Fasc. III-IV, 1907 : *Della Campagna Romana*.

— ⁵ *Rivista Penale*, t. LXVII, fasc. IV, 1908 : *Il Diritto penale nelle « Novelle » di Leone Il Filosofo*. — ⁶ *Sezione di Scienze Giuridiche*, fasc. 1 : *Lo svolgimento parallelo del diritto Longobardo e del diritto Romano a Ravenna*.

Venise et ceux de Vérone, et à peu près semblable à une convention de la même année, découverte par lui aux archives de Venise, et déjà publiée. Il reproduit ce que contient d'inédit le nouveau document, curieux surtout par la formule d'engagement destinée à être souscrite par les juges nommés pour en assurer l'exécution¹.

— Notes biographiques sur deux anciens chroniqueurs milanais, par M. G. Biscaro. L'un de ces chroniqueurs est Ser Raul Boccardo, sur lequel M. Biscaro publie des documents de 1146 à 1172, tirés des archives de Milan ; l'autre est Antonio da Retenate, qui paraît avoir vécu de 1240 à 1320, et écrit sur les événements de 1258 à 1302².

— Dante avait-il étudié le droit ? Cette question, déjà discutée à propos de la *Divine Comédie*, a reçu des réponses en sens divers. M. L. Chiappelli la reprend, en se servant des autres ouvrages de Dante, et spécialement du *De Monarchia*. Sa conclusion est que le poète était familier avec les sciences juridiques, sans en avoir fait probablement une étude directe. Les villes où il vécut, les hommes qu'il fréquenta, ses traditions de famille, car son père semble avoir été un jurisconsulte, les livres peut-être dont il hérita, et surtout la puissance d'un génie capable de tout s'assimiler, expliquent les nombreuses allusions juridiques qui se rencontrent dans ses écrits³.

— Dans des articles que nous avons plusieurs fois cités, M. M. Antonelli avait raconté les vicissitudes du gouvernement pontifical dans la partie toscane du patrimoine de saint Pierre, depuis la translation du Saint-Siège à Avignon jusqu'au rétablissement de son autorité en Toscane par Albornoz. Il retrace aujourd'hui⁴ l'histoire du gouvernement pontifical dans la même partie du patrimoine, durant les vingt dernières années de l'exil d'Avignon : soins des papes pour consolider l'œuvre d'Albornoz, atteintes portées à celle-ci par de mauvais gouverneurs, révolte causée en 1375 par leurs malversations.

— M. G. Collino raconte les efforts de la diplomatie de Florence et de Bologne pour limiter la guerre dont, en 1388, Jean Galéas Visconti et Venise menaçaient Padoue, gouvernée par la maison de Carrare, et empêcher les hostilités de s'étendre au centre de l'Italie⁵.

— M. G. Zippel termine ses études, dont la première partie avait été

¹ *Archivio Storico Italiano*, IV, 1907 : *Intorno alla carta del 1193 che regolava le relazioni di carattere privato tra Veneziani e Veronesi*. — ² *Archivio Storico Lombardo*, décembre 1907 : *Note biografiche di due antichi croniste milanesi*. — ³ *Archivio Storico Italiano*, fasc. 1, 1908 : *Dante in rapporto alle fonti del diritto ed alla letteratura giuridica del suo tempo*. — ⁴ *Archivio della R. Società Romana di Storia Patria*, III-IV, 1907 : *La dominazione pontificia nel Patrimonio negli ultimi venti anni del periodo avignonese*. — ⁵ *Archivio Storico Lombardo*, décembre 1907 : *La preparazione della guerra veneto-viscontea contro i Carraresi nelle relazioni diplomatiche fiorentino-bolognesi col conte di Virtù (1388)*.

signalée ici, sur le commerce de l'alun à Tolfa. Le Saint-Siège s'en était réservé le monopole, destiné à subvenir aux frais des croisades, et en avait affermé l'exploitation à des Compagnies. Après le moyen âge, ce monopole cessa d'avoir ses effets dans les principales contrées de l'Europe; mais il se maintint longtemps dans les États de l'Église et dans le royaume de Naples, où il durait encore au XVIII^e siècle, au préjudice des industries locales ¹.

— Les minutes des notaires de Sutri furent reliées, au XVI^e siècle, avec des parchemins provenant de manuscrits plus anciens. M. V. Federici énumère ceux qui ont un intérêt historique, et publie deux de ces parchemins, le registre des dépenses de la commune de Sienne en 1249 et l'inventaire de l'hôpital de Sutri en 1488 ².

— Le cardinal Ludovic Fieschi fut légat à Bologne en 1412 et 1413. M. L. Frati étudie le registre des lettres écrites pendant sa légation. A noter des permissions d'emporter leurs livres, données à des étudiants étrangers : parmi ces livres figurent non seulement des ouvrages de droit civil et canonique, mais encore des traités de Cicéron, les épîtres et les tragédies de Sénèque : on peut se rendre compte d'une bibliothèque d'étudiant à l'université de Bologne au commencement du XV^e siècle ³.

— De deux documents relatifs au monastère romain de Saint-Laurent *fuori le mura*, que publie M. P. Egidi, il résulte que les moines de Saint-Laurent étaient, au XIV^e siècle, copropriétaires, avec la puissante famille des Frangipane, du bourg de Civitalavinia, et qu'en 1432, à la suite des réformes du pape Eugène IV, le monastère de Saint-Urbain fut annexé au leur ⁴.

— Le concile général convoqué à Pavie en 1423 ne réunit qu'un nombre insignifiant d'adhérents, et, à cause des menaces de peste, fut, au mois de juin, transféré à Sienne. M. l'abbé R. Maiocchi publie deux documents inédits sur ce concile; l'un est un procès-verbal relatif aux cérémonies d'ouverture et relatant le petit nombre des prélats présents, l'autre est une protestation faite, au nom de la ville et du clergé de Pavie, contre la translation à Sienne ⁵.

— M. E. Degaul continue l'histoire (commencée l'année précédente) d'une antique fondation lombarde, l'abbaye bénédictine de S. Maria di Sesto *in silvis*, dans le Frioul ⁶. Il trace le tableau d'une grande

¹ *Archivio della R. Società di Storia Patria*, III-IV, 1907 : *L'allume di Tolfa e il suo commercio*. — ² *Archivio della R. Società di Storia Patria*, III-IV, 1907 : *I frammenti notarili dell'archivio di Sutri*. — ³ *Archivio Storico Italiano*, fasc. 1, 1908 : *La legazione del Cardinale Lodovico Fieschi a Bologna*. — ⁴ *Archivio della R. Società di Storia Patria*, III-IV, 1907 : *Due documenti per la Storia di S. Lorenzo fuori le mura*. — ⁵ *Rivista di Scienze storiche*, décembre 1907 : *Il Concilio Generale di Pavia del 1423*. — ⁶ *Nuovo Archivio*

seigneurie monastique, avec ses vassaux nobles, ses officiers, les villages soumis à sa juridiction, ses revenus, etc. Il trace aussi le tableau attristant de la décadence, diminution de la ferveur religieuse, essais de réforme, mise en commende, suppression de l'abbaye en 1790 par décret du sénat vénitien. Un très intéressant appendice donne la liste et, autant que possible, la biographie des abbés de 778 à 1789.

— M. S. Debenedetti publie la notice biographique d'une famille de poètes florentins du xiv^e siècle, Matteo Frescobaldi, mort en 1348, son père Dino, mort en 1332, son aïeul Lambertuccio, mort en 1304. Matteo, dont la vie offre un médiocre intérêt, est le seul qui ait acquis quelque renom ¹.

— Contrairement à ce qu'on avait pensé, Domenico da Montichiello, fonctionnaire, en 1358, de Jean Galéas Visconti, auteur de vers galants, d'un poème épique et d'imitations d'Ovide, et le jurisconsulte Domenico da Montichiello, converti en 1356 par le bienheureux Colombini, et traducteur d'une Théologie mystique, paraissent à M. Ezio Levi deux personnages différents ².

— Beaucoup de Florentins, soit à la suite de sentences d'exil, soit pour chercher fortune, se fixèrent à Padoue au xiv^e et au xv^e siècle. M. R. Cessi étudie le séjour, dans cette ville, des membres d'une grande famille de banquiers florentins, les Alberti, et donne, à cette occasion, des détails sur l'existence d'une sorte de *natio florentina* dans la population de Padoue ³.

— Une peinture de Fra Angelico, au musée du Louvre, représente une chambre sans cheminée, chauffée par un *brasero*. Intéressant article de M. A. Schiaparelli sur la substitution, en Italie, des cheminées à ce mode primitif et incommode de chauffage, à partir du commencement du xiv^e siècle. Curieuses gravures ⁴.

— M. A. Solmi publie quelques pages sur « la constitution de la commune italienne au moyen âge, » détachées d'un livre qui doit prochainement paraître sur l'histoire du droit italien ⁵.

— M. A. L. von Ebengreuth étudie les ateliers monétaires du Saint-Empire romain en Italie, pendant le moyen âge, et la corporation des artisans qui y travaillaient ⁶.

Veneto, t. XIV, 2^e partie, 1907 : *L'abbazia Benedittina di Sesto in silvis nella patria del Friuli*.

¹ *Giornale storico della letteratura italiana*, 23, 1907 : Matteo Frescobaldi e la sua famiglia. — ² *Archivio Storico Lombardo*, mars 1908 : Un rimatore senese alla corte dei Visconti, Messer Domenico di Montichiello. — ³ *Archivio Storico Italiano*, IV, 1907 : Gli Alberti di Firenze in Padova. Per la storia dei Fiorentini a Padova. — ⁴ *Archivio Storico Italiano*, IV, 1907 : I camini a Firenze nei secoli XIV e XV. — ⁵ *Rivista Italiana di Sociologia*, XI^e année, fasc. III : Sulla costituzione del Comune italiano nel medio evo. — ⁶ *Rivista italiana di Numismatica*, fasc. 2, 1907 : I Monetieri del Sacro Romano Impero in Italia.

— M. E. Martinori fait l'histoire de l'atelier monétaire de Pont-de-la-Sorgue, dans le Comtat Venaissin, et décrit les monnaies pontificales qui y furent frappées au ^{xiv}^e siècle, sous Benoit VIII, Clément V, Jean XXII et Clément VI¹.

— On sait qu'il y eut des esclaves en Italie au moyen âge, quelques-uns par le fait de la guerre, beaucoup par le fait du commerce, particulièrement avec l'Orient. Les républiques maritimes, Gênes et surtout Venise, en furent les principaux pourvoyeurs. C'est au ^{xiv}^e siècle que le commerce des esclaves paraît le plus florissant ; il est en décadence vers le milieu du ^{xv}^e. « Beaucoup moins nombreux que les esclaves de l'époque romaine et grecque, qui représentaient environ 50 % de la population, les esclaves du moyen âge jouissaient d'un traitement sans comparaison plus humain. On peut dire avec certitude qu'ils étaient traités à l'égal de tout domestique indigène. Fréquents sont les testaments dans lesquels sont faits des legs en faveur des esclaves, très fréquents ceux par lesquels leur est donnée la liberté. » M. R. Levi cherche l'influence que la population servile de l'Italie au moyen âge et même, quoique beaucoup amoindrie, dans les siècles suivants, peut avoir eue sur les caractères anthropologiques des Italiens. Le plus grand nombre des esclaves paraît avoir provenu des pays de race mongole. Or, il se rencontre encore en Italie beaucoup d'individus de type mongolique. Peut-être faut-il voir là, pour quelques cas au moins, un fait d'atavisme, et le signe d'une descendance servile. L'auteur cite en note de nombreuses pièces inédites, dont plusieurs sont fort intéressantes. J'indiquerai en particulier une police d'assurances, relative au transport d'une femme esclave, en 1402, de Pise à Barcelone².

— La légende de l'ignorance populaire au moyen âge est de plus en plus démodée. M. Dalla Santa vient de publier un livre sur les *Maestri, Scuole et Scolari in Venezia fino al 1500*, dans lequel il s'occupe particulièrement des écoles primaires en Vénétie avant le ^{xvi}^e siècle³. Il compte, entre 1300 et 1450, au moins cinquante ou soixante maîtres d'école enseignant simultanément, dans une province d'environ cent mille habitants, ce qui fait un maître par deux mille habitants. La même proportion se rencontre dans le Milanais. Beaucoup de maîtres d'école exerçaient en même temps une autre profession, notaires, médecins. L'enseignement était privé, d'une liberté illimitée : l'État n'intervenait que pour donner des secours aux

¹ *Rivista italiana di Numismatica*, fasc. 2, 1907 : *La Zecca papale di Ponte di Sogga*. — ² *Rivista Italiana di Sociologia*, XI^e année, fasc. IV-V : *La schiavitù medioevale e la sua influenza sui caratteri antropologici degli Italiani*. — ³ *Archivio Storico Italiano*, fasc. 1, 1908 : compte rendu, par M. Victorio Cian, du livre de M. Dalla Santa.

maîtres vieilliss ou malades. Quelques maîtres devenaient fort riches. La plupart étaient laïques. Tous n'avaient pas des mœurs très édifiantes. L'idéal des Vénitiens, en matière d'éducation, se peint dans ce passage d'un testament de 1420 : « Si je laisse des revenus suffisants pour faire instruire mes fils, je veux qu'ils soient envoyés aux écoles jusqu'à ce qu'ils sachent bien lire et écrire, puis qu'on les envoie au maître d'arithmétique, qui leur apprendra à faire des comptes commerciaux, et, s'il est possible, j'aimerais qu'ils apprissent la littérature, la logique et la philosophie ; mais qu'ils ne soient ni médecins ni juristes, mais seulement marchands ! » Ces marchands recevaient une éducation assez complète.

— Dans un rapide résumé de l'histoire du commerce dans l'Adriatique, depuis l'époque romaine jusqu'à la fin du xiv^e siècle, M. G. Marcotti montre la grande importance des villes de la rive occidentale et de la rive orientale, Pola, Aquilée, Salone, Dirrachium, au temps de l'Empire, puis Venise fondée au moment des invasions barbares, son importance commerciale grandissant aux dépens de Ravenne et d'Ancône, Venise accaparant le trafic des esclaves, des armes, et même le monopole des correspondances épistolaires avec le Levant, partageant avec les villes de la Pouille celui du transport des croisés, luttant par tous les moyens pour devenir la dominatrice de l'Adriatique, mais éprouvant, en 1381, un échec sensible par le traité de Turin, qui assure aux Génois la liberté de naviguer sur cette mer, et affranchit Trieste de toute sujétion envers Venise, dont elle deviendra la rivale ¹.

— Les Pères franciscains du collège de Quaracchi, près de Florence, viennent de faire paraître le premier fascicule d'un *Archivium franciscanum historicum*, revue trimestrielle comprenant des articles, des documents, des descriptions de manuscrits, une analyse de livres et de périodiques. Le P. Golubovich y publie un catalogue des provinces de l'ordre des Frères mineurs aux xiii^e-xiv^e siècles ; le P. Paschal Robinson résout quelques difficultés chronologiques de la vie de saint François ; le P. H. Holzapfel fait l'histoire de l'indulgence de la Portioncule ; le P. L. Oliger fait connaître les très curieuses corrections apportées, en 1260 et en 1785, à une hymne de l'office de saint François, qui accusait trop durement ses fautes de jeunesse ; le P. M. Bihl analyse l'*Étude historique sur le chemin de la Croix* du P. Thurston (traduite par M. l'abbé Boudinhon). Parmi les documents, le plus important est le recueil, formé par le P. L. Lemmens, de tous les passages de chroniques du xiii^e siècle où il est question de saint

¹ *La Rassegna nazionale*, 1^{er} mars 1908 : *Le vicende del traffico Adriatico. I. Nei tempi antichi.*

François. — Les articles sont rédigés en latin, ou, s'ils sont en une autre langue, sont précédés d'un sommaire latin.

RENAISSANCE. — Isabelle d'Este, fille d'Hercule, duc de Ferrare, fut fiancée en 1480, à l'âge de six ans, à François de Gonzague, fils de Frédéric, marquis de Mantoue. Elle avait seize ans quand se fit le mariage. L'histoire de ces longues fiançailles¹ jette un jour très curieux sur la vie intime de deux petites cours italiennes, et met en évidence la belle figure d'Éléonore d'Aragon, mère d'Isabelle.

— Récit d'un incident diplomatique, le renvoi simultané de Francesco Diedo, ambassadeur de Venise à Milan, et de Leonardo Botta, ambassadeur de Milan à Venise, en 1480².

— M. l'abbé R. Maiocchi publie, d'après une copie manuscrite, une sorte de discours ou d'adresse de l'ermite Angelo de Vallombrosa au cinquième concile de Latran, convoqué en 1512 par Jules II pour lutter contre le conciliabule schismatique de Pise³.

— M. le chanoine Ricci poursuit, dans la *Rivista di scienze storiche*, la série de ses articles (commencés en 1905, mais malheureusement publiés en trop courts fragments) sur les ambassades de Gaspar Silingardi, évêque de Modène, représentant d'Alphonse II, duc de Ferrare, à la cour de Philippe II, puis à celle du pape Clément VIII⁴.

— L'auteur d'études sur les manuscrits de Léonard de Vinci, M. Edmondo Soldi, a recueilli dans deux livres d'un peintre milanaise, G. P. Lomazzo, dit le Brutto, qui fréquenta les disciples du maître, des détails et des jugements sur sa vie et sur ses œuvres d'autant plus intéressants que, en dehors de ses cahiers autographes, les documents relatifs à Léonard sont très rares⁵.

— Intéressante biographie, par M. G. Castellani, d'un collectionneur romain du milieu du xvi^e siècle, le chevalier de Malte Annibal Caro, grand amateur de médailles antiques et traducteur de Virgile⁶.

— M. G. Bonelli publie, d'après les archives de la famille Stella, un catalogue de documents manuscrits du xvi^e siècle, en partie relatifs aux affaires religieuses de l'Angleterre, à la cour papale, au concile, au concile de Trente. Ce catalogue comprend trois cent cinquante-deux lettres, de 1511 à 1571, plus trente-sept documents, pour

¹ *Archivio Storico Lombardo*, mars 1908 : *Isabella d'Este e Francesco Gonzaga promessi sposi*. — ² *Nuovo Archivio Veneto*, t. XIV, 2^e partie, 1907 : *Sulla partenza degli oratori Leonardo Botta da Venezia e Francesco Diedo da Milano*. — ³ *Rivista di Scienze storiche*, novembre 1907 : *Un' orazione di Angelo da Vallombrosa pel quinto Concilio Lateranense*. — ⁴ Novembre, décembre 1907, janvier, février 1908 : *Le ambascierie estensi di Gaspare Silingardi, vescovo di Modena, alle corti di Filippo II e di Clemente VIII*. — ⁵ *Archivio Storico Lombardo*, décembre 1907 : *Ricordi della vita e delle opere di Leonardo da Vinci raccolti dagli scritti da Gio. Paolo Lomazzo*. — ⁶ *Rivista italiana di Numismatica*, 2^e fasc. 1907 : *Annibal Caro numismatico*.

la plupart littéraires, du xvi^e siècle, non datés. Il est suivi d'un index des noms de personnes et de lieux ¹.

TEMPS MODERNES. — Le P. Orazio Premoli achève la publication de la correspondance du bienheureux Alexandre Sauli, évêque de Pavie, avec le P. Bascapé, général des Barnabites : note sur les difficultés qu'éprouva ce dernier pour faire imprimer la Vie de saint Charles Borromée, qui est encore la meilleure des biographies du grand archevêque de Milan ².

— M. P. Piccolomini publie, avec une introduction et un commentaire, la correspondance échangée entre la cour de Rome et les inqui-siteurs de Malte, Gori-Pannilini, Pignatelli et Cavaletti, pendant les cinq premières années (1645-1651) de la guerre de Candie ³. Les inqui-siteurs jouaient le rôle d'agents diplomatiques.

— Curieuse relation d'un pèlerinage fait de Sienne à la Santa Casa de Lorette, en mai 1652. Parmi les pèlerins se trouvait une ancêtre du pape Léon XIII, Giustina Pecci ⁴.

— M. G. Cros publie, dans le *Bessarione*, la relation latine, imprimée en Chine, de la construction, en 1700, d'un monument et d'une chapelle dans l'île de Schangchuan, sur l'emplacement de la sépulture provisoire où avait été déposé, en 1552, le corps de saint François Xavier, avant sa translation à Goa. Curieux détails sur les habitants de l'île, et sur la bienveillance, à cette époque, des autorités chinoises pour les missionnaires ⁵.

— La même Revue reproduit un mémoire latin sur les missions d'Asie, adressé en 1702 ou 1703 au pape Clément XI, par l'orientaliste Eusèbe Renaudot ⁶.

— Très longue étude de M. V. Graziadei sur Pasquin en Sicile, aux xvii^e et xviii^e siècles ⁷, embrassant à la fois les pasquinades ou satires populaires par voie d'inscriptions ou d'affiches, et les satires politiques plus développées. Les unes et les autres sont souvent grossières, rarement piquantes, mais elles offrent cet intérêt, de refléter les événements politiques, les querelles locales, les sentiments du peuple sicilien, en religion très orthodoxes, en politique très loyalistes, à l'époque de la Révolution française ardemment antijacobins.

¹ *Archivio Storico Lombardo*, décembre 1907 : *Un archivio privato del Cinquecento. Le carte Stella*. — ² *Rivista di Scienze storiche*, octobre et décembre 1907, janvier 1908 : *Da un carteggio inedito fra due santi prelati*. — ³ *Archivio Storico Italiano*, fasc. 1, 1908 : *Corrispondenza tra la Corte di Roma e l'Inquisitore di Malta durante la guerra di Candia*. — ⁴ *La Rassegna nazionale*, 16 décembre 1907 : *Un pellegrinaggio a Loreto nel secolo XVII*. — ⁵ *Bessarione*, mai-juin 1907 : *La « Relatio sepulturae Magno Orientis Apostolo S. Francisco Xaverio erectae in Insula Sauciano anno saeculari MDCC »*. — ⁶ *Bessarione*, juillet-décembre 1906, mai-juin 1907. — ⁷ *Archivio Storico Siciliano*, fasc. 1-2, 1907 : *Pasquino in Sicilia nel 600 e nel 700*.

— Après la chute de la République cisalpine, la victoire de l'Autriche et de la Russie amena une réaction violente : beaucoup de ceux qui avaient été compromis dans le mouvement révolutionnaire furent enfermés dans les prisons autrichiennes, ou déportés en Dalmatie ou en Hongrie : ils n'en revinrent qu'en 1801, après Marengo et le traité de Lunéville. M. Lemmi fait l'histoire de cette déportation, et laisse entendre, d'abord que le sort de beaucoup des déportés ne fut pas très dur, car on les voit donner en prison des bals, des comédies, des séances littéraires, ensuite qu'un grand nombre d'entre eux, compromis dans les pires excès, étaient peu intéressants, enfin que le retour, après leur libération, de ces « martyrs de la liberté » fut très froidement accueilli, au lieu d'être le retour triomphal sur lequel ils avaient compté. L'accueil fait, en 1799, à Souvarow entrant dans Milan aux cris de : « Vive l'empereur ! vive la religion ! » avait été autrement enthousiaste. « Évidemment, trois années de gouvernement démocratique n'avaient pas suffi à l'éducation civile du peuple milanais. » M. Lemmi montre clairement que le mouvement républicain du nord de l'Italie avait été l'œuvre de la bourgeoisie lettrée, aidée de quelques membres de l'aristocratie, et d'un assez grand nombre de prêtres et de religieux imbus d'esprit janséniste, mais que le peuple n'y avait eu aucune part¹.

PAUL ALLARD.

¹ *Archivio Storico Italiano*, fasc. 4, 1907 : *Per la storia della deportazione nella Dalmazia e nell' Ungheria*.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

I. — HISTOIRE GÉNÉRALE

Les lois fondamentales de la monarchie française, d'après les théoriciens de l'ancien régime, par André LEMAIRE. Paris, Fontemoing, 1907, in-16 de 336 p.

Des cervelles philosophiques se sont posé, au déclin du xviii^e siècle, la question de savoir si la France avait une constitution. Un pareil doute pourrait à *priori* paraître saugrenu, appliqué à la plus vieille et à la plus glorieuse des nations de l'Europe. Mais rien ne vaut une démonstration pratique. Or, précisément cette démonstration, M. Lemaire nous l'apporte, en établissant que la monarchie française obéissait à des lois fondamentales, à des principes de gouvernement que nul, pas même le roi, ne pouvait changer. Il les étudie et les résume, pour notre instruction, d'après les œuvres des théologiens et des légistes du moyen âge, puis des publicistes de l'ancien régime. Cet exposé, malgré l'aridité inhérente à la matière, est si bien présenté qu'on le lit sans fatigue.

Je prendrai, chemin faisant, la liberté de relever un faux sens dans l'interprétation d'un passage des *Institutes* de Justinien, qui d'ailleurs est généralement mal compris des personnes étrangères à l'étude du droit. Les mots *quod imperator cognoscens decrevit* ne peuvent être tra-

duits comme ils le sont (p. 20) : « ce que l'empereur décide en connaissance de cause. » Ils veulent dire : « ce que l'empereur décide à l'occasion d'un procès; » les *decreta* étant les décisions rendues par l'empereur dans l'exercice du pouvoir judiciaire.

Mais fermons cette parenthèse et laissons là ces détails. Il me tarde d'attirer l'attention sur la dernière partie de l'ouvrage, sur celle où M. Lemaire retrace et apprécie dans ses grandes lignes l'ancienne constitution française. Je crois que personne n'a jamais mieux pénétré jusqu'au cœur d'institutions dont le sens a commencé de s'obscurcir au xvii^e siècle, pour se perdre presque entièrement au xviii^e. « L'esprit classique, dit-il avec justesse, qui ne comprit rien aux édifices de pierre de l'ancienne France, ne comprenait rien non plus à son édifice politique. » Si leur goût avait été moins exclusivement dirigé vers l'admiration de l'antiquité grecque et romaine, peut-être nos pères ne fussent-ils pas tombés dans cette erreur. Ils eussent apprécié à sa valeur un mode de gouvernement qui n'était ni l'œuvre du roi, comme le prétendent les théoriciens de l'absolutisme, ni l'œuvre du peuple, comme le soutiennent les écrivains de l'école démocratique, mais bien l'œuvre du temps, des cir-

constances, du milieu historique, en un mot de la tradition. Ils ne se fussent pas scandalisés de l'indétermination des pouvoirs du Parlement et des États généraux. Ils auraient reconnu, avec M. Lemaire, « que les rapports de souverains à sujets ne peuvent être tout mécaniques, étant quelque chose de personnel, de moral, d'essentiellement complexe : l'action d'une volonté sur d'autres volontés » (p. 319). Ils auraient discerné dans la monarchie nationale « l'un des organismes politiques les plus vigoureux que le monde ait jamais vus » (p. 332) et ils ne se fussent pas précipités avec allégresse dans le gouffre sans fond de la Révolution.

H. RUBAT DU MÉRAC.

Lettres sur l'histoire de France, par Georges DE PASCAL. Préface de Paul BOURGET. Paris, Nouvelle librairie nationale, 2 vol. in-18 de xxiv-288 et 320 p.

Ces deux volumes ne sont pas un manuel mais, comme l'écrit très justement l'auteur, un essai de philosophie de l'histoire de France. M. de Pascal déclare, dans son avant-propos, qu'il écrit en catholique et en royaliste. Quelles que soient les critiques que peuvent soulever quelques-uns de ses jugements et surtout ses conclusions, on ne saurait trop louer l'érudition, la haute sérénité et l'ardent patriotisme avec lesquels l'éminent auteur fait justice des lamentables clichés que l'école révolutionnaire n'a que trop popularisés sur le passé de la France : non pas que le cadre de l'ouvrage comporte des discussions et des démonstrations scientifiques, mais parce que la suite et l'enchaînement des événements y apparaissent avec une netteté qui

tait par elle-même ressortir l'utilité et la bienfaisance des institutions et des coutumes passées. La France, dans ces pages, apparaît ce qu'elle est en réalité : grande et plus grande qu'aucune autre nation, s'appuyant sur deux forces : sa fidélité à l'Eglise et sa fidélité à sa dynastie nationale. M. de Pascal n'a pas de peine à démontrer combien la grandeur de la France a souffert de la fin ou de l'éclipse de ces deux fidélités, et combien son avenir en est devenu incertain. Il voudrait (et nombre de bons Français sont animés du même désir) rétablir cette double union ; mais les conditions qu'il paraît en indiquer sont-elles des conditions nécessaires ? On se demandera peut-être si M. de Pascal, absorbé dans son admiration très justifiée pour le passé, pour le passé du moyen âge surtout et pour la féodalité, n'a pas inconsciemment fermé les yeux devant les évolutions nécessaires de l'humanité et des peuples, et si ce n'est pas un rêve chimérique que de vouloir ramener la société actuelle à des habitudes d'esprit et à des organisations sociales que les nécessités matérielles et économiques elles-mêmes de la vie moderne ne lui permettraient pas de supporter. Les catholiques lui diront qu'aucune institution politique n'est par essence incompatible avec la vérité catholique, et les royalistes ajouteront que l'institution monarchique garde son utilité dans tous les états sociaux et qu'elle est même d'autant plus nécessaire à une nation que cette nation est moins hiérarchisée, disons : plus démocratique. Les politiques diront encore qu'il n'est peut-être pas prudent, si l'on veut réellement servir la cause des restaurations nécessaires, de proclamer

qu'elles comportent le rétablissement d'une hiérarchie sociale devenue antipathique au génie français, le bouleversement d'habitudes administratives et unitaires qui ont créé une véritable tradition nationale, et la réduction du rôle de la représentation nationale à un simple contrôle plus ou moins vague sur le gouvernement. Il est difficile de ne pas remarquer combien les conclusions de M. de Pascal contrastent avec les chapitres dans lesquels l'auteur loue l'esprit politique et l'habileté de Henri IV et de Louis XVIII qui, en faisant les concessions nécessaires et en s'efforçant de sentir avec la France, au risque de se tromper avec elle, ont accompli avec grandeur, et après des étapes rudement et courageusement vécues, leur service royal

EUGÈNE GODEFROY.

De l'esprit du gouvernement démocratique, par Adolphe PRINS. Publication de l'Institut Solvay (Bruxelles). Paris, V. Giard et Brière, 1906, in-8 de 294 p.

Dans ce volume qui porte en sous-titre *Essai de science politique*, le distingué professeur de l'Université de Bruxelles soumet à une critique clairvoyante les principes fondamentaux de la démocratie dont Jean-Jacques Rousseau est le prophète. Il montre l'*utopie égalitaire*, qui sert de base au collectivisme, en contradiction avec la naturelle et progressive différenciation des individus, avec la croissante complexité des sociétés qui se développent. Il dénonce dans le *principe majoritaire*, ou souveraineté du nombre, une doctrine favorable au plus dangereux despotisme et une tentative

déraisonnable de faire gouverner les sociétés par en bas. *Le suffrage universel* brut, inorganique, lui paraît un véritable trompe-l'œil, qui ne donne ni l'expression fidèle de la volonté générale, ni une sélection rationnelle des hommes de gouvernement, mais qui surexcite l'esprit de parti et favorise ses excès. Parmi les antidotes que l'on peut opposer à ces maladies, celui que M. Adolphe Prins étudie dans cet ouvrage, en manière de conclusion, la *décentralisation*, n'est certes pas négligeable. Laisser aux communes et aux régions la gestion de leurs intérêts propres, c'est ouvrir de précieuses écoles d'éducation civique, et c'est rendre moins dangereuses, espérait-on, moins âpres et moins confuses les grandes batailles des élections générales, en diminuant un peu l'enjeu que se disputent les partis. Il ne faut pas se dissimuler d'ailleurs que l'absolutisme démocratique répugne à ce dessaisissement.

Baron J. ANGOOT DES ROTOURS.

Mélanges scientifiques et littéraires, par Louis PASSY, membre de l'Institut, secrétaire perpétuel de la Société nationale d'agriculture de France. Quatrième et cinquième séries. Paris, Guillaumin et Masson, 1904 et 1907, in-8 de 534 et 642 p.

Jules Lair, par Louis PASSY. Pontoise, impr. Lucien Paris, in-8 de 31 p.

En publiant les communications adressées par lui à la Société nationale d'agriculture, M. Louis Passy fait œuvre d'historien, car cette Société est intimement liée à la vie économique, sociale et même politique de notre pays. Plusieurs des notices consacrées par lui à des membres de la Société, ou des discours prononcés

à leurs obsèques, mettent en lumière d'utiles serviteurs de la patrie. Mais les deux volumes de *Mélanges* que nous annonçons contiennent aussi d'autres notices plus étendues, lues à l'Académie des sciences morales et politiques : ce sont de vrais morceaux d'histoire. On lira, à ce point de vue, avec le plus vif intérêt, dans le tome IV, les notices sur Wolowski, et, dans le tome V, celle qui retrace la belle et sympathique figure d'Arthur Desjardins. Le même tome s'ouvre par un précieux document : la reproduction d'un long mémoire sur la propriété rurale et l'état des campagnes, adressé à l'Assemblée nationale, le 24 octobre 1789, par la Société royale d'agriculture. On y trouvera

des renseignements très curieux : je citerai, en particulier, ce que dit le mémoire des mauvais effets produits par la trop courte durée des haux des terres ecclésiastiques, et par la liberté donnée aux titulaires de bénéfices de résilier les locations consenties par leurs prédécesseurs.

Nous espérons qu'un prochain volume de *Mélanges* contiendra la savante et touchante notice sur l'éditeur de Dudon de Saint-Quentin et l'historien de Louise de la Vallière, M. Jules Lair, que M. Passy a lue à la Société historique et archéologique de Pontoise, et dont il a été fait un tirage à part.

PAUL ALLARD.

II. — ANTIQUITÉ. ORIGINES CHRÉTIENNES

Tain bē Cúalngé. *Enlèvement (du taureau divin et) des vaches de Cooley, la plus ancienne épopée de l'Europe occidentale*, traduction par H. d'ARBOIS DE JUBAINVILLE, 1^{re} livraison publiée avec la collaboration de M. AL. SMIRNOV. Paris, Champion, 1907, 83 p. in-8 et pl.

Le titre irlandais signifie simplement « la razzia de Cúalngé » ; il est du reste exact d'ajouter : « la plus ancienne épopée de l'Europe occidentale » ; mais, pour le lecteur qui penserait à l'*Illiade* et aux *Nibelungen*, nous ajoutons que les épopées de l'ancienne Irlande sont des récits en prose : les vers n'y figurent que par des morceaux lyriques mis dans la bouche des personnages, comme chez nous dans l'opéra-comique. M. d'Arbois de Jubainville a mis un « taureau divin » dans son titre, mais entre parenthèses carrées pour bien indiquer que ce titre est ajouté par lui. Il est, en effet, question d'un taureau autour duquel roule toute une guerre,

mais si merveilleuse que soit son origine, il n'est nullement appelé *divin* dans le texte irlandais.

M. d'Arbois de Jubainville traduit dans cette livraison environ la dixième partie du texte irlandais ; une traduction complète, en allemand, a été publiée récemment avec le texte irlandais par M. Windisch. C'est un récit intéressant par son originalité toute barbare et qui, à ce titre, a une valeur de littérature réaliste. Dans une introduction où l'on regrette de ne pas trouver de fil conducteur, M. d'Arbois de Jubainville, après avoir expliqué le système, en quelque sorte corporatif, des *filid* ou narrateurs (à la mode homérique) de l'ancienne Irlande, développe plusieurs comparaisons avec la mythologie homérique ; elles ne nous paraissent pas toutes heureuses et surtout mises au point. En tout cas, c'est bien une psychologie analogue à celle des temps décrits par Homère que l'on

trouve dans ces vieux récits irlandais et qui en forme l'intérêt.

Il convient de prévenir le lecteur que le contenu de ce volume est simplement reproduit du tome XXVIII (1907) de la *Revue celtique*; mais ce volume s'adresse à un plus grand public, et il intéressera les curieux de littérature épique.

H. GAIDOUZ.

L'avenir du christianisme. Première partie : *Vie et pensée. I. Époque orientale. Histoire comparée des religions païennes et de la religion juive*, par Albert DUFOUTRE, professeur adjoint à l'Université de Bordeaux. 3^e édition refondue. Paris, Bloud, 1908, in-12 de x-330 p.

Nous avons rendu compte, il y a quatre ans (voir *Revue*, t. LXXV, p. 682), du gros volume de M. Dufoutre intitulé : *L'avenir du christianisme*. Il comprenait, en une synthèse compacte, l'histoire du monde depuis les origines jusqu'à la Révolution française. Ce n'était que la première partie d'une œuvre plus considérable, dont la suite n'est pas encore publiée. Mais l'infatigable auteur n'a cessé de perfectionner et d'augmenter cette première partie. Elle paraît destinée à former maintenant, à elle seule, plusieurs volumes. Celui dont nous venons de reproduire le titre un peu touffu est le développement du chapitre préliminaire du livre publié en 1904. Il comprend l'étude des religions antérieures au christianisme, religions égyptiennes, religions sémitiques (Chaldée, Assyrie), religions aryennes (celles des Perses, des Hellènes, des Romains), et enfin religion juive.

Ce travail de vulgarisation suppose une immense lecture. On s'apercevra, en le parcourant, que M. Dufoutre est

moins familier avec les textes hiéroglyphiques ou cunéiformes qu'avec les *Gesta martyrum*, et peut-être quelques esprits chagrins ne verront-ils pas sans étonnement le savant auteur se disperser ainsi sur des sujets qu'il n'a pas étudiés de première main. Mais on devra reconnaître qu'il a mis en œuvre et comme pensé à nouveau le travail d'autrui. De là les tableaux très vivants qu'il nous offre. Le but de ce premier volume est de marquer les ressemblances des religions qu'il décrit, mais d'indiquer en même temps leurs divergences. Sa conclusion se résume dans la transcendance de la religion juive, qu'il nous montre dépassant le cadre national, et aboutissant à l'idée messianique, entendue dans un sens de plus en plus universel.

PAUL ALLARD.

La frontière de l'Euphrate, de Pompée à la conquête arabe, par Victor CHAPOT. Paris, Fontemoing, 1907, in-8 de xv-408 p.

La colonne torse et le décor en hélice dans l'art antique, par Victor CHAPOT. Paris, Leroux, 1907, in-8 de 176 p.

L'étude de la frontière de l'Euphrate peut être considérée comme la continuation de la savante monographie publiée il y a quatre ans (voir *Revue*, t. LXXIX, p. 283) par l'auteur sur la province romaine d'Asie. En décrivant aujourd'hui le boulevard de toutes les possessions asiatiques de Rome, la frontière naturelle qui les couvrait contre l'ennemi héréditaire, les Parthes et les Perses, M. Chapot écrit l'un des principaux chapitres de l'histoire militaire de l'Empire romain, laquelle, une fois les conquêtes achevées et l'unité ter-

ritoriale constituée, a consisté à peu près uniquement dans la défense des frontières. M Cagnat, dans son grand ouvrage sur l'*Armée romaine en Afrique*, avait déjà donné l'une des parties de cette histoire : la frontière du Rhin et celle du Danube seront quelque jour l'objet d'un semblable travail ; mais je doute qu'aucune étude de ce genre puisse dépasser en intérêt celle que M. Chapot a faite du *limes Orientalis*.

Une première partie est consacrée à la description du pays et des habitants, c'est-à-dire de toutes les provinces romaines en avant et en arrière de l'Euphrate, et particulièrement de la zone frontière, avec les pays semi-alliés, semi-vassaux, qui lui servaient de couverture, Commagène, Osrohoène, tribus nomades de l'Arabie, et la « mosaïque de peuples » qui constituait la Mésopotamie. Vient ensuite l'étude des envahisseurs, menace suspendue sur l'Asie romaine : les Alains de la Caspienne, et surtout le grand empire parthique, puis persan, décrit au point de vue de son organisation militaire, de la discipline et de la tactique de ses armées.

Dans une seconde partie, M. Chapot analyse en ses divers éléments l'armée romaine d'Orient, troupes de garnison et renforts de guerre, marine (évoluant sur l'Euphrate, et peu importante), camps, législation et administration militaires. Une troisième partie fait connaître tout le détail de l'occupation territoriale, routes stratégiques, forteresses de première ligne, au delà de l'Euphrate, places de seconde ligne, le long de la Syrie, couverture de la frontière du nord, vers l'Euphrate supérieure et la Petite Arménie, et plus haut encore, vers le Pont-Euxin et la région caucasique.

C'est donc la défense de la ligne de l'Euphrate pendant six siècles que vient de raconter M. Chapot. Plusieurs remarques d'une grande valeur historique se détachent de son récit. Il ne faut pas que la multitude des corps de troupe nommés ici fasse illusion : l'armée romaine, bien que presque tout entière aux frontières, y était peu nombreuse : mais elle s'appuyait sur tout un système de places fortes : chacune n'avait qu'une petite garnison, mais elles étaient réparties sur tous les points nécessaires à garder. Et dans chaque place forte la population, aux jours de péril, venait utilement en aide aux soldats : la « vitalité de l'élément civil » était très grande. Ajoutons que, sur cette immense ligne, longtemps indécise, qui constituait le *limes oriental*, les convenances géographiques finirent par se combiner avec les accidents de la guerre pour fixer, dans la dernière moitié du IV^e siècle, un tracé désormais presque immuable, qui ne se déplacera plus guère jusqu'à l'époque de la conquête arabe. En réalité, sauf des mouvements en avant et en arrière, sorte de flux et de reflux, pendant les siècles de la rivalité entre l'Empire romain et celui des Perses, l'un et l'autre semblent s'être tenus en échec « par la volonté soutenue d'éviter les fautes commises par l'adversaire et de s'approprier ses progrès ; » grâce aussi au « réseau formidable de places fortes, qui ont rendu vains les desirs de conquêtes, » car « les armes ont eu moins de rôle que les remparts de pierre, et les gens de guerre que les maçons. » C'était déjà la guerre scientifique, presque la guerre moderne : on devine tout l'intérêt que le développement de ces idées offre pour l'histoire militaire.

Les dernières lignes de la conclusion méritent d'être citées. « En terminant son livre sur *l'Armée romaine d'Afrique*. — écrit M. Chapot, — M. Cagnat ébauchait une esquisse, complétée depuis lors, des étapes de la colonisation. Dans les régions dont je me suis occupé, la question se pose un peu différemment, et une autre recherche pourrait prendre rang avant celle-là, qui, du reste, en profiterait : je veux parler des étapes de l'évangélisation. Mais la matière est fort spéciale, demande une connaissance des sources chrétiennes qui place cette étude en dehors de mon domaine : je verrais seulement avec plaisir qu'un autre l'entreprit. »

On regrettera que M. Chapot, qui a si bien étudié l'histoire administrative et l'histoire militaire de l'Asie romaine, ne se croie pas préparé à en raconter l'histoire chrétienne, et à suivre pas à pas, dans ces immenses régions, les étapes de la conquête évangélique. Il est certain que le sujet, dans son ensemble, est encore à traiter. M. Harnack ne l'a pas épuisé, et, si savantes que soient les pages qu'il lui a consacrées, elles ne sont guère qu'une abondante nomenclature. Puissent les lignes que je viens

de reproduire inspirer à quelqu'un la pensée de faire mieux et plus, en ajoutant à cette nomenclature bien des détails que l'on pourrait découvrir encore, et en la vivifiant par les idées générales et par la clarté française !

— En même temps que l'ouvrage considérable dont je viens de rendre compte, paraissait une étude de M. Chapot sur la colonne torse et le décor en hélice dans l'art antique. L'auteur en résume l'histoire, assez maigre, dans les pays orientaux et dans les pays de culture hellénique, puis montre ce genre de décor se répandant surtout dans le monde romain à partir de l'époque antonine. Mais ce ne fut jamais une forme d'art supérieur, et le moyen âge, qui donne au pilier un rôle si important et si noble, ne fit qu'un usage très restreint et purement ornemental de la colonne torse. Le chapitre le plus intéressant du livre est un essai de répertoire de tous les exemples connus du décor à hélice dans l'antiquité. Plus de deux cents figures, répandues dans le texte, lui donnent une très riche et très personnelle documentation.

PAUL ALLARD.

III. — MOYEN AGE

Les Arabes en Syrie avant l'Islam, par René Dussaud. Paris, Leroux, 1907.

Le travail de M. Dussaud n'intéressera pas que quelques rares initiés. Il touche à trop de questions générales — histoire des religions et histoire de l'art surtout — pour passer inaperçu. Grâce aux inscriptions safaitiques, M. Dussaud, qui a visité le pays dont il parle et connaît les monuments, nous donne en ce vo-

lume une histoire très curieuse d'une population arabe nomade, les Safaites, se dirigeant vers la Syrie et devenant, par une lente évolution, sédentaire. Le point véritablement très intéressant de ce mémoire est l'étude de ce groupe arabe à un moment où il a encore ses dieux, sa langue, son écriture, toutes choses qu'il abandonnera ou transformera au contact d'autres peuples et d'autres civilisations. Tel chapitre de M. Dussaud pourra sans

doute prêter à discussion, par exemple celui où il traite, après M. Strzygowski, de M'schatta. On sait que ce fameux palais a fait l'objet d'une étude spéciale du savant autrichien, au terme de laquelle M. Strzygowski réclame M'schatta en faveur de son hypothèse de l'art nord-mésopotamien. M. Dussaud, lui, revient aux influences syriennes par des arguments qui ne manquent pas de valeur. Quant à la date de ce monument élevé par les Ghassanides, les deux savants sont d'accord. Il serait du IV^e ou V^e siècle. Un autre chapitre important parce que très nouveau est celui de la religion arabe avant l'islamisme. M. Dussaud a étudié avec beaucoup de soin le « Panthéon safaïte », et tant pour le totémisme que pour les religions arabes (les inscriptions donnent les noms de peut-être tous les dieux arabes avant leur assimilation avec les divinités syriennes) et syriennes, ce chapitre devra désormais être étudié. D'intéressantes reproductions photographiques complètent ce savant mémoire, qui s'arrête avec l'assimilation complète des Saffaïtes aux Syriens.

A. V.

Essai sur la civilisation byzantine, par HESSELING. Traduction française avec préface de M. G. SCHLUMBERGER. Paris, Picard, 1907.

Le public cultivé devra beaucoup de reconnaissance au traducteur anonyme qui a bien voulu faire passer du hollandais en français ce premier volume d'ensemble sur la civilisation byzantine. C'est une chose qui confond toujours le « byzantiniste » de profession que le profond dédain de l'érudition de toutes les époques pour ce vaste champ de l'histoire

encore presque en friche. Moins que personne j'ignore les difficultés qui attendent à tous les tournants les jeunes imprudents qui s'aventurent sur cette route ; cependant n'est-il pas étrange que si peu de savants se mettent à explorer cette vaste province, une des plus curieuses de l'histoire universelle, quand déjà tant de travailleurs se heurtent en Occident ? Dire que plusieurs des plus grands empereurs d'Orient n'ont pas de monographie, alors qu'il n'est pas d'arrière-vassal franc qui n'ait la sienne ! que les institutions sont de tous points ignorées alors qu'elles dérivent — chose unique — tout à la fois de la Rome du IV^e siècle, du moyen âge occidental et de l'Orient ! N'est-ce pas un fait anormal et qui s'explique difficilement ? Pour ces raisons, et beaucoup d'autres encore, le livre de M. Hesselring est donc le bienvenu, d'autant qu'il était difficile à faire.

L'auteur, très judicieusement, a divisé l'histoire byzantine en trois parties : de 325 à 641, les origines ; de 641 à 1025, les grandes guerres, consolidation de l'Empire ; de 1025 à 1453, décadence et ruine de l'Empire. Chacune de ces périodes fait l'objet de deux chapitres, l'un intitulé : « Aperçu historique et politique » ; l'autre : « La littérature et les arts. » Il y aurait davantage à dire sur la façon dont il a rempli ses cadres. Evidemment, il était impossible, dans l'état présent des choses, à un seul homme de connaître également bien toute l'histoire de Byzance et d'en détacher pour chaque époque les traits essentiels. Néanmoins, il semble bien qu'au fond l'auteur n'a été véritablement heureux que pour les époques qu'il a personnellement étudiées et pour celles qui sont déjà connues par de bons

travaux isolés. Il est bien un peu déconcertant, par exemple, de lire uniquement cinq ou six lignes vagues et insignifiantes sur le fondateur de la maison macédonienne, Basile I^{er}, et de faire comme si on ignorait son œuvre immense : législative, artistique, religieuse. Il me semble que bien plus que Léon VI ou Basile II, le paysan d'Andrinople méritait de figurer en bonne place dans ce livre comme chef d'un mouvement civilisateur important.

Tel quel, cependant, ce petit livre est une pierre d'attente qui servira à initier aux études byzantines ceux qui veulent s'y adonner ; il instruira ceux que cette histoire à « romans » intéresse ; il permettra surtout à ceux qui le liront de se faire une idée plus juste et plus noble de ce que furent Byzance et le byzantinisme.

ALBERT VOGT.

Deux princesses d'Orient au XII^e siècle. Anne Comnène et Agnès de France, par Louis du Sommerard. Paris, Perrin, 1907.

Ces deux monographies, qui n'ont pas entre elles de lien immédiat, ne doivent pas être lues comme deux études d'érudition. L'auteur s'est senti attiré vers ces figures de femmes orientales et il les dépeint telles qu'elles lui sont apparues, en un style chaud, brillant, facile. Les pages de ce livre se lisent comme un roman. On commence, on est pris, on achève. Et si c'est ce qu'a cherché et voulu M. du Sommerard, il faut avouer qu'il y a réussi. Je ne crois pas que les personnes du monde puissent trouver ailleurs sur cette époque des portraits plus vivants que ceux qu'il nous a retracés d'Alexis I^{er} Comnène, d'Anne, d'Agnès de France, d'Andro-

nic Comnène, de Théodore Branas. Évidemment M. du Sommerard, après beaucoup d'autres, a été séduit par le prestigieux décor de cette civilisation byzantine, par cet unique et fantastique mélange de luxe, de richesse, de raffinement, de civilisation et de sauvagerie brutale, de boue et de sang. Il l'a été aussi par l'époque qu'il nous raconte, où l'Orient et l'Occident s'entre-choquent et les contraires s'unissent. Anne Comnène était beaucoup plus et mieux connue qu'Agnès. Fille d'Alexis I^{er} Comnène, historien passionné des gloires de son père, elle a laissé à la postérité, par son « Alexiade », un trop important monument pour que son œuvre et sa personne n'aient pas été bien des fois étudiées. Dernièrement encore MM. Chalandon, dans un volume sur Alexis Comnène, et Diehl, dans un très bel et très solide article sur Anne, nous ont raconté tout ce que nous pouvons savoir du père et de la fille. Il n'en va pas de même d'Agnès de France, fille de Louis VII et sœur de Philippe Auguste, mariée à Alexis II Comnène, puis à Andronic, et qui est une des existences les plus étranges qui se puissent concevoir. Partie toute jeune de Paris, elle fut élevée à la cour de Byzance comme devait l'être une future impératrice, dans le respect formaliste du cérémonial, dans l'ignorance de la politique, dans la connaissance approfondie de la théologie. Cela dura jusqu'au jour où Alexis II, son futur époux, fut en âge de se marier. Alors tout Byzance se rendit à Sainte-Sophie et le patriarche bénit le jeune couple. Malheureusement, les vœux des factions et du peuple ne furent guère exaucés, car, peu après, Alexis, qui était un incapable, fut une nuit étranglé dans sa chambre par An-

dronic Comnène. Ceci se passait en 1183. Peu après, le meurtrier, une des plus répugnantes figures que l'histoire byzantine connaisse, homme de sang et de plaisir, épousait Agnès et la jetait dans les pires désordres. Aussi quand, en 1185, il mourut comme il avait vécu, la petite princesse franque était-elle devenue une simple courtisane. Elle s'en alla rejoindre, dans les bas-fonds de la ville, ses semblables, jusqu'au jour où, grâce à une main généreuse, elle put remonter à la surface de la vie sociale et mondaine et reprendre son rang.

Chose étrange, la France de Philippe Auguste paraît s'être fort désintéressée de cette jeune fille. Tandis que toutes les chroniques étrangères jettent des cris d'indignation, les chroniques franques passent tous ces événements sous silence ou n'ont qu'un mot qui est un pieux mensonge : *in sancta viduitate remansit*. Le roi abandonnait sa sœur et l'avait oubliée. Et cependant, dans le cœur de cette femme perdue, un sentiment n'était pas mort qui tout à coup et se réveilla et finit par la racheter : ce fut l'amour de la France. Amante de Théodore Branas, sous la tardive influence peut-être de sa sœur Marguerite de Hongrie, elle prit soudain le parti des croisés latins, et son dévouement pour eux en 1204 fut sans réserve. Elle entraîna à leur parti ce hardi condottiere qu'était Théodore, et contribua pour une part à la fondation de l'empire latin d'Orient. Agnès mourut entre 1220 et 1224, probablement dans sa principauté d'Andrinople, que Théodore avait obtenue, regrettée des Grecs et des Latins, hautement célébrée par Villehardouin.

Je pourrais bien chicaner M. du

Sommerard sur certains points d'érudition pure s'il avait voulu faire œuvre uniquement d'historien. Son récit si dramatique, si vivant, si romanesque, m'en ôte un peu le droit. Néanmoins, pourquoi mettre au bas des pages, de temps à autre, quelques rares notes qui sont souvent erronées ? Constantin VII. pour ne prendre qu'un exemple au hasard (p. 18, note 2), n'est pas né en 705, n'est pas mort le 15 novembre 759, n'a pas succédé à son père le 11 mai 711, mais les dates sont 905, associé à son père en 911, à son oncle Alexandre en 912 ; de 913 à 920 il vit sous la régence de sa mère et de ses tuteurs ; de 920 à 944, sous celle de Lécapène et ne règne seul ou à peu près que de 944 à 959. Il publia bien d'autres travaux que ceux indiqués par la même note.

ALBERT VOGT.

Théodore II Lascaris, empereur de Nicée, par PAPPADOPOULOS. Paris, Picard, 1908.

Ceci est un travail qui sort du laboratoire scientifique de M. Diehl. Tous les débutants qui ont passé par les mains de ce maître savent avec quelle bienveillance et quel intérêt il encourage ses élèves et que le meilleur de leurs travaux revient à leur directeur. C'est pourquoi il serait grandement à désirer, pour les études byzantines, que les étrangers et surtout les fils de ceux qui furent autrefois les Byzantins vinssent nombreux entreprendre, sous la direction de M. Diehl, des travaux concernant leur histoire nationale. L'exemple de M. Pappadopoulos sera peut-être pour d'autres un encouragement.

M. Pappadopoulos a étudié avec beaucoup de soin non seulement les sources imprimées, mais les docu-

ments inédits, fort nombreux pour cette époque. C'est même ce qui donne au travail que nous présentons au public sa valeur. Toutes les grandes bibliothèques, du moins les principales, mais surtout Paris, paraissent avoir été visitées et l'auteur est revenu avec une ample moisson de détails nouveaux. Ce n'est pas que le règne très court de Théodore II Lascaris (1251-1258) ait par lui-même une importance considérable ; mais il forme une belle page de l'histoire de la civilisation et, à ce titre, il méritait une étude spéciale. C'est qu'en effet, l'empire de Nicée représente à nos yeux le boulevard de la civilisation grecque au moment où les Latins barbares sont maîtres de Constantinople. Durant cette triste époque, Nicée est le centre de l'hellénisme. On dirait une cour italienne de la Renaissance. La viennent tous les savants grecs, comme Blemmydès et Georges Akropolite ; le palais est un foyer de vie littéraire et artistique. On y aime les lettres et on les favorise. Bien plus, à côté de l'élément grec, tout comme en Italie, mais en sens opposé, les étrangers apportent leur culture encore un peu fruste : c'est l'élément latin et germanique. L'empereur Vatatzès est en relations avec le pape, avec Frédéric II, avec Conrad IV. Il reçoit des ambassadeurs. Il épouse même sur le tard, en 1244, Anne-Constance, fille de Frédéric II. La femme de Théodore II était Bulgare ; sa mère, Irène, était Grecque. Aussi, dès son enfance, le futur empereur fut-il entouré de tous les soins qui devaient faire de lui un empereur savant et lettré. Quand donc, à la mort de Vatatzès, Théodore monte sur le trône de Nicée, en 1254, il est prêt à recevoir la lourde succession qui lui échoit. Déjà l'em-

pire latin de Constantinople était en décadence et l'empereur pouvait espérer rentrer bientôt dans son antique capitale. Malheureusement, après un règne de trois ans et dix mois qui ne fut ni sans grandeur ni sans succès, Théodore fut pris d'une maladie qu'on attribua à la magie. A trente-six ans, en 1258, il s'éteignit, laissant la couronne à un enfant de huit ans, du nom de Jean, qui ne devait jamais régner. Toute la diplomatie de Théodore II, ses victoires sur les Bulgares, ses liens d'amitié avec les peuples étrangers qui entouraient son empire, n'empêchèrent pas la tragédie qui devait donner le pouvoir aux Paléologues, meurtriers du dernier Lascaris qui eût pu porter la couronne.

Il y aurait sur la politique de Théodore avec Rome, telle qu'elle est exposée par M. Pappadopoulos, plus d'une réserve à faire. Si l'union des Églises n'aboutit pas, si la largeur de vues et la tolérance du Saint-Siège n'eurent aucun écho en Orient, la faute en est-elle uniquement aux Latins et à leurs déprédations, comme aux exigences financières de Rome ? C'est ce qu'il est difficile de croire. La responsabilité du schisme se continuant, pour le plus grand malheur de l'empire grec, doit être recherchée ailleurs. A l'époque de Théodore II, comme à toute autre époque, les Grecs ne furent jamais loyaux. Ils demandaient à Rome l'union pour avoir du secours de l'Occident, bien décidés à rompre de nouveau dès qu'ils auraient obtenu ce qu'ils demandaient. La foi religieuse, la conviction personnelle ou nationale n'a jamais joué de rôle dans ces pourparlers politiques qui ne furent pris au sérieux que par la papauté. La conduite de Théodore Lascaris en

est une preuve; on pourrait en apporter bien d'autres.

A. V.

Histoire des maîtres généraux de l'ordre des Frères Prêcheurs, par le R. P. MORTIER. T. III (1324-1400). Paris, Picard, 1907, in-8 de vii-696 p.

Ce troisième volume du P. Mortier embrasse l'une des périodes les plus troublées de l'histoire de l'Église. Les Dominicains en ressentirent, comme tous les religieux, le contre-coup. Ils n'échappèrent pas à la décadence qui envahit le clergé régulier et séculier à cette époque. Il ne faudrait pourtant pas s'exagérer l'état des mœurs dans les couvents de cet Ordre. A côté de religieux qui en prenaient à leur aise, il y avait des hommes vertueux en assez grand nombre; quelques-uns même s'élevèrent à une sainteté véritable. C'est l'âge d'or des mystiques dominicains. Il suffit de citer Jean Tauler, Henri Suso et Dietrich de Colmar. Les généraux réagirent de leur mieux contre le relâchement par d'utiles réformes. Benoît XII fut moins heureux. Le maître général Hugues de Vaucenain dut résister à ses projets de réforme, qui allaient contre les traditions essentielles de sa famille religieuse. Pendant ce temps, ils défendirent les souverains pontifes contre Louis de Bavière; ils attaquèrent les Fraticelles; ils ne craignirent pas de tenir tête à Jean XXII sur la question de la vision béatifique. Leurs couvents d'Orient furent toujours prospères. La peste noire causa chez eux de grands ravages. Mais ils purent les réparer plus vite que les moines.

Simon de Langres (1352-1366) s'y appliqua de son mieux, sans toutefois réussir pleinement. La pauvreté

et la vie commune étaient surtout en souffrance. Il y eut constamment à cette époque, dans l'ordre, des religieux d'une vertu éminente. L'action de Simon se fit sentir en dehors de sa famille religieuse. Les Papes lui confièrent des missions diplomatiques importantes. Son successeur Raymond de Toulouse poursuivit une réforme, qui n'aboutit qu'après lui, avec Raymond de Capoue. La translation à Toulouse des reliques de saint Thomas d'Aquin fut le grand événement de son généralat. Le récit de la réforme, qui s'étendit à l'Ordre tout entier, occupe la meilleure partie des pages consacrées au gouvernement du bienheureux Raymond de Capoue. Il eut à l'accomplir dans les circonstances les moins favorables, durant le schisme. Les religieux qui l'acceptèrent vécurent dans des couvents spéciaux. Elle s'étendit à toutes les provinces, sans en excepter les monastères de femmes. Le maître général eut pour le seconder de saints religieux.

Les missions d'Orient occupent dans ce volume une place importante. Les religieux qui s'y adonnaient, formaient la congrégation des pérégrinants. Quelques-uns d'entre eux provoquèrent la fondation des Frères unis d'Arménie. C'est dans cette région qu'ils exercèrent leur apostolat.

Le R. P. Mortier, qui s'est volontiers étendu à diverses reprises sur l'état des études dans son Ordre et sur les mesures que prenaient les supérieurs pour les promouvoir, termine son volume par un chapitre très intéressant sur les démêlés que l'enseignement de l'Immaculée Conception fit éclater à Paris. Il y eut rupture entre l'Université et les Frères Prêcheurs.

C'en est assez pour donner une idée de l'importance historique du nouveau volume qu'a publié le R. P. Mortier. Il n'a négligé aucune des sources qui s'offraient à lui : ce qui lui permet de multiplier les renseignements sur les hommes et les événements. Son attention n'est pas tellement captivée par ce qui se passe dans l'intérieur des couvents qu'il ne la porte au dehors. Couvents et prédicateurs sont par lui placés dans leur cadre historique.

Dom J. M. Bessé.

Geschichte der Cluniazenser-Klöster in der Westschweiz bis zum Austreten des Clisterzienser. von P. Buonaventura Egger, O. S. B., Dr. Theol. Fribourg, 1907, in-8 de xiv-252 p. (Études historiques de Fribourg).

La Suisse occidentale était assez rapprochée de Cluny pour recevoir directement son influence monastique. D'anciens monastères acceptèrent ses *consuetudines* ; il se fit des fondations sur son type. Ces maisons entrèrent dans l'organisation monacale que les abbés de Cluny, saint Hugues en particulier, formèrent autour de leur abbaye. Dom Bonaventure Egger a étudié ces prieurés au ^x^e et au ^{xiii}^e siècle. Ce sont Romainmotier, qui remontait probablement au ^{vi}^e siècle, donné à saint Odon par la duchesse Adélaïde ; Payerne (*Peterlingen*), reçu de la reine Berthe ; Bevaix, de Rudolf, son fondateur ; Saint-Victor de Genève, Rougemont, Münchenwyler, Corcelles, Hettiswyl, Petersinzel, Baulmes, Perroy, Leuzigen. Dom Egger consacre à chacun de ces prieurés une notice dont l'étendue est déterminée par l'abondance des renseignements qu'il possède. Il fait ensuite connaître les relations que les

abbés de Cluny ont eues avec leur personnel. Elles ont été plus fréquentes sous saint Odilon, qui visita quelques-unes de ces maisons. Avec saint Hugues, le lien qui les rattache à l'abbaye mère est plus étroit ; les rapports deviennent plus fréquents. Ils eurent affaire avec les évêques de Lausanne et de Genève. L'auteur nous renseigne sur ce sujet ainsi que sur les relations des moines de Saint-Victor et des chanoines de la cathédrale de Genève. Il les suit dans leurs rapports avec les princes et les nobles. La situation économique de ces prieurés, leur personnel, leur organisation intérieure, les coutumes, la disposition des édifices et leur architecture sont ensuite étudiés soigneusement. C'est une histoire bien documentée d'une congrégation monastique dans son pays que le R. P. Egger nous a donnée.

Dom J.-M. Bessé.

Beati Johannis Dominici, Cardinalis Sancti Sixti, Lucula noctis. Texte latin du ^{xv}^e siècle, précédé d'une introduction, édité et annoté par le R. P. Remi Couzon, O. P. Paris, Picard, 1908, in-8 de cx-461 p. (*Opera selecta Scriptorum ordinis Praedicatorum*, I).

Les Dominicains entreprennent la publication de quelques œuvres encore inédites des membres de leur Ordre. Cette collection s'ouvre par la *Lucula noctis* (*Lucciole*) du cardinal de Saint-Sixte, le bienheureux Jean Dominici. Cette œuvre appartient à l'histoire de l'humanisme. C'est ce qui en fait l'intérêt principal. Avant d'être envoyé à Rome par la Seigneurie de Florence, pour la représenter auprès du Souverain Pontife (1405) et d'être élevé par Grégoire XII au siège archiepiscopal de Raguse et au cardi-

nalat, l'auteur habitait le couvent de Florence, où ses prédications le rendaient célèbre. Il ne restait indifférent à rien de ce qui préoccupait les esprits. La République florentine avait alors pour chancelier un fameux humaniste, Coluccio Salutati, qui gardait toutes les traditions littéraires de Pétrarque et de Boccace. L'humanisme ne prenait pas encore les allures méprisantes qu'il eut par la suite. Ses promoteurs cherchaient simplement à faire agréer les classiques par des chrétiens cultivés ; ils vantaient les services que la religion et la morale en pouvaient attendre. Les humanistes de la période suivante iront plus loin et tendront à remplacer par la littérature païenne les lettres sacrées ; avec la littérature, ils pousseront les idées et les sentiments du paganisme. Les premiers humanistes se heurtèrent à une opposition irréductible de la part de religieux, de prêtres séculiers et de laïques éminents, auxquels une laïcisation inévitable de l'esprit public faisait peur. Coluccio Salutati cherchait à les rassurer par ses exemples, ses conversations et ses écrits. Le camaldule Giovanni da Samminiato, religieux du monastère de Sainte-Marie des Anges, que le chancelier affectionnait particulièrement, se fit l'interprète des inquiétudes qui troublaient les chrétiens prudents auprès de son ami Coluccio. Celui-ci plaida la cause de l'humanisme dans une lettre qui nous est conservée. La *Lucula noctis* est la réponse de Dominici à cette épître. Giovanni da Samminiato ne se crut pas de force à réfuter Coluccio. Elle fut rédigée dans le courant de 1405. Coluccio lui riposta peu de temps après. Sa mort (4 mai 1406) et le départ de Dominici mirent un terme à cette polémique.

La riposte du dominicain fait connaître la position prise par les adversaires de l'humanisme. Ils ne condamnaient pas de façon absolue tout commerce avec les classiques, mais on ne devait pas les étudier pour eux-mêmes et seulement comme d'utiles introducteurs à la connaissance des lettres divines. Ils voyaient dans les grâces artistiques des lettres païennes un danger pour l'esprit chrétien dont les fidèles avaient jusque-là vécu. C'est l'apparition d'un monde nouveau moins chrétien qu'ils redoutaient.

Dominici procède comme les théologiens de son temps. Il est en outre doué d'une mémoire prodigieuse qui lui fournit en abondance les citations. Ce luxe d'érudition a compliqué singulièrement la besogne de l'éditeur, qui a dû chercher les sources d'où elles sont tirées. Pour rendre son œuvre plus utile encore, le R. P. Coulon n'a rien négligé de ce qui pouvait contribuer à illustrer son texte.

Dom J.-M. BESSE.

Les miracles de Notre-Dame de Roc-Amadour au XIII^e siècle, texte et traduction d'après les manuscrits de la Bibliothèque nationale, avec une introduction, des notes historiques et géographiques, par le chanoine Edmond ALBE, avec une vue de Roc-Amadour et plusieurs miniatures, d'après les manuscrits, dessinées par M. Ernest Rupin. Paris, Champion, 1907, in-8 de 347 p.

Le pèlerinage de Roc-Amadour fut fréquenté dès le commencement du XII^e siècle. Ce n'était pas l'un des grands pèlerinages de la chrétienté. Sa célébrité ne dépassait pas un certain rayon. On y venait des provinces voisines. Les faveurs accordées par la Vierge augmentaient le nombre de

ses dévots. Les moines qui gardaient le sanctuaire étaient avides de connaître les faits miraculeux attribués à l'intercession de Notre-Dame de Roc-Amadour. L'un d'eux notait les dépositions des témoins ou des miraculés eux-mêmes. Il ne venait à l'idée de personne de soumettre ces récits à une vérification sérieuse; on croyait le narrateur sur parole. Le rédacteur donne à son récit les ornements littéraires que comporte le goût du temps. Ainsi fut composé le recueil des miracles de Notre-Dame de Roc-Amadour vers 1172.

M. Servois l'avait signalé dans un article de la *Bibliothèque de l'École des chartes*. M. le chanoine Albe a eu l'heureuse idée d'en publier le texte. Il a pris pour base une copie de la fin du XII^e siècle, provenant de la Sorbonne et conservée à la Bibliothèque nationale, fonds latin ms. 16565. Il a pu la comparer avec deux autres copies gardées au même dépôt, ms. 12593 et 17491. Les notes géographiques et historiques mettent dans tout son jour un texte qu'une traduction soignée a déjà rendu clair. Ces miracles font assister à la vie intime de ce sanctuaire et au mouvement qui se fait autour de lui pendant un certain nombre d'années. Le pèlerinage apparaît comme bien organisé. Les pèlerins appartiennent à toutes les classes : évêques, abbés avec un cortège de moines, curés à la tête de leurs paroissiens, représentants d'une ville, chevaliers, nobles dames et pauvres gens. Des détails curieux sont fournis sur la manière dont s'effectuaient les voyages. On perçoit dans ces récits un écho des préoccupations et des souffrances d'une époque. Aussi devons-nous remercier et féliciter de son œuvre très utile M. le chanoine Albe. Dom J.-M. Bessé.

Geschichte von Florenz. Zweiter Band : *Guelfen und Ghibellinen*. Erster Teil : *Staufische Kämpfe*, von Robert Davidsohn. Berlin, E. S. Mittler, 1908, in-8 de xii-621 p.

Forschungen zur Geschichte von Florenz, par le même. Vierter Teil : *13 und 14 Jahrhundert*. In-8 de vi-616 p.

Le tome I^{er} de l'*Histoire de Florence* de M. Robert Davidsohn a paru en 1896. Douze ans plus tard seulement, paraît la première partie du second volume. Il est vrai que la seconde partie du même volume nous est annoncée comme devant suivre incessamment la première; on n'aura donc pas trop à regretter qu'elle n'ait pas vu le jour en même temps; mais on l'attendra avec impatience, car elle contiendra divers compléments indispensables de la première partie, et notamment les tables analytiques. Cette seconde partie aura sans doute trait plus spécialement à l'histoire de la culture florentine. Ainsi complété, le second volume sera suivi, nous annonce l'auteur, d'un troisième volume, après un délai que nous espérons moins long.

Il faut observer d'ailleurs que les premiers tomes, tels qu'ils sont, ne nous ont pas été donnés isolés; ils sont accompagnés de fascicules de plus en plus massifs, intitulés *Forschungen*, et qui comprennent un nombre toujours croissant de dissertations souvent remarquables et de pièces justificatives.

Le quatrième volume des *Forschungen* vient de paraître en même temps que la première partie du second volume de l'histoire. C'est là une méthode de publication que l'on peut assurément critiquer; elle rend assez laborieuse la lecture suivie de l'ouvrage, qui cependant

n'est pas un livre d'érudition pure et ne manque pas de certaines qualités littéraires.

Mais quoi que l'on puisse penser de la méthode, il faut, une fois de plus, rendre hommage aux qualités de l'historien et reconnaître la solidité du monument qu'il élève à l'illustre République, encore qu'un peu pesant et compliqué dans son plan. On voudrait lui voir continuer et achever promptement son Histoire, car elle est destinée à rendre de grands services. En somme, ce sera sans doute pendant longtemps la seule bonne histoire de Florence que nous posséderons, la plus complète, la plus impartiale et la moins *subjective*. Je ne dis pas cela en pensant à l'Histoire de Gino Capponi, d'un bel esprit florentin et d'une noble langue, mais qui n'est qu'un discours sommaire; mais je songe peut-être à l'histoire de Perrens, non pas tant pour ses erreurs (dont Davidsohn relève plusieurs) que pour sa tendance constante vers des conclusions politiques modernes.

La sincérité et le sérieux du travail de Davidsohn apparaissent surtout dans le volume qu'il vient de nous donner; car il aborde la partie la plus passionnante et la plus passionnée aussi de l'histoire florentine, celle à laquelle Dante a donné sa marque et dont il a grandi les personnages aux dimensions de sa vivante et colossale épopée. Il faut un certain sang-froid pour remettre à leur place et à leur niveau ces Italiens du *xiii^e* siècle que le poète nous a habitués à rencontrer sur les récifs déchiquetés de l'Enfer ou sur la rude pente du Purgatoire. Si Dante ne les avait pas vus et chantés, observe quelque part très justement Davidsohn, la postérité n'eût pas gardé d'eux une mémoire plus vivante que de tels sei-

gneurs ou bourgeois violents, comme le moyen âge en vit tant, qui s'agitèrent obscurément, se poursuivirent de haines et s'entre-tuèrent dans tant de villes et de bourgades de l'Europe. Il me semble que Davidsohn, sans les sortir cependant de l'atmosphère dantesque, nous les fait bien apercevoir dans leur réalité; j'attends les chapitres où il nous fera pénétrer plus avant dans leur législation et leur organisation municipale.

Les *Forschungen* que nous avons sous les yeux portent sur toute la durée du *xiii^e* siècle et entrent dans le *xiv^e*; elles y pénètrent même un peu plus avant que le volume qui les accompagne. Ce volume débute au couronnement de l'empereur Othon de Brunswick, montre les origines et raconte les luttes des partis guelfe et gibelin, jusqu'au triomphe définitif des Guelfes après la mort de Frédéric II. Il est fort naturel que l'auteur ait donné dans ce récit une place très importante à l'histoire des empereurs d'Allemagne. L'histoire de Florence pendant le *xiii^e* siècle, jusqu'au triomphe définitif du parti national et démocratique guelfe contre la féodalité gibeline, ne nous représente en somme qu'une constante répercussion tragique de l'histoire de l'Empire dans ses luttes avec la Papauté. Cependant on ne peut pas dire que les aspects spécialement florentins aient été négligés par l'historien allemand; je signale en particulier le chapitre remarquable consacré à l'état de Florence au moment de la domination gibeline.

L'attention du lecteur sera attirée particulièrement aussi par le chapitre consacré aux Ordres mendiants; surtout on recherchera les pages où l'auteur a abordé ce sujet si passionnément débattu depuis ces dernières

années : les origines franciscaines. Avec toutes les réserves nécessaires en ces matières si délicates, on appréciera, je pense, l'esprit d'impartialité et de modération que l'auteur a su presque toujours garder. Il a d'ailleurs bien montré l'immense importance des influences franciscaine et dominicaine dans l'histoire médiévale de Florence, surtout dans la lutte contre l'hérésie, qui fut à Florence une lutte vraiment nationale. Il se réserve sans doute de développer plus largement dans la suite l'histoire de ces influences, dans le domaine des

lettres, des sciences et des arts ; ce sera dans la seconde partie du second volume, laquelle trouvera alors ses sources dans le quatrième volume des *Forschungen* (que nous possédons déjà). Ce quatrième volume contient notamment d'importantes études sur de grandes questions artistiques, sur les bâtisses florentines du XIII^e siècle, par exemple, et sur les sculpteurs primitifs. (Je signale spécialement un examen fort approfondi de la question toujours obscure des origines méridionales de Niccolò Pisano.)

H. C.

IV. — RENAISSANCE. — RÉFORME

Aleander gegen Luther. *Studien zu ungedruckten Aktenstücken aus Aleanders Nachlass*, von Paul Kalkoff. Leipzig, Rudolf Haupt, 1908, vi-162 p.

Ce travail pourrait porter comme sous-titre : *Mélanges sur Aléandre et son rôle à la diète de Worms en 1521*.

Depuis la publication magistrale des Actes de la diète de Worms (A. Wrede, *Deutsche Reichstagsakten unter Kaiser Karl V*, t. III [Gotha, 1896]), l'ensemble des travaux de cette diète fameuse est fixé. Mais qui épuiserait l'ensemble des préoccupations et des œuvres de notre Révolution de 1789 ? Or la diète de Worms de 1521, c'est le 1789 de l'Allemagne. Après tant d'ouvrages sur cette époque, M. Kalkoff a pu donner encore de l'inédit et mettre en lumière différents points restés obscurs.

Il étudie l'ensemble des *pouvoirs* qu'Aléandre avait reçus de Rome avant son départ pour sa première nunciature, l'activité du nonce dans les Pays-Bas et à Cologne, ses relations avec Nicolas Ziegler et Paul d'Armsdorff, son *Concilium super re Luthe-*

rana, de 1523, et l'attitude des princes allemands à l'égard de Rome, de 1520 à 1523.

Un de ses chapitres les plus piquants est intitulé : *Vie privée d'Aléandre et de Luther*. Il y montre qu'Aléandre fut loin d'être un saint : son activité, fort grande, était plus humaine que religieuse : pendant qu'il luttait contre Luther à la diète de Worms, un enfant lui naissait à Rome. Sans doute, ça et là, M. Kalkoff le charge un peu trop, par exemple lorsque de signes hébreux inintelligibles, il conclut à des désordres moraux (p. 145, note 1). Toutefois, dans l'ensemble, le portrait est exact : Aléandre fut plus humaniste que prêtre. Mais il se présente ici une remarque que, semble-t-il, il ne faut se lasser de répéter : Luther s'est donné comme un réformateur religieux, comme un homme envoyé de Dieu pour porter remède aux maux de l'Église. Dès lors, est-il très équitable de le comparer à un nonce ? L'Académie des nobles ecclésiastiques où, jusqu'à ces dernières années, se recrutait le personnel de la diplo-

matie romaine, n'était pas une école d'ascétisme. Si, dans l'Église catholique, l'on veut trouver des hommes à mettre en parallèle avec Luther, il faut prendre ceux que l'Église elle-même regarde et désigne comme des réformateurs : François d'Assise, Gaëtan de Thiene, Ignace de Loyola, François de Sales.

Du reste, comme tout ce qu'écrit M. Kalkoff, cet ouvrage est le fruit de longues et minutieuses recherches. L'auteur dépense des trésors d'ingéniosité pour faire revivre une anecdote historique. L'ouvrage qui a servi de point de départ aux recherches sur les affaires religieuses traitées à la diète de Worms est, comme on le sait, le recueil de Balan : *Monumenta Reformationis Lutheranae* (1884). Mais, comme on ne le sait que trop aussi, si les documents de ce recueil sont en général assez correctement reproduits, la documentation en est déplorable. Ça et là, M. Kalkoff sait, avec une grande et ingénieuse érudition, corriger les fautes, rectifier les dates de Balan (Exemples : p. 86-87, notes).

Cet ouvrage met au point beaucoup d'autres détails, inconnus ou mal présentés jusqu'ici. Il est nécessaire à quiconque veut parler d'une manière précise de la diète de Worms et des circonstances qui l'entourèrent.

J. PAQUIER.

L'Allemagne et la Réforme.

T. VII : *La civilisation en Allemagne depuis la fin du moyen âge jusqu'au commencement de la guerre de Trente ans*, par Jean JANSSEN, complété et publié par Louis PASTOR. Traduit de l'allemand sur la 14^e édition, par E. PARIS. Paris, Plon, 1905, xlv+720 p.

M. Paris continue de rendre accessible au public français la grande œuvre de Janssen.

Le présent volume a même un mérite que n'avaient pas et que ne pouvaient avoir ceux qui l'ont précédé. Jusqu'ici M. Paris avait dû traduire l'œuvre même de Janssen. Mais depuis la mort de Janssen, son brillant élève Louis Pastor a donné successivement des éditions, revues et augmentées, de tous les volumes de l'*Histoire du peuple allemand*. Généralement, il est vrai, les additions sont peu importantes ; ça et là pourtant elles sont considérables. Or, cette traduction du VII^e volume est faite sur la quatorzième édition allemande donnée par le docteur Pastor en 1904. Elle nous offre donc tout ce que les Allemands eux-mêmes peuvent lire dans la forme la plus récente de l'œuvre.

Déjà, dans cette *Revue*, j'ai fait un assez long compte rendu de l'original allemand (année 1905, t. II, p. 675-677). Ici, je vais donc me borner à quelques remarques sur la traduction.

Cette traduction est généralement correcte et française. Pourtant, en la comparant à l'original, j'ai eu, ça et là, quelques surprises pénibles.

Je prends la dernière phrase de la préface de la quatorzième édition (p. viii). M. Paris écrit : « J'exprime ici toute ma reconnaissance au docteur Laubert, qui pour ce chapitre, comme du reste pour tout l'ouvrage, m'a prêté sa précieuse assistance. Je remercie également le docteur Paulus et M. Braunsberger-Falk de leur concours obligeant. »

Or dans le texte allemand je lis : « Je rappelle ici avec reconnaissance le concours que pour ce chapitre, comme du reste pour tout l'ouvrage, m'a prêté le docteur Lauchert. Je dois remercier aussi le docteur Paulus, P. Braunsberger et le docteur

Falk, archiviste, de leurs nombreuses contributions à la présente édition. »

Je crois qu'ici *concours* est d'une meilleure langue qu'*assistance*. Mais, surtout, il est malheureux qu'en cinq lignes, trois noms propres soient plus ou moins défigurés, et les deux derniers sans que l'on puisse songer à une faute d'impression.

Pour l'ouvrage lui-même, je ne puis évidemment confronter ligne par ligne la traduction avec l'original. J'ouvre le livre au hasard. A la page 351, je lis : « Tout *agens*, enseignait Croll, tend à trouver son semblable. » Cette simple petite phrase me suggère deux remarques. D'abord, la langue allemande, qui emploie si volontiers des mots de langues étrangères, supporte facilement le mot latin *agens* ; au pluriel, elle l'a même fait sien : *agentien*. Le français, lui, a le mot *agent*, qui appartient à la langue philosophique de la meilleure époque. Ensuite, que veut dire l'axiome lui-même ? Que tout agent aime à agir sur un sujet de même nature, qu'un principe spirituel d'activité aime naturellement à agir sur un sujet spirituel. Or est-ce bien là le sens qu'évoque la traduction ? Ne vous ferait-elle pas croire plutôt qu'un principe d'activité cherche un autre principe d'activité qui lui ressemble ?

Il est vrai qu'à la fin du volume, il y a un *errata*. Il est un peu long. Pourtant les passages que je viens de noter n'y sont pas mentionnés, et il est de toute évidence qu'il y en a d'autres qui ne le sont pas davantage et sur lesquels pourtant il y aurait aussi des remarques à faire.

En outre, cet *errata* lui-même aurait grand besoin d'être corrigé.

J'y lis entre autres choses :

« P. 6, l. 3. Waldessen, lisez : Waldsassen. »

Je vais à la page 6 : rien de Waldessen. C'est, je crois, de la page 8 qu'il s'agit.

« P. 344, l. 8. Grand nombre de cette précieuse récolte. »

Il n'y a rien de cela à la page 344.

« P. 360, l. 20. Richholz, lisez : Aichholz. »

Cette indication veut dire qu'à la page 360, ligne 6 et non 20, il y a non pas *Richholz*, mais *Rochlitz*, et qu'il faut lire *Aichholz*. Pourtant, je dois faire erreur ; car à l'endroit correspondant de l'original allemand, on lit *Rochlitz* (p. 386). En sorte que je ne puis arriver à voir à quel passage du texte se rapporte cet endroit de l'*errata* ! En tout cas, il ne se rapporte assurément pas à la ligne 20 de la page 360 de la traduction, et pas davantage à la ligne 20 de la page 360 de l'original !

Cette traduction eût donc gagné à être plus mûrie. Telle qu'elle est, elle représente pourtant un travail considérable et qui pourra être utile au public français.

J. PAQUIER.

Le Procès de Guillaume Pellicier, évêque de Maguelonne. Montpellier de 1527 à 1567.
Étude historique, par L. GUIRAUD.
Paris, Picard, 1907, in-8 de xii-272 p.

Guillaume de Pellicier, évêque de Montpellier, est, avec Jean de Pins, de Laubespine, Jean de Morvilliers, François de Noailles, les Gramont et les Castelnau, de cette lignée de prélats ambassadeurs qui, au xvi^e siècle, surent imprimer à la diplomatie française, encore à ses débuts, cette dignité d'allure et ce grand air qui devinrent très vite de tradition chez elle. Plus heureux même que ses collègues en épiscopat et en diplomatie, Guillaume Pellicier a déjà

attiré plusieurs fois les regards des historiens ou des érudits. M. J. Zeller a puisé dans sa correspondance politique les éléments d'une thèse sur *La diplomatie française vers le milieu du XVI^e siècle*, et M. Trausse-rat-Radel a publié cette même correspondance. Il n'y a pas jusqu'à la bibliothèque de G. Pellicier qui n'ait provoqué de savants et fort curieux articles de MM. Léopold Delisle, L. Dorez et H. Omont. Car chez l'évêque de Montpellier le diplomate était doublé d'un humaniste toujours à l'affût de manuscrits grecs. Il fut ainsi, à Venise, pendant son ambassade (1539-1542), le grand pourvoyeur de la bibliothèque de François I^{er}. Et on pense bien que, s'il occupait continuellement douze copistes à transcrire des anciens manuscrits grecs, ce n'était pas sans songer à sa propre bibliothèque.

Il n'y avait qu'un épisode de cette brillante carrière épiscopale qui fût jusqu'ici encore entouré d'ombre. Après plus de vingt ans d'épiscopat, Guillaume Pellicier était un jour brusquement arrêté et jeté en prison comme un vulgaire scélérat, et il lui fallut, pendant près de sept ans, soutenir un douloureux procès où son honneur courait autant de risques que sa vie. C'est à ce procès, à ses causes et à ses péripéties diverses qu'est consacré le livre de M^{lle} L. Guiraud.

A vrai dire, il y a bien là trois procès qui se succèdent, et chacun des deux derniers se greffe sur le précédent. Le premier fut intenté d'office par le Parlement. Il établit, trop facilement, hélas ! que cet évêque, de par ailleurs si remarquable, s'était laissé aller à de graves désordres privés. On voudrait pouvoir faire le silence sur ces fautes, effa-

cées, semble-t-il permis de croire sur bonnes preuves, par le repentir du coupable. Mais, comme le dit M^{lle} Guiraud, sur cette grave infraction de l'évêque à la loi stricte de l'Église, tout son malheur s'échafauda. Ce n'est donc pas que les constatations auxquelles aboutit l'instruction des Grands Jours de Béziers aient entraîné pour Pellicier une bien forte pénalité. Non ; l'affaire fut évoquée, avec beaucoup d'autres du même genre, devant le Grand Conseil du roi. Mais cette évocation même ne faisait point l'affaire de ceux qui escomptaient en ce moment la disparition ou la ruine morale de l'évêque de Montpellier. Et ceux-là étaient nombreux et puissants.

C'étaient d'abord le beau-frère même du connétable de Montmorency, son lieutenant dans le gouvernement du Languedoc, le comte de Villars, qui convoitait un des plus beaux bénéfices de Pellicier, puis deux chanoines, Jean de Lauzeler-gues et Jacques de Fortia, dont l'évêque avait eu à refréner la rapacité, et enfin les calvinistes, masqués ou avérés, mais tous également intéressés à se débarrasser d'un évêque trop vigilant. Sous l'effort des manœuvres combinées ou du moins convergentes de ces trois groupes d'adversaires, Pellicier se voyait arrêter, le 12 novembre 1551, dans son château de Terral, sous l'inculpation du crime de lèse-majesté. Comment avait-il pu donner lieu à une pareille imputation ? Il n'est pas aisé de l'établir, et toutes les recherches de M^{lle} L. Guiraud n'aboutissent qu'à des probabilités. Quoi qu'il en soit, Pellicier fut abandonné pendant cinq ans à toutes les mesures inquisitoires et arbitraires qu'il plut au commissaire du roi, Barthélemy,

d'employer contre lui. *Abandonné* est bien le mot, car ni le cardinal de Ferrare, son métropolitain, ni le pape Jules III, ni le nonce, à qui Rome avait enjoint de se taire, ne crurent d'abord devoir protester contre cette violation des immunités ecclésiastiques. L'attitude du Saint-Siège changée, il est vrai, avec l'avènement de Paul IV; en même temps, malgré tout le zèle de Barthélemy pour transformer l'accusé en coupable, l'innocence de l'évêque éclata de jour en jour davantage. Il put même se prévaloir d'une lettre tombée aux mains du cardinal de Lorraine et dans laquelle le juge informateur trahissait ses embarras et ses louches calculs, pour se transformer d'accusé en accusateur. Ce fut le troisième procès, le seul qui nous soit à peu près connu, car le dossier du précédent a été détruit, à dessein pense M^{lle} L. Guiraud. Les calculs des adversaires de Pellicier y furent totalement déjoués, et après sept ans d'incarcération, d'enquêtes et de débats, l'évêque put revenir triomphalement reprendre l'administration de son diocèse et s'y voir désigné — éclatante réhabilitation — pour aller représenter au concile de Trente l'épiscopat français.

M^{lle} L. Guiraud n'a rien omis pour éclairer les diverses péripéties de ce sombre drame. S'il y subsiste encore quelques points obscurs, ce n'est évidemment pas sa faute. Son étude témoigne de recherches très étendues, poursuivies dans les sens les plus divers, à Montpellier, à Paris, à Rome, et attestées par les vingt-trois pièces justificatives inédites, très importantes et très intelligemment publiées, qui servent de base à son récit et d'appendice à son volume. De l'exposé lui-même, ferme et vi-

vant, se dégage une émotion vraiment communicative, peut-être un peu trop prolongée. Peut-être aussi pourrait-on trouver que M^{lle} L. Guiraud abuse parfois des conjectures, et il n'est pas toujours aisé de voir aussi nettement qu'elle, dans les diverses vicissitudes du procès de Pellicier, tout autant de contre-coups des événements politiques dont la cour de France ou celle de Rome sont alors les théâtres. A. DESENT.

Guillaume du Vair. *L'homme et l'orateur jusqu'à la fin des troubles de la Ligue (1556-1596)*, par René RADOUANT, professeur agrégé au lycée Henri IV. Paris, Lecène et Oudin, 1908, in-8.

Le chancelier du Vair a passé pour l'homme le plus éloquent de son temps. Sous ce rapport, il a soigné sa renommée, car il fut un des premiers à imprimer et à répandre ses discours et ses écrits, à les revoir, à les corriger même selon l'effet obtenu, si l'on en croit ses contemporains. Il a donc laissé la matière d'une jolie étude. Elle convenait particulièrement à un jeune professeur, qui en a fait le sujet d'une thèse de doctorat ès lettres, brillamment soutenue en Sorbonne. On pouvait utiliser bien des réminiscences classiques en commentant un auteur nourri de l'antiquité au point de faire en prose, — ce que les poètes de la Renaissance avaient fait en vers, — des imitations poussées jusqu'au pastiche.

Après une jeunesse passée soit à étudier en Italie, soit à intriguer avec le duc d'Anjou dans les Pays-Bas, Guillaume du Vair rentre dans la vraie vocation parlementaire de sa famille, et vient à Paris, où tout en remplissant sa charge de magistrat, il se lie avec les beaux esprits de l'épo-

que : Turnèbe, Jean Morel, du Belloy, de Thou. Arrive la Ligue, et il se lance dans ce que nous appellerions aujourd'hui la politique. Partagé entre des tendances diverses, il déteste la tyrannie, surtout quand elle est exercée par un roi aussi faible et aussi méprisable que Henri III ; mais il est attaché aux traditions catholiques et monarchiques. De là des hésitations, qui furent celles du tiers-parti sous la Ligue. Elles s'accusent dans les œuvres successives, que M. Radouant a analysées avec beaucoup de soin : l'oraison funèbre de Marie Stuart, le discours des Barricades, la supplication au roi, le traité de la « constance », l'exhortation à la paix, et surtout le discours pour la loi salique à la veille de ce fameux arrêt du Parlement de Paris, qui fit plus pour la cause de Henri IV qu'une armée. Guillaume du Vair vécut vingt-cinq ans encore ; mais il ne semble pas que la fin de sa carrière ait été aussi brillante que le début. Au reste, l'auteur nous a bien fait connaître l'homme et l'écrivain ; et son livre est plein de recherches érudites, un peu abondantes quelquefois.

G. BAGUENAUT DE PUCHESSE.

Le Livre des métiers de Gisors au XVI^e siècle, par Louis PASSY. Pontoise, Société historique du Vexin, 1907, in 4 de vii 262 p.

Le *Livre des métiers de Gisors*, que M. Louis Passy vient de publier, ne peut être mis en parallèle avec le

livre des métiers de Paris, établi au xiii^e siècle par Étienne Boileau ; le mérite et l'importance du second sont bien supérieurs, mais l'un et l'autre furent rédigés dans le même but, pour réprimer les fraudes, prévenir les procès, combattre les mauvaises pratiques de l'industrie, défendre à la fois les intérêts du commerce et ceux des habitants. C'est en 1538 que messire Adrian Thiercelin, bailli de Gisors, eut l'idée de réunir en un document authentique les règlements de l'industrie de sa ville et de son temps. Les maîtres jurés et gardes des métiers de « boucher, bonnetier, barberie, serrurier, mareschaulx, mercier, cirier, épicier et chandellier, pigneur et cardeur, estainmier, cordouennier, menuysier, foulon, collaissier, tixerand en thoille, chappellier, boullenger, cou-rayeur, de peleterie, chausseterie, cousturier et taillandier, » apportèrent leurs statuts et ordonnances qui furent transcrits sur un registre, et auxquels on joignit peu après les statuts des chaudronniers, maçons, charpentiers, pâtissiers, etc. C'est ce registre, avec les additions qui y furent faites, que M. Passy publie aujourd'hui. Il est intéressant pour l'histoire de l'industrie et du commerce autant que pour l'histoire locale, et l'auteur nous promet pour une prochaine année les commentaires et considérations qui permettront de le faire valoir comme il le mérite en l'encadrant dans une histoire générale de Gisors. M. P.

V. — DIX-SEPTIÈME ET DIX-HUITIÈME SIÈCLES

Richelieu et la maison de Savoie. L'ambassade de Particelli d'Hémery en Piémont, par Gabriel DE MUN. Paris, Plon, 1907, in-8 de 360 p.

Dans cet ouvrage, M. G. de Mun

nous décrit un des épisodes les plus intéressants de la lutte diplomatique de Richelieu contre l'Espagne. La politique du cardinal dans l'Italie du nord consistait à réunir les petits

États indépendants en une ligue offensive et défensive avec la France. De tous ces États, la Savoie était le plus important, tant à raison de sa situation géographique que de la valeur de ses troupes. Un des meilleurs agents de Richelieu fut chargé, dans des circonstances difficiles, de maintenir ce pays dans l'alliance française. Particelli d'Hémery, dont la gestion financière devait, dans la suite, être si vivement critiquée, s'acquitta avec zèle et succès de cette mission (1635-1639). La France avait, à la cour de Savoie, des adversaires puissants. Les deux frères du duc Victor-Amédée étaient tout dévoués à l'Espagne, et un parti nombreux se groupait autour d'eux. Le P. Monod, jésuite, confesseur de la reine Marie-Christine, usait de toute son influence pour maintenir son pays dans une fructueuse neutralité entre les deux puissants rivaux qui sollicitaient l'alliance savoyarde. Marie-Christine elle-même, bien que sœur de Louis XIII, ne servait pas sincèrement les intérêts de son pays natal, et se montrait en tout « intrigante, compliquée, vraie fille des Médicis ». Le duc Victor-Amédée rêvait la couronne royale, toujours prêt à se livrer à qui la lui reconnaîtrait. Enfin la hauteur, la maldresse des officiers français qui commandaient l'armée d'Italie, et du duc de Parme, allié de la France, étaient la cause de continuels froissements ; et de Paris on ménageait trop subsides et renforts aux troupes en campagne. La situation devint des plus graves lorsque, le 7 octobre 1637, le duc Victor-Amédée mourut après quelques jours de maladie, laissant la régence à Marie-Christine, alors soumise à l'influence du P. Monod.

Au milieu de toutes ces difficultés,

Particelli d'Hémery fait preuve « de rares et grandes qualités parmi lesquelles brillent, sans contredit, son intégrité et son absolu dévouement aux intérêts de la France et au service du roi. » Lorsque sa mission se termina (juin 1639), le P. Monod, disgracié, avait quitté la Cour ; les deux frères de Victor-Emmanuel étaient en exil ; le traité d'alliance entre la France et la Savoie renouvelé ; plusieurs places du Piémont ouvertes à l'armée du cardinal de la Valette. D'Hémery, épuisé par les travaux de cette rude ambassade, devenu à charge à la cour de Turin, pouvait s'applaudir de ces résultats, dus en grande partie à son action.

Cette étude, pour laquelle M. G. de Mun s'est livré à un consciencieux dépouillement des archives de Paris et de Turin, nous fait vivement désirer le récit, promis par l'auteur, de la partie la plus discutée de la carrière de Particelli, sa surintendance des finances sous la Fronde.

Y. B.

Vie et caractère de M^{me} de Maintenon. par E. PILASTRE. Paris, Alcan, 1907, in-8 de 183 p.

Dans ce livre on ne trouvera pas de faits nouveaux. Après une courte mais substantielle étude biographique sur la célèbre marquise, M. E. Pilastre reproduit les plus importants des jugements portés sur elle par ses contemporains, ceux de Saint-Simon en particulier. Recueil utile, rendu plus attrayant par quelques bonnes reproductions de portraits, vues et autographes. La crudité de certaines descriptions et anecdotes contemporaines ne permet pas de mettre le livre entre toutes les mains, et l'auteur, d'ordinaire sym-

pathique à l'épouse secrète de Louis XIV. se montre d'une sévérité excessive pour son influence religieuse sur le roi et sa politique.

Y. B.

Les Renonciations des Bourbons et la succession d'Espagne, par le général KIRKPATRICK DE CLOSEBURN. Paris, Picard, 1907, in-8 de xxiv-327 p.

L'auteur de cette étude remonte aux origines des circonstances de mariages et d'alliances qui amenèrent, en 1700, le roi d'Espagne Charles II à disposer par testament de sa couronne en faveur du duc d'Anjou, petit-fils de Marie-Thérèse d'Autriche, puis conduisirent ce même duc d'Anjou, devenu le roi Philippe V, à renoncer en 1712 à ses droits à la couronne de France, comme petit-fils de Louis XIV. Cela donne à l'auteur l'occasion d'analyser et de commenter les actes les plus importants de la diplomatie française au xviii^e siècle et c'est ce qui fait l'intérêt de son livre. Successivement, il passe en revue : les négociations pour le mariage de Louis XIV (1656-1659) ; le traité des Pyrénées (1659) ; le droit de dévolution et les droits de la reine Marie-Thérèse d'Autriche (1662-1667) ; les traités de Nimègue et la ligue d'Augsbourg (1667-1669) ; la grande alliance et la paix de Ryswick (1689-1698) ; les traités de partage et le testament de Charles II (1698-1700) ; la grande alliance contre la France (1701-1710) ; la négociation de Londres et les conférences d'Utrecht (1710-1712) ; les renonciations de Philippe V (1712-1713) ; la loi de succession en Espagne (1713) ; la Pragmatique Sanction de 1789.

G. G.

Les Communs en Bretagne, à la fin de l'ancien régime (1667-1789). Étude d'histoire du droit, avec des pièces justificatives, par Pierre LEFEUVRE, docteur en droit. Rennes, impr. Oberthur, 1907, in-8 de xxix-179 p.

Dans cette thèse qui lui a valu le diplôme de docteur en droit, M. Lefeuvre étudie la question si intéressante et si complexe des communs en Bretagne. Après un substantiel aperçu sur leur origine, il étudie ce qu'étaient en fait les communs en Bretagne, à la fin de l'ancien régime. Les principes juridiques qui se rapportent à cette question sont basés sur la maxime célèbre : « Nulle terre sans seigneur. » L'application ou, si l'on veut, l'interprétation pratique de ces principes donna lieu à des procès sans fin entre nobles et roturiers. Un curieux chapitre est celui où notre auteur oppose, toujours au sujet des communs, la conduite du roi comme souverain et sa conduite comme seigneur. Sa conclusion est que, somme toute, en dépit de certains abus, dus, peut-être, au zèle exagéré de certains agents, « la royauté se montra plus soucieuse des intérêts de ses sujets que des siens propres. » Déjà il avait démontré que l'administration royale avait toujours été soucieuse du développement de l'agriculture. C'est qu'elle s'inspirait de la parole de Sully, souvent citée : « Le labourage et le pastourage, voilà les deux mamelles de la France, les vraies mines et trésors du Pérou. » Parole qui n'a pas cessé d'être vraie, quels que soient les développements pris depuis par l'industrie.

Une terre qui appartient à tout le monde et qui n'appartient à personne en particulier risque fort d'être négligée, si la communauté, comme

cela se pratique, par exemple, en Suisse, n'a pas soin de la faire cultiver, à frais communs, pour en répartir les bénéfices entre ses divers membres. Lorsqu'il s'agit d'une bonne terre, ou encore de bois et de forêts, c'est aller à l'encontre des intérêts généraux que d'abandonner ces communs à la discrétion des particuliers, chacun ne voyant que son intérêt personnel et immédiat. Il en va autrement quand il est question de landes, de bruyères, etc., comme, par exemple, la *Rosière* de Plerguer, dont l'auteur parle plusieurs fois. Dans ce cas, la culture est ou impossible ou improductive, et le « fruit de grâce » ou « spontané » est tout ce qu'il y a de mieux à en attendre. Ces « pâtures », comme on dit dans le pays, permettent au petit *maisonnier* d'avoir au moins une vache, quelques chèvres ou moutons, ce qui ne les empêche nullement d'être réglementées par l'administration municipale. Il y a quelque cinquante ans, en Bretagne du moins, le défrichement était à la mode, comme le déboisement, et trop souvent l'un et l'autre furent pratiqués sans discernement. Il arriva que le plus souvent le produit de ces mauvaises terres, loin d'être rémunérateur, ne compensait pas les frais d'exploitation, et qu'au bout d'un certain temps on dut les laisser en friche de nouveau. Mais les bois ne furent point replantés, et les anciens pâturages tardèrent beaucoup à se rétablir. Et cependant, si l'on avait observé, comme j'ai pu le faire souvent, que le ballonnement régulier de ces pacages prouvait qu'on les avait mis jadis en culture, on eût hésité à les y remettre, car on eût acquis la conviction qu'on ne les avait abandonnés que parce que leur défrichement avait été onéreux.

De plus, comme, le plus habituellement, les communs, avant d'être exploités, avaient été divisés par lots et aliénés à des particuliers, ils ne purent être reconstitués, et ici encore ce furent les petites gens qui en pâtirent.

L'auteur, en terminant, constate que « malgré les nombreux défrichements effectués au *xix^e* siècle, il reste encore en Bretagne un certain nombre de terres *incultes* et *communes*. » Encore une fois, un grand nombre sont incultes parce qu'elles sont réfractaires. Quant aux *communes*, j'ai l'exemple, en Suisse, de nombre de localités qui leur doivent de n'avoir point de pauvres chez elles, leur produit servant à secourir efficacement tous les nécessiteux. Ici, comme ailleurs, c'est l'abus, non la chose en elle-même, qu'il faut réprimer.

La dissertation de M. Lefeuvre est bien conduite, fortement documentée, et l'on n'y trouve pas de ces récriminations aveugles et passionnées contre un régime mal compris ou d'avance condamné sans examen, parce qu'antérieur à 1789.

A. ROUSSEL.

Mémoires et lettres de P. Timothée de la Flèche, évêque de Béryte, sur les affaires ecclésiastiques de son temps (1703-1730), publiés par P. UBALD D'ALENÇON. 5^e édition. Paris, Picard, 1907, in-16 de 218 p., avec portrait

Le P. Timothée de la Flèche (Jacques Pescherard) était gardien du couvent de Vannes quand il fut désigné comme secrétaire français du procureur général des Capucins. Arrivé à Rome en 1703, il fut des premiers et des plus ardents à demander la condamnation des *Reflexions morales* de Quesnel, et le pape Clé-

ment XI l'employa dans les affaires qui aboutirent à la publication de la Bulle *Unigenitus*. En 1713, le P. Timothée était envoyé par le pape à Louis XIV pour lui remettre certaines pièces confidentielles, et ce fut l'apogée de sa carrière. On voulut le récompenser en le faisant évêque, mais le général des Capucins avait fait promettre au roi de France de ne promouvoir aucun de ses religieux à l'épiscopat ; il fallut donc prendre une voie détournée : le P. Timothée fut nommé coadjuteur de L. M. Pidou de Saint-Olon, évêque de Babylone, en résidence à Ispahan, avec permission de ne pas rejoindre son poste : il fut sacré avec le titre d'évêque de Béryste ; une fois sacré, il était soustrait à la juridiction de son général et le roi pouvait, sans manquer à ses engagements, le désigner pour un diocèse de France. Pour diverses causes, cette combinaison échoua : l'évêque de Béryste allait être nommé à Clermont, quand on lui préféra Massillon ; puis Louis XIV mourut, et c'en fut fait des espérances du malheureux candidat. Pendant qu'il était à Rome, le P. Timothée s'était fait des ennemis nombreux et puissants ; l'ardeur qu'il avait déployée contre les jansénistes fit redouter son intransigeance à ceux qui espéraient arriver à la réconciliation religieuse ; de plus, son long séjour à Rome le rendait suspect aux gallicans ; il était roturier ; il était capucin ; il était arrivé à l'épiscopat en dehors des voies ordinaires.... on le sacrifia donc aux rancunes du parti qu'il avait combattu sans ménagements. Après de longues et douloureuses tribulations, il finit par se retirer chez les Capucins de Nantes et y mourut en 1744.

Il a composé, dans ses dernières

années, de curieux *Mémoires autobiographiques*, que le P. Ubald d'Alençon a eu l'heureuse pensée de publier, en y joignant une vingtaine de lettres qu'il a su retrouver dans divers dépôts d'archives ou ouvrages imprimés.

A en croire le P. Timothée, il aurait joué dans toutes les affaires du jansénisme un rôle très considérable, mais il me semble qu'il se faisait quelque peu illusion, et que, s'il s'est agité plus que d'autres, il n'a pas eu l'influence qu'il s'attribue. Les amis du jansénisme n'ont jamais parlé de lui sans le ridiculiser de leur mieux, et ils ont certainement travesti son caractère, qui était fort respectable : mais il suffit de lire quelques lignes à peu près au hasard dans ses *Mémoires* pour reconnaître que le bon Père était pourvu d'une forte dose de naïve vanité : la manière dont il parle des honneurs qu'il a reçus fait penser à la fable de l'âne chargé de reliques. Le récit de sa mission en France prouve qu'il était un déplorable diplomate, parlant trop, croyant tout, se laissant duper par ses adversaires et compromettant ses amis. Il ne fut pas inaccessible à l'ambition, mais il fut puni par où il avait péché et ses innombrables déceptions lui firent expier cruellement des fautes sur lesquelles ses contemporains eussent fermé volontiers les yeux, s'il ne s'était signalé par sa haine de l'hérésie et son dévouement au Saint-Siège.

P. PISANI.

Venise au XVIII^e siècle, par Philippe MONNIER. Paris, Perrin, 1907, in-18 de 412 p.

M. Philippe Monnier, qui a autant d'érudition et d'esprit que son père, vient de manquer un beau livre.

Les quatorze chapitres de ce volume sans unité constituent un tableau amusant de la vie vénitienne au XVIII^e siècle. On le lira avec curiosité; on y trouvera un grand nombre d'historiettes, d'anecdotes, de citations piquantes. Chacun de ces chapitres non liés est un essai brillant, — où l'on peut retrouver, je crois, les coupes, les effets, parfois les trucs oratoires du conférencier — sur un aspect de la vie mondaine, littéraire, artistique de la Dominante. On passe en revue : II. La vie légère. III. Les fêtes, le carnaval, la villégiature (sur ce point, vues nouvelles, intéressantes). IV. Les femmes, l'amour et le cavalier servant. V. Les gens d'esprit et Gasparo Gozzi. VI. La passion musicale. VII. Les petits-maitres vénitiens. VIII. Le théâtre italien. IX. Goldoni. X. Carlo Gozzi et les *fiabe*. XI. Les aventuriers et Casanova. XII. Les bourgeois. XIII. Le peuple. XIV. La fin de Venise. Les chapitres sur l'art dramatique, où les sources imprimées suffisent, sont les meilleurs, les mieux fouillés; il y a sinon des idées très personnelles, au moins nombre de remarques judicieuses et de rapprochements utiles. De même le chapitre sur la musique contient beaucoup de faits qu'il sera com- mode d'y trouver réunis.

Quant au reste, on ne comprend pas qu'un érudit de la valeur de M. Monnier ait osé entreprendre de le décrire sans avoir fait des recherches aux archives de Venise. Comment se priver, de propos délibéré, du trésor de renseignements que sont par exemple les papiers des inquisiteurs d'État, les *riserte dei confidenti*, les procès criminels? La bibliographie des imprimés, qui termine le volume, atteste de nombreuses lectures : elle est très riche,

« tout l'essentiel » y est. Mais tout l'essentiel, c'est aux archives des Frari qu'il est. Un livre qui s'en est passé péchera forcément par la base.

Cet entassement de faits et d'anecdotes, d'opinions et d'allusions, est fait sans méthode, et l'historien ne pourra guère l'utiliser. Une liste alphabétique finale de bibliographie ne dispense pas de références précises : M. Monnier a eu le tort grave, pour alléger son livre, de n'en presque jamais donner au bas des pages. Aussi ce livre trop allégé ou trop léger reste en l'air, faute de preuves. Il est désordonné et incomplet. On ne voit pas le plan de l'auteur, s'il en a eu un. Il a oscillé entre l'histoire sociale et l'histoire littéraire, éliminant bien à tort la peinture des institutions, et entre les deux n'a pas su se déterminer. Une description du gouvernement, des ordres, des castes, devait ouvrir le livre : on ne trouve rien ici de suivi, de net et de consistant sur le régime, sur le patriciat (considéré d'ensemble et comme corps politique), rien sur le clergé, pourtant si caractéristique. Ce qui est dit des bourgeois et du peuple est relégué presque à la fin (chap. xiii et xiv). M. Monnier répète à satiété, et on le sait d'ailleurs, que Venise, au XVIII^e siècle, est en décadence. « Elle n'est plus ce qu'elle avait été; ce qu'elle avait été quand elle était si grande. » Il fallait montrer par quelle suite d'étapes la Sérénissime en était arrivée à ce point de décrépitude. L'introduction de l'auteur est vague autant que compliquée et ne satisfait pas notre curiosité. Et il dé- finit insuffisamment « la nuance d'âme jolie » qui caractérise, d'après lui, Venise mourante. Dans la distribution des chapitres, on ne voit aucun ordre; vie mondaine, vie litté-

raire, tout est mêlé : Gasparo Gozzi entre les sigisbées et la musique, Goldoni et Carlo Gozzi entre Tiepolo, Rosalba et Casanova. La conclusion sur la fin de Venise, avec son évocation caricaturale d'un Bonaparte aux mèches plates, est vraiment inconsistante. Dans l'intérieur des chapitres, même confusion, même souillis, et souvent même sensation de piétinement.

Sur ce sujet brillant, pimpant, galvaudé par les Goncourt et Barrès, M. Monnier n'a pas résisté, hélas ! à la tentation d'écrire à son tour un livre musqué, pimpant, brillant. Il n'y a que trop réussi ; et, quand un honnête professeur genevois fait de l'écrit en artiste, c'est terrible ! Que d'affectation et de préciosité ! Que de recherches d'images soi-disant nouvelles, de métaphores peu lumineuses, que de gentilleses et de trémoussements de style ! Il y a Gasparo Gozzi (p. 21) « qui porte à son esprit de fantaisie... une aigrette de lumière ainsi qu'un petit flot. » Il y a (p. 70) « les essaims qui... prennent leur volée.... prrt !... » (sic). Il y a, pour n'en signaler qu'un, entre cent morceaux d'oiseuse virtuosité (p. 158), une cavatine sur la musique qui est typique. A ce gongorisme ou gongorisme ridicule, qui dénature les qualités réelles d'érudition du livre, à cette écriture papillonnante, pirouettante, qui appellerait les lestes croquis d'un Louis Morin, se juxtaposent des tournures d'un archaïsme tout genevois, ou d'une étrangeté dont Genève n'est peut-être pas responsable : p. 12, danse *dessus* ses perles ; p. 139, emporte son chat *dedans* une cage ; p. 149, on lui doit *passé* 70 ;

p. 149, la septantaine ; p. 42, on croise *un genou sur un autre genou* ; p. 138, sa fille est *plus enceinte un jour que l'autre* ; p. 163, les pêcheurs s'étreignent à elles avec la voix ; p. 52, « il faudrait dire la petite chose qui semble le format en cours. » Il y a des phrases d'une construction surprenante, comme celle-ci, p. 163 : « elles chantent tant que des profondeurs de l'espace une voix lointaine ne leur réponde » (il veut dire : jusqu'à ce qu'une voix leur réponde). Il y a des images mal venues : les gondoles au *flanc effilé* (p. 30) et (p. 123) « les petites rues enjambées d'un pont leste » (le pont enjambe (!) plutôt le canal !!). Il y a, p. 41, un divertissant *ténor aveugle d'un œil*, — on dit généralement borgne, je crois. Il y a des réflexions d'une involontaire naïveté, p. 53 : (ces choses) réjouissent l'heure *composée de minutes*. Il y a des traces de pudique rigorisme : « les petits culs nus d'amours » de Tiepolo, comme disait l'autre, ne montrent chez M. Monnier que « leur séant, » — et tout le chapitre de Casanova est délicieux de pudeur empêtrée. Il y a enfin la faute de français impardonnable : *Qu'on ne se rappelle pas* ou *je, mais du nous* ! — Le perpétuel passage d'un style à l'autre finit par agacer à l'excès l'honnête lecteur qui se rappelle le précepte du fabuliste :

Ne forçons point notre talent,
Nous ne ferions rien avec grâce.

Style, composition et documentation, tout serait donc à reprendre dans l'ouvrage de M. Monnier, qui cependant a de réelles qualités d'érudition et qui, préparé avec beaucoup de soin, pourra rendre service au lecteur averti.

L. G. PÉLISSIER.

VI. — RÉVOLUTION

La vente des biens nationaux pendant la Révolution française, par Amédée VIALAY. Paris. Perrin, 1908, in-8 de xi-350 p.

La vente des biens ecclésiastiques pendant la Révolution française, par G. LECARPENTIER. Paris, Alcan, 1908, in-16 de xi-187 p.

La question de la vente des biens nationaux, mise au concours par l'Académie des sciences morales et politiques (prix Rossi), a fourni à M. Vialay le sujet d'un volume fort bien fait. Après avoir examiné la question de la nationalisation des biens d'église et des autres catégories de biens confisqués (biens des émigrés, des condamnés, des collèges, des hospices, etc.), l'auteur étudie les procédures adoptées pour la vente de ces biens. Ces procédures furent modifiées à diverses reprises; les Constituants se proposaient deux objets : rétablir l'équilibre financier, en éteignant le passif légué par l'ancien régime; établir l'équilibre économique en divisant les grandes propriétés et en augmentant le nombre des petits propriétaires ruraux. M. Vialay montre que ni l'un ni l'autre de ces résultats ne furent atteints. La « hideuse banqueroute », que Mirabeau montrait à nos portes, entra et devint l'état normal de nos finances; la vente des biens du clergé profita surtout aux spéculateurs qui n'avaient pas craint de pousser très haut les enchères, parce qu'ils avaient prévu la baisse des assignats. Ayant douze ans pour se libérer, et la faculté de le faire par anticipation, ils n'eurent pas besoin d'attendre le jour où cent livres en numéraire équi-

valaient à 300,000 en papier-monnaie, et ils réalisèrent des bénéfices énormes, pendant que les paysans, moins aventureux, s'étaient abstenus en grand nombre de surenchérir. Si la Révolution amena finalement une augmentation du nombre des propriétaires ruraux, c'est quand les spéculateurs enrichis revendirent avec un large bénéfice les lots qu'ils s'étaient fait adjuger. M. Vialay a pris ses exemples dans le département de la Côte-d'Or, dont il a consciencieusement dépouillé les archives; il utilise d'autres travaux, comme celui de M. Vermaire, pour Lyon. Dans son chapitre VII, il parle des ventes de Paris, mais sur une documentation par trop restreinte et, quand il en vient aux biens des religieux, il se montre insuffisamment renseigné sur ce point, qui était en dehors de sa spécialité.

Beaucoup moins étendue, puisque restreinte aux ventes de biens ruraux de l'Église, l'étude de M. Lecarpentier gagne en précision ce qu'elle perd en développement. Au lieu de limiter ses expériences à un ou deux départements, il a étudié une vingtaine des cinq cent quarante-six districts que comptait la France, et les a choisis sur tous les points du territoire, en ayant soin de les prendre dans des conditions telles que leur ensemble formât par compensation une moyenne aussi équitable que possible. Partant de ces données patiemment et judicieusement amassées, il a étudié d'abord la nature des propriétés rurales du clergé. Il en dégage des conclusions extrêmement nettes, et cite cette parole de Mirabeau, qui servait de devise à son mémoire :

• Si on ne les achète pas, nous les donnerons. » Puis, il passe en revue les lois qui ont successivement régi les ventes, et, à cette occasion, il examine à fond la question de la valeur relative des assignats. Enfin, comme conclusion, il donne, sur la répartition des biens après les ventes, des aperçus qui fournissent une idée précise sur les résultats de cette vaste opération. Il a l'occasion de redresser au passage diverses erreurs qui ont échappé aux historiens les plus accrédités, et qui ont été rééditées depuis par tous les ouvrages de seconde main. De nombreux tableaux statistiques condensent les conclusions de l'auteur.

Sans être parfaits, ces deux ouvrages, bien composés, et écrits sans arrière-pensée d'ordre politique ou économique, ont été couronnés par l'Académie, et c'était justice.

P. PISANI.

Mémoires et correspondance d'un prêtre nivernais déporté en 1794, publiés par l'abbé CHARRIER. Nevers, Impr. de la Nièvre, 1908, in-16 de xxix-226 p.

Le prêtre dont on publie les mémoires et les lettres s'appelait l'abbé Imbert; il est mort curé de la cathédrale de Nevers en 1841.

En 1794, les ecclésiastiques de Nevers mis en réclusion en vertu de la loi du 26 août 1792 furent frappés arbitrairement et illégalement d'une aggravation de peine et condamnés à la déportation. On les embarqua sur la Loire, le 14 février 1794, au nombre de soixante et un. Le 2 mars, le convoi s'arrêta à Angers; jusque-là, les déportés avaient été traités humainement, quoique indignement exploités par leurs gardes. A Angers, ils trouvèrent les autorités exaspérées par la

résistance de la Vendée, et ils eurent à subir les conséquences de cette mauvaise humeur : enfermés au château dans des cachots empestés et étroits, on les laissa plusieurs jours sans leur donner aucune nourriture; on les dépouilla de leur argent, de leur petit bagage et même de la plus grande partie de leurs vêtements. C'est dans cette horrible captivité, qui dura dix jours, que plusieurs d'entre eux prirent le germe des maladies infectieuses qui allaient les emporter. Le 13 mai, on les fit rembarquer, et, une fois à Nantes, ils passèrent un mois enfermés dans un vieux bateau pris aux Hollandais, où leurs surveillants les traitèrent avec la dernière barbarie; ce navire était un foyer d'infection et les gardiens n'osaient pénétrer dans la cale qu'en se bouchant le nez; c'est pourtant là que les prisonniers étaient retenus sans même pouvoir prendre l'air. Aussi, quand, le 17 avril, l'ordre fut donné de conduire les déportés à Brest, d'où un vaisseau devait les transporter à Madagascar, dix-sept étaient morts de misère ou de maladie, et seize étaient hors d'état de se mettre en route, et en effet un seul de ces derniers survécut. Les vingt-huit restants furent dirigés sur Brest, où ils passèrent près d'un an; quand ils furent délivrés, ils n'étaient plus que douze; seize encore étaient morts à Brest. En tout, sur soixante et un, il y eut quarante-huit victimes.

C'est le journal de cette période qui forme la partie principale du volume.

L'abbé Imbert avait un ami, l'abbé Lioult, qui avait pu se dérober aux poursuites, et à qui il écrivait souvent. Ce sont ces lettres qui complètent le récit du « voyage de Nevers à Brest » et forment la seconde partie

du recueil ; l'éditeur y a joint celles que l'abbé Imbert écrivait à sa vieille mère, et dans lesquelles il s'efforce de lui dissimuler les horreurs de sa captivité.

A partir de 1795, l'abbé Imbert et l'abbé Lioult exercèrent leur saint ministère à Nevers et dans les environs ; mais en 1798, la persécution se ralluma et l'abbé Lioult fut arrêté. L'abbé Imbert, resté libre, lui écrit pour le tenir au courant des dangers qu'il court ; cette correspondance, qui dura jusqu'à la libération de l'abbé Lioult, en avril 1799, forme la troisième partie de la collection.

Rien n'est plus émouvant que ces récits faits au jour le jour ; on s'attendrit en pensant aux souffrances physiques et morales des généreux confesseurs ; on admire leur patience, leur ingéniosité et leur gaieté ; on s'édifie en voyant avec quel abandon ils se remettent entre les mains de Dieu. Leur privation la plus cruelle était celle de leur messe ; et quand ils arrivent à la dire, au moyen de pieux artifices dont ils n'osent parler qu'à mots couverts, on sent qu'ils y ont retrouvé des forces nouvelles afin de souffrir et mourir en martyrs.

L'éditeur avoue qu'il a un peu rajeuni le texte. Il a ajouté une attachante introduction et des notes érudites, et de cela, les lecteurs ne pourront que lui savoir le plus grand gré.

P. PISANI.

Un martyr de la Révolution à Vannes. Pierre-René Rogue, prêtre de la Mission (1758-1796), par Léon BRÉTAUDEAU, de la même Congrégation. Société Saint-Augustin, Paris, rue Saint-Sulpice, 30, in-12 de xvi-208 p.

M. Rogue naquit à Vannes en 1758. Il perdit son père de bonne heure et

demeura seul avec sa mère qui tint à lui donner une éducation avant tout chrétienne, ce qui n'empêcha pas l'enfant de progresser aussi dans les sciences et les lettres. Après avoir été un écolier modèle, il fut un parfait séminariste. Prêtre en 1782, son évêque, Mgr Amelot, le nomma chapelain de la maison de retraite, fondée autrefois à Vannes par M^{lle} Catherine de Francheville, morte en odeur de sainteté. Le jeune prêtre, se sentant appelé à la vie de communauté, se rendit, en 1786, au séminaire des Prêtres de la Mission, à Paris, dans cette vieille maison de Saint-Lazare qui devait donner son nom aux zélés enfants de Saint-Vincent de Paul, et que le conseil général de la Seine, en 1902, condamnait à la démolition (sentence qui n'a pas encore été exécutée, à la grande joie des amis du vieux Paris). Vincent de Paul avait dit à ses premiers collaborateurs : « Plaise à Dieu, mes frères, que tous ceux qui viennent pour être de la compagnie, y viennent dans la pensée du martyre. » Cette pensée fut-elle celle de M. Rogue ? Peut-être. Toujours est-il que ce jeune prêtre se montra constamment un homme de devoir et de sacrifice. Dès 1787, on le voit de retour à Vannes, au grand séminaire, en qualité de professeur de théologie. Il y retrouvait M. Le Gal, supérieur de cette maison depuis 1781. La Révolution vint répandre son souffle de haine et d'impiété. Au nom de principes que l'on proclamait immortels, on tyrannisa les consciences, en attendant de répandre le sang à flots. On avait arraché au faible Louis la signature (26 déc. 1790) ordonnant le serment de la constitution civile du clergé. Mgr Amelot, monarque du clergé, refusa le

tique et fut suivi de l'immense majorité. M. Le Gal, dans un moment d'oubli, le prêta, mais, averti par M. Rogue de sa faute, il se rétracta aussitôt, à la grande fureur des *patriotes* vannetais. Le séminaire fut dispersé et les biens mis en vente. Mgr Amelot partit pour l'exil. L'intrus Lemasle s'installa à sa place, mais le mépris de tous les gens de bien fut son lot. Il crut qu'en faisant proscrire les prêtres fidèles, il remonterait dans l'opinion publique : « Si tout prêtre non assermenté, écrivait-il au département, était éliminé, le peuple serait bientôt uni au pasteur et à la constitution. » On *élimina* les réfractaires, mais le peuple refusa de s'unir à son faux pasteur et se tint soigneusement à l'écart des jureurs. M. Rogue, cependant, était retiré chez sa mère et continuait d'exercer parmi les Vannetais, ses compatriotes, le ministère le plus fructueux. Il refusa tous les serments successivement imaginés par les jacobins. L'auteur parle longuement du serment de *liberté* et d'*égalité*. « C'était imposer l'erreur libérale, dit-il, étayée par son principal auteur J.-J. Rousseau, sur la négation du péché originel. » Ceux qui, comme M. Émery, l'oracle du clergé français, prêtèrent ce serment, rendu obligatoire en vertu d'un décret du 3 septembre 1792, n'y virent pas cette négation, mais une formule assez anodine qui leur permettait de rester en France et d'y continuer de se dévouer aux âmes, « préférant le service des fidèles à la sûreté personnelle que donne la déportation, » comme l'écrivait le digne Sulpicien à l'archevêque *in partibus* de Nicée, qui jugeait ce serment plus impie, plus perfide, plus exécrationnel que le premier. Ce prélat n'était autre que Maury qui avait, dès la première heure, pourvu à sa sû-

reté personnelle, et qui, de sa retraite, prêchait l'héroïsme aux autres. Il ne devait pas demeurer toujours le champion du Saint-Siège dont il se donnait ici comme le défenseur intransigeant. Plus tard, en revenant sur cette époque, M. Émery écrivait à M. Duclaux, son confrère : « Notre situation, ainsi que celle de la religion, serait encore infiniment moins triste, si on s'était accordé à faire le serment de liberté et d'égalité, et plus je réfléchis, plus je crois que le parti que nous primes était le plus sage. »

M. Émery s'illusionnait peut-être, mais l'hypocrisie révolutionnaire était moins connue alors qu'elle ne l'est aujourd'hui où nous la voyons s'étaler dans toute sa laideur et son astuce. Voilà ce qu'ici l'auteur semble oublier. M. Rogue ne se conforma pas plus au décret de déportation qu'aux autres. Il continua de rester à Vannes et d'exercer son apostolat en secret, mais très activement. A la suite du désastre de Quiberon (juillet 1795), les prisons de Vannes regorgeaient. Notre zélé apôtre ne manqua pas cette belle occasion. « Il était continuellement au milieu des morts et des mourants, leur adressant ces paroles touchantes qui rafraîchissent l'âme et font oublier la souffrance. »

A la Convention succéda le Directoire (26 oct. 1795). Merlin (de Douai), ministre de la justice, puis de la police générale, adressa, le 10 février suivant, aux administrations centrales des départements une circulaire où il leur recommandait de poursuivre rigoureusement « la juste punition des malveillants, des émigrés, des prêtres réfractaires.... ces scélérats, disait-il, ces brigands qui infestent la république. » On reconnaît le langage de ces *vertueux* Brutus, dont

l'âme semblait être le rendez-vous de tous les crimes, et le cœur celui de toutes les pourritures. On devait lire cette lettre dans la séance du tribunal où fut prononcée contre M. Rogue la sentence capitale.

Ce fut le 24 décembre 1795, que le saint prêtre fut arrêté, en pleine rue, par deux misérables, dont l'un était particulièrement l'obligé de M^{me} Rogue, sa mère. Il fut conduit en prison. A l'instar de plusieurs autres prêtres, comme lui voués à la guillotine, M. Saint-Pé, par exemple, il composa son « chant de délivrance, » que l'on dut redire longtemps après sa mort. Le 29 février, M. Rogue comparut devant le citoyen Moncel, substitut de l'accusateur public Bourgerel, qui s'était récusé. Son interrogatoire eut lieu le 2 mars; sa mère y assistait. Quand il entendit prononcer l'arrêt fatal, il se mit à genoux devant tout l'auditoire, dans un élan de reconnaissance, et remercia Dieu de l'insigne faveur qu'il lui accordait. On lui permit d'embrasser sa mère une dernière fois. Il passa la nuit à écrire quelques lettres, à prier, à réconforter son confrère, M. Robin, condamné comme lui, et le lendemain, à trois heures

du soir, il livrait courageusement sa tête au bourreau. Sa tombe, toujours entretenue, est le but fréquent de pèlerinages privés.

Telle est l'analyse de cette monographie, richement documentée, bien conduite, quoique sans prétention. De nombreuses et intéressantes pièces justificatives terminent le volume qu'illustrent quelques gravures bien venues.

Le lecteur y verra qu'au bout d'un siècle, la république, née de la Révolution, est toujours cette ennemie acharnée de l'Église avec laquelle, dès le premier jour, elle engagea un duel à mort. Le but poursuivi est donc toujours le même; seuls les moyens diffèrent. Aujourd'hui, ils sont moins brutaux, moins sanglants, puisqu'on a substitué la guillotine sèche à l'autre, et que l'on s'efforce de tuer par la faim ceux qu'alors on faisait mourir sous les balles ou sur l'échafaud. Comme alors, c'est au nom de la liberté que l'on commet les illégalités les plus monstrueuses, les infamies les plus révoltantes. Jamais tyran ne fut comparable à cette hydre aux mille têtes que l'on nomme le gouvernement populaire. A. ROUSSEL.

VII. — TEMPS MODERNES

Les préfets du Consulat et de l'Empire, par Jacques RÉGNIER.
Paris, édition de la *Nouvelle Revue*, 1907, in-12 de viii-253-vi p.

Les publications documentaires et les études biographiques touchant l'histoire civile du premier Empire se multiplient. Sans attendre davantage, M. Jacques Régnier vient de risquer un essai général sur l'ensemble du personnel préfectoral. Il l'a établi sur des recherches qui, pour n'avoir pas été poussées à fond,

lui ont fourni néanmoins les éléments d'un volume assez riche en renseignements et d'une lecture agréable. Il a consulté, outre la correspondance de Napoléon, les dossiers des Archives nationales, ainsi qu'un grand nombre de notices particulières déjà publiées.

Les principaux faits d'ordre général qui se dégagent d'un travail semblable sont bien mis en lumière. Ce sont : 1° la composition hétérogène du corps préfectoral à ses origines, imposée à

Bonaparte par les circonstances et cependant effectuée de telle sorte par lui qu'il n'a jamais mieux montré son habileté à distinguer les capacités des hommes et à en tirer le meilleur parti possible ; 2° la transformation de ce corps au profit presque exclusif des royalistes, vers 1810 ; 3° les nombreuses évolutions et palinodies des années 1814 et 1815. On peut regretter dans la suite de l'exposition, soit des énumérations un peu sèches (p. 69-72), soit des développements en dehors du sujet (p. 233-235). Au chapitre v, on aimerait à apprendre quelles conséquences a eues l'entrée dans l'administration des Italiens, des Hollandais et des Allemands chargés sur place de travailler à l'assimilation de leurs compatriotes devenus Français. Un peu plus de précision chronologique ne nuirait pas. Pourquoi écrire à propos de Bureaux de Pusy : « L'Empereur le nommera bientôt à Gênes, où il mourra peu après ? »

Je suis sûr que M. Régnier, s'il voulait bien retourner encore les dossiers des Archives, y découvrirait, pour une nouvelle édition de son livre, des révélations aussi curieuses que celles dont M. Madelin a entretenu l'an dernier les lecteurs des *Débats* (numéro du 8 juillet), à propos de Lagarde et de Miollis. Il nous montrerait sous son habit brodé d'occasion Harel, le futur *impresario* d'Alexandre Dumas. Il nous expliquerait peut-être pourquoi le régicide Richard, préfet de la Charente-Inférieure en 1815, non seulement évita l'exil, mais fut maintenu à son poste. Enfin il compléterait et mettrait au courant la bibliographie qui termine l'ouvrage. Il est aujourd'hui tout qualifié pour donner au public, sur la matière, un travail définitif et digne de confiance.

L. P.

T. LXXXIV. 1^{er} JUILLET 1908.

La police secrète du premier Empire. Bulletins quotidiens (1804-1805), publiés par Ernest d'HAUTERIVE. Paris, Perrin, 1908, gr. in-8 de xvi-595 p.

Sous le premier Empire, l'Empereur est tout et la France ne doit savoir que ce qu'il veut bien lui apprendre par la voie du *Moniteur*. Ce n'est donc ni dans ce journal, ni dans les autres feuilles périodiques étroitement surveillées par la censure, que l'historien ira, pour ce qui concerne l'administration intérieure et l'esprit public, chercher des éléments d'information. Il ira les demander aux documents émanés du ministère de la police et notamment à ceux qui résument les autres, aux bulletins adressés quotidiennement par Regnier, Fouché et Savary à l'Empereur. Ces bulletins, M. d'Hauterive vient d'en faire connaître une première série, comprenant ceux qui vont du 12 juillet 1804 au 11 juillet 1805.

Il n'a pas tout publié, estimant avec raison que ceux qui réclament la reproduction intégrale des documents sont les premiers à contrevenir à cette règle. Il y a des pièces inutiles qu'il faut mettre à l'écart ou résumer, sauf à savoir ne laisser douter le public ni de sa critique ni de sa bonne foi. M. d'Hauterive a donné les articles importants de chaque jour et résumé, sous cette rubrique : *Événements divers*, les faits d'ordre secondaire. Il a ajouté en note les additions marginales du ministre. Un numérotage unique (1,616 numéros) lui a permis de dresser deux tables, à l'aide desquelles les chercheurs pourront facilement retrouver dans le corps du volume ce qui les intéresse. Enfin il a donné des indications précises, en ce qui concerne tel ou tel événement, telle

ou telle personne, tant sur les dossiers de la série AFiv, contenant le Bulletin que sur ceux de la série F⁷, contenant les éléments du bulletin. Il a ainsi monté pour le travailleur, surtout celui qui n'habite pas à portée des Archives nationales, un instrument de recherches précieux. Qu'il le continue et qu'il l'achève; chaque volume augmentera la gratitude envers lui de ceux qui étudient cette époque, car rien ne sera plus utile pour établir enfin l'histoire authentique du premier Empire, si longtemps défigurée par les publications de Mémoires, les uns authentiques mais dictés par des hommes qui voulaient ou se faire valoir ou se vanter, les autres apocryphes, nés de pures spéculations de librairie.

L. P.

Paris sous Napoléon. T. IV : La Religion, par L. DE LANZAC DE LABORIE. Paris, Plon-Nourrit, 1908, in-8 de iv-394 p.

Ce quatrième volume d'une œuvre dont le terme n'apparaît point encore continue directement le premier à cause du sujet qu'il traite. Après avoir montré la vie religieuse restaurée à Paris par le Concordat, M. de Lanzac de Laborie nous la fait voir se prolongeant jusqu'en 1814 sous l'administration de deux prélats de réputation bien différente, bien qu'unis par leurs origines méridionales et leurs habitudes de déférence empressée envers le souverain, de Belloy et Maury. Ici encore, plus que jamais, l'histoire de Paris se confond presque avec l'histoire du régime, puisque la cathédrale de Notre-Dame a vu se dérouler quelques-unes des scènes caractéristiques du règne, le sacre, le mariage autrichien, le baptême du roi de Rome,

le concile de 1811. L'auteur s'est efforcé d'adapter autant que possible ces grandes cérémonies au cadre de son œuvre et d'en rajeunir en même temps le récit par des détails nouveaux empruntés aux documents des Archives nationales. On remarquera d'autre part ceux qu'il a fournis sur l'organisation des paroisses et le recrutement du personnel ecclésiastique, sur les conflits que causa l'interprétation du Concordat dans le sens restrictif prévu par Napoléon et accepté par Portalis. Il a fait valoir ça et là les épisodes qui attestent la renaissance quand même de la vie religieuse et que recommandent les noms de Frayssinous et d'Émery. Enfin, comme épilogue, il a placé un chapitre, qu'on trouvera trop court, sur les dissidents protestants, juifs et francs-maçons.

Ce livre est d'actualité, puisque le régime concordataire vient de prendre fin en France, on sait dans quelles conditions. L'auteur avoue bien avoir pensé aux événements contemporains en racontant notre histoire religieuse d'il y a un siècle, mais il a laissé au lecteur le soin de faire des rapprochements et de constater les contrastes inévitables. Il a beaucoup cité, au risque de n'être pas littéraire, comme dit Taine. Il est mieux que cela, vivant, et on lira d'un bout à l'autre ce volume avec l'intérêt parfois mélancolique qu'inspirent les choses d'autrefois mises en regard des choses d'aujourd'hui.

L. P.

L'Archichancelier Lebrun, gouverneur de la Hollande, 1810-1813, par le marquis DE CAUMONT-LA FORCE. Paris, Plon, 1907, in-8 de v-378 p.

Le titre et les dates délimitent net-

tement le sujet. C'est un épisode très important de la vie politique de Lebrun, l'ancien consul, ce personnage un peu effacé et resté modeste, sur l'existence de qui nous n'avons guère d'autres travaux que la courte biographie mise en tête de ses *Opinions et écrits* recueillis, en 1829, par son fils aîné le duc Charles de Plaisance, et les *Mémoires sur le prince Lebrun* composés d'après des entretiens personnels par Marie du Mesnil, publiés en 1828. Son arrière-petit-fils, M. de Caumont-La Force, est allé demander plus et mieux aux documents inédits : les lettres (1.500 environ) de l'Archichancelier à l'Empereur (Archives nationales) ; les 88 lettres de l'Empereur à Lebrun ; la correspondance de Lebrun et de Cambacérès, celle du préfet d'Amsterdam et du directeur de la police. De juillet 1810 à novembre 1813, le « duc de Plaisance » fut le chef suprême de la Hollande réunie en 1810 au grand Empire, pourvue en 1811 d'une administration française. M. de Caumont-La Force a très heureusement compris la façon impérative dont usait Napoléon vis-à-vis de ses frères dotés par lui d'une couronne et la manière dont il entendait ce qu'il nommait leurs « devoirs » à son égard. L'exemple de la Hollande se joint à ceux, jusqu'ici plus connus et analogues, de l'Espagne, Naples, la Westphalie, la haute Italie. A ce titre même, ce volume offrait un intérêt particulier ; l'auteur n'a pas été au-dessous de sa tâche, et il fournit une étude qui lui fait le plus grand honneur en même temps qu'elle éclaire pour ses lecteurs une page encore obscure et cependant bien curieuse de la politique et de la diplomatie impériales.

Ceci dit, nous nous bornerons à

énumérer les phases successives du volume, où se dévoile le caractère pacifique et temporisateur de Lebrun, si disparate de celui du maître : ses difficultés à propos des finances, du blocus continental et des douanes, de la marine hollandaise, de l'armée : la mission de Réal, l'ancien jacobin, chargé d'exciter l'ardeur du débonnaire gouverneur ; le rôle du directeur de la police Villiers du Terrage ; le voyage en Hollande de Napoléon et de Marie-Louise ; l'attente passionnée des Hollandais pour leur « délivrance » qui aboutit à la révolte d'Amsterdam, dès que les alliés de la coalition européenne paraissent triomphants ; enfin la dispersion des fonctionnaires français mis dans la position la plus pénible et le départ mouvementé de Lebrun.

Un bon portrait de l'Architrésorier ouvre le livre ; on aurait souhaité qu'une table alphabétique le terminât. Elle eût facilité l'utilité de cette étude qui se lit avec un réel agrément.

GEOFFROY DE GRANDMAISON.

Lamennais, sa vie et ses doctrines. II. *Le catholicisme libéral* (1828-1834), par Charles BOUTARD. Paris, Perrin, 1908, in-12 de vi-407 p.

Il y a deux manières d'étudier Lamennais. L'une est la manière moderne, toute documentaire, qui s'occupe des incidents, même les plus menus, de la vie des personnages illustres, ne néglige aucun détail, et cherche à porter, au moyen de l'inédit, la lumière sur tous les points obscurs d'une destinée ou d'un caractère. L'autre est la manière plus haute, qui se sert des matériaux ainsi accumulés par la patience d'autrui, sans chercher à y rien

ajouter, et, supposant tous les alentours de la personne suffisamment explorés, entreprend résolument et à peu près uniquement l'histoire de ses idées. M. l'abbé Boutard a compris de cette seconde manière la biographie de Lamennais. Il nous donne, sur les événements extérieurs de sa vie, les détails indispensables : mais il considère ceux-ci comme formant seulement le cadre, et c'est à la physionomie intime de l'homme, à l'étude approfondie et directe de son âme, qu'il demande les vrais éléments du portrait. Peu de biographies, autant que celle de Lamennais, se prêtaient à cette méthode : car son histoire est surtout l'histoire d'une âme, et cette âme, qui se peint dans tous ses ouvrages, nous apparaît douée d'un génie presque prophétique, d'un merveilleux éclat de talent, d'une incontestable sincérité, mais incapable de s'arrêter d'elle-même sur la pente d'une logique trompeuse, victime du raisonnement abstrait, ne possédant ni ce lest qui permet de reprendre terre au moment opportun, ni cette humilité, faite à la fois de sainteté et de bon sens, qui rend le chrétien capable de discerner et d'éviter les pièges de l'orgueil.

Dans un premier volume, qui se termine à 1828, M. Boutard avait montré Lamennais, après la crise douloureuse de sa jeunesse, vainqueur dans le combat des idées, et restaurateur de l'ultramontanisme au milieu de la vieille France monarchique et gallicane. Le second volume fait sentir ce qu'un tel triomphe avait de fragile, en montrant comment l'ultramontanisme de Lamennais aboutit, de 1828 à 1834, au catholicisme libéral, et comment celui qui s'était fait d'abord le cham-

pion presque intempérant de la papauté fut entraîné à rompre avec elle. On suit, avec un intérêt passionné qui va parfois jusqu'à l'angoisse, l'étrange chemin qui conduisit peu à peu Lamennais, par l'argutie continuelle d'une périlleuse logique, à rejeter l'infailibilité du pape pour ne plus croire qu'à l'infailibilité du peuple, et chercher dans cette chimère un refuge désespéré.

M. Boutard, dont la pensée, aussi délicate que précise, excelle à mesurer et à peser les responsabilités, ne dissimule aucune des erreurs, des infatuations, des fausses démarches, des arrogances de Lamennais, mais note aussi avec soin les moments où, de la part des défenseurs de la vérité religieuse, une charité plus condescendante, une orthodoxie moins passionnée, une main posée à temps sur son cœur, selon l'expression de Léon XII, l'auraient arrêté sur la route de la révolte. Il faut lire ce drame poignant, dans lequel tout l'intérêt est concentré sur l'acteur principal : cet intérêt devient parfois si exclusif et si intense, que l'on se serait tenté de reprocher à M. Boutard de sacrifier comme de simples comparses des acteurs secondaires aussi considérables que Montalembert et Lacordaire. M. Boutard est sympathique à Montalembert, il aime peu Lacordaire, mais il passe trop rapidement, selon moi, sur l'état d'esprit de ces deux amis du maître, pendant la crise à laquelle ils assistèrent, et dans laquelle ils représentèrent, chacun à sa façon, l'esprit pratique et l'esprit chrétien.

Espérons que M. Boutard ne s'arrêtera pas à ce dénouement, et qu'il poursuivra jusqu'à la fin, si triste qu'elle soit, l'histoire tragique du grand révolté. PAUL ALLARD.

La France et la Prusse avant la guerre. T. I : *La politique de Sadowa*, par D. Richard Cosse. Paris, Librairie nationale, s. d., in-18 de 284 p.

Les lecteurs de l'*Action française* ont gardé le souvenir des articles publiés chez elle sous ce même titre, pendant les années 1904 et 1905. Plusieurs, à cette époque, se demandèrent quelle personnalité pouvait recouvrir la signature : D. Richard Cosse, que quelques-uns interprétaient : docteur Richard Cosse. Leur curiosité n'eut que trop tôt une déplorable occasion de se satisfaire. Au commencement de janvier 1905, l'auteur mourait subitement, et M. Charles Maurras, dans l'*Action française* du 1^{er} février, révélait au public que cette série d'articles si remarquables était l'œuvre d'une femme. Retirée à la campagne dans le voisinage d'Auxerre, elle avait occupé ses loisirs, au soir d'une vie déjà longue, en étudiant l'histoire et la politique.

Lorsque parurent l'*Empire libéral* de M. Émile Ollivier et l'*Histoire du second Empire* de M. de la Gorce, elle analysa avec un soin minutieux les chapitres consacrés à la diplomatie de Napoléon III. De là est sorti le présent volume qui s'ouvre avec l'année 1866, à la veille des fautes irréparables, pour nous conduire jusqu'à la fin de juin 1870 et se clôt ainsi quelques jours avant la déclaration de guerre.

Rien ne trahit la main d'une femme dans ces pages substantielles marquées au coin du plus ferme bon sens. Le gouvernement impérial n'y apparaît guère sympathique aux Français soucieux de la grandeur de leur pays. Que penser du souverain qui écrivait au lendemain de Sadowa à son ministre des affaires

étrangères : « Le véritable intérêt de la France n'est pas d'obtenir un agrandissement de territoire insignifiant, mais d'aider l'Allemagne à se constituer de la façon la plus favorable à ses intérêts et à ceux de l'Europe ? » Mais que penser aussi d'un pays qui, ayant une dynastie nationale aussi glorieuse que la dynastie capétienne, s'en sépare pour abandonner ses destinées à un cosmopolite, étranger à toutes ses traditions ?

Un petit nombre, parmi les contemporains de Sadowa, surent prévoir à quels désastres la folle politique des nationalités conduisait la France. Moins nombreux, avant et depuis l'événement, furent ceux qui démêlèrent la cause profonde d'une si extraordinaire aberration. M^{me} Cosse, elle, après avoir scruté le mal, s'est efforcée d'en trouver la source, et, y ayant réussi, elle n'a pas cru devoir cacher sa découverte. « Ne l'oublions pas, dit-elle, ces Bonaparte sont à la fois le fruit et le châtiment de nos révolutions, de la première surtout qui a répandu le sang des fondateurs. » Vérité bonne à propager parmi ces conservateurs d'esprit débile qui, sous prétexte d'entente et de conciliation, affectent de confondre la famille qui a fait la France avec celle qui l'a défaite.

H. RUBAT DU MÉRAC.

La Monarchie française. Lettres et documents politiques (1814-1907), avec une préface du duc d'Orléans. Paris, Librairie nationale, 1907, in-16 de 277 p.

C'est une excellente idée qu'a eue la *Librairie nationale* de composer un recueil des principaux documents, lettres ou manifestes, tombés de la plume du comte de Chambord, du comte de Paris, puis du duc d'Or-

léans. Les Français pourront ainsi connaître la pensée des divers princes que le droit monarchique désignait pour les gouverner depuis soixante ans. Plusieurs traits communs caractérisent ces trois prétendants, si différents par ailleurs de tempérament et d'allure : l'amour du pays, la nette conception de l'intérêt national, la hauteur des points de vue. Quel avertissement le comte de Chambord donnait à la France, lorsqu'il écrivait au lendemain du coup d'État : « Le génie et la gloire de Napoléon n'ont pu suffire à fonder rien de stable ; son nom et son souvenir y suffiront bien moins encore ! » Comment aussi ne pas admirer la portée d'esprit de celui qui, dès 1865, préconisait « la constitution volontaire et réglée de corporations libres » comme le meilleur moyen d'apaiser les revendications ouvrières et d'asseoir les bases d'un régime représentatif ?

La question sociale, elle a préoccupé pendant toute sa vie le comte de Paris, ce noble prince qui, ayant vu fonctionner le droit d'association en Angleterre, avait consacré ses années

de jeunesse à étudier et à décrire les services qu'il rend chez nos voisins aux classes laborieuses. Cette préoccupation ne l'avait pas détourné de méditer longuement sur son métier éventuel de roi, comme le prouvent ces belles instructions de 1887 où se trouve condensé tout un programme de gouvernement.

Le duc d'Orléans, lui aussi, a prouvé la justesse de son coup d'œil, le jour où il a dit que pour rendre à la France sa place dans le monde, la première chose à faire serait de séparer la franc-maçonnerie de l'État. La préface qu'il a mise en tête du recueil, de l'avis d'un bon juge, M. Paul Bourget, révèle un maître écrivain. Pour ma part, j'en ai lu avec émotion les pages vibrantes, et maintenant, en fermant ce livre, je me demande pourquoi la France n'a pas maintenu sur le trône les princes que leur naissance y appelait ; car si je vois bien nettement ce que la patrie et la religion y eussent gagné, je n'aperçois pas ce que les libertés publiques auraient pu y perdre.

H. RUBAT DU MÉRAC.

VIII. — GEOGRAPHIE. MONOGRAPHIES LOCALES

Atlas historique de la France, depuis César jusqu'à nos jours, par Auguste LONGNON. 1^{re} partie : de 58 avant J.-C. à 1380 après J.-C. Paris, Hachette, 1907, in-fol., xv pl. Texte explicatif des planches. In-8 de viii-290 p.

Ce n'est pas une œuvre récente que nous annonçons en présentant l'*Atlas historique de la France* de M. Longnon. Depuis longtemps déjà on avait pu utiliser ce bel ensemble de cartes dans lesquelles toutes les modifications territoriales de notre pays, depuis 58 avant J.-C. jusqu'à 1380 après J.-C.,

étaient retracées avec tant de science et de précision ; mais le texte explicatif des planches était encore incomplet. M. Longnon vient heureusement de l'achever en nous faisant connaître dans un dernier chapitre les changements survenus dans le territoire français sous le règne de Charles V et en donnant à la suite une table géographique qui permet d'utiliser facilement ce volume.

L'Atlas de M. Longnon comprend jusqu'à présent quinze cartes. Il devra dans la suite en contenir un plus grand nombre, car dans une note de

la page 215, l'auteur fait allusion aux planches xvii à xx (carte de la France sous Louis XI) ; mais, en tous cas, tel qu'il se présente, il sera d'un précieux secours pour les érudits qu'intéresse le passé de notre pays jusqu'au commencement du xv^e siècle.

Dans la première carte, on a l'état de la Gaule au temps de César. En la consultant, on se rend compte de la position des différentes peuplades gauloises que les Romains eurent à combattre. La carte suivante est consacrée à la Gaule sous la domination romaine, vers l'an 400 de notre ère. Un lexique donne, dans le texte explicatif des planches, les formes anciennes et modernes d'un grand nombre de villes existant à cette époque. M. Longnon a représenté la Gaule franque depuis Clovis jusqu'à Charlemagne dans une suite de petites cartes, afin de bien faire comprendre les différents partages que les rois mérovingiens se firent de notre pays. Les planches v à x sont relatives à la Gaule carolingienne, à la formation de l'empire de Charlemagne et à ses démembrements successifs. Pour cette période, le texte explicatif offre une excellente étude sur les *pagi* et un lexique qui sera souvent utile à tous ceux qui étudient le haut moyen âge. Les cinq dernières cartes donnent successivement l'état de la France en 1032, en 1154, 1200, 1223 et 1241 ; en 1259, après le traité de Paris, pendant les deux premiers tiers du xiv^e siècle, et enfin en 1380, à la mort de Charles V. Le texte explicatif fournit de bons renseignements sur tous les changements survenus au point de vue territorial et administratif depuis le xi^e siècle jusqu'à la fin du xiv^e.

Dans le tableau des divisions de la France sous Philippe le Bel dressé à l'aide des travaux de M. Boutaric, nous

signalerons l'omission, dans le baillement de Rouen, de la vicomté de Pont-de-l'Arche (p. 246), bien que dans les gages des officiers royaux vers 1329 qui servit de base à l'établissement de la liste des divisions de la province de Normandie, cette prévôté soit indiquée comme existant déjà en 1298. M. Borrelli de Serres, dans ses *Recherches sur divers services publics*, t. II, appendice B, signale également l'existence de cette prévôté en 1301 et en 1304.

Pour terminer ce compte rendu trop sommaire, nous ne pouvons que souhaiter de voir bientôt paraître la suite de cet ouvrage appelé à rendre de si grands services aux sciences historiques.

JULES VIARD.

Mirande Souvenirs d'histoire civile et religieuse, par M. l'abbé CAZAURAN. Paris. Picard, 1907, in-8 de 4^e-v-435 p. et iv-467 p.

M. l'abbé Cazauran, qui a déjà publié un grand nombre de travaux historiques sur différentes localités du diocèse d'Auch, donne aujourd'hui en un gros volume une histoire très détaillée de la ville de Mirande. Les recherches qu'il avait faites pour l'édition du cartulaire de Berdonnes l'avaient bien préparé à cette étude. C'est en effet vers la fin du xiii^e siècle que la ville de Mirande fut fondée sur le territoire de Saint-Jean-de-Lézian, à la suite d'un accord intervenu entre le couvent de Berdonnes et le comte d'Astarac. La nouvelle ville devint même bientôt la capitale de ce pays. M. l'abbé Cazauran, après avoir fait connaître les origines de la ville, consacre les six chapitres suivants à l'histoire des seigneurs qui la possédèrent jusqu'à la Révolution. Après les comtes d'Astarac,

on trouve parmi ses possesseurs les Nogaret, les Roquelaure, les Rohan-Chabot. Pendant la période révolutionnaire, les troubles qui agitèrent la France n'épargnèrent pas Mirande. La Terreur, avec ses désordres et son anarchie, s'acharna à la destruction de tout ce qui pouvait rappeler le culte catholique et le passé. La religion bannie fut remplacée par le culte de la Raison ; les prêtres furent emprisonnés, et toutes les mesures prises par Dartigoeyte contre le clergé et les nobles ne suffirent pas à ramener la prospérité et la paix dans cette malheureuse ville. Continuant l'histoire de Mirande jusqu'à nos jours, M. Cazauran trace le tableau des principaux événements qui survinrent au cours du siècle dernier : établissement de la sous-préfecture, construction de casernes, mesures prises pour développer l'instruction primaire et secondaire, organisation de l'assistance et des hôpitaux, installation de la bibliothèque, du musée, du théâtre, construction de la gare, etc. La deuxième partie de l'histoire de Mirande est surtout consacrée à l'histoire religieuse tant avant la Révolution que pendant et après. Un chapitre à la fin de l'ouvrage nous fait connaître les principales antiquités de cette ville et quelques monuments épigraphiques.

JULES VIARD.

Archives du Cognier, publiées par J. CHAPPÉE, avec le concours de l'abbé L.-J. DENIA. Paris, H. Champion ; Le Mans, A. de Saint-Denis. Série H. 1903, in-8 de III-341 p. Série E, art. 1-144. 1905, in-8 de 318 p. Série E, art. 145-262, 1907, in-8 de 328 p.

M. J. Chappée donne un excellent exemple à tous les collectionneurs

en publiant l'inventaire des documents renfermés dans les *Archives du Cognier*. Depuis vingt-cinq ans il s'efforce d'arracher à la destruction les pièces manuscrites de toute sorte qu'il a pu trouver. Fouillant les greniers ou recueillant les collections particulières abandonnées à la mort de leur possesseur, il put ainsi réunir au moins vingt mille chartes et pièces s'échelonnant du XII^e au XVIII^e siècle. Pour les classer il a adopté la méthode en usage dans les archives départementales et a donné les mêmes lettres aux différentes séries de sa collection. Cependant, ainsi qu'on pourra s'en convaincre en parcourant les trois premiers volumes de cette publication qui en comprendra environ vingt, M. Chappée, dans le désir de se rendre utile aux historiens et aux érudits, ne s'est pas contenté de donner une brève analyse de ses documents, mais il a publié intégralement les plus anciens et les plus importants. De plus, comme il l'annonce dans sa préface, il met son chartrier à la disposition des travailleurs qui auraient besoin de le consulter et s'offre, quand ce sera nécessaire, d'en communiquer les pièces.

Le premier volume, consacré à la série H, renferme l'analyse ou la publication de quatre-vingt-seize articles relatifs aux abbayes du Mans, de Saint-Calais, de Marmoutier, de Saint-Julien de Tours, de Saint-Aubin et de Saint-Serge d'Angers, de la Trinité de Vendôme, de Pontlevoy, etc., aux Minimes de Vincennes, aux Carmes de Nantes, aux hôpitaux du Mans, de Mayenne, de Paris, de Rennes, de Provins, etc. Les tomes II et III (série E) renferment les analyses de deux cent soixante-deux articles tirés des chartriers de Paty-

Vallée, de Vassé, de la Barberie de Malicorne, etc. Une table au moins des noms de personnes et de lieux aurait été bien utile à la fin de chaque volume et aurait complété utilement cette publication. J'espère que M. Chappée comblera cette lacune dans les volumes suivants.

JULES VIARD.

Notes historiques sur le plateau d'Avron. *La seigneurie d'Avron. Le château d'Avron. Beauregard. Le fief de la montagne. La seigneurie de la Garenne de Villemomble,* etc., par Hector ESPAULLARD. Paris, Champion, 1907, in-8 de viii-104 p. et pl.

Le plateau d'Avron, si tristement célèbre depuis la guerre de 1870, n'avait pas encore trouvé d'érudit pour nous retracer son histoire. M. Espaulard, qui a publié récemment une étude très fouillée sur la ville de Noisy-le-Sec, réunit au cours de ses recherches un bon nombre de documents sur ce plateau. Grâce à toutes ces pièces on peut connaître ce qu'il fut dans les siècles passés. Les actes les plus anciens le concernant nous apprennent que le plateau d'Avron et ses abords étaient couverts de forêts. Dès le ^{xii}^e siècle on commença à essarter, et sur une partie du plateau s'éleva un hameau. Il subsista jusqu'au ^{xvii}^e siècle, date à laquelle le magnifique château de Beauregard et son parc absorbèrent les quelques maisons de ce hameau.

Aujourd'hui, il ne subsiste plus rien de cette splendide demeure. Mise en vente au moment de la Révolution, elle fut démolie et le terrain successivement partagé entre un certain nombre d'acquéreurs. Maintenant, Avron forme une agglomération d'une certaine importance,

dépendant de la commune de Neuilly-Plaisance. Les notes de M. Espaulard, enrichies de bons plans et de bonnes gravures, offrent un travail bien complet sur ce coin de terre partagé entre les départements de la Seine et de Seine-et-Oise.

J. VIARD.

Montbéliard à table. *Étude historique et économique, tableaux de mœurs éculaires et bachiques de l'ancien comté de Montbéliard,* par Léon SALLER. Paris, Champion, 1907, in-8 de 183 p., avec reproductions de signatures autographes et de planches hors texte.

Je n'ai pas à rappeler ici par suite de quels événements le petit pays de Montbéliard, — qui avait appartenu, dans les temps lointains, à la Séquanie et était en quelque sorte englobé dans la province moderne de Franche-Comté, — devint en 1397 l'apanage de la maison allemande de Wurtemberg, qui le conserva jusqu'à la Révolution.

Rattaché à la France en 1793, rapidement assimilé et resté depuis très français de sentiments, le comté de Montbéliard, qui fait aujourd'hui partie du département du Doubs, sauf quelques communes annexées à la Haute-Saône, a gardé, à travers les âges, une physionomie particulière dont il reste bien encore quelques traces.

Or, reconstituer cette physionomie, simplement en ce qui touche la table, — est une tentative à signaler et même à louer. Examiner dans une région l'état de l'art culinaire et de tout ce qui en dérive ne me paraît pas chose futile ; car, sous ce rapport, l'indifférence ou le raffinement d'une population est, à mon avis, un indice nullement négligeable d'une civilisa-

tion retardataire ou avancée. Et donc, M. Léon Sahler, sans autre préoccupation que d'être exact, a dressé l'inventaire d'une situation qui ne fera certainement pas regretter à ses compatriotes les conditions d'existence de leurs pères. « Ce que nous plaçons sous les yeux du lecteur, dit-il dans son *Avertissement*, ce n'est pas un vieux Montbéliardais à table, la serviette nouée autour du cou; mais bien plutôt cet homme, parfois en liesse, mais plus souvent, pour parvenir à assurer sa subsistance, aux prises avec des difficultés sérieuses. »

Si, d'une part, nous assistons aux pantagruéliques festins donnés en son château par un comte montbéliardais, dans la première moitié du XVIII^e siècle, d'autre part nous pouvons contempler sans la moindre envie les agapes plus modestes des autorités locales, des bourgeois gros ou menus, des corporations de la ville. On s'y amusait, cependant, et beaucoup. On y oubliait même, et d'autant plus, la sobriété, que les occasions de se divertir étaient plutôt rares. En général, on le remarquera, les habitants du comté levaient volontiers le coude, et parfois avec une élégance, une ardeur auxquelles des réglemens eurent la prétention, vaine souvent, de mettre un terme. Mais comme les amendes risquaient de pleuvoir dru sur l'escarcelle des délinquants, les joyeux Montbéliardais apportaient tout de même quelque sourdine à leurs ébats. En vérité, il semble que certain prince (Léopold-Eberhard) entendait se réserver le monopole des grands galas.

L'auteur, après avoir parlé des boulangers et des bouchers, nous entretient des vignes du pays, du vin qu'elles produisaient et de la réglementation de sa consommation. On

ne buvait pas autant qu'on le voulait.... Nous apparaissent ensuite le bourgeois et sa table, le paysan et son régime. M. Sahler nous dit en quoi consistait la cuisine montbéliardaise qu'il compare à d'autres; il décrit ensuite les ustensiles de table et de cuisine. Les hôtelleries, les banquets, les repas de fiançailles, de noces, d'enterrements, tout cela passe sous nos yeux et forme comme autant de tableaux de mœurs.

L'auteur a fortement documenté son travail, que l'on doit considérer comme une bonne contribution à l'histoire des coutumes d'une région qui, en dépit de tout, n'a jamais cessé d'être française de race, de tendances et surtout de langage.

E. CHAPUIS-GAUDOT.

Chaligny, ses seigneurs et son comté. Histoire et institutions d'une seigneurie lorraine, par Paul FOURNIER. Nancy, Crépín-Leblond, 1907, in-8 de 582 p.

La plupart des auteurs de monographies de communes se bornent à énumérer la suite des seigneurs qui ont gouverné ces localités, en ne retenant, le plus souvent, des institutions féodales que les redevances bizarres ou odieuses aux yeux des générations modernes. C'est un honneur d'autant plus grand et une bonne fortune d'autant plus appréciable pour la seigneurie de Chaligny (Meurthe-et-Moselle, cant. nord de Nancy) et pour les paroisses dont elle se composait (Chaligny, Chavigny, Pont-Saint-Vincent), d'avoir pour historien un savant tel que M. Paul Fournier, doyen de la Faculté de droit de Grenoble; son livre est un modèle admirable dont devront s'inspirer les rédacteurs de semblables monographies, et dont l'importance dépasse

infiniment les limites du territoire du comté de Chaligny. Dans une première partie, consacrée à l'histoire de la seigneurie et de ses possesseurs, les Vaudémont, les Joinville (1347-1413), les Neufchâtel (1413-1559), les Mercœur (1559-1610), etc., on trouvera une foule de renseignements nouveaux sur les expéditions d'Arnaud de Cervolles et des routiers bretons en Lorraine, la lutte des Armagnacs et des Bourguignons, les troubles religieux du *xvi^e* siècle, la guerre de Trente ans, etc. L'étude des institutions du comté forme la seconde partie du volume : elle apporte une contribution très importante à l'histoire économique, administrative et religieuse de l'ancien régime en Lorraine. Après avoir retracé les différentes phases de la constitution de la seigneurie de Chaligny et indiqué la nature de son sol, la répartition des cultures, la composition de la population, M. Fournier étudie dans le détail son mode d'exploitation et son gouvernement : le personnel et les fonctions de chacun des officiers, le manse seigneurial avec ses divers revenus féodaux et domaniaux, le régime des eaux, des forêts, des mines et carrières, de l'agriculture, des impôts, des corvées, de la justice, de la police, des travaux publics. Un peu

plus de cent pages sont occupées par l'étude des institutions religieuses : organisation ecclésiastique de la seigneurie, prieuré de Saint-Vincent, églises paroissiales et leur administration, établissements scolaires et charitables, régime des dîmes, propriété ecclésiastique, situation du clergé, état religieux des populations. Il y a là une mine abondante de renseignements de toute nature qui font saisir sur le vif l'évolution de la bourgeoisie rurale et des classes paysannes sous l'ancien régime et qui forment le meilleur des commentaires aux cahiers de doléances de 1789 ; au point de vue religieux, on est frappé de la désastreuse influence exercée par le jansénisme, de la situation précaire des églises rurales et de leur clergé à la fin de l'ancien régime, de l'impopularité des dîmes, trop souvent détournées de leur destination régulière, de l'ingérence des juriconsultes laïques dans le règlement des matières ecclésiastiques. Toutes ces questions sont étudiées dans le plus grand détail par M. Paul Fournier, et l'on ne sait ce qu'on doit le plus admirer de la richesse de son information, de l'étendue de son érudition, de la sûreté de ses jugements, ou de la clarté de son exposition.

ANDRÉ LESORT.

Le Gérant : L. PIQUET..

L'EXISTENCE HISTORIQUE DE JÉSUS

ET

LE RATIONALISME CONTEMPORAIN

(Suite)

III. — PREUVES IRRÉCUSABLES DE L'EXISTENCE PERSONNELLE DE JÉSUS-CHRIST

Voilà donc ce qui a été dit de plus fort, et, s'il est possible d'employer ici une telle expression, de plus scientifique, contre l'existence personnelle de Notre-Seigneur Jésus-Christ.

En temps ordinaire, en pays catholique surtout, on ne s'arrêterait guère à réfuter de tels arguments et de telles objections; on traiterait MM. Kalthoff, Smith, Jensens, comme on a traité autrefois Bruno Bauer, et l'on dirait avec Dante : *Si guarda e passa*, « On regarde et l'on passe; » ou bien, avec un vénérable et savant théologien auquel celui qui écrit ces lignes exposait ces théories « monstrueuses » : « C'est comme si l'on prétendait que César n'a jamais existé. » La réflexion est tout à fait juste. Seulement, Jésus-Christ est le fondateur du christianisme, que l'on voudrait détruire par la base et faire rentrer dans le néant avec Jésus lui-même. A César ne se rattache qu'un intérêt historique, et personne ne pense à nier son existence; à Jésus se rattache un intérêt religieux avant tout, et les ennemis de la religion révélée, de l'Église, ont recours à ce procédé radical, pour le faire disparaître, s'ils le pouvaient. A cette époque de négation, il importe donc de faire un « examen historique, » rapide ¹, pour démontrer sur quels fondements so-

¹ Nous empruntons cette expression au théologien protestant R. A. Lipsius :
T. LXXXIV. 1^{er} OCTOBRE 1908.

lides s'appuie notre foi en l'existence individuelle de Jésus. « Le Christ historique, comme on a dit encore, porte tout le christianisme : » par quels arguments scientifiques démontrons-nous donc que le Christ a existé ¹ ?

Laissons maintenant ces systèmes, plus aventureux les uns que les autres, et proposons simplement à nos lecteurs les preuves positives, vraiment scientifiques, qui démontrent l'existence personnelle de Notre-Seigneur Jésus-Christ. Après avoir jeté un coup d'œil rapide sur ces théories désastreuses, M. von Soden, l'un des membres dirigeants de l'école protestante libérale, n'hésite pas à les condamner, et à dire que « douter radicalement de l'existence de traditions certaines, pleinement suffisantes pour nous permettre de prendre un parti au sujet de l'apparition (historique) de Jésus » serait agir « d'une manière partielle, opposée à la science ². »

Ces traditions consistent : dans le témoignage des auteurs païens et juifs ; dans le témoignage des écrivains sacrés, envisagés seulement comme des historiens honnêtes et dignes de foi ; dans le fait même de l'existence dix-neuf fois séculaire du christianisme, et dans l'impossibilité où l'on est d'expliquer ce fait sans un Christ individuel auquel il se rattache intimement.

1° *Le témoignage des écrivains païens.*

Notons d'abord que nous n'en avons pas un besoin absolu, car les documents évangéliques et inspirés nous suffisent amplement. Toutefois, puisque nos adversaires contestent l'authenticité et la crédibilité des livres du Nouveau Testament, il n'est pas tout à fait inutile d'avoir à notre disposition d'autres sources historiques, très anciennes aussi et entièrement indé-

« Un examen historique, dit-il, reconnaît en Jésus de Nazareth le fondateur historique de la religion chrétienne, et la source du principe religieux qui a donné la vie à la chrétienté. » *Lehrbuch der evang. protestantischen Dogmatik*, p. 553.

¹ Comparez cette autre parole de Lipsius, *ibid.* : « Les faits de la vie de Jésus appartiennent à l'histoire ; leur réalité historique, aussi bien que l'individualité historique de Jésus, est soumise à la recherche scientifique. » De même Biederman, *Christliche Dogmatik*, p. 125 : « La religion chrétienne a sa source historique dans la personne historique de Jésus. »

² *Die wichtigsten Fragen im Leben Jesu*, Berlin, 1904, p. 64.

pendantes, qui parlent de Jésus et de l'impression produite par lui. Nous pouvons d'abord alléguer trois témoignages qui remontent au commencement du II^e siècle : ceux de Pline le Jeune, de Tacite et de Suétone. Certes, ce ne sont pas de tels écrivains, imbus de mille préjugés contre les chrétiens, qui peindront Jésus sous des couleurs idéales ; mais nous ne leur demandons ici qu'une seule chose : l'ont-ils connu ? son existence était-elle pour eux un fait certain ?

1. Le témoignage de Pline le Jeune. — Le célèbre apologiste saint Justin et Tertullien affirmaient, celui-là au II^e siècle, celui-ci au III^e siècle ¹, qu'il existait dans les archives de Rome un document officiel de Pilate, attestant la condamnation et le crucifiement de Jésus-Christ. Il n'est guère vraisemblable qu'ils eussent vu de leurs propres yeux ce rapport ; ils supposaient simplement, et sans doute avec raison, son existence. Quoi qu'il en soit, il est perdu pour nous.

Voici du moins un personnage politique très haut placé, chargé par un empereur romain de faire une enquête sur les chrétiens, et qui rend compte à son maître de cette enquête, entreprise et poursuivie, sinon avec beaucoup d'intelligence, tout au moins d'une manière très consciencieuse. Pouvons-nous désirer quelque chose de plus officiel ?

Il s'agit de Plinius Cæcilius Secundus, plus connu sous le nom de Pline le Jeune, neveu de Pline l'Ancien. Né en 61 ou 62 de notre ère, il était déjà fonctionnaire impérial sous le règne de Domitien. Consul sous Trajan (l'an 100), il eut la bonne fortune de devenir l'ami intime de ce prince, qui l'envoya en Bithynie avec le titre de « *legatus Caesaris*. » Il exerça cette importante fonction entre les années 111-113. La diffusion du christianisme avait été très rapide en Bithynie, et la religion de Jésus faisait le plus grand tort au culte païen, qui perdait chaque jour des adhérents. Inquiet de cet état de choses, le légat prit des informations très sérieuses sur les chrétiens, sur leurs rites religieux, sur leurs mœurs. Le célèbre rapport qu'il adressa ensuite à Trajan ² et la brève réponse de l'empereur ³ nous fournissent des rensei-

¹ Saint Justin, *Apologia*, I, 35 ; Tertullien, *Apol.*, V, 21.

² Voir le livre X des lettres de Pline le Jeune, *Epist.* 97 ; édit. Lemaire, Paris, 1823, p. 197-201.

³ *Ibid.*, p. 201.

gnements officiels très intéressants sur la situation des Églises chrétiennes en Bithynie, au commencement du II^e siècle.

Nous nous bornerons à relever les traits suivants : 1^o Les chrétiens étaient devenus si nombreux en Bithynie, que les temples païens commençaient à devenir déserts, et que les solennités célébrées en l'honneur des faux dieux avaient été en partie abandonnées ¹. 2^o Quelques-uns d'entre eux appartenaient au christianisme depuis vingt ans et plus. 3^o Leur culte était parfaitement organisé ; ils se réunissaient le matin, à jour fixe, pour le célébrer. Le Christ en était le centre, et ils chantaient en son honneur des cantiques qui lui attribuaient la nature divine : « Adfirmabant autem.... quod essent soliti stato die ante lucem convenire; carmenque Christo, quasi Deo, dicere secum invicem. »

Ce dernier trait est évidemment le plus essentiel de tous, car il prouve qu'à cette époque, comme durant l'âge apostolique, comme aujourd'hui, les chrétiens croyaient à la divinité de Jésus-Christ. Il est vrai qu'un certain nombre de critiques rationalistes ont essayé d'affaiblir le plus possible le sens des mots *quasi Deo*, qui exprimeraient, d'après eux, non pas le sentiment des chrétiens par rapport à Jésus-Christ, mais celui du gouverneur de Bithynie. Ce dernier n'aurait pas voulu dire que les partisans du Christ lui rendaient les honneurs divins et le regardaient comme un Dieu, mais qu'il lui avait paru à lui-même que leurs chants étaient de ceux qui conviennent à la divinité. On a également proposé de traduire : « Comme à un prétendu Dieu ². » Mais ces interprétations ont contre elles non seulement le sens naturel du passage en question, mais aussi le but que Plinie se proposait dans sa lettre à Trajan. Avant tout, le légat désirait savoir quelle conduite il devait tenir à l'égard des chrétiens. Pour cela, il était nécessaire qu'il exposât clairement à l'empereur quelles étaient leurs pratiques religieuses et morales, telles qu'il les connaissait par les interrogatoires qu'il leur avait fait subir. Ce sont donc leurs propres sentiments, et non pas les siens, qu'il devait faire connaître à Trajan. Le Christ auquel les chrétiens de Bithynie offraient leurs hommages d'adoration au

¹ « Prope jam desolata templa.... ; sacra solemnia diu intermissa. »

² Voir le *Protestantenblatt*, 1903, n. 20.

début du II^e siècle, et plus de vingt ans auparavant, ne diffère donc pas de Jésus, que les évangiles nous présentent comme réunissant en lui la nature divine et la nature humaine.

On a essayé, d'une façon plus radicale encore, de ruiner l'autorité du témoignage de Pline. A la suite de son compatriote Semler, Bruno Bauer a prétendu que nous n'avons pas le rapport du gouverneur de Bithynie sous sa forme primitive; il aurait été remanié par les chrétiens, desquels il tiendrait sa forme actuelle ¹. Et la preuve? Pas d'autre que la suivante : « Is cui prodest, fecit. » Dans la première édition de son *Histoire des persécutions de l'Église jusqu'à la fin des Antonins*, un de nos compatriotes, M. Aubé, a attaqué à son tour l'authenticité de la lettre de Pline; mais il a soulevé une telle levée de boucliers, et on lui a opposé des preuves si frappantes ², que, dans l'édition suivante ³, il reconnaît qu'« après de nouvelles et sérieuses recherches, » il s'arrête, « en dernière analyse, » à regarder la lettre comme « pleinement authentique, » et à la « recevoir dans son intégrité. » Il ne découvre, « en effet, dans cette lettre, aucune sentence, nul point où se trahisse et puisse se prendre sur le fait la main d'un faussaire. » Quant au style, il n'a « nulle partie dissonante, il est du meilleur Pline. » Il est donc inutile que nous insistions sur un point définitivement jugé par nos adversaires eux-mêmes ⁴.

M. Kalthoff ne pouvait pas ignorer la lettre de Pline, ni éviter d'en dire quelques mots, car elle va directement contre sa thèse. Mais il ne l'a guère comprise, ou plutôt il affecte de ne pas la comprendre, puisqu'il croit pouvoir en tirer ces trois conclusions, absolument opposées à son contenu : 1^o C'est sous

¹ Voir A. Schweitzer, *Von Reimarus zu Wrede*, p. 158.

² Voir les comptes rendus de E. Renan, dans le *Journal des savants*, 1876, numéros de novembre et décembre; de M. Gaston Boissier, dans la *Revue archéologique*, février 1876, et dans la *Revue des Deux Mondes*, 15 avril 1876. Comp. aussi Mommsen, *Étude sur Pline le Jeune*, Paris, 1876 (trad. Morel); Variot, les *Lettres de Pline le Jeune*, dans la *Revue des questions historiques*, 1^{er} juillet 1878; Paul Allard, *Histoire des persécutions pendant les deux premiers siècles, d'après les documents archéologiques*, Paris, 1885, p. 137-163 (la légation de Pline et le décret de Trajan); A. Harnack, *Chronologie*, t. I, p. 256.

³ Paris, 1875, t. I, p. 210 et ss.

⁴ Les arguments qu'on a opposés à l'authenticité de la lettre ne sont pas « soutenables » (*stichhaltig*), dit un écrivain critique appartenant au camp rationaliste (P. W. Schmidt, *Die Geschichte Jesu erläutert*, Tubingue, 1904, p. 20).

Trajan et par Pline le Jeune qu'un arrêt de mort fut prononcé pour la première fois d'une manière officielle contre les chrétiens; 2° c'est Trajan qui reçut, par l'intermédiaire de Pline, les premiers renseignements qu'on ait jamais possédés sur les partisans de la secte très énigmatique des chrétiens, et encore ces renseignements sont-ils très vagues; 3° c'est seulement à l'occasion de cette première persécution officielle organisée contre eux que les chrétiens comprirent le péril de leur situation, et qu'ils inventèrent la légende d'après laquelle Ponce-Pilate aurait fait crucifier Jésus-Christ ¹.

Les témoignages de Tacite et de Suétone répondront à la troisième assertion de M. Kalthoff et en manifesteront toute l'audace. La première et la seconde sont réfutées par la lettre même de Pline, dont plusieurs passages prouvent qu'il y avait des chrétiens en Bithynie et ailleurs depuis plus de vingt ans, qu'on avait commencé de les traduire devant les tribunaux bien avant que l'ami de Trajan arrivât comme légat ², et que leur culte, leurs mœurs étaient fort bien connus ³.

II. Le témoignage de Tacite, quoique postérieur de quelques années à celui de Pline le Jeune, nous fait contempler les chrétiens beaucoup plus tôt, sous le règne même de Néron (54-68 après Jésus-Christ). Ce grand et grave historien, qui suit toujours les meilleurs documents et qui fait preuve d'une critique sévère, naquit l'an 55 de notre ère, et mourut en 120, après avoir exercé, lui aussi, des fonctions administratives sous Trajan. Entre les années 115 et 117, il publia le célèbre volume de ses *Annales*, dans lequel il raconte, avec une concision et une précision remarquables, les principaux événements du règne de quatre empereurs romains : Tibère, Caligula, Claude et Néron (14-68 après J.-C.). Aucun ouvrage ancien ne décrit mieux cette sinistre période de l'empire. C'est là que Tacite consacre quelques lignes à Jésus-Christ et au christianisme, à propos du terrible incendie qui consuma une partie considérable de Rome, en 64. Néron était lui-même le véritable auteur de cette

¹ *Das Christus-Problem*, p. 41-44.

² Il avoue n'avoir jamais assisté à ces sortes de causes; d'où il suit qu'elles existaient.

³ Voir Weizsäcker, *Das apostolische Zeitalter*, 2^e édition, p. 503; Paul Allard, *loc. cit.*

ruine, et l'opinion publique ne tarda pas à l'en rendre responsable. Pour se disculper, il osa accuser les chrétiens d'avoir commis cet odieux forfait.

Après avoir cité ces détails, Tacite ajoute, pour caractériser les chrétiens : « Ce nom leur vient du Christ, qui avait été exécuté sous Tibère, par les ordres du procureur Ponce-Pilate. Cette secte détestable, réprimée d'abord, se répandit de nouveau, non seulement dans la Judée, où elle avait pris naissance, mais dans Rome même, où tout ce qu'il y a de criminel et d'infâme afflue de toutes parts et trouve du crédit ¹. »

Ces lignes sont certainement « d'une grande importance ². » Elles attestent dans les termes les plus clairs l'existence personnelle de Jésus-Christ, sa condamnation à mort par Ponce-Pilate, et le fait, donné comme une chose connue de tous, que, à l'époque de Néron, les chrétiens alors nombreux en Judée, dans tout l'empire, à Rome même, se rattachaient à lui comme au fondateur de leur religion.

Voilà des renseignements historiques très sûrs, qui, en réalité, ne sont séparés de la mort de Jésus que par un intervalle de trente années. Aussi M. E. Havet, dans des *Études d'histoire religieuse* ³, qui firent quelque bruit par les idées fausses dont elles étaient remplies, ne pouvait-il s'empêcher d'admettre ce témoignage de Tacite. « On ne peut, disait-il ⁴, s'en rapporter au témoignage (des écrits évangéliques), même sur les faits qui n'ont rien de merveilleux. Je ne connais qu'un seul de ces faits qui soit absolument incontestable, c'est que Jésus a été mis en croix par l'ordre du procureur Pontius-Pilate. » Et pourquoi M. Havet croit-il à « ce fait unique ? » Simplement parce que Tacite le raconte. Il faut bien ajouter foi aux dires d'un annaliste païen, quoique les historiographes chrétiens ne méritent aucune

¹ Ann., XV, 44. Voici le texte latin : « Auctor nominis ejus Christus, Tiberio imperitante, per procuratorem Pontium Pilatum supplicio affectus erat; repressaque in praesens exitiabilis superstitio rursus erumpebat, non modo per Judaeam, originem hujus mali, sed per Urbem etiam, quo cuncta undique atrocia aut pudenda confluunt celebranturque. »

² Cette remarque est de M. Aubé, *Histoire des persécutions*, 2^e édit., t. I, p. 150.

³ *Revue des Deux Mondes*, 41^e année, 3^e période, t. XLIV, numéro du 1^{er} avril 1881, p. 582-622.

⁴ *Loc. cit.*, p. 589. Voir L.-Cl. Fillion. *Essais d'exégèse*, Lyon, 1884, p. 187 et suiv.

créance. Tacite a raison, cependant. « L'événement n'était pas bien vieux quand il écrivait. Il avait pu en être le témoin dans sa jeunesse, ou tout au moins le tenir de témoins oculaires.... D'autre part, il y a des détails qu'on n'invente point, et ceux que donne l'historien sont de ce nombre. Tacite ne confond pas ici les chrétiens et les Juifs. Il marque que le christianisme était sorti de Judée ; que son fondateur (*auctor nominis*) — il prend le mot *Christus* pour un nom propre — avait été condamné et mis à mort sous Tibère, par le procurateur Ponce-Pilate ; que.... cette nouvelle secte s'était propagée cependant en Palestine et avait gagné jusqu'à Rome ¹. »

Comme on l'a dit encore à propos de cette note de Tacite, « il n'est pas possible d'admettre que c'est un mythe en formation qui a passé les mers, fondé une grande Église dans la capitale (de l'empire) et excité le courroux de Néron ². »

Notons aussi un fait, minime en apparence, mais qui a sa valeur très réelle aux yeux des critiques. D'après le manuscrit des *Annales* de Tacite qui fait le plus autorité, la leçon primitive du nom donné aux adhérents de Jésus-Christ n'était pas *christianos*, qui est une correction faite après coup, mais *chrestianos*. Telle était donc la dénomination populaire. Toutefois l'historien, mieux informé lui-même, corrige indirectement l'erreur de la foule en écrivant *Christus* et non *Chrestus* (comme le fait Suétone) ³. On a essayé, il est vrai, d'opposer à ce texte de Tacite le passage du livre des Actes où il est dit que le nom de « chrétiens » fut employé pour la première fois à Antioche de Syrie, entre les années 40 et 45, et non pas à Rome, vers 64. Mais Tacite n'affirme pas le moins du monde que les Romains eux-mêmes inventèrent cette dénomination. Née en Syrie, elle s'était attachée définitivement aux disciples du Christ, et les suivait partout où ils allaient ⁴.

Nous avons donc le droit strict de répéter l'article du symbole, *Passus sub Pontio Pilato*. Indépendamment d'autres preuves, « Tacite l'a dit, » et c'est là certainement un argument sérieux,

¹ Aubé, *Histoire des persécutions de l'Église*, 2^e édit., t. II, p. 90.

² E. de Pressensé, *Jésus-Christ, son temps, sa vie, son œuvre*, Paris, 1866, p. 156-157.

³ Voir A. Harnack, *Die Mission und Ausbreitung des Christentums in den drei ersten Jahrhunderten*, Leipzig, 1902, p. 296-297.

⁴ Harnack, *loc. cit.*, p. 296.

comme le pensait M. E. Havet. Mais le docteur Kalthoff est encore plus difficile à satisfaire que le rationaliste français, et il rejette purement et simplement le témoignage de l'historien romain au sujet du Christ mis à mort par Ponce-Pilate, sous prétexte que Tacite aurait puisé son information auprès des chrétiens eux-mêmes ¹. Tacite écrivant l'histoire d'après de simples *on dit*, et se faisant renseigner par des hommes qu'il méprisait et regardait comme de grands criminels ², cela dépasse vraiment les limites de l'invention.

III. Le témoignage de Suétone. — Cet autre historien célèbre, dont la jeunesse coïncida avec le règne de Domitien (81-96 après J.-C.), exerça les fonctions de tribun sous Trajan (98-117) et celles de *magister epistolarum*, c'est-à-dire de secrétaire privé de l'empereur, sous Adrien (117-138). Cette dernière charge lui permit de consulter à son aise les archives impériales, pour composer, entre les années 110 et 120, son ouvrage sur la vie des douze premiers empereurs, d'Auguste à Domitien. Le fait suivant révèle à lui seul le caractère sérieux de ses recherches : Suétone a aussi composé une biographie d'Horace, et il y cite des fragments de la correspondance échangée entre son héros, Auguste et Mécène.

Dans un premier passage, que renferme la *Vita Claudii* ³, Suétone s'exprime ainsi : « Judaeos, impulsore Chresto assidue tumultuantes, Roma expulit (Claudius) ; » Claude chassa de Rome les Juifs, qui, à l'instigation de Chrestus, excitaient des troubles perpétuels.

Ce trait fait allusion à l'édit impérial de l'an 53, mentionné également dans les Actes des apôtres ⁴, en vertu duquel les Juifs durent quitter Rome, pour avoir suscité dans la capitale des troubles religieux et politiques, sous l'impulsion d'un certain Chrestus. L'absence de l'adjectif *quodam* devant le mot

¹ *Das Christus-Problem*, 2^e édit., p. 44. Dans la première édition, p. 38, M. Kalthoff osait dire : « Dans la littérature profane contemporaine et la plus rapprochée de l'époque en question (l'époque de la mort de Notre-Seigneur), il n'y a pas un seul document digne de foi qui nous atteste l'exécution d'un Christ sous Ponce-Pilate, ou même simplement l'existence d'un homme qui puisse servir de base aux écrits des évangiles. »

² « Sontes et novissima exempla meritos. » *Ann.*, XV, 44.

³ Chap. xxv.

⁴ xviii, 2.

« Chresto » montre que ce Chrestus, comme l'appelle Suétone, n'était pas un Juif quelconque, mais un personnage alors bien connu. Les historiens et les littérateurs admettent aujourd'hui presque unanimement que ce nom ne peut représenter que Jésus-Christ. *Christos* (Χριστός) était à cette époque une expression incompréhensible pour la plupart des Romains ; on conçoit donc que Suétone lui ait substitué par erreur celle de *Chrestos* (Χρηστός), beaucoup plus familière, et dont la prononciation était la même. Tertullien, qui mentionne dans son *Apologie* ¹ les textes de Tacite et de Suétone, n'a pas manqué de relever cette inexactitude. Il est d'ailleurs incontestable que Suétone a compris assez vaguement les faits, et qu'à ses yeux ce « Chrestus » avait essayé en personne d'exciter les Juifs de Rome à la révolte ; mais il n'y regardait pas de si près, dès qu'il s'agissait des Juifs méprisés. Son renseignement n'en est pas moins très précieux, car il démontre que, sous le règne de Claude (41-54 de notre ère), de dix à vingt ans seulement après la mort de Jésus, le nom du Christ était parvenu de Jérusalem jusqu'à Rome, et qu'il suscitait une grande effervescence parmi les Juifs de la métropole impériale, — sans doute parce que ceux d'entre eux qui rejetaient la vérité chrétienne se soulevaient ouvertement contre leurs frères convertis.

Dans son second passage relatif aux chrétiens ², Suétone s'exprime en termes plus généraux. Après avoir raconté comment Néron les accusa d'avoir incendié Rome, il ajoute qu'ils furent condamnés à divers supplices, parce qu'ils s'adonnaient à « une superstition nouvelle et malfaisante ³. » Quoique moins explicite, ce texte prouve aussi qu'il y avait à Rome, dès l'époque de Néron, de fervents disciples de Notre-Seigneur Jésus-Christ.

Nous pourrions alléguer aussi les témoignages de Lucien, le fameux persifleur épicurien ⁴, du néo-pythagoricien Numé-

¹ v, 21.

² *Vita Neronis*, c. xv.

³ « Affecti supplicii christiani, genus hominum superstitionis novae et maleficae. »

⁴ Sans nommer Jésus, Lucien l'a introduit dans son livre *De morte peregrini*. Il l'appelle « le sophiste crucifié, » « l'homme crucifié en Palestine, » et suppose que c'était un personnage très connu, quoique mort depuis longtemps. C'est, dit-il, le grand législateur des chrétiens, auxquels il a ordonné

nus ¹, de Phlégon, esclave affranchi d'Adrien ², de l'éclectique Galenus ³, et de Celse ⁴, autres écrivains païens qui ont parlé de Jésus dans leurs écrits ⁵, et qui admettent sans hésiter son existence personnelle. Mais ils sont plus tardifs et n'ont pas autant d'importance pour nous, malgré leur valeur indéniable.

Assurément, les documents païens qui signalent Jésus-Christ et son œuvre ne sont pas aussi nombreux que le désireraient notre piété et notre curiosité scientifique. Les adversaires de l'existence de Jésus n'ont pas manqué de s'en prévaloir : dans la liste considérable des écrivains païens, romains ou grecs, du I^{er} siècle et du commencement du II^e, on n'en trouve que trois, disent-ils, qui s'occupent, et seulement en passant, moins de Jésus-Christ lui-même, dont ils se bornent presque à mentionner le nom et la mort, que des chrétiens et de leur conduite.

La réflexion est vraie ; mais elle n'enlève absolument rien de leur importance aux témoignages de Pline le Jeune, de Tacite et de Suétone, et elle met plutôt leur valeur en relief. Quoique si rares, ces témoignages sont très nets, et l'insistance avec laquelle Bruno Bauer, M. Kalthoff et leurs adeptes travaillent à s'en débarrasser, montre à quel point ils sont gênants pour la thèse de ces « ultra-critiques. » A moins d'être un observateur superficiel ou antichrétien, on comprend sans peine, après un instant de réflexion et en se rendant bien compte des circonstances, que les historiens romains n'eurent, pendant longtemps, aucun motif particulier de s'intéresser à Jésus-Christ et au christianisme.

D'abord, aux yeux des historiens et des fonctionnaires de Rome, les chrétiens ne formaient, à l'origine, qu'une misérable petite secte, une de ces « superstitions, » comme ils aimaient à dire, que l'Orient voyait naître en grand nombre et qui tâchaient de s'introduire dans Rome. A ce titre, ils ne pouvaient inspirer

de renoncer au culte des divinités grecques, de l'adorer lui-même à leur place, de se regarder mutuellement comme des frères, et de pratiquer la charité la plus parfaite les uns à l'égard des autres.

¹ Il vivait dans la première moitié du second siècle.

² Même date.

³ Deuxième moitié du second siècle.

⁴ Vers l'an 180. « Je connais tout, » disait-il au sujet du christianisme, et, en réalité, il manifeste une connaissance étonnante de Jésus, des évangiles et des choses chrétiennes.

⁵ Voir Origène, *Contra Celsum*, II, 14, 33, 59 ; IV, 51.

tout d'abord, soit aux classes riches et instruites, soit au peuple, qu'un dédain, ou parfois une haine, dont nous avons vu les traces dans les textes cités plus haut. Les Actes des apôtres ¹ contiennent une réflexion très significative sous ce rapport. Elle est du procureur Festus, qui, voulant expliquer au roi Hérode Agrippa II le motif pour lequel saint Paul allait comparaître devant lui, disait entre autres choses : « Lorsque les accusateurs (les Juifs) se furent présentés, ils ne lui reprochèrent aucun des crimes dont je le supposais coupable ; ils avaient seulement contre lui quelques disputes relatives à leur religion, et à un certain Jésus mort, que Paul affirmait être vivant. » Et cela se passait en Palestine, environ vingt ans après la mort de Jésus !

Les Romains ne commençaient à s'intéresser à ces « superstitions » que lorsqu'elles occasionnaient des troubles dans l'État. Or, ce sont précisément des troubles de ce genre, réels ou supposés, qui ont donné naissance aux témoignages de Pline, de Tacite et de Suétone. Autrement, que leur importait cette secte méprisable, fondée en Palestine par un révolutionnaire que le gouverneur Ponce-Pilate avait dû condamner à mort, et composée, à leur point de vue, d'hommes aux idées anarchiques et à la morale criminelle ? Au début, tant que les chrétiens n'attirèrent pas l'attention par leur nombre toujours croissant, on se contenta de les ignorer. Plus tard, les écrivains les plus graves ne parlèrent d'eux et de leur fondateur que dans un langage inspiré par les préjugés et tout rempli d'erreurs ².

Dans ces conditions, n'est-il pas étonnant que Pline, Tacite et Suétone aient parlé de Jésus-Christ et du christianisme comme ils l'ont fait ? Leur langage suppose de la façon la plus claire qu'ils ne regardaient pas Jésus comme un personnage imaginaire, mais comme une individualité historique. A lui seul, nous l'avons dit, le texte de Tacite est « mortel pour l'hypothèse » de B. Bauer et de M. Kalthoff ³. Aussi, pour l'anéantir, et avec

¹ xxv, 18-19.

² Les littérateurs et les historiens gréco-romains sont souvent tombés dans des erreurs encore plus grossières au sujet des Juifs. Juvénal, *Sat.*, leur fait adorer le ciel et les nuages ; Plutarque, *Sympos.*, leur donne Bacchus pour Dieu ; selon d'autres, ils adoraient une tête d'âne. Voir Josèphe, *Contra Apion.*, II, 7, et Tacite, *Hist.*, v, 3-4.

³ H. Weinelt, *Jesus im neunzehnten Jahrhundert*, p. 51.

lui, du même coup, ceux de Pline et de Suétone, a-t-on prétendu qu'il n'est que la reproduction abrégée de la lettre de Pline, interpolée elle-même par les chrétiens; Suétone reproduirait de son côté l'affirmation de Tacite. A tout prendre, ces trois documents ne prouveraient qu'une chose, savoir, l'existence d'un petit nombre de chrétiens en Bithynie, vers l'année 113. De tels arguments se réfutent eux-mêmes et révèlent le parti pris évident de ceux qui les emploient.

Ainsi donc — pour résumer et pour conclure sur ce point — les témoignages des écrivains païens les plus anciens en faveur de l'existence historique de Jésus-Christ sont peu abondants; suivant la juste remarque de M. Harnack ¹, ils seraient à l'aise sur une page in-4; mais cette page atteste formellement qu'un personnage du nom de Jésus a été crucifié en Judée sous le procureur Ponce-Pilate, et que, sous le règne de Néron, il y avait à Rome un nombre considérable de chrétiens.

Nos adversaires insistent, et nous opposent la notoriété extraordinaire dont, suivant eux, Jésus aurait dû jouir promptement dans le monde romain, si son existence était un fait certain. Les miracles retentissants, multipliés, qu'il opérât d'après les évangiles, ne pouvaient manquer, nous dit-on, au cas où ils ne seraient pas une simple légende, de produire une impression considérable, non seulement sur ses compatriotes, mais bien au delà des limites de la Palestine, et les historiens de la Grèce et de Rome les auraient certainement signalés. Le silence gardé sur ce point par les annalistes contemporains serait donc de mauvais augure ².

Nous répondons qu'il ne faut pas connaître le monde romain de cette époque pour raisonner ainsi. La foi aux miracles était alors très vive, et, dans les moindres événements, on voyait des prodiges accomplis par les dieux, par les empereurs ³ et par les premiers venus ⁴. Cela étant, les miracles de Jésus-Christ, bien

¹ Cité par A. Neumann, *Jesus wer er geschichtlich war*, Fribourg en Brisgau 1904, p. 9.

² Voir l'article publié sur « l'origine du christianisme » par l'écrivain socialiste Kautsky, dans la *Neue Zeit*, t. III, 1888.

³ En ce qui regarde particulièrement Vespasien, voir Tacite, *Hist.*, IV, 81, et Suétone, *Vita Vespasiani*, passim. Au sujet d'Esculape, voir A. Harnack, *Die Mission und Ausbreitung des Christentums*, Leipzig, 1902, p. 76-79.

⁴ M. Kautsky lui-même le reconnaît, *loc. cit.*, p. 494 : « Les miracles pas-

qu'ils aient produit en Palestine une commotion considérable, dont les évangélistes se font plus d'une fois les échos ¹, ne pouvaient guère attirer l'attention du monde extérieur, et en particulier du monde officiel romain, qui ne se laissait pas aisément troubler par des faits de ce genre. Mais, notons-le bien, plus les chroniqueurs de cette période demeurent silencieux sur la plupart des détails de la vie de Jésus, plus on doit être frappé de la mention grave et sobre qu'ils font de quelques incidents de cette vie.

*2° Les témoignages des écrivains juifs contemporains
de Notre-Seigneur.*

Ils sont assez rares aussi, et cela devait être; néanmoins, le silence n'est pas absolu non plus de ce côté.

1. Les écrivains juifs les plus célèbres du premier siècle de l'ère chrétienne sont le philosophe Philon, d'Alexandrie, et l'historien Josèphe. Le plus remarquable et le plus connu des deux est Philon, qui représente le judaïsme alexandrin, tout imprégné de la philosophie grecque. En l'an 40, lorsqu'il se rendit à Rome comme délégué de ses coreligionnaires d'Alexandrie, pour protester auprès de Caligula contre les extorsions et les vexations dont ils étaient l'objet de la part, soit du gouverneur romain, soit des habitants de la ville, il se trouvait, raconte-t-il lui-même, sur le seuil de la vieillesse : ce qui suppose qu'il était né quinze ou vingt ans avant Jésus-Christ. Il fut donc tout à fait contemporain de Notre-Seigneur; aussi serait-il doublement intéressant de savoir ce qu'il pensait de lui. Mais il est demeuré entièrement muet à son sujet dans ses ouvrages, pourtant assez nombreux.

On n'a pas manqué de tirer de son silence un argument contre l'existence historique de Jésus. « Philon, écrit le docteur Kalthoff ², le docte Alexandrin pour qui l'ère de Ponce-Pilate a été l'objet d'une description détaillée, et qui connaissait exacte-

saient alors pour quelque chose d'ordinaire; ils étaient aussi fréquents que les mûres des buissons; tout fondateur d'une secte religieuse ou d'une école philosophique en accomplissait pour s'accréditer ainsi. »

¹ Voir *Matth.*, viii, 27; ix, 8, 26, 31; xii, 23; xv, 31; *Marc.*, i, 27-28, 45; ii, 12; v, 20; vi, 53-56; vii, 36-37; *Luc.*, v, 8-10, 15, 26; vii, 17; ix, 44; *Joann.*, vi, 14-15; xi, 47-48, etc.

² *Das Christus-Problem*, 2^e édit., p. 44.

ment l'état de la Palestine, ne consacre pas une syllabe à ce qui, d'après les récits bibliques, aurait si profondément ému la contrée et ses habitants. Mais il faut remarquer que Philon s'intéressait avant tout, comme le montrent ses écrits, au monde juif d'Alexandrie. Il est difficile, croyons-nous, qu'il n'ait pas entendu parler de Jésus; mais la connaissance qu'il eut de lui ne fut pas telle qu'elle l'ait impressionné vivement, d'une manière durable, et porté à le mentionner dans ses livres. Enfin Philon, qui croyait au Messie, mais à un Messie avant tout politique, par lequel les Juifs seraient délivrés du joug romain et recouvreraient une glorieuse indépendance ¹, ne pouvait que regarder comme un homme exalté, sans valeur, et par conséquent laisser dans l'ombre Jésus-Christ, pour lequel l'idée messianique appartenait uniquement au monde religieux et moral. Le silence de Philon, par rapport à Notre-Seigneur — et aussi, chose en un sens plus surprenante, par rapport à saint Jean-Baptiste — n'a donc rien de commun avec la conclusion qu'en prétendent tirer Bruno Bauer, M. Kalthoff et leurs adhérents ².

II. Flavius Josèphe naquit l'an 37 ou 38 de notre ère. Affilié au parti pharisaïque et zélé patriote, il prit d'abord une part ardente à la révolte des Juifs contre les Romains en 66, et se conduisit en brillant capitaine. Fait prisonnier en 67, il fut remis en liberté un peu plus tard par Vespasien, auquel il avait prédit son élévation au trône. La guerre une fois achevée, il accompagna Titus à Rome, où il mourut vers l'année 100.

Son écrit principal consiste dans les *Antiquités juives*, qui racontent l'histoire du pays juif depuis les origines jusqu'à la fin de la guerre avec les Romains. Il date de la treizième année de Domitien (93-94) ³. Il renferme deux passages relatifs à Notre-

¹ Voir Schürer, *Geschichte des jüdischen Volkes im Zeitalter Christi*, 3^e édit., t. II, p. 515-517; t. III, p. 487 et ss.

² Eusèbe, d'ordinaire si judicieux, a presque adopté comme une réalité (*Hist. eccl.*, II, 4, 5, 16, 18) la légende d'après laquelle Philon, durant son ambassade à Rome, aurait rencontré saint Pierre, serait devenu son ami et aurait décrit, dans son traité sur la vie contemplative, les mœurs des premiers chrétiens d'Égypte. Mais il n'est guère vraisemblable que saint Pierre soit allé à Rome sous le règne de Caligula, et il est universellement reconnu aujourd'hui que la description de Philon ne concerne pas les chrétiens, mais les Esséniens, qui pratiquaient en Égypte une sorte de vie monacale.

³ D'après *Ant.*, XI, 2.

Seigneur Jésus-Christ ¹. Le premier, qui est le plus célèbre et le plus important, est ainsi conçu : « *Vers cette époque ? parut Jésus, homme sage, si toutefois il faut l'appeler un homme, car il faisait des œuvres étonnantes. Ce fut un maître pour ceux qui reçoivent la vérité avec plaisir. Beaucoup de Juifs et aussi beaucoup de Grecs s'attachèrent à lui. C'est lui qui était le Christ. Sur la dénonciation des principaux de son peuple, Pilate le fit condamner au supplice de la croix. Mais ceux qui l'avaient aimé auparavant lui demeurèrent fidèles; car il leur apparut vivant de nouveau le troisième jour, comme l'avaient annoncé les divins prophètes, qui avaient dit aussi à son sujet mille choses merveilleuses. Maintenant encore, la race des chrétiens, qui tirent de lui leur nom, n'a pas cessé d'exister* ³. »

Le second passage est plus court, et plus vague aussi. Il se rapporte à la condamnation à mort de saint Jacques le Mineur par le grand prêtre Ananus; acte cruel, que l'historien juif ne peut s'empêcher de blâmer tacitement dans la suite de son récit. « Il (Ananus) assembla le sanhédrin des juges ⁴ et fit comparaître devant lui le frère ⁵ de Jésus dit le Christ, qui se nommait Jacques, et aussi quelques autres, qu'il accusa d'avoir violé la loi et qu'il fit lapider ⁶. »

Une question très grave a été posée au sujet de ces deux textes : Sont-ils réellement authentiques? Jusqu'au xvii^e siècle, personne ne paraît en avoir douté; mais, depuis lors, une lutte ardente s'est engagée sur ce point, et elle est loin d'avoir pris fin. Aujourd'hui toutefois, indépendamment de tout esprit de parti, il existe une tendance assez générale à admettre que le second passage est authentique, mais que le premier — c'est aussi le plus explicite — a été interpolé, soit complètement, soit au moins d'une manière partielle.

Pour justifier ce second jugement, on s'appuie sur les raisons

¹ Dans un troisième passage, *Ant.*, XVIII, v, 2, Josèphe parle de Jean-Baptiste, mais sans mentionner Jésus.

² Sous le gouvernement de Ponce-Pilate (27-37). Les mots soulignés sont ceux qu'un certain nombre de critiques croient avoir existé dans le texte primitif. Voir ci-dessous.

³ *Ant.*, XVIII, iii, 3.

⁴ C'était le tribunal suprême des Juifs.

⁵ C'est-à-dire le parent.

⁶ *Ant.*, XX, ix, 1.

suivantes, dont il n'est guère possible de contester le caractère sérieux. 1° Le premier texte suppose que Josèphe regardait personnellement Jésus comme le Messie. « Celui-ci était le Christ ¹, » y lisons-nous en propres termes; puis l'auteur ajoute que les prophètes avaient prédit depuis longtemps la résurrection de Jésus. Or, c'est là le langage d'un chrétien, et non celui d'un Juif, même d'un Juif devenu plus ou moins sceptique par rapport au judaïsme. Il ne semble donc pas que Josèphe ait pu parler ainsi. 2° A cet argument intrinsèque s'ajoutent des preuves extrinsèques qui sont loin d'être négligeables. Le texte en litige n'a jamais été allégué par les écrivains ecclésiastiques les plus anciens, notamment par saint Justin, par Clément d'Alexandrie, par Origène; et pourtant, il avait une force remarquable au point de vue apologétique. Ce silence est donc de fâcheux augure. Bien plus, Origène, dans son traité contre Celse ², affirme que Josèphe ne croyait pas au caractère messianique de Jésus: assertion qui est en contradiction formelle avec le passage cité. C'est Eusèbe, au iv^e siècle, qui a été le premier à faire usage de ce texte ³, que saint Ambroise, saint Jérôme, Cassiodore et d'autres ont pareillement connu. Il est vrai que tous les manuscrits grecs parvenus jusqu'à nous le contiennent; mais ils ne lui accordent pas tous la même place: ce qui n'est pas moins fâcheux. En outre, aucun de ces manuscrits ne remonte bien haut.

Ces preuves diverses donnent à réfléchir et autorisent le doute; c'est pour cela que de nombreux critiques regardent ces lignes comme tout à fait apocryphes. Il est pourtant de graves auteurs qui continuent à en reconnaître l'authenticité ⁴. Entre ces

¹ 'Ο Χριστός οὗτος ἦν.

² I, 47. Voir aussi, du même auteur, *Comment. in Matth.*, x, 17.

³ *Hist. eccl.*, II, 6. *Comp. Demonstr. evang.*, III, 3, 105-106.

⁴ Entre autres le docteur J. P. Langen, *das Judenthum in Palaestina zur Zeit Christi*, Fribourg en Brisgau, 1886, p. 442; Fr. Bohle, *Flavius Josephus über Christus und die Christen*, 1896; Mgr Le Camus, *La vie de Notre-Seigneur Jésus-Christ*, nouvelle édition, Paris, 1887, t. I, p. 51-53. D'après ce dernier auteur, Josèphe aurait décrit non pas ce qu'il croyait lui-même, mais ce que pensaient les chrétiens. « Examiné de près, le texte exprime le sentiment des partisans de Jésus. Impression dont l'historien (juif) subit l'influence, mais n'accepte pas la responsabilité. Des hommes dont il admire le caractère et les vertus lui ont dit que Jésus a fait des œuvres miraculeuses, enseigné la vraie sagesse, accompli les prophéties, il le répète; qu'on l'avait revu vivant trois jours après sa mort, il ne le discute pas. Son caractère, frivole en

deux opinions, il s'en est formé une troisième, à laquelle — et, dans le cas présent, ce fait ne nuit pas à son autorité — beaucoup d'écrivains rationalistes ont donné leur adhésion ¹. Elle consiste à dire qu'une partie notable du texte, celle qui est soulignée dans notre citation, est authentique, et que l'interpolation porte seulement sur les paroles difficilement conciliables avec les sentiments personnels de Josèphe. Cette opinion mixte nous paraît très vraisemblable ².

Quoi qu'il en soit du premier texte, à moins, comme on l'a dit, de « pousser bien loin l'idée fixe de l'interpolation ³, » on n'a aucune raison sérieuse de rejeter celle du second, qui n'a été niée, du reste, que par un petit nombre d'auteurs aux tendances exagérées. Le trait raconté dans ce passage est spécifiquement juif, sans aucun ornement qui puisse faire supposer une retouche chrétienne. Si l'historien mentionne Jésus « dit le Christ, » ce n'est point en faveur de Jésus lui-même, mais pour déterminer ce qu'était Jacques, si cruellement condamné à mort par le grand prêtre Ananus. Ce détail n'a donc rien qui puisse exciter notre défiance, car il est regardé comme un fait tout objectif, universellement connu en Palestine ⁴. Origène, qui est muet sur l'autre texte, ne manque pas de signaler celui-ci ⁵.

M. Kalthoff objecte, il est vrai, que cette mention de Jésus par l'historien juif ne signifie absolument rien, et qu'elle ne désigne pas nécessairement le Jésus des évangiles, attendu que de nombreux Juifs portaient alors ce même nom. Mais c'est l'objection du pasteur brémois, tout au contraire, qui est sans aucune valeur, car il n'y eut, à cette époque, qu'un seul Jésus, celui des

religion comme en politique, franchit les difficultés au lieu de les approfondir. Si même il faut appeler Jésus le *Christ*, il hésite d'autant moins que l'histoire semble avoir déjà consacré cet usage en nommant ses disciples des *chrétiens*. » Cela n'est point impossible, mais nous ne le croyons pas démontré.

¹ Entre autres von Ammon, Paulus, Ewald, E. Renan, Weizsäcker, etc. Voir J. A. Müller, *Christus in Flavio Josephus*, 1895, p. 31-43.

² L'interpolation daterait probablement du III^e siècle ; elle serait postérieure à Origène et antérieure à Eusèbe.

³ Albert Réville, *Jésus de Nazareth*, Paris, 1892, t. I, p. 280.

⁴ Voir T. Keim, *Geschichte Jesu von Nazara*, t. I, p. 11 et 12 ; W. Beyschlag, *Das Leben Jesu*, 4^e édit., Halle, 1901, t. I, p. 62 ; P. W. Schmidt, *Die Geschichte Jesu erläutert*, Tübingue, 1904, p. 20 ; O. Schmiedel, *Die Hauptprobleme der Leben-Jesu-Forschung*, 2^e édit., p. 12.

⁵ *Contra Celso*, I, 47.

évangiles, qui porta le surnom de Christ, et qui fonda la religion chrétienne.

Si l'on combine ce second passage des *Antiquités* de Josèphe avec un renseignement qui nous a été transmis par Eusèbe ¹, on obtient un autre argument très favorable à l'existence historique de Notre-Seigneur. Pour remplacer saint Jacques sur le siège épiscopal, on ne choisit pas l'une des « colonnes » dont parle saint Paul ², mais Siméon, fils de Cléophas et neveu de saint Joseph, par conséquent cousin du Sauveur, comme l'était aussi l'apôtre martyrisé. Cela montre quel cas l'on faisait à Jérusalem, vers l'an 60, de ceux qui étaient alliés à Jésus selon la chair. Eût-on agi de la sorte, si l'on n'avait pas été très certain de son existence ?

Ajoutons encore, pour achever ce qui regarde ce témoignage de Josèphe, que la sobriété des détails qu'il donne sur Jésus-Christ — dans l'hypothèse où son premier texte serait apocryphe ou aurait été remanié dans le sens chrétien — est aisée à expliquer. Devenu l'ami intime des Romains sans cesser de demeurer attaché à son peuple d'origine, il s'efforce très visiblement, dans son livre des *Antiquités* comme dans ses autres écrits, de justifier les Juifs de toute tendance politique opposée à l'empire. Il ne pouvait donc que rejeter le plus possible dans l'ombre les espérances messianiques d'Israël, qui avaient joué un rôle considérable dans la révolte de ses compatriotes contre Rome; il ne lui était guère possible non plus de manifester un vif intérêt pour Jésus-Christ, qui avait été condamné au supplice ignominieux de la croix par le procurateur romain, comme prétendant au trône, comme ennemi de César, comme roi des Juifs.

III. Le témoignage du Talmud est beaucoup plus tardif, car ce fameux recueil de traditions séculaires ne fut mis par écrit qu'à partir du III^e siècle de notre ère ³. Il a sa valeur pourtant, car il

¹ *Hist. eccl.*, III, 11, et IV, 19.

² Epître aux Gal., II, 9.

³ Nos lecteurs savent que le Talmud est un recueil composé des explications, souvent contradictoires, que les rabbins juifs ont données de nombreux passages de l'Ancien Testament. Il a deux parties : la *Mischna*, ou « répétition » (de la loi mosaïque) et la *Gémara*, qui est un commentaire de la *Mischna*. Voir Strack, *Einleitung in den Talmud*, 3^e édit., 1900. C'est dans la *Gémara* seulement qu'il est parlé de Jésus, aux traités qui concernent le sabbat et le sanhédrin.

mentionne assez fréquemment Jésus, quoique ce soit, il est vrai, pour laisser un libre cours à la haine la plus fanatique contre le fondateur du christianisme, et pour le calomnier étrangement ¹. Du moins, cela même démontre que les Juifs d'alors croyaient à l'existence individuelle de Jésus, et regardaient la religion chrétienne comme son œuvre propre.

Dans les passages où il est question de lui, Notre-Seigneur est appelé parfois *Iéchou*, et le plus habituellement « l'homme, » « l'insensé, » « celui qu'on ne doit pas nommer. » A côté des détails ridicules ou odieux qu'on raconte sur lui, on trouve aussi des traits vraiment historiques, tels que le nom de sa mère, son origine royale, son séjour en Égypte, ses miracles, son antagonisme contre les traditions juives, son supplice pendant la fête de Pâque, etc. ².

Maintenant, résumons et concluons.

Nous avons consulté avec assez d'ampleur les auteurs païens et juifs qui pouvaient nous fournir quelques renseignements sur Jésus-Christ. S'il s'agissait d'écrire l'histoire du divin Maître, il faudrait reconnaître que les résultats obtenus sont « d'une maigreur extrême ³ » et que, rapprochés des sources chrétiennes, ils ne nous apprennent absolument rien. Mais nous ne leur demandions qu'une chose, que nous tenions à savoir par eux : Trouve-t-on, chez eux, des preuves suffisantes, scientifiques, de l'existence individuelle de Notre-Seigneur Jésus-Christ ? Sur ce point, leur réponse a été aussi nette que possible : Oui, on trouve ces preuves ; et à moins de ruiner en bloc tous les témoignages historiques, il faut admettre celui-là.

Mais il est temps de passer aux témoignages des auteurs et des documents chrétiens qui se rapprochent le plus de l'époque de Notre-Seigneur Jésus-Christ.

¹ Des choses ignobles sont dites en particulier au sujet de sa naissance. Voir H. Laible, *Jesus Christus im Thalmud*, Leipzig, 1900, p. 8-39 ; S. Krauss, *Das Leben Jesu nach jüdischen Quellen*, Berlin, 1902, p. 211 et ss.

² Voir T. Keim, *Geschichte Jesu von Nazara*, t. I, p. 15-16. Cet écrivain franchement rationaliste et l'un de ceux qui ont, de nos jours, le plus déprimé la divine figure du Sauveur, avoue ne citer qu'« en toute réputation » ces « sources qui ne sont pas des sources, » et où abondent les marques de « l'ignorance la plus grossière. »

³ Albert Réville, *Jésus de Nazareth*, t. I, p. 180.

3° Les témoignages chrétiens.

« L'histoire, comme tout au monde, a sa logique interne. Lorsqu'on étudie les documents remontant à la période de formation de l'Église, on voit s'aligner une série d'écrits dont la composition serait entièrement inimaginable, s'ils n'avaient été précédés par une réalité historique semblable, tout au moins dans ses lignes générales, à celle qui nous est décrite par la narration évangélique ¹. »

Ces documents sont de deux sortes, selon qu'ils font ou ne font point partie de la littérature inspirée. Il suffira de glisser rapidement sur ceux de la seconde catégorie, qui, un peu plus tardifs et souvent empruntés aux écrits canoniques, ne sauraient avoir la même valeur que ces derniers.

I. Le témoignage des documents chrétiens autres que les livres du Nouveau Testament. — Nous parlerons successivement des *agrapha*, des Pères apostoliques et des évangiles apocryphes.

1° Les *agrapha*, ou *dicta Christi agrapha* ², consistent en un certain nombre de paroles attribuées à Notre-Seigneur par une tradition plus ou moins fidèle, mais qui n'ont pas été conservées par les évangiles. Quelques-unes de ces paroles nous ont été transmises par les Pères; d'autres proviennent aussi d'ailleurs. Elles ont attiré depuis assez longtemps l'attention des savants, qui les ont précieusement recueillies, en ont étudié l'origine d'après les règles de la critique et les ont savamment commentées ³. Naguère ⁴, leur nombre s'accroissait encore, car on en découvrait treize nouvelles sur de vieux papyrus égyptiens; et

¹ A. Réville, *Jésus de Nazareth*, t. I, p. 261.

² Ἀγράφα. A la lettre, « non écrits » (dans les évangiles).

³ Voir Grabe, *Spicilegium Patrum*, 1698, t. I, p. 12 et ss.; Fabricius, *Coder apocryphorum Novi Testam.*, 1703, p. 322 et ss.; Kœrner, *De sermonibus Jesu ἀγράφαις*, 1766; R. Hofmann, *Leben Jesu nach den Apokryphen*, 1851, p. 317 et ss.; A. Resch, *Ausserkanonische Paralleltexte zu den Evangelien gesammelt und untersucht*, Leipzig, 1893-1896, 5 vol. in-8; Nestle, *Novi Testamenti graeci supplementum*, Leipzig, 1896, p. 17 et ss.; Preuschen, *Antilegomena, die Reste der ausserkanonischen Evangelien und urchristlichen Uebersetzungen*, Giessen, 1901; 2° édit. en 1905. Comp. aussi T. Keim, *Geschichte Jesu von Nazara*, t. I, p. 24 et ss.; P. W. Schmidt, *Die Geschichte Jesu erläutert*, p. 103-106.

⁴ En 1897 et en 1904.

le monde savant était tout ému de cette découverte, que de nombreux opuscules ont appréciée, discutée ¹.

Tout bien considéré, les *agrapha* authentiques se ramènent à peu de chose. Il y en aurait quatorze tout au plus, d'après un de ceux qui les ont le plus sérieusement étudiés de nos jours ², et peut-être faut-il encore réduire ce chiffre pour demeurer dans la vérité. Mais aurait-on ainsi recueilli, dès les temps les plus reculés, les paroles attribuées à Jésus, si l'on n'en eût été certain de son existence?

2^o Passons aux Pères apostoliques, c'est-à-dire aux écrits des Clément pape, des Polycarpe, des Ignace, des auteurs de la *Didachè* et de l'épître à Diognète, des Hermas, etc., qui vivaient à la fin du 1^{er} siècle et au commencement du 2^e. « Les littérateurs païens (et juifs) nous ont révélé l'existence, dès la fin du 1^{er} siècle, d'une société religieuse nouvelle et puissante qui se rattache à Jésus. Cette société...., nous la connaissons par le témoignage de ses représentants authentiques; elle a exprimé ses croyances et ses sentiments dans d'irrécusables documents. Qu'y trouve-t-on sans cesse, sinon le souvenir du Christ des évangiles, conservé.... dans des récits tout pénétrés d'un saint amour ³? » Quand même ces documents ne contiendraient que cette parole de saint Polycarpe à son juge : « Il y a quatre-vingt-six ans que je le sers (le Christ), et il ne m'a jamais fait de mal ⁴, » et cette parole de saint Ignace : « Mes annales, c'est Jésus-Christ, sa croix, sa mort et sa résurrection ⁵, » ils nous

¹ Voir O. Bardenhewer, *Geschichte der altchristlichen Litteratur*, t. I, p. 389-390; Grenfell et Hunt. *Λόγος Ἰησοῦ, Sayings of our Lord from an early greek Papyrus*, Londres, 1897; A. Harnack, *Ueber die jüngst entdeckten Sprüche Jesu*, Fribourg en Brisgau, 1897; J. Warschauer, *Jesus saith, Studies in some new Sayings of Christ*, Londres, 1905. Etc.

² J. H. Ropes, *Die Sprüche Jesu die in den kanonischen Evangelien nicht überliefert sind*, 1896. L'auteur place naturellement en tête de sa liste la belle parole citée par saint Paul (*Actes*, xx, 35) : « Il y a plus de bonheur à donner qu'à recevoir. » Il recommande aussi les suivantes : « Ne vous réjouissez jamais, sinon lorsque vous aurez regardé votre frère avec amour » (dans l'évangile des Hébreux, d'après saint Jérôme, in *Ephes.*, v, 3-4); « Demandez les grandes choses, et les petites vous seront données par surcroît; demandez les choses célestes, et les choses terrestres vous seront données par surcroît » (D'après Clément d'Alexandrie *Strom.*, I, 28, 177).

³ E. de Pressensé, *Jésus-Christ, son temps, sa vie, son œuvre*, Paris, 1866, p. 59.

⁴ *Martyrium S. Polycarpi*, x, 3.

⁵ *Epist. ad Philadelph.*, viii.

diraient suffisamment qu'on croyait alors de la façon la plus indubitable à l'existence de Jésus-Christ, pour lequel on vivait, on souffrait et on mourait heureux.

3° Des évangiles apocryphes les plus anciens nous dirons, comme des *Dicta Christi agrapha*, qu'ils nous renseignent bien pauvrement sur la vie de Notre-Seigneur ¹. Cela est vrai de l'évangile des Hébreux comme de celui des Égyptiens, dont on trouve des traces à partir du II^e siècle, comme aussi de l'évangile de Jacques, de l'évangile de Thomas, des Actes de Pilate, etc., venus plus tard, sans parler de l'évangile de Pierre, dont on découvrirait naguère un fragment ². La peinture et la poésie ont bien pu leur faire d'intéressants emprunts; mais, sous le rapport historique, ils ne contiennent guère que des imitations maladroites ou de gauches développements, parfois même des caricatures des faits évangéliques. Mais ils ne sont pas inutiles, eux non plus, au point de vue qui nous occupe, car ils supposent, de la part de ceux qui les acceptaient et les lisaient avec tant de crédulité, un ardent désir de connaître tout ce qu'avait fait Jésus-Christ dans son enfance et sa jeunesse, durant sa passion et même après sa mort : désir tout à fait inexplicable, si l'on n'avait pas cru à l'existence individuelle du Sauveur. Déjà saint Luc signale, aux premières lignes de son évangile ³, les nombreux essais qui eurent lieu de bonne heure pour satisfaire cette pieuse et légitime curiosité des premiers chrétiens.

4° Les peintures des catacombes, dont un certain nombre remontent jusqu'à l'époque des Flaviens (entre les années 89 et 96) et de Trajan (98-117), n'attestent-elles pas aussi la foi uni-

¹ « Les documents (chrétiens) extra-bibliques relatifs à Jésus n'ajoutent pas un seul trait nouveau à notre image du Christ. Ils mentionnent peut-être une parole du Sauveur dans un autre cadre, ils citent peut-être une nouvelle parole; mais cela ne nous dit rien de nouveau et ne nous apprend pas à connaître le Christ à un autre point de vue. » K. Furrer, *Vortraege über das Leben Jesu Christi*, Zurich, 1902, p. 15.

² Voir les recueils de Fabricius (1703), de Thilo (1830), de Tischendorf (1853), de Hennecke (1904), et aussi G. Brunet, *Les évangiles apocryphes traduits et annotés*, Paris, 1863 (2^e édit.); J. Variot, *Les évangiles apocryphes. histoire littéraire*, etc., Paris, 1878; T. Zahn, *Geschichte des neutestamentlichen Kanons*, t. II, 2^e part., p. 642-723; O. Bardenhewer, *Geschichte der altchristlichen Litteratur*, t. I, p. 377-411; J. Belser, *Einleitung in das Neue Testament*, Fribourg en Brisgau, 1901, p. 763-808; Preuschen, *Antilegomena*, p. 3-8, 20-21.

³ 1, 1-2. Il les écrivait entre 60 et 73.

verselle des fidèles à un Christ historique, personnel ¹? Les interpréter à la façon de M. Kalthoff ² n'est pas moins ridicule qu'antiscientifique. Aussi les archéologues, comme les historiens et les exégètes, ont-ils haussé les épaules plus que jamais à cet endroit de son premier volume. Jésus est représenté à tout instant sur les peintures des catacombes; il n'en est même aucune qui ne se rapporte finalement à lui. Nous l'y voyons porté dans les bras de sa mère, adoré par les Mages, assis au milieu des docteurs juifs, changeant l'eau en vin à Cana, recevant le baptême des mains du précurseur, s'entretenant avec la Samaritaine, guérissant l'hémorroïsse ou d'autres malades, ressuscitant Lazare, emportant sur ses épaules la brebis égarée ou entouré de brebis nombreuses, debout au milieu des douze apôtres, etc., etc. Bien plus, on va lui chercher des types dans l'Ancien Testament, et on le figure sous les traits d'Isaac, de Jonas, de Daniel, etc. ³. Oui, les peintures des catacombes sont souvent allégoriques; mais c'est pour figurer sous des types plus variés, plus intimes, la vie et la grande œuvre de Notre-Seigneur Jésus-Christ, vie et œuvre dont elles supposent la lointaine préparation sous l'ancienne Alliance et la concrète réalité sous la nouvelle. Il n'est pas possible d'admettre qu'une légende de formation composite ait pu créer tout cela, à une distance encore si rapprochée des événements.

II. Mais disons-le bien haut, notre vraie et principale preuve, notre preuve irréfutable de l'existence historique du Sauveur, consiste dans les écrits du Nouveau Testament, qui tour à tour nous le présentent sous les couleurs les plus vivantes. Il faut toute la hardiesse de l'école exégétique la plus avancée, pour affirmer que, sur ce terrain, l'état des documents est décourageant ⁴, alors qu'ils sont si clairs et si précis pour des yeux que n'aveuglent pas les préjugés.

¹ Voir F. Vigouroux. *Le Nouveau Testament et les découvertes archéologiques modernes*, 2^e édit., Paris, 1896, p. 353-451; Paul Allard, *Rome souterraine*, 1^{re} édit., Paris, 1874, passim.

² Voir la *Revue*, numéro de juillet 1908, p. 21.

³ « Il est tout à fait digne de remarque qu'aucun personnage de l'Ancien Testament ne figure dans l'art chrétien primitif pour lui-même, si l'on peut ainsi dire, mais uniquement comme type du Nouveau Testament, de sorte que les monuments des catacombes appartiennent réellement aux évangiles, sous l'inspiration desquels ils ont été produits. » F. Vigouroux, *loc. cit.*, p. 461.

⁴ *Trostlos*. Voir Henke, *Protestantenblatt*, 1903, n. 19, p. 150.

1° Le témoignage de l'apôtre saint Paul a pour nous une valeur particulière ¹. Saul était, en effet, le contemporain de Jésus dans le sens strict. Nous le trouvons à Jérusalem au moment où éclata contre l'Église naissante la persécution dont il fut l'un des instigateurs les plus violents ². Peut-être y était-il déjà, pour ses études « aux pieds de Gamaliel ³, » pendant la vie publique du Sauveur, qu'il put fort bien connaître de vue, ainsi que de doctes commentateurs l'ont pensé ⁴. Quoi qu'il en soit, pharisien austère ⁵, rempli d'un zèle infatigable pour le judaïsme, ennemi juré de la religion chrétienne, doué en même temps d'un esprit très positif, il dut se livrer, soit avant, soit après sa conversion, à une enquête sérieuse sur Jésus et sur son œuvre. Et les témoins oculaires ne manquaient pas pour lui fournir tous les renseignements désirables ⁶. Sa conversion même, qui fit d'un blasphémateur et d'un persécuteur l'apôtre le plus généreux du Christ, cette rupture soudaine et merveilleuse avec tout son passé, ne dut pas s'accomplir, indépendamment de la grâce divine, sans de très graves motifs. Elle serait, comme aussi la vie subséquente de Paul, une impossibilité absolue, si le Christ des évangiles n'avait pas existé et s'il n'avait pas fondé l'Église. Jamais l'un des esprits les plus puissants et les plus indépendants qui aient paru sur cette terre ne se serait courbé humblement et spontanément devant une ombre vaine.

En ce qui concerne l'histoire de Notre-Seigneur, Paul sait tout, et il puise à pleines mains dans le trésor de ses souvenirs, pour mieux faire connaître celui qui était toutes choses pour lui, et aux pieds duquel il aurait voulu amener l'univers entier.

¹ Voir T. Keim, *Jesus von Nazara*, t. I, p. 35-44.

² *Act.*, vii, 58 ; viii, 3.

³ *Act.*, xxii, 3. Elles durent se prolonger pendant plusieurs années : *nutritus secus pedes Gamaliel*.

⁴ D'après *II. Cor.*, v, 16 : « Si nous avons connu le Christ selon la chair, maintenant nous ne le connaissons plus (de cette manière). » En tout cas, il ne semble point que Saul ait pris part à la mort de Jésus. Il l'aurait dit sans doute, lui qui s'accuse humblement d'avoir été à la tête de ceux qui lapidèrent saint Etienne et d'avoir persécuté l'Église naissante. Cf. *Act.*, xxii, 4-5, 19-20 ; xxvi, 10-11 ; *I. Tim.*, i, 3.

⁵ *Phil.*, iii, 5-6.

⁶ Saint Paul eut des relations intimes avec les apôtres et les premiers chrétiens. Cf. *Act.*, ix, 17-19, 26-28 ; xi, 25-30 ; xv, 1 et ss. ; xxi, 17 et ss. ; *Gal.*, i, 18-19 ; ii, 1 et ss., etc.

« C'est vraiment une très riche vie de Jésus qui s'offre à nous » dans ses écrits ¹. Essayons d'en tracer l'esquisse.

Jésus a vraiment revêtu la nature humaine ; il est né de la femme (*Rom.*, v, 15, et viii, 3 ; *I. Cor.*, xv, 21 ; *Gal.*, iv, 4 ; *Phil.*, ii, 7). Il appartenait à la race juive (*Rom.*, iv, 1 ; *Gal.*, iii, 16), à la tribu de Juda (*Hebr.*, vii, 14), à la famille de David (*Rom.*, i, 3 ; *II. Tim.*, ii, 8). Il avait des « frères, » c'est-à-dire des cousins (*I. Cor.*, ix, 5), dont l'un, l'apôtre saint Jacques le Mineur, est mentionné nommément (*Gal.*, i, 19). Il s'est fait pauvre à cause de nous, afin de nous enrichir par sa pauvreté (*II. Cor.*, viii, 9). Il s'est volontairement soumis à la loi mosaïque (*Gal.*, iv, 4). Il n'a commis aucun péché (*II. Cor.*, v, 21) ; l'Esprit de sainteté le remplissait (*Rom.*, i, 4). Pour son ministère extérieur, il s'est limité à Israël (*Rom.*, xv, 8). Il s'est entouré d'un cercle de disciples intimes, les apôtres, qu'il destinait à être les porteurs de la bonne nouvelle (*I. Cor.*, ix, 5, et xv, 5, 7, 9 ; *Gal.*, i, 17, 19). Paul sait que les principaux d'entre eux étaient Pierre-Céphas (*I. Cor.*, ix, 5, et xv, 5 ; *Gal.*, i, 16, et ii, 7) et Jean (*Gal.*, ii, 9) ; que l'un d'eux a honteusement trahi son Maître (*I. Cor.*, xi, 23). Il connaît même et cite deux paroles de Jésus : l'une au sujet du mariage (*I. Cor.*, vi, 10 et 25), l'autre sur le droit qu'ont les prédicateurs de l'Évangile de vivre de l'Évangile (*I. Cor.*, viii, 14). S'il ne mentionne expressément aucun des miracles du Sauveur, il n'ignore pas qu'un apôtre peut en accomplir en son nom (*II. Cor.*, xii, 12).

La passion douloureuse de Notre-Seigneur fournit à saint Paul une matière particulièrement abondante. Il en connaissait si bien les scènes humiliantes et poignantes, que, lorsqu'il les racontait aux fidèles, ceux-ci assistaient en quelque sorte au crucifiement de Jésus (*Gal.*, iii, 1). Avant de mourir, le divin Maître a institué la sainte Eucharistie, dont Paul expose les principaux détails à la manière des évangélistes synoptiques (*I. Cor.*, xi, 23-25). L'apôtre des Gentils fait allusion à l'agonie de Gethsémani (*Hebr.*, v, 7), aux outrages sans nom dont Jésus fut abreuvé par ses ennemis (*Rom.*, xv, 3 ; *Hebr.*, xii, 3), à son admirable obéissance aux volontés de son Père céleste (*Phil.*, ii, 8 ; *Hebr.*, xii, 2), comme aussi à son état de profonde impuis-

¹ T. Keim, *Geschichte Jesu von Nazara*, t. I, p. 42. Notons que le docteur Keim était franchement rationaliste.

sance au moment de sa passion (*II. Cor.*, xiii, 4). Jésus est mort sur le bois de la croix (*Gal.*, iii, 1, 13), auquel il fut attaché en compagnie de voleurs (*Col.*, ii, 14). Son supplice eut lieu en dehors de Jérusalem (*Hebr.*, xiii, 12). Il a été enseveli (*I. Cor.*, xv, 4). Le troisième jour, il est ressuscité, comme l'avaient annoncé les prophètes (*I. Cor.*, xv, 4; *Rom.*, viii, 11, etc.); puis il est apparu plusieurs fois à ses apôtres et à ses disciples (*I. Cor.*, xv, 5-8). Enfin il est monté au ciel, où il siège à la droite du Père (*Rom.*, viii, 34; *Eph.*, i, 20, etc.). Au dernier jour, il reviendra pour juger les vivants et les morts (*I. Thess.*, i, 10, et iv, 16; *II. Thess.*, i, 7, etc.).

Est-il besoin d'ajouter que, pour saint Paul, Jésus n'est pas seulement le Messie ¹, le nouvel Adam, chef de l'humanité régénérée (*Rom.*, v, 12 et suiv.; *I. Cor.*, v, 32, 45-49, etc.), mais avant tout le Fils de Dieu (*Rom.*, i, 3-4; *I. Cor.*, viii, 6; *II. Cor.*, iv, 4; *Col.*, i, 13-16; *Phil.*, ii, 5; *Hebr.*, i, 4-14, et cent fois ailleurs), qui possède et manifeste tous les attributs de la divinité?

En face de tous ces textes, — et nous aurions pu aisément en tripler le nombre, — « comment se soustraire à l'évidence que Paul, venu au christianisme très peu d'années après la mort de Jésus, a eu la certitude absolue de parler de Jésus comme d'un être qui a très réellement vécu, qui a enseigné une doctrine très élevée, qui a été méconnu, persécuté, crucifié, en laissant le souvenir d'une vie très sainte ², » toute divine ³?

Paul est donc « un témoin d'une valeur incontestable » pour nous manifester l'existence et la signification de Jésus ⁴. Sans

¹ L'apôtre emploie près de quatre cents fois le titre de « Christ, » qu'il traite souvent comme un nom propre.

² A. Réville, *Jésus de Nazareth*, t. I, p. 260.

³ Comme on l'a noté avec beaucoup de justesse (Stanley Leathes, *The Gospel its own witness*, Londres, 1874, p. 3), on trouve un résumé complet de l'Evangile sous le rapport historique au passage *Rom.*, i, 3-4 : « L'Evangile de Dieu... en ce qui concerne son Fils, né de la postérité de David selon la chair, et déclaré Fils de Dieu d'une manière puissante selon l'Esprit de sainteté, par sa résurrection d'entre les morts, Jésus-Christ Notre-Seigneur. » La déclaration ne pouvait pas être plus précise.

⁴ W. Bousset, *Was wissen wir von Jesus?* Halle, 1904, p. 17. « Les lettres de Paul (et l'auteur que nous citons n'a en vue que les épîtres aux Romains, aux Corinthiens et aux Galates)... nous délivrent par avance de toutes les spéculations et imaginations de ceux qui voudraient dissoudre la vie entière de Jésus en une légende chancelante, ou en un mythe hindou... et en choses semblables. » R. Otto, *Leben und Wirken Jesu nach historisch-kritischer Auffassung*, Göttingen, 1902, p. 17.

un Christ personnel, réel, sa conduite et ses écrits sont une énigme insoluble. Aussi, quiconque veut effacer Jésus-Christ du livre de l'histoire doit en effacer pareillement saint Paul avec ses quatorze épîtres. Bruno Bauer et M. Kalthoff n'ont pas reculé devant cette nouvelle audace ¹. Nous n'avons pas à les suivre sur ce terrain. Leurs prétendues preuves sont dénuées de tout fondement, et ne résistent pas à un sérieux examen, comme on le voit dans les Introductions aux épîtres de saint Paul ². A part de très rares exceptions, les exégètes rationalistes admettent au moins l'authenticité de ce qu'ils nomment « les quatre grandes épîtres », c'est-à-dire, des lettres adressées aux Romains, aux Corinthiens (I et II) et aux Galates ³.

2° Les nombreuses données que saint Paul nous fournit sur Notre-Seigneur Jésus-Christ sont complétées par celles du livre des *Actes*, des épîtres catholiques ⁴ et de l'Apocalypse : écrits que M. Kalthoff ne manque pas, à la suite de Bruno Bauer et pour le même motif principal, d'éliminer comme non authentiques.

Notons-le en passant, la critique de ces messieurs est aussi aisée que peu variée. Pour trouver un terrain sur lequel ils puissent élever leur étrange et peu solide construction, ils sont obligés de rejeter un à un tous les documents historiques, profanes ou sacrés, qui contrarient leur système. La négation principale entraîne les négations secondaires. Et l'on prétend agir scientifiquement en offrant au monde de telles théories ! Mais un système qui ne peut s'établir qu'à la condition de renverser d'abord les faits historiques les plus incontestés s'ensevelit lui-même sous les ruines qu'il multiplie de tous côtés.

¹ Voir A. Schweitzer, *Von Reimarus zu Wrede*, p. 157 ; Kalthoff, *Entstehung des Christentums*, p. 110 et ss.

² Sur l'intéressante question des relations qui existent entre les épîtres de saint Paul et la vie de Notre-Seigneur, on peut consulter, parmi les ouvrages les plus récents, R. Drescher, *Das Leben Jesu bei Paulus*, Giessen, 1906 ; P. Feine, *Jesus Christus und Paulus*, Leipzig, 1902 ; A. Rüegg, *Der Apostel Paulus und sein Zeugnis von Jesus Christus*, Leipzig, 1906 ; et aussi T. Zahn, *Einleitung in das Neue Testament*, t. III, p. 166-170 ; Roos, *Die Briefe des Apostel Paulus und die Reden Jesu*, 1887 ; R. J. Knowling, *Testimony of saint Paul to Christ viewed in some of its Aspects*, Londres, 1904.

³ Comp. O. Schmiedel, *Die Hauptprobleme der Leben-Jesu-Forschung*, 2^e édit., p. 10-12.

⁴ Nos lecteurs savent qu'on donne ce nom aux deux épîtres de saint Pierre, aux trois épîtres de saint Jean, aux épîtres de saint Jacques et de saint Jude.

Dans les neuf écrits du Nouveau Testament que nous venons de mentionner, on trouve aussi, quoique épars, des traits nombreux de la biographie de Jésus, et par conséquent des preuves nombreuses de son existence historique. Les discours de saint Pierre et de saint Paul qui nous ont été conservés par l'auteur des *Actes*, comme aussi les épîtres du prince des apôtres, abondent également en détails concrets, très précis, sur le baptême de Jésus par le Précurseur ¹, sur ses nombreux miracles ², sur sa transfiguration ³, sur ses titres de fils de David ⁴, de Fils de Dieu ⁵, de bon Pasteur ⁶ et de Sauveur du monde ⁷, sur les oracles des prophètes à son sujet ⁸, sur le cercle intime de ses douze apôtres ⁹, sur la trahison de Judas ¹⁰, sur les outrages dont Jésus fut abreuvé par Hérode, Pilate et les Juifs ¹¹, sur son crucifiement ¹², sur sa sépulture ¹³, sur sa résurrection ¹⁴, sur son ascension ¹⁵, sur son second avènement ¹⁶.

Nous abrégeons, pour ne pas tomber dans des redites. Mais qu'on veuille bien remarquer que ces écrits, parus trente ans environ après la mort de Notre-Seigneur, ne se proposaient aucunement de parler de lui *ex professo*, de raconter sa vie, mais de traiter tel ou tel sujet spécial de dogme et de morale. Et pourtant ils contiennent, eux aussi, une petite esquisse assez complète de sa biographie, tant leurs auteurs étaient pleins du souvenir et de l'amour de Jésus, auprès duquel ils avaient passé plusieurs années et dont ils étaient maintenant les témoins pleins de zèle. Leurs allusions, tout occasionnelles, aux principaux faits de son histoire, ont donc une grande force ; ils suppo-

¹ *Act.*, i, 22.

² *Act.*, ii, 22 ; x, 38.

³ *II. Petr.*, i, 16-18.

⁴ *Act.*, ii, 30.

⁵ *Act.*, ix, 20, etc.

⁶ *I. Petr.*, ii, 25.

⁷ *Act.*, iv, 12.

⁸ *Act.*, x, 43 ; *I. Petr.*, i, 11.

⁹ *Act.*, i, 15 et ss., etc.

¹⁰ *Act.*, i, 16-19.

¹¹ *Act.*, iii, 13-14 ; iv, 27 ; xiii, 28 ; *I. Petr.*, ii, 21 et ss.

¹² *Act.*, ii, 23, 36 ; iv, 10 ; v, 30, etc.

¹³ *Act.*, ii, 19, etc.

¹⁴ *Act.*, ii, 24 ; iii, 15 ; iv, 10 ; x, 40, etc.

¹⁵ *Act.*, ii, 34.

¹⁶ *Jac.*, v, 7-8 ; *I. Petr.*, i, 14 ; *II. Petr.*, iv, 4 ; *Jud.*, 27. Comme pour les épîtres de saint Paul, nous aurions pu doubler, tripler les références.

saient cette merveilleuse histoire connue à fond de leurs lecteurs.

Quant à l'Apocalypse et aux trois épîtres de saint Jean, qui ne furent publiées qu'à la fin du 1^{er} siècle ¹, elles célèbrent Jésus comme l'Agneau immolé volontairement pour notre salut, comme le divin Logos, comme la sagesse éternelle par laquelle Dieu a créé le monde ². Mais cette exaltation du divin Agneau exige que la vie humaine de la douce et innocente victime ait tout d'abord suivi son cours, tel que le racontent les évangiles.

3^e Les évangiles ! Ils sont, en fin de compte, nos vrais témoins pour démontrer l'existence et pour raconter la vie de Jésus. Jusqu'ici, un noyau solide de cette vie s'est, pour ainsi dire, formé sous nos yeux, assuré, consolidé par l'accord d'anciens garants, si divers ; mais seuls les évangiles sont capables de remplir les vides du tableau que nous avons obtenu, et de rendre tout à fait vivante pour nous la divine figure du Sauveur ³. En effet, ceux qui les ont composés ont le droit de dire : « Ce que nous avons entendu, ce que nous avons vu de nos yeux, ce que nous avons contemplé et que nos mains ont touché, concernant le Verbe de vie (car la vie a été manifestée, nous l'avons vue et nous en rendons témoignage, et nous vous annonçons la vie éternelle, qui est auprès du Père, et qui nous est apparue) ; ce que nous avons vu et entendu, nous vous l'annonçons ⁴. » Comment ne pas croire des témoins qui tiennent un pareil langage, lorsque leur bonne foi, leur honnêteté, leur compétence, leur crédibilité sont démontrées de cent manières ? Sans eux, nous aurions peu de chose, une simple esquisse, quelque riche qu'elle soit ; grâce à eux, nous sommes suffisamment instruits, malgré les lacunes de leurs récits. Ailleurs aussi, on démontre l'authenticité et l'intégrité des écrits évan-

¹ Divers critiques attribuent cependant une date antérieure à l'Apocalypse.

² Cf. *Apoc.*, III, 14 ; V, 7, 9 ; XIX, 13 ; XXII, 16, etc. ; *I. Joan.*, I, 1, 7 ; II, 1, 22 ; III, 7, 23 ; IV, 9, 10, 14, 15 ; V, 1, 5, 6, 10, 13, 20 ; *II. Joan.*, 3, 7, 9 ; etc. Tous les écrits de saint Jean, personne ne le nie, sont remplis de la pensée de Notre-Seigneur Jésus-Christ.

³ Vers 1840, un savant exégète d'Allemagne, le docteur Thenius, publiait un livre qu'il n'avait pas craint d'intituler « L'évangile sans les évangiles, » et dans lequel il reconstituait en partie la vie du Sauveur avec des données prises en dehors des évangiles ; mais le portrait de Jésus ainsi obtenu demeure évidemment très incomplet.

⁴ *I. Joan.*, I, 1-3.

géliques. En de telles conditions, récuser leur témoignage, c'est prétendre renverser toutes les lois de la critique historique. Aussi, sont-ils bien rares ceux qui osent leur enlever toute leur autorité, et prétendre qu'ils ne contiennent pas une seule ligne qui se rapporte réellement à Notre-Seigneur Jésus-Christ. On les compterait sans peine : Bruno Bauer, M. Kalthoff, leurs adeptes parmi les « social-démocrates, » et quelques autres encore. Mais le défi qu'ils ont porté à la science exégétique et à la science historique a été relevé. Les critiques les moins conservateurs, ceux dont nous venons de signaler ailleurs les très graves erreurs au sujet de Jésus-Christ et des récits évangéliques ¹, ont répondu que l'on peut prouver jusqu'à l'évidence, à la suite d'« un travail actif, infatigable, sur les évangiles, » — travail accompli « d'après une méthode strictement scientifique, d'après un examen tout à fait impartial des documents venus jusqu'à nous ², » — non seulement que le Christ a existé, mais que nous connaissons l'essentiel de sa vie. « La figure de Jésus a une telle couleur locale dans les trois premiers évangiles, et l'araméen, qui était sa langue maternelle, apparaît partout si visiblement (dans le style actuel des récits), qu'un Italien du n^e siècle n'aurait jamais pu inventer une telle physionomie. Ce n'est point à la cour des empereurs, ni dans la Rome du n^e siècle, ni dans la tête d'un poète grec, mais en Galilée et dans la réalité de la vie, que Jésus a son origine. C'est près du lac où les pêcheurs jettent leurs filets, c'est sur la montagne où fleurissent les lis rouges et où le blé ondule au vent du soir...., c'est là qu'est la patrie de Jésus, c'est là qu'il a réellement vécu. Cette vie éclate encore dans ses paroles ³. »

La critique absolument négative a prétendu que le portrait de Jésus, tel que l'ont tracé les synoptiques eux-mêmes, est une simple légende de Saint, peinte sur un fond d'or. Cela est faux : « toutes les descriptions bibliques (relatives à Jésus) produisent l'impression irrésistible qu'elles correspondent à la plus entière réalité.... C'est pourquoi on peut se mettre en communication avec ce Jésus, et pour cela, on n'a besoin de rien de plus que le

¹ Voir la *Revue du Clergé français*, numéros du 1^{er} juillet, du 1^{er} août et du 1^{er} septembre 1908.

² H. von Soden, *Die wichtigsten Fragen im Leben Jesu*, Berlin, 1904, p. 4.

³ H. Weinel, *Jesus in neunzehnten Jahrhundert*, p. 51-52.

récit biblique. .. Là, un être personnel s'est gravé en traits ineffaçables. S'il n'en était pas ainsi, il y a longtemps que tous les savants auraient renoncé à se rompre la tête avec l'énigme de cette apparition ¹. » Est-ce que les *Vies de Jésus* qui ont été publiées dans le cours des siècles, et notamment les plus récentes, — en France, celles de M. l'abbé Fouard, de Mgr Le Camus et du P. Didon; en Angleterre, celles de MM. Farrar, Geikie, Edersheim; en Allemagne, celles des savants professeurs B. Weiss et W. Beyschlag ², — ne placent pas sous nos yeux un portrait vivant, un personnage vraiment historique ?

*4° Témoignage que l'existence du christianisme apporte
en faveur de celle de Jésus.*

C'est là aussi un argument inébranlable, qui pourrait être l'objet de développements historiques très intéressants.

Comme le dit brièvement et avec tant de force l'épître aux Hébreux, *Jesus Christus heri et hodie; ipse et in saecula* ³. Et voici déjà dix-neuf siècles que Jésus-Christ exerce une influence énorme sur une partie considérable de l'humanité. Le christianisme, qui porte son nom et qui le regarde comme son fondateur, est là, debout, depuis la seconde moitié du 1^{er} siècle, grandissant toujours et continuant d'envahir le monde, alors que les empires les plus puissants, les races les plus fécondes, ont succombé. Or, il existe une union étroite, indissoluble, entre Jésus-Christ et la religion chrétienne; car Jésus n'est pas seulement le fondateur de cette religion, il en est en même temps l'objet direct et principal. Il n'est donc, en soi, ni vraisemblable, ni possible qu'elle ait pris son existence sans lui. De même que le césarisme suppose un César historique, le luthéranisme un Luther, le calvinisme un Calvin, de même le christianisme suppose un Christ personnel et réel, sans lequel on ne saurait le concevoir.

Cette permanence de Jésus, à un si haut degré, dans la vie et dans l'histoire du monde, n'a nulle part son parallèle. C'est un

¹ M. Kähler, *Der sogenannte historische Jesus und der geschichtliche, biblische Christus*, Leipzig, 1892, p. 31 et 32.

² Les trois premières seules ont été composées par des exégètes catholiques.

³ *Hebr.*, XIII, 8.

fait entièrement unique. L'oubli progressif des plus grands hommes, des héros les plus célèbres, des réformateurs les plus utiles, et aussi des tyrans les plus néfastes, est une loi de l'histoire : peu à peu, l'indifférence règne plus ou moins à leur égard. Seul, Jésus a échappé à cette loi. Aujourd'hui, comme lorsqu'il parcourait la Galilée, prêchant et faisant le bien, ou comme lorsqu'il discourait sous les galeries du temple de Jérusalem, il groupe l'humanité en deux camps opposés : le camp des amis et celui des ennemis. C'est là un problème insoluble pour ceux qui nient son existence : une ombre, une figure de pure imagination aurait-elle pu produire de pareils résultats ? Est-il possible que le fondateur du christianisme ne soit qu'un vain fantôme ?

Le docteur Karl von Hase, qui s'est distingué dans l'école protestante libérale par ses travaux sur la vie de Notre-Seigneur, écrivait naguère ces lignes ¹ : « Si à ce double témoignage ², nous ajoutons le fait de l'existence de la chrétienté, il en résulte, avec une certitude que le doute ne peut pas même effleurer, qu'un Juif, Jésus de Nazareth, nommé le Messie et qui a subi une mort ignominieuse, a fondé une société religieuse, de laquelle sont sortis un nouveau principe de vie et une transformation de l'histoire du monde. » Puis il raconte l'anecdote suivante : « Au bal de la cour, à Weimar, lors du premier congrès, Napoléon déclara à Wieland ³ que Jésus n'avait peut-être jamais existé. Le chancelier Müller, qui était là, m'a assuré que Napoléon n'avait lancé cette idée que par manière de discussion, pour entendre ce que dirait ce savant allemand. Wieland répondit : De cette façon, on pourrait aisément affirmer dans mille ans que Napoléon n'a jamais existé, et que la bataille d'Iéna n'a pas été livrée. L'empereur dit : Très bien ! et s'en alla plus loin, en souriant. En réalité, quiconque voudrait nier l'existence de Jésus, ou du moins — car ce serait là une chose trop inepte — son esprit créateur, son élévation morale, sa puissance religieuse, celui-là serait obligé de faire découler l'effet le plus considérable de la cause la plus humble, la transformation de l'histoire du monde d'un jeu quelconque du hasard ; il pourrait

¹ *Geschichte Jesu*, 2^e édit., 1891, p. 11.

² Celui de saint Paul et celui de Tacite.

³ Poète et littérateur allemand alors célèbre (1733-1815).

aussi bien affirmer que la cathédrale de Strasbourg a été fabriquée en une nuit, ou dans le cours d'un siècle, par l'amoncellement de la poussière des rues. »

Ainsi, dans quelque sens que l'on tourne et que l'on retourne les faits dont se compose l'histoire du christianisme primitif, nous arrivons toujours à ce résultat nécessaire : Derrière ces faits, il y a une personnalité historique ; il y a l'existence de Jésus, fondateur de l'Église chrétienne.

Il demeure donc acquis scientifiquement que le système d'après lequel Jésus-Christ, le héros des évangiles, le centre des autres livres du Nouveau Testament, le véritable auteur du christianisme, n'aurait jamais existé et ne serait qu'un personnage allégorique, ou qu'un mythe juif, babylonien, chrétien ou composite, non seulement n'a pas le moindre appui dans l'histoire, qui le contredit de toutes façons, mais est une « monstruosité » en face de la vraie science.

L.-CL. FILLION.

SIDOINE APOLLINAIRE

PRÉFET DE ROME ¹

I.

Pendant les quatre ans (461-465) du règne de l'empereur Sévère, que Ricimer avait mis sur le trône après le meurtre de Majorien, la Gaule échappa presque complètement à Rome. Les provinces que celle-ci y possède ne sont plus que de rares îlots, rongés par les vagues d'un océan barbare : c'est à peine si les généraux qui soutiennent, avec une vaillance désespérée, l'honneur de la cause romaine, Égidius, Paul, Syagrius, restent en relations avec l'empire : ils semblent des princes indépendants : Grégoire de Tours donnera à l'un d'eux le nom de *Romanorum rex* ². Bien que l'Auvergne fût encore parmi les contrées qui reconnaissent l'autorité de Rome, Sidoine Apollinaire demeura, sous le nouvel empereur, à l'écart de toute fonction publique. Il mena, comme beaucoup des amis avec qui nous le voyons à ce moment en rapports, l'existence de grand propriétaire ou, selon le mot qui longtemps encore sera en usage, de sénateur. La partie de ses lettres qui correspond à cette période de sa vie permet d'en tracer le tableau.

Sidoine semble avoir partagé, à cette époque, son temps entre Lyon et Clermont ³, résidant surtout, pendant l'été, dans la terre d'Avitacum, à quelques lieues de cette dernière ville. Comme le nom l'indique, ce domaine provenait des Avitus : « Aussi, dit Sidoine avec un sentiment d'affection touchant, m'est-il plus cher que mes propres biens, puisqu'il appartient à ma femme ⁴. »

Abrutée, au couchant, par une chaîne de montagnes, l'habitation était construite près d'un lac d'une assez grande étendue,

¹ Voir *Revue*, numéros de janvier et d'avril 1908.

² Grégoire de Tours, *Hist. Franc.*, II, 27.

³ *Ep.*, II, 14.

⁴ *Ep.*, II, 1.

bordé de bois et de prairies ¹. Comme la plupart des villas de ce temps, elle contenait des appartements d'été et des appartements d'hiver. La maison d'été regardait le lac : de la salle à manger et du salon qui y faisait suite, on jouissait d'une vue charmante sur les eaux et sur la campagne ; à l'étage supérieur, une terrasse permettait aux invités de contempler un horizon plus vaste, et de suivre du regard les mouvements des barques de pêche ² ou ceux des esquifs de plaisance qui parfois simulaient sur le lac des joutes navales. Nous n'avons point la description des autres appartements. On sait seulement qu'à côté du salon des dames (*triclinium matronale*) se trouvait, comme dans toutes les villas gallo-romaines, un atelier de tissage (*textrinum*), où les servantes préparaient les étoffes sous la surveillance de la maîtresse de la maison. Le quartier consacré aux bains était particulièrement soigné. Les salles s'étendaient au pied d'une roche boisée, qui les abritait du soleil. Dans le *calidarium*, très bien éclairé, l'eau chaude était amenée par des tuyaux de plomb. La salle des parfums était voisine. Le *frigidarium*, surmonté d'une sorte de dôme, était très vaste : deux fenêtres l'éclairaient ; les murs étaient enduits de stuc blanc ; dans l'hémicycle, on voyait de nombreux sièges pour les baigneurs. La piscine, d'où ils se rendaient directement au *calidarium* par trois portes, contenait vingt mille muids d'eau, provenant des sources des montagnes voisines, et se versant dans le bassin par six têtes de lion.

Ces têtes, admirablement imitées, dit Sidoine, sont les seules sculptures dont il nous parle. Rien, à Avitacum, ne rappelait le luxe de statues et de peintures qui faisait d'autres villas gallo-romaines de véritables musées. Nulle part même, nous apprend Sidoine, le marbre n'y était employé ³. Il ajoute, à propos de

¹ Très probablement le lac d'Aydat, au nord-ouest de Clermont. La tradition locale, et le nom même du lac, donnent tout lieu de le croire. Quant à la description que fait Sidoine, elle est un peu vague, comme la plupart des descriptions antiques. Sur l'emplacement de la villa, voir les deux études de M. l'abbé Régis Crégut, *Avitacum*, 1890, et *Nouveaux éclaircissements sur Avitacum*, 1902.

² Sidoine aimait à envoyer à ses amis des poissons pêchés dans le lac, avec une petite dédicace en vers. *Carmen* XXI.

³ Ce n'était pas à cause de la difficulté de transporter des marbres dans une partie reculée de l'Auvergne, car le temple élevé au sommet du Puy de Dôme était orné de marbres très variés, tous étrangers au pays.

la décoration des salles de bains, un détail qui a bien son prix. « On n'y voit peinte aucune nudité, parfois chef-d'œuvre de l'art, mais honte de l'artiste. On n'y voit non plus aucune image grotesque, aucune représentation d'histrions, d'athlètes ou de pugilistes, montrant des poses obscènes que dans la réalité eût corrigées la baguette du gymnasiarque. Que dirai-je? on ne trouvera sur ces murailles rien dont le spectacle ne rende plus saint. »

Dans cette maison, qui avait gardé la simplicité des ancêtres, vivaient Sidoine et Papianilla, avec leur fils, le petit Apollinaire, auquel on se préoccupait déjà de trouver des modèles parmi les hommes les plus vertueux du temps ¹, leur fille Severiana, dont la santé les inquiétera quelquefois ², et Roscia, la plus jeune, que sa grand'mère et ses tantes élèveront, quand Sidoine aura renoncé à la vie du monde ³. Les autres membres de la famille y étaient reçus avec empressement : rien n'est joli comme la petite pièce de vers par laquelle Sidoine invite son beau-frère Ecdicius, nouveau marié, à le visiter à Avilacum avec sa jeune femme, et à y revenir à trois l'année suivante ⁴. « Moi et les miens, nous vivons dans la concorde, sous la conduite de Dieu ⁵, » écrit-il à un ami lettré, le grave rhéteur Domitius ⁶, qu'il invite à venir de Clermont voir le printemps verdifier les rives de son lac. Une élévation à Dieu, sous cette forme ou sous une forme analogue, se retrouve dans d'autres lettres de Sidoine appartenant à cette phase de sa vie, et nous indique, d'un trait discret mais reconnaissable, que, même encore mondain, il était déjà pénétré profondément du sentiment religieux.

Sa correspondance, à ce moment, est très nombreuse : tenu ou se tenant volontairement en dehors des affaires publiques, il ne s'en désintéresse pas. Il félicite Attale d'avoir été nommé gouverneur d'Aulun ⁷. Il console Eucher de l'ingratitude officielle, qui a seule récompensé ses services militaires : comment

¹ *Ep.*, V, 11.

² *Ep.*, II, 12.

³ *Ep.*, V, 5.

⁴ *Carmen* XX.

⁵ *Haec mihi cum meis, praesule Deo...., concordia. Ep.*, II, 2.

⁶ *Cf.*, *Carmen* XXIV, 10-15.

⁷ *Ep.*, V, 18.

s'en étonner, dit-il, en un temps où l'administration des intérêts romains est abandonnée aux manieurs d'argent, qui non seulement les détériorent, mais les ruinent de fond en comble ¹ ? A Syagrius, qui lui paraît oublier sa noble origine et son passé littéraire, pour se livrer avec une prédilection singulière à l'étude de la langue et des lois des Burgondes, il envoie de courtois reproches ; mais il glisse au milieu de ceux-ci un conseil délicat, en ajoutant que probablement, nouvel Amphion, Syagrius s'efforce par ce moyen d'appriivoiser les Barbares et de leur faire « un cœur latin ² ». Ce Syagrius est peut-être le fils d'Egidius, hésitant encore à suivre les traces paternelles ; car Sidoine lui adresse une autre lettre pour le supplier, lui qui compte tant de consuls parmi ses aïeux, lui « fleur de la noblesse gauloise, » de ne point se confiner entièrement à la campagne, de se rendre à l'appel de son père et de sa patrie, et de s'orienter enfin vers les carrières politiques, au bout desquelles il trouvera la robe palmée et la chaise curule ³. Ce n'est pas que Sidoine n'aperçoive, pour l'avoir touché de près et en avoir fait déjà l'amère expérience, le néant des grandeurs en un siècle tel que le sien, car nous le voyons donner une belle leçon de philosophie morale à Serranus, qui avait parlé du « très heureux » empereur Petronius Maximus. Sidoine a entendu raconter, à Rome, les remords et les angoisses dont fut empoisonné le court règne du coupable prince, et il montre que l'ambition satisfaite a été pour celui-ci le point de départ des plus cruelles souffrances. Par une allusion très vive sous sa plume, il fait un retour mélancolique sur le sort tragique, non seulement des prédécesseurs, mais encore des successeurs de Maximus, c'est-à-dire d'Avitus et de Majorien ⁴.

Je n'essaierai point d'analyser toutes les lettres que l'on peut, avec vraisemblance, rapporter à cette époque de la vie de Sidoine. Plusieurs nous montrent son dévouement pour ses

¹ *Ep.*, III, 8.

² *Ep.*, V, 8.

³ *Ep.*, VIII, 8. — Si le Syagrius auquel sont adressées ces lettres doit être identifié avec le Gallo-Romain de ce nom, fils d'Egidius (voir Tillemont, *Hist. des empereurs*, t. VI, p. 335-336), Sidoine aurait eu l'honneur de décider par ses exhortations la vocation hésitante d'un des plus illustres champions de la cause romaine pendant les dernières années du v^e siècle.

⁴ *Ep.*, II, 13.

amis et son empressement à leur rendre service ¹ : ce sont même les plus simples de style, comme tout ce qui s'inspire d'un sentiment sincère et spontané. Mais il en est aussi qui révèlent un autre côté de son caractère, un mélange de vivacité et d'autorité, qui tenait probablement, au moins en partie, à sa situation sociale de grand propriétaire, déjà investi sur les personnes de droits presque seigneuriaux.

Le serf d'un certain Pudens avait enlevé une affranchie de Sidoine, d'autant plus intéressante aux yeux de celui-ci qu'elle était la fille de sa nourrice. Sidoine écrit au maître une lettre sévère. « Cet acte indigne, dit-il, aurait fait de nous des ennemis, si je n'avais appris qu'il fut commis à ton insu. Mais, après m'avoir adressé des excuses, tu veux bien me demander l'impunité pour ce flagrant délit. Je l'accorde, à une condition : tu délieras aussi de toute attache servile le ravisseur, et de maître tu deviendras patron : car la jeune fille était déjà libre. Il l'épousera ensuite, après qu'il sera client et non plus tributaire, homme du peuple et non plus colon. » Si cette satisfaction n'est pas donnée, Sidoine laissera un juste cours aux lois, qui punissent de mort l'auteur d'un rapt ².

Sidoine montrera une énergie un peu trop vive dans une autre circonstance qui touchait au culte des ancêtres. Il était parti de Lyon, à cheval, pour se rendre à Clermont ³. Du haut d'un coteau, il fut témoin d'un fait qui alluma son indignation. Dans le champ funéraire de son aïeul, l'ancien préfet Apollinaire, des fossoyeurs étaient occupés à creuser des tombes. On sait quelle était chez les anciens, païens aussi bien que chrétiens, la religion des tombeaux, et avec quel soin ils veillaient à ce qu'aucun cadavre étranger ne fût inhumé dans les sépultures de famille. Les gens de sens rassis faisaient condamner à l'amende les délinquants ⁴; mais chez un jeune noble, comme était alors Sidoine, le sang bouillait plus vite, et la tentation était grande de se faire justice. Sidoine descendit la côte et traversa la plaine

¹ *Ep.*, II, 4, 5 ; III, 10.

² *Ep.*, V, 19.

³ De Lyon plutôt que d'Avitacum, car le préfet Apollinaire, Lyonnais d'origine, devait être enterré près de cette ville. L'évêque dont il sera question était probablement saint Patiens.

⁴ Voir H. Leclercq, art. *Amendes dans le droit funéraire*, dans le *Dict. d'archéologie chrétienne et de liturgie* de dom Cabrol, fasc. VI, p. 1575-1597.

au galop de son cheval, puis il bondit sur les fossoyeurs en poussant des cris. Ceux-ci, surpris et terrifiés, n'essayèrent pas de fuir; Sidoine les fit saisir et fustiger par les serviteurs qui l'accompagnaient. Alors, seulement, il se souvint que l'affaire n'était pas de sa compétence, mais regardait l'évêque ¹. Il envoya sur-le-champ à celui-ci une lettre dans laquelle il exposait le cas; mais « cet homme saint et juste » répondit que Sidoine n'avait pas besoin d'excuses et qu'il avait eu raison de fustiger les profanateurs, selon la coutume des anciens, *more majorum*.

Sidoine s'aperçut cependant, un peu tard, que les malheureux n'étaient peut-être pas aussi coupables qu'il l'avait pensé, car aucune inscription ne désignait la sépulture du préfet Apollinaire, les pluies avaient nivelé les terres, et l'on ne distinguait plus la saillie des tombes; les fossoyeurs avaient pu croire à un terrain abandonné. Il composa donc, en vers, l'épithaphe de son aïeul, et laissa au prêtre du lieu la somme nécessaire pour la faire graver; son neveu Secundus, qui habitait Lyon, fut chargé par lui de surveiller ce travail de gravure, surveillance rendue nécessaire par l'ignorance trop fréquente des lapicides. Voici l'épithaphe; c'est une des pièces les meilleures et les plus simples de Sidoine :

« Héritier de mes oncles et de mon père, j'ai, en digne petit-fils, consacré cet éloge tardif à mon aïeul, de peur qu'à l'avenir, voyageur ignorant le respect que tu dois à celui qui est enterré là, tu foules aux pieds le sol aplani. Ici git le préfet Apollinaire, qui, après avoir régi le prétoire des Gaules, fut reçu dans le sein de la terre natale en deuil. Plein de sagesse et de valeur, il eut le même goût pour la campagne, pour la milice et pour le forum. Exemple périlleux à d'autres, il sut rester libre sous la domination des tyrans. Mais son plus grand honneur, c'est d'avoir, le premier de sa race, marqué son front du signe de la croix, lavé ses membres dans l'eau baptismale, et renoncé à un culte sacrilège. C'est là ta première gloire, là ta magnifique vertu, par lesquelles tu l'emportes, dans les espoirs célestes, sur ceux que tu égalas par les dignités du monde; les pères ont porté les

¹ Soit parce que celui-ci devait connaître des plaintes pour violation de tombeaux, réservées autrefois aux pontifes païens; soit parce que les *fossores* étaient encore considérés comme membres du clergé.

mêmes titres que toi, mais, par ces nouveaux mérites, tu les surpasses tous ¹. »

Le récit d'un voyage que Sidoine fit à Bordeaux, pendant l'hiver d'une des années qui suivirent la chute de Majorien, achèvera de montrer quel était son genre de vie à cette époque.

Comme il était bon cavalier, et que son rang lui donnait droit de se servir des relais de la poste ², il arriva à cheval au bord de la Garonne. Là, il s'embarqua pour Bordeaux. Mais il avait eu soin de se faire précéder d'une épître en vers adressée à son ami le rhéteur Lampridius. « Viens au-devant de moi, lui écrivait-il; mais, auparavant, demande au sénateur Leontius de me donner l'hospitalité. A son défaut, demande le même service à Rusticus. Si leurs maisons sont pleines, franchis le seuil de la demeure épiscopale, et, après avoir baisé la main du saint évêque Gallicinus, sollicite de lui une petite place sous son toit. Que si je ne trouve d'asile nulle part, j'irai, à mon grand regret, à l'auberge respirer la mauvaise odeur des cuisines enfumées ³. » Il est probable que cette alternative désagréable n'effrayait pas beaucoup Sidoine, qui s'attendait à voir ses amis se disputer à qui lui offrirait l'hospitalité. Accueilli, à son arrivée, par le secrétaire de Lampridius, porteur d'une épître en vers du rhéteur, il descendit dans la maison de Pontius Leontius, « le premier des Aquitains. » Leontius était parent d'un autre Aquitain illustre, saint Paulin de Nole. Il avait un fils, portant également le nom de Paulinus, que Sidoine tient aussi en haute estime. Le premier soin de Leontius et de son fils fut d'entourer d'amis le voyageur. On lui demanda d'inviter lui-même l'ancien préfet Trigetius, qui, après avoir beaucoup couru le monde, demeurait maintenant à Bazas, d'où il n'aimait plus à sortir. Sidoine lui écrivit, au nom de Leontius et au sien, une fort jolie lettre, dans laquelle il lui vante les délices de la maison de ses hôtes, sans oublier la chère exquisite qu'on y faisait, et la flottille de barques pavoisées, qui se porteront sur le fleuve à sa rencontre. Il faut

¹ Sidoine Apollinaire, *Ep.*, III, 12. — Sidoine composa, vers le même temps, l'épithaphe d'une pieuse chrétienne, la matrone Philimata; mais, par un étrange oubli, il ne fait dans cette épithaphe aucune allusion à la religion de la défunte (*Ep.*, II, 8).

² « Veredos. » *Ep.*, VIII, 11. On appelait *veredi* les chevaux de selle fournis par la poste.

³ *Ep.*, VIII, 11.

lire cette lettre pour se rendre compte de ce que pouvaient être encore après le milieu du v^e siècle, dans Bordeaux soumise aux Visigoths, le luxe et le train de maison de grands personnages romains, que l'invasion, certes, n'avait pas ruinés ¹. On s'en rendra mieux compte encore, en lisant la pièce de vers dans laquelle Sidoine célèbre la maison de campagne de son hôte, cette splendide villa de Burgus, qui dominait de ses toits dorés, de ses portiques de marbre, de ses thermes, de ses hautes tours, le confluent de la Dordogne et de la Garonne; villa déjà féodale, à la fois maison de plaisance et forteresse, dont la suite des temps devait faire une ville ².

Sidoine visita probablement, pendant ce voyage, tout le midi de la Gaule; il envoie de Narbonne à Leontius une épître en vers, dans laquelle il relate les souvenirs de son passage à Burgus, et décrit les splendeurs de cette habitation ³. On peut, à cause de ce séjour à Narbonne, fixer la date approximative du voyage: il est postérieur à 462, date de la prise de Narbonne par Théodoric, et antérieur à 466, époque de la mort de ce roi goth; car une autre pièce, adressée à Consentius, qui fut, à Narbonne, l'hôte de Sidoine, parle de Théodoric comme étant encore vivant. Elle loue même Théodoric avec une générosité qui nous paraît excessive, car elle appelle « soutien et salut du peuple romain » le roi teuton qui, profitant des troubles qui suivirent la chute de Majorien, enleva Narbonne à l'Empire, tout en restant son allié ⁴. Consentius était un des vieux amis de Sidoine. Après avoir occupé une charge de cour sous Valentinien III, et avoir prouvé dans de nombreuses négociations, en Orient et en Occident, ses talents de diplomate, il avait été préfet du palais pendant le court règne d'Avitus. C'était un lettré, dont, lors de ses séjours à Rome, le goût sévère était très redouté des gens de théâtre ⁵; c'était aussi un cocher amateur, dont les victoires au cirque étaient célèbres. Retiré maintenant soit dans ses maisons de Narbonne, soit dans sa belle villa l'Octavienne, dont les

¹ *Ep.*, VIII, 12.

² Bourg, chef-lieu de canton du département de la Gironde.

³ Sidoine Apollinaire, *Carmen* XXII.

⁴ *Carmen* XXIII, 71.

⁵ *Ibid.*, 269-308. Passage curieux qui indique les sujets des pièces jouées sur les théâtres de Rome au v^e siècle.

portiques et la chapelle s'élevaient au milieu des vignes, des oliviers et des eaux vives ¹, Consentius recevait, à la ville et à la campagne, la meilleure compagnie. Sidoine connut, chez lui, des poètes et des jurisconsultes, dont il célèbre avec enthousiasme les mérites. Le voyageur, à qui chacun faisait fête, fut encore invité chez d'autres habitants de Narbonne : Myron, Livius, Magnus, Léon, Marcellin, Lympidius, Maximus, et deux frères dont, dit-il, le nom serait difficile à mettre en vers, peut-être deux seigneurs visigoths ². Nous savons qu'il fréquenta aussi chez l'évêque, qui était sans doute Hermès ³.

C'est peut-être à la fin de ce voyage que Sidoine s'arrêta à Nîmes. Sa visite à cette dernière ville fut l'occasion d'une de ses lettres les plus intéressantes ⁴, qui achève de donner l'idée de ce qu'était alors la société élégante et lettrée. Il y avait, à quelque distance de Nîmes, dans une plaine traversée par le Gardon, deux belles villas, habitées l'une par l'ancien préfet Ferréol, l'autre par Apollinaire, parent de Sidoine. Quand ils surent qu'il allait sortir de Nîmes, ils envoyèrent plusieurs de leurs gens, chargés de garder les routes ou même les sentiers, afin de l'arrêter au passage. Sidoine se laissa volontiers faire prisonnier, et, mis en demeure de choisir, descendit chez Ferréol, qui l'emportait par l'âge et la dignité. Mais il fut convenu que, pendant une semaine, ses journées se passeraient tantôt chez celui-ci, à Prusianum, tantôt chez Apollinaire, à Vorange, villa célèbre par ses beaux jardins, ses bosquets, ses grottes artificielles ⁵. Il raconte avec beaucoup d'agrément à un autre ami, Donidius, Lyonnais ou Auvergnat, qui se plaignait du retard apporté à son retour, son séjour dans les deux maisons, si voisines qu'on allait à pied de l'une à l'autre. Le matin, on jouait à la paume ou aux dés, et l'on causait surtout ; à onze heures, le maître d'hôtel annonçait le diner, court, abondamment servi, mais de peu de plats, ce qui était la mode dans le

¹ Cf. *Ep.*, VIII, 6 : « Sacratio, porticibus ac thermis conspicalibus late coruscans. » Remarquer cette mention de la chapelle d'une maison de campagne.

² *Carmen* XXIII, 449-491.

³ *Ibid.*, 448. Cf. Duchesne, *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*, t. I, 1894, p. 292.

⁴ *Ep.*, II, 9.

⁵ Cf. *Carmen* XXIV, 52-74.

monde sénatorial. Après le diner, on faisait la sieste, on se promenait, on montait à cheval; l'après-midi, on prenait un bain, non dans les thermes de l'une ou l'autre villa, mais dans le Gardon. On lisait aussi : Prusianum possédait une riche bibliothèque, dont les livres passaient de main en main, les dames retenant de préférence les ouvrages de piété, les hommes se plaisant aux écrits des orateurs latins. Parmi les auteurs qu'elle contenait dans un intelligent éclectisme, Sidoine cite saint Augustin et Varron, Horace et Prudence, la traduction d'Origène, par Rufin, dont il vante la scrupuleuse exactitude ¹. La soirée se terminait par un élégant souper. « Je te raconterai le reste en soupant bientôt avec toi, écrit Sidoine à Dulcidius, car je suis maintenant à la veille de partir, et, avec l'aide du Christ, j'espère te revoir bientôt. »

II.

Sidoine Apollinaire fit, en 467, un voyage plus lointain, qui fut l'occasion de sa rentrée dans la vie publique.

L'empereur Sévère était mort à la fin de 465, empoisonné, disait-on, par Ricimer. Pendant deux ans, le trône d'Occident demeura vide. Des intrigues de toute sorte, auxquelles fut mêlé le roi des Vandales Genséric, prolongèrent l'inter règne. Le sénat de Rome et l'empereur Léon comprirent enfin la nécessité d'y mettre un terme. D'un commun accord, ils choisirent un patricien de Constantinople, Anthemius, qui, par ses origines comme par ses alliances, était de race impériale. Anthemius avait déjà refusé d'être empereur, après la mort de son beau-père Marcien : il est probable que l'amour du bien public le décida seul à se rendre aux vœux des Romains. Il leur fit même un sacrifice plus grand que celui de son repos, car il consentit, après de cruelles hésitations ², à promettre sa fille pour épouse à Ricimer, — dans l'espoir d'acheter ainsi la sécurité de tous, *in spem publicae securitatis*, dit Sidoine ³.

Anthemius était encore à Ravenne, quand une affaire, sur la-

¹ « Il fallait qu'il ne l'eût guère examinée, » dit Tillemont (*Mémoires*, t. XVI, p. 201).

² Ennodius, *Vita beati Epiphani*, dans Migne, *P. L.*, t. LXIII, col. 215.

³ Sidoine Apollinaire, *Ep.*, I, 5.

quelle nous ne sommes pas renseignés, obligea l'Auvergne à lui envoyer un député. Sidoine fut choisi par ses compatriotes d'adoption. Anthémius, pressenti, ratifia le choix. Muni d'une lettre impériale ¹, Sidoine se mit en route. Cette lettre était probablement conçue en termes flatteurs, car elle paraît avoir réveillé l'ambition de Sidoine. Nous le voyons par une épître pressante, adressée à l'un de ses amis « pendant que, par la grâce du Christ, il est sur le chemin de Rome ². » Cet ami, Eutrope, riche, « de race sénatoriale, » contemplant tous les jours, dans le vestibule de sa maison, les images des ancêtres qui avaient, avant lui, parcouru la carrière des honneurs, s'obstinait à vivre dans la retraite. Il préférerait à toute autre occupation la culture de ses champs, et ne se trouvait nulle part plus heureux qu'au milieu de ses bouviers, de ses moissonneurs et de ses vignerons. Sidoine essaie d'aiguillonner ce sage. Il le traite de « noble qui se cache, » et lui prédit que l'amour de la solitude le rendra bientôt incapable de figurer dans les assemblées. Il le supplie de secouer sa torpeur, et de tourner, lui aussi, les yeux vers Rome. Là est « le domicile des lois, le gymnase des lettres ; le sénat des dignités, le sommet du monde, la patrie de la liberté. Dans cette ville, seuls sont étrangers les barbares et les esclaves ³. » Sidoine promet à Eutrope sa protection. « Si tu m'écoutes, je m'associerai à tes efforts, je t'aiderai, je te préparerai les voies. » Il voit de nouveau l'avenir s'ouvrir devant lui, et son bon cœur offre à un ami d'en partager les bienfaits.

Tels étaient les sentiments de Sidoine partant pour l'Italie. Bien qu'il voyageât en poste, le voyage fut d'abord assez lent, car l'aristocratie gallo-romaine était fort hospitalière, et le député de l'Auvergne dut, au passage, s'arrêter chez de nombreux amis, dont les villas lui servaient tour à tour de gîtes d'étape. Les Alpes, malgré l'hiver, furent assez facilement franchies. A Pavie, Sidoine s'embarqua sur le Pô : il a laissé une description pleine de fraîcheur de sa pérégrination fluviale à travers la haute Italie ⁴. Parvenu à Ravenne, il n'y trouva pas l'empereur, qui était parti pour Rome : cette déception contribua peut-être

¹ *Sacris apicibus accito. Ibid.*

² *Quum mihi ducens in Urbem, Christo propitiante, via carpitur. Ep., I, 6.*

³ *In qua unica totius orbis civitate soli barbari et servi peregrinantur. Ibid.*

⁴ *Ep., I, 5.*

à la mauvaise impression qu'il reçut de la ville humide et malsaine, aux eaux croupissantes, au port déjà ensablé, à la population cosmopolite, où tout, sites et gens, lui fit l'effet d'un paradoxe ¹. Poursuivant sa route, il traversa la maremme toscane, y gagna les fièvres, et, tout grelottant, arriva à Rome, quelques jours avant les noces de Ricimer.

La première démarche de Sidoine, avant d'entrer dans la ville, fut d'aller prier au tombeau de saint Pierre, dont la basilique était encore en dehors des remparts ². Il se sentait malade, et implorait sa guérison. « A peine, raconte-t-il ³, m'étais-je prosterné sur le seuil triomphal des apôtres, que je sentis tout à coup mes forces revenir, et la langue quitter mes membres endoloris ⁴. » Joyeux de cette faveur céleste ⁵, Sidoine alla prendre gîte dans une auberge du Transtevere, où il se reposa pendant quelques jours, écrivant les souvenirs de son voyage. Ce n'était pas le moment de s'occuper d'affaires et de demander audience au prince. Rome était en fièvre. Les tribunaux et toutes les administrations publiques vquaient ; mais les théâtres regorgeaient de spectateurs, et les rues, les forums, les marchés, retentissaient des chants populaires. On ne rencontrait que sénateurs en loges d'apparat, ou plébéiens en habits de fête. L'allégresse était sincère, parce que dans l'événement qui se préparait, toutes les classes de la population, fatiguées de tant de révolutions, voyaient un gage de paix. Les fiançailles avaient été déjà célébrées : tous attendaient la pompe nuptiale qui conduirait la fille de l'empereur au palais de son barbare époux ⁶.

¹ *Ibid.* Cf. *Ep.*, I, 8.

² La basilique de Saint-Pierre venait d'être témoin d'une scène émouvante. Bien que bon catholique, Anthemius avait amené à Rome un membre de la secte des macédoniens, Philothée, qui prétendit y répandre librement ses erreurs. Le pape Hilaire (461-468) prit occasion d'une visite de l'empereur à la basilique vaticane pour se plaindre publiquement. Anthemius fut obligé de jurer sur le tombeau de l'apôtre qu'il interdirait la prédication de l'hérésie. Lettre du pape Gélase aux évêques de Dardanie ; Thiel, *Ep. rom. pont.*, p. 408.

³ *Ibid.*, I, 5.

⁴ Précisément Sidoine avait pu lire, au portique de la basilique, sous une image de Constantin, des vers racontant une guérison attribuée de même par cet empereur à l'intercession de saint Pierre. De Rossi, *Inscript. christ. urbis Romae*, t. II, p. xxxv, 55, 260. Cf. Grisar, *Hist. de Rome et des papes au moyen âge*, trad. Ledos, t. I, 1906, p. 249.

⁵ Post quae coelestis experimenta patrocini. *Ep.*, I, 5.

⁶ *Ibid.*

Quand les fêtes furent enfin terminées, « après avoir dévoré les richesses de deux Empires ¹, » Sidoine songea à remplir sa mission. Il lui fallait d'abord se loger selon son rang. Il reçut l'hospitalité d'un ancien préfet du prétoire, Paul, excellent homme et bel esprit, dont les conseils lui furent utiles. Le monde de la nouvelle cour lui était inconnu : après avoir passé en revue avec lui tous les membres du sénat, « qui comptait encore beaucoup d'hommes de grande fortune, de grande naissance, imposants par l'âge, par l'expérience, par la dignité, par l'estime publique ², » son hôte lui recommanda de s'assurer, de préférence, les bons offices de deux personnages consulaires, Genadius Avienus, qui prétendait descendre de Valerius Corvinus, et Cecina Basilius, qui se vantait d'avoir Decius parmi ses ancêtres. Sidoine trace de l'un et de l'autre un portrait très fin : il nous les montre entourés tous deux d'une foule de protégés et de clients, qui leur faisaient escorte en public : mais s'ils étaient d'un abord également facile, ils n'étaient pas d'un commerce également sûr. Avienus était parvenu très vite au faite des honneurs : c'était un homme heureux. Basilius les avait conquis l'un après l'autre, avec une persévérance qui attestait son mérite. Le premier promettait à tous, mais réservait son influence pour ses fils, ses frères et ses gendres. Le second mettait son crédit au service d'un petit nombre, mais tenait fidèlement ses promesses. Sidoine entretint des relations de politesse avec Avienus, et se confia à Basilius. Celui-ci le servit utilement dans l'affaire de l'Auvergne, mais ne borna pas à cela sa bienveillance. On était à la fin de l'année : Anthemius, selon la coutume des empereurs récemment élus, allait prendre le consulat le 1^{er} janvier ³. « Mon cher Sollius, dit Basilius à Sidoine, si occupé que tu sois par ta mission, je veux que tu réveilles la vieille muse, et que tu lui demandes d'improviser à la hâte un chant pour le nouveau consul. Je me charge du reste, bon accueil du prince, faveur de l'auditoire, et succès du poète. Crois-en mon expérience : de ce jeu d'esprit sortiront pour toi les plus sérieux avantages ⁴. » Encore une fois, la fortune de Si-

¹ *Ep.*, I, 9.

² *Ibid.*

³ Anthemius avait déjà été consul en 455, sous Valentinien III.

⁴ Sidoine Apollinaire, *Ep.*, I, 9.

doine allait dépendre de ses vers ; mais encore une fois ses vers allaient illustrer le début d'un règne.

Ici paraît de nouveau la facilité de Sidoine : c'est un poème de cinq cent quarante-huit vers qu'il construira en quelques jours ¹. La construction fut cependant laborieuse, car l'allégorie paraît fort compliquée. Le poète avait commencé d'une manière relativement simple : il avait salué l'union des deux empereurs ; il avait salué Constantinople, où l'un régnait, et d'où l'autre était venu ; il avait célébré les mérites d'Anthemius, décrit son éducation et raconté ses exploits. Mais il voulut emboucher ensuite la trompette épique, et il faut avouer qu'il en tira des sons assez discordants. « Après que Sévère, cédant aux lois de la nature, eut augmenté le nombre des dieux, » c'est-à-dire après la mort de ce triste prince, l'Italie s'émeut, et des crêtes de l'Apennin, elle descend vers les rivages du Tibre. Pénétrant dans la grotte où était couché le vieux fleuve, elle le supplie d'aller trouver Rome, afin de décider celle-ci à demander un empereur à l'Orient. Le Tibre se met en route vers Rome, la salue profondément, et lui transmet la requête de l'Italie. Rome se lève à son tour : elle vole, à travers les airs, jusqu'au royaume enchanté de l'Aurore, à qui elle demande deux choses : lui donner à elle-même Anthemius, donner la fille d'Anthemius à Ricimer. Après que l'Aurore a répondu favorablement, le poète s'aperçoit qu'il a été un peu long, et qu'il est temps, comme il dit, de jeter l'ancre. Aussi bien, l'heure est venue, pour le nouveau consul, de se rendre au forum d'Ulpien, où l'attendent avec impatience des esclaves dont, par un soufflet, il fera des hommes libres et des citoyens.

Comme dans les autres panégyriques composés par Sidoine, on remarque dans celui d'Anthemius un sens politique très fin, une grande habileté à tourner les écueils, et de bons tableaux d'histoire. Le meilleur est encore le parallèle ² entre Ricimer et Genséric, indiquant les raisons profondes de la jalousie du roi vandale contre le patrice suève. C'était la seconde fois que Sidoine faisait l'éloge de Ricimer : il l'avait déjà loué dans le

¹ *Carmen II, Panegyricus quem Romae Sidonius dixit Anthemio bis consuli.* Le poème est précédé d'une préface (*Carmen I*), dans laquelle Sidoine joint à l'éloge du prince celui de son questeur, Victor.

² Vers 348-370.

poème en l'honneur de Majorien. Telles étaient les lois du genre et les nécessités de l'heure changeante : elles durent peser lourdement sur la conscience du poète.

« J'avais obéi, raconte Sidoine, aux directions de Basilius. Celui-ci ne faillit point à ses promesses, il devint mon infatigable protecteur, et obtint du nouveau consul que je fusse nommé préfet de son Sénat ¹, » c'est-à-dire préfet de Rome, puisque le préfet de Rome était de droit prince du Sénat ². A première vue, la nomination à un poste aussi élevé, comme récompense d'une pièce de vers, paraît assez étrange. Ce n'est pas qu'à diverses époques les empereurs n'aient récompensé le mérite littéraire par des emplois administratifs ou politiques. Cela eut lieu sous Marc-Aurèle, où de simples rhéteurs furent souvent honorés des plus grandes charges. Cela eut lieu sous Julien l'Apostat, qui nommait volontiers gouverneurs de provinces les gens qui s'affublaient opportunément du manteau des philosophes, et laissaient pousser leur barbe à l'imitation de la sienne. Mais, à une époque troublée comme celle où régnait Anthemius, alors que l'approvisionnement de Rome, souci permanent du préfet urbain, était mis en péril par les croisières des Vandales, qui menaçaient les convois de blé, la nomination de ce magistrat ne pouvait être faite légèrement. Le patriciat romain, d'ailleurs, était fort jaloux, et se prêtait malaisément à la fortune d'un provincial. Il n'est pas vraisemblable qu'en nommant Sidoine l'empereur ait voulu seulement remercier d'un panégyrique. Les qualités sérieuses du poète, connues de tous en Gaule, son habitude des hommes et des affaires, peut-être la manière dont il venait de traiter celle de l'Auvergne, sa droiture morale, entrèrent probablement pour la plus grande part dans la détermination d'Anthemius. Peut-être aussi voulut-il, en élevant un Gallo-Romain, s'attacher une province fortement entamée par les Barbares, travaillée d'intrigues locales, et qui formait maintenant, avec l'Italie, la principale portion de l'empire d'Occident, amputé de la Bretagne, de la Germanie, de l'Espagne et de l'Afrique.

¹ Sidoine Apollinaire, *Ep.*, I, 9.

² « Étant le plus haut magistrat résidant à Rome (il n'avait à côté de lui que le représentant du préfet du prétoire, *vicarius urbis*), il était naturellement le chef et le premier des membres du Sénat; il possédait le privilège d'émettre un avis avant tous les consulaires. » Cagnat, art. *Praefectus urbi*, dans le *Dict. des ant.*, 39^e fasc., p. 622.

On ne sait à peu près rien de la préfecture de Sidoine. Il n'existe qu'une lettre de lui, écrite pendant sa magistrature. Elle est adressée à Campanianus, qui lui avait recommandé le préfet de l'annone. Ce fonctionnaire était l'un des subordonnés du préfet de Rome, et partageait avec lui le soin des approvisionnements. Ce soin, je l'ai dit, n'allait point, pour ceux qui en étaient chargés, sans préoccupation et même sans péril. Quand le peuple romain se croyait menacé de famine (et le cas n'était pas rare à une époque où l'Italie ne suffisait point à se nourrir, et où la plus grande partie des denrées arrivait par mer), il devenait intraitable. C'est surtout quand il était assemblé au théâtre, que sa colère éclatait. Elle se propageait de rangs en rangs et tournait facilement en émeute. On vit des préfets menacés de mort, ou leurs maisons incendiées, parce qu'un convoi de vivres était en retard. Sidoine eut un moment d'inquiétude. « Je crains, écrit-il ¹, que les échos du théâtre ne retentissent de cris de famine, et que la faim populaire ne se venge à mes dépens. Aussi je m'empresse de l'envoyer (le préfet de l'annone) au port d'Ostie, parce que je viens d'apprendre que cinq navires partis de Brindes, avec un chargement de blé et de miel, sont arrivés aux bouches du fleuve. S'il s'y prend habilement, et se saisit à propos de cette cargaison, il calmera par elle l'impatience de la foule, et gagnera des titres à ma faveur, comme moi à celle du peuple. » Si je comprends bien ces paroles, Sidoine donna au préfet de l'annone l'ordre de saisir des marchandises privées, sans doute moyennant indemnité, afin de faire prendre patience aux Romains, que le retard d'un convoi officiel commençait à irriter.

Comme Sidoine ne nous fait connaître que ce seul épisode de sa préfecture, il faut supposer qu'il ne s'y passa rien qui lui parût digne d'être conservé à la postérité. Mais si l'administration du préfet de 463 fut paisible et sans orages, il n'en fut pas de même, à ce moment, de la politique générale. Tous les beaux espoirs dont Sidoine s'était fait l'interprète dans le panégyrique du 1^{er} janvier s'étaient évanouis l'un après l'autre. La revanche contre les Vandales échoua misérablement : les deux Empires, qui avaient uni leurs efforts pour reconquérir l'Afrique, y per-

¹ *Ep.*, I, 10.

dirent une flotte de plus de mille navires et une armée de cent mille hommes ¹. Presque au lendemain de ce désastre, la paix intérieure, à laquelle Anthemius avait fait un si grand sacrifice, était rompue : dès le commencement de 269, une première brouille, difficilement apaisée par les conseils de saint Épiphanes de Pavie, éclatait entre Ricimer et son beau-père ². C'est sans doute vers ce moment que se termina la préfecture de Sidoine : il ne paraît pas être resté en charge plus d'une année, ce qui était la durée normale de sa fonction.

Sidoine reçut alors d'Anthemius le titre de patrice ³, sorte de noblesse à vie, la plus éminente de l'Empire, qui donnait à celui qui en était investi la prééminence sur tous les magistrats, les consuls exceptés, et la qualité officielle de « père de l'empereur ⁴. » Il venait de sortir de charge, quand se produisit, en Gaule et à Rome, l'affaire d'Arvandus : comme il y joua un rôle assurément généreux, mais peut-être maladroit, nous en devons dire quelques mots.

Arvandus était un ami de Sidoine, mais c'était un esprit faible, présomptueux, incapable de se gouverner. Il avait été deux fois préfet des Gaules, et les avait administrées pendant cinq ans. Sa première préfecture l'avait rendu populaire ; la seconde lui attira la haine de tous. Perdu de dettes, il commit toute espèce de rapines ; puis, sentant peser sur lui le mépris public, il fatigua tous ceux qui l'approchaient de son arrogance, de ses soupçons et de ses caprices. Heureusement les provinces, à aucune époque de l'Empire, ne furent sans recours contre la tyrannie des gouverneurs, puisqu'elles avaient presque toutes des assemblées annuelles, qui pouvaient mettre ceux-ci en accusation. Au milieu du v^e siècle, la Gaule seule, en Occident, conservait cette représentation provinciale. Elle tenait à Arles tous les ans, du 16 août au 16 septembre, une assemblée plénière, composée des magistrats municipaux et des grands propriétaires, qui avait le droit d'examiner les plaintes, de rédiger des cahiers, d'en-

¹ Procope, *De bello vandalico*, I, 6. Voir Martroye, *Genséric*, p. 213-223.

² Ennodius, *Vita beati Epiphani*; Migne, *P. L.*, t. LXIII, col. 215.

³ Sidoine Apollinaire, *Ep.*, V, 16. Claudien Mamert dédie son livre *De statu animae* « Praefectorio patricio.... Sollio Sidonio. »

⁴ Comme dans les monarchies modernes, certaines dignités ou certaines décorations donnent le titre de cousin du roi. — Voir Ammien Marcellin, XXIX, 2; *Code Justinien*, XII, III, 3, 5.

voyer des députés à l'empereur. En 468, la mise en accusation d'Arvandus fut demandée. Pendant qu'on instruisait son affaire, une entreprise plus criminelle encore que des faits de concussion se découvrit.

Comme à toutes les époques de décadence, l'idée de patrie perdait de sa force, s'effaçait même tout à fait dans certaines âmes. Arvandus avait écrit au nouveau roi des Visigoths, Euric, qui venait de ravager l'Espagne, pour le dissuader de faire la paix avec « l'empereur grec : » par ce terme méprisant il désignait l'empereur Anthemius ¹. Il lui conseillait en même temps d'attaquer les Bretons des bords de la Loire, qui étaient restés fidèles à l'Empire. Enfin, il l'engageait à conclure avec les Burgondes un traité de partage de la Gaule entière. La lettre qui contenait ces propositions avait été interceptée : mise sous les yeux du secrétaire d'Arvandus, elle fut reconnue par ce subalterne, qui avoua l'avoir écrite sous la dictée du préfet. Cette lettre fut examinée par les jurisconsultes de l'assemblée : ils n'eurent pas de peine à y reconnaître les éléments du crime de lèse-majesté. Cependant tous ceux qui en avaient eu connaissance s'engagèrent à la tenir secrète ; les personnages chargés de poursuivre Arvandus devant le Sénat la produiraient à l'audience : par ce coup de surprise, ils déconcerteraient l'accusé, qui n'aurait pas eu le temps de préparer ses moyens de défense et emporteraient d'emblée la condamnation. On choisit, pour remplir cette mission grave et délicate, trois des personnages les plus considérables des Gaules : l'ancien préfet Tonantius Ferréol, Thaumastus, parent de l'empereur Avitus, et le jurisconsulte Pétrone. Ils se rendirent à Rome, porteurs du décret de l'assemblée.

Arvandus s'y rendit de son côté. Il ne se doutait pas de la gravité de l'accusation. S'embarquant à Marseille, il descendit gaiement à Libourne : la traversée avait été bonne, la mer même, disait-il en riant, lui était favorable. A cause de son rang et de ses fonctions, il ne fut pas traité comme un accusé ordi-

¹ *Pacem cum graeco imperatore dissuadens.* Sidoine Apollinaire, *Ep.*, I, 7. Ricimer aussi, depuis qu'il avait rompu avec Anthemius, l'appelait « le galate, le petit grec, » galata, graeculus (Ennodius, *Vita beati Epiphaniï*, l. c.). Tillemont a supposé (*Hist. des empereurs*, t. VI, p. 349) qu'Arvandus était l'instrument de Ricimer dans ses intrigues avec l'étranger.

naire : on le logea au Capitole, sous la surveillance de Flavius Asellus, comte des largesses sacrées, c'est-à-dire ministre du Trésor ¹. On ne sait par quel hasard Sidoine et un autre ami d'Arvandus, Auxanius, connurent l'existence de la lettre à Euric et le coup de théâtre qui se préparait. Ils allèrent voir l'accusé, le mirent au courant, et, doutant probablement de l'authenticité de la pièce, lui conseillèrent de ne rien avouer à la légère. Arvandus s'emporta contre eux, les traita de dégénérés, de trembleurs, d'indignes membres de familles préfectorales : « Vous ne comprenez rien, dit-il, à cette affaire ; laissez-moi la conduire seul. Ma conscience me suffit. A peine daignerai-je permettre à mes avocats de me défendre du reproche de concussion. » Sidoine et Auxanius s'en allèrent consternés. Arvandus, sans rien rabattre de son arrogance, se mit à se promener sur la place du Capitole, en toge blanche ; il répondait aux saluts sans s'apercevoir de l'ironie qui s'y mêlait parfois, il se faisait féliciter de son acquittement prochain, entrait dans les boutiques, maniait les soieries ou les bijoux qui s'y étalaient, causait avec les marchands, parlait avec une complète liberté d'esprit de législation, de politique, du Sénat, de l'empereur, et se plaignait qu'on laissât impunis ses accusateurs.

Sidoine, oubliant les mauvais procédés d'Arvandus, et voulant sans doute éviter d'avoir à juger comme sénateur un ancien ami, quitta Rome avant le procès ². Celui-ci s'ouvrit bientôt. Au jour fixé pour l'audience, Arvandus, brillamment vêtu, la chevelure parfumée, se rendit à la curie : ses accusateurs, au contraire, s'étaient conformés à l'usage, et attendaient, en costume de deuil, le moment d'être introduits. L'accusé et les accusateurs entrent, à l'appel de leur nom, dans la salle où siégeait le Sénat. Avant l'ouverture des débats, le président les invite à s'asseoir, en qualité d'anciens préfets. Arvandus, impudemment, se place au milieu de ses juges, pendant que Ferréol et ses collègues s'installaient sur le dernier banc, comme s'ils ou-

¹ C'est ce qu'on appelait, en droit romain, la *custodia libera*. Voir *Code Théodosien*, XI, vii, 3 ; *Code Justinien*, X, xix, 2. On l'accordait souvent aux personnes de condition honorable (voir mes *Dix leçons sur le martyre*, 3^e éd., p. 238) ; mais elle était le privilège de tout sénateur (saint Jérôme, *Contra Vigilantium*, 6).

² *Inter ista discesseram. Ep.*, I, 7.

bliaient leur rang de sénateurs pour se souvenir seulement de leur mandat de députés. Quand tous les sièges des sénateurs furent occupés, les parties se levèrent. Les députés des Gaules prirent la parole. Ils lurent d'abord le décret de l'assemblée d'Arles, puis la lettre d'Arvandus à Euric. « Je m'en reconnais l'auteur, » s'écria Arvandus, avant même d'être interrogé. Et comme les députés racontaient comment il l'avait diclée : « C'est vrai, » répéta par trois fois l'accusé furieux. Cet impudent aveu était sa perte : au milieu du tumulte, car les cris de triomphe des accusateurs se mêlaient aux cris de surprise des juges, il fut déclaré coupable de lèse-majesté.

Chose étrange ! Arvandus, qui avait été cinq ans préfet, ne croyait point que cette qualification légale pût être appliquée à son acte : il s'imaginait que seul celui qui avait tenté d'usurper l'empire pour son propre compte pouvait être poursuivi pour lèse-majesté ¹. Dès qu'il entendit la sentence, toute son arrogance tomba. Déchu des privilèges de son rang, devenu par conséquent simple plébéien ², il se laissa conduire en prison sans protester. La foule vit avec plus de curiosité que de pitié cet homme magnifiquement vêtu, que des licteurs entraînaient comme un vulgaire criminel. Deux semaines après, il fut transféré dans l'île sacrée du Tibre, où était la prison des condamnés à mort ³. D'après une loi de Tibère, trente jours devaient s'écouler entre la sentence et l'exécution ⁴. Arvandus les passa dans le désespoir, ayant constamment la vision du bourreau armé

¹ Sero cognoscens posse reum majestatis pronuntiari etiam eum qui non affectasset habitum purpuratorum. *Ibid.* Cette ignorance de la part d'un haut fonctionnaire est incroyable, et l'on n'y pourrait ajouter foi, si Sidoine ne l'affirmait. Dans la définition classique du crime de lèse-majesté donnée par Ulpien, le cas d'Arvandus est précisément prévu : « Quive hostibus populi romani nuntium litterasve miserit, signumve dederit, feceritve dolo malo, quo hostes populi romani consilio jubentur adversus Rempublicam. » Ulpien, VII, *De officio proconsulis* ; au *Digeste*, XLVIII, iv, 1.

² Privilegiis geminae praefecturae, quem per quinquennium repetitis fascibus rexerat, exauguratus, et plebeiae familiae non ut additus, sed ut reditus. *Ibid.*

³ *Ibid.* Cf. *Code Théod.*, IX, xl, 13 (année 382) et *Code Justinien*, IX, xlvii, 20. Cf. Besnier, *l'île Tibérine dans l'antiquité*, 1902, p. 68.

⁴ « Ex vetere senatusconsulto tiberiano. » *Ep.*, I, 7. La vérité est que le sc. tibérien, auquel font allusion Tacite (*Ann.*, III, 51), Suétone (*Tiber.*, 75), Dion Cassius (LVII, 20), ne prévoyait qu'un délai de dix jours. Une ordonnance de Gratien (382) fixe à trente jours le délai entre le jugement et l'exécution capitale ; *Code Th.*, LX, xl, 13 ; *Code Just.*, IX, xlvii, 20.

d'une corde pour l'étrangler, et du croc qui trainerait son cadavre aux gémonies.

Cependant, la compassion de quelques amis veillait. Sidoine était l'un d'eux. « Je me devais à moi-même, dit-il, de lui rester fidèle. » De Gaule, où il était définitivement rentré, il se joignit aux prières adressées à l'empereur en faveur d'Arvandus. Anthemius (c'est un éloge que lui donne à ce propos Sidoine) avait le cœur assez large pour permettre qu'on l'implorât pour un condamné. Il se laissa fléchir, et commua la peine de mort en un exil perpétuel avec confiscation des biens ¹.

PAUL ALLARD.

¹ Sidoine Apollinaire, *l. c.*, et Cassiodore, *Chron.*, ad ann. 469, dans Migne, *P. L.*, t. LIX, col. 1246.

LA

DÉSERTION DU CARDINAL DE BOUILLON

EN 1710¹

Un devoir professionnel m'a entraîné, pour mon malheur, à étudier la personnalité du cardinal de Bouillon d'après les documents innombrables que le sort mettait à ma portée. Les dossiers, les chapitres et les volumes se sont multipliés sans que j'y prisse garde, et j'ai tout lieu de craindre que le temps me manque maintenant pour en tirer l'étude très complexe que je méditais sur le cardinal, aussi bien que sur Baluze, sur son *Histoire de la maison d'Auvergne*, et sur cette affaire des faussaires qui domine, on peut le dire, toute la dernière partie de la vie du cardinal : ce fut pour lui une robe de Nessus, qui le fit rouler aux plus tristes extrémités pour un prince de l'Eglise, le premier après le Pape, et l'un des plus hauts dignitaires de son pays natal.

Jusqu'ici, à mesure que le commentaire des *Mémoires de Saint-Simon* m'y engageait, je n'ai pu donner que des aperçus sommaires des diverses phases de cette existence si agitée ; toujours la place ou le temps m'ont fait défaut pour développer mes dires et les justifier. Je me confiais à une réputation, méritée, à ce qu'il paraît, d'être impitoyable pour « mon auteur ; » mais, pour une fois que je n'ai pu le trouver en faute que sur des points de détail, j'ai joué de malheur. A mesure que j'épuisais une partie du sujet, que ce fussent les disgrâces encourues jadis en 1685-1686, le refus de célébrer le mariage du duc de Chartres en 1692, l'affaire de Liège en 1694, celle de la coadju-

¹ Une bienveillante communication de M. Jean de Boislisle nous a fait parvenir cet article, trouvé dans les papiers de son regretté père, et destiné par celui-ci à la *Revue*. Nous le publions avec une profonde reconnaissance et un respectueux souvenir.

torerie de Strasbourg en 1699, celle de Baluze, des faux de Jean-Pierre de Bar et du cartulaire de Brioude de 1695 à 1705¹, j'ai essayé de prouver que, contre son habitude, et même au milieu d'exagérations qui décelaient son furieux emportement, Saint-Simon a raconté les faits avec une rare exactitude et les a jugés sainement ; que, si l'on rapproche ses divers portraits du cardinal, soit de la correspondance de celui-ci, soit des témoignages contemporains les plus sûrs, il est impossible de les réfuter ; que, enfin, le seul récit de l'abbé de Choisy, venant d'un ami, familier et serviteur de l'Altesse Éminentissime, est sans valeur réelle. Pour ces divers épisodes, je pense être arrivé à ce résultat ; mais, le travail d'ensemble que mériterait la vie d'un si curieux personnage, dont Saint-Simon a su apprécier avec tant de justesse le caractère et les actes, je n'ai pu encore trouver le loisir d'en achever la mise au point définitive parmi l'amas grossissant des matériaux à utiliser.

Aujourd'hui je dois me contenter de tracer le tableau des dernières années si mouvementées du cardinal, de raconter sa « désertion » de 1710, sa fuite dans le camp du prince Eugène, l'amertume d'un séjour de quatre ans chez les ennemis de la France, enfin sa mort sans honneur loin de sa patrie, dans l'asile obscur qu'il avait fini par trouver à Rome, auprès du « père commun des fidèles. »

Dans cette étude, j'aurai l'extraordinaire bonne fortune de rendre un complet hommage à l'œuvre historique de Saint-Simon, à l'exactitude merveilleuse de ses informations, de ses portraits, de ses arrêts, dont le mérite apparaît surtout lorsqu'on suit de près les événements enchevêtrés à la lumière des innombrables documents qui permettent de les débrouiller. Il faut reconnaître, en ce qui concerne les Bouillon, et particulièrement le cardinal, que son exécution pour toute la race de ces princes étrangers n'a nui ni à la lucidité de sa critique, ni à la justesse de son argumentation : il se trouve d'accord avec la presque unanimité des contemporains, avec l'opinion publique, avec la raison et la justice. C'est une satisfaction réelle pour le commentateur des *Mémoires* ; il se hâte d'en profiter et de

¹ *Mémoires de Saint-Simon*, tomes I, p. 93 et 96 ; II, p. 203-205 ; VI, p. 101 et 625 ; VII, p. 480 ; XIV, p. 175-245, 525-526 et 533-558 ; XX, p. 1-70 et *passim*.

prouver, par le rapprochement des textes les plus précis, les plus concluants, que, pour une fois, mais des plus importantes, personne ne saurait, dans le récit de Saint-Simon, reprendre autre chose que des erreurs minimes, ni rabattre rien de ses réquisitoires les plus virulents. Son seul tort est d'avoir répété presque indéfiniment, chaque fois que l'occasion s'en est présentée, les mêmes accusations, les mêmes verdicts. Sa plume et sa verve furieuse sont également intarissables, et, chaque fois, il en sort, avec un éclat splendide, des démonstrations plus convaincantes, des conclusions plus foudroyantes.

Qu'on ne se méprenne pas d'ailleurs sur l'éloge exceptionnel que je viens de faire des sentiments et des expressions de Saint-Simon. Ceci n'est pas chez moi, on le sait de reste, affaire d'habitude, mais, dans le cas présent, pure conviction, qui passera, je l'espère, dans l'esprit des lecteurs par l'effet d'une démonstration aussi impartiale que minutieuse.

I.

Pour expliquer les raisons qui poussèrent, en 1710, le cardinal de Bouillon à devenir transfuge et traître à sa patrie, il est nécessaire de remonter un peu en arrière.

Dans les derniers mois de 1707, en disgrâce depuis près de huit années et exilé, d'abord à soixante-dix lieues de Paris, puis seulement à trente, il était venu s'installer dans son abbaye de Saint-Ouen de Rouen. Pendant le séjour de plusieurs mois qu'il y fit, il sollicita du Roi la permission d'aller visiter ses abbayes de Saint-Vaast et de Vicoigne, en Artois. Elle lui fut refusée, sans doute à cause de la guerre, qui se rapprochait alors de plus en plus de ces pays frontières. Le cardinal en conçut un vif dépit, tout en semblant se résigner à retourner en Bourgogne. Contre toute apparence, il feignit de croire ¹ que, si le Roi lui défendait de pousser jusque dans l'Artois et le Cambrésis pour voir l'archevêque son bon ami et visiter ses abbayes, il lui serait permis, au retour de Rouen, de passer quatre ou cinq jours à Pontoise, sinon dans sa chère maison de Saint-Martin ².

¹ Lettre à Fénelon et réponse, des 6 et 9 décembre 1707, dans le tome III de la *Correspondance de Fénelon*, p. 145-149.

² Saint-Martin de Pontoise est un prieuré situé au-dessus de la ville et

Au contraire, il apprit que le Roi lui retirait la permission d'approcher jusqu'à trente lieues de la cour et rétablissait l'ancien ban de soixante-dix lieues dans toute sa rigueur, et cela au moment même où, par le fait du procès qu'il venait de perdre contre ses moines de Cluny ¹, cette dernière abbaye et celle de Paray lui devenaient absolument inhabitables.

Cependant il fallait obéir, au moins en apparence, et le cardinal avisa son cousin Saint-Simon que, comme l'année précédente, il userait de ses bons procédés pour se soigner quelque temps à la Ferté-Vidame.

Cette fois encore, Saint-Simon n'osa aller lui faire les honneurs de son château, bien que la saison fût favorable, et il se dispensa même d'envoyer personne pour le recevoir, afin de ne pas excéder « ce qui ne devoit être qu'hospitalité à un exilé de sa sorte ². » L'abbé de Choisy, ami fidèle et qui, je crois, avait déjà profité du séjour en Normandie ³, vint rejoindre le cardinal à la Ferté ; c'est même là qu'il conçut le projet de composer un chapitre sur ses relations avec les Bouillon, qui n'est pas la partie la moins piquante de ses *Mémoires* ⁴. En revenant, il passa par Chartres, pour essayer de gagner à la cause

déjà embelli par le lord abbé de Montagu, mais que le cardinal était parvenu à transformer en bien patrimonial pour son neveu d'Albret. Saint-Simon dit (éd. nouvelle, tome XVI, p. 125) : « Il y avoit dépensé des millions, et fait une terrasse admirable sur l'Oise et des jardins magnifiques. Il aima tant cette maison, et encore par vanité, car je lui ai ouï dire que tout ce qui étoit des dehors étoit royal, que, dans sa faveur, il obtint, moyennant un échange, de détacher cette maison et quelques dépendances du prieuré, et d'en faire un patrimoine qui, en effet, est demeuré à M. de Bouillon. »

¹ *Journal de Dangeau*, t. XII, p. 118.

² *Mémoires*, éd. nouvelle, t. XVI, p. 119-124 ; addition au *Journal de Dangeau*, t. XIII, p. 162. M. Emile Fage (*Étienne Baluze, sa vie, ses ouvrages, son exil, sa défense*, p. 62-64) a cru, à tort certainement, que Saint-Simon en personne reçut le cardinal à la Ferté, ce qui nous aurait sans doute valu le « plaisir de retrouver quelque chose de ce qui se chuchota dans l'intimité du château. » Reyssié a essayé de placer le voyage à Rouen et à la Ferté en 1708-1709 (p. 213-215), en dépit des témoignages contemporains.

³ Lettre du cardinal à cet abbé, sans date, conservée actuellement au Musée britannique, et publiée par Gustave Masson, en 1868, dans le *Cabinet historique*, t. XIV, p. 145-146. Le cardinal y parlait de son intention de passer par la Trappe.

⁴ *Mémoires de Choisy*, éd. Lescure, l. X, t. II, p. 108 et suivantes ; *Mémoires de Saint-Simon*, t. VI, p. 20. Ce livre X, ainsi que les suivants sur les d'Arquien et Béthune, sur la Guercheville, et le livre VIII sur Daniel de Cosnac n'ont été publiés qu'en 1828 par Monmerqué dans la collection Petitot. L'original s'en trouve au milieu d'un lot des papiers du cardinal, à la Bibl. nat., dans le ms. fr. 11436.

du cardinal l'évêque Godet des Marais, et, par celui-ci, de réveiller assez heureusement l'affection passée de M^{me} de Maintenon pour qu'elle poussât le Roi à revenir sur son jugement du 14 avril. Si insinuant que pût être Choisy, il échoua, et, d'ailleurs, le cardinal, par ses imprudences, en arriva à réveiller le ressentiment de Louis XIV, qui remarqua que la Ferté n'était qu'à vingt lieues de Versailles, pas même à trente : infraction grave aux conditions stipulées de la relégation ¹.

Est-ce, comme le dit Saint-Simon, dans ce voyage de 1708, et précisément au cours de ce séjour assez long à la Ferté-Vidame ², que le cardinal conçut son projet de désertion ? Rien ne le prouve dans sa correspondance, dont nous possédons quelques lettres datées de là même, et celles-ci ne donnent point de détail à mettre en regard des pages où la malicieuse plume s'est étendue avec complaisance sur l'honneur que son éminentissime cousin fit au château hospitalier ³.

Enfin, l'époque étant arrivée du déplacement annuel de la cour à Fontainebleau, le cardinal, qui avait fait ses calculs, se mit lui-même en route, mais non pas pour la Bourgogne.

Parti de la Ferté le 28 ou le 29 juin, il est le 30 à Dreux, d'où il écrit à Baluze qu'il ne sait encore où aller; le 5 juillet, à Mantes, d'où il envoie à M. de Torcy une vive protestation contre cette défense de passer par Pontoise : le ministre répond qu'il ne pouvait présenter son mémoire au Roi, qui lui a défendu toute démarche de ce genre et qui a trouvé très mauvais le séjour à la Ferté, si proche de Versailles et même de Paris ⁴. Pontoise n'en était distant que de huit lieues seulement; et cependant il continue sa route dans cette direction, en faisant étape à Beaumont-sur-Oise. Là, deux ou trois lieues à peine d'un trajet facile soit par terre, soit par eau, le séparent de cette Terre promise qui lui est interdite, même pour vingt-quatre heures ⁵, et où le

¹ Deux lettres à Baluze sont datées de la Ferté, le 10 et le 28 juin (B. N., ms. *Baluze* 204, fol. 206 et 267); dans la première, le cardinal raconte son étonnement d'avoir vu en passant à l'abbaye de Bonport, au diocèse d'Évreux, les armes de la reine Catherine de Médicis en écu de veuve, entouré de la cordelière. Une lettre du 11, à l'abbé d'Auvergne, est dans le ms. nouv. acq. fr. 776, fol. 152.

² Nos tomes XV, p. 450-451, et XVI, p. 119 et 123.

³ T. XVI, p. 119-124.

⁴ Aff. étrangères, vol. FRANCE 307, fol. 240-242.

⁵ *Ibidem*, vol. 1138, fol. 221-223.

sollicitent depuis longtemps ses intérêts d'abbé et de châtelain de Saint-Martin. Pour ne pas être reconnu, ou publiquement, ou par un respect approximatif des prohibitions récentes, il s'arrête presque aux portes de la ville, et passe une huitaine de jours dans la belle habitation que ses amis Chamilly, alors absents ¹, possèdent à Osny. De ce lieu qui domine la ville, « il voulut au moins revoir encore une fois par la châtière son cher Saint-Martin, dit Saint-Simon, et il donna le misérable spectacle de l'aller considérer tous les jours pendant les sept ou huit qu'il demeura à Osny, tantôt de dessus la hauteur, tantôt tout autour par les ouvertures des murailles des bouts des allées et à travers des grilles, sans avoir osé mettre les pieds en dedans, soit qu'il voulût faire pitié au monde d'un extrême désir dont la satisfaction lui étoit refusée, soit qu'il espérât toucher par le respect de n'être pas entré dans sa maison ni dans ses jardins. Cette bassesse fut méprisée, et ce fut tout ².... »

Tant d'infractions successives, et de plus en plus graves, n'étaient pas supportables plus longtemps, et le cardinal fut avisé de Fontainebleau qu'il était temps de rentrer dans l'ordre ³. Il fallut s'arracher aux poignantes délices d'Osny, et c'est en remontant vers la Champagne, c'est-à-dire pour augmenter chaque jour la distance de Paris, que le cardinal et sa suite, guidés par le fidèle Serte, se mirent en marche, peut-être avec l'intention secrète de pousser jusqu'à Cambrai ⁴.

A Damery, près d'Épernay, on prit asile dans la maison qu'avait possédée son intendant Le Vaillant, et, sous prétexte de maladie, on y resta quelque six semaines ⁵, croyant chaque jour recevoir une permission d'aller revoir son ami à Cambrai, et ses abbayes d'Artois ; mais la mesure était comble, et il fallut reprendre enfin le vrai chemin de la Bourgogne, ou plutôt du

¹ Ils étaient dans leur gouvernement de la Rochelle.

² *Saint-Simon*, t. XVI, p. 125-126.

³ Dangeau écrit dans son *Journal*, à la date du 21 juillet : « On avoit su, il y a quelques jours, que le cardinal de Bouillon avoit passé à Beaumont. On avoit dit même qu'il avoit passé à son abbaye de Saint-Martin, ce qui n'étoit pas vrai ; mais, comme il avoit ordre de n'approcher de Paris que de trente lieues, cette démarche d'en venir à huit lieues avoit déplu. »

⁴ Lettres du 27 juillet, à l'abbé d'Auvergne (ms. nouv. acq. fr. 776, fol. 155), du 4 août, à l'intendant Le Fèvre (ms. fr. 6677, fol. 36-39), du 31 août, à Fénelon, dans sa *Correspondance*, t. III, p. 180.

⁵ Lettre de Serte à Baluze, 5 septembre : ms. Baluze 204, fol. 212.

Lyonnais ; car l'Allesse, honteuse et épouvantée de se représenter devant ses vainqueurs de Cluny, sollicita et obtint une permission de s'installer auprès de Lyon. Partis de Damery après le 5 septembre, on les trouve à Dijon le 16, allant coucher au château de Cormatin ¹. Telle était la terreur du cardinal à l'égard des religieux, qu'il n'osa passer par Tournus, et descendit la Saône pendant douze lieues pour se réfugier à la Claire, maison de bénédictines du diocèse de Vienne qu'on lui prêtait ². C'est là qu'il fixa ses pénates pendant plus de six mois, « faute de pouvoir résider avec quelque repos à Cluny, Paray ou Tournus, grâce à la continuation du faux arrêt du 30 mars 1705 ³. » Cependant il fut bien forcé d'aller présider le chapitre de Cluny convoqué pour le 7 octobre.

Cette réunion eut toutes les allures d'une bataille rangée, dont le *Mercure* de l'année suivante se fit l'historien ⁴ : insensibles à l'éloge de leur supérieur, à ses propres discours, à la lecture d'un mémoire de lui émouvant jusqu'aux larmes, à toutes les tentatives de conciliation, les adversaires, qui composaient les trois quarts du définitoire, en vinrent à de telles violences, qu'il fallut dissoudre l'assemblée le troisième jour, et que le cardinal, laissant célébrer la messe par son grand vicaire, quitta la place, après avoir envoyé au Roi, par l'intermédiaire du contrôleur général et du secrétaire d'État de la province, une protestation, un appel désespéré à l'autorité souveraine ⁵. Un autre mémoire, du 18, fut confié aux soins du ministre Torcy ⁶. Cet appel eut pour effet, si ce n'est d'apaiser

¹ Ms. nouv. acq. fr. 776.

² Cette maison rapportait sept à huit mille livres de rente. C'est là que vivait très humblement la fille naturelle que M^{re} de Verue avait eue du duc de Savoie.

³ Minutes de lettres au Roi, à Pontchartrain, etc., du 30 avril 1709, et des mois de juin et de juillet, dans les papiers Bouillon, carton Rⁿ 65, et ms. Baluze 294, fol. 216-229.

⁴ *Mercure* de mars 1709, p. 105-122.

⁵ J'ai publié cette pièce, du 10 octobre, dans l'appendice XV du tome XV de *Saint-Simon*, p. 577-580, d'après la copie envoyée au contrôleur général. Il y en a une autre, dans les papiers de Lancelot, ms. nouv. acq. fr. 9659, fol. 64-65, et la minute originale est dans le ms. nouv. acq. fr. 277, fol. 49 à 55, avec celle d'un compte rendu du 11, daté de Champgagneon près Mâcon. Les religieux firent paraître aussi un Mémoire, Arch. nat., G¹ 645.

⁶ Affaires étrangères, vol. FRANCE 1160, fol. 175-179. *Incipit* : « L'application continuelle, ou, s'il est permis de le dire, l'acharnement.... » Sans doute, c'est à la même époque que se rattache un autre écrit • par co-

les esprits, au moins de faire renvoyer à la grand'chambre du Parlement toutes les contestations produites ou à produire sur l'exécution de l'arrêt d'avril ¹. Quant à la paix, elle ne pouvait renaître que quand le cardinal aurait quitté la France.

II.

La fin de l'année 1708 est encore, à un autre titre, une date importante, capitale même, dans la carrière troublée du cardinal de Bouillon, puisqu'il eut alors la satisfaction de faire paraître cette *Histoire de la maison d'Auvergne* qu'on peut regarder comme le but de tant d'efforts et de manœuvres, et comme le couronnement, la consécration de tant de menées orgueilleuses, de scandales, et de pratiques plus que suspectes. Ce n'est pas ici le lieu de retracer même un bref tableau d'innombrables incidents auxquels l'entreprise avait donné lieu depuis 1695, et d'ailleurs j'ai présenté déjà ce tableau en raccourci en une autre circonstance ².

Me sera-t-il jamais donné d'achever l'étude plus complète que j'annonçais alors, mais que l'abondance des matériaux, et leur intérêt, si je ne m'abuse, ont prorogée d'année en année?

Il me semble, du moins, impossible de ne pas faire entrer dans cet historique des dernières années du cardinal le récit des circonstances qui accompagnèrent l'achèvement et l'apparition du livre, entre son premier voyage de banni tout autour de Paris et le second, que devait suivre de si près la désertion.

La gestation de l'ouvrage avait été laborieuse, la mise au jour ne le fut pas moins; jusqu'au dernier moment, l'accord sur bien des points discutables s'établit difficilement entre Baluze et son patron. Le cardinal traita ces débats comme des affaires d'État et le savant comme des affaires d'honneur; ce

lonnes • et destiné au public, que cependant le cardinal jugea prudent de réserver pour un remaniement sérieux, et dont, en octobre 1710, étant sorti de France, il communiqua le projet à Monsieur de Cambray (*Correspondance de Fénelon*, t. III, p. 278). Par précaution sans doute, le cardinal-abbé se hâta de donner à l'abbé d'Auvergne un prieuré de dix mille livres, vacant par la mort du frère du P. de la Chaise.

¹ Arrêt du conseil du 3 décembre 1708 : Arch. nat., E 1944, fol. 326.

² *Le cardinal de Bouillon, Baluze et le procès des faussaires*, dans l'appendice du tome XIV de l'édition nouvelle des *Mémoires de Saint-Simon*, publié en 1899, p. 533-558.

qui rend singulièrement suggestifs les uns et les autres, lorsqu'on les suit avec l'impartialité de l'historien. Leur chronologie n'est pas moins intéressante à reconstituer. Saint-Simon l'a présentée inexactement et en a altéré la signification.

Ainsi, il dit d'abord ¹ que le livre était prêt à paraître dès le temps de la production du cartulaire de Brioude, c'est-à-dire dès 1695 — époque où le cardinal n'avait pas même encore pressenti Baluze, — mais qu'on voulut attendre le succès de cette production pour procéder à la publication; puis, en 1706 ², que MM. de Bouillon attendirent l'apaisement du scandale provoqué par la procédure de l'Arsenal contre les faussaires et par la condamnation de J.-P. de Bar du 11 juillet 1704. La vérité est que Baluze avait remis un manuscrit au cardinal depuis l'été de 1703, mais combien imparfait dans ses parties principales au gré du cardinal, et combien insuffisant !

Ce qui a pu tromper Saint-Simon, c'est que, par précaution, on sollicita dès le commencement de 1705 l'obtention du privilège qu'exigeait la déclaration royale du 2 octobre 1701 relative à la librairie. Un bon ami de Baluze et du cardinal, l'abbé Galloys, à la censure duquel le manuscrit, tel qu'il était alors, bien loin de l'état définitif pour l'*imprimatur*, fut soumis par prudence, délivra ce certificat : « Je n'ai rien trouvé qui puisse empêcher l'impression; je crois, au contraire, que le public en retirera de l'utilité. » Il n'est pas étonnant que « le monde en fut étrangement scandalisé, et un aussi gros ouvrage, et si recherché, qui parut aussi promptement après l'éclat, ne sembla à personne avoir été fait et achevé qu'avec le cartulaire même, et par conséquent aussi faux que lui ³. »

Le poids en retomba encore plus sur Baluze que sur ses clients, mais sans qu'il semble s'en être autrement préoccupé. A cette même époque, il écrivait au cardinal ⁴ : « Je travaille aux Additions et corrections. Je ne toucherai à aucun des articles qui ont été réglés suivant les réflexions de Votre Altesse et ne ferai qu'ajouter des endroits très curieux qui m'auroient échappé. Les titres que le R. P. André m'a envoyés serviront à

¹ T. XIV, p. 239-241.

² T. XVI, p. 127.

³ *Mémoires de Saint-Simon*, éd. nouvelle, t. XIV, p. 244 et 555.

⁴ Lettre du 6 février 1705 : ms. Baluze 204, fol. 15 v°.

corriger et à amplifier ce que j'avois déjà fait touchant la maison cadette des Dauphins. » Comme le cardinal continuait à manifester une crainte angoissante que son généalogiste ne tint pas scrupuleusement compte de ses injonctions ¹, il fallut, six mois plus tard, lui renvoyer une nouvelle copie du manuscrit mis au point ², et particulièrement soumettre à sa critique et à celle de l'abbé de Caumartin l'article si délicat sur le prévôt Guillaume et sur la lettre de saint Louis ³. La réponse montre que, malgré son incompétence personnelle et entraîné par une passion inconsiderée, le cardinal persistait à entrer dans les moindres détails ⁴. Mais enfin on pouvait songer à l'impression de l'Histoire. C'est à grand'peine que le cardinal permit de la commencer, et encore sous la condition expresse que, trois fois par semaine, Baluze lui enverrait un cahier de la copie définitivement révisé sous la surveillance des princes ses neveux ⁵. D'ailleurs, ne regardant pas à la dépense, quoique ses ressources fussent extrêmement réduites depuis la disgrâce de 1700, il offrit, de lui-même, de porter à deux le nombre des volumes, comme il l'avait jadis accordé à du Bouchet, au lieu de réunir histoire et preuves en un seul comme Justel l'avait fait ⁶. Baluze répondit qu'en effet ce dédoublement s'imposait, puisque l'histoire seule annonçait devoir faire plus de six cents pages ; même en réservant un autre volume pour les Preuves, il faudrait sacrifier deux ou trois fois autant de textes.

Le choix d'un imprimeur et d'un libraire exigea plus de six mois de discussions par correspondance avec Baluze, l'abbé Bignon et l'abbé de Caumartin. Avant tout, Baluze voulait que

¹ Lettre du 13 février à l'abbé d'Auvergne.

² « En attendant que je puisse envoyer la nouvelle copie que je fais de l'*Histoire généalogique*, à laquelle je travaille sans discontinuation depuis environ deux mois, et laquelle Votre Altesse trouvera fort augmentée et fort illustrée.... » (Lettre du 9 juillet 1705, R^o 74).

³ Lettre du 26 juillet.

⁴ Baluze demandait, pour plus de sécurité, à faire venir de Clermont, par l'abbé Audigier, le titre de 1149 concernant le comte Guillaume VII. « Ne pouvez-vous, répond le cardinal, vous en tenir à la citation qu'en ont faite les frères de Sainte-Marthe ? — Quant à la lettre de saint Louis, pourquoi ne pas admettre qu'elle est de l'année 1224 et de Louis VIII ? Un critique très savant prétend que ces sortes d'erreurs sont fréquentes dans les cartulaires comme dans les chroniques, et les tables numériques de 1695 en sont un exemple.... »

⁵ Lettre du 10 mars 1705 : ms. Baluze, 204, fol. 28.

⁶ Lettre du 11 avril : fol. 50.

l'impression fût faite, comme pour ses principales œuvres personnelles, par les Muguet, avec qui il avait des attaches fort étroites depuis plus de quarante ans ¹. Le cardinal lui-même était un client de la maison; il y avait fait imprimer, en 1694, ses protestations contre le chapitre de Liège, en 1695 et 1698, les procès-verbaux de production des titres fournis par J.-P. de Bar ².

Ce premier point de l'impression fut donc réglé selon les vœux de Baluze, et mention en dut être faite dans le traité à passer avec un éditeur. Le cardinal eût voulu que celui-ci fût le célèbre Anisson, avec son beau-frère et associé Claude Rigaud, « les plus riches et les plus accrédités de tous les libraires du royaume, ayant le commerce le mieux établi et le plus étendu avec tous les libraires de Hollande, d'Angleterre, d'Allemagne, » capables ainsi de faire rapidement connaître dans toute l'Europe un ouvrage aussi considérable que celui de Baluze ³. Soit que

¹ Le siège de la maison était alors rue de la Harpe, à l'Adoration des Trois Rois. François Muguet avait reçu, en 1672, le brevet d'imprimeur ordinaire du Roi et fondé la première imprimerie de Versailles. Lui mort, sa veuve et leur fils Théodore avaient pris la direction. Baluze était leur ami intime, recevait M^{me} Muguet à ses soupers, avait accepté d'être parrain d'un fils de Théodore en lui donnant son propre prénom, et même, sur la fin de 1698, avec l'appui du cardinal chez qui ce filleul avait épousé la fille d'un vieux maître d'hôtel, il essaya d'obtenir pour lui, à Rome, la collation d'un canonicat. Étienne Muguet était, d'ailleurs, indigne de ce patronage : son père finit par le chasser; Baluze et M. de Serte, le gentilhomme du cardinal, s'employèrent vainement pour lui faire pardonner ses frasques, en 1699 (ms. Baluze 203, fol. 71, 72 et 75). Baluze reporta son affection sur les filles de Théodore Muguet : à l'une, déjà retirée au couvent de la Présentation de Corbeil, il fit une donation de sept cents livres de rente, le 7 janvier 1708 (Arch. nat., Y 280, fol. 114), et, plus tard, par son testament de 1716, il lui légua six mille livres; de l'autre, la dame Le Maire, il fit sa légataire universelle. Ses papiers sont pleins de témoignages de cette étroite familiarité sur laquelle, d'ailleurs, M. Emile Fage s'est étendu.

² C'est le cardinal qui avait fait obtenir à François Muguet, en 1694, la survivance du brevet d'imprimeur du Roi dont le père jouissait depuis 1661, et une survivance était alors une faveur exceptionnelle. La pièce a été publiée par Jal, dans son *Dictionnaire critique*, p. 697, mais sous le nom de « cardinal de Bourbon. »

³ On a, sur ce point, un mémoire du cardinal lui-même. — Jean Anisson, l'un des deux chefs de la grande maison de Lyon, avait été mis à la tête de l'Imprimerie royale du Louvre en 1690, à la place de Mabre-Cramoisy, grâce à l'appui des Le Tellier, et avait fondé une maison à Paris même l'année suivante. Lui et son frère Jacques Anisson dit Dupeyron, le directeur de la maison de Lyon, étaient tout autant des Mécènes que des typographes commerçants, et les Bénédictins, Mabillon notamment, les traitaient en amis, presque en confrères.

les libraires lyonnais n'aient pas accepté les conditions sur lesquelles le cardinal comptait ¹, soit que l'abbé Bignon, à qui il laissa tout pouvoir pour conclure, ait préféré un libraire parisien sur qui il aurait une action plus directe, c'est avec Antoine Dezallier, le père de Dargenville ², qu'un traité fut passé solennellement, en conseil, le 29 novembre 1705, traité commun avec la veuve Muguet ³. Les conditions étaient à peu près celles acceptées par Cramoisy pour du Bouchet vingt-deux ans auparavant : chaque feuille du volume d'Histoire devait être payée 10 livres à la veuve Muguet, 5 à Dezallier, et chaque feuille des Preuves 14 livres à l'un, 5 à l'autre ; le tout imprimé en caractères neufs et tiré à six cents exemplaires, le cardinal devant en recevoir cent cinquante sur grand papier, type de l'*Optatus amicum* ⁴, et soixante-dix sur petit, type des *Annales* de Mabilon ⁵.

L'impression des Preuves commença le 7 décembre 1705 ; mais la préparation du volume d'Histoire était si peu terminée, que Baluze multiplia des demandes de recherches nouvelles pendant les deux années suivantes. Pour cela, en juillet 1705, le cardinal envoie secrètement un de ses émissaires au Trésor des chartes d'Olliergues. Puis, le 4 décembre, Baluze réclame copie ⁶ du testament d'un comte d'Auvergne déposé à l'abbaye du Bouchet-Valluisant, et prie le cardinal de faire dessiner et graver les tombeaux élevés dans cette maison, à Vic, à Souvigny, à Olliergues, ainsi que les portraits du comte Jean et de sa femme, peints sur un triptyque donné par les religieux de Vic. Avec la même lettre, il envoie un projet de préambule, en

¹ C'est, semble-t-il, Baluze qui fit renoncer à ce premier choix. Il écrivit au cardinal (26 juillet 1705) : « Le libraire dont Votre Altesse nous a fait l'honneur de nous écrire étoit un homme d'une grande hauteur ; ayant d'ailleurs une imprimerie, il seroit bien difficile de le porter à laisser imprimer cet ouvrage dans celle de M. Muguet. Et puis, il n'est pas de si facile convention que Votre Altesse pourroit bien penser. »

² Antoine Dezallier, né entre 1650 et 1659 selon Jal, était un Lyonnais comme les Anisson, mais établi rue Saint-Jacques, à l'enseigne de la Couronne d'or. Il signa le traité : CHEVALLIER DEZALLIER.

³ Le texte est dans le ms. Baluze 204, fol. 111.

⁴ Sans doute l'édition donnée par Ellies du Pin, chez Pralart, en 1700, de l'ouvrage de l'évêque africain Optat contre les Donatistes du iv^e siècle.

⁵ Baluze avait envoyé, le 10 novembre, des conditions un peu différentes (carton R^e 74 ; ms. Baluze 204, fol. 32-33).

⁶ Minute de lettre au cardinal exposée au Musée des Archives nationales, n^o 919.

vingt-six pages, pour le chapitre de l'Histoire où devait être affirmée la jonction avec les ducs d'Aquitaine du ix^e siècle.

Le 13 février suivant, 1706, Baluze livre la dernière copie qu'il ait faite de l'Histoire, en partie mise au net, avec des références aux Preuves portées de sa propre main en marge, et en partie brouillon raturé, corrigé et surchargé d'additions. « J'espère, dit-il, que vous trouverez cet ouvrage beau ; pour moi, je vous dirai franchement que j'en suis très content, et que je crois que le public le sera. » Les vingt-cinq premiers feuillets de cette copie s'étendaient depuis Acfred, comte en 839, jusqu'à Berilon ou Berlion, de la branche de la Tour-du-Pin. Elle a été détachée du reste par le fait de quelque soustraction et appartient maintenant à la Bibliothèque nationale ¹, tandis que la suite est restée dans les papiers Bouillon ², enveloppée dans une épreuve de titre faite en 1706.

Baluze avait demandé que le cardinal fournit un mémoire autobiographique pour « en faire le discours. » Cependant, de même que, sur le conseil de l'abbé Faultrier, il s'était déjà décidé à ne pas dédier son livre au cardinal, afin de paraître n'avoir travaillé que pour l'amour de la justice et de la vérité ³, il finit par renoncer à tout « discours » des vivants. C'est, dira-t-il, un principe de Tacite, qu'il faut s'abstenir de parler de ceux qui sont encore au monde. Voilà pourquoi nous ne trouvons dans l'Histoire que la simple énumération des titres du cardinal, du duc son frère, de son neveu le duc d'Albret, et même du comte d'Auvergne, qui mourut dans les derniers temps de l'impression. Il parut suffisant et de bon goût de ne donner que dans les Preuves quelques pièces ostentatoires sur chacun. Innombrables seraient à citer les correspondances de cette époque qui concernent l'achèvement du travail ainsi fait en commun, quoiqu'il y ait une lacune de dix-huit mois dans les Papiers de Baluze, vol. 204 ⁴.

En 1707, il réclame encore nombre de textes que le cardinal détient par-devers lui à Paray ; en mai, le duc d'Albret les lui

¹ Ms. nouv. acq. fr. 1439.

² Arch. nat., R^e 70.

³ Lettre du 20 mars 1705.

⁴ Beaucoup des lettres originales sont entrées dans la circulation : ainsi le catalogue de la vente Monmerqué faite en 1884 annonce une lettre du cardinal sur l'Histoire datée du 22 juillet 1706.

rapporte avec certaines observations, en attendant qu'on puisse s'entendre de vive voix, « n'ayant l'un et l'autre en vue, disait le cardinal, pour premier et principal objet, que la vérité, et, pour second objet, que de la mettre de manière et dans le jour qui peut rendre cette Histoire plus digne de vous, plus honorable à notre maison, et en même temps plus agréable et plus instructive aux lecteurs, soit savants, soit ignorants ¹. »

Dans le même temps encore, Baluze voulut retourner au Trésor des chartes; l'entrée ne lui fut accordée qu'après enquête et moyennant des précautions presque humiliantes ²; car on se souvenait de ce qui s'était passé en 1697 et en 1707 ³. La fonction de procureur général était alors aux mains de Daguesseau fils, qui avait été le conseil du duc d'Albret dans son procès contre son père; ce fut lui qui authentiqua les copies prises dans cette nouvelle expédition, comme La Briffe l'avait fait en 1697 ⁴.

Le cardinal ne mettait en avant, dans ses demandes de communication, que le nom du duc son frère aîné, et avait soin de s'abstenir de toute démarche directe auprès des gens du Roi, et bien faisait-il : car l'apologie de mai 1706 et ses protestations, contre la nomination du cardinal de Janson à la grande aumônerie, en place du cardinal de Coislin, rendaient son nom encore plus désagréable ⁵; mais il entendait entrer dans les moindres détails d'exécution, et voici, entre cent, une pièce de la fin de 1706, qui montrera quel était ce censeur acharné ⁶. Il s'agissait du projet de Préface dont plusieurs exemplaires corrigés par l'Éminence sont venus jusqu'à nous ⁷.

¹ Minutes du 9 avril et du 12 mai 1707 : R¹ 73.

² Arch. nat., registres de la secrétairerie d'État, O¹ 367. fol. 59 et 98 v^o.

³ Les tentatives antérieures de Baluze pour entrer au Trésor, avec toutes sortes de facilités exceptionnelles qui le rendirent suspect au procureur général et au secrétaire d'État, ont été racontées par M. Émile Fage.

⁴ Ces copies de 1697 et de 1707 sont revenues à la Bibliothèque nationale et remplissent le ms. nouv. acq. lat. 1680. En tête, Baluze a mis une table, et la dernière pièce a été retrouvée après coup par lui, et transcrite de sa main le 27 septembre 1707. Les copies simples que lui ou ses écrivains avaient prises de pièces des xiv^e, xv^e et xvi^e siècles, non seulement au Trésor, dans les sacs de Mercurol, mais dans les chartriers de Turenne et d'Olliviergues, remplissent ses ms. 194, 195 et 201.

⁵ *Mémoires de Saint-Simon*, éd. nouvelle, t. VII, p. 480, et XIII, p. 256.

⁶ *Papiers Bouillon*, R¹ 73.

⁷ *Ibidem*, R¹ 70. M. Stéphen Leroy, dans sa *Notice sur la maison de Bouillon-la-Tour*, p. 146-148, a analysé la Préface de Baluze.

Tout autre que M. Baluze n'avanceroit pas de pareilles conjectures aussi mal fondées et sans aucune preuve, sans être ennemi capital de là grandeur de notre maison, et n'omettroit pas de gaieté de cœur de marquer en cet endroit que, dans toutes les armes qui se voient encore présentement en pierre, en bois, en peinture sur des vitres, en broderie sur des ornements d'église, la tour d'argent s'y trouve dans les deux tiers de ces anciens monuments, en abîme dans la fleur de lis d'or du milieu de l'ancien champ de France.

Non plus que de marquer aussi, en cet endroit, ce que lui-même ne peut pas disconvenir d'avoir lu dans les Mémoires de la Ligue, en faveur des maisons du surnom de Bourbon, d'Orléans et de la Tour, qui y sont dites toutes trois sang de France, et que, tant qu'il en restera un seul mâle de ces trois maisons, aucun bon François ne permettra qu'aucun étranger enjambe dans ce royaume, car il me souvient que c'est, si je ne me trompe, ce même mot-là employé dans cet endroit ; et, par le mot d'*étranger*, on entendoit pour lors ceux de la maison de Lorraine, qui, sûrement par femmes, descendoient, même bien récemment en ce temps-là, de la maison de France.

Justel, qui n'avoit jamais été en Auvergne, a aussi fort ridiculement avancé, sans en rapporter aucune preuve, qu'il y avoit apparence que Philippe Auguste avoit accordé sur cela quelque privilège à notre maison, pour pouvoir porter les fleurs de lis comme elle les a portées depuis, et la distinction apportée ici par M. Baluze entre les aînés et les cadets, avec les preuves qu'il se donne la peine d'en rapporter, outre qu'elle est fausse, n'est pardonnable qu'à un ennemi de la maison, et non pas à un ami qui, pour lui faire honneur, en veut bien faire l'histoire, pour l'impression de laquelle il faudroit que je fusse bien sot d'y vouloir fournir de l'argent pour y faire mettre de pareilles choses, ayant à y en mettre de beaucoup plus honorables, que M. Baluze y supprime, et qui sont bien mieux et plus solidement prouvées que ces conjectures très mal fondées, et qu'on détruiroit même facilement par des faits contraires à ceux qu'il avance, qu'il n'a qu'à laisser tels qu'ils se trouvent et qu'ils seront marqués dans ses Preuves, sans se donner la peine de les relever dans ce qu'il m'a envoyé de la Préface, laquelle je le prie de ne pas faire imprimer à demeure, ainsi que ce qui lui reste à imprimer de ses Preuves et de son Histoire, que je n'aie vu et approuvé feuille par feuille son Histoire, prévoyant bien que, sans cela, avec de très bonnes intentions de sa part, il y mettra beaucoup de choses, et de ces conjectures sans aucun bon fondement, qui ne doivent pas y être mises, et y supprimera plusieurs vérités et réflexions très justes qui ne doivent pas y être omises.

Cette lettre, écrite ou dictée dans un premier mouvement de

dépôt, ne fut pas envoyée; mais les querelles recommencèrent bientôt ¹.

Un autre débat, en 1706, avait eu pour objet la date d'impression. Baluze disait ² : « Je ne sais pas les raisons qui peuvent mouvoir V. A. à désirer qu'on marque à la première page de cette Histoire généalogique qu'elle a été imprimée en l'année 1706, l'usage ordinaire étant de rendre la plus nouvelle qu'on peut la date de l'impression. Néanmoins, je ne vois aucun inconvénient à suivre la pensée de V. A., si elle y persiste. Je ferai imprimer cette première page en la manière que V. A. l'ordonne; mais ce ne sera qu'une épreuve, car nous n'avons aucune planche de frontispice telle que V. A. la demande. »

Le cardinal finit par consentir à ce que l'on suivit l'usage, et l'impression ne fut datée que de 1708.

On s'entendit aussi pour placer des tableaux généalogiques au verso du dernier feuillet de chaque livre, comme avait fait Justel.

Faute de pouvoir traiter de vive voix quantité de questions secondaires, elles ne se résolvaient que bien lentement; car chacun tenait à ses idées propres. Aussi le cardinal multiplia-t-il les instances, en 1706 ³, pour que Baluze vint le trouver en Bourgogne, ou même à mi-chemin. Après s'être prêté d'abord, puis avoir différé, Baluze déclina finalement l'invitation, de même d'ailleurs que dom Mabillon et dom Boistard ⁴, probablement pour ne pas se compromettre publiquement avec l'exilé. Baluze aussi préférait rester à Paris pour surveiller l'impression des Preuves ⁵ et surtout pour faire supprimer un grand nombre de documents encombrants ou gênants ⁶, pour « corriger et illustrer de plus en plus le corps de l'Histoire, » et préparer la Préface.

¹ Lettre du cardinal, 25 mai 1707 : ms. Baluze 198, fol. 315-317.

² Lettre du 18 mai 1706.

³ R^e 74, lettres de mai à octobre 1706.

⁴ Dom Claude Boistard, âgé alors de quatre-vingt-sept ans, venait de se démettre, pour la seconde fois, des fonctions de général de la congrégation. Il s'était toujours occupé d'administration plutôt que de science. Il mourut le 29 mars 1709.

⁵ En juillet 1706, on en était déjà à la page 456 et les Preuves de la branche des Dauphins arrivaient à leur fin.

⁶ On trouve dans ses papiers, ms. 200, fol. 59 et suivants, une partie des titres qu'il avait copiés lui-même ou fait copier, mais dont de nombreuses portions furent supprimées à l'impression.

Dans les premiers mois de la même année 1707, un bruit alarmant avait couru dans Paris, que le Roi ferait interrompre le travail d'impression, et Baluze en avertit aussitôt M. de Serte. Le cardinal répondit simplement de presser les imprimeurs. « Je suppose, disait-il ¹, que c'est un bruit faux que vous marquez s'être rendu public et parvenu jusqu'à vous. Le ridicule d'une telle défense et l'honneur qui en reviendrait à notre maison seroit, dans le temps présent et dans les temps à venir, trop considérable pour que les ennemis de notre maison, pour peu éclairés qu'ils soient, se portassent à une telle démarche. » Ou l'alarme n'était pas fondée, ou le Roi renonça à prendre des mesures de rigueur, que rien, à dire vrai, ne justifiait encore. Tout au contraire, en avril 1707, Baluze fut l'objet d'une faveur très enviée. L'abbé Galloys, son bon ami et l'un des plus sûrs conseillers du duc de Bouillon, celui qui avait fait si complaisamment le rôle de censeur en 1705, étant venu à mourir d'hydropisie le 19 de ce mois, laissa vacant le poste de directeur ou administrateur du Collège de France créé pour lui le 28 décembre 1688; les appointements étaient de mille livres, avec logement. C'est Baluze que le secrétaire d'État Pontchartrain, inspiré sans doute par l'abbé Bignon, nomma au poste vacant, et il transporta alors ses pénates au collège, sur la place de Cambray ².

Tel était l'état des choses lorsque fut entrepris le voyage en Normandie raconté plus haut, et le cardinal profita alors de cette proximité relative pour faire venir Baluze au château de Quevilly ³. Ils traitèrent ensemble de tous ces points litigieux de la Préface : les armoiries de la maison et leurs variations successives ; l'origine reconnue et proclamée par tant d'historiens, comme La Guesle, Fauchet, Justel, etc. ; le rattachement des seigneurs de la Tour aux comtes d'Auvergne, aux comtes de Clermont, aux saints évêques ; les dix-huit ou même dix-neuf alliances illustres ; l'adoption officielle du double nom de la Tour d'Auvergne, en 1651, par le duc de Bouillon et par son

¹ Lettre du 28 mars 1707.

² Ms. Baluze 204, fol. 150 v°.

³ Selon Saint-Simon (t. XVI, p. 118), il convoqua également le génovéfain Jacques Marsollier, à qui il avait commandé une histoire du premier maréchal-duc de Bouillon, histoire qui ne parut qu'après la mort du cardinal et de Baluze, et qui était pleine de fables, à ce que raconte la *France protestante*.

frère Turenne. Tout semblait aplani quand ils se quittèrent avec un dernier adieu, en juin 1707 ; mais la correspondance reprit encore plus active pour la revision et l'impression, entre Rouen et Paris. Tantôt c'est le cardinal qui arrête encore la Préface pour produire l'ensemble de ses observations ¹, puis décline modestement l'exorde préparé pour sa notice personnelle à la fin de l'Histoire, et supplie qu'on le retranche ², puis encore demande de prudentes radiations : « Ce n'est pas mentir, ni préjudicier à la vérité, que de ne pas dire dans une histoire tout ce que l'on croit véritable, et dont on auroit même des preuves certaines ³, » et tantôt c'est, à son tour, Baluze qui fait réclamer par l'abbé de Choisy un mémoire des honneurs accordés par les cours et États de l'étranger, soit au duc et à la duchesse de Bouillon, soit à leur fils, le prince de Turenne ⁴.

Que d'agitation de part et d'autre ! que de terreurs puérides ou trop bien fondées chez l'Éminence ! Et, malgré la patience et la souplesse du savant octogénaire, c'étaient des conditions défavorables pour faire une bonne impression : aussi s'apercevra-t-on, à la lecture, que Baluze, harcelé sans cesse, et d'ailleurs, il faut le répéter, inexpérimenté en ce genre de travail, avait trop souvent péché par erreur, par omission ou par interprétation. Le cardinal regrettera alors de lui avoir permis d'achever l'impression ⁵ sans prendre son visa pour nombre de cahiers, et il faudra multiplier les cartons. Ce chapitre ne serait pas moins curieux à présenter aux bibliophiles que celui des retouches de la dernière heure aux historiens ou aux critiques. Pour ne citer qu'un fait, au milieu de la distribution des exemplaires, M. de Serte dut faire observer très aigrement à Baluze ⁶ que, par une erreur inconcevable, il avait attribué pour première femme au comte d'Auvergne, propre neveu du cardinal, une Berg-op-Zoom, alors que c'était une Hohenzollern, et cependant cette lourde faute ne se retrouvait ni dans la Table prélimi-

¹ Lettre du 1^{er} décembre 1707.

² Lettre du 28 avril 1708.

³ Lettre du 3 février 1708 : ms. Baluze 204, fol. 179.

⁴ Lettre de Serte, 5 février 1708 : ms. Baluze 204, fol. 212 et 214. Le mémoire, sorti des papiers du cardinal, est entré à la Bibliothèque : ms. nouv. acq. fr. 5089, fol. 5-9.

⁵ Ordre du 24 avril 1708.

⁶ Lettre du 17 mai 1709.

naire de la cinquième partie, ni dans les Preuves ¹; d'où nécessité de faire un carton qui coûtera bien de l'argent, à moins que le prince Frédéric n'en couvre la dépense; et cela fait craindre d'autres erreurs dans les cahiers non revisés avant le tirage. De même, dans la notice du cardinal, l'ordre des dignités n'a pas été observé et des bénéfices ont été omis; au duc de Bouillon manque également sa qualité principale de grand chambellan, à M^{mes} de Turenne, d'Albret et d'Auvergne leurs noms de famille. Piteusement, Baluze répondit qu'étant étranger au monde de la cour, il n'avait pu obtenir qu'à grand'peine des renseignements incomplets ou inexacts, que faire des cartons retarderait la reliure des exemplaires et les envois à l'étranger ². Finalement les deux volumes furent livrables dans le courant de 1708, tandis que le cardinal remontait par étapes de la Champagne jusqu'au Lyonnais ³.

Le tome I^{er} comptait 480 pages, précédées de 13 feuillets non paginés de Préface, et suivies de 15 pages non paginées également, de Table alphabétique, à la suite desquelles on avait ajouté, dans une partie des exemplaires, la « Lettre de M. Baluze, » le procès-verbal de 1698 et la description des cinq fragments retrouvés en 1698. Le tome II, les Preuves, comptait 870 pages, plus 19 pages non numérotées d'Index alphabétique, suivies de l'Approbation de l'abbé Galloys et du Privilège. Il avait été fait un tirage à part de la Préface si souvent discutée et remaniée. Le titre lui-même avait été l'objet de modifications réfléchies, d'autant qu'on l'avait composé dès les premiers temps de l'impression, comme le prouve un exemplaire servant d'enveloppe à la copie des manuscrits envoyée au cardinal en février 1706 ⁴.

A cette date d'année, on avait substitué 1708, mais encore sous la condition d'avouer, dans la Préface, que, par ce fait d'une

¹ *Histoire*, p. 367; *Preuves*, p. 848.

² Voir d'autres lettres de la même époque dans le ms. Baluze 204, fol. 214 et suivants.

³ La mise en vente chez Dezallier n'eut lieu qu'en mai 1709; des articles de critique, très réservés, parurent dans le *Journal des savants* et dans celui de *Trévoux*.

⁴ Le titre primitif portait cette indication, qu'on fit disparaître : *et enrichie de plusieurs sceaux et armoiries, et divisée en cinq livres*; de même on substitua le nom d'Antoine Dezallier à celui de la veuve François Muguet.

impression commencée en 1706, le lecteur ne trouverait point en place la mention de certains événements postérieurs à cette date.

C'est seulement dans l'été de 1709 ¹ que le cardinal s'occupa de la distribution, à laquelle il attachait une extrême importance ². A la marquise d'Huxelles, une bien vieille amie des temps de prospérité, avec qui il entretenait encore des relations par lettres ³, il envoya d'abord un exemplaire personnel ⁴, puis un autre sur grand papier, relié en maroquin du Levant et destiné à la bibliothèque privée du cardinal; c'était un fidéicommis de bonne précaution:

III.

Un événement presque fortuit faillit, en 1709, compliquer la situation. Le cardinal avait depuis longtemps, pour serviteur familier, l'abbé François Raguenet, Rouennais d'origine; sur la présentation de Bossuet, il l'avait attaché comme précepteur, vers 1684, à son neveu, le prince Frédéric, puis l'avait emmené à Rome. Littérateur de mérite, plusieurs fois récompensé par l'Académie française dans les concours d'éloquence, touchant à tous les sujets avec facilité, roman, histoire, peinture, musique, le cardinal, toujours sur le conseil de Bossuet, l'avait chargé d'entreprendre, en 1695, un livre sur le vicomte de Turenne,

¹ *Journal de Torcy*, p. 216.

² Nous n'avons (ms. Baluze 204, fol. 238) que la liste des familiers inscrits en première ligne : Ruinart, Montfaucon, Sainte-Marthe, Boistard, d'Hozier, Coulanges, les deux Caumartin, les abbés de Choisy, Renaudot, Marsollier, de Maulévrier et Bignon, le principal du collège des Écossais, Inese, l'avocat Chevalier, qui, après avoir été l'adversaire du cardinal au Grand Conseil, avait gagné son estime et sa confiance, un autre avocat, du nom de Barbot, et l'historien bénédictin Michel Félibien, dont la lettre de remerciement, datée du 12 juin 1709, a été reproduite en fac-similé dans le tome II de l'*Isographie des hommes célèbres*. Que n'avons-nous l'accusé de réception de l'exemplaire que le cardinal, s'il avait le moindre sentiment de gratitude, dut envoyer à Saint-Simon? Il figure sous le n° 995 du catalogue de sa bibliothèque dressé pour la vente en 1755.

³ Billet galant et lettre de félicitations publiés par Édouard de Barthélemy, dans son livre *la Marquise d'Huxelles*, p. 115 et 129-130.

⁴ Lettre d'envoi du 18 juillet, dans l'ouvrage précité, p. 130, note 1 : « Cet ouvrage a été entrepris dans un temps dans lequel, pour me servir de votre expression, les vents soufflent aussi peu favorablement pour moi et pour ma maison qu'ils souffloient depuis neuf ans. » L'éditeur a daté à tort de 1705.

journal plutôt qu'histoire, mais qui, néanmoins, obtint plus tard un grand succès. Sans doute, le manuscrit courut par la ville, du fait de l'abbé de Tilladet chargé de l'examen préalable pour obtenir le privilège ; des ennemis de la maison de Bouillon y firent remarquer, au milieu de bien d'autres témoignages d'orgueil, deux phrases où il était dit que « sans Turenne, Louis le Grand ne seroit plus, » et que le bâton de maréchal n'avait rien ajouté à la naissance du héros. Le Roi manifesta là-dessus une vive irritation, qui, s'ajoutant au ressentiment des dernières années, pouvait amener une catastrophe. Pour parer le coup et croyant s'être rendu M^{me} de Maintenon favorable par l'évêque Godet des Marais ¹, le cardinal lui adressa une supplique longue et diffuse ². Suivant son habitude, il poussa les hauts cris, prétendit qu'il n'avait pas encore vu l'ouvrage, soumis à la censure sans même que l'auteur lui en eût donné connaissance. Qu'est-ce d'ailleurs que ces « turlupinades des temps présents ? » Ne sait-on pas que « M. de Turenne regarda toujours la qualité de maréchal de France comme toutes les qualités militaires qui ne rehaussoient pas le rang que lui donnoit la naissance, mais qui rehaussoient celui de son autorité et commandement ³ ? » Et que parle-t-on d'ordres donnés, au sujet de ce titre de maréchal, aux académiciens chargés de l'impression de l'*Histoire du Roi en médailles* ? Honte à ceux qui se sont servis du nom du Roi pour faire un pareil usage de son autorité !

C'est la même idée qu'on retrouve, mais encore « enflée, » sous la plume de Baluze, probablement inspiré par son patron, dans l'*Histoire*, p. 439, au sujet, cette fois, du premier maréchal de Bouillon, père de Turenne : « Quand même il auroit été fait maréchal de France avant son mariage avec l'héritière de Sedan, on ne pourroit pas inférer de là que ce fut pour qu'il ne parût pas inégal à cette alliance, la maison de la Tour, qui a toujours passé pour une des plus illustres de la chrétienté, et qui a eu

¹ Saint-Simon, racontant le séjour à la Ferté, dit (éd. nouvelle, t. XVI, p. 122) : « Il avoit projeté de faire entrer Monsieur de Chartres dans ses affaires malgré tout ce qui s'étoit passé dans celle de Monsieur de Cambray. Il étoit, de toute sa vie, vendu aux jésuites, qui, de leur côté, lui étoient livrés. Il crut donc qu'en mettant M^{me} de Maintenon de son côté par Monsieur de Chartres, le Roi ne pourroit tenir, attaqué de ces deux côtés.... »

² B. N., ms. nouv. acq. fr. 5089, fol. 23-26 ; brouillon.

³ Lettre du 21 mai 1709, à Baluze : ms. Baluze 204, fol. 218.

des alliances plus grandes que celle de la maison de la Marck, n'ayant besoin que de sa grandeur pour s'allier à tout ce qu'il y a de plus illustre dans le royaume et ailleurs. »

S'il est vrai que, en mai 1709, Raguenet n'avait pas envoyé son manuscrit en communication, il répara cette faute, et le cardinal tint à en revoir le texte avec ses deux chers abbés d'Amfreville et de Choisy. Cela se fit en deux fois, et voici la lettre qui fut écrite à ce dernier, pendant le séjour aux environs d'Orléans que nous raconterons bientôt ¹.

Près d'Orléans, ce 16^e février 1710.

J'ai prié M. l'abbé d'Amfreville de vous engager de vouloir bien venir ensemble passer une quinzaine de jours, ou tout au plus trois semaines, avec moi, aussitôt après que le point du procès, qui est au rapport de M. Lenain, sera jugé, pour finir ensemble de revoir tous trois confidemment l'*Histoire de M. de Turenne*, composée par M. Raguenet, et faire, comme vous avez fait aux deux premiers livres, la même chose aux deux derniers qui restent à revoir, pour y faire les corrections que nous jugerons tous trois devoir être faites pour rendre cet ouvrage encore plus correct et plus parfait par rapport à la vérité et circonstances des faits qui y sont rapportés, aussi bien qu'à la diction, et surtout par rapport aux choses que M. le Chancelier a trouvé bon de laisser passer, auxquelles il me paroît qu'on devoit avoir bien plus d'attention qu'à vouloir que l'on mette en plusieurs endroits le mot de *maréchal*, au lieu de celui de *vicomte* ou de *prince*, quoique je sois bien sûr au moins que, jusques à mon départ pour mon dernier voyage de Rome en 1697, il ne soit jamais arrivé au Roi de dire une seule fois le *maréchal* ou *M. le maréchal de Turenne*, ni aucun autre courtisan tant soit peu du vieux temps et qui ait connu feu M. de Turenne, mort il y a trente-cinq ans. Je marque que, jusques à mon voyage pour Rome en 1697, il n'est jamais arrivé au Roi, ni à aucun courtisan de ces temps, pas même à aucun maréchal de France, de le nommer autrement que *M. de Turenne*; car, pour depuis mon départ pour Rome et les chagrins qu'on a pris en gré de me vouloir donner, et par contre-coup à toute notre maison, je ne répondrois pas que le Roi, dans cette vue, ne l'eusse (*sic*) nommé quelquefois, quoique je ne le sache pas, ou *M. le maréchal de Turenne* ou *le maréchal de Turenne*; et ce qui me le feroit croire, c'est l'attention plus que puérile qu'on a eu (*sic*) dans l'*Histoire du Roi par médailles*, si bien gravée, et dont la dépense a été si grande, de mettre toujours le *maréchal de Turenne*,

¹ Arch. nat., R^e 65, vi^e cahier, lettre du 16 février 1710.

quoique, dans toutes les choses où l'on fut obligé de le nommer après sa mort par ordre du Roi, on ne songea jamais à lui donner ce titre, non plus que dans toutes les gazettes, et cela même avec grande raison, indépendamment du rang que lui a donné sa naissance, rang supérieur à celui de maréchal de France, quelque grand qu'il soit en soi et quoiqu'il doive être désiré par tous les gens qui portent une épée en France, soit gentilshommes, soit princes, qui veulent bien passer par tous les degrés militaires qui sont inférieurs à celui de maréchal de France, et duquel grade feu M. de Turenne passa en 1660 à celui de maréchal général des camps et armées de France, pour pouvoir commander, comme il fit ensuite, tous les autres maréchaux de France, qui, jusques à ce temps-là, avoient roulé avec lui; car, pour lors, il n'étoit pas réglé comme à présent que le moins ancien prendroit le mot du plus ancien qui commanderoit, et, dans le temps que le Roi créa pour feu M. de Turenne, mon oncle, cette charge de maréchal général, il étoit de la religion prétendue réformée, et par conséquent hors d'état de pouvoir être fait connétable.

Je ne sais de quoi je me suis avisé de vous faire ce détail fort inutile, qui est venu, sans m'en apercevoir, au bout de ma plume; mais *quod scripsi, scripsi*, et [je] finis cette longue lettre, et cette page, en vous assurant, mon cher abbé, que je suis sûrement à vous comme à moi-même.

Soit que M^{me} de Maintenon ait intercédé auprès du Roi, soit que celui-ci ait laissé tomber l'affaire, elle n'eut pas de suites. L'abbé Raguenet se retira hors de Paris, sans doute après la désertion de son patron, et finit ses jours en 1722. Son livre ne fut imprimé que seize ans plus tard, à la Haye ou dans quelque imprimerie clandestine de France, et eut, par la suite, plusieurs éditions ¹. Le cardinal lui avait offert un prieuré en juillet 1704 ², et en 1707 il lui donna celui de Saint-Orens d'Auch ³, vacant par la démission du prince Frédéric.

¹ Il y en a une copie dans le carton Rⁿ 59 des papiers Bouillon. L'impression de 1738 se fit sans privilège. On y avait conservé jusqu'aux fautes du manuscrit. Les documents dont l'auteur s'était servi firent partie de ceux que le cardinal, avant de quitter la France, envoya en Normandie, et qui furent rapportés de Rouen, en mai 1710, à l'intendant Le Fèvre (carton Rⁿ 65, vii^e cahier, n^o 10).

² Papiers Bouillon, Rⁿ 65.

³ *Mercure* de décembre 1707, p. 556-557.

IV.

Ces deux faits de la mise en vente de l'*Histoire généalogique* et du scandale causé par le manuscrit de Ragueneau durent compliquer la situation du cardinal; néanmoins, pendant toute cette année 1709, il s'efforça de jouer des ressorts qu'il croyait à sa portée pour que le Roi consentit à une revision du jugement rendu au profit des moines de Cluny et, finalement, rendit ses bonnes grâces à l'exilé, ou, du moins, lui rouvrit les portes de Paris. Tour à tour il s'adressa à son fidèle ami, le P. de la Chaise ¹, croyant que le confesseur userait de ses derniers instants d'autorité pour forcer son royal pénitent à lire une supplique préparée par le cardinal ², ou même lui imposerait, pour la communion pascalle, de faire cesser un scandale dont l'Eglise s'affligeait ³; au maréchal de Villars, qu'il cultivait avec soin depuis dix ans, et qu'il alla voir en passant à Lyon ⁴; à M^{me} de Maintenon elle-même, vers laquelle il détacha, mais sans succès, l'abbé de Choisy, tandis que Baluze faisait sa cour d'autre manière en offrant une précieuse lettre écrite par le père de la marquise lorsqu'il était dans les prisons royales, en 1637 ⁵, et en vantant la noblesse des d'Aubigné. Mais M^{me} de Maintenon n'était guère bien disposée. Villars lui avait écrit ⁶ : « En passant à Lyon, M. le cardinal de Bouillon me vint voir, quoique je n'eusse pas beaucoup l'honneur d'être connu de lui ⁷.

¹ « Il fut toujours fidèlement ami du cardinal, pour lequel, en toutes sortes de temps, il rompit bien des glaces » (*Saint-Simon*, éd. nouvelle, t. XVII, p. 47 et 609-610).

² J'ai publié dans le tome XVII du *Saint-Simon*, éd. nouvelle, p. 609-610, un projet de lettre du Père au Roi préparé par le cardinal lui-même.

³ C'était en janvier 1709. Le Père mourut le 20, certainement sans s'être acquitté de cette commission; mais son successeur, le P. Le Tellier, hérita de la même bonne volonté, commune à toute la société, et de tout temps.

⁴ *Correspondance de Fénelon*, t. III, p. 272; *Villars d'après sa correspondance*, par le marquis de Vogüé, t. I, p. 317-319; *Saint-Simon*, t. VII, p. 445-446.

⁵ Minute du 14 février 1709, dans le ms. Baluze 182, fol. 79, et copie de la lettre de Constant d'Aubigné à un général de l'armée weimarienne. L'une et l'autre pièce ont été reproduites deux fois par M. Emile Fage, en 1887 et 1898.

⁶ Lettre du 3 avril 1709, citée par M. de Vogüé, qui en possède plusieurs autres du cardinal dans les portefeuilles de Villars.

⁷ Le cardinal s'abusait donc bien, s'il croyait, comme on le voit dans une lettre à Fénelon, avoir gagné la confiance de Villars en se donnant tout entier à lui depuis l'année 1700.

Il m'a fait prier, en dernier lieu, de supplier Sa Majesté, si je croyois le pouvoir faire, que, pourvu qu'il n'approchât point de la cour ni de Paris, de quinze lieues, il regarderoit comme une grâce aussi nécessaire qu'agréable de pouvoir aller librement dans le royaume, dans les lieux où ses affaires ou bien sa santé l'exigeroient.... Il me semble que c'est lui en donner une dont la plus grande partie lui avoit déjà été accordée. » Elle répondit négativement à cette ouverture ¹ : « Ne vous mêlez point dans les affaires du cardinal de Bouillon ; c'est un homme qui déplaît au Roi et avec beaucoup de raison ; et comme, de mon consentement, vous ne lui déplairez jamais, je ne lui ai pas dit un mot de cet article de votre lettre. » On peut croire cependant qu'elle ne fut pas tout à fait étrangère à une mesure de demi-clémence qui parut être *de proprio motu* ². Le 14 juin, Torcy écrivit au cardinal ³ — cette permission de correspondre avec lui ayant été enfin rendue aux ministres et gens de la cour — qu'il avait pleine liberté d'aller et venir où bon lui semblerait, pourvu que ce fût à trente lieues de Paris, et courtoisement il exprima le souhait, presque l'espérance, que ce fût là un présage de nouveaux adoucissements à une situation pénible qui durait depuis bientôt dix ans ⁴. Par une coïncidence singulière, le cardinal venait de tenter une dernière démarche pour obtenir la récompense de tant d'années de « silence, de soumission et de bonne conduite ⁵. »

¹ Recueil Geffroy, t. II, p. 202-203, lettre du 8 avril.

² *Journal de Dangeau*, t. XII, p. 460 ; *Mémoires de Saint-Simon*, éd. 1873, t. VI, p. 415-416 ; *Correspondance de Fénelon*, t. III, p. 213-216.

³ Cette lettre du 14 juin se retrouve aujourd'hui, en original, au milieu des correspondances d'Italie, B. N., ms. nouv. acq. fr. 780, fol. 88 ; elle fut comprise dans le recueil que le cardinal fit imprimer à Tournay en juillet 1710. La minute est aux Affaires étrangères, vol. FRANCE, 499, fol. 238.

⁴ *Journal de Dangeau*, t. XII, p. 460. Saint-Simon ajoute, de son propre cru, ces détails : « Avant la disgrâce de M. de Vendôme, Torcy lui avoit parlé en faveur du Grand Prieur, en même temps que le P. Tellier l'avoit pressé pour le cardinal de Bouillon ; il les avoit refusés tous deux. Il demanda ensuite à Torcy si M. de Bouillon ne lui avoit pas parlé souvent pour son frère ; Torcy lui dit qu'il ne lui en avoit point parlé du tout. « Cela est fort extraordinaire, répliqua le Roi d'un air piqué, qu'un frère ne parle pas pour son frère. M. de Vendôme m'a bien pressé pour le sien. » C'est que le Roi aimoit que toute une famille se sentît affligée d'une disgrâce, et que, lors même qu'il la vouloit le moins adoucir, il étoit blessé du peu d'empressement, et qu'on ne lui fournit pas l'occasion de refuser et d'humilier. »

⁵ Est-ce pour se préparer à ce voyage que, de janvier à mars 1710, il cherche, avec son neveu l'abbé, à obtenir des fonds de la banque des Crozat

Le 16 juin, par conséquent avant l'arrivée du courrier de M. de Torcy, il écrivit au contrôleur général Desmaretz ¹ que, n'ayant plus de vaisselle d'argent à envoyer à la fonte, comme le faisaient alors tous les courtisans ², il priait le Roi d'agréer qu'il abandonnât, pendant le cours de la guerre, un quart du revenu des biens d'église qu'il avait en France ³, avec espoir que ce serait un exemple pour le reste du clergé. Quoique non accepté, ce sacrifice spontané parut avoir touché le Roi ⁴. A l'affectueuse lettre de Torcy le cardinal répondit par de chaleureuses actions de grâces, dont une partie seulement fut mise sous les yeux du Roi et bien accueillie ⁵.

Toutefois, la permission d'aller à Château-Thierry, trop près de la capitale, fut refusée ⁶, et, au lieu de se rendre à Rouen, comme le Roi l'avait supposé, le cardinal évita de faire une soixantaine de lieues de plus en se rendant pour l'automne à Saint-Benoît-sur-Loire, jusqu'à ce qu'on lui trouvât une habitation plus commode et favorable au rétablissement de sa santé ⁷.

Pendant cette période de l'automne de 1709, les courtisans purent tellement croire à un retour de faveur ou d'indulgence, qu'il courut un bruit, insensé en vérité, qu'on l'enverrait à Rome avec les autres cardinaux français, si le pape Clément venait à mourir ⁸. Lui-même se figura qu'il gagnerait son der-

(R^e 65, vi^e cahier)? C'était, plus probablement, comme on le verra tout à l'heure et comme Saint-Simon le raconte, pour se procurer un viatique en cas d'émigration à l'étranger.

¹ Lettre datée de la Claire : Arch. nat., G⁷ 542 ; *Saint-Simon*, t. XVII, p. 414.

² Sa vaisselle, disait-il, était restée à Rome en gage d'un emprunt fait lors de son départ, et il lui restait à peine cent cinquante marcs d'ustensiles de service courant.

³ « Ces revenus consistent en six abbayes, à savoir : Saint-Ouen de Rouen, Saint-Vaast d'Arras et Cluny, lesquelles trois abbayes sont à peu près d'un revenu égal et peuvent faire ensemble la somme de cent à six vingt mille livres de rente ; pour les trois autres, qui sont Tournus, Vicoigne et Saint-Martin, elles ne font, toutes ensemble, que la valeur d'une des trois ci-dessus nommées. » Il offrait donc d'abandonner tout le revenu de la mense abbatiale de Cluny, affermée à cinquante-quatre mille livres ; mais les charges ordinaires, réparations et dépenses imprévues, seraient à déduire.

⁴ Réponse de Desmaretz, 24 août 1709, dans les Papiers Bouillon, R^e 65.

⁵ Lettres du 21 juin, au dépôt des Affaires étrangères, vol. FRANCE 1166, fol. 131-133, en original.

⁶ Minute du 21 septembre, dans FRANCE 1166, fol. 181-182.

⁷ *Œuvres de Fénelon*, éd. Lebel, t. XXV, p. 213.

⁸ Lettre à l'abbé de Choisy, du 1^{er} juin, publiée par Gustave Masson, dans le *Cabinet historique*, t. XIV, p. 146-147. Il était alors au paroxysme de l'im-

nier recours en Parlement contre les religieux de Cluny ¹.

Le premier président Verthamon lui-même semblait s'humaniser, et demanda au secrétaire d'État La Vrillière de présenter au Roi une supplique pour la restauration du collège que la congrégation possédait à Paris ². On peut dater de la même époque une nouvelle lettre, très longue, à M^{me} de Maintenon, qu'il suppliait de lui procurer son pardon et sa réintégration dans ses dignités ³.

Nous avons toute cette correspondance dans les papiers du cardinal ⁴, avec nombre de lettres du même temps, à son neveu, au premier président Harlay, etc., et plusieurs billets, en partie chiffrés, par lesquels l'abbé de Choisy rendait compte de ses démarches en cour. A en croire ce fidèle ami, une rentrée en grâce était imminente pour la fin de l'année : Tessé et Villars avaient parlé et agi en ce sens, M^{me} de Maintenon s'adoucissait, Torcy assurait que l'heureux revirement avait été sur le point de se produire au cours de l'été, mais qu'il valait mieux laisser le Roi agir spontanément dès qu'il admettait qu'on n'aurait pas besoin, au préalable, d'exiger la démission de la charge de grand aumônier ⁵. Cela fût venu bien à point ; car avec un patrimoine qui passait encore deux millions ⁶, le cardinal était tombé peu à peu dans un profond dénuement par suite de la privation de quarante mille écus de revenu depuis sa disgrâce de 1700, d'une perte de quarante mille livres du fait de la stérilité de 1709 ⁷, et d'une série de procès ruineux : à tel point qu'il avait réduit son train à douze personnes, son écurie à vingt

patience, comme le prouve une très aigre lettre qu'il écrivit à Baluze, le 24 mai 1709.

¹ R^g 65, lettres à Pontchartrain et aux magistrats de la grand'chambre.

² Minute d'octobre 1709 : ms. nouv. acq. fr. 5089, fol. 19-20 : « Sire, quel-que excessif que soit mon malheur d'être déprivé au point que je le suis depuis neuf ans accomplis... »

³ *Ibidem*, fol. 27-33.

⁴ Carton R^g 65, lettres du second semestre de 1709.

⁵ Décembre 1709.

⁶ Exactement deux millions deux cent cinquante mille livres, sans compter la vaisselle, les statues, tableaux et meubles de Paris et de Pontoise, ni le dépôt considérable que nous verrons saisir en Normandie au commencement de 1711, dira-t-il dans une lettre d'avril 1712 : ms. nouv. acq. fr. 6825, fol. 367.

⁷ Sans doute par la banqueroute de son fermier de l'abbaye Saint-Ouen en 1707.

chevaux ou mulets ¹, et que, chaque année, il se trouvait heureux d'obtenir des lettres d'état, c'est-à-dire de répit contre ses créanciers, étant considéré comme « absent par ordre du Roi ². »

Très modestement et économiquement, il prit à loyer, des Ursulines de Saint-Charles, la maison qu'elles possédaient au Bourniquet, dans le faubourg Saint-Jean d'Orléans; petite, étroite, même pour un train réduit, mais agrémentée d'un beau jardin, elle ne lui coûterait que six cents livres par an. Quand il y eut passé cinq ou six mois, allant et venant dans le voisinage ³, il voulut à tout prix, sous prétexte de maladies épidémiques qui désolaient la Sologne, se rapprocher de Paris, où son sort se déciderait en mars, ou du moins de Pontoise, de la Normandie, et de ses bénéfices, qui souffraient de son absence, surtout comme entretien des bâtiments. C'est dans cette vue qu'il écrivit à M. de Torcy la lettre la plus pressante, en indiquant, pour le soumettre au Roi, l'itinéraire qu'il suivrait jusqu'à Osny ⁴. Au bout de trois jours, le ministre répondit ⁵ qu'on l'autorisait à se mettre en route et à s'arrêter quelque temps, s'il en était besoin, aux environs de Paris, puis quarante-huit heures à Osny, mais sans entrer dans Pontoise, ne fût-ce que pour une nuit. Deux jours après que Torcy eut écrit cette lettre, le cardinal et son train, comme en 1707-1708, quittaient le Bourniquet ⁶. De la première couchée, il adressa à l'évêque

¹ C'est ce qu'il expliqua à l'abbé de Choisy, son « ami de trente-quatre ans, » dans une lettre du 31 janvier 1710, en lui proposant de venir le rejoindre comme commensal. La lettre, dont l'original est maintenant en Angleterre, a été publiée en 1868, dans le tome XIV du *Cabinet historique*, 1^{re} partie, p. 147-149.

² Lettres d'état du 29 juin 1708, dans le volume *ROME* 484, fol. 56, du Dépôt des affaires étrangères, et du 13 juillet 1709, dans le volume *FRANCE* 1664, fol. 61.

³ A l'abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire, à la Motte-Beuvron, chez sa parente la maréchale de Duras, etc.

⁴ Lettre du 8 mars 1710, dont la minute est dans le VI^e portefeuille du carton des Archives R¹ 65, et l'original au Dépôt des affaires étrangères, vol. *FRANCE* 1173, fol. 85-90; imprimée quatre mois plus tard, dans le recueil déjà annoncé. En même temps (lettre du 9), il revenait à nouveau sur son droit à conserver le cordon bleu, comme possesseur de la dignité de grand aumônier, et sur ses protestations contre les moines de Cluny.

⁵ Lettre du 11 mars.

⁶ Pour sa litière, il emmenait un muletier et six mulets, que plus tard il proposera de céder au prince Eugène.

Fleuriau, qui avait succédé en 1706 au vénérable et saint cardinal de Coislin sur le siège d'Orléans ¹, et que l'Éminence se trouvait ainsi avoir eu pour évêque diocésain pendant son séjour au Bourniquet, la lettre suivante, dont on comprendra aisément les motifs.

A Toury, ce jeudi au soir, 13 de mars 1710.

Je ne croyois pas, Monsieur, en arrivant à Orléans, que je pusse jamais regretter de quitter cette ville, et que je pusse jamais être sensiblement affligé de me séparer de vous et de M. l'abbé de Saint-Aignan, ne vous connoissant l'un et l'autre par aucun autre endroit qui me pût le moins du monde faire désirer votre compagnie, que par être, vous, Monsieur, frère de M. d'Armenonville, et lui par être frère de M. de Beauvillier. Cela est pourtant arrivé; car j'ai ressenti un très sensible déplaisir depuis que j'ai pris la résolution de quitter votre diocèse pour aller habiter celui de Rouen d'ici aux vacances du Parlement, avant lesquelles je compte que prendra entièrement fin, par un arrêt définitif et contradictoire, le fond de l'affaire que M. le Chancelier, pour favoriser mes parties contre tout droit et raison et contre les premières intentions et ordres exprès du Roi, fit retirer du Grand Conseil, à la veille du triomphe que la vérité et moi, avec tout l'ordre de Cluny, allions remporter sur nos parties. Les honnêtetés et les bontés dont vous et M. l'abbé de Saint-Aignan m'avez comblé durant les huit mois que j'ai résidé soit dans Orléans, soit à la porte d'Orléans, dans la maison nommée le Bourniquet, m'avoient rendu ce séjour très agréable. La petite chartreuse que je m'étois faite dans cette petite maison, qui n'a pas tant d'étendue que l'appartement d'un chartreux simple cloitrier, me rendoit cette habitation commode, et très salutaire par rapport à ma santé, au moyen de la petite chapelle que je m'y étois faite, très décente, et plus commode que je ne la puis jamais avoir en tout autre endroit : ce qui fait que j'y ai passé les quatre mois les plus rigoureux de l'année sans y avoir jamais été seulement enrhumé durant un jour, quoique je fusse, comme vous savez, grand promeneur, non seulement dans l'agréable et grand jardin du Bourniquet, mais encore sur la levée et dans tous les environs. Nonobstant tous ces puissants motifs que j'avois de croire que je ne quitterois pas le Bourniquet, ou que par la fin entière de ma disgrâce, ou, au moins, que par aller habiter ma maison de Pontoise, la Providence a voulu néanmoins sans que ni l'un

¹ En réalité, c'était l'évêque d'Angers, Michel Le Peletier, qui avait été désigné en mars 1706 pour remplacer le cardinal de Coislin à Orléans; mais la mort l'empêcha de prendre même possession du siège, que recueillit alors au mois d'août Louis-Gaston Fleuriau, son neveu.

ni l'autre ne soit encore arrivé, que j'aie quitté, Monsieur, par plusieurs raisons qu'il seroit trop long et inutile de vous dire, ce séjour que vous m'aviez rendu si agréable, et duquel je ne me souviendrai jamais qu'avec regret et avec beaucoup de reconnaissance par rapport à vous, Monsieur, en premier lieu, et, en second lieu, par rapport à M. l'abbé de Saint-Aignan.

Comme je n'ai que la justice et la raison de mon côté depuis dix ans que dure mon éclatante disgrâce, et que presque tout le reste en ce monde est déclaré contre moi, je n'ai pas voulu, en cette occasion, préférer mon goût et ma satisfaction à la raison qui me fait quitter votre diocèse pour aller habiter celui de Rouen, je ne sais encore où, ayant écrit pour que l'on me cherche quelque maison de campagne aux environs de Rouen, où j'ai, outre l'abbaye de Pontoise, qui est dans le diocèse, celle de Saint-Ouen, qui est dans la ville. Je m'estimerois heureux, Monsieur, si, là et partout ailleurs, je pouvois vous donner des marques, aussi bien qu'à M. l'abbé de Saint-Aignan, qui puissent vous faire connoître à l'un et à l'autre combien je suis sensible à l'honneur de votre amitié et que vous n'avez ni l'un ni l'autre, aussi bien que M. d'Armenonville, à qui je suis si essentiellement obligé, aucun serviteur ni ami qui vous soit, par estime et par reconnaissance, plus absolument et plus cordialement acquis que, etc.

Cette dernière « transmigration, » comme il l'appelait, comporta encore des arrêts multiples. De Toury, par Étampes, où une des fréquentes indispositions qu'il faisait valoir à tout propos le retint deux jours, puis par Linas-sous-Monthéry et par Longpont, prieuré de Cluny, il arriva enfin, le 18, aux portes de Paris, prit gîte pour une nuit à Montrouge, dont la seigneurie appartenait alors au fermier général Edme Baugier, et, traversant la Seine en aval, au bac des Invalides, arriva chez son fidèle Coulanges, au château d'Ormesson, entre Saint-Denis et Épinay, où il avait donné rendez-vous à quelques amis et familiers ¹,

¹ L'abbé de Choisy fut convoqué des premiers : « L'exil du cardinal, dit-il (*Mémoires*, t. II, p. 182-183), dura dix ans, assez doucement. Il alloit et venoit à la Claire, près de Lyon, à une maison près d'Orléans, et à une près de Rouen. J'allois de temps en temps passer deux mois avec lui. Il passoit ordinairement par Paris, et enfin, quand il eut pris sa dernière et funeste résolution, il me manda de venir le trouver à Ormesson, me fit beaucoup d'amitiés, ...et me dit que le Roi lui avoit permis d'aller voir ses abbayes de Flandres. Je lui offris de le suivre à ce petit voyage : il me dit qu'il vouloit être seul, et que, dans six semaines, je le vinsse trouver à Rouen. Il savoit bien qu'il n'y seroit pas, et jugeant bien que je n'approuverois pas un dessein si mal concerté, il ne voulut pas m'y embarquer malgré moi. »

aux « gros bonnets des Jésuites ¹, » dit Saint-Simon. Ses anxiétés quotidiennes pour le jugement de l'affaire de Cluny se suivent dans les minutes de sa correspondance, et surtout dans les notes dont il illustrait furieusement le revers de chaque feuille : listes des vingt-sept juges, notes sur le caractère de chacun d'eux et sur leurs tendances, tableaux de pointage, etc. ².

Précisément l'équipage cardinalesque tournait autour de la ville interdite, le 18 mars, tandis que l'arrêt définitif se prononçait à la grand'chambre. Par seize voix contre onze, sans aucun recours possible, le cardinal perdait sa juridiction sur les religieux réformés, retombant du rang éminent de général de la congrégation au rôle de simple abbé commendataire. La minorité en sa faveur comprenait « l'élite, » le premier président Le Peletier, dont il s'excusa d'avoir suspecté la fidélité; les présidents de Mesmes, de Novion, etc. ; mais ils avaient succombé sous l'influence néfaste, perfide du Chancelier, sous la trahison de ses neveux Daguesseau et Bignon, et du parquet. En dehors des onze « bons juges, » tout le reste pouvait revendiquer sa part dans ce déni de justice : les rapporteurs Lenain, Meusnier et Minguel, le substitut du procureur général, les quatre maîtres des requêtes qui eussent dû venir prendre séance et auraient fait pencher la balance. De même, dans le propre conseil du cardinal, l'abbé d'Amfreville, si bien payé depuis deux ans et qui avait entraîné son patron dans cette aventure, et l'avocat Chevallier avaient été au-dessous de leur tâche pour lutter contre des gens du Roi ou des rapporteurs aussi iniques que brutaux ³.

Ce malheureux avocat osa apporter les détails à Ormesson, dans la soirée du 21. Quelle scène ! Furieux d'être battu par ses propres moines, et de perdre cent mille livres en vaines procédures, le cardinal donna aux assistants le spectacle d'une fureur folle, trop bien décrite par Saint-Simon ⁴, pour qu'on puisse rien ajouter de plus que ces trois lettres écrites au cours des journées suivantes :

¹ Sans doute les PP. Gaillard, de la Rue et Sanadon.

² Papiers Bouillon, R^g 65, vi^e cahier, n^{os} 76 et 83-87.

³ R^g 65, vi^e cahier, fol. 88-94.

⁴ Éd. nouvelle, t. XX, p. 10.

*Le cardinal à M. l'évêque d'Orléans*A Ormesson, 19 mars 1710¹.

Au milieu, Monsieur, du sensible déplaisir que me cause, et me doit causer par tant de raisons l'arrêt rendu hier à la grand'chambre, je suis encore plus sensible et plus occupé des marques que j'ai reçues de votre amitié dans tout le cours de cette affaire, aussi bien que de M. d'Armenonville et du P. Fleuriau, et de la protection déclarée qu'en dernier lieu M. le Premier Président, votre neveu, a donnée en cette occasion à la justice de notre cause, pour empêcher la monstruosité et l'énormité de l'arrêt qui passa hier à la pluralité des voix de seize contre onze, que je ne suis sensible et occupé des malheurs dont je suis accablé par cet arrêt, aussi bien qu'une vingtaine ou trentaine de religieux de l'étroite observance² qui se sont déclarés, nonobstant ma disgrâce, vouloir persévérer dans l'obéissance et la soumission que tous les religieux de l'étroite observance m'avoient vouée eux-mêmes et rendue durant l'espace de près de vingt ans, et, plus qu'aucun autre, dom Paul Rabusson, que cet arrêt fait être mon grand vicaire malgré moi, pour gouverner, sous le nom de mon autorité fantastique, contre toutes les règles canoniques, ladite étroite observance, en autorisant de la manière du monde la plus surprenante, et en qualifiant du nom de chapitre général un conventicule de quatre définiteurs, qui, eux-mêmes, quoique d'un sentiment contraire aux dix autres, avoient souscrit, comme ils y étoient obligés suivant les règles de toutes les compagnies ecclésiastiques et séculières, la dissolution dudit chapitre général.

Permettez-moi, Monsieur, pour la dernière fois, dans la vue d'exciter de plus en plus la droiture et la justice de M. le Premier Président, que je lui fasse remarquer, par votre entremise, que cela ne seroit pas arrivé si sa santé ou son attachement, peut-être en cela trop exact, aux règles du Palais, ne l'eussent pas empêché d'accorder deux ou trois audiences extraordinaires dans le mois d'août, dans lesquelles cette cause eût été terminée avec un succès bien différent, et dans laquelle

¹ R⁹ 65, vi^e cahier, n^o 88.

² Le cardinal avait pour lui : Ildephonse Sarrazin, son vicaire général ; Gilbert Connion, premier visiteur et prieur claustral de la Charité ; Denis Aurox, prieur claustral de Saint-Martin des Champs ; Joseph Gentil, procureur général de l'étroite observance et prieur claustral de Saint-Denis de la Chartre ; Jean Pagnon, prieur claustral de Saint-Martin d'Acy pour les réformés ; Jean Micault, prieur claustral de Sauxillanges ; Philippe Brunet, prieur claustral de Saint-Marcel de Chalon ; Charles Vernier, prieur titulaire de Bourbon-Lancy, et dom Bart ; sans compter dom Roussel, prieur claustral de Saint-Martial d'Avignon.

on auroit entendu parler feu M. Lenain, magistrat dont les lumières et l'intégrité le feront longuement regretter, et duquel on a su, par un ami à qui il l'avoit confié, après que cette affaire a été tirée hors de sa connoissance, que son sentiment étoit de conclure à l'admission de la requête civile contre l'arrêt, et, en attendant, à donner la provision à ladite tenue en conséquence de la dissolution du chapitre.

C'est à regret, Monsieur, que je vous rappelle ce souvenir, qui ne fait qu'augmenter ma douleur, sans effacer celui de la reconnaissance que je dois à M. le Premier Président de tout ce qu'il a fait en ma faveur et de toutes les obligations que je vous ai, qui me seront toujours présentes.

Vous voulez bien, Monsieur, que je vous fasse mes compliments de condoléance, aussi bien qu'à M. l'abbé de Saint-Aignan, dont je crois la douleur égale à la mienne, quoique, à ne vous rien dissimuler, la mienne soit infinie par les conséquences déplorables que je prévois pour l'ordre de Cluny.

Le cardinal au R. P. Sanadon ¹

A Ormesson, 21 mars 1710.

Je regarderois comme un reste d'humanité pour moi, de la part du Roi, et un effet de la charité et du mérite de M. Fagon, que j'estime infiniment, quoique je n'aie jamais eu aucune liaison avec lui, si Sa Majesté vouloit, pour connoître et s'assurer du véritable état dans lequel est ma santé, qui ne me permet assurément pas, à moins d'une contrainte et force majeure, de me mettre en chemin de plus de quinze jours, me l'envoyer ici, d'où il retourneroit le même jour très aisément à Versailles, et que lui voulût bien prendre cette fatigue.

L'embarras, ou, pour parler plus juste, le chaos dans lequel me jette, outre ma mauvaise santé, le dernier arrêt de la grand'chambre, auquel je n'avois garde de m'attendre, ne me permet pas non plus de m'éloigner avant d'avoir pourvu à l'état fâcheux où se trouvent trente religieux de l'étroite observance qui sont demeurés soumis à ma juridiction, et qui sont plus encore à plaindre que moi, par la cruelle extrémité où les réduit le dernier arrêt de la grand'chambre, dont je suis uniquement redevable à l'autorité du protecteur de mes parties, aussi bien qu'à l'arrêt de M. de Verthamon et à l'argent et crédit des congrégations de Saint-Maur et de Saint-Vanne, et autres congrégations réformées, qui, pour leurs fins particulières, veulent détruire et ren-

¹ R¹ 65, v^o cahier, n^o 91. — L'humaniste Nicolas Sanadon (1651-1720), qui devint confesseur de Saint-Cyr en 1716. Saint-Simon parle de ses rapports très étroits avec le P. Le Tellier, qui était confesseur du Roi depuis 1709.

verser l'ancien régime de l'ordre de Cluny, pour le rétablissement duquel ont travaillé uniquement, par ordre du Roi, feu M. l'archevêque de Paris, le feu P. de la Chaise et feu M. Pellisson, tous trois commissaires du Roi dans les chapitres de 1676 et 1678, et durant tout le temps de la vacance du siège abbatial de l'abbaye de Cluny, qui a duré onze ans, c'est-à-dire depuis 1672, que mourut M. le cardinal d'Este, et 1683, que mourut M. le comte du Vexin, après la mort duquel le Roi eut la bonté de jeter les yeux sur moi pour me faire élire abbé, chef et supérieur général de cette première congrégation de l'ordre de Saint-Benoît, dont l'arrêt de M. de Verthamon, que Sa Majesté sait, par l'aveu même de M. le Chancelier, parent de M. de Verthamon et protecteur dudit arrêt, être faux et entièrement contraire et opposé en la plupart de tous ses points au véritable arrêt qui fut rendu par le Grand Conseil. à la pluralité des voix, contre le sentiment particulier de M. de Verthamon, premier président de la compagnie, le 30 mars 1705.

Le cardinal à l'avocat Chevallier¹

A Ormesson, le 29^e mars 1710.

Ce que vous, et tout homme juste et raisonnable, instruit des règles et maximes générales de la justice tant séculière qu'ecclésiastique, jugiez être impossible et ne pouvoir jamais arriver, est pourtant arrivé, à savoir que la provision pût jamais être adjudgée aux deux conventicules les plus irréguliers, les plus téméraires et les plus insolents, de quatre et six moines, qui se soient peut-être jamais tenus dans aucun ordre religieux au mépris de toutes les lois ecclésiastiques et civiles ; et cela est pourtant arrivé dans le tribunal que l'on regardoit comme le plus intègre, le plus éclairé, le plus auguste du royaume, et le moins susceptible des impressions injustes et violentes de la cour, et auquel tribunal vous avez voulu (malgré mon sentiment particulier, et duquel sentiment, durant l'espace de plus d'un mois de temps, je m'étois ouvert à vous, aussi bien qu'à l'abbé d'Amfreville, si nettement et si fortement) que l'on se présentât d'abord de si bonne grâce, persuadé, comme vous me l'avez mandé, qu'à la longueur du temps près, j'aurois encore plus de justice à espérer dans le tribunal de la grand'chambre du parlement de Paris que dans celui même du Grand Conseil, tout déclaré qu'il étoit en faveur de la justice de notre cause et contre l'indignité de son premier président, duquel tribunal M. le Chancelier nous avoit fait retirer nonobstant les engagements de paroles pris par le Roi par trois fois au moins réitérées durant l'espace d'un mois de temps par Sa Majesté : la première fois en parlant à M. de la Vrillière, secré-

¹ Papiers Bouillon, R^e 65, vi^e cahier, fol. 113.

taire d'État, dans le département duquel est la province de Bourgogne ; la seconde fois, parlant au feu P. de la Chaise, son confesseur, et la troisième fois, en parlant à M. le cardinal de Noailles, qui, tous trois, durant cet espace d'un mois de temps, me le firent savoir de la part de Sa Majesté par leurs lettres que j'ai entre les mains, et qui serviront un jour d'un beau monument des continuelles et inouïes vexations que nos puissants et accrédités ennemis nous font souffrir avec tant d'éclat depuis dix ans et plus, et cela même avec augmentation d'année en année : ce qui est le propre des disgrâces non méritées, et dans lesquelles on n'a aucun crime à pardonner au disgracié, car les disgrâces méritées au moins diminuent-elles par la longueur du temps, si elles ne finissent pas entièrement.

De toutes ces vérités, il faut conclure que ce seroit se vouloir donner, de gaieté de cœur, de la tête contre la muraille, de vouloir continuer à espérer quelque justice de la part de la grand'chambre du parlement de Paris, aussi bien que d'aucun autre tribunal du royaume, tant que ma disgrâce durera, et que les dispositions de l'esprit et du cœur du Roi seront telles, contre moi, que mes puissants et accrédités ennemis, à la tête desquels je regarde présentement M. le Chancelier comme le plus envenimé par la raison qu'il est celui de tous qui m'a, depuis cinq ans surtout, le plus gratuitement, le plus indignement et le plus cruellement persécuté, et, en particulier, dans cette même affaire ¹.

Les choses étant donc sur ce pied, je ne veux plus, en façon aucune, que mon nom paraisse davantage dans toute la suite de cette affaire, quand bien je serois sûr que notre requête civile contre le faux arrêt du Grand Conseil du 30^e mars 1705 seroit admise d'une commune et unanime voix par la grand'chambre ; mais, en même temps, je veux, régulièrement et ecclésiastiquement, faire tout ce qui peut dépendre de moi, ainsi que je m'en suis ouvert à vous dans notre dernière entrevue, pour que Dieu, l'Église et mon honneur personnel n'aient rien à l'avenir à me reprocher ; et c'est ce que je prétends et veux faire jusqu'au dernier soupir de ma vie, au dépens de tous les intérêts de ce monde et de tout ce qui m'y peut arriver de plus terrible. Travaillez donc pour m'envoyer le plus tôt que vous pourrez ²

Je vous prie que je tire au moins cet avantage de tous les malheurs qui m'arrivent, et lesquels, jusques à moi, sont inouïs, que je me contente d'avoir dépensé, depuis cinq ans que M. de Verthamon rédigea si fausement l'arrêt du 30^e mars 1705, ce qui méritoit à son égard le dernier supplice, les sommes que cette affaire me coûte en procédure et

¹ Phrase non terminée.

² Ici des points, un espace blanc, et un paragraphe sur une affaire particulière contre les moines de Paray.

frais de justice, sans y en ajouter davantage pour avoir le chagrin d'être toujours injustement condamné, n'y ayant plus assez de vertu dans aucun tribunal de France, non seulement pour y protéger un homme en disgrâce, mais pas même pour lui rendre justice lorsque les puissances ne veulent pas qu'on la lui rende, mais veulent au contraire qu'on le vexe et qu'on le persécute injustement en toutes occasions, le nombre des juges corrompus étant beaucoup plus grand que celui des juges éclairés et intègres.

Cette guerre monastique avait fait tant de bruit, et pendant tant d'années, que l'issue, désastreuse en dépit de toutes les interventions mises en jeu, des sollicitations publiques de toute la maison de Bouillon ¹, et des suppliques multiples du cardinal au Roi ou aux autres puissances, était difficile à supporter.

Selon le vaincu ², il y avait quatre causes de cet échec : la faiblesse de son avocat, non en éloquence, mais en procédure; la négligence de ses agents à solliciter suffisamment, malgré les dépenses à eux allouées, — et surtout à faire entrer à la grand'chambre les quatre maîtres des requêtes, si bien disposés pour la justice de sa cause; enfin, la faute de n'avoir pas obtenu un jugement par forclusion, et fait imprimer, en son propre nom, « une respectueuse, belle et ample protestation pour ne plus paroître en aucun tribunal, ne lui étant pas permis de la suivre en personne. »

Quoi qu'il en soit, l'arrêt du 18 mars « fut la dernière goutte d'eau qui fait répandre l'eau d'un verre trop plein, et consumma la résolution que le cardinal rouloit depuis longtemps dans sa tête ³. » L'abbé de Choisy dit aussi ⁴ que cette « dernière et funeste résolution » était prise lorsqu'on le convoqua à Ormesson. Et cependant, si dès lors il songeait à désertier, à passer aux ennemis, aucun plan fixe n'était encore arrêté. Le 24, il avise son gentilhomme Serte ⁵ que, répugnant à aller auprès de Rouen, parmi tant de gens indifférents ou hostiles, il veut demander asile au maréchal de Villars et à son beau-frère le prési-

¹ Saint-Simon lui-même avait été obligé d'y participer comme allié par sa femme.

² R^o 65, vi^e cahier, n^o 109.

³ *Saint-Simon*, t. XX, p. 1-5.

⁴ Ci-dessus, p. 449, note.

⁵ R^o 65, vi^e cahier, n^o 97.

dent de Maisons, dans leur terre de Varengeville, en pays de Caux, et il prépare une lettre en conséquence pour Amfreville ¹, mais se reprend le lendemain, sans toutefois nommer le lieu d'élection :

Après avoir bien réfléchi, pensé et repensé sur le lieu où je pourrais fixer plus commodément, plus tranquillement, et même plus honorablement, ma demeure d'ici à l'automne, dans lequel temps je compte d'aller habiter des climats plus chauds, soit en Provence, soit en Languedoc, pour y passer mon hiver, il m'est venu cette nuit en pensée un lieu qui est plus éloigné de Paris que de trente lieues, lequel est tel que je suis surpris moi-même comment je n'y ai pas plus tôt pensé, et comment vous, et les autres personnes qui m'ont vu dans l'embarras où m'a mis cet arrêt de la grand'chambre, en me mettant hors d'état de retourner dans mes abbayes de Bourgogne, et surtout à Paray, lieu retiré et désert où je me plairois naturellement beaucoup, ne m'avez pas suggéré celui qui vient de me revenir dans la pensée, d'autant plus que, tout bien considéré, les environs de Rouen, dans la vie que je prétends mener, tandis que [durera?] ma disgrâce, laquelle je mène par mon goût autant que par ma raison, ne me conviennent nullement, et d'autant moins que c'est la ville de France, après Paris, où j'ai plus de connoissances de l'un et de l'autre sexe.

Le 27, c'est encore une autre combinaison ² : il ira dimanche chez les Jésuites de Pontoise, dans la petite maison que le P. de la Rue, son ami si particulier depuis plus de trente ans, a fait bâtir à cette intention même, et il y passera le temps qu'il devait rester à Osny, mais avec la ferme résolution de ne pas mettre les pieds dans Saint-Martin, « puisque la puérilité va jusqu'à ce point de lui en interdire la liberté. » Et il notifie cette « résolution » à tout son monde ; il met en mouvement Pontchartrain, les PP. de la Charie et Gaillard, l'abbé d'Amfreville, l'avocat Chevallier. Ne pouvant plus compter sur le Chancelier, « après les tristes expériences réitérées de la fourberie et des suppositions de cet homme, » mais conservant encore toute confiance dans son fils Jérôme, il voudrait que celui-ci rapportât devant le conseil des dépêches une requête présentée au nom des définiteurs et religieux « anciens » restés fidèles, mais sans que le nom du

¹ Lettre du 25 mars, n° 100.

² Lettre au P. de la Rue : vi^e cahier, fol. 102.

cardinal lui-même y figurât. Le P. Gaillard obtiendra l'appui du P. Le Tellier ¹. En même temps, puisque l'affaire se trouvera ainsi reprise, il se dirigera vers Pontoise ; le principal des « gros bonnets » l'y encourage :

Le P. de la Rue au P. de Monthiers :

Dimanche matin, 30 mars.

Hier samedi, le sieur Mentor ² me vint trouver à son retour de Versailles, et, m'exposant ce qui s'était passé là entre le P. Gaillard et lui, me dit qu'ils étoient convenus qu'il n'étoit pas à propos de faire une demande et de s'exposer à un refus sur une chose aussi légère que de changer le séjour d'Osny en celui des jésuites de la résidence, mais qu'il valoit mieux y aller de fait, supposant qu'il devoit être indifférent que l'on fût un peu plus ou un peu moins éloigné de Saint-Martin pourvu que l'on s'abstint d'entrer dans Saint-Martin, qui étoit le lieu précisément interdit.

Cette conduite aura infailliblement l'un de ces deux effets : ou bien elle sera approuvée du maître, auquel cas on y pourra passer librement le temps convenable aux affaires, ou bien elle ne sera pas approuvée, auquel cas le maître ne manquera pas de s'en plaindre au Mentor, qui, en ce cas, est résolu de bien faire.

Et, afin que, dans la suite, le maître n'ait pas lieu de dire qu'il n'a pas su ledit séjour à la résidence, il est à propos qu'après y être arrivé, c'est-à-dire le lendemain ou surlendemain, Son Altesse écrive à M. de Torcy une lettre simple et précise, où elle lui expose :

Que, la nouvelle imprévue du procès perdu l'ayant mis dans la nécessité de pourvoir, avant que de s'éloigner, aux suites de cette affaire avec toutes les personnes qui en ont et doivent avoir la conduite en son absence, et cependant n'osant demeurer aussi près de Paris qu'il l'est à Ormesson, autant de temps qu'il convient pour mettre ordre aux inconvénients attachés à ce fâcheux événement, considérant d'ailleurs qu'Osny, quoique près de Pontoise, est hors de la route publique, et que les gens avec lesquels il faut qu'il traite peuvent malaisément l'y venir trouver, il a cru qu'il n'étoit point contraire aux intentions du Roi de venir passer dans la résidence des jésuites le temps qu'elle auroit passé à Osny, d'autant plus que cette résidence est à l'extrémité de la ville, et qu'il y pouvoit même aller sans entrer dans ladite ville, en traversant la rivière en bateau, sans y recevoir aucune

¹ Lettre du 28 mars, à l'abbé d'Auvergne : R² 65, vi^e cahier, n^o 109.

² R² 65, vi^e cahier, n^o 118.

³ « Mentor » est le P. Le Tellier.

visite que de ses gens d'affaires et ouvriers, et gardant exactement l'interdit de sa maison, qui étoit principalement l'intention de Sa Majesté, à laquelle il demeureroit inviolablement attaché.

Voilà à peu près le tour que l'on peut donner à cette lettre sans s'étendre à d'autres faits, ni à d'autres motifs. Cette lettre, lue au Roi par M. de T[orcy], ne peut manquer d'avoir l'un des deux effets ci-dessus marqués, et c'est ce que le sieur Mentor juge être plus convenable et plus propre à réussir.

Au reste, que l'on ne s'étonne point de sa lenteur apparente, et plutôt à Dieu que l'on ne l'eût point pressé et contraint d'en sortir, il y a quelque temps ! Avec un peu plus de patience, on eût mieux réussi. J'expliquerai tout après Pâques ; il faut pour cela un entretien que l'écriture ne souffre pas. Attachons-nous au présent, et ne changeons rien, s'il est possible, aux mesures de Mentor.

Voilà, mon cher ami, dans les deux pages ci-dessus, ce qui est arrivé depuis votre lettre de chez M. Lefèvre. Je vous prie de le communiquer à Son Altesse, et de me mander définitivement s'il n'y a rien de changé à vos mesures pour partir demain lundi pour Pontoise, auquel cas j'enverrai demain au point du jour le Fr. Moyneau, et le Fr. Delaporte partira mardi par le carrosse, après avoir pris les lettres du P. Sanadon.

Mandez-moi par ce porteur des nouvelles de la santé de Son Altesse, qui m'inquiète vivement, et de celles de votre voyage, les plus précises que vous le pourrez.

Conformément à ces indications, le lundi 31 mars, le cardinal minuta une lettre fort respectueuse à M. de Torcy, qui se terminait ainsi :

Comme vous m'avez fait savoir, Monsieur, par ordre du Roi, que Sa Majesté n'agréoit pas qu'en passant à Pontoise j'entrasse dans une maison qui m'a été si chère en toutes manières, vous pourrez, Monsieur, assurer Sa Majesté qu'Elle sera par moi obéie avec la même exactitude avec laquelle je suis intérieurement convaincu de lui avoir toujours obéi en toutes choses, persuadé que je suis, et ai toujours été, qu'Elle ne m'a jamais rien commandé que de juste et entièrement conforme à mes devoirs. Et ainsi je me contenterai de rôder autour de ma maison, dont je ferai même ouvrir toutes les portes et les fenêtres, afin que j'y entre au moins par les yeux, puisque cela ne m'est pas défendu, mais sans y mettre les pieds, afin de reconnoître du moins par moi-même l'état présent dans lequel elle est et les réparations qui sont à y faire ; et, pour cela, en continuant ma route à très petites journées, pour ne pas altérer davantage une santé qui, au milieu de mes malheurs,

ne laisse pas de m'être très précieuse, j'irai coucher demain dans l'appartement que le P. de la Rue, confesseur de M^{me} la duchesse de Bourgogne, et mon ami particulier depuis plus de trente ans, a fait bâtir chez les Pères Jésuites de Pontoise, dans l'intention qu'il me serviroit de temps en temps de lieu de retraite, et peut-être dans la vue, comme je m'en étois ouvert à lui, il y a plus de treize ans, que je pourrois bien même y finir mes jours. Et de là, Monsieur, je continuerai mon voyage, pour aller habiter, d'ici à mon retour à Lyon, le lieu qui me sera le moins incommode dans la distance au moins de trente lieues de Paris, et dans lequel je pourrai plus facilement mettre ordre à mes affaires domestiques, très dérangées, surtout depuis deux ans.

Cette lettre, non plus qu'une précédente que le P. Gaillard devait remettre en mains propres, ne fut pas expédiée, dit une note marginale du cardinal ¹ : preuve nouvelle de l'agitation et de l'indécision qui lui faisaient si souvent changer ses projets ; mais ses lamentations, trop souvent répétées, hélas ! ne nous suggèrent-elles pas un rapprochement, à cent ans de distance, avec la baronne de Staël, en 1803, tenue à quarante lieues de Paris, tournant tout autour, arrivant même jusqu'à Rouen grâce à la tolérance de Fouché, et, bien plus, venant s'installer chez M. de Castellane, à douze lieues de la capitale, pour l'impression de *Corinne*, qui lui valut un nouvel exil ?

Il est un ami que nous n'avions pas rencontré jusqu'ici, et cependant son nom seul — c'est M. de Fleury, l'évêque de Fréjus, qui devint quelque vingt ans plus tard le premier ministre de Louis XV — et le crédit dont il commençait à jouir en cour demandent qu'on le signale à la curiosité. Le cardinal avait essayé de savoir, par son intermédiaire, d'où venait l'horrible trahison du Chancelier. Celui-ci protesta n'être pour rien dans la perte du procès. « Il jure, répondit Fleury ², il jure n'avoir eu aucune part au renvoi de l'affaire au Parlement, et que cela se fit par le Roi le plus naturellement du monde, et de l'avis de tout le Conseil, sur ce que vous-même et les moines aviez paru également vous plaindre du Grand Conseil. Enfin, il dit qu'il a toute sorte de raisons d'être toujours dans vos intérêts, et que vos défiances l'ont offensé. » Cette défense du Chancelier appelait

¹ Minute, dans R² 65, vi^e cahier, fol. 121.

² Lettre du 7 mars, non signée : R² 65, vi^e cahier, fol. 247.

une réplique : elle fut adressée quatre semaines plus tard à Fleury ¹ :

A Ormesson, ce 2^e avril 1710.

Vous serez surpris, Monsieur, de recevoir une de mes lettres datée de ce lieu, où je suis depuis quinze jours, et de savoir à même temps que je me crois un peu plus mal dans l'esprit et dans le cœur du Roi que je n'y ai encore été depuis dix ans que dure ma disgrâce publique, sans que j'en puisse deviner d'autre raison que le renouvellement des mauvais offices de mes ennemis, dans la crainte qu'ils ont eue que mon approche à trente lieues de Paris (où je ne me suis rendu que contre mon sentiment, pour déferer aux sentiments du public et de mes meilleurs amis) ne fût l'avant-coureur de la fin de ma disgrâce. M. le Chancelier, en qualité d'un bon ami et d'un bon allié, a eu grand soin de publier, il y a plus de quatre mois, qu'il étoit persuadé qu'on me reverroit bientôt à Pontoise, et peu après à la cour, rentré entièrement dans l'honneur des bonnes grâces de Sa Majesté. Au reste, Monsieur, ce qui vous a été [dit] par lui, que c'étoit moi-même qui avois demandé au Roi d'être retiré du Grand Conseil et renvoyé à la grand'chambre du parlement de Paris, est trop outré en fait de fausseté pour que je puisse, de sang-froid, vous dire ce qu'on doit penser d'une personne capable, dans le poste qu'il occupe, d'une telle supposition. Il n'y a sur cela qu'à lever les épaules et n'être plus surpris de tout ce qui vous arrive de plus que surprenant ainsi que l'arrêt que la grand'chambre vient de rendre, qualifié par M. le Premier Président avant que de le rendre de monstrueux.... Je pars demain pour prendre la route de Picardie, pour être au moins, quand bien je n'irois pas à Arras ou à Valenciennes, [à même] de mettre à mes abbayes de Saint-Vaast et de Vicoigne le meilleur ordre (soit que la paix se fasse, soit que malheureusement la guerre continue) que j'y puis mettre. Et, comme le dernier plus que surprenant arrêt de la grand'chambre me rend désormais, tant que le faux arrêt du Grand Conseil subsistera, mes trois demeures de mes abbayes de Bourgogne impraticables, je compte de retourner à Lyon sans même avoir mis les pieds dans ma maison de Pontoise, ce qui m'a été expressément défendu, quoiqu'il m'ait été permis, en chemin faisant, de passer et de coucher dans Pontoise et aux environs, pour y ordonner des réparations à y faire. Mais brisons là. Tout cela pour vous assurer, Monsieur, qu'on ne peut vous être plus absolument et plus cordialement acquis que je vous le suis. Le séjour de quinze jours entiers que j'ai fait ici et dans lequel on ne m'a rien dit pour m'obliger d'en partir plus tôt, y a au

¹ Minute autographe : *ibidem*, fol. 250. C'est Coulanges qui avait apporté la lettre de Fleury à son hôte.

moins rétabli assez passablement ma santé pour être presque au même état que lorsque vous passâtes à Lyon une journée entière avec moi.

Ce gémissément n'est pas près de prendre fin. Le jour suivant, c'est au P. de la Rue qu'on écrit encore de la même encre ¹ :

Mes² meilleurs amis, très cher et révérend Père, pour peu qu'ils soient gens à réflexions, doivent être persuadés, et doivent persuader les autres qui ne me connoissent pas particulièrement comme j'ose dire que vous me devriez connoître, que le meilleur de mes amis, le plus éclairé dans les choses qui me concernent, est moi-même, et, par conséquent, qu'ils ne me disent rien qui ne soit même fort au-dessous de ce que je me dois dire intérieurement à moi-même, et de ce que la raison et la religion me doivent suggérer par rapport aux sentiments et à la conduite que je dois tenir au milieu de toutes les vexations, injustices et inhumanités dont on m'accable depuis dix ans et plus, avec augmentation d'acharnement d'année en année, sans qu'à l'égard des hommes j'aie jamais en rien mérité la moindre de ces vexations, injustices et inhumanités; mais, par malheur pour moi, il n'en est pas de même à l'égard de Dieu, qui, par un effet de sa miséricorde sur moi, les permet, et apparemment les permettra jusqu'à ma mort, ou à celle d'une autre personne plus âgée que moi³, à qui je souhaite comme à moi-même une vie plus que centenaire, et lesquelles vexations Dieu permet sans doute pour que j'en profite par rapport à ma sanctification, en me soumettant comme je dois aux ordres de la divine Providence, quelque rigoureux et durs qu'ils nous soient.

J'ai vu, cher Père, par une lettre que vous avez écrite au P. de Monthiers, que vous y parlez de manière comme si j'avois pressé votre sage Mentor, ou fait presser de parler de moi : sur quoi je dois vous dire que, bien loin de l'avoir pressé ou fait presser de cela, je lui ai fait dire par le P. de Monthiers, ou, pour parler plus juste, le P. de Monthiers lui a lu une de mes lettres, dans laquelle je lui marquois expressément que, sans un miracle de la toute-puissance divine, tant que le Roi seroit en santé et que la crainte prochaine de l'enfer et des jugements de Dieu, dans un temps où toutes les grandeurs et illusions du monde sont sur le point de nous abandonner⁴, tout ce qu'il pourroit dire en ma faveur

¹ Minute du 3 avril : R¹ 65, v^r cahier, n° 133.

² En marge de cette transcription, le cardinal lui-même a écrit de sa main : « Copie de la lettre ci-jointe écrite de la main de Mgr le cardinal, très difficile à lire. »

³ Le Roi lui-même.

⁴ Phrase non terminée.

seroit tourné contre moi en poison, mon plus grand crime, et plus impardonnable, consistant à n'en avoir commis aucun, et que tous les efforts qu'on voudroit faire n'opéreroient que ce qu'ils ont opéré, à savoir que l'on diroit que l'on avoit de bonnes, justes et solides raisons secrètes pour en user comme l'on faisoit sans aucun scrupule, et pour imposer un silence perpétuel à l'avenir sur mon sujet, en y ajoutant, s'il étoit vrai que cela eût déjà été dit à son prédécesseur, comme il me le fit savoir, qu'on avoit dans sa cassette des choses qui autorisoient tout ce que l'on faisoit contre moi, quand bien le crime de désobéissance, qui m'est imputé par l'arrêt du 11 de septembre 1700, se trouveroit entièrement faux, sous le prétexte duquel crime, par bonheur, moi, je fus pour lors, par cet arrêt, vaille que vaille, dépouillé de tous mes biens séculiers et ecclésiastiques, et nommément de ma charge de grand aumônier de France, la première des quatre grandes charges de la maison du Roi et de la couronne, et laquelle charge, à l'exclusion de toute autre, fait que celui qui en est une fois légitimement pourvu est, non pas un des grands officiers de l'ordre du Saint-Esprit, mais prélat commandeur dudit ordre, duquel aucun chevalier ou commandeur, suivant les statuts dudit ordre, dont l'observation a été jurée par le Roi sur les saints Évangiles le jour de son sacre, ne peut être dégradé que pour crime avéré et jugé tel, non seulement après avoir observé toutes les formalités prescrites par les lois du royaume dans les jugements criminels, mais de plus jugé tel, après avoir entendu l'accusé dans un chapitre général de l'ordre du Saint-Esprit, à la pluralité des voix, ce que je ne doute pas qu'il n'arrivât, quelque injustice qu'il y eût, surtout voyant ce qui vient de se faire à la grand'chambre du parlement de Paris, à la pluralité de seize voix contre onze ; mais au moins, jusqu'à présent, cela n'a-t-il pas été fait à mon égard, ce qui me paroît être bien matière à causer, dans le tribunal de la pénitence, de sérieuses réflexions et de bien justes scrupules à qui se veut conduire par le principe de justice et de religion à l'égard des serments authentiques faits à Dieu. C'est ainsi, très cher Père, qu'en partant de ce lieu pour aller je ne sais encore où, je vous fais mes adieux, en vous assurant que je ne suis pas moins à vous qu'à moi-même, et très reconnoissant et pénétré des bontés et des démarches que, contre même mes sentiments, votre sage Mentor a voulu faire en ma faveur le 14^e et le 15^e du mois de février, jour de la naissance de M. le duc d'Anjou : ce qui fait qu'à toutes les pensées qui pourroient lui venir ou lui être suggérées de parler de moi hors du tribunal, duquel il ne peut rendre compte qu'à Dieu seul, je lui conseillerois de dire ainsi que Monsieur disoit : *Vade vias.*

Je vous assure que ç'a été avec bien de la peine qu'à force de réflexions de raison je me suis privé de la satisfaction de voir votre

aimable maison de Pontoise, que je ne compte plus de revoir, si, contre l'ordre de là nature, une personne¹ me survit, à laquelle je souhaite une aussi longue vie qu'à moi-même, et par conséquent de la voir dans la *Gazette* pour avoir passé cent ans; car le désir de voir votre maison de Pontoise étoit le principal motif que j'avois d'y passer et d'y aller coucher, et, entre nous, le second motif étoit de donner au public la connoissance de la défense qui m'étoit faite de mettre les pieds dans ma maison; car je suis dans un état que les dégoûts me doivent tenir lieu de ragouûts, ou au moins de consolation.

Le P. Le Tellier pourra être le premier à apprendre mon départ d'Ormesson au Roi, s'il le juge à propos, après y avoir été assez incommodé durant quelques jours, dans lequel lieu je n'ai voulu voir aucun parent ni ami, durant tout le séjour que j'y ai été nécessité de faire, que ceux que j'y ai mandés pour mes affaires domestiques ou pour celles de l'ordre de Cluny, que le surprenant arrêt de la grand-chambre (si on pouvoit être surpris d'aucune injustice faite contre moi depuis dix ans) a mis dans un grand chaos qu'on aura bien de la peine à pouvoir débrouiller tant que le Roi ne remettra pas les choses comme elles étoient avant l'injuste et le funeste arrêt de M. de Verthamon, faussement attribué au Grand Conseil, et il pourra de plus assurer Sa Majesté que, non seulement je n'ai pas mis le pied dans ma maison de Pontoise, mais que, pour éviter même de la voir, je suis venu passer l'Oise à Beaumont. Je serai bien surpris s'il reste encore assez d'humanité pour moi dans le cœur du Roi, pour que, touché d'avoir poussé aussi loin mon exactitude, afin d'entrer dans ses intentions, pour n'avoir voulu voir ni de loin ni de près ma maison, il ordonne à M. de Torcy de me dépêcher un courrier à Beaumont pour y suivre la route que je tiens, afin que, sur ma route, il me fasse savoir que Sa Majesté, touchée de mon attention à entrer dans ses intentions, lui a ordonné de me faire savoir qu'il me permet de retourner sur mes pas pour venir passer dans ma maison de Pontoise, sans approcher plus près de la cour ni de Paris, le temps que je voudrai y passer.

Cette longue épître se croisa avec une lettre du dévoué P. Gaillard², bien curieuse en ce qu'elle nous renseigne d'une façon très précise sur ce que le Roi lui-même pensait du cardinal, de ses infractions à son ban, et sur l'intervention d'un personnage secondaire qu'on ne se serait pas attendu à voir se produire entre le souverain et les Bouillon :

¹ Encore le Roi.

² R^e 65, v^r cahier, n^o 131. Lettre non signée.

Ce jeudi matin, 3^e avril 1710.

Monseigneur,

Voici un nouveau manège, qui vaudra peut-être mieux que tout ce qui a été tenté jusques à présent, et qui me fut hier exposé par Mgr le duc de Bouillon. M. Despériers, de Montlhéry, a parlé à Mgr le duc de Bouillon et lui a rendu compte de la conversation qu'il avoit eue avec le Roi sur V. A. Ém., au sujet de son passage à Montlhéry¹. Il a pathétiquement exposé à Sa Majesté votre état, votre affliction, votre douleur de lui avoir déplu, votre désir de rentrer dans ses bonnes grâces, le changement et l'altération que vos malheurs avoient fait dans votre santé, y ajoutant des raisons chrétiennes de pardonner, lui disant : « Il y a un Dieu à qui vous aurez à rendre compte, etc. » : ce que le Roi prit comme il a coutume de prendre les discours de ce courtisan franc et libre. Sa Majesté lui a demandé par où vous aviez passé, où vous aviez couché, si vous aviez passé par Paris. Il répondit non. Le Roi dit : « Il a bien fait. » Mais tout cela ne paroît qu'une tentative encore informe, à laquelle il veut, par un retour encore plus vif, donner plus d'efficace. Il imagine pour cela que V. A. Ém. doit lui écrire, à lui, M. Despériers, une lettre par laquelle il lui demande s'il a rendu compte au Roi de vos sentiments pour Sa Majesté et de l'état où il vous a trouvé, mais lettre faite ostensive, et toute dans l'esprit de toucher par vos sentiments à l'égard de Sa Majesté, lettre où il n'y ait ni trait, ni vent, ni odeur de l'injustice faite, de la justification à faire des maux arrivés par la disgrâce, lettre nullement d'affaire, mais toute de sentiments, et de rien autre chose que sentiments, sentiments, dis-je, de votre douleur d'avoir déplu au Roi, qui vous occupe plus que tous vos autres malheurs, sentiments du désir de rentrer dans les bonnes grâces de Sa Majesté, simplement pour ses bonnes grâces, sans autre intérêt; cela s'appelle, en spiritualité, *le pur amour*; sentiments pourtant un peu rapprochés de votre inclination pour Saint-Martin, disant que vous avez sacrifié à la volonté de Sa Majesté la satisfaction de voir cette pauvre maison qui avoit fait votre joie, je crois même qu'on peut hasarder : qui la feroit bien encore, si vous pouviez vous en faire une solitude avec la consolation d'avoir regagné les bonnes grâces du Roi, article pourtant délicat, où il faut couler, et ne le mettre en œuvre que par rapport au goût que le Roi approuve qu'on ait pour les maisons où l'on s'affectionne comme il s'affectionne à Marly. Voilà, Monseigneur, quel doit être, selon l'avis du courtisan sincère, le contenu de la lettre qui doit être adressée. C'est ainsi qu'il en a parlé à Mgr le duc de Bouillon et que Mgr de Bouillon me l'a rendu hier au soir, et dont j'ai pris l'es-

¹ Ci-dessus, p. 449.

prit en retraçant tout ceci. Et, comme je suis dans le train des sermons, je n'y mets que deux points : le premier, plus ample, sur vos sentiments à l'égard du Roi et de l'état de votre cœur à son sujet ; le second, plus abrégé, et plutôt insinué qu'expliqué, de votre sacrifice même de la vue de Saint-Martin à la volonté du Roi, et de ce qu'il en a coûté à votre inclination naturelle pour cette pauvre maison. La forme de *pauvre* est pathétique, et il est de la façon du donneur de cet avis.

En vérité, Monseigneur, les choses sont à un point que je crois que cette voie-ci est la plus abrégée et la plus efficace. Je vois bien que V. A. Ém. aura bien plus à supprimer dans cette façon de lettre qu'à y mettre, et c'est à quoi il faut uniquement viser, car il faut venir au but. Le mien, Monseigneur, est de servir V. A. Ém. avec tout le dévouement de mon cœur, dont je ne fais pas les honneurs par des compliments, mais dont V. A. Ém. connoit toute la fidélité, la reconnoissance, le profond respect et la parfaite soumission.

Je rendrai compte au P. Le Tellier, qui viendra ici ce soir, de tout ceci.

A Versailles, jeudi, à huit heures du matin.

Le cardinal eût-il été en humeur de suivre le conseil, tout bienveillant qu'il fût, d'un simple officier de police, qui, il est vrai, était assez bien vu et écouté en cour ? La réponse est douteuse. D'ailleurs, le jour même où Gaillard s'était hâté de le prévenir, lui-même s'est décidé enfin à aviser M. de Torcy¹ que, malade, accablé surtout par l'arrêt du Parlement, il n'ira ni à Pontoise ni à Rouen, mais préfère quelque autre retraite à trente lieues de Paris pour s'y reposer et regagner ensuite le Lyonnais. Ainsi fait-il sur l'heure même. D'Ormesson, sans infléchir sur la gauche, et de façon à ne pas apercevoir, même de loin, les hauteurs de Pontoise², il gagna le bourg de Beaumont-sur-Oise³, où l'abbé d'Auvergne vint le voir les 4 et 5 avril ; puis, par Breteuil, il atteignit Abbeville. Cette ville étant un important prieuré de l'ordre de

¹ Lettre du 3 avril : Aff. étr., vol. FRANCE 1173, fol. 66 ; imprimée dans le recueil de juillet 1710 déjà mentionné.

² Ainsi, point de passage, cette fois, par Osny, comme l'a supposé feu M. Reyssié, peut-être sur la foi d'un des récits de Saint-Simon (éd. nouvelle, t. XX, p. 363).

³ Le prince de Conti en avait acheté la seigneurie depuis 1705, à cause du voisinage de l'Isle-Adam.

Cluny, il y fit un séjour assez long, jusqu'au 30 avril pour le moins ¹.

Évidemment, son dessein était dès lors de sortir du royaume, d'échapper au joug de surveillance continue qu'on lui avait imposé durant trop longtemps déjà. Non pas, croyons-nous, qu'il s'y fût résolu dès 1708, à la Ferté-Vidame, comme l'a supposé Saint-Simon (par gloriole de dater de son propre toit un événement aussi considérable ²), ni non plus, comme le cardinal lui-même tint à l'expliquer à son ami Fénelon ³, que l'idée lui en fût venue, inopinément, en une soirée; mais on conçoit qu'un esprit surexcité, ulcéré depuis dix ans, déséquilibré, ne voyant plus aucune chance de rapatriement malgré les atténuations partielles de 1706 et 1709, ait envisagé peu à peu comme seul salut possible l'émigration, soit à Rome, pour jouir du décanat, et peut-être même monter au rang suprême, soit de l'autre côté de nos frontières du nord-est occupées par les forces de l'alliance ennemie du Roi, avec l'espoir que les parentés allemandes et hollandaises de la maison de Bouillon lui faciliteraient un rôle dans le conflit européen, peut-être aussi une revanche contre le royal persécuteur à qui il souhaitait naguère un centenaire glorieux.

Une décision si grave comportait bien des préparatifs, des mesures préliminaires. N'est-ce pas en vue du *transfugium* que, dès décembre 1709 ⁴, il avait convié l'abbé de Choisy, cet ami de trente-quatre ans, ce commensal aussi utile et sûr qu'amusant, à négocier quelque pension alimentaire, à caser sa bibliothèque et à unir pour toujours leurs deux existences, quoique sa propre fortune à lui, cardinal, fût singulièrement réduite, et qu'il ne

¹ R¹ 65, vi^e cahier, n^o 134-143. De là, le 27, il écrit aux duchesses de Nevers et de la Ferté pour qu'elles intéressent M. et M^{me} du Maine à une affaire de réparations à exécuter au prieuré de Monbertoud, en Dombes. Il s'y fit envoyer par le P. de Monthiers tout un assortiment de cartes montées sur toile (R¹ 65, vi^e cahier, n^o 79), sans doute pour préparer son itinéraire.

² *Mémoires*, t. XVI, p. 123 : « J'ai lieu de croire, mais sans en être certain, que ce fut l'époque de la résolution qu'il exécuta près de deux ans après, parce qu'il lui fallut tout ce temps pour arranger dessus toutes ses affaires. » Cf. t. XX, p. 363.

³ Lettres du 13 mai et du 9 octobre 1710, accompagnées des pièces qui montraient comment une persécution portée au comble l'avait acculé à un acte de désespoir.

⁴ Lettres de Choisy appartenant maintenant au Musée britannique, mais publiées dans le tome XIV du *Cabinet historique*, p. 146-149.

menât plus à sa suite qu'une douzaine de gens de service, avec vingt chevaux ou mulets pour tout équipage? En dehors de Baluze et des deux bénédictins, Choisy était le seul défenseur, incompétent il est vrai, anonyme il est vrai encore, qui se fût risqué à intervenir dans la furieuse polémique de 1698 sur les titres de Brioude. Leur amitié durait depuis si longtemps! Aussi, à la même époque, lui avait-il conféré un prieuré de trois mille livres, en même temps qu'au prince Frédéric celui de Sauxillanges, et le prieuré de Longpont-sous-Monthéry à l'abbé Bignon, sur qui il comptait alors pour se maintenir favorables les deux Pontchartrain ¹.

La lettre citée plus haut, du 3 avril, où il annonçait sa résolution de n'aller ni à Pontoise ni à Osny et adressait au P. de La Rue cette phrase ² : « Je vous fais mes adieux en partant pour aller je ne sais où encore ; je ne compte plus revoir votre aimable maison (de Pontoise), que je me suis privé de voir quoique ce désir fût le principal motif que j'avois d'y passer et d'y aller coucher, » est bien significative. Et nous pouvons constater l'exactitude de ce que dit Saint-Simon ³, qu'après avoir, depuis un certain temps, économisé sur les revenus de ses bénéfices (il en tirait quelque deux cent mille livres par an) et du patrimoine qui lui restait, ou même cédé tout ce qu'il put négocier de sa « légitime » soit avec les banquiers, soit avec ses neveux ⁴, pour mettre à l'abri ces réserves destinées à parer aux « futurs contingents ⁵. » Enfin, le 21 avril, il conféra à son neveu Frédéric, devenu prieur de Sauxillanges, les pouvoirs de vicaire général de Cluny ⁶.

Le séjour à Abbeville, si proche de la frontière, ne manqua pas d'attirer l'attention du Roi et du Conseil, et personne ne dût être surpris lorsqu'on apprit que l'un des familiers les plus intimes du cardinal, le jésuite de Monthiers ⁷, bien connu pour

¹ A. N., R³ 65, v^r cahier, et R³ 66, cahier de Cluny. On fit des vers satiriques sur ce don à l'abbé Bignon ; mais il sut ne pas se compromettre et le Roi agréa qu'il fût élu doyen de Saint-Germain l'Auxerrois en juillet 1710.

² Ci-dessus, p. 462-463.

³ *Mémoires*, t. XX, p. 9-11 et 86.

⁴ R³ 65, v^r cahier, n^o 98 et 108, et v^r cahier, n^o 13-14.

⁵ On verra plus loin ce qu'il advint des réserves d'argent, de titres ou de papiers qu'il avait cru pouvoir faire passer par Rouen en pays étranger.

⁶ Aff. étrangères, vol. Rome 507, fol. 193 ; *Gallia christiana*, t. II, col. 376.

⁷ *Saint-Simon*, t. XX, p. 40.

être son émissaire ordinaire auprès de certains princes allemands ¹, venait de partir en mission secrète.

Le samedi 3 mai, dit Torcy ², le Roi, entrant dans l'appartement de M^{me} de Maintenon à son retour de la messe, m'appela, et Sa Majesté me dit qu'Elle savoit que le cardinal de Bouillon avoit envoyé depuis quelques jours un jésuite au prince d'Auvergne, son neveu; qu'Elle croyoit que c'étoit à dessein de conserver les terres dépendantes de ses abbayes en Flandre et en Artois, mais qu'Elle imaginoit seulement cette raison, sans en être informée; qu'il étoit extraordinaire que le cardinal de Bouillon, ayant dit qu'il alloit à Lyon, fit un long séjour à l'abbaye de Saint-Riquier, les ennemis assiégeant Douay; qu'il étoit encore plus extraordinaire qu'il eût envoyé à leur armée sans en avoir demandé et obtenu la permission de Sa Majesté, et véritablement une démarche aussi extraordinaire ne pouvoit être excusée. Le Roi délibéra ensuite s'il ne conviendrait pas de le laisser passer à Rome plutôt que de le retenir dans le royaume, et Sa Majesté me demanda mon avis. Je dis que la seule considération qui me retiendrait étoit de considérer que ce seroit une espèce de triomphe pour le cardinal de Bouillon que de retourner dans le lieu même où il avoit manqué à l'obéissance qu'il devoit aux ordres de Sa Majesté; que, cette raison cessant, je n'aurois nulle peine à le faire passer à Rome; que, s'il vouloit obtenir le pardon de ses fautes passées, il s'efforceroit de bien servir pour les faire oublier; qu'il en auroit les moyens, se trouvant le doyen des cardinaux : j'omis de dire : *et de toutes les congrégations*; que d'ailleurs M. le cardinal de la Trémoille l'avoit demandé, espérant d'en être utilement secouru pour le bien du service; que, s'il s'oublioit assez pour agir contre les intérêts de Sa Majesté, les ennemis étoient si puissants à Rome, que le cardinal de Bouillon de plus augmenteroit peu leur crédit.

Le Roi parut pencher à le renvoyer; cependant Sa Majesté remit encore à décider quand Elle auroit pensé davantage sur cette affaire, et Elle me commanda d'y faire réflexion de [mon] côté, protestant avec beaucoup de sincérité qu'Elle ne vouloit personnellement aucun mal au cardinal de Bouillon; qu'Elle s'étoit crue obligée de faire ce qu'Elle avoit fait contre lui, n'ayant agi que par l'avis de son Conseil, et particulièrement lorsqu'Elle lui avoit ôté l'ordre du Saint-Esprit, à quoi Elle n'avoit pas pensé d'Elle-même.

En quittant Ormesson, le cardinal avait prévenu l'évêque

¹ Lettre inédite de Bourdaloue au cardinal de Bouillon, publiée en 1899 par le feu P. Chérot, p. 53; correspondance avec le cardinal, dans le vi^e cahier du carton Rⁿ 65.

² Son *Journal*, p. 174-175.

de Fréjus, Fénelon ¹ et le maréchal de Villars ² que son intention était de retourner en Lyonnais, mais seulement après être allé, par la route de Picardie, jusqu'à son abbaye de Vicoigne ³, comprise dans son permis de circulation, tandis que la ville d'Arras et l'abbaye de Saint-Vaast, qu'il appelait sa « mère nourricière, » lui étaient interdites ⁴. Il prétendait avoir partout des réparations à décider et des affaires à régler, mais, sans doute, comptait faire la collecte des revenus. Ses correspondants, sans cependant se douter de ses vraies intentions, s'inquiétaient de le voir s'engager dans un pays frontière inondé de partis ennemis, et « d'amis pires que les ennemis ; » car les négociations de Gertruydenberg n'avaient pas interrompu le cours des hostilités, et, précisément, son propre neveu le prince d'Auvergne, déserteur et transfuge depuis cinq ans, commandait de ce côté-là un corps d'armée hollandais.

A tous, il répondait qu'après un court arrêt aux lieux où sa présence était réclamée, on le verrait rebrousser chemin ou vers la Normandie ou vers le Lyonnais ⁵. Le sort était jeté.

Parti de l'abbaye de Saint-Riquier pour Arras le 19 mai, obligé de s'arrêter à la nuit, dans Avesnes, où un parti des alliés faillit le prendre, reparti de là, à trois heures du matin, pour Saint-Vaast, mais averti que la ville d'Arras était entourée de corps de cavalerie allemande, il envoya demander au généralissime de cette armée, le prince Eugène, neveu de sa belle-sœur, un passeport qui lui permit de gagner Vicoigne ; aux troupes hollandaises un autre passeport, un passavant, et enfin une escorte au commandant français de la place d'Arras. Cela se faisait journellement pour circuler entre les armées.

Le 22 mai fut pour lui un de ces jours fatidiques dont il se plaisait à ressasser le souvenir. Le matin, ayant reçu par son neveu d'Auvergne le passeport demandé, avec autorisation de prendre une escorte allemande, il signa deux lettres au Roi et à Torcy par lesquelles il rompait avec la France, y joignit la croix

¹ *Œuvres de Fénelon*, éd. Lebel, t. XXV, p. 270-273 ; lettre du 12 mai : R^e 65, vi^e cahier, n^o 128.

² Lettre du 13 mai citée par le marquis de Vogüé.

³ Abbaye de Prémontrés, située entre Valenciennes, Saint-Amand et Condé-sur-Escaut.

⁴ Il avait Saint-Vaast et Vicoigne depuis plus de trente ans.

⁵ R^e 65, vii^e cahier, n^o 2, 11, 17, 19.

et le cordon du Saint-Esprit portés sous ses habits depuis 1700, déposa le tout sur sa table, comme son neveu l'avait fait en 1702, et monta en litière pour gagner Vicoigne par la voie la plus directe, c'est-à-dire.... par le camp du prince Eugène et sous l'escorte de quelques-uns de ses cavaliers. Son neveu le prince d'Auvergne le rencontra à mi-chemin ¹.

C'est à la suite d'une visite à son oncle — Saint-Simon dit même sur son instigation, — que ce « gros garçon, » sans valeur propre et sans avenir en France, était passé, en 1705, à l'armée hollandaise, « comme un cavalier, » dans l'espoir que ses parentés avec les Nassau par la maréchale de Bouillon, sa trisaïeule, avec les Hohenzollern par sa mère, le porteraient vite aux grands emplois, qui sait même ? au stathoudérat. « Les ² chimeres de son oncle l'avoient séduit. Il voyoit trois fils au duc de Bouillon ; il pouvoit être dangereux de trop multiplier une suite de cadets, dont le rang de prince étranger pourroit fatiguer, et qui seroit mal soutenu par des établissements.... Il préféra la voie de la désertion à toute autre d'aller s'établir en Hollande. »

L'oncle et le neveu ne s'étaient pas vus depuis 1705, mais entretenaient correspondance, et la scène de désertion avait été concertée entre eux, peut-être depuis des semaines ; il y avait même eu, dit-on, une conférence dans Arras, et le comte de Lisle, commandant de cette place, si voisine des avant-postes des alliés, eût dû s'assurer de la personne du cardinal, « au risque de méprise ³. »

L'oncle et le neveu étaient désormais dignes de marcher de pair. Après leurs premières effusions, on vit paraître un troisième transfuge et déserteur de l'armée royale, le prince Eugène de Savoie, qui commandait tout proche le camp de Flines. Puis, tous les trois, dans le même carrosse, gagnèrent le quartier général, où se firent les présentations ; on dina, et le généralissime fit accepter son propre logement à l'Éminence. Marlborough, commandant de l'armée anglaise, avait envoyé des excuses par le fils du duc de Schönberg ; il ne vint que le lendemain pour dîner chez le prince d'Auvergne avec Eugène. Le

¹ Voir les récits des gazettes, de Dangeau, de Sourches, de Saint-Simon, etc.

² *Saint-Simon*, éd. nouvelle, t. X, p. 249-250.

³ Lettre de ce commandant : Dépôt de la guerre, vol. 2224, n° 75, 4 juin.

même jour 24, la visite lui fut rendue, et il reçut le cardinal « de la même manière qu'il auroit reçu la reine de la Grande-Bretagne. » Après quoi on alla chez les députés des États Généraux et chez le comte de Tilly, général de leur armée. Comme bien on pense, les correspondants des gazettes de Hollande recueillirent et expédièrent dans toute l'Europe les premières explications de l'éminentissime transfuge : « Las de tous les mauvais traitements qu'il a reçus en France pendant plus de dix ans, il a résolu de passer le reste de ses jours en repos, sans prendre aucun nouvel engagement, et de sacrifier deux cent mille livres de rente pour acquérir la tranquillité. Il se rendra à la Haye, puis à Rome après les chaleurs ¹. »

(A suivre.)

A. DE BOISLISLE.

¹ *Gazette d'Amsterdam*, n° XLII-XLIV.

LES
BRIGANDAGES MARITIMES
DE L'ANGLETERRE
SOUS LE RÈGNE DE LOUIS XV

D'après les Archives nationales et des documents inédits

(Suite)

VI.

Appréciations des puissances étrangères sur l'attentat de Boscawen. — Étrange silence de l'Espagne. — Départ des ministres français de Londres et de Hanovre. — Épisode du *Blankford*. — Longanimité exagérée de Louis XV.

Nous avons vu le premier ministre de George II exprimer, dans une lettre antérieure au 8 juin, la juste crainte que l'attaque de la flotte française avant toute déclaration de guerre ne fût considérée « comme un manquement à la bonne foi. » En effet, c'est bien l'appréciation que formulèrent à cette occasion la presque totalité des puissances étrangères, et les correspondances officielles témoignent sans ambages de l'indignation soulevée par l'attentat de Boscawen. Parmi tous ces documents, nous n'en prendrons avec intention qu'un seul, celui qui émane d'un diplomate peu enclin à la bienveillance à notre égard. « Telles sont en gros, écrit de Compiègne Knyphausen ¹ à Frédéric II à la nouvelle de la capture des vaisseaux français, les particularités que l'on a apprises touchant cet acte d'hostilité qui porte tous les caractères de la trahison la

¹ Chargé d'affaires de Frédéric II à Paris.

plus odieuse et la plus marquée ¹. » Dans ce concert de malédictions contre l'Angleterre, une seule puissance reste muette : l'Espagne. Ce silence d'un pays si étroitement uni au nôtre fait scandale. Tout au long d'un mémoire dressé spécialement pour le cabinet de Madrid, Louis XV avait dépeint à Ferdinand VI l'entreprise des Anglais « un attentat capable de replonger les nations de l'Europe dans l'état de barbarie où la force faisait seule la loi ². » Depuis quarante ans, aucune puissance plus que l'Espagne n'avait eu à souffrir de l'Angleterre. Elle qui poursuivait péniblement la restauration de sa marine, ne devait-elle pas craindre des méfaits de ce genre ? Qu'elle se joignit à la France, les deux flottes réunies pourraient rendre au pavillon britannique les humiliations précédemment subies. Mais le très pacifique Ferdinand VI n'entrera point dans les vues de notre gouvernement. Voilà longtemps que l'énergie de la vieille Espagne est chose morte. Elle ne renaitra plus. Tout ce que fera le cabinet de Madrid, durant la longue période des différends anglo-français, sera d'inviter le chevalier d'Abreu, son ministre à Londres, à s'entendre avec son collègue portugais ³ pour se poser en médiateurs. Par droit de conquête, Gibraltar appartenait aux Anglais depuis 1704. Hormis la restitution de celle forteresse qu'elle espérait récupérer par les seules négociations, tout semblait aujourd'hui indifférent à l'Espagne, et la terre du Cid, le pays par excellence des sentiments généreux et chevaleresques, nous donnait un avant-goût inattendu du monstrueux égoïsme qui, lors de la guerre de l'indépendance des États-Unis, devait paralyser les succès de nos armes.

La nouvelle de l'acte du 8 juin avait déconcerté le gouvernement de Louis XV, dont la politique immuable vis-à-vis de l'Angleterre consistait à gagner du temps. Or, ne fût-ce que pour céder à l'opinion publique, il lui fallait à l'instant adopter un parti ayant les apparences de la fermeté et sauvegarder l'honneur du royaume. Le 18 juillet, ordre était expédié au duc de Mirepoix, ambassadeur à Londres, et à M. de Bussy, ministre plénipotentiaire à Hanovre, de quitter immédiatement leurs postes sans prendre congé, ce que nos diplomates exécutaient

¹ Knyphausen à Frédéric II, 20 juillet 1755.

² *La vie privée de Louis XV*, t. III.

³ Don Luis d'Acunha.

aussitôt. On put voir alors jusqu'où atteignait la duplicité des ministres anglais. Newcastle accablait depuis quelques jours Mirepoix de ses protestations, lui insinuant « que ces hostilités ne pouvaient être le résultat que d'un malentendu qui ne devait point rompre les négociations ¹. » Les billets les plus courtois s'échangeaient ². Mais aussitôt Mirepoix parti, le cabinet de Londres changeait de ton. Il expédiait un courrier pour rappeler son ministre à Paris, osant se plaindre de l'exode précipité de l'ambassadeur de France. « On ne croirait ce fait qu'avec peine, ajoute l'auteur contemporain auquel nous empruntons ces détails, s'il n'était incontestable ³. »

A cette même date, Louis XV écrivait au duc de Penthièvre pour lui prescrire de faire arrêter tous les navires anglais se trouvant dans les ports du royaume, et ordonnait au successeur du peu regretté Macnémara, le comte du Guay, de sortir de Brest avec sa flotte pour combattre les vaisseaux britanniques ⁴.

Ici se place un épisode bien typique, établissant un contraste frappant entre les façons d'agir de deux peuples. Au retour d'une croisière stérile d'un mois sur les côtes de Portugal, une des découvertes de du Guay réussit à capturer la frégate anglaise *Blankford*, qui est amenée à Brest, le 3 septembre. Louis XV, informé, juge peu politique et indigne de lui de considérer une aussi maigre prise comme régulière. En conséquence, il ordonne de la reconduire en Angleterre « dans le même état où elle s'était trouvée au moment où elle s'était rendue ⁵, » ce qui fut immédiatement exécuté. Le 29 du même mois, le *Blankford* entra à Plymouth, ayant à bord sir Lidleton, gouverneur de la Caroline du sud, capturé avec cette frégate ⁶. Le capitaine anglais et Lidleton avaient été si pressés de profiter de notre

¹ *Parallèle de la conduite des Carthaginois à l'égard des Romains....*, par Séran de La Tour.

² «.... Le chevalier Robinson m'ayant dit hier que milord (Newcastle) et lui en avaient reçu (de Mirepoix) deux lettres fort polies.... » De Perron au roi de Sardaigne, 24 juillet 1755. *Record office*, Londres.

«.... Jamais n'ai-je eu à traiter avec un ministre de votre droiture, de votre politesse, de votre façon noble d'agir.... » Newcastle à Mirepoix. Cité par Waddington dans *Louis XV et le renversement des alliances*.

³ *Parallèle de la conduite des Carthaginois à l'égard des Romains*.

⁴ A. M. B^e 68.

⁵ Notes du chevalier du Dresnay des Roches. *Archives départementales du Finistère*.

⁶ Collection de la *Gazette de France*.

générosité que, lors du départ de Brest, ils ne s'étaient nullement préoccupés d'un officier et de vingt-neuf matelots malades en traitement à l'hôpital de Rochefort. Le gouvernement de Louis XV entendait accomplir sans restriction son acte généreux. Aussi, dès que les trente sujets de George II furent transportables, fit-il armer une frégate pour les reconduire dans un port britannique. Comment le capitaine français fut-il accueilli à son arrivée à Plymouth ? Le chevalier du Dresnay des Roches ¹ va nous le dire. « On y parut moins sensible à la bonté du maître qui l'envoyait qu'étonné du bonheur qu'il avait eu de traverser la Manche sans être insulté, attaqué et pris par les vaisseaux anglais qui y croisaient dans le seul dessein de remplir cet objet en toute rencontre, sans aucun égard et sans aucune exception. On n'osa point cependant l'arrêter dans ce moment. Mais que fit-on ? On le pria de ne pas entrer dans le port ; on reçut les hommes qu'il avait amenés ; on lui annonça qu'il serait sûrement pris à son retour en France. Et, pour assurer la prédiction, tandis qu'on répondait par de semblables propos au service qu'il venait de rendre, on envoyait au dehors deux fortes frégates pour le prendre, ou peut-être, à la manière carthaginoise, le couler bas. Elles le rencontrèrent effectivement dès le lendemain matin, au point du jour. Elles le poursuivirent avec d'autant plus d'ardeur que, vraisemblablement, elles le reconnaurent. Mais ce fut inutilement. Il entra en leur présence dans un port où il se mit à l'abri de leur supériorité ². » Nous nous garderions d'ajouter aucun commentaire à ce récit.

La générosité inconsidérée de Louis XV n'avait pas encore atteint son apogée. Apprenant que l'escadre de l'amiral Byng croise dans la Méditerranée, le cabinet de Versailles envoie l'ordre à Toulon de pourvoir à tous ses besoins, si elle relâche aux îles d'Hyères ³ !

On demeure confondu devant de pareils faits : inconscience et cynisme, d'une part ; de l'autre, inlassable générosité. En dépassant la mesure, le roi de France manquait d'ailleurs son but.

¹ Du Dresnay des Roches, « le cadet. » G. 1734, C. 1757, C. E. 1776. Une action d'éclat accomplie en 1747 lui avait valu la croix de Saint-Louis à l'âge de vingt-neuf ans, chose extrêmement rare. A. M. Dossier du Dresnay.

² Notes du chevalier du Dresnay des Roches. *Archives départementales du Finistère*.

³ *La vie privée de Louis XV*, t. III.

Son excessive mansuétude fut qualifiée comme il convenait par les hommes d'État de tous les pays. « Les Anglais, note le marquis d'Argenson à la date du 22 septembre, nous prennent tous nos navires marchands et ne savent plus qu'en faire dans leurs ports. » Et le célèbre diplomate ajoute mélancoliquement : « De notre côté, nous brillons par une excessive équité et générosité ¹. » La grave et officielle *Gazette de France* ose, dans ses nouvelles de Londres, rappeler un propos de Zohrern, l'ambassadeur d'Autriche : « A quoi sert d'être bon comme cela ? » Dans une lettre où il apprend à son maître le retour inattendu du *Blankford* à Plymouth, le chargé d'affaires de Prusse à Londres s'exprime ainsi : « Cela n'empêchera pas ces gens-ci d'aller leur train en avant ; au contraire, ils seront charmés qu'on les laisse prendre sans risque tous les vaisseaux français qu'ils pourront rencontrer en mer ². » Ce même diplomate écrira quelques jours après : « Une déclaration de guerre contre la France est une démarche assez peu essentielle dans le moment présent, puisqu'on continue de faire autant de mal aux Français que si l'on était en rupture ouverte avec eux ³. » Quant au résident prussien à Paris, il émettra des commentaires plus sévères pour nous : « Les effets de cette nouvelle politique, qui présente un enchaînement de phénomènes aussi ridicules qu'humiliants pour la France, n'ont pas été avantageux jusqu'à présent à la nation ⁴. »

Reproches mérités que, certes, nos voisins d'outre-Manche ne se mettraient point dans le cas d'encourir ! Notre système du fameux mais naïf « Après vous, messieurs les Anglais ! » leur profitait, et il n'était pas dans leur politique ni dans leur caractère de nous payer jamais de retour. On peut méditer, à ce sujet, ce qu'il arriva, trois ans plus tard, au capitaine du *Belliqueux* ⁵.

¹ *Mémoires du marquis d'Argenson.*

² Collection de la *Gazette de France.*

³ Michell à Frédéric II. Cité par Waddington.

⁴ Michell à Frédéric II.

⁵ Knyphausen à Frédéric II.

⁶ Le 27 octobre 1758, à la suite d'un combat soutenu par la division du Chaffault contre une escadre anglaise, près d'Ouessant, M. de Martel, capitaine du *Belliqueux*, s'égare et a l'incommensurable naïveté de se réfugier, le 1^{er} novembre, dans le port de Bristol, où on le traite en prisonnier. Il adresse alors aux lords de l'amirauté la lettre suivante : « Affalé sur vos côtes par

VII.

Arrivée des renforts français en Amérique. — Le blocus de Louisbourg.
— Désastre de Braddock à Will's Creek. — Mœurs canadiennes. —
Continuation des brigandages de Boscawen. — Le *Saint-Michel* et le
Wingard. — L'affaire de l'*Opiniâtre*.

Plus heureux que ne le fut récemment un amiral russe dans des circonstances analogues, le vieux du Bois de La Motte avait en somme réussi dans sa mission, puisqu'il avait pu gagner les côtes de la Nouvelle-France avec seize vaisseaux sur dix-huit. Le chef d'escadre Périer de Salvert ¹ entra en rade de Louisbourg le 14 juin, et renforçait de deux bataillons la garnison de cette place, pendant que du Bois de La Motte lui-même remontait le Saint-Laurent et déposait à Québec le baron de Dieskau et les troupes destinées au Canada. Ce n'était pas sans peine que nos vaisseaux avaient évité l'Anglais. Le 6 juin, notamment, Boscawen, découvrant l'escadre française, avait arboré le signal de chasse, et « il n'est pas douteux, relate Périer de Salvert, que ces vaisseaux ne nous eussent attaqués, s'ils avaient pu nous joindre 2. »

Le 15 juin, Boscawen, ceint déjà de ses douteux lauriers, avait fait son apparition sur les côtes de l'île Royale. Le 21, son escadre se forme en bataille, « comme si elle va brusquer l'entrée de la rade de Louisbourg. » A partir de cette date, elle restera constamment en vue de la place, la bloquant et donnant la chasse aux navires français. Tous ceux qu'on capture sont amenés à Halifax, où les Anglais les déclarent uniformément

des vents forcés et contraires, manquant totalement de vivres, je n'ai point balancé à venir dans vos ports vous y demander des secours qui me sont absolument nécessaires pour me remettre en mer. J'ai cru y être autorisé par l'exemple d'une de vos frégates qui, se trouvant, la dernière guerre, dans une position pareille à la mienne, vint mouiller dans la rade de Brest, à qui l'on fit fournir généralement tout ce dont elle pouvait avoir besoin et qu'on laissa suivre sa destination sans aucun obstacle. Vous devez penser que la réception différente, qu'on m'a faite ici, me traitant comme prisonnier, n'a pas eu peu lieu de me surprendre. » L'état-major du *Belliqueux* fut détenu six mois prisonnier, jusqu'à un échange. La Clocheterie, le futur héros de la *Belle-Poule*, servait comme enseigne à bord du *Belliqueux*. A. M. B⁴ 80.

¹ G. 1705, E. 1721, L. 1730, C. 1741, C. E. 1752. A. M. Dossier Périer.

² Périer de Salvert au ministre, 15 juin 1755. A. M. B⁴ 68.

« de bonne prise » et les vendent à leur profit ¹. A nos plaintes, Boscawen daigne parfois répondre que la guerre est déclarée. Et ce n'est qu'en faisant passer de fausses indications et en saisissant les vents favorables qu'on peut échapper à « ces incommodes surveillants ². » Ne comprend-on pas les tristesses que durent alors éprouver des marins expérimentés et conscients de leur valeur, réduits par la faiblesse de leur armement et la pusillanimité de leurs instructions à éviter, à fuir devant les escadres anglaises, ou à assister impuissants aux abus de force de rivaux nullement gênés par les scrupules ? Les marins de Boscawen, nous disent les documents officiels, « étendent leur mauvaise humeur sur les caboteurs et les chaloupes de pêche. Ils en ont pris, ils en ont coulé à fond, et plus que tout cela, ils ont eu la barbarie de faire conduire un détachement de leurs sauvages à terre, qui ont levé la chevelure à de misérables pêcheurs ³. » Cette « mauvaise humeur » des Anglais, se faisant aider dans leurs entreprises par leurs sauvages, découlait sans doute des événements qui venaient de se passer au Canada. Là, nos rivaux avaient eu le dessous et avaient en outre éprouvé, à leur détriment, la cruauté des peuplades indigènes.

Depuis le printemps, les Anglais rassemblaient de nombreuses troupes dans leurs possessions de l'Amérique septentrionale, avec le dessein non déguisé de nous chasser du Canada. En juin, la colonne chargée d'opérer par l'Acadie s'emparait des forts de Beauséjour et de Gasparaux. Le 8 de ce mois, le jour même où Boscawen s'illustrait de la façon que l'on sait, le général Braddock se mettait en marche contre le fort Duquesne. Il allait comme en une promenade militaire, délibérément, sans mystère, insoucieux de toute prudence. A en croire les nouvelles venues du Canada, les Anglais comptaient tellement sur le succès « qu'ils avaient amené des femmes pour former un établissement, et que les chefs qui les commandaient avaient porté leur vaisselle d'argent ⁴. » Prévenu par ses espions, Contrecoeur, commandant du fort Duquesne, faisait partir, dans la nuit du 8 au 9 juillet, M. de Beaujeu avec deux cent cinquante

¹ Collection de la *Gazette de France*.

² Périer de Salvert au ministre, 10 octobre 1755. A. M. B¹ 68.

³ Id.

⁴ Extrait d'une lettre de Québec, du 13 août. A. M. B¹ 68.

Français seulement et six cents sauvages. Le jour suivant, Braddock tombait à Will's Creck dans une embuscade. Le désordre se mettait dans ses rangs et bientôt ce n'était plus qu'une boucherie ¹. Les Anglais essayaient un véritable désastre. Braddock, après s'être défendu en héros et avoir eu cinq chevaux tués sous lui, restait sur le carreau avec le jeune Shirley, fils du gouverneur de la Virginie, quinze cents des siens, ses pavillons, son convoi, sa caisse et la plus grande partie de son artillerie. De notre côté, nous n'avions à déplorer que la perte de quarante-trois hommes, dont, il est vrai, le commandant du détachement, le brave Beaujeu ². Si un doute eût subsisté jusqu'ici sur la réalité des ordres donnés à ses officiers généraux par le cabinet de Londres, il disparaissait aujourd'hui. Car on trouvait sur l'infortuné Braddock la minute des instructions reçues à son départ d'Angleterre, en sa qualité de commandant en chef de toutes les troupes de Sa Majesté britannique dans l'Amérique septentrionale ³. Il devait envahir le Canada, tout à la fois par les frontières de l'Acadie, du côté de la Belle-Rivière, par le lac Champlain et par le lac Ontario. La première partie de ce plan avait été consommée par la prise des forts de Beauséjour et de Gasparaux; la seconde venait d'échouer lamentablement à Will's Creck.

On mandait de Québec, à propos de ce combat : « Ce qui est aussi avantageux que la défaite des Anglais, c'est que les cinq nations qu'on n'avait pu déterminer à se décider pour nous sont venues, sur la nouvelle de cet événement, jurer l'alliance à M. de Vaudreuil, et prendre la hache en notre faveur ⁴. » Dans cette lutte de deux nations rivales en Amérique septentrionale, quelle importance devait-on attacher à l'alliance des tribus indigènes, et comment celles-ci comprenaient-elles les lois de la guerre? En dehors des émouvants et romanesques récits de Fenimore Cooper et de Gustave Aimar, nous pouvons nous en faire une idée par les relations des contemporains. Écoutons à ce sujet un marin de Louis XV, mêlé aux événements qui se déroulaient alors en Amérique : « Ce n'est pas, écrit M. de Parscau ⁵,

¹ Extrait d'une lettre de Québec, du 13 août. A. M. B⁴ 68.

² Id.

³ Collection de la *Gazette de France*.

⁴ Extrait d'une lettre de Québec, du 13 août. A. M. B⁴ 68.

⁵ Né 1725, G. 1743, L. 1766, C. 1772, C. E. 1784, † 1786. De Bretagne. Fils

que nous ne pourrions nous passer fort aisément de l'appui des sauvages, à ce que je pense, puisqu'ils sont plus à charge qu'ils ne sont utiles. Mais comme il n'y a pas de milieu entre les avoir pour nous ou contre, il a toujours été pour nous d'une extrême conséquence de les attirer et de les déterminer en notre faveur. Les Anglais, auxquels cela aurait été encore plus facile qu'à nous, n'ont pas eu cette politique. Au contraire, ils les ont si fort aliénés par de mauvais traitements et par plusieurs trahisons, ce que jamais les sauvages ne peuvent oublier, qu'ils se sont fait de la plupart d'entre eux des ennemis implacables, et avec lesquels ils n'auront jamais de paix, au moins sincèrement ¹. » Une tribu, entre autres, celle des *Loups*, avait été trompée et maltraitée par les Anglais. A Will's Creek, elle montra comment elle savait se venger. Consultons encore M. de Parscau : « Le général anglais Braddock avait une maîtresse qui était une des plus belles créatures qu'on pût voir. Elle l'avait suivi à l'affaire du Fort Duquesne. Elle monta sur un cheval pour s'enfuir, quand elle vit la déroute et la mort de son amant. Deux cadets de la colonie, qui étaient à sa poursuite, l'arrêtaient, et ils la ramenaient, quand ils firent la rencontre d'un parti de sauvages, d'une tribu nommée les *Loups*, qui poursuivaient aussi les fuyards. Ils dirent aux cadets que cette proie leur appartenait et qu'il fallait la leur céder. Ceux-ci voulurent résister, mais on les menaça de leur enlever leur chevelure s'ils faisaient la moindre difficulté. Ils furent contraints, pour sauver leur tête, d'abandonner aux sauvages cette malheureuse. Dès qu'elle fut en leur puissance, ils commencèrent par assouvir leur bestialité, et tous jouirent d'elle l'un après l'autre. Ensuite, ils l'attachèrent toute nue à un arbre et ils s'exercèrent, avec des arbalètes, à tirer sur un but qui venait de rassasier leurs désirs infâmes. Quand la malheureuse eut expiré, on la coupa en quatre quartiers qu'on fit bouillir dans une chaudière, et ils la mangèrent et en burent le bouillon ².... »

d'un compagnon d'armes de Duguay-Trouin. Il avait deux frères dans la marine. L'un de ceux-ci fut en 1758 glorieusement tué dans l'Inde. Lui-même eut une page brillante pendant la guerre d'indépendance des États-Unis. Il eut deux fils dans la marine royale. L'un de ces fils fut beau-frère de Chateaubriand. A. M. Dossier Parscau.

¹ *Journal inédit de M. de Parscau. Archives particulières du comte de Parscau du Plessis.*

² Journal cité ci-dessus.

La longue préméditation de leurs agressions dûment prouvée par les papiers de Braddock, les Anglais ne se déconcertent point. En réponse aux coups de canon tirés sur les côtes canadiennes par nos vaisseaux, en signe de réjouissance pour le succès de Will's Creck, Boscawen redouble d'activité dans ses croisières. A lui-même et aux amiraux Mostyn et Holbourne, il réserve la surveillance des côtes de l'Île Royale et du Canada, puis il ordonne au commodore Rous de partir avec une petite flottille pour détruire nos pêcheries de Terre-Neuve. Le 14 septembre, Rous rentre à Halifax, après avoir brûlé les habitations, les hangars et les bateaux de cinq havres visités, pris quatre bâtiments chargés de poissons et enlevé cinquante-sept habitants, pour la plupart femmes et enfants ¹. Avant la fin du mois, Boscawen, ce très fidèle exécuteur des prescriptions de Newcastle, en est à sa centième prise ². Les brigandages de l'Angleterre atteignaient déjà un joli chiffre !

Jusqu'alors, les pirateries de nos voisins d'outre-Manche ne s'étaient pas exercées dans les mers d'Europe. Ici, les vaisseaux des deux nations s'observaient, sans oser encore engager le combat. Le 15 août, M. de Clavel ³, retour de Saint-Domingue à Brest avec le *Saint-Michel*, vaisseau de soixante canons, rendait compte de sa rencontre sur Ouessant, le 11 de ce mois, avec le vaisseau anglais de soixante-dix canons, le *Wingard*, capitaine Biron. Chacun des capitaines avait fait faire le branle-bas de combat, assuré son pavillon, puis les navires s'étaient joints. A la question de Clavel : « Sommes-nous en paix ou en guerre ? » l'Anglais, au lieu de répondre, demandait d'où était le *Saint-Michel* et d'où il venait. Clavel, voulant se montrer accommodant, envoyait à bord du *Wingard* un de ses officiers, Beaussier ⁴, pour continuer plus aisément la conversation. Après l'échange des politesses ordinaires, le colloque suivant s'engageait : « Sommes-nous en paix ou en guerre ? » répétait Beaussier ; et l'Anglais répondait : « Nous ne sommes ni amis ni ennemis.... Nous avons de grands armements en Angleterre....

¹ *Admiralty Records*, Londres.

² Collection de la *Gazette de France* et du *Mercure*.

³ Ce Clavel eut deux fils qui, comme lui, servirent honorablement dans la marine royale où ils devinrent capitaines de vaisseau. A. M. Dossier Clavel.

⁴ Jérôme Beaussier, cousin des nombreux Beaussier qui servaient avec distinction dans la marine de Louis XV. A. M. Dossier Beaussier.

Mon amiral est parti avec une flotte considérable.... » Puis il ajoutait : « Avez-vous des matelots anglais à votre bord ? » Beaussier déclarait sans ambages que non, et faisait à son tour la même question à Biron, qui répliquait impudemment que, « s'il en avait, il les garderait. » Et l'officier français de riposter « qu'il ne doutait pas que son capitaine n'en usât de même, s'il était dans ce cas. — J'ai la force, » s'écriait Biron, à qui Beaussier répondait fièrement : « Mon capitaine se défendra. — Je ne sais, » reprenait le capitaine anglais, qui ajoutait ironiquement : « Mon amiral, que vous trouverez peut-être ce soir ou demain, sera bien aise de savoir des nouvelles des colonies ¹.... » L'aventure du *Saint-Michel* peint une fois de plus l'arrogance des marins anglais, forts du cynisme de leur gouvernement et de la supériorité de leurs canons. De ce récit se dégage néanmoins une pensée consolante. Ne fait-il pas, en effet, songer que c'est précisément dans ces mêmes parages et succédant à un colloque presque identique, que quelque vingt-trois ans plus tard, le célèbre duel de la *Belle-Poule* et de l'*Aréthuse* marquera la fin des humiliations trop longtemps subies ?

Bientôt les marins anglais des mers européennes n'allaient pas s'en tenir, vis-à-vis de nous, à des colloques plus ou moins agressifs. A l'annonce du désastre de Will's Creck, le vice-amiral Hawke, commandant l'escadre de la Manche, recevait l'ordre de courir sus à tous les navires français sans exception. Et cet ordre, l'amiral anglais s'empressait d'en assurer l'exécution. Les bâtiments de pêche eux-mêmes ne trouvaient pas grâce devant lui. Par l'affaire du *Blankford*, nous connaissons les étranges représailles de Louis XV. Nous savons aussi que les Anglais ne s'embarrassaient pas de scrupules. Pourquoi feraient-ils aujourd'hui montre d'une pudeur inconnue ?

Du Bois de La Motte avait, comme nous l'avons vu, déposé son convoi à Québec. Que serait-il resté faire sur les côtes d'Amérique, spectateur désolé et passif des brigandages anglais ? Quand il se reportait aux années passées de sa longue et si active carrière, lui, le vieux combattant de toutes les mers, devait plus qu'aucun autre sentir l'amertume de son impuissance. Des sept vaisseaux de son escadre, un seul, l'*Entrepre-*

¹ Clavel au ministre, 15 août 1755. A. M. B¹ 68.

nant, portait son nombre normal de canons ! Le 25 août, il descendait le Saint-Laurent et faisait voile vers la France où, sans doute, on l'attendait impatiemment, en vue de nouveaux convois à escorter au Canada. Dans cette traversée du retour, puisqu'il en était réduit à éviter l'Anglais, Du Bois de La Motte rusait comme à l'aller et réussissait à faire entrer sa faible escadre indemne à Brest, le 21 septembre. Dès l'annonce à Versailles de son arrivée en France, Du Bois de La Motte recevait le brevet de lieutenant général, juste récompense de ses longs services ¹. Dans cette dernière croisière, l'ultime de sa très féconde carrière, Du Bois de La Motte n'avait pu remporter de victoire. L'on était en paix ; mais quelle paix singulière ! Les marins anglais semblaient tous la comprendre à la façon de Boscawen. Sur Ouessant, la veille de l'entrée au port, l'*Opiniâtre*, capitaine de Moëlien ², avait été chassé par huit vaisseaux britanniques et obligé de soutenir, avec ses vingt-deux canons, un long combat contre une frégate de quarante canons et deux senaux qui furent du reste repoussés. Si nous citons cet épisode, des plus banals en lui-même à cette époque où nos rivaux ont laissé de côté toute feinte, c'est pour faire remarquer qu'un marin devenu célèbre, Guichen, second de l'*Opiniâtre* en 1753, écrira plus tard à propos de ce combat : « M. de Moëlien n'avait rien dit de l'affaire ; cela arrivait tous les jours ³. » Il paraît, en effet, exact que la rencontre de l'*Opiniâtre*, le 20 septembre, ne donna lieu à aucun rapport officiel ⁴. Les agressions anglaises étaient alors une chose tellement courante, qu'à moins de perte de navires, elles passaient inaperçues !

¹ A cette même date, 25 septembre, le futur vainqueur de Minorque, La Galissonnière, était aussi nommé lieutenant général.

² G. 1719, L. 1741, C. 1754. Dans le commandement de ce même vaisseau, le capitaine de Moëlien fut très brillant aux Antilles en 1756 et 1757, dans la division de M. de Kersaint. Rentré en rade de Brest le 12 janvier 1758, l'*Opiniâtre* y sombra ; vingt-quatre heures après. Pour ce fait, Moëlien, malgré de beaux états de service, fut puni d'interdiction temporaire. A. M. Dossier Moëlien. C^o 205.

³ Guichen à son frère La Bothelleraye, 12 décembre 1764. *Archives particulières du comte de Lausanne*.

⁴ A notre connaissance, du moins, il n'en existe point trace aux Archives nationales. Disons cependant que l'historien le plus documenté sur notre ancienne marine, Lacour-Gayet, relate ce combat, en ajoutant même que l'*Opiniâtre* y tira cinq cent vingt et un coups de canon.

VIII.

Le vicomte de Bouville et son état-major. — Combat et prise de l'*Espérance*. — Magnifique conduite de Bouville et de ses officiers en Angleterre. — Les ennuis du gouvernement britannique.

Le 19 septembre, Périer de Salvert, profitant d'un violent coup de vent, sortait de la rade de Louisbourg avec le *Bizarre* (lui-même), le *Défenseur* (Beaussier de l'Isle) et le *Dauphin-Royal* (Montalais). Durant trente heures, cette division était inutilement poursuivie par cinq vaisseaux anglais et réussissait à gagner Brest sans encombre, après une rapide traversée de vingt et un jours. Dans son rapport, Périer de Salvert signalait le *Défenseur* comme s'étant distingué, le 20 septembre, lors de la rencontre de l'escadre anglaise, par une marche supérieure. Et, rééditant à nouveau les justes doléances tant de fois formulées, il ajoutait avec une triste ironie : « C'est un mérite, Monseigneur, dans l'affligeante nécessité où nous sommes depuis longtemps, de fuir à la mer devant les Anglais ou d'en être accablés par le nombre ¹. » De même que son chef, Du Bois de La Motte, Périer de Salvert allait bénéficier des grâces royales. Échapper à l'Anglais, n'était-ce pas, hélas ! un demi-succès pour les escadres de Louis XV ?

Sur la demande du chevalier de Drucourt ², Périer de Salvert avait laissé derrière lui l'*Aquilon* et l'*Espérance* pour concourir pendant un mois à la défense de Louisbourg. Ce dernier vaisseau forçait, le 17 octobre, le blocus de la rade et, par d'habiles évolutions, se déroba à la chasse obstinée des amiraux Mostyn et Holbourne. Malheureusement, quelques jours après, il perdait dans une tempête sa barre de gouvernail et la plus grande partie de sa mâture. Ballotté par les flots d'une mer démontée et pouvant à peine naviguer, l'*Espérance* se trouvait alors dans le golfe de Gascogne, à peu près au point où six mois auparavant le pusillanime Macnémara s'était séparé de Du Bois de La Motte.

Petit-neveu du maréchal de Maillebois et lui-même de très

¹ Périer de Salvert au ministre, 10 octobre 1755. A. M. B⁴ 68.

² G. 1719, L. 1741, C. 1752. Gouverneur de l'Île Royale dès 1754, Drucourt ne rendit Louisbourg aux Anglais, le 27 juillet 1758, qu'après une belle défense.

ancienne noblesse, le commandant de l'*Espérance*, Bouville ¹, servait honorablement depuis trente-quatre ans et, malgré son avancement ordinaire, il jouissait d'une telle réputation professionnelle que les marins les plus distingués ou appartenant à d'illustres familles avaient brigué l'honneur de compter dans son état-major ². On avait vu le lieutenant de vaisseau Rosmadec de Saint-Allouarn ³, déjà célèbre par sa brillante page de Montrose ⁴, décliner le commandement d'une frégate pour servir en second sur l'*Espérance*, et y amener son neveu Saint-Allouarn ⁵. Le jeune comte de Châteaumorand ⁶, apparenté au grand Tourville, n'était monté à bord de ce vaisseau que grâce à ses puissantes relations. De même, d'Albert de Rions ⁷, de la meilleure noblesse de Provence, et aussi le chevalier Le Bègue ⁸, « officier rempli de talents ⁹, » allié aux Choiseul-Praslin et aux d'Hunolstein, fils et petit-fils de premiers ministres et de maréchaux de Lorraine.

Au matin du 11 novembre, l'*Espérance*, qui essayait de gagner péniblement les côtes espagnoles, était aperçue et poursuivie

¹ Louis Jubert, vicomte de Bouville. Cadet d'une ancienne famille de Normandie. Fils d'un intendant de la généralité d'Orléans. Né 1705, G. 1721, E. 1731, L. 1741, C. 1751, C. E. 1764, † 1775. A. M. Dossier Bouville. C⁷ 43.

² Lieutenants : Rosmadec de Saint-Allouarn (le cadet), du Plessis-Botharel, Heussaf d'Ouessant ; enseignes : de Kéridec, d'Albert de Rions, comte de Châteaumorand, Trémigon, chevalier Le Bègue ; gardes : de Mandolz, de Mesgral, Saint-Allouarn, de la Salle-Singo ; chirurgien : Mesgrin.

³ G. 1732, L. 1751, C. 1757. Tué à la bataille des Cardinaux, 20 nov. 1759. A. M. Dossier Saint-Allouarn.

⁴ Faisant partie de la petite flottille qui quitta Dunkerque en novembre 1745 et mouilla à Montrose le 7 décembre suivant, l'enseigne Rosmadec de Saint-Allouarn avait repoussé avec succès plusieurs attaques de Byng. A. M. Dossier Saint-Allouarn.

⁵ Fils de Saint-Allouarn l'aîné, tué comme son frère à la bataille des Cardinaux. G. 1754, L. 1764, il mourut en 1772 au cours de la seconde expédition de Kerguelen aux terres australes. A. M. Dossier Saint-Allouarn.

⁶ Jean-Baptiste-Charles de la Bastide, comte de Châteaumorand, du Limousin. Né 1730, mousquetaire 1740 à 1746, G. 1746, E. 1751, L. 1757. Le 25 oct. 1747, au combat de l'Etandeuère, il était embarqué sur le *Trident*. Mort le 22 oct. 1758, à Toulon, sur le *Superbe*. A. M. Dossier Châteaumorand.

⁷ Charles-Hector, comte d'Albert de Rions. Né 1728, G. 1743, L. 1756, C. E. 1784, C. A. 1792. Émigré. Mort en 1804.

⁸ Fils cadet du comte de Germiny et de Gabrielle-Agnès d'Hunolstein. De Nancy. Page du duc de Lorraine. G. 1747, E. 1754, L. 1757, C. 1776, C. E. 1786, † 1808. Gendre du chef d'escadre de Parcevaux. Suffren, son ami intime, fit don par-devant notaire, en 1784, d'une somme de 100,000 livres à ses enfants. A. M. Dossier comte Le Bègue. Archives particulières du comte Léonce Le Bègue de Germiny.

⁹ Notes données par Bouville. A. M. Dossier Bouville. C⁷ 43.

par quatre vaisseaux anglais. Rejoint après dix heures de chasse par l'*Orford*, de soixante-dix canons, puis par le *Buckingham*, et bientôt entouré par toute la division de l'amiral West, aussitôt canonné à outrance — car les Anglais ne perdaient plus leur temps en des conversations préliminaires — Bouville se défendit très vaillamment. Nous ne nous appesantirons pas sur le récit de ce combat, un de ceux qui font le plus honneur aux marins de l'ancien régime. Qu'il nous suffise de transcrire ici quelques lignes d'un des nombreux mémoires de cette affaire. « Le vaisseau l'*Espérance*, quoique percé pour soixante-quatorze canons, n'en avait que vingt-deux. Sa vétusté et ses défauts le rendaient d'ailleurs plus propre à faire un bâtiment de transport qu'un vaisseau de défense. Dans cet état, le vicomte de Bouville soutint contre l'*Orford* un combat qui dura cinq heures, et il aurait forcé le vaisseau ennemi à l'abandonner si le *Buckingham*, de l'amiral West, ne fût venu se joindre à l'*Orford*. On peut juger de la résistance du vicomte de Bouville par la résolution forcée que l'amiral anglais a prise de mettre le feu à l'*Espérance* qui coulait bas d'eau et qu'il fut jugé impossible de conduire en Angleterre, quoiqu'il en fût peu éloigné ¹. » Bouville ne s'était, en effet, rendu à l'amiral West qu'à la toute dernière extrémité. Son vaisseau « était pour ainsi dire entre deux eaux, rasé comme un ponton, le pont jonché de corps morts, sa soule aux poudres noyée, ses mâts et ses voiles hachés ². » Selon les termes d'un écrivain peu suspect de bienveillance pour la marine de Louis XV, « Bouville s'était battu comme un lion. L'histoire de la marine ne fournissait point d'exemple d'une défense plus vigoureuse ³. » Dans cette lutte d'un contre quatre, l'*Espérance* avait du reste fort maltraité deux de ses adversaires : le *Buckingham* et l'*Orford*. Ce dernier comptait cent quatre-vingts hommes hors de combat; il était désarmé, dans un état lamentable et faisait eau de toutes parts. Il fut trainé à la remorque jusqu'à Plymouth. « Pas de doute, a pu dire Bouville, que si j'eusse été armé convenable-

¹ Mémoire du ministre, en date du 21 décembre 1757, demandant le cordon rouge pour le vicomte de Bouville. A. M. Dossier Bouville. C⁷ 43.

² Bouville au ministre, Plymouth, 30 nov. 1755. A. M. Dossier Bouville. C⁷ 43.

³ *La vie privée de Louis XV*, t. III.

ment au rang de mon vaisseau, je n'eusse enlevé ce navire à la barbe même de l'escadre anglaise, avant qu'elle nous eût rejoints ¹. » Et quelques semaines plus tard, le vaillant marin écrira fièrement : « J'ai tout sacrifié et tout affronté dans l'occasion pour la gloire du roi, l'honneur de la nation et la réputation de son pavillon. Je puis même me flatter que le vaisseau du roi *l'Espérance*, après trente-trois ans de services, a fini sous moi sa carrière avec éclat et au lit d'honneur ². »

Le vaisseau qui semblait ainsi sous les coups déloyaux des Anglais avoir un glorieux passé. A peine sorti des chantiers, il avait guerroyé avec succès contre les pirates sulétins. En 1731, le pavillon de l'illustre Duguay-Trouin flottait sur *l'Espérance*, lorsqu'à la tête d'une escadre, il forçait le bey de Tunis à relâcher les Français victimes d'audacieuses razzias sur les côtes provençales. Dix ans plus tard, le brave chef d'escadre Gabaret ³, d'une vraie race de marins, châtiail avec *l'Espérance* l'insolence des corsaires barbaresques ; puis on voyait ce même vaisseau, toujours monté par Gabaret, figurer avec honneur à la bataille de Toulon, en tête de l'avant-garde ⁴.

« J'ai eu dans mon malheur, écrivait Bouville après sa capture, la consolation de tomber entre les mains d'un vainqueur généreux ⁵. » Au commandant de *l'Espérance* lui présentant son épée, l'amiral West l'avait, en effet, rendue incontinent, en lui disant « qu'il ne savait ce que c'était que d'ôter l'épée à un homme aussi digne de la porter ; que la gloire qu'il venait d'acquérir dans sa magnifique défense devait en quelque sorte le consoler de son malheur ⁶. » Nobles paroles qui honorent le compatriote de Boscawen ! Empressons-nous de rendre d'autant plus hommage à l'amiral West, qu'aussitôt la prise de *l'Espérance*, il avait donné les ordres les plus sévères pour empêcher

¹ Bouville au ministre, Plymouth, 30 nov. 1755. A. M. Dossier Bouville. C⁷ 43.

² Bouville au ministre, Plymouth, 3 janvier 1756. A. M. Dossier Bouville. C⁷ 43.

³ Fils d'un capitaine de vaisseau tué à Tabago, et neveu du chef d'escadre tué à Malaga. De 1660 à 1765, quinze Gabaret servent dans la marine royale. A. M. Dossier Gabaret.

⁴ A la bataille de Toulon, Bouville servait comme lieutenant de vaisseau sur *l'Espérance*. A. M. Dossier Bouville.

⁵ Bouville au ministre. A bord du *Buckingham*, 18 nov. 1755. A. M. Dossier Bouville.

⁶ Bouville au ministre, Plymouth, 30 nov. 1755. A. M. Dossier Bouville.

le pillage, instructions du reste superflues, puisque, comme nous le savons, on était obligé de brûler en hâte la glorieuse épave, ne prenant que le temps « d'en retirer vite tout le monde ¹. » Le lendemain du combat, la division West était rejointe par douze vaisseaux de Byng, et toute l'escadre de cet amiral, sauf cinq navires laissés en croisière sur Ouessant avec Harrisson, rentrait le 21 novembre, tant à Plymouth qu'à Portsmouth. Les amiraux britanniques rendaient aussitôt à leur département le compte le plus flatteur de la défense de Bouville. Ainsi que ses officiers qui, dans le combat du 11, « s'étaient comportés avec toute la valeur que l'on pouvait attendre d'eux ², » le vicomte de Bouville allait recevoir chaque jour des autorités anglaises « les témoignages les plus marqués d'attention, de politesse et de distinction ³. »

La première nouvelle qu'apprend Bouville à son arrivée sur la terre britannique est celle d'un fait minime en lui-même, mais combien typique par la coïncidence des dates ! Le 11 de ce mois, c'est-à-dire le jour même de sa belle défense, son collègue de l'*Aquilon*, le capitaine de La Rigaudière ⁴, a, sur l'ordre du commandant de la marine à Rochefort, relâché et donné son propre pilote à un bâtiment anglais suspect, qu'il a capturé la veille devant l'île d'Oléron ⁵ ! La répétition d'actes de magnanimité devenus banals ne pouvait influencer le cabinet de Londres. Depuis de longs mois que ce dernier avait érigé en système la poursuite et la prise de nos vaisseaux, l'expérience lui avait fait assez connaître la longanimité, ou plutôt la faiblesse, de Louis XV. Ces trop beaux gestes n'étaient qu'encouragements pour nos rivaux. Cependant, si les ministres anglais avaient pu prévoir les soucis qu'allait engendrer pour eux la capture de l'*Espérance*, comme ils eussent regretté ce fait d'armes de l'amiral West !

La magnifique résistance du vaisseau français avait fait un hon-

¹ Bouville au ministre, Plymouth, 30 nov. 1755. A. M. Dossier Bouville.

² Ibid. A bord du *Buckingham*, 18 nov. 1755. A. M. Dossier Bouville.

³ Ibid. Plymouth, 30 nov. 1755. Ibid.

⁴ G 1734, L. 1747, C. 1756. Il se suicida le 16 nov. 1756, étant accusé de s'être enfui avec le *Licorne*, le 26 juillet de cette année, au lieu de porter secours à Beaussier de l'Isle, dont le vaisseau le *Héros* venait d'être assailli par le *Grafton* et le *Nottingham* dans les parages de Louisbourg. A. M. Dossier La Rigaudière, B¹ 70.

⁵ Extrait du journal de La Rigaudière, commandant l'*Aquilon*. A. M. B¹ 68.

neur infini aux marins de l'*Espérance* et provoqué l'admiration des Anglais eux-mêmes. Celle-ci se manifesta bruyamment. Ainsi qu'il devait arriver vingt-sept ans plus tard au vaincu des Saintes, Bouville et ses officiers furent fêtés et choyés à leur arrivée à Plymouth. Selon la croyance de Séran de la Tour ¹, le gouvernement britannique, honteux cette fois de ses procédés de capture, voulait-il les faire oublier par des louanges et des caresses ? On n'épargna aucun moyen de séduction. Des villes et des campagnes environnantes, accoururent les grandes dames, mues par une curiosité sympathique, et aussi les plus aimables comédiennes, celles-ci proclamant d'avance leurs méritoires actions : elles consoleraient avec désintéressement les prisonniers français ! Particuliers comme personnages publics rivalisaient à l'envi d'égards. Mais, sincères ou non, ces « caresses, » du moins les officielles, ne devaient durer que quelques semaines. Lors d'une réception à l'amirauté, le 1^{er} janvier 1756, on vit, en effet, une chose inimaginable. Pressenti sur l'empressement que les commissaires anglais avaient ordre de mettre à sa libération sur parole, pour lui et ses officiers, puis à leur échange, le vicomte de Bouville faisait, à la stupéfaction de ses auditeurs, une réponse inattendue et causait un éclat dont allaient retentir longtemps les papiers publics. Redressant sa petite taille, le commandant français ne s'avisait-il pas de repousser avec indignation ces offres, les traitant d'injurieuses, proclamant qu'officiers ni matelots de l'*Espérance* n'étaient prisonniers, « parce qu'on ne l'est qu'en temps de guerre et que, sans déclaration, il n'y a point guerre chez les peuples policés ². » Accentuant ses protestations, Bouville reprochait hautement à la nation anglaise ses brigandages et portait le comble à l'ahurissement des ministres britanniques en offrant de payer rançon, « car lui et ses compagnons ne sont à tout prendre que des captifs de corsaires ³. » On juge du scandale soulevé. L'orgueil anglais a reçu un rude coup. Le roi George en perd, dit-on, le boire et le manger, et les nouvelles de Londres portent que Newcastle et Fox « semblent atterrés et

¹ *Parallèle de la conduite des Carthaginois à l'égard des Romains....*, par Séran de la Tour.

² *Op. cit.*

³ *Ibid.*

privés de leurs moyens. » Ces hauts personnages ne sont pas au bout de leurs épreuves, car huit jours après Bouville réitère ses déclarations audacieuses : « Ce n'est pas aux seuls éloges à prouver l'estime que vous avez conçue pour notre intrépidité. Tant que l'Angleterre ne nous rendra pas de son propre mouvement la liberté qui nous est due, elle sera aussi injuste à notre égard qu'elle l'est contre elle-même ¹. » Décidément les expressions énergiques de Bouville n'étaient pas de simples boutades. Pour une fois que le gouvernement de George II faisait montre de quelque générosité, il se trouvait mal récompensé. Autant valait-il s'en tenir aux procédés habituels. Après les louanges et les adulations allaient donc venir les menaces, puis les traitements discourtois. L'amour-propre national était du reste de plus en plus offusqué. En ce moment, le secrétaire d'État, Fox, ne lisait-il pas une dépêche de notre ministre des affaires étrangères où s'étaient des passages comme ceux-ci : « Le roi Louis XV a suspendu son jugement sur les pirateries que les vaisseaux de guerre anglais exercent depuis plusieurs mois contre la navigation et le commerce de Sa Majesté au mépris du droit des gens, de la foi des traités, des usages établis parmi les nations policées et des égards qu'elles se doivent réciproquement.... Sa Majesté voyant que le roi d'Angleterre, bien loin de punir les brigandages de la marine anglaise, les encourage au contraire, en demandant à ses sujets de nouveaux secours contre la France, manquerait à sa propre gloire, à la dignité de sa couronne et à la défense de ses peuples, si elle différait plus longtemps d'exiger du roi de la Grande-Bretagne une répression éclatante de l'outrage fait au pavillon français et des dommages causés à ses sujets ². » Et, à cette même époque, voici que le circonspect Machault renchérissait lui-même sur son collègue ! Dans les instructions adressées à ses amiraux, n'écrivait-il pas en toutes lettres les mots de « forbans, » de « pirates anglais ³ ?.... » *Brigandages ! Pirateries !* Le refrain devenait obsédant et retentissait douloureusement aux oreilles des compatriotes de Boscawen. Toute vérité, on le sait, n'est pas

¹ *Op. cit.*

² Bouillé à Fox, 21 décembre 1755. Collection de la *Gazette de France*.

³ Projet d'instruction pour le chef d'escadre Périer de Salvert, 1^{er} décembre 1755. A. M. B¹ 68.

bonne à entendre. Le cabinet anglais allait en donner la preuve à Bouville. Éloges et caresses n'avaient pas réussi ; on essaierait d'autres moyens. Et, du moins, on aurait ainsi la satisfaction de se venger des propos insultants des Français !

Jusqu'ici magnifiquement traités, ayant l'autorisation de porter l'épée et de circuler aux environs de Plymouth, les officiers de l'*Espérance* voyaient tout à coup ces faveurs supprimées. En même temps, ils étaient mis à la ration des matelots et privés des adoucissements les plus usuels. Puis l'amirauté, tout à coup, songeait qu'une réunion de quatorze officiers prisonniers pouvait être contraire au bien public. Ordre était expédié de disperser l'état-major de l'*Espérance* dans des villages perdus de la Cornouailles ¹. Le gouvernement anglais poussa même sa mesquine vengeance au point de se conduire avec inhumanité vis-à-vis de nos marins, tant de ceux des hôpitaux que de ceux détenus dans les prisons ². Menaces et mauvais traitements, tous ces procédés indignes d'une grande nation ne devaient, pas plus que les louanges et les flatteries d'antan, en imposer à Bouville, et le vaillant commandant fit voir, par son inébranlabilité, « qu'un homme d'honneur est à l'épreuve de la crainte comme de la séduction ³. » On ne relégua point les officiers français au fin fond de la province de Cornouailles, mais ils furent éloignés de Plymouth et internés, les uns à Leicester, les autres à Exeter, et ce ne fut que plusieurs mois après que le roi George leur rendit l'autorisation de porter l'épée et de se promener dans la campagne avoisinante ⁴.

Les documents de l'époque nous fournissent de nombreuses preuves de l'étroite solidarité qui unit alors, plus que jamais, les prisonniers, et leur fut un adoucissement en ces longs jours d'épreuve. Dans les locaux de Plymouth, où se morfondait l'équipage de l'*Espérance*, s'était développée une épidémie si intense que les marchands des environs refusaient d'apporter leurs denrées en ville. Le chirurgien du bord, Mesgrin, eût pu aller vivre en compagnie de ses camarades, les suivre dans

¹ Bouville au ministre, Plymouth, 3 janv. 1756. A. M. B⁴ 68.

² Ibid.

³ *Parallèle de la conduite des Carthaginois à l'égard des Romains ...*, par Séran de la Tour.

⁴ *Gazette de France* du 29 avril 1756.

leurs nouvelles résidences; mais, n'écoulant que ses sentiments d'humanité, il obtint de rester à Plymouth, « où il se livra entièrement à donner des secours aux malades français, jusqu'à ce qu'enfin attaqué lui-même de la contagion, il succomba à la violence de son mal ¹. » A la suite du combat du 11 novembre, Bouville avait reçu de Louis XV une gratification de six mille livres pour le dédommager de la perte de ses effets personnels. Non content de consacrer la somme entière à procurer quelques adoucissements à ses malades et à ses blessés, Bouville, dans le même but, profita de tout le crédit qu'il put trouver et fit tant qu'il s'endetta. Possesseurs chacun de quinze mille livres de rente, MM. de Saint-Allouarn et de Mesgral mirent généreusement leurs revenus à la disposition de leurs compagnons d'infortune ².

Nous venons de relater les rigueurs auxquelles se trouvaient tout à coup soumis les prisonniers français. Hâtons-nous de noter, à la louange du peuple britannique, qu'en général il ne partagea point la façon de voir de son gouvernement et qu'il ne le suivit pas dans son revirement subit. L'histoire ne nous éclaire pas sur le point de savoir si les jolies personnes de mœurs aimables persistèrent dans leur mission de consolatrices désintéressées. Le curieux ne doit pas, j'imagine volontiers, espérer trouver de renseignements à ce sujet dans les documents officiels. En revanche, ceux-ci nous ont légué bien des témoignages de la sympathie constamment portée à Bouville et à ses compagnons par les différentes classes de la Grande-Bretagne. A la Chambre des lords, comme à celle des communes, il fut parlé plusieurs fois, et toujours en termes élogieux, du commandant de l'*Espérance*. Du haut en bas de l'échelle sociale, il fut donné à nos compatriotes des preuves palpables de l'admiration ou, tout au moins, de l'intérêt qu'ils inspiraient. A Plymouth, aussi bien qu'à Exeter et à Leicester, les fournisseurs montrèrent souvent une générosité méritoire, et l'on vit les plus grands seigneurs d'Angleterre, et à leur tête le duc de Devonshire et son frère, milord Frédéric Cavendish, s'honorer hautement de l'amitié du vicomte de Bouville. Les amiraux

¹ Bouville au ministre, 20 sept. 1758. A. M. Dossier Bouville.

² *Notice sur le vicomte de Bouville*, par Fontaine de Resbecq.

Byng et West, ceux-là mêmes dont les vaisseaux avaient capturé l'*Espérance*, désapprouvèrent les rigueurs injustes de leur gouvernement et témoignèrent sans défaillance estime et amitié aux officiers français. Cette courageuse attitude devait un jour procurer à Byng une consolation suprême. Au terrible moment où, le 14 mars 1757, le malheureux amiral, choisi comme victime expiatoire de la défaite de Minorque, verra sur le pont du *Monarch*, son vaisseau, le piquet d'exécution le coucher en joue, peut-être évoquera-t-il le souvenir adoucissant de la déclaration faite en sa faveur par le maréchal de Richelieu, l'un de ses vainqueurs, et aussi celui des lettres touchantes, écrites dans le même but par les officiers de l'*Espérance*, ses glorieux vaincus ¹?

Louis XV avait approuvé la noble conduite de Bouville prisonnier, et chacun des membres de son état-major avait participé, dans la mesure de son grade, aux grâces du souverain. L'intrépide défense de ces officiers, puis leur inébranlable fermeté durant une longue détention, en provoquant l'admiration des deux nations, leur avaient procuré un prestige éclatant ². Prestige comme admiration étaient mérités ; écrivons-le, non sans plaisir. Car, si l'on songe à cette captivité de deux années, aux privations endurées, à l'énervement et à l'ennui d'une inaction pesante et indéfinie, aux tentations qui durent éprouver la constance de ces officiers quand ils virent rentrer en France leurs compatriotes moins héroïques de l'*Alcide* et du *Lys* ³, on ne peut manquer d'applaudir au magnifique exemple de solidarité et de fermeté donné par les combattants de l'*Espérance*. A son retour en France (novembre 1757), Bouville fut présenté au roi qui, retrouvant l'esprit d'à-propos de son aïeul Louis XIV, accueillit le vaillant marin par ces mots : « Que me disait-on que l'*Espérance* était perdue?.... » Un an après, la vicomtesse de Bouville ⁴ mit au monde un fils. Louis XV, aussitôt, déclara qu'il

¹ *Admiralty Records*, Londres.

² « Bouville restera connu dans l'histoire sous le titre glorieux de : commandant de l'*Espérance*. » *Notice sur le vicomte de Bouville*, par Fontaine de Resbecq. « Il était au combat de l'*Espérance*. » Ainsi les amiraux noteront-ils certains des officiers de Bouville pour les mettre en relief. A. M. Divers dossiers ou Registres.

³ Voir la lettre ci-dessous de Moras aux commissaires anglais.

⁴ Marie-Louise Poterat, née le 2 janvier 1729 à Paris, fille de messire Pierre Poterat, chevalier, seigneur de la Forge-Valcon, conseiller du Roi ordinaire en son grand conseil, et de Marie-Anne de Lévi. A. M. Dossier Bouville.

en serait le parrain. De tout ceci la marine de France se montra flattée. Ces paroles élogieuses, cet insigne honneur ne rejaillissaient-ils pas sur le grand corps tout entier ? Courte allégresse, dernière joie que la sombre journée des Cardinaux allait, hélas ! bientôt dissiper.

Ce refus persistant de se reconnaître prisonnier de guerre lassa enfin le cabinet anglais. A la fin du mois d'octobre 1757, Bouville et ses officiers recevaient l'ordre de se rendre à Lynn et de s'y embarquer pour la France. Après deux ans de captivité, ils quittaient le sol britannique sans avoir pris aucun engagement, ni verbal ni écrit. Le ministère de George II cependant, vexé de son rôle en cette affaire, eut la petitesse d'essayer de ternir la belle attitude de nos compatriotes, en laissant croire qu'ils n'étaient rentrés en France que sur parole. Au moment de la libération des prisonniers, les commissaires anglais, oublieux déjà des hautes paroles prononcées naguère par Bouville, avaient eu l'impudence d'écrire à M. de Moras ¹, en vue de l'échange du commandant français : « Le capitaine Roddam, qui commandait en dernier lieu le *Greenwich* ², venant d'arriver en Angleterre sur sa parole, et le vicomte de Bouville, qui commandait ci-devant le vaisseau de guerre français l'*Espérance*, ayant dû recevoir une permission pour se rendre à Londres, afin de se rendre ensuite en France, nous porterons son échange pour celui du capitaine Roddam, attendu que leur rang est égal ³. » A cette insidieuse proposition, le successeur de Machault sut faire une réponse ferme et digne, surprenante même de la part d'un ministre qui, jusqu'ici, ne s'était signalé que par sa mollesse et son incapacité : « Sa Majesté ne regardera jamais comme prisonniers légitimes des officiers pris dans le sein de la paix ; elle me charge de vous le déclarer de la manière la plus formelle. Il ne peut donc être question de l'échange du capitaine du *Greenwich* avec M. de Bouville, que vous proposez par votre lettre du 25 octobre. La conduite qu'a tenue M. de Bouville avec tant de constance et de dignité et qui a été suivie

¹ Peirenc (ou Perrine), marquis de Moras. Ministre de la marine du 9 févr. 1757 au 27 mai 1758.

² Vaisseau de 50 canons, capturé en février 1757 par le chef d'escadre de Bauffremont.

³ Commissaires anglais à Moras, Londres, 25 oct. 1757. A. M. Dossier Bouville.

par les officiers sous ses ordres ne pouvait vous laisser aucun lieu d'y comploter. La satisfaction que Sa Majesté en a eue, la manière dont elle l'a témoignée, les grâces par lesquelles elle a récompensé leur fermeté à se refuser à tout engagement, et l'improbation qu'elle a donnée à la facilité avec laquelle les officiers de l'*Alcide* et du *Lys* ont cédé aux propositions qui leur ont été faites ¹ vous assurent que Sa Majesté sera inébranlable sur ce point ². » Les commissaires anglais se gardèrent bien de jamais répondre à cette lettre. Leurs agissements devaient du reste tourner à leur entière confusion. Bouville, en effet, ne voulut pas laisser planer le moindre doute sur la façon dont on lui avait rendu la liberté. Il n'hésita point à s'adresser à des personnages tels que Pitt, l'amiral Anson et le duc de Devonshire, pour leur rappeler ses refus constants d'engager sa parole, et demander à leur loyauté une déclaration formelle par écrit dans ce sens. Nous ignorons si Pitt et Anson exaucèrent les vœux de Bouville. Peut-être, dans la haute situation officielle qu'ils occupaient, craignirent-ils de compromettre l'honneur de leur gouvernement? Mais le duc de Devonshire, plus indépendant, fit tenir à Bouville une claire réponse : « Vous n'avez point donné votre parole de ne point servir ³. » Ne prendrait-on pas le silence de Pitt et d'Anson pour un aveu, que la lettre du duc est péremptoire. Pas plus que ses officiers, le vicomte de Bouville n'avait à aucun moment engagé sa parole.

Après la fière réponse de Moras aux commissaires anglais, après le témoignage irrécusable du duc de Devonshire, croirait-on que Berryer ⁴ eut la faiblesse de déclarer à Bouville que cette lettre ne pouvait lui suffire, « le duc de Devonshire étant à la vérité le plus grand seigneur de l'Angleterre, mais n'étant pas ministre, il ne pouvait l'employer que sur un écrit authentique par lequel le gouvernement anglais le reconnaissait

¹ Après six mois de captivité, les officiers de ces deux vaisseaux avaient consenti à la proposition de rentrer en France sur parole. En raison de ce fait, Lorget, commandant le *Lys*, ne devait jamais passer C. E. Quant à Hocquart, capitaine de l'*Alcide*, il attendit quinze ans sa nomination d'officier général, malgré ses nombreuses actions d'éclat.

² Moras aux commissaires anglais, Versailles, 6 nov. 1757. A. M. Dossier Bouville.

³ Duc de Devonshire au vicomte de Bouville, Chatsworth, 18 nov. 1758. A. M. Dossier Bouville.

⁴ Ministre de la marine du 1^{er} nov. 1758 au 13 oct. 1761.

libre ! » En vain, le ministre de la guerre, Choiseul, essaya-t-il de faire revenir son collègue de la marine sur sa manière de voir. L'entêté et timide Berryer persista « dans la crainte qu'il pourrait y avoir pour le vicomte de Bouville de la part d'une nation qui ménage aussi peu les procédés, en cas qu'il lui arrivât le malheur d'être repris les armes à la main ². » Et le vaillant Bouville n'eut plus dans cette guerre de commandement à la mer. Remplacé sur les rôles de l'escadre de M. de Conflans, l'ancien capitaine de l'*Espérance* dut se contenter de succéder à son camarade Bart ³ dans le gouvernement de Dunkerque.

On n'avait pas eu les mêmes craintes pour les autres officiers de l'*Espérance*. Dès leur rapatriement, ils avaient été pourvus d'emplois dans les cadres. Déjà d'Albert de Rions et le chevalier Le Bègue étaient retombés au pouvoir des Anglais, et ceux-ci ne leur avaient du reste tenu aucune rigueur particulière ⁴. L'armée de M. de Conflans comptait cinq membres de l'ancien état-major de Bouville, et parmi eux, Plessis-Botherel, Rosmadec de Saint-Allouarn et Trémigon allaient bientôt périr dans le désastre des Cardinaux ⁵.

Telle fut l'« affaire de l'*Espérance*. » A défaut de grands capitaines, la marine de Louis XV n'avait-elle pas du moins des officiers valeureux et ayant le sentiment de l'honneur ?

¹ Rapport du duc de Choiseul, en date du 18 févr. 1759. A. M. Dossier Bouville.

² Ibid.

³ Petit-fils du grand Jean Bart. G. 1722, L. 1741, C. 1748, C. E. 1764. A. M. Dossier Bart.

⁴ D'Albert de Rions est pris sur le *Foudroyant* (Duquesne), le 28 févr. 1758 et échangé le 18 juin suivant. Le chevalier Le Bègue est fait prisonnier lors de la capitulation de Louisbourg, le 27 juillet 1758. « Comme je savais l'anglais, je fus envoyé au camp du général Amherst pour régler avec lui et Boscawen la capitulation. Après la reddition de la place, j'ai été conduit en Angleterre sur le vaisseau *Dublin*, commandé par Rodney. J'y ai resté huit mois. » A. M. B¹ 80. Archives particulières du comte Léonce Le Bègue de Germiny.

⁵ A. M. B¹ 88.

IX.

Recrudescence des pirateries anglaises. — La déclaration de guerre. — Félicitations des nations européennes pour notre victoire de Minorque. — Déboires de l'Angleterre. — Revirement de la politique française. — La fin justifie les moyens.

La capture de l'*Espérance*, loin de marquer la fin des brigandages maritimes de la Grande-Bretagne à l'aurore de la guerre de Sept ans, coïncide tout au contraire avec une recrudescence du système, et les capitaines anglais se vanteront bientôt d'avoir l'ordre d'arrêter tous nos navires ¹. Les contemporains nous ont fidèlement transmis la liste des trois cents bâtiments de commerce français que les Anglais nous enlevèrent à ce moment sous toutes les latitudes ².

Dans sa réponse aux protestations indignées de notre ministre des affaires étrangères devant cette débauche de brigandages, Fox dévoilait la mentalité de son gouvernement en osant soutenir que les prises de nos navires n'étaient que de justes représailles ³. En même temps qu'il concluait avec Frédéric II un traité où — détail qui ne manque pas de saveur, car il montre à lui seul la coutumière façon d'agir de l'Angleterre au XVIII^e siècle — se trouve stipulé un article relatif au paiement de 20,000 livres sterling « pour indemnité des prises illégitimes faites sur les Prussiens pendant la dernière guerre ⁴, » Fox prenait prétexte de la signification faite aux sujets britanniques de sortir de France, pour donner l'ordre aux généraux Johnson et Shirley d'ouvrir la campagne en Amérique par le siège des forts de la Couronne et de Niagara, et en même temps il pressait ses amiraux d'appliquer sur une plus vaste échelle le système des « représailles ⁵. »

¹ « Je vous dépêche cet exprès pour vous donner avis qu'il vient d'entrer ce soir un bateau espagnol, qui a rapporté avoir été visité par une frégate anglaise de cinquante canons au môle Saint-Nicolas ... L'Espagnol ayant demandé au capitaine de la frégate s'ils étaient en guerre avec nous, l'Anglais lui a répondu que non, mais qu'ils avaient ordre d'arrêter tous nos bâtiments. » A. M. B⁴ 68. Lettre de Chastenoye, gouverneur du Cap, au marquis de Vaudreuil, gouverneur du Canada, 8 déc. 1755.

² *La vie privée de Louis XV*, t. III. Appendice.

³ Collection de la *Gazette de France*.

⁴ Ibid.

⁵ Ibid.

Le lecteur nous en voudrait d'énumérer tous les actes de violence accomplis alors par nos voisins d'outre-Manche, mais quelques exemples sont typiques. Ainsi, le 20 mars, des lettres de Calais apportent le récit suivant : « Une frégate anglaise s'approche le 9 de ce port, sous *pavillon hollandais*, en faisant le signal de danger. On commande aussitôt une chaloupe avec un pilote et neuf hommes pour aller au secours de ce bâtiment. La frégate enlève la chaloupe et la conduit dans un port de la Grande-Bretagne ¹.... » Le 8 avril, on apprend de Londres que l'amirauté a ordonné de couler à fond tous les bateaux de pêcheurs pris sur les Français. Et, quelques jours après, nos voisins de s'indigner à la nouvelle « qu'un navire anglais ayant échoué près de Calais, les Français se sont emparés de sa cargaison et ont fait l'équipage prisonnier ²!.... » Au reste, des deux côtés du détroit les passions sont surexcitées à l'extrême, et c'est alors que Moreau, dans un ouvrage périodique intitulé *l'Observateur hollandais*, peint les Anglais, non seulement comme des parjures, des violateurs du droit des gens, mais comme des pirates, des forbans, des assassins et des.... anthropophages ³!....

Malgré la passivité de Louis XV en face des multiples agressions anglaises, nos marins n'entendaient pas baisser pavillon sans combat. En maintes circonstances, leurs belles actions vinrent ranimer la confiance et reconforter le sentiment national. Et notre histoire ne peut-elle citer avec fierté des combats comme celui de du Chaffault ⁴, qui, le 11 mars 1756, dans les parages de la Martinique, capture, avec sa frégate de trente canons, l'*Atalante*, le *Warwick*, vaisseau de soixante-quatorze; ou encore comme celui si brillamment soutenu, le 14 mai, devant Rochefort, par l'*Aquilon* et le *Fidèle*, contre le *Lynx* et le *Colchester* ⁵?

Enfin, le 18 mai, l'Angleterre se décidait à publier une déclaration officielle de guerre contre la France. Venant après des hostilités entreprises de fait depuis bientôt deux ans, cette formalité, selon ce qu'avait écrit plusieurs mois auparavant le

¹ Collection de la *Gazette de France*.

² Ibid.

³ *La vie privée de Louis XV*, t. III.

⁴ Né 1708, G. 1725, L. 1746, C. 1754, C. E. 1764, L. G. 1777, V. A. 1792. Mort dans les prisons de Nantes le 29 juin 1794. A. M. Dossier du Chaffault.

⁵ Voir chap. III la note relative à un épisode de ce combat.

Prussien Michell à Frédéric II ¹, et ainsi que devait le proclamer dans sa réponse le gouvernement de Louis XV, « était devenue inutile. » Précédemment, le cabinet de Versailles avait rendu public un écrit concernant le *précis des faits avec leurs pièces justificatives pour servir de réponse aux observations envoyées par les ministres d'Angleterre dans les cours de l'Europe*. Ce mémoire, simple exposé de ce qui s'était passé entre les deux nations, soit en Amérique, soit en Europe, depuis le traité d'Aix-la-Chapelle, était écrasant pour l'Angleterre. On n'y avançait aucun détail qui ne fût, ou avoué par les deux cours, ou prouvé par des pièces authentiques, telles, par exemple, que celles trouvées sur l'infortuné Braddock ².

La Grande-Bretagne semblait à ce moment porter le juste châtiment de ses pirateries. Effrayés des conséquences de la guerre, un grand nombre des sujets de George II se présentaient à la Banque d'Angleterre, et, ne pouvant faire face à toutes les demandes, cet établissement se trouvait obligé de suspendre ses paiements ³. Une blessure plus cruelle encore pour leur amour-propre était infligée aux Anglais. S'étant résolu cependant à répondre à la violence par la violence, Louis XV avait ordonné l'expédition de Minorque. Contre toute croyance, le maréchal de Richelieu réussissait à opérer son débarquement dans l'île anglaise, les 19 et 20 avril. Le 20 mai, c'est-à-dire deux jours après la déclaration de guerre lancée par la cour de Londres, le lieutenant général de La Galissonnière battait l'escadre de Byng, et, le 29 juin, Richelieu recevait la capitulation de Minorque où, établis depuis 1708, les Anglais se croyaient invincibles. Lors de notre débarquement, le général Blackney, gouverneur de l'île, avait écrit au maréchal de Richelieu pour lui demander ce qu'il venait tenter, « ignorant, disait-il, qu'il y eût une rupture entre son maître et celui de Son Excellence. » A quoi Richelieu, justifiant une fois de plus sa réputation d'homme infiniment spirituel, s'empressait de répondre « qu'il avait débarqué avec son armée pour agir envers les possessions des Anglais de la manière que les vaisseaux de

¹ Voir plus haut.

² Collection de la *Gazette de France*.

³ Ibid.

Sa Majesté britannique en avaient agi avec les vaisseaux français ¹. »

Ses finances compromises, sa flotte réputée invincible dispersée, fuyant devant la nôtre, n'ayant, suivant un témoin oculaire, le chevalier de Mirabeau, « que bien médiocrement soutenu devant notre canon la fierté dont ils ont usé envers nos marchands ², » opprobre du monde civilisé qui tressaillait d'allégresse et nous comblait de félicitations à l'annonce de la victoire de Minorque ³, l'Angleterre voyait se lever sous un sombre jour la guerre de 1756. Newcastle était obligé de quitter le ministère, et l'on entendait « le bel esprit des lords, » Chesterfield, prononcer des paroles désespérantes : « C'en est fait, nous ne sommes plus une nation ! » Loïn d'être un lac anglais, la Méditerranée maintenant nous appartenait. La marine de Louis XV, restaurée dans la mesure du possible par « l'intègre Machault, » trouvait un puissant encouragement dans la victoire du 20 mai. Que, nous bornant à une guerre exclusivement maritime, nous envoyions des escadres aux Indes et au Canada, pendant que nous tenions l'Angleterre sous la menace de ce projet si longtemps caressé, un débarquement en Grande-Bretagne, et George II, sans alliance, ne songerait plus qu'à défendre son propre territoire. Hélas ! un vent de folie passait sur Versailles. Le 1^{er} mai, Louis XV avait déjà signé un traité d'alliance avec l'Autriche. Pour reconquérir la Silésie, nos armées étaient utiles à Marie-Thérèse, mais dans sa querelle avec Frédéric II, nous, qu'allions-nous faire ? Le résultat d'une telle politique, aussi singulière que néfaste, ne devait pas se faire attendre.

¹ *La vie privée de Louis XV*, t. III.

²*Les Mirabeau*, par Loménie.

³ Tous les ministres étrangers, à l'exception de l'ambassadeur de Hollande, m'ont fait compliment sur la déroute de l'amiral Byng. » Ambassadeur de France à Madrid au ministre des affaires étrangères, 31 mai 1756.

Il est piquant de remarquer l'abstention de la Hollande à ce concert d'éloges, car deux ans plus tard, les feuilles politiques seront remplies des plaintes de cette puissance relativement aux pirateries exercées par les Anglais contre ses nationaux. « La licence des armateurs anglais est telle, qu'ils ont pris le vaisseau *Rotterdam* ayant à bord une partie des gens du marquis Pignatelli, ministre d'Espagne au Danemark.... Les pirateries exercées par les Anglais contre nos navires marchands, bien loin d'être réprimées, deviennent de jour en jour plus hardies et plus révoltantes.... Les corsaires anglais ont déjà fait tort de plus de 30 millions de florins à notre commerce.... Aucun des vaisseaux qui partent pour les colonies, ou qui en reviennent, n'est à l'abri de leurs déprédations. » *Gazette de France* de 1758.

Naguère, Louis XV s'était désintéressé des choses de la marine pour travailler durant sept années pour la Prusse contre l'Autriche; aujourd'hui, il allait de nouveau laisser de côté ses flottes et faire cette fois le jeu de Marie-Thérèse contre Frédéric II, dépensant sans profit son or et usant ses forces en des batailles sur terre, des défaites souvent, mais qui, tournassent-elles à notre avantage, ne seraient pour nous que des victoires aussi stériles que si, selon l'expression ironique du monarque prussien, « nous les avions livrées sur les bords du Scamandre. » Six mois après la prise de Minorque, qui en France se rappellera notre victoire navale et pensera aux régiments du comte de Lanion, abandonnés dans une île de la Méditerranée? L'alliance autrichienne battra son plein; Richelieu guerroyera sans gloire au Hanovre, et La Galissonnière sera descendu dans la tombe, y emmenant, semble-t-il, tout ce qui pouvait rattacher à la marine un roi devant lequel personne ne prononcera plus ce mot, que la seule M^{me} de Pompadour, préparant déjà la chute du sage Machault, en vue de l'élévation de son inepte protégé Moras ¹.

Grâce à une évolution stupide et inattendue, devenue célèbre dans l'histoire sous le nom de « renversement des alliances, » l'Angleterre sortait donc de la crise où l'avaient jetée son orgueil et ses actes de violence, non seulement impunie, mais pourvue de nombreux millions, fruits de ses abondantes rapines, et détentrice de milliers de marins irrégulièrement capturés. Ces procédés l'avaient, il est vrai, rendue odieuse aux nations civilisées; mais injustice, perfidie, violation du droit des gens, tout cela c'était du sentiment. Des questions de cet ordre n'embarrasseraient jamais la plus grande Angleterre. Elle avait au contraire suivi une voie opposée et le gouvernement de George II pouvait voir le succès couronnant sa politique des coups de force. La fin ne justifie-t-elle pas les moyens?

¹ Si l'on en croit la chanson-épigramme suivante, parue au cours de son ministère (févr. 1757 à mai 1758), le marquis Perrine de Moras avait une origine des plus modestes :

*Pour raser l'Angleterre,
Nous avons dans notre ministère
Perrine de qui le père
Rasait dans le Vigan
Proprement*

X.

Descentes des Anglais en France. — Au Canada. — Après le traité de Paris. — Aux Antilles et aux pêcheries de Terre-Neuve. — Affaires des Malouines, du Maroc et de Corse. — Renaissance de notre marine.

Pirates durant la paix, les Anglais devaient rester pirates pendant la guerre, et les documents relatifs aux descentes des Anglais en France ¹ relatent plusieurs faits peu à l'honneur de nos ennemis.

C'est ainsi qu'au mois de juin 1758, les seize mille Anglais du général de Marlborough ², débarqués près de Cancale par les amiraux Anson, Hawke et Knowles, et n'osant s'attaquer à Saint-Malo, la cité des hardis corsaires où se sont enfermés les deux mille soldats du marquis de La Châtre, occupent la ville ouverte de Saint-Servan (5 juin) qu'ils détruisent, et se livrent dans la région aux pires excès.

Deux mois plus tard, la flotte de l'amiral Howe débarque à Querqueville le général Bligh avec six mille hommes. Bligh se porte sur Cherbourg où il entre sans résistance, le 10 août. Les Anglais rasent les fortifications, brûlent nos navires et détruisent nos travaux maritimes. C'est leur droit, mais où ils outrepassent ce droit, c'est lorsque, après avoir mis Cherbourg à sac, tout comme l'eussent fait des reîtres du moyen âge, ils brûlent et réduisent la malheureuse ville en cendres.

Ces incursions de pirates trouvèrent leur châtement à la mémorable journée de Saint-Cast (11 septembre), où trois mille Anglais périrent noyés ou tués, en fuyant devant les troupes régulières du duc d'Aiguillon et les volontaires bretons de Rioust des Villaudrens, parmi lesquels on put remarquer avec une juste admiration le vieux Du Bois de La Motte, alors âgé de soixante-quinze ans.

Si, quittant les côtes bretonnes, nous franchissons l'Atlantique et passons à la même époque au Canada, cette splendide colonie abandonnée par l'incapable ministre Berryer, nous cons-

¹ A. M. B¹ 78.

² Petit-fils du célèbre général de ce nom.

tatons que Wolfe, le futur vainqueur de Montcalm, a dû, sur l'ordre de son chef, le général Amherst, brûler les cabanes des pêcheurs français et détruire leurs filets. « Nous avons fait beaucoup de ruines, écrit Wolfe à Amherst ; nous avons répandu sur tous les bords du golfe (du Saint-Laurent) la terreur des armes de Sa Majesté, mais nous n'avons rien ajouté à leur gloire ¹. »

En 1759, devant Québec, Montcalm et Bougainville échangeaient parfois les lettres les plus courtoises avec les généraux anglais. Ce qui n'empêchait pas les mauvais procédés de nos ennemis d'être habituels. Ainsi Montcalm dénonce à Amherst, chef nominal de Wolfe, l'incendie systématique de Québec par l'artillerie. Dans cette même lettre, le général français ajoute que « toutes les fermes de l'île d'Orléans ont été brûlées par les patrouilles anglaises et que souvent des prisonniers ont été massacrés ². » Et l'on voit Townsend, un des brigadiers de Wolfe ³, s'apitoyer sur toutes ces atrocités anglaises, car « il pense à sa propre famille et au sort des femmes et des enfants qui sont ainsi les innocentes victimes de la guerre ⁴. »

Les immenses avantages obtenus par la Grande-Bretagne au traité de Paris ne parurent sans doute pas suffisants à George III ⁵. L'Angleterre ne doit-elle pas commander en souveraine sous toutes les latitudes ?

Dans un très copieux journal de bord, ayant trait à la campagne du *Brillant* aux Antilles en 1764 et 1765, d'Estaing rapporte qu'à la date du 8 juin 1764, la frégate anglaise l'*Active*, capitaine Carkett, a mouillé aux îles Turques, après une horrible traversée, manquant de vivres et d'eau. Les marins français se sont empressés de fournir à l'*Active* tout ce dont elle a besoin. A ses remerciements, le capitaine Carkett mêle d'amères plaintes au sujet de deux bâtiments anglais que Guichen, le commandant du *Brillant*, a dernièrement amarqués dans ces parages. On répond à Carkett que les passeports des navires en question ne parlaient pas des îles Turques, et qu'en conséquence, le capi-

¹ *Le siège de Québec et la bataille des plaines d'Abraham*, par MM. A. Doughty et G. W. Parmelee.

² *Op. cit.*

³ Wolfe avait sous ses ordres directs les trois brigades des généraux Monkton, Murray et Townsend.

⁴ *Op. cit.*

⁵ Il avait succédé à George II, mort en 1760.

taine français n'a fait que son devoir. Vexé, Carkett observe assez impertinemment que « les Français ont dû déjà remarquer que le gouverneur anglais de la petite île Providence s'intitule depuis la paix *gouverneur général de toutes les îles de Bahama*. Or, les îles Turques peuvent, sans contredit, être regardées comme en faisant partie ¹. » D'Estaing se contente de noter à ce sujet que « l'affaire des îles Turques intéresse, en effet, directement la Nouvelle-Angleterre. C'est de là qu'elle tire la plus grande partie du sel si nécessaire à cette colonie ². » Quant à Guichen, qui n'est pas encore grand chef, et qui, au reste, peut se laisser aller à de plus intimes appréciations dans une correspondance privée, il écrit tout uniment : « Ils (les Anglais) sont trop insolents.... Nous leur faisons trop de politesses.... Quand nous serons les plus forts, il nous faudra les châtier ³. » Le châtiment de l'insolente Albion ! Cette pensée obsède le cœur des marins français. Plusieurs années de déboires et d'avanies s'écouleront encore avant que ne luise le jour tant souhaité de la revanche.

Vers la même époque, à Terre-Neuve, le gouverneur anglais, l'amiral Pallisser ⁴, nous cherche noise en ergotant sur les articles des traités de Paris et d'Utrecht. Il se formalise de ce que le capitaine de Tronjoly croise dans les parages avec la petite division chargée de la protection des pêcheurs français ⁵ ; aussi, le 15 juillet 1764, lui écrit-il de sa bonne encre : « L'île de Saint-Pierre n'étant accordée par le sixième article du traité de Paris de 1763 que pour servir d'abri simplement aux pêcheurs français, je suis très surpris d'apprendre par le capitaine Philip, qui en est de retour, que vous y soyez avec une force si considérable.... Je suis encore plus étonné de l'intention où vous êtes, et que vous avez fait connaître au capitaine Philip, d'aller avec ces mêmes forces visiter les ports de la partie du nord de ce gouvernement. Il est de mon devoir de vous avertir de bonne

¹ *Journal nautique et circonstancié de M. le comte d'Estaing, lieutenant général embarqué sans pavillon sur le vaisseau du Roi le Brillant, commandé sous lui par M. le comte de Guichen, capitaine.* A. M. B¹ 108.

² *Ibid.*

³ *Archives particulières du comte de Lauzanne.*

⁴ Le titre officiel de l'amiral Pallisser est « Gouverneur de Terre-Neuve et surintendant de la pêche de la morue. »

⁵ L'*Amphion* (Tronjoly), vaisseau de 50 canons, la *Licorne* (Dampierre), frégate de 26 canons.

heure qu'une pareille entreprise contreviendra aux termes non équivoques du traité d'Utrecht. » Tronjoly répond courtoisement et du tac au tac : « L'intention de Sa Majesté n'est point de violer les traités, mais de les faire observer ¹. »

Trois ans après, l'amiral Pallisser administre toujours Terre-Neuve, et c'est encore la division Tronjoly qui y sauvegarde les intérêts de nos pêcheurs ². Les prétentions de Pallisser à la suprématie britannique par tous les moyens n'ont pas diminué. Au contraire, à en croire une lettre de notre gouverneur de Saint-Pierre-et-Miquelon, d'Angeac, au ministre de la marine, en date du 20 septembre 1767 : « M. Pallisser est un homme d'esprit assurément, mais un homme très fougueux.... Soutenu de sa cour, il est capable de tout entreprendre *contre le droit des gens*. Il ne l'a déjà que trop fait.... En temps de guerre, il m'aurait été plus aisé de répondre à coups de canon à cet esprit inquiet et arrogant à cause de ses forces.... M. de Tronjoly, ainsi que moi, nous pourrions bien avoir des déboires avec ce gouverneur turbulent.... Ce qui se passe des Anglais m'occupe plus que si nous étions en temps de guerre, parce qu'il y faut moins de ménagement que l'on est obligé d'en avoir en temps de paix ³. »

Et la fameuse affaire des Malouines ? En 1764, Bougainville fonde aux îles Falkland un établissement français ⁴. La possession de cette nouvelle colonie est une triste spéculation sous le rapport agricole, mais, au point de vue commercial et politique, l'occupation des Malouines peut devenir d'une haute importance. C'est ce qu'ont aussitôt senti les Anglais, qui, n'ayant point de raisons et ne trouvant pas non plus de prétextes suffisants pour revendiquer pour eux-mêmes ces îles, les font du moins réclamer par l'Espagne sous le motif qu'elles font partie de la Magellanie ⁵. Les épisodes rapportés par l'historien anglais Cane, très partial cependant à l'égard de ses compatriotes, suf-

¹ A. M. B^e 107.

² La division de Tronjoly s'est augmentée de la frégate *l'Enjouée*,

³ A. M. B^e 110.

⁴ Bougainville avait nommé les îles Falkland : *Malouines*, en l'honneur des marins de Saint-Malo qui composaient presque entièrement ses équipages.

⁵ En 1833, l'Angleterre s'est déclarée maîtresse des îles Falkland, à la barbe des États-Unis et de la République Argentine qui s'en disputaient la possession.

fisent pour prouver la haine britannique à notre endroit au cours des pourparlers de cette cession que nous consentîmes au cabinet de Madrid au mois de novembre 1766. L'établissement français aux Malouines n'avait duré que deux ans ¹. Ainsi, cette possession nous était enlevée par l'Espagne sur les injonctions de notre ennemie séculaire ! L'Espagne, qui avait eu tant à pâtir de celle-ci ! L'Espagne, dont nous nous étions presque toujours proclamés les champions dans ses longues luttes contre l'Angleterre ! Vraiment, quelle singulière alliée fut pour nous la catholique et chevaleresque Espagne, tout au long du XVIII^e siècle !

Au mois de juin 1767, le comte de Breugnon a conclu avec le Maroc un traité des plus avantageux. Peu après, Choiseul entame des négociations pour quelques établissements aux îles Zaffarines qui, selon le rapport d'un officier que l'on commence à distinguer, Suffren, seraient, en cas de guerre contre les Anglais, une excellente station militaire. De tout cela, le cabinet de Saint-James conçoit un violent dépit ; aussi les nouvelles de Londres du 19 juillet 1768 portent-elles que « plusieurs vaisseaux de guerre anglais vont partir incessamment, pour se joindre dans la Méditerranée à l'escadre du contre-amiral Spry. Ce dernier se rendra au Maroc pour y obtenir le renouvellement de la paix, et l'on fait remarquer qu'il est chargé d'employer la force en cas de refus du prince maure ². »

Mais le coup le plus sensible à la Grande-Bretagne fut encore le traité de Versailles (15 mai 1768), par lequel Gênes nous abandonnait solennellement la Corse. Les Anglais commencent par accueillir et par traiter avec la plus grande distinction Paoli, dans l'espoir de le faire servir un jour à leurs intérêts ³. Puis, apprenant que le dey de Tunis hésite à reconnaître la Corse comme possession française, ils favorisent, au mépris des lois des peuples civilisés, la piraterie barbaresque, en disant au dey : « Donnez-nous Tabarca, et notre argent et notre diplomatie

¹ Au mois de novembre 1766, Bougainville appareilla de Saint-Malo avec la frégate *la Boudeuse* et la flûte *l'Étoile*, pour opérer la remise de cet archipel aux Espagnols. Le marquis de Nerville commandait aux Malouines pour le roi de France.

² Collection de la *Gazette de France*, 1768.

³ Cet espoir devait se réaliser en 1794, année au cours de laquelle, de concert avec les Anglais, Paoli nous chassa de la Corse.

soutiendront votre querelle. » Il faut que le capitaine de Broves ¹ bombarde Bizerte (1769), puis Sousse (1770), pour mettre à la raison le sultan tunisien ².

Quelques années plus tard, à l'aurore du soulèvement des colonies anglaises de l'Amérique, le grave comte de Vergennes écrira dans une dépêche officielle ces mots lapidaires : « La manière plus que pirate avec laquelle les Anglais commencèrent la guerre en 1755 ³. » Nos lecteurs penseront que cette qualification de « pirate, » ainsi donnée en connaissance de cause, pourrait justement s'appliquer à l'ensemble des procédés des marins anglais à notre égard durant le long règne de Louis XV.

L'expédition du capitaine de Broves contre le dey de Tunis est, croyons-nous, le dernier fait par ordre chronologique que l'on puisse rattacher à l'histoire des brigandages maritimes de l'Angleterre antérieurement à l'avènement de Louis XVI.

Au reste, depuis quelques années déjà, les Anglais étaient avertis d'être plus circonspects. Dans ses mémoires, Rochambeau raconte qu'en 1764, le duc de Richmond, ambassadeur d'Angleterre, étant dans le cabinet de Choiseul, vint à parler des « complaisances » du cabinet britannique pour le nôtre. « Qu'appelez-vous, Monsieur l'ambassadeur, des complaisances ? » répliqua Choiseul en se levant. « Sachez que le roi, mon maître, ne veut de complaisance d'aucune puissance de l'Europe, encore moins de l'Angleterre que de toute autre. » Richmond s'excusa sur sa connaissance imparfaite de la langue française ⁴. Il ne se risqua plus à de pareilles fautes de langage ; il venait, à la réplique de Choiseul, de deviner le réveil de notre marine.

La restauration de nos forces navales devait se poursuivre méthodiquement sous l'impulsion patriotique de l'actif Choiseul, et le cabinet anglais, pour rassurer l'opinion publique, en est réduit à faire écrire par ses gazetiers qu'une clause secrète du traité de Paris a fixé le nombre des vaisseaux de guerre que l'Angleterre daigne permettre à la France. Boutade qui, hâtons-nous de le dire, ne trompe pas les esprits sérieux d'outre-

¹ Jean-Joseph de Rafaélis, comte de Broves. Né 1715, G. 1730, L. 1746, C. 1756, C. E. 1771, L. G. 1779. A. M. C¹ 167.

² A. M. B¹ 113, 116.

³ Vergennes à Guines, 29 juillet 1775.

⁴ Cité par Lacour-Gayet.

Manche, bien informés par les espions que l'amirauté entretient dans les principaux ports de France ¹.

Quoi qu'il en soit, les Anglais attendront plusieurs années avant d'appliquer de nouveau leur système. Et, quand ils s'y risqueront, les temps auront changé. Ils ne retrouveront plus devant eux des vaisseaux isolés, conduits par des marins braves mais dépourvus de moyens d'action suffisants; ils se heurteront cette fois à de puissantes escadres, obéissant à des chefs de mérite, instruits par l'étude et une expérience acquise au cours de luttes soutenues pendant les guerres et aussi durant la paix contre Boscawen et ses émules. Sous Louis XV, nos marins avaient été à la peine. Vienne le règne de Louis XVI, et nous les verrons à l'honneur !

Comte MARC LE BÈGUE DE GERMINY.

¹ En octobre et en décembre 1764, le capitaine anglais Corner est signalé dans le port de Brest. A. M. G. 193. En 1769, un autre officier anglais, Gordon de Warhouse, se fait prendre dans le même port en flagrant délit d'espionnage, et a la tête tranchée. A. M. B³ 585.

UNE SOCIÉTÉ

DU

CULTE CATHOLIQUE A PARIS

PENDANT LA PREMIÈRE SÉPARATION

LA PAROISSE SAINT - EUSTACHE DE 1795 A 1802

(Suite)

§ 4. — *Fabriques et cultuelles*

Ce n'est pas une étude de l'ancienne organisation fabricienne que nous voulons faire ici ! Nous voudrions simplement faire remarquer combien cette organisation, cependant d'usage courant dans la France de 1789, ressemble parfois, à s'y méprendre, à l'organisation des sociétés du culte de 1795 à 1802.

Sous des noms différents et avec des moyens d'action assurément très diminués, les sociétés du culte sont des fabriques d'ancien régime, et, la lecture de nos registres paroissiaux de Saint-Eustache exceptée, rien, sans doute, ne surprendrait davantage un lecteur de notre temps, que le « règlement de l'administration de la fabrique et paroisse de Saint-Jean en Grève, homologué par un arrêté du Parlement de Paris, le 2 avril 1737 ¹. » Sauf peut-être la lecture du règlement de Saint-Louis en l'île.... ou de celui de la paroisse Saint-Pierre à Bourges ² !

¹ Reproduit dans Durand de Maillane, *Dictionnaire de droit canonique et de pratique bénéficiale*, 3^e édition, Lyon, 1776 (v^e Fabrique).

² Cf. Jousse, *Traité du gouvernement spirituel et temporel des paroisses*. Paris, 1769. Cf. également la revue *Demain*, 19 janvier et 9 février 1906 : « Les associations cultuelles dans le passé — les assemblées de paroisses dans l'ancienne France » (par Camille Pinta).

Nous y retrouvons les assemblées générales et les assemblées ordinaires; mais les sociétaires s'appellent marguilliers ou notables.

On recourt à l'assemblée générale dans certains cas plus importants : c'est ainsi qu'on demande aux paroissiens du Lude leur consentement au sujet d'une augmentation annuelle du prix des places de deux sols, tout comme nous avons vu les administrateurs de Saint-Eustache le faire pour établir la taxe sur les chaises ¹.

Les attributions des marguilliers sont à peu près celles des sociétaires de 1795 : ils choisissent les prédicateurs, nomment les officiers laïques, les prêtres chargés d'acquitter les annuels, et ceux qu'ils ont nommés, ils peuvent les congédier ².

Dans les fabriques gallicanes antérieures à 1789, comme à Saint-Eustache en 1795, l'élément laïque prend donc une part considérable à l'administration paroissiale.

« A l'égard du bureau ou de l'assemblée de la fabrique, dit Durand de Maillane ³, la présence du curé n'y est pas absolument nécessaire; il doit y assister par bienséance, mais il n'y préside pas; le corps de la fabrique étant aujourd'hui laïque, il serait irrégulier et contre la police du royaume d'y mettre un ecclésiastique à la tête. Les arrêts qui ont fait les règlements pour les fabriques portent que le curé pourra assister à l'assemblée de la fabrique, signera le premier les délibérations et donnera sa voix immédiatement avant celui qui présidera, lequel opinera le dernier sans préjudice au curé de représenter avant la délibération ce qu'il trouvera à propos pour le bien de l'église et de la fabrique par forme de simple proposition ⁴. »

Mit-on jamais à Saint-Eustache autant de dédaigneuse exigence qu'il y en a dans cet article 1^{er} du règlement de la fabrique de Saint-Nicolas de Maulle :

« Les assemblées seront composées de...., du sieur curé qui pourra y assister s'il le juge à propos...., et s'il y assiste, il aura

¹ Cf. Jousse, *op. cit.* Règlement de la fabrique Saint-Vincent (1764).

² Règlement de Saint-Louis en l'île (1749), art. XCVIII (dans Jousse).

³ On connaît les sentiments gallicans de Durand de Maillane, mais combien l'étaient autant que lui ! Nous ne jugeons pas cette ancienne organisation, nous la décrivons — voulant montrer combien elle se rapproche de celle que nous font connaître les registres de Saint-Eustache.

⁴ Durand de Maillane, *op. cit.*, t. I, p. 260. — N'est-ce pas exactement ce que nous avons constaté à Saint-Eustache ?

la préséance...., il y assistera sans étole, attendu que les affaires qu'on y traite sont purement laïques et temporelles ¹. Et vit-on jamais exclusivisme plus ombrageux que celui des paroissiens de Saint-Pierre le Marché à Bourges, dont le règlement porte à l'article 7 : « Le curé aura la première place dans toutes les assemblées...., sans qu'aucun autre ecclésiastique puisse jamais assister à aucune assemblée, non pas même dans le cas d'absence ou empêchement du curé ². »

A Saint-Eustache, au contraire, nous avons vu que les membres du clergé paroissial trouvaient larges ouvertes les portes des assemblées : quelques-uns d'entre eux participèrent même à l'administration temporelle, et certains, comme MM. Delaleu, Champsaur et Fleury, semblent avoir exercé, nous le dirons, une influence prépondérante.

Ce n'est pas que tout cet ancien état de choses ne souffrit souvent de grosses difficultés.

M. Grente a raconté la lutte homérique que soutint le curé de Saint-Jacques du Haut Pas, de 1785 à 1789, contre ses marguilliers ³.

Et Durand de Maillane enregistre bien des regrets : « Ce qui a été dit des droits des marguilliers sur les titres et les biens des curés paraîtra peut-être nouveau à quantité de curés de campagne et de petites villes, où ils se regardent comme les seuls maîtres des fabriques; ceux mêmes des grandes villes ne voient pas sans quelque peine les marguilliers laïques prendre tant de part au maniement des affaires paroissiales; nous en avons entendu nous-même quelques-uns en faire leurs plaintes et désirer à ce sujet une délibération du roi, ce qui a déjà été projeté à la cour, et ce que, peut-être, on reconnaîtra finalement nécessaire soit pour prévenir les effets de la mésintelligence et des procès entre les curés et les marguilliers, soit pour mettre plus d'uniformité et même de stabilité dans les divers usages sur l'état et les fonctions des marguilliers devenus, au reste, bien moins sujets à la juridiction ecclésiastique que dans les siècles passés ⁴. »

¹ Cf. Jousse, *op. cit.*

² Jousse, *op. cit.*

³ Grente, *Une paroisse de Paris sous l'Ancien Régime* (Paris, 1897), p. 193, etc.

⁴ Durand de Maillane, *op. cit.*, t. IV, p. 32.

C'est dans ce milieu qu'il faut placer la société du culte de Saint-Eustache pour en porter un jugement exact.

La grande innovation qu'un catholique romain pouvait y découvrir en 1795, c'était le principe de l'élection populaire : nous avons montré à quelle influence constitutionnelle il fallait le rattacher et comment d'ailleurs le fait resta unique, lié, à Saint-Eustache, à la période schismatique de l'histoire de son clergé.

Entre la cultuelle révolutionnaire et la fabrique gallicane, nos aïeux devaient mal distinguer.

III.

LES CHARGES DE LA SOCIÉTÉ

§ 1. — *Le bâtiment et le matériel cultuel*

Lorsqu'on la rendit au culte, elle était dans le plus piteux état, cette splendide église Saint-Eustache, naguère l'une des plus somptueuses de Paris.

Les premiers travaux exécutés à la hâte nous donnent une idée de son délabrement : ses vitraux brisés, ses voûtes endommagées laissaient pénétrer la pluie. Le maître-autel n'était plus qu'une « masse de pierres. » Le dallage du chœur n'existait plus; le sol des chapelles n'était que gravats. Les piliers avaient été dégradés par les tribunes qu'on y avait accolées.

Ni stalles, ni chaire, plus rien du mobilier liturgique !

Il y avait une telle quantité de décombres qu'ils obstruaient l'emplacement de la chapelle de la Vierge, et que le 1^{er} prairial an VII (20 mai 1799), on trouvait encore dans l'église assez de matériaux épars pour en clore les charniers avec un mur d'un pied d'épaisseur !

Détail plus attristant : il avait fallu charger un citoyen « du soin d'enterrer dans les caves de l'église des cadavres qui avaient été déterrés et jetés çà et là à découvert, lors de la fouille pour les salpêtres ¹. »

Au total, une seule chapelle intacte, celle des Fonts baptismaux, qui avait été « respectée comme par miracle ². »

¹ 7 thermidor an IV.

Ailleurs, à Saint-Merry par exemple, on déterrait les cadavres pour avoir le plomb des cercueils.

² Cf. Proc.-verb., 12 floréal an XI.

Et de la riche sacristie que restait-il? Fort peu de chose sans doute, puisque malgré les acquisitions et les dons de la première année, un inventaire du 23 messidor an IV ¹ signale :

- 10 chasubles,
- 1 calice,
- 2 ciboires (dont un en étain),
- 2 ostensoirs (dont un en buis).

Et les longues discussions ouvertes lorsqu'il s'agit d'acheter une aube ou un surplis, la reconnaissance aussi que l'on témoigne au moindre don de linge, font supposer que la lingerie n'était pas mieux garnie.

Tout était à refaire, et l'œuvre de restauration commencée au lendemain de l'ouverture de l'église venait seulement d'être achevée lorsque Pie VII vint, le 28 décembre 1804, bénir la statue de la Vierge que Pigalle avait sculptée.

Nous ne voulons que donner un rapide aperçu des travaux exécutés pendant ces quelques années, et supportés si vaillamment par la société du culte. Ils furent dirigés, nous l'avons dit, par un homme au dévouement inlassable, l'architecte Le Courtier, que secondait le secrétaire même de la Société, le citoyen Bellet, entrepreneur de plomberie, et plusieurs autres sociétaires.

Les tout premiers travaux sont plus intéressants à connaître :

- Le 12 messidor an III, on décide de fermer le tour du chœur;
- de daller en terre cuite l'emplacement des stalles;
- de faire aux vitraux et aux portes d'urgentes réparations;
- de visiter les voûtes et galeries, et d'exécuter les travaux urgents de couverture « provisoirement et pour empêcher seulement la pluie de pénétrer; »
- on achetait pour 6,000 livres la menuiserie de l'ancienne sacristie.

Le 2 thermidor :

On acquérait pour 5,000 livres les stalles du couvent des ci-devant chanoinesses de « Piquepuce » (*sic*).

Le 16 :

On achetait le maître-autel de la Charité (1,200 livres) et un luthrin (*sic*) en bois.

Le 1^{er} fructidor : deux anges adorateurs en plâtre.

¹ Cf. Archives de la paroisse.

Le 7, on carrelait le sanctuaire et on réparait les piliers. Puis on acquiert successivement des graduels, des confessionnaux, etc., etc.

Le 10 brumaire an V, on fait acquisition de la chaire qui se trouvait ci-devant à Notre-Dame et qu'on avait découverte, intacte mais démontée, chez un menuisier.

Le 20 thermidor de cette année, après une visite aux toits, vitraux et charniers, on découvre qu'il y a là pour 2,235 livres de réparations urgentes.

Le 1^{er} prairial an VII, la sacristie est désaffectée : de là de gros débours qui grèveront lourdement les finances de la société pendant longtemps.

Le 11 fructidor an VII : les arcs-boutants du côté de la rue Trainée ¹ nécessitent d'importantes réparations.

Le premier jour complémentaire de cette année, une des chaînes de fer qui tenaient la grande voûte vient à se briser ; il faut la réparer au plus tôt.

En brumaire an IX, encore d'importants travaux : on exécute « une grille en bois pour le chœur, avec une frise en haut » (1,111 livres).

A partir de cette époque, comme nous le dirons, le gouvernement vient largement en aide à la société et lui permet d'achever la restauration de l'église par l'acquisition de l'orgue de Saint-Germain des Prés, de plusieurs tableaux, etc.

La constante préoccupation de M. Bossu, pendant les premiers mois de son administration, fut la réfection totale de l'église ; il contribua en particulier, de ses deniers personnels, à l'achat de deux candélabres en cuivre doré pour le maître-autel, du prix de 2,400 fr. C'est lui également qui proposa de faire exécuter par M. Bridan, « artiste célèbre, » une vierge de marbre blanc du prix de 5,000 fr.

Tous ces travaux représentaient un total de dépenses très imposant.

En l'an IV, par exemple, bien que plusieurs entrepreneurs n'aient reçu que des « à-compte, » on avait dépensé, en acquisitions et réparations, 130,838 livres en assignats ² !

¹ Rue Rambuteau actuelle.

² Cf. *Compte rendu des assemblées générales*. — Il ne faut pas oublier à quelle dépréciation étaient alors tombés les assignats.

L'an V accuse encore une dépense de 6,000 livres, et l'an IX une de 5,000.

Toutes dépenses supportées exclusivement par la société.

§ 2. — *Le personnel ecclésiastique et laïque*

Un autre chapitre des charges comprenait le traitement du personnel.

Or, celui-ci était relativement nombreux, car on eut bientôt : un sacristain, deux suisses, un portier, un balayeur, quatre chaisières, une lingère, un organiste et son souffleur, six chantres, deux serpents et un nombre variable d'enfants de chœur. Au total : vingt employés.

On a vu, par ailleurs, que le clergé paroissial comptait douze ecclésiastiques, sans préjudice de ceux qui, de temps à autre, rendaient quelques services rétribués.

Il sera peut-être intéressant de connaître le taux des traitements.

Il fut généralement trouvé insuffisant, si on en croit les réclamations incessantes des chantres et les remarques plus discrètes du clergé.

En messidor an III,

Les chantres touchaient chacun 1,000 livres par an.

Le sacristain, 1,200 —

Les enfants de chœur, 300 — Etc., etc.

En brumaire an VI, les paiements se font en numéraire, au taux de :

354 livres pour le maître de chapelle.

262 — pour les autres chantres.

73 — pour les enfants de chœur. Etc.

Le traitement primitif des ecclésiastiques avait été fixé à 2,000 livres par an.

Étant donnée la valeur réelle de cette somme, c'était fort peu, et, le 5 floréal an V, Delaleu pouvait affirmer que, jusqu'alors, « elle n'avait pu suffire à leurs besoins. »

Dès la fin de l'an IV, il est vrai, on avait ajouté au traitement en assignats quelques livres de numéraire, distribuées précieusement chaque mois.

Le 23 messidor an IV, le chef du culte recevait 6 livres, et les autres ecclésiastiques chacun 3 livres!

Le traitement du 29 frimaire an V se chiffrait ainsi :

Chef du culte,	80 livres par mois.
Premier vicaire,	60 —
Second vicaire,	40 —
Autres prêtres,	30 —

En fructidor an VII, il était :

Pour le chef du culte, de	155 livres.
— premier vicaire,	110 —
— second vicaire,	85 —
Autres prêtres.	75 —

Le dernier taux connu est celui du 1^{er} prairial an IX :

Le chef du culte recevait alors	165 livres par mois.
Le premier vicaire,	120 —
Le second vicaire,	90 —
Autres prêtres,	80 —

Il ne faut pas oublier, d'ailleurs, que les ecclésiastiques trouvaient un supplément de ressources dans leurs honoraires de messes.

De plus, à partir de brumaire an V, la caisse de la société se chargea de payer la totalité des logements dont le loyer n'excédait pas 120 livres, et, dès l'an VII, elle acquittait en entier les impôts des ecclésiastiques.

Au total, ces traitements constituaient, chaque année, une somme considérable :

En l'an	IV,	31,164 livres.
—	V,	18,788 —
—	IV,	15,930 —
—	VII,	14,274 —

Notons, enfin, que plusieurs des ecclésiastiques de Saint-Eustache, en qualité d'anciens vicaires constitutionnels, durent toucher une pension; mais il n'y est jamais fait allusion.

§ 3. — *Les frais du culte extérieur*

Les offices étaient nombreux à Saint-Eustache. Nous le dirons bientôt; de là, un chapitre des dépenses assez chargé.

La sacristie n'avait plus ni linge d'autels, ni ornements, ni vases sacrés; il fallut rapidement, et au meilleur compte, se procurer l'essentiel.

On fit petitement : le ciboire d'étain et l'ostensoir en buis le prouvent.

Les comptes de la sacristie, tenus fort régulièrement par un ecclésiastique dont on vante, à plusieurs reprises, l'économie entendue, nous permettent d'apprécier les dépenses faites pour le culte.

Elles étaient, pour l'an	IV, de	40,200 livres.	
—	VI,	2,125	—
—	VII,	2,658	—
—	VIII,	3,685	—
—	IX,	5,482	—

On remarque la marche croissante de ces dépenses. Peu à peu, en effet, le culte avait repris ses splendeurs, et c'est au premier jour complémentaire de l'an VIII qu'on votait aux deux suisses cet éblouissant uniforme :

Un habit de drap d'Elbeuf gros bleu, boutons blancs en métal, épaulettes et dragonne en argent, baudrier de cuir noir verni, piqué de points blancs, épée à garde argentée, et hallebarde.

Tout ce luxe renouvelé des anciens jours devait coûter cher ; mais Saint-Eustache tenait à reprendre rapidement son rang parmi les grandes paroisses de Paris. Nous verrons bientôt que, dans son église restaurée, on accourait parfois de toutes parts, et, dans ces circonstances, les administrateurs votaient généreusement les crédits nécessaires.

Enfin, émargeaient encore au compte de la sacristie les honoraires dus aux prédicateurs étrangers qui venaient se faire entendre aux jours de fête. Ce budget spécial atteignait près de 300 fr.

§ 4. — *Part prise par le gouvernement au chapitre des charges*

La loi de prairial avait rendu les églises dans l'état où elles se trouvaient.

Or on s'habitua difficilement pendant les premiers mois du régime nouveau à cet isolement matériel.

Il paraissait en effet si naturel d'aller réclamer à ceux qui les avaient soustraits, les objets indispensables au culte !

« Au moins dans les premiers temps, a-t-on dit, la République permit aux prêtres de puiser dans les magasins publics les mis-

sels, antiphonaires, lutrins, autels, objets religieux de toute sorte qui s'y trouvaient ¹. »

Ceci ne s'est point réalisé à Saint-Eustache, non plus, nous semble-t-il, que dans plusieurs autres paroisses.

Trois délégués de la société avaient présenté au département de Paris une pétition pour réclamer le volume du graduel : on présentait en même temps le récépissé « donné au citoyen Meaulme, menuisier, qui a remis en prairial an II lesdits graduels à l'archiviste de la commission départementale des biens nationaux » (4 brumaire an IV.)

Le département répondit que cela ne le regardait point, que d'ailleurs ces graduels, biens nationaux, ne pouvaient qu'être vendus et que « les églises ayant été rendues, c'était à ceux qui en faisaient usage à se procurer ce qu'ils pouvaient avoir besoin. »

Instruit par l'expérience, on change la formule, et le 23 frimaire an IV, on se joint encore à une députation de Saint-Germain l'Auxerrois pour présenter une pétition « tendant à obtenir des ornements les plus simples et linge à l'usage du culte, *en payant si on l'exige.* »

Qu'advint-il de la requête, on ne peut le dire. On peut supposer un insuccès au ton découragé de quelques allusions : c'est ainsi, par exemple, qu'on avait proposé une pétition aux membres du Directoire exécutif pour obtenir la chaire de la ci-devant église Saint-Germain, « on y renonce devant l'inutilité évidente de la démarche ², le Directoire devant renvoyer aux domaines nationaux qui ne peuvent rien accorder sans le vendre ³. »

Par contre, il semble bien que les domaines nationaux aient accepté la charge des grosses réparations du presbytère provisoire, ou maison des charniers ⁴.

Il y avait eu en effet bail en règle, nous en avons donné la formule : le loyer était de 2,400 livres par an.

Mais voici qu'en thermidor an V, d'importantes réparations

¹ Mathiez, *Revue pol. et parlementaire*, 10 janv. 1907, p. 86.

² Cependant le 26 vendémiaire précédent, Justinart disait « qu'ayant parlé à ses confrères, membres de la municipalité, il les avait trouvés tout disposés à appuyer une demande aux membres du Directoire exécutif à l'effet de l'obtenir à titre de prêt. »

³ 3 brumaire an V.

⁴ Cf. 26 vendémiaire an V.

sont nécessaires à la charpente et aux vitraux de l'église : une fois de plus, on songe à intéresser les pouvoirs publics et, semble-t-il, avec quelque espoir fondé de succès.

Un des sociétaires, en effet, le citoyen Justinart, que sa qualité de membre de la municipalité rendait plus compétent en la matière, fait observer « que le citoyen Peyre, architecte, était chargé par le gouvernement de faire faire les réparations pour la conservation des édifices consacrés au culte ¹. »

On délègue donc auprès de l'architecte du gouvernement.

Or, le 27 thermidor an V, la réponse officielle était connue et, chose à bien noter, ce n'était pas un refus !

Si en effet la société se décide à effectuer les réparations à ses frais, c'est « provisoirement » et pour cette raison que « les lenteurs » sont à craindre.

Quel principe avait-on invoqué pour aboutir à ce résultat ? Peut-être celui-ci, que les grosses réparations appartiennent toujours à la nue propriété. C'était précisément le cas, puisque les citoyens catholiques n'étaient plus dans leurs églises que de simples occupants sans droits ².

C'était, il faut l'avouer, une interprétation bénigne de l'article 2 de la loi de prairial, qui chargeait les occupants « d'entretenir et de réparer » les édifices mis à leur disposition.

Quoi qu'il en soit du résultat final de la démarche tentée par les catholiques de Saint-Eustache, il était intéressant de noter qu'ils n'essuyèrent pas de refus catégorique.

Après le 18 brumaire, toute cette réserve cessa bientôt.

Le 1^{er} ventôse an IX (février 1801), on proposait de « présenter une pétition au ministre de l'intérieur à l'effet d'obtenir l'orgue de l'église ci-devant abbaye Saint-Germain des Prés. »

Le ministre de l'intérieur était alors le citoyen Chaptal : il écrivit au chef du culte Juvigny une lettre dont lecture fut donnée à la séance du 1^{er} prairial an IX. Il disait que « conformément à la demande qui avait été par lui faite et les cosignataires

¹ 20 thermidor an V.

² Les sociétaires montrèrent une grande réserve dans l'usage de l'édifice mis à leur disposition : le 2 ventôse an VIII on refusait de céder une partie dépendante de l'église, parce qu'on ne s'en croyait pas le droit. Et le 6 messidor an X, on hésitait encore pour savoir si on pouvait louer à un particulier une des chapelles de l'église, ce qui était de pratique courante avant 1789.

de sa pétition, habitants du quartier Saint-Eustache ¹, il mettait l'orgue de l'église Saint-Germain des Prés à leur disposition, à condition de se charger de le faire déplacer, démonter et replacer à leurs frais, de fournir aux dépenses de son entretien ; prévenant en même temps que si de nouvelles dispositions rendaient cet orgue nécessaire au gouvernement, ils seraient tenus de le rendre à la première sommation qui en serait faite, sans pouvoir réclamer aucune indemnité pour les frais d'établissement et de restauration. »

Le 3 ventôse an X, c'est le maire de l'arrondissement qui, à son tour, faisait au chef du culte l'amabilité de lui remettre « les six bâtons de l'ancien dais de l'église. »

Le 1^{er} thermidor de cette même année, M. Bossu obtenait du ministre de l'intérieur trois tableaux du musée de Versailles, et comme on n'avait pu trouver deux d'entre eux, le directeur du musée, en compensation, lui en accordait six !

Aussi, la société ne craint plus dès lors de demander hardiment ; en fructidor an X, le portail a besoin de réparations : « on présente une pétition au gouvernement pour lui faire connaître la nécessité de ces réparations qui ne peuvent regarder ni être à la charge de la société. » Et dès le 1^{er} brumaire suivant des architectes venaient de la part du département estimer les travaux à effectuer.

C'était le régime concordataire qui se trouvait ainsi inauguré à Saint-Eustache.

IV.

LES RESSOURCES DE LA SOCIÉTÉ

§ 1. — *Comment on se procurait des ressources*

Les biens des anciennes fabriques, on le sait, avaient été confisqués : il fallut donc, à Saint-Eustache comme partout ailleurs, s'occuper, dès les premières séances, d'assurer à la société des ressources suffisantes.

Ce n'était point chose facile, à en juger par la législation du 7 vendémiaire an IV.

¹ On voit que la législation qui interdisait les pétitions en nom collectif n'était plus appliquée très rigoureusement. Les dernières lois sur ce sujet dataient de l'an III.

Il ne pouvait être formé « aucune dotation perpétuelle ou viagère, ni établi aucune taxe pour acquitter les dépenses du culte ou le logement des ministres » (art. 10).

On renouvelait d'ailleurs, en termes différents, la défense faite en prairial an III d'établir des « contributions forcées » (art. 12).

Un emprisonnement de six mois à deux ans ou une amende de 100 à 500 livres atteignait ceux qui violaient cette dernière prescription. Quant aux actes passés en contradiction avec l'article 10, ils étaient nuls.

Ni dotations, ni taxes : c'était s'éloigner autant que faire se pouvait de l'ancien régime financier des fabriques!

Aussi n'est-ce point dès la première séance que furent chiffrés les différents chapitres du budget, et s'ils finirent par l'être, ce fut en contredisant légèrement le texte de la loi.

On ne parla tout d'abord que de « soumissions volontaires » : c'était pleinement légal.

Mais avant la fin du mois de messidor an III, il était déjà question de quêtes faites aux offices les dimanches et jours de fêtes. Or, cela pouvait paraître à quelques-uns ressembler terriblement aux taxes interdites par la loi de vendémiaire ¹. « On y fait la quête comme sous l'ancien régime! » s'écriait un journaliste en parlant des églises catholiques ² : gros scandale, assurément!

On ne semble pas s'en être soucié à Saint-Eustache, car le 9 thermidor an III, aux quêtes du dimanche, on ajoutait celles des jours « ouvrables » faites « pendant les messes, aux mariages et aux services, pour les frais du culte. »

Notons encore quatre troncs placés à différents endroits de l'église dès le 23 messidor, et nous aurons les expédients financiers qui devaient assurer la marche de la Société.

Le 20 vendémiaire an IV, le chef du culte Poupart avait proposé des quêtes à domicile, tant pour se procurer des ressources « que pour faire connaître aux citoyens qu'ils sont de la paroisse. » L'assemblée trouva que cette mesure « était susceptible de beaucoup d'inconvénients, et invita le citoyen Poupart

¹ Sciout, *op. cit.*, t. IV, p. 518.

² *L'Ami de la patrie*, février 1797, cité par Sciout, *op. cit.*, IV, p. 517.

à faire des visites.... dans l'arrondissement, chez les citoyens qui lui seraient indiqués dans les différentes maisons, attachés au culte catholique. »

Il est évident qu'on craignait de paraître « imposer » une contribution quelconque.

Pendant plus d'une année, c'est uniquement avec le produit des dons volontaires et des quêtes que la Société put subvenir aux frais du culte.

La façon de donner était extrêmement variée. Quelques-uns s'imposaient d'une somme mensuelle ¹, d'autres préféraient donner selon les ressources et la générosité du moment. Mais on donnait peu en deniers comptants : les offrandes remises au chef du culte ou au secrétaire ne cessèrent de décroître, et si nous suivons les destinées de ce chapitre des recettes à travers l'histoire de ces sept années, nous trouvons qu'après avoir fourni, en l'an IV, 44,245 livres, les dons manuels tombent à 1,066 livres pour l'an V ; 1,315 pour l'an VI ; 130 (!) pour l'an VII ; 62 (!) pour l'an VIII. On préférerait de beaucoup donner en nature. Quelques « dons » ressemblent fort à des « prestations » d'un caractère touchant.... ou étrange.

Le 2 thermidor an III, un citoyen propose son fils comme enfant de chœur, gratuitement, et cela lui tient lieu de contribution aux frais du culte !

Le 4 brumaire an IV, on fait part « que le citoyen Francot, frotteur, pour son offrande du culte, a mis en couleur et frotté les marches et marchepied de l'autel ! »

Puis c'est la liste interminable des dons de tout genre et de toute valeur : linge d'autel et de sacristie, ornements, vases sacrés ², vin de messe, etc. Dons magnifiques de bijoux, contributions des plus humbles paroissiens qui apportent « deux bougies, » voire même « quelques bouts de bougies!! » Tout cela est noté soigneusement sur le procès-verbal de la séance.

D'ailleurs on s'ingénie : un fournisseur fait condonation d'une facture ; un bijoutier se charge de sertir les pierreries qu'une paroissienne vient d'apporter. Au début, il y a grand élan.

¹ Cf. 28 fructidor an III.

² On imposa sans doute, aux fidèles acquéreurs des ornements et vases sacrés, l'obligation de les restituer aux églises. Cf. Extraits du « Manuel du missionnaire, » cités par Aulard, *Études et leçons*, 2^e série, p. 177.

Point de désordre cependant : les dons doivent être remis au chef du culte, au trésorier ou secrétaire, et à quelques citoyens connus de tous, dont on propose même d'afficher les noms (25 messidor an III).

Un reçu est donné ; quelques citoyens, d'ailleurs, ont soin de le réclamer ¹ !

Quelquefois, la Société ou le chef du culte lui-même proposaient aux fidèles des dons volontaires : à plusieurs reprises, on demanda au prône d'apporter des chaises pour garnir l'église. Beaucoup plus tard, on sollicitait encore la générosité des fidèles pour couvrir les frais d'acquisition de l'orgue de Saint-Germain des Prés ².

En somme, les dons volontaires furent nombreux dans les premiers mois, mais rapidement ils seraient devenus absolument insuffisants.

Ce n'est point en y ajoutant le produit des troncs qu'on aurait pu combler le déficit ! Cette ressource fut toujours insignifiante. D'ailleurs, on attendit une longue année avant de les placer : ils sont solennellement ouverts pour la première fois en fructidor an IV, et on y découvre 5 livres.

Leur rendement maximum fut de 169 livres en l'an VI ; il descendit à 97 livres en l'an VII, et à 43 livres en l'an VIII !

Les quêtes fournissaient assurément beaucoup plus. Elles étaient, nous l'avons dit, de deux sortes : celles des dimanches et fêtes, celles des jours ouvrables.

Les quêtes des dimanches furent faites jusqu'en 1801 par des laïques, membres de la Société. D'abord au nombre de 6, ils furent portés à 8, puis à 10 ³.

C'est une fonction qui semble avoir coûté beaucoup à ceux qui s'y dévouèrent. Il fallait se trouver à l'église de bon matin et surtout triompher de la répugnance instinctive qu'on éprouve toujours à tendre la main. Aussi témoigne-t-on une très vive reconnaissance à ceux qui veulent bien accepter « la fonction pénible de quêteur ⁴, » et aussi n'en trouve-t-on pas beaucoup !

Le produit de ces quêtes est appréciable :

¹ Cf. 28 nivôse an IV.

² Les dons atteignirent 1,388 livres.

³ 19 thermidor an V.

⁴ 1^{er} prairial an VIII.

An	IV,	129,714	livres.
—	V,	24,536	—
—	VI,	7,172	—
—	VII,	6,402	—
—	VIII,	5,720	—
—	IX,	6,787	—

A partir de germinal an IX, le clergé se chargea de la quête des fêtes solennelles, car on avait observé que « si MM. les ecclésiastiques voulaient se donner la peine de faire la quête, les fêtes solennelles, elle pourrait rendre davantage ! »

En semaine, la quête était faite par une employée, la citoyenne Noël ; son rendement minimum fut de 2,190 livres en l'an VII, avec un maximum de 3,560 livres en l'an IX.

Malgré tout, ces ressources étaient insuffisantes et, un an après l'ouverture des églises, il fallut songer à en trouver d'autres.

C'est alors qu'on se résigna, en dépit de bien des répugnances, à louer les chaises aux offices publics.

Le 9 thermidor an III, cependant, la question de principe avait été très nettement tranchée : on ne louerait pas les chaises parce que, disait-on alors :

« 1° La location présente un commerce qui dans l'église est indécent ;

« 2° Elle diminue le produit des quêtes pour les frais du culte. »

Le 19 fructidor an IV, après plus d'une année d'exercice et d'expérience, un membre « renouvelle la proposition de louer les chaises...., relativement au peu de produit des quêtes. » Un autre propose de ne les louer que pour les mariages. Mais l'assemblée se montre hostile à ces deux projets.

Un mois plus tard on revenait sur la question, et cette fois les avis se trouvaient bien modifiés !

Le 3 brumaire an V, en effet, un membre « fait la proposition de louer les chaises, fondé sur ce que les quêtes ne produisaient point assez pour donner aux ecclésiastiques les moyens de subsister, ni le pouvoir de faire face à ce qui était dû et aux autres dépenses indispensables. Et après discussion et avoir entendu plusieurs membres pour et contre, l'assemblée a décidé à l'una-

¹ 2 germinal an IX.

nimité que les chaises seraient louées, en avertissant au préalable publiquement les paroissiens.

On créa donc chaisier et chaisière, comme avant 1789, et les chaises furent louées un sol, mais uniquement aux offices du dimanche et aux mariages.

Malgré l'acquiescement platonique d'une quarantaine de paroissiens, c'était bien une taxe au sens visé par la loi de vendémiaire : il n'y eut point cependant de difficulté ¹.

Bien plus, le principe une fois posé, on n'eut point de scrupule de l'étendre peu à peu.

En germinal an VIII, « considérant qu'il n'y avait pas d'autres moyens de subvenir aux frais du culte et réparations de l'église, et qu'il y avait lieu de croire que vu la modicité de l'augmentation pour chacun, les fidèles ne la désapprouveraient pas, » l'assemblée décide la location des chaises aux offices des jours ouvrables, et double le prix de la location les jours de fête.

En frimaire an IX, on augmente encore le tarif. Ainsi, malgré les bonnes résolutions des premiers jours, il fallut nécessairement recourir à l'impopulaire expédient de la location des chaises.

Le revenu ne fit que s'accroître, et bientôt il constitua le plus important chapitre du budget annuel.

Pour l'an V, 7,472 livres; pour l'an VI, 11,319 livres; pour l'an VII, 10,627 livres; pour l'an VIII, 10,534 livres; pour l'an IX, 11,883 livres.

On le voit, alors que le produit des dons volontaires et des quêtes diminuait progressivement, celui de la location des chaises était le seul à augmenter, et il finissait par représenter l'élément le plus stable et le plus considérable du budget.

D'ailleurs, on ne tarda pas à rétablir les tarifs des convois, et cela, à coup sûr, n'était point légal. Il faut dire qu'on y mit les formes, et qu'on s'appuya sur « le désir manifesté par quelques citoyens de l'assemblée générale que les convois se fissent à différents prix afin que chacun puisse, suivant ses moyens, faire présenter ses parents morts à l'église ². » Le plus clair est qu'il

¹ Les catholiques de Saint-Merry donnaient comme excuse que personne n'était obligé de prendre une chaise : ce qui était parfaitement exact ! (Cf. Observations à la circulaire préfectorale de floréal an IX.)

² 24 brumaire an V. Les catholiques de Saint-Merry apportaient les mêmes excuses à une disposition dont ils sentaient l'illégalité.

y eut trois classes de convoi, et un tarif fixé, et que sur le produit réalisé on retenait un impôt pour les frais du culte.

Enfin, le casuel, si longtemps chose prohibée par la loi, vint fournir un supplément de ressources, devenu absolument indispensable.

Ainsi peu à peu, et la constatation en est instructive, on était revenu aux anciennes traditions, malgré les efforts réels des premiers mois et malgré les défenses légales ; car c'est bien un peu en marge de la loi que se fit ce retour au passé : on ne voit pas bien, en effet, ce que voulait la loi de vendémiaire, si elle ne prohibait point ces taxes et ces tarifs.

Mais on ne voit guère mieux comment la société du culte de Saint-Eustache aurait pu s'en passer !

§ 2. — *Histoire financière de la société*

Une rapide synthèse et quelques chiffres suffiront.

Pendant toute la durée de son histoire, la société fut aux prises avec les embarras financiers.

On commença par le déficit le plus accusé, et il ne fut comblé que par la générosité d'un sociétaire qui prêta puis donna une somme de 4,000 livres.

Si les comptes rendus annuels faits aux paroissiens annoncent toujours un imposant reliquat, c'est qu'on ne donne assez souvent aux fournisseurs que des acomptes sur leurs mémoires : cet expédient cache la réalité !

On sait quelle rigoureuse économie présidait à toutes les dépenses : on « louait » des ornements ; on se privait de prédications aux vêpres pour éviter la dépense d'éclairage, etc. On était pauvre !

Et ce n'est point seulement pendant les premiers mois, mais jusqu'à la fin de 1803, qu'on se plaignit de la « pénurie des fonds. »

Cependant, le rapport présenté par les administrateurs à M. Bossu, au jour de son entrée en charge, est plutôt rassurant : on ne doit plus alors qu'un peu moins de 2,000 livres ¹. Aussi M. le curé « paraît satisfait. »

L'état des finances paroissiales communiqué, sur demande du

¹ 13 prairial an X.

gouvernement, le 24 germinal an XI, donne une note un peu différente.

On observe qu'il existe chaque année un « débet » de 7 à 8,000 livres ou environ, et qu'il est impossible d'être jamais au pair.

« Que les chapelles sont presque toutes à réparer; que celle de la Vierge et les ci-devant charniers qui viennent d'être rendus exigeront une dépense de plus de 15,000 livres.

« Qu'un grand vaisseau comme celui de l'église de Saint-Eustache exige un clergé nombreux, des chantres, des clercs, des suisses, des bedeaux et autres laïques nécessaires pour le service du culte, le bon ordre et le maintien de la propreté.

« Que la recette ne suffit point pour faire face aux dépenses courantes et à celles qui sont encore indispensables ¹. »

S'il y a un peu d'exagération dans cet exposé, on ne peut nier qu'il n'approche de très près la réalité.

Rappelons, pour mémoire, que la crise des assignats fut également une crise pour les finances de Saint-Eustache. Fort heureusement, l'habileté du trésorier Dallée-Chavincourt, agent de change, ainsi que nous l'avons dit, permit de sortir rapidement des difficultés.

Le 17 brumaire an V, 41,250 livres en assignats étaient échangées pour 51 livres de numéraire, et, à partir du 1^{er} frimaire, il n'y eut plus en caisse ni assignats ni mandats, mais uniquement du numéraire.

Pour clore cette histoire financière, donnons quelques chiffres qui permettront de se faire une idée du budget de la société.

La recette totale de l'an IV fut de 267,892 livres; celle de l'an V fut de 86,416 livres ²; celle de l'an VI fut de 32,775 livres; celle de l'an VII fut de 29,953 livres; celle de l'an VIII fut de 30,234 livres; celle de l'an IX fut de 36,037 livres.

C'était une somme considérable pour l'époque, qu'un budget de 40,000 l. Qu'il était loin, cependant, du chiffre atteint par

¹ Le 12 prairial an XI on dressait un état des acquisitions ou réparations urgentes : le montant s'en élevait à 27,160 l. On en fit part au gouvernement.

² On a déjà fait la remarque que ces chiffres de l'an IV et de l'an V sont influencés par la crise des assignats : il est difficile de se représenter leur valeur réelle.

les revenus paroissiaux avant 1789 ¹, et même du chiffre réclamé par les nécessités réelles !

En somme, si l'on pouvait tirer une conclusion de tout ceci, il faudrait constater la gêne persistante de ces quelques années, et surtout, peut-être, l'obligation où l'on se trouva, bien malgré soi, de taxer et de tarifer la contribution des fidèles aux frais du culte. Le régime des « soumissions volontaires, » le seul vraiment légal en 1795, s'était rapidement révélé plein d'incertitudes et d'insuffisances.

V.

PRINCIPAUX ACTES DE L'ADMINISTRATION DE 1795 A 1802

§ 1. — *Habileté et prudence*

On connaît les sages conseils que donnait au clergé resté en France l'auteur du *Manuel des Missionnaires* : « Nous éviterons ce qui pourrait indisposer contre nous les officiers publics.... Nous nous interdirons absolument de parler contre les lois et le gouvernement.... Nous garderons un profond silence sur la persécution que nous avons soufferte ², » etc.

C'était grande prudence, sans doute, de parler ainsi ; de l'opportunisme, peut-être, mais bien méritoire quand même !

A Saint-Eustache, on suivit d'instinct ces conseils, car on voulait, avant tout, continuer l'œuvre chrétienne commencée.

On fut donc prudent.... jusqu'au scrupule ! Ainsi, le 12 messidor an III, on chargeait le vitrier de remettre les vitraux du chœur « et d'en distraire tout ce qui serait armories (*sic*) et de les remplacer en verres sans peintures. »

Un procès-verbal du 19 pluviôse an IV est instructif à ce sujet : on avait refusé d'accepter pour le carême un prédicateur étranger, à cause, disait-on, « des inconvénients qui pourraient résulter de quelques paroles d'un homme qu'on ne connaît pas assez, et qui pourraient être mal interprétées. » C'est là de la bonne prudence ! Mais voici qui est du raffinement : la phrase par laquelle la société exprime ses appréhensions paraît mal-

¹ En 1766, M. Poupart accusait à divers titres un revenu annuel atteignant presque 100,000 livres. Cf. Delarc, *op. cit.*, t. I, p. 303 (note).

² Cité par Aulard. *Études et leçons*, 2^e série, p. 174-175.

sonnante, on craint que le soupçon ne paraisse ici injurieux, et, d'un trait de plume, on raie le tout pour y substituer une formule banale !

Et avec quelle modération résignée on annonce la cessation du culte et l'emprisonnement des ministres en messidor an VI. « En conséquence de la cessation de l'exercice du culte catholique le dimanche 21 du présent, occasionnée par la détention de la veille des ministres du culte au bureau central de police, les administrateurs, etc.... »

Et lorsque M. Rogeau est incarcéré, on parle de son « absence. » Lorsqu'il revient, on dit qu'il « reprend son poste ¹. »

Cette modération de style est d'autant plus remarquable qu'elle cesse tout à fait au cours de l'année 1802. Alors, on ne parle plus de citoyen et de citoyenne, mais de « monsieur » et de « madame ! » On ose nommer une « princesse ; » parler de la « Révolution » tout court ; la qualifier même de « temps malheureux » pendant lequel l'Église « a été spoliée. » Jamais, auparavant, on n'aurait laissé échapper ces « gros mots ! »

Nous pourrions même nous plaindre de cette réserve, car elle nous prive de beaucoup de détails que nous aurions été heureux de connaître, sur les relations avec les autorités diocésaines en particulier. Mais, peut-être, certaines précisions auraient-elles été funestes et auraient-elles mis fin brusquement à cette société de Saint-Eustache, comme elles mirent fin à quelques autres à Paris même.

§ 2. — *Les rapports avec le dehors*

Nous savons donc quelle fut l'attitude de la société du culte : elle fut essentiellement accommodante.

Aussi, n'aurons-nous pas à signaler de conflit entre les catholiques de Saint-Eustache et ceux de leurs concitoyens qui eurent des relations avec eux.

Là où, cependant, l'accord semblait plus difficile, c'était, à coup sûr, dans l'enceinte même de l'église. Les catholiques, en effet, étaient alors condamnés à une cohabitation très pénible, choquante même au plus haut point pour leur foi.

Car l'église Saint-Eustache était, en même temps, oratoire

¹ On avait mis d'abord le mot « libre : » ce mot est rayé. Il y a une préoccupation évidente de ne laisser échapper aucun mot compromettant.

officiel et temple de l'Agriculture : le culte catholique y voisinait le culte des théophilanthropes et les cérémonies décadaires.

C'est ce qu'on a appelé le « simultaneum. »

Les théophilanthropes se présentèrent pour la première fois à Saint-Eustache le 16 brumaire an VI. Ils vinrent à l'assemblée pour s'entendre avec le chef du culte catholique « à l'effet de convenir de divers arrangements. » Deux de leurs délégués proposèrent de payer aux catholiques la location des chaises et d'entrer pour leur part dans l'achat de la chaire, dont ils auraient le co-usage.

On les fait sortir un instant et on délibère. Et « l'assemblée, après mûre délibération, décide que, pour ne point les rendre copropriétaires de la chaire, il fallait leur permettre de s'en servir sans en rien exiger, étant obligés de faire preuve de la plus grande tolérance, et quant aux chaises, de se contenter provisoirement de la rétribution qu'ils offraient. »

Ceci décidé, on mène les deux envoyés à l'église; ils choisissent la deuxième chapelle pour vestiaire, et la porte de la rue des Prouvaires pour entrée. Ils annoncent qu'ils ont l'intention de se réunir les jours de décade et le dimanche. Ces jours-là, l'office catholique, commencé à huit heures et demie, sera terminé à onze heures, et ne reprendra qu'à trois heures et demie dans l'après-midi.

Le 13 nivôse suivant, nouvelle députation des théophilanthropes pour demander la jouissance de « l'ancienne petite sacristie, près la porte de la rue Montmartre; » on la leur accorde sans difficulté.

Mais, à l'assemblée du 26 nivôse, on donne lecture d'une lettre envoyée par eux et dans laquelle ils réclament qu'on leur rende la sacristie « dans l'état où elle était lors de la mise en possession de l'église par le département. » La réponse était facile : elle fut libellée « séance tenante. » On apprenait aux théophilanthropes qu'on n'avait point modifié à leur intention l'état de la sacristie, « les invitant à retirer leur demande et à faire eux-mêmes les dispositions qui leur conviendraient dans ce local. »

Il n'est plus question d'eux dans les registres de la paroisse, cependant les comptes annuels nous apprennent qu'en l'an VI, il y eut au budget « 54 livres provenant de trois mois d'usage

des chaises dans l'église, payées par la Société théophilanthropique ¹. »

La date de leur disparition n'est pas indiquée, mais le 1^{er} thermidor an IX, un arrêté de la mairie du III^e arrondissement « autorise la Société du culte catholique, relativement au placement de l'orgue, de faire démolir la balustrade qui avait été faite par les théophilanthropes ². »

A cette date, ils ont donc évacué le local depuis quelque temps.

Nous n'avons que quelques allusions aux fêtes décadaires qui durent se célébrer régulièrement à « l'oratoire officiel. »

Mais on se souvient de l'arrêté pris le 2^e sans-culottide an VI par l'administration centrale du département de la Seine.

L'article 3 portait que « les décadis, à huit heures et demie précises du matin, l'exercice de tout culte cesserait dans les édifices désignés.... qu'il ne pourrait reprendre qu'après que les administrations municipales auraient exécuté tout ce qui était prescrit par la loi.... »

C'est évidemment ainsi que les choses se passèrent à Saint-Eustache : pendant combien de temps ? Les registres de la Société ne nous apportent à ce sujet aucun renseignement. Nous savons simplement que le 1^{er} brumaire an VIII, l'administration municipale fit connaître au chef du culte qu'elle n'avait point d'allocation destinée à faire enlever les objets du culte décadaire, et qu'on serait « dans la nécessité de les y laisser à demeure, que son intention étant de ne point nuire à l'exercice du culte ni de mécontenter ses administrés, » elle demandait à la Société du culte de se charger elle-même de l'enlèvement du mobilier décadaire : on accepta de bonne grâce.

Autre allusion le premier jour complémentaire an VIII : un membre propose de faire teindre en noir les parties de serge verte qui servaient à cacher les objets du culte les jours décadaires : cette disposition était en conformité avec un article de l'arrêté départemental.

Bâtiment public, l'église Saint-Eustache servait encore aux réunions électorales. Ainsi le voulait l'article 1^{er} de la loi du 11 prairial, qui permettait aux citoyens des communes de se

¹ Cf. Arch. de la paroisse.

² 1^{er} thermidor an IX.

servir des locaux mis à leur disposition « pour les assemblées ordonnées par la loi. »

Aussi, le 25 pluviôse an V, un membre de la Société fait observer « que les assemblées primaires doivent s'ouvrir le 1^{er} germinal et durer vingt jours ; que la section, à raison de sa population, doit être partagée en trois assemblées qui se tiendront dans l'église, et lors des nominations, depuis dix heures du matin jusqu'au soir, qu'il doit y en avoir une à la chapelle de la Vierge, une dans la nef au banc de l'œuvre, et une dessous les charniers »

On craint, et à bon droit, que les offices des dimanches n'en soient désorganisés, et on espère obtenir le changement de local, au moins pour l'assemblée qui devait se tenir dans la nef.

On l'obtint, à en juger par les dispositions matérielles qu'on se propose de prendre, le 16 ventôse suivant : on fermera avec des tentures les trois arcades d'entre-piliers du fond du chœur, afin de pouvoir officier au chœur, tandis que l'assemblée électorale se tiendra dans la chapelle de la Vierge.

En l'an VI, on se contenta encore de cette organisation cependant très incommode (cf. 29 ventôse an VI).

L'an VII vit une amélioration sensible : on réussit à s'entendre avec la municipalité, et la Société du culte loua dans le quartier des locaux qu'elle mit à la disposition des électeurs de la division du Contrat social. Le budget de l'an VIII mentionne une dépense de 60 livres pour la location des salles électorales.

A ce prix, il semble que les catholiques de Saint-Eustache n'aient plus à s'inquiéter d'abriter chez eux les électeurs de la division.

Les catholiques de Saint-Eustache vécurent donc en paix avec les autorités : toute l'histoire de leur Société le prouve.

Nous avons vu l'administration municipale du III^e arrondissement disposée à appuyer une pétition des sociétaires¹ ; le maire lui-même remettant (tardivement il est vrai !) les bâtons de l'ancien dais. Le président-trésorier de la Société, Dallée-Chavincourt, avait été élu électeur par les assemblées primaires : il était donc sympathique. Le 9 germinal an V, enfin, deux

¹ Cf. 26 vendémiaire an V.

membres du comité de bienfaisance de la section du Contrat social viennent à l'assemblée demander la permission de quêter. Si on leur refuse, ce n'est point par mauvaise humeur, mais très à regret et pour de sérieuses raisons : il n'y a pas trace d'hostilité.

Il faut peut-être attribuer en partie cette bonne et cordiale entente à la présence à l'administration municipale d'un administrateur de la Société du culte catholique, le citoyen Justinnart.

Nous avons noté au passage, et à maintes reprises, les rapports que la Société avait entretenus avec les autorités départementales et avec le gouvernement, et spécialement les pétitions adressées aux pouvoirs publics.

On pourra être surpris de voir tant de pétitions, à une époque où le pétitionnement était cependant illégal. Dans quelle forme étaient conçues ces pétitions ? Étaient-elles libellées en nom collectif ? Il est difficile de le dire. Toutefois, on se souvient que dès la fin de l'an VII, les catholiques de Saint-Eustache s'unissent à ceux de Saint-Germain l'Auxerrois pour obtenir du linge et des ornements. Après le 18 brumaire, il n'y a plus de doute possible : des pétitions comme celle par laquelle on réclamait l'orgue de Saint-Germain des Prés se couvraient de signatures.

Cette façon d'agir était hardie surtout aux périodes où beaucoup jugeaient que le meilleur moyen de vivre en paix était de se faire oublier. A Saint-Eustache, on vécut au grand jour, et à cette franchise s'alliait cependant tant de prudence que pendant ces sept années, le culte fut exercé sans subir d'autre interruption que celle qui résulta de cet emprisonnement passager du clergé dont nous parlerons bientôt (messidor an VI).

§ 3. — *Faits divers*

Nous n'avons point l'intention de rapporter les menus faits de chaque jour qui cependant sont très gravement et tout au long narrés dans les procès-verbaux de nos deux registres. Les étourderies des enfants de chœur, le débraillé des chantres en sont tout le tissu.

Nous ne parlerons même pas des démêlés comico-tragiques des administrateurs avec la citoyenne Serre, chaisière, bien que

parfois cette citoyenne ait absorbé toutes les préoccupations de la société.

Mais nous devons résumer l'histoire de cette maison des charniers qui servit pendant cette période de presbytère provisoire. Cette affaire, qui n'eut de solution qu'en juin 1802, se termina par un arrêt de condamnation contre la société : il est intéressant à ce titre de la mentionner.

Les charniers ou cimetière de l'église Saint-Eustache, ainsi que la maison qui y était jointe, et qu'on appelait maison de la Tour ¹, furent saisis comme l'église elle-même et à la même date.

C'est assez tardivement, le 19 prairial an IV, que nous voyons les catholiques en reprendre possession, — l'administration des domaines ayant jugé que ces bâtiments étaient des dépendances naturelles de l'église. Il est probable que les Domaines proposèrent en même temps la location de la maison dite de la Tour.

Ce bail fut conclu dans les termes que nous avons rapportés et le loyer fixé à 2,400 livres annuelles. L'expédition en était donnée en brumaire an V.

Or voici que le 24 fructidor an VI, on annonce que le bail vient d'être cassé « comme ayant été fait autrement que par la voie des enchères. » De plus, on retirait les charniers comme « parties tenantes aux édifices rendus pour le culte au 11 prairial an III et qui pouvaient en être séparés, n'en faisant pas partie. »

Le département disait ici à peu près le contraire de ce qu'avaient spontanément déclaré les Domaines nationaux, mais cette attitude n'a rien qui puisse surprendre à cette date de l'an VI.

On entra en pourparlers avec le nouvel adjudicataire, le citoyen Touchard, qui consentit à sous-louer la maison, mais au prix de 3,000 livres ; il fallut se résigner. Le nouveau bail fut signé à cette condition que six mois du loyer seraient payés d'avance : de fait, le 1^{er} nivôse an VII, le citoyen Champsaur annonçait que cette remise de 1,500 livres avait été effectuée.

Que se passa-t-il alors entre le citoyen Touchard et les « Do-

¹ C'est le presbytère actuel de Saint-Eustache.

maines nationaux : » nous ne le savons pas. Toujours est-il que le 2 germinal an IX, le préfet du département de la Seine faisait savoir que le loyer des charniers devrait être payé au receveur des domaines nationaux, à commencer par les 1,500 livres pour les six mois d'avance.

On protesta, disant que cette somme avait déjà été payée : de là le procès ou, plus exactement, la contestation avec la préfecture.

Elle dura plus d'une année. Enfin, le 6 messidor an X, les signataires du bail annonçaient que « malgré tous les moyens de défense » employés, ils avaient été condamnés par le ministre des finances et qu'on a déjà payé la somme de 1,500 livres demandée, « pour le délai duquel paiement, le trésorier n'avait que cinq jours. »

Cette malheureuse affaire fut un sérieux souci pour la société, clergé et fidèles, et c'est à ce titre que nous en avons parlé. D'ailleurs, elle entre pour sa part dans l'histoire des relations de la société de Saint-Eustache avec les pouvoirs publics : elle en fixe la physionomie à une époque de mésentente.

VI.

LES MINISTRES DU CULTE

Avant 1789, le clergé de Saint-Eustache était un des plus nombreux de Paris : au moment de la prestation du serment constitutionnel, il comptait soixante-neuf membres, dont quatorze seulement refusèrent de jurer ¹. Mais il faut s'entendre : dans ce nombre sont compris plusieurs prêtres sans places ni pouvoirs, un maître d'école marié, un autre simple acolyte, trois enfants de quatorze ans clerics tonsurés. Tout ce monde était cependant « du clergé de Saint-Eustache, » et d'ailleurs, à l'occasion du serment, il semble qu'on y joignit également des moines défroqués. Une quarantaine d'ecclésiastiques prêtres n'en remplissaient pas moins quelque fonction de leur ministère à la paroisse.

Le curé Poupart et son premier vicaire Juvigny furent parmi

¹ Cf. Delarc, *op. cit.*, t. I, p. 304.

les jureurs. Le deuxième vicaire Delaleu, au contraire, refusa le serment.

Pour retracer l'histoire de la vie du clergé pendant cette période, nous ne saurions mieux faire que d'en répartir les différents éléments entre les trois administrations de Poupart, Juvigny et Delaleu, successivement chefs du culte catholique de 1795 à 1802.

§ 1. — *Administration de Jean-Jacques Poupart*
(3 messidor an III — 29 ventôse an IV)

De messidor an III à vendémiaire an IV, vingt-cinq prêtres se présentèrent à la section du Contrat social pour déclarer qu'ils désiraient exercer le culte catholique.

Dès le 3 messidor, huit d'entre eux se fixèrent à l'église Saint-Eustache et se groupèrent autour du citoyen Poupart, ancien curé constitutionnel, reconnu chef du culte. C'étaient les citoyens :

Pons-Patrice Champsaur (ancien vicaire à la communauté);
François Rogeau (ancien vicaire à la communauté);
Jacques Tailhardat (prêtre à la communauté);
Jean-Honoré Maurel (ancien prêtre commis aux mariages);
Barthél.-Joseph Pienne aîné (ancien vicaire à la communauté);
Marc Cobet (*sic*) (ancien clerc des sacrements);
Louis-Vincent Fleury (ancien prêtre approuvé et sacristain);
Coupel et Potard.

A l'exception de ces deux derniers admis seulement à acquitter des messes, tous ces prêtres faisaient partie du clergé paroissial. Tous étaient d'anciens « jureurs. »

Bientôt vinrent les rejoindre :

Juvigny (ancien premier vicaire);
Dupuy, Jean (ancien vicaire à Saint-Josse).

Et en brumaire an IV :

Pierre-Jacques Quinet (ancien prêtre approuvé);
Brice-Simon Leguedey (ancien prêtre sacristain).

Ainsi se trouvait parfait le nombre de douze ecclésiastiques fixé dès la première séance.

Ce clergé était encore constitutionnel. Non pas, sans doute, qu'à Saint-Eustache, on fût en très bons rapports avec le presbytère de Paris : nous avons signalé au contraire des indices ma-

nifestes d'indépendance, le refus par exemple ¹, ou tout au moins la réponse évasive qu'opposa Poupart à l'invitation qu'on lui fit d'assister au conseil de prêtres le 30 juin 1793. Mais le clergé de la paroisse avait juré et n'avait point rétracté son serment.

Ce qui prouve, à n'en point douter, le caractère constitutionnel de Saint-Eustache à cette date, ce sont les rapports de bonne amitié qui unissent la paroisse à Saint-Germain l'Auxerrois, où le clergé persista dans le schisme jusqu'au Consulat ².

Ainsi, le 11 brumaire an IV, un citoyen « fait part du besoin qu'a l'église Saint-Germain l'Auxerrois d'antiphonier, [et] qu'on avait dit à quelques citoyens de cette paroisse que la société du culte de Saint-Eustache en avait de trop. » Sur cette remarque, on décide le prêt à certaines conditions.

Le 23 frimaire an IV, c'est Saint-Germain l'Auxerrois qui fait les avances : on reçoit à l'assemblée un député qui propose une action commune en vue de réclamer du linge et des ornements. Et l'assemblée de Saint-Eustache, « sensible au zèle et à la marque de confiance de la société du culte de l'église de Saint-Germain, a décidé de nommer un commissaire. »

Imagine-t-on de tels rapports entre une paroisse constitutionnelle et une paroisse catholique romaine ?

En ce qui concerne personnellement le chef du culte Poupart, le doute est encore moins permis : son nom se trouve en effet au nécrologe constitutionnel.

Voici, en effet, ce que disait, à la date du 1^{er} germinal an IV, le journal schismatique *les Annales de la religion* :

« Nécrologe :

« Le défaut de place nous a empêché d'annoncer dans notre dernier numéro la mort du citoyen Poupart, curé de Saint-Eustache de Paris. Il jouissait, comme on sait, d'une grande considération. A son enterrement qui a eu lieu le dimanche des Ra-

¹ Le précieux *Registre des procès-verbaux du presbytère constitutionnel de Paris* nous apprend que le 8 messidor an III, Poupart avait été élu *président* du presbytère ! Or le 12 messidor suivant on annonce que « Poupart...., auquel N. T. C. F. le curé de Saint-Jacques le Mineur a fait part de sa nomination à la place de président du presbytère, n'a pas déclaré d'une manière positive si son intention était ou non de se réunir » aux membres du presbytère. On lui délègue deux députés pour le presser.

² Grente, *op. cit.*, p. 281. C'est à la fête de Noël 1800 que le clergé redevint catholique romain.

meaux, il y avait une affluence prodigieuse et la cérémonie se fit avec beaucoup d'appareil. »

Les constitutionnels n'ont point coutume d'insérer à leur nécrologe ceux qui ne sont point « leurs ; » ajoutons que l'accent de ces quelques lignes ne saurait convenir à un de ces catholiques romains si maltraités dans la feuille du parti.

Sans doute, une note de Picot, le savant auteur des « Mémoires, » donne Poupart comme ayant « rétracté courageusement » son serment ¹. Mais cette note n'est pas de Picot, c'est une addition faite par les éditeurs de la troisième édition de ses œuvres ². Or, ces derniers, faisant leur publication de 1855 à 1857 (1856 pour le tome VI en question), se réfèrent à un ouvrage paru l'année précédente 1855 sous la signature de M. Gaudreau, curé de Saint-Eustache.

Un exemplaire de cet ouvrage existe aux archives de la paroisse ; l'affirmation dont il s'agit n'est appuyée par aucune preuve. Or, la répugnance de l'auteur à voir un « jureur apostat » parmi ses prédécesseurs est trop légitime pour que nous ne soyons pas en défiance devant sa parole nue. Nous n'avons point à avoir de scrupule à nous séparer de lui, si nous y voyons quelques sérieux motifs.

Ceux que nous avons donnés pourront peut-être paraître suffisants.

Ajoutons, d'ailleurs, que Poupart ne se trouvait pas sur la liste des prêtres qui rétractèrent leur serment « dans les premiers mois de 1795. » Picot vit cette liste, perdue en 1830 dans la dévastation de l'archevêché ; il cite quelques-uns des plus illustres rétractants ; le curé de Saint-Eustache, ancien confesseur du roi, un des rédacteurs du cahier de doléances du clergé parisien, aurait évidemment attiré son attention ³.

Poupart n'avait donc point rétracté son serment lorsqu'il mourut, le 29 ventôse an IV, et, comme son chef, le clergé de la paroisse restait encore éloigné des catholiques romains.

¹ Picot, *Mémoires*, 3^e édit., t. VI, p. 443 (note).

² Ils avertissent en effet les lecteurs qu'ils encadreront leurs additions personnelles du signe [[]]. Le passage visé est ainsi encadré : il n'est donc point de Picot.

³ Picot, *op. cit.*, t. VI, p. 432-433.

§ 2. — *Administration de Juvigny*
(1^{er} germinal an IV — 18 vendémiaire an X)

Le premier vicaire Juvigny, que tout devait indiquer comme le successeur de Poupart, avait un passé tout constitutionnel.

Jureur, il avait été élu, le 13 février 1791, par 322 voix (sur 526 votants) obtenues au troisième tour, à la cure de Saint-Paul ¹. Il s'était excusé, « flatté » et « honoré, » disait-il, mais fatigué de corps et d'âme, ne désirant, d'ailleurs, que rester avec son excellent curé ².

Il lui fallut, cette fois, céder aux suffrages qui, le 1^{er} germinal an IV, en firent le chef du culte de Saint-Eustache. Nous avons dit ce que signifiait ce titre, nous n'avons pas à y revenir.

Ce même 1^{er} germinal, Potard, déjà nommé, prenait la place de onzième membre du clergé paroissial.

Il manquait donc un prêtre pour que le chiffre convenu de douze ecclésiastiques fût atteint. C'est qu'en effet, en brumaire an IV, Fleury est signalé comme ne paraissant point aux offices et disant la messe chez lui. On décide de ne le plus payer, comme nous l'avons dit, et, à partir du 1^{er} frimaire an IV, il n'émerge plus au budget, il n'est plus de la paroisse.

L'enquête policière de floréal an IV ³ le signale avec cette note : *Prêtres exerçant rue de Cléry, 96 :*

Fleury, Vincent, rue du Croissant, 15, jadis à Saint-Eustache; bien en règle.

Les renseignements sont ici concordants.

C'est le 19 vendémiaire an V (10 octobre 1796) que se place l'événement important de l'admission, dans le clergé, du citoyen Delaleu, ancien second vicaire, non jureur.

Et c'est à cette date qu'il faut placer la rétractation du clergé de Saint-Eustache.

Delaleu fut reçu très solennellement le jour de la fête de saint Denys ⁴; avant ou après, il sut gagner ses anciens confrères, déjà très ébranlés dans leur foi constitutionnelle.

¹ Cf. *La Révolution française*, 1887, t. XIII, p. 105, et Delarc, *op. cit.*, t. I, p. 423.

² C'était déjà M. Poupart.

³ Arch. nat., F⁷ 7131.

⁴ Ce sera une des causes de l'arrestation du clergé en messidor an VI (Cf. Grente, *op. cit.*, p. 93.)

De fait, des notes policières de l'an V dénoncent le clergé de Saint-Eustache « comme soupçonné de s'être rétracté ¹. »

C'était soupçon et non point certitude, car rien de moins solennel que ces rétractations!

« Ces rétractations se font avec deux témoins, entre les mains des anciens chanoines Dampierre, Damas (?) et Mallaret, qui paraîtraient en avoir l'attache ou du pape ou de l'évêque Juigné, » disait le commissaire de police de la « Fidélité ². »

Il n'était point trop mal renseigné!

Picot a vu, avant 1830, le registre des rétractations : « En tête était une formule latine de renonciation à la constitution civile du clergé, et de rétractation du serment.... Les rétractations se faisaient devant des commissaires nommés par les grands vicaires de Paris, entre autres devant l'abbé Despinasse (*sic*), l'un d'eux, ou devant l'abbé Lemoine, à Versailles ³.... Le registre (vu par Picot) portait encore une formule de rétractation en français, fort ample et fort précise ⁴. »

C'est à cette formalité que dut se plier le clergé de Saint-Eustache.

Avant la Toussaint de l'an V, c'était chose faite, car les *Annales catholiques* pouvaient dire, dans leur numéro de novembre :

« La paroisse de Saint-Eustache, une des plus vastes de la capitale, vient d'être rendue à la catholicité par la rétractation des prêtres assermentés qui la desservaient, au nombre de douze. Ces prêtres, qui, d'ailleurs, n'avaient à se reprocher aucune de ces flétrissures qui ont déshonoré le plus grand nombre des membres de la réforme constitutionnelle, ont donné publiquement les marques les moins équivoques de la sincérité de leur retour, et, avec la confiance de l'Église, ont reconquis l'estime et le respect de leurs concitoyens ⁵. »

Et cependant, ce retour, pour sincère qu'il ait été, faillit être de courte durée!

¹ Cf. Sciout, *op. cit.*, IV, p. 516.

² Cité par Grente, p. 380.

³ Cet abbé Lemoine était membre du conseil secret de l'internonce Mgr de Salamon. (Cf. *Mémoires publiés par Bridier*, p. 204.)

Anne-Antoine Hure, curé de Saint-Nicolas du Chardonnet, était également chargé de recevoir les rétractations.

⁴ Picot, *Mémoires*, t. VI, p. 432-433.

⁵ *Annales catholiques*, t. II, p. 496.

Ici, les « Registres de la société du culte » se taisent, au point de ne rien laisser soupçonner. Mais les procès-verbaux du Presbytère constitutionnel ¹ nous révèlent une singulière défaillance de l'orthodoxie des prêtres de Saint-Eustache, tout au moins de leur chef et de quelques-uns d'entre eux.

Les constitutionnels tenaient beaucoup à s'attacher le clergé de cette importante paroisse. On l'a vu, ils étaient venus chercher le curé Poupert pour en faire leur président, et, malgré les « bouderies » des derniers mois, malgré même la rétractation récente, ils n'avaient point perdu tout espoir de gagner la paroisse à leur cause.

Aussi, avait-on chargé le curé de Saint-Germain l'Auxerrois, proche voisin de Saint-Eustache, de communiquer à Juvigny et aux administrateurs temporels le projet de pacification élaboré par le concile national, alors en séances ².

Or, le procès-verbal du 9 brumaire an VI nous apprend « que le décret de pacification adressé tant aux ecclésiastiques qu'aux administrateurs temporels de la paroisse Saint-Eustache, a été remis séance tenante, et que les ecclésiastiques, en particulier, ont témoigné beaucoup d'empressement à en prendre connaissance. »

Il ne semble pas que les bonnes dispositions du clergé aient été plus loin : au presbytère de Paris, on continue à faire le silence sur Saint-Eustache. L'union aux constitutionnels n'avait donc pas été consommée, mais « l'ennemi » devait avoir des intelligences dans la place ; nous en verrons bientôt le résultat.

Cependant, dès vendémiaire an V, Fleury, l'exilé de la rue de Cléry, signait un procès-verbal (20 vendémiaire) ; il était donc de retour, mais il ne faisait plus partie du clergé. En frimaire, on lui acquitte des intentions de messe. Enfin, le 18 vendémiaire an VI, après être resté une année sans poste, il demande « à être admis au même traitement que les autres ; » on y consent, sans toutefois le compter au nombre des douze ecclésiastiques du clergé paroissial.

Mais voici que, dans le courant de frimaire an VI, un des douze, le citoyen Quinet, disparaît mystérieusement. Le chef du

¹ Le registre qui les contient nous a été obligeamment communiqué par M. Gazier. De la première page à la dernière, il est de tout premier intérêt !

² *Registre du presbytère de Paris*, 2 brumaire an VI (23 oct. 1797).

culte lui a accordé, sur sa demande, deux mois d'absence; « il occupe une place (?) » qui ne lui permet pas de continuer son service; on lui demande de choisir. Il dut choisir la place, car on n'entend plus parler de lui ¹. C'est Fleury qui le remplaça.

Alors, commence une période pénible pour le clergé de Saint-Eustache, période marquée peut-être par une sérieuse hésitation dans la fidélité à la cause catholique romaine; il faut la compter du 20 messidor an VI, jour de l'arrestation de tous les prêtres, jusqu'au mois de messidor an VII, date du retour de Delaleu.

Dès floréal an VI, à la requête d'Audrein, futur évêque constitutionnel du Finistère, il y avait eu dans Paris une enquête policière chez les insermentés.

A Saint-Eustache, elle n'a point laissé de traces écrites.

Mais voici que, le 21 messidor an VI, nous lisons, au compte rendu de la séance :

« En conséquence de la cessation du culte catholique le dimanche 20 du présent, occasionnée par la détention de la veille des ministres du culte au bureau central de police, les administrateurs, pour ôter toute inquiétude aux entrepreneurs et fournisseurs auxquels il pourrait être dû, se sont assemblés chez le citoyen trésorier, à l'effet de savoir ce qu'il avait de fonds.... »

Le *Journal de Paris* du 22 messidor dit, de son côté : « Aujourd'hui décadi, dans le nombre des quinze édifices publics affectés à l'exercice des cultes, il s'en est trouvé plusieurs, et, entre autres, Eustache et Gervais, qui sont restés fermés dans la matinée ². »

Nous ne savons combien dura cette incarcération : elle fut courte, sans doute ³, car la société reprit bientôt le cours de ses séances ⁴.

Fleury, « particulièrement visé, avait été arrêté chez lui, en haut de la rue Montmartre..., et écroué au Temple. Il y resta jusqu'au 19 thermidor suivant et put alors rejoindre ses confrères ⁵. »

¹ Nous le retrouverons au Concordat : il accompagnera Delaleu à sa nouvelle paroisse de Saint-Paul.

² Cité par Grente, p. 92.

³ Le prétexte en avait été la réception trop chaleureuse, faite le jour de la Saint-Denys 1796 au réfractaire Delaleu. (Cf. Grente, p. 93.)

⁴ Dès le 26 thermidor.

⁵ Grente, p. 93.

Il semble avoir gardé un fort mauvais souvenir de ce séjour au Temple, car, désormais, il fut le plus prudent des ecclésiastiques de la paroisse. Le 24 vendémiaire an VII, on remarque qu'il ne paraît plus à l'église les dimanches et jours de fêtes; on l'invite à venir aux offices ou à se faire remplacer. Or, il préfère choisir un remplaçant, et continue à célébrer frileusement chez lui! (1^{er} brumaire an VII.)

A cette date, le 3 vendémiaire an VII, « Rogeau.... est interrogé. On a trouvé chez lui une permission d'administrer les sacrements signée de M. Jalabert, vicaire général de Mgr de Juigné. Il sera enfermé au Temple le 11 nivôse, et transféré à la Franciade ¹ le 15 floréal ². »

Pendant son absence, il est suppléé par le citoyen Bovant, que le rapport policier de floréal an IV signalait comme « exerçant le culte aux ci-devant Filles Bleues, rue Culture-Catherine, » et qui venait de prêcher l'Avent à Saint-Eustache.

En vendémiaire également, Delaleu disparaissait, par prudence sans doute, mais peut-être aussi pour des raisons plus intimes.

A cette date, en effet, il devait y avoir grosses discussions et divergence d'idées chez les ecclésiastiques de Saint-Eustache. Le rapprochement tenté au début de l'an VI n'avait pas abouti, mais les sympathies constitutionnelles n'avaient point fait défaut. De son côté, le presbytère voulait obstinément la conciliation et la paix avec ceux qu'on appelait « frères » quand même.

L'évêque constitutionnel que l'élection venait de donner à Paris, Royer ³, était dans ces mêmes dispositions; aussi prit-il la résolution d'envoyer à tous les curés, sans exception, la lettre pastorale par laquelle il annonçait son élévation au siège de Paris.

Or, il dut aller lui-même en porter un exemplaire au chef du culte de Saint-Eustache; à la séance du presbytère du deuxième jour complémentaire an VI, en effet, il annonçait « que deux ecclésiastiques de la paroisse Saint-Eustache étaient venus lui

¹ Nom de la ville de Saint-Denys.

² Grente, p. 113, 114.

³ Sur son élection, lire : Pisani, « Une élection épiscopale à Paris en 1798 » (*Revue des questions historiques*, oct. 1904).

Le clergé de Saint-Eustache fut sans doute invité à cette élection, mais aucun document ne le dit formellement.

témoigner leur peine d'avoir ignoré la démarche par lui faite auprès d'un prêtre de cette paroisse, à l'absence de N. T. C. F. de Juvigny (*sic*) et de ce que ce prêtre leur avait celé la lettre pastorale à lui remise par le R^{me} Evêque ¹, et que l'un d'eux aurait été disposé à publier au prône. Ils lui annoncent la résolution où ils sont de s'en plaindre dans une assemblée qui doit avoir lieu jeudi prochain et d'y proposer d'adresser une députation au R^{me} Evêque à l'effet de préparer les voies à la réunion du clergé de cette paroisse au presbytère ². »

Royer, tout en les encourageant, les avait exhortés à ne point publier imprudemment sa lettre pastorale.

Cette démarche est déjà très significative et, d'ailleurs, assez imprévue.

Le 4 vendémiaire an VII, autre nouvelle plus grave : Royer a reçu la visite « de N. T. C. F. Juvigny, chef du culte de la paroisse Saint-Eustache, qui, en signe de l'union que lui et son clergé désirent établir entre eux et l'église métropolitaine, lui a annoncé que dimanche prochain serait lue, en l'église Saint-Eustache, la lettre pastorale du R^{me} Evêque, pour annoncer son élection ³. » Et on se propose d'inviter, par lettre spéciale, Juvigny, à venir prendre sa place dans les assemblées du presbytère.

Et, de fait, on lui envoie la circulaire épiscopale à la date du 10 vendémiaire an VII.

Pendant quelques jours, Saint-Eustache était redevenue paroisse constitutionnelle, et cela coïncide exactement avec la disparition de Delaleu et l'arrestation de Rogeau, deux « romains » éprouvés !

Cet étrange épisode prouve une fois de plus qu'à Saint-Eustache on n'avait pas une orthodoxie bien robuste. Si, en 1795, on ne s'y range pas du côté du presbytère, c'est qu'on trouve abusive la prétention de ces quelques prêtres à s'investir eux-

¹ Ce prêtre est évidemment Delaleu, tout qualifié pour répondre au nom de Juvigny absent, puisqu'il était deuxième vicaire. On s'explique d'ailleurs sa conduite en cette circonstance.

² *Registre du presbytère*, p. 208. Les registres de la société du culte de Saint-Eustache ne portent aucune trace des discussions qui durent avoir lieu alors : ceci montre bien leur prudent mutisme sur toutes les questions compromettantes.

³ *Registre du presbytère*, p. 210.

mêmes de l'autorité sur leurs confrères. Les instances du réfractaire Delaleu achèvent une conversion qui, dans le Paris catholique, parut sincère.

Mais voici que Paris a un évêque nommé selon les principes de la constitution civile; cet évêque est pacifique, il fait les premières avances : on se donne à lui!

Juvigny, cependant, ne vint pas siéger au presbytère; le 19 vendémiaire, il s'en excusait « sur ses infirmités, étant attaqué d'une sciatique qui affecte sa partie droite ¹. »

Combien de temps resta-t-on ainsi en communion avec les constitutionnels? On ne saurait le dire. Toutefois, le 1^{er} messidor de cette même année VII, on modifie, pour Delaleu, la disposition de la maison des charniers; il est donc de retour, et sa présence indique le retour du clergé à l'orthodoxie romaine.

Le 1^{er} frimaire an VIII, Rogeau lui-même reprenait sa place.

En thermidor de cette année, on eut à regretter la mort de Caubet, un des douze ecclésiastiques. Bovant prit sa place de plein droit.

Enfin, le 18 vendémiaire an X, le chef du culte, Juvigny, mourait; depuis le 1^{er} nivôse an IX, il n'assistait plus aux séances de la société.

§ 3. — *Administration de Delaleu* (1^{er} brumaire an X — 26 floréal an X)

Le nouveau chef du culte était, nous l'avons vu, un prêtre d'une orthodoxie éprouvée. Émigré pendant la Terreur, il avait été heureux de reprendre sa place dans le clergé de la paroisse, en y ramenant l'union à la hiérarchie catholique.

C'est le citoyen Guimont, ancien prêtre de la paroisse, qui remplit les fonctions de douzième ecclésiastique.

Pendant les quelques mois que Delaleu resta chef du culte, nous ne remarquons rien de spécial dans l'histoire du clergé paroissial.

Lorsque M. Bossu fut nommé, par Mgr du Belloy, à la cure de Saint-Eustache, M. Delaleu fut nommé desservant de Saint-Paul. Nommé curé de Saint-Germain l'Auxerrois en décembre 1810, il y mourait le 6 juin 1811.

¹ *Registre du presbytère*, p. 211.

M. Bossu inaugurait un nouveau régime ; son administration n'appartient plus à l'histoire de la société du culte de Saint-Eustache.

A son arrivée, la liste des prêtres du clergé de Saint-Eustache se trouva bien modifiée, car M. Delaleu avait emmené avec lui plusieurs de ses anciens confrères, entre autres Quinet, Bovant, Roussel.

Avec M. Bossu restaient : Champsaur, mort premier vicaire en 1822 (68 ans) ; Fleury, mort second vicaire en 1807 (70 ans) ; Potard, ancien premier vicaire de Saint-Eustache, mort en 1842 (84 ans) ; Rogeau, à Saint-Eustache, mort en 1819 (88 ans) ; Tailhardat, doyen de Saint-Eustache, mort en 1819 (68 ans) ; Leguedey, à Saint-Eustache, mort en 1808 (78 ans) ; Maurel, à Saint-Eustache, mort en 1814 (75 ans).

Parmi ces prêtres, quelques-uns semblent avoir eu une action plus grande dans la paroisse ; signalons, entre autres, M. Champsaur, qui, relativement plus jeune que ses confrères, fut le perpétuel homme de confiance des sociétaires ¹.

Enfin, pour être complet, disons que les documents de cette époque signalent un certain nombre de prêtres admis à acquitter des messes pour la paroisse ; quelques-uns avaient appartenu à son clergé avant 1789. Voici quelques noms : Coupel, Caron, Roussel, Linet, Lynch-Bernard, Dussart, Legras et Couston. Jamais on ne les confondit avec les ecclésiastiques de la paroisse, et ils ne signent point aux procès-verbaux.

VII.

L'EXERCICE DU CULTE A SAINT-EUSTACHE

§ 1. — *Les offices*

Toute l'organisation savante dont nous venons de parler, tous les sacrifices et toute la dépense d'énergie qu'elle suppose, tout cela n'avait qu'un but : assurer l'exercice public du culte catholique.

Comme les fidèles de Saint-Étienne du Mont, les fidèles de

¹ Il fut élu trois fois administrateur, Juvizny et Delaleu l'avaient été également avant de se trouver à la tête de la paroisse. Fleury et Maurel le furent à leur tour.

Saint-Eustache pouvaient dire que « le but final » de leur société était l'exercice du culte « dans le temple mis à leur usage ¹. » On, comme ceux de Saint-Jacques du Haut Pas, ils pouvaient écrire que, « profitant de la liberté qui leur » était « accordée par l'article 354 de la Constitution française d'exercer librement le culte qu'ils avaient choisi, » ils voulaient s'efforcer d'en assurer l'exercice.

Dès la première réunion, on songea à dresser un cadre des offices.

Pour en comprendre tout le sens, il faut savoir qu'avant le Concordat de 1802, le nombre des fêtes chômées, alors même qu'elles tombaient en semaine, était encore assez considérable.

D'après le dernier état du calendrier liturgique du diocèse de Paris, dix-sept fêtes, pouvant tomber un jour de semaine, restaient d'obligation pour le peuple, qui était tenu, ces jours-là, à l'assistance aux offices et au chômage, tout comme les dimanches ².

L'exercice du culte reprit dans ces conditions ; ce n'est qu'assez tard, au début de l'an VII (oct. 1798), que l'obligation de célébrer les fêtes en semaine tomba.

« Les supposés grands vicaires de M. de Juigné, lisons-nous dans les *Annales de la religion* du mois de vendémiaire de cette année, viennent de faire circuler clandestinement, dans celles des églises de Paris qui leur sont affidées, l'ordonnance de la translation de toutes les fêtes au dimanche, indistinctement. » Et la feuille constitutionnelle de s'en indigner !

C'était sagesse, cependant, et aussi peut-être sacrifice nécessaire, car, au moins dans les premiers mois, la célébration des fêtes de semaine paraît avoir été négligée :

« Jusqu'ici, nous n'avions vu que les dimanches publiquement observés, disent les *Annales catholiques* de brumaire an V ; il n'en était pas de même des fêtes ³. »

En tout cas, le cadre des offices tracé par les catholiques de

¹ Art. 4 du règlement de la société.

² Ce nombre était beaucoup plus considérable à l'époque précédente : le missel parisien de 1685 donne trente-trois fêtes d'obligation sans préjudice des dimanches et fêtes tombant toujours le dimanche, comme Pâques et la Pentecôte.

³ *Annales catholiques*, t. II, p. 496

Saint-Eustache en messidor an III, se rapporte à l'ancienne organisation liturgique.

L'office des dimanches et fêtes comportait :

Tierce à huit heures et demie.

Grand'messe à neuf heures.

Sexte après la messe.

Vêpres à trois heures et demie.

Des messes se disaient toute la matinée, depuis sept heures du matin en hiver et six heures en été jusqu'à midi, comme cela se pratiquait également tous les jours de semaine.

Les fêtes annuelles ¹ et grand'solennelles ², on ajoutait, à huit heures du matin, l'office de prime.

Ils ne furent, sans doute, pas très réconfortants, ces offices des premiers jours célébrés au milieu de « quelques femmes pieuses ³, » dans cette église dévastée; ils rappelaient de si loin les splendeurs d'autrefois, ces quatre enfants de chœur, le serpent et les six chantres, ou les deux choristes, voire même le sous-diacre des jours de fêtes ⁴!

D'ailleurs, on était si dénué de ressources, que, pendant tout cet hiver de l'an III, on fut obligé « de commencer les vêpres.... à deux heures et demie, à cause de la rareté et cherté des choses nécessaires pour éclairer l'église et les citoyens en particulier ⁵. »

Puis, au cours des expériences, on modifie le cadre tracé au début : la grand'messe est jugée trop matinale, on la recule d'une demi-heure ⁶. Beaucoup de paroissiens trouvant que « le prône, au milieu de la grand'messe, allongeait l'office du matin, en sorte qu'il durait deux grandes heures ⁷, » on cède à leurs légitimes réclamations et on reporte le prône à l'issue de la grand'messe.

Le 8 messidor an V (26 juin 1797), l'afflux toujours plus considérable des fidèles permet un nouveau règlement.

« L'assemblée s'est occupée, d'après l'avis du citoyen chef du

¹ Il y en avait quatre.

² Au nombre de neuf.

³ *Annales religieuses, politiques et littéraires*, t. I, p. 619.

⁴ Il ne faut pas oublier la perturbation qu'apporta à ce cadre la nécessité de partager l'église avec les théophilanthropes et de faire sa place au culte décadaire!

⁵ 5^e jour complémentaire an III.

⁶ 25 brumaire an IV.

⁷ 8 frimaire an V.

culte, de régler définitivement les offices des dimanches et fêtes de l'année, et a décidé :

« Que les veilles de toutes les fêtes annuelles, les premières vêpres et matines seront chantées ¹.

• La veille des fêtes grands solennels, les premières vêpres ².

• Salut ordinaire la veille de la Circoncision.

• Les vêpres et matines la veille de la fête des Morts.

• Que tous les dimanches et fêtes de l'année, il sera chanté deux messes en cet ordre, savoir :

« Prime à huit heures.

• Ensuite la première grand'messe, après laquelle se fera le prône.

« A dix heures et demie, tierce.

• La seconde grand'messe.

• Sexte.

• Depuis longtemps, nous avons perdu la pratique de ces longs offices qui se répétaient à chacun des soixante à soixante-dix jours fériés de l'année ³ ! »

Moins d'un an après, on complétait cette liste liturgique, déjà si fournie, en instituant deux messes hautes, sans préjudice des deux grand'messes !

On comprend les incessantes réclamations des chantres de Saint-Eustache au sujet de leur traitement, peu en proportion, il faut l'avouer, avec le travail fourni !

Une des périodes les plus riches en offices devait être la semaine de la Fête-Dieu.

Dès l'an IV, quelques mois seulement après la réouverture de l'église, voici avec quelle réelle solennité on la célébra :

« L'assemblée, dit le procès-verbal du 20 floréal an IV (9 mai 1796), s'est occupée de l'office de l'octave de la fête du saint Sacrement, et a décidé :

« Que la veille, les premières vêpres seraient chantées à trois heures.

¹ Ce qui représente un office d'environ deux heures et demie !

² Donc neuf fois par an.

³ Les comptes de la sacristie, conservés aux archives paroissiales, nous permettent, en nous donnant le nombre de grandes hosties consommées, de dire combien de messes furent célébrées à Saint-Eustache. Pendant l'an IV, il y en eut 4,400 ; an VI, 4,300 ; an VII, 4,800 ; an VIII, 5,700 ; ans IX, X, 6,000 (c'est-à-dire une moyenne de 17 par jour).

« Le jour de la fête ¹ : exposition du saint Sacrement à six heures du matin. Prime à huit heures. Tierce ensuite. La procession dans les deux bas-côtés de l'église, avec station aux deux fois à chacun des autels de la Vierge et de celle des fonts. La grand'messe, ensuite de laquelle sexte. Exposition du saint Sacrement à troisièmes vêpres, et salut ensuite.

« Tous les jours de l'octave : exposition du saint Sacrement, depuis six heures du matin jusqu'à midi, et au salut qui se chantera à sept heures du soir.

« Dimanche dans l'octave : offices aux heures ordinaires et procession après vêpres.

« Le jour de l'octave : le matin, comme le jour de la fête. Le soir, salut à six heures et procession. »

Quelques autres solennités spéciales méritent une mention.

Le dimanche le plus voisin du 3 messidor était une grande fête pour la paroisse : « L'office de ce dimanche, décide-t-on, se fera grand-solennel ², avec exposition du saint Sacrement, salut et procession, annuellement, en mémoire de l'ouverture des églises et de la liberté d'exercer le culte catholique, qui a eu lieu le 3 messidor de l'an III (22 juin 1795, vieux style) ³. »

Plus tard, les évêques constitutionnels sanctionneront cette initiative en « instituant à perpétuité la fête du rétablissement du culte, le dimanche de la Quinquagésime ⁴. »

A Saint-Eustache, on célébrait encore avec grande solennité la fête de la translation des reliques du patron de la paroisse ⁵.

La « réception » de l'orgue fut le prétexte d'une brillante cérémonie, à laquelle le tout-Paris catholique fut convié. On était alors en janvier 1802, à la veille du Concordat, déjà assuré de la bienveillance officielle : tout permettait de faire grand !

L'événement fut annoncé par affiches dans toutes les églises et oratoires, et la cérémonie fixée au jour du décadi 30 de ce mois (pluviôse an X), « jour auquel par extraordinaire, comme

¹ La Fête-Dieu tombe régulièrement un jeudi et la translation n'en ayant pas été encore autorisée, elle dut se célébrer, cette année-là, au jour dit.

² Comportant par conséquent tout le cadre d'offices indiqué plus haut pour les fêtes de ce même degré.

³ 11 prairial an IV (30 mai 1796).

⁴ *Annales de la religion*, brumaire an VI (oct. 1797).

⁵ Ces reliques provenaient de l'abbaye de Saint-Denis : le récit de leur translation est fait tout au long, aux dates des 12, 15 et 26 pluviôse an IV.

n'étant pas office d'Église, on louerait les chaises six sols, ainsi que les stalles du chœur. Le citoyen Delaleu a bien voulu se charger d'inviter les citoyens Sejean, Desprez, Couprin et Blin, qui, avec le citoyen Miroir, composent le jury nommé par le département de la Seine pour la réception de cette partie des arts ¹. »

La cérémonie devait durer de midi à cinq heures.

Enfin, on s'associait, quoique avec discrétion, à la joie publique qu'exaltaient les victoires de nos armées ². C'est ainsi que le 11 prairial an IV (30 mai 1796), on décidait « qu'il serait chanté un *Te Deum* en action de grâces des victoires remportées par les armées de la République ³. »

Tels furent les offices publiquement célébrés à Saint-Eustache pendant cette période de sept années : on est loin, on le voit, des messes dites furtivement devant quelques privilégiés, dans ces caves ou ces mansardes qu'on aurait tort de se représenter comme le décor liturgique obligé de ces temps troublés.

Nous avons vu quelques grands offices à Saint-Eustache ; il semble que d'autres paroisses aient été plus favorisées encore : Saint-Gervais, par exemple, ou les Minimes. Nous avons dit, ailleurs, quel courage et quels sacrifices supposait ce résultat ; constatons au moins le fait.

En même temps que les portes des églises s'ouvraient, les prêtres remontaient en chaire pour instruire leurs fidèles.

Les prédications furent nombreuses, à Saint-Eustache.

Nous avons mentionné déjà le prône du dimanche, qui accompagne nécessairement la messe paroissiale.

Dès le début, on avait voulu y ajouter des sermons plus solennels après vêpres ; mais, comme nous l'avons dit, la détresse financière des premiers jours fit écarter successivement ce projet jusqu'au carême de l'an IV.

¹ 1^{er} pluviôse an X (21 janv. 1802).

² Les mois d'avril-mai 1796 furent marqués par les succès de l'armée d'Italie. Le 21 frimaire an VI (11 déc. 1797), un membre fit la proposition de « faire chanter un service pour le repos de l'âme de tous les généraux et soldats citoyens morts depuis la guerre. »

³ Le loyalisme des catholiques de Saint-Jacques allait plus loin. L'article XXII de leur règlement portait que « conformément au précepte de l'Écriture sainte contenu en la première épître de saint Paul à Timothée, chap. II, et conformément à l'usage constant de l'Église et notamment de ce diocèse, ainsi qu'il se voit dans le rituel, les ministres seront invités à recommander au prône les prières pour la prospérité de la République, pour les autorités constituées, ainsi que pour les citoyens morts à l'armée. »

Ce premier carême fut prêché par les prêtres de la paroisse, à défaut de prédicateur étranger.

Celui de 1797 le fut par l'oratorien Vadé, qui eut un vif succès. Aussi, jugea-t-on l'honoraire promis insuffisant : « Le citoyen Delaleu a demandé la parole, dit le procès-verbal du 5 floréal an V (24 avril 1797), et fait sentir à l'assemblée que le traitement fixé pour le prédicateur de carême n'était pas suffisant, que ce n'était point assez reconnaître ses peines et son mérite qui n'était point ordinaire, ce qu'on a dû reconnaître à l'affluence du monde à ses sermons...., que la location des chaises a fourni de quoi lui remettre un honoraire un peu plus fort. »

Bovant, qui devait, dans la suite, entrer dans le clergé paroissial, prêcha le carême et l'Avent de 1798.

En 1799, enfin, le nom du prédicateur de carême est donné : c'était La Tour.

Bientôt, chaque fête solennelle fut l'occasion d'une prédication « extraordinaire. » Dès le 21 germinal an V (10 avril 1797), on invitait le chef du culte à se pourvoir de prédicateurs pour tous les annuels et grands solennels.

Une note de l'an VIII, conservée aux archives paroissiales, donne la liste des sermons de l'année : il y en avait onze, aux fêtes suivantes :

La Dédicace.

La fête des reliques de sainte Agnès.

L'Ascension.

La Pentecôte.

La Fête-Dieu.

Le dimanche dans l'octave.

Le sermon d'action de grâces ¹.

L'Assomption.

La Nativité.

La fête des reliques de saint Eustache.

La Saint-Denys.

M. Bossu ajouta encore à cette liste, déjà si complète : le 6 messidor an X (23 juin 1802), il fait part de son intention « de faire faire tous les dimanches un prône à la messe de six heures, et une instruction après l'office de l'après-midi. »

¹ A l'anniversaire de la réouverture des églises.

L'année suivante, il introduisait le genre plus nouveau des « conférences du soir, » pour lesquelles « on est convenu de faire payer six deniers ¹. »

Si l'on joint à cet enseignement de la chaire celui que recevaient les enfants dans les deux catéchismes, dont la mention revient plusieurs fois au cours de ces années, on voit que le cycle d'instruction religieuse était complet.

§ 2. — *L'activité religieuse de la paroisse*

De tant d'efforts, que résultait-il?

A deux signes nous pourrions le connaître : à la présence aux offices et à la fréquentation des sacrements.

Venait-on aux offices? Les journaux religieux de l'époque le font croire et laissent même supposer qu'il y avait foule à certains jours ².

Qu'en était-il à Saint-Eustache?

Il est évidemment très difficile de le dire avec exactitude. On peut, cependant, attacher une certaine importance au nombre de chaises disposées dans l'église : il représente approximativement l'importance des auditoires des jours de fête, sinon celui de tous les dimanches. La chose est aisée, car le compte des chaises était périodiquement fait :

Le 21 nivôse an IV, il y en a 886 en état de servir.

Le 2 messidor an IV, on pouvait disposer de 1,060.

A la fin de l'an VII, on en comptait 2,530.

On ne dépassa guère 2,600.

Au total, en tenant compte des bancs loués par la société, on peut supposer dans l'église, aux grands jours, un auditoire assis de 3,000 personnes au plus.

Le chiffre connu du revenu des chaises nous permet de croire que c'est dans le cours de l'an VI ³ (1797-1798) et celui de l'an IX

¹ 2 vendémiaire an XI.

² Cependant voici un rapport de police pour l'an VIII (pluviôse) dont le ton est plus sceptique : « A Paris, les cultes sont paisibles. Les ministres du culte catholique sont tranquilles et se conforment exactement aux lois ; mais ils espéraient beaucoup plus qu'ils n'obtiennent ; les églises ne sont pas très fréquentées ; ils avaient compté sur un large produit de l'exercice de leur culte, mais il ne peut les nourrir. » (Cité par Grente, *op. cit.*, p. 136.)

³ En l'an VI, en effet, beaucoup de chapelles ou oratoires ayant été fermés, les fidèles refuyaient vers les églises officielles.

(1800-1801), que le concours des fidèles fut le plus considérable ¹.

Ce ne sont là que des approximations; le chiffre pourra en paraître peu élevé, surtout pour une paroisse qui, avant la Révolution, comptait 80,000 « communians, » comme on disait alors ². Mais il faut bien remarquer que tous les catholiques du quartier ne fréquentaient pas le temple officiellement concédé au culte; il en restait un assez grand nombre « hors cadre » pour occuper l'activité d'un clergé aussi nombreux que celui qui exerçait à Saint-Eustache même. Nous avons dit, en effet, que cinq prêtres exerçaient à l'hôtel de Royaumont, et huit dans l'ancienne section de Brutus.

D'ailleurs, combien la paroisse comptait-elle alors d'habitants? L'émigration en province ou à l'étranger, le séjour aux armées, n'avaient-ils pas dû diminuer sensiblement la communauté catholique?

Disons enfin que ce public qui fréquentait l'église était parfois assez mêlé et peu respectueux. Les profanations avaient porté leurs fruits : on ne révérait plus autant le temple.

A Saint-Eustache, on signale à maintes reprises la présence de mendiants qui emportent les chaises et demandent la charité comme dans la rue.

Le 27 thermidor an V (14 août 1797), « un membre fait la proposition d'afficher dans l'église la loi sur la police des cultes, afin d'obvier aux irrévérences qui s'y commettent journellement, et d'en mettre le titre en gros caractères, et de donner aux portiers, qui remplacent les suisses, une marque distinctive qui les fasse connaître; lesquelles propositions ayant été appuyées, l'assemblée a décidé que la loi serait affichée et que les portiers auraient des hallebardes et des épaulettes. »

Ces précautions eurent, paraît-il, leur effet, jusqu'au jour où les fidèles furent assez nombreux pour se rendre maîtres chez eux sans hallebardes ni procès-verbaux.

Plus exactement connue que la présence aux offices, la fréquentation des sacrements est un signe d'activité chrétienne non moins intéressant à observer.

¹ En l'an VI, les chaises rapportèrent 11,319 livres et en l'an IX 11,883. (Cf. comptes du trésorier rendus chaque année aux assemblées générales.)

² Ne pourrait-on voir un signe d'une assistance considérable aux offices solennels, dans l'obligation où l'on se vit, en l'an V (1797), de dire trois grand-messes le jour de Pâques ? (Cf. procès-verbal du 30 ventôse an V.)

Nous n'avons plus, cependant, les registres de catholicité de la paroisse. « Ils furent enlevés et probablement détruits » lors de l'arrestation du clergé, en messidor an VI. « La prudence conseilla ensuite au clergé d'éviter de tenir des registres en règle jusqu'au Concordat ¹. On essaya de remédier à ce mal en rédigeant, en 1808, « d'après les informations les plus sûres, un « registre supplémentaire des actes des baptêmes qui avaient « été faits dans l'église Saint-Eustache avant le mois de novembre 1799, et dont les registres avaient été détruits lorsqu'on incarcéra tout le clergé, sous le règne du Directoire ². »

Par contre, nous savons très exactement le nombre de communions faites à Saint-Eustache par les fidèles pendant toute cette période, et c'est évidemment un détail très significatif à noter.

Chaque mois, en effet, le prêtre sacristain remettait aux administrateurs la liste des dépenses faites par la sacristie; l'achat de petites hosties y est toujours mentionné.

Pendant l'an IV, on distribua 6,500 communions ³; pendant l'an VI, 16,000; pendant l'an VII, 18,000; pendant l'an VIII, 17,000; pendant l'an IX, 20,000; pendant l'an X, 19,000.

De ces chiffres, il faut noter à part les communions distribuées pendant les mois de germinal-floréal, parce qu'elles représentent, majorées par les communions de l'Ascension et de la Pentecôte, les communions pascales :

Il y en eut, en l'an IV, 3,000; en l'an VI, 4,000; en l'an VII, 6,000; en l'an VIII, 5,000; en l'an IX, 5,000; en l'an X, 6,000.

Ici encore, les chiffres pourront paraître peu élevés, et ils le sont, en effet. Mais, à la remarque précédemment faite, il convient de se souvenir que les fidèles de 1795-1802 alliaient des habitudes sérieuses de vie chrétienne à des principes jansénistes qui les éloignaient de la communion fréquente telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui par un grand nombre de catholiques.

¹ Laurens, chef du culte de Saint-Thomas d'Aquin, se défendait précisément en l'an VI d'avoir tenu un registre des baptêmes : il prenait note des baptêmes pour la commodité des catholiques, mais sur des feuilles volantes. Cf. Vict. Pierre, *L'église Saint-Thomas d'Aquin pendant la Révolution*, p. 47.

² Grente, *op. cit.*, p. 273.

³ Ce chiffre est peut-être inexact, parce que les trois derniers mois de l'an IV ne mentionnent aucun achat d'hosties, ce qui est peu vraisemblable, étant donnée la fête de l'Assomption, très populaire.

Il n'en reste pas moins vrai que le nombre de communions pascals ne dut pas dépasser une moyenne de 4 à 5,000 : ce chiffre représente évidemment le groupe sérieusement chrétien de la paroisse.

Le sacrement de pénitence devait être fréquenté dans des proportions analogues. Nous savons que le 21 nivôse an V (10 janvier 1797), on décide de joindre sept nouveaux confessionnaux aux trois qui existaient déjà.

Le 1^{er} brumaire an XI (23 octobre 1802), on en ajoutait quatre, ce qui en portait le nombre à quatorze.

Ces acquisitions nouvelles, en un temps où la plus stricte économie inspirait l'administration, témoignent d'une sérieuse nécessité et par conséquent d'un usage fréquent de la confession chez les fidèles.

Il y eut également, pendant ces années, des premières communions et des confirmations. La cérémonie de la première communion est mentionnée dès l'an IV.

Dès l'an V, il dut y en avoir deux ¹, dont l'une appelée première communion de la Pentecôte : cet usage, d'ailleurs, persista longtemps encore dans plusieurs paroisses de Paris.

Dès l'an IV également, on avait songé au sacrement de confirmation : on y renonça et on remit à l'année suivante « l'instruction pour la confirmation avec celle de la première communion de la Pentecôte ². »

L'année suivante, en effet, les procès-verbaux font mention de la cérémonie : « Il a été fait part à l'assemblée, y lit-on, que le citoyen chef du culte serait obligé à certains frais les jours de la confirmation qui doit être donnée le 24 du présent (12 juin), et qu'il était juste de lui faire remettre le montant. »

Nous n'avons aucun renseignement sur l'an VI en ce qui touche la confirmation. Il n'y en eut point, sans doute, car Mgr Maillé de La Tour-Landry, le grand évêque confirmant de cette époque, avait cessé tout ministère depuis le 18 fructidor an V (septembre 1797) ³.

Par contre, c'est l'évêque de Saint-Papoul, à peine revenu des

¹ Les comptes de la sacristie mentionnent en effet deux honoraires pour le prédicateur de la première communion : l'un en floréal, l'autre en prairial.

² 11 prairial an IV.

³ Cf. Victor Pierre, *La Terreur sous le Directoire*, p. 194.

pontons de l'île de Ré, qui confirma à Saint Eustache le 12 prairial an VII. et on lui remit sur la caisse de la sacristie la somme de 96 livres ¹.

On fit également des dépenses registrées pour la confirmation en thermidor an VIII.

Les renseignements font défaut pour les années suivantes : aussi bien ne présenteraient-ils plus le même intérêt.

Nous n'avons pas encore tout dit pour faire connaître l'activité chrétienne des fidèles de la paroisse. Il nous faut recueillir les preuves plus personnelles et spontanées de leur piété, signaler « leurs dévotions. »

Le culte de la sainte Vierge tient une trop large part dans la vie chrétienne pour qu'ils aient pu tolérer longtemps une église sans chapelle de la Vierge. Or, nous avons dit dans quel état de ruine se trouvait celle de Saint-Eustache : on décide donc, dès le 18 brumaire an IV (9 novembre 1795), de faire de la chapelle ci-devant Roland une chapelle de la Vierge, sans dépenses.... où serait placée une Vierge donnée par une citoyenne.

Dès la fin de l'an IV (19 septembre 1796), on jugea cette chapelle très insuffisante, et le citoyen chef du culte faisait part « du désir qu'avaient beaucoup de paroissiens de voir rétablir la chapelle de la sainte Vierge, ce qui a été appuyé par beaucoup de citoyens de la société qui se sont proposé de ranger les pierres qui en obstruent l'emplacement. » Ce n'était pas encore la restauration définitive, qui ne fut achevée, nous l'avons dit, que par les soins de M. Bossu.

La chapelle provisoire de la sainte Vierge devint, en vendémiaire an V, une chapelle dédiée à sainte Geneviève. Un membre avait observé, en effet, « qu'avant la destruction, il y avait une chapelle dédiée à sainte Geneviève pour laquelle les fidèles ont toujours eu beaucoup de vénération, et a proposé de placer une image en bois doré de la sainte.... dans la chapelle ci-devant Roland ². »

La piété des fidèles se manifestait encore par des pratiques surrogatoires qui les amenaient souvent à l'église, en dehors des jours de dimanches ou de fêtes d'obligation.

¹ Comptes de la sacristie pour prairial an VII.

² 19 vendémiaire an V.

Nous avons vu que tous les jours, depuis six heures en été et sept heures en hiver jusqu'à midi, des messes étaient dites : les quêtes de ces jours « ouvrables ¹, » jointes aux quelques deniers demandés pour les chaises, produisaient chaque année un revenu qui dépassait parfois 3,000 livres.

Chaque soir également, la prière était dite publiquement à l'église, et, le 9 messidor an IV (27 juin 1796), nous voyons un citoyen représenter au chef du culte « que l'heure de cinq heures à laquelle se faisait la prière du soir n'était pas commode pour les personnes qui ne peuvent y venir qu'après leur ouvrage ou journée finie, et qu'il serait nécessaire de la fixer à sept heures dans les grands jours. »

Et de jour en jour les vieilles pratiques renaissent :

Le 11 prairial an IV (30 mai 1796), on établit la procession du saint Sacrement tous les premiers dimanches du mois, pratique devenue si courante aujourd'hui.

Le 24 germinal an V (17 avril 1797), on prévient par affiche ceux qui auront l'intention de « rendre le pain bénit » de vouloir bien prendre leur tour à la sacristie.

Le 23 brumaire an VI (13 novembre 1797), un membre fait la proposition de « faire chanter une messe du saint Sacrement et un salut tous les jeudis, comme il se pratique dans presque toutes les églises de Paris, laquelle proposition a été appuyée par plusieurs citoyens qui ont fait part du désir de beaucoup de paroissiens sur cet objet. En conséquence, l'assemblée a décidé que tous les jeudis... il serait célébré une messe du saint Sacrement à neuf heures et demie et un salut à cinq heures du soir, et dans les grands jours à six heures; que les chœurs y assisteraient au nombre de quatre, un des serpens et les enfants de chœur. »

Et le 1^{er} floréal an VIII (21 avril 1800), signe symbolique de tout ce renouvellement chrétien, on rallume la petite lampe qui, « suivant l'ancien usage de l'Église, » brûle continuellement devant l'autel.

M. Bossu acheva l'œuvre commencée et, pendant l'Avent de 1802, il put compter sur une assistance suffisante pour faire chanter tous les soirs un salut du saint Sacrement.

¹ Où l'on peut travailler, faire son « ouvrage. »

Mais il est un document bien précieux qui nous fait entrer plus avant dans l'intime de la vie religieuse des fidèles : c'est un registre de sacristie où l'on inscrivait les intentions de messes demandées. Commencé le 1^{er} floréal an IV, il ne dépasse malheureusement pas le 1^{er} brumaire an VI ¹.

Le chiffre des messes inscrites témoigne de la foi des paroissiens de Saint-Eustache.

En floréal an IV, on en compte 520.

En prairial an IV, on en compte plus de 360.

En messidor an IV, — 350.

En vendémiaire an V, — 320.

En brumaire an V, — 440.

En nivôse an V, — 520.

En ventôse an V, — 480 ².

Et les motifs, quelquefois notés d'un mot, montrent combien ces chrétiens faisaient entrer la religion dans tous les soucis et les peines de leur vie :

Le 14 floréal, au Saint-Esprit, pour Michel prisonnier.

Le 18 floréal, à sainte Honorine, pour heureuse délivrance.

Le 23 floréal, au Saint-Esprit, pour réunion.

Le 11 prairial, au Saint-Esprit, pour nouvelles.

Le 16 prairial, au Saint-Esprit, pour François prisonnier.

Le 17 prairial, à saint Antoine de Padoue, pour un enfant perdu.

Le 27 prairial, à saint Pierre, pour décision, etc., etc.

On pourrait multiplier les exemples.

A un autre point de vue, ces listes interminables offrent le plus grand intérêt : elles nous montrent quelles étaient les dévotions, les saints les plus populaires.

Un rapprochement avec l'époque actuelle et les habitudes de nos catholiques se fait de soi.

Quelques « intentions » ont une saveur très spéciale; voici par exemple :

5 floréal an IV, messe à l'Être suprême;

7 prairial an IV, messe à la gloire de Dieu ;

¹ Conservé aux archives de la paroisse.

² Le chiffre de messes demandées fait comprendre pourquoi il était indispensable d'avoir un si grand nombre de prêtres dont quelques-uns, nous l'avons dit, n'avaient pas d'autres fonctions que « d'acquitter des messes. »

18 fructidor an IV, messe au Père Éternel;

7 vendémiaire an V, messe en l'honneur de Dieu, etc.

Nos registres de sacristie portent très peu de pareilles mentions!

On y verrait peu également de messes : à saint Étienne, à sainte Geneviève ¹, à saint Pierre, à sainte Honorine, à saint Thomas, à saints Côme et Damien, à saint Victor, à saint Laurent, à sainte Eulalie, à sainte Ursule, etc., etc.

Beaucoup moins, enfin, de messes au Saint-Esprit : dans ce registre, elles sont le plus grand nombre, et c'est un curieux indice ², qui montre combien la piété était alors plus « théologique » et les fidèles peut-être plus instruits de leur religion.

C'était donc une paroisse bien vivante et bien chrétienne que celle de Saint-Eustache.

Le Concordat put y apporter plus de bien-être et de splendeur, il n'y apporta que difficilement une vie religieuse plus intense, au moins dans le petit groupe des vrais fidèles.

CONCLUSION

LES DERNIERS JOURS

M. Bossu ne fut pas chef du culte de Saint-Eustache, mais son premier curé concordataire. Il en prit possession le 26 floréal an X (16 mai 1802) et il vit la création du nouveau régime.

Après le procès-verbal de la séance du 1^{er} frimaire an XI (22 novembre 1802), une grande page laissée en blanc semble vouloir marquer tout ce qui sépare hier et aujourd'hui.

De fait, c'est avec un style tout nouveau qu'on nous apprend au feuillet suivant que « M. Jacques-Joseph Le Noir, ancien trésorier des aumônes du roi, paroissien respectable..., désirant contribuer, selon les moyens que Dieu lui a donnés, au rétablissement de l'église paroissiale, qui dans des temps malheureux a été spoliée de tous les ornements nécessaires à la pompe et à la majesté du culte divin, » a donné la somme de 3,000 fr. au curé et aux administrateurs.

¹ Très nombreuses.

² A remarquer aussi quelques messes en l'honneur de saint Joseph dont le culte commençait à se répandre dans le peuple.

Le 11 germinal an XI (1^{er} avril 1803), les charniers et la maison qui avait servi de presbytère provisoire étaient rendus.

Le 14 floréal an XI (4 mai 1803), la mairie du III^e arrondissement communiquait aux administrateurs un arrêté du gouvernement demandant :

1^o Le relevé sommaire du mobilier servant actuellement à l'exercice du culte ;

2^o La note des objets qui sont encore nécessaires, avec la valeur approximative du montant d'iceux ;

3^o Un aperçu des dépenses annuelles pour l'entretien dudit mobilier ;

4^o Un autre aperçu des réparations indispensables et urgentes, et ce sous vingt-quatre heures.

Saint-Eustache se hâta d'envoyer un aperçu se chiffrant 27,000 fr. ¹.

Le 14 fructidor an XI (1^{er} septembre 1803), était « faite lecture du règlement pour les nouvelles fabriques des paroisses, ainsi que des différentes taxes des convois et des mariages, duquel règlement l'assemblée a marqué la plus grande satisfaction, et y a trouvé beaucoup d'ordre et de sagesse! »

Enfin, le 8 vendémiaire an XII (1^{er} octobre 1803), M. le curé proposait, « n'y ayant point d'obstacle actuellement, attendu la remise par le gouvernement des biens des fabriques non aliénés, de louer des boutiques qui avaient été pratiquées dans les ci-devant charniers. »

Les registres de la Société du culte s'arrêtent ici, et le même citoyen Bellet, devenu M. Bellet, secrétaire de la fabrique de Saint-Eustache ², rédigea de sa même plume exercée les procès-verbaux de séances plus paisibles, où, sûrs du lendemain, les notables de la paroisse pourront continuer le travail de restauration matérielle, tandis que le clergé veillera à entretenir cette vie religieuse qui, dans les jours mauvais, s'était trouvée assez forte pour ne point disparaître entièrement, qui même, selon la loi commune, avait puisé dans la persécution une force nouvelle.

Abbé LOUIS SOUTIF,

Licencié ès lettres.

¹ 12 prairial an XI.

² Il fut secrétaire jusqu'en 1805.

MÉLANGES

I.

L'ŒUVRE HISTORIQUE DE GASTON BOISSIER

Dans son dernier cours du Collège de France¹ Gaston Boissier a fait l'histoire du mot *humanitas*, sous lequel les Latins désignaient, selon ses propres termes, « un mélange charmant d'élévation d'âme et de distinction d'esprit². » Il semble que le mot et la chose aient été imaginés pour le peindre lui-même. Cette noble conception de l'humanité, avec tout ce qu'elle implique ou entraîne, — générosité des sentiments, délicatesse du goût, amour des lettres, élégance du langage, politesse du ton et des manières, — il l'a réalisée pleinement et sans effort.

Sa carrière fut simple, droite et constamment chanceuse ; ne se dérochant devant aucune tâche, il n'a dédaigné non plus aucune satisfaction légitime d'amour-propre. Il s'est rendu publiquement et sans fausse humilité ce témoignage véridique : « Quand je regarde en arrière, je ne trouve guère de journée, dans ma vie passée, qui ait été inoccupée. Il est vrai que je n'ai pas eu grand mérite à travailler ; j'ai toujours fait ce que j'avais plaisir à faire...., j'ai eu ce bonheur, le plus grand peut-être et le plus rare, que mon devoir ne m'a jamais coûté de peine à remplir. Aussi ne me suis-je jamais laissé tenter par la politique, par la fortune ou par les agréments de la vie. Je suis resté dans la voie où j'étais heureux de marcher ; et, comme je ne m'en suis jamais détourné, j'y ai marché très vite³. » Né à Nîmes le

¹ Résumé en deux articles de la *Revue des Deux Mondes*, 15 décembre 1906 et 1^{er} janvier 1907 : *A propos d'un mot latin. Comment les Romains ont connu l'humanité.*

² *L'Opposition sous les Césars* (éd. in-8), p. 171.

³ Discours de Nîmes, le 16 février 1896, à l'inauguration du musée épigraphique (*Revue du Midi*, mars 1896, p. 72-73).

15 août 1823, il entre à l'École normale supérieure en 1843; après un court passage à Angoulême, il revient à Nîmes comme professeur de rhétorique et y reste dix ans; appelé à Paris, au lycée Charlemagne, en 1857, professeur de littérature latine au Collège de France de 1861 à 1906 et à l'École normale de 1865 à 1899, membre de l'Académie française en 1876 et secrétaire perpétuel en 1895, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres en 1886, longtemps vice-président du Conseil supérieur de l'Instruction publique et président de l'Association amicale des anciens élèves de l'École normale, grand-croix de la Légion d'honneur, il est mort dans sa maison de campagne de Viroflay, le 10 juin 1908, chargé d'ans et de titres, laissant à tous ceux qui l'ont approché le souvenir d'un tempérament merveilleusement équilibré, d'une intelligence claire, pénétrante et gaie, d'un esprit pétillant, demeuré jusqu'au bout, par un privilège enviable, aussi alerte et incisif qu'aux plus beaux jours. C'est à lui-même que l'on pense quand on lit la dernière page de son étude sur cette « optimiste obstinée » qu'était, comme lui, M^{me} de Sévigné : « Malgré les années, son cœur n'avait pas pris une ride.... Durer sans vieillir, conserver dans l'âge mûr ce qu'il y a de meilleur dans la jeunesse, la vivacité de l'esprit et la fraîcheur des sentiments; puis, quand la fin est venue, retrouver au fond de soi les croyances des premières années, et s'endormir doucement avec une belle espérance, n'est-ce point un sort digne d'envie ? »

Son œuvre est immense : quinze livres, plusieurs centaines d'articles de revues, un nombre peut-être égal de comptes rendus critiques insérés dans les recueils spéciaux, une longue suite de discours, tel est le bilan de son inlassable et prodigieuse activité. Il est à souhaiter que sa famille et ses élèves nous donnent, année par année, la liste complète de ses écrits et la réimpression de ceux qui n'ont pas encore été réunis en volumes; comme l'a dit M. Salomon Reinach, « il n'a rien publié de médiocre; c'est un classique de notre langue; il ne faut pas qu'une ligne de lui périsse ». » On sera surpris de voir dans combien de directions diverses son talent très souple s'est exercé à l'occasion. Il a publié dans la collection des *Grands écrivains français* deux livres exquis; aux lecteurs de la *Revue des Deux Mondes* il a parlé de la science du langage d'après Max Muller, de l'art égyptien d'après M. Georges Perrot, des origines du roman grec d'après Erwin Rohde, des épopées du moyen âge, de Froissart, de l'érudit Séguier, son compatriote nîmois, du président de Brosses, de l'Académie française au xvii^e siècle, de la suppression des acadé-

¹ M^{me} de Sévigné, p. 165.

² S. Reinach, dans la *Revue archéologique*, mai-juin 1908, p. 402.

mies en 1793, des réformes scolaires de 1868, de 1880, de 1890, de la vieille Sorbonne, des Universités de Bologne et de Montpellier, etc.; à ceux du *Journal des savants*, de Guizot, autre Nîmois, de Pétrarque, de l'histoire du Collège de France. Dans ses rapports à l'Académie française sur les prix littéraires, il a renouvelé un genre ingrat et magistralement apprécié le mouvement intellectuel de ces dernières années. Dans ses allocutions à l'Association de l'École normale, il excellait à faire l'éloge ému des camarades disparus, et à prodiguer aux jeunes générations les conseils virils de son expérience, qui tirait de la connaissance du passé une ferme confiance dans l'avenir, et qui n'a jamais voulu désespérer, même aux heures les plus sombres, des grandes causes qui lui étaient chères.

Mais son domaine propre et préféré, où il a donné toute sa mesure, c'est l'antiquité latine. Alors même qu'il paraît s'en éloigner, il en est encore plus près qu'on ne le croirait d'abord : il retrouve en M^{me} de Sévigné une émule de Cicéron et en Saint-Simon un rival de Tacite; nos vieilles chansons de geste le font songer à l'*Énéide*, et les travaux historiques du président de Brosses lui sont un prétexte pour apprécier les prologues de Salluste. Il ne doit qu'à Rome sa fortune universitaire, ses succès académiques et la faveur flatteuse que le public lettré lui a toujours témoignée. Il fut auprès de ses contemporains l'interprète des choses romaines, qu'il a su, à force de savoir discret et de verve spirituelle, leur rendre présentes et vivantes.

Faut-il s'en étonner ou ne doit-on pas plutôt reconnaître qu'il était né pour cette tâche, et que nul ne fut jamais plus apte ni mieux préparé à s'en acquitter? Il y avait comme une secrète affinité entre son caractère et le génie même du peuple romain; son imagination méridionale était tempérée et dirigée par un sens pratique très avisé; M. Jules Lemaitre prétend qu'« on ne sait ce qu'il faut le plus admirer, de ses dons naturels ou de l'habileté avec laquelle il les gouverne¹. » Tels étaient aussi les vieux Romains, ardents à la conquête du monde et en même temps sagaces, prudents, toujours soucieux du possible et de l'utile. A Nîmes, sa patrie, au cœur de la plus romaine des provinces françaises, on devient archéologue, ainsi qu'il l'a dit lui-même, sans le savoir²; les monuments antiques y sont restés debout et presque intacts : « ils n'ont jamais été entièrement hors d'usage...; ce ne sont donc pas, à proprement parler, des ruines, c'est-à-dire quelque chose de mort et d'inutile³..... Ailleurs il faut

¹ J. Lemaitre, dans les *Annales politiques et littéraires*, 14 juin 1908, p. 554.

² *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} avril 1871, p. 447.

³ *Ibid.*, 1^{er} avril 1898, p. 481.

un effort pour s'arracher à son temps et remonter au passé. Chez nous la chose arrive le plus naturellement du monde.... Quand plus tard j'abordai le *De viris*, et que je fus mis en relation avec les hommes d'autrefois, ils ne m'étaient pas inconnus.... Je suis entré de plain-pied dans la vie romaine¹. » Les études classiques n'ont pu que confirmer et continuer ses impressions d'enfance. Il reçut au lycée de Nîmes, au collège Sainte-Barbe et surtout à l'École normale cette forte éducation latine du temps jadis, qui faisait entrer les modernes dans l'intimité des grands écrivains anciens et qui familiarisait de bonne heure les esprits avec les manières de penser et de sentir d'un Cicéron ou d'un Virgile; la fréquentation directe et assidue des auteurs latins devait être pour Gaston Boissier l'une des causes principales de sa supériorité et l'un des secrets de sa force. Il a subi, d'autre part, de la façon la plus heureuse, mais sans en être jamais accablé, l'influence de la philologie allemande; la culture scientifique qu'il s'est donnée, en se mettant à l'école des érudits d'outre-Rhin, lui a permis d'échapper aux dangers d'une formation purement littéraire; ses premiers livres attestent qu'à l'époque même où il commençait à écrire, il était déjà au courant de tout le travail d'édition et de critique dont les textes classiques venaient d'être l'objet dans le pays de Ribbeck et de Ritschl. Cet humaniste, ce lettré s'était assimilé la substance de l'érudition germanique; il portait allégrement, à la française, le poids d'une vaste science que, dans son égale horreur du pédantisme et de la frivolité, il mettait une sorte de coquetterie à laisser partout deviner, sans l'afficher nulle part. M. Georges Perrot a raison de craindre qu'on ne puisse revoir de sitôt « un latiniste qui marche ainsi, d'un pas toujours assuré, dans des voies aussi différentes, pour arriver à une pleine intelligence de l'âme romaine². »

Cette âme romaine, c'est dans la littérature, par devoir professionnel et par goût tout à la fois, qu'il en cherche la révélation. Il vit dans la pratique journalière des poètes et des orateurs. Aussi aime-t-il à inscrire en tête de ses livres un nom propre d'auteur, et même quand il traite un sujet plus général, il fait encore une place d'honneur à l'analyse et à l'appréciation des œuvres littéraires. Avec quel plaisir il s'attarde à parler, dans sa *Religion romaine*, de Virgile et de Sénèque; dans son *Opposition sous les Césars*, de l'exil d'Ovide et du roman de Pétrone! Historien de la littérature latine, et par la littérature, historien des mœurs et des idées de Rome, voilà tout ce que veut être Gaston Boissier, et ce qu'il est parfaitement. Mais il

¹ Discours de Nîmes, *loc. cit.*, p. 44-45.

² G. Perrot, dans le *Journal des savants*, 1908, p. 390.

apporte par cela même à l'histoire générale une précieuse contribution. Le temps n'est plus où l'on croyait assez connaître un peuple quand on avait lu le récit de ses guerres et l'exposé de ses institutions; nous nous intéressons au passé tout entier; aucun aspect de l'activité des siècles anciens ne doit désormais rester dans l'ombre. Les auteurs latins méritent qu'on les étudie, comme l'a fait Boissier, dans leur vie et dans leurs œuvres, et qu'on les replace dans leur milieu, pour reconstituer les groupes qu'ils représentent : « la littérature se trouve ainsi nous donner des leçons d'histoire ¹. »

I.

Gaston Boissier n'a jamais raisonné abstraitement sur la nature et les conditions de l'histoire; rien ne lui répugnait davantage que la lourdeur des définitions dogmatiques. Il a cependant, bon gré mal gré, sa théorie de l'histoire, et qui n'est pas si mauvaise; elle est exposée çà et là, dans ses articles et ses livres, sous forme d'observations très simples que lui suggère la lecture de quelque écrivain ancien ou moderne et qu'il sème au passage. Comme ses contemporains Taine, Renan, Fustel de Coulanges, il estime à bon droit que l'histoire doit être tout ensemble œuvre de science et œuvre d'art; il n'a jamais séparé le culte du document et le souci de la forme; seulement, avec un sens très juste des besoins successifs de son temps, il insiste de préférence au commencement de sa longue carrière sur la nécessité de l'examen approfondi des textes, et à la fin sur l'obligation d'en dégager, par un travail « dans lequel il entre une part de création personnelle ², » la peinture des hommes d'autrefois.

L'un de ses premiers articles dans la *Revue des Deux Mondes* contient cette déclaration formelle : « Notre siècle appartient aux sciences, et leur domination est si bien établie qu'elle se fait sentir même sur la littérature. Parmi les genres littéraires, ceux-là réussissent le mieux aujourd'hui qui ressemblent le plus aux sciences et qui font, comme elles, plus d'usage du jugement que de l'imagination, par exemple la critique et l'histoire, et même il est visible, surtout depuis quelques années, que l'histoire et la critique cherchent à se développer de préférence du côté par où elles sont le plus scientifiques ³. » Un peu plus tard il célèbre les louanges de « ces études scientifiques qui donnent de si bonnes habitudes à l'esprit, qui lui

¹ *La fin du paganisme* (éd. in-8), I, p. 6.

² *Tacite*, p. 60.

³ *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} mai 1864, p. 116 (sur les récents progrès de l'archéologie grecque et romaine).

communiquent l'amour du savoir sérieux, la haine des généralités hasardées, le besoin d'aller au fond des choses et de ne parler que de ce qu'on sait¹. » Les systèmes ambitieux que l'on construit sur des faits incomplètement connus s'écroulent en quelques années, « tandis que les résultats qu'on doit à des recherches modestes et circonscrites sont acquis pour toujours à la science². » Qu'on s'abstienne donc des grands développements oratoires, pour s'en tenir aux textes. Boissier prendrait volontiers à son compte cette maxime de Fustel de Coulanges : « Il nous semble que si l'on veut connaître l'antiquité, la première règle doit être de s'appuyer sur les témoignages qui viennent d'elle³. » Il ne faut faire sortir d'un texte que ce qu'il renferme : « ce n'est pas enrichir l'histoire que de l'encombrer d'hypothèses⁴. » L'esprit critique, c'est-à-dire « cette disposition salutaire à se méfier et à douter, ce besoin d'exactitude rigoureuse qui s'étend aux plus petits faits comme aux autres et demande à les vérifier tous avant de s'en servir⁵, » telle est « la qualité la plus nécessaire à l'historien⁶. » Mais les lois de la critique sont d'une application délicate : « Voltaire s'est quelquefois trompé, et nous nous trompons comme lui si nous nous croyons le droit de nous prononcer à la légère, d'après nos soupçons et nos répugnances, si nous regardons comme faux tout ce qui contrarie nos idées, tout ce qui nous arrache à nos habitudes, tout ce qui n'est pas conforme à nos opinions⁷. » Il s'agit d'y regarder de près et de ne pas supposer trop vite qu'une chose extraordinaire est par cela même impossible⁸. » Concluons donc : « Être exact et sûr en tout, c'est vraiment le commencement de la science⁹. »

Mais on ne doit pas s'en tenir à ce degré préliminaire; l'analyse des textes n'est pas tout : « Ce ne sont là que les matériaux de l'histoire et non pas l'histoire elle-même. Elle veut qu'on parte des faits, mais qu'on s'élève plus haut, qu'on les classe, qu'on les ordonne, qu'on retranche les moins importants pour s'en tenir aux décisifs, et que de là, s'élevant encore, on arrive à ces vues d'ensemble, à ces aperçus généraux qui font de l'histoire une science¹⁰. »

¹ *Ibid.*, 15 août 1869, p. 934.

² *Ibid.*, 15 juin 1866, p. 1005.

³ *Cité antique*, p. 152. Voir dans la *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} octobre 1865, p. 789-792, le jugement de Boissier sur ce livre.

⁴ *Journal des savants*, 1895, p. 46.

⁵ *La fin du paganisme*, II, p. 387.

⁶ *Étude sur Varron*, p. 167.

⁷ *La fin du paganisme*, II, p. 410.

⁸ *Tacite*, p. 109. Ici encore Boissier s'accorde avec Fustel, *Cité antique*, p. 153, et *Questions historiques*, p. 408.

⁹ *Revue des Deux Mondes*, 15 septembre 1868, p. 512.

¹⁰ *Étude sur Varron*, p. 166-167.

N'oublions pas d'ailleurs que cette science, malgré tout, n'est et ne peut être que conjecturale : « Elle a perfectionné ses méthodes, elle n'a pas changé sa nature ; elle approche plus souvent de la vérité ; elle n'a pas trouvé le moyen de l'atteindre toujours, elle ne le trouvera jamais ; » résignons-nous « à construire la vérité sur le modèle de la vraisemblance ¹. » C'est pour cela que l'histoire est toujours à recommencer : « la fureur d'investigation qui nous possède nous fait trouver sans cesse des documents nouveaux qui modifient nos jugements ². » Aux yeux de quelques-uns de nos contemporains, « l'historien est une sorte d'ouvrier laborieux, » qui fouille les sources et qui se cache derrière son œuvre ; on lui propose comme modèle Tillemont. Boissier proteste et se réclame de Michelet : « Pour qu'un historien soit complet, il faut qu'il y ait deux hommes en lui, un érudit et un voyant ³. » D'ailleurs, « il est certain qu'on ne fera jamais de l'histoire une science comme la physique et la chimie ; même quand on la réduirait à n'être qu'une collection de faits, ce qui paraît un moyen merveilleux de supprimer les causes d'arbitraire et d'erreur, ces faits ne ressemblent pas à ceux qu'un savant observe dans son laboratoire et qu'il décrit comme il les voit ; » ils ne proviennent pas de forces aveugles, mais « d'un être mobile, changeant, irrégulier, qu'il faut avoir étudié en lui-même et dans sa nature propre pour comprendre la raison des choses qu'on lui attribue et même pour en affirmer la réalité ⁴. » La connaissance de l'homme, des mœurs, des passions, des caractères, est indispensable à l'historien : « je me défie de ces savants qui, sans aucune habitude des hommes, sans aucune expérience de la vie, prétendent juger Cicéron d'après sa correspondance ⁵. » Les événements passés ne nous sont accessibles que par l'intermédiaire de récits qui souvent se contredisent et entre lesquels l'historien est obligé de se prononcer. « Avec ces fragments de vérité qu'il recueille un peu partout, il doit reconstituer un ensemble ; » et cet ensemble, « nous voulons qu'il nous le montre comme il était, c'est-à-dire vivant ; » nous souhaitons qu'il nous donne le spectacle des choses mêmes ; « c'est vraiment un art, le plus rare, le plus précieux peut-être de tous, que de savoir leur rendre la vie ⁶. »

¹ Tacite, p. 103.

² *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} mars 1892, p. 75. Cf. Tacite, p. 104 : « Nous avons réveillé l'esprit critique ; c'est un merveilleux instrument de destruction, mais qui ne s'entend guère à reconstruire ; en quelques années il a semé l'histoire de ruines. »

³ *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} avril 1898 (préface à la réédition de l'*Histoire romaine* de Michelet), p. 485.

⁴ Tacite, p. 59-60.

⁵ *Cicéron et ses amis*, p. 20.

⁶ Tacite, p. 61.

Pour atteindre ce but, il n'est pas mauvais, à l'exemple de Mommsen et de Renan, de « transporter hardiment dans l'étude de l'antiquité nos sentiments et nos intérêts d'aujourd'hui » ; on ranimera cette vieille histoire en expliquant le passé par le présent ; « si l'on veut communiquer la vie aux choses mortes, il faut bien la prendre où elle est, c'est-à-dire autour de nous¹. » Nul n'a mieux compris que Boissier ni mieux fait comprendre à ses lecteurs que les générations humaines sont étroitement solidaires les unes des autres et qu'elles se ressemblent toutes. Nous ne perdons pas notre temps quand nous nous occupons des sociétés antiques ; nous nous occupons encore de nous-mêmes². « Il faut remonter jusque-là pour nous bien connaître ; c'est là que nous trouverons les origines de la civilisation dont nous vivons³. » Cette idée lui tient à cœur ; il y revient constamment. Ne nous laissons pas abuser par les apparences : « l'homme ne change qu'à la surface⁴. » On peut donc « avoir un mérite d'actualité même en parlant de la Grèce et de Rome⁵. »

L'historien est tenu, enfin, de se préoccuper, tout autant que du reste, de la composition et du style. Boissier aime « une façon vive et nette de raconter les faits⁶. » La simplicité, le naturel, sont les qualités qu'il prise le plus : « elles sont de celles qui n'attirent pas l'attention ; on les aperçoit à peine dans les ouvrages où elles se trouvent ; c'est en lisant ceux où elles manquent qu'on en sent tout le prix⁷. » Un ton de dignité continue n'est plus nécessaire à nos historiens, comme il l'était à ceux de l'antiquité ; « nous supportons sans nous plaindre, dans les œuvres les plus graves, ce que nos pères auraient appelé des indiscrétions et des commérages.... Michelet et tous ceux qui l'ont suivi imitent tour à tour, ou même à la fois, Tacite et Suétone⁸. » Dans la conception que nous avons de l'histoire, « il entre un peu plus de mouvement et d'éclat que ne le comportait celle des anciens⁹. » Aussi est-il toujours possible et désirable qu'un livre soit présenté « d'une manière attrayante ; » sans faire au lecteur des sacrifices qui nuiraient au sérieux d'un ouvrage, « ce n'est certaine-

¹ *Revue des Deux Mondes*, 15 avril 1872 (sur l'*Histoire romaine* de Mommsen), p. 804.

² *Ibid.*, 1^{er} mars 1882 (sur les *Origines du christianisme* de Renan), p. 58.

³ *Ibid.*, 1^{er} octobre 1902, p. 508.

⁴ *Ibid.*, 1^{er} janvier 1907, p. 116.

⁵ *La conjuration de Catilina*, p. 2.

⁶ *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} août 1867, p. 796.

⁷ *Ibid.*, 15 décembre 1878, p. 949 (à propos de l'*Histoire des Romains* de Duruy).

⁸ *M^{me} de Sévigné*, p. 93.

⁹ *Tacite*, p. 100.

¹⁰ *Ibid.*, p. 106.

ment pas un crime d'essayer de l'attirer et de le retenir par des mérites d'ordre, de suite, de proportion, qui lui rendent l'intelligence de l'ensemble plus facile. Un livre d'érudition est susceptible d'élégance, au même sens que l'exposition d'un théorème de géométrie¹. »

Tous les mérites qu'il voudrait rencontrer dans un historien, Gaston Boissier les possède lui-même; le portrait idéal que nous venons de tracer à sa suite, c'est le sien. Il a d'abord ces connaissances étendues et précises, cette méthode rigoureuse, ce respect des textes, cette aptitude à les analyser et à les comparer, à les discuter et à les interpréter, ce sens critique enfin qui font l'érudit; il suffit, pour s'en convaincre, de voir avec quelle patiente ingéniosité il reconstitue les ouvrages perdus de Varron, à l'aide des fragments qui nous restent; avec quelle pénétration il extrait des témoignages intéressés de Cicéron et de Salluste le récit, jour par jour et presque heure par heure, de la conspiration de Catilina. Il a, d'autre part, ce goût des idées générales, cette science de l'homme et des hommes, ces facultés de divination et de synthèse sans lesquelles l'érudit ne peut faire œuvre d'historien: de proche en proche, les différents chapitres de la *Religion romaine d'Auguste aux Antonins* nous amènent à cette conclusion que le monde au 1^{er} siècle s'était mis de lui-même sur le chemin du christianisme, et qu'on peut lui appliquer à la lettre ces mots de saint Augustin dans ses *Confessions*: « Je me levai, Seigneur, pour revenir vers vous; » en regard, la *Fin du paganisme* fait ressortir, avec une lumineuse évidence, tout ce que la société chrétienne naissante doit à l'art et aux idées de la vieille Rome, qui se perpétuent en s'adaptant aux conditions nouvelles de l'Occident transformé. Est-il besoin de longuement démontrer que Boissier aimait la vie, qu'il la retrouvait et la répandait partout? De ses dons multiples, c'est celui-là qui plaît le plus à ses lecteurs, parce qu'il n'en est pas, avouons-le, de moins fréquent. Nous sommes tentés de répéter à son sujet ce qu'il disait de Varron: « Je suis surtout frappé de voir combien son érudition diffère de celle de ses confrères et de lui trouver un air si vivant quand je la compare aux travaux des autres². » Il use volontiers, mais sans excès, de ces rapprochements entre les faits d'autrefois et ceux d'hier ou d'aujourd'hui qui rendent le passé plus directement sensible et intelligible. Il compare le despotisme romain et le despotisme révolutionnaire³; il évoque, à propos de la persécution des donatistes, la révocation de l'édit de Nantes⁴, et à propos de l'affaire de l'autel de la Victoire les polé-

¹ *Journal des savants*, 1897, p. 467.

² *Étude sur Varron*, p. 379.

³ *L'opposition sous les Césars*, p. 231.

⁴ *La fin du paganisme*, I, p. 89.

miques contemporaines sur la séparation de l'Église et de l'État¹ ; il reconnaît dans les discours de Catilina l'accent de nos socialistes², etc. Ainsi, quand il raconte et décrit, « tout, sous sa plume, se remet à vivre³. » Son style est bien celui qui convient à l'histoire : clair et souple, aussi éloigné de l'affectation que de la négligence, de l'emphase que de la sécheresse, il donne à ses moindres écrits un agrément et une séduction incomparables. L'exactitude dans le choix des mots, l'aisance dans la construction des phrases, la rapidité de l'allure, le groupement heureux des détails, la sobriété voulue des réflexions et des conclusions, les traits piquants d'une bonhomie spirituelle qui raille sans âpreté les travers éternels de l'humanité, tout concourt à exciter et à soutenir l'intérêt. Boissier aime peu les images et les métaphores, mais il sait, quand il le faut, quitter le ton d'enjouement qui lui est habituel et prononcer d'éloquentes paroles ; on a souvent cité les dernières lignes de son étude sur les victimes des persécutions, tombées pour la défense des droits de la conscience⁴ ; la mort de Cicéron, la tyrannie de Tibère, la chute de l'empire romain, lui ont inspiré de belles pages, et plus d'un de ses articles de la *Revue des Deux Mondes*, au lendemain de la guerre, se termine par une déclaration d'ardent patriotisme ou par un chaleureux appel à la tolérance et à la liberté. Savant irréprochable et maître écrivain, il avait tout ce qu'il fallait pour se faire, parmi les modernes historiens de Rome, une place à part et en vue, au premier rang.

II.

L'œuvre de Gaston Boissier a été élaborée lentement et par degrés. Ses ouvrages sont faits, pour la plupart, d'articles de revue rassemblés et refondus, et ses articles eux-mêmes sortent de son enseignement oral. Si l'on veut saisir son activité intellectuelle à sa source jaillissante, il faut le considérer d'abord dans sa chaire ; c'est là qu'il a porté, sur la littérature et la civilisation de Rome, ses premiers jugements, qu'il devait reprendre et développer ensuite, à l'usage des lecteurs de la *Revue des Deux Mondes* et du *Journal des savants*, en attendant qu'il leur donnât dans ses livres une expression définitive.

Tous ceux d'entre nous qui ont suivi ses leçons à l'École normale et au Collège de France en gardent un souvenir ineffaçable : « Il a été avant tout un professeur.... Il causait avec familiarité et aussi avec

¹ *Ibid.*, II, p. 300 et 338.

² *La conjuration de Catilina*, p. 161.

³ *Saint-Simon*, p. 164.

⁴ *La fin du paganisme*, I, p. 459.

cette autorité qui vient simplement d'un grand savoir.... Il employait le langage courant de la conversation, avec la spontanéité d'une pensée qui ne s'embarrasse de rien, et d'une fantaisie sûre de rester maîtresse d'elle-même¹. » A l'École normale, trente-quatre ans de suite, il a enseigné aux élèves de seconde année l'histoire générale de la littérature latine, qu'il leur résumait en soixante séances ; c'était toujours le même cours, mais toujours renouvelé, vivant, plein de faits et d'idées, avec des aperçus très utiles sur toutes les branches de la science des antiquités romaines. On raillait quelquefois la rapidité de cette course à travers les siècles ; le refrain d'une chanson d'école faisait dire à Boissier, sur chaque écrivain latin : « Je l'indique seulement, et je passe.... » En réalité, les indications qu'il donnait, si sommaires qu'elles fussent, contenaient l'essentiel des choses à savoir et à retenir ; c'était le viatique dont il voulait munir tous ses élèves, avant que la vie les dispersât. Au Collège de France, où il était titulaire de la chaire de poésie latine, devenue en 1885 chaire d'histoire de la littérature latine, il traitait chaque année, à loisir et devant un auditoire plus nombreux, plus varié, quelque grande question de son choix². Affranchi de toute préoccupation de programme, il se livrait davantage, se laissait aller aux vives saillies de sa belle humeur, ne s'interdisant aucune digression, aucune allusion aux choses et aux gens d'aujourd'hui, sans jamais perdre de vue cependant sa mission d'initiateur et d'éducateur. Il a exploré tour à tour, au gré, semblait-il, de son caprice, mais d'un caprice réfléchi, les diverses parties de la vaste province confiée à ses soins : toutes les époques, tous les genres, tous les auteurs ont été, chacun à son heure, l'objet de ses recherches et le thème de ses entretiens. On ne saurait trop louer la conscience, le zèle, l'ardeur communicative qu'il a si longtemps consacrés à faire connaître Rome et les lettres latines.

Mais il n'a pas exercé uniquement par la parole son ministère de propagande. En avril 1863, il donnait à la *Revue des Deux Mondes* son premier article, sur le testament politique d'Auguste ; le dernier fut publié en août 1907, dix mois à peine avant sa mort. Bien qu'il ait fait d'assez fréquentes incursions sur d'autres terrains, c'est principalement de littérature et d'histoire romaines qu'il s'est occupé à la *Revue* : « répandre dans un tel milieu les données de la science historique était la tâche qui convenait le mieux à ses goûts, à son esprit, trop vif pour s'attarder aux minuties de la pure recherche érudite, trop fin pour descendre à la vulgarisation banale³. » Depuis

¹ A. Chaumeix, dans la *Revue hebdomadaire*, 27 juin 1908, p. 436.

² La *Revue des cours et conférences* a publié, depuis 1892, le compte rendu d'un certain nombre de ses leçons du Collège de France.

³ R. Pichon, dans la *Revue des Deux Mondes*, 15 juillet 1908, p. 284.

Cicéron et ses amis jusqu'à la *Conjuration de Catilina*, chacun de ses livres, — sauf *M^{me} de Sévigné* et *Saint-Simon*, — parut d'abord par tranches dans la *Revue des Deux Mondes*, soit en majeure partie et sous réserves d'additions et de retouches ultérieures, comme la *Fin du paganisme*, soit même tout entiers et sous une forme déjà irrévocablement arrêtée, comme *Tacite*. Et nous ne pouvons oublier non plus tous les articles qui n'ont pas trouvé place dans ces ouvrages, matériaux préparés pour d'autres édifices qu'il a dédaigné de bâtir. Combien de pages éparses seraient dignes d'être relues et sauvées de l'oubli ! De 1878 à 1904, Gaston Boissier a pris une grande part aussi à la rédaction du *Journal des savants*, tandis que sa collaboration à la *Revue* se ralentissait quelque peu. Il est vrai de dire, avec son successeur au Collège de France, M. Paul Monceaux, qu'en vieillissant il a changé insensiblement sa méthode et incliné de plus en plus du côté de l'érudition¹ : pendant la première partie de sa vie, il écrit presque exclusivement pour la *Revue des Deux Mondes* ; pendant la seconde, il envoie le plus souvent ses articles au *Journal des savants*, et ils n'ont plus tout à fait le même caractère qu'autrefois². Dans la *Revue*, il s'agissait d'exposer au grand public les résultats les plus importants du travail des spécialistes et l'état de la science sur tel ou tel problème d'intérêt général. Dans le *Journal*, Boissier s'adresse aux spécialistes eux-mêmes ; ils ont besoin qu'on leur signale sans retard les dernières trouvailles, les dernières publications, et qu'on leur en donne une appréciation motivée ; ils aiment surtout que ces comptes rendus permettent à celui qui s'en est chargé d'entreprendre à son tour une enquête personnelle et de formuler ses propres conclusions. C'est ainsi que procédait Boissier. Un livre récent, édition de texte, recueil d'inscriptions, thèse de doctorat, lui fournissait le sujet d'un article ; mais il ne se bornait pas à une analyse critique ; il partait de là pour exprimer ses opinions sur le fond de la question, et parfois même pour la traiter à nouveau, prodiguant sans compter les observations neuves et les remarques originales ; plusieurs chapitres de la *Fin du paganisme* viennent en droite ligne du *Journal des savants*. Entre temps, d'autres périodiques ont reçu de Boissier des dissertations sur des points particuliers d'érudition, comme la *Revue archéologique*, de 1861 à 1876, et la *Revue de philologie*, de 1878 à 1898, ou des notices bibliographiques, comme la *Revue critique*, de 1866 à 1883. Il n'en reste pas moins que la *Revue des Deux Mondes* et le Jour-

¹ P. Monceaux, dans la *Revue internationale de l'enseignement*, 15 mai 1907, p. 413.

² On en trouvera la liste dans le *Journal des savants* de juillet 1908, p. 390-392.

nal des savants ont été, avec l'École normale et le Collège de France, les instruments les plus puissants de son action et de son rayonnement.

Ses leçons et ses articles ne servaient, dans sa pensée, qu'à préparer de longue date les livres qu'il projetait, — livres peu nombreux, en somme, pour une vie si longue, mais d'une telle solidité de fond et d'une telle perfection de style qu'ils seront certainement comptés à l'avenir parmi les plus beaux monuments de la science et de la langue du XIX^e siècle en France. Ces quinze ouvrages, en dehors de tout ordre de succession chronologique, peuvent être divisés méthodiquement en plusieurs catégories, dont aucune ne laisse l'historien indifférent, bien qu'elles n'aient pas toutes pour lui le même prix.

Mentionnons d'abord les monographies littéraires : les deux thèses, *Le poète Attius, étude sur la tragédie latine pendant la République*, et *Quomodo graecos poetas Plautus transtulerit* (1857), l'*Étude sur la vie et les ouvrages de M. T. Varron* (1861), les *Recherches sur la manière dont furent recueillies et publiées les lettres de Cicéron* (1863), *Tacite* (1903), — auxquelles il faut joindre, dans un autre ordre d'idées, *M^{me} de Sévigné* (1887) et *Saint-Simon* (1892). C'est par ces essais de pure littérature que Boissier a débuté ; il n'y a jamais renoncé. Il y fait preuve déjà d'un sens historique très fin et très sûr. Ses deux thèses le transportent à Rome au moment de l'introduction de l'hellénisme ; dans quelle mesure et sous quelles conditions la tragédie et la comédie grecques vont-elles s'acclimater à Rome ? Boissier soulève dès lors la grosse question des rapports entre les deux civilisations en présence et en conflit ; il l'agitait encore au Collège de France et dans la *Revue des Deux Mondes*, cinquante ans plus tard, à propos de l'*humanitas* ; n'est-il pas capital de savoir en quelles proportions « le génie des deux peuples a pu se mêler pour le plus grand bien de l'humanité ? » Dans l'*Étude sur Varron* le même problème est examiné d'un autre point de vue : Varron a mis les sciences des Grecs à la portée des Romains ; « il sut accommoder ces sciences de manière à les leur faire comprendre et goûter...., il fut le précepteur de Rome, et par elle de tout l'Occident ». » Retrouver son œuvre à l'aide des travaux de détail de l'école allemande, et dans cette œuvre le retrouver lui-même, tel est le double but que s'était proposé Boissier ; utilisation des conquêtes fragmentaires de l'érudition contemporaine en vue de constructions synthétiques, utilisation du témoignage des anciens pour pénétrer jusqu'à leur âme et peindre leur caractère, il est déjà là tout entier.

¹ *Revue des Deux Mondes*, 15 décembre 1906, p. 775.

² *Étude sur Varron*, p. 377-379.

Les *Recherches sur les lettres de Cicéron* ne sont qu'un mémoire un peu développé, traitant d'une question spéciale, par lequel il se préparait à écrire *Cicéron et ses amis*. Tacite est son avant-dernier livre ; vers la fin de sa vie il revenait avec plaisir au genre qui lui avait valu ses premiers succès. En deux cents pages, — car le reste du volume est occupé par des articles détachés sur les écoles de déclamation, le *Journal de Rome*, le poète Martial, — il ne prétend pas épuiser ce qu'on pourrait dire de son auteur ; il n'examine que trois ou quatre points, mais les plus difficiles : comment Tacite est devenu historien et quelle idée il se faisait de l'histoire, ce qu'il faut penser de sa sévérité à l'égard des Césars et de ses opinions politiques. Cet opuscule de critique littéraire touche sans cesse, et le plus heureusement possible, à l'histoire générale. — Jusque dans ses petits livres sur *M^{me} de Sévigné* et sur *Saint-Simon*, Boissier se montre historien. Il aime *M^{me} de Sévigné* parce qu'elle lui ressemble, et *Saint-Simon* parce que celui-ci est en tout le contraire de lui ; dans la première, avec son imagination vive et mobile, son bon sens, son langage pur et naturel, il se reconnaît ; le second par contraste, avec son âpreté, la violence de ses haines, son style incorrect mais si coloré, l'étonne et lui plaît. L'une et l'autre représentent pour lui deux aspects opposés de l'âme française au siècle de Louis XIV et animent à ses yeux le décor solennel de Versailles.

Cicéron et ses amis (1866), *L'opposition sous les Césars* (1875), *La conjuration de Catilina* (1905) forment un second groupe d'ouvrages, qui reposent toujours, comme les précédents, sur la mise en œuvre des textes littéraires, mais avec l'intention d'en tirer les éléments nécessaires à la connaissance des mœurs ou des événements de toute une époque, et non plus d'un seul écrivain. Gaston Boissier estime que « le vrai moyen de trouver du plaisir à lire un auteur, c'est de le remettre en son temps, de revivre un moment avec lui de sa vie et de celle des gens qu'il fréquente ¹. » Peu à peu et presque à son insu, il passe de la littérature à l'histoire. A la suite de *Cicéron* et à la lumière de sa correspondance, il nous initie aux intrigues politiques du dernier siècle de la République ; il prend, contre les Allemands, la défense du grand orateur, qui s'est efforcé vainement, au milieu des passions déchaînées, de faire prévaloir le parti de la modération, et qui a expié ses défaillances par une belle mort ; autour de *Cicéron* se groupent ses amis, tous saisis sur le vif et caractérisés en quelques mots justes, qui gravent pour jamais leur image dans la mémoire, depuis Atticus, égoïste raffiné, et Caelius, type de jeune

¹ *Revue des Deux Mondes*, 15 juillet 1908, p. 255.

homme à la mode, jusqu'à César et Octave. Quand parut au jour cette suite de médaillons vigoureusement frappés, accueillis par un concert unanime d'applaudissements, il sembla que Gaston Boissier venait de découvrir une nouvelle manière d'écrire l'histoire ancienne. *L'Opposition sous les Césars* renferme une seconde série d'études analogues, concernant cette fois le premier siècle de l'Empire; Boissier cherche où étaient les mécontents et les rencontre dans les cercles mondains et lettrés; Lucain, Tacite, Juvénal lui apprennent ce que réclamait ce parti hésitant et incertain, « qui détestait l'empereur tout en acceptant l'Empire, et dont l'idéal était non pas la République, mais le même pouvoir avec plus de douceur et d'humanité. » Le principal reproche que l'on puisse faire à ces deux livres, c'est qu'ils manquent un peu d'unité; ils se ressentent des conditions de leur naissance, et l'on se souvient trop, en les lisant, qu'ils sont composés d'articles de revue réunis après coup. Boissier sait bien que « quand l'œuvre n'est pas écrite de suite et d'un seul jet, l'ensemble préoccupe moins l'auteur que les détails; comme il n'est pas pressé d'arriver à la conclusion, il s'arrête souvent en route et se jette sans scrupule de tous les côtés du chemin ¹. » Pour réussir tout à fait dans un travail de longue haleine, « il faut être capable, dit-il, de se contenir et de se posséder, se donner le temps de la réflexion, savoir méditer et combiner d'avance ². » La *Conjuratation de Catilina* nous atteste qu'il pouvait, quand il le voulait, s'astreindre à cette discipline sévère. A quarante ans de distance, la grande figure de Cicéron l'a de nouveau tenté; il s'est attaqué à l'épisode décisif de sa carrière, pour l'examiner à fond et en dissiper toutes les obscurités. Ce dernier livre est le plus remarquable de tous par l'étendue de l'information, le mouvement du récit, la profondeur des analyses psychologiques, la rigueur de la composition. Il est construit comme un drame, qui se hâte vers le dénouement; on l'a noté, chacun de ses cinq chapitres embrasse une période de plus en plus courte: trois ans, six mois, une saison, quelques semaines, un jour ³. C'est un chef-d'œuvre d'art classique, en même temps qu'un modèle de narration historique et de discussion.

Les *Promenades archéologiques* n'ont pas moins agréablement surpris le public et les savants eux-mêmes que *Cicéron et ses amis*. Le talent de Gaston Boissier s'y manifeste sous une face encore nouvelle. Il a voulu, « dans un ouvrage un peu moins superficiel que ne

¹ *La fin du paganisme*, II, p. 358 (à propos de la *Cité de Dieu*, de saint Augustin).

² *M^{me} de Sévigné*, p. 105.

³ S. Chabert, dans la *Revue internationale de l'enseignement*, 15 janvier 1907, p. 87.

le sont les guides ordinaires, et cependant accessible aux gens du monde, » faire voir par quelques exemples « combien les études archéologiques éclairent l'histoire. » Il assure qu'il résumera simplement les dissertations des archéologues de métier; mais il y ajoute quelque chose qui lui appartient en propre, le sens de la mesure et des proportions, l'heureuse hantise des idées générales, le don de la vie. La première série des *Promenades* porte ce sous-titre : *Rome et Pompéi* (1880). Le Forum, le Palatin, les catacombes, la villa d'Hadrien, Ostie, Pompéi sont les étapes de son pèlerinage érudit aux ruines du Latium et de la Campanie¹; il dresse le bilan des fructueuses campagnes de fouilles du XIX^e siècle, avec un art étonnant de rendre aimable la science la plus aride et de dire en peu de mots, sur chaque point, tout le nécessaire. Il n'oublie pas, d'ailleurs, ses chers auteurs latins, et par là les *Promenades* se rattachent à ses autres œuvres : il se demande, à propos du Forum, comment les orateurs s'y faisaient entendre; à propos de la villa d'Hadrien, si les Romains ont eu le sentiment de la nature; à propos de Pompéi, si les peintures campaniennes ressemblent à la poésie du siècle d'Auguste. Les *Nouvelles promenades archéologiques, Horace et Virgile* (1886), sont consacrées entièrement, sauf un chapitre sur les tombes étrusques de Cornéto, à la maison de campagne d'Horace et au pays de l'Énéide. En Sicile, à Lavinium, à Laurente, Boissier confronte les textes de Virgile avec les paysages d'aujourd'hui, et montre, en même temps que l'exactitude des descriptions, le caractère national de l'épopée. *L'Afrique romaine, promenades archéologiques en Algérie et en Tunisie* (1895), nous emmène hors de l'Italie. M. Diehl, M. Pierre Paris ne devaient-ils pas nous conduire un jour jusqu'en Grèce et en Espagne? Gaston Boissier a créé un genre, qui a fait fortune. Mais, entre les *Promenades* ou les *Nouvelles promenades* et l'*Afrique romaine* il y a la même différence qu'entre *Cicéron et ses amis* ou l'*Opposition sous les Césars* et la *Conjuration de Catilina*. Dans les deux cas, le livre le plus récent est le mieux fait; sans rien perdre de sa lucidité d'exposition, l'auteur désormais rattache étroitement ses divers chapitres les uns aux autres et poursuit, du commencement à la fin, une même démonstration. Il considère tour à tour les populations indigènes, Carthage, l'administration romaine et l'armée, les campagnes, les villes, la littérature — vers laquelle le ramène toujours un irrésistible penchant, — enfin la

¹ Trois articles du *Journal des savants* complètent les *Promenades archéologiques*; ils sont intitulés : *Les dernières fouilles du Forum*, 1885, p. 61-74 (sur l'Atrium de Vesta); *Les rues du Forum et la tribune aux harangues*, 1886, p. 373-382; *L'administration des musées et des fouilles en Italie*, 1885, p. 389-399 et p. 511-532.

conquête des indigènes¹. Il tâche de savoir ce que Rome a fait dans l'Afrique du nord, et si elle a réussi à triompher des résistances de la nature et des hommes. C'est que, nous autres Français, nous sommes en Afrique les héritiers et les continuateurs des Romains; nous ne pouvons négliger les enseignements de leur expérience; l'archéologie ne donne pas seulement des leçons aux historiens, mais même, quelquefois, aux politiques et aux hommes d'État².

Les deux ouvrages de Boissier qu'il nous reste à citer, *La religion romaine d'Auguste aux Antonins* (1874) et *La fin du paganisme* (1891), traitent, chacun en deux volumes, d'histoire religieuse; ce sont les plus considérables qu'il ait écrits, et les plus profonds; ils se font suite et se complètent. *La Religion romaine* nous rend compte de la façon dont, au I^{er} et au II^e siècle, le monde païen, grâce aux réformes d'Auguste, à l'institution de l'apothéose impériale, à l'invasion des cultes étrangers, à l'action combinée des poètes, des philosophes et des théologiens, a renoncé graduellement à l'incrédulité, qui régnait en maîtresse au temps de Cicéron, et s'est tourné vers la dévotion; la société devient tout entière plus honnête et meilleure; la vieille religion nationale se transforme spontanément, en attendant que le christianisme l'oblige à disparaître. *La Fin du paganisme* nous fait assister au triomphe de la foi nouvelle; mais les chrétiens vainqueurs laissent subsister les pratiques traditionnelles de l'éducation romaine, et par cette ouverture presque toute l'antiquité païenne a passé; les écrits de leurs prosateurs et de leurs poètes trahissent l'influence de la culture profane et sont remplis de son souvenir; à la fin du IV^e siècle, les derniers adversaires du christianisme perdent les suprêmes batailles qu'ils lui livrent : il a pour lui l'avenir et saura s'accommoder même du nouvel état de choses que les invasions barbares auront créé. On a parfois regretté, non sans motif, que la composition de ces deux ouvrages si nourris, si fortement pensés, ne soit pas plus serrée. Boissier avoue lui-même qu'il a peut-être un peu trop négligé le récit des événements politiques³; peut-être, par contre, la critique des œuvres littéraires l'absorbe-t-elle un peu trop et l'entraîne-t-elle bien loin : « on s'aperçoit que ces fines

¹ Un huitième chapitre, sur les ruines de Dougga et sur l'amphithéâtre d'El-Djem, a paru dans la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} septembre 1896 et pris place dans la seconde édition de *L'Afrique romaine*. Voir encore, dans le *Journal des savants*, trois articles de Boissier sur les *Musées et collections archéologiques de l'Algérie* (1893, p. 441-450 et 1896, p. 501-509), et sur *Les monuments historiques de la Tunisie* (1899, p. 43-50).

² On peut rapprocher de la préface de *L'Afrique romaine* le discours de Boissier au Congrès des Sociétés savantes le 27 mai 1891, publié dans le *Bulletin du Comité archéologique des travaux historiques*, 1891, p. L-LIX.

³ *La fin du paganisme*, I, préface, p. 6.

analyses ne sont pas reliées entre elles par des liens très solides... on reconnaît à la longue qu'on ne voyage pas sur un large continent, mais que plutôt on saute d'île en île¹. » Certaines parties, comme le tableau de la société au siècle des Antonins dans la *Religion romaine*, les chapitres sur l'instruction publique à Rome et sur le traité du Mantéau par Tertullien dans la *Fin du paganisme*, sont étrangers aux sujets annoncés. Le premier ouvrage tient plus que le titre ne promet, et le second moins : là Boissier — sa préface nous en avertit, — « se refuse à s'enfermer dans l'histoire de la religion romaine proprement dite », et suit tout le mouvement des idées morales; ici, au contraire, il « n'essaie pas de raconter l'histoire complète de la fin du paganisme, » mais il s'attache seulement à quelques incidents qui le touchent davantage, et surtout à cette fusion des éléments anciens et nouveaux, païens et chrétiens, dont la littérature du iv^e siècle lui offre le spectacle. Qu'importe, après tout ? n'était-il pas libre de délimiter à son gré le champ de ses recherches et de choisir ses procédés ? n'a-t-il pas, à sa manière, très bien rempli son dessein, qui était d'exposer et d'expliquer, en toute sincérité, la double évolution des consciences et des intelligences romaines sous l'Empire ? Nous pouvons l'en croire quand il nous dit : « Je ne cherche que la vérité².... j'ai abordé ce travail sans opinion préconçue et je l'ai poursuivi avec une entière liberté d'esprit³. » Ses livres d'histoire religieuse, fruit d'un effort puissant et soutenu, poursuivi jusqu'au bout avec une impartialité sereine qui n'exclut aucunement une chaude sympathie pour les nobles causes et les beaux caractères, couronnent dignement son œuvre ; avec eux il atteint ce qu'il y a de plus intime dans la civilisation antique.

III.

Après ce coup d'œil jeté sur toute l'œuvre de Gaston Boissier, il importe de savoir ce que l'historien doit en retenir; quelle idée Boissier s'est-il faite et nous donne-t-il de l'histoire romaine ?

Il a eu tout d'abord la notion très nette de l'élargissement du domaine de l'histoire au xix^e siècle. Il n'ignore pas que, pour bien comprendre les révolutions de Rome, il faut faire intervenir désormais, à côté des événements militaires et des passions politiques, des considérations d'ordre matériel trop longtemps méconnues. Aussi félicite-t-il Mommsen d'avoir mis au premier plan, dans son *Histoire*

¹ Anatole France, *La vie littéraire*, dans le *Temps*, 5 avril 1891 (à propos de la *Fin du paganisme*).

² *La religion romaine d'Auguste aux Antonins* (éd. in-8), I, préface, p. vii.

³ *La fin du paganisme*, préface, p. 7.

romaine, l'étude des questions économiques, et sait-il lui-même accorder à celles-ci toute l'attention qu'elles méritent. Dans *Cicéron et ses amis*, il évalue la fortune privée de l'orateur et le montre aux prises avec des embarras d'argent sans cesse renaissants; il nous initie aux spéculations plus ou moins honnêtes d'Atticus et de Brutus, au fonctionnement du système de corruption organisé par César, qui se fait des partisans à Rome avec les richesses arrachées violemment à la Gaule. Dans la *Conjuration de Catilina*, il indique, parmi les causes principales du malaise de la République finissante, la ruine des vieilles familles, qui préparait leurs membres déchus à toutes les hontes et à tous les crimes; le mouvement que Catilina veut soulever est un mouvement social; l'agitateur fait appel aux plus bas appétits des misérables perdus de dettes, et les convie à l'assassinat des riches, à l'incendie et au pillage. Cependant les goûts de Boissier le portent plutôt d'un autre côté et le poussent à s'occuper de questions d'autre nature, non moins négligées par les historiens d'autrefois : les questions religieuses. Le paganisme romain et les origines du christianisme ont de bonne heure sollicité sa curiosité. Dès 1861, dans son *Étude sur Varron*, l'examen des *Antiquités divines* l'amène à résumer brièvement l'histoire de la religion romaine jusqu'à Sylla; Varron le renseigne sur l'état religieux de la société païenne avant le christianisme, et sur les causes de la résistance qu'elle lui a opposée¹. La *Religion romaine d'Auguste aux Antonins* et la *Fin du paganisme* sont, de tous ses livres, ceux qu'il a travaillés avec le plus d'amour et le plus longuement; ce sont aussi, à notre avis, ceux qui serviront le mieux sa mémoire. Comme Fustel de Coulanges dans sa *Cité antique*, il s'est attaqué résolument aux problèmes les plus graves et les plus délicats; il cherche dans les crises de la pensée religieuse la clef des transformations qu'a subies le monde romain; par là il ouvre, lui aussi, des perspectives nouvelles; il contribue à déplacer les points de vue de la science historique et à étendre ses horizons.

Si les exigences croissantes de notre besoin de comprendre imposent maintenant à l'historien des tâches que ne soupçonnaient pas ses devanciers et l'engagent dans des voies jusqu'alors non frayées, le progrès des connaissances l'oblige, d'autre part, à perfectionner ses méthodes et à recourir aux bons offices de sciences auxiliaires d'assez récente fondation. Ici encore, Boissier a donné le bon exemple. Quelque attrait particulier qu'aient pour lui les auteurs latins, il ne pense pas qu'on puisse se dispenser de compléter leur témoignage

¹ *Étude sur Varron*, p. 193-313. Boissier a écrit dans l'*Encyclopédie des sciences religieuses* une très bonne *Esquisse d'une histoire de la religion romaine*, réimprimée dans la *Revue d'histoire des religions*, IV, 1881, p. 299-323.

par celui des documents épigraphiques et des monuments archéologiques. Bien qu'il n'ait pas lui-même découvert de textes inédits ni entrepris de fouilles, il se sert constamment et heureusement des inscriptions et des ruines. Les premières mettent à sa disposition, presque pour chacun des chapitres de ses livres, maints détails précis et pittoresques, — sur les élections à Pompéi, par exemple, sur le culte des empereurs, sur les institutions militaires et municipales de l'Afrique romaine, etc. Il a présenté aux lecteurs de la *Revue des Deux Mondes* l'œuvre de Borghesi et de Mommsen ¹, les recueils d'inscriptions latines d'Orient ², les nouveaux fragments relatifs aux jeux séculaires d'Auguste ³; à ceux du *Journal des savants*, le *Corpus inscriptionum latinarum* de l'Académie de Berlin ⁴, les *Inscriptiones christianae* de J.-B. de Rossi ⁵, les *Inscriptions de Bordeaux* de M. Jullian ⁶. « L'épigraphie, dit-il, est tout à fait appropriée à l'esprit de notre époque et nous apprend des temps anciens ce qu'aujourd'hui nous souhaitons le plus en savoir ⁷.... Il serait impossible de tracer, sans elle, un tableau complet et vivant de l'empire romain. Étant une science d'induction, elle est un puissant moyen de découverte ⁸. » L'archéologie lui plaît davantage encore; elle complète l'examen des faits par celui des lieux où ils se sont passés; elle met sous nos yeux le cadre même de la vie des anciens, les vestiges authentiques de leur existence journalière, et jusqu'à leurs objets familiers. « Ces spectacles ne sont pas, comme on pourrait le croire, un simple amusement pour les oisifs et les curieux; ils rapprochent de nous cette antiquité qui nous échappe....; il semble qu'ils nous donnent une vision plus claire du passé ⁹. » Les trois séries de ses *Promenades archéologiques* ne sont que le commentaire et l'illustration de cette phrase très juste. Il aurait pu leur donner une suite; n'a-t-il pas erré aussi à travers la Grande-Grèce ¹⁰, les provinces orientales de l'Empire ¹¹, la Syrie ¹²? N'avait-il pas rédigé quelques chapitres d'un volume de *Promenades archéologiques en Gaule* ¹³, qui n'eût pas été indigne des précédents?

¹ *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} mai 1864, p. 116-154.

² *Ibid.*, 1^{er} juillet 1874, p. 111-137.

³ *Ibid.*, 1^{er} mars 1892, p. 75-95.

⁴ *Journal des savants*, 1888, p. 121-134.

⁵ *Ibid.*, 1889, p. 189-199.

⁶ *Ibid.*, 1887, p. 268-278; 1890, p. 273-284.

⁷ *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} mai 1854, p. 118.

⁸ *Journal des savants*, 1890, p. 277.

⁹ *Revue des Deux Mondes*, 15 août 1881, p. 735.

¹⁰ *Ibid.*, 15 novembre 1881, p. 352-378.

¹¹ *Ibid.*, 1^{er} juillet 1874, p. 111-137.

¹² *Ibid.*, 1^{er} janvier 1878, p. 64-90.

¹³ *Ibid.*, 15 août 1881, p. 721-749 (le musée de Saint-Germain); 15 juin 1866,

Comme l'a remarqué M. Camille Jullian, « l'œuvre de Gaston Boissier ne se limite pas à Rome et à l'Italie, mais elle comprend l'Afrique et aborde la Gaule...., elle embrasse toute l'histoire romaine, des *indigitamenta* au *labarum* ¹. » On pourrait extraire de ses livres et de ses articles une histoire entière de la littérature latine; on pourrait en extraire aussi, non pas sans doute un récit continu de l'histoire de Rome, mais un ensemble d'observations sur la plupart des épisodes essentiels et des personnages marquants. L'étude des écrivains latins a été le point de départ et est resté l'objet principal de ses travaux; aussi les époques dont il s'est le plus occupé sont-elles tout naturellement celles où la littérature fut le plus florissante: le dernier siècle de la République, le premier de l'Empire, et ce iv^e siècle de notre ère, où s'épanouit avec les auteurs chrétiens un art qui diffère, il est vrai, de celui de Cicéron et de Virgile, mais qui le rappelle et le continue. Il a bien parlé, néanmoins, des origines italiques, à propos des théories vieillies de Michelet, des tombes étrusques de Cornéto, de la légende d'Énée, et montré qu'il était au courant des données actuelles du problème, telles que le posent la philologie comparée et l'archéologie. Il décrit les croyances et les cultes des premiers Latins ² et cherche jusqu'à l'époque royale le germe des institutions de Rome ³. Chemin faisant, il donne son avis sur les guerres puniques, la conquête du monde occidental, la constitution républicaine, la pénétration de l'hellénisme et le rôle de Scipion Émilien, les lois agraires, les guerres civiles ⁴.... Dans *Cicéron et ses amis* et dans la *Conjuration de Catilina* il trace de César une peinture exacte et précise, notant la clairvoyance et la netteté de son ambition, la variété de ses talents, l'habileté de sa politique, qui n'ont pas empêché l'échec final de ses réformes prématurées. Il n'a pas moins bien apprécié Auguste, que le pouvoir a grandi, mais auquel a toujours manqué la franchise, désireux avant tout de faire croire qu'il n'innovait en rien et couvrant ses créations révolutionnaires sous des formes surannées et des titres menteurs. Dans la *Religion romaine*, l'*Opposition sous les Césars*, Tacite, il définit à plusieurs reprises le régime impérial ⁵,

p. 984-1005 (la vie chrétienne en Gaule, d'après les inscriptions réunies par Le Blant); *Journal des savants*, 1879, p. 632-644 (les sarcophages chrétiens d'Arles); 1898, p. 573-580 (la religion des Gaulois), et les articles déjà cités sur les inscriptions de Bordeaux.

¹ C. Jullian, dans la *Revue historique*, juillet-août 1908, p. 458-459.

² Dans l'Introduction de la *Religion romaine d'Auguste aux Antonins*.

³ La *conjuration de Catilina*, p. 220.

⁴ Voir notamment ses articles déjà cités sur les *Histoires romaines* de Mommsen et de Michelet et sur l'*humanitas*.

⁵ Voir dans Tacite, p. 170, sa critique de la théorie célèbre de Mommsen sur la *dyarchie*.

esquisse le portrait des princes, surtout de Tibère et de Néron¹, expose la situation matérielle et morale du monde romain, et fait voir combien la domination de Rome a été bienfaisante aux provinces, sans dissimuler toutefois ses défauts réels et ses dangers pour l'avenir². Au II^e siècle, il salue avec les Antonins l'avènement de l'« Empire libéral » et fait, dans ses *Promenades archéologiques*, le portrait d'Hadrien. De parti pris il néglige le III^e siècle, parce qu'alors, déclare-t-il mélancoliquement, la littérature latine n'existe plus³. Mais au IV^e siècle de nouveaux écrivains surgissent; aussitôt son attention se réveille, et, à cause d'eux, il s'intéresse aux événements de leur époque. Les premiers et les derniers chapitres de la *Fin du paganisme* sont tout historiques: c'est d'un côté la conversion de Constantin et la tentative de réaction de Julien, de l'autre la chute de l'Empire et le lendemain de l'invasion. Boissier conduit ainsi l'histoire de Rome jusqu'à l'écroulement de l'Empire d'Occident et démêle les raisons véritables de ce grand cataclysme, qui a surpris si brutalement les contemporains et que cependant tant de causes profondes et lointaines rendaient inévitable.

« La décadence de Rome, comme sa grandeur, a suivi une marche très régulière..., il ne s'y produit rien de brusque ni de heurté. L'histoire romaine est peut-être la plus logique de toutes, celle où les faits s'enchaînent le mieux et sortent le plus clairement les uns des autres⁴. » Telle est la conclusion de la *Fin du paganisme*; telle est aussi, pour l'historien, la conclusion dernière qui se dégage de l'œuvre entière de Gaston Boissier. « L'esprit de suite, qui a conduit ce peuple à la conquête du monde, se fait aussi bien remarquer dans sa vie intérieure que dans ses entreprises militaires ou dans sa diplomatie⁵.... La constitution romaine n'est pas un produit de métaphysique politique, sorti d'un seul jet des conceptions d'un sage, comme celles de plusieurs cités grecques; elle est l'œuvre du temps et des hommes; elle s'est formée lentement d'elle-même, par la lutte de forces opposées, qui se sont accommodées l'une à l'autre, ne pouvant se détruire⁶.... Admirable flexibilité de toutes ces institutions, nées de la

¹ Dans le *Journal des savants*, 1902, p. 158-167, à propos des discussions soulevées par M. C. Pascal, il étudie l'incendie de Rome sous Néron et la première persécution chrétienne.

² *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} juillet 1874, p. 111-137: elle a fait perdre aux peuples l'habitude de la liberté par la séduction du bien-être; brisant en eux le ressort moral, elle les a laissés sans force contre les Barbares.

³ Très bien caractérisé dans la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} mars 1882, p. 63-64.

⁴ *La fin du paganisme*, II, p. 435-436.

⁵ *Ibid.*, II, p. 443.

⁶ *Journal des savants*, 1900, p. 78.

⁷ *Tacite*, p. 55.

nature même des choses et se modifiant avec elles, capables de se plier à tous les changements et prêtes pour toutes les fortunes¹ !.... Dans l'histoire de Rome tout se suit et se tient, rien ne se fait par brusques soubresauts et les révolutions mêmes affectent des formes régulières et traditionnelles². » Boissier aimait à développer ces vues générales sur le génie des Romains et sur l'évolution de leurs destinées. Sa ferme raison se réjouissait de constater la liaison des phénomènes et d'en trouver le principe dans le caractère de la race. Parti de la critique littéraire, mais s'intéressant à toutes les manifestations de l'activité romaine et faisant son profit de toutes les acquisitions durables de la science, il ne s'est pas borné à amasser des documents et des faits ; il s'est efforcé de dégager le sens caché des événements et de découvrir les lois qui président à leur enchaînement. Dans les écrits de Gaston Boissier nous avons à la fois l'image vivante de Rome, l'interprétation fidèle de ses pensées et toute une philosophie de son histoire.

MAURICE BESNIER.

II.

LE CARTULAIRE DE NOTRE-DAME DE PROUILLE

ET L'ALBIGÉISME LANGUEDOCIEN

AUX XII^e ET XIII^e SIÈCLES

C'est un véritable monument que M. Jean Guiraud vient d'élever, sous ce titre³, au monastère de Notre-Dame de Prouille, fondé en 1206 par saint Dominique, près de Fangeaux (*Fanum Jovis*), dans le diocèse actuel de Carcassonne. Le sujet avait déjà tenté un érudit

¹ *Revue des Deux Mondes*, 15 septembre 1868, p. 511.

² *La conjuration de Catilina*, p. 46.

³ *Cartulaire de Notre-Dame de Prouille, précédé d'une étude sur l'Albigéisme languedocien aux XII^e et XIII^e siècles*. Paris, Picard, 1907, 2 vol. in-4. Fait partie des *Études et documents sur l'histoire religieuse, économique et sociale du Languedoc au moyen âge*, publiés par M. Jean Guiraud, professeur à l'Université de Besançon, dans la collection *Bibliothèque historique du Languedoc*.

enlevé prématurément à la science, le P. Balme, des Frères Prêcheurs. Le *Cartulaire ou Histoire diplomatique de saint Dominique*¹, qu'il publia en collaboration avec son confrère le P. Lelaidier, n'était qu'un travail d'approche. Il avait amassé des documents considérables destinés à éclairer la *Visite du monastère de Prouille* en 1340². Et il aurait sûrement poussé plus loin ses recherches, si la mort ne les avait brusquement arrêtées. M. Jean Guiraud, le confident de ses pensées, a pris la suite de son œuvre. Il n'entendit pas se borner à mettre au point le travail du P. Balme sur la *Visite* de 1340. Il élargit son plan et entreprit de faire l'histoire documentaire du monastère de Prouille, des origines jusqu'au xiv^e siècle (voire jusqu'au commencement du xv^e; la dernière pièce est datée de 1427). Ce dessein nous a valu deux beaux volumes où se révèle l'esprit scientifique de l'auteur : recherches approfondies des documents, critique éclairée et sûre, loyauté parfaite dans les jugements, rien n'y manque ; on reconnaît là un historien rompu aux exigences de la méthode historique.

L'entreprise offrait de grandes difficultés. Il était matériellement impossible de retrouver toutes les chartes ayant trait à la Prouille, échelonnées le long du xii^e et du xiii^e siècle. Ce qu'il en reste est d'ailleurs éparpillé dans différents dépôts. Le P. Combefort avait écrit, en 1659, une *Histoire du monastère de Prouille* d'après les archives des religieuses. Ce travail, qui est probablement une compilation de documents, eût été utile à consulter. Le soin jaloux des religieuses de Prouille qui possèdent le manuscrit n'a pas permis à M. Guiraud de le faire. Du moins a-t-il pu utiliser les notes que le P. Balme, plus heureux que lui, en avait extraites. Une autre collection de documents faite en 1726 par le P. Labadie se trouve également à la Prouille ; elle reproduit en grande partie celle de Combefort. On en a une copie qui porte le n° 8671 du fonds français de la Bibliothèque nationale. Malheureusement les fautes de scribe fourmillent dans ce manuscrit : plusieurs passages sont même tellement défigurés qu'ils en perdent tout sens. Aussi M. Guiraud ne s'en est-il servi, au cours de sa publication, que lorsque l'original des pièces ou une autre copie correcte lui a fait absolument défaut.

M. Édilbert de Teule avait recueilli, vers la fin du xix^e siècle, un certain nombre de documents qui se rapportaient au monastère de Prouille ; ils sont maintenant aux Archives départementales de l'Aude. Il laissa, en plus, lors de sa mort, « un résumé manuscrit,

¹ 3 vol., Paris, 1893-1898.

² M. Jean Guiraud va publier cet ouvrage : *Visite du monastère de Prouille* (1340), précédé d'une *Étude sur le monastère de Prouille au moyen âge*, in-4.

disposé année par année, de tous les faits concernant le monastère, relevés soit dans les documents des archives publiques, soit dans ceux de son cabinet. C'est ce travail qu'ont publié ses collègues de la *Société des arts et des sciences de Carcassonne*, sous la direction de l'archiviste du département, M. Jules Doinel, et qu'ils ont intitulé *Annales du prieuré de Notre-Dame de Prouille* ¹. » Mais « cette publication posthume se présente avec un grave défaut qui aurait dû arrêter un homme aussi au courant que M. Doinel de la méthode scientifique. La plupart des « notules » ou annotations et tous les « titres » ou résumés que contient cet ouvrage sont dépourvus de références ². » Tout contrôle devient de la sorte impossible, et l'intérêt de l'œuvre en diminue d'autant : c'est, en somme, un livre à peu près inutilisable.

Toutes ces tentatives avortées font voir les avantages et le mérite de l'ouvrage de M. Guiraud. Autant qu'il a pu le faire, l'auteur a remonté jusqu'aux documents originaux. Les archives de l'Aude et de la Haute-Garonne, la collection Doat (de la Bibliothèque nationale), le Vatican, les Archives de l'ordre dominicain à Rome et en d'autres lieux, ont fourni les principales pièces du *Cartulaire*. Ce titre de *Cartulaire* est peut-être impropre ; M. Guiraud en fait lui-même la remarque. S'il l'a préféré à des titres plus exacts, comme le seraient ceux de *Codex diplomaticus Prulianensis* ou *Documents inédits sur le monastère de Prouille au moyen âge*, c'est uniquement pour la commodité du langage.

« Le *Cartulaire* de Prouille comprend cinq cent quarante-huit pièces, publiées, sauf de rares exceptions, *in extenso* ; seules ont été résumées celles dont le texte a été perdu, comme par exemple celles qui figuraient dans les collections Labouisse-Rochefort, Fortia d'Urban et Rouhard, ou dans les archives, dispersées à la Révolution, de l'archevêché de Narbonne ; leur numéro d'ordre est marqué par un astérisque ³. » Le classement général comprend dix-huit sections, sortes de chapitres qui mettent quelque ordre dans un ensemble nécessairement confus de pièces très diverses.

¹ J. Guiraud, *Cartulaire*, Avant-propos, p. viii.

² J. Guiraud, *Ibid.* A propos de références, M. Guiraud qui est, avec tant de raison, si exigeant, nous permettra de lui signaler quelques lacunes ou négligences dans son ouvrage. Par exemple, p. cxix (notes 1 et 2), il eût été bon de renvoyer au texte de Sacchoni au lieu de renvoyer au P. Balme ; de même, p. ccxxix, note 2 : *Pierre de Vaux Cernai*, sans autre précision ; de même, p. cccxv, note 1 ; de même p. cccxix, note 1, *Jourdain de Saxe*. En quelques autres endroits le savant historien s'en réfère tout bonnement à des auteurs de seconde main ; c'est un double voyage qu'il impose à quiconque veut aller aux sources.

³ *Cartulaire*, Avant-propos, p. xi-xii.

En tête se trouve l'*Acte de fondation de Prouille* en 1206. Puis viennent les *Bulles pontificales* qui s'échelonnent de 1215 à 1323, d'Innocent III à Jean XXII. Les *Privilèges seigneuriaux et royaux* « qui furent accordés au monastère soit par les comtes de Toulouse Simon et Amaury de Montfort, Raymond VII, Alphonse de Poitiers et sa femme la comtesse Jeanne, soit par Guy de Montfort et par le comte de Foix, Raymond-Roger, soit enfin par les rois de France qui se sont succédé depuis Louis VIII jusqu'à Philippe VI de Valois, » forment une série de cent vingt-huit actes. *Actes dominicains* (1258-1344), une trentaine de documents ; *Actes de profession et de donation* (1207-1331), vingt-trois documents ; *Fonds de Prouille* (1211-1337), cinquante-quatre pièces (le numéro 298 donne l'état du personnel le 9 octobre 1225, avec ses *cinq* religieux et ses *onze* religieuses). Nous ne ferons qu'énumérer les titres sous lesquels sont rangés les autres documents : *Fanjeaux*, *Brans*, *Sauzens*, *Villasavary et la Ihle*, *La Caplade*, *Fenouillet*, *Fontloubane*, *Fontazelles*, *La Vezole et Honous*, *Agassens*, *Laurac*, *Laurabuc*, *Bagnères*, *Gaja et Montgradail*, *Villefranche et Venastville*, *Lignairolles et Signa-lens*, *Haut-Razès et pays de Saull*, *Limoux*, *Ramondens*. La dernière section fournit en *Appendices* quinze pièces (1242-1427) : il convient de « signaler particulièrement, au numéro 548, l'enquête qu'en 1246-1247, le roi de France, Charles VII, fit faire sur la situation matérielle de Prouille. Outre qu'il nous fait saisir sur le vif une enquête royale au *xv^e* siècle, cet acte nous donne les détails les plus précis sur la décadence où était tombé le monastère, à la suite de la désastreuse guerre contre l'Angleterre. C'est un chapitre à ajouter au travail du P. Denifle sur la désolation des églises et des monastères de France à la fin de la guerre de Cent ans ¹. »

Le second volume du *Cartulaire de Prouille* contient une *Table chronologique*, un *Index onomastique* et un *Index topographique du Cartulaire*. Dans un troisième volume qui doit compléter les précédents, sous le titre de *Visite du monastère de Prouille en 1340*, on trouvera un *Index onomastique général*, un *Index topographique*, une *Bibliographie* et une *Table générale*. Inutile d'ajouter qu'en tête des *Documents* figure une *Bibliographie du Cartulaire de Notre-Dame de Prouille*. L'ouvrage se présente ainsi avec toutes les garanties et tous les moyens de contrôle que peut souhaiter le lecteur le plus exigeant.

I.

Ce qui, à nos yeux, en relève encore le prix, c'est la Préface-Intro-

¹ *Ibid.*, p. XII-XIV.

duction dont l'auteur le fait précéder. Il faut entendre par là une ample étude sur l'*Albigéisme languedocien aux XII^e et XIII^e siècles*. Elle est divisée en deux parties : 1^o *L'Albigéisme au XIII^e siècle* ; 2^o *La diffusion du Catharisme (= Albigéisme) en Languedoc au commencement du XIII^e siècle*. La première comprend neuf chapitres ; après une critique minutieuse des sources, l'auteur examine successivement : 1^o la métaphysique et la théologie des Albigeois ; 2^o la morale cathare ; 3^o catholicisme et catharisme ; 4^o parfaits et croyants ; 5^o les églises cathares ; 6^o le *Consolamentum* ou initiation cathare ; 7^o le culte cathare ; 8^o l'essence du catharisme. Dans la seconde partie on passe en revue les forces cathares, auxquelles va s'opposer l'action de saint Dominique : 1^o liberté absolue des cathares ; 2^o la noblesse languedocienne et les cathares ; 3^o les cathares et le peuple ; 4^o le clergé et l'hérésie ; 5^o les missions cisterciennes ; 6^o Diégo d'Osma et saint Dominique ; 7^o la fondation de Prouille (1206-1221). Ce simple énoncé des titres de chapitres indique assez que l'ouvrage de M. Guiraud renouvelle un sujet dont l'érudition de Schmidt ¹, Doellinger ², Charles Molinier ³ et Mgr Douais ⁴ semblait avoir épuisé l'intérêt.

L'examen des sources était de toute nécessité. Quelques historiens en contestent la valeur documentaire. Le malheur veut, en effet, que, sinon toutes, du moins la plupart proviennent des adversaires du catharisme. Et il est à peu près de règle en critique de se méfier de la probité de tels témoins. Aussi, en 1874, Albert Réville rejetait franchement, comme calomnieuses ou suspectes, les imputations contenues dans les écrits catholiques contre les cathares ⁵. M. Charles Molinier est bien près de prendre la même attitude : « L'historien, dit-il ⁶, n'est pas sans quelque embarras en face d'un néant aussi parfait (de documents cathares). Des deux voix sur lesquelles il

¹ C. Schmidt, *Histoire et doctrine de la secte des Cathares ou Albigeois*, 2 vol. in-8, Paris-Genève, 1848.

² *Beiträge zur Sektengeschichte des Mittelalters*, 2 vol., Munich, 1890 ; le second volume n'est qu'un recueil de *Dokumente*.

³ *L'Inquisition dans le midi de la France au XIII^e et au XIV^e siècle*, études sur les sources de son histoire, Paris, 1880 ; *L'Endura, coutume religieuse des derniers sectaires albigeois*, dans *Annales de la Faculté des lettres de Bordeaux*, 1881. Quelques autres ouvrages du même auteur sont indiqués par M. Guiraud dans sa *Bibliographie*.

⁴ *L'Inquisition, ses origines, sa procédure*, Paris, 1906 ; *Les hérétiques du comté de Toulouse dans la première moitié du XIII^e siècle d'après l'enquête de 1245*, dans *Compte rendu du congrès international des savants catholiques*, 16 avril 1891. Quelques autres ouvrages sont indiqués par M. Guiraud dans sa *Bibliographie*.

⁵ *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} mai 1874.

⁶ *Un traité inédit du XIII^e siècle contre les hérétiques cathares*, p. 10, dans *Annales de la Faculté des lettres de Bordeaux*, 1883.

pouvait compter pour s'instruire, l'une a été radicalement étouffée. Nous n'avons plus que l'autre dont l'impartialité n'est rien moins que certaine, puisque c'est la voix des juges devenus trop souvent des bourreaux. » La difficulté n'est pourtant pas aussi grave qu'elle en a l'air. Bien que de source ordinairement catholique, les documents qui servent à l'histoire du catharisme sont de provenances diverses. Leur accord n'est pas sans former une puissante présomption en faveur de leur exactitude. Et il faudrait des raisons qu'on n'a pas pour écarter des témoignages qui, soit français, soit allemands, soit italiens, soit espagnols, se confirment l'un l'autre.

Pour nous en tenir au catharisme languedocien, ses théories dogmatiques et morales, ses agissements et les dangers qu'il faisait courir à la chrétienté sont suffisamment attestés par les documents qui nous restent.

Il y a d'abord les procès-verbaux de l'Inquisition. La plupart ont été perdus : « L'un d'eux toutefois figure encore de nos jours à la Bibliothèque municipale de Toulouse où il porte le numéro 609 ; les copies de plusieurs autres furent exécutées sur les originaux par ordre de Colbert et forment aujourd'hui plusieurs volumes de la collection Doat à la Bibliothèque nationale ¹. »

Le manuscrit 609 de Toulouse renferme le résultat d'une enquête poursuivie de 1242 à 1247, par les dominicains Jean de Saint-Pierre Ferrier et Bernard de Caux, dans les villes, les bourgades et jusqu'aux plus petits hameaux du haut Languedoc. On interrogea « devant témoins des personnes de tout âge et de toute condition sur les doctrines, les croyances, l'organisation, l'activité de la secte albigeoise dans les cinquante années précédentes. Les réponses, plus ou moins détaillées, selon la qualité de ceux qui les faisaient, furent soigneusement recueillies. La seule enquête de Bernard de Caux a centralisé les dépositions de *cinq mille six cent trente-huit* (5,638) témoins jurés. » Les manuscrits 25-28 du fonds Doat sont des copies d'enquêtes partielles du même genre. On y peut remarquer celles que dirigèrent « en 1273-1274 le dominicain Raoul et en 1285-1290 le dominicain Guillaume de Saint-Seine, ainsi que les interrogatoires que fit subir aux hérétiques, à la fin du ^{xiii}^e siècle, le terrible évêque d'Albi, Bernard de Castanet ². »

Dira-t-on que ces dépositions, influencées par la crainte qu'inspiraient les enquêteurs, sont dénuées de valeur historique ? Remarquons qu'on peut les contrôler les unes par les autres. Sur cinq mille six cent trente-huit témoins qui furent interrogés en 1244-1246 par

¹ J. Guiraud, *Cartulaire*, t. I, p. xxii.

² *Ibid*, p. xxii-xxiii.

Bernard de Caux, plus de cinq cents — soit environ un dixième — firent des confessions négatives. D'autres témoignages sont incomplets et portent sur un point déterminé sans égard aux autres questions. L'accord sur les points les plus importants indique bien que les réponses sont conformes à la vérité. Du reste, les inquisiteurs de 1242-1247 n'avaient pas précisément en vue le châtimement des hérétiques, mais plutôt la connaissance aussi exacte que possible de leur situation. Ils avaient donc tout intérêt à provoquer des dépositions sincères. Cela seul donne une réelle autorité à leurs procès-verbaux.

Les traités dans lesquels plusieurs auteurs catholiques ont essayé de définir les doctrines et les pratiques cathares confirment les *Actes de l'Inquisition*. C'est le cas notamment de la *Practica inquisitionis hereticæ pravitatis* que Mgr Douais a publiée d'après le manuscrit 387 de la Bibliothèque municipale de Toulouse ¹. Ce manuel est de Bernard Gui, qui fut l'un des théologiens les plus marquants de l'ordre des Frères Prêcheurs au XIII^e et au XIV^e siècle, et qui exerça pendant dix-sept ans (1306-1323) les fonctions d'inquisiteur dans le Toulousain. Son long commerce avec les hérétiques le mit à même de connaître tous les faux fuyants par lesquels ils essayaient d'échapper au tribunal de l'Inquisition. Et c'est le résultat de son expérience qu'il consigna dans un ouvrage destiné à former ses successeurs. S'il avait « donné de l'hérésie un faux signalement, il aurait dupé ceux-là mêmes dont il voulait éclairer les enquêtes et favorisé les déguisements de ceux qu'il prétendait démasquer ². » Il suffit d'ailleurs de lire son livre pour reconnaître que c'est un ouvrage de bonne foi.

Il faut en dire autant des différentes *Sommes* qui ont été composées par des controversistes catholiques pour aider les inquisiteurs à discerner les hérétiques ³. Fictives ou erronées, elles auraient été sans objet ; elles ne pouvaient avoir d'utilité qu'autant qu'elles se rapprochaient le plus possible de l'idéal de l'exactitude. On peut donc se fier à elles pour les erreurs qu'elles imputent aux cathares. « La *Summula* du manuscrit 301 de Toulouse, par exemple, a évidemment appartenu à l'un des missionnaires qui, au cours du XIII^e siècle, argumentaient en Languedoc contre Croyants et Parfaits. Dès lors, elle nous renseigne sur le manichéisme tel qu'il était prêché et pratiqué en France et d'une manière toute particulière dans les pays du Midi ⁴. »

Plusieurs ouvrages du même genre sont dus à des auteurs qui

¹ Paris, 1885.

² Guiraud, *Cartulaire*, t. I, p. xxvi.

³ Sur ces *Sommes*, voir Guiraud, *Ibid.*, p. xxvi-xxvii.

⁴ Guiraud, *Cartulaire*, t. I, p. xxvii.

avaient passé leur vie dans l'hérésie et qui avaient franchi tous les degrés de la hiérarchie cathare. Tel, par exemple, Raynier Sacchoni ¹. Le thème qu'il développe dans son ouvrage lui était donc familier. Aussi bien, pour ôter tout motif de soupçon sur la fidélité de sa mémoire, il en appelle aux écrits des cathares eux-mêmes ; il nous atteste qu'il s'est servi d'un gros volume en dix cahiers de l'hérétique Jean de Bergame : *cujus exemplarium*, dit-il, *habeo et perlegi et ex illo errores supradictos extraxi*. Moneta de Crémone ² déclare pareillement qu'il a extrait les propositions hétérodoxes dont il entreprend la réfutation, *in scriptis cujusdam heretici Tetrici nomine*. Ce sont là des garanties d'exactitude qu'on ne saurait sérieusement contester.

Mais la meilleure preuve de la valeur historique de ces divers documents, c'est leur parfaite concordance. Sauf en quelques points de détail, après tout secondaires ³, ils reproduisent les mêmes doctrines, et signalent les mêmes pratiques. Une pareille coïncidence doit frapper tout esprit non prévenu. M. Charles Molinier n'a pu s'empêcher de le constater. « Dans l'ordre unique des témoignages que nous avons conservés, dit-il en parlant des écrits catholiques concernant le catharisme, toutes les indications qui le composent s'accordent entre elles de la manière la plus complète ⁴. »

Il y a plus. Bien qu'on en ait dit, tous les documents d'origine cathare n'ont pas disparu. Nous en connaissons deux, dont l'un est une version en langue vulgaire du Nouveau Testament vers le milieu du XIII^e siècle, et l'autre « un fragment important d'un rituel cathare ⁵ qui renferme les détails de plusieurs cérémonies et le texte de certaines prières en usage dans la secte. Notre pénurie de documents hérétiques nous rend ceux-ci d'autant plus précieux. Or cet unique coup de sonde, qu'il nous est permis de donner au sein de l'hérésie, nous permet de constater une parfaite concordance entre ces derniers vestiges des écrits cathares et les écrits catholiques. Dans les registres de l'Inquisition nous voyons passer en action les

¹ *Summa de Catharis et Leonistis et pauperibus de Lugduno*, dans Martène, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. V, p. 1759-1776.

² *Adversus Catharos et Valdenses libri quinque*, éd. Richini, Rome, 1743.

³ Nous voulons parler de la question de moralité des hérétiques. Quelques auteurs paraissent avoir excédé dans l'accusation. Mais ces excès n'annulent pas la valeur du reste de leur témoignage, qui est conforme à celui de leurs contemporains. Nous reviendrons sur ce point.

⁴ *Un texte inédit du XIII^e siècle*, p. 10.

⁵ *Le Nouveau Testament traduit au XIII^e siècle en langue provençale*, suivi d'un *Rituel cathare*, édition en phototypie par Clédât, dans *Bibliothèque de la Faculté des lettres de Lyon*, Paris, 1888.

prescriptions du rituel, et ainsi se complètent l'un par l'autre le texte d'origine hérétique et le texte d'origine orthodoxe ¹. »

Il semble donc que M. Charles Molinier ait mauvaise grâce à écarter ou même à suspecter gravement, en raison de leur provenance, les documents que nous possédons sur l'hérésie albigeoise. Ses scrupules sont excessifs ². Sans doute il serait désirable que nous eussions la contre-partie, en nombre égal, de source cathare. Mais j'imagine que ce que nous rencontrerions surtout dans ceux-ci, ce seraient des récriminations contre l'Église romaine et un portrait peu flatteur du clergé catholique ; les traits du catharisme, doctrine et pratiques, y apparaîtraient sensiblement les mêmes. Il nous est donc permis d'utiliser les textes qui nous sont parvenus, quitte à les contrôler soigneusement les uns par les autres et à rejeter, si l'occasion s'en présente, ceux qui sont manifestement d'un caractère tendancieux.

II.

La vie des Cathares ne se comprendrait pas sans leur métaphysique et leur théologie. Ce n'est pas ici le lieu d'exposer leurs théories sur Dieu, sur Satan, sur l'origine du monde, sur l'origine de l'homme, etc. ; M. Guiraud l'a fait amplement ³. Qu'il nous suffise de remarquer qu'ils étaient pour la plupart dualistes, c'est-à-dire qu'ils attribuaient la création de tout l'univers, y compris l'homme, à deux principes, l'un bon et l'autre mauvais. Ceux que l'on appelle monarchiens, et qui ne croyaient qu'à un seul et premier principe, n'en enseignaient pas moins que l'apparition du mal ici-bas était due à l'intervention d'un être secondaire mauvais et principe de tout mal. Si l'âme humaine provient de Dieu, principe du bien, le corps de l'homme est l'œuvre de Satan ou du Mauvais ; de là ce désaccord, cette lutte de deux principes en nous, cette inclination au mal qu'il faut combattre à outrance et dont la mort seule nous délivrera.

Cette métaphysique avait de graves conséquences en morale ⁴. Comme les âmes ne peuvent se passer d'un corps, contribuer à propager la vie, c'est collaborer à l'œuvre de Satan. La génération est donc un mal. Aussi les Cathares réprouvaient-ils absolument l'union des sexes. Qu'une femme vint à concevoir, c'était le plus grand malheur qui pût lui arriver : elle avait littéralement « le diable

¹ J. Guiraud, *Cartulaire*, t. I, p. xxvin.

² M. Molinier a renouvelé l'expression de ses scrupules dans les articles sur *l'Église et la société cathares* qu'il vient de publier dans *Revue historique*, livraisons de juillet-août, septembre-octobre, novembre-décembre 1907.

³ *Cartulaire*, t. I, p. xxxii-ix ; cf. p. ccii-ccxxiii.

⁴ Sur la morale des Cathares, cf. *Cartulaire*, p. lxi-lxxxiv, cli-cxiv.

au corps ¹, » et si elle mourait dans cet état, elle ne pouvait être sauvée ², car elle se trouvait sous la domination absolue de Satan. Le mariage est donc une abomination. *Matrimonium malum est*, disaient-ils ³, et par conséquent nul ne peut se sauver en y restant : *in matrimonio non est salus* ⁴. Les Cathares prétendaient justifier cette doctrine par les textes du Nouveau Testament qui glorifiaient la virginité. « Les enfants du siècle, dit Jésus dans l'Évangile de saint Luc (xx, 33-35), épousent des femmes et les femmes des hommes, mais ceux qui seront jugés dignes d'avoir part au siècle à venir et à la résurrection des morts ne se marieront pas. » « Il est bon à l'homme, reprend saint Paul (*I. Corinth.*, vii, 1), de ne point toucher de femme. » Et si on leur répliquait que Dieu avait dit au lendemain de la création de l'homme et de la femme : « Croissez et multipliez ⁵, » ils répondaient que cette recommandation était l'œuvre du Mauvais, ainsi que l'Ancien Testament tout entier ⁶. Conséquents avec eux-mêmes, ils considéraient le mariage chrétien comme la légalisation et la régularisation de la débauche : *Matrimonium est meretricium* ; *matrimonium est lupanar* ⁷, « le mariage est un concubinat légal. » Bernard Gui résumait ainsi la doctrine des Albigeois sur ce point : « Ils condamnent absolument le mariage entre l'homme et la femme : ils prétendent qu'on y est en état perpétuel de péché : ils nient que le Dieu bon l'ait jamais institué. Ils déclarent que connaître charnellement sa femme n'est pas une moindre faute qu'un commerce incestueux avec une mère, une fille ou une sœur ⁸. » Et ce n'est pas là une imputation calomnieuse. Dans leur aversion pour le mariage, ils vont jusqu'à lui préférer le libertinage déclaré : « Avoir un commerce avec son épouse, disaient-ils, est pire que de l'avoir avec une autre femme ⁹. » Simple boutade, dira-t-on ; non pas : ils prétendaient justifier ce sentiment par la raison. Le libertinage est chose passagère ; on peut en avoir honte et ne s'y livrer qu'en cachette ; on peut même s'en repentir et y renoncer. Ce qu'il y a au contraire de particulièrement grave dans l'état

¹ « Praegnans de demônio. » Doat, t. XXXIV, fol. 100. « Daemone quem habebat in ventre. » Doat, t. XXV, p. 14.

² « Quod si decederet praegnans, non posset salvari. » Doat, t. XXII, p. 57.

³ *Somme (la) des autorités à l'usage des prédicateurs contre l'hérésie au moyen âge*, éd. Douais, Paris, 1896, p. 132.

⁴ Ms. 609, de Toulouse, p. 1, 2, 5, 12.

⁵ *Genèse*, i, 28.

⁶ Sur l'idée que les Cathares se faisaient de l'Ancien Testament, cf. Guiraud, *Cartulaire*, t. I, p. XLVIII et suiv.

⁷ Ms. 609, fol. 41 et 64.

⁸ *Practica Inquisitionis*, éd. Douais, p. 130.

⁹ Ms. 609, fol. 225.

du mariage, c'est qu'on n'en a pas honte et qu'on ne songe pas à s'en retirer, parce qu'on ne se doute même pas du mal qui s'y commet, *quia magis publice et sine verecundia peccatum fiebat* ¹.

En conséquence, nul n'était admis au *Consolamentum* ou initiation cathare sans renoncer à tout commerce conjugal. C'est dire que les époux devaient se séparer au moins de corps. La femme en ce cas « donnait son mari à Dieu et aux bons hommes (les Parfaits). » Et il n'était pas rare que des épouses touchées de la prédication des Cathares, pendant que leurs maris y demeuraient réfractaires, condamnaient ceux-ci à un veuvage forcé ².

Mais si la propagation de la vie est un mal, ceux qui vivent et qui sont, du fait même qu'ils ont un corps, sous la domination du Mauvais, ont-ils quelque moyen d'échapper à cet esclavage et de gagner le bonheur du ciel ?

Les Cathares, qui nient l'existence de l'enfer et du purgatoire ³, croient, en effet, au ciel. Pour le gagner, il faut s'y préparer par une purification de tous les instants; il faut tendre à la perfection, il faut devenir « Parfait. »

On arrive à cet état par une initiation particulière qu'on appelle le *Consolamentum*. Le *Consolamentum* est une sorte de sacrement de baptême non par l'eau (le baptême d'eau institué par saint Jean-Baptiste est une œuvre du Mauvais), mais par l'Esprit; il remet tous les péchés qu'on a pu commettre et confère à l'âme la sainteté ou,

¹ Doellinger, *ouv. cit.*, t. II, *Dokumente*, p. 23. Ici se placent des imputations plus graves encore; il s'agit d'un tarif des incestes signalé par le moine allemand connu sous le nom d'Anonyme de Passau : « Incestum naturalem cum matre propria vel sorore, aut commatre, dicunt (haeretici) esse mundam fornicationem, dummodo fiat secundum ritum sectae qui talis est : Si quis ab ipsis vult abuti propria matre, dabit ei XVIII denarios, sex pro eo quod concepit (concepit) eum, sex pro eo quod peperit eum, sex pro eo quod nutrit eum. Et sic soluta lege naturali seu naturae, licenter abutitur ea, quia nihil ei attinere putatur, et omnino liber efficitur ab omni naturali reverentia matris, sicut saccus liber efficitur a frumento, quando fuerit excussus. Qui sorore voluerit abuti, dabit ei novem denarios. Et sic licitum esse dicunt incestum sine omni peccato. » *Bibliotheca maxima Patrum*, t. XXV, p. 272. Les *Sommes* contre les hérétiques ne connaissent rien de pareil. Si l'Anonyme a entendu dire ce qu'il raconte, il semble que ce soit une légende peu fondée. Il semble pareillement que Pierre de Vaux de Cernay ait confondu les Paterins (*Paterini*) avec les Paterniens (*Paterniani*) dont parle saint Augustin quand il leur attribue l'opinion : « quod nullus poterat peccare ab umbilico et inferius. » *Hist. Albigensium*, cap. II. Cf. Schmidt, *ouv. cit.*, t. II, p. 152; Charles Molinier, *Revue historique*, sept.-octobre, p. 3-4.

² Cf. Doat, *Acta inquisitionis Carcass.*, t. II, fol. 115; t. IV, fol. 204; Doellinger, *ouv. cit.*, t. II, p. 24, 229, etc.

³ Sur cette négation, cf. Guiraud, *Cartulaire*, t. I, p. LXIV et suiv. Suivant les Cathares, les Croyants ou autres qui ne recevaient pas le *Consolamentum* subissaient les avatars de la métempsyrose.

comme parlent les Cathares, la « perfection ». » La réception de ce sacrement exige une préparation, une *probatio* d'un an. L'épreuve achevée, le candidat se présente devant un évêque de la secte ou tout simplement devant un « Ancien » ou un « Parfait, » qui procède à quelques cérémonies préliminaires empruntées aux usages anciens de l'Église catholique, par exemple, la « tradition » du *Pater* et l'*Abrenuntiatio*. Suit une allocution où le ministre rappelle les obligations que le croyant va contracter par la réception du Saint-Esprit. « Dieu te bénisse, ajoute-t-il, qu'il fasse de toi un bon chrétien et te conduise à la bonne fin ». » Le candidat prend alors les engagements solennels dont la formule nous a été à peu près conservée par Sachoni : « Je promets de me rendre à Dieu et à l'Évangile, de ne jamais mentir ni jurer, de ne plus toucher à une femme, de ne tuer aucun animal, et de ne manger ni viande, ni œuf, ni laitage ; de ne me nourrir que de végétaux et de poisson, de ne rien faire sans dire l'oraison dominicale, de ne voyager ni passer la nuit, ni manger sans *socius* et, si je tombe entre les mains de mes ennemis et suis séparé de mon frère, de m'abstenir au moins pendant trois jours de toute nourriture, de ne dormir jamais que vêtu, enfin de ne jamais trahir ma foi devant n'importe quelle menace de mort. » Le rituel cathare exige ensuite « que l'Ancien prenne le Livre (le *Nouveau Testament*) et le lui mette sur la tête tandis que les autres « bons hommes » lui imposent les mains et disent : « Père saint, recevez votre serviteur dans votre justice et envoyez votre grâce et votre Esprit sur lui. » L'Esprit descend, la cérémonie du *Consolamentum* est terminée et le « Croyant » est devenu « Parfait. »

Les engagements que prenaient les « Parfaits » sont, on peut le dire, au-dessus des forces ordinaires de la nature humaine. Aussi les Cathares n'auraient-ils fait qu'un nombre bien restreint de prosélytes s'ils avaient imposé à tous les membres de la secte de pareilles obligations. Mais au-dessous des « Parfaits » il y avait les simples « Croyants, » dont la règle de vie était beaucoup moins sévère *. Les grandes abstinences cathares, qui comprenaient trois carêmes, ne leur étaient pas imposées. Ils pouvaient vivre extérieurement à peu près comme le monde des profanes, notamment manger de la viande et user du mariage. Leur principal devoir était d'adorer les « Par-

* Sur le *Consolamentum* ou initiation cathare, cf. Guiraud, qui lui consacre un chapitre, *Cartulaire*, t. I, p. clviii-clxxxvi.

* Tous ces rites sont indiqués dans le *Rituel cathare* publié par Clédât, Paris, Leroux, 1888.

* *Summa de Catharis*, dans Martène, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. V, p. 1776.

* Sur ces deux classes de Cathares, cf. dans Guiraud, *Cartulaire*, t. I, p. cii et suiv., le chapitre intitulé *Parfaits et Croyants*.

faits, » toutes les fois qu'ils se trouvaient en leur présence. Un seul lien les rattachait aux « Parfaits. » C'était un pacte formel (la *convenenza* ¹) par lequel ils s'engageaient à abandonner les pratiques de la religion romaine et à recevoir, ne fût-ce qu'au moment de la mort, la pleine initiation cathare ou *Consolamentum*. Ce pacte était un gage de salut éternel. Les « Croyants » n'avaient pas à redouter l'avenir qui les attendait; ils étaient sûrs de recevoir le *Consolamentum* avant de mourir; la *convenenza* leur en donnait le droit. Et alors toutes les fautes qu'ils auraient commises leur étaient pardonnées. Un hasard ou un accident pouvait seul les priver de cette « bonne fin : » l'absence d'un « Parfait » qui accomplît sur eux l'imposition des mains.

« Parfaits » ou simples « Croyants » formaient une société religieuse plus ou moins homogène. En dehors des principes métaphysiques et moraux qui les dirigeaient, un sentiment commun les animait et les unissait entre eux, c'était la haine et l'horreur de l'Église catholique, de sa doctrine, de son culte et de ses pratiques. S'ils reconnaissaient l'autorité du Nouveau Testament ², ils refusaient d'y voir le germe des institutions que l'Église en a tirées. La hiérarchie ecclésiastique est l'œuvre du Mauvais; l'Église romaine est la femme de l'Apocalypse, ivre du sang des saints, et le pape est l'Antéchrist. Les sacrements dont l'Église se dit la dispensatrice sont des chimères; il n'y a d'autre sacrement que le *Consolamentum* ³. Les prêtres sont « des fourbes qui volontairement et par intérêt ont imaginé de toutes pièces un culte aussi faux qu'inintelligible ⁴. » Ces prêtres, quelles sont leurs mœurs? Les Cathares, dit Bernard Gui, « dénoncent aux laïques la mauvaise vie des clercs et des prélats de l'Église romaine, leur orgueil, leur cupidité, l'impureté de leurs mœurs, racontant tout ce qu'ils peuvent savoir à ce sujet. Ils invoquent, en l'exposant et l'expliquant à leur façon, l'autorité de l'Évangile et des Épîtres contre la dignité des prélats, des clercs et des religieux, qu'ils appellent pharisiens et faux prophètes, ayant une conduite en opposition avec leurs paroles ⁵. » Ils étaient à leur aise pour critiquer « la fiscalité parfois excessive que le clergé faisait peser sur les fidèles, les droits qu'il fallait lui payer pour les différents actes de la vie chrétienne et la réception de certains sacrements,

¹ Sur la *convenenza*, cf. *Ibid.*, p. cxiv.

² *Ibid.*, p. cxix et suiv. M. Guiraud (*Ibid.*, p. cxxi) attribue « quinze » épîtres à saint Paul. Ce ne peut être que par distraction. Les épîtres que la Vulgate donne sous le nom de saint Paul sont au nombre de quatorze, y compris l'épître aux Hébreux, qui n'est sûrement pas de lui.

³ Sur tout ceci, cf. Guiraud, *Cartulaire*, t. I, p. Lxxxv-ci.

⁴ Guiraud, *Ibid.*, p. xcvi.

⁵ *Practica Inquisitionis*, éd. Douais, p. 241.

les abus auxquels donnaient naissance les œuvres satisfaites pour les vivants et pour les morts, les fondations pieuses, les indulgences. Précurseurs de Luther, ils s'élevaient avec virulence contre la cupidité et l'avarice des clercs, dont parfois le peuple lui-même se plaignait, et ils lui persuadaient que c'était pour l'exploiter et lui soutirer son argent que l'Église avait institué ses sacrements et imposé ses pratiques. Le baptême et l'extrême-onction n'ont été imaginés, disaient-ils, que pour faire vendre l'eau bénite et les saintes huiles ; la confession pour établir le commerce des absolutions et des indulgences ; la messe pour obtenir des fidèles de riches oblations ; les funérailles religieuses pour faire vendre fort cher la terre de la sépulture. En somme, l'Église est un vaste système d'exploitation de la crédulité humaine, par des prêtres désireux de vivre grassement aux dépens des pauvres et des simples. Telle était la conclusion à laquelle invariablement les prédicateurs de l'hérésie ramenaient leurs controverses sur les dogmes et les pratiques de l'Église¹. »

Faut-il s'étonner que les foules ignorantes, incapables de distinguer entre les abus d'une institution et l'institution elle-même, se soient soulevées contre l'Église romaine ? Dès lors tous les signes extérieurs du culte catholique devinrent pour elles des objets d'abomination. Les cérémonies de la messe étaient-elles autre chose que des simagrées ? Que signifient ces vêtements sacerdotaux, ces autels de pierre avec leurs candélabres étincelants, cet encens, ces chants et ces clameurs ? Que signifient même ces vaisseaux immenses où se font les exercices du culte et auxquels on donne le nom d'églises, appliquant ainsi à des murs le vocable qui devrait être réservé à l'ensemble des âmes saintes² ? Dans leur horreur pour les objets sacrés, les Cathares vomissaient contre les images et surtout contre la Croix les plus odieuses injures. Les images et les statues des saints n'étaient suivant eux que des idoles³ qu'il fallait abattre. La croix sur laquelle Jésus avait rendu le dernier soupir, en guise d'hommages, ne méritait que le mépris. Quelques-uns d'entre eux niaient, du reste, que le Christ eût été vraiment crucifié ; un démon était mort ou avait feint de mourir à sa place⁴. Ceux mêmes qui croyaient à la réalité du crucifiement du Sauveur se prévalaient de leur foi pour réprouver le culte de la croix. « Quel est l'homme, disaient-ils, qui ayant vu mourir sur un poteau une personne qu'il aime, son père, par exemple,

¹ Guiraud, *Cartulaire*, t. I, p. xcix.

² Cf. Doellinger, *ouv. cit.*, t. II, *Dokumente*, p. 23, 40, 56, 156, 377.

³ Doellinger, *ouv. cit.*, t. II, p. 26, 56, 176, 323.

⁴ Moneta, *Adversus Catharos*, éd. Richini, 1743, p. 461 ; *Disputatio inter catholicum et Paterinum*, dans Martène, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. V, p. 1748.

n'éprouverait une profonde horreur en apercevant l'image du bois infâme¹ ? » Ce n'est donc pas l'adoration, mais le dédain, les injures et les crachats² que mérite la croix. « La croix, ajoutait un Cathare, je la mettrais volontiers en morceaux à coups de hache, et je la jetterais au feu pour faire bouillir la marmite³. »

Cette insurrection contre l'Église et son culte se compliquait d'une révolte contre l'État et ses droits.

On sait que la société féodale reposait tout entière sur la foi jurée : le ciment qui faisait sa force et garantissait sa solidité était le serment, *jusjurandum*. Or, les Cathares prétendaient tenir du Christ que tout serment est un crime et qu'un fidèle doit se borner à affirmer ses engagements par ces simples paroles : *est, est ; non, non*⁴. Ils faisaient donc profession de ne jamais jurer, pour quelque motif que ce fût⁵.

L'autorité de l'État, même chrétien, leur paraissait, du reste, à certains égards fort contestable. Le Christ, interrogeant saint Pierre, n'avait-il pas dit : « Simon, que t'en semble-t-il ? De qui les rois de la terre reçoivent-ils le tribut et le cens ? de leurs fils ou des étrangers ? » Pierre répondit : « Des étrangers. » Donc, lui répliqua Jésus, « les fils sont libres (de toute obligation)⁶. » Les hérétiques s'autorisaient de cette parole pour refuser l'obéissance aux princes, en qualité de disciples du Christ que la vérité a délivrés⁷. Et non contents de contester la légitimité de l'impôt, quelques-uns allaient jusqu'à absoudre le vol, pourvu qu'il ne lésât pas les « Croyants⁸. »

Ceux mêmes qui ne poussaient pas aux extrêmes le principe de l'indépendance refusaient au moins à l'État le droit du glaive. Dieu n'a pas voulu, disait Pierre Garsias, que la justice des hommes pût condamner quelqu'un à mort⁹ ; et lorsque l'un des adeptes de l'hérésie devint consul de Toulouse, il lui rappela cette règle impérieuse, en lui recommandant de ne jamais consentir à la mort de personne dans ses jugements¹⁰. Plusieurs semblaient restreindre aux sentences capitales cette négation du droit de l'État. Mais la *Somme*

¹ Doellinger, *ouv. cit.*, t. II, p. 6, 29, 73, 223.

² « Imo homo debebat spuere contra eam et facere omnem vilitatem. » Doellinger, *Ibid.*, p. 26 ; cf., p. 21.

³ *Ibid.*, p. 168, 169.

⁴ *Matth.*, v, 37 ; *Jac. Ep.*, v, 12.

⁵ Doellinger, *ouv. cit.*, t. II, p. 15, 83, 167, 323 ; Moneta, *ouv. cit.*, p. 470 ; Doat, XXII, p. 90 ; Bernard Gui, *Practica*, éd. Douais, p. 239.

⁶ *Matth.*, xvii, 24-25.

⁷ Doellinger, *ouv. cit.*, t. II, p. 69, 75 ; cf., t. I, p. 183.

⁸ *Ibid.*, t. II, p. 248, 249 ; cf., p. 245-246 ; Vacandard, *L'Inquisition*, p. 92-93.

⁹ Doat, XXII, p. 89.

¹⁰ *Ibid.*, p. 100.

contre les hérétiques déclare que toutes les sectes cathares enseignaient que la « vindicte (publique) n'est pas licite et que l'homme n'a pas le droit de faire la justice » : » doctrine qui ôte absolument à la société tout droit de punir.

Les Cathares prenaient à la lettre le mot du Christ à saint Pierre : « Quiconque se servira de l'épée périra par l'épée », et ils étendaient à tous les meurtres possibles le précepte : *Non occides*. « En aucun cas, disaient-ils, on n'a le droit de tuer » ; » ni l'ordre intérieur, ni les intérêts extérieurs des pays ne peuvent justifier une exception à cette règle. Il n'y a pas de guerre légitime. Le soldat qui défend sa patrie est un assassin au même titre que le plus vulgaire des malfaiteurs. Ce n'était pas une aversion particulière pour la croisade, mais bien leur horreur de la guerre qui faisait dire aux hérétiques que les prédicateurs de la croix étaient tous des homicides ».

III.

L'albigéisme a été jugé très diversement. Certains historiens ont vu dans « les doctrines cathares comme un essai de libération de la pensée humaine », et dans leurs pratiques un progrès de la morale sociale. C'est beaucoup dire, et il n'y a pas loin de cette appréciation à un paradoxe.

Il est sûr que le dogme catholique impose une limite à la liberté de penser. Mais l'intransigeance dogmatique des Cathares n'était certainement pas moindre. On aurait été mal venu à contester un seul point de la doctrine que prêchaient les « Parfaits. » L'excommunication ou simplement la privation de « la bonne fin » eût été inévitablement le châtiment du coupable ». Quant à prétendre que le dualisme manichéen ou même la théorie des monarchiens soit une doctrine plus rationnelle, mieux équilibrée que la doctrine catholique, c'est un sentiment fort discutable, voire inadmissible.

La morale des Albigeois, considérée dans ses principes et dans son application, ne se présente pas davantage comme un témoignage du progrès social au XIII^e siècle.

En cette matière, il y a le fait et le droit. En fait, les Cathares blâ-

¹ « Quod vindicta non debet fieri ; quod justitia non debet fieri per hominem. » *Summa contra haereticos*, éd. Douais, p. 133 ; Moneta, *ouv. cit.*, p. 513.

² *Math.*, xxvi, 52.

³ « Nullo casu occidendum » Doat, XXII, p. 100 ; cf. Guiraud, *Cartulaire*, t. I, p. LXXXVIII.

⁴ Doat, XXII, p. 89 ; Doellinger, *ouv. cit.*, t. II, p. 199, 200, 287.

⁵ Charles Molinier, *L'Église et la société cathares*, dans *Revue historique*, novembre-décembre 1907, p. 290.

⁶ Cf. Guiraud, *Cartulaire*, t. I, p. C-cl.

maient justement l'inconduite des clercs, l'ambition des prélats, l'immoralité des fidèles, et tous les abus qui avaient pu se glisser dans l'exercice du culte catholique. Que les « Parfaits » aient essayé d'échapper à la décadence morale qui les environnait par un effort viril vers la perfection, qu'ils aient mené une vie toute de privations et de mortifications, une vie véritablement héroïque, c'est là un réel mérite. Mais il ne faut pas oublier qu'ils n'en avaient pas le monopole. Les Cisterciens, les Franciscains et les Dominicains donnèrent alors le spectacle de vertus égales, pour ne pas dire supérieures. Et la vraie mesure n'était pas du côté des Cathares. « Avec les croyances dualistes, remarque un historien peu suspect de tendresse pour le catholicisme ¹, c'est le retour d'un ascétisme qu'heureusement pour la félicité et le développement de l'homme l'Église orthodoxe elle-même avait déjà en partie répudié. »

Les « Parfaits, » au surplus, n'étaient qu'une infime minorité en regard de la masse des « Croyants. » C'est la conduite de ces derniers qu'il importe de considérer. A en croire M. Molinier, « les principes, l'ascétisme des « Parfaits » ont déteint sur l'existence intellectuelle et morale des « Croyants. » Celle-ci est, à coup sûr, mieux réglée, plus conforme peut-être à un sentiment élevé du devoir qu'il n'arrive chez la plupart de leurs contemporains. Elle nous apparaît également comme plus fructueuse, tant en œuvres matérielles qu'en œuvres de charité et d'assistance sociale. Au sein du monde catholique avec lequel ils ont rompu réellement, sans que cette rupture se manifeste toujours par des signes bien visibles, ces dissidents forment une minorité, mais en même temps une élite, dont les vertus ne laissent pas de douter ². » Ce qui a inspiré à M. Molinier cet éloge, plutôt excessif, des vertus cathares, ce sont quelques exemples de dévouement et de générosité des Croyants à l'égard de leurs frères et surtout des « Parfaits. » De tels actes sont assurément louables. Mais on en trouverait aisément de pareils dans le monde catholique. Et pour ne parler que du Languedoc, la fondation de Prouille, comme témoignage de la charité chrétienne, peut être sans désavantage mise en comparaison avec ce que le catharisme offre de plus beau.

Du reste, la générosité, même inspirée par les motifs les plus nobles, n'est pas toute la morale. Est-il exagéré de dire que les Cathares, en dénigrant le mariage, sapient la base de la famille et par conséquent de la société ? Ils ne se contentaient pas de réprouver l'union des sexes et d'essayer d'arrêter la propagation de l'espèce hu-

¹ Cf. Molinier, *loc. cit.* Cette remarque suffit, selon nous, à infirmer le jugement que l'auteur porte sur la doctrine cathare.

² Cf. Molinier, *art. cit.*, p. 285.

maine : pour eux, « quiconque voulait être sauvé, devait se soumettre à la loi inexorable de la chasteté rigoureuse. » C'est pourquoi « le mari quittait sa femme, la femme son mari, les parents abandonnaient leurs enfants, et les enfants fuyaient un foyer domestique qui ne leur inspirait que de l'horreur, car l'hérésie leur enseignait que personne ne saurait se sauver en restant avec son père et sa mère. Et ainsi disparaissait, avec la famille, sa raison d'être, toute la morale domestique ¹. »

On a fait un reproche semblable au christianisme lui-même, en raison du vœu de chasteté que l'Église romaine impose à son clergé. Tout récemment encore, on écrivait : « En fin de compte, et en dépit de la théorie (des Cathares), le mariage se trouve entendu, dans la société dualiste, de la même façon que le comprend elle-même l'Église catholique. Il est permis aux fidèles et interdit aux *parfaits*, c'est-à-dire aux prêtres ². »

Qu'une pareille confusion se trouve sous la plume d'un historien tel que M. Charles Molinier, il y a lieu d'en être surpris. Si l'Église catholique interdit le mariage à ses prêtres, ce n'est pas qu'elle voie dans l'union des sexes une abomination, c'est uniquement pour tenir le clergé dans une sphère plus élevée que celle des intérêts humains, et pour mettre son apostolat à l'abri des soucis de la vie de famille. Ce n'est là qu'une question de discipline, et l'Église a le pouvoir de changer la règle qu'elle a posée. Pour le faire, il ne serait nullement besoin de modifier sa doctrine sur le mariage. Elle prêche à la masse des fidèles le précepte de l'Ancien Testament : « Croissez et multipliez, » avec la même force qu'elle recommande la virginité à une élite en qui elle reconnaît les marques d'une vocation particulière, selon la parole du Sauveur : *Qui potest capere, capiat*. Bref, elle déclare et elle a déclaré dans tous les temps que « le mariage est un état saint ³, » dans lequel l'humanité, sauf exception, est appelée à trouver le chemin du ciel. Il y a un abîme entre cette doctrine et celle des Cathares, et s'il est arrivé à ceux-ci, même aux simples « Croyants, » de respecter les lois du mariage, c'est en violation flagrante de leurs principes. Pour eux, l'union des sexes reste toujours un mal, et la procréation le plus grand des crimes ⁴. Vienne l'heure

¹ Guiraud, *Cartulaire*, t. I, p. LXXX.

² Ch. Molinier, *art. cit.*, sept.-octobre 1907, p. 1.

³ « Matrimonium temporale sanctum et justum. » *Somme*, p. 96-99. C'est l'enseignement ordinaire de l'Église. Nul ouvrage autorisé par elle ne contient une doctrine différente.

⁴ M. Molinier, pour justifier son jugement et la phrase que nous avons citée, écrit en note : « La conclusion à laquelle nous croyons pouvoir nous arrêter ressort fortement des paroles suivantes d'Étienne de Bourbon : *Uxores electis*

du *Consolamentum*, il faudra y renoncer, dût-on pour cela rompre le lien du mariage.

Les Cathares poussèrent si loin les conséquences de leur doctrine qu'ils en vinrent à commettre un autre crime contre la société, par ce qu'ils appelèrent l'*Endura*¹. L'*Endura* ne regarde que les « Parfaits » ou « Consolés. » Le danger que pouvait courir leur vertu et la crainte de faiblir au cours de l'âpre lutte qu'ils menaient contre la nature viciée leur fit chercher quelquefois dans la mort volontaire un refuge assuré. C'est cette sorte de suicide qui constitue l'*Endura*. On en connaît deux formes : l'asphyxie et le jeûne. Le candidat à la mort est interrogé sur le titre qu'il préfère : celui de martyr ou celui de confesseur. Lorsqu'il choisit le martyre, on lui pose un mouchoir ou un coussin sur la bouche jusqu'à ce que l'étouffement s'ensuive. Si l'état de confesseur lui semble préférable, on se borne à lui supprimer toute nourriture, sauf l'eau, afin qu'il meure d'inanition².

Le plus souvent les « hérétiques » ou « Parfaits » se condamnaient eux-mêmes à l'*endura*. Grâce à l'usage de l'eau, leur jeûne pouvait durer plusieurs semaines. Les documents en citent nombre d'exemples. Parfois ce suicide était suggéré. Les « Croyants, » qui demandaient le *Consolamentum* au cours d'une maladie, étaient généralement suspects de ne pouvoir tenir les engagements de la foi nouvelle, s'ils venaient à guérir. Aussi, pour prévenir toute chute, les engageait-on fortement à assurer leur salut par l'*endura*.

A vrai dire, « si l'*endura* était assez fréquente pour que la *Practica* de Bernard Gui contînt une sentence particulière de condamnation contre ceux qui ajoutaient ainsi au crime d'hérésie le crime de suicide, elle n'en reste pas moins une exception ; dans le catalogue des erreurs cathares, dressé dans les *Sommes* contre les hérétiques, la

(= perfectis) *eorum prohibentur, auditoribus (= credentibus) conceduntur*. Lecoy de la Marche, *op. cit.*, p. 302. » Le savant critique ne pouvait faire un choix plus malheureux pour montrer qu'en matière de mariage, l'Eglise catholique et le catharisme se valaient. Le texte auquel il renvoie ses lecteurs est, en effet, très significatif ; le voici en entier (pourquoi M. Molinier l'a-t-il mutilé ?) : « *Uxores electis eorum prohibentur, auditoribus conceduntur, monentes eos ut qua arte possunt generationem impediunt*, etc. » Voyez-vous les prêtres catholiques autorisant le mariage, mais recommandant aux époux d'empêcher par tous les moyens possibles la génération ? Quelle clameur ce serait ! Et comme on crierait, justement d'ailleurs, à l'immoralité ! Mais alors que faut-il penser des Parfaits, de leur doctrine et de leurs conseils ?

¹ Pour les exemples d'*Endura*, voir Guiraud, *Cartulaire*, t. I, p. LXII-LXIII ; Doellinger, *ouv. cit.*, t. II, *Dokumente*, p. 20, 24, 25, 26, 37, 136, 138, 139, 141, 142, 147, 157, 205, 234, 238, 242, 248, 250, 271, 295, 370, 373 ; Vacandard, *L'Inquisition*, 4^e éd., Paris, 1907, p. 115-120.

² Doellinger, *ouv. cit.*, t. II, p. 373. C'est un renseignement de Sacchoni. M. Molinier, *L'Endura*, p. 293-294, estime que cette coutume fut localisée dans le Languedoc. Sacchoni ne laisse entendre rien de pareil.

pratique du suicide n'est même pas indiquée. D'autre part, elle est rarement mentionnée dans les dépositions reçues par l'Inquisition, et nous devons conclure de tout cela que les docteurs cathares, tout en reconnaissant la beauté du suicide, n'osaient pas en prêcher à tous l'usage. L'intérêt de la conservation, et peut-être aussi une certaine conception fataliste de la vie, tempéraient chez la plupart de leurs adeptes la brutale logique qui les aurait portés à la mort ¹. »

Il n'en reste pas moins que les principes du catharisme menaient à la destruction de la famille et de la race humaine ². Il ne tint pas à lui que l'humanité arrêtât sa course à travers les âges. Tous les crimes que la secte pouvait commettre contre la propagation de l'espèce n'étaient que la conséquence de sa doctrine. Et si les « croyants » continuèrent à procréer, avec la tolérance des « parfaits, » ce ne fut jamais qu'en dépit des idées morales ou plutôt immorales qu'ils professaient.

On comprend donc que l'Église catholique ait essayé d'enrayer les progrès de l'albigéisme. Aussi bien elle ne faisait que se défendre elle-même. Les Cathares essayaient de lui porter des coups mortels en attaquant ses dogmes, sa hiérarchie et son apostolicité. C'en était fait d'elle si leurs insinuations perfides, qui troublaient violemment les esprits, étaient parvenues à prévaloir.

Les princes, qui accueillaient volontiers les doctrines des hérétiques tant qu'elles ne visaient que la société spirituelle, n'étaient pas moins sérieusement atteints. Nier la valeur du serment, n'était-ce pas briser le lien qui rattachait les sujets aux suzerains et ruiner d'un seul coup l'édifice de la féodalité ? Et, à supposer que le régime féodal pût sombrer sans entraîner dans sa chute toute espèce de gouvernement, que restait-il à l'État pour maintenir l'ordre social si le pouvoir de punir lui était refusé, comme l'entendaient les théoriciens du catharisme ?

IV.

Ce qui rendait, dès le XII^e siècle et au commencement du XIII^e, la secte particulièrement redoutable, c'était le nombre toujours crois-

¹ Guiraud, *Cartulaire*, t. I, p. LXIII. Cependant M. Molinier écrit (*L'Endura*, p. 288) : « Si atroce qu'elle fût, l'*endura* paraît avoir toujours accompagné le *consolamentum*, au moins dans les prescriptions de quelques-uns des ministres albigeois. »

² On a dit (G. Monod, dans *Revue historique*, nov.-décembre 1907, p. 354) que les pratiques cathares n'étaient pas plus dangereuses que l'ascétisme catholique et que « les excès de jeûne et de macération des Carmélites sont une forme de suicide analogue à l'*endura* cathare. » Erreur ; que l'on compare, si l'on veut, la mortification des Carmélites aux jeûnes et aux carêmes des Parfaits, mais à l'*endura*, jamais.

sant de ses adhérents. Elle se recrutait dans toutes les classes de la société. La noblesse aussi bien que la bourgeoisie et le peuple s'y affiliaient. « L'hérésie a pénétré partout, écrivait Raymond V, comte de Toulouse. Elle a jeté la discorde dans toutes les familles, divisant le mari et la femme, le fils et le père, la belle-fille et la belle-mère. Les prêtres eux-mêmes ont cédé à la contagion. Les églises sont désertes et tombent en ruines. Pour moi, je fais tout le possible pour arrêter un pareil fléau; mais je sens mes forces au-dessous de cette tâche. *Les personnages les plus importants de ma terre se sont laissé corrompre. La foule a suivi leur exemple*; ce qui fait que je n'ose ni ne puis réprimer le mal ¹. » Raymond VI, non seulement laissa le mal sans répression, mais favorisa même la diffusion de l'hérésie dans ses États.

Et ce n'était pas seulement dans le Toulousain que l'hérésie exerçait ainsi ses ravages. Le chapitre que M. Guiraud a écrit sous ce titre : *La noblesse languedocienne et les Cathares*², est, à cet égard, très suggestif. Il y passe en revue, avec la noblesse toulousaine, la noblesse du Lauragais, la noblesse de Fanjeaux, la noblesse de Mirepoix et de Dun, les comtes de Foix, les Castelveiden et les Lordat, les seigneurs de Montréal, la noblesse de Cabardès, les vicomtes de Carcassonne, les sires de Niort, les seigneurs du Razès, etc., et fait voir que toute cette élite de la société languedocienne était sous l'influence des Cathares.

Pareillement « le peuple, depuis les riches bourgeois jusqu'aux plus humbles vilains, se pénétra de leurs doctrines. Si nombreux que fussent les hobereaux du Languedoc, ils n'auraient pas suffi à constituer les immenses assemblées hérétiques qui se réunissaient dans les villages du Toulousain, du Carcassès ou du Mirepoix. D'ailleurs, lorsque les inquisiteurs les interrogeaient, les curés catholiques ne faisaient aucune difficulté de reconnaître que, dans la plupart de leurs paroisses rurales, la population tout entière était passée à l'hérésie. Les dépositions reçues par l'Inquisition nous montrent le culte catholique délaissé dans beaucoup de villages et remplacé, même dans les églises, par le culte cathare. A leur lit de mort, la plupart des habitants du Haut-Languedoc recevaient le *Consolumentum*. On a dit que « les Albigeois se trouvaient peut-être en majorité dans certains bourgs du Languedoc maritime, point de départ de la secte ³. » En réalité, dans tout le comté de Toulouse, c'était la presque totalité de la population rurale qui était sous la domination des « Parfaits. »

¹ M. Guiraud (t. I, p. ccxxvii-ccxxxiii) cite cette lettre d'après Luchaire, *Innocent III et la croisade des Albigeois*, p. 8.

² *Cartulaire*, t. I, p. ccxxxvi-cclxv.

³ Luchaire, *ouv. cit.*, p. 8.

Sans doute, ce n'était qu'une élite qui demandait l'initiation complète; mais la grande masse se composait de « Croyants, » obéissant, au cours de leur vie, aux instructions des ministres cathares, et décidés à leur demander, au lit de mort, le *Consolamentum* qui fait les « Parfaits ¹. »

L'évaluation, même approximative, du nombre des hérétiques serait chose bien difficile. Nous savons seulement que, pour le service des croyants et la facilité de l'apostolat, les Cathares avaient divisé le Languedoc en cinq diocèses : « La liste de Sacchoni, qui est du milieu du XIII^e siècle, indique trois évêchés hétérodoxes, ceux d'Albi, de Toulouse et de Carcassonne. Les registres de l'Inquisition confirment ces renseignements. Ils les complètent même, car ils mentionnent d'une part l'église d'Agen qui avait disparu vers 1230, et celle de Razès qui fut créée à la même époque ². » Cette multiplicité d'églises marque sûrement le progrès extraordinaire que l'hérésie avait fait dans la région.

L'ouvrage de Sacchoni nous fournit le moyen de préciser un peu davantage. L'auteur assure que le catharisme comprenait de son temps environ quatre mille Parfaits des deux sexes, répartis entre seize églises différentes, et ce recensement, dit-il, est l'œuvre des hérétiques eux-mêmes : *et dicta computatio pluries olim facta est inter eas* ³. « Parmi ces églises cathares, qui s'espacent de l'extrémité orientale de la péninsule des Balkans à l'Atlantique, se place au premier rang l'église lombarde de Concorezzo avec quinze cents Parfaits. Viennent ensuite, pareillement en Lombardie, celles des Albanais et des hérétiques dits de Bagnolo, avec cinq cents Parfaits pour la première et deux cents pour la seconde. Les églises de la Marche d'Ancone, de Toscane et du Val de Spolète en réunissent deux cents environ; celle que composent les Cathares français établis en Italie, cent cinquante à peu près, celle enfin des Cathares habitant la France, environ deux cents. Des églises d'Orient, celle de Constantinople ne compte que cinquante Parfaits; quatre autres, celles d'Esclavonie, de Philadelphie, de Bulgarie, de Trau ⁴, en ont entre elles cinq cents, soit pour chacune cent vingt-cinq environ ⁵. » Si l'on additionne ces chiffres de détail donnés par Sacchoni, le total est un peu supérieur

¹ Guiraud, *Cartulaire*, t. I, p. CCLXVI.

² *Ibid.*, p. CXXXIII.

³ Dans Doat, t. XXXVI, p. 78.

⁴ En slave *Traghir*, anciennement *Tragurium*, chez les écrivains catholiques et Sacchoni lui-même *Dugunthia* ou *Dugunithia*; petit port sur l'Adriatique au nord-ouest de Spolète, dans la province autrichienne de Dalmatie.

⁵ Molinier, *art. cit.*, novembre-décembre 1907, p. 276-277. C'est un résumé de Sacchoni; dom Martène, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. V, p. 1767-1768. Pour plus de détails, voir Guiraud, *Cartulaire*, t. I, p. CXXIX et suiv.

à celui qu'il indique, soit *quatre mille trois cents Parfaits* au lieu de *quatre mille*.

Le nombre des Parfaits peut-il nous aider à connaître celui des « Croyants ? » Sacchoni attribue à l'église de l'Esclavonie environ *cent vingt-cinq* Parfaits. Or, dans cette province, on comptait à la fin du *xii^e* siècle plus de *dix mille* « Croyants, » parmi lesquels Kulin, le seigneur du pays, et toute sa famille ¹. Si la proportion entre les deux ordres de Cathares était la même dans les autres églises, nous arriverions au chiffre d'environ *trois cent cinquante mille* hérétiques pour toute l'Europe, et de *seize mille* seulement pour le Languedoc. Ces chiffres sont évidemment au-dessous de la réalité.

M. Charles Molinier est parti d'un autre principe pour évaluer le nombre des Cathares. Il compare les Parfaits aux prêtres catholiques, et les Croyants aux simples fidèles, et il prend la France comme champ d'expérience. « Quarante mille prêtres, en chiffres ronds, y existent pour environ trente-cinq millions d'adhérents au catholicisme, ou d'individus auxquels s'applique plus ou moins légitimement une désignation de ce genre. Ce qui ferait, en s'en tenant à la même proportion pour les Cathares, dont les Parfaits ou prêtres sont dix fois moins nombreux en Europe suivant Sacchoni, que les ministres de l'Eglise romaine en France, dix fois moins de Croyants ou de fidèles, soit, en fin de compte, à peu près trois millions cinq cent mille adhérents. Ce chiffre de trois millions passés de *croyants cathares* paraîtra probablement fort considérable. Peut-être conviendrait-il pourtant de l'élever encore de façon très sensible, sinon de le doubler ². » Et M. Molinier le double en considération du zèle des ministres cathares, et de la facilité de leur service qui leur permettait d'avoir une fois de plus de fidèles que les prêtres catholiques. De la sorte, la France, avec ses deux cents Parfaits, aurait réuni deux cent mille Croyants, selon le premier calcul, et environ quatre cent mille suivant le second.

Cette évaluation repose sur une conjecture bien fragile, et il n'y a pas lieu de lui accorder un crédit sans réserve. Elle n'est acceptable qu'autant qu'elle donne l'impression que villes et villages du Languedoc étaient fortement entamés par l'hérésie, ou même parfois lui appartenaient tout entiers.

Il ne faut pas d'ailleurs oublier que nos calculs ont pour base la statistique de Sacchoni, et que « Sacchoni écrivait en 1250 ³, c'est-à-

¹ Cf. Schmidt, *ouv. cit.*, t. I, p. 108.

² *Art. cit.*, novembre-décembre, p. 277.

³ M. Guiraud, que nous citons ici, écrit (*ouv. cit.*, p. cxxvii) : « 1240 ; » à la page précédente, il avait dit : « vers 1240 ; » plus loin (p. cxxxi), il semble indiquer que Sacchoni écrivait en « 1250 » Il y a là un petit flottement regret-

dire en un temps où l'hérésie était déjà à son déclin, et où la mort ou l'apostasie avaient dû faire beaucoup de vides, même dans les rangs de ses plus solides représentants. La croisade victorieuse qui avait été dirigée contre les Albigeois avait supprimé un grand nombre de Parfaits qui avaient succombé en masse sur les champs de bataille ou dans les prisons; dans tous les pays de la chrétienté, l'Inquisition s'était établie, et avec ses redoutables répressions, elle envoyait un grand nombre de Parfaits à la mort ou à l'abjuration; par là même elle réduisait singulièrement, d'année en année, l'effectif de ceux qui restaient membres actifs de la secte ¹. » Pour ne parler que du Languedoc, par exemple, ne savons-nous pas que *deux cent cinq* Parfaits avaient été massacrés, en 1235, dans le seul château de Monségur ²? Si la statistique de Sacchoni avait été dressée à cette date, il est probable que le nombre de Parfaits qu'il attribue à la France aurait été plus que doublé. Et peut-être conviendrait-il de multiplier dans les mêmes proportions le nombre des croyants.

V.

Le péril que l'hérésie, par le caractère antisocial de sa doctrine et par le nombre énorme de ses adhérents, faisait courir à la chrétienté, était donc l'un des plus graves que l'histoire eût encore enregistré. Comment le conjurer? L'Église s'y essaya de diverses manières. De 1177 à 1205, les missions cisterciennes se succédèrent dans le Languedoc, mais elles échouèrent tristement ³. Les prédications et les controverses laissèrent les choses en l'état, au grand désappointement du pape Innocent III. Ces croisades pacifiques furent plus tard remplacées par une croisade à main armée, dont les violences entamèrent fortement l'hérésie sans pourtant l'abattre complètement. Ce fut alors que Grégoire IX organisa l'Inquisition, destinée à traquer les Cathares jusqu'à leur destruction finale. Les grands inquisiteurs du Languedoc furent les disciples de saint Dominique.

M. Guiraud a esquissé l'histoire de l'apostolat de saint Dominique dans le Languedoc au début du XIII^e siècle ⁴. Le saint ne travailla d'abord qu'en sous-ordre. Son évêque dom Diego d'Osma marqua la

table. « La date est expressément 1250, » remarque M. Molinier (*art. cit.*, novembre-décembre 1907, p. 276).

¹ Guiraud, *Cartulaire*, t. I, p. ccxvii.

² « Anno 1244 (vieux style), mense martii, fuit captum castrum Montissecuri et fuerunt ibidem inventi ccv haeretici utriusque sexus atque ibidem juxta pedem predicti montis combusti. » *Histoire du Languedoc*, éd. Molinier, t. VIII, p. 214.

³ Sur ces missions, voir Guiraud, *Cartulaire*, t. I, p. ccxcii-ccci.

⁴ *Cartulaire*, t. I, p. cccii et suiv.

voie à suivre. Il était très justement convaincu « qu'il fallait ramener les hérétiques par la force de la prédication. Aussi est-ce à la controverse que l'évêque d'Osma et saint Dominique eurent recours. Ils indiquaient à l'avance le jour et le lieu d'une conférence contradictoire ; hérétiques et catholiques s'y rendaient de tous les pays voisins : l'assistance comprenait à la fois des chevaliers, des femmes et des paysans. Sans doute par acclamation, la foule désignait parmi les personnes bien vues dans toute la région un président et des assesseurs chargés de tenir la balance égale entre les deux parties ; le bureau constitué, on se livrait à des débats souvent sérieux et approfondis. De part et d'autre on présentait des *libelli*, vrais mémoires rédigés à l'avance sur des questions controversées et qui servaient de base à la discussion. Alors commençaient entre les chefs des deux groupes une joute oratoire, un tournoi d'argumentation qui se terminaient le plus souvent par un vote de l'assemblée. Jourdain de Saxe parle en effet de scrutins qui avaient lieu à l'issue de ces réunions. C'étaient sans doute des « ordres du jour » par lesquels l'assemblée émettait son sentiment sur la discussion qu'elle venait de suivre ¹. »

Les réunions de ce genre furent nombreuses. On signale celles que Diégo et saint Dominique tinrent à Servian, près de Béziers, à Béziers même, à Verfeil où jadis avait échoué saint Bernard, à Montréal, à Fanjeaux et à Pamiers. Elles ne donnèrent pas tous les fruits qu'on en pouvait attendre ; mais elles ne furent pas sans succès.

L'attention des missionnaires se porta particulièrement sur les femmes. L'hérésie avait des « Parfaites, » comme elle avait des Parfaits ², et le zèle des femmes cathares n'était pas moins ardent, ni moins dangereux pour l'Église que celui des hommes. Elles formaient même des espèces de couvents où elles élevaient les jeunes filles nobles de la secte ³. Dominique comprit l'avantage qu'il y avait à soustraire cette force vive aux hérétiques. Sa prédication à Fanjeaux convertit plusieurs élèves des Parfaites ⁴. Elles abjurèrent. C'est parmi elles qu'allaient se recruter les premières Dominicaines de Prouille.

« Il ne suffisait pas, en effet, de convertir Croyantes et Parfaites, il fallait encore préserver leur foi naissante contre toutes sortes d'influences contraires. Appartenant le plus souvent à des familles héré-

¹ *Cartulaire*, t. I, p. cccxi.

² Sur les « Parfaites, » cf. Guiraud, *Cartulaire*, t. I, p. cvii et suiv.

³ *Ibid.*, p. cccxi et suiv.

⁴ Humbert de Romans, chap. xii, dans Quétif et Échard, *Scriptores ordinis Praedicatorum*, t. I, p. 264-299.

tiques, elles avaient à craindre les objurgations ou les supplications de leurs proches. Considérées comme des transfuges, elles n'étaient pas sûres, à leur sortie de la maison des hérétiques, de trouver un asile auprès de leurs parents. Souvent même leur dénuement complet et la pauvreté de leurs proches leur faisaient entrevoir une vie de misère au lendemain de leur conversion. Rebutées d'avance par toutes ces difficultés, certaines âmes timides pouvaient reculer devant une abjuration qu'elles souhaitaient pourtant au fond du cœur. Pour y remédier, il fallait créer un lieu de refuge où, après leur conversion, elles viendraient chercher un asile sûr contre tout ce qui pouvait compromettre leur retour définitif à l'Église. Il fallait, en un mot, organiser une œuvre de nouvelles converties ¹. »

C'est de ce besoin qu'est né le monastère de Prouille. L'évêque de Toulouse, Foulques, en facilita la création. Par un acte dont nous n'avons pas la date exacte mais qu'on peut fixer, sur des indices certains, entre le 22 juillet et le 27 décembre 1206, il donna « à Dominique d'Osma l'église de Sainte-Marie de Prouille (jusque-là paroissiale) et le terrain adjacent, sur une longueur de trente pieds ; » il faisait cette donation « en faveur des femmes converties et à convertir ². »

A quelqes temps de là, « les premiers Prêcheurs s'établirent dans les bâtiments contigus à ceux des religieuses, et ainsi Prouille devint un centre de mission comme de vie contemplative. » Le monastère des hommes était déjà fondé, lorsque, vers le milieu de 1207, l'évêque d'Osma, leur chef, retourna en Espagne. Avant son départ, nous dit Jourdain de Saxe, Diégo avait « préposé à ceux des siens qu'il laissait à Prouille pour le spirituel le bienheureux Dominique comme étant rempli de l'Esprit-Saint, et pour le temporel Guillaume Claret, de Pamiers, mais sous la dépendance du saint à qui il devait rendre compte de tout ³. »

Le monastère fondé, M. Guiraud en montre les accroissements. Alors commence à proprement parler le *Cartulaire de Notre-Dame de Prouille*.

Il faut savoir gré au savant critique d'en avoir tiré tous les renseignements et toutes les leçons historiques qu'il renferme. C'est par l'étude de ces menus détails que se fait la grande histoire. M. Guiraud n'en a négligé aucun. Aussi son Introduction a-t-elle une valeur documentaire de tout premier ordre. L'analyse que nous en avons esquissée n'en peut donner qu'une idée bien imparfaite. On lira ce livre et on y trouvera à la fois intérêt et profit. On comprendra que

¹ Guiraud, *Cartulaire*, t. I, p. CCCXXII.

² *Ibid.*, t. I, p. 1.

³ Guiraud, *Ibid.*, p. CCCXXVII.

les maîtres en érudition la tiennent en haute estime¹ et que l'Académie des inscriptions et belles-lettres lui ait décerné l'une de ses récompenses.

E. VACANDARD.

III.

L A M E N N A I S

D'APRÈS SES CORRESPONDANTS INCONNUS

(Suite)

Féli, à qui M. des Saudrais écrivait le plus souvent, car il fut toujours son préféré, dut, sans doute, prier son oncle de lui pardonner, s'il ne lui répondait pas toujours exactement. Celui-ci calmait ses scrupules :

« Ne te gêne pas, mon cher Féli, pour répondre à mes billets. J'écris quand il me vient quelque idée, d'où qu'elle vienne, et quand je commence, je ne sais pas comment je finirai. Il vaudrait mieux, peut-être, finir et ne point commencer, ce qui serait la même chose. »

Féli ne l'entendait pas ainsi ; les lettres de son oncle l'intéressaient toujours vivement et le bon vieillard ne les lui plaignait pas.

M. Lamennais avait à Saint-Servan, sur les bords enchanteurs de la Rance, une charmante propriété, appelée *Les Corbières*. Il s'y retirait souvent et s'y délassait d'une vie autrefois très active, très affairée, à cultiver des fleurs, comme on l'a vu précédemment. M. des Saudrais demandait à Jean, pour son père, deux rosiers et un pied de rhubarbe.

Il envoyait des journaux aux solitaires de la Chesnaie ; c'étaient les derniers numéros du *Mercure*, et citait ces vers qu'il s'appliquait agréablement :

Qu'un ami véritable est une douce chose !

Il cherche vos besoins au fond de votre cœur².

¹ Cf. Gabriel Monod, dans *Revue historique*, novembre-décembre 1907, p. 331-354.

² La Fontaine, *Les deux amis*, VIII, 11.

Il ajoutait : *Et quel besoin plus grand que celui des journaux ?*

« Ma foi, observait-il, le vers y est, et sans longueur ! »

Il parlait du prochain départ de Bonaparte (*sic*) pour l'Allemagne.

« Puisse-t-il amender le marquis de Brandebourg !.... M. le marquis pourrait bien n'être plus que M. le chevalier de la Triste Figure et de triste mémoire. »

Venait la question des juifs, qu'il s'agissait d'incorporer aux autres nations, en leur accordant les droits civils qui leur avaient été refusés inexorablement jusqu'alors. Voici comment M. des Saudrais l'envisageait :

« Aurait-on en vue de fondre ce peuple et de le confondre avec tous les autres, de manière qu'un jour venant il n'y aurait plus de juifs sur la terre, parce que, devenus Français, Allemands, Polonais, etc., leur religion, leur culte, leur loi perdus et comme anéantis dans l'ensemble de leurs rapports civils avec les nations où ils se trouvent dispersés, il n'en resterait rien, et les synagogues mêmes en peu de temps ne subsisteraient plus. Je dis que je crois que c'est cela qu'on veut et qu'on essaie, sauf la volonté du Gentilhomme d'en haut et l'impuissance des petites gens d'en bas. »

M. des Saudrais ne voyait, dans ce prétendu projet des gouvernements, qu'un acte d'impiété, qu'un défi jeté au ciel. C'était le témoin par excellence de la véracité des Livres saints qu'ils voulaient supprimer, suivant lui. Il revenait sur le chapitre de la guerre ; faisant allusion à la garde impériale qui voyageait en poste ¹, il disait :

« Parlez-moi de nos guerriers. C'est en descendant de carrosse qu'ils vont combattre ; mais je voudrais qu'après la victoire, ils revinssent comme ils sont allés. Y aurait-il un meilleur luxe que celui-là ? En (*sic*) retour, les voitures ne seraient pas si pleines. Que de places vides ! »

Comme il ne se donnait pas lui-même pour un foudre de guerre, il concluait modestement :

« D'aller et de revenir, je me contenterais d'être le postillon. »

Il observait que « le présent est gros de l'avenir qui le deviendra à son tour, et le temps est toujours en couches. »

Sa lettre se terminait par une *férocité* à l'égard des Anglais, que tout bon Malouin d'alors se croyait le devoir de haïr à plein cœur :

« A Londres, ils regrettent leurs grands hommes. Ils datent la perte de chacun et disent : *Quoi ! ce mortel est mort !* Ah ! grands et petits, que ne fussent-ils tous morts à Londres ! »

On venait d'apprendre les victoires d'Iéna et d'Auerstaedt. Joyeux, le vieux patriote écrivait à ses neveux :

¹ Voir Thiers, *Hist. de l'Empire*, livre VII. *Iéna*.

« La Prusse est à nous. »

C'était, hélas ! aller un peu vite. Il ne pouvait prévoir les deux revanches que la Prusse allait prendre sur la France, en 1814 et 1815, ni surtout la troisième, beaucoup plus tard, la plus terrible de toutes, qui, depuis quarante ans bientôt, tient la France humiliée et mutilée.

Peu de jours après, M. des Saudrais donnait de nouveaux détails sur les prodigieux événements qui venaient de se passer. Le roi de Prusse avait dépêché un parlementaire, Lucchesini, à Napoléon. Duroc avait reçu l'envoyé prussien aux avant-postes¹. Il ne s'agissait point de traiter de la paix, mais d'une simple suspension d'armes, afin de laisser aux Russes le temps d'arriver et d'entrer en lignes à leur tour. Napoléon devina sans peine ce plan ; il refusa tout armistice. Les débris de l'armée prussienne se retirèrent et l'empereur fit son entrée dans Berlin.

L'oncle insiste auprès de Féli pour l'engager à se donner un peu de relâche, sinon à prendre un repos complet, comme l'exigeait sa santé, d'après les médecins.

« J'engage Féli à ne point lire longtemps de suite dans quelque attitude que ce soit, soit qu'on tienne le livre à la main, soit qu'on se baisse pour lire ; cela fatigue la poitrine. Un quart d'heure de suite, c'est assez, et puis reprendre. Y a-t-il livre et lecture qui vaillent la santé ? *Le repos, le repos ! Avez-vous su prendre du repos, vous avez plus fait que celui qui a pris des empires et des villes.* Ce n'est pas Bonaparte qui dit cela, c'est Horace, c'est Montaigne, c'est La Fontaine, c'est Fontenelle, c'est moi qui le (mot illisible) bien et peut-être mieux². »

Il paraît que le curé de Saint-Malo, à cette époque³, n'était pas un ardent bonapartiste. Il ne voyait guère, dans les victoires, sanglantes, il est vrai, de Napoléon que d'immenses tueries, et au lieu d'entonner le *Te Deum* d'action de grâces, il préférait réciter le *De profundis*, ce qui faisait dire à M. des Saudrais :

« J'avoue que j'aurais choisi quelque psaume un peu plus analogue aux circonstances. »

Il ajoutait :

« M. Viel⁴ prêcha, l'autre dimanche, un sermon excellent sur le respect et l'amour dus aux puissances. Il fit sensation ; il y a eu des mécontents, et il y en aura toujours. »

Il est probable que bien des Malouins trouvaient que l'*amour* était

¹ Cf. Thiers, *ibid.*

² Cf. *Lamennais d'après des documents inédits*, I, 62.

³ C'était M. Le Saout, un confesseur de la foi. Il mourut le 10 mai 1811.

⁴ Ou Vielle ; il en a été question déjà.

ici de trop et que le *respect* était suffisant, plus que suffisant même pour plusieurs.

Cependant l'oncle poursuivait en ces termes :

« J'ai envoyé à mon frère ¹ la lettre de Jean et le livre de Frédéric ². Je vis hier M. Hay ³ que j'ai beaucoup engagé à vous retourner. Je puis vous assurer que vous êtes mieux là qu'ailleurs. Tenez-y pour votre santé, et croyez que si vous vous ennuyez, vous en feriez bien autant ici. Certes l'air de la campagne, même en hiver, vaut mieux et surtout à vous deux. Bon petit feu, bonne petite cuisine et bon esprit ; le vivre et le couvert, que faut-il davantage ? Ajoutez des batailles, des victoires, des trônes fracassés, des couronnes chancelantes, des sceptres brisés, des rages, des désespoirs, des pleurs et des remords, que voulez-vous de plus ? Quoi de plus agréable encore que la honte et l'humiliation d'un roi et d'une reine, à qui chacun dit : *Je n'ai fait que passer, vous n'étiez déjà plus*. Oh ! c'est charmant, il n'y a rien comme ça ! »

M. des Saudrais en voulait de male mort au roi et à la reine de Prusse, à celle-ci surtout qu'il disait précédemment « être *pour toute sa vie en exécution à son peuple*. La vérité, c'est que l'infortunée Louise déploya dans ses malheurs le plus noble héroïsme. Ce fut elle qui releva le courage de Frédéric-Guillaume III, son assez faible époux. Elle mourut trop tôt (1810) pour assister au relèvement pourtant si rapide et surtout si complet de son pays.

Dans un autre billet, après une spirituelle boutade sur les *inversions*, publiée par Blaize ⁴ qui a jugé bon de corriger un peu le style, à ses yeux suranné, de l'auteur, M. des Saudrais revient sur les défaites essuyées par les armées prussienne et russe, et parle de l'enthousiasme avec lequel les jeunes gens de famille s'enrôlaient dans la garde d'honneur.

Une remarque importante que nous aurions dû faire plus tôt, peut-être, c'est que bon nombre des lettres de M. des Saudrais ne sont pas datées. Lorsque l'adresse porte le cachet de la poste, empreint d'une façon nette, il est facile de leur assigner une date exacte ; malheureusement, cela n'arrive que rarement ; le plus souvent nous n'avons pour nous guider que les événements publics auxquels M. des Saudrais fait allusion, ou certains incidents, relatifs à Féli et à Jean, qui servent alors de points de repère. Parfois, je me vois forcé de classer arbitrairement certains documents qui ne me four-

¹ Il était retiré aux Corbières, en Saint-Servan, on se le rappelle.

² Frédéric de La Provostaye ?

³ L'un des auxiliaires de M. Viëlle.

⁴ Au début de sa lettre.

⁵ I, 30 et 31.

nissent aucune indication concernant l'époque précise où ils furent composés. Telle la lettre suivante adressée aux deux frères, à la Chesnaie. L'un d'eux, l'oncle ne dit pas lequel, s'était momentanément absenté de son *sanatorium*, et il était passé par Saint-Malo, d'où il était reparti, lorsque M. des Saudrais écrivait à l'autre ces lignes, destinées à passer sous les yeux de l'absent, lorsqu'ils seraient de nouveau réunis :

« J'ai grande envie que ton frère soit retourné à la Chesnaie, il en a grand besoin. Il avait déjà un meilleur teint qu'il a déjà perdu. Peut-on se détruire de gaieté de cœur ! C'est l'œuvre de la raison : je la reconnais bien là. Comme je la hais ! Comme je la méprise ! D'elle seule vient tout le mal. »

Le lecteur a dû s'apercevoir, depuis longtemps, que la *raison humaine* avait en M. des Saudrais, tout homme de sens qu'il fût, un adversaire irréconciliable. Il la rend responsable de tous les méfaits qui se commettent précisément malgré elle et en dépit de ses plus vives réclamations. Peut-être Féli puisa-t-il auprès de son oncle cette haine implacable dont à son tour il poursuivit la raison individuelle, au profit, il est vrai, de la raison générale. Il ne tardera pas à préconiser un système en vertu duquel la raison de chaque homme ne peut que se tromper, mais la raison de tous est inaccessible à l'erreur. Oncle et neveu ne surent pas toujours se garder des exagérations.

Cependant M. des Saudrais termine sa lettre par cette note désolée :

« Quand je pense à Féli et à Jean et à leur inconcevable entêtement, j'en suis malade et renonce à tout. »

Un autre jour, au sujet de deux poèmes épiques, l'un en dix chants, sur la Conquête du Nouveau Monde, par P. Roure, et l'autre en six chants, intitulé *Charlemagne à Pavie*, par Millevoye, il écrivait à ses neveux :

« Il semble qu'en tout genre le xix^e siècle soit le siècle des derniers efforts, comme s'il devait être le siècle dernier. Il semble que tout tende à l'extrême et qu'il ne soit plus vrai qu'à l'impossible nul n'est tenu.... Cependant, après ce siècle-ci, on ne saurait imaginer ce que sera le siècle suivant. Il nous trouvera si haut montés qu'il lui faudra bien redescendre et rentrer non au *temple*¹, mais au vrai domicile de la raison, s'il se retrouve ici-bas. On peut en douter. Le système d'études actuel est insensé et ne peut produire que des fous ; or la folie adoptée, accueillie, récompensée, ne cédera point sa place à la sagesse et au bon sens. »

¹ M. des Saudrais, qui souligne le mot, fait allusion au culte de la déesse Raison dont il avait vu les manifestations burlesques, à Saint-Malo même, sous le *règne* du conventionnel Lecarpentier.

Puis il racontait cette petite anecdote, sautant sans transition du sérieux au plaisant, ce qui était bien son droit, dans ce monologue *à bâtons rompus* :

« Il m'est venu, ce matin, un homme qui a d'abord remarqué soigneusement et curieusement mon habit neuf. — C'est du bon, c'est du beau, c'est du soixante livres ? — Non, c'est du trente livres. — Mais qu'est-ce donc que cela ? — C'est de l'elbeuf. — Ah ! eh bien, un habit me dure six ans, à moi. Mais aussi, qui est-ce qui le bat ? Qui est-ce qui le brosse, tous les jours ? C'est moi, oui, c'est moi, — me regardant d'un œil content et jouissant jusqu'au ravissement. Et puis, il m'a fait sur la comète des questions si drôles, si nouvelles, si... — Qu'est-ce donc enfin qu'une comète ? — C'est une terre comme la nôtre, comme la lune. — La lune est une terre ; je suis bien aise de savoir cela ; j'en parlerai. Tout le monde ne sait pas cela. Je vous remercie. La lune est une terre, répétait-il, comme s'il eût craint de l'oublier. Oh ! qu'il y a loin de B. à Newton, ou de Newton à B. ! J'oubliais qu'à force de me regarder, c'est-à-dire mon habit, il a cru apercevoir une petite tache. — Une tache, a-t-il dit, sur un habit neuf ! Il y a six ans que celui-ci.... — Je sais, lui ai-je répondu, que vous êtes un homme sans tache. »

Dans une autre lettre, M. des Saudrais revenait sur le compte de B.

« Je crains que l'homme sans tache, mon élève en astronomie, ne fasse point d'honneur à son maître. »

Il vantait ensuite les charmes de l'hébreu qu'il avait probablement étudié. Nous avons vu qu'il s'était occupé de traduire quelques pages de la Bible, Job en particulier. A son sentiment, l'hébreu était « de toutes les langues la plus propre à l'homme religieux et la plus digne de parler à Dieu. » Il en donnait la raison :

« C'est qu'un mot, dans cette langue, répond à une phrase dans toutes les autres ; c'est que ce mot est une pensée ou même une suite de pensées et de sentiments ; c'est que ce mot retentit jusqu'au fond de l'âme, jusqu'au fond du cœur, où il devient comme le lien d'union entre la créature et le Créateur. »

C'était surtout le chrétien, amoureux de nos Saintes Lettres, qui s'exprimait ainsi. Féli précédemment lui avait parlé de l'hébreu et c'est à lui qu'il écrivait ces lignes. Il lui disait encore :

« Je ne te savais pas *hébraïsant*.... Je ne crains l'hébreu.... que pour ta santé. »

Féli était toujours à la Chesnaie, où se trouvait alors son jeune frère Gratien. Jean venait de le quitter, pour aller à Saint-Malo.

« Jean arrive et t'embrasse, » dit l'oncle en terminant.

Les jeunes exilés de la Chesnaie demandaient à l'oncle de leur fournir à tout prix du nouveau. L'oncle n'y manquait pas, mais en

dépît de sa bonne volonté, c'était le nouveau qui souvent manquait. Il y suppléait alors par des fantaisies de ce genre :

« Tout dort, et les vents, et l'armée, et Neptune¹,

et le ministre des finances. N'y a-t-il donc rien de nouveau ? Agnès² vous répondrait : *Le petit chat est mort*. Heureusement que N. nous apprend ce que c'est que la digestion. Heureux donc qui digère, même sans savoir comment. Eh ! qu'est-ce que la vie, sans une bonne digestion ? Il y en a qui vous diront que c'est là tout, et que tout le reste n'est rien ou peu de chose. En effet, que serait un roi, un empereur qui ne digérerait pas ? Le plus vil estomac de son empire, bien digérant, ne troquerait pas avec lui. Ah ! le *chyle* est au-dessus de tout ! Non, il n'y a que le suc gastrique et pancréatique. Otez cela seulement, et le monde finira. C'est le point d'où partent, où aboutissent toutes nos guerres. Aussi, dans Homère, quoi qu'il arrive, avant tout on dîne et on soupe ; et c'est le *chyle* qui fait les héros et les dieux qui mangent autant et plus que les hommes et digèrent encore mieux. C'est un plaisir que de les voir, à table, dans l'œuvre de la mastication et s'arrosant de nectar dont on peut croire qu'ils s'enivrent, car ils vont vite se coucher, les ivrognes qu'ils sont. On dirait des Bas-Bretons en foire, etc., etc., etc. (*sic*).

« Voilà, en vérité, tout ce que je sais d'intéressant. »

Ce n'était, peut-être, pas bien nouveau, mais les neveux devaient s'en contenter et s'en contentaient. Si l'oncle parvenait à les déridier un peu, son but était rempli ; car il craignait l'ennui pour eux dans ce désert de la Chesnaie. Il se disait avec Célémène :

La solitude effraie une âme de vingt ans³.

Et les exilés, Féli, Gratien surtout, n'avaient guère que cet âge.

Napoléon, dans une lettre à Portalis rendue publique, s'exprimait ainsi, en parlant du catholicisme : *Notre sainte religion*. M. des Saudrais relevait cette expression. Il mandait à ses neveux :

« Nous n'avions point encore vu de lettres d'un style aussi religieux : *Notre sainte religion*, etc. Qu'importe ce qu'il a dans le cœur, pourvu qu'il parle au cœur ! »

Il rappelait aussi un mot fameux :

« *La religion a ses héros comme la gloire*, avou qui, dans la bouche d'un philosophe, a son mérite. A propos de ces gens-là⁴, ils

¹ Racine, *Iphigénie*, acte I, scène 1.

² *L'École des Femmes*, acte II, scène vi.

³ *Misanthrope*, acte V, scène vii.

⁴ Les philosophes incrédules.

doivent bien souffrir de ce qu'ils voient et entendent parfois. Le discours de Fontanes¹ ne les a pas réjouis. Je les plains, car on a pour les fous plus de pitié que de courroux. Je voudrais seulement savoir ce qu'en dit notre cousin Champy. »

M. des Saudrais, que des historiens mal informés, je le répète, ont donné parfois comme imbu des préjugés antireligieux de la philosophie du XVIII^e siècle, n'était rien moins que voltairien, comme on s'en convainc de plus en plus en parcourant sa correspondance. Il était et demeura jusqu'au dernier jour essentiellement religieux.

Dans la même lettre, en parlant des préparatifs de guerre ou au moins de défense qui se faisaient un peu partout contre la France, il s'exclamait :

« Dieu nous garde ! mais comme ils nous aiment tous ! On dit cependant que nous sommes aimables, et cela doit être, s'il est vrai que le Français est l'enfant de l'Europe, comme Duclos le dit. N'est-ce pas Addison qui nous appelait la *nation comique* ? »

Des *pupilles* allemands et hollandais avaient été faits prisonniers, et internés à Saint-Malo. Trois cents de leurs camarades avaient été tués d'une seule volée de mitraille. M. des Saudrais parle de deux d'entre eux qui étaient catholiques ; il leur prête des paroles touchantes sur leurs convictions religieuses ; puis, changeant brusquement de thème, comme il lui arrive dans toutes ses lettres, ce qui en fait le charme, il s'occupe d'une récente publication de Chateaubriand, son illustre compatriote. Voici le très intéressant jugement qu'il en porte.

« Si vous étiez partis un jour plus tard, je vous aurais fait lire l'écrit de Chateaubriand (87 pages). C'est bien, c'est bon, mais c'est faible. Pas une pensée à la Tacite, à la Montaigne, à la Montesquieu, de ces pensées qu'on retient, qu'on cite, qu'on n'oublie plus et qui valent un livre. C'est le siècle des mots. Le vague des phrases ; le style est tout ; les choses ne sont rien. L'esprit humain semble être épuisé, comme ces empires dont parle Bossuet et, selon son expression, *qui n'en peuvent pas plus*.

« Je disais, l'autre jour, à Y. : Mes pensées, mes sentiments sont tout en dedans, bien avant. Chez vous, ils sont tout au dehors. Ils brillent, ils éclatent. *Il y a illumination*. Cela le fit sourire. »

Ce retour sur soi-même est assez ingénu.

Une autre fois, M. des Saudrais constatait en ces termes les progrès de l'impiété :

« Je calcule qu'en France les neuf dixièmes de la nation sont athées ou absolument sans religion, c'est-à-dire sans morale. Or com-

¹ Alors président du Corps législatif.

ment un peuple peut-il subsister dans cet état? C'est impossible. Déjà, au sein des villes, on croit être au fond des forêts, dans des cavernes de voleurs et de brigands, et sauve qui peut ! »

Je crois que Saint-Malo devait faire exception ; car cette ville gardait sa physionomie à part. Tout changeait ailleurs, peut-être ; mais elle demeurait la même, un peu comme le rocher qui lui sert d'assiette et qui reste immobile au milieu des vagues tourmentées. Plus que jamais elle méritait son surnom de cité des corsaires. Ces rudes marins s'amusaient ferme entre deux chasses à l'Anglais.

« Des matelots corsaires ont fait seuls les honneurs et la joie du carnaval. Ils ont trouvé des habits pour se bien vêtir, et en se promenant dans les rues, ils ont jeté de l'argent au peuple, c'est-à-dire de la monnaie aux polissons. Nos rois n'en faisaient pas davantage. Quelques-uns ont monté à cheval et couru les rues, en preuve de ce qu'on a dit : *Mettez un gueux à cheval, il prend le galop.* »

Dans leurs grands jours, ce n'était pas des sous, c'était des piastres que les corsaires en liesse jetaient par la fenêtre aux passants ; mais préalablement ils prenaient soin de les *fricasser*, c'était le mot consacré, c'est-à-dire de les exposer au feu, dans une poêle, et ils se pâmaient de rire en voyant les grimaces qui accompagnaient les cris de douleur arrachés aux pauvres diables qui se brûlaient en les voulant ramasser. On s'en souvient encore à Saint-Malo.

Cette lettre fut écrite dans les premiers mois de l'année, en février ou mars, puisqu'elle coïncide avec le carnaval. Comme d'ailleurs j'ignore l'année précise et que son contenu ne se réfère à aucune époque déterminée, j'ai cru pouvoir la transcrire ici, sans inconvénient. J'en use de même pour plusieurs autres qui, pareillement, ne sont point datées et ne se rapportent à aucune circonstance spéciale de la vie de Lamennais. M. des Saudrais, toujours affamé de littérature et de science, écrivait à ce dernier :

« Jean a dû te demander pour moi le bonhomme Homère, de la bonne femme Dacier. J'aurais voulu les marier ensemble. Elle n'aurait pas dit : *La remarque*, mais *le bonhomme subsiste*. Ce n'est pas que je veuille lire Homère *daciérisé* et pulvérisé, mais je voudrais me remettre sous les yeux ce tableau des mœurs antiques, pour compléter celui que présente l'Ancien Testament.

« Y. dit que, dans l'éducation des enfants, il faut mettre sur la même ligne l'histoire naturelle, la musique et la danse. Je crois que cette *danse* aurait fait *sauter* Buffon.

« Il dit encore que Voltaire est le premier prosateur de son siècle, sans égard pour Rousseau, Montesquieu, Buffon. Il y aurait bien des jugements à juger. »

Cet Y. que nous rencontrons plusieurs fois dans la correspondance

de M. des Saudrais était probablement l'une des *fortes têtes* du temps. Il moralisait dans les journaux et les recueils littéraires.

A cette époque (1806), Jean s'intéressait beaucoup à l'école secondaire ecclésiastique, fondée en 1802 par M. Engerand, mort en 1805, et alors dirigée par M. Vielle, cet intrépide confesseur de la foi qui eut une si grande part dans sa propre vocation et qu'il chérit toujours comme un père¹. Féli devait un jour y enseigner les mathématiques. Absorbé par cette œuvre importante qui existe encore, après avoir subi quelques modifications, Jean, nous l'avons dit, s'absentait souvent de la Chesnaie pour se rendre à Saint-Malo où sa présence devenait de plus en plus nécessaire.

Jusqu'à nouvel ordre, Féli habitait toujours sa Thébaïde sylvestre. Les deux frères s'y trouvaient réunis, lorsque M. des Saudrais leur apprit l'arrivée à Saint-Malo de l'abbé Millaud². Il tenait cette nouvelle de M. Vielle, et comme M. Millaud qui, sans doute, occupait déjà un poste important à l'évêché de Rennes, devait « sûrement coucher à l'*hôtel du séminaire*, » il s'attendait à voir Jean accourir aussitôt. Il lui envoyait un cheval pour hâter son retour.

Dans une autre lettre, M. des Saudrais, après avoir cité le mot de La Bruyère : *Un grand croit s'évanouir et il meurt*³, le commente de cette façon :

« (Ce grand, ce riche) se croyait immortel. Avec cinq cent mille francs seulement, peut-on mourir ? — Mais votre demi-million mourra lui-même en se divisant et se réduisant à zéro, un peu plus tôt, un peu plus tard. — Cependant, dit ce mortel avare, économisons, grossissons notre trésor. Pour cela, épargnons, privons-nous de tout, même du nécessaire. Et à chaque épargne, à chaque privation, il lui semble ajouter à son existence. Un pauvre se présente. Il fait un effort, car il se croit plus pauvre que lui. Il lui fait donner deux liards, et qu'il ne revienne pas. Ici je parle d'un infortuné qui n'a que vingt mille livres de rente en terre, et son coffre bien garni. Mais je sais un trait du même dont l'avare de Molière n'approche point. »

Le trait malheureusement n'est point cité. La Bruyère parle de l'indifférence des grands à l'égard de leur salut. M. des Saudrais décrit surtout l'avare qui ne s'occupe que des biens de ce monde, et encore sans songer à en jouir.

Une autre fois, toujours à propos d'un riche, mais d'un riche bien

¹ Cf. Blaize, I, 117; de Courcy, *op. cit.*, 25; Ropartz : *La vie et les œuvres de M. Jean de La Mennais*, 70 et seq.

² Il fut nommé en 1823 à l'évêché de Nevers et il emmena avec lui toute une colonie de prêtres rennais. Mort le 19 février 1829.

³ *Caractères*, chap. xvi : *Des esprits forts*.

différent de celui dont nous venons de voir le portrait, il écrivait à ses neveux :

« Au nom de La Garaye¹, j'ai dit : cherchons ce nom dans le dictionnaire historique. Or, il n'y est pas. Eh bien, cherchons celui de Cartouche que j'ai trouvé avec un renvoi à Mandrin. Il est vrai qu'on parle avec éloges de La Garaye dans les *Mémoires de l'Académie des sciences*, mais je crois que sa vie, bien ou mal, fut écrite dans le temps. Informez-vous si elle ne se retrouverait point à Dinan. Je la lirais avec bien du plaisir. Je vous assure que les ruines de la Grèce me toucheraient moins, m'intéresseraient moins que celles de La Garaye, et si je demeurais à Dinan, j'irais tous les ans y répandre quelques larmes, dussent-elles tomber sur la dernière pierre de ces ruines sacrées. »

M. des Saudrais sacrifiait un peu au goût de l'époque pour la sentimentalité. Le château de la Garaye, dont il eût si volontiers contemplé les poétiques débris, est à moins de trois lieues de la Chesnaie.

(A suivre.)

A. ROUSSEL.

¹ Renommé pour sa bienfaisance, ce grand chrétien mourut en 1755, dans son château de la Garaye, près de Dinan. M^{me} de la Garaye aida son mari dans toutes ses bonnes œuvres. L'abbé Carron, le directeur et l'ami de Féli, publia leur vie, à Rennes, en 1782, sous ce titre : *Les époux charitables ou Vie du comte et de la comtesse de La Garaye*.

CORRESPONDANCE

Monsieur le Directeur de la « Revue des questions historiques »

Paris, le 23 juillet 1908.

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

Dans le numéro de la *Revue des questions historiques* du 1^{er} juillet, M. Albert Vogt, analysant mon livre : *Deux princesses d'Orient au XII^e siècle, Anne Comnène, Agnès de France*, et voulant déterminer quelle y est la part d'intérêt et de nouveauté, écrit ce qui suit :

« Anne Comnène avait laissé à la postérité dans son *Alexiade* un trop important monument pour que son œuvre et sa personne n'eussent pas été bien des fois étudiées. Dernièrement encore MM. Chalandon dans un volume sur Alexis Comnène et Diehl dans un très bel et très solide article sur Anne Comnène nous ont raconté tout ce que nous pouvons savoir du père et de la fille ; il n'en est pas de même d'Agnès de France, fille de Louis VII et sœur de Philippe Auguste. »

Or, l'ouvrage de M. Chalandon, excellente thèse d'histoire, mais où la biographie féminine d'Anne Comnène n'a presque pas de place, est de 1900.

Mon étude, longuement et minutieusement documentée, a paru en article dans le *Correspondant* du 10 mars 1905, puis en volume à la librairie Perrin au mois de juillet 1907. L'étude de M. Charles Diehl est postérieure de trois ans ; elle a paru dans la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} février 1908, puis il y a trois mois en un volume intitulé *Figures byzantines*, où Agnès de France a d'ailleurs pris sa place. Les quelques personnes qui pourraient lire les deux études comprendront sans peine les raisons qui me font rétablir ces dates.

Recevez, je vous prie, Monsieur le directeur, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

LOUIS DU SOMMERARD.

Fribourg, le 25 août 1908.

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

Je n'ai qu'un mot à répondre à la lettre de M. Louis du Sommerard que vous voulez bien me communiquer. Je n'ignorais point les détails chronologiques qu'il veut bien me rappeler. Si j'ai passé légèrement sur ce fait, c'était précisément pour ne pas dire aux lecteurs de la *Revue des questions historiques* qu'un livre signé d'un maître avait paru après celui dont je rendais compte, et ne pas mettre les curieux de choses byzantines en mesure de comparer et de choisir. Je regrette la sensibilité un peu trop vive de M. du Sommerard, et l'obligation dans laquelle il m'a mis de dire une chose que j'aurais voulu garder pour moi, car je suis le premier à reconnaître l'intérêt de son livre, qui est une agréable et sûre vulgarisation, un charmant livre de vacances, en un mot.

A. VOGT.

COURRIER ALLEMAND

MOYEN AGE

(Suite)

HISTOIRE ÉTRANGÈRE. — *Suisse*. — C'est à l'abbé Odon que l'ordre de Cluny doit son premier établissement en Suisse. Romainmotier, dans le canton de Vaud, fut donné à l'ordre en 929, par la princesse Adélaïde, femme de Richard le Justicier. L'ordre se répandit par la suite, et eut dans le pays une douzaine de maisons, dans la Suisse occidentale seule. Le P. Bonaventura Egger nous retrace l'histoire de chaque fondation; étudie tour à tour les relations des monastères avec le chef d'ordre, avec le pape et les évêques, avec le clergé séculier, avec le pouvoir temporel et la noblesse; il nous expose la vie économique et la vie intérieure des couvents, et il en esquisse l'histoire monumentale. Des listes de prieurs, l'examen de quelques chartes complètent cette intéressante monographie ¹.

— Le premier volume de l'histoire de Bâle, que nous donne M. Rudolf Wackernagel ², nous conduit des origines au milieu du x^v^e siècle. Le grand rôle joué par l'importante cité suisse risquait d'entraîner l'auteur dans des digressions, et de le pousser à submerger l'histoire particulière de la ville dans l'histoire générale à laquelle elle a été mêlée. M. Wackernagel a su éviter ce défaut; et c'est ainsi qu'il ne consacre au concile de Bâle que la place qu'exige l'influence exercée par lui sur les conditions de la cité. Sérieusement documenté, le livre est écrit d'un style courant et d'une lecture facile.

— M. Kaspar Hauser a écrit comme *Neujahrsblatt* de la bibliothèque municipale de Winterthur, pour 1908, une petite monographie du chapitre des chanoines réguliers de Saint-Augustin d'Heiligenberg près de Winterthur ³, de 1225 à 1525.

¹ *Geschichte der Kluniazenser-Klöster in der Westschweiz bis zum Auftreten der Cisterzienser*. Freiburg, O. Gschwend, 1907. In-8, xiv-252 p. (*Freiburger historische Studien*, 3). — ² *Geschichte der Stadt Basel*. I. Basel, Helbing und Lichtenhahn, 1907. In-8, 646 p. — ³ *Das Augustiner Chorherrenstift Heiligenberg*. Winterthur, M. Kieschke, 1907. In-8, 80 p., pl.

Italie. — M. Grasshoff étudie les monastères italiens à l'époque lombardo-franque ¹, les coups portés à l'ancien monachisme par la conquête, la restauration des couvents, leur régime et leur constitution.

— M. David Brader a enrichi les *Historische Studien* d'une étude sur Boniface II de Montferrat, jusqu'à son départ pour la croisade de 1202, qui devait le conduire à la conquête de Constantinople ².

— L'Institut prussien de Rome et l'Institut historique italien se sont entendus pour publier des *Regesta chartarum Italiae*, dans lesquels ne prendront place que les actes antérieurs au XIII^e siècle. Le premier volume de cette collection ³ dépasse à peine cette limite, et nous fournit l'analyse d'un millier d'actes échelonnés de 778 à 1303, parmi lesquels des diplômes impériaux et des bulles pontificales inédits.

— M. Robert Davidsohn, en même temps que le tome II, première partie, de sa grande histoire de Florence ⁴, qui nous raconte les luttes entre Guelfes et Gibelins à l'époque des Hohenstaufen, nous donne la quatrième partie de ses recherches sur l'histoire de la cité, pour les XIII^e et XIV^e siècles ⁵.

France. — Depuis quelque temps, l'étude des batailles historiques excite l'intérêt en Allemagne. Des trois ouvrages que nous avons à signaler sur l'histoire de France, deux sont précisément le récit de deux grands combats : M. Carl Ballhausen a porté ses efforts sur la bataille de Bouvines, du 27 juillet 1214 ⁶; M. F. Niethe a soumis à un examen nouveau les relations de la bataille d'Azincourt, du 25 octobre 1415 ⁷. — Le droit maritime d'Oléron qui, dans sa forme primitive, remonte assez haut, a de bonne heure acquis une importance universelle, et a pris force de loi même dans les relations internationales. Aussi a-t-il été maintes fois déjà étudié et publié. La nouvelle édition que M. Heinrich Ludwig Zeller en a faite, et qui forme le deuxième fascicule de la *Sammlung älterer Seerechtsquellen* ⁸, est basée sur le manuscrit latin 5330 de la Bibliothèque nationale de Paris.

Portugal. — Le P. J. Herweghen, O. S. B., nous donne une édi-

¹ *Langobardisch-fränkisches Klosterwesen in Italien*. Göttingen, F. A. Huth, 1907. In-8, 77 p. — ² *Bonifaz von Montferrat bis zum Antritt der Kreuzfahrt 1202*. Berlin, E. Ebering, 1907. In-8, xvi-263 p., carte et tabl. généalog. — ³ *Regestum volaterranum. Regesten der Urkunden von Volterra*. Rom, Loescher, 1907. In-8, lvi-448 p. — ⁴ *Geschichte von Florenz*. II, 1. Berlin, E. S. Mittler und Sohn, 1908. Gr. in-8, xii-621 p. — ⁵ *Forschungen zur Geschichte von Florenz*. IV. Ibid., 1908. Gr. in-8, vi-616 p. — ⁶ *Die Schlacht bei Bouvines*. Jena, H. W. Schmidt, 1907. In-8, iii-119 p., cartes. — ⁷ *Die Schlacht bei Azincourt*. Berlin, G. Nauck, 1907. In-8, 58 p. — ⁸ *Das Seerecht von Oleron*. Mainz, J. Diemer, 1907. In-8, vi-20 p., facsim.

tion, dans les *Kirchenrechtliche Abhandlungen* (fasc. 40), du fameux *pactum* de l'archevêque de Braga, saint Fructueux († 670), sur les personnes mariées qui se retiraient dans les monastères¹.

Suède. — Sainte Brigitte de Suède a trouvé dans M. K. Krogh-Tonning un nouveau biographe généralement bien informé².

Pays slaves. — M. Oskar Stavenhagen entreprend la publication des actes et recès des diètes livoniennes. Son premier volume, dont il n'a paru encore qu'un fascicule, nous donnera les actes d'un siècle et demi, de 1304 à 1460³.

— L'étude intéressante que M. W. Schulte consacre à la *Cronica principum Polonie*⁴ a pour objet d'établir que cette œuvre, dont il attribue avec vraisemblance la paternité à un chanoine de Sainte-Hedwige de Bing, Pierre Viczezin, a été rédigée dans un but nettement politique, pour attirer l'attention des Polonais au moment de l'extinction de leur race royale des Piasts sur l'existence, en Silésie, d'un rameau de cette race, représenté par le duc de Brieg Louis, dans l'entourage duquel vivait Viczezin, qui écrivit son ouvrage avant 1386.

— L'histoire du peuple ruthène de M. Michael Hrushevskyj est appréciée depuis longtemps par ceux qui connaissent la langue ruthène, dans laquelle elle a été écrite; malheureusement, cette circonstance même la rendait inaccessible au plus grand nombre. Il faut donc savoir gré à l'anonyme qui nous en offre une traduction allemande⁵. Il y a intérêt, en effet, à dégager de l'histoire russe et polonaise, à laquelle on la joint ordinairement, l'histoire de ce peuple qui a su fonder l'État de Kiev et qui a préparé les voies à la civilisation russe. Le premier volume nous conduit jusqu'à la mort de Vladimir le Grand (1015).

Palestine. — M. Peter Thomsen s'est donné la tâche ardue, mais utile, de dresser un catalogue des localités de Palestine mentionnées dans les six premiers siècles de l'ère chrétienne, en les identifiant. Son recueil, dont le premier volume vient de paraître, ne peut manquer d'être bien accueilli par tous ceux qu'intéressent les études, tant bibliques que palestiniennes⁶.

¹ *Das Paktum des hl. Fructuosus von Braga, ein Beitrag zur Geschichte des suevisch-westgothischen Mönchtums und seines Rechtes*. Stuttgart, F. Enke, 1907. In-8, xi-84 p. — ² *Die hl. Birgitta von Schweden*. Kempten, Kösel, 1907. In-8, viii-142 p., fig. et pl. (*Sammlung illustrirter Heiligenleben*, V). — ³ *Akten und Recesse der livländischen Ständelage*. I, 1. Riga, J. Deubner, 1907. Gr. in-8, vi-128 p. — ⁴ *Die politische Tendenz der Cronica principum Polonie*. Breslau, E. Wohlfahrt, 1906. In-8, viii-266 p. (*Darstellungen und Quellen zur schlesischen Geschichte*, 1). — ⁵ *Geschichte des ukrainischen (ruthenischen) Volkes*. I. Leipzig, B. G. Teubner, 1906. In-8, xviii-754 p. — ⁶ *Loca sancta, Verzeichnis der im 1. bis 6. Jahrh. n. Chr. erwähnten Ortschaften Palästinas*, I. Halle, R. Haupt, 1907. In-8, xvi-143 p.

ART ET ARCHÉOLOGIE. — Onze élèves et admirateurs d'Auguste Schmarsow ont voulu célébrer le vingt-cinquième anniversaire de son enseignement par la publication d'un volume de mélanges artistiques¹.

— M. Samuel Guyer nous donne un catalogue descriptif des monuments de l'art chrétien antérieurs à l'an 1000, conservés en Suisse².

— M. Hans von der Gabelentz étudie l'art religieux en Italie, surtout au point de vue de ses relations avec le dogme³.

— M. Max Kemmerich⁴ ne croit pas que le haut moyen âge ait complètement ignoré l'art du portrait. Dès une époque reculée, les artistes ont su représenter les personnages, sinon avec une absolue vérité, du moins avec des traits assez caractéristiques pour que leur identité ne pût faire doute pour les contemporains. C'est ainsi qu'il croit pouvoir signaler cinq portraits de Charles le Chauve, six d'Othon III et sept de Henri II, et qu'il relève la mention, pour le moyen âge allemand, de trois cent cinquante portraits environ.

— M. Adolf Zeller consacre une monographie consciencieuse et abondamment illustrée à l'architecture romane d'Hildesheim⁵.

— La sculpture romane, en Souabe, a fourni à M. J. Fastenau la matière d'un volume de proportions plus modestes⁶. — Nous avons à signaler deux études sur l'archéologie funéraire, l'une de MM. Jos. Führer et Vict. Schultze, sur les anciennes sépultures chrétiennes de

¹ *Kunstwissenschaftliche Beiträge August Schmarsow gewidmet zum 50sten Semester seiner akademischen Lehrthätigkeit*. Leipzig, K. W. Hiersemann, 1907. In-4, 178 p., fig. et pl. (1^{re} Beiheft der *Kunstgeschichtlichen Monographien*.) Les mémoires contenus dans ce volume ont pour titres : Rudolf Kautzsch, *Ein Beitrag zur Geschichte der deutschen Malerei in der ersten Hälfte des XIV. Jahrh.* (p. 73-94); — Wilhelm Niemeyer, *Das Triforium* (p. 41-60); — Wilhelm Pinder, *Ein Gruppenbildnis Friedrich Tischbeins in Leipzig* (p. 170-178); — James von Schmidt, *Pasquale da Caravaggio* (p. 115-128); — Paul Schubring, *Matteo de Pasti* (p. 103-114); — Max Semrau, *Donatello und der sogenannte Forzosi-Altar* (p. 95-102); — Karl Simon, *Zwei Vischersche Grabplatten in der Provinz Posen* (p. 163-169); — Graf Georg Vitzthum, *Eine Miniaturhandschrift aus Weigelschem Besitz* (p. 61-72); — Aby Warburg, *Francesco Sassetti's letzwillige Verfügung* (p. 129-152); — Heinrich Weizsäcker, *Das sogenannte Jakobische Altar und die Dichtung des Buches Hiob* (p. 153-162); — Oskar Wulf, *Die umgekehrte Perspektive und die Niederschrift* (p. 1-40). — ² *Die christlichen Denkmäler des ersten Jahrtausends in der Schweiz (Studien über christlich. Denkmäler)*. Leipzig, Dieterich, 1907. In-8, xiv-115 p., ill. — ³ *Die kirchliche Kunst im italienischen Mittelalter, ihre Beziehungen zur Kultur und Glaubenslehre*. Strassburg, J. H. E. Heitz, 1907. Gr. in-8, x-305 p. (*Zur Kunstgeschichte des Auslandes*, 55). — ⁴ *Die frühmittelalterliche Porträtmalerei in Deutschland bis zur Mitte des 13. Jahrhunderts*. München, Callwey, 1907. In-8, viii-168 p., 38 fig. — ⁵ *Die romanischen Bau-denkmäler von Hildesheim*. Berlin, J. Springer, 1907. In-fol., xu-104 p., fig. et 50 pl. — ⁶ *Die romanische Steinplastik in Schwaben*. Esslingen, P. Neff, 1907. Gr. in-8, v-91 p., ill.

Sicile ¹; l'autre de M. Hans Börger sur les monuments funéraires du Main, dans les deux derniers siècles du moyen âge ².

— L'étude de M. l'abbé J. Hertkens, sur les tabernacles du moyen âge, ne nous fait pas connaître moins de six cent soixante-dix-sept de ces monuments d'Allemagne, d'Autriche, de Suisse, d'Espagne, d'Italie et de Belgique ³, principalement des xiv^e et xv^e siècles.

— Originaire d'une petite localité dalmate, Vrana, près de Zara, l'un des meilleurs élèves de Gaggini, aux œuvres duquel il collabora, Francesco da Laurana vécut longtemps en France (1461-1465, et de 1476 à sa mort, vers 1500), où son talent était plus goûté qu'en Italie; dans ce dernier pays, la Sicile, Naples, Rome et Florence furent surtout le siège de son activité. M. Fritz Burger lui consacre une excellente étude ⁴, et caractérise son art, qui demeura sans influence décisive, même en France.

— L'église de Saint-François, à Assise, est ornée de peintures antiques, dont plusieurs sont attribuées à Giotto et à son école, d'autres à Cimabué. C'est surtout à ce dernier que s'attache le travail de M. Andr. Aubert ⁵.

— L'exposition récente des primitifs a contribué à attirer l'attention sur l'école parisienne de peinture du xiv^e siècle. M. le comte Georg Vitzthum nous apporte des recherches fort intéressantes sur cette école et sur ses relations avec la peinture de l'Europe du Nord-Ouest ⁶.

— Avec le concours de quelques érudits, M. Georg Hehnert nous donne une histoire de l'art industriel ⁷ digne de retenir l'attention par son illustration, comme par son texte. Les deux premiers fascicules nous conduisent jusqu'à la fin de la période romane. Un chapitre tout entier est consacré à l'art des couvents au x^e et au xi^e siècle.

— Nous donnons, suivant notre usage, l'indication des monographies artistiques de villes et de pays ⁸.

SCIENCES AUXILIAIRES.— Vieux d'une vingtaine d'années, le manuel de diplomatique de Harry Bresslau a, en outre, le double inconvénient

¹ *Die altchristlichen Grabstätten Siziliens*. Berlin, G. Reimer, 1907. Gr. in-8, xii-323 p. (7. Ergänzungsheft du *Jahrbuch des kaiserl. deutschen archäolog. Instituts*.) — ² *Grabdenkmäler im Maingebiet vom Anfang des 14. Jahrh. bis zum Eintritt der Renaissance*. Leipzig, K. W. Hiersemann, 1907. Gr. in-8, 78 p., pl. et fig. (*Kunstgeschichtliche Monographien*, XII.) — ³ *Die Sakramentshäuschen des Mittelalters*. Frankfurt am Main, P. Kreuer, 1908. In-4, 40 p., 20 pl. — ⁴ *Francesco Laurana*, fasc. 50 de *Zur Kunstgeschichte des Auslandes*. Strassburg, J. H. E. Heitz, 1907. In-4, ix-180 p., 37 pl. et fig. — ⁵ *Die malerische Dekoration der San Francesco-Kirche in Assisi*. Leipzig, W. Hiersemann, 1907. Gr. in-8, 149 p., fig. et pl. (*Kunstgeschichtliche Monographien*, VI.) — ⁶ *Die Pariser Miniaturmalerei von der Zeit des hl. Ludwig bis zu Philipp von Valois*. Leipzig, Quelle und Meyer, 1907. In-8, xii-244 p., 50 pl. — ⁷ *Illustrierte Geschichte des Kunstgewerbes*. 1.-2. Abt. Berlin, M. Odenbourg, 1907. Gr. in-8, 304 p., pl. et fig. — ⁸ *Die Kunstdenkmäler des Gross-*

d'être demeuré inachevé et d'être trop considérable. Plus condensé, le nouveau manuel que nous offrent MM. Wilhelm Erben, Ludwig Schmidt-Kallenberg et Oswald Redlich¹ sera d'un usage plus pratique. La première partie, outre une introduction générale de M. Redlich, nous renseigne sur la diplomatie impériale et royale en Allemagne, en Italie et en France, au moyen âge.

E. A. GOLDSILBER.

herzogtums Baden. VIII. *Die Kunstdenkmäler des Kreises Offenburg*, par M. Wingenroth. Tübingen, J. C. B. Mohr, 1908. In-8, LXXXVIII-719 p., ill. — *Die Kunstdenkmäler des Königreichs Bayern*. II. *Oberpfalz und Regensburg* : 6. *Bezirk-Amt Cham*, par R. Hoffmann et G. Hager ; 7. *Bezirk-Amt Oberviechtach*, par G. Hager ; 10. *Bezirk-Amt Kemnath*, par F. Mader. München, R. Oldenbourg, 1907. In-8, VII-159, V-84, VI-104 p., ill. — *Die Bau- und Kunstdenkmäler des Herzogt. Braunschweig*. IV. *Die Bau- und Kunstd. des Kreises Holzminden*, par Karl Steinacker. Wolfenbüttel, J. Zwissler, 1907. In-8, XXII-430 p., ill. — *Die Bau- und Kunstdenkmäler im Reg.-Bez. Cassel*. III. *Kreis Grafsch. Schaumburg*, par Heinr. Siebern et H. Brunner. Marburg, N. G. Elwert, 1907. In-fol., VII-112 p., ill. — *Die Kunstdenkmäler der Provinz Hannover*. 5-6. *Stadt Lüneburg*, par Fr. Krüger et W. Reinecke, 1907. In-8, XVI-435 p., ill. — *Die Bau- und Kunstdenkmäler des Herzogthums Oldenburg*. IV. *Die Ämter Oldenburg, Delmenhorst, Eisleh und Westerstede*. Oldenburg, G. Stalling, 1907. Gr. in-8, X-196 p., ill. — *Die Kunstdenkmäler der Rheinprovinz*. VI, 1-2. *Die Kunstdenkmäler der Stadt Köln*, par J. Krudewig et J. Klinkenberg. Düsseldorf, L. Schwann, 1907. In-8, X-393 p., ill. — *Beschreibende Darstellung der älteren Bau- und Kunstdenkmäler des Königr. Sachsen*. 30. *Zittau*, par C. Gurlitt. Dresden, C. C. Meinhold, 1907. In-8, II-292 p., ill. — *Die Bau- und Kunstdenkmäler Thüringens*. 33. *Herzogt. Sachsen-Koburg und Gotha, Landratsamt Koburg*. Jena, G. Fischer, 1907. In-8, pag. I-VIII, 475-600, ill. — *Die Bau- und Kunstdenkmäler von Westfalen*. 23. *Kreis Tecklenburg*, par Ludorff et Brennecke ; 24. *Kreis Lübbecke*, par Ludorff et von der Horst. Paderborn, F. Schöningh, 1907. In-8, VII-118 et VII-82 p., ill. — *Die Bau- und Kunstdenkmäler der Reg.-Bez. Wiesbaden*. 3. *Die Bau- und Kunstd. des Lahngebiets*. Frankfurt a. M., H. Keller, 1907. In-8, XX-297 p., ill. — *Die Kunst- und Altertumsdenkmale im Königr. Württemberg*. 31. *Jagdkreis*, par C. Gradmann. Esslingen, P. Neff, 1907. In-8, p. 481-544, ill. — Dans la collection des *Berühmte Kunststätten* (Leipzig, E. A. Seemann), nous avons *Köln*, par Edm. Renard, et *Mantua*, par S. Brinton, 1907, in-8, VII-216 et VII-184 p., ill. ; dans la collection *die Kunst* (Berlin, Marquardt) : *Madrid*, par W. Fred ; *München*, par E. W. Bredt ; *Venedig*, par Alb. Zacher (1907, in-8, 63, 150 et 83 p., ill.) ; enfin dans les *Stätten der Kultur*, *Bremen*, par K. Schäfer (Leipzig, Klinkhardt und Biermann, 1907. In-8, 136 p., ill.). — ¹ *Handbuch der mittelalterlichen und neueren Geschichte*. IV. *Urkundenlehre*, I. München, Oldenbourg, 1907. Gr. in-8, X-370 p.

COURRIER ANGLAIS

GÉNÉRALITÉS, HISTOIRE DES RELIGIONS. — Sous le titre quelque peu biblique de *Many Mansions*, M. William Samuel Lilly, un des essayistes anglais les plus connus de nos jours, vient de publier une série d'études sur les religions, surtout le bouddhisme et l'islamisme, dont quelques-unes avaient paru dans la *Quarterly Review*, la *Fortnightly Review* ou d'autres revues anglaises ¹. L'un des principaux chapitres du présent volume, *The sacred books of the East*, est une étude d'ensemble sur les principales religions orientales surtout celles de la Chine et des Indes. D'autres sont consacrés au bouddhisme, à l'islamisme et au christianisme. Ce qui fait le caractère de ces articles, c'est que l'auteur étudie ces religions « à la lumière de la pensée moderne » et cherche à montrer en quoi elles sont en harmonie ou en désaccord avec elle. Ce souci d'*actualité* se trahit notamment dans les derniers chapitres : *Spinoza et la pensée moderne*, *Le pessimisme moderne* (comparé au bouddhisme), et *Les plus récentes conceptions sur le Christ* (celles de Pfleiderer). W. S. Lilly, un des écrivains catholiques anglais les plus en vue, est considéré avec raison comme un critique aussi ingénieux qu'érudit, et encore que ses études ne soient pas écrites à un point de vue purement historique, elles ont une sérieuse valeur pour l'historien des religions.

— La petite collection de l'histoire des religions, dont nous avons plusieurs fois parlé dans notre courrier, nous envoie deux nouveaux volumes, l'un sur le *Bouddhisme primitif*, l'autre sur les *Mythologies du Mexique et du Pérou* ². Comme à l'ordinaire, on a choisi pour la rédaction de ces sujets des savants compétents, qui, en quelques pages précises et exactes, et sans aucun appareil d'érudition, nous donnent des notions claires sur l'histoire et la conception des religions qu'ils décrivent. A ce point de vue, ces travaux sont utiles.

¹ *Many Mansions being studies in ancient religions and modern thoughts*. 1 vol. in-8 de xn-260 p. Londres, Chapman et Hall, 1907. — ² *Religions ancient and modern. Early Buddhism*, by T. W. Rhys Davids. 1 vol. in-24, 89 p. Londres, Archibald Constable, 1908; *Mythologies of ancient Mexico and Peru*, ib. 1 vol. in-24, 80 p.

Pour ceux qui désireraient une étude plus approfondie, une bibliographie présente les titres des livres les plus importants écrits sur le sujet.

— Deux volumes d'essais, dus au feu lord Acton, viennent de paraître à la librairie Macmillan. Nous parlerons du second dans notre paragraphe sur les temps modernes. Le premier est désigné sous le titre général d'*Histoire de la liberté*¹. Ces essais ont été recueillis, annotés et munis d'une introduction par des professeurs de Cambridge, John Neville Figgis et R. Vere Laurence. La plupart étaient des articles de revues ou des lectures données par l'auteur. Malgré le titre, le premier volume ne forme pas un ouvrage suivi, une véritable histoire de la liberté; c'est une série de chapitres qui ne se rapportent parfois que d'assez loin à ce sujet, comme on peut le voir par les titres suivants : *Introduction à l'édition du Prince de Machiavel*, par Burd, *Histoire d'Irlande*, par Goldwin Smith, *Nationalité, Döllinger et le pouvoir temporel*, l'*Œuvre historique de Döllinger*, *Le cardinal Wiseman, Conflits avec Rome*, *Le concile du Vatican*, *Philosophie historique en France, en Belgique, en Suisse*. Mais toutes ces pages sont à lire; elles sont d'un historien qui, à la connaissance des faits et des documents, joignait des vues philosophiques parfois contestables, mais toujours intéressantes. Nous n'avons pas à revenir sur ces idées souvent assez inattendues chez un catholique, ni sur les polémiques qui ont été récemment soulevées autour du nom de lord Acton et dont nous avons déjà parlé. Au point de vue strictement historique, on ne peut contester à l'auteur une érudition étendue, une possession sûre de son sujet, une vigueur de synthèse remarquable. C'est à ce titre surtout que son ouvrage méritait une mention.

— Nous avons ensuite à signaler deux grandes entreprises littéraires d'inégale valeur. La première a pour titre l'*Histoire du monde des historiens*; elle est sous la direction de Henry Smith Williams, avec la collaboration d'un grand nombre de professeurs de toutes les universités d'Europe; pour la France, rappelons les noms de Joseph Halévy et d'Alfred Rambaud; pour l'Allemagne, Wellhausen, Harnack, Nöldeke. L'ouvrage, en vingt-cinq volumes, contiendra l'histoire de toutes les grandes nations². Le premier volume que nous avons reçu contient une introduction sur l'ensemble de l'ouvrage, un

¹ *The History of Freedom and other Essays*, by John E. Baron Acton. 1 vol. in-8 de xxxix-638 p. Le second volume : *Historical Essays and studies*. 1 vol. in-8 de vii-544 p. London, Macmillan, 1907. — ² L'ouvrage est édité par le *Times*, qui a répandu ses prospectus à profusion, et a même distribué un volume avec des spécimens et les conditions de la souscription. London, *The Times*, 1907.

livre sur les origines et la préhistoire. Les deux autres parties sont consacrées à l'Égypte et à l'Assyrie. L'histoire de l'Égypte est écrite par le docteur Adolf Erman, celle d'Assyrie par Joseph Halévy. Mais afin de conserver à cet ouvrage le caractère universel qu'annonce son titre, de nombreuses citations sont empruntées aux historiens les plus célèbres. L'ouvrage est orné de nombreuses gravures et de reproductions de monuments d'ordinaire très remarquables; l'éditeur du *Times* veut atteindre un grand nombre de lecteurs; l'ouvrage est rédigé en vue du grand public; les questions d'érudition pure en sont bannies, mais on y trouve en revanche des généralisations et des synthèses historiques à la portée de tous les lecteurs. Grâce aux puissants moyens de réclame dont dispose l'éditeur, on peut donc lui prédire un succès de librairie.

— Le *Dictionary of national Biography* est un ouvrage d'un caractère tout différent, aussi remarquable par l'unité de plan que par la richesse de l'information et par la méthode d'exposition. Je ne crois pas qu'aucune nation, en ce moment, puisse lui opposer un dictionnaire biographique d'égale valeur. Les éditeurs Leslie Stephen et Sydney Lee ont su s'adresser aux auteurs les plus compétents, et plusieurs de ces articles sont de petits chefs-d'œuvre historiques; la plupart sont remarquables par l'exactitude du détail. L'ouvrage, commencé en 1882, était terminé en 1900, avec le soixante-troisième volume. Le succès a été si grand que les deux éditeurs ont repris, cette année, une nouvelle édition populaire et de prix très abordable, qui ne diffère de la précédente que par quelques détails, des corrections, des additions; elle est menée très rapidement car, au milieu de cette année, le quatrième volume a déjà paru, contenant les douze premiers volumes de l'édition de 1882¹.

ORIGINES CHRÉTIENNES ET ANCIENNE LITTÉRATURE CHRÉTIENNE. — Le volume de M. M. Brodrick sur *Le jugement et la crucifixion de Jésus-Christ de Nazareth*² rappelle par son caractère, son objet, et même en partie sa méthode, celui de M. Rosadi, *Il processo di Gesù*, qui a été traduit en français et a eu un certain succès. Cependant, l'auteur se défend de marcher sur les traces de Rosadi, et reproche même à ce dernier d'avoir jugé le procès de Jésus d'un point de vue trop moderne. Le mérite de M. Brodrick est, au contraire, d'avoir fait abstraction de toutes nos conceptions modernes du droit et de s'en être rigoureusement tenu, pour examiner dans quelle mesure la légalité et la justice ont été violées dans ce procès, à la législation juive et à la législation romaine. Le livre, qui se compose de trois

¹ Volumes in-4 à 2 col. d'environ 1,400 pages. London, Smith, Elder and Co. Pour les détails de l'entreprise, voir la préface du 1^{er} volume. — ² Un vol. in-12 de xii-196 p. London, John Murray, 1908.

lectures, mérite d'être étudié ; mais l'auteur nous semble parfois céder au désir de contredire les opinions courantes pour paraître original. Ainsi, sans entrer ici dans une discussion qui ne serait pas à sa place, il est loin d'avoir démontré que les pieds de Jésus ne furent pas percés de clous.

— D'une critique plus sûre et plus rigoureuse, le livre du docteur Henry Barclay Swete, sous une forme très simple et même populaire, est un des meilleurs parus, dans ces dernières années, sur la question de la *résurrection*¹. Avec une méthode très prudente, avec l'érudition d'un scholar très versé dans la connaissance de tous les problèmes scripturaires, il étudie une par une les diverses apparitions de Notre-Seigneur après sa Passion, pour en définir exactement la portée. Il y aurait avantage à traduire cet ouvrage en notre langue, où le public n'est trop souvent initié à ces questions que par des livres ou des articles de critique négative et rationaliste. On verrait alors que la critique ne conduit pas forcément à ces extrémités.

— Hort appartient aussi à cette école de critiques anglais qui, par l'étendue de la culture et les connaissances philologiques, ne le cèdent en rien aux savants allemands, mais qui, souvent, apportent dans l'étude des questions bibliques plus de sagesse et de mesure. Il peut être considéré comme l'un des trois grands scholars de Cambridge. D'une érudition aussi étendue et aussi sûre que Lightfoot et Wescott, il a sur eux l'avantage d'un flair plus subtil. L'ouvrage que nous présente le docteur Sanday n'est qu'un fragment tiré des notes de l'auteur ; mais on peut dire que cette étude n'en a pour nous que plus d'intérêt². On saisit sur le vif la méthode de l'auteur, ses procédés de composition. Le commentaire de ces trois chapitres est d'un philologue exercé, pour lequel le grec du Nouveau Testament n'a plus de secret. Dans son introduction, il émet des vues nouvelles qui seront discutées, sans doute, mais qui ne devront pas être rejetées à la légère. Son hypothèse, qui place l'Apocalypse en 68-69, en pleine persécution de Néron, aiderait à expliquer plus d'un passage du texte et jetterait une lumière nouvelle sur les événements de cette seconde partie du premier siècle. Elle est au moins digne d'attention.

— Le livre de Hort n'a guère que les dimensions d'une brochure ; celui de G. Milligan, sur les *Épîtres aux Thessaloniens*, a les proportions respectables d'un in-8 de trois cents pages³. C'est un solide

¹ *The Appearances of our Lord after the Passion, a study in the earliest christian tradition*. 1 vol. in-18 de viii-152 p. Londres, Macmillan. — ² *The Apocalypse of St John. I-III. The greek text, with introduction, commentary and additional notes*. 1 vol. in-8 de 47 p. Londres, Macmillan, 1908. — ³ *St Paul's Epistles to the Thessalonians, the greek text with Introduction and notes*. 1 vol. Macmillan, Londres, 1908.

travail, avec une bonne introduction sur l'authenticité des deux épltres et les circonstances de leur composition, avec un commentaire littéral très détaillé, où la part principale est faite à la critique textuelle. L'auteur a mis à profit les instructions, les découvertes de la littérature apocryphe, qui ont fait mieux connaître les sources où a puisé l'apôtre, et la connaissance des papyri, qui ont éclairé d'un jour nouveau ce qu'on était convenu d'appeler jusqu'ici le *grec biblique*, et qui, souvent, n'est que la langue commune du temps. Les appendices sont intéressants aussi; notons l'excursus sur les noms du Seigneur.

— Nous ne ferons plus que mentionner, de crainte de paraître verser dans la littérature exégétique, l'édition de l'*Évangile de saint Jean*, avec introduction et notes par le Rev. Henry W. Clark, dans l'excellente collection à l'usage des lecteurs anglicans, *The Westminster New Testament*¹; l'ouvrage du canon R. J. Knowling, sur *Le criticisme littéraire et le Nouveau Testament*², un de ces ouvrages qui, comme celui de Swete, dont nous parlions tout à l'heure, serait, pour beaucoup de lecteurs français, une initiation excellente aux études exégétiques, en leur montrant les services que peuvent rendre les méthodes de critique sagement appliquées; enfin, trois lectures du doyen de Westminster, Armitage Robinson, connu par sa science philologique et scripturaire, sur l'*Évangile de saint Jean*, où l'auteur, en quelques pages aussi ingénieuses que solides, étudie le caractère historique de ce livre biblique³.

— *La vie d'Alexandre Sévère*, par M. Nind Hopkins, forme le quatorzième volume des *Cambridge historical Essays*⁴. L'ouvrage a obtenu un prix, il est en effet composé avec soin et avec méthode. L'histoire de la famille d'Alexandre Sévère, de ses origines, de son règne, de son administration, y est fort bien étudiée d'après les historiens et d'après les inscriptions. Cet essai, qui n'est pas une monographie aussi complète et aussi détaillée que celles de Ceuleneer sur Septime Sévère, ou de Lacour-Gayet sur Antonin, mérite cependant de prendre place auprès d'elles parmi les bons travaux sur les empereurs.

— M. Ch. Whitaker a jugé utile de rééditer le *Commentaire de Rufin sur le symbole des apôtres*. Le texte latin est celui du docteur Heurtley; le nouvel éditeur a ajouté quelques notes, un appendice

¹ 1 vol. in-16 de 260 p. Londres, Andrew Melrose, 1908. — ² *Manchester cathedral lectures*, 1907. *Literary criticism and the New Testament*. Londres, Society for promoting christian knowledge, 1907. 1 vol. in-16 de vi-102 p. — ³ *The historical character of St John's Gospel*. Londres, Longmans, Green and Co., 1908, 80 p. — ⁴ 1 vol. in-16, Cambridge, University Press, 1907, de xx-280 p.

(trop court) sur Rufin¹ ; enfin dans une autre brochure il a publié lui-même la traduction².

— Ce n'est guère aussi qu'une brochure que la dissertation de M. L. B. Radford, sur Theognoste, Piérius et Pierre d'Alexandrie³, mais c'est une brochure érudite dans laquelle l'auteur étudie l'enseignement et la doctrine de ces trois docteurs de l'école d'Alexandrie dont on ne possède que de courts fragments. Étudier ces débris, réunir sur ces successeurs d'Origène les renseignements que l'on trouve dans les auteurs, c'est tout ce que l'on pouvait demander à l'auteur, et c'est la tâche qu'il a accomplie, avec une érudition soignée et bien informée.

— L'étude de M. J. F. Bethune-Baker sur *Nestorius* est de proportions moins restreintes, elle a une tout autre portée⁴. L'auteur a pensé que le procès du grand hérésiarque méritait revision. On ne pouvait guère jusqu'ici juger Nestorius que d'après les dires de ses adversaires. Il y a quelques années, le docteur H. Goussen faisait une allusion discrète à un ouvrage de Nestorius, inconnu jusqu'ici et qui existait dans une version syriaque, le *Bazar d'Héraclide*. Braun, et surtout Loofs, dans ses *Nestoriana*, Halle, 1905, signalaient de nouveau cet ouvrage, sans s'y arrêter autrement. M. Bethune-Baker apprenait en même temps que le P. Ermoni était chargé d'en faire une traduction française, qui, paraît-il, ne verra pas le jour de longtemps. Quoi qu'il en soit, le savant anglais n'a pas jugé à propos d'attendre à ce moment, et dès maintenant, s'étant lui-même procuré une traduction du syriaque, il nous donne d'après ce nouveau document une nouvelle étude de la doctrine de Nestorius ; la théorie des deux personnes, le titre de *Theotokos*, le sacerdoce du Christ, la conception eucharistique chez Nestorius, le terme d'union hypostatique, tels sont les principaux chapitres de son livre. Sa conclusion est que Nestorius n'est pas nestorien, que les églises nestorienne professent la vraie foi sur la personne du Christ. Une autre conséquence pour lui, c'est que l'Église anglicane devrait au plus tôt s'unir à cette Église, qu'aucune barrière d'orthodoxie ne sépare plus d'elle. Tout en reconnaissant la subtilité et la science de l'auteur qui n'en est pas à son coup d'essai, son étude ne nous a pas converti. Il faudrait avant tout avoir en mains les pièces, c'est-à-dire cette traduction syriaque ;

¹ *Rufini Commentarius in Symbolum apostolorum, latin text*, 3^e éd. ; London, G. Bell, 1908 ; brochure de 69 p. — ² *Commentary of Rufinus on the apostles Creed*, 3^e éd., ibidem. — ³ *Three Teachers of Alexandria, Theognostus, Pierius and Peter. A study in the early history of origenism and antiochianism*. Cambridge, University Press, 1908, x-88 p. — ⁴ *Nestorius and his teaching a fresh examination of the evidence*. 1 vol. de xvi-232 p. Cambridge, University Press.

il faudra s'assurer en second lieu que la traduction syriaque n'a pas affaibli ou altéré la doctrine de l'auteur, comme il est arrivé plus d'une fois pour d'autres livres. Enfin, dans un ouvrage comme le *Bazar d'Héraclide*, qui a l'air d'une apologie *pro domo*, il est fort possible que Nestorius lui-même ait pris soin de dissimuler sa doctrine. On nous fera difficilement croire que les adversaires de Nestorius, qui comptaient de savants docteurs, aient pu se méprendre à ce point sur son enseignement ¹.

MOYEN AGE. — *L'Empire romain*, par H. Stuart Jones, appartient à une collection, *The story of the nations*, qui a pour but moins de rédiger de savantes monographies, que de résumer en de bonnes et larges synthèses historiques les faits les plus connus de l'histoire du monde ². C'est une bibliothèque historique à la portée des gens du monde ; elle contient déjà un bon nombre de volumes sur la *Turquie*, la *Russie*, la *Suisse*, etc. L'histoire de l'Empire de 29 av. J.-C. à l'an 476 est un bon livre de lecture, suffisamment renseigné pour la classe de lecteurs à laquelle il s'adresse. De bonnes gravures représentent les monuments les plus importants de Rome.

— Nous avons plaisir à signaler ici l'ouvrage de M. Adrien Fortescue, *L'Église orientale orthodoxe* ³. L'auteur l'appelle modestement dans sa préface un *petit livre* ; il est plus que cela. Aujourd'hui que les anglicans s'efforcent de se rapprocher de l'Église grecque, il est utile pour les catholiques, auxquels ce livre s'adresse, de connaître l'histoire des origines du schisme de Photius, et des relations qui, avant et après cette scission funeste, ont régné entre l'Église occidentale et l'Église orientale. Ils trouveront dans ce livre tous les renseignements désirables sur la doctrine, la foi de l'Église d'Orient, sa liturgie, sa constitution, sa hiérarchie. L'ouvrage répond à peu près à celui de Pitzipios en notre langue (que l'auteur du reste ne semble pas connaître).

— L'édition de l'*Itinéraire de Benjamin de Tudèle*, par A. Asher, en 1840-1841, était jusqu'ici considérée comme la meilleure. Malheureusement cette édition ne reposait que sur d'autres éditions ; aucun manuscrit n'avait été retrouvé. M. Nathan Adler a eu la bonne fortune d'en avoir trois à sa disposition pour constituer son texte. Il nous donne, en outre, une traduction anglaise du texte hébreu, avec des notes riches et nombreuses qui forment un commentaire continu

¹ M. l'abbé Ermoni, que nous venons de nommer, a publié un long compte rendu sur le livre et sur la question du nestorianisme. Cf. *Revue du clergé français*, 15 août 1908, p. 461-469. — ² *The Roman Empire*, B. C. 29 ; A. D. 476. London, T. Fisher Unwin, 1908, in-12 de xxiii-476 p. — ³ *The orthodox Eastern Church*, 1 vol. in-8 de xii-451 p. London, Catholic Truth Society, 1907.

pour ce document précieux de la géographie et de l'histoire du ^{xii}^e siècle. Chemin faisant, l'éditeur défend Benjamin de Tudèle des critiques souvent injustes dont il avait été l'objet. Il faut le remercier du grand service ainsi rendu aux études historiques ¹.

— Il n'existait pas encore, dans la littérature historique anglaise, de livre résumant l'histoire politique de la Pologne et de la Russie du ^{xv}^e à la fin du ^{xviii}^e siècle. M. R. Nisbet Bain, l'un des bibliothécaires du British Museum, a comblé cette lacune par son ouvrage sur l'*Europe slave*, de 1447 à 1796 ². L'ouvrage fait partie d'une collection historique, *Cambridge historical series*, dirigée par G. W. Prothero. Le plan de cette collection est de présenter l'histoire politique de l'Europe moderne ; elle n'est pas seulement, dans la pensée du directeur, destinée au grand public ou aux commençants, mais aussi aux étudiants et aux hommes instruits qui possèdent déjà la connaissance des événements généraux de l'histoire, et qui trouveront ici une exposition plus détaillée, au courant des derniers travaux, avec une bibliographie qui leur permettra au besoin de compléter leurs recherches. L'histoire de l'Europe slave est conçue d'après ce plan, et écrite par un homme très versé dans la connaissance du sujet. Une attention spéciale est donnée à la géographie politique et des cartes de la Russie et de la Pologne en 1447, 1569, 1796, permettent de suivre le récit des événements.

— Les *Lectures* de W. Stubbs sont un ouvrage posthume du célèbre historien ; c'est, si je ne me trompe, sa première excursion en dehors de l'histoire d'Angleterre ³. Il n'est pas douteux que l'historien, si scrupuleux dans ses recherches et si soigneux dans son exposition, n'eût pas donné ce livre sous sa forme actuelle ; c'est une série de lectures faites à Oxford par l'ancien professeur royal sur l'*histoire d'Allemagne de 476 à 1250*. Comme il n'existe pas d'ouvrage sérieux en anglais sur ce sujet, comme par ailleurs Stubbs a laissé, même dans ses moindres notes, l'empreinte de son talent vigoureux d'historien, M. Hassall a pensé qu'il serait utile de donner cet ouvrage au public anglais. On ne saurait que lui en être reconnaissant. Ces leçons présentent l'histoire de cette période en de bonnes synthèses où l'on reconnaît la main du maître. Les portraits des empereurs en particulier, de Charlemagne à Henri IV, forment une galerie de tableaux qui méritent de rester ⁴.

¹ 1 vol. in-8 de xvi-94 et 89 (chiffres hébreux) p. Londres, Henry Frowde ; Oxford, University Press, 1907, avec cartes. — ² *Slavonic Europe, a political history of Poland and Russia from 1447 to 1796*. 1 vol. in-12 de viii-432 p. Cambridge, University Press, 1908. — ³ *Germany in the early Middle Ages, 476-1250*, by W. Stubbs, edited by Arthur Hassall ; Longmans, Green and Co. 1 vol. in-8 de x-250 p., avec deux cartes. — ⁴ Au sujet de la façon dont M. Has-

— Il y a toujours avantage à recourir aux sources. C'est ce qu'a pensé le département d'histoire de l'université de Pensylvanie, en chargeant M. William Dudley Foulke de la traduction de l'*Histoire des Lombards*, de Paul Diacre¹. Ce document est, on le sait, l'un des plus importants de l'histoire d'Italie. Le traducteur a éclairé son texte de nombreuses notes, d'une biographie de Paul Diacre, d'un bon index et de cartes. De la sorte, l'ouvrage sera d'une réelle utilité pour les lecteurs qui ne peuvent directement aborder le texte. En dehors de sa valeur historique, l'ouvrage de Paul Diacre a des qualités de style et de composition qui en font une lecture agréable pour toutes les classes de lecteurs.

— Le nouvel ouvrage de Vinogradoff a pour objet d'étudier les différentes classes de *La société et les institutions anglaises au XI^e siècle*². Il complète un autre livre du savant juriste d'Oxford, *The Growth of the Manor*, dont nous avons déjà parlé dans un de nos courriers. C'est la même méthode, la même richesse de renseignements et de textes, pour nous décrire, d'après les chartes et les documents les plus anciens, l'état de la terre et les différentes conditions de la propriété à une des époques les plus importantes pour l'histoire sociale de l'Angleterre. Dans la première partie, Vinogradoff décrit *Le gouvernement et la société* (organisation militaire, juridiction, assiette de l'impôt); dans la seconde, *La terre et le peuple* (organisation rurale, classes sociales, propriétaires, hommes libres, paysans). Il laisse de côté l'état des villes et de leurs habitants, mais il reviendra quelque jour sur cette question.

RENAISSANCE, RÉFORME, TEMPS MODERNES. — La période de 1630 à 1650 est une des plus importantes dans l'histoire de l'Église anglicane. Ce fut le moment où elle oscilla entre le protestantisme pur et le catholicisme. Elle prit une *voie moyenne* entre l'un et l'autre, conservant les principes du protestantisme pour les allier à un certain nombre de pratiques catholiques. C'est pour étudier de plus près cette évolution que la librairie Masters commence la publication d'une collection consacrée, sous ce titre : *Les grands hommes d'Église*, aux principaux personnages de l'Église anglicane. Les deux volumes que nous recevons sont consacrés à *William Laud* et à *Richard Hooker*³. Le premier a pour auteur le Rev. W. L. Mackintosh, le second le prévôt Vernon-Staley, qui est le directeur de toute

sall a compris son rôle d'éditeur, il faut lire un article du *Guardian*, 17 juin 1908, p. 1005, qui est d'une plume compétente.

¹ *History of the Langobards*. Longmans, Green and Co, New-York. 1 vol. in-12, 1908. — ² *English society in the Eleventh Century. Essays in English Mediaeval history*. 1 fort vol. in-8. Oxford, Clarendon Press, 1908, xii-600 p. — ³ *The Great Churchmen Series. life of William Laud*. 1 vol. in-12 de xii-255 p. London, Masters and Co, 1907; *Richard Hooker*. 1 vol. de xiii-208 p. Ibid.

la collection. Le nom du directeur nous fait déjà prévoir que la collection sera rédigée du point de vue que l'on appelle *anglo-catholique*. Hooker et Laud, qui ouvrent la série de ces *hommes d'Église*, appartiennent, en effet, à cet esprit de juste milieu qui a prévalu dans l'Église anglicane. Hooker en fut le théologien; son principal traité est dirigé contre les puritains. Laud en fut le martyr, et ce fut parmi les puritains aussi qu'il trouva ses principaux accusateurs. Réserve faite de ce parti pris, les auteurs de ces deux premiers livres ont écrit une histoire intéressante et vivante qui sera fort instructive pour les lecteurs étrangers à l'Angleterre, qui ne se rendent pas bien compte de la situation dogmatique de l'Église anglicane.

— Nous avons déjà parlé de quelques-uns des volumes de la grande collection d'histoire moderne dont lord Acton a tracé le plan. Le dernier volume paru est consacré *au siècle de Louis XIV*¹. Chacun des chapitres de cette histoire est confié à un auteur différent. Voici les principaux : *Gouvernement de Louis XIV*, par A. J. Grant ; *Politique étrangère de Louis XIV*, par Arthur Hassall ; *Littérature française au XVII^e siècle et son influence européenne* ; ce chapitre devait être écrit par Brunetière, on a dû le confier à Faguet ; *L'Église gallicane*, par le vicomte Saint-Cyres. Autour de la France, au siècle de Louis XIV, se rangent les autres États d'Europe. *Charles II*, par C. H. Firth ; *La littérature anglaise sous la Restauration* (Milton, Dryden), *L'administration de John de Witt et de Guillaume d'Orange*, etc., *Le règne de Pierre le Grand et celui de Charles XII*, ont été écrits par M. Nisbet Bain, dont le nom a déjà paru dans ce courrier ; l'histoire de la Prusse, par le docteur A. W. Ward, l'un des directeurs. On remarquera avec plaisir que des matières, qui d'ordinaire ne sont pas traitées dans l'histoire générale, ont ici leur place, comme *La science en Europe au XVII^e siècle et au commencement du XVIII^e* ; *Les sciences naturelles durant la même période*, par sir Michael Foster. A mesure que se développe le plan magistral de lord Acton, on voit que sa collection formera l'un des monuments historiques les plus considérables de notre temps.

— Le nom de lord Acton nous servira de transition pour présenter un autre ouvrage de lui, composé d'*Essais sur l'histoire moderne*², et parus autrefois dans diverses revues, l'*English historical Review*, la *Nineteenth Century*, le *Rambler*, etc. Ces études sont de caractère très varié : *Wolsey et le divorce de Henry VIII*, *Les Borgia*,

¹ *The Cambridge modern history*, vol. V : *The age of Louis XIV*. 1 fort vol. in-4 de xxxii-971 p. Cambridge, University Press, 1908 ; edited by A. W. Ward, G. W. Prothero, Stanley Leathes. — ² 1 vol. in-8 de 544 p. Macmillan, Londres, 1907. Voyez plus haut, p. 630, pour l'essai sur l'histoire de la liberté. Mêmes réserves à faire ici sur certaines théories d'Acton.

L'histoire secrète de Charles II, La guerre civile d'Amérique, L'empire du Mexique, Cavour, Les causes de la guerre franco-prussienne, Georges Elliot, La théorie de Buckle, Les écoles allemandes d'histoire, Talleyrand et ses mémoires, La papauté durant la Réforme, Napoléon I^{er}, Mabillon, Giesebrecht, etc. Nous avons déjà apprécié l'œuvre historique de lord Acton. On retrouve ici, comme dans la plupart de ses articles, une étendue d'érudition, une richesse d'aperçus, une vigueur synthétique qui sont la marque de l'historien, et feront toujours regretter qu'il n'ait pas laissé une grande œuvre. Nous en sommes réduits, pour l'apprécier, à recourir aux articles que de fidèles et dévoués éditeurs ont recueillis de divers côtés. Il faut d'autant plus remercier MM. John Neville Figgis et R. Vere Laurence du soin qu'ils ont apporté à cette édition.

— Les origines de la *Maison des Stuarts* sont obscures. M. Samuel Cowan, dans son *Histoire générale de la maison des Stuarts*, s'est efforcé d'y porter quelque lumière, et cette partie de son livre est la meilleure¹. Il a réuni sur le sujet un grand nombre de renseignements. Il est pleinement favorable à Marie Stuart. Il est justement sévère pour Jacques I^{er}, Charles I^{er} et Charles II; on s'explique moins que Jacques II soit traité si rudement. Cette histoire est écrite d'un point de vue strictement protestant, et l'on a déjà relevé dans son livre quelques assertions qui ne sont pas dignes d'un historien équitable². L'ouvrage est bien imprimé et contient une collection de gravures et de portraits empruntés à des modèles peu connus et qui dopnent à cet ouvrage une haute valeur.

— C'est aussi une collection connue de nos lecteurs, que celle des grandes villes d'Espagne et des peintres, sous la direction de M. Albert F. Calvert. Le volume sur *Tolède* ne le cède pas à ses aînés³. L'introduction donne, en cent soixante-dix pages, les renseignements historiques nécessaires sur les origines de la cité, sur Tolède sous les Visigoths, sous les Maures, sous le gouvernement des rois espagnols, sur la construction de la cathédrale et des autres monuments, sur le peintre de Tolède, el Greco. Tout le reste du volume est consacré aux reproductions, en général très bonnes et bien choisies, des principaux monuments, des rues et places de Tolède, des objets d'art, des fresques et des tableaux d'el Greco. Inutile d'insister sur l'intérêt que présente une ville comme Tolède, au point de vue archéologique et artistique.

¹ *The Royal House of Stuart, from its origin to the accession of the House of Hanover*, by Samuel Cowan. 2 vol. in-8, London, Greening, 1907. — ² Cf. en particulier *The Tablet*, 16 mai 1908, p. 766, 767. — ³ *Toledo, an historical and descriptive account of the City of generations*. London, John Lane, 1907, in-12 de xxxiii-169 p., 511 illustrations.

— Le *Guide pour la Grèce, l'Archipel, Constantinople, l'Asie Mineure, Crète et Chypre*, présente des caractères tout différents¹. Rédigés surtout en vue des touristes, ces guides Macmillan's donnent brièvement tous les renseignements utiles sur les hôtels, les chemins de fer, les bateaux, les agences; notes pour les *yachtsmen* et *sportsmen*, etc. Cependant, le côté historique, archéologique, artistique, n'est pas sacrifié. Le professeur E. Gardner a écrit un bon chapitre sur l'art grec; le docteur Dörpfeld a donné les plans des fouilles de Troie; M. Homolle celui de Delphes. Les pages sur les fouilles de Cnosse ont été revues par le docteur Arthur Evans. Athènes, le mont Athos, Constantinople, Chypre, sont décrits avec détails; treize cartes et vingt-trois plans, fort bien dessinés, orientent le lecteur.

— Sous le titre de *Bonapartisme*², M. H. A. L. Fisher a donné à l'Université de Londres *six lectures* sur l'héritage de la Révolution, l'État napoléonien, Napoléon et l'Europe, le développement d'une légende, l'avènement du second Empire, la chute, dans lesquelles il résume les événements de cette période. Les questions sont envisagées surtout au point de vue politique. Le conférencier se montre, en général, bien au courant de son sujet. Cependant ses jugements sur la politique ecclésiastique sous le premier et sous le second Empire ne sont pas toujours équitables.

— Nous terminerons en signalant deux ouvrages de liturgie qui ont leur importance au point de vue historique. Le premier est un exposé de la *Liturgie de la Synagogue*, aux temps les plus anciens et jusqu'à nos jours³. L'ouvrage, écrit par deux auteurs compétents, W. O. E. Oesterley et G. H. Box, est une introduction fort utile pour l'histoire du Nouveau Testament; il sera apprécié aussi des liturgistes, qui verront facilement les analogies entre la liturgie chrétienne et la liturgie juive, et qui jusqu'à présent étaient réduits, pour cette étude, à des livres très anciens et du reste d'un abord difficile. Au point de vue de l'histoire des religions et des traditions du folklore, le livre rendra aussi de nombreux services.

— Le livre du Rev. John Dowden, évêque anglican d'Édimbourg, sur le *Prayer Book*⁴, offre un autre genre d'intérêt à tous ceux qui

¹ *Guide to Greece, the Archipelago, Constantinople, etc.* 1 vol. in-18 de L-226 p. Londres, Macmillan, 1908. — ² 1 vol. in-8, Oxford, Clarendon Press, 124 p., 1908. — ³ *The Religion and Worship of the synagogue. An Introduction to the study of Judaism from the New Testament period*, by W. O. E. Oesterley et G. H. Box. 1 vol. in-8 de xv-444 p. Sir Isaac Pitman. Londres, 1907. — ⁴ *Further studies in the Prayer Book* 1 vol. in-12 de x-352 p. Londres, Methuen. Le savant docteur avait publié déjà *The Workmanship of the prayer Book*.

étudient l'anglicanisme contemporain ; la question liturgique est dans les discussions actuelles au premier plan ; parmi les anglicans eux-mêmes il existe une grande divergence de vues au sujet de la liturgie, qui se trahissent souvent dans des controverses bruyantes. Il est donc fort intéressant de lire les pages du docteur Dowden sur les origines du *Book of Common prayer*, et ses dissertations sur le Symbole de saint Athanase, le service du baptême, celui de la confirmation ou des malades, ou sur d'autres points contestés de la liturgie anglicane.

Farnborough.

F. CABROL.

CHRONIQUE

Nous noterons les communications suivantes, faites à l'Académie des inscriptions pendant le dernier trimestre :

Le 5 juin, un rapport de M. Bigot, lu par M. Edmond Pottier, a mis l'Académie au courant des fouilles de cet architecte, ancien grand prix de Rome, au cirque Maxime, de Rome, et de l'état d'avancement d'un plan de cette ville en relief qu'il a entrepris d'exécuter. — Le 12 juin, M. le comte Paul Durrieu, en produisant une copie ou peut-être l'original du panneau peint de la Sainte Chapelle, qui était censé représenter saint Louis à l'âge de treize ans, a pu établir qu'en réalité c'était un portrait de Philippe le Beau, archiduc d'Autriche, père de Charles-Quint, modifié pour les besoins de la cause. — Le 19 juin, M. Paul Gauckler a communiqué la photographie d'un bas-relief trouvé dans les terres pontines, représentant Antinoüs en costume de vigneron, et signé du sculpteur Antonianus d'Aphrodisias, et qui est un bon morceau de sculpture grecque du temps des Antonins. — Le 26 juin, M. Héron de Villefosse a communiqué, de la part de M. Rouzaud, deux fragments d'une inscription latine de Narbonne, qui mentionne l'institution de jeux publics. — M. A. Moret a présenté un grand scarabée égyptien du musée Guimet. Ce scarabée, gravé par ordre de Nekhao II (610-595 av. J.-C.), est une pièce historique d'une grande valeur, parce qu'elle confirme officiellement la réalité du voyage de circumnavigation autour de l'Afrique, dont Hérodote nous a conservé le récit. Ce périple fut accompli vers l'an 599 (12^e année du règne de Nekhao II), d'après un autre scarabée du musée de Bruxelles.

La découverte par M. Biadego d'un document fixant à 1397 la naissance de Pisanello, dont M. Salomon Reinach a entretenu l'Académie le 3 juillet, met hors de doute que l'affinité relevée entre l'art de Pisanello et les Belles Heures du duc de Berry, antérieures à 1416, provient, contrairement à l'opinion commune, de l'imitation de celles-ci par celui-là. — M. Henry Martin a retrouvé l'építaphe, considérée comme perdue, qui ornait, aux Jacobins de Paris, la statue de Béatrice de Bourbon, femme de Jean de Luxembourg : építaphe et

statue seraient l'œuvre de Robert Loisel. — Villoison avait pris l'engagement dans ses *Anecdota graeca*, en 1781, de rédiger une *Paléographie grecque* pour remplacer le traité insuffisant de Montfaucon. Une lettre de Bast à Wyttembach, dont M. Charles Joret a entretenu l'Académie le 10 juillet, nous apprend que le célèbre helléniste avait renoncé à son projet et avait prié Bast lui-même de le suppléer dans cette tâche. — M. Désiré Chainéux a continué la lecture de ses observations sur le costume des Grecs, antérieurement à l'invasion dorienne du ^{xix}^e siècle avant J.-C., dont la première partie avait occupé la séance du 8 mai. — M. Ch.-E. Ruelle a terminé une communication, commencée à la séance précédente, sur le musicographe grec Aristide Quintilien, dont il fait un contemporain de Plutarque et un affranchi de Fabius Quintilien. — Une lettre de M. de Lasteyrie, dont lecture a été donnée par M. Longnon, étudie l'architecture en partie carolingienne de Saint-Philbert de Grandlieu. — M. Carra de Vaux a présenté une notice sur l'historien arabe Jean d'Antioche, continuateur d'Eutychius, et qui donne des détails précieux sur les empereurs Nicéphore, Tzimiscès et Basile. — Le 17 juillet, M. Capart, revenant sur le scarabée de Nekhao, acquis par le musée de Bruxelles, relatif au périple d'Afrique, et dans lequel un messager enquêteur énumère les étapes de son voyage, s'est efforcé d'identifier les lieux mentionnés dans ce document. — On connaît depuis longtemps la coutume norvégienne de l'époque des Vikings pour l'ensevelissement des morts dans un bateau ou même dans un navire. M. Gabriel Gustafson a signalé la découverte à Oseberg, près de Tonsberg, d'une sépulture de ce genre, l'une des mieux conservées et des plus considérables que l'on ait encore trouvées : c'est un navire de vingt et un mètres de long sur cinq de large, avec tous ses agrès et un riche mobilier funéraire ; les extrémités du navire étaient recouvertes de sculptures. La sépulture, qui a été pillée en partie à une époque déjà reculée, a dû servir à une femme noble, comme en témoignent, avec les ossements féminins retrouvés, les écheveaux et les outils servant à tisser et à filer. La sépulture remonterait à l'an 800 environ, d'après M. Gustafson. — Le 24 juillet, M. Clermont-Ganneau a communiqué un mémoire de M. Grégoire sur une inscription grecque araméenne découverte à Faracha, en Cappadoce, et contenant une dédicace du mage Sagarios à Mithra. — Les fouilles de MM. Jacques Zeiller et Hébrard au palais de Dioclétien à Spalato, dont le premier a entretenu l'Académie, ont permis de rectifier notablement ce que l'on disait jusqu'ici de ce monument : la distribution intérieure n'en avait pas la symétrie qui lui a été attribuée ; loin d'avoir de doubles thermes, le palais ne consacrait qu'un espace restreint à cette partie de l'habitation. — M. Heuzey a signalé la découverte par le commandant Cros de deux armes en

cuivre, à tranchant recourbé, prototypes de notre sabre, et qui rappellent celles qui sont figurées sur la stèle des Vautours. — Le 31 juillet, M. Dieulafoy a entretenu l'Académie des fouilles du général Beylié à la Kaleb des Beni-Hammour, abandonnée vers 1075, et dont la décoration est comme un prototype de celle de l'Alhambra. Il a ensuite signalé la découverte par M. Massignon, au sud de Kerbela, en Mésopotamie, d'un château fortifié du VII^e ou VIII^e siècle, bien conservé. — M. Antoine Thomas a rattaché le nom des rochers de Passelourdin, près de Poitiers, à la légende de Saladin, empêché de franchir un défilé par Richard Cœur de Lion et douze chevaliers ; on aurait localisé le fait sur les bords du Clain, et le Pas Saladin se serait transformé en Passelourdin. — M. Mispoulet a essayé d'établir, contre l'opinion courante, que Maximien Hercule n'aurait été officiellement associé à l'Empire qu'en 286, et que ce ne serait qu'à partir de 294 que, tenant compte de son association de fait en 285, on aurait augmenté de deux unités ses puissances trihunitiennes et sans doute ses salutations impériales.

Le 7 août, M. Antoine Thomas a donné quelques renseignements sur Jean de Montreuil, prévôt de Lille, l'un des précurseurs de l'humanisme en France, qui fut massacré en 1418 comme Armagnac. C'est une transaction du 4 août 1427, entre un héritier éloigné du prévôt et un avocat au parlement qui avait acquis ses biens, que M. A. Thomas a retrouvée ; elle nous apprend que Jean de Montreuil (ainsi nommé sans doute de son village natal) s'appelait Charlin, et qu'il possédait à Paris deux immeubles, l'un rue du Grand Chantier, et l'autre rue Simon le Franc. — Le 14 août, M. l'abbé Henri de Genouillac a exposé l'état de la culture dans les plaines de l'Euphrate au milieu du quatrième millénaire avant notre ère : culture des jardins, culture des champs, répartition des terres, personnel agricole, etc. — Le 21 août, M. Salomon Reinach a présenté les photographies d'un bas-relief du V^e siècle, découvert dans l'île de Thasos, et qui est le plus ancien exemple connu d'une représentation de banquet funéraire. — Il a ensuite attiré l'attention de ses confrères sur la découverte, à Phacotos en Crète, d'un disque en argile, du XX^e siècle avant notre ère, qui contient des signes non gravés, mais imprimés ; on aurait là un premier essai de typographie. — M. Héron de Villefosse a communiqué les expériences de M. Max Ringelmann sur le fonctionnement des lampes puniques. — Enfin M. Delaporte a présenté les empreintes de deux cylindres babyloniens, dont l'un offre la plus ancienne représentation actuellement connue du lion à face humaine. — Le 28 août, M. E. Pottier a lu une étude dans laquelle M. Lechat voit un géant dans un personnage de la frise du trésor de Gnide à Delphes, que l'on interprétait jusqu'ici comme un Dionysos. —

M. Cordier a ensuite parlé des Mossos, population du sud-ouest de la Chine, apparentée aux Thibétains et dont plusieurs manuscrits viennent d'enrichir la collection de l'École des langues orientales. — M. Salomon Reinach a contesté l'identification tentée récemment entre la Vénus de Nauplie et notre Vénus de Milo. Pour lui, cette dernière n'est pas une Vénus mais une Amphitrite.

A l'Académie des sciences morales et politiques, nous signalerons, le 18 juillet, une lecture de M. Louis Léger sur les sermons politiques de Jean Skarga, prononcés devant la diète de Pologne à la fin du xvi^e siècle. Le clairvoyant jésuite y flétrit les désordres et l'anarchie de la république, et annonce avec une étonnante précision la ruine de l'État. — Le 8 août, M. Welschinger a fait ressortir la responsabilité de Talleyrand dans la guerre de la péninsule espagnole. — Le 23 août, M. Chuquet a donné une analyse des mémoires d'un receveur de la ferme dans la Haute-Alsace, au temps de Turenne.

L'Académie française a décerné le grand prix Gobert à M. Camille Jullian pour son *Histoire de la Gaule*, et le second prix à M. Paul Courteault pour son *Blaise de Montluc, historien*. — Sur la fondation Théroutanne, elle a donné deux récompenses de 1,000 fr. à MM. l'abbé Pierling (*La Russie et le Saint-Siège*), et François Rousseau (*Le règne de Charles III d'Espagne*), et quatre de 500 fr. à MM. Pierre Morane (*Paul I^{er} de Russie*), Yakschitch (*L'Europe et la résurrection de la Serbie*), Funck-Brentano (*Mandrin*), de Caumont La Force (*L'archichancelier Lebrun*). — Les 2,000 fr. du prix Halphen ont été partagés entre MM. P. Berger, R. Huchon, H. Hauvette et l'abbé Roussel. — Le prix Guizot a été réparti entre M. Étienne Dejean (1,000 fr.), MM. Georges Dumas, Joseph Guyot, Philippe Monnier et M^{lle} Dugard (500 fr. chacun). — Le prix Vitet a été décerné à M. Georges Goyau. — Sur le prix Juteau-Duvignaux, M. Adolphe Regnier a obtenu pour son *Saint Martin* une récompense de 500 fr., et M. J. Buche une autre de même valeur pour sa *Vie et œuvres sociales de l'abbé C. Rambaud*. — Le prix Furtado a été partagé entre MM. de Maricourt et R. Bonnet.

L'Académie des inscriptions et belles-lettres a décerné le premier prix Gobert à M. F. Chalandon pour son *Histoire de la domination normande dans l'Italie méridionale*, et le deuxième prix à M. Samaran pour sa *Maison d'Armagnac au XV^e siècle*. — Elle a partagé le prix Fould entre MM. Georges Foucart, *L'art et la religion en Égypte*, et Henri Saladin, *L'art musulman*; — le prix Saintour entre MM. Max Bruchet, *Le château de Ripaille* (1,000 fr.); E. Deprez, *Études de diplomatie anglaise*; l'abbé Villetard, *L'office de Pierre de Corbeil*; P. J. Thibaut, *L'origine byzantine de la notation neumatique*; A. Gastoué, *Les origines du chant romain* (500 fr. cha-

cun); — le prix Prost entre MM. Paul Marichal, *Cartulaire de l'évêché de Metz* (800 fr.), et la revue *l'Austrasie* (400 fr.); — le prix La Fons Melicocq entre MM. Georges Bourgin, pour son édition de Guibert de Nogent (500 fr.), Georges de Lhomel, *Journal de la révolution à Montreuil-sur-Mer*, et *Recueil de monuments pour servir à l'histoire de Montreuil-sur-Mer* (500 fr.), l'abbé Le Sueur, *Le clergé picard et la Révolution* (400 fr.), Léon Jacob, *Histoire de la révolte du Bourbonnais de 1670* (400 fr.); une mention honorable a été en outre accordée à M. le docteur V. Leblond pour son *Inventaire sommaire de la collection Bucquet aux Cousteaux*. — Le prix Delalande-Guérineau pour les études orientales a été partagé entre MM. Moïse Schwab, *Rapport sur les inscriptions hébraïques de l'Espagne*, et Émile Vernier, *Bijouterie et joaillerie égyptiennes*.

Au concours des antiquités nationales, les récompenses suivantes ont été distribuées : 1^{re} médaille, le commandant Espérandieu, *Recueil général des bas-reliefs de la Gaule romaine*; 2^e, M. Jacques Laurent, *Cartulaires de l'abbaye de Molesme*; 3^e, M. F. Soehnée, *Catalogue des actes de Henri I^{er}, roi de France*; 4^e, M^{lle} Louise Pillion, *Les portails latéraux de la cathédrale de Rouen*; 1^{re} mention, le marquis de Ripert-Monclar, *Cartulaire de la commanderie de Richerenches*; 2^e, MM. Soyer, Trouillard et de Croy, *Cartulaire de la ville de Blois*; 3^e, M. J. Guiraud, *Cartulaire de Notre-Dame de Prouille*; 4^e, M. l'abbé Mollat, *Études et documents sur l'histoire de Bretagne*; 5^e, M^{lle} Boudois, *Translation des saints Marcellin et Pierre*; 6^e, M. Pierre Champion, *Chronique martiniane et Manuscrit autographe des poésies de Charles d'Orléans*; 7^e, M. l'abbé Ed. Albe, *Les miracles de Notre-Dame de Rocamadour au XII^e siècle*.

Sur le prix Audiffred, l'Académie des sciences morales et politiques a décerné 5,000 fr. à M. Émile Bourgeois, *Manuel historique de politique étrangère*; 2,000 fr. à M. Ch. Pfister, *Histoire de Nancy*; 500 fr. à M. Dréault, *Histoire de la civilisation*; 500 fr. à M. Tchernoff, *Le parti républicain au coup d'État et sous le second Empire*; une mention à M. Fr. Guex, *Histoire de l'instruction et de l'éducation*.

La Société d'histoire contemporaine a tenu, le 12 juin, son assemblée générale annuelle, sous la présidence de M. le baron de Barante, président de la Société. Après le discours du président et les comptes rendus par le secrétaire et le trésorier, l'assemblée a entendu deux lectures : M. le baron de Maricourt a emprunté au journal inédit du duc de Gramont le récit du séjour de Louis XVIII en Suède, du 16 septembre au 23 octobre 1807, et de son voyage de Suède en Angleterre, où il arriva le 2 novembre de cette année; M. Bernard de Lacombe a donné de fort curieux renseignements sur *Talleyrand dans la retraite*; il a cité de lui des pensées fines, intéressantes, par-

fois profondes; il nous l'a montré « s'approchant du terme, non pas, comme l'a cru le vulgaire, dans l'indifférence, mais dans le recueillement ¹. » Parmi les publications de la Société sous presse ou en préparation, nous noterons les *Souvenirs d'une mission à Berlin*, de M. de Circourt, importants pour l'histoire de la révolution de 1848 en Prusse et en Allemagne; la *Correspondance inédite d'Alphonse d'Herbelot avec Montalembert et Léon Cornudet*, dans les dernières années de la Restauration; la *Correspondance du prince Jules de Polignac à l'époque de son ambassade à Londres*.

Le tome XV, 2^e série, du *Recueil des travaux de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen* (Agen, Impr. moderne, 1908. In-8, 555 pages), ne comprend que deux mémoires : l'un sur *M. Boileau de l'Archevêché*, par M. l'abbé Durengnes; l'autre de M. Granat, intitulé : *Le livre d'or de la vigne dans le Lot-et-Garonne*. Ce second mémoire ne rentre dans le cadre de nos études que par les notes historiques qu'il contient sur la culture de la vigne au XVIII^e et au XIX^e siècle, sur les mesures du vin, sur les récoltes, sur le prix qu'il atteignait, sur le commerce qui en était fait. L'autre mémoire, qui comprend les deux tiers presque du volume, est consacré à un personnage fort distinct du frère du satirique et du prédicateur, mais qui joua aussi un rôle important, comme conseiller et commensal de l'archevêque de Paris, le cardinal de Noailles; et c'est de là que lui vint son surnom de Boileau de l'Archevêché. Boileau, même, n'était pas son nom. Sa famille avait pour nom patronymique Jacques, et pour surnom Beaulaigue, que l'abbé, en venant à Paris, jugea bon de transformer en Boileau. L'influence dont il jouit longtemps auprès du prélat, son rôle dans la lutte contre le quiétisme, l'action qu'il exerça par sa direction et, dans une certaine mesure, par ses ouvrages, justifient l'importance du mémoire que lui consacre M. l'abbé Durengnes. Un appendice consacré à M^{lle} Rose, cette étrange personnalité, qui eut sur Boileau une influence passagère, mais profonde, n'est pas la partie la moins curieuse de cette étude, que terminent douze lettres inédites.

La *Bibliographie annuelle des travaux historiques et archéologiques publiés par les sociétés savantes de la France* se poursuit avec une régularité qui fait honneur à l'activité de MM. le comte Robert de Lasteyrie et Alexandre Vidier. Le premier fascicule du tome II, qui vient de paraître, nous donne le dépouillement des publi-

¹ Une autre communication, qui n'a pu être lue, figure dans le fascicule publié sous le titre : *Société d'histoire contemporaine. 18^e assemblée générale* (Paris, au siège de la Société, 5, rue Saint-Simon, 1908. In-8, 63 p.). C'est la *Lettre d'un prêtre français déporté en Italie*, l'abbé Maurel, qui l'adressait à son frère Antoine, le 13 août 1794.

cations de près de deux cents compagnies savantes pendant les années 1904-1905 (Paris, Impr. nationale, 1907. In-4, 217 p.). Il est regrettable que les auteurs de ce précieux répertoire aient renoncé momentanément à l'accompagner d'une table des matières, comme ils avaient fait pour le premier fascicule de cette nouvelle série ; ce serait le vrai moyen de rendre la publication tout à fait pratique.

L'*Annuaire des bibliothèques et des archives*, dont la publication, interrompue par la mort de M. Ulysse Robert, reprend aujourd'hui avec quelques modifications, grâce à M. A. Vidier, peut rendre d'utiles services aux travailleurs, en les renseignant sur les divers dépôts qui les peuvent attirer, en leur donnant, notamment, l'indication des répertoires qui concernent ces dépôts (Paris, Ernest Leroux, 1908. In-8, v-353 p.).

M. Henry Wilhelm, Alsacien de Colmar, qui, après avoir opté pour la France, fut juge de paix en divers endroits et en dernier lieu à Pantin, possédait une collection bénédictine d'une singulière richesse. Sa modestie lui défendait de rien publier lui-même, sa collection servit surtout à alimenter les travaux des érudits qui avaient recours à son obligeance : feu Tamizey de Larroque notamment y puisa largement. L'admiration, l'amour, pourrait-on dire, que M. Wilhelm avait pour la congrégation de Saint-Maur, l'avaient poussé à remplir d'annotations rectificatives ou complémentaires un exemplaire du *Supplément à l'histoire littéraire* de dom Tassin publié en 1881 par Ulysse Robert. Dom Ursmer Berlière, le savant bénédictin de Maredsous, a voulu faire profiter le public érudit des recherches de M. Wilhelm. Un oratorien, qui s'est fait connaître dans le monde de l'érudition par de nombreux travaux et notamment par un *Essai de bibliographie oratorienne*, a contribué à l'œuvre en aidant dom Berlière à collationner les notes de leur ami commun et en écrivant sur lui une notice intéressante. Dom Berlière lui-même a enrichi le travail des renseignements amassés par lui depuis longtemps, et un autre bénédictin, que nous comptons parmi les collaborateurs de cette *Revue*, dom du Bourg, a fourni aussi un appoint assez considérable. Et c'est ainsi qu'a été constitué ce *Nouveau supplément à l'histoire littéraire de la congrégation de Saint-Maur*, dont nous avons sous les yeux le tome I consacré aux notices de A (Abadie) à L (Lucet) (Paris, Alphonse Picard et fils, 1908. In-8, xxxvii-409 p., avec un portrait de feu H. Wilhelm), et auquel le P. Ingold a fait une place dans ses *Documents pour servir à l'histoire religieuse des XVII^e et XVIII^e siècles*. Chaque article se termine par des références aux ouvrages antérieurs de dom Tassin, d'Ulysse Robert, de Le Cerf, etc. Et dom Berlière a eu le soin de maintenir ces renvois même pour les Bénédictins pour lesquels il n'avait rien de nouveau à nous ap-

prendre, en sorte que ce *Nouveau supplément* servira de table aux recueils antérieurs et de répertoire général des écrivains de la congrégation de Saint-Maur. C'est un point qu'il n'est pas inutile de signaler ici et qui ajoute à l'intérêt pratique de ce recueil intéressant à tous égards et dont nous attendrons la suite avec impatience.

L'Essai de bibliographie critique des généralités de l'histoire de Paris, que nous donne M. Marius Barroux (Paris, Honoré Champion, 1908. In-8, vi-155 p.), devait paraître primitivement dans le *Recueil de bibliographies critiques*, dont nous avons plusieurs fois parlé à nos lecteurs et qui malheureusement n'a pas été continué. Tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de Paris sauront gré à M. Barroux de n'avoir pas gardé son travail dans ses cartons, mais de le publier après l'avoir mis à jour. L'Essai comprend huit cent douze articles répartis entre seize rubriques : I. Bibliographies ; II. Histoire géographique ; III. Histoire générale ; IV. Histoire topographique ; V. Histoire administrative en général ; etc. Ces huit cent douze articles ne correspondent pas seulement à autant d'ouvrages ; M. Barroux n'a pas hésité à faire suivre telle ou telle mention d'une note dans laquelle on trouvera des références souvent précieuses. Un travail de ce genre, par le fait même qu'il est critique, a quelque chose d'arbitraire et l'on peut se demander pourquoi l'auteur a exclu tel ou tel ouvrage alors qu'il en admettait tel ou tel autre plus médiocre ou moins important. Le choix de M. Barroux ne nous en paraît pas moins, dans l'ensemble, judicieux et son *Essai* sera un excellent guide à qui veut étudier l'histoire parisienne.

Le recueil que M. Marcel Poète a créé et qu'il dirige sous le titre *Ville de Paris. Bulletin de la bibliothèque et des travaux historiques*, continue de nous faciliter l'usage des collections de la ville et l'étude de l'histoire parisienne. Le troisième fascicule (Paris, Imprim nationale, 1908. In-8, LX-82 p.), outre quelques renseignements sur les travaux exécutés en 1907 du répertoire sur fiches des sources de l'histoire de Paris, nous apporte une intéressante étude de M. H. Monin sur les travaux d'Edme Verniquet et notamment sur le plan des artistes ; — un relevé critique par M. Étienne Clouzot de la production étrangère sur Paris à la bibliothèque de 1905 à 1907 ; — le catalogue par M. Gabriel Henriot des papiers de Ledru-Rollin, légués par sa veuve en 1887 ; — enfin la table analytique du *Tableau de Paris*, de Mercier, dressée par M. Alain de Bouard sur l'édition d'Amsterdam, 1783-1789.

Épiscopat et presbytérat ont été distincts dès la première origine de l'Église. C'est un fait qui est admis par toute la tradition catholique, mais que l'hérésie a de tout temps cherché à infirmer. L'absence, dans les temps apostoliques, de termes nettement distincts

pour distinguer l'évêque du simple prêtre ne saurait être un argument décisif contre la tradition. L'étude attentive des textes permet de distinguer la coexistence des deux fonctions. M. l'abbé G. Péries revient sur la question dans un opuscule de la *Collection Arthur Savaète* (n° 4. — Paris, Arthur Savaète, 1908. In-8, 34 p.).

Réagissant contre une tendance qui n'est que trop fréquente à notre époque, M. l'abbé Paul Constant, sans nier les appuis que le christianisme a pu trouver pour s'établir dans le monde, s'efforce de mettre en lumière les obstacles qui se sont opposés à sa propagation et qui n'ont servi, en cédant à son irrésistible force, qu'à montrer qu'il était vraiment d'institution divine. Travail apologétique, qui ne s'adresse pas aux érudits, mais dont la valeur est garantie par la préface dont l'a honoré le directeur de cette revue ¹.

De l'examen des deux plus anciens diplômes du cartulaire de Montiérender, le diplôme de Childéric II (664-665) et celui de Thierry III (682), M. Wilhelm Levison arrive à cette conclusion que celui-ci est authentique, sauf une interpolation, mais que le texte en a été corrompu par endroits, tandis que le premier est un faux postérieur à l'année 980 ².

Après la mort de Guillaume de Nogaret et de Guillaume de Plaisians, l'administration royale fit saisir chez eux les papiers qu'ils possédaient à leurs domiciles respectifs, et qui comprenaient les dossiers dont ils avaient été chargés. Un manuscrit conservé dans le fonds Dupuy, à la Bibliothèque nationale, nous donne le double inventaire de ces papiers. M. Ch.-V. Langlois, qui publie ces inventaires, établit que les papiers ont été versés au Trésor des chartes (d'autres papiers de Nogaret avaient été pris par le Parlement, pour ses propres archives), et qu'ils le constituent même à peu près entièrement pour le règne de Philippe le Bel. La négligence que l'on eut de ne pas récupérer les dossiers conservés chez d'autres conseillers du roi explique pourquoi le Trésor des chartes est si pauvre pour cette période. L'on conçoit tout l'intérêt que présentent ces listes, publiées avec soin et accompagnées d'un index alphabétique qui y rend les recherches plus faciles : *Les papiers de Guillaume de Nogaret et de Guillaume de Plaisians au Trésor des chartes* (Tiré des *Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque nationale et autres bibliothèques*, t. XXXIV. Paris, Ch. Klincksieck, 1908. In-4, 48 p.).

Les *Œuvres françaises du cardinal Pierre d'Ailly, évêque de Cambrai*, n'avaient pas encore été l'objet d'une étude d'ensemble

¹ *Apologétique contemporaine. De l'établissement du christianisme dans le monde*. Paris, maison de la Bonne Presse, s. d. In-16, x-53 p. — ² *Die Merowingerdiplome für Montiérender*. (Extrait du *Neues Archiv der Gesellschaft für ältere deutsche Geschichtskunde*. Hannover, Hahn, 1908. In-8, paginé 745-762.)

comme celle que leur consacre M. le chanoine Salembier (Extrait de la *Revue de Lille*. Arras-Paris, Sueur-Charruey, 1907. In-8, 109 p.). La plus grande partie d'ailleurs en est encore inédite, et ceux qui ont eu à parler de l'illustre cardinal ne se sont guère occupés que de ses œuvres latines. Cependant, et au point de vue de l'histoire littéraire et même à celui de l'histoire générale, ce que nous avons en français de Pierre d'Ailly n'est pas à dédaigner : il y a des traités mystiques (*Le jardin amoureux de l'âme dévote*, *Le livre du rossignolet*), soit en vers, soit en prose; il y a même une poésie profane (*Les contredits de Franc Gonthier*); il y a aussi des œuvres politico-religieuses : le *Concordat de 1403*, dont le chanoine Salembier tend à le regarder comme l'auteur; et surtout son discours au concile de 1406. Tous ces textes sont publiés ici, étudiés, commentés et placés dans leur milieu. C'est un nouveau service que M. Salembier rend ainsi, un nouvel appoint à la connaissance d'une époque à laquelle il a déjà contribué par ses publications antérieures.

L'abbé Douillet et d'après lui, semble-t-il, M. Germain dans les volumes qu'ils ont consacrés l'un et l'autre à sainte Colette, ont allégué des lettres de Guillaume de Casal, dont l'authenticité a paru suspecte à quelques critiques. Le P. Ubald d'Alençon a été assez heureux pour remettre la main, à la bibliothèque de Besançon, sur le recueil manuscrit qui contient ces lettres, en partie en original. Tous ceux qui s'intéressent à sainte Colette et à l'histoire de l'ordre franciscain lui sauront gré de nous avoir fait connaître ce précieux recueil et d'avoir publié ces documents sans se laisser rebuter par les difficultés qu'en offrait pour lui la lecture¹. Il ne se contente pas d'ailleurs de nous donner le texte des lettres de Guillaume de Casal, il produit encore d'autres documents et apporte quelques rectifications utiles à l'histoire de la sainte; il proteste notamment contre la légende de son séjour à Caen, légende née d'une confusion avec une recluse du même nom. Le travail du P. Ubald a pour titre : *Lettres inédites de Guillaume de Casal à sainte Colette et notes pour la biographie de cette sainte* (Paris, A. Picard et fils, 1908. In-8, 45 p.).

Le Livre de Jean de Stavelot, le continuateur bien connu de Jean d'Outremeuse, sur *saint Benoît*, conservé jusqu'à la Révolution dans l'abbaye de Saint-Laurent de Liège, dont Jean était moine, passa, au xix^e siècle, dans la bibliothèque d'un amateur belge, à la mort duquel il fut acheté par le duc d'Aumale. Le manuscrit original, écrit

¹ Quelques grosses erreurs auraient pu, semble-t-il, être aisément corrigées : p. 24, l. 17 : *induit à se venyr* n'a aucun sens; il faut évidemment : *à se unyr*; l. 29, au lieu de *pas nuire nel morir*, lire *vivre*; p. 25, l. 5 : *j'ai esté*, lire *escrit*; p. 28, l. 22, *Dieu le escrit*, lire *le sçait*; l. 24, *de tousiours unire en sa cranle*, lire *vivre*, etc.

et illustré partie en 1432 et partie en 1437, a fourni matière à une notice détaillée de M. Léopold Delisle (Tiré des *Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque nationale et autres bibliothèques*, t. XXXIX. Paris, Ch. Klincksieck, 1908. In-4, 35 p., pl.). Il renferme, outre la transcription des *Miracles* par saint Grégoire le Grand, Adrevald et Aimoin, un recueil dressé par Jean de Stavelot et contenant notamment des sermons de saint Bernard, de Guerri et d'Odilon de Cluny, une vie du saint figurée par les scènes de l'Ancien Testament, avec un triple texte latin, français et thiois; un traité de la vie monastique, vraie ou hypocrite, figurée par deux roues symboliques; la règle de saint Benoît en latin et en français; enfin diverses pièces relatives soit au saint, soit au monastère de Saint-Laurent de Liège. Le manuscrit nous fait connaître quatre chapitres d'Aimoin, qui formaient le début d'un troisième livre des miracles qu'il a renoncé à poursuivre. Une lettre de M. A. Vidier à M. Delisle, insérée par celui-ci à la fin de la notice, fait connaître d'autres manuscrits de ces chapitres et met hors de doute la paternité d'Aimoin.

M. E. Champeaux a écrit pour la *Collection d'études sur l'histoire du droit et des institutions de la Bourgogne* (fasc. VII) un mémoire qui ne manque pas d'intérêt sur *Les cimetières et les marchés du vieux Dijon* (Dijon, J. Nourry. In-8, 89 p.). Pendant des siècles, c'est sur l'emplacement des cimetières que se tinrent les foires et marchés; M. Champeaux donne entre autres raisons de cet usage l'avantage qu'offrait aux marchands pour attirer la clientèle le voisinage de l'église, lieu fréquenté entre tous, et le désir de jouir des immunités qui s'attachaient au caractère sacré que revêtaient les cimetières. Le travail de M. Champeaux est intéressant encore pour la topographie dijonnaise.

Les *Discours politiques et militaires* de François de La Noue sont l'une des sources importantes de l'histoire du xvi^e siècle; c'est à un autre titre que le lieutenant Jean Taboureau les étudie. Il a été frappé des idées qu'y exprime sur le métier et l'éducation militaire cet écrivain, qui fut un des vaillants hommes de guerre et l'un des beaux caractères de son époque. La Noue voulait qu'aux qualités purement guerrières le soldat joignît des qualités morales; la barbarie qu'amène trop souvent l'ivresse du sang, le goût du pillage que la guerre développe lui étaient odieux. Aussi le lieutenant Taboureau a-t-il pu intituler le mémoire où il recueille les idées de l'illustre capitaine : *Un moraliste militaire au XVI^e siècle, François de La Noue (1531-1591)* (Paris, Henri Charles-Lavauzelle, s. d. In-8, 56 p.).

L'on a déjà beaucoup écrit sur les procès intentés aux animaux dans les siècles passés; la brochure de M. Édouard-L. de Kerdaniel : *Les animaux en justice, procédures en excommunication* (Paris,

H. Daragon, 1908. In-16, 44 p.), allonge un peu inutilement la liste de ces publications, ne nous apprenant rien de nouveau et n'étant pas un exposé complet de l'état de la question.

Depuis l'époque où elle élisait membre le naturaliste Buffon, la Société philosophique américaine ne cessa d'avoir des rapports avec la France et d'appeler dans son sein quelques-uns de nos compatriotes. M. J.-G. Rosengarten nous en fait connaître un grand nombre depuis Du Simetière, élu la même année que Buffon, jusqu'à nos contemporains Maspero, Poincaré, Becquerel et Darboux. Comme l'indique le titre de son mémoire (*The early French members of the American philosophical Society*. Reprinted from the *Proceedings of the American philosophical Society*, vol. XLVI, 1907. S. l. n. d. In-8, paginé 87-93), ce sont surtout les premiers membres français de la Société auxquels il s'intéresse; les émigrés jouèrent leur rôle dans la Société.

M. l'abbé Uzureau continue, avec un zèle qui ne se lasse point, la série de ses recherches et de ses publications sur l'Anjou. Voici d'abord *Une page de l'histoire littéraire de l'Anjou* (Extrait des *Mémoires de la Société nationale d'agriculture, sciences et arts d'Angers*. Angers, impr. de Germain et Grassin, 1908. In-8, 57 p.). C'est une notice historique de l'abbé Rangeard sur l'ancienne Académie d'Angers et sur ceux de ses membres qui ont écrit. Dans le *Présidial d'Angers, les dernières rentrées publiques avant la Révolution* (Extrait du même recueil. Ibid., 1908. In-8, 22 p.), il emprunte aux *Affiches d'Angers* les renseignements qu'elles donnent sur cette cérémonie de 1773 à 1789, avec quelques lacunes. La troisième brochure nous fait connaître les *Divisions administratives de la province d'Anjou et du département de Maine-et-Loire* (Extrait du même recueil. Ibid., 1907. In-8, 61 p.) : sous l'ancien régime, sous le régime créé par l'assemblée provinciale d'Anjou (1787-1790), sous la Constituante et la Convention, sous le régime de la constitution de l'an III, enfin depuis 1801. Sur *Les Chouans dans le Craonnais (1794-1795)* (Extrait du même recueil. Ibid., 1908. In 8, 54 p.), voici une série de rapports adressés aux administrateurs du département de Maine-et-Loire par les administrateurs du district de Segré, qu'accompagne et précise un journal des événements. De très curieux renseignements, empruntés pour la plus grande partie aux correspondances officielles, nous sont fournis dans un autre mémoire de M. Uzureau (Extrait de la *Revue des sciences ecclésiastiques*. Arras-Paris, Sueur-Charruey, 1907. In 8, 28 p.), sur *La séparation de l'Église et de l'État dans un grand diocèse (1800-1802)* et sur la renaissance du culte catholique en Maine-et-Loire avant le Concordat. Il nous fournit la liste intégrale des prêtres que l'abbé Épilloc, le vicaire général administrateur du diocèse qui joua à cette époque

le rôle considérable que l'on sait, « avait chargés d'exercer le ministère dans les diverses paroisses avant l'arrivée de l'évêque concordataire. » Enfin le même érudit a détaché du mémoire sur la statistique, dressé en 1802 par le préfet Montault des Isles, le passage relatif aux *Eaux minérales en Maine-et-Loire au début du XIX^e siècle* (Extrait du *Bulletin des sciences économiques et sociales du Comité des travaux historiques et scientifiques*. Paris, Impr. nationale, 1907. In-8, 8 p.).

Montault des Isles fut le premier préfet de Maine-et-Loire. Sur *Le premier préfet de l'Orne, J.-V.-M. Lamagdelaine (1800-1815)*, nous recevons une étude de M. le baron J. Angot des Rotours (Extrait du *Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne*. Alençon, Impr. alençonnaise, 1908. In-8, 19 p.). Original de Verdun-sur-Garonne, avocat et procureur du roi à vingt ans, avec dispense d'âge, il n'avait cessé d'exercer des fonctions administratives quand le gouvernement consulaire le commit à la préfecture de l'Orne, qu'il administra jusqu'à la Restauration sans recevoir un seul reproche.

Mes souvenirs, qui forment le tome III des *Œuvres historiques* de M. le docteur Ulysse Chevalier¹ (Romans, impr. générale Henri Deval, 1908. In-8, xiv-328 p.), sont un livre posthume qui n'était pas destiné au public, mais à la famille de l'auteur. Le docteur Chevalier, qui était un érudit estimable et dont ce ne fut pas le moindre mérite de donner à la science et de former au goût et aux méthodes de l'histoire ses deux fils, le chanoine Jules et le chanoine Ulysse Chevalier, l'admirable auteur du *Répertoire des sources historiques du moyen âge*, fut en effet attaché, avant même d'avoir vingt ans, au service médical de nos troupes. Les hasards de la vie militaire le transportèrent sur les points les plus divers du territoire ; les observations qu'il y fit sur les gens et sur les choses donnent à ses souvenirs une variété agréable. Le début en est formé par un tableau curieux de la vie d'une petite ville de province, Romans, dans les premières années du siècle dernier. Quelques lettres, dont la plupart ont son père pour destinataire, complètent et précisent les souvenirs. L'ouvrage est précédé d'un *curriculum vitae* et d'une bibliographie de l'auteur.

M. Charles de Robillard de Beaurepaire, qui est mort à Rouen le 10 août dernier, était en France l'un des meilleurs représentants de l'érudition provinciale. Compatriote de M. Léopold Delisle, qui resta son plus intime ami, il naquit le 24 mars 1828 à Avranches. C'est à l'École des chartes qu'il se forma à la méthode historique : il y eut

¹ Le tome I^{er}, paru en 1897, comprenait les *Annales de la ville de Romans* ; le tome II, paru en 1900, était consacré aux *Rues de Romans*, à des *Fragments historiques* et aux *Consuls de Romans*.

pour camarades de promotion deux savants distingués, M. Henry d'Arbois de Jubainville et M. Lucien Merlet, et il en sortit en 1850 avec une thèse sur l'*Asile religieux*, qui fut ensuite publiée dans la *Bibliothèque de l'École des chartes* et en tirage à part. Presque à sa sortie de cette école, il fut appelé à la direction des archives départementales de la Seine-Inférieure. Il y demeura plus de cinquante années, mettant sa science et son obligeance au service des érudits et travaillant à la rédaction de l'inventaire dont il n'a pas publié moins de huit volumes. En même temps, il savait utiliser les richesses de son dépôt pour des publications érudites dont il dotait notamment les recueils des sociétés savantes qui s'honoraient de le compter parmi leurs membres les plus actifs : Société des antiquaires de Normandie, Société de l'histoire de Normandie, Société des bibliophiles normands, Académie de Rouen. Il suffit de rappeler ici ses belles études sur la *Vicomté de l'eau de Rouen* (1856, in-8), ses *Notes et documents concernant l'état des campagnes de la Haute-Normandie dans les derniers temps du moyen âge* (1865, in-8), ses *Recherches sur l'instruction publique dans le diocèse de Rouen avant 1789* (1872, 3 vol. in-8), ses *Notes historiques et archéologiques concernant le département de la Seine-Inférieure* (1883-1892, 3 vol. in-8), sans oublier son édition de la *Chronique normande* de Pierre Cochon (1870, in-8), et des *Cahiers des États de Normandie* sous Charles IX, Henri III, Henri IV, Louis XIII et Louis XIV (1876-1891, 8 vol. in-8). Il avait aussi contribué à éclaircir l'histoire de Jeanne d'Arc par ses *Recherches sur le procès de condamnation* (1869, in-8), ses *Notes sur les juges et les assesseurs du procès de condamnation* (1890, in-8), et son *Mémoire sur le lieu du supplice* (1867, in-8). Ses études sur le séjour de Pascal et de sa famille à Rouen sont du plus haut intérêt. Malheureusement, la plupart des travaux de M. Charles de Beaurepaire sont dispersés dans les recueils de diverses sociétés savantes. Ne pourrait-on rendre un suprême hommage à sa mémoire en les publiant en volumes ?

E.-G. LEDOS.

REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES

I. — PÉRIODIQUES FRANÇAIS

MOYEN AGE. — Le texte défectueux de la charte de donation de la villa d'Étrépagney-en-Vexin à l'abbaye de Saint-Denis (1^{er} octobre 629) porte comme lieu d'expédition le nom bizarre de *Sauriciagore*. M. Krusch a vu là une faute de lecture et il a décomposé *Sauriciagore* en *Sauriciago fel[iciter]*. Julien Havet a corrigé *Sauriciago* en *Stirpiniaco* (Étrépagney). M. F.-G. de Pachtère estime cette correction arbitraire et s'attache à démontrer que le diplôme de Dagobert fut donné dans la villa de Sorcy en Soissonnais, où se tint peut-être l'assemblée, signalée par Frédégaire, de tous les grands laïques et ecclésiastiques de Bourgogne et d'un nombre important de ceux de Neustrie¹.

— M. Ferdinand Lot publie aujourd'hui un fragment d'un ouvrage sur les invasions scandinaves en France qu'il avait entrepris naguère et qui complète le livre de M. Walter Vogel. De nombreuses notes permettent à l'auteur de justifier chaque détail du récit qu'il nous donne de *la Grande Invasion normande de 856-862*². C'est ainsi qu'il établit que l'invasion du bassin de la Seine par les bandes de Sidroc et de Bjørn commença dans l'été de 856, et non en 855, suivant l'opinion admise jusqu'ici ; que dans les derniers mois de cette même année, les Normands, s'avancant jusqu'à Paris, brûlèrent la cité elle-même ; qu'enfin le comte de Troyes, Eudes, doit être tenu pour responsable de l'invasion de Louis le Germanique qui obligea Charles le Chauve à lever le siège de l'île d'Ocellus (septembre 858). Il nous montre au prix de quels efforts le roi de France parvint enfin à chasser les envahisseurs des régions de la Seine et de la Somme et quels secours inattendus il obtint du chef des Normands Weland qui consentit à recevoir le baptême et à prêter serment de fidélité à son adversaire de la veille.

— L'étude chronologique de M. Max Fazy sur les chartes données par Étienne, évêque de Tournai (1192-1203)³, confirme la thèse de

¹ *Le Moyen Age*, mai-juin 1908 : *Stirpiniaco, Sauriciaco. Le lieu d'expédition de la charte de donation de la villa d'Étrépagney à l'abbaye de Saint-Denis.*

— ² *Bibliothèque de l'École des chartes*, janvier-avril 1908. — ³ *Bibliothèque*

M. le chanoine Callewaert qui s'est attaché à démontrer que, jusqu'à la fin du xii^e siècle, le style pascal fut fort peu employé en Flandre : Étienne de Tournai, en effet, fit usage tantôt du style de Noël ou de la Circoncision, tantôt du style de Pâques. Aussi ne peut-on préciser la date de ses actes que s'ils font mention de l'année du sacre ou de celle de l'élection.

— L'étude de M. l'abbé Edmond Albe sur *les Léproux en Quercy*¹ confirme les résultats de l'enquête de M. Léon Le Grand sur la condition des lépreux, qui ne s'applique qu'au diocèse de Paris. Nombreuses dès le xiii^e siècle dans le Quercy, les léproseries n'étaient pas situées dans des lieux déserts, loin de toute habitation, mais s'élevaient au contraire aux portes des villes. Dans ces hôpitaux, enrichis par les testaments que seigneurs et bourgeois faisaient en leur faveur, les lépreux recevaient tous les soins que réclamait leur état et jouissaient d'une certaine liberté. C'est ainsi qu'il leur était permis de sortir toutes les fois que l'administration de leurs biens l'exigeait. M. Albe rappelle la déplorable affaire de 1321, sur laquelle la lumière est loin d'être faite et qui est, heureusement d'ailleurs, une exception. Ce fut vraisemblablement sous la pression de la colère populaire que la justice condamna au supplice du feu les lépreux de Cahors surpris au moment où ils jetaient du poison dans les eaux potables.

— M. E. Rodocanachi retrace *le Rôle du château Saint-Ange dans l'histoire de la papauté, du XIII^e au XV^e siècle*². Depuis la fin du xii^e siècle, ce château appartient à l'Église et constitua un élément essentiel de la puissance pontificale. Les papes ne se sentaient pas en sûreté au Vatican lorsque la célèbre forteresse n'était pas en leur pouvoir, aussi avaient-ils soin d'en confier la garde à des gouverneurs sûrs, le plus souvent à leurs parents. L'occupation du château par un membre de la famille Orsini contraignit Clément V, du parti des Colonna, à quitter Rome en 1305. Grégoire XI ne se risqua dans Rome qu'après avoir installé au château un gouverneur de son choix (janvier 1377). Dans les premières années du xv^e siècle, le château eut à soutenir plus d'un siège fameux, que nous rappelle l'auteur, et en maintes circonstances il servit de refuge au pape fuyant devant l'émeute. Martin V en reprit solennellement possession en 1420, et depuis ce jour le Saint-Siège demeura le maître incontesté du château et de la ville.

— En des pages où se révèle à la fois un sens profond de l'art du

de l'École des chartes, janvier-avril 1908 : *Note sur le style employé par Étienne de Tournai pour dater ses actes*. — ¹ *Le Moyen Age*, mai-juin 1908. — ² *Revue historique*, juillet-août 1908.

moyen âge et une admiration justifiée pour cet art, M. Émile Mâle nous indique les causes de sa disparition¹. Ce ne fut point la renaissance italienne, apportant avec elle des principes d'art nouveaux, qui détruisit la vieille iconographie française, mais bien la Réforme, obligeant l'Église catholique à surveiller toutes les manifestations de sa pensée et à renoncer à ses traditions faites de légendes et de rêves. Le clergé, qui avait si souvent inspiré les œuvres d'art et toujours témoigné d'une large tolérance à l'égard des artistes, se fit plus sévère après le concile de Trente. Si l'Église sauve l'art que le protestantisme avait condamné, elle veut du moins qu'il soit à l'abri de tout reproche et le dépouille de la poésie des symboles. « Il y aura encore des artistes chrétiens, il n'y aura plus d'art chrétien, » conclut l'auteur, non sans tristesse.

TEMPS MODERNES. — Lorsque l'assemblée des notables réunie à Rouen eut accepté l'édit du sol pour livre qui devait procurer les 1,500,000 écus indispensables à la continuation des opérations militaires, Henri IV s'empessa d'adresser l'acte à la Cour des aides à fin de vérification et d'enregistrement (11 mars 1597). Alors, entre la Cour des aides, suivant l'avis de son premier président Jean Chandon, et le conseil d'État, s'éleva un conflit dont M. Albert Chamberland nous rappelle les différentes phases². Après une lutte de près de deux mois, la Cour dut se résoudre à enregistrer presque sans modifications.

— M. Rémy Couzard nous retrace les négociations auxquelles donna lieu, entre Clément VIII et Henri IV, le rétablissement des Jésuites en France³. Lorsque le Roi envoya Philippe de Béthune à Rome en le chargeant d'apporter au pape l'assurance de sa bonne volonté à ce sujet, ses préventions contre l'ordre n'étaient pas toutes tombées, et les conditions rigoureuses qu'il mettait à son retour en France en étaient la preuve. Mais bientôt les rôles furent renversés : blessé par cette thèse, soutenue par certains Jésuites, qu'il est de foi que le souverain pontife est infaillible, mais non pas Clément VIII, et désapprouvant la doctrine de Molina sur le libre arbitre, le pape sembla se désintéresser du sort de la Compagnie de Jésus en France ; le Roi, au contraire, séduit par l'urbanité du P. Armand et par l'éloquence du P. Coton, se fit pressant auprès du Saint-Siège et réclama par l'intermédiaire du nonce les lettres qu'il attendait depuis dix-huit mois. Le 1^{er} septembre 1603, les Jésuites étaient rétablis en France.

¹ *La Revue de Paris*, 15 juin 1908 : *Comment l'art du moyen âge a fini*. —

² *Revue Henri IV*, avril-mai 1908 : *Jean Chandon et le conflit de la Cour des aides avec le Conseil du Roi*. — ³ *Ibid.* : *Le rétablissement des Jésuites en France par l'édit de Rouen*.

— A l'époque où la réunion d'une Commission du commerce par Henri IV indiquait clairement les préoccupations royales, les commerçants étrangers, toujours attirés vers la France, redoublèrent d'efforts pour obtenir la disparition des entraves qu'ils subissaient à Paris. M. Gustave Fagniez publie un mémoire exposant au roi les doléances des commerçants étrangers qui réclamaient leur assimilation aux commerçants parisiens¹. Il accompagne ce mémoire d'un intéressant commentaire et nous indique les avantages accordés par le Roi aux commerçants étrangers qui venaient vendre à Paris.

— *L'Avis de Villeroy à la reine Marie de Médicis* (10 mars 1614)², publié par M. J. Nouaillac, prouve qu'à ce moment ce ministre se rangea du côté des partisans de la paix, contrairement à l'opinion de Zeller qui le représente comme ayant conseillé la guerre. Villeroy conseilla bien la guerre, mais seulement en janvier et en février, au début de la crise, lorsque l'on pouvait encore attaquer les princes avant qu'ils fussent en état de se défendre. Après la lettre-manifeste de Condé, du 21 février, il était trop tard pour tenter un coup de force, et Villeroy engagea la reine à prendre l'initiative de la réforme des abus et à accorder aux princes les grâces qu'ils réclamaient.

— Louis XIII ayant appelé la Chambre de l'Édit de Guyenne à siéger dans la ville d'Agen, les Néraçais tentèrent une démarche auprès du Roi pour la ramener dans leurs murs. Inquiète, la ville d'Agen envoya deux députés vers le souverain, pour le prier de lui continuer ses bonnes grâces. M. J.-R. Marboutin publie une lettre de Buard, l'un des députés, qui raconte son voyage, et la réponse du Roi aux consuls agenais qui obtinrent gain de cause³.

— Primi Visconti, d'une famille alliée aux Visconti de Milan, s'acquit quelque renommée à la cour de Versailles par ses talents de graphologue. C'était à qui obtiendrait de lui une consultation, et Marie-Thérèse, Madame, la Grande Mademoiselle, la comtesse de Soissons avaient souvent recours à ses prétendues lumières. Louis XIV lui-même avait pour lui une certaine considération. M. Jean Lemoine a publié, dans la *Revue de Paris*⁴, d'intéressants extraits des *Mémoires sur la cour de Louis XIV* (1678-1681), qu'a laissés Primi. L'auteur savait bien voir et maniait élégamment la plume : aussi lira-t-on avec plaisir les anecdotes sur le Roi, ses ministres et ses maîtresses qu'il a pris soin de noter. Il ne semble pas avoir eu beaucoup d'estime pour la plupart des courtisans qu'il fréquentait, et ce

¹ *Revue Henri IV*, avril-mai 1908 : *La condition des commerçants étrangers en France au commencement du XVII^e siècle*. — ² *Ibid.* — ³ *Revue de l'Agenais*, janvier-février 1908 : *Une députation agenaise vers le Roi en 1616*. — ⁴ 15 juillet et 1^{er} août 1908.

n'est pas sans une pointe de mépris qu'il nous déclare que « la cour est la plus belle comédie du monde. »

— C'est dans l'étude du caractère alsacien que M. Léon Lefébure trouve l'explication de la résistance obstinée de l'Alsace à la domination française, comme aussi, après son échec, de son attachement si prompt pour notre pays ¹. L'Alsace, qui n'est pas seulement au ^{xvii}^e siècle une expression géographique, mais qui possède une forte et puissante individualité, veut à tout prix conserver son autonomie et ses libertés municipales. Si elle souhaite le maintien de la tutelle purement nominale de l'Empire qu'elle n'aime point, c'est qu'elle voit là le moyen le plus sûr de ne pas aliéner son indépendance. Après le traité de Nimègue, toute résistance cessa et bientôt la fusion de ce petit peuple avec la nation française fut complète. Parmi les raisons qui hâtèrent ce résultat, l'auteur signale : un sentiment de reconnaissance pour la France qui lui conserve ses franchises et s'attache avec bonté et délicatesse à lui donner une prospérité inconnue jusque-là ; la fierté de participer à l'éclat du nom français et un commun amour de la gloire militaire.

— Le désir de barrer la route de Lorraine au duc Charles IV, aussi bien que de réduire à une soumission complète les villes impériales et la noblesse immédiate d'Alsace, détermina Louis XIV à entreprendre un voyage dans cette province. M. J. Bourgeois nous montre avec quelle facilité fut atteint ce but ² : la soumission successive des villes de la Décapole amena celle de toute la noblesse immédiate d'Alsace, et le démantèlement de Schlestadt et de Colmar rendit illusoires les projets de Charles IV.

— M. Ferdinando de Bojani expose les négociations auxquelles donna lieu l'affaire du « quartier, » bientôt compliquée par l'affaire de la régale et par la nomination de l'archevêque de Cologne ³. Ce conflit entre Louis XIV et Innocent XI fut déplorable à tous égards : l'obstination du Roi à réclamer le maintien d'un abus évident ne valut à la France aucun avantage, mais elle empêcha le pape, tenace dans ce qu'il croyait son devoir et inaccessible aux mobiles intéressés de la politique humaine, de mener à bien la réorganisation des pouvoirs civils et religieux dans la ville de Rome, dont la suppression des quartiers était la préface indispensable.

— C'est à tort, suivant M. Henri Sée ⁴, que Voltaire passe, auprès

¹ *Le Correspondant*, 25 juillet 1908 : *Le drame de l'âme alsacienne au XVII^e siècle. De l'autonomie à l'union, 1635-1681.* — ² *Revue d'Alsace*, juillet-août 1908 : *Voyage de Louis XIV ; son séjour à Sainte-Marie-aux-Mines (1673).* — ³ *Revue d'histoire diplomatique*, n° 3 de 1908 : *L'affaire du « Quartier » à Rome à la fin du XVII^e siècle. Louis XIV et le Saint-Siège.* — ⁴ *Revue historique*, juillet-août 1908 : *Les idées politiques de Voltaire.*

de certains critiques, pour n'avoir eu sur la politique que des idées superficielles et quelque peu contradictoires. Il a montré que la politique devait être soumise aux règles de la raison et qu'on pouvait lui appliquer la méthode historique. « Établir la tolérance, émanciper la personne humaine de l'autorité ecclésiastique, garantir la liberté individuelle sous toutes ses formes, abolir une législation surannée : voilà le très simple et très beau programme — proclame M. Sée — qu'il a proposé à ses contemporains et dont il a été l'apôtre infatigable. » Le régime constitutionnel paraît avoir eu ses préférences ; mais il ne croit pas que la République puisse convenir aux grands États centralisés. Si l'égalité absolue lui paraît une utopie, il appelle de ses vœux la disparition des inégalités les plus choquantes. Voltaire n'a pas été un théoricien comme Montesquieu ou comme Rousseau ; mais, esprit clair et pratique, il a préconisé un ensemble de réformes immédiatement réalisables.

— Abandonné par les princes, le château de Vincennes abritait, dans les dernières années de l'ancien régime, une petite société très mêlée qui avait obtenu de la faveur royale le privilège très envié d'un logement gratuit. M. Dauphin Meunier nous conte l'existence des singuliers personnages, plus ou moins illustres ou recommandables, que le hasard y avait réunis de 1765 à 1790¹. Bien que ces hôtes du Roi se plaignissent sans cesse de l'incommodité des pièces qui leur étaient réservées et de la surveillance tracassière de M. de Rougemont, investi du commandement du château en l'absence du gouverneur, le séjour ne manquait point de charmes, car aucun d'eux ne se souciait d'en changer. Entre eux et les prisonniers du donjon, frondeurs, libertins, prodiges ou débauchés, il y avait plus d'un point de ressemblance, et la complaisance rétribuée des porte-clefs permettait aux uns et aux autres de correspondre ou même de se voir. Le départ de Rougemont fit entrevoir un moment à la société de Vincennes une ère de prospérité sans fin ; pour assurer son bonheur, elle s'était même donné une constitution idéale, lorsque la Constituante décida la désaffectation du château.

— M. L. Delplace nous donne, dans les *Études*², un excellent résumé de l'histoire de la *Suppression des Jésuites* (1773-1814). Il nous montre comment les cours bourbonniennes, n'ayant pu obtenir du pape Clément XIII la suppression de l'ordre qu'elles avaient persécuté, tentèrent un effort définitif sous son successeur, élu grâce à leur pression sur le conclave. Après avoir lutté quelque temps, Clément XIV se laissa arracher le bref *Dominus ac redemptor* qui, tout

¹ *Le Correspondant*, 10 juillet 1908 : *Au château de Vincennes, de 1765 à 1790, d'après des documents inédits.* — ² 5 et 20 juillet 1908.

en sacrifiant l'ordre aux cours d'Espagne, de France et de Naples, laissait intact l'honneur de la Compagnie. Sous Pie VI, les ministres des cours bourboniennes empêchèrent, par leurs menaces, le P. Ricci de recouvrer sa liberté, mais néanmoins la situation des anciens membres de l'ordre s'améliora : ils purent se réunir dans les États pontificaux, et les Jésuites russes, qui s'étaient légitimement maintenus dans la Russie blanche, le bref de Clément XIV n'y ayant pas été publié, obtinrent l'autorisation d'ouvrir un noviciat (1779) ; le provincial de la Russie blanche fut nommé vicaire général, et un Jésuite fut accepté par le Saint-Siège comme coadjuteur de l'archevêque de Mohilev. La situation difficile où se trouva Pie VI l'empêcha seule de rétablir canoniquement la Société de Jésus.

RÉVOLUTION ET EMPIRE. — Les curés étant dans maintes paroisses de campagne les seules personnes capables de lire et d'interpréter un document législatif, la Constituante jugea bon d'ordonner à tous les desservants de lire ses décrets au prône (23 février 1790). M. Albert Mathiez nous retrace la résistance opposée à cette mesure par les curés « aristocrates ¹. » Les plus courageux refusèrent de se soumettre ; les plus modérés se résignèrent, mais en ayant soin de réfuter les décrets qui blessaient leur conscience. Les curés patriotes saisirent avec empressement l'occasion de manifester leur adhésion aux décrets de la Constituante. L'Assemblée comprit l'imprudence qu'elle avait commise en prétendant transformer partout le clergé en agent de la Révolution. Un nouveau décret chargea les municipalités de campagne de donner lecture des lois à l'issue de la messe paroissiale (2 novembre 1790). Dans les paroisses où la municipalité était hostile au nouvel ordre de choses, les patriotes instituèrent des *lecteurs*, qui bientôt se firent les panégyristes de la Révolution.

— Les Corses se soumirent généralement aux décrets de la Constituante relatifs à l'organisation de l'Église en France et les curés prêtèrent sans grandes résistances le serment que l'on exigeait d'eux. A Bastia, cependant, l'opposition à la constitution civile revêtit une forme violente. M. Paul Robiquet nous conte comment le Florentin Philippe Buonarrotti, le futur disciple de Babeuf, alors commis des bureaux du département, fut chassé de Bastia et embarqué pour Livourne, non sans avoir été fort malmené par les émeutiers, qui lui reprochaient d'avoir répandu « des maximes contraires à la religion et tendantes à inspirer du mépris pour les ministres des autels ². »

— Poursuivant son étude sur *Le Clergé français réfugié en Es-*

¹ *Annales révolutionnaires*, avril-juin 1908 : *La lecture des décrets au prône sous la Constituante*. — ² *La Révolution française*, 1^{er} juin 1908 : *Buonarrotti, une émeute cléricale à Bastia, en juin 1791*.

pagne (1792-1802) ¹, M. J. Contrasty publie le mémoire écrit à l'époque par le curé de Loubens, Darailh, en réponse aux reproches qu'on adressait aux prêtres émigrés. Du mois de septembre 1792 à la fin de 1794, des prêtres de tous diocèses ne cessèrent de pénétrer en Espagne. L'abbé Darailh nous montre toutes les classes de la société rivalisant de zèle pour les recevoir. L'invasion d'un si grand nombre d'étrangers ne fut pas sans occasionner quelque désarroi dans les villes où ils se réfugiaient : aussi, le conseil de Castille engagea-t-il Charles IV à réglementer les conditions du séjour des prêtres français en Espagne.

— M. Arthur Chuquet rappelle le rôle militaire de Dagobert à l'armée du Var, dite bientôt armée d'Italie, en 1792-1793, les mesures qu'il prit pour mettre fin au pillage de Nice, ses efforts pour empêcher la disgrâce d'Anselme, la part brillante qu'il eut à l'affaire de Sospel et à l'expédition de la Vésubie ².

— M. Bernard de Lacombe nous retrace l'existence de Talleyrand émigré ³. Chargé de négocier une alliance défensive avec le gouvernement britannique, Talleyrand avait vu ses efforts échouer après la journée du 10 août, qui avait soulevé en Angleterre une réprobation unanime contre la révolution française. Menacé par les jacobins, il essaya vainement d'échapper à l'orage en se plaçant sous la protection de Danton. Il dut renoncer, pour un temps, à jouer un rôle politique et s'estimer heureux de sauver sa tête en obtenant un passeport pour l'Angleterre où il se rendit sans aucune mission officielle. Une lettre découverte dans la fameuse « armoire de fer » le compromit définitivement : il fut décrété d'accusation et son nom figura sur la liste des émigrés. Bientôt même le gouvernement anglais lui donna l'ordre de quitter les Iles britanniques. Réfugié aux États-Unis, Talleyrand, comme il l'avait fait en Angleterre, chercha par tous les moyens possibles à servir la France, et sut se concilier de précieuses sympathies. Après la chute de Robespierre, les amis que M^{me} de Staël comptait à la Convention s'employèrent avec ardeur à obtenir la radiation sur la liste des émigrés du nom de Talleyrand, qui put enfin revenir en France.

— On sait quels redoutables ennemis pour le Directoire furent les chouans, excitant partout les populations contre le gouvernement et, par leur audace et la rapidité de leurs mouvements, déjouant toutes les recherches. M. Robert Anchell nous indique les procédés de répression employés contre eux dans le département de l'Eu en l'an VII et

¹ *Revue de Gascogne*, mars, avril, mai et juin 1908. — ² *Annales révolutionnaires*, avril-juin 1908 : *Dagobert à l'armée d'Italie*. — ³ *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} juillet et 1^{er} août 1908 : *Talleyrand émigré. I. En Angleterre (1792-1794). II. En Amérique (1794-1796)*.

en l'an VIII¹. L'administration centrale s'appliqua d'abord à vérifier, au moyen de perquisitions répétées, l'identité de toute personne en déplacement et à soumettre à une minutieuse réglementation la vente et le port des armes. Le manque d'empressement de la population à seconder l'application de ces mesures les rendit inefficaces. L'emploi de la troupe, et principalement des gardes nationales, ne donna pas de meilleurs résultats et la chouannerie se prolongeait encore dans l'Eure au moment du coup d'État de brumaire. L'avènement du Consulat marqua la suspension des hostilités contre les chouans.

— Parmi les *Cent lettres inédites de Bonaparte*², que publie M. Arthur Chuquet, quelques-unes ont une ligne et la plupart offrent peu d'intérêt. C'est, comme en convient l'éditeur, le résidu de la correspondance de l'Empereur. Il valait cependant la peine de tirer ces lettres de l'oubli, car, écrites entre le 2 novembre 1793 et le 6 juillet 1796, elles datent d'une période de la vie de Napoléon pour laquelle les documents sont relativement rares. Les principaux destinataires sont : Gassendi, Andréossy, Faultrier, Berlier, d'Urtubie, Dujard, officiers de l'armée de Toulon ou de l'armée d'Italie.

— De nouvelles recherches ont permis à M. Henri Welschinger de compléter ce que l'on savait des négociations relatives au sacre de Napoléon, et de la cérémonie elle-même du sacre³. Pie VII accepta d'aller à Paris sacrer et couronner l'Empereur, parce que c'était pour lui une occasion unique de résoudre en personne certaines difficultés religieuses, comme la question des articles organiques et des évêques constitutionnels. En dépit de la promesse de se conformer à l'ancien cérémonial, qui ne séparait pas le sacre du couronnement, Napoléon pressa Cambacérès de lui trouver un moyen de se dérober à ses engagements, et, l'avant-veille du sacre en effet, le pape reçut communication du cérémonial que le gouvernement français désirait suivre. Sur certains points de détail, Pie VII céda, mais il fut stipulé que le pape remettrait la couronne à l'Empereur agenouillé au pied de l'autel, et que, dans le cortège, les évêques marcheraient dans l'ordre de leur institution canonique. En refusant de prendre la couronne des mains de Pie VII, Napoléon lui fit un affront qui produisit un effet déplorable parmi les nations catholiques.

— En deux circonstances, que nous rapporte M. Le Glay⁴, Thomas d'Arezzo, prélat lettré et fin diplomate, vit sa carrière arrêtée par Napoléon. En 1804, Arezzo, depuis peu ambassadeur extraordinaire à

¹ *La Révolution française*, 14 juin 1908 : *La Répression de la chouannerie dans l'Eure*. — ² *Annales révolutionnaires*, avril-juin 1908. — ³ *Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques, compte rendu*, mai 1908 : *Le Couronnement de Napoléon*. — ⁴ *Revue d'histoire diplomatique*, n° 3 de 1908 : *Mgr Arezzo. Une victime de Napoléon*.

Saint-Petersbourg, dut quitter ce poste lorsque le Saint-Siège, comme l'exigeait le Premier Consul, eut remis entre les mains des autorités françaises l'émigré naturalisé Vernègues. Après Iéna, Napoléon chargea le même Arezzo d'obtenir que le pape chassât les Anglais de ses États. Il ne lui pardonna pas d'avoir échoué dans sa négociation, et lorsque les troupes françaises s'emparèrent de Rome, Arezzo, qui venait d'être nommé gouverneur de cette ville, fut arrêté et déporté en Corse. Mais il parvint à s'évader et regagna l'Italie en 1814.

— M. Ernest d'Hauterive nous retrace les tentatives d'assassinat dirigées contre Napoléon par un jeune étudiant saxon, Ernest-Christophe-Auguste von der Sahla, en 1811 et en 1815 ¹. Son but en tuant l'Empereur était moins de délivrer l'Allemagne, comme l'avait voulu faire Staapa, que d'attacher son nom à celui de l'Empereur. Ayant refusé de s'engager à ne plus attenter aux jours de l'Empereur, celui-ci le fit enfermer à Vincennes pour y recevoir les soins que son état mental paraissait réclamer. Rendu à la liberté par les alliés, il fut cruellement blessé par un paquet de poudre fulminante qu'il portait sur lui et dont il se proposait de faire usage contre Napoléon à la séance solennelle de la Chambre des députés, le 7 juin 1815.

— Dans une étude sur *la Chute du sénat napoléonien en Italie* ², M. Giuseppe Gallavresi s'applique à faire ressortir la clairvoyance et le patriotisme dont fit preuve en 1814 le chancelier du royaume d'Italie, Melzi, et montre l'injustice de toute assimilation entre son rôle et celui de Talleyrand à la même époque. Dans la mémorable et dernière séance du sénat (17 avril 1814), dont l'auteur nous retrace les débats, la majorité de cette assemblée, ennemie du vice-roi, ne sut pas comprendre que le seul moyen d'obtenir des alliés la constitution du royaume d'Italie en un État libre était de leur représenter ce royaume intimement uni au prince Eugène. Trois jours plus tard, l'émeute dispersa les représentants de ce corps qui pouvait être considéré comme le porte-parole de la nation, et inconsciemment le gouvernement provisoire, issu de ce mouvement populaire, livra le royaume d'Italie à l'Autriche.

HISTOIRE CONTEMPORAINE. — Entre autres calomnies, M^{me} de Boigne, dans ses Mémoires récemment publiés, a prétendu que la fille mise au monde à Blaye par la duchesse de Berry n'était pas l'enfant du comte Lucchesi-Palli et que, pour sauver l'honneur de la mère, on supposa un mariage entre elle et Lucchesi, mariage qui n'aurait eu lieu que

¹ *Revue des études historiques*, juillet-août 1908 : *Un attentat contre l'Empereur, « l'accoucheur de Marie-Louise. »* — ² *Revue d'histoire diplomatique*, n° 3 de 1908.

plus tard. M. Costa de Beauregard répond à ces fausses imputations ¹. Après nous avoir raconté, d'après les lettres de Bugeaud, la détention de la duchesse et la naissance de sa fille, il nous prouve que Marie-Caroline fut véritablement mariée au comte Lucchesi, le 14 décembre 1831, et qu'en 1832, neuf mois avant son internement à Blaye, elle alla voir à La Haye son mari, chargé d'affaires du roi de Naples. D'après les papiers mêmes du comte Auguste de La Ferronnays, M. de Beauregard nous retrace la mission dont la duchesse de Berry, désireuse de revoir ses enfants, le chargea auprès de Charles X et qui aboutit à la réconciliation de la nièce et de l'oncle.

— Après un exposé de la politique de la Prusse dans le Levant avant la reconstitution de l'empire allemand, M. F. Clément-Simon fait ressortir les avantages que cette puissance sut recueillir de ses diverses interventions dans les affaires orientales, sans avoir jamais tiré l'épée ². Cette politique, conclut l'auteur, « n'eut jamais en elle-même son propre objectif ; elle fut une matière d'échange, un moyen de pression ou de séduction que les diplomates prussiens utilisèrent au mieux des intérêts européens de leur patrie. » Il n'en va pas de même aujourd'hui et l'on sait que l'empire allemand, sous l'impulsion de Guillaume II, cherche à prendre pied à Constantinople pour son propre compte.

HISTOIRE LOCALE. — La *Revue de l'Agenais* ³ commence la publication d'un travail de feu M. l'abbé J. Broconat sur *la Roumieu*. Les premiers chapitres rappellent les origines de la Roumieu, la fondation du prieuré en 1082, la vie du célèbre cardinal Arnaud d'Aux (1270-1321) intimement liée à l'histoire de la ville où il était né et où il fit construire la magnifique église de Saint-Pierre et fonda un chapitre collégial.

— M. Ph. Lauzun a entrepris une étude à la fois archéologique et historique du château de Lauzun ⁴. Grâce à un mémoire sur l'état du château et à un plan exécutés en 1784, il a pu tenter une description de cette demeure seigneuriale, indiquant les nombreux remaniements qu'elle a subis depuis le XIII^e siècle jusqu'à nos jours. Puis, retraçant l'histoire de Lauzun à l'époque romaine, il établit que la ville actuelle s'élève sur l'emplacement de l'antique *Elusone* et que *Primuliacum*, la célèbre villa de Sulpice Sévère, était situé aux environs des villages de Périllac et de Milhac.

— *Le Tombeau des Durfort* ⁵, conservé pendant trois siècles dans la chapelle du château de Lafox, fut donné vers 1879 au musée

¹ *Revue des Deux Mondes*, 15 juin 1908 : *Le Mariage secret de la duchesse de Berry*. — ² *Revue d'histoire diplomatique*, n° 3 de 1908 : *La Politique de la Prusse en Orient (1763-1871)*. — ³ Janvier-février 1908. — ⁴ *Revue de l'Agenais*, janvier-février, mars-avril 1908 : *Le Château de Lauzun*. — ⁵ *Ibid.*

d'Agen. L'étude de ce tombeau permet à M. J.-R. Marboutin d'en fixer la date au milieu du xvi^e siècle et d'identifier les personnages qu'il représente, Étienne de Durfort, mort en 1532 ou 1533, et Rose de Montesquieu, sa seconde femme.

— Dans une étude consacrée à l'*Abbaye de Masevaux*, M. Ed. Gasser insiste principalement sur les droits et prérogatives dont jouit cette abbaye, depuis sa fondation au viii^e siècle jusqu'à sa disparition à la fin du xviii^e, et rappelle ses démêlés avec les pouvoirs ecclésiastique, civil et militaire¹.

— M. Th. Walter nous fait connaître les tentatives d'exploitation des mines d'argent de la vallée de Soultzmatt aux xv^e et xvi^e siècles².

— Dans ses deux derniers articles sur *le comté de Ribeaupierre en 1789*³, M. Ch. Hoffmann montre qu'à l'époque de la Révolution, les protestants ne formaient qu'une communauté de fait et non de droit en ce pays. La mauvaise humeur des protestants de Ribeauvillé ne connut plus de bornes lorsque le clergé des districts de Colmar et de Schlestadt eut demandé, dans ses cahiers, la démolition du temple élevé à Ribeauvillé, contrairement à la teneur du traité de Westphalie. Si la tentative d'empoisonnement dont les Pères Augustins faillirent être les victimes ne doit pas être imputée aux protestants, elle n'en contribua pas moins à accroître l'agitation générale, qui se manifesta par de graves désordres à Wyhr, à Hutiren, à Ribeauvillé et à Sainte-Marie. L'administration provinciale disparut en octobre 1790, sans avoir pu rétablir le calme dans le comté.

— M. Paul de la Bigne nous fait connaître *Combour et ses seigneurs*⁴. Cette seigneurie, créée en 1037 par l'archevêque de Dol, Guinguené, en faveur de son frère Rivallon I^{er}, fut formée d'un démembrement du domaine temporel de l'archevêché. L'auteur nous retrace succinctement la biographie des seigneurs qui la possédèrent au temps des Combour (1039-1162); des Combour-Soligné (1162 à 1340 env.); des Châteaugiron, des Raguenel et des Du Chastel (1350 env. à 1490 env.).

— Les nouveaux chapitres de l'étude de M. Henri Sée sur *les Classes rurales en Bretagne, du XVI^e siècle à la Révolution*⁵, sont relatifs aux prestations, à la milice et à l'exploitation agricole. Le logement des troupes de passage est pour les paysans une source de grosses dépenses et de vexations de toutes sortes. Les charrois militaires donnent lieu à des abus d'autant plus nombreux que les ordon-

¹ *Revue d'Alsace*, juillet-août 1908. — ² *Ibid.*, mars-avril 1908 : *Les Mines d'argent dans la vallée de Soultzmatt*. — ³ *Ibid.*, mars-avril, mai-juin 1908. — ⁴ *Revue de Bretagne*, avril-mai 1908. — ⁵ *Annales de Bretagne*, juillet 1908.

nances royales concernant cette prestation ne sont pas toujours observées. La corvée, établie en Bretagne dès 1730, est pour les paysans la plus lourde des prestations. A partir de 1770, l'on fit quelques efforts pour l'alléger, elle se maintint toutefois dans cette province jusqu'à la Révolution. La charge de la milice retomba surtout sur les moins aisés des paysans, parmi lesquels les cas de désertion n'étaient pas rares. L'équipement des miliciens, qui incombait aux paroisses, constituait encore pour elles une lourde charge. M. Sée nous expose les raisons qui s'opposèrent, en Bretagne, à la disparition de landes et de terres incultes.

— M. J. Letaconnoux termine son étude sur *le Régime de la corvée en Bretagne au XVIII^e siècle*¹. Il montre que si la corvée a permis de décupler en un demi-siècle le réseau des routes bretonnes, elle fut incapable d'assurer la solidité et l'entretien de ces routes. Cependant, tandis que les intendants en suspendaient le fonctionnement dans toute la France en 1776 et en 1786, le parlement de Rennes refusait d'enregistrer les édits ordonnant cette suppression, et les États de Bretagne, qui avaient écarté l'intendant de l'administration des grands chemins, continuaient à imposer cette charge aux paysans.

— Les derniers chapitres de l'étude de M. P. Merlet sur l'histoire du district de Rochefort pendant la Révolution sont consacrés à la réaction thermidorienne, au rôle du clergé et à la vente des biens confisqués par la nation². De ce travail se dégage la conclusion que la chouannerie fut, au pays de Rochefort, un mouvement surtout clérical.

— La *Revue d'histoire de Lyon*³ publie le procès-verbal de la procession et des fêtes qui eurent lieu dans cette ville, en 1569, pour célébrer le triomphe des troupes catholiques à Jarnac. Ce document nous fait connaître ce qu'étaient à cette époque les réjouissances publiques.

— M. l'abbé L. Chatelard recherche comment la corvée fut appliquée dans le Lyonnais et quelle opposition elle y rencontra⁴. Soixante ans après son établissement, rien n'avait encore été fait dans cette région pour les chemins de grande communication qui restaient impraticables, et les chemins de traverse n'existaient pour ainsi dire pas. Les paroisses demeuraient encore isolées et les habitants devaient rejoindre les grands chemins à travers des fondrières.

¹ *Annales de Bretagne*, juillet 1908. — ² *Revue de Bretagne*, février et mars 1908 : *Essai sur l'administration générale d'un district pendant la Révolution. Le district de Rochefort (Morbihan), 1^{er} juillet 1790-20 mai 1795*. — ³ Mars-avril 1908 : *Célébration de la victoire de Jarnac à Lyon en 1569*. — ⁴ *Revue d'histoire de Lyon*, mai-juin 1908 : *La corvée royale dans le Lyonnais*.

— A en juger d'après l'étude de M. Philippe Gonnard sur la conscription dans la Loire à l'époque du Consulat et de l'Empire ¹, il semblerait que ce mode de recrutement fut odieux dès le début aux populations, qui n'attendaient pas pour l'attaquer les abus qui en devaient être faits à partir de 1812. En tout cas, l'horreur des obligations militaires se manifesta d'une manière constante parmi les paysans du département de la Loire, incapables de comprendre la nécessité du sacrifice individuel à l'intérêt général.

— Dans la suite de son étude sur *les Cent-Jours à Lyon* ², M. Pierre Gonnet expose les services que la fédération lyonnaise, unie aux fédérations de Bourgogne et du Dauphiné, rendit à la cause bonapartiste en groupant tous les partisans du gouvernement impérial et en prévenant tout mouvement hostile de la part de ses adversaires. Il passe ensuite en revue les mesures prises par les autorités pour mettre Lyon en état de défense et organiser l'armée des Alpes. Les Lyonnais qui, dans un généreux élan de patriotisme, avaient travaillé à la construction des ouvrages de défense et, selon le mot de Mouton-Duvernet, pensaient que « Lyon serait le palladium de la liberté française, » firent éclater leur colère et leur indignation, en apprenant la signature de l'armistice qui livrait la ville aux Autrichiens.

— On doit à M. l'abbé L. Charrault une bonne monographie de *Châteauneuf-Val-de-Bargis* ³, contenant l'histoire du pays depuis les origines (vi^e siècle) jusqu'à nos jours, l'histoire de la paroisse, suivie d'une courte biographie des curés depuis le xvii^e siècle, l'histoire de la seigneurie et de la commune de Châteauneuf, enfin la liste des localités, fermes ou hameaux qui dépendaient de Châteauneuf, avec l'indication de leurs divers propriétaires.

— L'histoire de la paroisse de Chaulgnes en Nivernais pendant la Révolution, que nous retrace M. l'abbé J. Charrier ⁴, à l'aide des registres à peu près complets des délibérations municipales, est celle d'un grand nombre de localités à la même époque. Le curé, Jean-Étienne Biton, adhère à la constitution civile du clergé, puis rétracte son serment, après la publication du bref du 13 avril 1791. Cet acte attire sur la tête de l'abbé Biton les foudres administratives : il est destitué de ses fonctions de maire et réputé démissionnaire de sa cure. Depuis ce jour c'est la guerre entre les habitants de Chaulgnes, les uns — et ils forment la majorité — soutenant leur curé légitime, les autres se déclarant pour le curé assermenté Level. Sous

¹ *Revue d'histoire de Lyon*, mars-avril 1908 : *Mœurs administratives du Premier Empire, la conscription dans la Loire*. — ² *Ibid.*, mars-avril, mai-juin 1908. — ³ *Bulletin de la Société nivernaise des lettres, sciences et arts*, 3^e fasc. de 1908. — ⁴ *Ibid.* : *Une paroisse nivernaise pendant la Révolution (Chaulgnes, 1789-1803)*.

la Terreur, Level, d'abord arrêté comme suspect, quitte définitivement sa paroisse, lorsque la Convention décrète la suppression du culte. Peu avant le 9 thermidor, l'église de Chaulgnes est pillée par des gens étrangers au pays. Après la signature du Concordat, la paroisse a pour desservant un abbé Étienne Moiroud, auquel la commune alloue une indemnité de 800 livres.

— Le « manuscrit de Sennely, » publié par M. Émile Huet, est une sorte de livre de raison où le prieur de la paroisse de Sennely (Loiret), Christophe Sauvageon, a noté très soigneusement tous les incidents de sa vie curiale de 1675 à 1710, date de sa mort. Le prieur dépendait de l'abbaye de Saint-Euverte d'Orléans, dont il tenait son bénéfice, et aussi, bien entendu, de l'évêque ; mais vis-à-vis de l'État sa liberté était absolue. Ses remarques sur les ressources du pays et le caractère de ses habitants présentent un réel intérêt ¹.

— M. Gustave Macon publie une série d'actes relatifs à la seigneurie de Caneville, près Creil, qu'il accompagne d'un intéressant commentaire (1226-1419) ².

— Le parc de Betz, avec les monuments et curiosités de toutes sortes qu'il renfermait, fut créé de toutes pièces et à grands frais, de 1780 à 1789, par Marie-Catherine Brignolé, princesse de Monaco. C'était, à l'époque, le plus beau jardin anglais qu'il y eût en France. Aussi lira-t-on avec intérêt la *Description historique du château de Betz*, anonyme et inédite, rédigée en 1792 ou 1793, que publie M. G. Macon, en l'accompagnant de notes explicatives et d'un complément emprunté aux auteurs qui se sont déjà occupés du sujet ³.

— L'analyse des registres municipaux de Senlis, que nous donne M. Amédée Margry, nous permet de nous faire une juste idée de ce que fut, dans cette ville, le régime de la Terreur, inauguré par l'arrivée des représentants du peuple en mission, Collot d'Herbois, Lejeune (de l'Indre), Isoré, Lequinio ⁴. Le régime de la Terreur fut si bien établi à Senlis qu'il semble n'avoir laissé à la municipalité d'autre désir que celui de témoigner, en toutes circonstances, son attachement aux puissants. Après l'exécution d'Hébert, de Danton et de Robespierre, c'est toujours la même explosion de joie. Le conseil se félicite de voir le pays purgé des imposteurs et des traîtres qui déshonorent la république et menacent de la renverser.

BIOGRAPHIE. — M. René Fage publie, d'après un manuscrit de

¹ *Mémoires de la Société archéologique de l'Orléanais*, t. XXXII, 1908 : *Le manuscrit du prieur de Sennely*. — ² *Comité archéologique de Senlis. Comptes rendus et mémoires*, t. X, 1907 : *Caneville*. — ³ *Ibid.* : *Les jardins de Betz*. — ⁴ *Ibid.* : *Senlis sous la Terreur (d'après les registres municipaux)*, 1^{er} août 1793-14 octobre 1794.

l'Arsenal, des *Lettres inédites de Baluze à Fénelon*¹, relatives à l'édition que le savant érudit préparait des œuvres de saint Cyprien, qui renferment d'utiles renseignements historiques et bibliographiques. Une allusion au détournement des manuscrits des Flandres, dans une lettre de Baluze, amène l'éditeur à examiner le rôle que cet érudit a pu jouer dans cette affaire. Il ne croit pas que Baluze, comme il en fut accusé, ait eu jamais recours à l'autorité de son maître pour enrichir la Colbertine, ni qu'il ait grossi son propre cabinet aux dépens de la bibliothèque dont il avait la garde.

— Dans un dernier article sur M^{me} de Tencin², M. Maurice Masson, après avoir étudié ses romans, volontairement impersonnels et d'une froide correction, nous décrit les réceptions de la rue Saint-Honoré, où fréquentent les beaux esprits et les gens de lettres. Selon la tradition du XVIII^e siècle, on y fait des portraits et des maximes, et l'on s'applique à y déchiffrer l'énigme du cœur humain. A côté des mardis officiels, un peu cérémonieux, il y a des réunions plus intimes où l'on cause en toute liberté et où M^{me} de Tencin se révèle tout entière, avec ses qualités et ses défauts. C'est dans les débris de sa correspondance qu'il faut, aujourd'hui, chercher un écho de ces libres conversations. Elle y apparaît frémissante de vie, avec ses haines vivaces, ses amitiés passionnées, sa volonté virile toujours tendue, et aussi son absence de toute moralité.

— M. Louis Duval nous retrace la biographie de Samuel de Frotté de La Rimblière, oncle de Louis de Frotté, le futur chef des insurrections normandes³. Le livre de compte de Frotté lui a permis de nous donner les renseignements les plus précis sur l'administration du domaine de La Rimblière. En plus de l'intérêt que ce journal présente au point de vue économique, il renferme encore une véritable chronique agricole, fort riche en observations météorologiques, et dont les extraits de M. Duval nous permettent de juger toute la valeur.

— M. Hippolyte Buffenoir nous expose le résultat de ses recherches sur l'iconographie de Robespierre⁴. Un premier article nous donne la description des portraits à l'huile et des pastels du célèbre conventionnel, et nous indique à quelle époque et en quelles circonstances ces portraits furent exécutés. L'auteur, très renseigné d'ailleurs, ne laisse pas échapper l'occasion de nous dire son admiration pour le tribun, qui, « par la puissance de sa volonté, a sa place marquée

¹ *Revue historique*, juillet-août 1908. — ² *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} juillet 1908 : *Une vie de femme au XVIII^e siècle. M^{me} de Tencin, d'après des documents nouveaux et inédits*. — ³ *Société historique et archéologique de l'Orne*, janvier 1908 : *Un gentilhomme cultivateur au XVIII^e siècle. Samuel de Frotté de La Rimblière*. — ⁴ *Les Annales révolutionnaires*, avril-juin 1908 : *Les portraits de Robespierre*.

entre Richelieu et Napoléon. » Ajoutons que de bonnes reproductions sont jointes au texte de M. Buffenoir.

ALBERT ISNARD.

II. — PÉRIODIQUES ALLEMANDS

ANTIQUITÉ ET ORIGINES CHRÉTIENNES. — La clef d'un temple antique découverte en Arcadie et sur laquelle M. Hermann Diels a attiré l'attention de ses collègues de l'Académie de Berlin ¹ répond assez exactement à la description d'Homère.

— Dans l'étude qu'il consacre à l'évolution de la théorie de la valeur, M. Lujo Brentano ² prend dans Aristote son point de départ. Le philosophe grec se place naturellement à un point de vue théorique; sa doctrine que la valeur d'un objet se mesure au besoin que l'on en a et à l'utilité qu'on lui attribue exerça son influence sur tout le droit romain. Le christianisme, en appelant l'homme à considérer ce qui doit être, non ce qui est, fit établir la doctrine de la juste valeur de l'objet, mesurée sur les frais qu'en impose la production et sur les besoins stricts du vendeur; la spéculation tendit à être regardée comme une usure. Les tempéraments que la pratique obligea d'apporter à la rigueur de la doctrine se multiplièrent quand les croisades eurent développé le commerce et substitué à l'économie naturelle l'économie pécuniaire; le principe fondamental du commerce étant de vendre plus cher qu'on n'a acheté, on dut reconnaître au commerçant la licéité d'un certain gain. Puis l'on s'habitua à substituer le réel à l'idéal, à regarder ce qui se fait plus que ce qui se doit faire. Mais tandis que le principe chrétien admis par tous avait maintenu l'homogénéité des doctrines, celles-ci allèrent désormais se multipliant et se combattant. En outre, les théories subjectivistes continuent de s'opposer aux théories objectivistes. M. L. Brentano suit et expose ce mouvement jusqu'à nos jours.

— L'étude de M. Franz Kampers sur la sibylle de Tibur et Virgile ³ rattache la quatrième églogue à une chaîne de traditions relatives à un empereur qui doit pacifier l'univers; tradition qui s'applique d'abord à Alexandre le Grand — et plus d'un trait de la quatrième églogue se rapporte à ce souverain, — et dont la légende de l'empereur Guillaume est un dernier écho. Que les idées judéo-mes-

¹ *Der Schlüssel des Artemistempels zu Lusus* : *Sitzungsberichte der kgl. preuss. Akademie der Wissenschaften*, 9 janvier 1908. — ² *Die Entwicklung der Wertlehre* : *Sitzungsberichte der kgl. bayerischen Akademie der Wissenschaften, philosophisch-philologische und historische Klasse*, 1908, 3. Abhandlung. — ³ *Die Sibylle von Tibur und Vergil* : *Historisches Jahrbuch*, 1^{er} et 2^e trim. 1908.

sianiques aient exercé sur Virgile une influence, la chose est d'autant plus possible qu'après la destruction des oracles sibyllins, quand le Sénat se préoccupa de les faire rechercher jusqu'en Égypte, les Juifs en profitèrent pour mettre au jour de prétendus oracles sibyllins dans lesquels leurs propres espérances se faisaient jour.

— Sur la question si controversée du lieu où baptisait saint Pierre d'après la tradition, deux opinions sont en présence : celle qui cherche ce point sur la voie Nomentane et celle qui le place sur la voie Salarienne. Depuis les fouilles de Mgr Crostarosa sur la première de ces voies, la majorité des érudits semblaient pencher à regarder le *cubiculum* de sainte Émerentienne comme le lieu où siégea saint Pierre. Les arguments que Marucchi fit valoir contre cette opinion se heurtèrent d'abord à une incrédulité moqueuse. Mgr de Waal croit cependant que c'est bien du côté de la voie Salarienne qu'il faut chercher la solution du problème.

— Comment étaient traitées les femmes dans les procès contre les chrétiens ? M. A. Linsenmayer étudie la question et combat notamment l'opinion de Friedrich Augar sur l'usage de la défloration des vierges chrétiennes avant leur exécution. Les textes qui rappellent que le respect de la virginité s'opposait à l'exécution d'une vierge ne s'appliquent qu'à une époque antique et rien dans les sources ecclésiastiques ne nous permet de croire que la défloration ait été d'une pratique constante ; fort souvent, au contraire, nous voyons les vierges conduites au supplice immédiatement après le jugement¹.

— On désigne, sous le nom de *Martyrium Polycarpi*, la lettre dans laquelle la communauté de Smyrne donne à celle de Philomelium des détails sur le martyre subi, l'an 155, par le saint évêque. M. Hermann Müller² pense que le morceau que nous avons sous ce titre n'est pas la lettre authentique, mais une copie modifiée par des additions et des embellissements arbitraires. Le parallèle établi avec insistance entre le martyre et la passion du Seigneur — provoqué peut-être par quelques ressemblances fortuites — lui paraît fortement suspect, d'autant plus que ce sont justement les passages qu'il incrimine qu'Eusèbe n'a pas recueillis dans sa chronique.

— Dans les premiers siècles de l'Église, la translation d'un évêque d'un siège à un autre était rendue difficile par les conditions mêmes de l'élection : le peuple, appelé à donner son avis et à proclamer la vertu et les capacités de tel ou tel, ne pouvait guère songer à un évêque étranger. La discipline ecclésiastique elle-même interdit,

¹ *Ubi Petrus baptizabat?* *Römische Quartalschrift*, 1^{er} trim. 1908. — ² *Die Behandlung der Frauen im römischen Christenprozess : Historisch-politische Blätter*, 1^{er} mai 1908. — ³ *Das Martyrium Polycarpi : Römische Quartalschrift*, 1^{er} trim. 1908.

d'ailleurs, ces translations. Elle fut fortement influencée sur ce point, nous dit M. D. Ober¹, par la conception mystique qui faisait de l'évêque l'époux de son Église. C'est au III^e siècle que commence à se manifester cette conception. Dès la première moitié du IV^e, c'est sur elle que saint Athanase fonde l'interdiction à un évêque de changer de siège. Le concile de Sardique applique à l'évêque qui a rompu son mariage mystique la peine qui est appliquée à l'adultère. Le concile de Sardique marque le point culminant de la sévérité, provoquée surtout par la lutte contre l'arianisme, dont les tenants, mus par l'ambition, cherchaient, au contraire, à favoriser les translations. Mais, quand l'arianisme eut été abattu, on se relâcha un peu de cette rigueur, et, au milieu du V^e siècle, le concile de Chalcédoine n'admit plus que l'interdiction s'appliquât, comme le voulaient quelques zélés, même aux évêques qui, pour une raison ou une autre, n'avaient point de siège, par exemple, parce qu'ils n'avaient pas accepté l'élection faite d'eux ou qu'ils n'avaient pu rejoindre leur diocèse.

— Nous ne signalerons qu'en passant les études de M. Karl Meiser sur Arnobe² : elles ont surtout un intérêt philologique ; nous noterons seulement que M. Meiser pense que l'ouvrage est demeuré incomplet et qu'aux sept livres actuels devait, dans la pensée de l'écrivain, s'en ajouter au moins un huitième.

— Dans une conférence faite à la Görresgesellschaft et que publie la *Römische Quartalschrift*³, M. Anton Baumstark fait ressortir l'hellénisation progressive, et chaque jour plus marquée, du christianisme dans la Syrie orientale, aux premiers siècles de son développement.

MOYEN AGE. — Les quelques pages que le P. St. Beissel consacre au bâton pastoral⁴ des évêques nous donnent, sur les variations de forme, l'ancienneté et le symbolisme de cet insigne, des renseignements précis. En usage dès le V^e siècle au moins, et primitivement variable dans sa forme, il eut constamment, depuis le XIII^e siècle, l'extrémité recourbée, qui indiqua symboliquement la limitation du pouvoir épiscopal.

— La question du rôle du clergé, notamment du clergé régulier, dans l'architecture médiévale, a déjà été débattue : l'on connaît la thèse de Viollet-le-Duc, d'après lequel l'architecture romane, même profane, serait l'œuvre des couvents, tandis que les architectes

¹ *Die Translation der Bischöfe im Altertum : Archiv für katholisches Kirchenrecht*, 2^e et 3^e trim. 1908. — ² *Studien zu Arnobius : Sitzungsberichte der kgl. bayerischen Akademie der Wissenschaften, philosophisch-philologische und historische Klasse*, 1908, 5. Abhandlung. — ³ 1^{er} trim. 1908 : *Ostsyrisches Christentum und ostsyrisches Hellenismus*. — ⁴ *Der Bischofsstab : Stimmen aus Maria Laach*, 7 août 1908.

gothiques auraient été des laïques. Le P. Emil Michaël¹ montre ce qu'a de fantaisiste la théorie absolue de Viollet-le-Duc, et donne quelques exemples, tant dans la période gothique qu'avant, d'architectes ecclésiastiques. D'ailleurs, comme il le remarque justement, ce qui importe surtout, c'est de constater l'influence religieuse sur le développement et les aspirations de l'art médiéval.

— M. Künstle attire l'attention sur un manuscrit hagiographique intéressant² : le Codex Augensis xxxii, qu'il caractérise en disant qu'il représentait, pour les Carolingiens, ce que sont pour nous les *Acta sincera* de Ruinart. Bien qu'écrit au début du ix^e siècle, il représente, en effet, une tradition notablement antérieure.

— M. Walter Lenel publie le texte d'un traité de commerce conclu, en novembre 1099, entre Venise et Imola³.

— Qui ne sait que Richard Cœur de Lion a laissé en Palestine un souvenir longtemps ineffacé ? Il le dut à sa force et à son courage téméraire ; il accomplit en Terre sainte les exploits les plus hardis et les plus brillants qui aient oncques distingué un chevalier. Il n'y montra les qualités ni d'un politique ni d'un général. Tant qu'il eut à côté de lui son suzerain Philippe Auguste, sa turbulence ne sut pas donner l'exemple d'une obéissance à laquelle l'obligeaient les devoirs de la vassalité. Quand le prince français eut quitté la place, et que lui-même put revendiquer la direction des affaires, il ne sut pas imposer la discipline, il ne sut pas commander ; même quand ses vues sur la conduite des opérations étaient justes, il ne sut pas les faire prévaloir. C'est ce que fait ressortir, dans un excellent article, M. Alexander Cartellieri⁴.

— La Lorraine et le pays messin ne furent pas les derniers à profiter de l'activité bienfaisante de saint Bernard. Ce sont les relations du saint abbé avec Étienne, évêque de Metz, avec Albéron, primicier de cette église, avec le comte de Salm, qu'il réconcilia avec la cité de Metz, avec le duc de Lorraine, etc., que nous raconte M. J. P. Kirch⁵ ; il nous rappelle les fondations cisterciennes de saint Bernard dans le pays, et fait gloire à l'église de Metz de l'intention qu'il manifesta d'introduire chez les Cisterciens le chant de cette église.

— Contrairement à l'opinion courante et généralement adoptée, M. Joseph A. Endres⁶ pense que la biographie de saint Thomas

¹ *Ueber geistliche Baumeister im Mittelalter : Zeitschrift für katholische Theologie*, 2^e trim. 1908. — ² *Eine wichtige hagiographische Handschrift : Römische Quartalschrift*, 1^{er} trim. 1908. — ³ *Ein Handelsvertrag Venedigs mit Imola vom J. 1099 : Vierteljahrschrift für Social- und Wirtschaftsgeschichte*, 2^e trim. 1908. — ⁴ *Richard Löwenherz im heiligen Lande : Historische Zeitschrift*, t. CI, fasc. 1. — ⁵ *Sankt Bernard in Lothringen : Historisches Jahrbuch*, 1^{er} et 2^e trim. 1908. — ⁶ *Studien zur Biographie des hl. Thomas v. Aquin*, I : *Ibid.*, 3^e trim. 1908.

d'Aquin par Guillaume de Tocco, loin d'avoir servi de modèle à celle de Bernard Gui, en dérive. Bernard aurait fait son travail entre 1308 et 1319, date du procès de canonisation, et l'aurait remanié depuis. M. Endres recherche les sources auxquelles aurait puisé le biographe, et notamment Ptolémée de Lucques.

— Il n'y a rien à tirer pour la biographie de Berthold de Ratisbonne de la vie insignifiante écrite au ^{xv}^e siècle par un franciscain de Cortone, Marcus Michaël. Le P. Bihl, qui la publie ¹, est le premier à le reconnaître.

— Poursuivant ses recherches sur l'exportation de la laine anglaise en 1273, M. Adolf Schaube ² nous montre que c'est en Flandre surtout que se faisait l'exportation, quels qu'en fussent les agents : italiens, français ou anglais ³; sur les 33,000 sacs auxquels s'éleva l'exportation en 1273, 30,000 environ gagnèrent la Flandre ou la France septentrionale, 3,000 seulement se partagèrent entre l'Allemagne, la France méridionale et l'Italie. Un autre résultat de ces recherches, c'est de mettre en lumière ce fait que le commerce était presque entier entre les mains des Italiens.

— Le même érudit rectifie la date indiquée généralement comme début des expéditions commerciales des Vénitiens dans la mer du Nord ⁴ : l'on a mis en avant la date de 1317; quelques-uns ont cru pouvoir reculer ces voyages maritimes jusqu'au ^{xiii}^e siècle, sans remarquer que les documents sur lesquels ils croyaient pouvoir s'appuyer s'appliquaient à des relations par voie de terre. Un examen critique des pièces permet de fixer à septembre 1313 la date de la première détermination prise par les *pregadi* pour l'envoi officiel d'une flotte de commerce dans les Flandres, et à mars 1314 celle où cette flotte a quitté Venise pour la première fois. M. Schaube nous donne des détails précis sur l'organisation de ces flottes, sur les efforts faits par les Vénitiens pour développer ce commerce, pour obtenir des privilèges, des exemptions ou des réductions de taxes; sur les conditions imposées aux marchands qui y participaient; sur l'époque où se faisaient ordinairement les expéditions; sur les escales qu'elles faisaient; sur l'importance des chargements; sur les relations avec l'Angleterre.

— Après un rapide aperçu sur les plus anciens établissements

¹ *Ein unediertes Leben Bruder Bertholds von Regensburg : Historisches Jahrbuch*, 3^e trim. 1908. — ² *Die Wollausfuhr Englands vom Jahre 1273 : Vierteljahrschrift für Social- und Wirtschaftsgeschichte*, 2^e trim. 1908. — ³ Il raille et critique vertement à ce propos les explications de Sombart sur la prétendue exportation des laines anglaises en Italie. — ⁴ *Die Anfänge der venezianischen Galeerenfahrten nach der Nordsee : Historische Zeitschrift*, t. Cl, fasc. 1.

commerciaux de l'Allemagne à l'étranger (notamment en Angleterre, en Flandre, en Russie), M. Alexander Bugge combat l'opinion généralement acceptée qui place vers le milieu du xiv^e siècle leur premier établissement à Bergen¹. Il les montre dès 1186 assez nombreux pour soutenir un conflit avec les habitants. Au milieu du xiii^e siècle, des industriels allemands sont même installés dans la ville. Il semble que dès le début du xiii^e siècle, les marchands aient formé une association. Quant au comptoir proprement dit, il n'exista en effet que depuis le milieu du xiv^e siècle.

— La question des indulgences a donné matière, dans ces dernières années, à des discussions qu'un ouvrage récent de M. Gottlob a encore ravivées. M. N. Paulus, dans un curieux article², s'efforce de prouver que le plus souvent on a confondu à tort avec des indulgences au sens propre des absolutions qui, non seulement n'emportent pas, comme l'indulgence, la rémission de la peine due par le pécheur, mais qui même n'ont point la valeur d'une absolution sacramentelle. Les exemples qui semblent contredire sa thèse s'expliquent par des falsifications, comme c'est le cas pour la bulle de Benoît IX en faveur de Saint-Victor de Marseille, ou par des altérations, même inconscientes, des textes : par exemple, le passage de l'*Histoire de li Normant*, d'Aimé du Mont-Cassin, dans lequel il serait difficile de nier la mention d'une véritable indulgence, ne prouve rien, parce que le traducteur, qui écrivait au xiv^e siècle, a sans doute mal compris et adapté aux idées de son temps les paroles de l'annaliste. Alexandre II est le premier pape dont l'on puisse citer une indulgence, accordée en 1063 aux croisés allant en Espagne.

— Un des résultats des croisades fut de ramener la pensée des chrétiens sur la conversion de l'Afrique septentrionale; des missions s'organisèrent pour cette œuvre, à laquelle prirent part notamment les Franciscains et les Dominicains; et c'est pour faciliter la tâche des missionnaires que, sous l'impulsion de Raymond de Peñafort et de Raymond Lulle, se fondèrent ou se développèrent des écoles de langues orientales. Les rares renseignements que nous possédons sur ces missions au xiv^e siècle ont été recueillis dans un article des *Historisch-politische Blätter*³.

— A l'opinion qui reproche à l'Église du moyen âge d'avoir discrédité le mariage comme un état de péché, M. N. Paulus oppose les écrits de tant d'écrivains ecclésiastiques qui, tout au contraire, non

¹ *Kleine Beiträge zur Geschichte der älteren deutschen Handelsniederlassungen im Auslande : Vierteljahrsschrift für Social- und Wirtschaftsgeschichte*, 2^e trim. 1908. — ² *Mittelalterliche Absolutionen als angebliche Ablässe : Zeitschrift für katholische Theologie*, 3^e trim. 1908. — ³ 16 juillet 1908 : *Die Missionierung Nordafrikas im 14. Jahrh.*

seulement l'approuvent, mais le glorifient, le regardant même avec le cardinal Jacques de Vitry comme un ordre véritable et comme le seul ordre institué directement par Dieu ¹. Berthold de Ratisbonne, Guillaume Perauld, Robert de Sorbon et nombre d'autres, dont plusieurs écrivent expressément pour le peuple, sont appelés ici en témoignage.

— Parmi les traités où a été débattue la question de la dépendance ou de l'indépendance de l'Empire vis-à-vis de la papauté, ce n'est pas l'un des moins considérables que le *Tractatus* ou *Determinatio compendiosa de jurisdictione imperii*, sur lequel M. Hermann Grauert attire notre attention ². Écrit vers l'année 1300 peut-être, par Augustinus Novellus, qui fut général des ermites de Saint-Augustin, le *Tractatus* a pour objet d'exposer la thèse pontificale et de la défendre contre les arguments des impérialistes. Le traité, dont M. Grauert nous donne une analyse développée, contient plus d'un point curieux : nous signalerons le passage où l'auteur explique les raisons pour lesquelles, selon lui, les électeurs sont exclusivement choisis parmi les Allemands : il allègue d'abord l'origine germanique des princes qui, en délivrant le Saint-Siège des Lombards, ont mérité que la couronne impériale fût transférée sur leur tête ; puis la piété des Allemands qui se manifeste par leur zèle pour les pèlerinages ; enfin la volonté de Grégoire V, lui-même d'origine germanique.

— Les débuts des Hospitaliers dans l'île de Rhodes sont assez obscurs ; nous n'avons pour les étudier que des sources peu nombreuses et peu explicites. Ces difficultés n'ont pas arrêté M. Hans Prutz ³. La chute des Templiers n'a pas dû être sans influence sur leur détermination de transplanter le siège de l'ordre en un lieu où ils seraient plus à l'abri des convoitises et des tentatives du roi de France ; il semble en effet qu'ils aient évité de laisser soupçonner à Philippe le Bel leur dessein de conquérir l'île avant que la chose eût reçu un commencement d'exécution. Aussitôt leur installation dans l'île, les Hospitaliers prirent toutes les mesures pour en assurer la prospérité. Malheureusement les besoins financiers de l'ordre, les dissensions intestines qui le déchirèrent et qui obligèrent le pape à en prendre en mains propres quelque temps la direction, le rendirent impuissant à remplir son rôle, au point qu'il fut question de le supprimer.

— Les pièces, retrouvées par M. l'abbé Mollat, du *Procès d'un col-*

¹ *Mittelalterliche Stimmen über den Eheorden : Historisch-politische Blätter*, 1^{er} juin 1908. — ² *Aus der kirchenpolitischen Traktatenliteratur des 14. Jahrh. : Historisches Jahrbuch*, 3^e trim. 1908. — ³ *Die Anfänge der Hospitaliter auf Rhodos, 1310-1355 : Sitzungsberichte der kgl. bayerischen Akademie der Wissenschaften, philosophisch-philolog. und hist. Klasse, 1908, 1. Abhandl.*

*lecteur pontifical sous Jean XXII et Benoît XII*¹, nous donnent de curieux détails sur les procédés dont usait un fonctionnaire sans scrupule pour grossir sa fortune au détriment tout ensemble des contribuables et du trésor pontifical ; elles jettent quelque lumière sur la puissance redoutable dont disposait un collecteur ; et elles nous éclairent en même temps sur la procédure mise en jeu pour dévoiler les agissements d'un fonctionnaire coupable.

— Mgr Paul Maria Baumgarten a recueilli dans les archives camérales du Saint-Siège des renseignements curieux sur les dons faits dans le cours du xiv^e siècle aux cardinaux par le souverain pontife à l'occasion de son élection au pontificat. — Les mêmes archives lui ont fourni une bulle d'excommunication fulminée en 1390 contre des prélats qui n'avaient point payé les *servilia*².

— L'on a voulu faire les théologiens, que leur célibat aurait rendu plus prompts à suspecter la femme, responsables de la tendance de l'opinion à accuser de sorcellerie les femmes plus que les hommes. Que cette opinion soit extravagante et injustifiée, c'est ce que démontre amplement M. Nikolaus Paulus³, par cette simple constatation que, dès l'antiquité, l'opinion était aussi formelle à cet égard. Chez les Chaldéens, chez les Grecs, chez les Germains, comme actuellement chez les peuplades africaines, ce sont toujours les femmes, les vieilles principalement, qui jouent le premier rôle dans la sorcellerie. M. Paulus détruit aussi par une surabondance de preuves l'allégation de Hansen que c'est le *Malleus maleficarum* qui a propagé cette croyance.

RENAISSANCE ET RÉFORME. — L'on a coutume de regarder Guichardin comme le premier des historiens au sens moderne du mot. M. Eduard Fueter se demande comment on peut — et à juste titre — comparer quelqu'un qui n'a fait que l'histoire de son propre temps, à qui devaient manquer par conséquent et les sources nécessaires d'information et l'impartialité du jugement, à un véritable historien⁴. C'est que Guichardin s'est montré d'une impartialité rare, qui tient à son caractère et à son existence. Uniquement porté aux choses de la politique, guidé par le désir de satisfaire son ambition, il ne s'attache à un parti ou à une personnalité que dans la mesure où elle lui est utile. Il s'est vite habitué à juger ceux qui l'entourent comme réglant leur conduite sur leurs intérêts. Il représente la politique de son temps, telle qu'il la voit et sans se payer de mots. L'on ne peut dire qu'il

¹ *Vierteljahrschrift für Social- und Wirtschaftsgeschichte*, 2^e trim. 1908. —

² *Miscellanea cameralia II : Römische Quartalschrift*, 1^{er} trim. 1908. — ³ *Die Rolle der Frau in der Geschichte des Hexenwahns : Historisches Jahrbuch*, 1^{er} trim. 1908. — ⁴ *Guicciardini als Historiker : Historische Zeitschrift*, t. C, fasc. 3.

soit amoral, pour employer une expression qui tend à entrer dans le langage courant ; il représente les hommes tels qu'ils sont, tout en regrettant qu'ils ne soient pas meilleurs. Les aphorismes que contiennent ses *Ricordi* sont aussi cruels que ceux de La Rochefoucauld ; mais il ne semble pas que, comme le grand seigneur français, il éprouve une sorte de plaisir esthétique à les formuler.

— A deux reprises, en 1542 et en 1546, les écrits d'Angelò Politi dit Ambrosius Catharinus furent attaqués comme suspects. En 1542, nous avons une liste d'erreurs, dressée par ordre du chapitre général des Frères prêcheurs. En 1546, c'est une liste soumise à Paul III. C'est un confrère de Politi, Bartolomeo Spina, d'après M. Joseph Schweizer ¹, qui est l'auteur de cette double liste. Le fait est avéré pour la seconde, et à peu près certain pour la première. M. Schweizer explique l'acharnement de Spina par le ressentiment que lui auraient fait éprouver les railleries de Politi dans l'un de ses ouvrages.

ÉPOQUE MODERNE ET CONTEMPORAINE. — Une heureuse trouvaille permet à M. Hans F. Helmolt de nous communiquer toute une correspondance d'Élisabeth-Charlotte d'Orléans, — Liselotte, comme on l'appelait couramment — adressée à la reine de Prusse Sophie-Dorothée. Deux articles de l'*Historisches Jahrbuch* ², auxquels d'autres feront suite, nous font connaître quarante-sept lettres de la princesse, écrites de 1716 à novembre 1719. Elles sont toutes en français, dans ce français tudesque auquel il faut s'habituer avec Liselotte. Sans être d'une importance historique considérable, ces lettres contiennent plus d'un détail curieux et plus d'une réflexion piquante : par exemple sur la décadence de la politesse française depuis la mort de la reine et de la première dauphine ; sur l'esprit du tsar et aussi sur sa malpropreté ; sur l'affaire de Cellamare.

— M. Christoph A. Binder a recueilli, dans la *Kirchenzeitung* de Vienne, de la fin du XVIII^e siècle, quelques spécimens curieux de l'esprit josphiste, les raisons par exemple de la suppression des Trinitaires : ils rendaient la liberté à une « canaille inutile » (*nutzloser Gesindel*) et leur argent ne faisait qu'encourager les pirates barbaresques à prendre des chrétiens ³.

— L'on trouvera de curieux détails dans l'article consacré par le baron Hermann von Egloffstein au séjour que fit à Paris en 1814 avec les alliés le duc Charles-Auguste de Saxe-Weimar ⁴. Le prince,

¹ *Ambrosius Catharinus Politus und Bartholomæus Spina : Römische Quartalschrift*, 1^{er} trim. 1908. — ² 2^e et 3^e trim. 1908 : *Die Briefe der Herzogin Elisabeth Charlotte von Orleans an die Königin Sophie Dorothee von Preussen aus den J. 1716-1722*. — ³ *Josephinische Anekdoten : Historisch-politische Hlätter*, 1^{er} mai 1908. — ⁴ *Carl Augusts Reise nach Paris und England 1814* (1^{re} partie) : *Deutsche Rundschau*, août 1908.

qui avait fait de vains efforts pour obtenir de Napoléon un agrandissement de territoire, espérait que la sympathie de l'empereur Alexandre lui viendrait en aide. Mais son insistance dérangeait un peu les plans du tsar : il faut être polonais ou français, disait Charles-Auguste dans sa mauvaise humeur, pour être bien vu du tsar. Les lettres du prince saxon, auxquelles M. von Egloffstein a fait de larges emprunts, contiennent plus d'une anecdote, plus d'un trait sur tel ou tel personnage de l'époque : sur Stein, qui est « d'une grossièreté et insolence inconcevables ; » sur Wolzogen, « très fin et bien instruit, mais lourd, paresseux et se fichant de tout ce qui nous regarde ; » sur Joséphine, qui « a tout le bon et les agréments d'une vieille catin ; » sur M^{me} de Staël qu'il n'a vue qu'une fois parce qu'il l'a trouvée « en si mauvaise société de jacobins, entre autres M. Regnaud de Saint-Jean-d'Angely, le plus grand gueux et J.-F. de France, qu'il m'a répugné d'y retourner, » avoue-t-il. Furieux que les alliés n'aient pas traité les Français plus durement, il proclame que ces derniers « se sont conduits à la fin encore comme des cochons, pestant contre la paix et contre les alliés. »

— Si c'est une parole de Schiller, comme l'atteste Humboldt lui-même, qui a conduit l'illustre écrivain à écrire son discours sur le devoir de l'historien, c'est Schelling, suivant M. Eduard Spranger¹, qui lui a inspiré le fond de ses pensées. Humboldt déclare que « le devoir de l'historien est d'exposer ce qui est arrivé, » et Schelling proclame que la loi suprême de l'histoire est la vérité. M. Spranger signale de curieux rapprochements entre les deux écrivains.

E.-G. LEDOS.

¹ *Wilhelm v. Humboldts Rede - Ueber die Aufgabe des Geschichtschreibers* : *Historische Zeitschrift*, t. C, fasc. 3.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

I. — ANTIQUITÉ. ORIGINES CHRÉTIENNES

Das literarische Portrait Alexanders des Grossen im griechischen und römischen Altertum, par Werner Hoffmann, dans les *Leipziger historische Abhandlungen*. Heft VIII. Leipzig, Quelle et Meyer, 1907, in-8 de 116 p.

Comment s'est formé le « portrait littéraire » d'Alexandre le Grand ? A quels points de vue se sont placés les écrivains anciens pour juger le conquérant macédonien et comment l'ont-ils apprécié ? Telle est la question que se pose M. Hoffmann et à laquelle il donne une réponse très documentée, présentée avec beaucoup d'ordre et de méthode, avec une extrême clarté et un souci méritoire des conclusions générales. Il interroge successivement la littérature grecque hellénistique, la littérature latine antérieure à Trajan, la littérature grecque et latine postérieure à Trajan. La première est difficile à connaître ; il importe cependant de remonter jusque-là : c'est au temps de la civilisation hellénistique qu'ont été arrêtés tous les traits essentiels du portrait littéraire d'Alexandre, tels qu'ils se retrouvent aux âges suivants. M. Hoffmann examine d'abord la littérature philosophique, péripatéticiens, cyniques, stoïciens ; puis les historiens, les uns favorables à Alexandre (historiographes officiels et panégyristes),

les autres hostiles. Au total, les Grecs se sont fait d'Alexandre deux images opposées, qui devaient coexister jusqu'au moyen âge : les uns voient en lui, avec Clitarque et les panégyristes, un héros jeune et invincible, un type idéal de beauté, de noblesse et de vaillance ; les autres, avec les philosophes, un tyran orgueilleux, assoiffé de conquêtes, favorisé par un bonheur fabuleux. A Rome, la grande figure du conquérant frappe et séduit l'imagination populaire, tandis que les généraux et les empereurs le considèrent comme le modèle qu'ils doivent imiter ; mais les écrivains sont très sévères à son égard : la rhétorique le décrie, parce qu'elle affecte un parti exclusif de républicanisme ; de même Sénèque et Lucain, parce qu'ils subissent l'influence de la philosophie stoïcienne ; de même encore Quinte-Curce, qui écrit en rhéteur et s'inspire des écrivains grecs adversaires d'Alexandre. Trogue-Pompée occupe une place à part : au fond il se rattache à la tradition des panégyristes, mais il y mêle des éléments puisés à l'autre source et qui prêtent par instants au roi de Macédoine l'aspect d'un despote oriental. Sous le règne de Trajan, la littérature grecque renaît, et en même temps commence à se manifester une vive réaction contre les tendances de l'é.

poque précédente. Depuis le ^{iv} siècle jusqu'à la fin de l'antiquité, les philosophes en général, même les empereurs philosophes, comme Marc-Aurèle et Julien, restent assez mal disposés pour Alexandre; mais les dissertations de Plutarque *Sur la fortune et la vertu d'Alexandre* nous montrent comment désormais certains rhéteurs combattent ses détracteurs et célèbrent en lui le champion du cosmopolitisme et de la fusion des races; les deux histoires d'Alexandre du ^{iv} siècle, sa *Vie* par Plutarque, et l'*Anabase* d'Arrien, s'accordent à faire son apologie; enfin l'admiration des foules s'exprime en toute liberté dans le roman d'Alexandre, où le héros perd tout caractère individuel et devient un personnage légendaire et surhumain, que les peuples d'Occident, au moyen âge, adopteront avec enthousiasme. En résumé, les écrivains anciens, partagés entre deux opinions excessives et fausses, dominés par des préoccupations de moralistes et non d'historiens, n'ont pas su juger dans son ensemble, avec équité et sérénité, le caractère et l'œuvre du conquérant; seuls les hommes de science, les géographes comme Ératosthène, ont entrevu son vrai rôle et se sont rendu compte de ce qu'il avait fait pour l'élargissement des horizons du monde antique.

M. BESNIER.

De bello Sertoriano, par Guilelmus STAHL. Erlangen, Jacobi, 1907, in-8 de 88 p.

Cette dissertation inaugurale, dédiée au professeur Judeich, comprend, à la mode allemande, deux parties, l'une sur les sources de l'histoire des guerres de Sertorius en Espagne, l'autre sur les événements de

cette histoire. La première partie apprécie en grand détail et avec beaucoup de soin la *Vie de Sertorius* par Plutarque, qui procède des *Histoires* perdues de Salluste, amplifiées et accommodées au goût de l'auteur des *Vies parallèles*, et les textes sur ce personnage que renferment les abrégés et dérivés des livres perdus de Tite-Live (*periochae*), Eutrope, Orose, Velleius Paterculus, Florus, les ouvrages de Valère Maxime et de Frontin, ceux d'Appien enfin; un tableau schématique, à la page 32, rend sensible aux yeux la théorie de M. Stahl sur les rapports de tous ces auteurs entre eux; pour lui, quand la tradition de Salluste, les résumés de Tite-Live et Appien s'accordent, c'est qu'ils puisent tous dans le même auteur plus ancien, qui serait Varron. La seconde partie n'est pas un récit complet des campagnes de Sertorius, mais une suite d'observations critiques sur les points, d'ailleurs nombreux, qui prêtent à la discussion et n'ont pas encore été suffisamment éclaircis. Ces observations sont présentées par ordre chronologique et groupées en cinq chapitres. De l'examen minutieux et de la comparaison des textes, l'auteur tire des conclusions, en partie nouvelles, sur la chronologie et les incidents divers de cet épisode curieux et attachant des guerres civiles; souvent il rectifie ou complète les assertions de Dru-mann, de Mommsen et de Bienkowski. A la fin de la dissertation, deux tableaux synoptiques nous donnent, l'un, le texte sommaire, année par année, des événements survenus entre 82 et 71 avant Jésus-Christ; l'autre, les fastes des provinces d'Espagne et de Gaule transalpine à la même époque. On regrette que M. Stahl n'ait pas cru devoir dégager les idées gé-

nérales de son sujet et apprécier le caractère et les desseins de Sertorius, l'intérêt et la portée de son soulèvement.

M. BESNIER.

Études tironiennes. *Commentaire sur la VI^e églogue de Virgile*, tiré d'un manuscrit de Chartres, avec divers appendices et un fac-similé, par Paul LEONORE, dans la *Bibliothèque de l'École des Hautes Études*, section des sciences historiques et philologiques, 165^e fascicule. Paris, Champion, 1907, in-8 de 88 p. et 1 planche.

Ce travail solide et précis est sorti de la conférence de philologie de M. Châtelain à l'École des Hautes Études et de son *Introduction à la lecture des notes tironiennes* (Paris, 1900). Il contient le déchiffrement de plusieurs textes écrits en partie dans ce système d'écriture simplifiée qui rend parfois si difficile l'intelligence des manuscrits latins. Le principal de ces documents est un commentaire de la VI^e églogue de Virgile, par demandes et réponses, écho peut-être d'une leçon professée dans une des écoles fondées par Charlemagne. L'auteur du commentaire, au milieu de nombreuses erreurs, naïvetés et redites, fait preuve, malgré tout, d'un souci d'exactitude et de clarté que M. Legendre se plaît à signaler (p. xii). Les autres textes, en appendice, sont : 1^o une notice sur le poète Juvencus ; 2^o un sermon de saint Méthodius, évêque de Patara ; 3^o une homélie du VIII^e siècle sur la pénitence. Les appendices VI et VII, en seize pages autocopées, examinent les particularités tironiennes du manuscrit de Chartres et du manuscrit de Berne où se trouvent le commentaire sur Virgile et l'homélie sur la pénitence ; le

procédé de l'autocopie a permis de reproduire très exactement les *notes* les plus remarquables ; en outre, une feuille du manuscrit de Chartres est donnée hors texte en phototypie. Les appendices IV et V, d'une portée plus générale, renferment : le premier, une liste des manuscrits tironiens dont M. Legendre a pu avoir connaissance, classés méthodiquement par catégories, avec l'indication des bibliothèques où ils sont conservés et une description sommaire ; le second, une bibliographie des publications modernes relatives aux notes tironiennes, rangées par ordre alphabétique de noms d'auteurs.

M. BESNIER.

La justice privée, son évolution dans la procédure romaine, par Louis CRÉMIEU. Paris, Larose et Tenin, 1908, in-8 de 324 p.

Le livre de M. Crémieu contient à la fois : 1^o une étude de droit comparé : théorie de l'évolution de la justice privée dans l'ensemble des sociétés humaines (introduction, p. 1-90) ; 2^o une monographie de droit romain : histoire de la justice privée à Rome (p. 91-252) ; 3^o une série de considérations historiques et théoriques sur la disparition graduelle, les survivances et l'avenir de la justice privée dans le droit actuel (conclusion, p. 253-312). C'est peut-être beaucoup pour un seul ouvrage. Il eût mieux valu concentrer tout l'effort sur la seconde partie, qui était l'essentiel, en réduisant notablement les généralités du début et en éliminant les observations finales, qui abordent un nouvel ordre de faits et d'idées. M. Crémieu prononce quelque part les mots de « solidarité familiale » (p. 105). Il aurait pu et dû s'inspirer

de la belle thèse de M. Glotz sur la *Solidarité familiale dans le droit criminel de la Grèce*, qu'il ne cite nulle part et qu'il ne semble pas avoir connue. Cette omission est étrange et infiniment regrettable. Il ne suffirait pas de dire, pour l'excuser, que M. Glotz s'occupe de droit criminel et M. Crémieu de procédure civile. En réalité, la thèse de M. Glotz est le travail de droit comparé le plus important et le plus suggestif qui ait paru ces dernières années; elle traite d'un point particulier, la justice privée en Grèce, mais elle l'éclaire par des rapprochements multiples et féconds avec les autres législations. Puisque M. Crémieu se proposait d'examiner un autre point particulier tout à fait analogue, la justice privée à Rome, il aurait eu grand intérêt à suivre la même méthode. à la fois analytique et comparative, qui ne sépare jamais les abstractions théoriques de la critique concrète des documents. — Il définit la justice privée : « le fait, pour un individu, de poursuivre par lui-même l'exécution de son droit. » Elle existe dans toutes les civilisations primitives et ne disparaît ensuite que progressivement, à mesure que se développe la souveraineté de l'État, qui substitue son action répressive aux initiatives individuelles. Partout elle a passé successivement par cinq degrés d'évolution décroissante, que l'auteur retrouve en particulier dans le droit romain : 1° phase de la justice privée pure et simple, dont l'existence à Rome aux origines n'est pas douteuse et ressort surtout de l'institution de la *pignoris captio*; 2° phase où la justice privée subit déjà un commencement de réglementation par l'État, et ne sert plus que de procédure légale (*manus injectio, legis actio sacramenti*); 3° phase où

la justice privée ne subsiste que sous la forme de « compositions » que les parties sont libres d'accepter ou de rejeter (*judicis postulatio et arbitrium liti aestimandae, legis actio per condictionem*); 4° phase où la « composition » devient obligatoire et est réglée par la loi, qui l'impose aux parties : c'est, pour emprunter les termes mêmes des traités classiques de droit romain, l'ère de la « procédure formulaire »; 5° phase où la justice n'est plus rendue que par l'État seul : c'est l'ère de la « procédure extraordinaire. » La même évolution s'est produite aussi en France, et notre droit en porte la trace indéniable. La justice privée n'a pas encore disparu complètement du domaine juridique; aujourd'hui même elle joue un certain rôle dans le droit pénal, civil, commercial et surtout dans le droit public. L'évolution des rapports entre les États est beaucoup moins avancée que celle des rapports entre les individus, bien qu'elle paraisse suivre lentement la même marche : c'est à peine si les États commencent à sortir de la phase de la justice privée pure et simple, caractérisée par le recours constant et arbitraire à la force brutale, pour entrer dans la phase procédurale, caractérisée par la conclusion d'accords internationaux qui limitent la liberté d'action des belligérants (par exemple, la convention de Genève de 1864 sur le sort des blessés), et tendre à organiser, avec l'arbitrage, d'abord volontaire, en attendant qu'on trouve un moyen de le rendre obligatoire, le régime des « compositions. » Nous sommes encore bien loin du jour où l'on verra apparaître au-dessus des nations une souveraineté plus large, vaste confédération des États du monde, qui interdira d'une façon dé-

finitive l'emploi de la justice privée - (p. 309). — Telles sont les questions multiples et intéressantes auxquelles touche l'auteur de ce volume, trop rapidement sans doute et en abusant un peu des constructions idéales et systématiques auxquelles se plait l'esprit des juristes, même quand ils font de l'histoire, mais avec beaucoup d'ingéniosité et d'agrément.

M. BESNIER.

Ricerche storica e geografica sull' Italia antica, par Ettore PAIS. Turin, Società tipografico-editrice nazionale, 1908, in-8 de 690 p., 27 illustrations dans le texte.

Sous ce titre sont réunis trente-six mémoires d'inégale étendue (numérotés de I à XXXV, le trente-sixième en appendice), traitant de différentes questions d'histoire, d'archéologie, de géographie et de topographie anciennes. On sait que M. Pais a entrepris d'écrire une nouvelle histoire de l'Italie antique, aussi remarquable par la science étendue et le sens critique si affiné dont elle témoigne que par la hardiesse des thèses qu'on y voit développées; il n'en a fait paraître jusqu'ici que les premiers volumes: Histoire de la Sicile et de la Grande-Grèce, Histoire de Rome avant l'arrivée de Pyrrhus, complétés par une série d'études sur les vieilles légendes romaines. Les présentes *Ricerche* nous donnent le résultat de ses travaux approfondis sur un certain nombre de points particuliers déjà effleurés dans sa grande Histoire ou touchant à d'autres régions de l'Italie et à d'autres périodes du passé de Rome. Les seize premiers mémoires sont comme autant d'appendices au livre qu'il a consacré à la Sicile et à la Grande-Grèce;

il y parle notamment des Ausones, de Terina colonie de Crotone, de l'expédition d'Alexandre le Molosse, de la défaite des Athéniens à l'Asinaros. Les six suivants se rapportent à la Campanie, à l'histoire de Naples et d'Ischia, aux antiquités de Sorrente. Puis viennent deux chapitres, les plus longs et les plus importants de tout l'ouvrage, sur les éléments sicéliotes dans la plus ancienne histoire romaine (p. 307-386) et sur les éléments italiotes, samnites et campaniens dans la plus ancienne civilisation romaine (p. 387-436); c'est, avec deux notes plus courtes (les premières relations entre Rome et Athènes, les pirates grecs signalés en 349 av. J.-C. sur la côte du Latium), une addition aux premiers tomes de la *Storia di Roma*. Les dix derniers articles concernent l'histoire de Pise, le *bellum Perusinum*, le Piémont antique, l'invasion des Teutons, les Alpes Carniques et Juliennes, la Sardaigne (p. 579-628, la *formula provinciae* de la Sardaigne au premier siècle de l'Empire, d'après Pline), la date de la composition de la géographie de Strabon (p. 629-682). Il serait impossible d'entrer dans l'examen détaillé de toutes ces dissertations érudites et pénétrantes, qui méritaient assurément d'être tirées des recueils périodiques où elles ont été insérées d'abord. Elles reposent sur la connaissance directe et la discussion minutieuse des textes; elles nous donnent mille preuves nouvelles de la vive et intelligente curiosité de l'auteur, de la variété de ses aptitudes, de la rigueur de sa méthode; il n'en est pour ainsi dire aucune d'où ne se dégage quelque fait intéressant, quelque vue originale. Les historiens de Rome auront souvent à les consulter.

M. BESNIER.

The four Gospels from the codex Corbeiensis together with fragments of the catholic Epistles, of the Acts and of the Apocalypse from the Fleury Palimpsest, par E. S. BUCHANAN. Oxford, Clarendon Press, 1907, in-4 de viii-123 p. et 3 pl.

Grâce à la patience du Rév. Buchanan, la collection des *Old-latin biblical Texts* s'est enrichie d'un volume de grande importance, et il faut remercier d'abord sans réserve l'éditeur pour la peine qu'il a prise là.

Le *Corbeiensis*, désigné couramment par la double lettre *ff* (*ff*₂), et conservé à Paris à la Bibliothèque nationale sous la cote *lat. 17225*, contient nos quatre évangiles dans l'ordre : Matthieu (le premier tiers, i-xi, 16*, fait défaut, soit les trois cahiers de tête), Jean (moins xvii, 16-xviii, 8 et xx, 23*-xxi, 8* : deux feuillets), Luc (*sec. Lucanum*, moins ix, 48b-x, 20* et xi, 45-xii, 6 : trois feuillets), Marc (quelques feuillets mutilés). Il fut utilisé pour la première fois, semble-t-il, par Calmet, — c'est un détail que M. Buchanan a omis de rappeler, — puis collationné partiellement par Bianchini et par Sabatier, publié, mais d'une manière insuffisante, par Belsheim en 1887, de nouveau interrogé directement par Samuel Berger pour le compte des éditeurs anglicans du Nouveau Testament hiéronymien ; M. Buchanan achève donc la série par une reproduction diplomatique parfaitement nette et qu'il y a tout lieu de croire définitive. Deux bons fac-similés (*fol. 48 v°* et *49 v°*) accompagnent le texte. Pour quelle époque témoigne cette écriture, que l'on avait déjà pu étudier dans le bel album de types onciaux composé par M. Chatelain (*Uncialis Scriptura*, 1901, pl. II, *fol. 21 v°*) ? en d'autres termes, quel est l'âge du *Corbeiensis* ? M. Buchanan ne

cache pas son désir de le vieillir le plus possible : il propose dans sa brève introduction l'intervalle 375-425, et connote les fac-similés *circa* 400 A. D. Malgré les arguments dont il appuie son opinion, il est douteux qu'on le suive jusque-là, et tout au plus consentira-t-on à admettre que le manuscrit ait pu être rédigé avant le milieu du v^e siècle. La question qui suit concerne la valeur même du texte biblique : quelle place convient-il d'assigner à *ff* parmi les représentants du *Vetus Latinum* ? Tout le monde s'accorde à y voir un exemplaire de premier rang de la recension révisée ou « européenne », à côté de *a* (*Vercellensis*) et de *b* (*Veronensis*). M. Buchanan, en dégageant la part des correcteurs, a montré clairement que le texte premier de *ff* n'a été influencé pour rien par la version hiéronymienne, et il a raison en outre de faire remarquer qu'il offre peu de leçons harmonisantes. Mais faut-il lui donner décidément le pas sur le *Veronensis* ? Ici encore M. Buchanan est suspect d'exagération en faveur du témoin dans la familiarité duquel il a longtemps vécu. D'ailleurs il est regrettable qu'il n'ait pas reproduit en tête de son édition, comme la juste préface, l'étude élaborée qu'il avait publiée les années précédentes dans le *Journal of Theological Studies* (octobre 1905, p. 99-121, et janvier 1906, p. 226-267).

Le palimpseste de Fleury (*h*), également à la Bibliothèque nationale (*lat. 6400 G.*), est bien connu depuis l'édition qu'en donna Samuel Berger en 1889. Il contient divers fragments très précieux des Actes, de l'Apocalypse et des Épîtres catholiques (*fol. 113-130* du manuscrit), que le nouvel éditeur a passé deux années à déchiffrer, reprenant, contrôlant, précisant

les lectures du savant français, avec non moins de patience que lui ; il a même réussi, à l'occasion, à recouvrer quelques passages illisibles pour son prédécesseur, et pour le reste nous aurons désormais l'avantage d'une double garantie. Le fac-similé (fol. 123 v°), qui vient après celui de M. Chatelain (pl. XV : fol. 120 r°), permet d'apprécier la difficulté de la tâche ; on peut d'ailleurs se demander si, dans le cas présent, il a un autre intérêt, puisque la photographie laisse à peine deviner l'existence de la première écriture. M. Buchanan estime, de même que Samuel Berger, que la rédaction originale remonte au v^e siècle. J'ajoute que dans une récente note du *J. of Th. Studies* (octobre 1907, p. 98-100), M. Buchanan a fait lui-même amendement pour quelques-unes de ses lectures (*Act.*, ix, 18 : *tintus* ; 21 : *uti victos* ; xviii, 8 : *tinti*).

L'impression de la Clarendon Press est toujours au-dessus de tout éloge.

A. WILMART.

Sainte Hélène, par le P. A.-R. ROUILLON, O. P., dans la collection *Les Saints*. Paris, Gabalda, 1908, in-12 de 172 p.

On ne sait que bien peu de choses sur sainte Hélène. Tous les textes authentiques qui la concernent tiendraient en quelques pages. Le P. Rouillon s'est attaché strictement à ces témoignages certains, écartant de propos délibéré les traditions tardives et mensongères qui se sont développées tout alentour. Il ne quitte pas le terrain solide des faits et se borne, pour étoffer son récit et mieux faire comprendre la vie, le caractère et le rôle de son héroïne, à la replacer dans le milieu où elle a vécu

et à rappeler les événements auxquels elle a été mêlée. Tout d'abord, il nous décrit la province de Bithynie, patrie d'Hélène, qui naquit à Drépane, dans une famille païenne de basse condition. Il définit avec soin la nature de l'union, *concubinatus*, conclue par Constance Chlore avec cette humble fille d'auberge et rompue quand Dioclétien fit de Constance un César. Hélène disparaît momentanément de l'histoire après sa répudiation ; en vain l'imagination populaire prétend-elle trouver la trace de son passage sur les bords du Rhin et en Bretagne. Mais plus tard le fils qu'elle avait eu de Constance Chlore, Constantin, devient empereur et l'appelle à Rome ; comme lui, elle se convertit au christianisme. Honorée du titre d'*Augusta*, qui nous vaut l'avantage de posséder son effigie sur les monnaies, elle vit à la cour et se trouve mêlée, bon gré, mal gré, aux intrigues sanglantes du palais. En 327, elle se rend en pèlerinage aux Lieux saints et fait bâtir deux basiliques, l'une à Bethléem sur la grotte de la Nativité, l'autre au mont des Oliviers en l'honneur de l'Ascension. De retour à Rome, elle y achève sa vie, peu après, dans les pratiques de la piété et de la charité. On montre encore son mausolée sur la voie Labicane et son sarcophage au musée du Vatican ; ses reliques, au ix^e siècle, furent emportées en partie, à la suite d'aventures curieuses et assez louches, dans le diocèse de Reims, d'où elles ont passé à Paris, dans l'église de Saint-Leu. En appendice, le P. Rouillon fait une critique serrée et décisive de la prétendue découverte de la vraie Croix par sainte Hélène ; si l'existence des reliques de la Croix dans le monde chrétien est formellement attestée à partir du milieu du iv^e siècle.

cle, c'est seulement saint Ambroise, en 395, qui rapporte pour la première fois son « invention » au voyage de sainte Hélène en Palestine ; contre le silence absolu des contemporains immédiats, ce témoignage tardif, appelé d'ailleurs à s'enrichir, avec une surprenante rapidité, d'épisodes de plus en plus nombreux, circonstanciés et merveilleux, ne saurait prévaloir ; il n'a aucune autorité. — Dans la préface qu'il a mise en tête du volume, le P. Ollivier regrette que l'auteur n'ait pas adopté et utilisé les données légendaires : « l'histoire précise la matérialité des faits ; la légende en dégage l'inspiration, l'âme.... sans la légende il y a une lacune inexplicable dans l'histoire de Constance et de Constantin.... les documents font défaut ; pas tous ; il reste le « document humain, » celui que nous livre le cœur de la femme, de l'épouse, de la mère. » Nous ne saurions, pour notre part, trop féliciter le P. Rouillon de ne pas s'être engagé dans cette voie dangereuse. La rigueur de sa méthode fait le mérite de son livre.

M. BESNIER.

Monete romane. *Manuale elementare* compilato da Francesco GNECCHI. 3^a edizione, riveduta, corretta ed ampliata, con 25 tavole e 203 figure nel testo. Milan, U. Hoepli, 1907, in-16 de xvi-418 p.

Le regretté S. Ambrosoli a publié, en 1891, dans la collection Hoepli, un *Manuale di Numismatica* qui traite de la science des monnaies en général, embrassant tous les pays et tous les temps. Le manuel de M. Gneccchi a été rédigé pour servir de complément à l'une des parties de celui d'Ambrosoli. Il s'adresse aux personnes qui, se sentant spécialement attirées

vers l'étude des monnaies romaines, veulent acquérir les premières notions indispensables pour connaître et collectionner ces monnaies ; c'est un *vade-mecum* à l'usage des commençants.

Il se compose de trois parties. La première concerne les collections, la valeur des monnaies, les catalogues et médailliers, les trouvailles, les falsifications, la bibliographie et la nomenclature numismatiques. Le reste de l'ouvrage est divisé en deux sections chronologiques : l'une pour le temps de la République, l'autre pour celui de l'Empire. Dans chacune d'elles, on trouve des chapitres sur les monnaies d'or, d'argent et de bronze, les types et les légendes, ainsi que des listes alphabétiques de noms et des tableaux de monnaies, avec indication des prix actuels. La section des monnaies consulaires renferme en outre des notions sur les noms propres romains et sur les magistrats monétaires. Celle qui se rapporte aux monnaies impériales fait connaître les médaillons, les tessères et plombs, les contorniates, les monnaies posthumes, monnaies de consécration et de restitution, les ateliers, les monnaies coloniales, urbaines et provinciales, ainsi que les charges et titres, les légions et cohortes, les vœux publics mentionnés sur les monnaies.

Ce manuel a paru pour la première fois en 1896. Deux éditions (soit environ 4,000 exemplaires) ont été absorbées en un peu plus de dix ans. C'est un succès que méritait le petit livre de M. Gneccchi, car il répond aux besoins réels d'une foule de collectionneurs et d'archéologues débutants.

La troisième édition, qui vient de paraître, renferme des additions nom-

breuses. Un chapitre, des plus curieux, est entièrement nouveau. Il a trait au savoir-vivre numismatique. L'auteur y enseigne avec infiniment de bonho-

mie les règles qu'il convient de suivre pour rester « gentilhomme » tout en devenant collectionneur.

MAX PRINET.

II. — MOYEN AGE

Études sur l'administration de Rome au moyen âge (751-1252), par Louis HALPHEN, dans la Bibliothèque de l'École des Hautes Études, section des sciences historiques et philologiques, 166^e fascicule. Paris, Champion, 1907, in-8 de 192 p.

A l'aide des textes de chroniqueurs et de tous les documents d'archives qu'il a pu dépouiller, M. Halphen étudie, de beaucoup plus près qu'on ne l'avait fait jusqu'ici, l'organisation administrative de la ville de Rome au moyen âge. L'état des sources ne lui a pas permis de tracer un tableau systématique et suivi de l'ensemble des institutions municipales. Du moins passe-t-il en revue méthodiquement les points les plus importants, sur lesquels il projette une vive lumière. Son livre apporte une contribution très neuve et très précieuse à la connaissance de la Rome médiévale. Il a pour point de départ la chute de la domination byzantine et pour point d'arrivée la première nomination d'un sénateur étranger investi pour trois ans de pouvoirs discrétionnaires. L'époque comprise entre 751 et 1252 est divisée en deux parties, nettement différentes, par la révolution communale du milieu du XII^e siècle. Jusqu'à cette révolution, le pape reste le maître unique et absolu de l'administration de Rome ; la noblesse ne parvient jamais à jouer un rôle régulier dans la direction des affaires. La ville comprend douze régions, qu'on ne trouve pas mentionnées explicitement avant le XII^e siècle,

mais dont la création remonte certainement beaucoup plus haut et peut-être jusqu'aux Byzantins. Le principal fonctionnaire est le préfet, héritier du nom et des attributions du *praefectus Urbi* de l'antiquité ; à côté de lui on trouve : de simples *consules*, qui disparaissent de bonne heure ; des *consules Romanorum*, agents pontificaux recrutés dans l'aristocratie, que remplacent au XI^e siècle des *consules et ducs* ; des *judices* enfin, parmi lesquels les sept juges ordinaires ou palatins, désignés chacun par un titre particulier (*primicerius*, *secundicerius*, *arcarius*, etc.), dirigent un certain nombre de services du palais pontifical. En 1143, les Romains se soulèvent et installent un Sénat au Capitole ; une série d'accords conclus, de 1145 à 1188, entre les papes et la commune romaine reconnaissent officiellement l'existence de celle-ci. Le Transtévère et l'île tibérine sont en dehors de la commune ; elle a pour organe essentiel, au-dessus du « parlement », assemblée plénière des citoyens, purement passive, et du « conseil », assemblée délibérante qui donne son avis sur les affaires graves, le Sénat, composé au début d'une cinquantaine de membres, transformé dans la suite en un collège de moins en moins nombreux, et réduit finalement à un ou deux membres ; les sénateurs sont élus, pour un an, par le « parlement » ; ils reçoivent du pape un traitement ; tout un personnel d'agents subalternes les assiste ; ils

se rendent maîtres peu à peu, de 1143 à 1252, de tous les services de l'administration urbaine, police, justice, poids et mesures, travaux publics, etc., qui ne relevaient jusqu'alors que du pape. Il est intéressant, au point de vue de l'histoire générale, de constater cet accaparement progressif et cette opposition marquée entre les deux périodes dont s'occupe M. Halphen, en même temps que de noter la persistante influence des traditions antiques, attestée par la survivance des noms d'assemblées et de magistratures. — La troisième partie du livre (p. 89-179) contient les listes des juges ordinaires, des préfets et des sénateurs, avec l'analyse sommaire des documents qui les concernent; elle témoigne de l'étendue considérable des recherches de l'auteur et de la précision des résultats auxquels il est heureusement arrivé.

M. BESNIER.

Zur Frage der Besetzung des erzbischöflichen Stuhles in Salzburg im Mittelalter, von Dr Alfred von WRETSCHKO. Stuttgart, Enke, 1907, in-8 de iv-112 p.

C'est de l'influence du droit étranger sur l'élection du roi de Germanie que M. de Wretschko est passé au problème des élections ecclésiastiques en Allemagne. Son travail d'aujourd'hui, si restreint qu'en soit le cadre, n'en offre pas moins des éléments d'intérêt général. Les passions que, là comme partout, ces élections soulevaient s'expliquent par la double nature de ce qui en fait l'objet : il s'agit avant tout pour l'Eglise d'un pouvoir spirituel; il s'agit aussi, puissance politique et richesses, de grands avantages temporels bien faits pour exciter les convoitises de ceux qui peuvent y prétendre. De là entre

le Pape, autorité suprême, et les autres éléments de la société chrétienne, séculiers ou ecclésiastiques, des conflits sans cesse renaissants : cela se retrouve dans toute la chrétienté, et lorsqu'on voit Innocent III, en 1206, débouter l'archevêque latin de Constantinople, Thomas Morosini, de ses prétentions mal fondées à la juridiction de l'île de Chypre, et en 1213 reprocher à Hugo I^{er}, roi de Chypre, d'être intervenu dans une élection épiscopale, c'est méconnaître les conditions élémentaires du gouvernement de l'Eglise que de voir avec M. Luchaire la raison de cette politique dans des idées de domination universelle. Rien, dans l'exposé très objectif de M. de Wretschko, ne permet de lui prêter ces vues que Taine rangerait dans les « hallucinations », et qui gâtent le travail d'ailleurs consciencieux de l'érudit français. Le même drame se déroule en Allemagne : de 1122, époque du concordat de Worms, à 1500, M. de Wretschko nous en fait suivre les péripéties, dans un résumé substantiel, en ce qui concerne le siège archiepiscopal de Salzbourg. Ce concordat assure la liberté des élections contre l'intrusion des laïques, et Salzbourg est à cette époque une forteresse de l'esprit hostile à cette intrusion. Quelques années plus tard, à l'époque de Barberousse, c'est le même esprit qui fait l'élection de Conrad auquel Barberousse refuse les régales, et celle d'Adalbert, déposé par les princes au Reichstag de Ratisbonne, et qui, sacrifié par le Pape en 1177 pour le bien de la paix, est de nouveau élu en 1183 *ex praecepto imperatoris*, c'est-à-dire de l'aveu de Barberousse, et meurt en 1200. On voit dans la suite les Papes, pour obvier sans doute aux intrigues électorales, prohiber

souvent les élections, casser celles qui se sont faites contre leurs ordres, le plus souvent nommant d'ailleurs l'élu, lorsque, renseignements pris, il en paraît digne ; enfin, à Salzbourg comme ailleurs, exercer le droit de réserve. M. de Wretschko, qui le signale, n'en constate pas les résultats pour Salzbourg. On sait par ailleurs (Janssen, *Gesch. des deutschen Volkes*, I, 714 ss.) que ces résultats, par la force des circonstances, ne furent que trop souvent déplorables : aux intrigues électorales on substituait les intrigues de bureau. Ce sont les documents qui, dans le livre de M. de Wretschko, occupent le plus d'étendue : décrets d'élection, bulles de provision et de confirmation, pièces relatives à la consécration et au pallium, formulaire du serment d'obédience, registres (1247-1495), le tout puisé principalement aux archives de Salzbourg et de Vienne : beaucoup de pièces sont inédites.

J.-A. DE BERNON.

Les Annates du diocèse de Tours (1421-1521), publiées par l'abbé VAUCELLE. Paris, A. Picard, 1907, in-8 de 107 p.

Le Saint-Siège prélevait sur chacun des bénéfices qu'il conférait la moitié des revenus de la première année. Contrairement à ce qui se passait dans certains diocèses, il n'y avait pas de taxe officielle. On s'en tenait à l'estimation commune. Les registres où se trouvent les actes de cette administration sont conservés aux archives du Vatican. Ils sont pleins de renseignements utiles. L'évaluation des revenus, qu'ils contiennent, ne peut être prise au pied de la lettre. Ce n'est point, au reste, par là que l'historien en tire profit. Ils lui font

connaître les bénéfices dont le Saint-Siège s'était réservé la collation, ce qui est d'un sérieux intérêt pour l'histoire d'une époque où les papes et les rois étaient à ce sujet continuellement en discussion et où les canonistes, légistes et théologiens prenaient ouvertement parti pour les uns ou pour les autres. On peut surtout, à l'aide de ces documents, dresser une liste complète des titulaires de ces divers bénéfices ; il n'est pas rare d'y glaner des indications sur leurs antécédents. Ce qui revient à dire que la publication de M. Vaucelle est une précieuse contribution à l'histoire des églises tourangelles durant un siècle. Il y est question du chapitre cathédral et de quelques-uns de ses bénéfices ; des collégiales de Saint-Martin, de Notre-Dame d'Amboise, de Saint-Maxime de Chinon ; des abbayes de Marmoutier, de Saint-Julien, de Beaumont de Beaulieu, de Cormery, de Gâtines, Villelomin, etc., et de leurs dépendances ; de nombreux prieurés et de paroisses. L'union des prieurés à une abbaye ou à un établissement quelconque était soumise à une taxe ; on trouve dans ce recueil quelques documents sur cette nature d'acte.

J. BESSE.

Histoire des études dans l'ordre de Saint-François, depuis sa fondation jusque vers la moitié du XIII^e siècle, par le R. P. HILARIN DE LUCENNE, de l'ordre des Frères Mineurs Capucins, docteur en théologie. Traduit de l'allemand par le T. R. P. Eusèbe de Bar-le-Duc, ex-lecteur de philosophie et de théologie, du même ordre. Paris, Picard, 1908, gr. in-8 de vii-574 p.

Il faut bien reconnaître que nous n'avions encore absolument aucun

ouvrage sur la matière exposée dans ce livre, et, sincèrement, nous devons féliciter le traducteur d'avoir mis à la disposition des lecteurs français un ouvrage paru en Allemagne voici tantôt quatre ans, en 1904.

A vrai dire, ce volume est une seconde édition, puisque, de ci de là, l'auteur a apporté quelques additions.

Les premières esquisses avaient paru dans les *Études franciscaines* en 1899 (t. I, p. 22 et 233). L'auteur expose son sujet en trois grandes parties.

Dans la première, il étudie les dix premières années de l'ordre des Mineurs (1209-1219), et précise le rôle et les sentiments de saint François d'Assise vis-à-vis des études, montre le caractère de la prédication chez les franciscains quant au fond et quant à la forme, le savoir personnel du fondateur.

Dans une seconde partie, le R. P. Hilarin expose les développements depuis l'organisation définitive de l'ordre jusqu'après l'établissement des études dans toutes les provinces (1219-1250). Et ici se placent des pages substantielles sur les écoles de Bologne, sur le lectorat de saint Antoine de Padoue, sur la fondation de l'étude des Mineurs à Paris, les maîtres Alexandre de Halès et Jean de la Rochelle, enfin sur l'étude d'Oxford avec Robert Grossetête et Adam de Marsh.

La troisième partie, en un sens la plus difficile à traiter, mais aussi de beaucoup la plus intéressante parce qu'elle nous fait entrer davantage dans le cœur du sujet, est consacrée à l'exposé du plan intérieur et de la forme de l'enseignement des Mineurs au XIII^e siècle. Voici les écoles générales et les écoles particulières, les écoles publiques et celles qui sont purement conventuelles ; voici les

élèves, leur entrée, leur séjour, leur sortie ; voici les maîtres, la formation des lecteurs et la charge qui leur est confiée ; voici enfin le programme des études, de la théologie et de toutes les sciences auxiliaires.

Nous aurions aimé qu'en une dernière partie le savant auteur développât l'histoire des idées débattues en ces écoles des Mineurs, et surtout tirât quelques conclusions générales qui, d'elles-mêmes, viennent à l'esprit du lecteur persévérant de ces longues pages.

Mais tel que nous le possédons, ce livre est de première importance et de première valeur. Et en plus d'un endroit, il rectifie les données courantes admises sur les affirmations de Paul Sabatier, ou précise tel détail, comme l'âge du *De proprietatibus rerum* de Barthélemy l'Anglais.

Est-ce à dire qu'on ne peut trouver matière à critique ? Nullement. Par exemple, est-il bien vrai qu'Alexandre de Villedieu fût franciscain ? (P. 354 et 436.) L'établissement des Mineurs à Saint-Denis est-il complètement élucidé ? En général, on pourrait se demander si le R. P. Hilarin ne tire pas quelquefois des conclusions trop hâtives. Et, dans le fait, les événements se passèrent-ils d'une manière aussi nette que l'auteur se plaît à le soutenir ? Je crois qu'une sourdine doit être mise pour adoucir la force de quelques affirmations.

Le traducteur enfin ne paraît pas assez au courant de l'histoire du moyen âge, à en juger par la façon dont il écrit certains noms très connus.

Mais, somme toute, j'aime à le répéter parce que c'est justice, le livre du R. P. Hilarin est un ouvrage de première valeur.

P. UBALD D'ALENÇON.

Obituaires de la province de Sens; t. II (diocèse de Chartres). Paris, G. Klincksieck, 1906, in-4 de iv-xxviii-675 p. [Recueil des historiens de la France publié par l'Académie des inscriptions et belles-lettres.]

Le présent volume de la nouvelle collection entreprise par l'Académie des inscriptions et belles-lettres a été préparé par Auguste Molinier et terminé, après le décès de cet érudit, par les soins de M. Auguste Longnon qui en a écrit la préface. Il contient tous les obituaires ou fragments d'obituaires et nécrologes de l'ancien diocèse de Chartres qui ont pu être retrouvés, soit en originaux, soit en copies ou en extraits; ces recueils s'appliquent aux établissements suivants : cathédrale de Chartres, abbayes de Saint-Père-en-Vallée et Saint-Jean de la même ville, abbayes de la Trinité de Vendôme, de Pontlevoy, de Josaphat, de Saint-Avit de Châteaudun, de Saint-Cheron, de Bonneval, de Haute-Bruyère, de Joyenval, d'Abbecourt, des Clairets, prieuré de Davron, Dominicaines de Poissy, Frères Prêcheurs et Frères Mineurs de Chartres, Maladrerie du Grand-Beaulieu, Hôtel-Dieu de Châteaudun, collégiales de Saint-André et Saint-Maurice de Chartres, Saint-Georges de Vendôme, Notre-Dame de Mantes, Notre-Dame de Poissy et Nogent-le-Rotrou, paroisses de Courville et de Saint-Saturnin à Chartres. Parmi ces textes, quelques-uns étaient déjà publiés, d'autres voient le jour pour la première fois et n'ont même jamais été utilisés. Les historiens feront donc une ample moisson, spécialement pour la biographie des individus et la généalogie des familles qui à quelque titre ont été en relations avec les établissements ecclé-

siastiques ci-dessus mentionnés. Précisément M. Longnon a montré par quelques exemples typiques, en son introduction, quel parti l'on pouvait tirer de ces textes pour préciser l'époque jusqu'alors indéterminée ou douteuse du décès de certains personnages historiques appartenant à la maison comtale de Chartres et de Blois (Thibaud le Tricheur, Eudes I^{er} et Eudes II, Étienne-Henri, Thibaud IV, Thibaud V et Thibaud VI), à la maison comtale du Perche (Rotrou et Geoffroy), et aux comtes de Meulan (Galeran I^{er}, Hugues, Robert I^{er}, Galeran II). Pour des individualités moins considérables, le recueil des obituaires de l'ancien diocèse de Chartres pourra fournir des renseignements analogues.

L'impulsion donnée à cette publication par M. Longnon n'est pas près de s'arrêter; l'érudition se félicitera d'apprendre que des obituaires imprimés de la même façon pour les diocèses de Meaux, de Reims, d'Orléans et de Nevers pourront être bientôt mis à la disposition des historiens.

H. STEIN.

Chartularium studii Bononiensis. Documenti per la storia dell' Università di Bologna dalle origini fino al secolo XV. Vol. I, fasc. 1. Imola, cooperativa tipografica editrice, 1907, in-8 de vi-112 p.

Studi e memorie per la storia dell' Università di Bologna. Vol. I, parte 1. Bologna, cooperativa tipografica Azzaguidi, 1907, in-8 de xi-97 p.

L'Université de Bologne n'a pas encore d'histoire, malgré toutes les tentatives qui en ont été faites, et pourtant s'il y en a une qui s'impose, c'est bien celle-là. Les professeurs de

cette Université, voulant combler une lacune aussi regrettable, ont formé un comité chargé de recueillir les matériaux, d'étudier la multitude de questions qui se rattachent à cette grande œuvre, de rédiger les notices particulières sur telle ou telle institution, tel ou tel professeur, tel ou tel traité composé jadis au sein du *studium*. Ils ont tenu à honneur de faire coïncider le début de leurs premières publications avec le troisième anniversaire de la mort d'Ulisse Aldrovandi.

Elles se partagent en deux séries : la première, sous le nom de *Chartularium*, comprendra l'ensemble des documents conservés aux archives de Bologne ou ailleurs sur l'Université depuis les origines jusqu'à la fin du xv^e siècle. La méthode suivie dans le fascicule qui nous est présenté, et qui sera adoptée pour la suite, est celle-ci : on réunit en *corpus* tous les actes qui non seulement intéressent le *studium* et ses professeurs d'une façon directe, mais encore ceux où ne font que paraître comme témoins ou autrement des docteurs, lecteurs ou étudiants. Le texte en est donné intégralement pour ceux du xiv^e siècle et ceux des époques postérieures qui concernent spécialement l'Université et ses membres ; il n'est qu'analysé pour les autres, mais le passage qui a motivé leur insertion est rapporté en entier. Ce *Chartularium* est donc une très vaste entreprise, dont on aimera à constater le succès. Les éditeurs n'ont pas voulu s'astreindre à attendre la fin de leurs recherches dans tous les fonds d'archives pour publier leurs documents selon un ordre chronologique rigoureux : ils prennent un fonds, un recueil de chartes, en extraient les pièces utiles, les classent par dates

et les éditent. C'est ainsi que nous avons dans ce premier fascicule celles qu'ils ont relevées d'après deux registres officiels des actes de la commune de Bologne, connus sous le nom de « *registro grosso* » et « *registro novo* » ; ils ont commencé ensuite le dépouillement des procédures et sentences des podestats, depuis 1204. Plusieurs de ces documents ont déjà été publiés, mais il en est beaucoup d'inédits, qui paraissent extrêmement curieux. Le programme adopté permet aussi d'en relever une quantité qui serviront à d'autres historiens et qui éclaircissent nombre de faits des annales bolonaises.

En même temps que le début de ce cartulaire, la commission pour l'histoire de l'Université de Bologne donnait le premier fascicule de ses *Studi e memorie*. Il comprend quatre mémoires d'inégale importance : le plus court, celui du professeur Nino Tamassia, concerne les *Proemi e glosse dell' antica letteratura giuridica bolognese*, notamment de la collection dite *Lombarda*. M. Francesco Brandileone, dans ses *Notizie su Graziano e su Niccolo de Tudeschi, tratte da una cronaca inedita*, a utilisé des annales chronologiques sur le monastère de San Procolo à propos de statues érigées dans ce couvent aux deux grands canonistes en question. Tout à fait définitif paraît être le mémoire écrit par M. Emilio Posta sur *La prima cattedra d'umanità nello studio bolognese durante il secolo XVI* ; séparée de la classe de rhétorique poétique, la chaire d'humanités fut d'abord occupée de 1538 à 1544 par Romolo Amaseo, admirateur passionné de la langue latine, puis par Sebastiano Corrado da Arceto, qui s'est rendu célèbre par ses études sur Cicéron, par Francesco Robos-

tello, Carlo Sigonio, Alde Manuce, etc. Leurs savantes leçons furent très goûtées, elles ne réussirent pourtant pas à assurer la continuité de cet enseignement : il tomba en pleine décadence dès le début du siècle suivant — M. le professeur Aug. Gaudenzi a étudié dans une dernière dissertation, d'après surtout les renseignements donnés par un manuscrit du mont Cassin, l'époque à laquelle aurait été rédigé le décret de Gratien : il donne la preuve que le décret est antérieur au pontificat de Lucius II (1144-1145).

Nous ne pouvons qu'applaudir aux heureux débuts de la commission pour l'histoire de l'Université de Bologne et souhaiter la continuation de travaux aussi utiles et aussi bien conduits.

L. H. LABANDE.

Dietrich von Nieheim. Zijne opvatting van het Concilie en zijne Kroniek. Door Dr W. J. M. MULDER, S. J. Amsterdam, E. van der Vecht. Naaml. Vennertschap Keurboekerij te Leuven, 1907, in-8 de xxv-215-xxix-88 p.

Thierry de Niem († 1418), clerc westphalien, successivement attaché en qualité d'abrégiateur aux chancelleries d'Urbain VI et de Boniface IX, est un des plus remarquables écrivains qui défendirent les thèses conciliaires à la fin du grand schisme d'Occident. Son activité littéraire ne se borna pas à des œuvres de circonstance. Il avait composé une chronique s'étendant du règne de Charlemagne à celui de Frédéric II. Cinq fragments de cette chronique furent publiés en 1885 par H. V. Sauerland d'après le manuscrit 14794 de la bibliothèque de Vienne. Le R. P. Mulder édite à nouveau, d'après un manuscrit de Leyde du début du

xvi^e siècle, les fragments déjà publiés par Sauerland, et en outre quatre passages d'un assez faible intérêt, relatifs aux guerres de Charlemagne contre les Saxons.

Dans son introduction il étudie avec soin les manuscrits et les sources de la chronique qui contient de nombreux passages empruntés aux *Gesta Saxonum*. La publication de ces textes était d'abord le but unique du R. P. Mulder, mais au cours de son travail il a pensé que la vie, et l'œuvre de Thierry étaient encore trop peu connues, et il leur a consacré une étude ou plutôt quatre dissertations. 1. Le grand schisme d'Occident, p. 1-70, — résumé d'après les ouvrages bien connus de Hefele, Knopfler, Valois, Finke. 2. Thierry de Niem, p. 71-109, — étude sur sa vie jusqu'à l'époque du grand schisme. 3. Les traités de réforme, p. 111-198. L'auteur s'attache surtout à trois ouvrages : les *Monita de necessitate reformationis* dont, après Finke, il défend l'authenticité; le *De modis uniendi* et le *De schismate*, qui au contraire ne semblent pas l'œuvre de Thierry. 4. Thierry et le concile de Constance, p. 199-215.

Il est aisé de s'apercevoir que cet ouvrage manque complètement d'unité et ne constitue ni une histoire du schisme, ni une étude complète sur Thierry de Niem. Mais des études très inégales qui le composent le critique et l'historien pourront tirer d'utiles renseignements. M. B.

Floris V, graaf van Holland en Zeeland, heer van Friesland (1256-1296), par Henri OBRZEN. Gand, E. van Goethem, 1907, in-8 de xlvii-177 p.

Ce volume forme le trente-quatrième fascicule du Recueil des tra-

vaux publiés par la Faculté de philosophie et lettres de l'Université de Gand. Il est consacré au personnage que nous appelons en français le comte Florent V, dont le règne en Hollande, Zélande et Frise a été fort intéressant, et qui valait certes la monographie détaillée que M. H. Obreen vient de lui consacrer. Florent V succéda en 1256 au comte de Hollande Guillaume II, son père, qui était, comme on sait, roi des Romains; il n'avait que deux ans et ses premières années se passèrent en une tutelle très agitée. Puis son existence se trouva remplie par d'âpres luttes contre les Frisons, chez qui son père avait trouvé la mort, et qu'il finit par dompter après plus de dix ans de campagnes. Plus tard Florent V eut avec le comte de Flandre Guy de Dampierre, dont il avait épousé une fille, des démêlés dont la cause était la Zélande, cette source permanente de discordes entre la Flandre et la Hollande. Après avoir été ce que nous appellerions un souverain dé-

mocratique, et avoir atteint un degré de puissance supérieur à celui de tous ses prédécesseurs, Florent V finit par périr assassiné à la fin du mois de juin 1296; il n'avait que quarante-deux ans. C'est cette vie agitée qui a naturellement attiré l'attention de M. H. Obreen. Après avoir examiné très longuement, dans une introduction de quarante pages, les sources de l'histoire de Florent V, M. Obreen étudie les premières années du comte, jusqu'à sa majorité, à dix-huit ans, en 1272; puis, après avoir scruté les divers actes politiques de Florent dans ses rapports avec les Brabançons, les Frisons, les Gueldrois, les Flamands, etc., et avoir raconté la mort dramatique de son héros, l'auteur termine une monographie qui m'a paru bien conduite, encore qu'un peu faible pour les relations de la Hollande avec la France, par un appendice sur le style suivi par la chancellerie de Florent V.

ARMAND D'HERBOMEZ.

III. — RENAISSANCE. — RÉFORME

Geoffroy de Malvin, magistrat et humaniste bordelais (1545?-1617). Étude biographique et littéraire, par Paul COURTEAULT. Paris, Champion, 1907 (Bibliothèque littéraire de la Renaissance, nouvelle série, t. III), in-8 de x-208 p.

Geoffroy de Malvin, conseiller au Parlement de Bordeaux, fut, derrière La Boétie et Montaigne, parmi les Florimond de Rœmond, les André de Nermond, les Pierre de Brach, un de ces magistrats humanistes, qui ont été les ouvriers quelques-uns, et la plupart comme les aimables et heureux usufruitiers de la Renaissance. A dix-huit ans il publie un

poème latin de seize cents vers, *Gallia gemens*, où, élève adroit de Virgile, il conte en hexamètres d'une facile mais proluxe élégance la légende de Francus venant de Troie, comme un autre Énée, s'établir en Francie puis fonder, par un de ses descendants, Marcomir, Lutèce et le grand royaume auquel une gloire immortelle est promise. *Énéide* et *Pharsale*, le poème retrace ensuite les guerres civiles qui désolent le pays, les batailles de Dreux et de Targon près Bordeaux, puis s'achève en élégie sur les misères du temps et en appels à la paix. Après quoi, toute sa vie, cherchant dans les lettres

un refuge contre les tristesses de sa foi patriotique et catholique, contre les contrariétés de sa vie publique et les chagrins de sa vie privée, sans s'astreindre à l'effort d'une grande œuvre, dont peut-être il n'était pas capable, et sans plus rien éditer, il se divertit à mille jeux poétiques, traductions de morceaux grecs en vers latins, traductions de latin en vers français, épitaphes, pièces liminaires, élégies pour les « tombeaux » à la mode (*Tombeau de Ferroud, Tombeau de Montluc*, etc.), morceaux de circonstance (Entrée de Charles IX à Bordeaux, bataille de Jarnac...), et quelquefois épanchements improvisés de ses rêveries personnelles.

Or le meilleur de cela fut conservé avec des copies de harangues ou de rapports au Parlement, de lettres écrites ou reçues et toute sorte de pièces d'auteurs inconnus, dans un bel in-quarto manuscrit qui appartient à la Bibliothèque municipale de Bordeaux. C'est grâce à ces documents, et à tous ceux que sa diligente érudition a grappillés à travers toute l'histoire, générale ou locale, des Parlements et de la Renaissance, que M. Courteault a pu reconstituer à ce vieux parlementaire une claire et sobre biographie, avec pièces à l'appui, en appendice ; il a raconté tour à tour le magistrat consciencieux, qui défend contre les désordres intimes et contre les empiétements du pouvoir royal la dignité et l'indépendance de sa compagnie (voir notamment ses remontrances sur l'enregistrement de l'édit de Nantes) et le fin lettré, qui orne de souvenirs classiques tout ce qu'il écrit, égaie et ennoblit sa vie, ses relations avec ses amis, d'agréables hexamètres.

Sans doute, il n'y a rien d'éclatant en tout cela, rien de très original.

Mais l'intérêt du portrait, c'est, ici, qu'il ressemble à beaucoup d'autres, qu'il vaut justement pour nous donner comme une commune mesure, si l'on veut, ou une moyenne de ces magistrats de l'ancien régime. Il apparaît bien que tous les collègues, les amis, les correspondants de Malvin ont même culture, mêmes goûts, mêmes passe-temps que lui. Ainsi, au-dessous de Montaigne et Montesquieu, on voit sortir de l'ombre toute une lignée de figures de même type : et c'est cela qui fut « l'élite obscure » de la France d'autrefois.

GABRIEL AUDIAT.

Montaigne (1553-1592), par Louis COQUELIN. Bibliothèque Larousse, s. d., gr. in-16 de 96 p., 4 gravures.

On pourrait, pour une collection de vulgarisation, désirer que la part fût faite plus grande au texte même du grand écrivain et que les extraits fussent autrement disposés, avec plus d'ordre et mieux liés. Mais la biographie de Montaigne et l'histoire des *Essais*, faites par M. L. Coquelin d'après les travaux les plus récents, son étude littéraire et morale, très judicieuse, et qui donne « des clartés de tout, » procèdent et d'une connaissance très complète du sujet et d'un très bon esprit. La qualité de cette étude et l'excellente bibliographie qui l'accompagne font ce petit livre utile, par-dessus la tête de ceux qu'il vise, aux lettrés mêmes et à ceux qui voudraient amorcer des investigations plus approfondies.

G. A.

La question Michel Servet, par Claude Bouvier (Coll. « Questions historiques »). Paris, Bloud, 1908, 62 p.

La réhabilitation de Michel Servet est à l'ordre du jour. En 1903, les Genevois lui érigeaient un monument expiatoire ; le 5 juillet dernier, Paris inaugurait sa statue sur la place de Montrouge ; on lui prépare des hommages du même genre à Saragosse et à Vienne en Dauphiné. Des recherches sur sa vie et sur sa doctrine ne peuvent donc qu'être bien accueillies. M. Claude Bouvier a entrepris de marquer, d'une façon aussi exacte que possible, où en est « la question Michel Servet ». L'introduction bibliographique assez riche qu'il a placée en tête de son volume met le lecteur à même de contrôler son récit et ses appréciations.

En somme, si la doctrine de Michel Servet est assez facile à connaître, sa vie demeure enveloppée dans un mystère à peu près impénétrable. M. Bouvier a pu raconter en quelques pages ce qu'on sait de l'origine, des voyages, des études, des écrits de Servet, jusqu'à la publication du *Christianismi Restitutio* ou « Restauration du christianisme ».

Ce dernier ouvrage, où fourmillent les hérésies, valut à son auteur une

double condamnation. Le tribunal de l'Inquisition de Vienne en Dauphiné frappa Servet comme contumace. C'est à Genève qu'il fut condamné à mort et exécuté en 1553. La responsabilité de ce supplice retombe tout entière sur Calvin. Le syndic Calandrini le reconnaissait officiellement le 19 octobre 1737 ; comme on lui demandait l'autorisation de consulter les pièces du procès, il répondit : « Monsieur, le conseil, se trouvant intéressé à ce que la procédure contre Servet ne soit pas rendue publique, ne veut pas qu'elle soit communiquée à qui que ce soit.... La conduite de Calvin est telle que l'on veut que tout soit enseveli dans un profond silence. »

Le petit livre de M. Bouvier résume fort bien tout ce qu'il importe de connaître sur Servet. Le jugement qu'il porte sur les juges de Servet et sur ses admirateurs du *xx^e* siècle est très juste. M. Bouvier n'a pas voulu clore son étude sans indiquer quel est le sentiment des catholiques à l'égard de la victime de Calvin. Ici se pose la question plus générale de la répression de l'hérésie. L'auteur est de ceux qui ne réprouvent pas en principe « le droit du glaive », il trouve seulement que l'Inquisition a fait son temps.

E. VACARDARD.

Le Gérant : L. PIQUET..

TABLE DES MATIÈRES

DU

QUATRE-VINGT-QUATRIÈME VOLUME

LIVRAISON DU 1^{er} JUILLET 1908

Pages.		
5.	L'existence historique de Jésus et le rationalisme contemporain. I.	C.-L. FILLION.
33.	Un ouvrier de la Réforme au x ^e siècle. Amat d'Oloron	A. DEGERT.
85.	Les brigandages maritimes de l'Angleterre sous le règne de Louis XV. II.	C ^{te} M. DE GERMINY.
113.	La légende de Lakanal. Lakanal au comité d'instruction publique de la Convention.	E. WELVERT.
145.	Une société du culte catholique à Paris pendant la première séparation. La paroisse Saint-Eustache de 1795 à 1802. I.	L. SOUTIF.
178.	La vie aux armées sous la Révolution et le premier Empire. II.	C ^{te} DE SÉRIGNAN.
205.	Mélanges : Un nouveau livre sur sainte Agnès.	PAUL ALLARD.
210.	Un prêtre proscrit pendant la Révolution. Le P. Chrysostome de Barjac	A. DURAND.
224.	Lamennais d'après ses correspondants inconnus. III.	A. ROUSSEL.
233.	Correspondance	CH. DE LOMÉNIE.
235.	Courrier allemand.	E.-A. GOLDSILBER.
249.	Courrier italien (fin)	L.-G. PÉLISSIER.
261.	Chronique	E.-G. LEDOS.
284.	Revue des recueils périodiques : Français	ALBERT ISNARD.
296.	Anglais	F. CABROL.
307.	Italiens	PAUL ALLARD.
320.	Bulletin bibliographique.	

LIVRAISON DU 1^{er} OCTOBRE 1908

365.	L'existence historique de Jésus et le rationalisme contemporain (fin).	C.-L. FILLION.
------	--	----------------

TABLE DES MATIÈRES DU QUATRE-VINGT-QUATRIÈME VOLUME. 701

Pages.	
399.	Sidoine Apollinaire préfet de Rome PAUL ALLARD.
420.	La désertion du cardinal de Bouillon (premier article). A. DE BOISLISLE.
472.	Les brigandages maritimes de l'Angleterre sous le règne de Louis XV (fin) C ^{te} M. DE GERMINY.
509.	Une société du culte catholique à Paris pendant la première séparation. La paroisse Saint-Eustache de 1799 à 1802 (fin) . . . L. SOUTIF.
562.	Mélanges : L'Œuvre historique de Gaston Boissier MAURICE BESNIER.
584.	Le cartulaire de Notre-Dame de Prouille et l'albigéisme languedocien aux XII ^e et XIII ^e siècles. E. VACANDARD.
612.	Lamennais d'après ses correspondants inconnus. IV. A. ROUSSEL.
621.	Correspondance L. DU SOMMERARD et A. VOGT.
623.	Courrier allemand (fin) E.-A. GOLDSILBER.
629.	Courrier anglais F. CABROL.
642.	Chronique E.-G. LEDOS.
656.	Revue des recueils périodiques : Français . ALBERT ISNARD.
672.	Allemands E.-G. LEDOS.
682.	Bulletin bibliographique.

OUVRAGES ANALYSÉS DANS LE BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

I. — *Histoire générale*

A. Lemaire. Les lois fondamentales de la monarchie française, d'après les théoriciens de l'ancien régime (H. Rubat du Méric).	320
G. de Pascal. Lettres sur l'histoire de France (E. Godefroy) . .	321
A. Prins. De l'esprit du gouvernement démocratique (J. Angot des Rotours).	322
L. Passy. Mélanges scientifiques et littéraires. IV et V (Paul Allard)	322
L. Passy. Jules Lair (Paul Allard)	322

II. — *Antiquité. Origines chrétiennes*

H. d'Arbois de Jubainville. Tâin bó Cûalnégé (H. Gaidoz) . . .	323
A. Dufourcq. L'avenir du christianisme. I. Époque orientale (Paul Allard).	324

V. Chapot. La frontière de l'Euphrate (Paul Allard)	324
V. Chapot. La colonne torse et le décor en hélice dans l'art antique (Paul Allard)	324
W. Hoffmann. Das literarische Porträt Alexanders des Grossen im griechischen und römischen Altertum (M. Besnier)	682
G. Stahl. De bello Sertoriano (M. Besnier)	683
P. Legendre. Études tironiennes (M. Besnier)	684
L. Crémieu. La justice privée, son évolution dans la procédure romaine (M. Besnier)	684
E. Pais. Ricerche storiche e geografiche sull'Italia antica (M. Besnier)	686
E. S. Buchanan. The four Gospels from the codex corbeiensis (A. Wilmart)	687
A. R. Rouillon. Sainte Hélène (M. Besnier)	688
F. Gneccchi. Monete romane (M. Prinnet)	689

III. — *Moyen âge*

R. Dussaud. Les Arabes en Syrie avant l'Islam (A. V.)	326
Hesseling. Essai sur la civilisation byzantine (A. Vogt)	324
L. du Sommerard. Deux princesses d'Orient au XII ^e siècle. Anne Comnène et Agnès de France (A. Vogt)	328
Pappadopoulos. Théodore II Lascaris, empereur de Nicée (A. V.)	329
R. P. Mortier. Histoire des maîtres généraux de l'ordre des Frères Prêcheurs. T. III (J.-M. Besse)	331
B. Egger. Geschichte der Cluniazenser-Klöster in der Westschweiz bis zum Austreten der Cisterzienser (J.-M. Besse)	332
R. Coulon. Beati Johannis Dominici, Cardinalis Sancti Sixti, Lucula noctis (J.-M. Besse)	332
G. Albe. Les miracles de Notre-Dame de Roc-Amadour au XIII ^e siècle (J.-M. Besse)	333
R. Davidsohn. Geschichte von Florenz. T. II (H. C.)	334
R. Davidsohn. Forschungen zur Geschichte von Florenz (H. C.)	334
L. Halphen. Études sur l'administration de Rome au moyen âge (M. Besnier)	690
A. von Wretschko. Zur Frage der Besetzung des erzbischöflichen Stuhles in Salzburg im Mittelalter (J.-A. de Bernon)	691
Vaucelle. Les Annates du diocèse de Tours (J. Besse)	692
Hilarin de Lucerne. Histoire des études dans l'ordre de Saint-François depuis sa fondation jusque vers la moitié du XIII ^e siècle (P. Ubald d'Alençon)	692
Obituaires de la province de Sens. T. II (H. Stein)	694
Chartularium studii Bononiensis. T. I (L.-H. Labande)	694

TABLE DES MATIÈRES DU QUATRE-VINGT-QUATRIÈME VOLUME. 703

Studi e memorie per la storia dell' Università di Bologna (L.-H. Labande)	694
W. J. M. Mulder. Dietrich von Nieheim (M. B.)	696
H. Obreen. Floris V, graaf van Holland en Zeeland (A. d'Herbomez).	696

IV. — *Renaissance. Réforme*

P. Kalkoff. Aleander gegen Luther (J. Paquier).	336
J. Janssen. L'Allemagne et la Réforme. T. VII (J. Paquier).	337
L. Guiraud. Le procès de Guillaume Pellicier, évêque de Magonne (A. Degert)	339
R. Radouant. Guillaume du Vair (G. Baguenault de Puchesse)	340
L. Passy. Le livre des métiers de Gisors au xvi ^e siècle (M. P.)	341
P. Courteault. Geoffroy de Malvin (G. Audiat)	697
L. Coquelin. Montaigne (G. A.)	698
C. Bouvier. La question Michel Servet (E. Vacandard)	699

V. — *Dix-septième et dix-huitième siècles*

G. de Mun. Richelieu et la maison de Savoie (Y. B.)	341
E. Pilastre. Vie et caractère de M ^{me} de Maintenon (Y. B.)	342
Kirkpatrick de Closeburn. Les renonciations des Bourbons et la succession d'Espagne (G. G.)	342
P. Lefeuvre. Les Communs en Bretagne à la fin de l'ancien régime (1667-1789) (A. Roussel)	343
U. d'Alençon. Mémoires et lettres du P. Timothée de la Flèche (P. Pisani)	344
P. Monnier. Venise au xviii ^e siècle (L.-G. Pélissier)	345

VI. — *Révolution*

A. Vialay. La vente des biens nationaux pendant la Révolution française (P. Pisani)	348
G. Lecarpentier. La vente des biens ecclésiastiques pendant la Révolution française (P. Pisani)	348
Charrier. Mémoires et correspondance d'un prêtre nivernais déporté en 1794 (P. Pisani)	349
L. Brétaudeau. Un martyr de la Révolution à Vannes. Pierre-René Rogue, prêtre de la Mission (1758-1796) (A. Roussel)	350

VII. — *Temps modernes*

J. Régnier. Les préfets du Consulat et de l'Empire (L. P.)	352
E. d'Hauterive. La police secrète du premier Empire (L. P.)	353

L. de Lanzaç de Laborie. Paris sous Napoléon. T. IV (L. P.) . . .	354
M ^{re} de Caumont-La Force. L'archichancelier Lebrun, gouverneur de la Hollande, 1810-1813 (G. de Grandmaison).	354
Ch. Boutard. Lamennais et ses doctrines. II. Le catholicisme libéral (1828-1834) (Paul Allard)	355
R. Cosse. La France et la Prusse avant la guerre. T. I (H. Rubat du Méric)	357
La Monarchie française. Lettres et documents politiques (1844- 1907), avec une préface du duc d'Orléans (H. Rubat du Méric).	358

VIII. — *Géographie. Monographies locales*

A. Longnon. Atlas historique de la France depuis César jusqu'à nos jours. 1 ^{re} partie (J. Viard).	358
Cazauran. Mirande, souvenirs d'histoire civile et religieuse (J. Viard).	359
J. Chappée. Archives du Cognier (J. Viard)	360
H. Espauillard. Notes historiques sur le plateau d'Avron (J. Viard).	361
L. Sahler. Montbéliard à table (E. Chapuis-Gaudot)	361
Paul Fournier. Chaligny, ses seigneurs et son comté (A. Lesort).	362

5 R46
5
1897,
1898,
1899

REVUE
DES
QUESTIONS HISTORIQUES

FONDÉE PAR M. LE MARQUIS DE BEAUCOURT

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE

168^e LIVRAISON

1^{er} OCTOBRE 1908

PARIS
BUREAUX DE LA REVUE
5, RUE SAINT-SIMON, 5
1908

LIVRAISON DU 1^{re} OCTOBRE 1908

Pages		
365	I. — L'EXISTENCE HISTORIQUE DE JÉSUS ET LE RATIONALISME CONTEM- PORAIN (fin).	C.-L. FILLION.
399	II. — SIDOINE APOLLINAIRE, PRÉFET DE ROME	PAUL ALLARD.
420	III. — LA DÉSERTION DU CARDINAL DE BOUILLON (premier article) . . .	A. DE BOISLISLE, de l'Institut.
472	IV. — LES BRIGANDAGES MARITIMES DE L'ANGLETERRE SOUS LE RÈGNE DE LOUIS XV (fin)	C ^{te} M. DE GERMINY.
509	V. — UNE SOCIÉTÉ DU CULTE CATHO- LIQUE A PARIS PENDANT LA PREMIÈRE SÉPARATION. LA PA- ROISSÉ SAINT-EUSTACHE DE 1795 A 1802 (fin).	L. SOUTIF.
562	VI. — MÉLANGES : L'ŒUVRE HISTORIQUE DE GASTON BOISSIER	MAURICE BESNIER.
584	LE CARTULAIRE DE NOTRE-DAME DE PROUILLE ET L'ALBIGÉISME LANGUEDOCIEN AUX XII ^e ET XIII ^e SIÈCLES	E. VACANDARD.
610	LAMENNAIS D'APRÈS SES CORRES- PONDANTS INCONNUS (suite) . .	A. ROUSSEL.
621	VII. — CORRESPONDANCE	L. DU SOMMERARD et A. VOGT.
623	VIII. — COURRIER ALLEMAND (fin). . . .	E.-A. GOLDSILBER.
629	IX. — COURRIER ANGLAIS	F. CABROL.
642	X. — CHRONIQUE	E.-G. LEDOS.
656	XI. — REVUE DES RECUEILS PÉRIODI- QUES : FRANÇAIS.	ALBERT ISNARD.
672	ALLEMANDS	E.-G. LEDOS.
682	XII. — BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE : I. ANTIQUITÉ. ORIGINES CHRÉTIENNES ; II. MOYEN ÂGE ; III. RENAISSANCE. RÉFORME.	
700	XIII. — TABLE DES MATIÈRES DU TOME LXXXIV.	

**(Voir à la 3^e page de la couverture les titres
des ouvrages analysés)**

REVUE DES QUESTIONS HISTORIQUES. — OCTOBRE 1908.

PLON-NOURRIT & C^{ie}, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE, PARIS (6^e)

RÉCENTES PUBLICATIONS

RÉCITS D'UNE TANTE

MÉMOIRES DE LA COMTESSE DE BOIGNE
NÉE D'OSMOND

Publiés d'après le manuscrit original par Ch. NICOULLAUD

IV — 1830-1866 — Fragments

Un volume in-8, avec un portrait en héliogravure. 7 fr. 50

JOSEPH DE MAISTRE ET BLACAS

Leur correspondance inédite et l'histoire de leur amitié
1804-1820

Introduction, notes et commentaires par Ernest DAUDET

Un volume in-8, avec une héliogravure. 7 fr. 50

HISTOIRE MILITAIRE DE MASSÉNA

LE SIÈGE DE GÈNES (1800)

LA GUERRE DANS L'APENNIN — JOURNAL DU BLOCUS — OPÉRATIONS DE SUCHET

Un volume in-8, avec gravures, cartes et plans 7 fr. 50

Général DÉsirÉ CHLAPOWSKI, baron de l'Empire

MÉMOIRES SUR LES GUERRES DE NAPOLEON (1806-1813)

Publiés par ses fils. — Traduits en français par J.-V. CHELMINSKI et le commandant MALIBRAN

Un volume in-16 3 fr. 50

COLONEL LUSSAN

SOUVENIRS DU MEXIQUE

Un volume in-16 3 fr. 50

M. DE MARCÈRE

HISTOIRE DE LA RÉPUBLIQUE (1876-1879)

Septennat du maréchal de Mac-Mahon

Un volume in-16 3 fr. 50.

CHEMIN DE FER DU NORD

SAISON BALNÉAIRE & THERMALE

(Jusqu'au 31 octobre)

BILLETS D'ALLER & RETOUR A PRIX RÉDUITS

PRIX au départ de PARIS (non compris le timbre de quittance)

De PARIS AUX STATIONS CI-DESSOUS	BILLETS de SAISON de FAMILLE Valables pendant 33 jours.						BILLETS HEBDOMADAIRES			BILLETS D'EXCURSION	
	PRIX POUR 3 PERSONNES			PRIX pour chaque personne en plus			PRIX PAR PERSONNE			PRIX PAR PERSONNE	
	1 ^{re} classe	2 ^e classe	3 ^e classe	1 ^{re} classe	2 ^e classe	3 ^e classe	1 ^{re} classe	2 ^e classe	3 ^e classe	2 ^e classe	3 ^e cl.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Ault-Onival (v. Fouquières-Presnoy).	137 40	95 40	62 70	24 20	17 20	11 40	29 »	23 30	16 »	11 40	7 45
Berck	143 40	101 40	66 30	25 60	17 45	11 45	31 »	24 15	17 »	11 45	7 35
Boulogne (ville)	170 70	115 20	75 »	28 45	14 20	12 50	34 »	25 70	18 90	11 10	7 30
Calais (ville)	198 30	133 80	87 30	33 05	22 30	14 55	37 90	29 »	21 85	12 35	8 10
Cayeux	137 55	93 60	61 20	24 »	16 45	10 80	29 30	23 05	15 95	11 »	7 25
Conchil-le-Temple (Fort-Mahon).	140 40	94 80	61 80	23 40	15 80	10 30	28 80	22 50	15 75	9 75	6 35
Dannes-Camiers	157 20	106 20	69 30	26 20	17 70	11 55	31 70	24 40	17 50	10 50	6 85
Dunkerque	204 90	138 30	90 30	34 15	23 05	15 05	38 85	29 95	22 60	12 50	8 20
Enghien-les-Bains	»	»	»	»	»	»	2 »	1 45	» 95	»	»
Etaples	152 40	102 90	67 20	25 40	17 15	11 20	30 90	23 95	17 »	10 35	6 75
Eu (le Bourg-d'Ault et Onival).	120 90	81 60	53 10	20 15	13 60	8 85	25 40	20 10	13 70	8 85	5 75
Fort-Mahon-Plage	141 30	96 60	64 20	24 15	16 70	11 30	29 50	23 35	16 65	10 80	7 45
Ghyvelde (Bray-Dunes)	213 »	143 70	93 60	35 50	23 95	15 60	39 95	31 45	23 40	12 50	8 20
Gravelines (Petit-Fort-Philippe)	204 00	138 30	90 30	34 15	23 05	15 05	38 85	29 95	22 60	12 50	8 20
Le Crotoy	131 25	89 10	58 20	22 60	15 40	10 10	27 90	21 95	15 15	10 25	6 75
Leffrinckouke-Malo-Terminus	209 10	141 »	92 10	34 85	23 50	15 35	39 40	30 55	23 05	12 50	8 20
Le Tréport-Mers	123 »	83 10	54 »	20 50	13 85	9 »	25 75	20 35	13 90	9 »	5 85

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

La Compagnie P.-L.-M. vient de publier une série de 25 cartes postales reproduisant, en couleurs, les plus remarquables de ses affiches illustrées.

Ces 25 cartes postales, renfermées dans une pochette, sont mises en vente dans les bibliothèques des principales gares du réseau, au prix de 1 fr. ; ces cartes sont aussi vendues séparément à raison de 0 fr. 05 l'exemplaire. La pochette est envoyée à domicile sur demande accompagnée de 1 fr. en timbres-poste et adressée au Service central de l'Exploitation, 20, boulevard Diderot, à Paris.

CHEMINS DE FER DE L'EST

VOYAGES EN ITALIE

La Compagnie des chemins de fer de l'Est a l'honneur d'informer MM. les voyageurs qu'elle met à leur disposition différentes combinaisons de billets permettant de faire, dans des conditions très économiques, des excursions variées en Italie.

Elle délivre notamment :

1^o Dans toutes les gares de son réseau, des billets d'aller et retour ou circulaires valables 60 jours au minimum et 120 jours au maximum, avec itinéraire tracé au gré des voyageurs ;

2^o A Paris et dans toutes les gares comprises sur le parcours, des billets circulaires à itinéraire fixe, valables 60 jours, permettant de se rendre en Italie par la voie de Belfort-Bâle Saint-Gothard et d'en revenir par le Mont-Cenis ou par Vintimille, ou inversement.

Ces billets doivent être demandés à l'avance ; toutefois, la gare de Paris délivre à première demande les billets circulaires à itinéraire fixe.

Des trains rapides de 1^{re} et 2^e classes et des express des trois classes assurent journallement les communications entre Paris et Bâle avec correspondances immédiates sur l'Italie par Lucerne et la pittoresque route du Gothard.

Entre Paris et Bâle les trains de jour comportent un wagon-restaurant et les trains de nuit des voitures à compartiments lits-toilette et des sleeping-cars.

Sur le Gothard, les trains comportent des wagons-restaurants le jour, et la nuit des wagons-lits.

Les places de couchettes et de lits-toilette peuvent être retenues à l'avance sans augmentation de prix.

CHEMINS DE FER DE L'OUEST

POUR NOS ENFANTS

Nous avons déjà signalé à l'attention des voyageurs et touristes les Guides, Livrets et Albums publiés sur la Normandie et la Bretagne par la Compagnie de l'Ouest.

Ces publications ne s'adressant qu'aux grandes personnes, la Compagnie de l'Ouest a pensé être agréable aux enfants en faisant établir, exclusivement à leur intention et comme souvenir de voyage, un Livret-aquarelle de costumes et paysages bretons.

Ce Livret-aquarelle comprend 8 gravures en couleurs, chacune reproduite, en esquisse au trait noir, sur la page mobile qui lui fait vis-à-vis et que les enfants peuvent expédier comme carte postale, après l'avoir coloriée suivant le modèle ; plusieurs chansons (paroles et musique) choisies parmi les œuvres du barde breton Botrel, et enfin quelques renseignements géographiques.

Nul doute que, par son prix modique (0 fr. 60) et son cachet artistique, il n'obtienne un grand et légitime succès.

Le Livret-aquarelle de la Bretagne se trouve dans les bibliothèques des gares du réseau de l'Ouest ou est adressé franco à domicile contre l'envoi de sa valeur (0 fr. 60) en timbres-poste au Service de la Publicité de la Compagnie, 20, rue de Rome, à Paris.

POLYBIBLION

REVUE BIBLIOGRAPHIQUE UNIVERSELLE

Paraissant vers le 20 de chaque mois

5, RUE SAINT-SIMON (BOULEVARD SAINT-GERMAIN), PARIS, VII^e

41^e ANNÉE

Le **Polybiblion** paraît chaque mois en deux parties distinctes.

La première (*Partie littéraire*) forme deux volumes semestriels de près de 700 pages. Elle comprend : 1^o des *Articles d'ensemble* sur les différentes branches de la science et de la littérature ; 2^o des *Comptes rendus* des principaux ouvrages publiés en France et à l'étranger ; 3^o un *Bulletin* faisant connaître les ouvrages récents et de moindre importance ; 4^o une *Chronique* résumant tous les faits se rattachant à la spécialité du Recueil, et passant en revue les publications les plus intéressantes relatives aux diverses provinces de la France et aux pays étrangers.

La seconde (*Partie technique*) contient : 1^o une *Bibliographie méthodique* des ouvrages publiés en France et à l'étranger, avec indication des prix ; 2^o les *Sommaires* des principales revues françaises et étrangères ; 3^o les *Sommaires* des articles littéraires des grands journaux de Paris, de Marseille et de Gand. — La *Partie technique* forme, par mois, une livraison de 40 à 80 pages, et, au bout de l'année, un volume de plus de 500 pages.

Outre de nombreux articles particuliers sur des ouvrages de *Théologie*, *Jurisprudence*, *Sciences et Arts*, *Littérature* et *Histoire*, le *Polybiblion* a publié pendant les trois premiers trimestres de l'année 1908 d'importantes revues d'ensemble sur des spécialités déterminées, savoir :

En *janvier* : Publications illustrées (fin des livres d'étrennes). — Romans, contes et nouvelles. — Economie politique et sociale.

En *février* : Enseignement chrétien et piété. — Poésie et Théâtre. — Histoire, Art et Sciences militaires. — Histoire coloniale et colonisation.

En *mars* : Ecriture sainte et Littérature orientale. — Géographie et Voyages.

En *avril* : Romans, contes et nouvelles. — Sciences biologiques. — Beaux-arts.

En *mai* : Philosophie. — Sciences physiques et chimiques. Sciences mathématiques. — Hagiographie et biographie ecclésiastique.

En *juin* : Jurisprudence. — Ouvrages pour la jeunesse. — (Tables semestrielles).

En *juillet* : Romans, contes et nouvelles. — Economie politique et sociale. — Histoire coloniale et colonisation.

En *août* : Ouvrages d'enseignement chrétien et de piété. — Poésie et Théâtre. — Histoire, Art et Sciences militaires.

En *septembre* : Publications sur l'Ecriture sainte et la Littérature orientale. — Sciences biologiques. — Ouvrages relatifs à l'histoire du théâtre. — Géographie et Voyages.

Il est à remarquer que le genre des articles d'ensemble varie chaque mois.

PRIX D'ABONNEMENT. Les prix d'abonnement sont ainsi fixés :

<i>Partie littéraire,</i>	France	15 fr.	—	Etranger. . . .	16 fr.
<i>Partie technique,</i>	—	10 fr.	—	—	11 fr.
<i>Les 2 parties réunies,</i>	—	20 fr.	—	—	22 fr.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier de chaque année.

La collection du *Polybiblion* compte, au 31 décembre 1907, cent onze volumes. — Une très importante réduction peut être faite sur la vente d'une collection complète, notamment aux bibliothèques publiques et aux institutions françaises et étrangères. — Ces collections n'existent plus aujourd'hui qu'en très petit nombre.

Un numéro spécimen de l'une et de l'autre partie sera adressé, FRANCO, à toute personne qui en fera la demande.

OUVRAGES ANALYSÉS DANS LE BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

I. — ANTIQUITÉ. — ORIGINES CHRÉTIENNES

- W. HOFFMANN. — *Das literarische Porträt Alexanders des Grossen*. Leipzig, Quelle et Meyers, 1907 (M. BESNIER).
- G. STAHL. — *De bello Sertoriano*. Erlangen, Jacobi, 1907 (M. BESNIER).
- P. LEGENDRE. — *Etudes tironiennes*. Paris, Champion, 1907 (M. BESNIER).
- L. CRÉMIEU. — *La justice privée dans la procédure romaine*. Paris, Larose et Tenin, 1908 (M. BESNIER).
- E. PAIS. — *Ricerche storiche e geografiche sull'Italia antica*. Turin, 1908 (M. BESNIER).
- E.-S. BUCHANAN. — *The four Gospels from the Codex Corbeiensis*. Oxford, Clarendon Press, 1907 (A. WILMART).
- P. A.-R. ROUILLON. — *Sainte Hélène*. Paris, Gabalda, 1908 (M. BESNIER).
- F. GNECCHI. — *Monete romane*. Milan, Hoepli, 1907 (M. PRINET).

II. — MOYEN AGE

- L. HALPHEN. — *Etudes sur l'administration de Rome au moyen âge*. Paris, Champion, 1907 (M. BESNIER).

D' A. VON WRETSCHKO. — *Zur Frage der Besetzung des erzbischöflichen Stuhles in Salzburg im Mittelalter*. Stuttgart, Enke, 1907 (J.-A. DE BERNON).

VAUCELLE. — *Les Annales du diocèse de Tours*. Paris, A. Picard, 1907 (J. BESSE).

HILARIN DE LUCERNE. — *Histoire des études dans l'ordre de Saint-François*. Paris, Picard, 1908 (UBALD D'ALENÇON).

Obituaires de la province de Sens. Paris, G. Klincksieck, 1906 (H. STEIN).

Chartularium studii Bononiensis, t. I. Imola, 1907 (L.-H. LABANDE).

Studi e memorie per la storia dell' Università da Bologna, t. I. Bologna, 1907 (L.-H. LABANDE).

D' MULDER. — *Dietrich von Nideim. Zijne opvatting van het Concilie*. Amsterdam, E. van der Vecht, 1907 (M. B.).

H. OBREEN. — *Floris V, graaf van Holland en Zeeland*. Gand, E. van Goethem, 1907 (A. D'HERBOMEZ).

III. — RENAISSANCE. — RÉFORME

P. COURTEAULT. — *Geoffroy de Malvin*. Paris, Champion, 1907 (G. AUDIAT).

L. COQUELIN. — *Montaigne*. Larousse (G. AUDIAT).

C. BOUVIER. — *La question Michel Servet*. Paris, Bloud, 1908 (E. VACANDARD).



LA REVUE DES QUESTIONS HISTORIQUES

FONDÉE EN 1866

Par M. le marquis DE BEAUCOURT

ET AUJOURD'HUI DIRIGÉE

Par M. Paul ALLARD

Paraissant tous les trois mois (en janvier, avril, juillet et octobre), par livraison d'environ 350 pages, la **Revue des questions historiques** forme à la fin de l'année deux volumes grand in-8 de 700 pages.

PRIX DE L'ABONNEMENT :

Paris et Départements	Un An : 30 fr.
Étranger.	— 35 fr.

On s'abonne à Paris, aux bureaux de la *Revue*, rue Saint-Simon, 5.

Les communications relatives à la rédaction doivent être adressées à M. Paul ALLARD, Directeur de la *Revue*, 5, rue Saint-Simon, Paris, VII^e.

Tout ce qui concerne l'administration doit être adressé à M. le Gérant de la *Revue*, rue Saint-Simon, 5.

La reproduction et la traduction des travaux de la REVUE DES QUESTIONS HISTORIQUES sont interdites. — Aucun tirage à part ne doit être mis en vente.

COLLECTION DE LA REVUE

EN VENTE AUX BUREAUX DE LA *REVUE*, 5, rue Saint-Simon, Paris, VII^e :
les années 1889 à 1903 et les tables de 1866 à 1896.

Pour les conditions, s'adresser à M. le Gérant de la **Revue des questions historiques**, 5, rue Saint-Simon, à Paris, VII^e.

Les années 1866 à 1888 de la REVUE DES QUESTIONS HISTORIQUES sont la propriété de M. H. Welter, libraire, 4, rue Bernard Palissy, Paris, VI^e

BERANGER. — IMPRIMERIE JACQUIN.

BOUND IN LEATHER
1871-1872

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 07333 6771

